REVUE

DES

DEUX MONDES

CIX[e] ANNÉE. — HUITIÈME PÉRIODE

TOME CINQUANTE ET UNIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1939

TENTATION

DERNIÈRE PARTIE (1)

I

Reine Forestier n'apprit, par Thérèse Lassout, la maladie d'Ambrèze qu'après qu'il eut quitté Paris. Elle lui écrivit un mot de sympathie, reçut pour toute réponse, après des mois, une brève carte postale. La rupture entre eux semblait totale.

Cependant, pour quelques personnes déjà, elle était sans erreur possible l'élue, la femme qu'aimait Marc Ambrèze, l'espoir de ceux qui désiraient sa chute, la terreur et la désolation des autres. Dans son délire, à maintes reprises, il l'avait nommée, d'abord devant Suzanne, puis devant Geneviève. La première garda jalousement le secret surpris. La seconde se réjouit hautement en voyant justifiée la calomnie inventée par Malestout. Elle fit part de sa découverte à Philippe, dont elle protégeait les amours.

L'homme jeune qui luttait pour le bonheur ne pouvait négliger aucune de ses chances. Sûr d'un sentiment, incertain des faits, il suivit la piste indiquée, à la recherche d'une preuve qui servirait sa cause auprès de Suzanne. Il établit, ayant des amis à Saint-Cloud, une discrète surveillance autour de Reine Forestier. L'été passa sans qu'on lui signalât aucune absence. Elle ne rejoignit pas Ambrèze à Lausanne.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 avril.

Elle ne profita pas des circonstances exceptionnellement favorables que lui offraient la convalescence et l'exil de son amant. Philippe dut reconnaître qu'il se servait là d'un terme probablement inexact, anticipant sur les événements. Peut-être l'aveu confié au papier, échappé au délire, n'avait-il jamais été prononcé. Peut-être Reine ignorait-elle son pouvoir. En ce cas, l'avertir...

Philippe se présenta chez elle à l'improviste. Les mois passés à Bergulia étaient un lien entre eux. Rien d'étonnant qu'il lui parlât de son amour, réclamât un avis conforme à son espérance. Il posa la question du prestige d'Ambrèze, qui, seul, affirmait-il, entraînait vers Dieu des âmes hésitantes et malléables. La plupart de ses convertis ne suivaient que lui en croyant suivre le Christ et l'Église. Cela, Reine l'admit aisément. En revanche, la seconde hypothèse qui découlait de la première : si Ambrèze, pris au piège charnel, reniait sa foi, du même coup tomberaient les scrupules de Suzanne, lui parut insensée. Ambrèze ne varierait jamais. On n'ébranlerait pas ce roc de certitude.

Ainsi donc elle ne savait rien. Elle ne voyait pas cet homme déraciné pencher vers elle, ne connaissait pas le poème écrit à sa gloire. Philippe en avait apporté une copie. Il la lui remit avec un bref commentaire, afin qu'elle la lût à loisir, comprît enfin.

Se pouvait-il que ces pages lui fussent adressées, que son peu de beauté et son peu d'existence y fussent à ce point magnifiées ? La date indiquée par Philippe correspondait bien à ce jour inachevé, à jamais durable, où elle s'était arrachée des bras d'Ambrèze. Tandis qu'elle se repliait sur sa douleur muette, lui en qui toute émotion engendrait la parole, écrivait ce poème sur lequel on l'avait trouvé évanoui. Œuvre du délire, probablement déjà reniée. Elle doutait de la preuve qu'elle tenait dans ses mains et préférait douter. Les mots l'effrayaient qui lui conféraient une si redoutable grandeur.

Elle était pour sa part parfaitement décidée à s'effacer. Les circonstances l'y aidaient. Rien ne semblait plus facile que de se laisser oublier. Il lui suffisait de demeurer dans sa retraite. Elle ne prévoyait pas que Marc Ambrèze viendrait l'y chercher, qu'un soir de novembre, surprise par un

coup de sonnette, croyant ouvrir au facteur, à quelque solliciteur, elle le trouverait à sa porte.

L'entrevue passa vaine, vide, stérile. Habitués à ne plus se rencontrer qu'en rêve, ils demeurèrent, dans le réel, séparés, impuissants à s'atteindre, n'échangèrent que des propos décousus qu'ils entendaient à peine, comme à travers un bruit continu et perçant de sirènes. A une question dont elle se souvenait mal, quelque chose comme : « Que devenez-vous, qu'avez-vous fait ? »... Sa réponse : « Rien... J'endure le temps... dans ma vie, jamais rien n'arrive... » avait paru bouleverser Ambrèze. « Je ne puis supporter cela, s'était-il écrié, non, vraiment, ma... » Elle crut entendre : « ma chérie » ou « mon enfant ». Les deux termes se perdirent emmêlés dans un balbutiement indistinct d'où émergea son nom. Elle remarqua alors qu'il le répétait à tout moment avec insistance, comme si le fait de l'avoir prononcé un jour, la bouche contre son cœur, lui donnait le droit d'en user désormais sans mesure. Bientôt l'hôte inattendu se retira. Pourquoi donc était-il venu ?

Par scrupule, peut-être, parce qu'il ne pouvait renier l'ancienne amitié, parce qu'il lui devait plus que jamais, l'ayant troublée, une aide fraternelle. Il se donna ces prétextes. En réalité, par faiblesse, besoin, coup de tête et folie, parce qu'il était à bout de forces, voulait tout avouer, tout expliquer, tout accomplir, la prendre dans ses bras.

Il ne l'avait jamais vue que hors de son cadre, hors de son drame, créature qui venait, il le savait bien, des pays sans soleil, mais qui lui apparaissait, au moment où elle le rejoignait, déjà modifiée, prise aux lumières, aux chaleurs des climats tempérés. Ces zones extrêmes de la terre, glacées par un perpétuel hiver, ceux qui connaissent le froid de quelques jours, la nuit de quelques heures, croient pouvoir les imaginer. Ainsi en est-il de la solitude. Pas un être ici-bas qui l'ignore ou soit épargné par elle. Comme tous les poètes, Marc Ambrèze l'avait chantée, d'après une expérience courte, une exploration superficielle. Pour la première fois, il pénétrait au plus profond de ses régions désertes, touchait son pôle. Il concevait l'absolue solitude : celle du cœur, celle de la maison, quand la pauvreté l'accompagne, réduisant les sorties, empêchant les voyages, limitant jusqu'à la curiosité

de l'esprit, ôtant à l'intelligence l'aliment du nouveau, raréfiant l'air autour de l'emmurée.

Rien d'étonnant à ce qu'elle ne fût pas même habillée à cinq heures du soir, enroulée seulement dans un peignoir de velours sombre, usé et blanchi par places, les cheveux défaits. Il n'y avait aucune raison pour qu'elle se levât chaque matin. La pauvreté même dont elle acceptait les privations, non les luttes, ne la pressait pas d'agir. Un tableau, un objet, un meuble vendu de temps à autre, lui permettaient de subsister. L'ennui seul devait la chasser de son lit, plus ou moins tard, la décider à s'acquitter de quelques besognes ménagères indispensables. Mais très vite l'immobilité des choses, le vide, l'atmosphère de mort autour d'elle l'engourdissaient de nouveau, paralysant sa volonté.

Dans l'ancien bureau de son mari où la confinait l'hiver, l'unique pièce qui fût encore chauffée, tout trahissait l'horreur de l'effort, ou plutôt le sentiment de son inutilité. Un désordre significatif attestait l'interruption continuelle d'occupations toujours trop brèves pour les longues heures, la lassitude d'une vie aux prises avec le temps interminable. Les livres gisaient aux creux des coussins, sur les fauteuils, le tapis, partout où la main nonchalante les laissait tomber. Sur la table, des papiers épars, de vieilles lettres qu'elle relisait, classait ou déchirait. Derrière un paravent entrebâillé, un guéridon portait les restes d'un repas plus que succinct et pourtant inachevé. La perpétuelle fatigue des solitaires devait la rejeter sans cesse sur le divan creusé par le poids de son corps. La musique y aidait sa rêverie. L'appareil de T. S. F. était ouvert, mais en sourdine, de façon que le chant ne fût que berceuse pour la somnolente douleur.

Ambrèze remarqua tout cela. Il reconnaissait à peine cette femme amaigrie, pâle, sans vie, qui toussait souvent. Malade ?... Probablement. Déprimée par la reclusion et la nourriture insuffisante. Intoxiquée aussi, non plus d'éther, mais de solitude et de ce même amour qui, aiguillon pour lui, tourment, violent orage, était pour elle poids, accablement, tristesse étale, nuit définitive.

Ce fut une sorte de descente aux enfers où il chercha péniblement la bien-aimée devenue ombre, insaisissable à l'étreinte, l'Eurydice que le baiser dissoudrait, à qui le

regard même apporte trop de jour. Il se servit du nom qui toujours a pouvoir sur l'être. Il le répéta obstinément, sans raison apparente, groupant autour de lui n'importe quelles paroles, seulement pour en motiver le retour. L'inflexion le modifiait, lui prêtait tour à tour accent de tendresse, de sollicitude, d'autorité. Reine, cela voulait dire : « Où es-tu ? N'aie pas peur, laisse-moi t'approcher, viens ! » puis aussi : « Sois, renais, existe ! » Et parfois l'incantation semblait agir. Elle se détachait du bloc d'oubli où elle était prise, affleurait au réel, s'y adaptait. On eût dit que des bandelettes se détachaient de ses membres, leur rendaient jeu, aisance et grâce. Puis de nouveau l'ombre la reprenait, le froid des régions souterraines.

Du moins, si différente de l'image qu'il gardait d'elle, d'autant plus différente qu'il l'avait, cette image, revêtue dans l'absence de toute la beauté, de toute la jeunesse vers quoi soupire l'homme, elle ne le troublait plus, ne lui inspirait que des sentiments calmes, au lieu du brutal désir. Il se crut sauvé. La tentation semblait finie qui, changeant de nature, attaquait les hauteurs de l'âme. Il éprouva bientôt ce que sont, déchaînées, la folle pitié, la folle tendresse et leur exigence, plus forte que celle de la chair.

Il avait hâte de réparer, de consoler. Il voulait la joie pour elle, le bonheur pour elle. Le plus déchirant, c'était de constater qu'elle ne se croyait pas, ne se croirait jamais aimée peut-être. Pas un instant, ainsi qu'une eau qui trouve pente, elle ne pesa sur sa faiblesse que défendaient si mal quelques légers barrages, même lorsqu'il cédait de toutes parts, la nommant à travers ce bruit de sirènes entre eux : ma chérie et mon enfant. Mais justement cette femme, qui ne demandait rien, par son silence et son abdication exigeait plus que par la plainte, le plaidoyer, l'imploration. Elle se retirait, se creusait devant lui, abîme, besoin, misère qu'il ne pouvait combler qu'en y jetant d'immenses richesses, tout ce qu'il possédait. Cette blessée se refusait à l'amour furtif et précaire d'un moment, elle réclamait la durée, posait la question du choix. Il ne la sauverait qu'en lui donnant à son foyer place d'épouse, de mère, d'inspiratrice, l'appelant à partager son destin, son nom, son œuvre, lui remettant entre les mains son âme.

II

Menée dans l'ombre par une volonté adroite, Geneviève avait adopté une nouvelle tactique qui consistait à braver ouvertement son mari, dans l'espoir de le pousser à bout. Elle vivait près de lui, mais à sa guise, en pleine liberté. Tandis que, sous un prétexte de santé, plausible, il s'isolait, fuyait le monde, elle acceptait de nombreuses invitations, sortait le soir, seule ou accompagnée d'une amie complaisante, allait partout où elle savait devoir rencontrer Malestout.

Les choses s'aggravèrent quand les garçons revinrent pour les vacances de Noël. Ils remarquèrent avec surprise l'indépendance nouvelle de cette mère, chaque jour plus élégante, plus coquette, qui, à l'heure du dîner ou tout de suite après, partait en grande toilette, leur jetant un adieu hâtif. Ambrèze ne pouvait tolérer qu'ils eussent sous les yeux, comme un encouragement au mal et une excuse, le spectacle de l'inconduite maternelle. Le devoir lui donnait les mêmes conseils que l'orgueil blessé, la colère et l'amour. Une séparation légale s'imposait que permettait l'Église. Si Geneviève la faisait transformer en divorce et se remariait, il n'en serait point responsable. Sa tâche essentielle consistait à veiller sur la moralité de ses enfants. Il entendait bien les reprendre à la mère coupable, les garder tous, les conduire seul. Sur ce point Geneviève s'insurgea. Abandonnant ses fils déjà grands, qui la jugeaient, elle réclama ses filles, plaida pour une solution élégante, pour une séparation demandée, après entente préalable, sous un prétexte quelconque. Ambrèze s'y refusait. Mais, bien que fort de son droit, il ne possédait pas les preuves de l'adultère. Elle craignit de les lui fournir, se montra plus prudente. Ils hésitaient tous deux devant un dénouement qui comportait des risques.

Suzanne aussi différait de mois en mois son entrée au couvent, faute de discerner clairement en quel lieu, dans quelle voie, elle pourrait le mieux servir. Chez les Ambrèze elle se sentait utile à la mère déficiente, aux enfants délaissés, s'inquiétait surtout de l'homme inaccessible, muet, replié, qu'elle devinait tenté au delà de ses forces. Lui la croyait retenue par Philippe, partagée comme il l'était, en proie aux

mêmes luttes. Bien qu'il se fût juré de rester neutre, un jour, presque involontairement, il prit parti et voyant qu'elle avait pleuré :

— Ma pauvre petite, dit-il, c'est bien dur n'est-ce pas, cette résistance à l'amour ?

Il entendait l'amour humain, alors que, pour cette enfant, la seule peine était de résister à Dieu, de ne pas répondre à l'appel de la grâce.

De son côté, Philippe se trompait aux atermoiements de Suzanne, y trouvait motif d'espérance. Il ne la pressait pas, feignait de s'oublier, prenait auprès d'elle position d'ami, l'encourageait à ne pas abandonner sa tâche maternelle et filiale. Il cherchait à la retenir dans le monde assez longtemps pour qu'elle vît la chute d'Ambrèze et y fût entraînée. Mais la durée de la crise dépassait ses prévisions et, s'éternisant, risquait de ne pas aboutir. L'inertie de Reine Forestier le rendait fou. Alors qu'elle pouvait seule faire pencher du côté de l'amour la balance où ils oscillaient tous, pourquoi cet effacement, cet inexplicable silence ? Quelle raison avait-elle d'abandonner ainsi sa propre cause ?

Il retourna la voir, l'informa des derniers événements. Le principe de la séparation étant accepté, Marc Ambrèze consentirait tôt ou tard au partage des enfants. Il n'imposerait pas à sa future femme la charge d'une grande famille.

— Vous pensez donc qu'il se remarierait ?

Reine semblait stupéfaite.

— Naturellement. Tout l'y pousse. A son âge rester seul ! D'ailleurs, il aime et sa foi est morte. Vous avez lu son poème, vous sentez bien qu'il a choisi...

Elle secoua la tête, conclut nettement :

— Impossible.

Étrange femme qui au seul nom d'Ambrèze tremblait à faire pitié. Elle avait bien le glaive au cœur, l'aspect d'une obsédée que ronge le souvenir, le regret, le désir, d'autant plus ruinée par sa passion qu'elle ne possédait dans la vie rien qui pût l'en distraire. Pourtant cette affamée ne se jetait pas sur le pain offert, cette incroyante s'inquiétait du péché au lieu de s'élancer intrépidement vers le bonheur licite ou non.

— Tout dépend maintenant de celle qu'aime Ambrèze,

reprit Philippe avec intention, elle n'a qu'un mot à dire.

L'insinuation, bien que précise, ne parut suggérer à Reine ni plan d'action, ni espérance. On eût dit que son sort n'était pas en jeu. Curieusement, elle regarda le tentateur, plus attentive à lui qu'à son message, pourtant primordial.

— Est-ce que vous désirez vraiment, demanda-t-elle, la rupture d'Ambrèze avec tout son passé, son divorce, son remariage ?

— Je vous l'ai dit, répondit-il, je suis à peu près sûr que mon bonheur en dépend, que son exemple entraînerait Suzanne.

Elle fit un geste d'impatience.

— Ce n'est pas cela qui importe. Faites abstraction de vous-même. Oubliez votre amour. Désintéressé dans la question, seriez-vous heureux qu'Ambrèze apostasiât ?

Il se cabra sous la question gênante, tenta de l'éluder :

— Qu'est-ce que cela peut me faire ? Je ne suis pas chrétien.

— Vous étiez tenté de le devenir.

— Je ne crois qu'au poète, à son génie, protesta-t-il, se débattant. Sa voix seule m'émeut, quoi qu'elle dise. Évidemment ce thème de Dieu lui fournissait...

Il n'acheva pas. Il sentait bien qu'Ambrèze renégat lui apparaîtrait diminué. C'était bien ce qu'elle pensait : cette chute du maître, Philippe comme amant la voulait. Mais l'homme en lui ne la désirait pas. Non, pas plus qu'elle-même.

Ambrèze revint la voir un après-midi, de bonne heure. Elle faisait sa toilette et ne l'entendit pas sonner. Il déposa à sa porte des livres apportés pour elle. L'attention la toucha, puis lui parut insignifiante. Elle remercia par une carte postale. Le temps passa. Puis une lettre lui parvint, brève, éloquente : « Me laisserez-vous toujours seul et sans vous, mon amie ! »

Ce fut comme un coup de vent sur sa vie à demi éteinte qui, ranimée, jeta des flammes. Se sentir nécessaire la justifiait d'exister, la contraignait d'agir. Dès le lendemain, elle refit le trajet, accompli tant de fois l'hiver précédent au cours d'un long et doux servage. Elle répondait à l'appel reçu en grand empressement et dévouement chevaleresque, non sans appréhension pourtant, car entravé comme l'était

Ambrèze, que pouvait-il attendre d'elle ? A quoi bon ces échanges entre eux, toujours inachevés et amers. Quand elle se trouva quai d'Auteuil, devant la maison d'Ambrèze, il redevint pour elle l'homme important qu'on craint de déranger, l'homme aimé qui ne se soucie pas de l'être ; ce qu'il avait écrit ne comptait plus. Elle fut sur le point de déposer seulement chez la concierge les livres qui devaient fournir prétexte à sa visite. Elle monta cependant, le cœur battant à peine, s'en remettant au hasard du soin d'inspirer sa conduite. Comme l'ascenseur s'arrêtait au troisième étage, la porte de l'appartement s'ouvrit. Geneviève Ambrèze sortait, seule. Son visage hautain exprima soudain toute l'amabilité dont il était capable, ses mains se tendirent vers Reine.

— Madame Forestier ! Quelle surprise. Pourquoi si rare ? Je regrette, je suis attendue. Mais Marc est là. Il sera ravi, je vous assure. Non, vous ne le dérangez pas ! Quelle idée ! Une amie n'est jamais importune.

Elle couvrait les protestations d'une femme éperdue, se faisait protectrice de sa rivale, la rassurait, la guidait à travers la bibliothèque, où travaillait un petit jeune homme à lunettes, vers le bureau du maître. Elle ouvrit la porte, s'effaça. Marc Ambrèze apparut, de dos, courbé comme toujours sur la table qui occupait le milieu de la pièce.

— Je vous amène M[me] Forestier, Marc. Elle ne voulait pas entrer.

Un mouvement brusque le mit debout. Il marcha vers Reine, tout le corps penché en avant, d'un pas si décidé, avec un visage si tendu, si avide qu'elle eut peur, crut qu'il allait l'embrasser. Sa main tendue précipitamment l'arrêta. Il s'en saisit, comme étonné de ce faible obstacle que, pourtant, il n'écarta pas :

— Ne pas entrer, c'était mal ! dit-il d'une voix assourdie.

— N'est-ce pas ? approuva Geneviève. Je le lui ai bien dit, et qu'elle ne vous dérangerait nullement. Les vrais amis sont toujours trop discrets. Il faudra qu'elle revienne, la semaine prochaine, par exemple, déjeuner. Arrangez cela, Marc. Je suis si désolée de devoir sortir. Je m'excuse mille fois.

Tout en prenant ainsi congé, elle couvait d'un regard engageant, complice, un peu moqueur ces deux amants

inexpérimentés, aussi embarrassés qu'elle était à l'aise, aussi troublés qu'elle était calme.

« Quels enfants vous faites ! semblait-elle dire. Que signifie cette résistance à l'amour ? Quoi que vous fassiez, il triomphera toujours. Est-ce ma présence qui vous gêne ? Croyez-vous m'offenser ? Cette place que j'occupe encore, vous savez bien que je ne demande qu'à la céder à une autre. Prenez-la donc, Reine Forestier, je vous en prie. »

De nouveau, ils se retrouvaient seuls, là où ils l'avaient été tant de fois, si longtemps seuls et séparés, puis, un jour, durant un bref moment, unis, rejoints, étroitement confondus, formant un tout qui n'éprouvait plus souci ou besoin de rien sur la terre. On eût dit, le temps aboli, qu'ils venaient à peine de dénouer l'étreinte. Un lien mal rompu entre eux faisait qu'à chaque mouvement ils tiraient l'un sur l'autre, se causaient une mutuelle douleur. Reine ne s'asseyait pas, comme pour marquer qu'elle n'était là qu'en passant pour un échange de livres. Ambrèze cherchait parmi les plus nouveaux ceux qui pouvaient lui plaire. Il errait à travers la pièce. Elle le suivait ou le précédait d'une allure furtive, hésitante. Il sentait qu'il allait la perdre dans un instant, manœuvrait, dès qu'elle approchait de la porte, pour lui barrer le passage. Une femme coquette et qui ne l'eût pas aimé, il l'aurait retenue aisément... mais elle, si désintéressée de son sort, toujours prête à fuir, comment la garder ? Il craignait de l'effaroucher avec des mots trop tendres ou qui ne le seraient pas assez.

— Je vous remercie d'être venue, Reine, dit-il enfin. Je vous attendais tellement.

Comme il se tenait derrière elle, elle dut pour lui parler renverser la tête, l'incliner sur l'épaule en un mouvement de défaite et d'offrande. Il voyait de haut son visage mince et féerique où les yeux insensiblement changeaient. Obscurs et tels qu'une eau dormante, ternie, plombée sous un ciel d'orage, ils s'éclaircissaient peu à peu, devenaient limpides, bleus, transparents jusqu'à l'âme. Ils exprimaient l'attente patiente, la fidélité sans mesure, avec un reste de doute et d'effroi. Elle murmura :

— Que puis-je pour vous ?

Il ne le savait pas bien lui-même. En ce moment, il

constatait seulement sa résurrection. De nouveau, près de lui, exposée au rayonnement chaud de l'amour, elle revivait, pleine de grâce. Sa beauté le touchait d'autant plus qu'il la savait menacée par le temps, l'ombre, la douleur, l'ayant vue presque entièrement flétrie. Un homme jeune, heureux, peut renoncer plus aisément à une femme jeune, heureuse. Il a toute la terre pour se consoler, elle a tous les printemps pour refleurir. Mais sur le point d'entrer dans les déserts de l'âge, comment résister à cet ardent et doux visage pour un instant encore épargné ? C'est la dernière source d'eau vive avant la soif. Déjà Ambrèze, altéré, se penchait, lorsqu'il se souvint du baiser qui leur avait fait tant de mal. Non, tant que sa lutte secrète ne serait pas terminée, il traiterait Reine en amie seulement.

Ah ! qu'elle sût au moins ce qu'il endurait, ce qu'était sa vie. Il le lui expliquait, marchant à côté d'elle dans la pièce longue et spacieuse comme dans l'allée d'un jardin.

— Une guerre sans merci, disait-il, que je ne supporterai plus longtemps. Il faudra bien en venir à une séparation. Mais que de choses à régler ! J'ai tout contre moi et moi-même. Nulle aide. Suzanne nous quitte. Oui, c'est décidé : elle entre au couvent dans huit jours. Je suis très seul. Si vous étiez là, Reine ! Si vous vouliez reprendre la place que vous occupiez autrefois...

— J'ajouterais encore à vos difficultés. Je donnerais des armes contre vous, moi qui passe pour votre...

Elle n'acheva pas. Elle pouvait à peine parler. Ses dents s'entrechoquaient dès qu'elle cessait de les serrer fortement. Un émoi physique insurmontable l'arrêtait sur la pente glissante, des mots l'obligeaient à reprendre haleine et courage. Comment, au milieu de ce trouble, être à la hauteur de sa tâche, prononcer les paroles qu'Ambrèze attendait ? Elle l'essaya, pourtant.

— Vous n'êtes pas seul, d'ailleurs. Tant d'amis inconnus vous défendent.

Croyant ainsi l'aider, elle voulait s'exprimer en chrétienne, lui rappeler l'assistance spirituelle sur laquelle, catholique, il s'était longtemps appuyé, disant : « Je suis gardé par la prière du moine et du berger, secouru par la charité de la sainte et par la gratitude de qui a entendu

ma voix. » Mais, évoquant ce texte, elle ne put le citer à cause du grelottement de sa bouche. D'ailleurs, elle n'avait su que l'irriter.

— Des amis inconnus ! s'écria-t-il avec une violence subite ; allons donc !... des curieux, des indiscrets, voilà tout. J'habite une maison de verre où ils m'épient avidement, cruellement. Pas un mouvement de mon cœur qui leur échappe. Ils savent avant moi ce que je vais faire. Presque tous les jours je reçois des lettres : « On dit que vous allez divorcer, vous remarier... » Les uns m'approuvent, les autres me font des reproches... Et tenez, ce matin...

Il remua des papiers épars sur sa table, y saisit deux pages couvertes d'une écriture serrée, féminine. Il lut : « Est-il vrai que vous avez perdu la foi, vous qui me l'aviez rendue ?... Oh ! bien imparfaitement, d'ailleurs. Une foi qui dépendait de la vôtre. Hélas ! il y a des âmes trop faibles pour voir la vérité autrement qu'en transparence, reflétée par ceux qui l'ont trouvée. »

Reine écoutait, repliée, attentive à ces mots qui semblaient monter de son propre cœur.

« J'ai eu une vie pleine d'orage, d'incertitude, et puis j'ai rencontré votre œuvre. Je vous ai tellement admiré, qu'incapable de résoudre par mes propres forces le problème du monde, je m'en suis remise à vous, vous croyant sur parole. J'ai repris la pratique religieuse. Ce n'était pas encore la paix, mais une sorte de sécurité à votre ombre, et voici que vous vous retirez, me laissant seule en plein désert, et que je ne comprends plus... Vous ne me connaissez pas et je n'ai rien à réclamer de vous, mais pourtant je suis votre enfant. Rassurez-moi, ou bien expliquez-moi. Vous ne pouvez changer ainsi du tout au tout sans raison. Vous avez trouvé une vérité nouvelle ou bien celle que vous professiez s'est écroulée. De quelle manière, à quel moment ?... Je vous en prie, expliquez-moi... je veux savoir où vous allez ou bien partager votre ruine... »

La voix d'Ambrèze se cassa sur les derniers mots. Reine étendit la main vers lui :

— Marc, — c'était la première fois qu'elle le nommait ainsi, mais dans un cri si douloureux qu'il n'en eut pas de joie, — que parlez-vous de curieux, d'espions ?

De tels accents viennent de l'âme. Vous répondrez.

Il déchira la lettre, la jeta au panier.

— A quoi bon ? dit-il péniblement... Quels enseignements puis-je donner ? Je ne vois plus clair, je ne sais rien...

Pourquoi Reine éprouva-t-elle à cet aveu la sensation d'un vide immense, d'une privation, comme si elle perdait une chose essentielle à sa vie ? Qu'Ambrèze ne fût plus l'homme, plein de certitude, à qui tous les désespérés du monde pouvaient en tout temps faire appel, n'aurait pas dû l'émouvoir à ce point, puisque, quand il fournissait réponse et explication sur tout, elle ne l'avait jamais pleinement cru, ni suivi. Cette déception mystérieuse qu'elle ne comprenait pas, il parut la deviner, car il se défendit soudain comme un accusé :

— Que me veut-on, enfin ? s'écria-t-il. Que me demande-t-on ? Je ne suis pas chef de l'Église, prophète, pasteur de peuple...

Brusquement, il prit les mains de Reine. Son regard l'environna de flammes, l'isola dans son rayonnement :

— Je n'ai souci que d'un seul être, dit-il. Je n'ai plus charge que d'un être, sur cette terre...

Parole claire qui l'élevait au-dessus du monde, lui accordait suprématie sur toutes choses. L'impossible bonheur devenait réalité. Seulement, elle n'était pas faite pour lui. Les émotions de l'amour, chez elle trop violentes, la brisaient ainsi que des accès de fièvre.

De nouveau elle feignait de chercher des livres, allait d'un meuble à l'autre en s'y appuyant. Ambrèze la suivait, attentif à sa démarche chancelante, prêt à la recevoir dans ses bras. Et voici qu'il l'imagina soudain dans un proche avenir, à cette même place, chez lui et chez elle à la fois, non plus avec ce visage de captive et cette robe noire, toujours la même, qui pourtant lui allait bien, mais épanouie dans la sécurité de l'amour partagé et durable. Elle aurait un peignoir blanc, il se rappela combien elle était belle l'été en blanc, à Bergulia. Il se mit à rêver aux toilettes, aux bijoux qu'il lui donnerait, oui, même si elle ne le voulait pas. Il choisirait pour elle, apprendrait les noms de ces tissus si rares que portait Geneviève. Il lui offrirait des perles. Des fleurs aussi, chaque jour, les plus belles fleurs. Comme elle se tournait

vers lui, il la regarda d'un air gai, malicieux, s'amusa de son air étonné. Il la défiait en lui-même de deviner ses pensées et pour quelles futilités il se passionnait à cause d'elle. Soudain une douleur fulgurante le déchira. L'amant prodigue aujourd'hui des plus pauvres richesses se souvenait qu'à cette femme il voulait jadis donner Dieu. Tristement il plaida sa propre cause. Son cœur, n'était-ce rien ? Reine représentait pour lui la tentation la plus haute. Il ne chérissait pas seulement son corps désirable, mais ses yeux avant tout, son âme avant tout, comme on aime dans un paysage l'eau du fleuve ou du lac avec tout ce qui l'entoure, toutes ses rives fraîches.

Un coup léger fut frappé à la porte. Suzanne entra. Reine se trouvait alors devant l'une des hautes fenêtres, regardant à travers la vitre nette et claire le ciel et le miroitement de la Seine. Debout, à quelques pas d'elle, Ambrèze allumait une cigarette. Ils n'avaient pas à redouter d'être surpris, rien à se reprocher. Tout le monde aurait pu assister à leur entrevue, écouter leurs paroles. Pourtant ils éprouvèrent en même temps la même impression de confusion et de malaise.

Suzanne n'était pas de celles qui jugent. Devant ces deux êtres dont elle connaissait les secrètes attaches, et qu'elle trouvait réunis, seuls, sa physionomie paisible n'exprima ni anxiété ni soupçon. Son regard alla de l'un à l'autre avec des douceurs de colombe. Elle s'approcha de Reine et l'embrassa. Coiffée d'un petit feutre sombre, les cheveux bien lissés, sans trace de poudre sur ses joues toujours un peu trop roses, toute élégance bannie de sa tenue sévère, déjà presque monacale, elle venait, prête à sortir, prendre les ordres du maître pour quelques courses urgentes. Reine décida : « Je pars avec vous. » Ambrèze lui remit deux livres, promit d'en chercher d'autres, ménageant ainsi un prétexte à de nouvelles entrevues.

Au dehors, c'était un jour d'hiver, sec, froid, d'un gris pâle que le soleil voilé dorait légèrement. Il faisait bon marcher. Sans hâte, du même pas, les deux femmes longeaient le pont Mirabeau presque désert.

— Vous partez bientôt, Suzanne ? Dans quel ordre entrez-vous ?

— Les franciscaines missionnaires.

Le cœur serré, Reine se représenta le pire : l'exil dans

des contrées presque sauvages, la maladie peut-être sous les durs climats, peut-être le martyre. Un moment elle eut l'espoir d'empêcher cela, de retenir.

— Vous étiez bien utile dans ce foyer que vous quittez.

Elle vit sur le visage qui se tournait de trois quarts vers le sien apparaître un sourire un peu triste, courageux pourtant.

— Je l'ai cru trop longtemps, avoua Suzanne. C'était un reste d'orgueil, un excès d'attachement à ses enfants, à lui... En réalité, je les servirai tellement mieux, là où je vais, par la prière, qu'ici par ma présence.

La ferveur de son accent, le petit mot « lui » dont elle s'était servi pour désigner le maître trompèrent Reine dont l'esprit partait toujours sur les pistes de l'amour humain.

— Suzanne, c'est donc uniquement pour sauver Ambrèze, parce que vous le savez en péril que vous vous sacrifiez ?

Sa question ne troubla pas l'âme limpide, sûre d'elle-même, qui savait où elle allait.

— Non, madame, même avant cette crise où il se débat, où je voudrais tellement l'aider, ma résolution était prise. Mais il m'est permis, offrant ma vie, de l'offrir pour celui qui m'a rendu la foi, à qui je dois tout.

— Ne regrettez-vous rien du monde ? Le bonheur, Philippe ?

— Je regrette de l'affliger. — L'accent était à la fois doux et inexorable. — Mais Philippe n'est pas libre, ni moi.

— Vous en aimez un autre ?

— Oui...

Ce sourire recueilli, ces yeux abaissés sur une image sacrée intérieure à l'être, Reine ne pouvait s'y méprendre plus longtemps. Elle se trouvait bien en présence de cet amour auquel elle n'avait jamais cru, qui ne montait pas péniblement de la créature vers son auteur, mais qui, prenant sa source en Dieu, n'allait aux hommes qu'à cause de Lui. C'était quelque chose de mystérieux, de très grand qui la pénétrait de respect en même temps que de surprise.

Elle se taisait maintenant, embarrassée, suivait Suzanne, désirant une explication dont elle n'osait prendre l'initiative. Ce fut la jeune fille qui, malgré sa timidité, donna soudain à l'entretien son sens profond, sa portée définitive. Elle s'était arrêtée à l'angle d'un trottoir, devant une station

d'autobus. Ni le moment, ni le lieu ne convenaient aux longs échanges. Il fallait faire vite. L'heure des adieux sonnait déjà. Agir pour le mieux et s'en remettre à Dieu était la loi de cette enfant.

— Je ne devrais pas m'inquiéter ainsi, dit-elle, pour lui. Ce qui me rassure...

Elle hésita un peu, puis acheva fermement :

— Ce qui me rassure, c'est que ce soit vous qu'il aime...

Toutes deux se tenaient l'une devant l'autre, face à face. Reine reçut en plein cœur un regard de tendresse, de foi presque intolérable.

— Mais, Suzanne, dit-elle, vivement, je l'aime aussi... Je suis bien incapable...

Elle se souvenait des paroles par lesquelles il l'avait élevée au-dessus de tout : « Je n'ai charge que d'un seul être. » Maintenant elle s'en saisissait, refusait de les rendre, prête à les payer de son sang. Dans les yeux de Suzanne la confiance subsistait, mais il s'y mêlait de l'émoi et de la peur.

— Il faut songer que vous n'êtes pas seule en jeu, faire abstraction de vous-même. — Qui inspirait à cette innocente les mots dont Reine s'était servie contre Philippe, au temps où elle doutait encore d'être aimée ? — Il faut songer à tous ceux qui dépendent du maître, qui perdront la foi parce qu'il l'aura perdu, à tous ces inconnus auxquels il pourrait la rendre durant sa vie, après sa mort aussi, car son œuvre continuera d'agir longtemps après lui, mais à condition qu'il ne l'ait pas démentie.

Sur l'âme de Reine un brouillard s'étendait où son amour était comme un navire perdu qui, de toutes ses cloches, de toutes ses sirènes, combat le profond silence des mers sans issue.

— Que m'importe à moi, je ne suis pas chrétienne !

La réponse même de Philippe, mais elle se défendait plus mal encore que l'homme jeune, avec moins d'assurance. Comment faire pour ménager à la fois toutes les douleurs, celle d'Ambrèze, celle de cette enfant ?

— Il ne faudra pas me maudire, dit-elle plaintivement, si vous apprenez qu'un jour, à cause de moi, il s'est écarté de l'Église, me préférant...

— Mais vous ne le voulez pas, madame.

Le beau regard pesait sur elle, chargé de supplication, de détresse, et aussi, toujours, de confiance.

Reine balbutia, n'osa répondre. A cette heure elle ne savait plus ce qu'elle voulait. Plus fort que la tentation de l'amour, l'approche du bonheur, il y avait ce regard où tremblait tout l'espoir du monde.

L'autobus venait de s'arrêter près du trottoir. Suzanne monta, fit un signe d'adieu. Déjà elle n'était plus là. Reine demeurait seule avec son destin trop lourd, son cœur partagé qui avait pitié de tous et s'oubliait.

III

Maintenant, à toute heure, qu'ils fussent près ou loin l'un de l'autre, ils formaient ce couple étroitement enlacé dans une étreinte qui était en même temps combat, ne sachant s'ils cherchaient à s'atteindre ou à se séparer, s'épiant l'un l'autre au sein d'une profonde ignorance.

Ambrèze tenait bon. Tendre pour Reine et la réclamant sans cesse, il prenait garde à l'occasion, aux circonstances propices, aux paroles imprudentes, ne se laissait pas entraîner. Irréprochable en apparence, il était présent à la messe du dimanche, présent aux nombreux comités d'œuvres charitables dont il faisait partie, présent à la Chambre des députés, à son journal. Et toujours, partout, il soutenait de sa parole et de sa plume la cause chrétienne.

De cette résistance, la tentation, adroitement, tirait parti. Elle la transformait pour la déshonorer, nommait lâcheté ce qui semblait courage, hypocrisie l'apparente fidélité, routine et timidité l'héroïque persévérance. Elle fournissait ses arguments, ses preuves. Rien de plus fort que l'habitude. Ses contraintes soutiennent encore l'homme alors qu'il les déteste. L'automate, en lui, refaisant à vide les gestes qu'inspirait une ferveur morte, s'y complaît. Changer effraye le chrétien défaillant. L'apostasie n'est pas plus aisée que la conversion.

Mais prendre Reine entre ses bras, c'était facile, c'était doux. Ambrèze, qui n'avait sur ce point ni cédé ni trahi, se prévalait de cette victoire. Elle ne le rendait pas plus fort, car le feu, durement étouffé dans la chair, gagnait l'âme.

Derrière la façade intacte de sa vie l'édifice intérieur se lézardait, tombait en ruines.

Une solution s'offrait, simple et qui semblait tout concilier : accepter l'adultère caché, éviter le scandale, rester en apparence fils respectueux de l'Église, lui rendre encore extérieurement tous les hommages, excepté celui de l'obéissance, tels maints écrivains ou maints artistes romantiques qui, publiquement apôtres, libres en leur vie privée, prêchèrent une doctrine qu'ils ne pratiquaient pas. Ambrèze s'était toujours acharné à flétrir ces tièdes, et se refusait à les imiter. Cette femme qu'il aimait, si vraiment il la préférait à Dieu, il ne la prendrait pas dans l'ombre, honteusement. Il lui donnerait place à son foyer, l'établirait glorieusement au faîte de sa vie, à la face du monde. Pourtant, avant de rompre ainsi avec tout son passé, il fallait qu'il fût sûr de lui.

L'entrée de Suzanne au couvent apparut comme un signe de miséricorde, une bénédiction sur son apostolat, sa vie, son œuvre. Alors que tant d'âmes, la sienne même, fléchissaient au premier appel de l'amour, cette jeune fille, sollicitée aussi par la voix insidieuse, sans y prêter attention, sans se troubler, suivait en paix sa route. Sa vocation, elle affirmait la devoir à Ambrèze, le remercia longuement dans une lettre émouvante, tandis que Philippe, désespéré, accusait le maître de détruire le bonheur, maudissait son génie imposteur, sa religion inhumaine. Ainsi, interposé malgré lui entre ces deux êtres, il sauvait l'un, mais perdait l'autre.

Quant à Reine, elle n'intervenait pas dans le débat où se jouait pourtant sa vie. Non qu'elle n'y tînt une place importante. Elle était fidèle à Ambrèze, présente à ses côtés, là où il la voulait, exacte à chaque rendez-vous. Ils se voyaient maintenant deux fois par semaine, jamais chez lui, jamais chez elle. Dans ce tourment qu'il endurait et dont il ne lui parlait d'ailleurs que par allusion, elle l'assistait avec une sorte de passivité tragique, comme décidée à tout souffrir pour lui et avec lui, mais sans essayer d'orienter sa marche ni la sienne vers une issue quelconque. Il s'irritait parfois de sa passivité. Que n'eût-il pas donné pour être délivré de l'hésitation, même par le péché ? Une seule défaillance, un seul appel de détresse montant de ce cœur aurait vite emporté

ses résistances. Mais cette tendresse, à ses côtés, silencieuse et sans mouvement, n'agissait dans aucun sens. Reine semblait avant tout soucieuse d'éviter l'irréparable. Au lieu de prononcer les mots qu'il attendait, de réclamer sa vie, elle cherchait à le distraire d'elle, l'engageait à se remettre au travail. Il suivit ce conseil. En quinze jours, il termina son *Napoléon*.

Même lorsqu'il abandonnait la forme du poème pour aborder le roman ou le drame, il ne devenait jamais écrivain objectif et désintéressé. Il se tenait toujours au centre de l'action, s'opposait ou s'alliait aux personnages. Dans toutes les parties déjà écrites, il s'était toujours identifié à son héros, réclamant avec lui l'obéissance, galvanisant les énergies, poussant aux cimes, donnant raison à son exigence. Il avait montré la trahison contrite, sans repos sur la terre, avide d'expiations.

Au dernier acte, le ton changeait. L'abdication des âmes était complète. Autour du prisonnier de Sainte-Hélène, ceux qui l'avaient suivi dans son exil n'offraient plus que l'apparence du dévouement, s'insurgeaient à tous moments contre le maître au dur service qui, jeune encore, risquait de les user jusqu'à la mort avant de leur donner congé. Ambrèze leur prêtait les accents persuasifs que le poète n'accorde qu'à ses favoris. Il prenait leur parti, épousait leurs rancunes, partageait leur espérance. Quand la maladie ébranlait enfin l'homme de bronze, il les montrait silencieux, avides, épiant sans pitié une agonie trop longue. Les derniers mots du conquérant : « tête d'armée », les dressaient, hostiles, dans une sorte de malédiction taciturne. Le souffle suprême du héros passait sur eux comme une brise d'été. Autour du lit funèbre, les corps pliés à l'obéissance s'agenouillaient, faisaient des gestes pieux, tandis que commençait le radieux murmure des cœurs rebelles enfin délivrés. La trahison justifiée ouvrait une aile victorieuse. Tout s'achevait sur une voix de femme, la seule du livre, qui chantait la sécurité, la paix, les tâches médiocres, la douce vie.

L'intensité du drame, son pathétique, sa richesse humaine pouvaient voiler les véritables intentions de l'auteur. Rien n'indiquait qu'il eût voulu peindre autre chose qu'une existence prodigieuse, ni donner à cette épopée une portée morale

ou philosophique. Mais Reine connaissait trop bien la pensée d'Ambrèze pour ne pas discerner, à la lecture du manuscrit qu'il lui confia, son évolution religieuse. Un écart manifeste existait entre l'œuvre achevée et le plan primitif. La conclusion n'était pas celle que le poète envisageait avant d'avoir souffert par elle. On y sentait fléchir, non le génie d'Ambrèze, mais son âme, dont se détendaient tous les ressorts héroïques.

« Voilà donc, songeait Reine, ce qu'il devient sous mon influence et par mon amour. Un esprit négateur aussi. Dès que j'interviens dans sa vie, ce n'est plus lui. »

Quand elle le revit, ce fut à Versailles, où il l'emmena par un jour de printemps. Soudain, sans transition, la température était devenue molle, tiède, presque orageuse. La nature, devancée par le renouveau, gardait un aspect sévère que corrigeait un vague sourire des choses. Les arbres où pointaient les bourgeons s'auréolaient d'une petite fumée verte. Le ciel, traversé de nuages, mi-gris, mi-bleu, changeait sans cesse, tour à tour chagrin ou suave. Dans l'air calme et lourd soufflaient par moments de douces brises qui sentaient bon, ayant passé sur les fleurs renaissantes, pris en charge l'âme des violettes, l'arome de la terre et des bosquets, à la fois humides et chauffés de soleil. Ambrèze et Reine s'installèrent entre deux boulingrins sur la terrasse du château, surplombant ce beau chemin d'herbe et d'eau qui s'allonge majestueusement jusqu'aux horizons boisés. Ce fut là qu'ils parlèrent du drame si étranger à leur amour et pourtant né de lui. Reine disait ses impressions, ses émotions, ses préférences pour telle scène, tel caractère, telle phrase, telle image. Aucune des beautés qu'elle louait n'appartenait au dernier acte. Ambrèze en fit la remarque, craignit d'avoir manqué sa fin. Elle protesta, le rassura :

— Admirable aussi, nullement inférieure au reste, en désaccord pourtant avec les premières parties. D'une inspiration si nouvelle chez vous...

Son regard appliqué, comme celui de quelqu'un qui lit, glissait doucement sur le visage d'Ambrèze, d'un trait à l'autre, cherchant une indication, un signe, la révélation d'un secret mal compris.

— Jamais encore, reprit-elle sur un ton d'interrogation

craintive, jamais encore vous n'aviez accordé tant d'importance au bonheur ?

— Ce cher bonheur ! dit-il avec ferveur, c'est vrai ! Je l'ai tellement méconnu. Il est temps que je lui fasse amende honorable, que je lui réserve dans mon œuvre une place prépondérante.

Il était calme, semblait savoir maintenant ce qu'il voulait et où il allait. Vers le bonheur ?... Quoi, pas plus loin ?

— Ce n'est pas là, objecta-t-elle, ce que les hommes attendent de vous. Les hommes ont soif de grandeur.

— Ils ont surtout, — je ne le croyais pas, mais je le sais à présent, — soif de joie.

— D'une promesse de joie.

— Non, d'une joie bien réelle, tangible, douce à tenir dans les mains comme un fruit. Voyez-vous, mon amie, je fais comme mon Napoléon. J'abdique. — Elle avait beau prêter l'oreille, elle ne discernait nulle fêlure dans sa voix, nul regret de cet empire des âmes à quoi il renonçait, mais seulement une intonation caressante qui cherchait à l'émouvoir. — Je reprends la vie sur un autre plan. J'étais un tyran pour tous et pour moi-même. J'allais vers ma conquête sans m'inquiéter de ce qu'elle coûtait. Aujourd'hui, j'ai pitié du sang, des larmes. Je veux, libre, laisser les hommes libres. Pourquoi ces contraintes du devoir, pourquoi songer à l'éternité quand la terre est là où rien ne nous manque, où nous pouvons être heureux ?

Sentant venir les mots irréparables, elle détourna l'entretien, fit remarquer à son ami le contraste qu'offrait un ciel en plein désordre, tumultueux, encombré d'étincelants nuages massifs ou légers avec la symétrie paisible du jardin. Complaisamment, Ambrèze différa l'aveu qu'elle semblait craindre. Assis un peu en retrait derrière elle, il la voyait de trois quarts, toute une partie du corps prise dans l'ombre noire d'un boulingrin, le buste incliné en avant, détaché sur l'espace, nimbé de lumière. Jamais encore il n'avait regardé ainsi aucune femme, ni les choses autour d'elle magnifiées par sa présence : l'air plus ensoleillé là où rayonnait son visage, les grandes perspectives des eaux des parterres allongées derrière elle donnant valeur et relief à sa forme. Il s'émerveillait qu'elle fût là, unique, irremplaçable, un peu trop

lointaine encore, un peu trop revêtue de solitude. Il attendait une heure propice, le soir persuasif où tout cède, s'abandonne et se rend.

La nature fournit quelque temps thème à leur entretien, puis la mythologie, enfin la musique. Ils butèrent sur *Tristan* dont la radio devait diffuser le lendemain une audition intégrale. Le même souvenir leur imposa silence, les pencha fascinés sur le même fait inoubliable. Et bien qu'ils n'eussent point changé de position, assis l'un près de l'autre, séparés, Reine fut soudain prisonnière encore une fois de l'étroite étreinte et lui de nouveau avec ce corps entre ses bras, ce cœur sous sa bouche. Son regard s'obscurcit.

— Pourquoi êtes-vous partie ? murmura-t-il.

Le visage qu'il penchait vers le sien ne ressemblait pas à celui qu'elle avait vu, sous la lueur d'une lampe basse, si ravagé, si défait. L'amour n'y luttait plus avec un autre amour, n'hésitait plus, tremblant, couvert de larmes. C'était un amour triomphant qui venait à elle, libre de tout remords.

— Pourquoi m'avez-vous fui, ce soir-là ? répéta Ambrèze.

Il regardait sa bouche s'entr'ouvrir, se refermer, frémir autour des mots difficiles. Le seul qu'elle prononça à grand peine fut : « épargné ».

— Oui, dit-il, comprenant. Vous pensiez que je ne vous aimais pas entièrement, que je regretterais... Vous aviez peut-être raison alors ; maintenant, rien n'existe plus pour moi que vous, Reine, vous...

Cette fois elle ne se dérobait plus devant les paroles définitives, les écoutait, subjuguée.

— Tout est décidé, disait-il. Tout est bien. Je rendrai à Geneviève sa liberté complète. Qu'elle épouse Malestout. Et cette place qu'elle laisse libre à mon foyer, je vous demande de l'occuper, Reine.

Sa femme ! Elle ne prétendait pas à ce rang, à ce titre. Malgré les affirmations de Philippe, elle n'avait jamais cru qu'il les lui offrirait. Son front s'inclina comme sous une couronne trop lourde. Une chose surtout l'étonnait :

— Vos enfants. Vous leur donneriez un tel exemple ?

Elle touchait là le nœud du drame, tranché depuis peu, non sans effort. Consentir au partage de ses fils et de ses filles, entre deux foyers non chrétiens, avait été pour Ambrèze la

suprême difficulté. C'est par ses enfants que l'homme tient encore au Dieu qu'il abandonne. L'athée lui-même bien souvent les envoie aux autels reniés. Le rebelle garde ce point de docilité. Le père, quoi qu'il fasse, entend encore la voix du père. Mais Ambrèze se refusait aux transactions lâches, aux faux-fuyants. Apostat, il voulait l'être publiquement, devant ses enfants même.

— Nous leur donnerons l'exemple d'un grand amour, dit-il.

Parole gonflée de vent, sans consistance. Car de leur amour, si beau qu'il fût, nul autre qu'eux ne pouvait vivre. Reine le sentait déjà profondément. Ambrèze au contraire ne voyait plus qu'elle et lui dans l'univers. Détaché de Dieu, de ses enfants, de ses disciples, parasites agglomérés à son âme, il se jetait tout entier, impétueusement vers la créature unique, choisie qui émouvait en lui à la fois l'amant et l'homme sauveur, objet d'adoration à cause de sa grâce et, blessée faible en peine, objet de protection. Ce fanatique, qui le restait dans la passion, pouvait se donner tout entier à une tâche réduite sans la juger insuffisante. A sa mission spirituelle il substituait un devoir restreint qu'il rendait immense : prêcher à cette femme l'évangile de l'amour, la conduire, heureuse, transformée, pacifiée jusqu'aux cimes les plus hautes de l'amour.

Doucement il posa sa main sur la sienne. Le beau visage s'éclaira, une pourpre jeunesse précipita le sang aux lèvres, aux joues. Un sourire écarta les lèvres détendues. Les sombres yeux mêmes parurent traversés de soleil. Claire autrefois avait dans l'abandon cette expression enivrée et déçue, douce, émerveillée et peureuse. Encore une fois les deux femmes se fondirent en une seule image vivante, incomparable.

— C'est vous, disait Ambrèze. Vous que j'avais trouvée, rejointe autrefois parmi les enchantements de la neige, vous que j'ai laissée fuir, pleuré, cherché tout au long de ma vie, vous que j'ai toujours aimée.

Reine accepta l'hommage divisé qui la rendait plus riche, donnait au désir fugitif les bases du temps, lui livrait le passé d'Ambrèze avec son présent et son avenir. Il lui appartenait bien enfin totalement, sans réserves. Il était là, vaincu, libre de lien, tout à elle, perdu cependant dans la mesure même

où, le dominant, elle le modifiait, entièrement changé, méconnaissable, nullement l'homme qu'elle avait aimé.

De cela, elle ne se rendit compte qu'à peine, confusément. Qui peut démêler ses sentiments au moment où il les éprouve? Dans l'émotion qui nous révèle à nous-mêmes, nous accomplit ou nous recrée, décidant de notre avenir, nous sommes roulés comme par la vague, ignorant vers quoi elle nous jette. Reine ne sait si elle est douleur ou joie, triomphe ou défaite. Son âme ressemble à la terre qui porte en même temps toutes les saisons, toutes les heures, des contrées où tout fleurit, des régions où tout meurt, des jours éblouissants, vibrant d'ailes, résonnant de rumeurs heureuses et de froides nuits sans mouvement, enfermant la vie figée. Il y a en elle cette place baignée de soleil où le regard d'Ambrèze échauffe, mûrit une moisson d'espérances. Plus loin les horizons se voilent sous des tombées de mélancolie, plus loin encore il y a cette zone où le rayonnement limité de l'amour n'atteint pas, où son ancienne douleur qui n'eut pour ami qu'un poète, ou plutôt sa parole, reste en contact avec tous ceux à qui cette parole est nécessaire. L'instant a beau se poser sur elle comme un oiseau sur sa couvée, doux, rassurant, elle ne peut se retenir de regarder hors du nid, confrontant son sort avec d'autres destins. Cette passive, cette inutile se sent engagée dans une action immense, responsable peut-être de désastres sans nombre. Elle dit enfin :

— Non, Marc, je ne serai pas votre femme !

Ce refus monta des profondeurs de sa conscience, ignoré du cœur et des sens. La chair ni le sang heureux n'y prirent garde. Ses lèvres le prononcèrent indolemment, sans cesser de sourire. Ses yeux qui consentaient le démentirent. Ambrèze n'y attacha nulle importance. Sa lutte à lui était terminée, il fallait bien qu'elle eût la sienne. Quelques scrupules de générosité à vaincre encore...

— Paix, ma chérie, dit-il ; aujourd'hui, ce sont nos fiançailles.

Il n'était plus assez jeune, ni davantage assez expérimenté pour se laisser emporter par la violence du sang, pour comprendre ce qui lui eût assuré une victoire définitive : emmener cette femme ce soir, la faire sienne. Il voulait tenir Reine de son plein consentement, s'imposait de l'attendre,

de la respecter, comme s'il devait l'épouser devant Dieu. Cependant, au moment où le jour obscurci allait mourir, sachant qu'il ne la verrait plus jamais à ce point parée par l'heure, en relief sur le couchant, silhouette sombre sertie d'or, éclairée à la face par les reflets des plus lointaines eaux, il l'attira à lui, la rassembla, elle et toute la nature, l'embrassa sur la bouche, longuement. Ce fut un peu après ce baiser, tandis qu'il la regardait de tout près, marquée de son sceau, portant aux lèvres l'empreinte de ses lèvres, le visage abandonné sur son épaule, douleur assoupie, ce fut alors qu'elle répéta deux fois encore d'une voix à peine distincte : « Non, non... » Il ne put s'empêcher de sourire. Étrange parole, combien vaine, dernière défense, absurde, folie de femme ! Il la tenait entre ses bras. Il la savait née pour cette heure, en marche, depuis l'aurore de sa vie, vers cette heure, en attente de lui depuis toujours. Il ne discernait pas l'hôte mystérieux occupé à la lui ravir, son rival tout-puissant, lui-même, ou du moins l'homme qu'il avait été et à qui elle appartenait. Il ne se sentait pas environné d'adieu. Comment eût-il pu croire possible la lettre qui déjà se formait en elle ?

Cette lettre, elle la commença tard dans la nuit, après une longue torpeur enchantée. L'amour d'Ambrèze, montant comme une mer sur sa vie, en recouvrait alors toutes les solitudes, mais non point cette cime de l'âme, cette haute vigie d'où lui parvenait un ordre impérieux de refus et de fuite. Dans son studio, devant la fenêtre ouverte, elle écrivit :

« Non, Marc, je ne serai pas votre femme. Que vous l'ayez voulu, c'est pour moi un bonheur suffisant. Je referme les mains sur ce souhait irréalisable. Qu'il ait le sort de tous les rêves dont l'accomplissement n'engendrerait que ruines. Je vous aime. Oh ! vous le savez bien, mais en face de certains intérêts essentiels l'amour n'est rien...

Un orage de pleurs la coucha sur la table, sur le papier, où s'inscrivait le blasphème que tout son cœur indigné réfutait. Pourtant elle ne l'effaça pas. Que l'amour, — son seul désir pourtant, — ne fût rien, il y avait en elle une antique, une amère sagesse qui le croyait vraiment.

La rafale de douleur souffla longtemps, ravageant son avenir, jusqu'aux suprêmes horizons. L'accablement vint. Au dehors l'air fraîchissait. La nuit, comme elle, avait étouffé

son printemps. Encore une fois, de très haut, de très loin, elle reçut un ordre de fuite. Le refus en effet ne suffisait pas à rompre les liens qui l'enserraient. Il y fallait l'absence. Depuis un mois Thérèse Lassout, qui fondait à Arcachon une maison de convalescence pour étudiantes pauvres, la suppliait de la rejoindre.

— Vous m'aideriez, disait-elle, et ne serait-ce pas le mieux pour vous comme pour un autre ?

Un recul encore, une dernière défaillance. Puis délibérément Reine mit le feu à sa vie. Alors tout s'éclaira, son mystère, sa confuse pensée. L'âme secrète et taciturne, dès qu'elle brûla, jeta des cris, exhala sa vérité la plus profonde, ignorée d'elle-même.

« J'ai souci de vous épargner, Marc, moins un chagrin qu'un appauvrissement. Diminuer votre gloire, amoindrir votre œuvre, entamer votre intégrité, falsifier votre authentique message, assourdir votre voix qui sonnait si haut, dispersant de grandes affirmations triomphantes, rassurant, ralliant tant d'âmes, je refuse, je ne puis. Car que chanteriez-vous près de moi ? Le bonheur, l'amour humain ? C'est trop peu. Ce sont là choses trop précaires, de portée trop restreinte. Ni le bonheur, ni l'amour ne sont accordés à beaucoup et même s'il nous était donné de les connaître pleinement l'un par l'autre, il ne s'agit pas de nous seulement. Vous avez reçu mission universelle. Comment l'oublieriez-vous ? Et moi ? j'y pensais dans vos bras, tout à l'heure, oh ! je ne me comprends pas bien... Votre foi, je ne l'ai pas partagée... Je l'aimais pourtant... Quand je lis ces pages de vous où elle manque, je ressens une absence, un vide, une déception. Je sais une chose au moins : la terre est désolée, on y trouve peu d'espérance. L'espoir chrétien a fait ses preuves et consolé des milliers d'êtres. Il fut le vôtre. Vous contribuiez à l'augmenter. Je ne veux pas qu'à cause de moi, il baisse de niveau dans l'univers. Je ne suis plus une femme jeune. Mon sort importe peu. Même pour sauver ma vie, je n'attenterai pas à l'espoir du monde. »

Elle se relut. Chaque phrase obtenait d'elle une adhésion difficile, mais complète. C'était bien le langage qu'eût tenu autrefois, dans les livres d'Ambrèze, une fille de sa pensée. L'union spirituelle longtemps stérile portait enfin son fruit.

La créature partagée, contradictoire, traversée de mille courants, sortait du chaos, trouvait sa voie, son ordre, renaissait simplifiée, conforme à la parole d'Ambrèze, revêtue de sa parole héroïque, soumise à la loi qu'il abandonnait, toute à lui, alors qu'elle se refusait.

Il lui restait à formuler, avec l'adieu, un conseil, un appel au chrétien qu'Ambrèze n'était plus, mais redeviendrait peut-être si sa voix savait l'émouvoir :

« Ne soyez pas malheureux, Marc, parce que je m'éloigne et que tout est fini. Laissez-vous guider par la lumière qui vous éclairait autrefois. Souvenez-vous qu'elle vous fut douce. J'ai l'impression qu'elle vous sera rendue quand je m'effacerai. Et que la pitié ne vous déchire pas ! Peut-être serai-je moins seule que vous ne l'imaginez... »

Elle hésita un peu, puis acheva :

« Peut-être m'avez-vous donné ce Dieu que vous croyez avoir perdu... »

Il lui semblait que ces mots étaient les plus apaisants qu'elle pût dire au poète, mots trop définitifs sans doute, qui ne correspondaient pas tout à fait à la réalité. Cependant, ils lui coûtaient assez cher pour qu'elle se sentît le droit de les signer. Ce qu'on écrit avec son sang n'est point mensonge.

IV

Ce n'est pas ce que l'on croit, ces derniers mois, ces derniers jours de la vie condamnée. Ce n'est pas le moment où l'on recueille, où l'on engrange, où l'on conclut. Tout devient au contraire plus que jamais confus et vague. Le vent, soufflant de tous côtés, éparpille à l'espace la moisson qu'il eût fallu rentrer, les feuilles du récit qu'il eût fallu relire. L'histoire tourne court avant la fin. La créature pliée sous le poids du présent, chaque jour plus lourd, ne discerne plus rien ni en deçà, ni au delà.

Ces trois dernières années écoulées depuis sa rupture avec Ambrèze, Reine s'en souvenait à peine, les confondait avec le reste d'une vie en apparence perdue. Elle n'avait su que se maintenir dans l'oubli, persévérer dans l'absence. Elle s'était fixée à Arcachon, s'occupant des protégés de Thérèse, d'ail-

leurs sans s'y intéresser, retranchée du monde, séparée de tout par son chagrin d'amour.

Quelques nouvelles parfois faisaient relief sur l'uniformité du temps. En premier lieu, peu après sa fuite, ce fut le mariage de Malestout.

Le joueur s'était lassé avant la fin de la partie. Au moment où Geneviève allait enfin se rendre libre, une femme passa dans sa vie, plus jeune, veuve, immensément riche, et qui pouvait servir son ambition. Homme de souplesse et de revirement, il savait saisir sa chance à propos, dût-il pour cela renverser des plans antérieurs. Sa maîtresse ne lui inspirait pas assez d'amour, ni Marc assez de jalousie pour qu'il leur sacrifiât ses intérêts. Il abandonna en un instant une conquête plus amusante que flatteuse. Du même coup, le ménage Ambrèze, troublé par lui, s'était reformé. Les projets de divorce furent abandonnés. Thérèse, lorsqu'elle allait à Paris, toujours pressée, traversant en coup de vent un foyer qui semblait stable, se laissait prendre aux apparences et rendait grâces à Reine.

« Tout est dans l'ordre, ils sont heureux, lui écrivait-elle. Soyez fière de votre œuvre. »

Mais que se passait-il au fond des âmes ? Pas un signe ne le trahissait. Marc n'écrivait plus que des articles politiques et littéraires. Quand son *Napoléon* parut, il l'envoya à Reine avec une brève dédicace : « Pour vous. » Le livre ne la quittait guère. Elle relisait sans cesse les premières parties. Les pages qu'elle avait inspirées, celles qui glorifiaient la vie et le bonheur, lui semblaient vides et mensongères. Car, d'une vérité au moins elle se sentait chaque jour plus convaincue : la vie ne pouvait être but en soi ni suprême espérance, puisque, tôt ou tard, elle devenait cette chose de si peu de prix et de si peu d'éclat que ses mains affaiblies laissaient fuir.

Elle était maintenant gravement malade. La fatigue, l'épuisement dont elle souffrait depuis longtemps se compliquait de malaises nouveaux : sensation d'étouffement, d'étau à la ceinture, vive douleur au côté droit montant du bassin jusqu'à l'épaule. Les médecins se prononcèrent vite : cancer du foie... On lui cacha le diagnostic de mort. Elle le devina quand Thérèse proposa : « Désirez-vous revoir Marc ? Voulez-vous que je l'appelle ? » Pour que la chrétienne se montrât

à ce point libérale, il fallait que la passion, jadis redoutable, fût désormais sans danger, sans avenir. Reine refusa l'offre généreuse, ayant conscience de sa déchéance physique.

Averti cependant de son état, Ambrèze arriva un soir en grande hâte à Arcachon. Foudroyé trois ans auparavant par son refus, par ses paroles étrangement chrétiennes, certain qu'entre eux Dieu même intervenait, marquant d'un signe de grâce et d'interdiction celle qui semblait déjà lui appartenir, il n'avait pas cherché à la revoir. Il s'était fait donner plusieurs missions à l'étranger, essayant d'oublier. Maintenant, dans un dernier sursaut de douleur, il venait réclamer le droit de l'emmener, de la soigner comme son enfant et sa sœur. Thérèse dut pour le calmer lui ouvrir la chambre où Reine, après une longue crise, dormait, accablée de morphine. Il contempla longtemps sa forme frêle déjà méconnaissable, son visage réduit. Il n'osa l'embrasser, ni même s'approcher. Cette femme qui restait la faim de son cœur, il la sentait soustraite à sa tendresse comme autrefois à son amour, entourée de remparts infranchissables, gardée par la mort. Que pouvait-il lui donner dont elle eût besoin ? Le repos seul lui était nécessaire. Les médecins interdisaient pour elle toute émotion. Il fit promettre à Thérèse de ne pas la quitter et repartit sans l'éveiller.

Régulièrement, il se remit à lui écrire des lettres amicales, fraternelles, fréquentes, réclamant des nouvelles, l'encourageant à espérer. Dans ses réponses, plus brèves, plus rares, elle semblait partager sa confiance. Le mensonge est la seule défense des créatures contre les trop complets désastres. Par pitié, celle qui meurt, celui qui voit mourir se renvoient sans y croire les paroles d'illusion : « Quand vous guérirez... Quand je serai guérie... » Nul n'a jamais eu le courage de prononcer au bord de la tombe le déchirant adieu.

Reine, qui se savait condamnée, ne mesurait d'ailleurs pas les étapes de son déclin. Le corps s'habitue vite à sa position de vaincu, oublie ce qu'il fut dans sa force. Les heures de répit ressemblent aux heures de pleine santé. Dans ces instants de grâce, elle redevenait amante en lisant les lettres d'Ambrèze. Puis la douleur de nouveau l'emportait loin de lui. Peu à peu, elle se revêtait de ce manteau d'effacement où s'enroulent les êtres qui vont vers leur fin.

Reine est aux prises avec cette matière devenue presque infinie où le mal chemine, creuse toujours plus avant de nouvelles chambres de torture. La morphine qui fut béatitude n'apporte déjà plus qu'un soulagement passager. Entre le moment où son action finit, où la crise aiguë recommence, s'ouvrent encore des heures de lucidité calme. Alors, si durement qu'ait soufflé le vent, la personnalité dissociée se recompose. Quand Thérèse, timidement, pose à son amie la question que son devoir l'oblige à faire : « Ne voudriez-vous pas voir un prêtre ? » Reine se retrouve la créature d'Ambrèze, celle qui s'est détruite pour sauvegarder sa parole chrétienne, celle qui depuis trois ans, sans ferveur, sans élan, mais chaque jour prie. Elle se heurte aussi d'ailleurs à un scrupule qui, au moment de franchir le pas décisif, paralyse sa bonne volonté. Elle l'exprime brièvement.

— Le puis-je, si Dieu n'est pour moi que le Dieu d'Ambrèze ?

— Vous lui avez sacrifié Ambrèze même.

— C'était facile, murmure Reine.

Elle pense que son corps, bien que sain alors, devait obscurément se savoir marqué pour la mort et qu'elle n'a refusé qu'un bonheur bref et menacé. Ainsi elle recouvre d'humilité son action la plus généreuse, jette aux cendres parmi les choses de rebut le fruit d'or de sa vie. Pourtant, même au terme de tout, le renoncement à l'amour est cruel. Si sa chair ne souffrait si durement, elle sentirait la rupture et l'arrachement de son cœur.

L'adhésion que le prêtre lui demande s'avère facile à cette heure où, démarrée, flottante, hors du temps, elle n'envisage plus qu'un problème restreint, le seul qui soit d'ailleurs posé à l'homme : celui du présent. Elle n'est plus interrogée que par cette douleur du moment, la plus lourde qu'elle ait jamais portée, et qui ne lui arrache pourtant aucune objection, nul blasphème. Tout ce qui finit : la torture, la privation, la captivité, l'exil, semble tout à coup acceptable. La créature la plus rebelle consent au sang qui n'a plus que quelques gouttes à verser.

— Vous êtes heureuse, ma chérie ? lui demande Thérèse quand elle a communié.

Question bonne pour les vivants, non pour cette âme qui

subit la pression formidable de la mort. Elle a fourni ce qu'elle pouvait : l'aveu, le regret de ses fautes, un consentement plein de douceur, mais l'étau ne s'est desserré qu'un instant pour lui permettre de sentir le contact ineffable. Une fragile paix, oscillante comme un brin d'herbe, subsiste seule à peine repérable au sein de l'être dévasté. Reine murmure :

— Écrivez à Marc, qu'il sache...

Car déjà elle ne peut plus tenir la plume, à peine parler. Les mots sont trop lourds à ses lèvres. En dehors des heures de crise ou de morphine, hier encore, elle était sensible aux fleurs disposées autour d'elle, à la qualité de l'air quand on ouvrait sa fenêtre, à la couleur du ciel, à ce mince rayon de soleil qui, vers six heures, traversait obliquement sa chambre. Maintenant les journées ne sont plus qu'une même heure grise à quoi succède un long temps d'ombre. Les visages familiers, ceux de Thérèse, du docteur, de l'infirmière se déforment, semblent couverts de masques étranges, elle les regarde avec stupeur, ne les reconnaît plus. Des mains invisibles la dépouillent de ses sens, la séparent du monde, de tout ce qui dans la vie lui fut asile. Elle est emmenée nue et liée dans un monde désert, exposée au silence, livrée à la nuit, abandonnée avec cette douleur couchée sur elle qui lui crie dans la bouche et dont la plainte se perd au gouffre, sans écho de sa misère.

Mourir en beauté, prononcer d'inoubliables paroles, parer son âme comme une fiancée avant de la restituer à qui l'a faite, ce sont là rêves de poètes, illusions d'hommes en pleine force. Reine se sent inapte au mérite, à l'action comme à la pensée. Mais se peut-il que tout soit perdu de ces derniers instants ? Elle soutient encore une lutte, mène une recherche confuse, tente un effort, secoue péniblement l'arbre automnal de sa vie. Ce qui en tombe, bien ou mal, souvenirs, regrets, espérances, lui échappe aussitôt, disparaît, absorbé par les sables mouvants de sa faiblesse. Elle essaye de sauver encore au moins quelque chose ; un dernier trésor, l'amour. En vain. Sous sa forme humaine il ne peut l'assister. La présence de Marc ne lui serait d'aucun secours. Mensonges ces fictions lyriques où l'on mêle l'agonie des amants. Chacun d'eux, fût-ce dans les bras de l'autre, meurt oublié et seul. Pourtant, par le fait même qu'elle est faiblesse, elle est aussi besoin : séche-

resse qui appelle l'eau, ténèbres en quête de lumière, néant qui a soif de l'être. Elle exprime son tourment dans un cri bref, toujours le même : mon Dieu ! mon Dieu !

Bientôt cette formule aussi lui manque. Toute perception même de sa misère l'abandonne. Elle subit sans comprendre, sans se prendre en pitié. La plainte qui monte de ses lèvres n'a plus de sens, ni ces efforts maladroits qu'elle ébauche, comme pour saisir ou écarter. Le corps à corps avec la douleur se fait plus étroit et moins cruel. La faiblesse gagne sur le mal et le résorbe. Elle souffre peu, elle se sent seulement surchargée par cette chair, ces os qu'un enfant soulèverait. La mort, flamme expirante, lèche les dernières assises de sa vie, y projette quelques vagues et suprêmes lueurs. Ce qui lui apparaît, ce sont des visions confuses, des images sans importance, des visages qu'elle n'a point aimés, des lieux à peine connus et parfois les décors du plus lointain passé, car l'être qui s'achève n'est plus relié qu'à son enfance comme s'il n'avait rien accompli entre son commencement et sa fin. Encore quelques instants ou quelques heures et puis un léger éboulement des choses qui déjà n'étaient plus que cendres sur le cœur étouffé : immobilité, froid, silence. La créature largement aérée, ouverte, où pénétraient le jour, les sons, les formes s'est fermée sur la nuit.

Nuit qui n'existe que pour elle. Sur cette partie de la terre où elle meurt, à deux heures de l'après-midi, le soleil, haut dans le ciel, resplendit. Ce jour du vingt-cinq septembre est un des plus beaux de l'été finissant. A Bergulia, Marc Ambrèze se trouve avec ses enfants près de la rivière où Nane, qui a peur de l'eau mais veut se montrer brave, consent à se laisser emmener dans le bateau de ses frères, à condition que son père, l'homme qu'elle croit tout-puissant, la surveille du regard. Ambrèze cède à son caprice. Il a toujours dans l'âme cette zone ravagée, cette brèche ouverte par où le souvenir de Reine à tout moment pénètre. Dans cette allée où ils ont joué ensemble il l'évoque, captive au geste de victoire, le bras levé vers lui, belle, vivante. Et pourtant il ne lui appartient pas vraiment. Ceux qui l'entourent le distraient d'elle. Pour descendre dans le bateau qui bouge, sa petite fille s'accroche, tremblante, à sa main. Il doit la rassurer : « Ne crains rien ! » C'est la minute même où sa bien-aimée tombe aux ombres

éternelles. Rien ne l'en avertit. Sa pensée ne l'assiste pas. Son attention se fixe, amusée, sur la barque qui s'éloigne. Nane y fait bonne contenance, puis, tout à coup, pousse des cris perçants parce que ses frères, par jeu, feignent de chavirer.

— Mauvais garçons ! dit-il.

Derrière lui, un rire répond à son rire. Geneviève a quitté la terrasse où elle brodait pour lui apporter une lettre. L'écriture n'est point celle de Thérèse et il néglige de l'ouvrir. Les mains en porte-voix, il rassure Nane : « Ne crains rien ! » Et aussitôt l'enfant s'apaise, reprend une attitude fière.

— Voyez comme elle a foi en vous, dit Geneviève.

Son regard soumis, flatteur, semble indiquer qu'elle partage cette confiance. L'orgueilleuse n'est plus qu'humilité devant l'homme dont elle s'émerveille de porter encore le nom, de partager la destinée glorieuse.

Meurtrie par son aventure, elle a souffert dans sa chair, dans sa vanité, tremblé de perdre après son amant son foyer, ses enfants, sa situation sociale. Elle admire qu'Ambrèze, au lieu de consommer sa ruine comme il en aurait eu le droit, ait arrêté la procédure du divorce en la sachant abandonnée. Générosité facile, inspirée par l'indifférence. Il n'avait plus besoin pour sa part d'une liberté devenue inutile. Cette étrangère à ses côtés ne le gêne pas. La rupture entre eux est totale, mais leurs rapports sont courtois. Il remarque bien qu'elle change, essaye d'élever son faible esprit, d'agrandir son cœur indigent, qu'elle s'occupe davantage de ses enfants, retourne à l'église, cherche à lui complaire. Il voit ses timides efforts, mais il ne l'aide pas. Qui l'aide, lui ?

Excepté Rose et Nane dont la candide tendresse est comme une eau fraîche à ses livres, tous les êtres pèsent sur lui, ses fils, sa femme, ses prétendus amis, ses prétendus disciples si prompts à le trahir, comme celui dont il reconnaît l'écriture sur la lettre entre ses mains. Quand son *Napoléon* parut, aucun critique ne le lut assez attentivement pour discerner sa défaillance religieuse. Philippe seul, dans un article à la fois enthousiaste et perfide, la souligna avec une implacable clairvoyance, dénonçant son apostasie secrète, le sommant de l'avouer : il se souvient de ce qu'il lui écrivit alors : « Pourquoi cherchez-vous à perdre tout à fait un homme égaré ? Est-ce une tâche digne de vous que de vou-

loir éteindre toute lumière en des yeux obscurcis ? » Plainte échappée à sa détresse, dont il n'attendait rien. La réponse qui lui parvient après dix-huit mois ne l'intéresse aucunement. Il ne l'ouvre que pour se dispenser de parler à Geneviève.

Les premières lignes le surprennent. Philippe s'excuse avec humilité de ce qu'il nomme « son article infâme », il proteste de son respect pour le chrétien qu'il a tenté d'achever, il le rassure même : « Vous ne serez jamais un renégat. Dieu a permis l'épreuve pour vous rendre plus proche de nous, les infirmes, les hésitants. Vous en sortirez raffermi et plus grand que jamais pour tous et pour moi qui vous ai trahi, ayant souffert par vous, mais qui reste marqué de votre pensée, prêt à vous suivre, pourvu que ce soit au plus haut. »

Étrange revirement que la lettre, longue et confuse, explique peu à peu. Un nouvel amour cette fois partagé, interdit encore, mais peut-être demain permis, transforme la vie de Philippe. L'influence d'une jeune fille profondément croyante apaise sa révolte. Sa femme est très malade. Sur les conseils de son amie, il l'a recueillie, placée dans un sanatorium, il travaille pour elle, épouse le sacrifice temporaire, compensé par une secrète espérance.

Suzanne est oubliée qu'il déclarait seule capable de combler son cœur, aussi loin de lui maintenant que Geneviève de Malestout. Ces deux couples, entre lesquels Ambrèze fit obstacle, unis, n'auraient réalisé qu'un bonheur médiocre et précaire. Abusés par leur passion, les pauvres êtres ne savent jamais bien ce qu'ils veulent ni ce qu'ils aiment. La loi religieuse, si dure en apparence, ne s'oppose qu'à des chimères, ne détruit que des illusions. Mais contre elle, en ce qui le concerne, Ambrèze s'insurge encore. Il croit que Reine seule était faite pour lui, puisqu'après des années, mourante, elle lui reste, hors du désir, aussi chère. De nouveau, son souvenir le sollicite. Dès que le bateau aborde, il se hâte de féliciter Nane et remonte dans son bureau.

Là où Reine a vécu tout un été près de lui, il la retrouve mieux qu'ailleurs, telle qu'elle était alors, rajeunie, presque heureuse, recréée par son regard et sa parole. Malgré lui, il ne voit bien que cette image. Averti des progrès du mal, il échoue à les suivre. Il s'exagère un léger mieux signalé par Thérèse et qui n'est fait que d'un sommeil plus paisible, d'un plus

long moment de répit et de connaissance. Son espérance qui se sait condamnée se ménage encore un délai, une attente. D'ailleurs, l'aspect des choses le rassure indiciblement. Ce jour semble trop beau pour éclairer la mort. Il prépare pour celle qui n'est déjà plus de la terre une petite lettre brève et tendre en gros caractères faciles à lire. Il lui dédie chaque heure qui passe, pure, paisible et dorée.

Comme toujours, il travaille sans application, avec de longs suspens. L'inspiration poétique, tarie, ne l'emporte plus hors du monde. Il termine un article, met à jour sa correspondance...

Vers le soir, au moment où le soleil commence à s'incliner derrière les sapins qui bordent la propriété, la femme de chambre entre avec un télégramme. Il l'ouvre tout tremblant et lit : « Décédée à deux heures après courte agonie... » Le nom n'est pas mentionné qu'il connaît.

Ambrèze n'éprouve tout d'abord qu'une impression de malaise, de déficience ; la honte de n'être pas prêt, de ne pas comprendre. Rien ne change en lui, parce qu'autour de lui tout reste immuable. La sérénité du jour, même à cette heure, l'abuse encore. La nature radieuse continue de mentir, de nier la chose funèbre. Il ne peut, devant elle, se représenter l'immobilité d'un corps vaincu dans une chambre close. Il se réfugie dans un angle sombre, s'y recueille, ferme les yeux, se sépare de la lumière, du son, des odeurs, pour rejoindre sa bien-aimée sourde, aveugle et muette, se faire avec elle ombre et pierre.

Pauvre chair ! autrefois objet de son désir, maintenant de son inconsolable pitié ! Il sait ce que la mort fait d'elle, et pourtant n'en a point horreur. Celle qui fut beauté, il ne la renie pas, humiliée et détruite. Cette forme que ses bras enserrent se dissout dans son étreinte. Le temps la lui dispute et la dévore.

Les larmes roulent sur le visage d'Ambrèze. La mort, qui n'est ténèbres qu'un instant, commence d'éclairer sa douleur. L'image spiritualisée de Reine surgit hors du sépulcre. Il la contemple, transparente, laissant voir d'un bout à l'autre une vie dont le dénouement raccorde les lignes brisées. Tout y reprend, sous son regard lucide, sens, harmonie, noblesse. Les jours perdus, la longue attente et sa parole agissant sur cette âme tour à tour reprise ou donnée, la préparaient pour

une heure décisive : l'heure de Versailles. Désignée, comme il l'en avertit naguère prophétiquement, pour une seule action héroïque, elle ne fut pas trouvée manquante. Ce refus qui les sauvait tous deux, elle le prononça, dans ses bras, déjà à demi conquise. Aveugle, désirante, elle vint à lui avide d'une lumière dont elle ne savait pas le nom, puis, le voyant pris à ses ombres, elle partit, remontant à contre-courant le fleuve de l'amour, retrouvant Dieu pour le lui rendre. Ambrèze la cherchera désormais parmi les étoiles.

Pas plus que ses pleurs, il ne peut contenir maintenant ce torrent de paroles en lui qui gronde, cherchant issue et passage. Ce poète souffre selon sa loi, qui est d'expansion et de création. Son chagrin ne lui appartient pas. Dès qu'il éprouve, il faut qu'il communique, explique, donne audience.

Assis à son bureau, il relit, sans honte, sans regret, le poème écrit jadis pour Reine : poème de la tentation, non du reniement, œuvre interrompue dont il va changer le sens en l'achevant. Tout ces cris qu'il a jetés vers la femme, poussés jusqu'au blasphème, voici que Celui qu'ils offensaient les sanctifie en leur opposant sa promesse : « Toute chair viendra à moi. » La même passion qui, jadis insurgée, engendrait l'œuvre de révolte et de séparation, aujourd'hui revêtue de sacerdotale douleur, se prépare à l'élévation du temple, au chant qui sera prière.

Reprenant le thème primitif *Chair de la femme*, et le modifiant : *Chair de beauté, chair de souffrance promise à la résurrection*, Ambrèze pose sur ces assises les puissantes strophes alternées. Il fait surgir la forêt des piliers. Il la construit avec des mots, les plus usés comme les plus rares. Certains, assemblés. coulés dans la phrase d'une seule venue, forment une surface polie doucement brillante. Certains, lourds de sens, sonores, rugueux, massifs, font saillie et motif ornemental. Certains sont couleurs, d'autres mouvements, certains retiennent et fixent l'image palpitante arrêtée en plein vol. La voûte manque, la futaie ne se fermera pas, lourde de verdures, sur des perspectives étouffées ; elle restera dépouillée, hivernale, trouée de jours, percée d'étoiles, communiquant à tous les mondes. Et soudain, dans une irrésistible poussée de fièvre et de détresse, le poète, fendant la nue, ouvre le ciel. Ce qui lui apparaît à l'orée de la grande corolle

épanouie sous son regard, c'est d'abord ce qui vient de la terre, cette muraille frissonnante faite de visages distincts, de formes humaines magnifiées : la multitude d'âmes qui furent unies ici-bas à la chair et en seront à jamais revêtues, les belles créatures blessées qui portent pour toujours aux flancs la marque rouge de la vie, la cicatrice rayonnante dont les anges sont envieux. Ambrèze reconnaît l'une de ces élues : *ma bien-aimée dans la lumière, ma bien-aimée qui dit non.* Au centre de ce refus qui est sa gloire, il la contemple, bienheureuse, perdue pour lui, mais accomplie, conduite à sa perfection restituée, à Celui auquel il voulut la donner, puis la ravir. Et la parole la plus haute qu'ait jamais inventée l'amour monte à ses lèvres : « Repose en paix ! » Sur ce thème, sa voix s'attendrit et soupire un moment. Mais à présent il sait que Reine n'est point sa fin ni sa part éternelle. Le cœur plein d'elle, il la dépasse, tout son désir déferle au delà d'elle. Un chant lui éclate dans l'âme. Submergé par sa violence, il n'a que le temps d'en noter les diverses parties : ici la base tonnante de la douleur du regret, le rappel déchirant d'une figure de femme, ici le sanglot de l'espoir qui a passé par le martyre, ici la louange aiguë, culminante, montant comme une flèche à Dieu...

Le jour tombe. Une petite lampe seule l'éclaire dont la lumière fait cercle sur ses papiers. La cloche du dîner a sonné sans qu'il l'entende. Geneviève entre :

— Nous sommes à table, Marc. Vous ne descendez pas ?

Absorbé, il l'écarte d'un geste avec quelques mots brefs :

— Non, un travail urgent... Dînez sans moi.

Souvent, il se soustrait ainsi à la vie familiale. Le fait n'a rien d'inusité. Geneviève cependant ne se retire pas. Le visage qu'il tourne vers elle, ravagé et comme sillonné d'éclair, n'est pas celui d'un homme seulement inspiré. Elle sait qu'il a reçu un télégramme, flaire le drame.

— Marc, rien de grave ? Puis-je ?...

Elle n'ose pas formuler une offre timide, sachant bien que jamais il n'aura besoin d'elle. Lui discerne l'inquiétude de l'accent. Son état de transe poétique lui permet de voir, en ce moment, jusqu'en ses profondeurs, cette âme obscure, débile, froide, de bonne volonté pourtant. Ame en peine, en péril, éprouvée peut-être au delà de ses forces,

âme rachetée portant la frappe d'or splendide que rien ne peut altérer, âme précieuse, dès qu'on la confronte avec sa fin. L'amour d'indulgence et de pardon, le tremblant amour de Dieu pour ses créatures misérables, si difficiles à sauver, Ambrèze le ressent à cette heure pour celle qui l'a trahi. Comment oserait-il la condamner, lorsqu'il pense qu'elle aussi subira la mort et sera jugée ? Secrètement, il l'absout par les mots qu'il adressait à Reine : « Repose en paix ! »

— Rien de grave, dit-il tout haut, non, ma chérie.

Il a le temps, avant qu'elle s'éloigne, de distinguer le rayonnement de son visage à cause des mots inattendus. Nul grief en lui ne subsiste. Désormais, il l'aidera.

Des heures, des heures passent encore. Il écrit toujours. Tantôt avec facilité, tantôt avec des efforts d'agonie, hâlant l'image sombrée, les mots récalcitrants, la pensée submergée, tout ce que le chaos sans cesse reprend et menace d'engloutir au cours de la création pathétique. L'obstacle à tout instant surgit qu'il surmonte ou contourne, parfois maître absolu de son verbe, parfois réduit au balbutiement. Mais quelle que soit sa toute-puissance ou son infirmité, humble dans l'élan, patient dans le suspens, l'hésitation ou la reprise, il lutte, cherche, s'acharne, déblaie, fait converger toutes les voies lumineuses qu'ouvre sa cognée en pleine ombre vers la grande parole d'amour qu'il a jadis détournée de son sens, afin qu'elle éclate au plus haut devant la Face inoubliable envers laquelle elle fut offense et reniement. « Que je n'en sois pas à jamais séparé ! » Du blasphème, il refait la prière. Il lui restitue sa portée, sa douceur. Il la prépare, la ménage, l'annonce dans tous les registres, la nourrit de tous ses remords, de toute son amère expérience, et lorsqu'il la profère enfin dans un maximum de ferveur, au moment même où il contrôle sa pure résonance chrétienne, comme il n'est pas l'homme du mensonge, ni l'homme de l'adresse, ni l'homme du jeu, mais celui qui, accordant son expression avec sa vérité profonde, ne peut rien affirmer qu'il ne croie, rien louer qu'il n'adore, il se sent, il se sait pour toujours redevenu chrétien.

Pour ce soir, c'est assez. Il n'ira pas plus loin, pas plus avant dans ce poème de la certitude qui, opposé à celui du doute, le dépasse et le répare. L'épuisement vient. Son aile

alourdie ne porte plus les mots, sa poussée rencontre partout la limite, le monde inconnu se referme où il voyait l'âme et l'ange. Ambrèze vacillant se lève. Il sort de la grâce et sort de son génie : un homme nu, qui frissonne au souffle du réel, non point oublieux, fidèle à ce qu'il a reçu, mais chassé hors de la plénitude, renvoyé à ses chemins déserts.

Sous lui, la maison dort, chargée d'êtres immobiles, déliés de toute tâche, étroitement enlacés à leur sommeil. Pas un cœur qui l'assiste, nulle tendresse, si ce n'est peut-être au loin la prière de Suzanne, celle de Thérèse ou d'une âme inconnue dont, sans le savoir, il a été le père. Ici, personne, rien. Les choses constatent simplement l'absence. Il éteint la lumière, ouvre la fenêtre, s'y penche. Le brouillard monte. Presque rien n'est visible que, sur un fond obscur, des masses d'ombres plus épaisses qui sont les arbres du jardin. Mais la fraîcheur embaume, le silence fortement respire. Ambrèze sent autour de lui la grande nuit maternelle. Habituée à porter les douleurs du monde, elle les connaît bien toutes : celles dont il faut sécher les larmes, celles qui ont soif de souvenirs. Elle sait endormir les premières. Aux secondes, elle ouvre ses espaces, leur rend l'éden détruit, car rien ne se perd en elle, pas une feuille des forêts cachées, pas un instant du passé de l'homme. Tout ce qui vieillit passe et s'use sous la lumière du jour, se retrouve, intact, aux replis de ses voiles... Ambrèze voit renaître l'heure de Versailles, l'heure du jeu dans le jardin où Reine riait, figure victorieuse à la proue d'un moment radieux. Bien que tourné vers l'éternel, ce vivant garde le goût déchirant de la vie. Pourquoi ne peut-on sauver les êtres qu'à travers la douleur ? Tant de joies sont permises : la présence, la contemplation du visage chéri, les mains unies et les paroles de tendresse. Le repos que Reine lui doit ne suffit pas à son amour. Ce n'est pas tout à fait assez. Il aurait voulu qu'elle partît consolée, gardant un doux souvenir des chemins de la terre. Il pleure à cause de ce pauvre bonheur humain si beau, si précaire, qu'il n'a pas su donner.

PAULE RÉGNIER.

L'EUROPE DE 1939

Vingt-cinq ans ont passé depuis l'entreprise d'hégémonie allemande, marquée par l'agression de 1914. Et au bout de vingt-cinq ans l'Europe a vu surgir de nouveau le péril qu'elle avait conjuré par sa victoire de 1918. Les événements de mars 1939 ont eu une signification brutale qui a déterminé l'effondrement de toutes les illusions. Le chancelier Hitler a repris le programme pangermaniste. Après l'asservissement de l'Autriche, l'asservissement de la Tchécoslovaquie, puis le traité de commerce avec la Roumanie, puis la mainmise sur Memel.

Si les événements avaient continué de se dérouler à cette allure, c'était la domination germanique établie à bref délai sur l'Europe centrale, et ensuite sur l'Europe orientale. Et c'était un jour la force allemande, adossée avec sécurité à ses frontières de l'Est, se précipitant à l'Ouest contre la Hollande, la Belgique, l'Angleterre, la France et la Suisse. Il n'y avait de salut pour l'Europe, il n'y avait de paix possible que si les Puissances occidentales décidaient où était leur ligne de résistance : l'Angleterre a proclamé qu'elle ne laisserait menacer ni l'indépendance de la Pologne, ni l'indépendance de la Roumanie, et que la France prenait les mêmes engagements qu'elle.

Telle est donc en ce printemps la situation tourmentée de l'Europe. Comme avant 1914, elle est menacée par les ambitions du germanisme. Comme avant 1914, elle ne peut sauvegarder la paix et, s'il y a conflit, préparer la victoire que par l'équilibre des forces. Comme avant 1914, le monde qui souhaite vivre et travailler en sécurité doit compter avec le péril qui réside dans les desseins allemands.

***

Comment en vingt-cinq années ce nouveau bouleversement est-il possible ? L'histoire des erreurs commises par les Alliés n'est que trop connue et il est vain de la refaire. Il suffit d'indiquer les faûtes essentielles afin de se préserver contre leur retour. Toutes les grandes nations ont leur responsabilité dans ces graves événements. La Russie soviétique d'abord, qui a commencé son existence par la trahison de Brest-Litovsk, qui n'a pas craint d'être liée à l'Allemagne par le traité de Rapallo, renouvelé à Berlin et jamais dénoncé, qui a cessé de servir à l'Est de contrepoids à la puissance allemande. Les États-Unis ensuite, qui ont eu une action si considérable sur l'armistice, puis sur le traité de paix, et qui, après avoir fondé la Société des nations, se sont complètement désintéressés de l'Europe, où ils avaient proclamé cependant que le Rhin était la frontière de la civilisation et de la liberté. L'Angleterre aussi, qui a redouté de laisser à la France un trop grand pouvoir en Europe, qui a eu l'illusion de trouver dans l'Allemagne un collaborateur et un client, et qui avait fondé sur l'Assemblée de Genève des espérances injustifiées. La France enfin, qui disposait du prestige de son armée victorieuse, et qui sacrifia ses intérêts réels aux intérêts électoraux de partis ignorants.

Toutes ces erreurs peuvent être résumées en une seule : une méconnaissance complète du germanisme. Les rêveries de M. Lloyd George, de M. MacDonald, de M. Herriot et de M. Briand se valaient. Elles consistaient à imaginer un monde où les électeurs des pays victorieux n'auraient plus d'effort à faire, tandis que l'Allemagne vaincue serait reconnaissante des bons procédés qu'on aurait pour elle. L'histoire a enregistré peu de cas où les démagogues, devenus hommes d'État, aient eu des conceptions plus puériles et où les peuples aient été nourris d'idées plus fausses. Elle sera sévère aux dirigeants dont tout l'effort a consisté à fournir des crédits à l'Allemagne, à fermer les yeux sur l'inexécution des traités et à désarmer l'Angleterre et la France.

Les résultats ne se sont pas fait attendre. L'Allemagne a profité de toutes les facilités que lui procuraient les faiblesses ou les niaiseries des vainqueurs. Elle a fait avec un

patriotisme remarquable de très grands efforts ; elle a travaillé ; elle a peiné ; elle a rusé ; elle a employé tous les moyens qu'elle trouvait à sa disposition. Elle a échappé tant qu'elle a pu aux conditions du traité. Elle a refait sa puissance militaire sans que jamais l'Assemblée de Genève l'arrêtât. Elle a obtenu l'évacuation de Mayence, condition de tous les avantages qui ont suivi. Le 7 mars 1936, date historique, alors que le cabinet Sarraut préparait en France l'avènement du Front populaire, l'Allemagne, en violation du traité, a fait repasser le Rhin à ses troupes et s'est installée militairement sur la rive gauche qui lui était interdite. A partir de ce jour-là, elle pouvait parler et agir. Elle n'y a pas manqué. Elle s'est emparée de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie. Elle a avoué ses projets, facilités par la disparition de l'Autriche-Hongrie. Elle a repris le vieux rêve pangermaniste de la poussée vers l'Est, de la domination sur les États danubiens, et de sa marche vers l'Ukraine et la Mer Noire.

Le pays le plus directement intéressé à s'opposer à ces tentatives était l'Italie. Elle n'avait rien à gagner à avoir comme voisine l'Allemagne à la place de l'Autriche. Elle avait montré sa résolution et son pouvoir lorsqu'elle avait, à la première menace d'Anschluss, envoyé des divisions sur le Brenner. Mais l'Italie, depuis cette époque, avait changé de camp. Elle avait, à la suite de sa victoire en Éthiopie, cédé à un mouvement de passion qui ne sera pas considéré dans l'avenir comme acte politique. Elle s'était jetée dans l'alliance allemande, qui contenait pour elle tant de graves inconvénients. Il y a beaucoup d'Italiens assurément qui savent l'histoire et que l'axe Rome-Berlin ne rassure pas sur les destins futurs de leur pays. Dans un entretien bien significatif, Bismarck a dit un jour qu'il ne désirait pas aller à Vienne, et parmi les raisons qu'il donnait, la plus importante était que lorsqu'on est à Vienne il faut aller un jour à Trieste et se brouiller avec l'Italie. Mais ces enseignements du passé comptent peu pour les partis jeunes et entreprenants, qui croient volontiers qu'on peut tout changer. Une politique adroite des Alliés, pratiquée à temps, aurait pu empêcher cette évolution de l'Italie, si regrettable pour l'avenir de la paix et pour l'Italie elle-même. L'Angleterre,

naguère plus heureusement inspirée, n'a pas su faire cette politique. Et il faut ajouter avec tristesse qu'en France les dirigeants du Front populaire, si incapables dans tous les domaines, ont été particulièrement nuisibles au rétablissement nécessaire de nos rapports avec l'Italie.

A l'heure décisive, choisie par Hitler, en septembre 1938, qu'est-il arrivé ? Il fallait faire la guerre, si on pouvait. Ou si on ne pouvait pas, il fallait liquider tant bien que mal le conflit tchécoslovaque. Le choix entre ces deux partis n'était pas affaire de préférence : c'était une question de fait. Les gouvernements, qui étaient seuls en possession des éléments pouvant dicter une décision, ont conclu à Londres et à Paris qu'il fallait sauver la paix. Les accords de Munich ont été la suite de cette décision. Ils ont été très pénibles. Ils ont été, il faut le dire avec franchise, une dure épreuve pour l'Angleterre et la France. Ils indiquaient un repli des forces franco-britanniques. Ce n'était qu'un répit, et il ne devait pas être long.

Le chancelier Hitler n'a pas attendu six mois pour montrer que les accords de Munich n'étaient pour lui que des chiffons de papier. Au mois de mars, il supprimait la Tchécoslovaquie. Cette fois le germanisme découvrait cyniquement ce qu'il est. Il veut tout ; il se permet tout ; il ne respecte ni engagement, ni contrat. Il est l'usage de la force. Et sa seule règle est de se ménager toutes les possibilités qui sont, selon les heures, à la mesure de la puissance allemande. Le monde entier a compris : le règne de la violence recommençait.

* * *

Il est arrivé souvent à l'Allemagne de rendre à l'Europe un genre de services qu'elle ne prévoyait pas. Elle a réveillé ceux qui dormaient. Elle a instruit ceux qui doutaient. Elle a rappelé à la réalité ceux qui rêvaient. C'est une histoire extraordinaire que celle des illusions que l'Europe s'est faites au sujet de l'Allemagne depuis Rosbach. Elle les a toujours payées cher. Mais elle recommence toujours. Ce qui encourage l'Allemagne à se croire un pays béni entre tous, et à qui le Ciel permet tout.

Le langage nouveau du national-socialisme ne sert qu'à masquer les plus vieux instincts. Autrefois, les chefs barbares

disaient brutalement qu'il s'agissait de prendre le bien d'autrui et de conquérir. Aujourd'hui, les dictateurs parlent des aspirations naturelles ou de l'espace vital. Mais c'est la même chose. Autrefois les diplomates invoquaient en termes mesurés des droits acquis, des raisons historiques et ethniques qui justifiaient leurs requêtes. Aujourd'hui les dirigeants usent de la radiodiffusion pour parler aux masses et pour les faire parler. Les peuples fanatisés sont avertis solennellement des passions qu'ils doivent avoir. Les amateurs de progrès les plus optimistes douteront que le langage diplomatique ait beaucoup gagné à ces nouveaux usages. La courtoisie internationale y a certainement beaucoup perdu. Mais on aurait tort de croire que ces excès verbaux étaient dus au seul hasard ou à la véhémence incoercible des orateurs. Ils étaient calculés. Par l'emploi alterné des propos violents et des paroles doucereuses, les meneurs du jeu essayaient de troubler l'opinion britannique et l'opinion française. L'Allemagne s'était chargée de faire des avances à la France et de maltraiter l'Angleterre. L'Italie avait la mission d'amadouer l'Angleterre et d'exaspérer la France. Ces procédés auraient pu réussir s'ils s'étaient adressés à des peuples moins évolués, ayant moins de sang-froid et de bon sens que les peuples d'Angleterre et de France. Des deux côtés de la Manche, l'opinion a fort bien compris que ces méthodes avaient pour objet de jeter la défiance parmi les Alliés et d'affaiblir l'entente franco-britannique. Elle a mieux compris encore que l'Allemagne, servant avant tout ses intérêts propres et poussant ses affaires danubiennes sans tenir aucun compte de son alliée l'Italie, laissait à la presse fasciste la satisfaction platonique de parler sans mesure de Tunis, de Suez et de Djibouti. Ces excitations maintenaient un trouble général. Elles étaient destinées à inspirer la crainte de la guerre et à obtenir sans guerre, par la menace, des concessions qui devaient aboutir à un bouleversement complet de l'Europe.

Le système germanique a fonctionné méthodiquement dès 1936, et avec une audace particulière en 1938 et au début de 1939. Pourquoi ? Parce que la France et l'Angleterre, payant et payant cher les erreurs de leur politique intérieure, leurs illusions diplomatiques et leur imprudent désarmement,

n'étaient pas en état de réagir. Sans le concours de ces deux Puissances, que pouvaient les autres Puissances guettées par l'Allemagne ? L'Europe nouvelle, issue des traités de 1919, avait une faiblesse. La constitution donnée au bassin du Danube était insuffisante. La disparition de la monarchie austro-hongroise avait laissé la place à un renouveau de l'Empire germanique. Il n'y avait de sécurité pour l'Europe nouvelle que si les Alliés montaient la garde sur le Rhin. La tempête a sévi brutalement dès que les troupes allemandes ont repris possession de la Rhénanie. L'Autriche et la Bohême ont été effacées de la carte d'Europe. Où allait le monde ? A une guerre générale.

Les conséquences des conceptions germaniques ont été vite jugées et l'aspect moral des grands événements qui s'accomplissaient a été dénoncé avec éclat. La grande voix du Vatican s'est fait entendre courageusement. Les États-Unis se sont émus. L'hitlérisme est apparu comme une sorte de paganisme germanique opposé à tout ce qui a fait depuis des siècles la civilisation occidentale. Par la violence de son antisémitisme, par ses persécutions contre les Églises protestantes, par sa révolte sacrilège contre le christianisme, la nouvelle doctrine de l'Allemagne a eu le caractère d'une entreprise de bouleversement universel. Et par là, malgré les antagonismes, elle rejoignait le bolchévisme. C'était vraiment la chrétienté en péril.

Si anachronique semblait cette tentative du germanisme que l'Europe se refusait à y croire. On parlait encore avec une infatigable naïveté d'accords possibles. On se demandait si l'Allemagne agrandie ne serait pas enfin satisfaite de son sort et ne voudrait pas collaborer avec l'Occident. On rêvait d'une Conférence internationale, qui aurait été une duperie et en tout cas une imprudence. On oubliait les aveux de *Mein Kampf*. On négligeait les avertissements brutalement francs de la presse allemande et des livres écrits par les professeurs pangermanistes. On ne voulait pas croire à la démesure allemande. Un Reich de 80 millions d'habitants, politiquement unis, formés à la discipline militaire, animés d'un esprit de sacrifice, soumis à une dure économie, n'avait cependant rien d'un État qui se préparait à la paix. Ses maîtres lui demandaient de mettre sans cesse la totalité de ses ressources

à leur disposition. Ils réclamaient une perpétuelle préparation à la conquête et à la guerre. Les desseins les plus énormes se devinaient. L'Allemagne s'attribuait l'Europe et laissait à l'Italie l'Afrique et la Méditerranée. En temps de guerre, il s'agissait de couper la France et l'Angleterre de toute liaison maritime ou terrestre avec leurs possessions lointaines. Après Munich, les esprits prompts à l'espérance attendaient encore quelque chose des accords signés entre les quatre Puissances anglaise, française, allemande et italienne. Mais après les événements de mars 1939 et l'asservissement de la Bohême, toutes les illusions s'effondraient. Désormais, le seul problème qui se posait était le suivant : où serait la ligne de résistance franco-britannique ?

***

C'est à cette question que l'Angleterre a répondu avec éclat à la fin de mars et au début d'avril. Par deux discours fermes et courageux prononcés à la Chambre des communes, M. Neville Chamberlain a proclamé que désormais l'Angleterre et la France n'admettraient plus que la carte de l'Europe fût bouleversée par la violence, et qu'elles soutiendraient la cause de la Pologne et de la Roumanie, si l'indépendance de ces nations venait à être menacée. Les commentaires de M. Neville Chamberlain et les approbations du Parlement britannique ont prouvé que l'Angleterre, d'accord avec ses Dominions et d'accord avec les États-Unis, prenait là un engagement d'une portée considérable. C'était vraiment une politique nouvelle qui était annoncée ; c'était la protection de l'Europe et de la paix qui était organisée.

Cette décision britannique était inspirée par une réflexion approfondie des intérêts permanents de l'Angleterre et de son rôle dans le monde. Moralement, l'Angleterre puritaine, attachée à ses traditions religieuses et à ses traditions de liberté, a une profonde horreur de la force qui n'est pas au service de la justice ; elle croit à la mission de l'homme blanc ; elle croit à la mission particulière du peuple britannique et de sa puissance s'exerçant en faveur des idées qui promettent à l'humanité un avenir meilleur. En même temps, elle connaît par une longue éducation diplomatique les conditions de son existence et de sa prospérité. Elle s'est

trompée en 1920 en faisant confiance à l'Allemagne vaincue. Elle ne se laissera plus duper. Elle aime la paix, mais elle a compris que la paix germanique menait à la guerre.

Dans un livre fort intéressant qu'il a publié récemment sur les nouveaux destins du Danube, M. Graham Hutton raconte qu'en 1886 un jeune Anglais qui se destinait aux affaires publiques et qui suivait à Paris le cours d'Albert Sorel à l'École des Sciences politiques entendit ce grand historien parler de l'avenir de l'Angleterre. Et que disait Albert Sorel ? Il disait que le jour où la question turque serait réglée, un nouveau et grave problème se poserait en Europe, celui du destin de l'Empire austro-hongrois. Et il ajoutait que la désagrégation de l'Autriche-Hongrie causerait les plus sérieuses difficultés à l'Empire britannique, qui avait besoin de la liberté de ses communications avec l'Orient. Ce jeune Anglais qui ne devait jamais oublier les paroles du maître français était le fils de Joseph Chamberlain, il était celui qui devait devenir sir Austen Chamberlain, secrétaire d'État aux Affaires étrangères du Royaume-Uni. Il n'a pas vécu assez pour être témoin des événements de 1938. Mais, comme le remarque M. Graham Hutton, dans le dernier discours qu'il a prononcé devant les Communes, sir Austen Chamberlain a mis son pays en garde contre les menaces qui pouvaient être suspendues sur l'Angleterre, si jamais l'Allemagne s'assurait l'héritage de l'empire des Habsbourg. L'Angleterre de 1939 vient de prouver qu'elle n'avait pas perdu la mémoire de cette grande leçon de politique.

Nous n'insisterons pas sur les raisons pour lesquelles l'Angleterre parle la première, et pour lesquelles la France est une collaboratrice, loyale certes, nécessaire, mais consentante à une certaine réserve. En d'autres temps, la France, qui a héroïquement combattu en 1914 et qui garde le prestige de sa valeur militaire, aurait fait entendre sa voix en même temps que l'Angleterre. Les lourdes fautes de notre politique intérieure et les désorganisations en partie réparées du Front populaire expliquent notre attitude. Les choses ne se passent pas exactement comme nous pourrions le souhaiter, par fierté nationale. Mais, dans les circonstances graves où nous sommes, nous n'hésitons pas à dire qu'il est heureux pour le bien de l'Europe, et pour le bien de notre pays, que

l'Angleterre ait pris la direction des affaires diplomatiques. Elle nous a engagés et elle s'est engagée. Pour bien des années, la politique franco-britannique est définie. Elle exige une suite dans les idées et une continuité dans les efforts, sans lesquels le péril s'accroîtrait.

Personne ne peut affirmer que les risques de guerre soient désormais écartés, ni préciser, en admettant que ces risques soient éloignés, de combien de temps est le répit. La déclaration britannique a du moins le grand mérite de faire connaître à quels obstacles se heurte désormais l'entreprise germanique. L'Allemagne a toujours eu l'idée qu'il était dangereux pour elle de mener la guerre sur deux fronts. En 1914, elle avait espéré une victoire foudroyante sur la France, après laquelle elle se serait retournée contre la Russie. La victoire de la Marne et l'intervention de l'Angleterre ont renversé ce plan. Une guerre longue se termine nécessairement en faveur des Puissances maîtresses de la mer. Le projet allemand consistait pour l'avenir à s'assurer de l'Est. C'est pourquoi le sort de la Pologne et de la Roumanie étaient d'une importance capitale. Et c'est pourquoi l'Angleterre, après l'effort intense d'armement qu'elle a fait, et après l'effort militaire accompli par la France, a fixé la ligne de résistance en ce printemps de 1939, alors que la Pologne et la Roumanie sont intactes. Si l'Allemagne est disposée à risquer un conflit, elle sait désormais qu'elle devra combattre à la fois à l'Est et à l'Ouest.

A-t-elle cette volonté guerrière ? Nul ne le sait, et peut-être ne le sait-elle pas elle-même. Présentement, il semble que la raison lui déconseille cette aventure, mais la raison ne dirige pas toujours les dictateurs. L'exploitation politique et économique des régions danubiennes réclame du temps. Une guerre longue menacerait l'Allemagne d'une défaite irréparable. Une guerre courte est improbable et chanceuse. En outre, les populations des régions danubiennes, si diverses, mais énergiques et patriotes, peuvent réserver au germanisme bien des difficultés. Par sa décision énergique, l'Angleterre a peut-être éloigné la catastrophe que serait pour le monde un conflit général.

Mais dans l'état d'incertitude où sont les affaires internationales, les Puissances pacifiques, comme l'Angleterre et

la France, ont un grand devoir à remplir : elles doivent tout subordonner à leur force morale et matérielle, à leur armement, à leur ordre et à leur labeur. Les moindres défaillances de politique intérieure pourraient avoir des conséquences incalculables. Après les expériences de ces dernières années, les peuples d'Angleterre et de France ne peuvent plus ignorer de quels prix se paient les négligences et les légèretés. Ils ont repris confiance en eux-mêmes après les dures leçons de 1938 et de 1939. Étroitement unis, ils ont un pouvoir d'attraction qui facilite les amitiés et les alliances. Ils réconfortent les nations menacées et encouragent leur résolution. Il n'y a pas de fatalité de la guerre. Mais il y a des dangers, dont le pire est de provoquer les tentations mauvaises par l'apparence de la faiblesse et le spectacle des divisions.

Les démocraties électives ont le tort d'être oublieuses et d'avoir un goût périlleux pour les discordes civiles. Jadis la Grèce a péri de ses défauts. La France a besoin d'une grande rénovation morale dont elle est capable et dont les jeunes générations sont la promesse. Depuis Munich, elle a beaucoup appris, et elle a beaucoup fait. Mais une œuvre considérable reste à accomplir. Ce qui s'est passé pour le Congrès de Versailles montre que la nation a compris. Elle a manifesté une volonté d'union, de stabilité et de sagesse qui a produit au dehors une grande impression. L'avenir sera l'œuvre de tous. Clemenceau, à la fin de sa vie, déplorant les mutilations successives de la victoire, faisait appel à l'esprit public et répétait cette parole qui peut être sans cesse reprise et qui n'a pas cessé d'être vraie : « La France sera ce que les Français la feront. »

* * *

LES DÉBUTS
D'UN EMPIRE D'OCCIDENT

II [1]

PRODROMES DE LA RUPTURE AVEC ROME ET BERLIN

La construction du Grand Empire n'allait pas être étrangère au conflit menaçant avec la Prusse, que la formation de la Confédération du Rhin et l'intronisation de Murat à Berg alarmaient, irritaient, exaspéraient ; mais pour l'heure, une des conséquences, — autrement grave, — de l'institution de ce même Empire était le conflit avec Rome.

« Toute l'Italie sera soumise à ma loi », écrivait, le 10 février 1806, l'Empereur à Pie VII. Cette Italie, plus qu'aucun autre pays, il l'avait toujours considérée comme *sa chose.* Ce fils lointain des Toscans gardait à cette terre un amour un peu âpre, reçu avec le sang, mais mélangé de quelque mépris pour cette servitude qu'elle n'avait pas eu l'énergie de secouer elle-même.

« *Servi siam si, ma servi ognor frementi* », venait de s'écrier Alfieri : « esclaves oui, mais esclaves toujours frémissants ». Napoléon jugeait qu'ils n'avaient pas été assez « frémissants » dans l'esclavage. Cette Italie, il ne la tenait point pour une terre à *subjuguer* après tant d'autres, mais pour une *nation* dont, après l'avoir reconstituée, il réveillerait, à tout jamais,

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril.

l'âme assoupie. Quand, à Lyon, le 11 janvier 1802, il avait dit « République *italienne* », quand, le 17 mars 1804, il avait fondé un royaume d'*Italie*, le descendant de *Buonaparte* avait déjà fait faire à l'unité un pas tel, que le *Risorgimento* qui, de nos jours, s'est consommé lors de la reconnaissance, par le Pape, de *Rome capitale*, date en réalité de ces jours mémorables.

Que voulait faire Napoléon de cette Italie ? Il était trop opportuniste pour s'être lui-même, dès l'abord, fixé sur ce point. Il estimait un peuple suivant que celui-ci savait collaborer à sa propre fortune. Tel devait-il, en 1807, se montrer, en Pologne. Tel se montrait-il, depuis 1796, en Italie. Il avait rendu la Lombardie à elle-même ; il avait été alors déçu de n'y pas voir renaître un civisme courageux ; on acceptait d'être un État, mais en montrant une tendance à se dérober aux charges ; il avait alors, dans son dépit, prononcé le mot, — bien exagéré, — de « *lâcheté* ». Ce peuple avait, à son sens, encore besoin d'une longue tutelle et peut-être devait-il connaître de longues étapes avant que de constituer, des Alpes au détroit de Messine, *la nation italienne une et indépendante.* Vénitiens, Lombards, Piémontais, Gênois, Émiliens, Toscans, Romagnols, gens des États romains, et gens du royaume de Naples, ils semblaient trop attachés, pour l'heure, à un particularisme étroit ; beaucoup d'entre eux paraissaient satisfaits de leur sort ; ne s'aimant pas entre eux, ils n'avaient de commun que la haine de l'étranger, le *straniero*, — le Français d'ailleurs comme l'Allemand et l'Espagnol, — qui les avait, depuis des siècles, foulés, conquis, dépouillés et bafoués : de tous, ils se méfiaient. Napoléon suspendait ses projets en ce qui concernait ce peuple incertain : l'Empereur acquerrait, peu à peu, les morceaux de l'Italie, mais ne les réunirait pas, avant longtemps, sous un seul sceptre. De Milan à Naples, ils recevraient simplement, sous des régimes et des maîtres en apparence divers, les mêmes lois, les mêmes institutions sociales, le même mode de vie. Quand chacun des États s'y serait fait, l'Empereur verrait à en faire « une nation ». Un jour, il rêvera pour son fils le titre de roi de Rome, mais destinera peut-être au second fils qui pouvait lui naître un royaume d'Italie, celui-là s'étendant du Trentin à la Sicile.

Pour le moment, l'Italie lui tient au cœur comme un merveilleux point d'appui, d'observation et de départ : « *but principal et constant de ma politique* », lui entendions-nous dire, à Joseph, de « *la maîtrise de la Méditerranée* ». Cette longue péninsule qui sépare les deux bassins, elle lui peut, seule, assurer cette « maîtrise ». Il lui importera beaucoup moins que Malte soit aux Anglais et, momentanément, Corfou aux Russes, le jour où il aura toute l'Italie sous sa loi : Gênes, La Spezzia, Livourne, Civita Vecchia, Gaète, Naples qui, s'ajoutant à Toulon, Marseille, Port-Vendres, et demain aux ports espagnols, feront du bassin occidental un lac français; Tarente, Brindisi, Ancône, Venise, portes de l'Orient. C'est à Ancône que, tout jeune général, il a senti naître ce rêve qui déjà l'a porté vers Alexandrie et Saint-Jean d'Acre. Et le voici qui, avec l'acquisition de Zara et Cattaro, va prendre pied en face d'Ancône. En cas d'événements graves dans la péninsule, voisine des Balkans, il pourra intervenir rapidement : en 1809, dans ses instructions à Decrès, nous le verrons faire des ports orientaux de l'Italie les points de réunion des flottes que, déjà, il projette de lancer vers l'Égypte au premier signal. Enfin, ce long déploiement des côtes, il le lui faut pour qu'il ne s'y crée aucune fissure au blocus qu'il projette : ces ports, ces anses, ces rivages, il faut que ses douaniers les puissent surveiller. La côte hollandaise qu'il vient, croit-il, de fermer, qu'est-ce ? Quelques lieues faciles à surveiller ; mais ces milliers de lieues de côtes qui s'étendent de Nice à Tarente, de Tarente à Venise, il entend n'y pas laisser s'ouvrir la moindre brèche. Et les nécessités de sa politique renforçant les aspirations d'une vieille sympathie, *il lui faut l'Italie, et l'Italie entière.* « *Toute mon ambition*, va-t-il déclarer, sans ambages, à Lucchesini, *est tournée vers l'Italie* : *c'est une maîtresse dont je ne veux que personne partage les faveurs. Le Pape sera mon vassal et je ferai la conquête de la Sicile.* »

NAPOLÉON ET LE SAINT-SIÈGE

« Le Pape sera mon vassal. » Voilà quelle était la conséquence grave du système de « l'Empire fédératif » appliqué à l'Italie. Au centre de cette Italie, maintenant tenue par Milan et par Naples, un État se dresse encore, l'État romain :

coupant la péninsule, — car les Abruzzes ne sont pas propices aux mouvements de troupes, — et gênant la domination, échappant sur ses côtes à toute surveillance et se défendant de toute inféodation à l'Empire, cet État d'ailleurs, suranné, le plus étranger à l'esprit nouveau, gouverné par des prêtres, qui, sous un despotisme paternel, laissent vivre une aimable anarchie, présente à peu près tout ce qui peut embarrasser la politique et tout à la fois heurter les conceptions de l'Empereur :

« *Cette vieille machine* se détraquera toute seule » écrivait, dédaigneusement, jadis, au Directoire le général Bonaparte. Si, à Tolentino, le jeune commandant en chef de l'armée d'Italie avait ménagé la Cour pontificale, c'était par le pressentiment, — singulier, — qu'il aurait, un jour et pour une heure, besoin d'elle. Le Directoire, sans son conseil pourtant et un an plus tard, occupait Rome; la République y était proclamée; mais elle avait lamentablement échoué et n'avait laissé aux habitants qu'un souvenir écœurant qui les attachait plus fortement au Pape, peu après restauré. Le régime pontifical s'était rétabli à la joie des Romains. Le Premier Consul avait fermé les yeux et voulu oublier, un instant, ses sentiments d'antan ; c'est qu'il trouvait, chez Pie VII, un auxiliaire précieux ; la visite du Pontife à Paris lui avait en outre inspiré, pour ce « saint homme », une sorte de vénération attendrie et très sincère : sans doute l'avait-il alors, à tort, jugé plus saint qu'intelligent et aussi faible que pieux, mais le Pape ne lui en avait pas moins laissé l'illusion que, dans sa mansuétude, il ne lui causerait jamais le moindre embarras. Il avait su, tant au spirituel qu'au temporel, éluder ses requêtes et le renvoyer à Rome les mains vides, bref joué, — et cependant sans amertume ; Napoléon en concluait que si, plus tard, sa politique italienne se heurtait par hasard à quelque obstacle du côté du gouvernement pontifical, il en aurait bien facilement raison. Il *s'inféoderait* simplement Rome et ainsi pourrait-il la conserver au Pape, devenu son premier aumônier ; mais il n'avait pas un instant voulu restituer à l'État romain les Légations qui eussent rendu à la principauté pontificale toute sa richesse et encore moins avait-il songé à l'augmenter de quelqu'un des territoires dont, en 1805, il avait la disposition. A quoi bon fortifier « la vieille machine » ?

Devenu empereur, il éprouvait par surcroît vis-à-vis des États romains un nouveau sentiment. J'ai dit à quel point, la Rome antique l'avait toujours hanté. Il était, par tempérament, un Romain, et sa formation classique l'apparentait à ces tribuns de la Révolution qui, de Mirabeau, parlant des Gracques, à Saint-Just, nourri de Plutarque, avaient, dans les assemblées, rempli leurs discours des souvenirs de l'illustre cité. Les noms attribués, dès le début du Consulat, aux institutions nouvelles trahissaient la hantise : *consuls*, *sénateurs*, *tribuns*, *préfets*. « Rome n'est plus dans Rome, elle est toute à Paris », avait-on écrit. Les monuments romains s'élevaient : arcs, temples, colonnes, tout était à la romaine. Lorsqu'on discutait des *armes* de l'Empire, Napoléon avait, nous le savons, exigé *l'Aigle*, et, s'il s'agissait des nouvelles enseignes, l'avait érigé à leur cime « de la même manière que le portaient les Romains ». Plus tard, quand il causera avec Canova des anciens Césars romains : « *Ils furent tous grands*, s'écriera-t-il, jusqu'à Constantin », mais il excluait Constantin qui avait abandonné Rome, y laissant, seul personnage éminent, le Vicaire du Christ. Par un atavisme singulier, il était le successeur-né de ces empereurs du Palatin et, plus ou moins consciemment, s'en sentait à ce point solidaire qu'il n'aimait pas Tacite ni Suétone, leurs détracteurs, — ce qui faisait dire à une femme fort spirituelle « qu'il avait l'esprit de corps ». La « Ville éternelle » exerçait sur lui une sorte de mystérieuse attraction qu'il n'avouait qu'à peine et dont, à plusieurs reprises, on le verra même se défendre. J'ai autrefois étudié plus à fond cet état d'âme, gros de conséquences (1), et j'ai alors conclu que si, maître quatre ans de Rome, il n'y alla pas, c'est qu'il ne voulait monter au Capitole qu'en triomphateur incontesté et acclamé ; or, durant ces quatre ans, Rome *possédée*, mais non *conquise*, devait, nous le verrons, se refuser à lui accorder autre chose que l'obéissance. Il s'apitoyait en secret, bien avant les premiers conflits, à la pensée que « la cendre des Scipion et des César » fût foulée par un peuple ignare « asservi à des prêtres ». Il y a eu beaucoup plus qu'on ne le pense de cette pensée dans la grande querelle qui va nous occuper.

(1) Dans *la Rome de Napoléon*.

Empereur, il s'était, plus que Consul, senti l'héritier de Rome ; mais une autre pensée le possédait : héritier d'Auguste, il se proclamait, — plus immédiatement, si l'on peut écrire, — le successeur de Charlemagne. Tout un groupe, nous le savons, l'investissait de souvenirs *carlovingiens*, et bien des prêtres même, bien des évêques même, après avoir d'abord exalté sous le Consulat « le nouveau Constantin », parlaient maintenant en chaire du « nouveau Charlemagne ». Il était Charlemagne, il le proclamera sous peu. Or il avait, — Mme de Rémusat devait le remarquer avant les lecteurs de la *Correspondance*, — la constante habitude de *se servir de l'histoire et presque de se l'asservir*. Qui donc avait doté le Pape du patrimoine de saint Pierre ? Charlemagne, « son auguste prédécesseur ». Ce que Charlemagne avait fait, le successeur de Charlemagne avait « le droit » de le défaire. En 1804, en 1805, il ne s'agissait pas encore d'annuler la « donation de Charlemagne »; mais, feuilletant toujours l'histoire, il voulait y trouver la certitude que les Papes, en échange de la donation, s'étaient faits, en ces temps éloignés, les hommes de l'Empereur et de ses successeurs, que le patrimoine de Pierre était resté partie de « l'Empire carlovingien », que les Césars nommaient à Rome un *sénateur* qui les représentait, qu'ils étaient donc restés, des siècles, les suzerains des Papes, et il n'en voulait d'autre preuve que le titre de *roi des Romains* que prenaient les chefs du Saint Empire. Lorsqu'en 1806, le Saint Empire s'écroulant décidément, un Napoléon n'est plus seulement empereur en France et roi en Italie, mais suzerain de l'Allemagne et chef d'un Empire d'Occident, il entend ramasser soudain tout l'héritage de Charlemagne, et dans cet héritage il prétend trouver Rome où le Pape peut continuer à *administrer*, mais ne saurait le faire que par une permission de l'Empereur, « son suzerain ».

Qu'il y ait, en tout cela, un prodigieux échafaudage d'erreurs ou simplement de demi-vérités historiques, ce n'est pas le lieu ici de le démontrer; mais que ces considérations aient influé sur son attitude, il n'y a, là-dessus, pas l'ombre d'un doute. Prétexte spécieux, forgé d'assez mauvaise foi, pour s'autoriser à inféoder tout simplement le chef des États romains à sa politique ou à le renverser, peut-être ; mais un Napoléon, — comme bien d'autres, — excelle à croire ce qui

l'arrange, et il est bientôt sincère quand il écrira au Pape : « *Votre Sainteté est souverain à Rome, mais j'en suis l'Empereur* », et à Fesch, en parlant des Romains : « *Je suis leur Empereur.* » Ce qu'on peut dire, c'est que de pareilles pensées ne se sont affirmées, même à son esprit, que lorsque l'État romain l'a gêné dans sa politique italienne comme dans sa politique internationale.

Rome, si peu qu'elle lui résisterait, le *devait* gêner. Ce que j'ai dit de ses projets italiens suffit à expliquer qu'en principe les États pontificaux le gênaient. Rome est, par sa situation géographique et la tradition historique, la seule capitale possible de l'Italie ; on ne peut en concevoir une autre ; l'avenir le devait démontrer, et si, dès 1805, Napoléon rêvait de la constitution, à une échéance plus ou moins longue, d'une « nation italienne », il ne voyait qu'à Rome sa capitale. Mais encore n'était-ce là, en 1805, qu'un projet lointain et dont il eût, sans doute, longtemps ajourné l'exécution. Encore Méneval affirme-t-il que « les projets ultérieurs de l'Empereur sur l'Italie furent le principal mobile de sa détermination de se soumettre Rome ». Seulement des préoccupations pressantes déjà talonnaient sa pensée. Du jour où il pensait installer un prince de sa maison à Naples, appuyé par une armée française, l'État pontifical, s'il ne se soumettait pas au passage de ses convois, constituait une barrière gênante qu'on ne pouvait tourner que par la mer ou la montagne, — et il était de son tempérament d'aimer la ligne droite. Du jour où il s'apprêtait à fermer le continent à la marchandise anglaise, cette même Rome pontificale, si elle n'entrait dans le système de blocus, rendrait celui-ci inexistant en Italie. Du jour où, non content de poursuivre chez lui les agents de l'Angleterre, il entendait les faire expulser par les cours étrangères, cette Rome pontificale, si elle les accueillait ou simplement les hospitalisait, deviendrait à ses yeux plus qu'une gêne, *une ennemie*. Et ainsi naissaient presque en même temps trois causes pour une, sinon de détruire le pouvoir temporel, du moins de s'asservir étroitement le Saint-Siège. La théorie « carlovingienne » ne viendrait à la rescousse que si le Pape résistait à l'inféodation.

L'ATTITUDE DE LA CURIE

Or, Pie VII s'y refusait, et, à l'hiver de 1805-1806, le conflit n'était déjà plus en germe ; il éclatait, et la Curie, au surplus, prêtait assez imprudemment le flanc.

Le Pape, je l'ai dit, était, en avril 1805, revenu, déçu à certains égards, mais nullement irrité, de Paris où l'accueil fait au chef de la Catholicité par une nation tenue naguère pour impie et athée, avait paru au pieux pontife compenser très largement l'échec, d'ailleurs enveloppé de cordialité, qu'avaient rencontré ses requêtes. J'ai dit qu'il n'en avait pas été de même à Rome et que la Curie s'était au contraire montrée plus irritée encore que déçue.

Si, dans les sacristies, on continuait, bien après le Concordat et même le Sacre, à tenir assez sérieusement ce Bonaparte pour « l'Antéchrist » vomi par la Révolution, pour la bête à sept têtes et à sept couronnes de l'Apocalypse, dans les salons de Rome, — fort cosmopolites et moins mystiques, — on colportait tous les bruits les plus défavorables au nouveau maître de la France. Mme de Stael, qui commençait à promener à travers l'Europe ses rancunes et ses vitupérations, avait été en 1804, encore que protestante éclatante, accueillie sur les bords du Tibre avec une particulière cordialité ; d'autre part, les aristocraties de l'Europe qui semblaient s'y être donné rendez-vous à l'hiver de 1805-1806, faisaient de Rome un des plus vifs foyers de l'opposition internationale que, paradoxalement, était venu grossir le propre frère du souverain, Lucien Bonaparte. Tout cela n'allait pas sans étayer la très violente hostilité que la plupart des cardinaux nourrisaient contre l'Empereur et qui bientôt, gagnait ceux-là mêmes qu'on eût crus naguère les plus favorables à la personne de Napoléon ; le cardinal Consalvi et le cardinal Spina, les deux négociateurs du Concordat, peut-être pour racheter cette « erreur » aux yeux de leurs collègues, trahissaient une vive déception depuis les événements qui avaient accompagné et suivi le Sacre. Le secrétaire d'État avait fait à Pie VII les plus graves représentations au sujet des concessions que Sa Sainteté avait admises sur le cérémonial du Sacre comme des refus dont il avait semblé si bénévolement prendre son parti ;

Pie VII avait été assez vite persuadé que l'Empereur l'avait joué, que lui-même avait fait preuve d'une faiblesse grandement dommageable aux intérêts de l'Église et, n'ayant aucun amour-propre mais une très belle conscience, il en était arrivé à se demander si ce Napoléon, pour qui il se sentait une sympathie doublée d'admiration, n'avait pas abusé de ce sentiment pour l'entraîner à desservir les hauts intérêts dont il avait la charge, — à « trahir son devoir de Pontife suprême ».

C'était, ce pape Pie VII, avant tout, je le répète, *une conscience.* Très bon, très considérant, parfois faible, il savait cependant *vouloir* quand sa conscience lui avait, après beaucoup d'hésitations, imposé une loi. Ainsi avait-il jadis passé outre aux objections de la Curie lorsque les sollicitations du Premier Consul en vue d'une réconciliation de la France et de l'Église lui étaient apparues comme un miracle de la Providence, et était-il allé fort loin en déposant, — fait énorme, ai-je dit, — les évêques d'ancien régime qui refusaient de démissionner. Ainsi avait-il encore brisé les résistances de cette même Curie quand, en 1804, l'appel du nouvel Empereur à présider au Sacre s'était, non sans raison, présenté à ses yeux comme un hommage sans précédent rendu au pouvoir de la Papauté par un fils de la Révolution, en ce pays du Gallicanisme. Et les cardinaux le tenaient, depuis, pour « un doux opiniâtre ». Mais il était fatal que cette disposition à *l'opiniâtreté*, née des exigences de sa conscience, se tournât contre l'Empereur, du jour où cette même conscience aurait dicté au Pontife une nouvelle attitude.

Que l'Empereur l'eût, sur toute la ligne, joué à Paris, — ainsi que tous le lui disaient depuis le printemps de 1805, — il s'en convainquait ; il eût, dans sa mansuétude, pardonné à Napoléon, si cette constatation ne s'était accompagnée des plus vifs remords. Ce moine, Barnabeo Chiaramonti, était un saint qui avait toujours, — même devenu évêque d'Imola, — fait bon marché des biens de ce monde, vrai successeur du pêcheur de Galilée, son premier prédécesseur ; mais il n'était nullement disposé à faire le moindre sacrifice aux dépens de « l'héritage » reçu des mains des papes souverains qui, depuis mille ans, se succédaient sur le trône de Pierre, et pas plus sur le magistère supérieur de la Papauté que sur

le patrimoine pontifical, il n'entendait même transiger, parce qu'il liait, sans aucun doute, à l'action religieuse de l'Église, l'indépendance de la Papauté, garantie à ses yeux par la possession du patrimoine. Lorsque, dans la néfaste nuit du 6 au 7 juillet 1809, il sera arrêté par le général Radet, au Quirinal, et sommé d'abdiquer le pouvoir temporel, il répondra : « *Le temporel appartient à l'Église et nous n'en sommes que l'administrateur.* » Dans cette parole si simple tient toute l'explication du caractère insoluble que, après 1808, prendra le conflit. Un pape orgueilleux, un pape ambitieux, un pape cupide eût peut-être cédé devant les périls d'une résistance sans espoir ; la conviction qu'avait cet humble moine qu'il ne *pouvait* céder sans trahison au devoir faisait de lui, pour le nouveau César, un adversaire presque plus redoutable que « ces Grégoire VII » et « ces Boniface VIII » que Napoléon flétrissait sans cesse. Et il en était de même, — avec moins de vertu parfois, — de l'entourage du Pape.

NAPOLÉON ET LE CLERGÉ

L'Empereur devait encore écrire avec l'intention la plus méprisante, le 13 juin 1810 : « *On connaît mal les prêtres d'Italie et de Rome.* » C'était lui qui les connaissait mal. D'une façon générale, il ne connaissait pas les prêtres parce qu'il partageait, malgré son intelligence, la plupart des préjugés que les « philosophes » du XVIIIe siècle, — j'entends les moins hostiles au catholicisme, — ont passés à certains des hommes politiques du XIXe siècle de tous les pays. Pour lui comme pour eux, les prêtres se rangeaient en deux catégories : de simples « ministres de la morale », d'une part, sincères et d'ailleurs illusionnés, utiles à ménager et même à encourager pour maintenir la paix sociale, ou, d'autre part, des charlatans, ne croyant pas à ce qu'ils professaient, faciles à lier à une politique par des faveurs et à paralyser, en cas de désaccord, par des menaces, à briser par des sévices. Les premiers étaient de « bons prêtres » et les autres de « mauvais prêtres ». Mais si les « bons prêtres » sortaient de la tâche étroite que Napoléon leur assignait, — l'enseignement des dix commandements, — sous le contrôle et au service du pouvoir existant, si, par zèle

apostolique, ils se mettaient à combattre l'erreur, il les traitait de « fanatiques »; si, par scrupules de conscience, ils résistaient aux exigences du pouvoir civil, il les tenait pour des « révoltés » et les versait alors catégoriquement dans la classe des « mauvais prêtres ». La mission surnaturelle des prêtres lui échappait, la *vocation*, et tout ce qui, pour une âme vraiment ecclésiastique, découle de la vraie conception du sacerdoce. Napoléon pensait que, tout « bon prêtre » étant par essence un homme soumis au pouvoir, on pouvait toujours venir à bout des « mauvais prêtres », si fanatiques qu'ils fussent, en les mettant entre les faveurs et les disgrâces, — erreur immense qui s'est perpétuée après lui, issue d'une quasi-impossibilité non seulement de comprendre le surnaturel, mais de l'admettre et même de le supposer chez autrui.

Le clergé italien, — dans lequel, par une autre erreur, il englobait le clergé romain, — ne s'était pas imposé à son estime au titre du clergé français qu'il tenait en masse pour probe, droit, désintéressé, honnête en ses mœurs et d'esprit généralement « éclairé ». Il est certain qu'épuré par l'épreuve récente, ce clergé français était fort supérieur à tous les autres par la régularité de ses mœurs et la dignité de sa vie, et particulièrement à la majorité des prêtres italiens d'alors; mais que ceux-ci ne présentassent point, — sauf nombre d'exceptions, — le même caractère, que, entraînés à de tout autres habitudes, ils fussent parfois, de certains cardinaux à de petits curés, assez libres de vie ou tout au moins d'apparence assez relâchée, cela n'excluait nullement chez eux l'attachement aux principes religieux et la foi la plus sincère, même quand elle était la moins « éclairée ». Cette « canaille de prêtres » que l'Empereur flétrira plus tard en Espagne, il croit déjà la voir en Italie; mais, pas plus en Italie qu'en France, il n'en mesurera réellement jamais la force qui est dans sa conscience, précisément parce que, là comme ailleurs, la conscience religieuse lui échappe. Il pense que, sur la question du temporel du Pape, les curés romains ne feront pas bloc avec les cardinaux qui, dit-il, ne sont irréductibles que parce qu'ils profitent des avantages du pouvoir: les cardinaux les moins religieux pensent, avec le Pape, que le temporel est nécessaire à l'indépendance du magistère, mais les curés le pensent aussi,

et les curés, comme les cardinaux, croient, surtout, que le Pape, seul, peut se prononcer sur ce point et que tant qu'il estimera que son pouvoir spirituel trouve un appui nécessaire dans son indépendance, garantie elle-même par le temporel, ils sont tenus par leur conscience à tenir tout attentat au pouvoir temporel pour une injure à l'Église, à plus forte raison tout attentat à la puissance du Pontife suprême.

Le pis est que de tels gestes paraîtront au clergé italien et surtout romain la confirmation de tous les préjugés que certains de ses membres n'ont fait que taire, à savoir que la Révolution est, par destination naturelle, l'ennemie de toute religion et, par une conséquence naturelle, le soldat extraordinaire qui l'incarne, « l'Antéchrist », ce qui rendra plus âpres les réactions de ce clergé. Et, comme celui-ci est très populaire, il emprunte à cette popularité une vraie force de résistance, si bien que l'Empereur, sans le prévoir, court, sinon à un abîme, du moins à un guêpier, parce qu'il croit à tort « connaître » les prêtres d'Italie et de Rome « qu'on ne connaît pas », qu'il tient pour vains, lâches, misérables, alors qu'ils cachent, sous des apparences parfois faciles, un attachement aux choses de la religion qui peut aller jusqu'à l'héroïsme, jusqu'au martyre.

LE CLERGÉ DE FRANCE

Nous sommes au seuil du plus funeste conflit, d'un des événements qui contribueront le plus à ébranler la fortune impériale, et il fallait donc s'arrêter à cette situation ; mais elle ne serait pas entièrement présente au lecteur, si je ne signalais, pour terminer, une dernière erreur de l'Empereur qui, elle aussi, était de conséquence. Certes, il n'envisage pas, en 1806, que le conflit puisse tourner à une nouvelle lutte du Sacerdoce et de l'Empire ; mais enfin il est trop intelligent pour ne pas entrevoir parfois quelles suites entraînerait une résistance absolue du Pape, — et la rupture qui en résulterait. *Mais il espère être soutenu, en cas de lutte et de rupture, par le clergé et surtout l'épiscopat français.* Dans son goût pour l'histoire, il s'est mis à étudier celle de l'Église gallicane ; mais il l'a lue très superficiellement et, en la réduisant à quelques épisodes, il la dénature. J'ai essayé de montrer, dans *France*

et Rome, à quel point le gallicanisme avait su, des siècles durant, concilier les égards dus à la Papauté avec le souci des « libertés » de l'Église de France et comment, allié naturel des princes français, il a apporté dans cette alliance le constant souci de ne jamais rompre *l'unité* de l'Église universelle.

Ce Bossuet que l'Empereur ne cessera d'évoquer, d'invoquer, d'exalter, Napoléon se trompe, avec bien d'autres, sur le rôle qu'il a joué au moment où se débattait, au sein de l'*Assemblée du clergé*, la fameuse *déclaration* de 1681, dont Napoléon fera, sous peu, si grand état. Il ignore que l'évêque de Meaux a très précisément travaillé à ce que, tout en soutenant le Roi contre le Pape, on arrivât, avant toutes choses, à ne pas rompre avec Rome. Sans doute pourrait-on citer quelques prélats qui, exaltés par la lutte et par elle dévoyés, ont paru encourager le « grand Roi » à entrer dans les chausses d'Henri VIII Tudor ; mais ce que Napoléon ne comprend pas, c'est ce que l'attachement du clergé gallican au Roi très chrétien, « évêque extérieur », avait de traditionnellement religieux et que, d'autre part, le plus dévoué de ses évêques concordataires ne peut avoir pour lui, — l'Empereur de la Révolution, — le sentiment que vouait jadis au roi de France le moins dévoué des prélats de l'Église gallicane. Aussi bien l'Église gallicane n'existe-t-elle plus : elle a sombré avec le trône, et j'ajouterai que c'est sous la pression du Premier Consul lui-même que le pape Pie VII, en dépouillant certains évêques français de leur diocèse, lui a porté le coup le plus funeste qu'aucun Pape eût pu, depuis cinq siècles, concevoir.

En appelant à le sacrer ce même Pie VII, l'Empereur a lui-même proclamé le Pape, plus qu'aucun roi n'eût pensé le faire, le « Souverain Pontife » — et le Pontife souverain. L'épiscopat français, reforgé après 1800, a, en 1806, pour le magistère et pour la personne du Pape romain, un respect que ne connaissaient pas tous leurs prédécesseurs d'ancien régime. La plupart des évêques pourront, une heure, en 1811, par faiblesse, par amitié pour l'Empereur, par peur des foudres impériales, se laisser arracher un semblant d'adhésion à des mesures prises par Napoléon pour réduire la résistance obstinée du Pontife, mais ce sera la douleur

au cœur, et, dès le lendemain, les plus dévoués à l'Empire, devant les appels de leur conscience, presque tous se ressaisiront. Si l'illusion de l'Empereur est, en 1806, dans une certaine mesure justifiée, ce n'en est pas moins une illusion et, pas plus que « les prêtres d'Italie et de Rome », il ne « connaît » les prêtres de France et, en les croyant capables de le suivre, ne fût-ce que jusqu'à un *demi-schisme*, les méconnaît étrangement. C'est donc dans une voie pleine d'écueils que l'Empereur s'engagerait si délibérément il allait au conflit.

« CES GENS-LA ME CROYAIENT MORT »

Son excuse est qu'en 1806, il n'y allait pas délibérément. Si résolu qu'il fût, par les exigences de sa politique italienne, à obtenir de Rome une complaisance qu'il se croyait autorisé à espérer, et si disposé, depuis qu'il était Empereur, à considérer la Rome pontificale comme une sorte d'éminente vassale, il eût été lui-même surpris si on lui eût annoncé à quels gestes l'entraînerait promptement un conflit qu'il ne désirait certainement pas. Fort imprudemment, il faut le reconnaître maintenant, Rome le provoqua par une fâcheuse maladresse.

J'ai dit dans quel état d'esprit Pie VII avait trouvé, au printemps de 1805, le Sacré-Collège et toute la Curie, et quel sentiment nouveau en était né chez le Pape lui-même. Avant trois mois, la Cour pontificale avait amené Pie VII à penser qu'il avait vraiment, à Paris, trahi la cause de l'Église, et sa conscience, dès lors, l'obligeait à réparer le tort qu'il avait fait à son héritage. Il fallait, lui disait-on, reprendre l'offensive et donner un vigoureux coup de sonde. L'Empereur était engagé, à l'automne de 1805, dans la campagne d'Allemagne : le moment paraissait à Rome favorable pour l'amener à restituer au Pape les territoires naguère possédés par le Saint-Siège et dont l'Empereur avait, — avec de simples précautions oratoires, — refusé la restitution au lendemain du Sacre : Napoléon, dans l'embarras de sa campagne, serait, pensait-on au Quirinal, sans doute plus malléable. Le 13 novembre, le Pape avait écrit la lettre malheureuse qui devait indisposer si gravement l'Empereur : « Nous vous le disons franchement :

depuis notre retour de Paris, nous n'avons éprouvé qu'amertume et déplaisir ; nous ne trouvons pas chez Votre Majesté le retour de sentiments que nous nous croyions en droit d'attendre de sa justice. Ce que nous devons à nous-même, c'est de réclamer à Votre Majesté *l'évacuation d'Ancône,* et nous ne verrions pas, si un refus nous était opposé, comment le *concilier avec la continuation des bons rapports avec le ministre de Votre Majesté.* »

Que, dans les dispositions plus ou moins conscientes où se trouvait l'Empereur vis-à-vis de Rome dès cette fin de l'année 1805, le Saint-Siège, dont la situation au centre de l'Italie le gênait déjà étrangement, vînt lui réclamer Ancône lui eût paru, en toute circonstance, prétention insoutenable. Ancône était précisément un des points des anciennes Marches pontificales et de toute la côte orientale de l'Italie auquel il tenait le plus et il eût presque trouvé plaisant que le Pape vînt lui réclamer la restitution d'un territoire occupé, quand déjà il s'estimait « bon prince » de ne pas lui en prendre d'autres. Mais il y vit tout autre chose qu'un incident plaisant : il y vit l'indice d'un « *complot* » tramé sous l'action de ses ennemis. Il avait cru le Pape résigné au refus qu'il lui avait opposé à Paris à ce sujet et voici que, six mois après, le même Pape, sans qu'aucun incident nouveau se fût produit, non seulement revenait sur la question, mais dans un style presque comminatoire. Que signifiait cette espèce de menace inattendue, cette déclaration brusque que les rapports avec le ministre de France cesseraient d'être « bons », si une réponse favorable n'était incontinent donnée ? Plus il tenait Pie VII, suivant ses termes, pour « un homme bon », et plus il était irrité contre la Curie qui, travaillée « par les intrigues des agents ennemis », avait poussé, pensait-il, le Saint-Père à une démarche insensée, et à quel moment ! Car il pénétrait bien l'intention et en était particulièrement blessé : on avait attendu qu'il fût aux prises avec l'Autriche et à la veille d'une bataille difficile pour changer brusquement de ton avec lui dans l'espoir de l'intimider. « *Ces gens-là me croyaient mort* », allait-il écrire à Fesch après Austerlitz. Et le fait est que la Curie l'avait tenu, sinon pour mort, au moins pour malade et avait, fort maladroitement, pris une offensive insolite. L'Empereur n'avait rien répondu, mais il avait rem-

porté la victoire à Austerlitz et imposé la paix à l'Autriche ; alors, il avait repris la lettre du Pape, et sa colère, qui était sincère, s'en était exaltée.

C'était l'heure où le grand rêve « carlovingien », le projet d'Empire d'Occident, prenait corps. A Fesch, le 7 janvier, Napoléon avait exprimé son irritation : « Le Pape m'a écrit, à la date du 13 novembre, la lettre la plus ridicule, la plus insensée : ces gens-là me croyaient mort. Il n'y a rien, en vérité, d'aussi déraisonnable que la Cour de Rome. » Et, pour la première fois, il émettait la prétention d'être, en qualité de successeur de Charlemagne, le « suzerain » de Rome et affirmait le « droit » qu'il disait posséder, comme les anciens Empereurs, d'y « nommer un sénateur ». Le Pape, à qui Fesch communiqua probablement la lettre, eut bien l'impression qu'on lui avait fait faire un funeste pas de clerc et devant une simple protestation de l'Empereur, il se fût sans doute tu ; mais la prétention soudain formulée à la suzeraineté de Rome lui parut monstrueuse autant que dangereuse et lui donna plus vivement l'impression qu'en sacrant Napoléon, il avait déchaîné les pires maux sur la Chrétienté. Il se gendarma et, dès lors, Napoléon allait le trouver étrangement hostile, presque systématiquement, et en toutes circonstances.

LE PAPE ET L'EMPEREUR

L'avènement de Joseph à la couronne de Naples fut une première occasion de conflit. De très ancienne date, les rois des Deux Siciles reconnaissaient au Pape une sorte de droit d'investiture qui, dans tous les temps, avait été d'ailleurs simple formalité. Or Joseph ne s'était nullement cru, — et Napoléon ne l'y eût pas autorisé, — devoir se plier à cette formalité. Pie VII qui, un an avant, eût peut-être fermé les yeux, refusa de reconnaître le nouveau roi. Cette attitude irrita encore l'Empereur, mais le Pape, à son tour, s'irritait d'un autre geste qui lui paraissait, aux dépens de Rome, une vraie spoliation : Ponte Corvo et Bénévent étaient fiefs du Saint-Siège enclavés dans le royaume et que les rois des Deux Siciles « tenaient » de Rome ; or, sans aucune démarche près du Saint-Siège, l'Empereur les attribuait

délibérément, l'un à Bernadotte, l'autre à Talleyrand, d'où les protestations très vives de la Cour de Rome. En réponse, Napoléon émettait, cette fois ouvertement, son « droit » de disposer des fiefs du Saint-Siège au nom de son titre impérial : « *Votre Sainteté est souveraine de Rome, mais j'en suis l'Empereur.* » Le grand mot était lancé, que le Pape ne pouvait pas laisser passer. Il répondit par une formelle dénégation : « *Il n'existe pas d'Empereur de Rome, il ne peut pas en exister sans que le Souverain Pontife soit dépouillé de l'autorité souveraine qu'il exerce à Rome.* »

Pie VII ne se contentait pas de ces protestations : il multipliait, il faut le reconnaître, les marques sinon d'hostilité, du moins de mauvais vouloir. L'Empereur demande à la Cour de Rome de déclarer nul le mariage religieux de Jérôme avec Élisabeth Paterson et il faut reconnaître que ce serait, de la part de Rome, pure complaisance, mais qui a été accordée à bien des souverains ; le Pape se dérobe, fait des difficultés, traîne l'enquête, et le fait, qui contrarie Napoléon, le blesse encore plus. Le Code civil qui admet le divorce vient d'être introduit dans le royaume d'Italie ; le Pape proteste, à juste titre, au nom de l'article du *Concordat italien* qui, différent du Concordat français, a proclamé le catholicisme *religion d'État*, et, quand la Vénétie est réunie au royaume d'Italie, il prend sa revanche du refus que lui a opposé l'Empereur en déclarant nul, pour la Vénétie, ce même concordat italien : il interdit aux prélats vénitiens de s'y soumettre avant qu'une négociation ait été engagée à ce sujet. Il n'entend pas plus reconnaître de changement dans les États nouvellement attribués par l'Empereur à ses sœurs en Italie, ce qui induit le clergé de ces pays à une attitude hostile, qui trouble les nouveaux sujets de ces dames ; c'est à ce propos que Napoléon, impatienté de ce qu'il tient pour dangereuses taquineries, s'emporte contre « la Cour de Rome ». « Prendrait-elle l'Empereur pour faible et ignorant ? écrit-il à Talleyrand. Ce n'est point la morale que prêche l'Évangile ni l'exemple qu'a laissé Jésus-Christ que semer le désordre et troubler la tranquillité. » Ces mots ont dû amener sur les lèvres de l'ex-évêque d'Autun un sourire quelque peu sarcastique, mais il se blasera vite sur ce genre de déclamation, car cela va devenir une habitude, assez plaisante, chez

l'Empereur de ne parler au Pape qu'au nom du Christ et l'Évangile à la main, — un Évangile assez tendancieusement interprété selon lequel ce qui est dû à César devient très supérieur à ce qui est dû à Dieu.

Il commence aussi à employer un argument auquel il attribue une grande valeur. Le Pape, dit-il, volontiers hospitalise, reçoit, accueille agents anglais et russes qui sont des *infidèles* et se prête à leurs intrigues : or l'Empereur « qui a restauré les autels en France », l'Empereur, qui, « étant Charlemagne », est « l'épée de l'Église », l'Empereur « comptable envers Dieu qui a bien voulu se servir de son bras pour rétablir la religion », a le droit de s'insurger contre « la conduite qu'a tenue la Cour de Rome, *dans le temps où on le croyait écrasé par la coalition alors existante et pour faire la cour aux princes grecs et anglicans* ». Et, comme Pie VII, maintenant outré, oppose une fin de non-recevoir aux requêtes d'ordre politique comme d'ordre religieux, l'Empereur commence à s'exaspérer : « La conduite de la Cour de Rome est *marquée au coin de la folie* », va-t-il écrire à Joseph. Il s'exaspère d'autant plus que ses projets sur l'Italie s'affirment de plus en plus dans son esprit et qu'il est maintenant assuré que le Pape y fera décidément obstacle. « Comme prince temporel, écrira-t-il sous peu à Talleyrand, il fait *partie de ma confédération, qu'il le veuille ou non.* S'il fait un arrangement avec moi, je lui laisserai sa souveraineté ; s'il n'en fait pas, je m'emparerai de toutes ses côtes. » Au légat Caprara, il déclarera, au cours d'une scène violente : « *J'établirai un Sénat à Rome, et quand Rome et l'État seront entre mes mains, ils n'en sortiront jamais.* »

C'est en juillet 1806. En six mois, le conflit a déjà pris ce caractère si dangereusement aigu, que la perspective que Napoléon se refusait à entrevoir six mois avant, il l'envisage : le Pape dépouillé de Rome. Et, à son habitude, il prépare les voies à l'hypothèse : craignant que le souverain temporel menacé n'use contre lui de son action spirituelle, il essaie d'émousser d'avance les armes de Rome : le clergé de France doit être maintenant dans la main du gouvernement impérial ; il entend, écrit-il à Portalis, qu'on organise neuf séminaires métropolitains, « grandes écoles de théologie », pour combattre « les maux que produit *la fausse théologie* »

par « *l'enseignement des principes de l'Église gallicane* »; l'Université d'ailleurs conférera, seule, les grades susceptibles de faire admettre les jeunes prêtres dans le haut clergé. Mais, déjà, bien des gens, — comme Thibaudeau, — secouaient la tête, disant que ce n'était pas dans ce clergé, adversaire de la Révolution, que l'Empereur trouverait des auxiliaires contre le Saint-Siège et qu'en France même Napoléon serait promptement amené à sévir. N'était-il pas, en tout cas, déplorable que l'Empereur dût, dès juillet 1806, se préparer à une lutte qui pouvait revêtir un caractère si dangereux ? Le conflit, si imprudemment provoqué par la Curie, n'en était pas moins né réellement des grands projets d'Empire d'Occident et, en attendant qu'il troublât l'Église dans l'Empire, il réveillait les espérances de l'Europe. Napoléon n'allait-il pas, en frappant ou simplement en menaçant le Pape, donner à toute nouvelle coalition cette couleur de « Sainte Ligue » qu'en 1792, les lettres de Pie VI aux souverains alliés avaient paru donner à la première ?

NÉGOCIATIONS AVEC L'ANGLETERRE

A l'heure où cette coalition était prête à se grossir de la Prusse, l'Empereur croyait cependant que, tout au contraire, elle s'allait affaisser par la conclusion de la paix avec l'Angleterre et la Russie. Et si, en cet été de 1806, il se montrait si violent contre Rome, c'est qu'il gardait l'illusion qu'il était en train de désarmer l'Europe entière.

Lord Yarmouth continuait à causer avec Talleyrand. Que lord Grenville ne fût guère sincère en laissant Fox négocier et que Fox lui-même, loyal et droit, n'eût engagé cette négociation qu'avec un bien petit espoir de la voir aboutir, cela est certain. Mais Yarmouth, lui, semble avoir mis, au début, beaucoup d'ardeur à se faire l'instrument d'un rapprochement qui promettait tant de résultats heureux. Quant à l'Empereur, nous savons que jamais il n'avait apporté autant de dispositions sincères à conclure une paix. Il était prêt, j'ai dit pourquoi, à céder, et sur Malte, et sur les colonies, et, quant au Hanovre, il était d'autant plus porté à le restituer à la maison régnante d'Angleterre, que l'attitude tous les jours plus froide de la Prusse l'irritait : celle-ci serait

d'ailleurs dédommagée ; on avait en Allemagne une réserve inépuisable de principautés susceptibles de faciliter ces étranges trocs. Yarmouth reconnaissait les bonnes dispositions de Napoléon et les faisait connaître au Foreign Office ; mais on se rappelle qu'arguant des obligations qui le liaient, disait-il, à la Russie, le cabinet britannique opposait, à l'ouverture même de tractations officielles, le « scrupule » qu'il disait éprouver à négocier sans son alliée : Yarmouth ne recevait donc pas de *pouvoirs* et devait se contenter *de causer*.

L'objection, à la vérité, sembla tomber lorsque, le 6 juillet, arriva à Paris le baron d'Oubril, chargé par le Tsar de traiter de l'affaire de Cattaro et de partir de là pour une négociation en vue de la paix générale. L'envoyé russe vit Talleyrand presque au débotté : il ne semblait pas supposer à son maître les magnifiques « scrupules » de l'Angleterre, puisqu'en moins de quinze jours, il était, par Talleyrand, amené à signer bel et bien un traité mettant fin à la guerre. Ce fut le 20 juillet, en effet, que le baron d'Oubril accepta les conditions moyennant lesquelles la paix serait rétablie entre son maître et la France. La Russie, bien entendu, évacuerait Cattaro, consentirait à laisser s'organiser à Corfou une « république des Sept-Iles » (les Iles ioniennes) et s'engagerait à limiter son armée. La France, en échange, s'engageait tout simplement à évacuer l'Allemagne dans un délai de trois mois. Lorsqu'on se rappelle dans quel état d'esprit le baron d'Oubril avait laissé la chancellerie russe, ce traité, singulièrement favorable à la France et bâclé si vite, laisse à penser. On ne peut l'expliquer, ou que par une prodigieuse action de séduction exercée, presque à l'esbrouffe, par Talleyrand sur l'envoyé russe, ou que par une manœuvre, également prodigieuse, de mauvaise foi chez le baron qui n'avait peut-être comme mission réelle que d'endormir le gouvernement français. Comme Oubril avait vu Yarmouth avant de conclure, on en est à se demander si cette fallacieuse opération ne fut pas combinée. Cependant l'Angleterre affecta d'être très froissée de la désinvolture avec laquelle le représentant du Tsar avait traité sans elle : Fox qualifia le traité « d'accord mortifiant ». De Londres, l'ambassadeur russe Strogonof, averti par les *amis* de Paris, suppliait son gouvernement de ne pas ratifier un traité humiliant, conclu en dehors de la grande alliée.

Fox, cependant, dans l'impossibilité de s'en tenir maintenant à la question préalable, paraissait décidé à traiter de son côté. Yarmouth reçut enfin ses pouvoirs : si l'on suppose le cabinet anglais de bonne foi, il y avait là un grand pas vers la paix, et le jeune lord, désireux d'aboutir, eût peut-être abouti ; mais ce qui fait douter de cette bonne foi, c'est qu'on adjoignit aussitôt à cet aimable gentilhomme un autre plénipotentiaire, lord Lauderlale, qui, ayant montré jadis des sentiments favorables à la Révolution, pouvait ne pas être suspect, mais qui, de caractère acerbe et cassant, allait jouer les Withworth de 1802. A Paris, on crut cependant la paix faite : à Clarke qui, depuis un mois, « causait » avec Yarmouth, on adjoignit Champagny pour « négocier » et « traiter » avec les deux plénipotentiaires anglais. Le 5 août, Lauderlale s'abouchait avec eux, et le 7 il faisait savoir ses prétentions : il fallait traiter sur le principe de l'*uti possidetis*, sauf en ce qui concernait le Hanovre qui serait, préalablement à toute conclusion, restitué à la maison royale d'Angleterre. En revanche, Malte et les colonies conquises sur la France et la Hollande par l'Angleterre lui devaient rester, mais celle-ci irait jusqu'à admettre la Sicile comme conquise par la France en la laissant à Joseph, moyennant qu'on procurât une compensation au roi Ferdinand, ainsi totalement dépossédé, — ce qui ne paraissait pas impossible. Il faut avouer que, étant donné les dispositions conciliantes de Napoléon, jamais la paix ne parut si près de se conclure.

C'est sur ces entrefaites que, le 13 septembre, Fox succomba à une maladie qui, depuis quelques semaines, le tenait malheureusement éloigné du Conseil. « *La mort de M. Fox*, écrira Napoléon, *a été une des fatalités de ma carrière... S'il eût continué de vivre, la paix se serait effectuée.* » Cela n'est pas si sûr : devant l'accueil favorable fait à ses propositions, l'Angleterre semblait déjà près de se dérober, ce qui semble confirmer qu'il n'y avait, en tout cela, qu'une fantasmagorie destinée à amuser le tapis. En fait, Lauderdale, — déjà disposé à n'être, en tout état de cause, accommodant que sous réserve, — était averti que, le traité d'Oubril rencontrant dans le Conseil russe la plus vive opposition, la Prusse, d'autre part, semblait tous les jours entraînée à prendre vis-à-vis de la France une attitude

hostile. Lauderdale, de ce jour, fit manifestement traîner la négociation, alors qu'à Paris on ne demandait qu'à agréer, sans en rien retrancher, les conditions anglaises.

C'est que, sur ces entrefaites, la Prusse semblait aller tout droit à une guerre avec la France.

LA PRUSSE SE GENDARME

La Prusse, depuis le commencement du printemps, était dans un état de fièvre fort dangereux.

Depuis que Haugwitz avait dû, à la suite de la plus imprudente démarche, signer à Paris un traité aggravant celui de Schœnbrunn, fruit lui-même de la maladroite attitude de la Cour de Prusse, celle-ci se considérait comme une victime du « tyran de l'Europe ». Cela, au fond, était assez plaisant. C'était grâce à Bonaparte que ce pays avait, en 1801, gagné, sans coup férir, 2 312 lieues carrées de territoire, 37 500 âmes et un supplément dans son revenu de 2 millions et demi de florins. Depuis cet heureux événement, elle n'avait cessé de convoiter de nouveaux territoires : dès 1803, Bonaparte lui avait offert le Hanovre et, si elle ne l'avait pas alors reçu, c'est qu'elle n'avait pas su accepter franchement l'alliance qui lui était proposée. Ses continuels manques de foi vis-à-vis de la France ne lui avaient, — chose miraculeuse, — valu d'ailleurs aucun dommage. Napoléon, encore qu'il pénétrât le double jeu que menait Berlin, n'avait jamais traité aucun pays avec autant de ménagements. La dynastie des Hohenzollern bénéficiait, aux yeux de l'Empereur, de son admiration personnelle pour Frédéric II, et peut-être était-il, d'autre part, influencé par une partie de l'opinion française qui, depuis le début de la Révolution, favorable à la Prusse par haine de l'Autriche, proclamait l'excellence des forces prussiennes, — « les soldats du grand Frédéric », — et avait déjà prévalu au Directoire comme au Comité du Salut public.

Il n'est pas de pays que Bonaparte, comme la Révolution, eût à ce point favorisé. En décembre 1805 encore, il avait passé outre aux conseils de Talleyrand en ne faisant pas peser bien lourdement sur elle le poids de la légitime colère que pouvait lui inspirer la traîtresse attitude de Berlin à la veille d'Austerlitz. Bien plus, en échange des territoires dont il lui

avait demandé la cession, il lui offrait, de nouveau, en toute souveraineté, ce royal morceau du Hanovre qui, en compensation de Clèves et Neuchâtel, d'Anspach et Bayreuth qu'elle cédait, faisait réellement de cette Prusse la dominatrice de l'Allemagne du Nord. Mais l'orgueil prussien saignait depuis que, convaincu de la duplicité la plus flagrante et même de la trahison la plus hypocrite, le cabinet de Berlin avait subi, avec la loi de Napoléon, les manifestations de son mépris. Ce Hanovre même, on sait dans quels sentiments la Prusse en avait pris possession, même provisoirement : « J'abhorre *la manière infâme* par laquelle nous faisons cette acquisition, avait écrit, le 20 mai, Hardenberg à l'agent anglais Jackson. Nous pouvions rester les amis de Bonaparte... sans devenir ses esclaves. »

A dire vrai, une haine inapaisable soulevait une partie de la Cour, fortifiée d'un orgueil sans limite. La reine Louise avait, de tout temps, détesté la France et « Buonaparte », et, autour d'elle, les jeunes princes, particulièrement Louis-Ferdinand, neveu du roi, formaient une coterie que mille bienfaits de Napoléon n'eussent pu désarmer. « Il n'y a aucune flatterie à dire que c'est la plus jolie femme que j'aie vue », avait, le 1er avril 1804, écrit Mme de Staël de la reine de Prusse. Elle était en effet charmante, — à l'allemande, — mais sa beauté conquérante s'unissait, en outre, à une vraie vaillance d'âme et d'ailleurs à une vertu qui, en dépit des hommages fort empressés de tout un monde de jeunes gens, semble être toujours restée intacte. Elle se plaisait à ne mettre « ses charmes » qu'au service de la « bonne cause », celle de l'Europe contre « le tyran français ». L'État-major la suivait.

C'est que la haute armée était, elle, exaltée par l'orgueil le plus insensé. Les vieux généraux qui, en août 1792, étaient entrés en France en donnant, pour septembre, à leurs jeunes lieutenants rendez-vous au Palais-Royal, semblaient avoir, même le duc de Brunswick, oublié l'humiliante journée de Valmy et la retraite, plus humiliante encore, qui avait suivi. A les entendre, on eût dit que, depuis Rosbach où Frédéric avait fait éclater la valeur prussienne, — il y avait alors cinquante ans de cela ! — l'armée n'avait pas connu un seul échec : Autrichiens et Russes avaient pu être battus

par la France, mais, si celle-ci était parvenue à la domination, c'est que la fameuse « armée de Frédéric » ne s'était jamais dressée en face d'elle. Les grands chefs, Kalkreuth, Blucher, Hohenlohe, avec Brunswick lui-même, traitaient de pleutres les ministres atermoyants, « complaisants de Napoléon » qui humiliaient la grande Prusse. Les jeunes officiers apportaient, en hommage à la Reine, une ardeur combative qui allait jusqu'aux démonstrations les plus intempestives. « Colonel » d'un régiment, Louise était acclamée quand, dans l'uniforme de son arme, elle passait la revue de ses soldats. Elle y apportait une coquetterie d'Allemande née dans le goût des armes, grisée par la popularité dont elle jouissait et qui rendait plus éclatante la disgrâce du triste Frédéric-Guillaume, son mari.

Ce pauvre homme, — « un benêt », dira, de lui, l'Empereur après l'avoir vu à Tilsitt, — était sans cesse débordé : il l'était par sa femme, par ses généraux, par ses ministres ; de figure chagrine et de tenue guindée, il était incapable de sourire ni de s'enthousiasmer, tiraillé sans cesse entre des pensées qui lui venaient toujours des autres, prince sans volonté ni intelligence, mais croyant sauver les apparences par une attitude gourmée et froide, alors qu'il n'était que timoré jusqu'aux entrailles. Il s'était, nous le savons, toujours réfugié dans une politique équivoque qui, sans cesse, l'avait jeté dans les plus cruels embarras, et c'est ainsi qu'acceptant le malheureux traité de Paris, honni de son entourage, et chargeant Haugwitz de faire bonne mine à l'Empereur, il assurait, d'autre part, le Tsar que jamais son alliance forcée avec la France ne l'entraînerait contre la Russie ; un ministère occulte dirigé par Hardenberg préparait la guerre contre la France quand Haugwitz affectait, vis-à-vis de celle-ci, l'amitié la plus franche. Mais le Roi laissait sa femme, ses neveux, ses généraux vitupérer l'alliée française et pousser des cris de guerre qui commençaient à s'entendre à Paris.

On était, à Berlin, persuadé que Napoléon, parce qu'il ne la *voulait* pas, *redoutait* la guerre avec « les soldats de Frédéric ». Lucchesini entretenait cette illusion : fréquentant les salons de Paris, il voulait y trouver les indices d'une lassitude qu'il disait être celle de toute la nation ; la France, écrivait-il,

attachait « un prix immense au maintien de la paix avec la monarchie prussienne » et, si l'Empereur lui-même lui montrait, en avril 1806, « le prix véritable qu'il attachait à la nouvelle alliance », l'ambassadeur représentait le propos comme donnant à la Prusse un avantage sur ce fâcheux « allié ».

Frédéric-Guillaume s'était décidé à prendre possession du Hanovre, mais s'en était, en quelque sorte, excusé, sur le ton le plus pitoyable, auprès de l'Europe. L'Angleterre lui avait cependant, pour le principe, déclaré la guerre, et le roi de Suède, enragé contre la France, avait aussitôt manifesté l'intention de faire payer cher à la Prusse cette nouvelle « trahison ». Frédéric-Guillaume, apeuré, avait écrit au Tsar, le 23 juin 1806, une de ces lettres larmoyantes où se trahissait ouvertement sa naturelle duplicité : il suppliait Alexandre d'arrêter le bras du roi de Suède dont l'attaque servirait, disait-il, Napoléon : « Cet état de choses entrave toutes les mesures et tous les arrangements arrêtés depuis longtemps pour consolider mes forces financières et militaires, *afin de pouvoir opposer, en temps et lieu, une barrière suffisante aux vues ambitieuses et incommensurables de mes nouveaux alliés.* » En conformité avec cette lettre, le roi signait, le 30 juin, à l'adresse du Tsar, la *déclaration de Charlottenbourg*, où il était dit que le traité d'alliance avec la France ne dérogerait jamais à celui de l'année 1800, à ses yeux, subsistant entre la Prusse et la Russie.

Autrement dit, la Prusse, ayant accepté avec la France une alliance *offensive et défensive*, déclarait au Tsar, *en guerre avec cette même France*, qu'il pouvait compter sur la fidélité de Berlin à une alliance antérieure. Au fond, tiraillé entre deux politiques, le Roi croyait déjà beaucoup faire pour la France en ne se laissant pas emporter par le parti de la guerre qui, tous les jours, grossissait, et, parmi les partisans de la paix même, on était à l'aguet du moindre grief contre « Buonaparte » pour rallier la coterie belliqueuse.

LA PRUSSE S'INSURGE

C'est sur ces entrefaites que, le 25 juillet, l'ambassadeur de France, Laforest, avait signifié à Haugwitz la constitution de la *Confédération du Rhin*, nouvelle que confirmait une lettre

de Lucchesini. Mais, à Lucchesini, Talleyrand avait, en manière de baume sur la plaie, déclaré que l'Empereur verrait d'un bon œil *que la Prusse se plaçât à la tête d'une pareille association pour l'Allemagne du Nord*: « La Prusse peut réunir sous une nouvelle loi fédérale les États qui appartiennent encore à l'Empire germanique *et faire entrer la couronne impériale dans la maison de Brandebourg.* » Si la formation d'une ligue de quinze princes allemands, sous la protection de l'Empereur des Français, devait faire naître sur les bords de la Sprée inquiétude et jalousie, la perpective qui était ouverte à la Prusse était certes susceptible de la calmer et même de la satisfaire, et rien ne témoigne plus du désir très sincère que concevait encore Napoléon de ménager l'amour-propre et de caresser l'ambition de la Cour de Berlin. Le cabinet prussien accueillit en effet sans trop de déplaisir la nouvelle ainsi présentée et, déjà, le Roi comptait s'en prévaloir contre les imprudents adversaires de la France, quand une nouvelle lettre de Lucchesini vint soudain déchaîner, tout au contraire, dans ce cabinet, la terreur et la fureur. Le ministre de Prusse à Paris, inquiet des conversations engagées à Paris avec lord Yarmouth, avait entendu s'en instruire : ayant invité le jeune Anglais à dîner, il l'avait, après des libations prolongées, amené, disait-il, à lui révéler que l'empereur Napoléon offrait à l'Angleterre la restitution du Hanovre. « La vérité est toujours dans le vin », ajoutait Lucchesini. Elle était dans le vin, mais incomplète : nous savons que, du jour où avait été envisagé un arrangement franco-anglais à ce sujet, Napoléon comptait négocier avec la Prusse la rétrocession du Hanovre, mais moyennant des compensations équivalentes. Lucchesini l'ignorait, naturellement, et ne le supposait pas. La Prusse se crut donc atrocement jouée : elle avait, en acceptant le Hanovre, encouru la méprisante rancune de toute l'Europe, et voici qu'on s'apprêtait à lui retirer cette proie, « prix de la trahison », disait le roi de Suède. Haugwitz en fut atterré : le 9 août, le Conseil, sans attendre aucune autre information, décida la mise sur le pied de guerre de l'armée que soulevaient, d'autre part, les propos, tous les jours plus violents, des chefs militaires.

Là-dessus, Lucchesini se faisait l'écho de nouveaux bruits, ceux-là tout à fait mensongers. Le traité d'Oubril continuait

à intriguer le corps diplomatique de Paris : que le baron eût, avec tant de précipitation, signé, au nom du Tsar, la paix avec la France faisait supposer qu'à côté des conditions patentes, si favorables à celle-ci, des articles secrets avaient dû être convenus ; Lucchesini croyait savoir que, flattant une des plus chères aspirations du tsar Alexandre, Napoléon lui avait offert la reconstitution, sous le gouvernement du grand-duc Constantin, *du royaume de Pologne,* ce qui dépouillerait la Prusse de la grosse part que celle-ci s'était, jadis, de Posen à Varsovie, taillée dans l'infortuné pays. La nouvelle, — cette fois, tout à fait fausse, — était d'ailleurs invraisemblable. La lettre de Lucchesini, ouverte et copiée au *cabinet noir,* avait excité la colère de Napoléon contre « ce coquin », mais, parvenue à Berlin, elle y semait l'affolement : l'Empereur allait conclure la paix avec la Russie, comme avec l'Angleterre, aux dépens de la Prusse, dépouillée de ses plus fortes acquisitions, récentes et anciennes, et, par surcroît, exposée à rester isolée en Europe. Devant les rapports qui lui étaient envoyés de Berlin, Napoléon écrivait à Talleyrand, le 22 août : « *C'est un excès de peur à faire pitié.* » D'ailleurs, croyant à la conclusion prochaine de la paix avec l'Angleterre et à la ratification du traité d'Oubril, l'Empereur recommandait à son ambassadeur à Berlin de démentir formellement les nouvelles données par Lucchesini, mais sans paraître ému des colères qu'elles avaient soulevées. Il flétrissait, simplement, dans une lettre à Talleyrand, les procédés du ministre de Prusse qui, en écrivant à sa Cour « *des choses absurdes et bêtes* », lui « *faisait faire des folies* ». Il comptait, la négociation avec l'Angleterre terminée, calmer, d'un mot, toute cette « folie ». Folie, en effet : Murat, qui de Berg convoitait des territoires prussiens voisins, ne se privait pas de citer à son impérial beau-frère les propos les plus insensés : « Blucher répétait souvent, écrivait-il, *qu'avec sa seule cavalerie, il se chargeait d'aller à Paris.* »

Peut-être se fût-on calmé à Berlin, mais la Cour y était encore excitée à se gendarmer par l'électeur de Hesse-Cassel qui jouait dans ce drame le rôle le plus néfaste. Il avait sollicité son entrée dans la *Confédération du Rhin* à condition qu'on augmentât ses États d'une partie de la Hesse-Darmstadt. Napoléon s'y était refusé, et l'électeur s'était

alors violemment jeté dans le parti prussien. Il étalait, jusque devant le ministre de France à Cassel, son mépris pour la « pusillaminité » du roi de Prusse : « *Quand on a* 250 000 *hommes, la première armée du monde, cette armée de Frédéric II qui a tenu tête à l'Europe entière, le plus beau corps d'officiers et d'officiers tous nobles, ce qui fait beaucoup, monsieur, on est en état de résister à tout.* » S'il parlait ainsi devant un Français, on pense ce qu'il écrivait à Berlin et on sait dans quel terrain favorable tombaient ces excitations. Il tenait de bonne source, faisait-il dire au cabinet prussien, que le projet de « Confédération du Nord », jeté en pâture à la juste ambition de la Prusse, était un leurre et que Napoléon ne pensait aucunement le laisser se réaliser.

Aux nouvelles reçues de Paris, Frédéric-Guillaume avait adressé au Tsar une lettre où se traduisait à la vérité plus qu'une grande colère, une peur affolée : une sorte d'épouvante s'y exprimait vis-à-vis de Napoléon, devenu, pour le malheureux roi, une sorte d'ogre prêt à le dévorer. Mais, ce pendant, la mise sur le pied de guerre de l'armée prussienne s'achevait, et le moindre incident pouvait faire éclater la guerre.

Napoléon ne la croyait pas possible, peut-être parce qu'il n'en était aucune qu'il eût moins désirée. « Il faut, avait-il écrit à Berthier, le 17 juillet, songer au retour de la Grande Armée, *puisqu'il me paraît que tous les doutes sur l'Allemagne sont levés.* » Autour de lui, on était, plus que lui, alarmé et irrité de l'attitude insensée de la Prusse : un voyageur venant de Paris disait au comte de Gentz « qu'il avait vu, jusqu'au 3 août, *dans tous les cercles, la plus grande animosité contre la Prusse* » ; à Dusseldorf, il avait entendu Murat « exprimer l'espoir d'arrondir son nouveau grand-duché des États prussiens au delà de l'Ems ». A Berlin, Laforest désespérait de préserver la Prusse d'une catastrophe : « Ces gens-là, confiait-il au chevalier de Bray, m'ont mystifié : vingt fois je me suis sacrifié pour les mettre à couvert, mais, à la fin, cela m'ennuie. »

Seulement l'attitude de la Prusse détruisait le laborieux échafaudage que l'Empereur construisait à Paris en vue d'une paix générale. La Russie, désormais sûre d'avoir la Prusse avec elle au cas où la guerre reprendrait, allait refuser de ratifier le traité d'Oubril, et l'Angleterre, devant une coalition

nouvelle, se dérobait décidément et revenait à ses grands projets de lutte à mort.

Le Conseil impérial russe avait en effet exigé d'Alexandre qu'il désavouât le traité d'Oubril. Le Tsar fit savoir à Paris qu'il ne le pouvait ratifier, mais, avant même que ce rejet fût signifié à Paris (le 3 septembre), on en avait, de Pétersbourg, averti la Cour de Prusse qui, informée dès le 26 août, se décida à préparer délibérément la guerre. Napoléon apprit presque en même temps le refus de ratification du Tsar et les préparatifs, désormais patents, de la Prusse. Il en conçut la plus vive déception : il avait réellement espéré que l'alliance avec la Prusse serait sincère, durable, et deviendrait cordiale. « *Je ne puis avoir d'alliance réelle avec aucune des grandes Puissances* », écrivait-il à Talleyrand avec une vraie tristesse, et c'est une parole qu'il eût dû par la suite se mieux rappeler. Mais il ne pouvait cependant croire que la Prusse se laissât entraîner jusqu'à une guerre qu'à son sens elle perdrait, à coup sûr, et dans des conditions désastreuses. « *La Prusse désarmera et ne voudra pas se faire écraser* », concluait-il. Il se trompait : le 6 septembre, Frédéric-Guillaume adressait au Tsar une lettre où ce misérable prince, encore officiellement allié de Napoléon, se déclarait prêt, le jour où les armées de Russie se seraient mises en marche et où lui seraient parvenus les subsides de l'Angleterre, à attaquer « le perturbateur du repos de l'univers » redevenu pour le Roi, jadis si plat, « Buonaparte », — l'ennemi des trônes.

NAPOLÉON CONTRE LA GUERRE

L'Empereur ne se résignait pas cependant à l'événement. Jamais, je le répète, il n'avait moins souhaité une nouvelle guerre. Le désir ardent qu'il avait de parfaire son œuvre intérieure, de surveiller la marche de sa magnifique administration, d'organiser ce qu'il venait encore de fonder, de réaliser le grand programme d'éducation publique que l'Université venait d'être chargée de mener à bien, d'assurer à ses finances un définitif équilibre, de surexciter la vie économique, de poursuivre son magnifique plan de travaux publics, lui faisait grandement redouter l'événement ; la nécessité d'organiser sérieusement le « Grand Empire » dont

il n'avait fait que poser les premières pierres à Naples, à La Haye et à Francfort, de régler dans le calme ses relations avec les nouveaux États feudataires et de préparer un accommodement avec le Saint-Siège avant que les liens ne se brisassent avec Rome, l'obligeait à désirer la paix, — et, subsidiairement, le besoin qu'il éprouvait de jouir enfin de la vie de famille, aux Tuileries, tout en somme lui faisait détester de nouvelles campagnes. « Le luxe et l'aisance qui l'environnaient faisaient effet sur lui, écrira, non sans malveillance, Mme de Rémusat qui le voyait alors de près ; les âpretés de la vie des camps effarouchaient maintenant son imagination. » Ce témoignage est inutile : Napoléon avait, pour craindre une nouvelle guerre, d'autres motifs, plus relevés que le désir de jouir de ses aises, et je viens de les indiquer. C'est ce qui l'avait poussé à se montrer si accommodant avec l'Angleterre, espérant que, celle-ci ayant déposé les armes, le continent cesserait de s'agiter. Mais j'ai dit enfin que la guerre avec la Prusse lui était désagréable : il était sûr de « l'écraser », mais il n'y tenait pas ; que lui rapporterait cette guerre avec les petits-neveux de ce Frédéric le Grand qu'il vénérait ? Les territoires qu'il serait amené à leur prendre, ne fût-ce que pour punir leur félonie, à quoi serviraient-ils ? À agrandir encore l'Empire, soit ; mais l'Empire avait-il besoin d'être agrandi ? D'instinct, il sentait à quel abîme sa victoire même l'entraînerait. Et s'il ne s'était agi que de la Prusse ! En trois mois, il aurait jeté bas ce misérable État, car il avait pénétré ce que la « fameuse armée de Frédéric », derrière une façade imposante, cachait de faiblesses : généraux vieillis, officiers présomptueux, soldats plus habitués aux parades qu'aux manœuvres, machine compliquée mais désuète, qu'un seul coup, en un jour, détraquerait. Mais alors se trouverait-il porté aux frontières orientales, en face de la Russie, « montagne de neige », avait-il écrit, qu'il faudrait escalader ; pour combien de mois cette double campagne l'entraînerait-elle hors de cette France qu'il ne songeait qu'à rendre plus prospère après l'avoir rendue si redoutable ? Non, jamais il n'avait moins souhaité de reprendre les armes.

Lorsque, le 5 septembre, il écrivait à Berthier, resté en Allemagne, de s'informer de l'armée prussienne, il lui recom-

mandait la discrétion, « car, ajoutait-il, je n'ai aucun projet sur Berlin » et il ne « désirait être fourni de ces détails que pour être en mesure ». Le 9 septembre, le 10 encore, il doutait de l'événement qui, à Berlin, se préparait. « *Si* je faisais la guerre à la Prusse... » « *Si* la Prusse nous déclarait la guerre... » Et c'est sincèrement qu'il faisait écrire par Talleyrand à l'ambassadeur à Berlin : « L'Empereur désire véritablement ne pas tirer un coup de fusil contre la Prusse. *Il regardera cet événement comme un malheur, parce qu'il vient troubler des intérêts déjà assez compliqués* et qu'il l'empêche d'évacuer l'Allemagne avec honneur. » Il est de fait que l'Empereur attendait son armée à Paris pour le 15 octobre, et quand le Prussien Knobelsdorf arrivera à Paris avec un ultimatum insensé, Talleyrand interprétera bien la pensée impériale en lui déclarant, le 19 septembre : « La guerre entre les deux États apparaît à l'Empereur *une véritable monstruosité.* Ses dispositions sont tellement étrangères à toute idée de guerre avec la Prusse qu'il a déjà commis une faute militaire très grave en retardant d'un mois ses préparatifs. » De fait, des congés avaient été accordés aux maréchaux, chefs des corps cantonnés encore en Allemagne, et il allait falloir les rappeler précipitamment. Tout concourt donc à prouver que, voyant cette guerre avec répugnance, il ne *voulait* pas la croire encore possible.

Ce n'est que le 20 septembre que, après avoir écrit à Brune : « *La Prusse a jeté le masque* », il fait passer ses instructions aux chefs de corps et adresse un appel à ses alliés allemands ; signalant au roi de Bavière, le 21, les menées de Berlin devenues visibles depuis quelques semaines, il ajoute : « Nous avons été un mois sans y faire attention. Notre impassibilité n'a fait qu'enhardir tous les brouillons qui veulent précipiter la Cour de Berlin dans la lutte la plus inconsidérée. » Le 19, seulement, Davout et Ney ont reçu « l'ordre de quitter Paris pour être rendus à leur corps d'armée pour le 28 ». L'Empereur était d'ailleurs tranquille, et telle était la confiance que, depuis Austerlitz, son génie militaire inspirait aux Français les plus méfiants, que cette tranquille assurance se communiquait à tout son entourage. Talleyrand avait écrit, le 12, à Laforest : « Il est dans la politique de l'Empereur de profiter de la bonne saison, *d'arriver à Berlin avant les Suédois*

et les Russes, de dissiper l'armée prussienne comme il a dissipé les Autrichiens, d'attaquer ses ennemis avant qu'ils puissent se réunir et de les battre isolément. » Et il est bien vrai que, malgré les retards que ses désirs même de paix avaient, cette fois, apportés à ses préparatifs, il comptait, « le masque jeté » par la Prusse, la prévenir par une brusque offensive. Talleyrand écrivait encore, le 12, que l'Empereur entrerait à Berlin « à l'anniversaire de son entrée à Vienne » ; le ministre n'était pas assez optimiste encore : Napoléon était entré à Vienne le 13 novembre 1805, il serait à Berlin avant la fin d'octobre 1806.

LA PRUSSE A « JETÉ LE MASQUE »

Le « masque était bien jeté » : Haugwitz, le faux « ami » de la France, chef du Conseil prussien, avait envoyé Knobeldsdorf à Paris avec un ultimatum qu'appuyait une lettre folle de Frédéric-Guillaume pleine de violentes récriminations et de provocations insensées : la Prusse exigeait l'évacuation immédiate de l'Allemagne, la retraite de tous les Français au delà du Rhin, l'acceptation très nette par Napoléon d'une *Confédération du Nord* dont la Prusse aurait la direction ; on donnait à l'Empereur « *un délai de deux semaines* » pour « s'exécuter ». Déjà Napoléon était parti pour l'armée d'Allemagne, où l'ultimatum, renvoyé de Paris, allait le rejoindre.

Cet ultimatum témoignait que le gouvernement prussien tout entier avait passé au parti de la guerre. Celui-ci se livrait, ce pendant, à d'extravagantes manifestations. L'armée, disait un rapport de police prussien, « trépignait d'impatience », et le même rapport ajoutait : « Dieu sait ce qui arriverait si on ne se battait pas. » La presse berlinoise se déchaînait en propos insultants contre l'Empereur et la France. La reine Louise passait des revues au milieu de folles acclamations ; le Roi, la figure crispée, la suivait docilement.

Si le peuple ne partageait nullement ses ardeurs, elle était, en revanche, encouragée par les jeunes officiers et quelques vieux soldats : le jeune prince Louis-Ferdinand, le maréchal Hohenlohe, les généraux Ruchel et Blucher, notamment, étaient frénétiquement pour la guerre et garantissaient la

victoire. Ruchel disait : « On peut tout espérer de notre armée. » Le vieux Blucher s'écriait : « L'armée est bonne et l'on peut tout espérer du courage opiniâtre des hommes, de la bravoure et de la prudence des chefs... Je ne crains pas de rencontrer les Français... *Je préparerai le tombeau de tous ceux qui se trouvent le long du Rhin...* » « Napoléon en verrait de belles lorsqu'il se trouverait, non plus en face des Autrichiens, mais des soldats de Frédéric », disait-on couramment. Et, de jeunes officiers prussiens étant venus aiguiser leurs sabres sur les marches de l'ambassade de France, leur colonel les en félicitait, criant : « *Il n'y a pas besoin de sabres, des gourdins suffiraient pour ces chiens de Français.* » Hohenlohe disait avec une injustifiable présomption : « *J'ai battu les Français dans plus de soixante affaires, et, ma foi ! je battrai Napoléon.* »

Brusquement, les 12 et 13 septembre, les colonnes prussiennes, sans déclaration de guerre, entrèrent en Saxe dont l'électeur était aussitôt contraint de joindre ses forces à celles de l'envahisseur. Ce fut alors, en Prusse, un nouveau déchaînement de folle jactance : « Bonaparte, disaient les généraux, *n'est pas digne d'être caporal dans notre armée.* » « Que deviendront, disaient d'autres, devant nos états-majors, devant nos généraux qui ont appris la guerre dans leur jeunesse, ces tailleurs et ces savetiers improvisés généraux par leur Révolution ? » Le major Kneps, qui allait être tué à Auerstædt, écrivait : « En trois mois, et avec des forces égales aux deux tiers des leurs, *nous chasserions à coup de fouet ces gaillards-là au delà du Rhin.* » On vendait déjà la peau de l'ours à tous les coins de rue de Berlin.

L'EUROPE REPREND LES ARMES

L'Empereur eût souri de toutes ces rodomontades s'il les avait toutes connues ; il était sûr de vaincre, mais il n'en restait pas moins rempli de regrets. La paix, décidément, s'effondrait de nouveau. La perspective d'un accord avec la Russie s'était évanouie avec le désaveu, par le Tsar, du traité d'Oubril, grosse déception pour Napoléon. Il va sans dire que la négociation avec l'Angleterre aussitôt s'affaissait. Lauderdale, depuis un mois, traînait les choses en longueur;

le cabinet anglais ne signerait, déclara-t-il finalement, que d'accord avec la chancellerie russe ; on allait la sonder. Le 17, il avait fait part au gouvernement français de la mort de Fox et, Grenville restant maître unique du pouvoir, les plénipotentiaires anglais, — cela est visible aujourd'hui, — ne cherchaient plus qu'à trouver d'ingénieuses raisons pour rejeter sur la France la responsabilité d'une rupture que l'Empereur, à tout prix, cherchait encore à éviter. Bien plus tard, le 19 décembre 1807, le ministre anglais annoncera publiquement que la négociation de 1806 « *a été rompue pour des points qui ne touchaient pas immédiatement les intérêts de Sa Majesté britannique, mais ceux de son allié impérial russe* ». Pour ne pas s'en donner l'apparence, Lauderdale multipliait les combinaisons les plus extravagantes : si on laissait la Sicile à Joseph, il faudrait donner la Dalmatie au roi Ferdinand et, autre dédommagement, les Russes resteraient à Corfou comme les Anglais à Malte. Pour provoquer le gouvernement impérial à rompre, Lauderdale donna finalement à ces exigences la forme d'un ultimatum dans le style de Withworth.

Talleyrand, au nom de l'Empereur, n'en admit ni le fond ni la forme et incontinent Lauderdale, sur un ton redevenu très haut, demanda ses passeports. Avant de partir, il osa exprimer devant des Français les espérances que faisait naître à Londres la rupture de la paix par la Prusse : « Dans cette circonstance, la guerre poussée vigoureusement pourrait amener des résultats inespérés, les forces de la France étant disséminées depuis Emden jusqu'au fond de la *botte* de Naples. »

Les espérances, en effet, se surexcitaient ou renaissaient en Europe. Les Allemands qui, officiellement, semblaient en partie liées à la politique impériale, commençaient déjà à parler de « sujétion humiliante » et s'aigrissaient devant l'occupation militaire prolongée. Dès le mois de mai, une Bavaroise, jadis fort amie des Français, avait écrit à Talleyrand que ceux-ci eussent dû se contenter d'avoir « libéré » l'Allemagne de l'Autriche : « J'ai aimé les Français qui ont chassé nos ennemis ; je déteste ceux qui vivent aux dépens de notre pauvre patrie et en deviennent les sangsues. En conscience, Monsieur de Talleyrand, avec toute votre amabilité, avec les

charmes infinis de votre esprit, avec toutes vos qualités enfin, vous ne parviendrez pas à me faire aimer un Français, serait-ce vous-même, si tous ceux qui y sont ne paient pas leur pâture. A-t-on jamais vu, depuis que le monde existe, des *alliés goulus comme vous autres*, qui font un séjour à perte de vue sans faire mine de payer. Nous songeons qu'à ce prix, on aurait des ennemis, et au moins aurait-on le plaisir de les tuer, soit en totalité, soit en partie. » Si, dans les États amis tels que cette Bavière, on était à ce point aigri, que dire du reste de l'Allemagne ! Celle-ci fermentait ; l'imprimeur Palm qui, à Nuremberg, tenait officine de pamphlets contre la France, convaincu d'espionnage, avait été, le 25 août, fusillé, mais il avait été aussitôt proclamé un martyr de la liberté allemande. Gentz se croyait sincèrement autorisé à écrire : « La guerre sera *une guerre nationale* dans toute l'acception du mot : *sous peu l'Allemagne tout entière y participera... Au premier succès remporté par les Prussiens, on verra partout de nouvelles vêpres siciliennes.* » L'historien Jean de Muller voyait déjà tous les peuples soulevés de l'Elbe au Rhin et, à la veille d'Iéna, traçait le plan de campagne qui sera celui de 1813. Il est vrai que, converti par la victoire française, il allait, dès novembre 1806, se mettre au service de ce « Bonaparte » voué, un mois avant, par lui à une honteuse défaite.

Il va sans dire qu'à Vienne, on suivait l'événement avec une grande passion. La constitution de la *Confédération du Rhin*, qui avait eu pour conséquence la dissolution du Saint Empire et l'éviction définitive des Habsbourg en Allemagne, avait surexcité les rancunes nées du dur traité de Presbourg. Napoléon cependant se tournait vers la chancellerie autrichienne : puisque la Prusse trahissait la confiance de l'Empereur, celui-ci offrait immédiatement son alliance à l'Autriche qui, en l'acceptant, pourrait réparer une partie de ses désastres. Le 3 octobre, il avait écrit à son ambassadeur à Vienne, La Rochefoucauld : « Les circonstances m'avaient conduit à l'alliance de la Prusse ; mais cette Puissance est aujourd'hui ce qu'elle a été en 1740 et dans tous les temps, *sans conséquence et sans honneur. J'ai estimé l'empereur d'Autriche même au milieu de ses revers et des événements qui nous ont divisés : je le crois constant et attaché à sa parole...* » En consé-

quence, il offrait, avec son amitié, à l'Autriche, la seule chance qu'elle eût de récupérer sur la Prusse la Silésie et d'autres terres. L'Autriche était bien plus près de se joindre à la Russie et à la Prusse que de saisir la main que, de Paris, on lui offrait ; elle se déroba et attendit, espérant qu'une défaite de l'Empereur, soulevant l'Allemagne, lui permettrait d'intervenir pour porter à Napoléon le coup de grâce.

Partout, en Europe, on percevait des mouvements très vifs d'hostilité à la France. L'Espagne, si inféodée, voyait une occasion de briser les liens qui l'attachaient à l'Empereur : le misérable Godoy écrivait au roi de Prusse pour offrir secrètement son amitié, et, le 5 octobre, il jetait, lui aussi, le masque, lançait un *manifeste au peuple espagnol* pour l'inviter à se préparer à la guerre. En Italie même, les dernières résistances à l'entreprise impériale se surexcitaient. A Rome, la Curie le prenait de très haut. Dans le royaume de Naples, les bandes se grossissaient ; il s'organisait, de la Calabre aux Abruzzes, une guerre très active de partisans. En Sicile, le roi Ferdinand et la reine Marie-Caroline s'apprêtaient, avec le concours d'une flotte anglaise, à recouvrer leur royaume de Naples. Les Anglais se multipliaient : les subsides à la Prusse, à la Russie, aux insurgés napolitains étaient largement consentis. Lauderdale, en rentrant à Londres, avait prédit qu'avant un mois Napoléon serait aux abois.

L'Empereur n'était pas sans inquiétude : mais il n'y voyait qu'une raison de tout prévoir et de pourvoir à tout. Dans la longue *note* qu'avant de partir pour l'armée, il avait laissée à Cambacérès, il avait notamment signalé à son attention les *descentes* que les Anglais pouvaient tenter sur les côtes et il prenait chaque cas : la Hollande, Dunkerque, Boulogne, Cherbourg, — et il allait ainsi jusqu'à Bordeaux, — prescrivant d'avance les moyens à opposer, sur tous ces points, à ces tentatives, notamment l'appel des gardes nationaux. Cela fait, il était tranquille : si l'Europe s'agitait, croyant l'Empereur battu d'avance par « les soldats de Frédéric », la France montrait, elle, une confiance parfaite. Le *Journal de l'Empire* du 28 septembre triomphait avec raison de ce que le départ de l'Empereur pour l'armée, au lieu d'être

marqué, comme en 1805, par une baisse, l'avait été par une hausse des fonds d'État à la Bourse. Cette hausse continuait : le 13 octobre encore, *le Publiciste* y voyait la preuve « de la confiance toujours croissante qu'inspirait le gouvernement ».

Dans le monde officiel, cette confiance était, cette fois, sans réserve. Talleyrand était satisfait ; il avait toujours été fidèle à la politique de Choiseul : la guerre avec la Prusse lui donnait raison ; son principal conseiller, d'Hauterive, n'avait-il pas écrit, l'année précédente : « *Le jour où la Prusse aura perdu une première bataille, il n'existera plus de Prusse* » ? Dès 1786, Mirabeau avait prévu Iéna : « Si le roi de Prusse se jette dans le parti anglais, dans quinze ans, il sera marquis de Brandebourg. » Napoléon se fût, dans les mêmes termes, exprimé en 1806. L'Empereur avait sincèrement désiré l'alliance et même l'amitié des petits-neveux de Frédéric II, y avait fait maints sacrifices et avait cru, jusqu'au bout, éviter de les frapper. Ils avaient trahi, dix fois, sa confiance, accepté les territoires qu'il leur livrait et, le lendemain, noué hypocritement amitié avec ses ennemis, empêché peut-être, récemment, par leur attitude hostile, l'Angleterre et la Russie de traiter et, ainsi, fait s'évanouir le rêve, près de se réaliser, d'une paix générale. Maintenant il les condamnait : le roi de Prusse serait réduit au rôle de « marquis de Brandebourg » et peut-être moins. L'Emperenr ne redoutait nullement « l'armée de Frédéric II » parce qu'il savait bien que cette armée n'existait plus depuis longtemps et, à peine arrivé à son Quartier général, il montrait à Berthier un calme souriant. Il eût dit qu'il lui suffirait de se trouver face à face avec cette armée surfaite pour que, d'un revers de main, il la balayât ; et alors, « la Prusse n'existerait plus ».

LOUIS MADELIN.

(A suivre.)

LA TOISON D'OR

Au printemps de 1897, la famille Tarwater subissait des troubles domestiques. Le grand-père Tarwater, après dix années de tranquillité et de parfaite soumission, venait de se déchaîner à nouveau. Cette fois il avait contracté la fièvre du Klondike. Chez lui, le premier et invariable symptôme des crises de cet ordre consistait en une chanson... toujours la même, bien qu'il ne s'en rappelât que trois vers du premier couplet. La famille comprenait alors que les pieds lui démangeaient et que sa vieille toquade s'agitait dans son cerveau quand il élevait sa voix rude et fêlée, devenue aiguë, et entonnait :

Comme Argus dans les temps anciens,
Nous quittons la Grèce moderne,
Toum, toum, toum! toum, toum, toum! toum, toum!
Pour conquérir la Toison d'or!

Dix années auparavant, pris d'un désir ardent d'aller prospecter l'or en Patagonie, il avait rabâché ce même refrain. Ses proches avaient réussi à empêcher son départ, mais non sans de sérieuses difficultés. Tous les autres moyens ayant échoué, ils l'avaient menacé d'obtenir, par l'entremise des hommes de loi, les certificats nécessaires pour l'enfermer dans un asile d'aliénés : solution assez raisonnable envers un homme qui, un quart de siècle auparavant, avait dissipé en spéculations tous ses biens, à part dix maigres arpents dans un district californien et, depuis, n'avait guère déployé de plus grande perspicacité dans les affaires.

L'intervention des hommes de loi produisit à John Tarwater l'effet d'un sinapisme à la moutarde. A ses yeux, ils représentaient la corporation qui, plus que toute autre, s'était chargée de le dépouiller de ses vastes propriétés. La seule perspective d'un remède aussi énergique suffit pour le guérir et il eut tôt fait de prouver sa lucidité d'esprit en consentant à abandonner le projet de se rendre en Patagonie.

Ensuite il démontra à quel degré atteignait réellement sa folie en faisant donation à sa famille, sans même qu'on le lui demandât, des dix arpents qui lui restaient, y compris la maison, le moulin, la grange et les dépendances. Il y joignit les huit cents dollars en banque, péniblement sauvés du naufrage de sa fortune.

Cette fois, la famille ne jugea point utile de le menacer de l'asile ; ç'eût été en effet détruire la validité de la donation.

— Le grand-père retombe sûrement en enfance, dit Mary, sa fille aînée, grand-mère elle-même, quand il cessa de fumer.

Le vieux Tarwater ne conserva pour lui qu'un attelage de vieux chevaux, un tape-cul de montagne, et sa chambre dans la maison encombrée. Puis, déclarant qu'il ne voulait devoir d'obligation à personne, il entreprit par contrat de transporter le courrier des États-Unis, deux fois la semaine, de Kelterville, sur le mont Tarwater, à Vieil Almaden, mine de mercure exploitée à intervalles irréguliers dans les hauts pâturages. Avec ses vieux chevaux, les deux tournées hebdomadaires lui prenaient tout son temps. Et pendant dix ans, par le beau temps et par la pluie, il ne manqua jamais un voyage, pas plus qu'il ne négligea de payer à Mary sa pension à la fin de chaque semaine. Il avait tenu à cette pension, lors de sa convalescence après la fièvre de Patagonie, et il la payait strictement, bien que, pour y parvenir, il eût dû renoncer au tabac.

— Bah ! confiait-il à la roue en ruines du vieux moulin Tarwater que lui-même avait construit avec les arbres abattus sur place et qui avait moulu du froment pour les premiers colons. Bah ! tant que je pourrai me suffire, on ne me mettra pas à la ferme des pauvres. Et, comme je ne possède pas un sou à mon nom, il y a des chances pour que les gens de loi me laissent désormais en paix.

Et, précisément en raison même de cette sage façon d'agir, on tenait John Tarwater pour un type légèrement timbré. Pour la première fois, en 1849, il avait lancé sa chanson de « Comme Argus dans les anciens temps ». Il avait alors vingt-deux ans. Saisi d'un accès aigu de la fièvre de Californie, il avait vendu deux cent quarante arpents dans le Michigan, dont quarante tout défrichés, pour le prix de quatre paires de bœufs et un chariot, puis s'était mis en route à travers les Plaines.

— Nous tournâmes à Fort Hall; et tandis que les émigrés de l'Orégon partaient vers le Nord, nous descendîmes vers la Californie. — Ainsi terminait-il le récit de ce pénible voyage. — Bill Ping et moi prenions au lasso les ours grizzlies parmi les broussailles du Marais de la Cache, dans la vallée du Sacramento.

Après nombre d'années passées au dur labeur des mines, le pécule glané dans les placers de la Merced lui avait permis de satisfaire son amour pour la terre et de se fixer dans le district de la Sonoma.

PENDANT dix ans, tandis qu'il transportait le courrier dans toute la commune de Tarwater, la vallée Tarwater et sur la montagne Tarwater, parmi toutes ces terres dont la plupart lui avaient appartenu, il ne cessa de rêver au moyen de les reconquérir avant sa mort. Et, redressant plus que jamais sa grande carcasse maigre, des lueurs bleues dans ses petits yeux rapprochés, il lançait de nouveau sa vieille chanson.

— Ça le reprend ! Vous l'entendez ? disait William Tarwater.

— Il déménage ! remarqua en riant Harris Topping, journalier, mari d'Annie Tarwater et père de ses neuf enfants.

La porte de la cuisine s'ouvrit et livra passage au vieillard qui revenait de donner l'avoine à ses chevaux. Il ne chantait plus, mais sa fille Mary, de méchante humeur parce qu'elle s'était brûlée à une main et que l'estomac d'un de ses petits-fils digérait mal le lait de vache coupé d'eau, lui lança :

— Voyons, père, tu n'es plus d'âge à partir pour le Klondike ou je ne sais dans quel pays lointain. Et à quoi te sert de toujours chanter ainsi ?

— Je te parie pourtant que si je vais au Klondike, j'y ramasse assez d'or pour racheter tout le domaine Tarwater.

— Espèce de vieux fou ! appuya Annie.

— Tu ne pourrais le racheter à moins de trois cent mille dollars au bas mot, observa William, pour tâcher de le vexer.

— Eh bien ! je ramasserais trois cent mille dollars et davantage, si seulement je me trouvais sur place, répliqua le vieillard d'un ton calme.

— Dieu merci, tu ne peux y aller à pied ! s'écria Mary, car tu partirais, je le sais bien. Mais la traversée de l'Océan coûte de l'argent.

— J'en possédais, dit humblement son père.

— Eh bien ! puisque maintenant tu n'en as point, n'y pense plus, conseilla William. Ce temps-là est révolu et tu ne prendras plus de grizzlies au lasso avec Bill Ping. Il n'y a plus d'ours.

— Tout de même...

Mary l'interrompit. Saisissant sur la table la gazette du jour, elle l'agita furieusement sous le nez de son père.

— Regarde un peu ce qu'ils disent, les gens de là-bas ? Seuls les hommes jeunes et vigoureux peuvent affronter le Klondike. Ce pays est pire que le Pôle nord. Quantité des leurs y sont morts. Tiens, vois leurs portraits. Tu as quarante ans de plus que le plus vieux d'entre eux.

John Tarwater regarda bien, mais ses yeux s'égarèrent vers d'autres photographies.

— Ah ! voici les pépites qu'ils ont ramenées, dit-il. Je connais l'or pour en avoir moi-même déterré pour vingt mille dollars de la Merced ! J'en aurais tiré cent mille sans cet orage qui emporta ma digue. Ah ! si seulement je parvenais au Klondike !

— Il est fou à lier ! ricana William pour l'édification des autres.

— Une belle façon de parler à ton père, lui reprocha doucement le vieillard. Le mien m'aurait enlevé la peau à coups de bâton si je lui avais parlé ainsi.

— Mais vous êtes fou, mon père... commença William.

— Tu dois avoir raison, mon fils. C'est parce qu'il n'était pas fou que mon père aurait agi de la sorte.

— Le vieux a sans doute lu un article de magazine sur

les gens qui ont fait fortune à plus de quarante ans, plaisanta Annie.

— Et pourquoi pas, ma fille ? Un homme de plus de soixante-dix ans ne peut-il refaire sa fortune ? J'ai eu mes soixante-dix ans cette année, et si seulement je pouvais arriver au Klondike...

— Vous n'y mettrez jamais les pieds, trancha Mary.

— En ce cas, soupira-t-il, je ferais aussi bien d'aller me coucher.

Il se dressa, grand et maigre, avec ses gros os et ses muscles noueux : ruine imposante, surmontée de la neige immaculée de ses cheveux broussailleux et de ses favoris blancs. Il gagna la porte, l'ouvrit, poussa un soupir, et se retourna pour regarder les siens.

— Tout de même, murmura-t-il plaintivement, la plante des pieds me démange terriblement.

Le lendemain, bien avant le lever de la maisonnée, après avoir soigné et harnaché ses chevaux à la lueur de la lanterne, préparé et avalé son déjeuner à la clarté de la lampe, le vieux Tarwater descendait la vallée qui portait son nom sur la route de Kelterville. On aurait pu remarquer deux faits anormaux dans ce voyage qu'il exécutait pour la mille quarantième fois depuis qu'il assurait l'entreprise du courrier. Au lieu de continuer sur Kelterville, il prit la grande route vers Santa Rosa et, circonstance plus extraordinaire encore, entre ses pieds se trouvait un paquet enveloppé de papier et renfermant son unique complet noir présentable que depuis longtemps Mary l'empêchait de porter, non à cause d'une usure trop avancée, mais, le vieux l'avait bien deviné, parce qu'elle le trouvait assez propre pour le lui mettre sur son lit de mort.

Sitôt arrivé à Santa Rosa, il vendit le vêtement à un fripier pour deux dollars et demi. Du même commerçant empressé, il reçut quatre dollars en échange de l'alliance de sa défunte épouse. Il se défit de l'attelage et de la voiture pour soixante-quinze dollars dont il toucha seulement vingt-cinq en numéraire.

Il rencontra par hasard, dans la rue, Alton Granger à qui il avait prêté dix dollars en 1874. Il ne lui en avait jamais

reparlé depuis ; il rappela cette vétille à Alton Granger, qui la régla sur-le-champ. Ensuite, de tous ceux qu'il se fût le moins attendu à trouver en fonds, il tomba sur l'ivrogne officiel de la ville, à qui dans les temps prospères il avait offert plus d'une tournée. Il en profita pour lui emprunter un dollar.

Enfin, il prit le train de l'après-midi pour San Francisco.

Une douzaine de jours plus tard, chargé d'un sac de toile à moitié plein de couvertures et de vieilles nippes, il débarquait sur le rivage de Dyea au plus fort de la grande ruée du Klondike. Il y régnait un tel tumulte qu'on s'y serait cru parmi des aliénés. Dix mille tonnes de bagages l'encombraient et deux fois autant d'hommes se débattaient contre des monceaux de ballots ou discutaient à leur sujet. Le prix du transport à dos d'Indien, par le Chilcoot jusqu'au lac Linderman, venait de sauter de seize à trente cents la livre, soit à six cents dollars la tonne. Et l'hiver du Cercle arctique menaçait... Tous s'en rendaient compte et songeaient que bien peu d'entre eux parviendraient à franchir les défilés. Les autres seraient contraints d'hiverner sur place pour attendre le printemps et le dégel.

Telle se présentait la situation quand le vieux John Tarwater aborda sur la grève ; sans perdre de temps, il la traversa et s'engagea sur la piste qui menait au Chilcoot, fredonnant sa vieille chanson. La question du transport de l'équipement ne le préoccupait pas, pour la bonne raison qu'il n'en possédait point. Cette nuit-là, il dormit sur le plateau à huit kilomètres en amont de Dyea. A partir de cet endroit, la navigation devient impossible, car le fleuve, en amont, se transforme en un tumultueux torrent de montagne, s'élançant hors d'une sombre gorge.

Le lendemain, de bon matin, Tarwater remarqua un petit homme qui ne pesait certainement pas plus de cent livres et qui trébuchait sous le poids d'un sac de cinquante kilos de farine attaché sur son dos. Il vit ensuite l'homme dégringoler d'une passerelle en rondins et tomber à plat ventre dans une anse paisible et en train de se noyer dans deux pieds d'eau, non que cet individu souhaitât la mort, mais la farine pesant autant que lui-même ne lui permettait pas de se relever.

— Je vous remercie, mon vieux, dit-il à Tarwater quand celui-ci l'eut sorti de l'eau et traîné sur le rivage.

Tandis qu'il délaçait ses souliers pour en vider l'eau, tous deux bavardèrent un peu. Enfin, l'homme offrit à son sauveur une pièce d'or de dix dollars.

Le vieillard secoua la tête en frissonnant, car l'eau glacée l'avait mouillé jusqu'aux genoux.

— Non, merci. Toutefois, j'avoue que j'accepterais volontiers de partager avec vous un repas amical.

— Vous n'avez pas déjeuné ? s'enquit, avec un coup d'œil de curiosité, le petit homme qui se nommait Anson et dépassait quarante ans.

— Non ! répondit Tarwater.

— Où est votre équipement ? En avant ?

— Je n'en ai pas.

— Vous espérez acheter votre croûte à l'intérieur ?

— Pas le sou pour la payer, l'ami. Mais cela n'a pas autant d'importance qu'un déjeuner bien chaud tout de suite.

Au campement d'Anson, à un kilomètre de là, Tarwater vit un mince jeune homme d'une trentaine d'années, qui pestait en essayant de faire flamber du saule mouillé. Cet individu, répondant au nom de Charles, reporta sa mauvaise humeur sur Tarwater. Sans se formaliser, celui-ci s'occupa gaiement du feu : profitant de la brise froide du matin, il provoqua un appel d'air en déplaçant des pierres que l'autre avait stupidement posées à contre-sens ; bientôt il y eut moins de fumée et la flamme monta.

Le troisième membre de l'association, Bill Wilson, ou le Grand Bill, comme l'appelaient les autres, arriva bientôt avec une charge de cent quarante livres. Charles prépara ce que Tarwater considéra comme un très piètre repas : la bouillie de maïs, à moitié cuite, s'était agglutinée, le bacon était carbonisé ; quant au café, mieux valait n'en point parler.

Aussitôt leur ration dévorée, les trois compagnons empoignèrent leurs courroies vides et retournèrent à leur dernier bivouac, à 1 500 mètres en arrière, où se trouvait le reste de leur bagage.

De son côté, Tarwater s'affairait. Il lava la batterie de cuisine, répara une courroie déchirée, aiguisa le couperet

et la hache, puis refit le paquet des pioches et des pelles pour le rendre plus commode à porter.

Pendant le rapide repas, il avait été particulièrement frappé de l'espèce de crainte qu'Anson et le Grand Bill manifestaient envers Charles. Dans le courant de la matinée, à un moment où Anson reprenait haleine après le transport d'une autre charge de cent livres, il lui fit adroitement part de son impression.

— Voici, expliqua Anson : nous nous sommes partagé la direction. Chacun sa spécialité. Moi, je suis charpentier. Quand nous arriverons au lac Linderman, une fois les arbres abattus et débités en planches, c'est moi qui dirigerai la construction du bateau. Le Grand Bill est bûcheron et mineur : à lui de régler l'abatage, puis les travaux miniers.

« La plus grosse part de notre équipement est en avant. Nous nous sommes presque ruinés à payer les Indiens pour nous le porter en haut du Chilcoot. Notre quatrième associé s'y trouve déjà et le descend tout seul sur l'autre versant. Marin de son métier, il s'appelle Liverpool. Dès que le bateau sera prêt, il en deviendra le patron pour passer les lacs et les rapides jusqu'au Klondike.

— Et Charles ?... Ce M. Crayton, demanda Tarwater, quelle peut bien être sa spécialité ?

— Lui, c'est notre homme d'affaires. Quand il s'agit d'organisation, nous nous adressons à lui.

— Hum ! médita Tarwater, vous avez de la chance de réunir dans une seule société un pareil bouquet de spécialistes.

— Plus que de la chance, appuya Anson, étant donné que seul le hasard nous a fait rencontrer. Chacun de nous est parti seul de San Francisco. Nous avons lié connaissance sur le bateau et nous nous sommes associés... Ah ! je file, à présent. Charles serait capable de se mettre en colère et de dire que je ne porte pas ma part. Tout de même, un homme de cent livres ne peut en charrier autant qu'un de cent soixante.

Dès son premier voyage, Charles remarqua les résultats de l'expérience du vieillard.

— Restez ici, lui dit-il, et cuisinez-nous quelque chose pour dîner.

Et Tarwater prépara un dîner digne de ce nom, nettoya les ustensiles, fit pour le souper un porc aux haricots suc-

culent avec des galettes cuites dans une poêle si réussies que les trois compères faillirent s'en flanquer une indigestion.

Le ménage terminé, il coupa du menu bois et des copeaux, afin d'obtenir rapidement du feu le lendemain matin pour le déjeuner. Ayant enseigné à Anson une recette précieuse pour un piéton, il chanta : *Comme Argus dans les anciens temps*, et raconta des histoires sur la grande émigration de 1849 à travers les Plaines.

— Ma foi, voici le premier campement un peu gai et cordial depuis notre débarquement, déclara le Grand Bill au moment où, sa pipe dûment vidée, il commençait à retirer ses souliers avant de s'étendre.

— J'ai comme qui dirait arrangé les affaires, hein, les gars ? demanda Tarwater.

Ils en convinrent.

— Eh bien ! je vais vous faire une proposition. Vous la rejetterez si bon vous semble, mais je vous prie de l'écouter. Vous êtes pressés d'arriver là-bas avant la prise des glaces. Or, l'un de vous perd à cuisiner le temps qu'il pourrait employer au portage. Si je faisais votre popote, vous avanceriez plus vite. De plus, la nourriture serait meilleure et votre rendement aussi, par conséquent. Entre temps, je pourrais porter moi-même un bon morceau, oui, monsieur, un bon morceau.

Le Grand Bill et Anson inclinaient déjà la tête en signe de consentement, quand Charles les arrêta.

— Qu'attendez-vous de nous en échange ? demanda-t-il.

— Oh ! je le laisse à votre appréciation.

— Ce n'est pas ainsi qu'on traite une affaire, observa sèchement Charles. Vous nous présentez une proposition, allez jusqu'au bout.

— Eh bien ! en retour...

— Vous espérez que nous vous nourrissions tout l'hiver, hein ? interrompit Charles.

— Non, monsieur, pas du tout. Mais j'estime que si vous me fournissiez mon passage dans votre bateau jusqu'au Klondike, ce serait régulier de votre part.

— Sans une once de provisions ! Arrivé là-bas, vous mourrez de faim, mon vieux !

— J'ai déjà réussi pas mal longtemps à me nourrir assez

bien, répliqua le vieillard, avec un clin d'œil amusé. J'ai septante ans et je n'ai pas encore crevé de faim.

— Signeriez-vous un papier par lequel vous vous engageriez à vous débrouiller sans nous dès l'arrivée à Dawson? précisa l'homme d'affaires.

— Oh! sûrement.

De nouveau, Charles arrêta les marques de satisfaction que ses deux associés montraient de cet arrangement.

— Autre chose, mon vieux. Nous sommes quatre qui tous possédons droit de suffrage dans les questions de cet ordre. L'ami Liverpool est en avant avec le gros du bagage. Il a aussi son mot à dire.

— Quel genre d'homme est-ce? s'inquiéta Tarwater.

— Un marin, assez mauvais coucheur, de caractère prompt et emporté.

— Un peu braillard, ajouta Anson.

— Ah! celui-là, il sait engueuler les gens! affirma le Grand Bill, mais il est régulier.

Anson l'approuva vivement.

— Eh bien! mes enfants, conclut Tarwater, je voulais venir en Californie, et m'y voici. J'arriverai également au Klondike. Rien ne m'arrêtera en chemin, rien! De plus, j'y déterrerai trois cent mille dollars. J'y suis bien décidé, car j'ai besoin de cette somme. Le mauvais caractère de votre ami ne me gêne pas, si le gars est loyal. Je cours ma chance et je travaille avec vous jusqu'à ce que nous le rejoignions. Alors, s'il rejette mes propositions, tant pis! Mais il ne pourra refuser de me prendre sur son bateau. A cause de l'imminence de la prise des glaces, il serait trop tard pour que je retrouve une occasion pareille. Et comme il faut que j'arrive au Klondike, il est impossible qu'il dise « non ».

Le vieux John Tarwater s'avéra une personnalité remarquable sur une piste où pourtant l'exception constituait la règle. Des milliers d'hommes, chacun coltinant une demi-tonne de bagage et refaisant vingt fois chaque kilomètre de la piste, parvinrent tous à le connaître et à le saluer du nom de « Père Noël ».

Tout en trimant, il lançait à tout instant sa chanson, d'une voix aigrelette d'ancêtre. Aucun de ses trois compa-

gnons n'eût pu trouver à redire à son travail. A la vérité, ses articulations jouaient mal, elles craquaient et grinçaient à chaque mouvement. Il se déplaçait lentement, mais il ne s'arrêtait pas.

Le dernier à se glisser dans ses couvertures, il était le premier levé au matin, si bien que les autres avaient leur café chaud avant la tournée de portage précédant le déjeuner. Entre les repas, il savait s'arranger pour faire lui-même quelques voyages. Mais il lui fallait se limiter à des charges de soixante livres. Il arrivait à soixante-quinze avec peine. Une fois qu'il avait essayé de prendre quatre-vingt-dix livres, il s'effondra sur la piste et s'en ressentit pendant deux jours. Il trimait, le vieux Tarwater ! Proportionnellement à ses forces, personne n'en faisait plus que lui. Éperonnés par la menace de l'hiver imminent, affolés par le mirage de leurs rêves dorés, les hommes se dépensaient sans tenir compte de la fatigue et plusieurs tombaient en chemin. D'autres, prévoyant un échec, se faisaient sauter la cervelle. Certains devenaient fous. Quelques-uns encore, dans l'irritation causée par une série d'efforts surhumains, rompaient des associations, brisaient leurs liens d'amitié avec des hommes aussi bons qu'eux-mêmes et tout aussi épuisés et affolés.

Trimer ! Le vieux Tarwater leur faisait honte à tous, malgré ses articulations qui craquaient et une vilaine toux intermittente qui lui était venue.

Tard le soir et le matin de bonne heure, sur la piste ou au bivouac, on le voyait toujours occupé à quelque tâche, toujours prêt à répondre à un « Salut ! Père Noël ! »

Parfois, des porteurs épuisés appuyaient leur charge contre un tronc d'arbre ou un rocher près de l'endroit où le vieux en faisait tout autant et lui disaient :

— Pousse-nous ta chanson de 1849, papa.

Quand d'une voix asthmatique Tarwater s'était prêté à leur désir, ils se redressaient sous leurs fardeaux, déclaraient que cela leur remettait vraiment du cœur au ventre, et poursuivaient leur route.

— Si jamais un homme a travaillé pour son passage et l'a gagné haut la main, confiait le Grand Bill à ses compagnons, c'est bien notre vieux Sécot.

— Tu parles ! fit Anson. C'est pour nous une acquisition

appréciable. Je ne serais pas du tout opposé à l'idée de le prendre comme associé régulier...

— Rien à faire ! s'écria Charles Crayton. Dès l'arrivée à Dawson, nous nous débarrasserons de lui. Si nous le gardons, nous n'aurons plus qu'à l'enterrer. D'autre part, on annonce une famine, et alors la moindre once de nourriture sera précieuse. Songez-y : tout le long du trajet nous devrons le nourrir sur notre approvisionnement. Si nous nous trouvons à court l'année prochaine, vous saurez pourquoi. Les vapeurs ne peuvent rien amener à Dawson avant la mi-juin, c'est-à-dire dans neuf mois...

— Bon ! acquiesça Bill. Tu as mis dans l'affaire autant d'argent et de matériel que nous tous ensemble et tu as le droit de parler en conséquence.

— Et je parlerai, appuya Charles, de plus en plus irrité. Heureusement qu'il se trouve quelqu'un pour prévoir à votre place, sans quoi vous crèveriez tous de faim avec votre sentimentalité idiote. Je vous affirme que nous aurons la famine. J'ai étudié la situation. La farine montera à deux dollars la livre, ou à dix, et personne ne voudra en vendre. Souvenez-vous de mes paroles !

Par les plateaux caillouteux, le long du sombre cañon qui monte au camp du Mouton, sur les glaciers toujours traîtres jusqu'aux Balances et ensuite sur les rochers abrupts et couverts de glace qu'il fallait grimper à quatre pattes, le vieux Tarwater cuisina, porta et chanta. Il déboucha du col du Chilcoot, par delà la zone boisée, avec les premiers tourbillons de la neige automnale. Et ceux qui campaient, sans bois pour faire du feu, sur la lèvre amère du lac Cratère, entendirent dans l'obscurité une voix étrange entonner :

Comme Argus dans les temps anciens,
Nous quittons la Grèce moderne
Toum, toum, toum, toum, toum, toum ! toum, toum !
Pour conquérir la Toison d'or !

Alors, ils virent émerger de la bourrasque une haute silhouette efflanquée, aux favoris flottants dont la blancheur rivalisait avec celle de la neige, courbée sous sa charge de soixante livres d'ustensiles de campement.

Ils l'accueillirent du cri de : « Le Père Noël ! » puis

tous l'acclamèrent en chœur : « Vive le Père Noël ! »

A quatre kilomètres du lac Cratère se trouve Campement-Heureux, ainsi nommé parce qu'il affleure à l'extrême limite de la zone boisée et qu'on peut de nouveau s'y réchauffer devant un feu. On peut à peine appeler bois le sapin nain qu'on y rencontre, car il n'est jamais parvenu à dresser ses branches à plus de deux pieds du sol et rampe en se ramifiant sous la mousse comme un tubercule.

Sur la piste qui menait à Campement-Heureux, sous un rayon du soleil qui ne s'était pas montré depuis une demi-douzaine de jours, le vieux Tarwater reposa son ballot contre un gros rocher pour reprendre haleine. Le chemin contournait ce rocher. Des hommes progressaient péniblement sous leurs fardeaux pour revenir en clopinant, courroies flottantes, prendre une autre charge.

A deux reprises, le vieillard essaya de repartir, mais à chaque fois, se sentant mal assuré, il dut s'appuyer de nouveau, espérant recouvrer quelque force. A ce moment, de derrière le rocher lui parvint un échange d'exclamations de bienvenue : il reconnut la voix de Charles Crayton et comprit qu'enfin il venait de joindre le jeune Liverpool. Immédiatement, Charles entama la question affaires et Tarwater put entendre, sans en perdre un mot, la description peu flatteuse que Charles faisait de lui. Il fut ensuite question de la proposition de Tarwater de les suivre à Dawson.

— En voilà une fichue combine ! s'exclama Liverpool. Un vieux grand-père de soixante-dix ans ! Pourquoi, diable, l'avoir laissé se cramponner à vous ? S'il se produit une famine, et ça m'en a tout l'air, nous aurons besoin de la moindre once de nos provisions. Nous les avons prévues pour quatre, mais pas pour cinq.

— C'est bon, répondit Charles. Le vieux cul-terreux est prêt à s'en remettre à ta décision. Tu n'as qu'à taper du pied et à lui refuser ton accord.

— Si je comprends bien, ce sera à moi de « vider » le vieux, alors que vous lui avez donné de l'espoir et avez profité de son travail sur la piste depuis Dyea.

— C'est un voyage difficile, Liverpool, et seuls s'en tireront les gaillards solides.

— Et à moi la sale corvée ! fit Liverpool, tandis que Tarwater, le cœur chaviré, tendait l'oreille.

— Ma foi, oui, dit Charles. C'est à toi de décider.

Alors le vieux Tarwater reprit courage : une tempête d'imprécations venait de se déchaîner où tonnaient des lambeaux de phrases :

— Bande de sales putois !... J'aime mieux vous voir crever !... Maintenant, je suis fixé sur votre compte ! Le vieux paysan descendra le Yukon avec nous, tiens-toi le pour dit, bon petit cœur !... Trimer ? Tu ne sais pas ce que c'est, mais je te l'apprendrai !... Je fiche tout le bazar en l'air et je vous plaque, si un de vous tente de le balancer !... Essayez de lui jouer un sale tour, et vous aurez affaire à moi. Ce jour-là, le tonnerre de Dieu vous tombera dessus en un seul bloc !

Tel fut sur le vieillard l'effet réconfortant des jurons de Liverpool qu'il se redressa sans peine et poursuivit son chemin vers Campement-Heureux.

De Campement-Heureux au lac Long, du lac Long au lac Profond et du lac Profond au lac Linderman, avec l'ascension et la descente de l'énorme échine de cochon, se poursuivait l'exténuante course contre l'hiver. Désespérés, rompus de fatigue, des hommes pleuraient sur le bord de la piste. Mais l'hiver ne désarmait pas. La bise automnale cinglait ; entre de violentes averses et des bourrasques de neige toujours fréquentes, Tarwater et ses compagnons achevaient de réunir leurs bagages sur la rive.

De l'autre côté du lac, à 1 500 mètres en amont d'un torrent, ils trouvèrent un boqueteau des apins et y installèrent leur fosse à scier (1). Là, sans prendre de repos, au moyen d'une scie articulée (2), ils débitèrent les troncs en

(1) *Saw pit.* Installation de fortune lorsqu'on ne dispose pas de tréteaux pour débiter les troncs en planches : on creuse une fosse sur laquelle on amène les arbres qu'on déplace ensuite sur des rouleaux. L'homme qui se trouve au-dessous effectue le travail le plus pénible : c'est lui qui coupe le bois ; celui qui se trouve en haut se borne à relever la scie ; de plus, il reçoit la sciure dans les yeux et elle se glisse entre ses vêtements et sa peau, provoquant d'insupportables démangeaisons ; la neige, chassée par le vent, se rabat sur lui et il a continuellement les pieds dans la boue glaciale.

(2) *Whipsaw.* C'est une scie articulée en tronçons de 0 m. 10 environ et terminée par des anneaux. Son maniement est assez pénible et délicat. (*Notes du traducteur.*)

bois de charpente. A trois reprises, pendant le travail de nuit, Tarwater s'évanouit dans le trou. Ce qui ne le dispensait point de cuisiner pendant le jour et, dans l'intervalle, d'aider Anson à monter le bateau, au bord du torrent, au fur et à mesure qu'arrivaient les planches de bois vert.

Au matin, les hommes, après un repos insuffisant, se tiraient à regret de leurs couvertures et, en chaussettes, devaient ramollir le cuir gelé de leurs souliers devant le feu que Tarwater prenait soin d'entretenir pour eux. Les bruits de famine s'amplifiaient toujours. Les derniers bateaux de vivres arrivés par la mer de Behring restaient en panne sur les bas-fonds de l'embouchure du Yukon, à des centaines de kilomètres au nord de Dawson.

A Dawson, le prix de la farine s'élevait à deux dollars la livre, mais personne ne voulait en vendre. Les rois du Bonanza et de l'Eldorado, riches à jeter l'argent par les fenêtres, quittaient le pays parce qu'ils n'y trouvaient pas de vivres à acheter. Les comités des mineurs réquisitionnaient tous les vivres et rationnaient strictement la population. Qui en dissimulait une seule once était abattu comme un chien. Une vingtaine de coupables avaient déjà été exécutés de cette façon.

Sous l'influence d'un surmenage auquel tant de jeunes hommes n'avaient pu résister, le vieux Tarwater commençait à capituler. Une toux horrible le secouait ; ses camarades, exténués, dormaient d'un sommeil de plomb, sans quoi il les eût tenus éveillés les nuits entières. Il se sentait pris de frissons et devait se vêtir spécialement pour se coucher. Il emmaillotait alors son vieux squelette décharné de tous les vêtements qu'il possédait.

— S'il enfile tout maintenant qu'il ne fait pas plus de vingt au-dessus, qu'est-ce qu'il fera plus tard quand le thermomètre descendra à cinquante ou soixante au-dessous ? disait le Grand Bill.

Ils halèrent leur esquif grossier le long du torrent et faillirent le fracasser une douzaine de fois avant de l'amener à l'aviron sur la rive sud du lac Linderman. Ils avaient décidé de le charger le lendemain matin et de commencer leur traversée scabreuse le long de cinq cents milles de lacs et de rapides.

Le soir, au lieu de se coucher, le jeune Liverpool s'éloigna du campement. Quand il revint, tous ses compagnons dormaient. Il réveilla Tarwater et lui parla à voix basse :

— Écoutez, grand-père, dit-il, vous avez droit au passage dans notre bateau, et si quelqu'un l'a bien gagné, c'est vous. Mais vous n'êtes plus tout jeune et actuellement votre santé n'a rien de merveilleux. Si vous nous accompagnez, vous êtes fichu... Non, laissez-moi finir, grand-père. Le prix du passage est monté à cinq cents dollars. Je me suis débrouillé pour dégoter un passager. C'est un fonctionnaire de l'Alaska qui doit absolument se rendre à son poste. Il offre jusqu'à six cents dollars pour venir avec nous. Pour le moment, ce passage est votre propriété. Vous le lui cédez, vous empochez les six cents dollars, et vous cinglez vers la Californie pendant qu'il en est encore temps. Vous serez à Dyea dans deux jours et une semaine après en Californie... Eh bien ?

Tarwater toussa et frissonna un moment avant de reprendre assez de souffle pour parler.

— Fiston, dit-il, écoute-moi. J'ai mené mes quatre paires de bœufs à travers les Plaines en 1849, sans perdre un seul d'entre eux Maintenant, c'est au Klondike que je vais. Rien ne pourra m'en empêcher. Je monterai dans ce bateau, avec toi, jusqu'au Klondike et je secouerai trois cent mille dollars des racines de la mousse. Dans ces conditions, je serais fou de vendre ma place. Je te remercie quand même, fiston.

Le marin tendit sa main avec élan et saisit celle du vieillard :

— Pardieu, grand-père, s'écria-t-il, vous réussirez. J'en suis convaincu !

Il considéra avec un mépris évident, parmi les dormeurs, l'endroit où Charles Crayton ronflait dans sa barbe rousse.

— On n'en fait plus de votre trempe, grand-père !

Liverpool décida de risquer les rapides qui relient le Linderman au lac Bennett avec le bateau tout chargé. D'ordinaire, sur cette section, on halait les bateaux à vide et on transportait leur cargaison à dos d'homme. Mais le temps n'était plus de telles précautions.

— Débarquez, grand-père, ordonna Liverpool au moment où il se préparait à quitter la rive pour attaquer les rapides.

Le vieillard secoua sa tête blanche.

— Je reste avec l'équipement ! déclara-t-il. Comme tu sais, fiston, je vais au Klondike. Si je quitte le bateau, très vraisemblablement vous le perdrez.

— En tout cas, il est inutile de le surcharger, annonça Charles, — et il sauta brusquement sur la rive au moment où le bateau s'en écartait.

— La prochaine fois, tu attendras mes ordres ! lui cria Liverpool, tandis que le courant emportait l'esquif. Et il ne sera plus question de contourner à pied les rapides, tandis que nous perdrons un temps précieux à t'attendre.

Le trajet leur prit dix minutes par eau, mais Charles ne les rejoignit qu'au bout d'une demi-heure. Tandis qu'ils l'attendaient à l'entrée du lac Bennett, ils eurent l'occasion de parler avec des mineurs qui revenaient.

Les bruits de famine semblaient plus inquiétants que jamais. La police du Nord-Ouest, cantonnée au fond du lac Marsh, à l'endroit où les chercheurs d'or pénétraient sur le territoire canadien, en refusait l'entrée à tout homme n'amenant pas avec lui sept cents livres de vivres. A Dawson, un millier de mineurs avec leurs attelages de chiens n'attendaient que le gel pour s'en revenir sur la glace. Les sociétés commerciales d'alimentation ne pouvaient plus tenir leurs engagements. Des associés jouaient aux cartes à qui partirait et à qui resterait pour exploiter les claims.

— Voilà qui règle tout, fit Charles, quand il apprit la présence active de la police à la frontière. Mon vieux, vous feriez aussi bien de repartir maintenant.

— Embarque ! commanda Liverpool. Nous allons au Klondike, et le grand-père nous accompagne.

UNE saute de vent leur fut favorable pour la descente du lac Bennett, grâce à la large voile confectionnée par Liverpool. Le grand poids des bagages leur garantissait une certaine stabilité ; aussi le jeune homme ne se privait point de plaisanter aux instants critiques, comme il se doit quand on est un marin audacieux. En entrant dans le col du Caribou, ils profitèrent d'une nouvelle déviation du vent vers le sud-ouest pour descendre ce chenal qui mène aux lacs Tagish et Marsh. Mais ce fut par un coucher de soleil et un crépuscule de tempête qu'ils effectuèrent la traversée du Grand-

Bras des Vents ; ils y purent voir deux autres bateaux chavirer et disparaître.

Charles opinait pour passer la nuit à terre, mais Liverpool s'en tint à son idée et barra toute la longueur du Tagish en se guidant par le bruit des vagues sur les hauts-fonds et, à l'occasion, au moyen des feux allumés sur la rive par des argonautes plus timorés ou dont l'esquif s'était échoué.

Vers quatre heures du matin, il réveilla Charles.

Le vieux Tarwater qui grelottait et ne pouvait dormir l'entendit ordonner à Crayton de venir le retrouver à la barre et put suivre leur conversation qui fut plutôt un monologue.

— Écoute, ami Charles, et apprends à te taire, commença Liverpool. Je veux t'enfoncer ceci dans le crâne : il faut que le grand-père échappe à la police. Il passe avec nous. Quand on examinera nos bagages, le cinquième en appartient au vieux. Maintenant, tiens-toi cela pour dit. Que personne ne se dégonfle.

— Si tu crois que je vais me compromettre pour ce vieux paysan..., commença Charles avec indignation.

— Je n'ai que faire de tes réflexions, trancha Liverpool. Comprends-moi une fois pour toutes. Nous allons à un certain moment de l'après-midi passer devant le poste de la police ; il faut qu'il ne se produise aucune anicroche et un homme averti en vaut deux.

— Tu t'imagines, alors..., insista Charles.

— Prends garde ! J'ignore ton intention et je ne tiens nullement à la connaître, mais je veux que tu saches la mienne. S'il se produit quelque accroc, si le grand-père est refoulé par la police, je repère le premier coin isolé et je t'y débarque avec moi. Et là, je t'administre une de ces volées dont tu te souviendras longtemps. Je ne compte pas te supprimer, mais je te laisserai à moitié mort.

— Voyons, que puis-je faire ? gémit Charles.

— Une seule chose, conclut Liverpool. Prie le bon Dieu et demande-lui que le vieux échappe à la police. C'est tout. Retourne à tes couvertures.

Avant leur arrivée au lac Le Barge, la terre était couverte d'une couche de neige qui ne fondrait pas avant six mois ; ils ne pouvaient aborder à volonté, car le long des rives la glace commençait à se former.

A l'embouchure du fleuve, au point où il se jetait dans le lac Le Barge, ils se trouvèrent au milieu d'une centaine de de bateaux immobilisés par la tempête. Sur toute l'étendue du grand lac soufflait un vent de neige. Trois matinées consécutives, ils tentèrent de lutter contre les hautes vagues dont les crêtes retombaient en glaçons dans le bateau. Tandis que les autres s'épuisaient aux avirons, Tarwater parvenait à conserver juste assez de chaleur interne pour ne pas mourir en cassant cette glace et en en rejetant les morceaux par-dessus bord.

Pendant trois jours, après chaque essai, ils durent s'avouer vaincus et revenir se réfugier dans l'abri que formait le fleuve. Le quatrième jour, deux cents nouvelles embarcations étaient venues s'ajouter aux autres ; les deux mille passagers de ces trois cents bateaux n'ignoraient pas que ce grand vent présageait le gel du lac Le Barge. Au delà, le fleuve, grâce à son courant rapide, resterait libre encore quelque temps, mais s'ils n'arrivaient pas à traverser le lac sans délai, ils se verraient bloqués dans les glaces pendant six mois.

— Aujourd'hui, nous passons, déclara Liverpool. Nous ne virons sous aucun prétexte. Ceux de nous qui crèveront sur leur rame tâcheront de ressusciter pour continuer de tirer.

Et ils passèrent : ils gagnèrent le milieu du lac avant le crépuscule et, profitant de l'apaisement du vent, ils continuèrent la lutte toute la nuit ; ils s'endormirent aux avirons pour se sentir brutalement réveillés par Liverpool : ils trimaient dans une éternité de cauchemar, tandis qu'à la clarté des étoiles la surface de l'eau se recouvrait d'une pellicule de glace tintant comme du cristal sous le choc des avirons.

Le jour se levait, clair et froid, lorsqu'ils entrèrent dans le fleuve : derrière eux s'étendait une mer de glace.

Alors Liverpool s'approcha de son vieux passager et le trouva immobile, presque inanimé. Mais quand il fit tourner le bateau vers la rive, dans l'intention de débarquer pour faire du feu afin de réchauffer Tarwater, Charles protesta contre une telle perte de temps.

— Il n'est pas ici question d'affaires, rentre tes cornes ! répliqua Liverpool. C'est moi qui commande à bord du bateau. Descends et coupe du bois en quantité. Je m'occu-

perai du grand-père. Anson, fais un feu à terre. Et toi, Bill, monte le poêle sur le bateau. Tarwater n'a plus notre jeunesse et pendant le restant du voyage il faut qu'il ait du feu à bord pour se réchauffer.

Ainsi fut fait, et au milieu du courant on put voir un semblant de paquebot avec une épaisse fumée sortant du tuyau du poêle, qui hésitait quand le courant se divisait, se lançait dans les rapides et les cañons, s'enfonçant d'autant dans la Terre du Nord. Le Grand et le Petit Saumon déversaient une mousse de glace dans le lit du fleuve quand ils passèrent devant leurs confluents. Nuit et jour la frange de glace des rives s'élargissait jusqu'à s'étendre à une centaine de mètres, aux endroits les moins agités.

Et le père Tarwater, toute sa garde-robe sur le dos, restait assis à entretenir le feu.

— Ça va, vieux brave ? lui criait de temps à autre Liverpool.

— Ça boulotte ! répondait invariablement l'interpellé. Comment pourrai-je jamais te remercier ? ajoutait-il parfois, tout en tisonnant, tandis que le marin, toujours à a barre, tapait tantôt d'une main, tantôt de l'autre, pour rétablir la circulation.

— Eh bien ! pour me remercier, pousse-nous ta chanson, vieux quarante-neuvard !

Et Tarwater, de sa voix chevrotante, lançait sa chanson; il la lança encore à la fin du voyage, lorsque le bateau, ballotté entre les glaçons à la dérive, vint s'amarrer sur le rivage de la ville de Dawson, et tous ceux qui se trouvaient à proximité du fleuve tendirent leurs oreilles à l'hymne triomphal :

Comme Argus dans les temps anciens,
Nous quittons la Grèce moderne,
Toum, toum, toum, toum, toum, toum! toum, toum!
Pour conquérir la Toison d'or!

Charles accomplit son méfait, mais il y mit tant de discrétion qu'aucun de ses associés, et le marin moins que tout autre, ne le soupçonnèrent jamais.

Voyant embarquer des hommes dans deux grands chalands non pontés, il s'enquit de leur destination et apprit qu'il s'agissait de gens dépourvus de vivres que la Commission

de sécurité avait rassemblés en vue de leur faire descendre le Yukon. Les chalands seraient remorqués par le dernier petit vapeur encore à Dawson, dans l'espoir qu'il atteindrait Fort Yukon, où se trouvaient les paquebots, avant que le fleuve ne fût bloqué par la glace. En tout cas, Dawson serait débarrassé de ces faméliques.

Sur ce, Charles se rendit en cachette à la Commission pour lui mettre la puce à l'oreille au sujet de la situation de Tarwater, dénué de vivres et d'argent, mais chargé d'ans. Tarwater fut un des derniers ramassés, et quand Liverpool revint au bateau, il vit les chalands, environnés d'un conglomérat de glaçons, disparaître au tournant du fleuve.

Poursuivant sa route au milieu des glaçons, le convoi progressa assez rapidement vers le Nord. Mais, ayant parcouru plusieurs centaines de milles, il finit par se trouver immobilisé, côte à côte avec les bateaux de ravitaillement. Et ce fut là, à l'intérieur du Cercle arctique, que le père Tarwater se disposa à prendre ses quartiers d'hiver. Quelques heures de travail par jour à débiter du bois de chauffage pour les Compagnies de navigation suffisaient pour lui procurer sa nourriture. Le reste du temps, il se confinait dans sa cabane de rondins.

La chaleur, le repos, la nourriture abondante guérirent ses quintes de toux et il se retrouva dans un état physique aussi satisfaisant que possible, étant donné son âge. Mais, avant la Noël, le manque de légumes frais amena le scorbut et, les uns après les autres, les aventuriers se virent contraints de s'aliter, misérablement terrassés par ce comble d'infortune. Tarwater y résista longtemps. Bien avant qu'il ressentît les premiers symptômes du mal, il mettait en pratique son seul remède : l'exercice. Dans les débarras du vieux poste d'échange, il exhuma quelques pièges rouillés et il emprunta un fusil au capitaine d'un des vapeurs.

Ainsi équipé, il cessa de faire le bûcheron et commença de gagner un peu plus que pour son entretien : il ne se découragea pas, même quand il se vit atteint du scorbut. Les avis des pessimistes ne parvenaient point à ébranler sa certitude de faire tomber des racines de la mousse trois cent mille dollars de poussière d'or.

— Mais il n'y a pas d'or dans ce pays-ci, lui disait-on.

— L'or est là où tu le trouves, mon fils, et je le sais, moi qui le cherchais avant que tu fusses né, déjà en 1849. Qu'était-ce que Bonanza Creek ? Un pâturage d'élans. Aucun mineur ne daignait le regarder. Pourtant, on y a lavé des batteries de cinq cents dollars et on en a extrait cinquante millions. L'Eldorado ne valait pas mieux en apparence. Vous ignorez si, juste au-dessous de cette cabane ou derrière la colline, il n'existe pas des millions qui n'attendent qu'un veinard comme moi pour les faire jaillir de terre.

La catastrophe survint à la fin de janvier.

Un animal vigoureux, sans doute un lynx, trouva le moyen de se faire prendre dans un de ses plus petits pièges et s'enfuit en emportant l'engin. Tarwater partit à la poursuite de la bête, mais une violente chute de neige lui fit perdre la piste. La clarté du jour ne se montrait que quelques heures entre les vingt heures quotidiennes et ses efforts dans la grisaille, sous les rafales de neige, n'aboutirent qu'à l'égarer davantage. Par bonheur, dans le Nord, quand, pendant l'hiver, il neige, le thermomètre monte invariablement; alors, au lieu d'accuser 40, 50 ou même 60 degrés comme d'habitude, la température demeure à 15 degrés au-dessous de zéro (1). Tarwater était chaudement couvert et possédait une pleine boîte d'allumettes. De plus, pour adoucir son épreuve, il parvint, le cinquième jour, à abattre un élan blessé qui pesait plus de cinq cents livres. Il installa son campement auprès de sa capture, au pied d'un sapin, et se disposa à hiverner sur place, à moins qu'une expédition de secours ne le retrouvât ou que le scorbut ne le terrassât.

Au bout de deux semaines, il n'avait vu arriver personne, mais le scorbut s'était incontestablement aggravé. Blotti auprès de son feu, protégé du froid par un écran de rameaux de sapin, il alternait les longues heures de sommeil avec les longues heures de veille. Bientôt les heures de veille se firent plus rares et se transformèrent en un état de demi-conscience. Peu à peu l'étincelle de connaissance qui constituait l'identité de John Tarwater s'enfonçait toujours plus bas dans les profondeurs de son être.

(1) Respectivement 40, 45, 50 et 25 degrés centigrades au-dessous de zéro.

Comme un homme en proie à un accès de fièvre, il reprenait conscience de sa situation à intervalles irréguliers, faisait cuire sa viande d'élan et alimentait le feu, mais, de plus en plus, le rêve et la réalité se confondaient dans son esprit en proie à un état de torpeur.

Pour lui, le réel n'existait plus ; il fallait que lui vînt de l'extérieur le choc susceptible de le ramener du royaume des apparences vers les contingences de la matérialité.

Ce choc retentit enfin à ses oreilles sous la forme d'un ronflement saccadé et profond. Depuis vingt jours, par une température de 50 degrés sous zéro (1), pas un souffle de vent n'avait ébranlé l'atmosphère, pas le moindre bruit n'avait rompu le silence. Tel un fumeur d'opium, sortant des vastes espaces du rêve, rajuste sa vision à l'étroitesse d'une chambre sordide, ainsi Tarwater considéra d'un œil vague, de l'autre côté de son feu presque éteint, un grand élan traînant une jambe blessée et présentant les signes d'un complet épuisement. De son côté, l'animal le regardait avec surprise ; lui aussi avait dû errer sur les confins de l'irréel et venait de se réveiller au moment où il s'arrêta devant le feu.

Tarwater fit péniblement tomber de sa main droite la large moufle de fourrure doublée d'une laine épaisse. Il essaya de remuer l'index et le trouva trop engourdi pour actionner la gâchette. Avec soin, lentement, il glissa sa main nue sous ses couvertures, puis sous sa parka de peau, puis entre les boutons de sa chemise, et enfin au creux tiède de son aisselle gauche. De longues minutes s'écoulèrent avant que le doigt ne se ranimât ; alors, avec les mêmes précautions, il appuya son fusil à l'épaule et visa le gros animal.

La détonation retentit et l'un des deux pèlerins du songe sombra dans l'obscurité. L'autre jaillit vers la lumière, chancelant, comme ivre sur ses jambes ravagées par le scorbut, tremblant de nervosité et de froid, frottant de ses doigts incertains ses yeux humides, regardant avec stupeur le monde réel où il se trouvait brusquement ramené. Enfin, rassemblant ses esprits, il se rendit compte que pendant longtemps, — il ne savait depuis quand, — la mort l'avait bercé dans ses bras.

(1) 45 degrés centigrades.

Il cracha, entendit le pétillement de la salive gelée instantanément, et jugea que la température devait être bien inférieure à 60 degrés (1) sous zéro.

Pour être exact, ce jour-là, à Fort Yukon, le thermomètre à alcool marqua 75 degrés (2) sous zéro.

Peu à peu, l'esprit de Tarwater retrouvait ses facultés de raisonnement. La mort hantait l'immense solitude. Deux élans blessés étaient venus à lui. Quand le grand froid avait éclairci le ciel, il s'était orienté et il savait que les deux animaux arrivaient de la direction de l'Est. Donc, par là se trouvaient des hommes : blancs ou Indiens, il l'ignorait, mais en tout cas des hommes capables de le secourir dans son dénuement et de l'aider à s'ancrer à la réalité dans cet océan des ténèbres.

Alors, il s'équipa de son fusil, de ses cartouches, de ses allumettes et d'un paquet de vingt livres de viande. Puis, comme un Argus rajeuni, bien que boiteux des deux jambes et tout chancelant, il tourna le dos à l'Ouest, plein de périls, et clopina vers l'Est, là où le soleil se lève et où renaît la vie...

Bien des jours, — combien au juste, il ne le sut jamais, — il erra dans une sorte de songe coupé d'hallucinations ; il chevrotait sa vieille chanson de l'or de 1849, comme un homme près de se noyer cherche encore faiblement à nager, pour sauver sa raison prête à sombrer ; enfin, il se trouva au sommet d'une pente de neige dévalant vers un cañon et il vit à ses pieds de la fumée qui s'élevait et des hommes qui travaillaient : ceux-ci s'arrêtèrent pour le regarder.

Il les rejoignit d'un pas vacillant, mais il chantait toujours, et quand, hors d'haleine, il dut se taire, ce fut pour s'entendre interpeller de diverses façons : saint Nicolas, le Bonhomme aux favoris, le dernier des Mohicans, Père Noël.

Arrivé au milieu d'eux, il lui fut impossible de dire un mot, mais de longues larmes sillonnaient ses joues. Il pleura longtemps en silence ; soudain, il s'accroupit dans la neige, non sans maints craquements et grincements de ses articulations, et culbuta sur le côté pour s'évanouir.

En moins d'une semaine, le vieillard se retrouva sur pied. Dans la cabane, il faisait la cuisine et lavait les ustensiles

(1) 50 degrés centigrades.
(2) 60 degrés centigrades.

pour les cinq occupants du creek. C'étaient d'authentiques pionniers de vieille date, rudes et aguerris ; ils avaient pénétré si loin à l'intérieur du Cercle arctique qu'ils ignoraient encore la ruée vers le Klondike. La première nouvelle leur en fut apportée par Tarwater. Ils se nourrissaient presque exclusivement de viande d'élan, de caribou et de saumon fumé. Ils ajoutaient au menu des baies sauvages et certaines racines savoureuses qu'ils recueillaient au printemps. Ils avaient oublié le goût du café, allumaient le feu avec une loupe et emportaient des braises ardentes dans leurs déplacements. Ils bourraient leurs pipes avec des feuilles séchées dont la fumée mordait la langue et piquait les narines.

Trois années auparavant, partis des confins du Koyokuk, ils avaient traversé toute la région du Nord jusqu'à l'embouchure du Mackenzie sur l'Océan arctique. Là, sur des bateaux baleiniers, ils avaient vu des blancs pour la dernière fois et s'étaient fournis de provisions, de sel et de tabac.

Ils se rendaient à Fort-Yukon, vers le confluent du Yukon et du Porc-épic, mais, ayant découvert de l'or sur ce dernier cours d'eau, ils s'y attardaient pour fouiller le sol.

Ils accueillirent Tarwater avec joie, ne se lassant point d'écouter ses histoires. Ils l'avaient baptisé du nom de « Vieux Héros » et guérirent son scorbut au moyen d'infusions d'aiguilles de sapin, de décoctions d'aubier de saule, de racines et de bulbes à la saveur acide ou amère. Bientôt Tarwater cessa de boiter et la chair se reforma sur sa charpente osseuse. Au reste, ils ne voyaient aucune raison pour qu'il n'arrivât point à tirer du sol une immense fortune.

— Nous ne pouvons rien garantir pour les trois cent mille dollars, lui dirent-ils, un beau matin, pendant le déjeuner, au moment de partir pour le travail ; mais que penseriez-vous de cent mille, Vieux Héros ? C'est à cette valeur que nous estimons un claim, car le terrain est mal exploré : nous avons déjà planté les pieux de l'emplacement du vôtre.

— C'est bon, les gars, répondit Tarwater, et je vous en remercie bien. Tout ce que je puis dire, c'est que cent mille suffiront gentiment, même très gentiment pour un début. Bien entendu, je ne compte pas m'arrêter avant d'avoir les trois cent mille. Je ne suis venu dans le pays que pour cela.

Ils rirent, le félicitèrent de ses ambitions, et convinrent qu'il leur faudrait lui trouver un claim plus riche.

Mais le Vieux Héros déclara que, dès le printemps, quand il se sentirait plus dispos, il comptait sortir et fouiner un peu lui-même aux alentours.

— Qui sait ? La mousse qui est là sous la neige pousse peut-être sur un lit de pépites, dit-il en désignant une déclivité sur l'autre rive du cours d'eau.

Il n'en parla plus, mais lorsque le soleil commença de monter plus haut à l'horizon et que les jours devinrent plus longs et plus chauds, on le vit souvent les yeux fixés de l'autre côté de l'eau sur les stratifications nettement apparentes au flanc de la colline. Et un beau jour, quand le dégel fut bien en train, il traversa et grimpa sur l'autre rive. A quelques endroits bien exposés, le sol s'était déjà ramolli à un pouce de profondeur. Il s'arrêta sur un de ces endroits, rassembla un paquet de mousse dans ses grandes mains noueuses et le déracina. Des particules jaunes luirent faiblement au soleil. Tarwater secoua sa poignée de mousse et de grosses pépites tombèrent sur le sol avec un bruit de gravier. La Toison d'or s'offrait à la tonte.

Dans les annales de l'Alaska, on n'a pas tout à fait oublié la ruée du printenps de 1898 de Fort Yukon vers les fouilles au flanc de la colline Tarwater.

Quand Tarwater eut cédé ses parts à la Société Bowdie pour un demi-million tout net et qu'il reprit le chemin de la Californie, ce fut à dos de mulet, sur une route fraîchement établie et jalonnée d'abris confortables jusqu'à l'embarcadère des vapeurs à Fort Yukon.

Au départ, son premier repas sur le paquebot lui fut servi par un garçon aux cheveux gris, aux traits creusés par la souffrance et aux membres déformés par le scorbut. Il dut regarder cet homme à deux fois avant d'être certain d'avoir devant lui Charles Crayton.

— Pas réussi, hein, fiston ? lui demanda-t-il.

— C'est bien ma chance, geignit l'autre après les compliments d'usage. Le seul de l'équipe à attraper le scorbut. J'ai souffert comme un damné. Les trois camarades sont en bonne santé et travaillent pour refaire leurs provisions de nourriture

en vue d'explorer cet hiver la vallée de la Rivière blanche. Anson gagne vingt-cinq dollars par jour comme charpentier, Liverpool vingt à faire le bûcheron pour la scierie, où le Grand Bill touche quarante dollars par jour comme contremaître. J'ai fait de mon mieux, et sans ce scorbut...

— Sûrement, mon petit, vous avez fait de votre mieux, mais ce n'était guère, car vous rechignez à la besogne. Laissez-moi vous dire une chose. Vous n'êtes point capable de travailler ainsi estropié. Je paierai votre place au capitaine, en souvenir du voyage que vous m'avez permis de faire en compagnie de vos associés ; vous pouvez rester couché et en prendre à votre aise tout le reste de la traversée. Mais que deviendrez-vous une fois débarqué à San Francisco ?

Crayton haussa les épaules.

— Je vais vous faire une proposition, poursuivit Tarwater. Il y a du travail pour vous dans mon ranch jusqu'à ce que vous puissiez vous remettre aux affaires.

— Je pourrais peut-être diriger vos entreprises, commença Charles avec élan.

— Non, monsieur, déclara énergiquement Tarwater. Mais il y a toujours chez moi des pieux à planter et du bois à débiter. En outre, la contrée est salubre.

Le retour de Tarwater dans ses foyers fut réellement celui de l'aïeul prodigue : on s'empressa de tuer pour lui le veau gras. Mais avant de prendre place au banquet, il tint à passer son inspection. Et les fils et les filles suivant la chair, ainsi que ses enfants selon la loi lui firent escorte : abjecte troupe de mendiants attendant qu'il ouvrît sa vieille main noueuse de laquelle pouvait tomber un demi-million. Il marchait en tête et aucun des avis qu'il émettait satiriquement ne leur parut assez absurde pour soulever de leur part la plus légère objection. Quand il passa près de la roue en ruines du moulin que lui-même avait construit avec les arbres de la forêt, ses regards se portèrent au loin sur la vallée Tarwater, puis se levèrent jusqu'au faîte du mont Tarwater ; il contempla toute cette terre redevenue sienne, et son visage rayonna.

Une idée lui vint alors. Il détourna la tête sous prétexte de se moucher, pour cacher l'éclair de malice qui brillait dans ses yeux. Toujours accompagné de la famille au complet,

il se rendit à la grange décrépite. Là il ramassa un gourdin vermoulu.

— William, dit-il, te rappelles-tu le petit entretien que nous avons eu juste avant mon départ ? Certainement, William, tu t'en souviens. Tu m'as traité de fou. Et je t'ai répondu que si j'avais parlé de la sorte à mon père, il m'aurait enlevé la peau à coups de bâton.

— Je plaisantais, se défendit William.

William était un homme de quarante-cinq ans au poil grisonnant. Dans le groupe, sa femme et ses grands fils considéraient avec curiosité le grand-père qui enlevait sa veste et la remettait à Mary.

— William, viens ici, ordonna-t-il.

Sans empressement, William s'avança.

— Mon fils, dit doucement le vieillard, je ne veux que te donner une idée de ce que mon père me fit plus d'une fois, — et il lui cingla le dos et les épaules. — Remarque que j'évite de te cogner sur la tête. Mon père avait un fichu caractère et n'exceptait pas les têtes quand il donnait une volée. Ne jette pas comme cela les coudes en arrière ! Je pourrais bien t'en fêler un par accident. Et maintenant, dis-moi, William, mon fils, me prends-tu encore pour un fou ?

— Non ! glapit William, sous la souffrance, en dansant sur place. Vous n'êtes pas fou, père ! Oh ! non, vous n'êtes pas fou.

— Je ne te le fais pas dire, prononça sentencieusement le père Tarwater, en jetant le bâton et en se détournant pour enfiler sa veste. Maintenant, à table !

JACK LONDON.

Traduit de l'anglais par Louis Postif.

LA FRANCE ET SON EMPIRE

Après le débarquement des Italiens en Albanie, les concentrations de troupes dans les îles du Dodécanèse et en Libye montrent quelles menaces les ambitions italiennes pourraient constituer pour nos liaisons, sinon pour nos possessions d'outre-mer.

Il n'est pas un de nos compatriotes qui ne soit, maintenant, persuadé de la nécessité de ne point céder la moindre parcelle de notre domaine colonial. Celui-ci forme un tout indivisible, dont les Français, surtout depuis le voyage de M. Daladier en Tunisie, ont pris conscience. Ils savent que nous sommes un peuple de plus de cent millions d'âmes dont les destinées demeurent solidaires, quelle que soit la latitude sous laquelle est planté notre drapeau. D'ailleurs, si la diplomatie danubienne n'a point réussi à la France dans son histoire, en revanche tous les gouvernements qui ont pratiqué une politique impériale ont fait la grandeur de notre pays : François Ier, Richelieu, Colbert. C'est pour avoir gaspillé toutes ses énergies dans l'Europe centrale que Louis XV a perdu un magnifique apanage colonial que nous avions mis près de trois siècles à conquérir. Il est facile de discerner la raison stratégique qui entraîna cette catastrophe, malgré les prodiges de valeur des corps d'occupation ; c'est un manque de liaison entre la métropole et ses territoires d'outre-mer.

Que le passé nous serve de leçon : si nous voulons défendre notre empire, il ne suffit pas de le proclamer, il faut encore en souder entre eux tous les éléments, et ceci, grâce à des liaisons permanentes. Liaisons intellectuelles et matérielles. Ce sont de ces dernières seules que nous voulons parler. Elles exigent la mise en œuvre de tous les instruments de communications modernes : liaisons navales avec les points

d'appui de la flotte bien aménagés ; liaisons maritimes comportant l'armement d'un tonnage approprié à nos besoins de transports ; liaisons aériennes afin de relier dans le minimum de temps toutes nos colonies à notre capitale. Enfin, liaisons continentales, afin d'achever le réseau des voies de pénétration qui doit se ramifier à travers le globe et infuser la vie française à nos possessions d'outre-mer.

Examinons si toutes ces liaisons ont été bien organisées et si les moyens dont nous disposons pour les assurer sont à la hauteur de leurs objectifs. Et, d'abord, quels sont ces objectifs ? Ils consistent à réunir à la métropole, outre la population de l'Afrique du Nord qui est de 17 millions, 48 millions 1/2 d'âmes qui peuplent nos colonies, soit au total 65 millions 1/2 de sujets français répartis dans les cinq parties du monde. Or, la superficie totale de l'Empire français est de 12 millions de kilomètres carrés et le développement de ses côtes atteint 41 250 kilomètres. On saisit ainsi l'importance et la complexité du problème.

LES LIAISONS NAVALES

Nous serons très bref sur ce chapitre, car nos lecteurs n'auront qu'à se reporter à nos études antérieures parues dans la *Revue*. En y revenant pour fixer la position actuelle du problème, nous ne citerons que pour mémoire la thèse étrange soutenue il y a quelque temps par un ancien président du Conseil et suivant laquelle nous eussions dû renoncer à notre programme naval pour utiliser l'outillage et les crédits prévus à construire des avions, la flotte britannique demeurant seule chargée d'assurer la sécurité côtière et les liaisons par mer de notre empire. L'auteur de ce projet ignorait simplement que les grues de cent tonnes, les ponts-roulants de cinquante tonnes utilisés dans nos arsenaux et les machines-outils destinées à usiner les plaques de blindage des navires cuirassés sont impropres à travailler les tôles d'aluminium légères des cellules d'avion. On dut le lui apprendre, aussi n'insisterons-nous pas. Bornons-nous à rappeler, pour en finir sur une telle question, que l'abandon de notre programme naval, même si quelque ministre pris de folie s'y résignait, ne nous permettrait même pas de faire face avec l'appoint

anglais aux forces germaniques et italiennes réunies. Qu'on en juge par ce simple rapprochement : Londres construit cinq cuirassés du type *George V* de 35 000 tonnes. Deux autres du type *Lion* ne sont même pas encore en chantier. De notre côté, nous construisons trois unités de 35 000 tonnes, *Richelieu*, *Jean-Bart*, *Clemenceau*, auxquels va s'ajouter prochainement le *Gascogne*, alors que Berlin-Rome-Tokio poursuit la construction, en Allemagne, de deux cuirassés, *Bismarck* et *Tirpitz*; en Italie, de quatre cuirassés de 35 000 tonnes, *Littorio*, *Vittorio Veneto*, *Roma*, *Impero*; au Japon, de deux cuirassés de 40 000 tonnes, soit huit contre huit au compte de Paris-Londres. Comment dans ces conditions songer à ne point construire le *Clemenceau* et le *Gascogne* ?

Aussi le gouvernement a-t-il décidé d'accroître notre effort naval qui portera, en 1939, sur 130 bâtiments dont quatre navires de ligne de 35 000 tonnes, deux porte-avions de 18 000 tonnes, trois croiseurs de 8 000 tonnes et de nombreux bâtiments légers et sous-marins. Ce tonnage total de 340 000 tonnes, le plus important que la France ait jamais entrepris, nécessite au projet de budget de cette année une inscription de plus de huit milliards de crédits. Compte tenu de la dépréciation de la monnaie, c'est la somme la plus élevée qui ait été consacrée à notre département naval.

Reconnaissant la réalité des sacrifices qui sont faits en faveur de notre marine, nous estimons que, pour le moment, le problème des liaisons navales sera résolu, si la marine poursuit avec suffisamment d'activité le programme en cours. C'est donc moins le vote d'une nouvelle tranche que l'accélération de celles qui sont sur cale que nous désirons. C'est avant tout une question d'organisation industrielle et d'élévation de la journée de travail pour augmenter le rendement de la main-d'œuvre. La marine est entrée dans cette voie en décidant que les arsenaux effectueraient quatre heures de travail supplémentaire par semaine.

LES LIAISONS MARITIMES

Si les liaisons navales sont, en partie, assurées par les programmes en cours, on constate en revanche l'insuffisance notoire des projets concernant le renouvellement de notre

flotte de commerce et c'est là, nous n'hésitons pas à le dire, le point menaçant pour la sécurité de notre empire. Il faut toujours remonter à Louis XIV quand on veut recevoir des leçons de politique impériale. N'est-ce pas lui qui, sur le rapport de Colbert, signait en mars 1669 cette déclaration mémorable : « Comme le commerce est le moyen le plus propre pour rendre les sujets heureux et les États plus florissants, aussi avons-nous donné beaucoup d'application à la construction de quantité de vaisseaux et bâtiments propres pour le commerce et pour établir partout en même temps, aussi bien en paix comme en guerre, la réputation du nom français. » La France du Front populaire a renié le testament de Colbert. On va voir comment.

Notre flotte, qui avait atteint après la guerre 3 500 000 tonneaux, est tombée au-dessous de 2 850 000 tonneaux, soit une perte de 700 000 tonneaux. Alors qu'on constate partout une recrudescence de la construction navale, la France a laissé sa flotte diminuer de 66 576 tonneaux en 1937. On est véritablement stupéfait, en lisant les statistiques du *Lloyd Register of Shipping*, de constater que nous n'avons pas lancé un seul navire au cours des troisième et quatrième trimestres de 1937 et que, dans le quatrième trimestre, nous n'avons pas même commencé un seul navire. Serons-nous plus heureux avec les statistiques de 1938 ? Dans le premier trimestre, nous n'avons commencé qu'un seul navire pour le chiffre insignifiant de 2 500 tonneaux. Dans le deuxième trimestre, cinq navires seulement pour 19 140 tonnes et, dans le troisième trimestre, nous avons honte de le dire, la France n'a pas commencé un seul navire et elle n'en a pas lancé un seul, car nous ne saurions retenir un petit navire à moteur de 225 tonneaux.

Cette constatation se passe de commentaire. Aucun pays du monde, sauf l'Espagne, ne se trouve dans une situation comparable à la nôtre. Feuilletons ensuite les dernières statistiques indiquant le total des navires marchands en construction dans le monde. La France y figure pour 78 420 tonneaux, arrivant la neuvième ! Après toutes les autres Puissances : Angleterre, Allemagne (382 000 tonneaux), Japon (319 000 tonneaux), États-Unis, Hollande, Italie (153 000 tonneaux), Suède et Danemark. Ainsi, la France, deuxième Puissance

coloniale du monde, figure parmi les nations maritimes après le Danemark ; c'est la situation la plus humiliante que nous ayons jamais connue dans notre histoire.

Si nous possédions une flotte jeune et vigoureuse, nous pourrions momentanément nous consoler de cette carence de nos constructions maritimes ; mais, et c'est une constatation encore plus affligeante, nous possédons l'une des flottes les plus vieilles du monde : sur les 2 850 000 tonneaux entrant dans l'effectif actuel de la flotte marchande française, 1 620 000 tonneaux datent de plus de quinze ans. A la fin de 1937, la flotte française comprenait 10,5 pour 100 de navires de plus de vingt-cinq ans, et 15,2 pour 100 de navires de plus de vingt ans. Ces proportions désastreuses n'ont fait qu'augmenter, puisque notre flotte ne se renouvelle plus. La seule consolation que nous ayons eue depuis deux ans, c'est le lancement du remarquable paquebot de la Compagnie Sud-Atlantique, le *Pasteur*. Encore faut-il noter que le ministère de la Marine marchande a résisté pendant plusieurs années aux demandes de la Compagnie qui insistait pour mettre ce navire en chantier.

Tout ce que nous venons d'écrire montre la faiblesse de notre marine marchande. Nous voyons à présent des cargos allemands venir drainer nos marchandises à destination de nos colonies dans le port du Havre. A Marseille, ce sont les navires italiens qui enlèvent notre fret sur la côte occidentale d'Afrique, à la barbe de nos armateurs. Car nos navires, s'ils sont beaucoup trop anciens, sont, *a fortiori*, des plus lents. A l'heure actuelle, la vitesse des transports joue un rôle décisif dans l'établissement des prix de revient et dans la tenue des marchés des matières premières. On ne saurait reprocher à nos exportateurs de choisir la voie la plus rapide pour joindre nos colonies, serait-ce au détriment de notre propre pavillon.

On a suggéré, pour y remédier, de rétablir l'intercourse coloniale, ce qui reviendrait à donner à notre pavillon un monopole qui existe actuellement pour lui sur l'Algérie. Mais avant de songer à élaborer un semblable système, il importe de forger les instruments de transport nécessaires pour répondre aux besoins de nos colons et de nos indigènes. Faute de quoi, la France ne serait pas digne de sa mission colonisatrice qui est justement de favoriser les échanges avec

la métropole. Le passé doit, à cet égard, nous servir d'exemple. En même temps que Colbert organisait le monopole du pavillon, il construisait « quantité de vaisseaux et bâtiments propres pour le commerce ». Au siècle suivant, on a gardé la réglementation protectionniste, en oubliant de construire les navires nécessaires pour la justifier. Et nous avons perdu nos colonies.

La situation appelle un prompt remède. Il faut rompre avec la tradition d'après-guerre qui a consisté à ne considérer le ministère de la Marine marchande que comme un service destiné à soutenir les revendications des inscrits maritimes, comme un bureau du travail et non pas un département de la flotte de commerce. On a trop oublié que les marins étaient faits pour servir cette flotte et non pour la desservir. Que faut-il donc faire pour la renouveler ? Il y a lieu de distinguer entre la flotte dite contractuelle, c'est-à-dire celle qui, sous une forme ou sous une autre, bénéficie de la subvention de l'État, et la flotte libre, c'est-à-dire celle qui travaille au compte exclusif de ses armateurs.

En ce qui concerne la flotte contractuelle, il s'agit de mettre en chantier le plus tôt possible des paquebots rapides. Ceci nous amène à parler du temps de guerre. La mobilisation de notre armée d'Afrique à prélever sur une population de 42 millions d'âmes, dont 15 millions dans la seule Afrique occidentale et 17 millions dans l'Afrique du Nord, n'est pas bien assurée. Pour l'effectuer dans les conditions de sécurité voulue, nous devons disposer de navires dépassant 20 nœuds. Or, si nous faisons le tour de la liste de la flotte française et que nous en éliminions la *Normandie* et l'*Ile de France* qui, en raison de leur tonnage, ne peuvent être consacrés au transport de troupes, on s'aperçoit que nous ne possédons que six unités dont voici l'énumération : *Ville d'Alger*, 23 nœuds; *Ville d'Oran*, 23 nœuds 80, de la Compagnie générale transatlantique; *El Kantara*, 21 nœuds; *El Mansour*, 22 nœuds 5; *El Djézaïr*, 22 nœuds 75, de la Compagnie mixte; *Chellah*, 22 nœuds 56, de la Compagnie Paquet.

Il saute aux yeux que cette flotte serait incapable d'effectuer des transports de troupes qui rouleraient sur plus d'un million d'individus et ceci à travers l'Atlantique, puisque pratiquement la Méditerranée serait interdite à nos convois,

si nous avions l'Italie contre nous. La distance de Dakar à Brest est de 2 166 milles marins, celle de Casablanca à Bordeaux de 1032 milles. Elles exigent des paquebots pouvant soutenir les mauvais temps de l'Atlantique et disposant du rayon d'action voulu. Ces navires nous font défaut, puisque presque tous les navires de plus de 20 nœuds que nous possédons ont été conçus pour naviguer en Méditerranée.

Le *Pasteur*, en construction, répond aux conditions du transport de notre armée d'Afrique. Par sa vitesse d'abord, qui dépassera 25 nœuds et qui lui permettra d'accomplir le parcours de Dakar à Brest en quatre jours tout en échappant aux patrouilles ennemies. Par son rayon d'action qui est de 6 à 7 000 milles, d'où possibilité de faire la route aller et retour du Maroc en France, tout en tenant compte des déroutements nécessaires. Par son tonnage : le *Pasteur* peut embarquer plusieurs milliers d'hommes, tout en portant sur le pont des batteries légères et des mitrailleuses lourdes pour se défendre contre les avions et les sous-marins. Par la situation géographique de son exploitation, enfin, puisque le *Pasteur* serait à pied d'œuvre du fait de son itinéraire Bordeaux-Sud-Amérique, pour embarquer nos troupes noires à Dakar. En réalité, ce navire pourrait transporter environ 25 000 hommes par mois, soit un corps d'armée, mais il n'existe malheureusement qu'en un seul exemplaire ; il est donc absolument indispensable de mettre une seconde unité de ce type sur cale.

En outre, il faut entreprendre le renouvellement progressif de notre flotte de paquebots, à raison de deux sur la ligne d'Indochine des Chargeurs réunis, deux paquebots pour les Messageries maritimes, un paquebot sur la Tunisie, un sur le Maroc et un sur les Antilles pour la Compagnie transatlantique, deux pour la Compagnie de navigation mixte, etc... Mais c'est surtout la flotte libre qui est à remplacer presque en entier par des cargos de 16 à 18 nœuds. Le sort de cette flotte est inquiétant. Si le gouvernement a été contraint par les nécessités de construire des paquebots, en revanche, il n'a rien fait depuis de longues années pour cette flotte libre qui met en œuvre les meilleures initiatives et qui est véritablement la partie essentielle de notre tonnage marchand. Pour indiquer

son importance, rappelons que toute la côte occidentale d'Afrique est uniquement exploitée par des compagnies libres, au rang desquelles figure la compagnie des Chargeurs réunis qui, à la date du 30 juin 1937, possédait 42 navires ayant une jauge brut de 304 000 tonneaux, un port en lourd de 306 000 tonneaux et une puissance de 580 000 CV.

C'est à cette flotte privée, en train de mourir, qu'il faut donner immédiatement le moyen de survivre. Un ballon d'oxygène, qui doit lui permettre de respirer provisoirement, lui a été apporté par M. de Chappedelaine sous forme d'un projet de construction de 100 000 tonnes qui ne saurait être qu'une étape dans l'œuvre de renouvellement de notre tonnage marchand, à effectuer d'ici cinq années. Ce programme a le mérite d'être à la fois pratique, urgent et limité. Il a surtout l'avantage de ne nécessiter aucun crédit nouveau, puisque les ressources de ce plan doivent être prises sur les disponibilités du Crédit maritime. Le mécanisme de l'opération consiste à financer la commande des navires par les armateurs, grâce à un abaissement du taux d'intérêt. Faute de quoi, toute la réglementation du Crédit maritime, qui a pour but de compenser l'écart entre le prix de revient de la construction en France et à l'étranger, serait inopérante.

Bref, il n'y a plus de temps à perdre si nous voulons assurer nos liaisons coloniales. Nous demandons à M. Daladier de tourner ses regards vers la situation angoissante de notre flotte de charge dont dépend l'avenir de nos territoires d'outre-mer. Nous lui demandons de méditer la philosophie des édits de 1669 et de doter la grande France d'une flotte à la hauteur de ses besoins impériaux. Nous nous félicitons à cet égard du redressement qui se dessine actuellement dans tous les domaines intéressant notre pavillon.

LES LIAISONS AÉRIENNES

Si l'aéronautique militaire ne peut suppléer à la marine de surface et sous-marine pour la garde de nos routes impériales, l'aviation civile ne peut davantage remplacer le navire marchand. L'exploitation de la mer restera autant qu'on puisse le prévoir l'apanage des vaisseaux, mais, en revanche, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre, les appa-

reils aériens sont appelés à jouer un rôle de plus en plus grand dans l'organisation de nos liaisons coloniales et ceci en raison des qualités propres des avions, c'est-à-dire leur rapidité, leur mobilité et leur indépendance de manœuvre.

C'est pour cette raison que l'ensemble des forces aéronautiques françaises peuvent éventuellement coopérer à la défense de nos routes impériales. Les Anglais, qui l'ont bien compris, ne reconstituent à un rythme accéléré leur flotte aérienne qu'à des fins de défense impériale. Pour savoir si la nôtre est bien assurée dans le domaine de l'Air, il faudrait examiner l'état de notre aviation. Étude qui nous entraînerait trop loin. Bornons-nous à déclarer que celle-ci vient de subir une crise grave, qui est présente à toutes les mémoires et que son insuffisance était notoire au moment des accords de Munich. Elle ne répondait alors ni à nos besoins métropolitains, ni, *a fortiori*, à nos exigences coloniales.

Le Salon qui s'est tenu l'hiver dernier au Grand-Palais établit que cette crise de l'aviation n'est pas d'ordre technique. Nous avons pu constater que nos appareils exposés, aussi bien pour les cellules que pour les moteurs, supportent toute comparaison avec les étrangers. On nous a présenté notamment un avion de bombardement, l'*Amiot* 351, qui est un des mieux réussis du monde. Dans le domaine de la chasse, les *Morane*, *Bréguet*, etc., quoique moins rapides que le *Messerschmitt* allemand, sont certes d'excellentes machines. De même pour l'aviation d'arrêt, nous enregistrons de belles réalisations. On a prétendu que notre industrie des moteurs n'était pas en mesure de fournir les appareils de propulsion nécessaires à nos avions. Un examen impartial de la situation nous conduit à penser le contraire.

La défaillance de l'aviation est due uniquement à la néfaste politique qui, sous couleur de nationaliser les usines de l'industrie libre, a commencé par les ruiner, de telle sorte qu'on a supprimé ce qui existait sans rien créer de nouveau. Sans nous attarder au passé, constatons aujourd'hui qu'un redressement s'opère, qui permettra, grâce à une meilleure organisation de la production, de tirer parti des succès de notre technique. Enregistrons notamment l'échec des dernières grèves, l'augmentation de la durée du travail dans les usines nationalisées qui étaient particulièrement visées

par la propagande communiste, la mise en train de certaines usines privées et des fabriques de moteurs. Nous n'obtiendrons rien de sérieux en matière d'aviation, si nous ne suivons pas les traditions de la marine qui consistent à faire travailler dans une harmonieuse concurrence les arsenaux et les chantiers privés dont les prototypes sont les mieux réussis du Salon. Constatons enfin l'importance des crédits qui sont alloués désormais à l'aéronautique militaire au compte des investissements en capital, c'est-à-dire au budget d'accroissement de nos forces aériennes. Il leur est accordé cette année 8 milliards 1/2 en augmentation de 3 milliards sur l'année précédente. Nous pouvons donc bien augurer de l'année 1939 sous le rapport de la reconstitution de notre aviation militaire.

Quant à la défense aérienne locale de nos territoires d'outre-mer, elle est actuellement assurée de la façon suivante : pour l'Afrique du Nord, une 5e région aérienne, avec un grand quartier à Alger, se compose de trois demi-brigades avec deux escadres aériennes à Rabat : une pour le Nord, l'autre pour le Sud marocain. Une escadre à Alger et deux escadres à Tunis, soit au total cinq escadres, avec quatre bases aériennes et quatre centres de mobilisation. L'Indochine forme une 6e région aérienne avec cinq escadrilles, dont une escadrille d'hydraviation. C'est un décret organique du 19 novembre 1937 qui a créé cette 6e région, en même temps qu'il décidait la formation d'une 11e subdivision aérienne comprenant un commandement de l'Air en Afrique occidentale avec trois escadrilles et une autre en Afrique équatoriale avec une escadrille. En outre, nous entretenons à Madagascar une escadrille, et une demi-escadrille sur la Côte des Somalis.

C'est insuffisant eu égard aux intérêts immédiats de la défense régionale d'outre-mer. Nous espérons donc que l'accroissement de nos forces aériennes permettra bientôt de renforcer les 5e et 6e régions ainsi que la 11e subdivision aérienne. Enfin, il serait nécessaire de doubler ou de tripler le nombre des appareils existant à Djibouti. Reconnaissons toutefois que le ministère de l'Air a fait de très grands efforts pour les liaisons impériales en ordonnant les grandes croisières qui ont survolé l'Afrique et l'Indochine. Ces croisières ont produit une très grosse impression, non seulement chez nos

sujets coloniaux, mais encore dans le monde entier, tant par l'importance des escadrilles en vol que par la régularité et l'endurance des appareils.

Quant à la Marine, elle construit actuellement un et bientôt deux porte-avions de 19 000 tonnes et son hydraviation, qui n'est certainement pas à la hauteur de sa flotte de surface et sous-marine, est en réorganisation. La Marine dispose de son personnel et de son crédit, mais non des moyens industriels de réaliser ses programmes aériens. C'est pourquoi elle a été sacrifiée par le ministère de l'Air qui n'a pas oublié l'adage : « Charité bien ordonnée commence par soi-même ». Il importe donc de donner à la rue Royale son autonomie complète, si nous voulons qu'elle ait à sa disposition l'aviation qui convient à l'Empire français. Dans le plan d'armement de 1939 ne figure au titre des forces aériennes d'outre-mer qu'une escadrille d'exploration en Océanie, alors que chaque point d'appui devrait être largement pourvu de forces aéronavales permanentes : surveillance, exploration, chasse. Il est vrai que nos bases en Méditerranée, et notamment Bizerte, bénéficient des sept escadrilles affectées à l'escadre de la Méditerranée. Malheureusement, si la Marine possède un nombre relativement élevé d'appareils, en revanche ceux-ci sont d'un modèle beaucoup trop ancien, et il est nécessaire de les renouveler presque entièrement.

Dans son remarquable rapport sur le budget des colonies, M. Léon Baréty a signalé l'insuffisance de l'aviation coloniale. Il insiste sur la nécessité de substituer à des appareils de modèle périmé des avions modernes multimoteurs et d'augmenter le nombre des avions en ligne. Un programme d'accroissement et de rénovation des appareils existants est actuellement en cours d'exécution et, si nous en croyons l'auteur du rapport précité, « les mesures adoptées seront complétées bientôt, grâce au concours financier des colonies, par d'autres mesures destinées à renforcer notre aviation maritime et à la doter d'hydravions de surveillance de modèle récent ».

* * *

Parlons maintenant de l'aviation du temps de paix. Il est certain que l'avion apparaît comme le moyen de trans-

port le plus apte à remplir les conditions requises pour assurer une liaison permanente et rapide entre la France et son empire. Trois compagnies se partagent ce privilège : Air-France, Air-Afrique et Aéromaritime. Air-France exploite, à raison d'un voyage dans chaque sens par semaine, une ligne France-Indochine sur Saïgon-Hanoï, qui est prolongée jusqu'à Hong-Kong. Au cours de l'année 1937, le trafic s'est élevé à l'aller à 5 200 kilos pour la poste et 4 147 kilos pour les messageries ; au retour, à 6 200 kilos et 1 848 kilos respectivement. Les services ont toujours été exécutés avec une régularité remarquable. C'est d'ailleurs une des plus longues lignes aériennes en exploitation dans le monde.

En ce qui concerne le continent africain où il existe 30 000 fonctionnaires ou commerçants qui peuvent utiliser l'avion, on est frappé de la densité et de l'heureux tracé des lignes aériennes : trois compagnies se répartissent le trafic, grâce à de judicieuses combinaisons d'itinéraires. C'est d'abord Air-France qui exploite Toulouse-Dakar et Bamako ; puis Air-Afrique qui exploite Alger-Oran-Goa-Tombouctou-Segou et Bamako. Ces deux compagnies relient leur trafic à Bamako et, de là, il peut être acheminé par Air-France en Amérique du Sud. A l'heure actuelle, l'étape Alger-Gao est réalisée en une seule journée sur plus de 3 000 kilomètres de parcours, soit quatre fois la distance de Paris-Marseille, au-dessus de régions particulièrement inhospitalières, puisqu'il s'agit de traverser le Sahara. Ainsi Gao, au centre du Soudan français, peut être relié à Paris en deux jours, alors qu'il fallait pour cela autrefois plusieurs semaines. L'Air-Afrique exploite, en outre, tout le centre du continent noir jusqu'à Madagascar. Partant d'Alger le lundi par El Goléa et Gao, on est le mardi à Zinder et le mercredi à Bangui, le jeudi à Kabalo, le vendredi à Élisabethville, et le samedi à Tananarive, après avoir coupé toute la transversale d'Alger à Tananarive.

Une des entreprises intéressantes au sujet des liaisons africaines est celle des Chargeurs réunis qui, exploitant toute la côte occidentale d'Afrique par ses navires, a créé une compagnie aérienne appelée *Aéromaritime*, laquelle a un service hebdomadaire en liaison avec les navires de la compagnie

et avec les services aériens d'Air-France et d'Air-Afrique. Partant de Dakar le lundi, l'avion est le lendemain à Conakry et Abidjian, le mercredi à Douala et le jeudi à Pointe-Noire, après avoir fait escale dans tous les ports français de la côte d'Afrique. En outre, il existe un service intérieur, Niamé-Cotonou, en liaison avec la ligne Air-Afrique et les lignes régulières françaises de navigation. De sorte que les passagers peuvent rejoindre où ils veulent les navires qui rentrent en France et gagner, de cette façon, plusieurs jours sur leur itinéraire.

La combinaison des services aériens et maritimes a littéralement révolutionné les conditions de la vie en Afrique, non seulement en donnant à tous les colons et fonctionnaires la certitude d'une rentrée en France rapide, mais aussi en leur permettant de garantir leur santé contre toute attaque de la maladie, étant donné qu'ils peuvent toujours revenir à temps se refaire dans la métropole. En outre, la sécurité de notre empire africain s'est trouvée extrêmement améliorée par la possibilité du déplacement des appareils. Quant à la poste, inutile de dire qu'elle est faite dans des conditions de célérité tout à fait incroyables. Autrefois, le continent noir était hérissé de difficultés et les liaisons ne s'effectuaient que par des porteurs qui semaient le bled de leurs cadavres ; aujourd'hui, en Afrique, il n'y a plus de distance. Il suffit pour s'en rendre compte de constater la progression du trafic, le fret transporté par Air-France sur l'Afrique occidentale française étant passé de 6 902 kilos en 1932 à 13 790 kilos en 1937.

Quant aux services de l'Aéromaritime, qui a le mérite de ne pas être subventionnée, et ceux de la Régie Air-Afrique, ils acquièrent chaque jour une importance nouvelle, et les passagers africains se familiarisent de plus en plus avec ce mode de transport qui permet de courts déplacements avec une sécurité absolue. Dans l'île de Madagascar elle-même qui compte 3 888 000 habitants, il existe des lignes intérieures qui rayonnent de Tananarive sur tous les points de la côte. On ne peut que se féliciter du développement de l'aviation coloniale et de la progression de son trafic. Celui-ci est favorisé par l'aménagement d'une infrastructure remarquable et par la création d'aéroports et d'hydroports modernes dont le

réseau couvre notre Empire : Oran, Alger, Tunis, Casablanca, Dakar, Tripoli, Saïgon, etc...

LES LIAISONS TERRESTRES

Au premier rang de ces liaisons, il faut parler des bases navales et des ports d'accès coloniaux. Pour ce qui est des bases navales, des efforts considérables sont actuellement entrepris en vue de les équiper. C'est ainsi qu'à Bizerte tout d'abord, il est prévu cette année 52 millions pour les travaux du port. Canal, goulet, chenal du lac seront creusés à la cote 12, afin de recevoir les futurs cuirassés du type *Richelieu.* Des travaux très importants ont été accomplis à Bizerte dans ces dernières années en vue de la création d'une base de sous-marins, la fondation d'un aérodrome à Karouba, l'établissement de parcs souterrains à combustibles liquides à Sétif-Meriem et de dépôts de munitions abrités. Enfin, des travaux de défense du front de mer des plus modernes ont été ou sont en cours de réalisation à Bizerte, qui a reçu des tourelles blindées et des pièces de 340 millimètres tirant à plus de 40 kilomètres. Ce port peut passer pour l'un des mieux outillés et des plus puissants de la France.

En Méditerranée, nous poursuivons la création d'un port nouveau à Mers-el-Kébir pour lequel il est prévu au seul budget de la Marine et à titre indicatif une somme de 8 millions ; mais c'est surtout les Délégations financières algériennes qui feront les frais du port de Mers-el-Kébir. Le projet comporte la création d'une forme de radoub de 370 mètres qui sera la plus grande du monde et qui coûtera 106 millions. Les jetées, de leur côté, atteindront 309 millions. L'Algérie et la Chambre de commerce d'Oran ont pris ces énormes dépenses à leur charge. On estime que les travaux seront complètement terminés en 1941. Nous disposerons alors d'un port magnifique à la sortie de Gibraltar.

Quant à nos ports coloniaux, ils reçoivent au total une dotation de 978 millions pour leur équipement. Le travail le plus important est effectué à Dakar qui, par ses 17 millions de tonneaux de jauge, se place au troisième rang des ports français. Abrité par l'îlot de Gorée, il constitue déjà un abri très précieux et l'on construit actuellement un bassin exté-

rieur devant permettre l'accostage de trois navires de 35 000 tonnes, une forme de radoub de grandes dimensions et une station de sous-marins. Les dépenses seront partagées entre la Colonie et la Marine qui a prévu au budget de cette année 28 millions au titre de Dakar et qui évalue les dépenses totales à sa charge à 160 millions.

Des travaux sont également accomplis à Fort-de-France; le bassin de radoub et le quai des Tourelles seront allongés, ce qui entraînera une dépense de 25 millions dont 2 millions figurent cette année au budget de la Marine. Il sera en outre dépensé 177 millions pour les ports de l'Afrique équatoriale française, notamment à Pointe-Noire, 235 millions pour les ports de Madagascar et 20 millions à Djibouti. La Marine compte enfin affecter une partie des 92 millions, qui lui ont été accordés pour ses bases aéronautiques, à l'équipement d'Arzew en Oranie et de Port-Lyautey au Maroc.

Il est indispensable de spécifier que l'équipement de nos bases navales doit être complété en y assurant d'une façon permanente le stationnement d'unités légères : ravitailleurs, dragueurs, sous-marins, et par une défense fixe permettant le mouillage immédiat de mines à l'entrée des ports. Malgré tout l'intérêt des croisières d'endurance qui sont accomplies par les unités de la flotte, les passages de ces navires, quelque utiles qu'ils soient, ne sauraient remplacer une flotte coloniale de station qui devrait être, en majeure partie, composée d'équipages coloniaux et mise dans une certaine mesure à la charge des budgets locaux.

En ce qui concerne l'organisation défensive de nos colonies, un plan de réalisation très important a été dressé en 1937 et approuvé par le comité permanent de la Défense nationale. Son exécution, qui est en cours, porte sur les grandes lignes suivantes : Accélération du rythme de mise en place des moyens de défense ; armement des côtes et D. C. A., de telle sorte que, très prochainement, les points d'appui de la flotte seront en état de répondre à toute attaque par mer. Attribution aux corps d'occupation des moyens reconnus indispensables pour assurer la défense des colonies : remplacement de l'armement et des approvisionnements, modernisation des armes, constitution de stocks de munitions, recomplément du matériel de transmission et motorisation d'une

partie de l'armée coloniale. Enfin, organisation, dans certaines colonies, de la fabrication d'armes et de moyens terrestres et aériens en vue de leur éviter une dépendance trop étroite des fabrications métropolitaines. L'exécution de ce programme permettra à nos corps d'occupation, malgré leur dispersion, de remplir leur mission dans de bonnes conditions, s'ils disposent de moyens de transport rapides et d'un réseau télégraphique très développé. Ceci nous conduit à parler des effectifs et des liaisons terrestres et télégraphiques.

Pour les effectifs, il est juste de reconnaître les efforts qui ont été accomplis. Notre armée du continent noir a été complétée par le recrutement de 48 000 hommes qui vont s'ajouter aux 65 564 hommes de l'armée coloniale, dont 1 909 officiers, figurant au budget de 1939, non comprises, bien entendu, les troupes de l'Afrique du Nord ; les dépenses de l'armée entretenue aux colonies s'élèvent cette année à 850 millions contre 684 millions l'année dernière. Mais ce n'est là qu'un début, la constitution définitive de nouvelles unités : sections anti-chars, batteries de côtes et de D. C. A., pelotons d'auto-mitrailleuses et de motos, éléments de transports automobiles, etc..., se poursuit rapidement au fur et à mesure de la livraison du matériel. Le recrutement de nouvelles unités sénégalaises et de tirailleurs indochinois est prévu. De nouvelles casernes vont être construites. On se préoccupe de la défense passive, notamment d'organiser la protection collective des habitants : lutte contre l'incendie, masques individuels, etc... Enfin, l'aviation coloniale va être renforcée, ainsi que nous avons eu l'occasion de l'exposer ci-dessus.

* * *

Les routes terrestres jouent, dans la concentration et la mobilisation de nos troupes coloniales et dans la défense de ces mêmes colonies, un rôle capital. La France, qui se flatte d'avoir le réseau routier le plus ancien et le mieux équipé du monde, aurait failli à sa mission si elle n'avait pas accompli aux colonies une œuvre analogue. Le continent noir est sillonné de routes automobiles. La plus intéressante est la piste transsaharienne, qui relie le Sénégal au Sud marocain grâce aux services réguliers de la Compagnie des transports

automobiles transsahariens. La piste est balisée et utilisable sur près de 1 500 kilomètres. En outre, des routes partent dans toutes les directions du centre de notre empire à travers toute l'Afrique occidentale et équatoriale. On se déplace actuellement avec facilité, tant à travers le désert qu'au milieu de la brousse africaine : routes de Marrakech à Dakar, de Colomb-Béchar à Gao, de Touggourt à Zinder, de Fort-Lamy à Douala, à Stanleyville, à Banghi et à Brazzaville, Fort-Lamy, Zinder et Gao étant comme des carrefours de routes qui rayonnent dans toutes les directions. Grâce à l'automobile, on peut maintenant exécuter des transports dans toutes les directions et dans d'excellentes conditions. Cela ne nous a pas empêchés de créer des chemins de fer, notamment celui de Dakar au Niger, de Conakry à Kankan, d'Abidjian à Bono-Dioulasso, de Cotonou à Tchaourou, sans compter le chemin de fer de Douala à Yaoundé. Il s'agit de faire communiquer les 21 millions d'habitants du continent noir disséminés sur 7 millions 1/2 de kilomètres carrés.

En Indochine, la France a créé un réseau routier remarquable. La Compagnie française des chemins de fer de l'Indochine et du Yunnan exploite la ligne Haïphong-Hanoï et Hanoï Lao-Kay. Les relations sont assurées chaque jour par des services rapides d'autorails et par des trains mixtes dont le confort et la rapidité ne laissent rien à désirer. La ligne de Lao-Kay remonte la vallée du fleuve Rouge et est parcourue journellement dans chaque sens par quatre trains. Le nombre des voyageurs transportés par le réseau du Tonkin est passé de 1 283 000 en 1934 à 3 368 000 en 1937. Enfin, la ligne du Yunnan met Yunnanfou à vingt-deux heures de Hanoï et le trajet de 460 kilomètres est effectué dans les meilleures conditions de sécurité et de confort.

Au budget de 1939 figure un crédit de 404 millions pour les routes et l'outillage routier, dont 89 millions pour l'Afrique occidentale française et 68 millions pour Madagascar. C'est un effort qui mérite d'être signalé. D'autre part, le rapport de M. Baréty donne des renseignements très intéressants sur l'activité de notre système ferroviaire colonial. Sa longueur totale est de 10 496 kilomètres dont 3 864 pour l'Afrique occidentale et 848 pour l'Indochine ; le nombre des voyageurs transportés s'est élevé en 1937 à 25 418 000 contre 18 873 000 en

1936 et le poids des marchandises est passé de 3 267 000 tonnes à 4 258 000 tonnes, soit une augmentation de 34,6 pour 100 pour les voyageurs et de 30,3 pour 100 pour les marchandises. Résultat très remarquable, d'autant que des sacrifices considérables sont actuellement accomplis pour le renouvellement et la modernisation du matériel, notamment par la mise en service d'automotrices et de voitures à conditionnement d'air.

Reste à parler des liaisons télégraphiques. Deux mots seulement pour signaler que, tant par les câbles de l'administration de l'État qui vont s'enrichir d'une nouvelle ligne Tunisie-Beyrouth, exploitée par Radio-Orient, que par les postes radio-télégraphiques de l'administration des P. T. T. et les services privés, les liaisons télégraphiques entre la métropole et son empire ne laissent rien à désirer. Les « Compagnies françaises des Câbles et Radio associées », en conjuguant leurs moyens techniques, ont constitué un organisme extrêmement puissant qui réunit les avantages de la T. S. F. et ceux des câbles et assurent toujours une transmission rapide. La station de Sainte-Assise est la plus puissante du monde. Par nos postes côtiers, nous pouvons instantanément faire parvenir des radio-télégrammes à destination de tous nos navires en mer. La Compagnie de Radio-Orient, spécialement créée en Syrie, centralise et répartit dans le monde entier, notamment en Extrême-Orient, ses télégrammes par la voie française. Une liaison téléphonique va être réalisée avec Dakar.

La radio rend en outre des services considérables aux échanges intellectuels entre la France et ses colonies par la radio-diffusion. Il y aurait un grand intérêt, dans un dessein de propagande et pour sceller de plus en plus « la communauté spirituelle » entre tous les territoires de l'empire, à multiplier les postes émetteurs en langue du pays. C'est notamment ce qui vient d'être fait par la Compagnie Radio-Orient, en accord avec le gouvernement syrien, afin de répandre des nouvelles françaises dans tout le monde musulman ; ceci en arabe, ce qui est susceptible de tenir un contact étroit avec l'Islam auquel nous sommes attachés à tant de titres. Enfin un grand poste de radiodiffusion est actuellement en construction à Dakar.

CONCLUSION

Les fâcheuses conséquences de la politique de 1936 sur nos liaisons impériales sont incalculables. Deux années de ce régime nous ont fait perdre vingt ans d'histoire coloniale. Cette politique s'est traduite par des retards de huit à dix mois dans l'achèvement de nos bâtiments de guerre, par l'interruption complète de la reconstitution de notre flotte marchande, par le sabotage de notre aviation dû à une nationalisation intempestive. Le communisme aurait pu faire pis encore par sa propagande malsaine qui tendait à détacher nos sujets loyaux de notre patrie. Heureusement, cette tentative révolutionnaire s'est heurtée à l'admirable phalange de notre armée coloniale, de nos fonctionnaires et de nos colons. En outre et surtout, nos indigènes, qui furent pour nous des soldats dévoués, ont su faire la distinction entre les bons et les mauvais bergers et reconnaître le vrai visage de la France.

Aujourd'hui, après le discours de M. Édouard Daladier, nous reprenons vraiment conscience de notre force. « C'est le devoir du gouvernement français, a-t-il dit, de faire en sorte qu'en toutes les régions impériales les contacts se multiplient et s'entrelacent comme ils l'ont fait dans notre histoire nationale entre les diverses provinces de la France continentale elles-mêmes. » L'analyse que nous avons tenté de faire, des liaisons nécessaires à de tels contacts nous aura montré que nous sommes en présence d'un programme naval très important et qu'il ne reste plus qu'à l'exécuter dans les délais voulus, ce que nous permet d'espérer le rétablissement de l'ordre et l'augmentation de la durée du travail dans les arsenaux et dans les chantiers privés.

D'autre part, le Salon de l'Aéronautique a été un succès pour la technique française. Nous sommes heureux de penser que les bons artisans des ailes françaises reprennent courage et qu'en face des usines nationalisées, se dressent de nouvelles initiatives privées que nous valent des appareils équivalents à ceux des autres Puissances. Au cours de grandes croisières, nos couleurs planent sur notre empire. Air-France, Aéromaritime, Air-Afrique multiplient leurs lignes régulières

de navigation intercoloniales. Les vastes étendues désertiques du Sahara n'arrêtent pas plus nos services automobiles que la forêt tropicale. Nous poursuivons l'œuvre de nos chemins de fer.

Enfin, dans nos points d'appui, des travaux de défense et d'aménagement très importants sont en cours. L'équipement défensif de nos colonies se poursuit sous l'impulsion des ministères intéressés. Il n'y a qu'une ombre au tableau, c'est l'arrêt de la construction de navires marchands. A quoi sert de recruter une armée coloniale et de forger les armes destinées à protéger sa mobilisation, si nous manquons des instruments flottants appropriés au transport de cette armée? L'influence démagogique s'est exercée dans cette marine marchande autant et plus que dans le ministère de l'Air. Des grèves incessantes ont découragé les armateurs et compromis l'existence même de notre pavillon. Une réaction se dessine heureusement chez les gens de mer dans le sens d'une restauration de l'autorité du capitaine. Enfin, M. de Chappedelaine a soumis un plan de renouvellement de notre tonnage qui doit être réalisé prochainement. Tout retard apporté à cette entreprise serait contraire aux promesses solennelles que M. Daladier a faites à Tunis « de sceller d'une façon indestructible l'union de la France et de son empire ».

RENÉ LA BRUYÈRE.

LETTRES
DE LA COMTESSE D'AGOULT
ET D'ÉMILE OLLIVIER

C'est en 1849 que Mme d'Agoult et Émile Ollivier se sont connus. Mme d'Agoult, séparée de Liszt depuis 1844, s'était installée définitivement à Paris, dans le cadre d'une vie nouvelle. Le travail littéraire en était l'objet essentiel. Le succès en devint bientôt la récompense. Mme d'Agoult tenait de la précoce indépendance de son esprit et de l'orientation de sa culture générale, des idées libérales, républicaines, qui ouvraient naturellement son salon à la jeunesse inquiète de ces temps troublés et qui cherchait un idéal nouveau.

Émile Ollivier en était. Il venait, à peine âgé de vingt-deux ans, de jouer un rôle important dans la politique, comme commissaire général de la République à Marseille, comme préfet des Bouches-du-Rhône, comme préfet de la Marne. Sa disgrâce politique, consacrée par sa destitution de ses fonctions à Chaumont, en lui donnant le triste enseignement des périls auxquels s'expose la modération quand elle s'oppose aux extrêmes, le rendait à la vie privée. Il s'y résignait avec une sérénité que lui rendait facile son peu de goût pour les fonctions publiques. Se consacrant alors à des travaux personnels, aux efforts laborieux que demandait la charge de toute une famille, à l'exercice de sa profession d'avocat brillamment inaugurée, il oubliait la politique.

Ce fut elle cependant qui le rapprocha de Mme d'Agoult. Le désir qu'elle lui fit connaître de s'entretenir avec lui de certains événements de la Révolution de 1848, dont elle entreprenait d'écrire l'histoire, fut l'occasion de leur première rencontre. Leurs relations commencées par l'intermédiaire de Joseph d'Ortigue ne firent par la suite que se resserrer dans une communauté, rarement troublée, d'idées et de sentiments. Émile Ollivier épousa, comme l'on sait, en 1857, l'aînée des filles de Liszt et de Mme d'Agoult. Elle mourut en 1862. L'intimité du gendre et de la belle-mère survécut au malheur. Les épreuves et les tristesses qui les attendaient, l'un et l'autre, n'en altérèrent jamais le caractère confiant et affectueux.

Les lettres ou extraits de lettres que nous publions retracent une partie de l'histoire de ce long commerce. Les brillantes qualités des deux correspondants s'y retrouvent, et par elles revivent des événements et des personnages qui n'ont pas cessé d'intéresser.

DANIEL OLLIVIER.

LETTRES

LE MARIAGE D'ÉMILE OLLIVIER

Au moment où commencent ses relations avec Émile Ollivier, les articles sur l'art publiés par Mme d'Agoult dans *la Presse*, ses nouvelles, son roman de *Nélida*, son *Essai sur la Liberté*, ses *Esquisses morales et politiques* lui avaient acquis la notoriété. La première lettre de Mme d'Agoult accompagne l'envoi d'un livre.

Lundi, 21 mai 1849.

Voici un volume, monsieur, dans lequel vous rencontrerez, je l'espère, quelques idées sympathiques. Notre entretien de samedi me fait désirer d'être souvent d'accord avec vous. Combien mon travail deviendrait facile, monsieur, si je pouvais être toujours renseignée par des esprits aussi lucides et touchant si bien le point juste des choses !

Je vous demande de ne point trop tarder à revenir causer avec moi de ces événements dont ma pensée ne se peut plus

détacher. Je serai très heureuse, monsieur, de vous dire de vive voix combien je suis restée charmée et reconnaissante de votre parfaite bonne grâce à satisfaire mes curiosités républicaines.

Et voici la réponse d'Émile Ollivier.

Vendredi (1849).

Madame,

Je reçois votre charmante lettre, et le volume qui l'accompagne, au moment de prendre le chemin de fer, pour un voyage de quelques jours à Amboise.

Je n'ai cependant pas voulu partir avant de vous remercier de l'une, et sans vous dire combien je suis heureux des nobles et belles choses que vous avez jetées dans le petit volume.

Une cause doit triompher, madame, quand elle a le bonheur de rencontrer des défenseurs et des interprètes tels que vous. *Nélida* nous avait habitués à toutes les richesses du style et du sentiment. L'*Essai sur la liberté* nous avait révélé, sous une forme artistique, la gravité sérieuse d'un esprit philosophique. Vos mélanges réunissent ces doubles qualités et sont à la fois une belle œuvre, une bonne pensée, et une sainte action. C'est la vérité calme et sereine, au milieu des clameurs passionnées, la parole d'intelligence et d'amour au milieu de vociférations de la haine ou des conspirations du préjugé.

Je me félicite vivement, madame, de la circonstance heureuse, qui m'a valu l'honneur de faire votre connaissance ; le plaisir de la cultiver m'eût été une raison bien suffisante, pour me faire prendre la liberté de renouveler une visite qui m'a laissé de si agréables souvenirs. Je le ferai avec d'autant plus d'empressement, aujourd'hui, que vous avez la bonté d'attacher quelque importance aux bien insignifiants détails que j'ai pu vous communiquer.

Veuillez croire, madame, à mes profonds sentiments d'admiration et de dévouement.

Durant l'été de 1857, Mme d'Agoult, qui est en Suisse, à Villeneuve, avec la fille aînée qu'elle avait eu de Liszt, donne rendez-vous

à Émile Ollivier pour faire avec lui un voyage en Italie. C'est au cours de ce voyage que se décide le mariage de Blandine Liszt avec Émile Ollivier, célébré à Florence, le 22 octobre 1857. Après cinq ans de mariage, Blandine Ollivier meurt à Saint-Tropez, le 11 septembre 1862, des suites de couches, laissant un fils. Deux jours plus tard, Émile Ollivier écrit à Mme d'Agoult.

13 septembre 1862.

J'ai chargé mon ami Picard de vous apprendre l'horrible malheur qui nous atteint tous les deux. Après un accouchement miraculeux de facilité, après un allaitement court et, en apparence, très heureux, cette pauvre et bien aimée Blandine nous a été enlevée en quelques jours.

Je n'ai rien à vous dire pour vous consoler, n'ayant rien à me dire à moi-même. Il était impossible de rencontrer en un être plus de qualités, et je ne connais qu'elle à qui on pût, sans exagérer, appliquer le mot de perfection. L'avoir perdue, c'est avoir perdu pour toujours le bonheur. Il faut vivre cependant pour son fils. Daniel ! Daniel ! cela a été le dernier cri de son agonie. Il me trace le devoir que j'ai à remplir.

Je ne puis vous en dire davantage, n'ayant point encore repris la possession de moi-même, et je vous prie d'agréer l'assurance de mes meilleurs sentiments.

Après un séjour à Schlangenbad (grand-duché de Nassau) durant l'été de 1863, Mme d'Agoult, de retour à Paris, entretient Émile Ollivier de son projet de collaboration à une *Encyclopédie populaire*.

Paris, 11, rue de Presbourg, 18 septembre 1863.

... Depuis mon retour, je suis en pourparlers avec vos amis de *l'Encyclopédie* (1). Ils veulent que je me charge de la religion et de la révolution. Je n'ai encore pris d'engagement que pour la révolution. Vous faites, me dit Duveyrier, le *Suffrage universel.* C'est matière à plus d'un entretien. Les plus puritains ou délicats sont engagés dans cette entreprise...

J'ai vu l'acceptation de Vacherot, je sais celle de Labou-

(1) Charles Duveyrier, auteur dramatique, publiciste, avait formé le projet de fonder une *Encyclopédie populaire.*

laye, de Rémusat, de Littré. Ce temps-ci est le plus étrange de tous les temps...

QUESTIONS POLITIQUES

Émile Ollivier avait été élu député de la Seine au Corps législatif, en 1857, et siégeait dans le groupe d'opposition libérale des Cinq ; il était réélu aux élections de 1863 qui envoyaient au Palais Bourbon un plus grand nombre de députés de l'opposition. Dans les années qui suivirent, l'Empire semblait vouloir renoncer au régime autoritaire institué depuis 1852 et Émile Ollivier estima qu'une partie de l'opposition, au lieu de poursuivre une lutte systématique, devait favoriser cette évolution libérale. Dès 1864, cette tendance s'accuse chez Émile Ollivier. En mars de cette année, il écrivait à Mme d'Agoult.

15 mars 1864.

Ma chère madame,

... S'il est écrit que je dois prendre ma part utile aux affaires de mon pays, on aura beau m'attaquer, me miner, me calomnier, je surmonterai tout et si je parais vaincu un moment, ce ne sera que pour reparaître plus puissant. Si cela n'est pas écrit, il ne me servirait de rien de m'agiter, de me diminuer, de faire des concessions à gauche ou à droite, je ne parviendrai pas à sortir de mon néant.

Se mêler de politique n'est désirable qu'autant, qu'au lieu de subir l'opinion, on la forme. Si on ne réussit pas, il vaut mieux se tenir à l'écart que se faire l'exécuteur d'une conduite que le bon sens condamne et que la conscience réprouve. Je n'ai pas peur d'être seul de mon avis et je ne serais que trop tenté, si certains m'applaudissaient, de dire comme Phocion : j'ai donc dit une bêtise.

Si mes amis m'abandonnent, tant pis pour eux ; si les électeurs ne me renomment pas, tant mieux pour moi, je serai déchargé de toute cette responsabilité et rendu à ma liberté. Cette perspective n'a rien qui m'épouvante.

Pourquoi n'ajouterais-je pas d'ailleurs, pour vous dire toute ma pensée, que je me crois beaucoup plus dans le courant de l'opinion réelle, profonde, universelle, que les agita-

teurs superficiels qui prétendent prononcer des sentences contre moi ? Il faut donc laisser dire et attendre...

Saint-Tropez, 12 novembre 1864 (1).

Ma chère madame,

Je me sens bien en retard avec vous, mais c'est que je viens de passer un mois dans une véritable rage de travail, et, voulant toujours, je n'ai jamais pu vous écrire. Avant de me lancer dans l'étude approfondie des traités de 1815, je respire un instant, et pour mieux prendre haleine je viens vous dire bonjour et répondre à votre aimable lettre. Je suis tout à fait de votre avis que le meilleur moyen de triompher de ses ennemis est de ne s'en occuper ni de s'irriter, mais simplement d'acquérir silencieusement une valeur intellectuelle et morale suffisante pour braver leurs attaques. De Maistre a dit très vivement : « Le bien ne fait pas de bruit et le bruit ne fait pas de bien. » Je pense ainsi. Aussi, malgré la pluie qui tombe comme dans le nord et malgré des amis qui me réclament, je vais, si aucune affaire imprévue ne dérange mes plans, demeurer ici en paix jusqu'après la Noël. On aura eu le temps de m'oublier et cela me vaudra des amis. Il paraît cependant que *l'Europe* tient à me laisser sur le tapis. Comme vous pensez bien, je ne la lis guère. Un de mes amis m'a écrit pour m'envoyer la dernière note que je lui ai inspirée. Elle commence par annoncer mon mariage prochain (on ne dit pas avec qui), elle ajoute que le seul motif qui me pousse c'est le désir d'avoir dans l'intimité quelqu'un qui me flatte. Je vous entends rire d'ici. O la bonne et belle et utile et respectable chose que certains ennemis ! Ils valent mieux que des amis. Les amis vous lâchent au moment du péril. Les ennemis ne perdent pas une occasion de vous servir.

Il me semble que tout le monde sera pour la convention italienne (2). Je ne comprends pas que l'Italie ne la vote pas d'acclamation. Je m'explique encore moins le motif qui a décidé notre gouvernement. C'est de sa part un acte insensé,

(1) Des extraits de cette lettre ont paru dans *l'Empire libéral*, tome VII, page 637.

(2) Traité du 15 septembre 1864, entre la France et l'Italie, relatif aux États pontificaux.

s'il n'est pas accompagné d'une transformation libérale, à laquelle on est bien loin de penser, si on en juge par ce qui se voit. Ameuter contre soi les conservateurs sans s'appuyer sur les démocrates paraît d'une politique profonde : au lieu de se livrer, on garde la liberté de ses allures et on peut, au lieu d'être le serf des uns et des autres, les maîtriser et les contenir les uns par les autres. Le jeu est, en effet, habile, mais comme tous les jeux en politique, pour un temps. Le seul résultat à la longue sera d'amener tous les partis à prendre le même mot de ralliement : Liberté. Les uns par colère, les autres par ruse, les derniers par conviction, mais tous, dans le dessein de renverser. Or, quand tous les partis qui divisent un pays ont pris une devise commune et d'une généralité suffisante, le gouvernement qui ne la leur enlève pas, par des concessions opportunes, est bien malade. Au surplus, cela les regarde. Seulement, au point de vue de l'art, j'enrage de les voir compromettre une partie sûre, infaillible, quoique paraissant audacieuse, originale à coup sûr, et qui effacerait bien des dates de leur passé. Quoi qu'ils fassent d'ailleurs, il faut être plus patient qu'ils ne seront obstinés, et ne jamais se départir systématiquement d'un incorrigible optimisme et d'une espérance indestructible. A certains moments, cela vous donne l'air d'un niais, à d'autres celle d'un coquin. A la longue, cela vous donne la puissance sur l'opinion. Si l'on me demandait quelle est la qualité la plus rare, quoique la plus nécessaire et aussi la plus utile à un homme politique, je répondrais : c'est de paraître un coquin à un certain moment, quand il ne l'est pas. Ne pas être pressé de déballer et d'étaler sa vertu sur le marché, quelle preuve de force et d'honnêteté ! On prépare ainsi à l'histoire, qui le plus souvent vit d'une maigre pitance, la fête d'un caractère : ce qu'elle préférera de plus en plus à un talent, surtout à un talent de parleur, fort peu appréciable dans une nation qui a la langue à ce point déliée...

Mme d'Agoult à Émile Ollivier

Paris, 19 novembre 1864.

... Je ne connaissais pas le mot de de Maistre ; il est très joli et, en ce qui touche mon expérience personnelle, presque toujours applicable. Mais savez-vous un grand apôtre du

silence, à l'heure qu'il est ? — c'est mon voisin. Il ne *veut pas* que vous reveniez, il ne *veut pas* que vous publiiez le récit de votre rupture ; enfin, jamais nous n'avons été aussi d'accord en ce qui vous concerne. Le dit voisin est, du reste, dans les meilleures dispositions de *conciliations*, d'ententes, si faire se peut, entre les journalistes, pour tâcher de peser sur le gouvernement. Une brochure, que Duveyrier va publier (*l'Avenir et les Bonaparte*), lui semble pouvoir être l'occasion et le point de départ d'un mouvement de l'opinion. Cette brochure est, en effet, très remarquable (Duveyrier me l'a fait lire sur épreuve ; je lui dirai de vous l'envoyer). L'auteur examine la *raison d'être* de cette dynastie, quelles sont ses chances de durée, ce que le peuple veut et dans quelle mesure il le veut, etc... Le sujet était scabreux. Il me semble qu'il s'en est tiré habilement, et qu'il a parlé avec beaucoup de force et d'indépendance. Néanmoins, je n'ai pas grande confiance dans l'effet que cette brochure pourra produire. L'indifférence et l'atonie vont croissant dans le public, et la *question d'État* c'est de savoir qui l'emportera dans l'esprit du Maître, de Persigny-Haussmann, ou bien de Fould-Rouher. L'alternative n'est pas de celles qui peuvent passionner. Savez-vous les nouvelles de la Cour ? L'Empereur *a enfin* (non sans peine) un chien aussi beau, que dis-je ? plus beau que celui d'Alexandre II. Il s'absorbe dans les soins de son éducation et néglige ses hôtes de campagne. L'Impératrice est en douce coquetterie avec le prince Napoléon et prend avec calme la convention, bien qu'elle ne l'ait apprise qu'à Schwalbach, lorsque déjà tout était signé...

Émile Ollivier exprime à Mme d'Agoult son enthousiasme pour ses dialogues sur Dante et Gœthe, qui venaient de paraître dans la *Revue germanique*. Il évoque le souvenir de sa femme. En politique, Émile Ollivier repousse la révolution comme moyen d'instaurer la liberté en France.

Saint-Tropez, 16 décembre 1864.

Ma chère madame,

J'ai attendu d'avoir l'esprit hors des protocoles et des notes diplomatiques pour lire votre nouvel article. Je suis alors vraiment de l'enfer monté au paradis. Je vote pour que

vous ayez une chaire dantesque, tant vous maniez, avec dextérité, avec grâce, toute cette érudition italienne. Vous instruisez, et, ce qui est mieux encore, vous charmez, et, sans que, selon la mode du temps, vous ayez besoin d'accumuler les épithètes sonores, un souffle de poésie toujours varié circule à travers ce dialogue tout à fait grec. Il n'y a que les *purs* qui, pour le coup, doivent être mécontents. S'ils vous le pardonnent, ce sera par amour de l'art, car je n'en ai jamais dit autant. Que de souvenirs ces pages ont éveillés en moi ! Quand j'ai fermé le livre, je me suis rappelé notre promenade au mont Genario, la plus haute des collines qui entourent l'adorable ville. J'ai revu le petit bois de pins qui précède le couvent tout illuminé par les reflets du soleil couchant. Quand nous approchâmes de la ville, la nuit était tombée, et nous n'entendions plus que le chant de quelque contadino se confondant avec les mille bruits confus de la campagne. Elle était là, jeune, belle, le cœur plein d'espérance, regardant en face une vie dont elle voyait tous les horizons infinis. Si Dante, de nos jours, recommençait son voyage, il la rencontrerait peut-être. Ce serait cette *Picarda che tra bella e buona non so qual fosse più.* L'Italie, qui m'est chère à tant de titres, me l'est devenue plus encore par elle. Quand j'entends un mot de cette langue harmonieuse, il me semble que j'entends sa voix qui résonnait *si dolcemente che la dolcezza amor dentro mi suona.*

Je ne vous dis rien de politique. Causer sera mieux. Je pars d'ici le 26, et je compte arriver du 31 au 2. Cependant, je vous envoie une des nombreuses lettres que je reçois, lettre d'un inconnu, afin que vous voyiez, qu'après tout, ma pensée commence à être saisie. Ce qui me frappe, dans cette lettre, c'est la vue si nette que ma politique, pour réussir, n'a pas besoin que l'Empire donne la liberté, que ce n'est là qu'une de ses chances, et qu'une autre demeure pour le cas, où le gouvernement actuel résistant à un mouvement qui ira en grandissant sans cesse, la nation réveillée jetterait par-dessus bord les nouveaux Polignac et les nouveaux Guizot. Si je ne considérais que mon goût personnel, je préférerais la seconde hypothèse à la première. Je n'appelle le succès de la première que parce que, de plus en plus, je suis convaincu qu'une révolution nouvelle serait stérile, et aboutirait après des

déchirements plus ou moins cruels à un despotisme plus despotique que ceux par lesquels nous sommes déjà passés. La liberté ne s'établira jamais par une révolution, du moins directement ; voilà qui, maintenant, est pour moi un axiome. Tant que nous avons eu nos Vénéties intérieures, il a bien fallu les emporter d'assaut. Mais, depuis 1848 et le suffrage universel, il n'y a plus de quadrilatère à enfoncer ; le progrès paisible, successif, est seul de saison. Il n'y a plus qu'à mettre tous les zouaves civils aux Invalides. La parole ne peut plus être qu'aux organisateurs. Or, qui dit organisation, dit patience et prudence, et, comme dit notre ennemi de Maistre, que je préfère à beaucoup de nos amis : rien de ce qui se fait bien ne se fait vite.

Heureusement que je vous dis à l'oreille toutes ces belles vérités, dont le seul tort est d'être depuis longtemps des lieux communs pour les esprits sensés. Si on allait m'entendre, c'est pour le coup que je serais un vendu ! Je les défie, me disait Lamennais en ces dernières années, d'avoir jamais de la raison. Vous le savez, Dante parlait ainsi de ses Florentins...

Mme d'Agoult à Émile Ollivier

Jeudi (1865).

Mon cher Émile, pour le cas où vous rencontreriez, demain soir, chez moi, certains de mes amis, je suis bien aise que vous n'ignoriez pas qu'ils sont très bien pour vous. Hier, dans le salon de Carnot (1), le maître de la maison a expliqué votre situation nouvelle avec une équité parfaite. Henri Martin a parlé dans le même sens. Vous savez, peut-être, que Nefftzer (2) a refusé à Floquet l'insertion d'un article contre vous ; d'où la rupture...

ÉMILE OLLIVIER PRÉPARE LA CRÉATION DU « TIERS-PARTI »

Le 27 mars 1865, Émile Ollivier prononce un des discours les plus importants de sa carrière. Il y expose la politique qu'il poursuit

(1) Lazare-Hippolyte Carnot, 1801-1888, membre du Gouvernement provisoire en 1848, député à l'Assemblée nationale. Père du président de la République Carnot.

(2) Fondateur du *Temps*.

depuis 1861, et qui est de « provoquer la conclusion possible d'une alliance durable entre la démocratie et la liberté par la main d'un pouvoir fort et national ». Le matin de ce jour, Mme d'Agoult adresse ses conseils à Émile Ollivier.

27 mars 1865, sept heures du matin.

J'ai beaucoup songé, hier, à votre discours, et voici mes réflexions *tout chaud*. Quand Manin se ralliait à la maison de Savoie, il lui disait : « Faites l'Italie, et je suis avec vous ; sinon, non. » Quand mes bourgeois d'Amsterdam se réconciliaient avec les Nassau, ils disaient : « Défendez le pays avec votre épée contre l'ennemi étranger, et nous oublions nos griefs. » Je voudrais que ce *sinon, non* fût inarticulé, mais sensible, dans votre accent. Je sais bien que vous n'avez pas le droit de parler au nom de la France, comme Manin au nom de Venise (c'est même une des difficultés de votre situation, car on peut vous dire : Où est votre mandat? Qui vous envoie? Parlez pour vous), mais vous exprimez cependant une opinion vraie et considérable, quoique latente, du pays. Et le pays ne doit rien implorer des Bonaparte. Le pays ne confond pas ses intérêts avec ceux de la dynastie. S'il n'est plus révolutionnaire, il est encore moins dynastique, au vrai sens du mot. Il n'a ni foi ni dévouement *quand même*. Les Bonaparte peuvent être momentanément utiles à la France, mais jamais indispensables. Elle était avant eux, elle sera après eux, et se portera encore fort bien quand ils seront tous enterrés. Je voudrais donc que rien dans votre discours ne rappelât les harangues des suppliants antiques, et que votre parole fût celle, non d'un démagogue, ni même d'un républicain, si vous voulez, mais celle d'un Anglais ou d'un Américain patriote. Peu d'effets oratoires, peu d'images, point de prosopopée. Rien, sans doute, qui blesse le pouvoir, mais non plus rien qui fasse sourire les honnêtes gens. Je voudrais aussi que *la Presse* mît la sourdine et ne battît pas le tambour comme pour appeler les gens à la danse de l'ours. Je voudrais que vous ne perdissiez pas de vue, enfin, qu'une partie de votre programme, c'est de rassurer les bonnes gens qui se demandent avec mélancolie si par hasard vous ne seriez pas vendu ou à vendre...

De sa propriété de Saint-Tropez, où il revit douloureusement l'anniversaire de la mort de sa femme, Émile Ollivier continue avec Mme d'Agoult son échange de vues sur les événements et personnages politiques, sur leurs travaux réciproques, sur diverses circonstances de leur vie privée.

12 septembre 1865.

Ma chère madame,

Votre lettre m'a fait un véritable plaisir ; elle respire un calme, une sérénité haute et souriante, et j'y ai ressenti le souffle vivifiant de la montagne. Je ne vous ai cependant pas répondu. J'étais trop replié sur moi-même et trop captivé par d'amers souvenirs. Voilà, en effet, la troisième fois que revient le triste anniversaire, et je ne le trouve pas moins lourd à porter que les années précédentes. La douleur est moins vive, mais elle est plus profonde ; elle a tout envahi en moi et elle n'a perdu son intensité que parce qu'elle s'est généralisée davantage. Mon petit Daniel et mon père m'aident heureusement à traverser de nouveau ces tristes heures, pendant lesquelles, me rappelant une à une toutes ses actions, et un à un tous ses mots, je me dis : ici elle a fait tel mouvement, là elle a prononcé telle parole, à cette heure j'ai espéré, à telle autre j'ai vu clairement qu'elle se débattait contre une agonie qui ne pouvait pas être arrêtée. Quand mon cœur est trop plein, je fais comme lorsque je la soignais et que par des frictions sur son pauvre corps amaigri j'essayais de procurer quelque soulagement à ses dernières heures ; je me retire dans une pièce isolée, je sanglote quelques instants à loisir, puis je reviens le visage impassible, afin de ne pas attrister ceux qui m'entourent. Tout le long du jour, depuis que je suis ici, je n'ai cessé de l'entendre disant de sa voix claire et au timbre sonore : « Émile ! viens », et je ne puis venir, et je ne sais pas même où elle est. J'attends que toutes ces impressions se soient un peu calmées pour reprendre un travail quelconque. Jusqu'à présent, je n'ai rien fait.

J'apprends au contraire avec plaisir que vous avez trouvé le plan de vos *Mémoires*. Dans mon esprit, cela devrait être votre œuvre capitale. Je crois que, lorsque comme vous on est un maître accompli dans l'art d'écrire, on doit trouver en

parlant de soi et de ceux qu'on a connus, des tours, des bonheurs, des touches originales qu'on chercherait en vain en racontant les choses mortes. Je persiste plus que jamais à penser que vous ne devez plus travailler à d'autres sujets...

14 octobre 1865, Saint-Tropez.

Ma chère madame, le bulletin est bon, le choléra s'est arrêté à notre porte, et ailleurs il décroît. C'était écrit. Nous allons tous à merveille. Daniel est superbe. Il salue votre portrait et il le reconnaît.

Je suis ravi que ma lettre vous ait paru bien. Girardin m'écrit que *l'Europe* l'a reproduite en faisant une conversion vers moi. Je me suis décidé à la faire publier après cette note inouïe du *Moniteur*, qui n'empêche pas que [Rouher] et La Valette (1) ne me fassent dire mille amabilités et n'expriment le désir de me voir le plus tôt possible à Paris pour s'entendre avec moi. Mais je fais la sourde oreille et je reste chez moi. Cette année, je *m'abstiendrai*, et l'année prochaine je me mettrai en guerre, constitutionnellement, respectueusement pour l'Impératrice, surtout, qui est une adorable femme, mais très résolument. La liberté ou la guerre. Je n'en sors pas...

Je compte toujours rester ici jusqu'en décembre. Je viens de passer ce mois à renouveler mes provisions littéraires. Je me mets maintenant à la grande question des associations que je veux couler avant d'être de retour à Paris ; ce qui ne m'empêche pas de *romantiser* entre temps...

Mme d'Agoult à Émile Ollivier

Saint-Lupicin, par Saint-Claude (Jura),
26 octobre 1865.

...Je crois bien que Rouher et La Valette voudraient s'entendre avec vous ! Mais il faudrait avoir envie de se laisser « prendre par la poule » ! Ce sera chose bien délicate que d'attaquer même dans un an, et je prévois que je vais être encore dans les transes ! J'ai toujours si peur qu'on ne vous range dans l'école des Girardin ! « Confiance, confiance ! »... puis,

(1) Marquis de La Valette, ministre de l'Intérieur.

trois mois après, renverser Cavaignac, aller à Compiègne, puis pousser le prince Napoléon au casse-cou d'Ajaccio (1). Je serais très contente que vous attachiez votre nom au mouvement des associations. Tout cela est encore bien confus et assez menaçant ; mais en Allemagne, la chose s'établit, et M. Schulze-Delitzsch (2) y a fondé une popularité immense et solide. Depuis la mort de Lassalle (le Mirabeau des ouvriers allemands) qui prêchait la réforme par l'État, Schulze-Delitzsch a une autorité non discutée sur toute la démocratie ouvrière, et c'est une autorité pleine de raison et de sagesse...

Émile Ollivier à Mme d'Agoult

20 novembre 1865.

Ma chère madame, je ne veux pas, cependant, que vous nous supposiez tous morts, et je veux vous donner signe de vie. Des études opiniâtres sur les Banques m'ont tellement absorbé dans ces derniers temps que je n'ai pas écrit. Je fais maintenant mes préparatifs de départ. Je compte arriver à Paris aux premiers jours de décembre, alors que je n'aurai plus à craindre une invitation à Compiègne.

Je ne sais du reste rien. Il est évident que, cette année, nous resterons dans le *statu quo*. On nous servira pour toute distraction la lettre sur l'Algérie et la réduction de douze mille hommes : c'est maigre.

Il me semble que Quinet, en ce moment-ci, chasse sur mes terres et qu'il développe ce que je rabâche depuis plusieurs années. Depuis M. de Maistre, il est de mode de dire que le jacobinisme a sauvé la France. Partant d'un jacobin *jésuite*, cet éloge eût dû paraître suspect. On l'a gobé. Il faut en revenir. La condamnation du jacobinisme par la démocratie, c'est le préliminaire de toute création durable en fait de liberté.

(1) En cette année 1865, le prince Napoléon avait prononcé en Corse, à l'inauguration d'une statue de Napoléon Ier, un discours jugé révolutionnaire et que Napoléon III blâma publiquement. Le prince Napoléon, alors membre de la Commission chargée d'organiser l'Exposition universelle de 1867, donna sa démission.

(2) Célèbre économiste allemand (1808-1883).

Émile Ollivier fait part à Mme d'Agoult de ses impressions sur les visites qu'il a faites à Cosima Wagner, fille de Liszt et de Mme d'Agoult à Triebschen, près de Lucerne, et au prince Napoléon, à Prangins. Il se prépare maintenant à sa campagne politique prochaine en lisant notamment *Dante et Gœthe* de Daniel Stern.

Saint-Tropez, 14 septembre 1866.

Êtes-vous encore de ce monde ? A cela, vous me répondrez qu'il était aisé de le savoir. C'est vrai, mais jusqu'ici j'ai été comme une pierre qui roule. Du haut du Rigi, je suis tombé à Triebschen chez Cosima, de là à Prangins chez le Prince, puis à Chambéry, puis à mon conseil général. Arrivé chez moi, j'ai retrouvé le poignant anniversaire, et, pour me distraire, je me suis mis à travailler à ma nouvelle et à écrire un parallèle entre Michel-Ange et César. Vous voyez que je suis classique ; c'est le pendant de la vieille comparaison entre Alexandre et César. Ma foi, le nouveau qu'on nous fait est si triste, que je me mets à crier : « Vive le vieux ! »

J'ai été enchanté de tous ceux que j'ai rencontrés sur ma route. Cosima m'a paru bien portante, toujours pleine d'intelligence. Ses enfants sont charmants. La petite Blandine est délicieuse, mais toute frêle, toute délicate. Elle aurait besoin d'un séjour prolongé sur ma plage.

Le Prince a été très intéressant, en dehors de l'agriculture. La comtesse Caroly n'eût pas été déçue comme le fameux soir. Il voit en noir, selon sa coutume...

Pour me mettre en bon goût littéraire, je lis à la fois la *Satire Ménippée*, Mme de Maintenon et votre *Gœthe*. Je trouve que ce dernier livre est une de vos plus belles œuvres. Il y a des descriptions d'une ampleur souple qui est de premier ordre, et le souffle ne faiblit pas un instant. Les détails intimes sont très fins et charmants, et l'on respire pendant cette lecture comme si l'on était sur les hautes cimes. Avant mon départ de Paris, j'en avais entendu parler par Caro avec admiration.

Mme d'Agoult séjourne à Saint-Lupicin, chez son fidèle ami Louis de Ronchaud, l'historien de l'art ; elle envoie de là ses félicitations à Émile Ollivier pour le discours qu'il avait prononcé, le 9 juillet 1868, sur la convocation par Pie IX d'un concile œcumé-

nique. Elle lui parle aussi de la candidature éventuelle, au Corps législatif, à Dôle, de Jules Grévy.

Saint-Lupicin, par Saint-Claude (Jura),
14 juillet 1868.

Voici un très beau discours, mon cher Émile, et de grande éloquence. Mon hôte, en me le lisant hier, faisait des rapprochements, qui ne vous auraient point déplu, avec certains discours de la grande Constituante. L'habileté n'y est pas moindre que le talent, et vous pourriez bien du coup passer colonel d'un considérable régiment d'*amovibles*.

Par ici on prépare un journal qui sera sous le patronage de Grévy, Tamisier, l'ancien représentant, et Ronchaud. L'élection de Grévy à Dôle ne paraît pas douteuse, s'il accepte la candidature. On n'avait pas encore la nouvelle de son acceptation hier et ses partisans en étaient un peu ennuyés. Le candidat choisi par le préfet, un monsieur Huot, ne peut pas lutter de popularité avec Grévy, dont le commissariat en 1848 a laissé, même parmi les conservateurs, les meilleurs souvenirs. Si les élections générales n'ont lieu que l'année prochaine, mon hôte aura aussi de très belles chances ; il est à tel point jurassien par ses vertus et par ses vices qu'il serait certainement le plus représentatif des représentants de l'Assemblée...

Saint-Lupicin, 27 juillet 1868.

... Nous voici en pleine animation électorale. Grévy est à Dôle depuis samedi dernier. Il s'est fait longtemps attendre et désirer ; il a parfois irrité ses meilleurs amis ; mais, peut-être, ce qui a paru à quelques-uns indifférence ou négligence n'était-il qu'une tactique très réfléchie. Quoi qu'il en soit, le succès ne me semble guère douteux. Il aura une signification considérable et produira un effet d'opinion qui dépassera la mesure exacte. La popularité de Grévy (1) dans le Jura tient à des causes très diverses, et qui ne sont pas toutes politiques, tant s'en faut ! Pendant que les journaux de Paris, *la Liberté* entre autres, accentuent le radicalisme de la candidature, elle s'appuie ici sur l'idée de modération, de conciliation, sur le

(1) Grévy fut élu député le 17 août 1868.

souvenir d'un commissariat exempt de toute violence. Il y a là de bien curieuses observations à faire sur les courants divers qui se heurtent ou se rejoignent au fond de la masse électorale. Quoi qu'il en soit, j'espère beaucoup de cette élection, pour nos idées en général et aussi pour nos amitiés. Les chances de mon hôte en seront considérablement accrues...

Ma santé se raffermit lentement, mais avec suite. J'ai repris mon Marc-Aurèle et mon Spinoza, ce qui est toujours pour moi le signal de l'état normal. Je ne sais si ou quand je pourrai me remettre au travail, mais je me suis exercée à l'acceptation de l'état moindre, et je saurai vivre par l'intérêt au travail des autres. Parmi ces autres, vous savez, n'est-il pas vrai, qu'il n'y en a point qui me soit plus proche que vous...

LA GUERRE DE 1870

Réélu député dans le Var, en 1869, Émile Ollivier, devenu chef du tiers-parti, était, le 2 janvier 1870, chargé par l'Empereur de former un ministère dans lequel il remplissait les fonctions de ministre de la Justice. Mais l'horizon politique était déjà bien assombri et la guerre avec la Prusse éclatait en juillet. Le 9 août 1870, Émile Ollivier et son ministère étaient amenés à démissionner. Il se rendait alors en Italie pour tenter de décider ses amis italiens à faire intervenir leur pays dans la guerre. Quelques mois plus tard, retiré à Moncalieri, près de Turin, il écrit à Mme d'Agoult pour la remercier de son affectueux souvenir ; il fait son examen de conscience au sujet des terribles événements auxquels il a été mêlé, et expose ses projets.

Moncalieri, le 11 janvier 1871 (1).

Je ne savais que vaguement où vous étiez ; première cause de mon silence. Ensuite, ma fatigue extrême, mon chagrin ; puis l'habitude que j'ai prise et que j'ai eu tort d'étendre jusqu'à vous, pour ne pas donner à mes amis le *chagrin* de me renier, de ne faire le premier pas vis-à-vis de personne. En vieillissant, quand on ne devient pas très âpre, on devient très miséricordieux, et on s'accommode le mieux qu'on le

(1) Des extraits de cette lettre ont paru dans *Lettres de l'exil*, 1870-1874, d'Émile Ollivier.

peut aux humeurs diverses des hommes, à leurs faiblesses. Or, la principale est de ne plus connaître les vaincus. Pourquoi contrarier ce goût si naturel ?

Votre lettre m'a fait grand plaisir ; il y règne une sérénité qui aujourd'hui est dans mon cœur et un espoir qui n'y est pas encore. Plus j'envisage en philosophe observateur ce moment terrible, semblable à celui où Machiavel se trouva en 1527, *dove la pace è necessaria, e la guerra non si può abbandonare*, plus je suis partagé en un double sentiment : quand je vois tant de docilité, de patience, de sacrifices dans notre peuple, mon âme ranimée s'abandonne aux pensées d'espérance ; quand je vois tant d'ignorance, d'outrecuidance, de décousu dans nos despotes, mon âme abattue ne donne plus accès qu'aux pensées de découragement. Quoi qu'il arrive, et je donnerais ma vie pour que ce fût la victoire, l'entreprise d'accroître les désastres d'une invasion par ceux d'une révolution restera toujours comme un des attentats les plus odieux de l'histoire ; et, ma foi, il faut que la République ait la vie bien résistante, si elle ne meurt pas du seul fait d'avoir été tenue sur les fonds baptismaux par les hommes qui après avoir, vingt ans, malgré l'absolution nationale, refusé d'accepter l'empire à cause du coup d'État et du parjure originels, aboutissent à inaugurer une domination, par un coup d'État et par un parjure, dont ils n'ont pas encore obtenu l'absolution. Cela rappelle ce savant qui, après avoir écrit tout un long livre contre le suicide, s'arrête et termine en disant : « Lecteur, je n'y tiens pas, je me suiciderai demain. »

Mais je ne sais pas pourquoi je vous entretiens de tout ceci. Mon esprit est habituellement hors de ces pensées. J'ai eu un mois terrible : je me suis fait en quelque sorte mon procès. Je me suis accusé, mais je me suis défendu, et, après un examen minutieux des faits, je me suis absous. Depuis cette lutte, et depuis que j'ai la conviction définitive de n'avoir rien fait qui ne dût être fait, et de n'avoir aucune responsabilité dans les désastres de la patrie, je suis parfaitement tranquille : car il est superflu que je vous assure que je n'ai pas eu la moindre douleur de ma position politique brisée peut-être pour toujours, dans tous les cas pour longtemps, et que je me suis vite résigné à recommencer ma vie pour la troisième et la quatrième fois, sous je ne sais quelle forme, probablement

celle du barreau. Mais cela même ou toute autre chose ne m'est possible qu'après quelque temps. Jusque-là, je dois m'ensevelir, me plonger dans une mort volontaire. C'est ce que je fais. Mon pauvre père, après avoir été exilé par l'Empire, a été obligé de fuir devant les menaces des républicains du Var, qui, ne pouvant mettre la main sur moi, parlaient d'assassiner Daniel. Nous avons loué une petite maison à Moncalieri, et nous vivons là entre nous, comme dans un couvent, ne voyant absolument personne. Thérèse me traduit des livres anglais ; mon père apprend le latin à Daniel, et je partage ma journée en deux : le matin, j'écris mon livre sur ces événements (quoique je ne le veuille publier que bien plus tard) ; le soir, j'étudie les anciens, Salluste, Machiavel, Guichardin, ou bien l'histoire de la révolution dernière d'Italie, et particulièrement Cavour, sur lequel j'écrirai aussi. Si je ne suis pas trop ruiné, je profiterai de ma solitude pour réaliser économiquement un rêve de mon imagination : j'irai voir le Parthénon ; de là je rentrerai probablement pour l'hiver à Florence. Mais tout cela ne sont que des fantaisies, que mille événements prévus ou imprévus peuvent dissiper...

Mme d'Agoult adresse à Émile Ollivier d'affectueuses paroles d'espérance sur le changement de l'opinion à son égard

Divonne-les-Bains (Ain), 30 janvier 1871.

Au milieu de nos angoisses et de nos désastres, j'ai été heureuse d'apprendre par vous, mon cher Émile, que vous étiez tous réunis et en bonne santé. Sans doute, Moncalieri est froid et triste ; néanmoins, j'aime mieux vous savoir là qu'ailleurs. Il me semble que vous ne sauriez être nulle part aussi convenablement.

J'étais bien certaine que le courage ne vous manquerait pas, et c'est avec satisfaction aussi que je vous vois résolu à garder un long silence. Rien n'est définitif dans notre pays et dans notre temps, et l'opinion publique vous sera toujours plus indulgente qu'à d'autres, parce que vos défauts (si vous en avez : on n'est pas parfait...) sont des défauts nationaux et que vos talents sont de ceux qu'elle prise le plus. Je ne crois pas d'ailleurs qu'on fasse retomber la responsabilité de la guerre sur vous, mais seulement sur l'Empereur, Gramont

et Lebœuf (1). A ma connaissance, les papiers publiés n'ont rien révélé qui vous fût défavorable. On vous reproche de vous être laissé jouer, ce qui n'est pas bien surprenant, ayant eu affaire à un grand fourbe, et de ne pas vous être retiré à temps. Il n'y a rien là de très grave et dont on ne puisse, en sachant attendre l'heure, se relever.

A mon arrivée ici, le prince Napoléon était à Prangins. Je ne suis pas allée le voir, non pas parce que vaincu, mais parce que pas assez vaincu. Je ne saurais en vouloir à un Bonaparte d'être bonapartiste ; mais, comme je considérerais une restauration comme un très très grand malheur, je n'ai pas pensé que nous pouvions, dans ce moment-ci, causer ensemble. Il n'a pas été de cet avis, m'a fait écrire, m'a écrit, en prévenant toutes mes objections, et avec la cordialité et le tact parfait qu'il a toujours apportés dans nos relations. Aussi allais-je le rencontrer quand il est parti pour Londres. Je crois qu'il parle toujours très bien de vous, tout en vous accusant de légèreté politique.

La situation me semble très obscure et compliquée. M. de Bismarck a, comme Pascal, ses « pensées de derrière », et nous avons chez nous tous les éléments de la guerre civile. Cette immense crise n'a pas révélé de grands talents, ni militaires ni administratifs, mais, çà et là, des dévouements admirables...

APRÈS LA GUERRE.
ÉMILE OLLIVIER ET LE PARTI BONAPARTISTE

Plusieurs mois après la Commune, Mme d'Agoult revient à Paris et le spectacle offert par la capitale lui donne confiance dans le relèvement prochain de la France.

Puyraveau, par Champdeniers (Deux-Sèvres),
1er octobre 1871.

Il y a bien longtemps, mon cher Émile, que je n'ai plus de vos nouvelles qu'indirectement. J'ai été si malade pendant tout mon séjour à Paris (du 15 juin au 1er septembre), qu'il ne

(1) Duc de Gramont, ministre des Affaires étrangères dans le ministère Ollivier; maréchal Lebœuf, ministre de la Guerre.

m'a pas été possible de vous écrire. Je profite de mes premiers jours de convalescence à la campagne pour me rapprocher de vous, n'ayant pas cessé d'y penser avec affection.

Une chose m'a frappée, en rentrant à Paris, c'est, après tant de souffrances, au milieu de tant de ruines, l'extraordinaire vitalité de ce peuple. Point d'abattement, point de lamentations ; l'empressement à tout réparer, à travailler ; le goût de la sociabilité accru par les privations ; beaucoup de simplicité dans le courage. Je suis de ceux qui ne désespèrent point de la chose publique, trouvant qu'elle va beaucoup moins mal qu'on ne devait le craindre. C'est quelque chose d'avoir trouvé du crédit, de pouvoir payer nos dettes, et d'avoir échappé à la guerre civile. M. de Rothschild assure que dans quatre ans la France aura réparé ses pertes matérielles ; c'est peut-être bien de l'optimisme ; la vérité est que l'activité de la fabrication est grande sur tous les points et que les provinces qui n'ont pas souffert de l'occupation, — celle où je suis entre autres, — sont assez riches pour venir largement en aide aux autres. Je crois que nous allons avoir des élections raisonnables, c'est-à-dire conservatrices libérales...

Émile Ollivier est moins optimiste que Mme d'Agoult. Il lui dénonce le plan des bonapartistes qui est de rejeter sur lui toutes les responsabilités. A ce sujet, il réfute d'un mot les allégations d'un livre que vient de publier Benedetti.

Pollone, près Biella, 21 octobre 1871.

... Votre lettre est d'un optimisme rassurant. De loin, je vois la situation plus sombre. Mais vous devez mieux juger de près, et je me range bien volontiers à votre manière de juger. Vive donc la République sans républicains ! Vive la démocratie des conservateurs-libéraux !... et que Dieu accorde de longs jours *au sérénissime*, comme dit Veuillot.

J'avais songé à passer cet hiver en Orient ; étant trop pauvre pour supporter cette dépense, j'avais compté sur une affaire à traiter : l'affaire s'est arrangée, et il est probable que je resterai même l'hiver dans ces montagnes. C'est un peu dur ; il y a deux mois de neige, mais la solitude est complète, et je pourrai mieux travailler et mettre la dernière main à mon livre sur la guerre.

Que ferais-je d'ailleurs à Paris ou même à Saint-Tropez ? Il n'y a dans ce moment-ci qu'une attitude pour moi, le silence, l'abstention. Et tout cela est plus facile de loin que de près, aux pieds des Alpes qu'à l'entrée du Bois de Boulogne. Le plan des bonapartistes purs est évidemment de tout rejeter sur nous, et Benedetti (1), dans son livre, vient d'inventer des prétendues demandes inattendues et nouvelles, qui confiées par Gramont et moi, en dehors de lui, à M. de Werther (2), et arrivées à Ems le 13, à midi, auraient tout gâté. Donc, c'est Ollivier, etc. Mais il n'y a pas un mot de vrai : nous n'avons pas adressé de demande, en dehors de Benedetti, par M. de Werther ; et le rapport de ce dernier qui l'insinuait a été aussitôt démenti par Gramont (*Journal officiel* du 26 juillet 1870). J'expliquerai tout cela quand l'heure en sera venue. L'Empereur ne se prête pas, je crois, à cette indigne manœuvre, et le Prince s'y oppose ; mais, vous le savez, un parti n'est jamais conduit par ses chefs. Il n'y a donc place pour moi, avec dignité, nulle part. J'ai obtenu de l'Académie l'éloignement de mon discours de réception, et, en règle avec tout le monde, je vais attendre dans le recueillement ce que les dieux décideront de notre pays...

Mme d'Agoult conseille à Émile Ollivier de se tenir à l'écart des manifestations bonapartistes du moment. Elle blâme le voyage du prince Napoléon en Corse où il se faisait élire conseiller général.

Puyraveau, par Champdeniers (Deux-Sèvres),
2 novembre 1871.

... Mon optimisme, comme vous pensez bien, est fort relatif, et si je chante, c'est un peu *come fè il merlo per poca bonaccia.*

J'ai été étonnée que, dans l'état où nous étions, notre gouvernement ait pu remettre l'ordre dans la rue (qui le remettra dans les esprits ?), qu'il ait trouvé du crédit, et qu'enfin nous ayons, comme on dit, le temps de respirer. Voilà tout. Mais nos périls sont immenses. Notre classe ouvrière, qui n'a jamais bien su ce que c'était que Liberté, se fait

(1) Ambassadeur à Berlin en 1870. Son livre, paru en 1871, s'intitulait : *Ma Mission en Prusse.*

(2) Baron de Werther, ambassadeur de Prusse à Paris, de 1869 au 14 juillet 1870.

gloire à cette heure d'ignorer le sens du mot Patrie ; elle ne rêve que vengeance et prend en pitié ceux qu'elle considérait naguère comme ses chefs. C'est un élément incapable de rien instituer, mais assez fort pour nous pousser, peut-être, à une complète ruine. Quant à la formidable puissance qui se repent de ne nous avoir pas démembrés davantage, elle se prépare à nous écraser cette fois. Si nous essayons une revanche, elle ne sera refrénée, châtiée à son tour, que par ces masses effrayantes auxquelles commande l'empereur de Russie, qui se prépare, lui aussi, pour des ambitions immenses. L'Europe tout entière est doublement menacée par le pétrole international et l'invasion des races inférieures. Heureusement, l'histoire même, lorsqu' « elle marche à pas de géants », comme le disait Fichte, est lente dans son rapport avec la durée de notre existence personnelle, et nous aurons encore de longs répits.

Dans quel temps vivons-nous, mon ami, que je sois contente d'apprendre votre résolution de rester en Italie ! C'est bien dur, à mon âge, de voir ajourner ce qu'on désire, car on n'a plus de longues perspectives et l'on devient bien timide avec l'espérance. Mais enfin, il faut aimer ses amis pour eux, et je ne fais pas doute que vous preniez le bon parti. Votre rentrée par l'Académie est la meilleure et la plus naturelle qui se puisse offrir. Il y a quelques mois, j'aurais pensé que vous pouviez ne pas la différer beaucoup, car il me semblait, était-ce une illusion ? que beaucoup de gens ne vous rendaient pas responsable de la même manière que vos collègues, et que l'idée d'apaisement qui domine dans les régions élevées de la société et du pouvoir ferait du chemin. Mais, dans ces derniers temps, tout s'est gâté. Les arrogances tapageuses des bonapartistes de la veille, le *Comité directeur*, comme il s'appelle, l'équipée de Corse, ce qu'on sait des projets formés en Angleterre, l'alliance faite, comme aux journées de juin et par les mêmes moyens, avec les communards restés dans les faubourgs, toutes ces choses et bien d'autres encore, trop longues à écrire, ont éveillé le souvenir du 2 décembre, et disposent mal les esprits à l'appréciation calme de ces derniers temps de l'Empire où vous avez tenté, à vos risques et périls, d'en changer le caractère et d'en laver l'origine. La presse bonapartiste est effrontée, provocante. Cet incroyable mélange de bravades, de

menaces, d'intrigues et de complots, dont l'aventure de Corse n'est que le prologue, ce double courant de gens qui se dénigrent et s'entr'accusent devant le public, font un effet désastreux. Rien ne me causerait plus de peine que de voir votre nom mêlé aux noms qui figurent dans cette nouvelle phase du bonapartisme, et le meilleur moyen pour que cela n'arrive pas c'est assurément de rester loin et de garder le silence. Vous avez heureusement, plus que beaucoup d'autres, une vie intellectuelle et des affections qui ne dépendent pas des vicissitudes de la politique. Vous êtes très désiré et regretté par de vrais amis. C'est assez pour prendre patience...

Est-ce que vous n'auriez pas pu empêcher le prince Napoléon d'aller en Corse ? Il a été bien mal informé par ses agents. Je voyais au son de ses lettres qu'il avait des illusions bien grandes, mais je n'ai su qu'il partait que lorsqu'il était parti.

Dans une lettre datée 7 novembre 1871, de Pollone, près Biella, Émile Ollivier expose à Mme d'Agoult ses vues politiques sur la situation dont la solution serait, d'après lui, l'appel au peuple, puis:

...Le Prince, d'après les renseignements qu'il recevait, croyait aller à un triomphe. A mon humble avis, cependant, il n'est pas le plus vaincu ; et toute cette manœuvre, afin d'empêcher l'élection de Rouher, n'est pas honorable pour M. Thiers, qui a tant protesté contre des procédés pareils employés contre lui. O liberté ! liberté ! où sont ceux qui t'aiment ?

ÉMILE OLLIVIER RENONCE A LA POLITIQUE

Mme d'Agoult se livre à des considérations sur les affaires politiques, extérieures et intérieures. Elle croit en l'avenir et aux heureux résultats pour la France de l'état républicain.

Puyraveau, 26 novembre 1871.

Mon cher Émile,

...Vous faites bien d'apprendre à Daniel, Virgile, car, malgré les apparences, les races latines ne sont pas encore mortes. Shakespeare, toutefois, ne gâtera rien, ni même Schiller qui n'était pas un Allemand à la façon de Bismarck.

Bon Dieu, que les Allemands sont odieux dans leur victoire ! L'opinion publique pousse le gouvernement à toutes les rigueurs et ne cache pas son désir de nous voir châtiés une bonne fois, et cette fois jusqu'à complet écrasement ! C'est de ce côté, je l'avoue, que me viennent mes plus grandes craintes. La guerre ne saurait beaucoup tarder entre l'Allemagne et la Russie. Il est possible que M. de Bismarck veuille la faire assez brusquement, avant que le gouvernement russe ait achevé ses préparatifs. Il y a chance alors qu'il achète à tout prix notre neutralité, si nous savons à temps la promettre ; mais si nous nous engageons avec la Russie (témérairement, selon moi), je m'attends aux derniers malheurs. Auprès de ces éventualités, nos compétitions de prétendants me semblent assez peu de chose. Le duc d'Aumale, s'il succède à M. Thiers ou s'il l'écarte (j'ignore ses ambitions ; son attitude est irréprochable), ne changerait pas grand chose à la politique. Dans le personnel bonapartiste, il n'y a que l'Empereur qui puisse tenter un retour. Ses partisans l'annoncent et ne reculent, pour le hâter, ni devant l'embauchage des soldats, ni devant l'entente avec Belleville. Tout cela n'est pas sans danger, je le reconnais, l'armée étant pleine de murmures et Belleville-Montmartre affamé de vengeance; pourtant je doute qu'un nouveau 2 Décembre nous soit réservé. La Providence n'a pas coutume de répéter ainsi ses coups de théâtre. Quoi qu'il en soit, je préfère pour vous la dure solitude alpestre à la fréquentation des conspirateurs, qui ont toujours été et sont plus que jamais vos ennemis les pires...

Il se fait, dans les bons esprits, un travail de revision et de réflexion, très favorable à l'État républicain. La République est de fait, si ce n'est de nom, dans les conseils municipaux et généraux ; pourra-t-elle, en durant, modifier le caractère français ? Il serait chimérique de l'espérer beaucoup, mais il n'est pas permis d'en désespérer tout à fait...

Puyraveau, 15 octobre 1872.

... Il s'en faut bien que nous soyons tous raisonnables et tous contents, mais il se produit chaque jour des améliorations dans notre état. Les dettes payées, les récoltes magnifiques, le travail repris avec ardeur, la prédominance manifeste de l'opinion modérée, tout cela fait contrepoids aux pèlerinages

de Lourdes, aux banquets de Grenoble, aux intrigues des mal-contents et au manque de sens politique chez le plus grand nombre des Français. J'attendais, après cette guerre désastreuse, la peste, la famine, la banqueroute, et le reste. Nous nous portons bien, nous remangeons ; nous payons l'impôt; l'ordre est dans la rue, s'il n'est pas dans les esprits; nous travaillons, nous respirons, enfin : Dieu fera, peut-être, le reste !...

Émile Ollivier persiste à rester dans sa retraite. Il a vivement relevé Cosima Wagner sur son impérialisme allemand.

Pollone près Biella, 24 décembre 1872.

Ma chère madame,

Que l'année 73 vous soit clémente, malgré son chiffre fatidique ! Elle verra probablement une nouvelle édition du Directoire rectifiée à l'usage de M. Thiers. Il va se passer, à la Chambre, ce que nous avons déjà vu à l'occasion des matières premières : après avoir beaucoup crié, la Chambre cédera. Je suis tout cela avec intérêt, mais fort tranquillement. On m'a beaucoup pressé dans ces derniers temps de venir à Paris et de me mêler aux choses. Je m'y suis formellement refusé. Je ne vois aucune place pour moi, honorable et utile, dans le mouvement actuel. J'attends en travaillant. Du reste, je suis si heureux dans ma solitude que je ne sais vraiment comment je me déciderais à me jeter de nouveau dans la vie parisienne...

Cosima m'a écrit récemment. Elle devient bien lourde de main et bien tudesque ; elle a prononcé avec tant d'affection, dans sa lettre, le mot d'*empire allemand*, que je l'ai relevée, et nos relations en resteront là probablement. Elle me parlait de Daniel ; je lui ai répondu que mon devoir était de lui apprendre la haine implacable, non contre l'Allemagne, mais contre l'empire prussien ; que, du reste, je n'aurais pas beaucoup de peine pour cela...

Mme d'Agoult a eu aussi des querelles avec Cosima, auxquelles Wagner a apporté un élément de conciliation.

38, rue Malesherbes, 21 décembre 1872.

... Nous sommes intéressants dans nos efforts politiques. C'est une première revanche sur les Prussiens qui ne le seront jamais dans leur lourde et *ingénéreuse* victoire ! J'ai eu aussi avec Cosima des prises assez fortes, mais Wagner a mis sa philosophie, son expérience, et son respect de gendre entre nous, et nous avons trouvé un *modus vivendi* qui concilie notre patriotisme avec notre tendresse réciproque. Je la bombarde de beaux livres français, — *Histoire de France* de Guizot, *Christianisme* de Havet, etc., — pour lui montrer que nous ne sommes pas si déchus ; et, de fait, je ne crois pas du tout à un déclin final. L'ardeur au travail (matériel et intellectuel) est intense, et nous sauvera...

Émile Ollivier annonce à Mme d'Agoult qu'il restera spectateur devant les événements politiques. L'éloge de Lamartine qu'il doit prononcer à sa réception à l'Académie française est terminé. Il va quitter sa retraite d'Italie.

Pollone, près Biella, 17 septembre 1873.

Ma chère madame,

... La fusion (1) ne pouvant aboutir, comme cela paraît probable et désirable, il faudra bien en venir à des élections générales, dans lesquelles je ne serais pas surpris que républicains et bonapartistes marchent ensemble. Malheureusement ou heureusement pour moi, dans le Var, il n'y a que des rouges et des blancs ; le bleu n'existe qu'au ciel, et d'autant plus ardent qu'il manque à la terre, et je serai encore spectateur. Ce n'est pas, du reste, un rôle désagréable.

Je viens de terminer mon éloge. J'ai essayé de faire quelque chose de très court, de très simple, ne visant ni au sublime, ni à l'oratoire, ni au manifeste. Vous jugerez si j'ai réussi. Je vais l'envoyer à Augier ; et, dès qu'il aura terminé sa réponse, je revendiquerai mon tour de réception (2).

ÉMILE OLLIVIER.

(1) La fusion entre légitimistes et orléanistes.

(2) On sait que le discours de réception à l'Académie d'Émile Ollivier ne fut jamais prononcé.

PÊCHEURS DE GOÉMON

AUBE D'AVRIL

Jaïc Kernéis se retourna dans le lit clos. Une pâle lueur d'aurore filtrait à travers le panneau sculpté à jour, qu'il avait tiré dans la glissière, car les nuits étaient froides encore, et il faisait bon se blottir sous la couëtte, dans l'armoire de noyer soigneusement fermée qu'emplit une tiédeur animale, quand le vent soufflait dehors, et se glissait en gémissant sous les portes mal jointes.

Le jeune goémonier courut ouvrir le volet. Le petit matin blanchissait la vitre. Allons, c'était bientôt le jusant, et par cette forte marée d'avril où l'on avait la chance d'avoir le calme, sans doute la récolte serait abondante et de belle qualité. Jaïc sauta sur le banc-coffre adossé à la paroi du lit. Il enfila prestement son pantalon de coutil rayé, son chandail de laine bleue qui moulait ses larges épaules, et chaussant à la porte ses sabots bourrés de paille, il sortit.

Le jour se levait à peine. A quelques centaines de mètres au bas de la pente, la baie du Corréjou brillait sombre, comme une laque noire. On voyait les moirures remuer à la surface. Et, dans le fond, au ras de l'eau, une grande traînée rouge s'élargissait dans le ciel, sur laquelle se profilait le balancement noir des coques et des mâts.

Le jeune homme huma la brise salée qui venait du large. Il se laissait envelopper avec une volupté étrange par cette grande caresse du vent, qui passait dans ses cheveux couleur d'algue transparente, aux reflets d'un roux doré, qui frôlait

son visage finement taillé en longueur, ombré du même or ardent aux joues et au menton. L'odeur de la mer éveillait en lui quelque chose de mâle et de joyeux. Là-bas, il devinait, parmi les silhouettes en ombres chinoises qu'une houle longue berçait mollement, la *Marie-Étoile de la mer*, son petit voilier qui, par vent joli frais, toute la toile dehors, serait capable d'étaler même le langoustier du père Ganaou.

Oh ! comme il se sentait fier de sa barque, ce grand gars bien découplé, à la taille fine, aux hanches étroites, qui n'était tout à fait à son aise qu'avec quelques planches sous les pieds, et l'océan tout autour. Il n'y en avait pas un comme lui sur la côte nord pour « saluer un grain » avec tant d'élégante prestesse, ni pour courir ainsi crânement devant le gros temps, avec sa voile arisée, sans que la houle pût lui casser son erre.

La grande déchirure rouge, là-bas, devenait rose à l'horizon du ciel. L'eau se mettait à bouger, avec des reflets de soie changeante. Sur la dune chauve qui blanchissait, où l'on distinguait les petits cônes noirs des tas de goémon rassemblés pour la nuit, des silhouettes d'hommes descendaient, drôlement coiffées d'un capuchon pointu, la pèlerine courte flottant autour du buste dans le vent frais du matin.

Il était même un peu froid, ce vent d'avril. Jaïc, à son tour, jeta sur sa tête et ses épaules le capuchon de bure brune qu'il avait mis sur le bras en sortant, et qui est la seule protection des goémoniers contre les intempéries ou les paquets de mer. Puis, comme une voile déjà s'éployait en faseyant dans la baie de nacre ardente, sous des nuages roses en déroute, il prit sa course vers la mer.

LA MOISSON DE « TALI »

Ce fut une belle journée de pêche. De la brise, juste assez pour courir grand largue vers la chaussée de Carrec-Hir, où, dans des courants de six nœuds, pousse, sur les fonds de roche, un merveilleux « tali », ce goémon, particulièrement riche en iode, dont le thalle brun et lisse, froid au toucher comme une peau de batracien, peut atteindre plusieurs mètres de longueur. Il n'y a que dans les marées très découvrantes,

et quand la mer ne bouge pas, qu'on ose se risquer dans ces dangereux parages.

Jaïc n'était pas rentré à la basse mer, vers midi. Trop beau temps, ma foi ! Et, seul à bord, on ne va pas vite en besogne. Décidément, il ne reviendrait qu'à la nuit tombante, avec son chargement complet. Une miche de pain beurré lui tint lieu de repas, qu'il mangea sans s'arrêter de travailler, avec ses mains toutes mouillées qui donnaient à la croûte un goût de sel.

Vers une heure, le flot commençant de s'établir, violent dans les rochers de Carrec-Hir, il revint vers la côte, et se mit à pêcher en face de ces gros pitons du Dolven, de Roc'h Braz, d'Arguevilen qui s'avancent comme des crocs monstrueux aux pointes du littoral tout déchiqueté. Il se déplaçait lentement entre les récifs qui venaient frôler sa coque à babord, à tribord. Toutes voiles amenées, il manœuvrait à la godille ou à la perche, et prudemment tâtait les fonds, pour ne pas s'échouer.

La visibilité était bonne. Un mince rideau de nuages voilait le soleil, ne laissant transparaître qu'une lumière diffuse, très douce, avec des « gloires » épandues par les fentes, tout en faisceaux de rayons divergents qui faisaient de grandes flaques éblouissantes en touchant l'eau. De temps en temps, une déchirure plus large, avec du ciel d'un bleu d'émail. Alors la mer se mettait à rutiler, des millions d'étincelles d'or dansaient à la surface, et l'on ne voyait plus rien dans l'épaisseur liquide. On pêchait à tâtons.

Mais sitôt qu'avait glissé l'écran des légères nuées sur l'éblouissement d'en haut, la mer redevenait de cristal. En se penchant par-dessus la lisse, les goémoniers discernaient jusqu'aux moindres détails de ce monde aquatique, d'une folle exubérance qui se balançait et frétillait, et rampait sur la roche dans de froides transparences vertes. Grandes algues brunes et glauques, toutes secouées par les courants, comme des arbres dans l'orage. Ventres scintillants des poissons. Promenade boiteuse des crabes « dormeurs » qui s'en vont obliquement en tâtant le sol avec leurs pattes.

Alors, c'était un jeu de couper le tali sur les fonds de granit. On se sert pour cela d'une petite faucille très tranchante, emmanchée d'un bâton de bois qui atteint la lon-

gueur de cinq à six mètres. La manœuvre de cet outil, appelé « guillotine », exige un gros effort musculaire, spécialement des épaules et du thorax. Aussi, les pêcheurs goémoniers, entraînés à cet exercice depuis l'enfance, ont-ils, en général, le buste très développé.

Avec une grande sûreté de mouvement, sans jamais rater son coup, Jaïc dirigeait la petite lame par l'extrémité du manche, tranchait le souple pédoncule qui attache le varech à la pierre. Puis, avec le creux de la faucille, il relevait à la surface la plante détachée, qu'il prenait à pleins bras pour la charger à bord. Sa barque s'emplissait ; il plongeait jusqu'à mi-jambes dans les longues lanières brunes, tout emmêlées, dont l'humidité glaçait sa peau, et qui sentaient l'iode et le sel.

SUR LA GRÈVE DE PELLEN

C'est devant la grève de Pellen que Jaïc, à présent, coupait le tali. Il devait être environ deux heures, à en juger au niveau de l'eau. La marée et le soleil sont, en effet, les horloges des goémoniers qui, pour la plupart, ne possèdent pas de montre.

Les rochers, tout ruisselants de varech, se découvraient sur une grande surface, au bas de la pente caillouteuse qui descend de la falaise vers la mer. Alors, Jaïc vit sur la hauteur une petite troupe noire, qui s'égailla bien vite en dévalant parmi les blocs de pierre. C'étaient les femmes qui venaient, profitant de la grande marée, cueillir le tali sur la grève.

Le goémonier se tenait si près de terre qu'il les reconnaissait toutes : la mère Tanguy, de Kérusel, avec ses trois filles. Et la cousine Jeanne qui habite, sur la route de Plouguerneau, une belle maison, avec deux arbres à côté qui dépassent la girouette. Ah ! voilà la pauvre Louise Mioux, dont le mari boit chaque dimanche toute sa pêche, et qu'on voit toujours si triste au seuil de sa chaumière, sous le long toit de paille qui, dans ce printemps mouillé, est un vrai jardin de verdure...

Les femmes descendaient, sous le ciel devenu gris, plus capitonné de nuages. Le pas assuré, malgré les lourds sabots, parmi toutes ces pierres. Elles étaient en noir, comme toujours, la jupe déjà relevée sur les gros bas de laine, maintenue

autour de la taille par un cordon. Il n'y avait de blanc sur elles que la coiffe, exactement appliquée sur les cheveux, et qui, dans ce pays, n'a point d'envol. Dans ce pays triste de rochers en grisaille, où la campagne est sans arbres, et les femmes privées d'ailes.

Elles descendaient, une corde jetée sur l'épaule, et la faucille à la main. En approchant de la mer, leur allure devenait plus lente, à cause des flaques profondes qu'il fallait contourner, et de ce fouillis de varech où l'on pose le pied avec précaution, ne sachant jamais ce qu'il recouvre. Les petites algues vertes surtout glissent comme du verre.

Maintenant, elles étaient toutes parmi les roches mouillées, accroupies au bord des petites mares transparentes; certaines entrées dans l'eau jusqu'aux genoux. Avec leurs faucilles rouillées, mais dont la lame repassée tranchait ferme, elles moissonnaient les belles touffes de tali, ruisselantes de marée, qui s'accrochent au fond des flaques, ou sur les parois des blocs émergés. Déjà, de petits tas s'arrondissaient de ci de là, dont le parfum tonique s'épandait dans l'air.

Puis elles se mirent à les réunir, ces petits tas, pour en faire de gros; elles ramassaient par brassées les algues coupées, les emportaient courbées en deux, en trébuchant dans les pierres. Et quand il y en avait une meule suffisante, on voyait une femme lier la récolte avec la corde apportée tout à l'heure, serrer de toutes ses forces, puis charger le fardeau, d'un coup de reins, sur son dos. Elle gravissait la pente, lourdement cette fois, les mains crispées sur le filin qui meurtrissait la chair, les épaules trempées par la gerbe marine. Quelquefois, elle manquait de tomber, à cause des cailloux qui roulaient sous ses sabots; mais les ramasseuses de goémon ont le pied sûr comme les chèvres. Ensuite, c'était la descente à la course, légère, avec des jupes qui s'envolaient.

Il y avait bien une demi-heure qu'elles travaillaient ainsi quand Jaïc reconnut, survenant au point haut de la grève, la silhouette encore jeune de sa mère. Elle avait dû se laisser retarder par les vaches qu'il fallait conduire au pré. C'était d'ailleurs une journée très chargée : le marché de Lannilis, ce matin, où Mariette, la fille aînée, avait porté le beurre avec la carriole; on avait baratté de bonne heure. Puis, la lessive au douez; le linge savonné une première fois samedi,

blanchi au soleil, et qu'il avait fallu rincer aujourd'hui, profitant d'une journée de beau temps. La mère Kernéis avait fait avant midi les deux kilomètres qui séparent le hameau du lavoir, et après avoir barboté une grande heure dans l'eau savonneuse, mangé une quiche de pain pour tout repas, elle était revenue avec le ballot de linge mouillé sur son dos.

Oui, elle avait le droit d'être un peu fatiguée, de traîner ses sabots dans les pierres, bien qu'elle voulût paraître gaillarde devant les autres, devant Jaïc surtout, qu'elle avait tout de suite reconnu dans sa barque. Elle lui fit un signe de la main, vite, car elle était pressée de se mettre à l'ouvrage.

Il adorait sa mère, à sa manière, toujours silencieuse, mais fervente. Elle ne l'avait point gâté cependant ; la pauvre femme, elle n'en avait pas le temps. Même les caresses étaient rares, réservées aux jours de grande débâcle intérieure où dans les petites âmes neuves, pour un pauvre jouet cassé, pour une vétille, pour rien parfois, quelque chose de très douloureux s'est rompu. Mais il sentait sur lui, si loin qu'il remontât dans le passé, cette sollicitude maternelle toujours attentive, touchante même quand elle s'exprimait par des bourrades. Surtout, ces yeux limpides de sa mère, ces yeux d'eau bleue, restés si jeunes sous le front têtu et les cheveux prématurément blanchis, ils avaient une façon de voir en lui, de mettre à nu son âme, bien mieux que n'auraient pu faire ses propres confidences, il en était sûr.

D'ici, de ce bateau qui l'isolait, l'empêchait de courir à son secours, il voyait bien qu'elle était lasse. Une grande pitié le penchait vers cette femme dont il savait l'écrasant labeur, un sentiment très tendre et douloureux. Il la regardait, à genoux dans l'eau, avec ses gros bas noirs et ses sabots, courbée sur les plants de goémon qu'elle jetait, après les avoir coupés, derrière elle, sur la roche sèche. Comme elle était mince sous la robe noire ! Robuste cependant. Mais aujourd'hui, bien qu'elle n'eût pas cinquante ans, il s'aperçut tout à coup qu'elle était vieille.

Et il eut mal quand il la vit lier la gerbe, la charger, gravir la dure montée où trois fois elle trébucha, parce que la fatigue faisait ses pas plus lourds.

AU-DEVANT DES BARQUES...

Avec ce vent de noroît qui soufflait grand frais, Jaïc fut vite rendu au Corréjou. Juste à temps pour éviter le remous trop violent que les grains de noroît soulèvent dans la passe. Les dernières barques rentraient à vive allure, un peu couchées par la brise, avec leur voile au bas ris et le foc portant plein. Et quand elles avaient franchi la passe, on voyait la toile ralinguer, à cause du vent qui refuse à l'abri de terre. Les lourdes coques noires n'avançaient plus qu'avec lenteur, sous les ailes brunes, blanches, rougeâtres, balancées un peu par ce faseyement, hésitantes comme fait un oiseau qui va se poser.

Il y avait grande animation dans la baie, où le sable découvrait loin encore, dessinant une immense conque pâle dans le gris de cette fin de jour en détresse, sous les nuages qui galopaient très bas, de plus en plus vite.

Beaucoup de barques éparses sur l'eau, calme ici, un peu miroitante et grise comme de l'acier, que soulevait seulement un rythme léger de pulsations. Des barques qui venaient de mouiller, où les marins s'empressaient à rouler la voile sur le gui, lover les cordages, amarrer les drisses au pied du mât. Tout cela avec de grands cris gais, des appels d'un bord à l'autre, des gesticulations sur les tas de goémon ; car ces hommes étaient heureux d'avoir rallié la terre, et mis en sûreté leur esquif, pendant que la tempête se levait au large, menaçant pour la nuit.

Mais la plupart des embarcations étaient déjà en plein travail de décharge. Et c'était un grand affairement de charrettes autour d'elles, tandis que les pêcheurs veillaient à garder le contact avec le sable, poussant de l'aviron quand ils sentaient la quille flotter, à mesure que la mer montait.

Les véhicules descendaient au grand trot des chevaux, s'enfonçant des roues dans la dune, puis sautant et basculant presque à verser sur les rochers qui sont au bas de la pente, près de l'eau, dans l'eau, et que recouvre un varech noir, pustuleux, adhérant ferme au grain de la pierre. Dans chaque caisse dansante, un homme ou une femme se tenait debout, pxcitant la bête avec des claquements de langue, ou criant pour dominer le bruit des essieux.

Et d'autres charrettes montaient, croisant celles-là qui descendaient à vide. Elles étaient remplies jusque par-dessus bord de tali ruisselant, et laissaient traîner de grands rubans d'algues à l'arrière, qui balayaient le sable, et qui avaient, par transparence, quand les cahots les balançaient, des reflets très beaux d'écaille mouillée. Les chevaux peinaient, dans le sable surtout, où leurs sabots s'enlisaient à chaque effort qu'ils faisaient pour dégager les roues. Alors, les conducteurs donnaient de la voix, debout sur les brancards, se tenant en équilibre avec leur croc enfoncé derrière eux dans le goémon, et dont ils serraient le manche d'une seule main.

— Hue, Jannette !

— Hale dessus, Coco !

En bas, dans l'eau, les chevaux entraient jusqu'au poitrail. Ils éclaboussaient en arrivant au trot, faisaient gicler de grandes gerbes sous lesquelles ils s'ébrouaient, agitant leurs crinières, que le vent faisait voler. Puis, ils avançaient avec effort, luttant contre le poids de cette masse liquide où les chariots plongeaient jusqu'au sommet des roues, levant le museau par-dessus les plissements de la surface que leurs cous musculeux déchiraient.

Mariette Kernéis avait guetté son frère, du seuil de la maison paternelle, d'où l'on découvre la baie du Corréjou. Elle était là, toute prête, sa voiture attelée. Et quand elle le vit rentrer avec son foc rouge amuré sur l'étrave, vite, elle descendit au grand trot vers la grève. Elle commençait à s'inquiéter de ne pas le voir revenir, ni le père non plus. Aussi, se sentit-elle plus légère quand elle reconnut, du haut de la dune où le vent de la mer fouettait sa course, ébouriffant la crinière de son cheval, la grand voile rougeâtre du *Saint-Gildas*, toute nervée comme une aile de chauve-souris. Le vieux Kernéis rentrait juste derrière son fils, sous voilure réduite, et traînant son youyou. Mariette, qui avait de bons yeux, le distingua sous son capuchon bleu ; elle le vit, sur le point de mouiller, amener le foc et border la voile à plat, tandis que, près de lui, le petit Yves, comique sous un même capuchon, se tenait prêt à étouffer la toile.

Jaïc, lui, avait déjà serré le foc, qu'il posait soigneusement sur le plat-bord, près de la grand voile roulée, pour éviter de mouiller la toile dans tout ce goémon. Et mainte-

nant, debout dans le varech, les genoux écartés, en chandail et pantalon trempé qui collait à ses jambes, il attendait sa sœur, dessinant sur le ciel en grisaille sa silhouette de gars robuste, élégante parce qu'il était grand et souple, et nerveux d'allure comme une bête de sang, quand sa timidité devant les hommes ne le paralysait pas.

Mariette arrivait, très secouée dans son équipage, qui maintenant roulait dans les rochers, répondant avec son bon rire clair aux appels des garçons qui la hélaient des barques proches, fort honnêtement du reste, car on la savait fille sage et franche comme le pain. On était en pleine fièvre de travail. Chacun s'affairait dans l'eau, parmi les barques à demi vidées, ou toutes bossues encore de leur récolte brune, qui oscillaient doucement dans les derniers plis de la houle.

— *Sou* (1) !

— *Aho* (2) !

— *Choum ta! Choum ta* (3) !

Des cris rauques guidaient les animaux, dominant les grincements de roues, le clapotis de l'eau, les appels des hommes qui se hélaient entre eux. Les charrettes approchaient à reculons du flanc des bateaux, pour présenter le panneau d'arrière, un peu plus bas que la lisse.

Mariette avait déjà rangé sa voiture contre la *Marie Étoile de la mer*, et amarré solidement une roue à un cabillot du plat-bord. Maintenant, armée du croc des goémoniers, à trois dents recourbés vers le manche, elle tirait, s'arc-boutant de toutes ses forces, de gros paquets de goémon, que son frère poussait d'en haut avec un croc pareil.

Le chariot s'emplissait rapidement. Mariette piétinait dans les lanières, les rangeait, les tassait, surgissait toute mouillée au sommet d'un grand tas. Le vent éparpillait autour de sa coiffe ses cheveux bruns, très longs, toujours en désordre.

— *Choum ta! Choum ta!*

Son cheval, trop jeune, encore indocile, s'obstinait à faire des écarts qui risquaient de la jeter à l'eau. Et elle riait là-haut, en se tenant les côtes, chaque fois qu'une secousse

(1) A gauche.
(2) A droite.
(3) Reste là !

avait failli lui faire faire un plongeon. Elle riait si fort que les pêcheurs, alentour, s'esclaffaient aussi.

— Alors, tu veux qu'on aille te repêcher dans le jus !

Mariette avait terminé son premier chargement. Elle remontait la pente dans sa charrette pleine, assise sur ses talons, les genoux dans le goémon. Et elle criait tout le temps pour encourager son cheval, qui était ardent du reste, qui balançait la tête en marchant, de droite et de gauche, d'un air décidé, faisant sauter sur son cou le pauvre harnais de paille tressée.

Cependant, le train de la besogne se poursuivait autour de Jaïc. Des chariots s'en allaient, avec leur brun ruissellement d'algues, un homme assis sur le brancard laissant tremper ses jambes dans la mer. Une femme, tout en haut d'une autre voiturée, se tenait accroupie, entre ses deux enfants qui trouvaient très confortable ce vaste coussin mouillé sous leurs petits derrières. Un youyou goudronné circulait entre les barques, et les goémoniers commençaient à causer, maintenant que le travail tirait à sa fin.

— Les vents halent de l'ouest, disait « Porcos », un grand gars dégingandé, roux comme une carotte, qui levait son nez dans la brise, en se dandinant sur le monticule de goémon resté au fond de la coque.

On l'appelait ainsi à cause de son allure comique, ce pêcheur, qui était un peu la tête de turc des autres. Un « porcos », c'est, en breton de Plouguerneau, un de ces bonshommes de paille habillés de loques qui servent dans les champs d'épouvantails à moineaux.

— Dommage ! répondit son voisin qui, ayant achevé de décharger, faisait avec le faubert la toilette de sa barque. Serait temps que le vent remonte pour que le goémon puisse sécher. Voilà déjà qu'il devient blanc. Si cela continue, on n'aura plus rien à brûler.

Jaïc fut le dernier à sauter sur la grève, de son youyou ancré dans le sable. Tandis que sa sœur s'en allait avec la dernière charretée, sur la plage encore immense, vide maintenant, où les barques échouées dormaient, couchées sur le flanc, où une grosse gabarre sombre, tenue debout par ses

béquilles, dressait sous le ciel funèbre son mât nu et ses haubans, que le vent faisait gémir.

DANS LES CHAMPS DE COLZA

Jaïc était à peine en haut de la dune, qu'il sentit quelques grosses gouttes s'écraser sur son visage. Il se précipita vers le pré tout proche, où le goémon qu'il avait récolté la semaine précédente séchait, étalé sur le sol.

Sur la crête des talus qui bordent les chemins creux, et que les ajoncs en fleurs doraient en cette saison, des hommes et des femmes couraient.

— *Glao! Glao!* (La pluie !)

Chacun s'empressait vers sa moisson de varech, pour la mettre en tas avant que l'averse ne l'eût trempée. Car l'eau du ciel dissout l'iode et l'entraîne, et le goémon lavé par la pluie ne donne plus, quand on le brûle en été, que des cendres très pauvres dont les usines d'extraction ne veulent pas. Et partout, manœuvrant de grands râteaux de bois, ou courant avec des brassées d'algues, on voyait les parents, les enfants, dresser des meules en toute hâte, et parfois les couvrir d'un petit toit conique en paille tressée.

Jaïc eut vite fait de rassembler sa récolte, déjà presque séchée, toute noire, et qui craquait sous la pression. Ç'aurait été dommage de la laisser mouiller, car maintenant il suffisait d'une seule journée sans pluie pour qu'elle fût tout à fait sèche. On pourrait alors la laisser en tas jusqu'au moment du brûlage, en juin.

Ce ne fut qu'un grain, que Jaïc reçut dans toute sa violence, avec des rafales d'ouragan, comme il se dirigeait vers sa maison, cheminant cette fois, pour s'abriter, dans le sentier encaissé qui, d'ordinaire, n'est pas fait pour les piétons. On marche bien mieux en effet sur la crête dure des remblais gazonnés que dans le sable mouvant du chemin. Il était déjà si trempé de mer que la pluie ne le gênait pas beaucoup. Les goémoniers sont tellement accoutumés à vivre à demi dans l'eau, comme les grenouilles, qu'ils n'y prêtent guère d'attention...

Il était maintenant sept heures. Les soirs sont longs déjà en avril. Et ce grain qui s'était abattu si violemment avait

éclairci l'atmosphère. Le ciel offrait, du côté du couchant, une plage duveteuse par où filtrait un peu de clarté : une vague lueur diffuse, très oblique, mais qui allumait soudain tout cet or des ajoncs épars, formés en grandes nappes sur la lande, levés en murets ardents le long des chemins et sur le pourtour des champs cultivés. Les plis de terrain découvraient assez loin la perspective ; et il y en avait partout de ces vagues d'or, elles étaient la joie de ce pays, par ailleurs singulièrement austère avec ses petites maisons grises tassées sous leurs toits gris, qui s'égaillaient en hameaux innombrables dans la plaine sans arbres. Seulement un boqueteau là-bas, vers Lannilis, encore dépouillé de feuilles comme en hiver, tout près de l'ancien phare de Lavaon qui sert d'alignement pour l'entrée de l'Aver Vrac'h, et qu'on remarque à cause de son allure de vieux moulin étiré en hauteur.

Il y avait d'autres nappes d'un jaune plus pâle, plus frissonnant dans le vent : les cultures de colza en pleine floraison, qu'on commençait à moissonner pour nourrir les bêtes. Mais la lumière de ce paysage, elle venait aussi, elle venait plus encore de la mer, à laquelle ce crépuscule imbibé de soleil arrachait un peu de bleu, de l'azur voilé d'une fine gaze, et qu'on voyait de partout mordre le littoral, l'affouiller de criques profondes, qui rehaussait les pauvres champs dorés de cette clarté émanée d'elle et de la vie puissante qu'on devinait en ses remous...

Cependant, si exclusive que fût sa passion pour la mer, Jaïc ne la regardait pas beaucoup en ce moment. Il éprouvait simplement, à son insu, ce sentiment de présence qui met un fond de paix douce aux activités de la vie, comme dans les vieux ménages où l'on s'entend bien.

Pour lors, il était à la terre. Il jetait en passant un regard de sollicitude, de fierté parfois, sur chaque petit champ qui appartenait à son père, à ses oncles, et sur lequel ses grands-parents jadis s'étaient penchés. De bien pauvres champs cependant, tout en sol sablonneux, où le blé venait mal, où seules les pommes de terre donnaient de belles récoltes, mais que les générations successives soignaient avec amour, fumaient de varech, retournaient à la sueur de leur front avec des charrues primitives comme leurs outils de goémoniers.

Ici, l'orge commençait à pousser, formant un tapis souple,

onduleux sous la brise. Là, des petits tas de goémon attendaient qu'on les épandît sur le sol encore nu, avant de labourer. Il était temps de rouler une seconde fois ce champ de luzerne. Et puis, il faudrait butter les pommes de terre, dont les premières feuilles se montraient timidement : déjà les lignes commençaient à se dessiner.

Besognes pressantes pour cette semaine, auxquelles on aurait quelques loisirs de se livrer si, comme il fallait s'y attendre, la tempête durait plusieurs jours. Et Jaïc regarda, au large de la grève blanche, le plateau du Lizen Guen qui est une zone de récifs affleurants et que des écumes dansantes transformaient, dans un rayon fauchant soudain très clair, en un vrai jardin de neige. La mer, dehors, devenait très grosse.

Dans le champ de colza, le goémonier fit sa moisson de grandes bottes fleuries, et il revint vers Saint-Michel, portant le printemps dans sa voiture. Cela sentait bon. Même, le vent qui venait du large, avec sa forte odeur de sel, n'éteignait pas ce parfum des fleurs. Le soleil, maintenant, s'était tout à fait couché, il n'y avait plus qu'un petit lac de feu du côté de l'Ile vierge. Sur l'horizon redevenu pur avec le soir, une silhouette en capuchon se dessinait debout sur un chariot; une femme noire poussait sa vache sur la crête d'un remblai de gazon. Dans les hameaux, que des panaches de fumée bleue faisaient vivants à cette heure, on voyait s'allumer quelques lampes derrière les toutes petites fenêtres aux rideaux de bigornes enfilées.

— *Noz vad!* (Bonne nuit), criaient les enfants jouant aux « cannettes » sur le seuil, et qui saluaient Jaïc avec sa moisson fleurie.

Et soudain, sur la lande que creusait le chemin de sable, où la charrette roulait dans la nuit tout à fait venue, une grande lueur se mit à traîner, ramper en s'étirant jusqu'à l'horizon. Le phare de l'Ile vierge venait de s'allumer. Et les ajoncs de nouveau flambèrent, par longues bandes mouvantes qui avaient un aspect fantastique dans l'obscurité d'alentour, parmi ces vents rageurs qui les tourmentaient, qui étaient la seule chose vivante, avec le rayon du phare, avec le parfum persistant du colza coupé, si étrange, déchirant comme un souvenir dans ce monde noir, — qui était la chose

vivante dans la désolation de cette nuit de solitude, d'angoisse, d'infinie détresse.

GOÉMON D'ÉPAVE

Au bout de trois ou quatre jours de tempête, quand la mer commence à calmir, elle vient jeter, du bout de ses vagues longues et régulières, le goémon qui flottait encore et qui se dépose, tout frais et trempé de sel, quand l'eau se retire, du haut en bas des grèves. On va le ramasser dès l'aube, quand la marée le permet, après s'être assuré la veille au soir qu'une frange d'algues brunes s'épaissit au bord des grandes lames refluentes.

Le règlement ne permet pas de recueillir ce goémon d'épave avant que les phares n'aient éteint leurs feux. Mais il faut venir bien plus tôt sur la grève pour « retenir des places ». Car les meilleures nappes de varech, les plus fournies, les plus nettes, appartiennent au premier occupant.

Aussi, le père Kernéis était-il parti dès quatre heures, dans la nuit toute noire, sur la grève de Pellen où la pente est si rocheuse que le tali, déposé sur la pierre, s'y conserve intact et qu'on peut le brûler comme s'il avait été cueilli au large. Sur la Grève blanche, trop sablonneuse, on ne ramasse que du goémon de fumure.

A la petite lueur de l'aube, Françoise Kernéis et ses enfants, à leur tour, se mirent en route. Il ne faisait pas clair encore au creux des chemins. Du haut des talus où les ajoncs, sortant confusément de l'ombre, mettaient une étrange clarté, on devinait dans les champs toute cette vie affairée à petit bruit que remue l'aurore. Le blé en herbe faisait son murmure souple dans la brise, bien tombée aujourd'hui, pateline et frétillante, et qui jouait à fleur de terre. On entendait les oiseaux s'ébrouer dans les sillons. Des formes indistinctes fuyaient entre les mottes, en galop silencieux et rampant. Et déjà, les alouettes avaient commencé leur concert matinal.

Il était long à venir, ce soleil. Les enfants l'appelaient aussi, comme les alouettes, de leur gazouillis demi ensommeillé, discret, comme pour se mettre au diapason de tout ce réveil en sourdine.

Leurs petites silhouettes frileuses s'en allaient à la queue leu leu sur les crêtes des talus, dans la grande désolation de ce matin qu'éclairait à peine une lueur rougeâtre au-dessus de la baie du Corréjou. Une lueur qu'on ne voyait pas, cachée par un épaulement de terrain, mais dont on percevait les reflets diffus dans le ciel et le vague rayonnement de lanterne sourde dans cette ambiance d'aube encore tout imprégnée de nuit.

Là-bas, dans la nuit de la lande, surgissent comme de pâles fantômes, très solitaires, les deux clochetons de chapelles, les longs toits de Saint-Michel et de la Vierge, mouillés par les averses, la croix des naufragés sur son bloc de granit.

Et devant la noire petite caravane marche, toute noire aussi, plus résolue dans son allure, la maman Kernéis. Elle gronde tout en marchant, la maman toujours pressée, que talonne la besogne depuis l'aube jusqu'au cœur de la nuit. Elle se retourne pour appeler les traînards, hèle d'une voix rude les indociles qui vont chercher des nids dans les sillons. Il faut marcher comme au régiment, d'un même pas courageux, à la file indienne.

En haut de la grève de Pellen, le vieux Kernéis attend, près d'une sombre jonchée de varech. Sa silhouette se découpe, plus noire que le ciel, maigre sous le capuchon pointu dont les plis volent au petit vent du matin. Et justement, voilà Jaïc qui vient de le rejoindre ; autre ombre chinoise sur le ciel qui pâlit par degrés : d'une ligne plus élancée, plus élargie aux épaules, sous le même capuchon flottant.

Toutes les formes silencieuses descendent parmi la masse indistincte des roches. Chaque enfant prenant sa faction de lui-même près d'un dépôt d'algues qu'il a consciencieusement choisi. L'éparpillement dans cette presque obscurité ne permet pas de parler. Les gamins se sont accroupis sur le goémon mouillé ; les petites filles assises sagement sur des pierres, chacune près de sa flaque brune.

Le ciel s'éclairait peu à peu. La mer, sans clarté, ondulait lourdement comme un métal liquide ; et là-bas, très loin, on voyait passer un paquebot avec toutes ses lumières, semblable à quelque constellation vagabonde. Toutes les cinq secondes, le phare de l'Ile vierge balayait l'eau de son pinceau luisant, effleurait un récif en lame effilée, autour

duquel sautait de l'écume, et qui semblait un instant environné d'une danse d'argent.

Le vieux Kernéis montait sa garde en haut de la grève ; sa femme tout en bas, au ras des vagues. Jaïc, ramassé sur lui-même, les genoux au menton, se confondait avec la roche où il s'était assis.

Maintenant, des plages bleuâtres apparaissent tout en haut du ciel, de plus en plus bleues, et qui s'élargissent dans le moutonnement des nuages. Vers l'est, au-dessus du Corréjou, la grande lueur rougeoyante est devenue blanche. On distingue bien à présent les rochers qui prennent chacun leur forme, de rudes formes grises veinées de noir, ridées de noir, toutes tachées de goémon d'épave et des plaques plus sombres du fucus pustuleux accroché au granit. Les silhouettes humaines éparses dans ces pierres, toutes accroupies et immobiles, ont un air de détresse. Et la mer devient d'un vert foncé de sardoine brûlée, et la traînée lumineuse du phare sur l'eau pâlit de plus en plus. La flamme baisse là-bas dans la lanterne.

— Le phare est tout petit déjà, il est presque *mouru* ! s'exclame Yannik.

Juste à ce moment, dans un grand bruit de sabots, le père Kernéis dégringole à travers les cailloux, sautant d'un bloc à l'autre avec une incroyable agilité, portant sa civière droite sur ses épaules.

— Il est temps de marquer les places ! crie-t-il sans s'arrêter à chaque sentinelle en faction.

En effet, c'est à l'instant précis où le feu s'éteint qu'il faut mettre son sceau sur la jonchée qu'on garde, en brassant vigoureusement la surface. Tous les enfants s'y emploient avec une belle ardeur, prenant à pleins bras des monceaux d'algues pour esquisser des tas.

Le phare s'est éteint. Kernéis, parvenu au bas de la grève, charge sur la civière le goémon que sa femme rassemble, met en monticules avec son râteau. Et les deux hommes, quand la claie de bois grossier est toute couverte d'une meule bien haute et bien tassée, la prennent par les brancards, l'un devant, l'autre derrière, puis s'en vont, courbés par le poids très lourd. Ils remontent jusqu'en haut de la pente rocheuse, à longs pas lents, choisissant, pour y poser leurs sabots, les

blocs solides, pas trop glissants, pas trop hérissés de bigornes. Pourtant, deux fois ils butent, et Kernéis manque de s'écrouler sous sa charge.

— Depuis le temps qu'on connaît les passages! grommelle-t-il, furieux.

C'est que la tempête a délogé, roulé quelques grosses pierres de leur sente habituelle, et cela les désoriente. Quand ils redescendent, quelques minutes plus tard, le vieux dressant la civière sur ses épaules, ils vérifient les cailloux du pied.

— Celui-ci aussi a dévissé. Ce n'est pas « fiable ».

Il s'impatiente, le père, un peu renfrogné, de voir s'aggraver la besogne déjà si lourde. Tout de même, les années viennent, on n'est plus jeune. Et depuis une semaine, comme il en éprouve le poids plus accablant!

Il fait presque grand jour. La mer est d'un vert plus chargé de bleu. Les écumes dansent maintenant en neige étincelante. Les plages azurées, dans le ciel, deviennent immenses. A l'horizon, un peu au-dessus de l'eau, des nuages blancs, très légers, courent par-dessus un magma de noires nuées immobiles. Infatigablement, le père et le fils gravissent la pente, haletant sous la charge, descendent en courant. Tandis que les autres, Françoise, Mariette, Yannik, Yves, disséminés dans le chaos des roches, épaississent des tas avec leurs râteaux, avec leurs bras, avec leurs crocs. Ils ont soin de séparer du tali, pour les répandre dans les champs, de grandes laminaires frisées qu'on appelle saccharines, qui contiennent beaucoup de sel et retiennent l'eau dans les terrains trop perméables.

— Nous aurons bien quarante « civièretées », estime Kernéis, dévalant à la course par les nouveaux passages maintenant repérés dans les rochers.

Et il embrasse du regard toutes ces formes noires qui s'affairent, courbées sur les flaques de varech, et dont chacune est une portion de sa chair et de son âme.

LE VILLAGE DANS L'ILOT

François Maël, cousin de Jaïc, faisait la campagne du goémon autour de l'île de Quéménès, près d'Ouessant. Son compagnon de « loche » étant tombé malade, Jaïc accepta de

le remplacer. C'est dans un îlot attenant à Quéménès que s'est passé ce qui suit.

Ils étaient douze ou quinze, rudes, carrés d'épaules. Des visages terribles taillés dans du bois. Du poil hirsute un peu partout, car ils ne se rasaient que le dimanche, quelquefois. Leurs cheveux, échappés en touffes d'innommables casquettes, ressemblaient à ces vieux cordages qui s'en vont en franges. Sur des corps durement charpentés, toutes sortes de frusques hétéroclites : vestes de coutil aux manches disparates, haillons de paletots ceinturés de cordes, culottes truffées de pièces multicolores. Aux jambes, des lambeaux de toile à sac fixés avec des bouts de ficelle.

Ils regardaient la mer, du haut de la petite falaise où ils s'étaient groupés, muets, hélas! en mâchonnant leur chique. C'était un soir de juin, très calme, à l'heure où le soleil se cache.

Derrière eux s'étendait la désolation du « lédénez » : le rocher sans arbres, sans fleurs, que ne touchent en rien les saisons, que la mer enserrait de toutes parts à cette heure où le flot montait, recouvrant l'étroit passage de cailloux et de varech qui, de cet îlot farouche où les pigouilliers établissent leurs quartiers, rejoint à marée basse l'île de Quéménès.

Ils regardaient la mer, ou plutôt un point grossissant sur la mer : un voilier qui venait vers eux, toute la toile dehors, parce que la brise, qui se levait avec le soir, était bien faible encore. Il était parti de la côte de Molène, en face, si proche dans cette pureté de l'atmosphère qu'on voyait le clocher gris de l'église et l'encadrement des portes, d'un blanc vif, aux façades des petites maisons couleur de coquilles d'huîtres.

C'était une aubaine, ce voilier. Il était venu tout à l'heure, vers midi, pendant qu'on étendait le goémon rapporté de la première marée du jour. Il amenait quelques pêcheurs, des Tréglonou qui venaient voir s'il y avait du mulet dans les parages. Et pendant qu'un guetteur resté à terre surveillait, à plat ventre sur une roche, immobile durant des heures, les passages de poisson, le bateau était allé jusqu'à Molène pour chercher des crustacés.

Les goémoniers en avaient profité pour demander du

pain. Du pain frais de l'île, qui serait un luxe ce soir pour leur maigre repas. Justement, celui qu'on avait rapporté de Plouguerneau, voici près de quinze jours, lors du dernier voyage de ravitaillement, devenait tout à fait immangeable; la moisissure gagnait jusqu'au cœur de la mie. Et les hommes attendaient ce pain de bénédiction pour se mettre à souper.

Ils ne parlaient pas. On n'a rien à dire quand on vit ainsi, les jours et les nuits, comme un volier de goélands posés sur le même roc, ou bien errant dans les mornes eaux d'alentour, parmi les récifs et les algues flottantes.

Les uns s'étaient assis sur le sol, qui buvait l'eau de la veille, avec un petit bruit d'insecte. Ils crachaient de temps en temps, entre leurs genoux écartés. D'autres se tenaient debout, immobiles, une pipe courte au coin des lèvres, qu'ils remuaient, comme s'ils se disaient quelque chose en dedans, chacun pour soi-même.

Il y avait là des Kerlouan, plus rudes que les autres, que l'on reconnaissait à leur bonnet de drap noir passepoilé de bleu vif, avec une étoile bleue au centre : des hommes un peu sauvages de ce pays dur, où l'on se bat le dimanche à coups de fourche, où les nouveau-nés sont emmaillotés de noir, coiffés de drap noir, comme d'étranges petites momies. Mais il y avait surtout des Plouguerneau. Chez eux allaient les barques, une fois toutes les deux semaines environ, et chacune à son tour, pour prendre les provisions et chercher des nouvelles. C'était pour ces reclus le seul contact avec la terre...

Déjà les fumées commençaient à s'élever des toits misérables tapis dans les moindres creux du plateau de gazon. Sur un espace de quelques pieds carrés, au centre de l'îlot étroit, s'élevait un hameau en miniature, très sordide. Plutôt un groupe de cagnas, comme on en voyait en première ligne, pendant la guerre. Sur la lande désolée, une dizaine de cahutes, hautes comme un homme courbé, faites d'un entassement de pierres sèches, et qui s'appuyaient, chacune très biscornue, contre un rocher, un épaulement de terre. Leurs toits de papier bitumé se défendaient contre le vent par une bordure de galets ; ou bien un aviron était posé en travers, quelque fragment d'épave qui retenait aussi, toutes frissonnantes dans la brise du soir, de pauvres hardes séchant au soleil.

Près de chaque porte de bois rugueux, un tonneau pour recueillir l'eau de pluie qui coulait des toits, les jours de mauvais temps, par des gouttières en boîtes à sardines. Puis des outils épars entre les masures, qu'on avait jetés là tout à l'heure, en rentrant, parmi des carapaces vides de crabes et quelques touffes de varech : des guillotines, des crocs, des râteaux. Une charrette dételée, brancards au sol. Une civière contre un tas d'algues. Et tout autour de cette misère, sur la désolation de la lande, la jonchée du goémon. Un étrange jardin de mer, dont l'odeur par ces soirs tranquilles vous pénètre, plus rude et nostalgique. Cela sent à la fois la marée, l'iode, le goût tonique du varech encore ruisselant qu'on vient de décharger. L'âcre exhalaison des algues pourrissantes. Et des relents de fumée venus de Quéménès à travers le chenal, car on brûlait dans l'île.

Il s'épandait partout, ce goémon, sur l'étendue déserte du rocher, plus exigu parmi l'immensité des eaux. On voyait se dresser de petites meules, toutes noires, de tali déjà sec, craquant, bon pour le brûlage. Et sur le sol chatoyaient, dans cette clarté très pure de la fin du jour, des nappes aux mille nuances. Floraison d'écaille brune qui luisait, transparente et mouillée. Touffes emmêlées d'algues vertes, vives de couleur comme un pré qu'on va faucher. Tons acides de certaines décompositions sous-marines. Parterres diaprés de toutes les pourritures éclatantes ou molles : du bleu sombre, presque violet ; du rose en fines lanières, en corolles froncées ; des thalles livides, gluants au regard. Du rouge de corail, en pellicules si minces qu'on voyait au travers.

Cependant, le voilier venait d'entrer dans la petite baie que forme l'île de Quéménès avec l'îlot des pigouilliers. Dès qu'il eut mouillé son ancre, à quelques brasses du rivage, les hommes, là-haut, en loques, au poil hirsute, se mirent à dévaler dans les pierres. Ils saisirent au passage le youyou noir posé sur sa quille au sommet de la pente et, le traînant sur les galets, tirant, poussant, sordide grappe humaine, ils le mirent à l'eau. Deux goémoniers sautèrent dedans, avec le Tréglonou qui venait d'un bond, ayant lâché sa guette. Et l'on fit force d'avirons pour aller prendre à bord le morceau de pain chaud.

Jaïc était resté sur la falaise. Que lui importaient ces choses !... Le soleil s'était tout à fait couché ; mais le ciel restait bleu avec une vague lueur rose, flottante un peu au-dessus de l'horizon. Sur l'eau, toute troublée de reflets d'opale, des rides couraient, molles et souples, d'un train régulier. Et dans ces reflets changeants, pleins de frémissements, le rose dominait, un rose qui s'éteignait doucement, se muait en mauve, en violet d'ombre.

Mais il y avait au milieu de la baie une sorte de grande allée bleue, qui faisait un coude et fuyait vers le large. Et sur cette voie, plus vaste à l'horizon, restée lumineuse comme si du soleil s'y condensait, loin, très loin, une goélette s'envolait, toute blanche. Où filait-elle, sur cette route de rêve? Vers quel pays d'évasion, délivré de tout ce qui fait souffrir?

Jaïc regardait les ailes de lumière. Il ne pensait à rien de précis. Mais quelque chose d'inexprimable s'infiltrait en lui, malgré lui : toute la joie éparse dans l'atmosphère, qui se concentrait sur ces voiles blanches, qui l'entraînait avec elles je ne sais où, là où il ferait bon vivre.

BRUMES

L'été fut très brumeux, comme il arrive souvent en ces parages.

Et elle venait, cette brume, à pas feutrés, sans qu'on s'en rendît compte. Les bateaux s'en allaient par de merveilleux matins calmes. Une mer de laque brillante, étonnamment bleue sous l'éblouissement du soleil.

Jaïc et François, qu'attiraient les vastes horizons, filaient vers des herbiers lointains, là-bas, devant Saint-Mathieu. Ils en avaient assez de se traîner entre les cailloux noirs autour de Quéménès, le long de ce plateau de Belvéniou dont les crêtes déchiquetées, couleur d'encre, coupent les houles du large... assez de se faufiler dans les courants traîtres du « Trou de la Vache ».

Il n'y avait pas beaucoup de brise, mais toute la voilure éployée la captait, et la barque, bien gréée, avec ses deux focs, sa flèche, à l'allure de grand largue, se laissait emporter sans secousse, doucement, comme dans un rêve, parmi la plaine d'eau lumineuse.

Et, tout d'un coup, le beau soleil ne vous arrivait plus qu'au travers d'un voile. Il semblait faire plus chaud, d'une chaleur moite, très molle, qui vous alourdissait les membres. On glissait sur une eau de plomb, immobile, avec des reflets laiteux. Puis, ce glissement même, si lent, s'alentissait encore ; et le bateau s'arrêtait. Plus de brise. Toute la toile pendant flasque, avec le gui qui bringueballait. Il fallait se mettre aux avirons.

Alors, des lointains ouatés, d'un coup la brume venait. Une première nappe d'abord, qu'on voyait courir sur la mer d'huile, très vite, avec ses effilochures au bord, et sa masse encore translucide. Elle noyait à l'horizon le Minou, la Pointe des Pois, elle était un grand nuage léger, galopant, une fumée gigantesque.

Sa trame vous enveloppait en quelques secondes, et tout devenait irréel. La Pointe Saint-Mathieu, très proche, avec sa haute falaise de pierre, son phare blanc, la ruine trouée de son église ogivale, avait l'air de ces figures de cauchemar qui se déforment à fantaisie. Alentour remuaient d'étranges silhouettes de chevaux, dans les enclos cernés de pierres, parmi des bouquets d'arbres en estompe.

Puis, tout de suite, un second banc de brume accourait, au même galop silencieux. Il barrait cette fois l'espace d'une muraille de coton dense et molle ; il s'avançait plus inquiétant, absolument opaque, avalant tout sur son passage. Il vous prenait, vous absorbait, on ne voyait plus rien.

Les petits voiliers qui tout à l'heure étaient là, rouges et bleus, immobiles, avec leur toile en ralingue, — les *Douarnenez* filant dans un crépitement de moteur, sous leurs mâts nus ou l'envol brun de la voile de misaine, — le cargo qui peinait vers les « Pierres Noires », avec son panache au-dessus de la cheminée qui prenait juste l'obliquité de la vitesse : tout avait disparu. Même l'île de Béniguet et ses fumées de goémon qui s'écroulaient sur elles-mêmes, retombaient de leur poids mort dans l'immobilité de l'air.

Plus rien que cette moiteur lourde qui vous oppressait. Et la sensation étrange de plonger tout à coup dans un monde sans forme, où plus rien n'avait de consistance.

On naviguait sur une barque fantôme, ramant à l'aveuglette dans une ambiance grise qui bougeait tout à l'entour,

était traversée comme de grandes vagues quand passaient les bancs de brume qui couraient les uns derrière les autres, fuyaient dans l'indécis de cette masse, un peu houleuse à chaque apport.

Et de tout cet inconnu de mauvais songe venaient des voix d'angoisse, d'alarme : les bouées ronflaient, les tourelles appelaient sourd sur d'invisibles rocs ; les sirènes hurlaient : celle d'Ouessant, si loin qu'on l'entendait à peine, celle des Pierres Noires, plus proche, déchirante, à chaque reprise vous prenant aux entrailles. La cloche du phare de Kermorvan, claire parmi tous ces grondements, sonnait son glas, tout près, à la pointe qu'on ne voyait pas de la falaise battue de remous, dans l'éparpillement des écueils.

Mais souvent, je ne sais par quel mécanisme déroutant, il arrive que la brume creuse la mer.

Et la houle se lève bien avant que le premier banc n'apparaisse à l'horizon :. parfois une heure, deux heures plus tôt.

« Encore la boucaille ! » grognent les marins, qui connaissent bien ces grandes lames de fond venues soudainement, sans un souffle de brise. Cela veut dire que là-bas, vers le nord, au delà des lointains de soleil, la brume guette ; elle va venir.

Et quand elle est là, c'est une sensation atroce d'être perdu dans ce remuement des eaux qu'on devine tout alentour, qu'on entend dans la molle profondeur de nuage, dont on ne distingue cependant, devant le beaupré tendu dans le brouillard, que la vague qui se lève et le creux où l'on plonge.

Tant que la barque a de grands fonds sous sa quille, rien à craindre ; on se laisse aller au rythme balancé de ces rouleaux que la mer pousse infatigablement. Mais le difficile est de se maintenir dans les zones profondes, en ces régions côtières où les récifs affleurent de toutes parts.

Plus d'une fois, Maël et Kernéis, trompés par l'absence totale de visibilité, se laissèrent happer par des courants violents, sur ces fonds bas où se brisent les lames, où, parmi des remous blancs, la coque manque d'éclater sur les pierres à chaque tombée dans les trous d'eau.

Un jour, c'est entre la Grande Vinotière et les Plâtresses qu'ils restèrent plusieurs heures d'affilée prisonniers dans les

« décharges », comme les marins appellent ces tourbillons hachés de lames courtes. Pas un souffle dans les voiles. Et rien à faire pour se tirer à l'aviron ou à la godille hors de la chaîne du courant. Rien qu'attendre l'étale en s'efforçant d'éviter les écueils. La barque dansait, culait, sautait ; à chaque secousse du gui qui bringueballait de droite et de gauche, faisait grincer drisses et haubans tendus à rompre. À la fin, le mât vint à casser, et ce fut miracle qu'il n'écrasât personne dans sa chute. La *Santa-Maria* revint ce soir-là en grande mutilée dans la baie du « lédénez », avec son tronçon de bois tout hachuré dans le brouillard.

Une autre fois, un jour très embué de cette fin d'août qui fut morne, tout enveloppée de vapeurs tièdes, Jaïc et son cousin, hardis un peu trop, comme de coutume, se trouvèrent pris dans les courants terribles qui cernent les Pierres Noires, qui battent de vagues énormes, dès que la houle s'établit, le socle rocheux du phare, et ces récifs de la Chaise, de Keronroc'h, des Trois Cheminées, qui tracent jusqu'au Ranvel une chaussée sinistre où tant de navires sont venus s'écraser.

Heureusement, ils s'avisèrent tout de suite de leur dangereuse position, et, se mettant à ramer à toutes forces, ils purent se maintenir dans les remous, aux frontières des eaux furieuses. La sirène beuglait si fort qu'on en avait les oreilles déchirées. Et c'était lugubre, ce mugissement dans la brume, parmi la tourmente qui avait quelque chose de fantastique de se déchaîner ainsi dans une ambiance morte, comme si le vent se démenant par en dessous, enfermé dans ces lames, les eût soulevées de sa force prisonnière.

Quand, tout d'un coup, des cris jaillirent de la pâle tombée de mousselines qui encombraient l'atmosphère. Des cris d'épouvante un peu amortis dans les plis de vapeur, tout de suite coupés par le beuglement du phare. Et, presque au même instant, ces mousselines qui se déchiraient, commençaient à se soulever, découvrirent dans une éclaircie un gros cotre ponté voltigeant à la crête d'une lame. De chaque côté du mât, bien nettes dans la trouée blême, deux formes penchées s'agrippaient aux avirons.

— Faut les sauver, gronda Jaïc.

Et d'un coup de pale, il fit un virage si brusque que son

mouvement, contrariant celui de Maël, faillit faire chavirer le bateau.

François sauta sur son cousin, le saisit à la nuque :

— Mais c'est un suicide ! Est-ce que tu deviens fou ? rugit-il, forçant sa voix pour dominer le hurlement de la sirène qui juste venait de reprendre.

En effet, c'était insensé de se jeter dans cette danse des éléments pour en arracher une barque plus solide que la leur, qu'on eût cherchée à l'aveuglette, car déjà la brume l'avait reprise, qu'on risquait de perdre surtout en s'écrasant sur elle parmi des courants plus forts que toutes les forces humaines.

Jaïc comprit qu'il n'y avait rien à faire. Et il retomba sur son banc, rongeant son frein, plus sombre que jamais. La nuée s'était resserrée autour d'eux. On ne voyait plus rien. On n'entendait rien non plus, hors le bruit des vagues, et, toutes les vingt secondes, le cri déchirant de la sirène, qui faisait fantastique et désolé ce monde d'irréel où seule vivait la mer, où elle vivait puissamment, furieusement, exerçant dans sa danse comme une fascination terrible, comme si cette saltation dans la brume de toutes les crêtes livides était un rite pour je ne sais quel monstrueux sacrifice aux divinités d'épouvante, un rite étrangement grand d'envoûtement dans la mort.

Les goémoniers restèrent jusqu'à l'étale dans les franges du courant. Godillant chacun à leur tour ou bien nageant ensemble, ils étaient là, anxieux, l'oreille tendue ; ils scrutaient du regard toutes les déchirures qui, pour quelques secondes, ouvraient un pâle horizon... Ils ne revirent plus la barque, n'entendirent plus les voix. Quelques jours plus tard, on sut qu'un langoustier de Molène n'était pas revenu.

LE GOÉMON BRULE

Vers la fin d'août, l'un après l'autre, les goémoniers cessèrent d'aller en mer. La saison se terminait ; il fallait achever de brûler avant de rentrer au pays. Tout ce qui restait du varech desséché, après ces flambées qu'on avait faites déjà entre les sorties de pêche, fut disposé en tas près des fours, et partout sur le lédénez, — et dans l'île, de l'autre

côté du chenal, — des colonnes de fumée montèrent dans l'air tranquille de cette fin d'été.

Elles ne montaient pas très haut, parce qu'elles étaient trop lourdes. Elles retombaient sur elles-mêmes, s'étalaient en une grande nappe stagnante qui enveloppait le rocher tout entier, et ces hommes en haillons de toile, en ceintures de corde, plus étrangement hirsutes dans cette nuée âcre où ils se démenaient comme des diables.

C'est l'époque où, du large, les îles apparaissent plus maudites et désolées : chaos de pierres dans une vapeur qui se déchire quelquefois, découvre un instant une silhouette fantastique agrandie par la fumée, une forme d'homme gesticulante près d'un cheval fantôme. Créatures qu'on dirait damnées, dans ces petits mondes terribles qu'encercle l'infini de la mer.

Ces fumées croissantes qui montent comme une marée s'en vont loin traîner sur les flots. Elles y forment des bancs épais, impénétrables au regard, que le vent même, quand il souffle, disperse avec peine et que les navires croisant dans ces parages redoutent plus encore que la brume.

Jaïc et Maël, depuis le matin jusqu'au soir, se relayaient devant le four qu'ils avaient eux-mêmes creusé dans le sol au début de leur séjour. C'était un simple caniveau tapissé de pierres plates et qu'on emplissait de goémon, en ménageant les vides nécessaires au tirage. Les algues brûlaient lentement dans ces foyers de fortune, avec des flammes sombres qui crevaient quelquefois le lourd rideau de fumée. Et c'était très pénible quand on avait vent debout : impossible de se déplacer à cause du tas de goémon qu'on tenait à portée de sa fourche ; c'était pénible de travailler ainsi des heures dans une nuée dense qui vous piquait les yeux et dont l'âcre parfum vous prenait à la gorge.

Chaque brûleur était isolé dans son nuage. C'est à peine si Jaïc distinguait son voisin, un petit vieux qui s'agitait dans un halo trouble, avec des gestes saccadés, comme si ses membres étaient devenus de bois, durcis par l'âge. Il y avait trente-huit ans qu'il cueillait le goémon autour du lédénez et le brûlait dans ce même four ; et toute l'âpreté de ce labeur était inscrite sur son visage qu'il tournait parfois vers Jaïc, quand il prenait un temps de repos, appuyé sur sa fourche.

Un visage lugubre, tendu de grandes rides qui lui tiraient les yeux et semblaient attacher d'un lien trop court les ailes du nez aux coins de sa bouche. Quand il parlait, on ne comprenait rien, à cause de sa chique et de ses mâchoires sans dents.

Les jours où le vent soufflait, c'était moins triste. Car on voyait alors, entre les volutes tordues qui se contournaient dans tous les sens, on voyait la mer, et les grèves, et la petite baie où toutes les barques étaient à l'ancre.

Et justement, les gabarres venaient du continent chercher les cendres de varech, pour les porter aux usines qui en extraient l'iode. Cela mettait un peu d'animation à Quéménès et sur le rocher des pigouilliers. Les barques ventrues, badigeonnées de rouge, s'échouaient sur le sable, béquillées d'un côté pour se maintenir droites. Et à marée basse, les chariots descendaient à travers les galets, dans un grand bruit d'essieux, de sabots trébuchants ; les chevaux glissaient dans les herbiers des flaques, se redressaient en faisant gicler l'eau et bondir les cailloux. Et les hommes qui couraient, faisant claquer leur fouet, poussaient des cris, gais, parce qu'à la ferme, on les accueillait avec un gros vin rouge qui montait à la tête.

Sur chaque gabarre, une grue rudimentaire, un levier mobile, tournait autour du mât, manœuvré par deux hommes qui s'escrimaient sur un treuil à bras, vers le gaillard d'arrière.

On se pressait, car la mer n'attend pas, et les heures du jusant sont courtes. Et de la charrette arrêtée contre la joue du bateau, deux gars aux mains noires jetaient les cubes de cendre agglomérée dans le baquet oscillant au bout du bras mobile, qui se vidait à grand tapage dans la cale, avec des grondements de planches résonnantes, des grincements de cordes sur le bois.

Ces barques qui restent deux ou trois jours, qui partent lourdes de leur chargement, si dangereusement lourdes que la lisse affleure tout juste le niveau de l'eau, c'est un lien avec le continent, un peu de vie d'ailleurs venue, comme un rayon entre des barreaux, à ces prisonniers de la mer.

Les goémoniers s'en allèrent vers la mi-septembre. C'était déjà l'automne, par la fraîcheur des soirs et par certaine qualité de l'air qui sentait plus fort le sel.

Les feux s'étaient éteints l'un après l'autre. A Quéménès il y avait plusieurs jours déjà qu'on ne brûlait plus ; et une brève tempête, la semaine précédente, ayant rejeté le goémon d'épave, les domestiques de la ferme commençaient à récolter.

Cela faisait penser au pays, cette odeur de varech frais sur les grèves. Là-bas, sur la côte de Plouguerneau, de l'Aber-vrac'h, de Kerlouan, les femmes guettaient la mer, au seuil des petites maisons grises dont les murs étaient chauds, dont la vitre était claire, après le long emprisonnement de la loche. C'était l'automne, qui ramène les pigouilliers comme des canards sauvages, — cet automne de la mer dont la couleur est du ruissellement brun des algues, quand elles luisent, toutes trempées de marée, sur les chariots qui s'embourbent dans les chemins qui montent des grèves.

Les hommes profitèrent, pour la traversée, de quelques jours lumineux, calmes, avec une bonne brise qui poussait au nord-est. Elle soufflait gaie dans les voiles, cette brise du retour. Du lédénez, on voyait pencher les grandes ailes aux nervures apparentes, d'un cachou déteint par les pluies et le soleil ; et les coques noires glissaient vite, emportant chacune un cheval et une charrette, dont l'encombrement, parmi les sacs de hardes et les coffres, obligeait les marins à grimper sur le plat bord pour peser les drisses ou changer les écoutes...

YVONNE PAGNIEZ.

LA CONSCIENCE DU MÉDECIN

Toute profession a ses principes de morale. La morale professionnelle comporte des *devoirs* et des *droits* ; elle est réglée, en fait, par une sorte de code qui constitue la *déontologie*, laquelle comporte la *dicéologie*.

La déontologie est l'exposé des devoirs (δέον, ce qu'il faut faire) ; la dicéologie est l'exposé des droits (δίκη, ce qui est juste).

D'une façon générale, l'habitude confond l'une et l'autre sous une dénomination unique, la déontologie, qui règle les droits et les devoirs, du point de vue légal.

Mais, si impérative que soit *la loi*, représente-t-elle toujours la *justice* ? Loin d'être un anarchiste, je respecte la loi et me soumets à ses ordres. Cependant, je pense que cette soumission n'exclut pas l'obéissance aux ordres de la *conscience*, qui, d'ailleurs, inspire la construction des lois, en lui donnant comme fondements ses suggestions.

Pour ce qui est de l'exercice de la profession médicale, la décision que doit prendre le médecin est indépendante, dans le plus grand nombre des circonstances, de toute obligation légale et résulte uniquement des indications qui découlent des faits qu'il observe et sur lesquels reposent le diagnostic et le traitement de la maladie. Or, ces indications ne peuvent avoir une valeur réelle que si elles sont les résultantes d'une instruction et d'une formation scientifiques et pratiques solidement établies ; aussi bien, la conscience du médecin se trouve-t-elle bien souvent en proie à de dures et émouvantes épreuves, lorsque la certitude de l'interprétation des faits qu'il observe ne lui paraît pas indiscutable.

Le médecin, dans l'exercice de sa profession, doit donc obéir à deux commandements : les obligations imposées par la loi et les devoirs que lui dicte sa conscience. Or, il est des circonstances, — qui sont loin d'être exceptionnelles, — dans lesquelles une contradiction peut se dresser entre ces deux commandements ; des cas dans lesquels les ordres de la loi peuvent être en désaccord avec ceux de la conscience. Je sens fort bien qu'en soulevant cette idée, je risque de dresser devant moi la réprobation de certains légistes ; mais je suis bien certain, d'autre part, de recueillir l'approbation de ceux qui pensent que la conscience est la plus impérative des lois.

La vraie déontologie médicale doit consister dans la mise au point des devoirs et des droits du médecin en face de la loi et de sa conscience ; car, je le répète volontairement, la vraie déontologie doit être conçue comme l'application des nobles principes de la morale, considérée dans ses bases générales et dans ses déterminations spécialement professionnelles.

Tels sont les éléments fondamentaux de l'étude analytique que je me propose de soumettre aux réflexions de ceux qui perçoivent, dans la profondeur de leur être, ce que peuvent être les vibrations de la conscience du médecin.

HIPPOCRATE ET GALIEN

Deux grands souvenirs de l'histoire de la médecine doivent être, à mon sens, évoqués ici. Ils nous permettent de constater qu'Hippocrate et Galien ne se sont pas toujours contredits, comme certains se sont plu à le faire croire, et que, sur le domaine de la morale professionnelle, ils ont émis, en des termes différents, les mêmes idées générales.

Voici, tout d'abord, le serment d'Hippocrate, tel qu'il est prêté actuellement par les candidats au titre de docteur de la Faculté de médecine de Paris : « En présence des maîtres de cette école, de mes chers condisciples et devant l'effigie d'Hippocrate, je promets et je jure d'être fidèle aux lois de l'honneur et de la probité dans l'exercice de la médecine. Je donnerai mes soins gratuits à l'indigent et n'exigerai jamais un salaire au-dessus de mon travail. Admis dans l'intérieur des maisons, mes yeux ne verront pas ce qui s'y passe ; ma langue taira les secrets qui me seront confiés et

mon état ne servira pas à corrompre les mœurs ni à favoriser le crime. Respectueux et reconnaissant envers mes maîtres, je rendrai à leurs enfants l'instruction que j'ai reçue de leurs pères. Que les hommes m'accordent leur estime si je suis fidèle à mes promesses ! Que je sois couvert d'opprobre et méprisé de mes confrères si j'y manque ! »

Les lois ont pu changer ; les principes de haute conscience sont restés les mêmes.

Jusqu'au siècle dernier, ceux que nos Facultés de médecine allaient sacrer « docteurs » prêtaient ce serment en présence de leurs maîtres et de leurs condisciples, devant l'effigie d'Hippocrate. Seule, en France, la Faculté de Montpellier resta, sans interruption, fidèle à cette belle tradition. La Faculté de Paris, qui l'avait interrompue pendant assez longtemps, la rénova il y a quelques années à peine.

Dans ce serment se dégagent les nobles principes qui font l'honneur de la profession médicale : le dévouement, le désintéressement, le respect du secret, la formation scientifique et morale.

Voici, maintenant, comment, en des termes différents et quelque peu incisifs, Galien repoussait les considérations d'intérêt matériel et montrait que l'exercice de la profession médicale ne pouvait être une source d'enrichissement : « Il n'est pas possible de convoiter la richesse et, en même temps, de cultiver la médecine, cet art si noble. Si on s'attache avec ardeur à l'une, on néglige certainement l'autre. »

Quelle belle vérité !

Je conseille à tous ceux qui prennent intérêt à bien approfondir l'étude et la connaissance des principes de la morale professionnelle de lire le beau livre sur *la Vie du médecin*, que mon regretté maître Legendre voulut bien écrire, en manière d'Introduction, pour le *Traité de pathologie médicale et de thérapeutique appliquée* que je dirige avec la collaboration de mes amis Ribadeau-Dumas et Babonneix. Dans ce livre, écrit par un des maîtres qui ont le mieux approfondi l'étude et l'enseignement de la déontologie, on trouvera la documentation la plus complète et les conceptions les plus sages et les plus rationnelles. C'est en me souvenant des principes que m'avait inculqués mon maître que j'ai terminé, par les conclusions que voici, une

conférence que j'ai prononcée, il y a quelques années, sur une question délicate touchant à certaines pratiques qui tendent à introduire dans la profession des habitudes contraires aux nobles principes qui en font l'honneur : « L'exercice de la médecine peut conduire à l'honneur ou à l'argent ; entre ces deux buts joue la conscience. Ni code de déontologie, ni ordre des médecins, ni chambres de discipline ne pourront donner une conscience à ceux qui n'en ont pas. Attachons-nous donc surtout à cultiver chez nos jeunes l'éducation morale, dont le plus sûr garant est l'exemple. Efforçons-nous (pour éviter qu'ils ne soient exposés à violer les principes de la morale professionnelle) à faire tomber les obstacles matériels qui encombrent leur route ; rendons moins misérables les débuts de leur carrière professionnelle. Enseignons-leur que le but final de la médecine n'est pas un gain d'argent, mais un gain sur la maladie. Rappelons-leur l'un des plus beaux principes de la morale chrétienne : « Fais aux autres ce que tu voudrais qu'ils te fissent. » Imprégnons-les de ce principe fondamental afin que, lorsqu'ils se trouveront en face d'un cas difficile, ils se recueillent, interrogent leur conscience et recourent à la décision qu'ils prendraient, s'il s'agissait d'un des êtres qu'ils aiment le plus au monde : leur mère, leur père, leur épouse, leur enfant, leur petit-enfant... Évoquons devant eux le souvenir des grands maîtres qui ont honoré notre profession et qui, si souvent, sont morts sans laisser d'argent. »

LA CONSCIENCE EST LA PLUS IMPÉRATIVE DES LOIS

Les ordres de la conscience constituent, dans l'exercice de la profession médicale, la plus impérative des lois.

Je ne refuse point, je le répète, de reconnaître l'obligation qui s'impose à tout citoyen et, par conséquent, à tout médecin de se soumettre aux lois de son pays ; sinon, nous ne tarderions pas à verser dans l'anarchie.

Je n'ignore pas les articles du Code pénal français sur le secret médical et je reste fidèle au serment d'Hippocrate.

Je reconnais que le secret médical s'étend à tout ce que nous avons vu, entendu ou compris, nous médecins, dans l'exercice de notre profession et de nos fonctions.

Je sais que la loi a prévu sagement les dispositions nécessaires pour que le secret soit respecté, même lorsqu'elle exige que le médecin soit appelé à témoigner en justice, puisqu'en prêtant serment il déclare que les faits sur lesquels il est interrogé doivent rester confidentiels. Je ne saurais approfondir ni même simplement envisager ici l'exposé détaillé de toutes les dispositions légales concernant, par exemple, la déclaration des naissances, des décès, des maladies contagieuses...

Comment, cependant, ne pas faire remarquer qu'actuellement, en raison des multiples mesures administratives nécessitées par les exigences des services publics et des organisations privées (assurances contre la maladie et contre les accidents, examens de santé au moment de l'admission dans les écoles et dans les administrations...), le secret médical n'est plus confidentiel, dans le sens exact du mot, puisqu'il circule, en langage écrit, sur de nombreuses fiches qui passent de mains en mains dans les bureaux.

Là, cependant, n'est pas le point capital sur lequel il me paraît opportun et légitime de retenir l'attention. Ce que je veux surtout mettre en relief, c'est le sentiment du devoir en face duquel peut se trouver, en certaines circonstances, le médecin, pris, si j'ose dire, entre l'obligation légale et le sursaut de sa conscience. Qui saurait le blâmer lorsqu'il obéit à ce sursaut de conscience, lorsqu'il respecte les lois de l'honneur ?

Après la Révolution de 1830, Dupuytren, recevant l'ordre de désigner les insurgés qui se trouvaient en traitement dans son service chirurgical, répondit : « Je n'ai pas vu d'insurgés ; je n'ai vu que des blessés. » Quarante ans plus tard, après la Commune, lorsque les « Versaillais » rentraient dans Paris, un de ses successeurs, recevant le même ordre, désigna « les communards » soignés dans son service. Est-ce devant celui-ci ou devant Dupuytren que nous devons nous incliner respectueusement ?

Au début de ce siècle, un professeur d'une Faculté française de médecine était consulté par un jeune homme atteint d'une maladie vénérienne contagieuse ; ce personnage lui annonça qu'il était fiancé avec une jeune fille dont il lui donna le nom ; le professeur prévint le père de cette jeune

fille ; les fiançailles furent rompues ; quelques jours après, le professeur était tué par cet honnête personnage qui lui tira trois balles de revolver dans la région du cœur. Le professeur fut victime de son obéissance aux ordres de sa conscience : il évita qu'une jeune fille innocente fût la victime d'un triste individu sans conscience. A-t-il fait son devoir ? A-t-il commis une faute contre l'honneur professionnelle, contre la loi ?

Personnellement, je fus soumis un jour au même sursaut de conscience. Je soignais un jeune homme qui se trouvait aussi dans la période la plus contagieuse de la plus grave des maladies vénériennes. Je venais de l'examiner et de lui faire une injection sous-cutanée du remède considéré, à cette époque, comme le plus spécifiquement efficace. Avant de me quitter et de prendre rendez-vous pour l'injection suivante, il me dit : « Je vais me marier prochainement. » J'eus un violent réflexe et je le saisis par les deux épaules en le secouant fortement : « Vous allez vous marier ! Vous ne le pouvez pas ! Vous ne le devez pas ! Vous commettriez un crime ! — Je ne puis faire autrement, me répond-il ; je dois succéder au père de cette jeune fille : pour avoir la succession, il faut que j'épouse la fille ! — Non, vous ne commettrez pas cette vilaine action ! » A cette époque, ma fille avait six ans ; je songeai à l'état d'esprit dans lequel je me serais trouvé si, douze ou quinze ans plus tard, elle avait été victime d'un semblable attentat. « Non, vous ne vous marierez pas ! » *Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît !* pensai-je. Je savais quel était le père de la jeune fille, car ce jeune criminel me l'avait nommé ; je le connaissais ; j'allai le voir et je lui dis : « Je viens d'apprendre que votre fille doit être fiancée prochainement avec M. X... Je remplis un devoir de conscience en venant vous dire confidentiellement que ce mariage est impossible actuellement ; je ne violerai pas davantage le secret professionnel ; je ne vous dirai pas pour quelle raison de santé ce mariage est impossible. » Le mariage n'eut pas lieu ; le père de la jeune fille trouva un prétexte. Je ne fus pas tué et ma conscience fut heureuse. Ai-je eu tort ? Je suis bien certain que quelques doctrinaires discuteront et peut-être me désapprouveront ; mais je suis bien sûr aussi que ceux de mes confrères qui

sentiront vibrer leur cœur de père et leur conscience d'honnête homme ne me blâmeront pas.

Parmi beaucoup d'autres cas de conscience de ma carrière, en voici un dont je ne puis évoquer sans émotion le souvenir. J'étais jeune médecin des hôpitaux, au début de ce siècle, et j'étais chargé de la consultation externe d'un grand hôpital. Un matin se présente, parmi les nombreux malades, un homme d'une quarantaine d'années, très gros, presque obèse, au facies vultueux et congestionné. Il venait « consulter à l'hôpital » parce que, depuis quelque temps, il avait des éblouissements, des vertiges. La veille, « en revenant de son travail », il avait perdu connaissance et était tombé dans la rue. Je l'examinai et, ainsi que je le prévoyais, je constatai les signes d'une forte hypertension artérielle, avec troubles cardiaques très accentués. Or, cet homme était mécanicien-conducteur d'un grand train rapide ! La vie de plusieurs centaines de voyageurs était entre ses mains ! « Il vous faut, tout d'abord, lui dis-je, prendre un repos assez prolongé. Allez voir le médecin de la Compagnie, dès demain matin, et demandez-lui un congé pour raison de santé. — Bien, monsieur le docteur, me répondit-il, j'irai le voir demain matin; mais je ne lui dirai pas que j'ai eu une perte de connaissance, parce que cela pourrait me faire perdre ma place. » Que devais-je faire ? Ma conscience de médecin se trouvait prise entre deux devoirs : mon premier devoir était d'assurer à ce malade les soins qui lui étaient nécessaires et, en même temps, d'éviter que les effets de sa maladie pussent entraîner la fin tragique de nombreuses vies humaines, en provoquant un accident de chemin de fer dû à la perte subite de connaissance du mécanicien-conducteur d'un train rapide ; mon second devoir était de respecter le secret professionnel. Je fermai les yeux ; je me recueillis ; je réfléchis. Ma conscience répondit à mon appel : « Ton devoir est d'empêcher le drame que ton silence pourrait entraîner et dont l'auteur inconscient serait lui-même l'une des victimes. Ton devoir est aussi d'éviter, si tu le peux, que ce malheureux malade soit atteint dans sa situation matérielle. Va voir, sans attendre, le confrère dont la décision entraînera ou bien la catastrophe que tu redoutes, ou bien la détresse de ton confident ! » J'ai obéi aux ordres de ma conscience. Je suis allé, en quittant ma polyclinique

d'hôpital, à la grande gare voisine, en hâte. Le médecin-chef de la Compagnie était encore dans son bureau. Je lui exposai la situation. Homme conscient de son devoir, il comprit et partagea mon état d'âme : « Vous avez raison, me dit-il, cher confrère. Vos suggestions sont les meilleures ; elles répondent à mes propres pensées. Le secret restera bien gardé, par vous et par moi, puisque, l'un et l'autre, nous sommes médecins. Je donnerai un congé de quelques semaines, pour raison de santé, à ce pauvre homme ; à la fin de son congé, je lui dirai que son état ne lui permet pas de continuer à remplir ses fonctions de mécanicien d'un train rapide et qu'il lui faut, pendant un certain temps, sinon définitivement, prendre un poste moins fatigant, un poste stationnaire dans un des ateliers de la Compagnie. » Personne, dans le personnel administratif, n'eut connaissance de la nature de la maladie ; le secret fut respecté ; des vies humaines furent sauvées ; la détresse, matérielle et morale, d'un pauvre malade fut évitée. Deux médecins avaient obéi aux ordres de leur conscience ; ils avaient pu, confidentiellement, sous le sceau du même secret professionnel, éviter le mal et faire le bien. Quel eût été le résultat de la divulgation du diagnostic imposé par l'examen du malade s'il avait dû être soumis à la décision d'un Conseil d'administration ou de direction, lié par l'obligation bureaucratique d'obéir, sans discussion possible, aux statuts nécessairement formels de règlements systématiquement absolus ?

Voici encore une autre circonstance, qui est loin d'être exceptionnelle, dans laquelle la conscience oblige le médecin à chercher et à trouver le moyen, sans violer le secret professionnel, d'éviter les conséquences, parfois fâcheuses, de son silence.

Un jeune homme est en imminence de fiançailles ; avant de prendre une décision, la famille de la future fiancée désire savoir si ce jeune homme est bien portant, si aucune tare physique ni mentale ne le rend impropre à la vie conjugale ; elle exige qu'il accepte de se soumettre à l'examen du médecin en qui elle a placé toute sa confiance. Le jeune homme est consentant. Que doit faire le médecin ? Certes, il peut se trouver en présence d'un de ces cas auxquels j'ai fait allusion précédemment et qui, classant de tels sujets dans la catégorie

des malhonnêtes gens, les rendent indignes de bénéficier d'un secret auxquels ils ne devraient pas avoir droit. Mais j'ai assez parlé de ces vilains personnages, dont la conduite brise la conscience du médecin ; je les laisse là où je les ai jetés! Je songe seulement à des jeunes gens qui ne savent pas qu'ils sont des malades ou qui, parfois, pensent honnêtement, s'ils l'ont été, qu'ils ne le sont plus et sont guéris. Tel est le cas, notamment, pour certains sujets qui ont été plus ou moins touchés par la tuberculose. La situation dans laquelle se trouve le médecin est délicate, difficile ; toujours, en face l'un de l'autre, se dressent devant lui le sentiment de conscience et l'obligation légale du secret médical. Ici surgit devant nous l'idée du certificat prénuptial, qui pourrait être légalement obligatoire, tout en restant limité à la simple conclusion : « Apte à contracter mariage actuellement » ou « inapte à contracter mariage actuellement », sans aucune mention de la nature de la cause pathologique qui peut s'opposer au mariage. Dès maintenant, je peux suggérer une tactique que les circonstances m'ont inspirée, car, grâce à l'expérience acquise par le nombre des années, j'ai pu réunir de multiples constatations qui m'ont conduit à imaginer une solution rationnelle de cet important et délicat problème. Lorsqu'un pareil examen m'est demandé, je réponds : « J'accepte d'examiner ce jeune homme, mais c'est à lui-même que je donnerai ma décision sous la forme d'une lettre dans laquelle je serai censé répondre à celle qu'il m'aura écrite pour me demander si son état de santé lui permet ou non de contracter actuellement mariage. » La famille de la future fiancée, ainsi prévenue, comprendra aisément que, si ce jeune homme refuse de communiquer ma lettre, c'est qu'elle n'est pas favorable à son projet. Il est bien entendu que cette ligne de conduite peut être suivie à l'égard d'une jeune fille pour laquelle la famille du fiancé exige le même avis du médecin à qui elle accorde sa confiance, la lettre de celui-ci étant remise à la famille de la jeune fille si celle-ci n'est pas encore majeure.

J'ai suggéré cette manière d'agir il y a plusieurs années. Je l'ai souvent employée personnellement et je sais qu'elle a été adoptée par plusieurs de mes confrères.

LES FONDEMENTS NÉCESSAIRES DES ORDRES DE LA CONSCIENCE

Pour que le médecin puisse, dans les circonstances nombreuses et émouvantes qui suscitent les ordres de sa conscience, obéir à ces ordres, il faut qu'il ait le sentiment que les connaissances qu'il a acquises par le travail assidu, l'instruction solide et l'expérience suffisamment prolongée lui permettent d'émettre une opinion rationnelle et valable sur le cas qui se présente à son observation ; il faut que sa décision soit exempte de toute considération d'intérêt personnel, qu'elle soit liée à un désintéressement absolu et qu'elle ne vise qu'à faire le bien à celui qui se confie à lui. Il faut, en un mot, que le médecin qui doit prendre une résolution dictée par les ordres de sa conscience ait le droit de penser qu'il ne se trompe pas, que son dignostic est exact, que la ligne de conduite qu'il a suivie, que les conseils qu'il a donnés sont conformes aux conditions et aux exigences de la situation.

Mais, quelles sont les preuves que le médecin peut avoir de l'exactitude du jugement qu'il porte ! Hélas ! il n'y a jamais de certitude absolue dans le domaine des applications pratiques des sciences médicales. Plus un médecin a cultivé la science et plus il a multiplié et prolongé l'expérience, plus il reste sur la réserve sage et prudente, surtout s'il a le privilège de posséder cette qualité primordiale qui est le bon sens, qualité qui conduit à penser que plus un homme est instruit, moins il ignore l'étendue de son ignorance, suivant un aphorisme qui m'est cher et que je répétais constamment devant les jeunes médecins que j'avais la noble et délicate mission de former. Qu'on ne prenne point ces réflexions comme la manifestation d'un scepticisme dangereux, c'est-à-dire d'une absence complète de toute foi et de toute croyance dans la valeur de nos connaissances ; qu'on les considère simplement comme l'expression émue du trouble dans lequel se débat si souvent la conscience du médecin, secouée dans ses fibres profondes par le nombre et la rigidité des obstacles qui se dressent constamment devant elle. L'erreur involontaire est possible ; elle n'est pas une faute. La décision, volontairement erronée, prise pour satisfaire un intérêt quelconque, injustifiable, est une insulte inexcusable au principe primordial de

la conscience individuelle et à l'honneur de la profession.

Le médecin conscient de ses devoirs, dont le premier est de faire le plus grand bien au malade qui se confie à lui, éprouve parfois un choc violent et une peine profonde lorsqu'il apprend la mort d'un malade qu'il avait considéré comme atteint d'une affection sans gravité. J'ai reçu, un jour, une lettre, qui m'a vivement ému, d'un vieux confrère que je ne connaissais point. Cet homme de cœur m'écrivait : « Je viens d'apprendre que M. X..., que j'ai soigné pendant quelques jours le mois dernier et que j'avais considéré comme atteint d'une bronchite banale, vient de mourir dans votre service d'hôpital. Je ne sais quelles ont été les manifestations terminales de sa maladie. Je vous serais très reconnaissant si vous vouliez bien me les faire connaître, car je souffre moralement; je crains de n'avoir pas su reconnaître la maladie et de n'avoir pas pris, dès le début, les mesures thérapeutiques qui, peut-être, auraient pu éviter la mort. » Voilà une belle manifestation du sentiment de conscience professionnelle ! Je m'incline avec respect devant ce vieux confrère, que je pus rassurer en lui disant que son malade avait été apporté dans mon service, après être tombé sans connaissance dans la rue, et que l'autopsie avait permis de constater les lésions d'une hémorragie cérébrale. Je donne ce vieux confrère comme exemple à la jeunesse qui monte. A ces jeunes je dis : « Instruisez-vous le mieux possible ; restez imprégnés de cette idée qu'aucun médecin, si instruit qu'il pense être, n'est infaillible ; sachez que, plus s'accumule la masse de nos connaissances, moins il est possible de croire que tous les médecins doivent posséder les mêmes bases fondamentales d'instruction générale, mais que la nécessité s'impose, de plus en plus impérieuse, de multiplier l'expérience sur les divers domaines spéciaux des sciences médicales et de l'observation clinique ; aussi bien, lorsque le moindre doute, la moindre hésitation, se dessinera devant vous, faites appel à la compétence particulière d'un de vos confrères possédant une connaissance approfondie et une expérience solide sur le domaine spécial dans lequel prend place la maladie qui évolue sous votre observation (1). Retenez le principe fonda-

(1) Voir mon article sur *l'Avenir de la clinique* dans la *Revue* du 15 novembre 1933.

mental de la conduite du médecin dans les décisions qui lui incombent : *Primum non nocere!* Si vous agissez sans pouvoir fonder votre conduite sur un diagnostic bien et dûment établi, vous pouvez vous engager sur la voie de l'erreur et nuire au malade qui se confie à vous.

LA FORMATION DU MÉDECIN

Le sentiment de conscience peut être favorisé par des tendances et des aptitudes innées. Le développement et l'acuité en sont assurés par l'éducation et par la formation morales, qui ont leur source la plus sûre dans l'*exemple*. Il appartient aux parents de donner à l'enfant les premiers conseils et les plus constants exemples. Il est du devoir des maîtres de compléter, à l'école, au lycée, au collège, les enseignements reçus au foyer familial. Plus tard, quand, devenu jeune homme, l'enfant commencera ses études médicales, quand il fréquentera les services d'enseignement clinique dans les hôpitaux, ses chefs auront la noble et désirable mission de lui faire comprendre le rôle et la conduite du médecin en face du malade qui se confie à lui ; ils seront pour lui des « patrons », suivant la belle expression qui caractérise merveilleusement l'intimité des liens qui unissent à jamais l'élève à son maître, comme un enfant à son père, car dans « patron » il y a « *pater* ». Le « patron » montrera à son jeune disciple que « le premier devoir est de remplir la fonction qui s'attache au titre et de rester fidèle aux principes et aux traditions qui sont l'honneur de la profession », ainsi que je me faisais un devoir de le répéter chaque jour à mes élèves.

Telles sont les conditions fondamentales de la formation du médecin et de l'exercice de la profession médicale : *science, expérience, désintéressement, conscience.*

Apprendre patiemment et assidument les connaissances acquises par les recherches scientifiques.

Assurer la solidité de l'application de ces connaissances par l'expérience, résultant, suivant la sage parole de Laënnec, de l'observation « maintes et maintes fois répétée ».

Régler les conséquences de cette formation selon les principes de la morale.

Fondée sur ces principes fondamentaux, la profession médi-

cale restera le *sacerdoce laïque* qu'elle est pour certains, la *carrière libérale* qu'elle est pour d'autres, l'*œuvre bienfaisante* qu'elle doit être pour tous.

Si nous admettons que l'exercice de la profession médicale peut être considéré comme un sacerdoce laïque, nous voulons, par là, préciser qu'il ne saurait être un métier commercial, mais nous prétendons que le médecin doit pouvoir trouver dans l'exercice de sa profession les moyens d'assurer matériellement l'existence de sa famille et la sienne, tout comme « le prêtre vit de l'autel », ainsi qu'on le répète communément.

Pour que cette juste rémunération soit assurée dans des conditions légitimes et honorables, il faut écarter les causes de misère professionnelle et éliminer les brebis galeuses. Je n'insisterai point ici sur ces considérations que j'ai maintes fois abordées.

Souvenons-nous du serment d'Hippocrate « ... Je donnerai mes soins gratuits à l'indigent et n'exigerai jamais un salaire au-dessus de mon travail... » N'oublions pas la juste pensée de Galien : « Il n'est pas possible de convoiter la richesse et, en même temps, de cultiver la médecine, cet art si noble... »

Reconnaissons que la profession médicale ne peut et ne doit avoir aucun caractère commercial, que le but de la médecine n'est pas de gagner de l'argent, mais de faire le bien en guérissant les malades ou, tout au moins, en les soulageant.

L'honneur de la profession est entre les mains du médecin, qui doit obéir dans sa conduite générale à deux préceptes fondamentaux : *le devoir avant l'intérêt* ; *l'honneur avant l'argent.*

Unissons-nous, médecins de France, pour maintenir le caractère *libéral* de la profession médicale et pour éviter qu'elle vire complètement vers une étroite et inférieure fonctionnarisation.

Maintenons les principes qui ont fait la gloire et le prestige de nos ancêtres, de nos devanciers, de nos maîtres.

Ne devenons pas de simples petits maillons dans la grande chaîne des organisations sociales.

« Restons, — ainsi que je n'ai pas hésité à le dire en quittant la présidence annuelle de la Société médicale des

hôpitaux de Paris, — restons les serviteurs des pauvres ; ne devenons pas les valets de nos administrations ! »

Souvenons-nous que nous sommes les représentants d'une des plus nobles des professions libérales et que, si nous maintenons les principes de charité, de désintéressement, de travail scientifique et bienfaisant que nous ont transmis nos devanciers, nous continuerons à mériter le respect dont ils étaient entourés.

Restons fidèles à l'esprit d'indépendance. Qu'il me soit permis ici de rappeler une phrase du discours que j'eus l'honneur de prononcer sur « Laënnec, clinicien et médecin », lorsqu'en décembre 1926 l'Académie de médecine commémora le centenaire de la mort de ce grand maître de la médecine française : « Le sentiment élevé qu'avait Laënnec du rôle et des devoirs du médecin praticien s'alliait à l'indépendance, qui était l'une des marques saillantes de son caractère. Il était de ces médecins qui pensent que ce sont eux qui rendent service aux malades et non pas les malades qui leur rendent service en leur apportant leur argent ou leur protection. N'est-ce pas en se conformant à ce principe que les médecins pourront prétendre à s'assurer la considération qui, trop souvent, leur est aujourd'hui refusée ? »

Heureux le médecin qui, ayant respecté les traditions qui font l'honneur de notre profession et arrivant à la dernière étape de sa vie, pourra jeter un regard sur son passé et, n'y apercevant aucune sombre tache, aucune lourde faute, attendre, dans le calme reposant d'une conscience tranquille, la fin de ses jours !

Professeur Émile Sergent.

SPECTACLES

ARTS DÉCORATIFS

Exposition des Ballets russes de Diaghilew. — *Spectres... des Ballets.*

On la contemple avec mélancolie, cette intéressante exposition, lorsqu'on a connu l'enchantement et le sortilège des premiers Ballets russes. De toute cette magie éteinte, ces souvenirs fixés, figés, documents, décors, aquarelles, peintures, costumes, objets, autographes, font songer à quelque bel herbier. Toutes ces plantes sorcières, toutes ces fleurs fées dont les sucs et les parfums composèrent un des philtres d'art les plus puissants dont nous nous soyons enivrés, les voici : mais desséchées, ayant perdu leur sève, leur suc, leur ravissant maléfice. Oui, voilà bien les esquisses de ces personnages aux habits éclatants, ces tons de pierreries dont Benois avait le secret ; voilà les étonnantes, les magnifiques aquarelles de Bakst ; ces chaussons roses ont tenu dans leur soie les pieds incomparables de Karsavina : le moulage de ce pied, de cette jambe, c'est la cambrure nerveuse et la sûre élégance de la Pavlowa... Ce buste au sourire mongol, c'est Nijinsky, le dieu de la danse... Ah ! Nijinsky ! jeune homme aux muscles ailés qui, d'un bond prodigieux, d'un essor encore humain, mais déjà d'un sylphe, d'un génie, disparaissiez dans la nuit théâtrale en laissant endormie la danseuse exquise et éprise privée de son rêve et de sa rose effeuillée ; Nijinsky, danseur sans rival, grand artiste et grand poète en vos élans presque surnaturels, faites-nous planer en arrière ! Donnez-nous les forces du songe qui nous emporteront vers les heures passées. Empor-

tez-nous en un bond vers autrefois et ces instants surprenants... Mais où êtes-vous ?.... et, peut-être, avez-vous oublié toutes ces choses et votre gloire... Ici, des photographies vous montrent un adolescent modeste, en complet veston avec un visage kalmouk... un petit être comme beaucoup d'autres. Et cette apparence cachait tous ces esprits de rythme et de transformation, tous ces personnages inoubliables que tour à tour vous deveniez : le nègre argenté de *Sheherazade*, le doux pantin Pétrouchka au cœur tendre, le faune aux cuisses tachetées, l'âme amoureuse de la rose...

Ainsi sont les « éfrits » et les fées, venant de Bagdad ou des forêts du Valois ; pauvres timides, humbles artisans, vieille bûcheronne, sous ces aspects, ils et elles se cachent. Rien ne doit déceler aux profanes les merveilleuses créatures qui font partie d'un monde inconnu à nos sens imparfaits... Mais lorsque nous sommes en état de grâce contemplative, réunis pour quelques soirs, nous sommes enfin admis à vous reconnaître, messagers de cette planète de l'art, de cette sphère dansante et musicale... Vous étiez le dieu, Nijinsky ! Mais toutes et tous, depuis Karsavina la délicieuse jusqu'au plus humble et à la plus anonyme, vous étiez doués de magie. Vous n'étiez pas que des artistes, des acteurs, des danseurs, vous étiez des créations de sorcellerie, des enfants d'enchanteurs. Ailés, diaprés, tour à tour diaboliques ou célestes, surgis des musiques incantatoires, nés de la lumière et du rythme, de la flamme et de la couleur, vous nous avez offert pendant quelques saisons le sabbat de la beauté. En ma mémoire brûle la grande danse guerrière du *Prince Igor* ; les archers, devant les tentes orangées, brandissent leurs arcs dont les flèches se perdent dans le passé, et voici qu'apparaît, à la fois barbare et pathétique, maîtrisant son cheval et courbé sous le poids trop lourd de quelque hantise, Chaliapine, guerrier d'or et de feu... Chaliapine ! Chaliapine ! dans *Boris Godounow* : sa voix tout près de moi ressuscite par la science d'un immense et parfait phonographe qui, aux *Arts décoratifs*, parachève les évocations des *Ballets russes* par l'audition de disques bien choisis de leurs grands musiciens. Voix émouvante, déchirante par la qualité dramatique de ses intonations, la valeur de son expression si profondé-

ment humaine... Je l'écoute, assise en face du décor de *l'Oiseau de feu* ; je contemple les hautes tours. Vais-je voir apparaître Karsavina, emplumée, ailée, chatoyante, insaisissable comme l'instant bref et miraculeux ?... Mais non. Pourtant, sur ces murs, en ces vitrines sont les signes, les dessins, les lettres qui assemblèrent jadis les mots cabalistiques qui firent surgir et réalisèrent les formes et les jeux du rêve. Mais nous ne pouvons plus les recomposer, ces mots, et de ces éléments épars nous ne savons plus saisir que, au hasard des réminiscences, la fuite d'une ombre... l'écharpe d'un spectre... Toutes les recettes qui composèrent le breuvage magique sont là... mais quelque chose d'essentiel y manque, et nous ne contemplons ces souvenirs qu'avec désenchantement. Mais les « jeunes », ceux qui ne participèrent pas à ces fêtes lointaines, en trouvent sans doute ici les échos et en regardent avec un intérêt presque historique la documentation pendant qu'ils prononcent avec un respect curieux tant de noms célèbres...

Hommages à Diaghilew... Affiches de Cocteau... Portraits, photos, images du jeune Lifar qui s'est voué à cette reconstitution pieuse... ; nombreuses aquarelles pour les costumes et les décors de ce que j'appellerai les jeunes ballets russes, c'est-à-dire ceux de l'après-guerre... Dessins linéaires de Picasso, semblables à ces traits définitifs que les anciens gravaient sur les stèles, et son rideau pour *le Train bleu* gargantuesque, gigantesque, où deux énormes figures semblent symboliser l'arrivée du règne de la force et de la démesure brutale ; divinités gonflées s'élançant pour des danses terribles et nouvelles sur une terre violente et transformée. Mais voici de nouveau la voix d'un disque : *l'Après-midi d'un faune*... La salle du Théâtre des Champs-Élysées de jadis que remplissait une foule élégante et belle où les jolies femmes, mises en valeur par la mode du soir de cette époque, si flatteuse et d'un goût si brillant, étaient si nombreuses, si épanouies, cette salle, colorée comme un beau jardin, n'accueillit pas d'emblée avec enthousiasme *le Faune*... Elle hésita... Mais peu à peu s'imposa le sortilège : la musique et le danseur emportèrent tous ces spectateurs « bien parisiens » aux « bords siciliens » évoqués par le poème de Mallarmé. Chaque femme jeune se sentit une nymphe et regarda

si, de ses épaules, n'avait pas glissé l'écharpe que Nijinsky serrait entre ses bras déçus... Ainsi nous reste le souvenir de ces beautés enfuies et de ces heures diaprées et disparues comme les déesses ; et nous sentons flotter autour de nous leur nuée impondérable et lumineuse mêlée à tant de poussières et à tant de cendres éteintes.

THÉATRE DE L'ŒUVRE

Le Jardinier d'Ispahan, pièce en trois actes et six tableaux de M. Jean-Jacques Bernard. Mise en scène de Paulette Pax.

C'est une pièce singulière que *le Jardinier d'Ispahan.* Elle peut ne pas plaire, mais il est impossible de lui refuser une intensité étonnante en certaines scènes, réduites à très peu de paroles, mais où l'attente anxieuse du spectateur achève de le plonger dans l'atmosphère d'angoisse voulue et créée par l'auteur. Et d'abord, pourquoi ce titre ? Il s'inspire d'une des vieilles fables orientales prouvant que nul n'échappe à son destin. Le jardinier d'Ispahan rêve que la mort va venir le prendre. Il se hâte de quitter ce lieu dangereux et rencontre à Téhéran la mort qui l'attendait et savait qu'il allait venir à sa rencontre. Ici, il ne s'agit que d'un amour traversé de refus muets et d'épisodes dramatiques, mais qui s'accomplit, quand même, en dépit de tous les obstacles. L'art de l'auteur nous fait attendre le baiser final et coupable pendant trois actes et six tableaux. Nous savons, nous comprenons, nous pressentons que toutes les péripéties y conduisent fatalement Madeleine et Daniel. Jamais la phrase habituelle « elle l'aimait en silence » n'exprimera mieux ce qu'éprouve Madeleine Landier. Étrange créature hantée d'instincts troubles et violents contre lesquels elle lutte en vain, n'ayant à son aide ni religion, ni sens du devoir, mais la conscience d'atavismes qui lui font peur. « Je voudrais être une femme propre », dit-elle avec désespoir. Et, plus loin : « J'ai peur de moi... » Est-elle déséquilibrée, un peu folle ? Non. Elle est la proie d'une passion qui lui fait horreur, qu'elle juge inavouable. Sa mère, encore aimable et jolie, et qui fut voluptueuse et facile, ne peut être pour Madeleine confidente et conseillère. Ce que Madeleine devine de l'existence de cette mère, que pourtant elle adore avec tendresse, lui déplaît.

Elle ne voudrait pas, elle, Madeleine, vivre ainsi. Cela la conduit à se demander si M. Landier était bien son vrai père... — Or, il l'était, fort certainement. — Mais tous ces troubles, tous ces dégoûts, toutes ces suspicions nous aident à comprendre l'âme tourmentée, les instincts refoulés, les mélancolies de Madeleine, ses craintes secrètes en face d'elle-même et des autres, de l'amour, de la vie qui l'attend. Son rêve est de rencontrer un homme qu'elle puisse admirer autant qu'aimer, par lequel elle se sentira protégée, non seulement contre les événements et les possibilités mauvaises, mais contre cette inconnue qu'elle sent s'affirmer en elle-même, cette personnalité cachée, puissante, qui, de jour en jour, est plus exigeante et plus violente. Mme Landier, en mère incompétente, mais prévoyante, voyant grandir en sa fille chérie ce mal bizarre, ce tourment inconnu, cherche à la marier.

Elle a sous la main un gendre sympathique : Robert, riche, bon, intelligent, très épris. Mais Madeleine ne veut pas l'épouser. Il lui est odieux. La scène où le pauvre garçon lui apporte un bouquet et son cœur est d'une cruauté sincère. « Je ne vous épouserai pas... », ainsi se résument les paroles de l'insupportable Madeleine, mystérieuse, incompréhensible créature, que néanmoins tous admirent et chérissent. Le refusé va se retirer tristement, en remerciant la méchante de sa franchise et de son absence de coquetterie, lorsqu'elle le retient par caprice. Un plomb a sauté, là, tout en haut de cette vitrine que l'on ne peut plus éclairer. Robert veut-il aller chercher l'échelle qui est dans le couloir, prendre les plombs dans le tiroir de l'office et réparer l'accident ? Robert, enchanté comme tous les amoureux de monter à l'échelle symboliquement, et un peu moins en réalité, s'efforce de contenter la bien-aimée. Il n'est pas très adroit et, pour finir, se brûle les doigts, ayant omis de fermer le compteur. Il descend de l'échelle, penaud et souffrant. Mme Landier accourt et, compatissante, l'emmène pour le panser. A ce moment, Germaine, jeune filleule orpheline, fille d'une lingère que protégeait Mme Landier, annonce que Daniel va venir, et réparera le dégât et remettra le plomb. Qui est Daniel ? Il est le frère de la « gardienne » de la maison, récemment revenu d'Indochine, désireux de se placer en France. Tout à l'heure, Madeleine, de sa fenêtre, l'a admiré, agile

et sûr, marchant sur un toit dont il réparait la gouttière. Elle ne savait pas encore qui il était, mais a reçu une impression profonde, ineffaçable. Lorsqu'il entre dans le petit salon et à son tour grimpe à l'échelle, elle le contemple, muette, effarée, bouleversée, comprenant qu'elle est la proie d'un attrait incompréhensible. Le public doit admettre cette thèse du « coup de foudre » sur laquelle repose tout ce drame. Pendant que Robert se fait oindre les doigts qu'une brève décharge électrique a endommagés, Madeleine, elle, est ravagée par l'éclair d'un désir qui allume en elle une passion brûlante. Cela nous étonne, évidemment, Daniel ne nous paraissant pas un personnage doué de tels pouvoirs. Mais Madeleine, qui a les traits et les prestiges de Mlle Bogaert, est aussi tragique en son immobilité et son silence que Phèdre convoitant Hippolyte. Hippolyte, en chandail, se retire, non sans avoir regardé avec admiration cette jeune fille blonde, vêtue de blanc, qui semble prête à s'évanouir. On ne peut s'empêcher de penser, — affreuse plaisanterie ! — que le plomb manque aussi à cette cervelle d'amoureuse.

A la suite de cette révélation d'impulsions qu'elle réprouve, qui lui font horreur, Madeleine se décide, séance tenante, à épouser ce Robert maladroit et sans séduction. Ce mariage, nous le comprenons, est une fuite. Mais, comme le jardinier d'Ispahan qui fuyait la mort, Madeleine, un peu plus tard, sera ressaisie par son amour.

Cette analyse brève peut faire paraître ces sentiments incompréhensibles en leur soudaineté et en leurs conséquences inexorables, mais lorsqu'on assiste à la pièce, qu'on écoute le dialogue, le texte à la fois succinct et chargé de sens et de vibrations propagées, nous entrons dans le jeu, nous admettons, nous subissons les envoûtements.

Tout s'accomplit dons une maison campagnarde où la famille, inquiète de la bizarrerie et de la tristesse de Madeleine, la conduit à l'air et au repos. Là sont aussi Daniel et Germaine que Madeleine a mariés ; Daniel trompe déjà sa jeune femme avec une servante, belle et délurée, à laquelle Madeleine a dicté ce rôle affreux de séduire Daniel et de l'éloigner de sa femme. Car Madeleine meurt de jalousie et aussi de la honte de cette jalousie. Elle comble Germaine, qui se sait trompée et en souffre violemment, de cadeaux,

de robes, de gentillesses, de tendresses menteuses, mais se refuse à la libérer de ses tourments en congédiant Lucie, la servante maîtresse. Germaine finit par se noyer, ayant compris sans doute la passion de Madeleine. Alors les événements se précipitent : Robert, excédé et désespéré de l'éloignement, de la tristesse, de la méchanceté de Madeleine, obtient d'elle une explication définitive. « Je ne t'aimerai jamais, affirme-t-elle ; je ne t'ai jamais aimé. Tu devrais me tuer... » Et elle joue avec un couteau dont nous voyons briller la forte lame. Robert se contente de déclarer qu'il en a assez, qu'il s'en va pour tout à fait, et se sépare à jamais de cette Madeleine odieuse et folle. C'est la nuit ; tous sont endormis. Seule, Madeleine veille. Daniel entre sournoisement. Va-t-elle le tuer ? Quand il la prend dans ses bras, le couteau qu'elle n'a pas cessé de tenir tombe avec bruit... Le rideau se ferme sur ce baiser ; sur l'acceptation d'une destinée longtemps refusée. Nous savions que Daniel comptait retourner en Indochine. Il ne partira pas seul. Et Madeleine trouvera la punition de ses crimes silencieux dans son amour même.

Ne croyez pas que cet épilogue, ce couteau, ce désir mortel que nous sentons grandir en l'âme éperdue de Madeleine soient ridicules. Ils pourraient l'être... Et ils ne le sont pas... C'est dire tout le talent de l'auteur et de ses interprètes. Lucienne Bogaert est étonnante et merveilleuse dans ce personnage de Madeleine si difficile à interpréter, à personnifier. Elle aussi, comme le jeu du poignard, pourrait friser le ridicule. Elle n'est ni odieuse, ni touchante ; on ne l'aime pas, on ne la hait pas ; on ne la plaint pas..., mais elle *est* et s'impose avec évidence et intensité. Mlle Bogaert est une bien grande artiste. M. Jean Servais joue fort adroitement le petit rôle difficile de Daniel, prétexte effacé et puissant de toute la pièce. Mme Mona Dol est charmante dans le rôle si vrai et si agréable de la mère encore jeune, incompréhensive et affectueuse, étourdie gentiment. M. Fernand Bercher, en Robert, M. Houry en Lorin, le vieil ami confident de la famille Landier, Mme Jeanne Stora (Germaine), Mlle Sonia Sol (Lucie), Mme Nadine Farel en sœur de Daniel sont toutes et tous excellents. La soirée commence par un petit acte de M. Danan où se révèlent de jolis dons de dialogue et joué avec tact par René Wilmet et Simone Bérard.

DEUX FILMS

Pygmalion, d'après la pièce de Bernard Shaw. *Échec à la Dame.*

Pygmalion, on le sait, devint amoureux de Galatée, sa statue devenue femme de chair. Dans le film plein d'esprit, d'humour et d'amusante désinvolture, tiré de la fameuse comédie de Bernard Shaw, Pygmalion est un jeune homme moderne, charmant et cocasse, professeur bien connu de phonétique. Ses travaux sont célèbres ; l'étude des dialectes, des sons, des argots, des prononciations diverses le passionne. Il fait avec un de ses amis le pari d'apprendre à une petite vendeuse de fleurs, Élisa, qui parle aussi défectueusement que possible, — et qu'il a connue à la sortie de Covent Garden, un soir de pluie, où elle vendait des bouquets, où lui, se promenait en écoutant et notant les intonations et les voix, — le parler le plus correct et le plus ravissant ; de plus, il éduquera la sauvageonne physiquement, moralement. Et il réussit si bien que, après quelques mois, l'ayant fait inviter au bal d'un ambassadeur, tout le beau monde, ébloui de sa tenue, de ses bonnes manières et de sa beauté frigide, la prend pour une princesse.

Avant ce succès, nous assistons aux leçons, souvent un peu rudes, à une réception intime où Élisa se conduit moins bien que plus tard à l'ambassade, à son premier bain qui est d'un comique bouillonnant, enfin à maints épisodes de la plus ironique et divertissante vraisemblance. Épilogue : Élisa se fâche et s'en va, ayant compris qu'elle a été l'objet d'un pari et non d'une affectueuse et dévouée entreprise... Et le professeur comprend qu'il tenait à Élisa... et même qu'il est fort épris d'elle. Ce pourquoi elle reviendra et ils seront heureux, en parlant un langage impeccable.

Ce film, entièrement composé avec des éléments d'observation psychologique, est étonnamment amusant. L'illustre acteur Leslie Howard tient le rôle du professeur Higgins avec une verve, un entrain, un humour, une vraisemblance irrésistibles. Miss Hiller-Élisa est fort belle et se transforme peu à peu, sous nos yeux, de sauvageonne en lady, jusqu'au soir triomphal où craignant de manquer de dignité elle semble vraiment une splendide statue, douée de mouvement, en sa

démarche, en ses danses harmonieuses. C'est un des plus jolis films que j'aie vus, un des plus réussis, des plus séduisants en ses péripéties intellectuelles et sentimentales.

Échec à la Dame est un de ces vaudevilles américains d'une invention si comique et d'une folie si contagieuse que nous ne savons résister au plaisir puéril qu'ils nous donnent. Une jeune femme se croit une artiste ; elle chante ; elle veut organiser des concerts, connaître la gloire des vedettes. Son mari se fait complice et manager pour lui donner satisfaction, espérant qu'un fiasco la fera renoncer à ces chimères qui l'ennuient. Mais elle a une apparence de succès grâce aux amis dont la salle est garnie, et elle veut plus que jamais continuer sa carrière de cantatrice. Sa mère, jadis, empoisonna ainsi la vie conjugale et son mari, qui a pris la musique en horreur, met son gendre en garde contre ces folies que nul vrai talent ne soutient. Un hasard : la rencontre d'une grande cantatrice devenue amoureuse du jeune mari révèle que ce dernier à une voix magnifique. La diva l'emmènera en toutes ses tournées, lui donnera de gros cachets, et il accepte, étant un pauvre architecte très démuni de commandes. Pour ne pas vexer sa jeune femme, il a parlé de voyages d'affaires... Elle apprend tout, néanmoins, après avoir été elle-même sifflée et huée, ayant accepté après une série de déboires un engagement dans un cinéma. Grande scène ! Brouille d'autant plus grave que cette jeune Doris soupçonne une liaison entre la vedette et son mari. Mais Doris reviendra à ce mari qui, obligé de jouer un rôle dans un grand opéra, y fait un four ridicule et retentissant. On se demande si la jeune épouse n'est pas encore plus heureuse de cet insuccès que de la réconciliation avec le mari qu'elle aime... Et tout ceci se déroule le plus comiquement du monde, en péripéties drôlatiques, en épisodes évidemment enfantins, mais qui font rire. Loretta Young est la jeune femme, éprise de succès vocaux. Elle est charmante. Baxter est son mari à l'imprévue voix de baryton ; il est nigaud et ahuri à souhait, virilement et puissamment. En somme, film moral se moquant des prétentions injustifiées, des faux talents et des ambitions d'amateurs, et film « à succès ».

GÉRARD D'HOUVILLE.

REVUE LITTÉRAIRE

CHOSES DU CIEL ET DE LA TERRE (1)

On connaît les livres de M. Antoine de Saint-Exupéry, la façon dont il y chante l'exaltation du vol. Son dernier ouvrage, *Terre des hommes*, recueille quelques-uns de ces essais où il se définit si bien parmi les objets de sa passion. Dédié à Henri Guillaumet, ancien camarade de l'Aéropostale, il s'ouvre sur des souvenirs de la ligne Toulouse-Dakar. On y trouve, dès les premières pages, un étonnant passage sur les impressions du jeune pilote admis pour la première fois à emporter le courrier d'Afrique. D'autres auraient raconté l'envol et tenté d'annexer à leur récit les aspects les plus nobles de l'invisible trajectoire. L'auteur, lui, part de l'obscur, du côté humble des choses. Il cherche les hommes et se garde de méconnaître les plus humbles.

L'histoire débute au petit matin, quand le pilote attend sous la pluie le premier omnibus. La lourde machine arrive dans un bruit de ferraille et le voyageur y prend place entre un douanier mal réveillé et un bureaucrate. Tous les cinq cents mètres, la voiture, qui sent « le renfermé, l'administration poussiéreuse, le vieux bureau où la vie d'un homme s'enlise », stoppe pour charger « un secrétaire de plus, un inspecteur ». Ainsi commence ce prestigieux parcours vers la lumière. Ainsi le pilote, qui deux heures plus tard entrera en lutte contre l'orage, les souffles de la montagne ou de l'océan, se confond sur la banquette parmi le troupeau de ceux qui s'arrêteront, leur

(1) Antoine de Saint-Exupéry : *Terre des Hommes*, 1 vol. in-16, Gallimard. — Raymonde Vincent : *Blanche*, roman, 1 vol. in-16, Stock. — Paul-Henri Michel : *le Pot aux roses*, roman, 1 vol. in-16, Gallimard. — Frédéric Urmatt : *les Possédés du Saint-Esprit*, roman, 1 vol. in-16, Mercure de France.

vie durant, entre les murs de cette ville. Aucune ironie contre eux, aucun effet facile de raillerie dans les mots que trouve l'auteur pour les dépeindre. Ce sont des hommes qui ont construit leur paix « à force d'aveugler de ciment, comme le font les termites, toutes les échappées vers la lumière ». A présent la glaise a séché et s'est durcie, l'être est muré dans cette silencieuse sécurité dont il a cherché le bénéfice. D'autres poursuivent des ambitions différentes. Mais quelles que soient ces dernières, c'est toujours sous forme d'une tâche régulière qu'elles se réalisent. Le pilote de ligne « laboure les airs » comme le paysan laboure son champ. Ils sont, l'un et l'autre, dominés par leur œuvre.

La tyrannie qu'elle exerce sur eux, les liens naturels ou façonnés dont elle les enserre sont aussi sensibles au plus haut des airs que sur terre. A première vue, l'avion semble l'image même de l'indépendance. Rien de plus trompeur que cette donnée. L'accepter, c'est oublier que le pilote est souvent aveugle et qu'il lui faut, s'il veut se guider, recevoir les messages des stations lointaines. Deux anecdotes que raconte M. de Saint-Exupéry prennent, à cet égard, une signification profonde. Perdu entre Casablanca et Cisneros, redoutant à chaque instant de quitter la côte pour la haute mer, il attendait fiévreusement des renseignements sur sa direction. Enfin, la radio se fait entendre. Le télégraphiste du bord prend l'écoute. Et c'est pour transmettre ce texte venu du représentant de l'État à l'aéroport de Casablanca : « Monsieur de Saint-Exupéry, je me vois obligé demander pour vous sanction à Paris. Vous avez viré trop près des hangars au départ de Casablanca. »

C'était en ces termes que le monde, au nom de ses bureaux, ses règlements et ses hiérarchies, se rappelait aux deux navigateurs. Alors qu'ils interrogeaient vainement les étoiles, on sermonnait le pilote sur une faute commise. Heureusement, le salut vint par la même voie. Au moment où le coupable, craignant de manquer d'essence pour atteindre Cisneros, décidait d'y renoncer et d'atterrir au premier point reconnu propice de la côte, le poste de Toulouse, tête de ligne, se fit entendre. Il rappelait l'immatriculation de l'appareil, faisait savoir que le réservoir était plus grand que celui du modèle courant et concluait : « Alors, disposez encore de deux heures d'essence. Cap sur Cisneros. » Ainsi, à 4 000 kilomètres de distance, un secrétaire avait ouvert un dossier, consulté un état, et il envoyait, quelques minutes plus tard, le renseignement libérateur aux deux hommes perdus dans la nuit

au-dessus d'un lit de brume, entre la Grande Ourse et le Sagittaire. Tels sont les éléments qui font d'une ligne aérienne un corps vivant à travers les continents, les mers et les espaces.

Un autre enseignement nous est donné par les rapports de camaraderie ou d'amitié noués entre ces hommes qui, parfois, se voient peu, se rencontrent aux escales à six mois ou deux ans de distance et qui reprennent la conversation commencée, se retrouvent unis par l'épreuve commune de ces grands itinéraires que leur souvenir jalonne de façon semblable aux mêmes points. Ici, c'est une passe rocheuse ; là, des courants ascendants ou l'assaut inopiné d'un vent accouru d'une vallée transversale. Ainsi, bien qu'ils ne les aient pas découverts ensemble, ces différents aspects de la terre ont pour eux la valeur que prend le visage d'un être familier. Visage dont les traits n'appartiennent qu'à ceux qui les ont mesurés du haut des airs. Les routes, note M. de Saint-Exupéry, nous ont trompés durant des siècles. Elles passent par les points d'eau, cherchent le creux des vallées, les terres fertiles : « Elles conduisent les campagnards de leurs granges aux terres à blé, reçoivent au seuil des étables le bétail encore endormi et le versent, dans l'aube, aux luzernes. Elles joignent ce village à cet autre village, car de l'un à l'autre on se marie. Et si même l'une d'elles s'aventure à franchir un désert, la voilà qui fait vingt détours pour se réjouir des oasis. »

Au contraire, avec l'avion, c'est la dureté de la ligne droite, l'inflexibilité d'un parcours qui, au passage, ne fait grâce d'aucune misère. On retrouve l'assise première du globe, ce fond de sable ou de rochers sur quoi les civilisations n'ont pu encore mordre. Le pilote peut prendre connaissance de l'homme comme le ferait l'habitant d'une autre planète. Il le juge « à l'échelle cosmique ».

M. de Saint-Exupéry nous fait savourer les bienfaits de cette expérience. Pour lui, l'aviation n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'approcher ces délices dont leur condition de terriens prive les hommes. Il peut arriver au pilote d'atterrir soudain, comme l'a fait l'auteur de *Terre des hommes*, en Amérique du Sud, dans des régions à demi inconnues où vivent des êtres de notre race, préservés par la brousse, l'éloignement de tout ce qui fait notre destin collectif. En Afrique, il se pose sur un plateau qui domine la côte de 300 mètres et d'où la descente à pied d'homme est impossible tant la falaise se révèle abrupte. Nul de nos pareils n'a foulé ce sol depuis le commencement des âges. Vierge de tout contact humain,

cet immense espace accueille son premier visiteur. Et pourtant, la tache noire d'un caillou apparaît tout d'un coup sur le sable. Comment est-il venu là ? L'imagine-t-on remontant, par l'effet de quelque sourd bouleversement, à travers ces trois cents mètres d'épaisseur de coquillages ? Impossible. Cette épave n'a pu venir que d'en haut sous forme d'aérolithe. D'autres cailloux semblables, trouvés un peu plus loin, sont reconnus pour avoir même origine. Le ciel seul communique donc avec ce lieu dérobé. Le ciel et ceux qui ont appris à s'y mouvoir.

De telles entreprises vers l'inconnu justifieraient la machine s'il en était besoin et suffiraient à lui valoir le gain du procès que certains lui intentent. Comme l'observe justement M. de Saint-Exupéry, nous manquons encore de recul pour juger les effets de transformations réalisées si rapidement sous nos yeux : « Que sont les cent années de l'histoire de la machine en regard des deux cent mille années de l'histoire de l'homme ? C'est à peine si nous nous installons dans ce paysage de mines et de centrales électriques. C'est à peine si nous commençons d'habiter cette maison nouvelle que nous n'avons pas même achevé de bâtir. » On aime à lire ces choses. L'ardeur que mettent les uns à condamner la machine témoigne de vues aussi courtes que l'exaltation apportée par d'autres à la célébrer. La machine ne consacre aucun abaissement de l'homme. Elle ne l'élève pas davantage par rapport à d'autres qui ont su penser des siècles avant lui. Nous sommes peut-être les primitifs de ce nouveau temps. Cela ne nous autorise pas à en parler en primaires.

Approuvons encore chez l'auteur les réflexions que lui inspire l'exemple de son camarade Guillaumet au sujet du courage. La vraie beauté de cette dernière vertu est de ne jamais s'exercer sans objet. Ce qui soutient l'effort du pilote, c'est la grandeur de sa tâche, sa contribution personnelle au succès d'une œuvre. Le courage dit « gratuit » ne saurait atteindre à pareille qualité. Confondre des hommes comme Guillaumet avec des toreros ou des joueurs, vanter leur mépris de la mort, c'est leur faire injure. « ...Je me moque bien du mépris de la mort, déclare M. de Saint-Exupéry. S'il ne tire pas ses racines d'une responsabilité acceptée, il n'est que signe de pauvreté ou d'excès de jeunesse. » Celui qui a écrit ces lignes, après s'en être assuré tous les droits, exécute du même coup avec une dédaigneuse autorité ce snobisme de la « vie dangereuse » dont quelques Tartarins de lettres font chez nous, depuis ces derniers

temps, un si copieux étalage. La vie dangereuse fournit un sujet de discours assez flatteur, la plume en main. Mais il ne manque pas en ce moment par le monde d'occasions de mettre cette formule au service d'une foi. Épreuve dont se gardent ces sublimes commentateurs.

La véritable confrontation de l'homme avec le péril, on la trouvera dans ces pages intitulées *Au centre du désert* où l'auteur conte sa tentative de raid Paris-Saigon, sa chute en pleine nuit dans le désert de Libye et la torture des jours qui suivirent. Emboutir à 270 kilomètres à l'heure le sol d'un plateau, se voir, le temps d'un éclair qui semble infini, prisonnier d'un avion que le choc et la vitesse font éclater de toutes parts, sauter enfin à terre et se retrouver indemne, il semble que ce soit là comme une résurrection au sortir de l'enfer. Et pourtant ce premier stade n'est rien. Le martyre commence dès le moment que les rescapés ont mis pied à terre. Car ils sont perdus loin des hommes, sans provisions, sans eau. Leur seule ressource est dans leurs jambes. Il leur faudrait marcher au hasard, successivement, vers les quatre points cardinaux et chaque fois revenir à l'épave de l'avion qui peut les signaler à ceux qui les chercheront. Le mémorial de ces atroces journées est fait avec une minutie, une exactitude dans le trait qui en accroissent encore l'effet d'horreur. Rien n'y manque, ni les espoirs fous sitôt dissipés, ni les mirages nés de la fièvre. Une nuit, ce sont des lumières qui apparaissent au loin ; une autre fois, en plein jour, le narrateur croit voir à cent mètres de distance, auprès de la silhouette de son mécanicien, celles de deux hommes en conversation avec lui. Et le lent déclin des forces, éprouvé de ligne en ligne, la résignation à une fin dont tout indique les approches, achèvent de conférer à ce paysage de désolation intime sa rigueur définitive.

Au-dessus de tant de souffrances, une idée surnage dans l'esprit de l'auteur. Les naufragés, ce ne sont pas eux, mais ceux qui les attendent encore ou les pleurent déjà au loin. Voilà ceux qu'il faut secourir et dont l'image reste nourricière d'énergie.

On sait comment l'aventure finit et par quelle prodigieuse chance se trouva vérifié le mirage des hommes survenant dans le désert, au secours des deux disparus. Le récit de ces temps passés si près de la mort accroît encore le registre de l'auteur. Les chants qu'on lui connaissait étaient ceux de la vie triomphante. Il leur a joint celui de l'agonie. Peu de poètes auront connu comme lui cette redoutable aubaine d'être transportés par le destin jusqu'à ce domaine qu'on

n'imagine qu'en songe et d'en revenir à temps pour le dépeindre à leurs semblables.

*
* *

C'est une coutume pour les jurys littéraires de rendre hommage de temps en temps aux scènes de pure nature. Un récit sur la vie des champs, écrit au bon moment, arrive auprès d'eux comme un pain de village cuit à point pour réveiller leur goût. Ce fut le cas, il y a bientôt deux ans, de *Campagne*, de Mme Raymonde Vincent. Signalé au public par le prix Femina, cet ouvrage fit son chemin chez nous et dans les pays environnants. Voici qu'aujourd'hui Mme Raymonde Vincent nous donne avec *Blanche* un écrit de la même veine. L'occasion s'offre d'en mesurer l'attrait.

Campagne se présentait surtout comme une suite de tableaux rustiques. *Blanche* y ajoute un caractère romanesque plus prononcé. L'héroïne, dont l'ouvrage porte le nom, est une jeune fille employée comme servante chez les fermiers maîtres des Maisons-Rouges. La famille où elle sert se composait, avant son entrée, de six personnes : père, mère, deux garçons et deux filles. Ces deux dernières, Angèle et Marcelle, ayant éprouvé un jour le désir de se marier à deux jeunes gens du voisinage, en ont fait confidence à leur mère qui est entrée dans une violente colère. L'aînée avait à ses yeux le tort de vouloir s'unir à un garçon sans le sou. Pour l'autre, ce reproche n'était pas valable, puisque le fiancé de la jeune fille était le seul fils et seul héritier quant au domaine d'un des plus gros fermiers du pays. Mais la maîtresse des Maisons-Rouges s'était mis dans la tête que ses enfants ne la quitteraient jamais. Singulière idée chez une paysanne dont l'idée doit être d'accroître les biens de ses rejetons, faute de quoi il leur faudra plus tard se partager à quatre la ferme des parents. De ces principes dont le fondement apparaît peu clair, nous retenons seulement que la maîtresse des Maisons-Rouges est une femme tyrannique et que son mari n'a guère voix au chapitre dans sa maison. En effet, les deux filles à peine mariées sont, pour ainsi dire, chassées de la ferme. L'une, Angèle, n'y reviendra que nombre d'années plus tard, chargée de famille et pressée par le besoin. De l'autre, Marcelle, il ne sera plus question.

Blanche est entrée à la ferme pour les remplacer. Deux fils aident le père, Jean et André. Ce dernier, un garçon de dix-sept ans, est délaissé par son père au profit de l'aîné. Quant à sa mère, elle a pour lui une préférence qui se manifeste surtout dans la manie

qu'elle a de lui dicter sans cesse la loi. « Elle s'acharnait contre André, lisons-nous, par instinct de domination, par goût de la lutte, car elle le sentait fort. Il lui ressemblait plus que les autres, mais pas assez pourtant, et c'était cette différence qui la mettait en défiance. Elle savait bien que la pureté avait une trop grande part chez André, que la trahison viendrait de là. »

On le voit, les sentiments de cette femme semblent assez complexes et peu en rapport avec ceux qu'on attend des gens de sa condition. Nous ne voulons pas dire par là qu'ils sont invraisemblables, mais on doit regretter que l'auteur, dans les pages qui suivent, ne fasse pas l'effort de les éclairer davantage. La situation tragique de la fermière des Maisons-Rouges, son désespoir lors du mariage de ses filles (son mari la découvre ce soir-là étendue sur le foin de la grange, en proie à une crise de larmes), la contrainte qu'elle exerce sur son fils sont autant d'éléments romanesques que nous sentons naître et s'évanouir. Le développement de l'histoire les négligera. C'est dommage, car il semble que Mme Vincent ait tenu là, entre ses mains, durant quelque quarante pages, une matière plus féconde que celle dont elle s'emparera dans les chapitres à venir.

Il nous faut donc renoncer à pénétrer plus avant les secrets des Maisons-Rouges, pour faire connaissance avec Blanche. Orpheline élevée par les sœurs, elle a trouvé au catéchisme une amie de prédilection en la personne de la jeune Simone Martin. Le visage sombre et fermé de Blanche, le charme, l'atmosphère un peu mystérieuse qui se dégagent d'elle ont attiré Simone. Elle désire connaître cette nouvelle camarade. Notons à ce propos la façon un peu contradictoire dont sont présentés certains personnages. Les réflexions de Simone sur Blanche, la représentation qu'elle se fait par avance de l'attachement qu'elle lui vouera, sa jalousie naissante à la pensée qu'une autre de leurs compagnes a peut-être déjà lié amitié avec elle, semblent venir d'un jeune être assez évolué, susceptible d'impressions délicates. Or le langage de l'enfant dément ces apparences. « Comment *qu'a* peut bien s'appeler ? » demande-t-elle à sa mère en parlant de Simone. Plus loin, les premières répliques qu'elle échange avec sa nouvelle amie sont du même ton. Encore une fois, cela n'a rien d'invraisemblable en soi. Mais, pas plus que les sentiments de la fermière des Maisons-Rouges, ce ton ne s'accorde au reste. Par malheur, il en est souvent ainsi au cours de ce roman. Tout ce que l'auteur présente au style indirect comme venant de ses personnages

est d'un raffinement constant. Et quand les mêmes personnages prennent la parole, ils s'expriment de la façon dont on représente le bas langage en style de feuilleton. Pour tous, d'ailleurs, la façon de parler est la même, quelle que soit leur condition de maître ou de serviteur, de fermier riche et presque bourgeois, ou de gardeuse de vaches. Il y a là une convention à laquelle un auteur qui connaît la campagne aurait dû échapper.

L'histoire de Blanche se poursuit donc sans grandes surprises. Quelques années plus tard, entraînée au bal par Simone, la jeune fille y fait connaissance d'un garçon de passage dans le pays, qui la courtise aussitôt avec une joviale assiduité. Trop pressé pour être honnête, ce séducteur s'en ira, au lendemain de sa victoire, vers de nouvelles aventures, laissant la pauvre en proie au remords. Cette faute, bientôt connue, comme on pense, de tout le pays, accroîtra l'isolement de Blanche et le penchant farouche de son caractère :

« Elle devint avec autrui encore moins expansive qu'elle ne l'avait été. Il semblait que désormais plus rien ne l'intéresserait, qu'elle resterait toujours ainsi repliée sur elle-même... A certains moments, elle aspirait tant au silence, à l'oubli qu'elle aurait facilement consenti à mourir. Elle souhaitait alors quelque chose de plus fort que toute pensée, tout regret, toute souffrance. »

A ce moment, Simone se marie, et Blanche, dont on vient de lire ce portrait d'une âme blessée, s'écrie, dans son langage habituel : « C'est fini, à présent qu'a va être mariée ; moi je la verrai plus, a viendra plus me trouver dans les champs ! » On nous pardonnera d'insister à nouveau sur ce contraste, mais il n'était peut-être pas inutile d'en offrir un nouvel exemple au lecteur pour lui montrer combien certains traits cadrent mal avec la vérité des personnages. Voilà donc Blanche encore plus délaissée. Pourtant, un jour qu'elle garde ses bêtes, elle reçoit une visite inattendue. C'est celle d'Henri, le fils d'une fermière, qui fut garçon d'honneur aux côtés de Blanche, lors du mariage de Simone. Le soir de ce jour-là, en reconduisant sa demoiselle d'honneur aux Maisons-Rouges, il avait osé lui demander un baiser au nom de la coutume. Comme elle avait refusé vivement, il s'était enhardi jusqu'à lui répondre qu'on ne l'avait pas toujours connue si farouche. Mauvaise entrée en matière. Henri veut se la faire pardonner. Il revient. Blanche, d'abord un peu sur ses gardes, se laisse gagner par la gentillesse du jeune homme. Il prend bientôt l'habitude de venir la voir presque chaque jour. C'est un nouvel amour qui commence, celui-là d'aspect plus sûr et qui semble mieux partagé.

La mère d'Henri commence par s'irriter en voyant son fils s'éprendre d'une servante. Puis, devant la résolution du soupirant, elle s'incline. Le mariage se fera. Auparavant, il y aura eu bien des heurts. Ces différentes scènes ne sont pas sans charme. Elles ont la simplicité qu'on en attendait. Les crises de désespoir de Blanche, une maladie qui s'abat sur elle et menace ses jours au moment où elle va être enfin heureuse aident à pénétrer un peu mieux le caractère de la jeune fille. On y mesure, même aux meilleurs moments de la vie, ce découragement, cette absence de confiance dans le sort, fruits d'une enfance malheureuse. Ces acquisitions sont minces pour le lecteur, mais l'histoire est mince aussi et il faut certaine grâce naturelle de l'auteur pour nous y intéresser. Mme Vincent sait peindre les sentiments modestes, les infortunes cachées. Avec peu de matière, elle retient le lecteur. Il faut rendre justice à ce genre de talent qui n'est pas si commun.

* * *

Le cas de M. Paul-Henri Michel apparaît fort différent. Ce n'est pas la matière qui lui manque, mais plutôt l'art de s'en servir. Dans son nouveau roman, *le Pot aux roses*, il a imaginé ceci : le nommé Chavériat, secrétaire de l'industriel Fauvel, entrant un jour à l'improviste chez son patron, trouve celui-ci le canon d'un revolver sur la tempe. « Eh bien ! quoi ? s'écrie le désespéré, on n'a plus le droit de se suicider tranquillement ? Depuis quand entrez-vous chez moi sans vous annoncer ? » Bon début ! La suite immédiate ne semble pas moins bien trouvée. Fauvel ayant confessé à Chavériat qu'il est à la veille de la ruine, le secrétaire, homme de ressources, découvre en quelques minutes de conversation le moyen de sauver la situation. Un cousin éloigné de Fauvel, Jean-Pierre Duruy, vient d'hériter de sa tante Quillet une fortune considérable. Chavériat a été mis sur la piste de cette nouvelle en trouvant le faire-part Quillet dans le courrier de son patron. Les faire-part l'intéressent, car c'est un garçon qui ne néglige rien. Il est donc allé voir le notaire de Mme Quillet, connu de lui, sous un prétexte quelconque. Là, il a appris que Jean-Pierre Duruy, âgé de trente-cinq ans, a quitté Paris depuis douze ans, après avoir mené autour de la Sorbonne une vie d'étudiant assez bohème, qu'il vit seul, aux environs de Tarbes, fort démuni d'argent, dans un château à l'abandon, et qu'instruit depuis trois mois de l'aubaine qui lui échoit, il n'a pas encore jugé bon de se rendre à Paris pour répondre à la convocation du notaire.

Voilà un original, un homme désintéressé qui, sa fortune en mains, ne saura qu'en faire. Pourquoi Fauvel ne renouerait-il pas des relations avec lui ? Il pourrait, par exemple, lui proposer de descendre chez lui, lors de son voyage à Paris. L'occasion serait bonne de le présenter à sa fille Michèle et, peut-être, d'amorcer un mariage. A la suite de quoi, un sérieux apport de fonds fait par Jean-Pierre Duruy à l'entreprise Fauvel en sauverait la trésorerie et permettrait d'envisager l'avenir avec quelque confiance.

Fauvel, qui n'a pas vu Jean-Pierre Duruy depuis vingt-trois ans, trouve d'abord l'idée un peu osée. Puis, il s'y laisse rallier par l'éloquence de Chavériat. L'affaire est donc mise sur pied. Une lettre dont tous les termes ont été pesés part, à destination de Tarbes. Les seules difficultés viennent présentement de Michèle, jeune fille trop peu surveillée, qui mène, à l'insu de ses parents, une vie scandaleuse avec un garçon rencontré dans le monde et d'une assez faible moralité. Elle compte épouser ce complice et ne se résignera que difficilement à favoriser les espoirs que son père caresse au sujet de Jean-Pierre Duruy.

Ce « joli monde » est peint sans trop d'indulgence d'une plume ironique qui ne néglige aucun trait. C'est le moment de nous montrer Jean-Pierre. L'auteur, en l'introduisant dans le récit, bénéficie de la curiosité que n'a pas manqué de susciter déjà ce héros nonchalant. Par malheur, il se croit obligé, à ce propos, de revenir douze ans en arrière et de nous conter la vie que menait son personnage au Quartier latin, récit sans beaucoup d'intérêt, coupé de scènes assez grossières et qui retardent l'action. Le vrai sujet n'était pas là. Il résidait dans l'entreprise tentée par Fauvel sur Jean-Pierre. M. Paul-Henri Michel, en différant de le traiter, s'égare et perd du temps. Il a en mains un jeu des plus riches dont il ne se sert pas. L'objet réel de cet exposé rétrospectif apparaît plus loin. Il s'agissait de nous présenter Lucien Gillot, camarade de Jean-Pierre à la Sorbonne et appelé à jouer un rôle plus tard. Ce Gillot, après plusieurs échecs à l'agrégation, s'est résigné à mener, d'abord en province, puis à Paris, une vie de répétiteur besogneux. Quand Jean-Pierre, douze ans après son départ pour Tarbes, revient dans la capitale, son premier soin est de courir dans un café où il avait autrefois ses habitudes avec Lucien et de demander si son ami y fréquente toujours. On lui déclare que chaque soir, à la même heure, M. Gillot fait une apparition dans l'établissement. Le voici, en effet. Les deux camarades courent l'un vers l'autre et se disent leur joie de se retrouver. Lucien

conte ses malheurs, Jean-Pierre sa chance, et, à ce propos, une idée ne tarde pas à lui venir. Pourquoi n'enverrait-il pas Lucien à sa place et sous son nom chez Fauvel ?

Ce thème de vaudeville, et qui semble assez bien trouver sa place ici, arrive à point pour faire repartir l'action. L'auteur trouve là sa seconde chance et l'on espère qu'il va en profiter. Lucien, à qui son compère a fait la leçon, se présente donc peu après chez ses prétendus cousins. La dernière fois que Jean-Pierre a été mis en présence de Fauvel, il avait douze ans. La question de physique n'offre donc aucune difficulté. L'autre non plus, d'ailleurs, car l'industriel, qui attend le nouveau venu comme un sauveur, lui tend les bras, l'appelle par son prénom, et l'invite à en faire autant à son égard. Que va-t-il sortir de cette fausse situation ? Peu de chose, en vérité. Le pseudo-Jean-Pierre, comme on pouvait s'y attendre, tombe amoureux de Michèle. Après s'être diverti de son rôle, il en souffre et se demande jusqu'où il osera le pousser. Ses angoisses prennent fin le jour où il est démasqué. On le prend d'abord pour un escroc. Mais il raconte l'histoire, téléphone devant Fauvel à Jean-Pierre pour l'appeler à son secours, et s'enfuit. Quand le vrai Jean-Pierre arrivera, il partira, avec sa cousine, à la recherche de Lucien et le découvrira sur le lit de sa chambre d'hôtel où il s'est donné la mort. Ainsi cette histoire joyeuse prend fin sur un drame auquel on ne croit pas. C'est que l'auteur, après avoir pris un bon départ, s'est perdu en route et contenté, pour se sauver, d'expédients sans valeur. Retenons quand même son nom. Je serais surpris si les dons que laisse apparaître *le Pot aux roses* ne permettaient pas à M. Paul-Henri Michel de faire mieux un jour.

*
* *

M. Frédéric Urmatt a écrit avec *les Possédés du Saint-Esprit* un roman d'un caractère assez étrange et qu'on ne lira pas sans intérêt. Il décrit les faits et pratiques de la secte suisse des pentecôtistes. Les tenants de cette hérésie, dont le grand-prêtre est un illuminé du nom d'Antonin Siboulet, prétendent révérer la véritable figure du Saint-Esprit, déformée, selon eux, par une religion qui sacrifie tout aux deux autres Personnes de la Trinité. Ils ont leurs cérémonies, leurs prêches d'un caractère particulièrement exalté, leurs baptêmes au cours desquels les nouveaux adeptes, revêtus de robes blanches, sont plongés dans des baignoires. Cette religion quelque peu incohérente éveille les inquiétudes des pasteurs qui exercent

dans les cantons voisins. Ils enregistrent ses progrès et discutent des moyens de les contrarier. L'auteur, lui-même, semble avoir écrit son livre pour en montrer les méfaits par l'exemple. Le ton de sérieux imperturbable dont il use cache assez habilement ses intentions de satire et achève de donner corps à la fiction.

La partie la plus divertissante du livre est celle qui a trait aux exploits du « pentecôtiste » Justin Schneider. Cet aventurier, successivement groom, colporteur et employé de banque, fait un jour son apparition dans le canton de Badeville où fleurit la secte. Il lui donne, par son action, une ampleur et un retentissement qu'elle n'avait jamais connus. Grâce à lui, les conversions se développent, les miracles se multiplient. C'est la phase industrielle du « pentecôtisme ». Elle prend fin brusquement le jour où Schneider cause trop visiblement la mort d'un malade qu'il a prétendu guérir. Vilipendé, il quitte le pays et reparaît, un peu plus tard, dans un hôtel où il reprend ses exercices sous une formule nouvelle et encore plus tapageuse. Là, nous sommes en pleine folie de la possession mystique, en plein comique aussi. Certains épisodes sont des plus réjouissants. Je ne sais si leur exposé fera, selon le dessein de l'auteur, l'effet d'un traitement préventif sur ceux qui seraient tentés de céder à de semblables aberrations de la foi. Il procurera, en tout cas, à la plupart des lecteurs de ce roman l'occasion d'un divertissement dont ils ne négligeront certainement pas le bienfait.

ROBERT BOURGET-PAILLERON.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LA FIN DE L'INDÉPENDANCE ALBANAISE

Le Duce, marchant sur les traces du Fuhrer allemand, a détruit, un vendredi saint, l'indépendance de l'Albanie : un nouvel État disparaît de la carte d'Europe. Par sa volonté, l'Italie, qui est née, comme État unitaire, de l'application du droit des nationalités, confisque à son profit l'indépendance d'un petit peuple qui s'était confié à sa protection, à qui elle avait promis son concours pour son développement culturel et économique, et qui, s'il ne pouvait se passer de l'appui d'une grande Puissance, était très attaché à ses franchises historiques. Et, après ce mémorable exploit, M. Mussolini ne peut même pas se vanter, comme son partenaire allemand, de n'avoir pas versé le sang.

Personne ne contestait que les intérêts de l'Italie ne fussent prépondérants et ne dussent le rester dans ce petit État albanais de un million d'âmes dont les côtes font face au littoral italien depuis la frontière yougoslave jusqu'à la frontière hellénique et commandent l'entrée de la mer Adriatique et le canal d'Otrante. Les Italiens aiment à répéter que l'Albanie est pour eux ce que la Belgique est pour l'Angleterre ; ils oublient que l'Angleterre n'a jamais annexé la Belgique. Les « droits » de l'Italie sur la côte albanaise résultent d'une série de conventions diplomatiques qui font partie des règlements consécutifs à la Grande Guerre. Si l'on voulait en rechercher les origines, on les trouverait dans l'héritage de Venise. C'est en partie pour s'assurer que l'Empire austro-hongrois, — qui avait reçu du traité de Berlin (1878) le droit « d'occuper et d'administrer » la Bosnie et l'Herzégovine, — ne chercherait pas à soumettre l'Albanie, que l'Italie entra dans la Triple-Alliance. Elle fut d'accord

avec Vienne en 1913 pour refouler l'influence serbe et monténégrine hors de l'Albanie et faire reconnaître l'indépendance albanaise. Et comme la population du pays est partagée entre trois confessions : musulmane, catholique et orthodoxe, la prévoyance de l'Europe lui attribua un souverain protestant allemand, le prince de Wied, ce qui donna lieu à l'affreux calembour : « L'Albanie est comme la nature ; elle a horreur du vide. »

Ce que furent, pendant et après la guerre, les intrigues italiennes, yougoslaves et grecques qui s'enchevêtrèrent en Albanie, nous ne tenterons pas d'en donner même un résumé (1). Deux principes connexes s'y retrouvent à chaque phase : respect de l'indépendance de l'Albanie, prépondérance des intérêts et de l'influence de l'Italie. Les droits de l'Italie remontent à la fameuse Convention de Londres (26 avril 1915) qui précéda son entrée dans la guerre ; l'article 6 attribuait à l'Italie en toute souveraineté le port de Avlona (Valona) avec un périmètre assez grand pour en organiser la défense et l'îlot de Saseno qui ferme la rade et se trouve au point le plus resserré du canal d'Otrante. C'est au cours de la guerre, le 3 juin 1917, que le général Ferrero, commandant le corps débarqué en Albanie, proclama l'indépendance du pays sous la protection de l'Italie. Au cours des laborieuses négociations de paix relatives à la péninsule balkanique, Clemenceau et M. Lloyd George proposèrent d'attribuer à l'Italie un mandat sur Avlona et l'Albanie centrale. Pendant que l'Europe tergiversait et que la diplomatie hésitait, les Albanais affirmaient leur volonté de vivre indépendants dans les limites de 1913 : proclamation du 2 février 1920. Les Albanais nationalistes se prononcent contre la présence des Italiens, assaillent le camp retranché d'Avlona qui ne résiste que grâce au concours des navires de guerre. M. Giolitti, attaqué à la Chambre par le parti socialiste, annonce le 27 juin que l'Italie renonce au protectorat de l'Albanie. L'accord de Tirana, signé par le comte Manzoni (2 août 1920), reconnaît l'indépendance de l'Albanie et renonce à l'occupation de Avlona ; l'Italie garde l'îlot rocheux et désert de Saseno pour en faire une base militaire et obtient une promesse de collaboration économique. On comprend qu'un tel souvenir soit pénible à l'amour-propre du Duce ; mais il n'est pas fondé à en rejeter la responsabilité sur les anciens alliés.

Comme il arrive toujours en Albanie, où domine la politique des

(1) Le petit livre de M. Albert Mousset, *l'Albanie devant l'Europe*, 1912-1929 (Delagrave), peut servir de fil conducteur.

clans, ce furent les divisions politiques intérieures, alimentées par les États voisins, qui permirent aux Italiens de reprendre pied dans le pays ; ce fut aussi l'aide bienveillante de leurs alliés. La Conférence des ambassadeurs prenait, le 9 novembre 1921, une grave décision : l'indépendance de l'Albanie « est une question d'importance internationale » ; mais, au cas où l'Albanie adresserait à la Société des nations une demande d'assistance étrangère pour la protection de ses frontières, c'est à l'Italie, en raison de ses « intérêts stratégiques », qu'il appartiendrait de lui apporter ce concours. Cet accord, bien entendu, ne s'entend que dans le cadre de la Société des nations, protectrice des droits des petites nations. Et peut-être touchons-nous à l'une des origines de l'animosité de M. Mussolini contre l'institution de Genève. Quoi qu'il en soit, il résultait de cette décision une situation privilégiée pour l'Italie.

Cependant, la république d'Albanie s'organisait peu à peu et un sentiment national commençait à s'y développer. Le 5 décembre 1922, le chef d'un clan musulman, homme entrepenant et avisé, Ahmed Zogou, prenait la direction du gouvernement, avec l'appui de la Yougoslavie. Une fois installé au pouvoir, il s'arrangeait pour éliminer ses rivaux et ne tardait pas à s'entendre avec les agents de l'Italie ; très attaché à l'indépendance de son pays et, plus encore, à son propre maintien au pouvoir, il entendait jouer un jeu de bascule dangereux entre les influences étrangères. Le 1er février 1925, Zogou était élu Président de la République. C'est à partir de ce moment que l'influence italienne devint prépondérante. Le Président en avait besoin pour moderniser son pays, le mettre en valeur, et pour se faire un jour donner la couronne de *mbret*. Ses réformes, ses entreprises le mettent dans la dépendance des subsides italiens. Le 28 novembre 1926, il signait avec le baron Aloisi le pacte de Tirana par lequel, dans le cadre des traités et du pacte de la Société des nations, l'Italie devenait garante non seulement de l'indépendance de l'Albanie et de l'intégrité de ses frontières, mais encore du pouvoir personnel de Zogou. Il était prévu, en cas de difficulté, entre les parties contractantes, « une procédure spéciale de conciliation et d'arbitrage ». L'année suivante, le 22 novembre 1927, un nouveau traité d'alliance conclu pour vingt ans précisait les modalités de la coopération militaire italo-albanaise. A Genève, personne n'éleva de protestation contre ces traités, bien qu'ils fussent en contradiction avec la déclaration de 1921. A Belgrade, le ministre des Affaires étrangères, M. Nintchitch, donna sa démission. Lors de la ratifica-

tion du traité par le Sénat d'Italie, M. Schanzer, ancien ministre des Affaires étrangères, souligna que le traité n'impliquait pas un protectorat italien sur l'Albanie. La constitution, votée le 1er septembre 1928 par l'Assemblée constituante, faisait du protégé de l'Italie un « roi des Albanais » sous le nom de Zog Ier.

L'avènement du roi Zog resserrait encore les liens entre son gouvernement et l'Italie. Dans une note du 3 septembre 1928, dont les termes décèlent les desseins ultérieurs de l'Italie, M. Vrioni, ministre des Affaires étrangères, déclarait : « Le gouvernement albanais ne manquera pas de consulter son alliée pour tout ce qui pourrait regarder leurs communs intérêts et d'agir en accord avec le gouvernement allié spécialement pour toutes les questions qui regardent la situation balkanique. » Ainsi l'Italie a déjà un pied dans la péninsule des Balkans ; elle tient l'antique *via Egnatia* de Durazzo à Salonique que suivirent, avant Pharsale, les légions de César. C'est par l'Albanie que, avant l'accord de 1937, l'Italie entretenait une agitation bulgare en Macédoine. Elle profitait de son influence pour mettre en valeur les richesses agricoles et minières de l'Albanie et surtout pour y tracer des routes commerciales et stratégiques. On se demande, dans ces conditions, ce qui pouvait manquer au pouvoir effectif de M. Mussolini en Albanie, si ce n'est la satisfaction de violer les traités, de manquer à ses propres engagements, de déployer, à l'instar de M. Hitler, de puissantes forces militaires, de tirer des coups de canon, le vendredi saint 7 avril, sur d'inoffensives populations, d'opérer à grand fracas un débarquement dans les ports albanais et de heurter brutalement l'opinion publique en Europe, en Amérique et dans tous les pays d'Islam.

Les prétextes invoqués se sont révélés imaginaires ; il n'est pas vrai que des Italiens aient été molestés. Il n'est guère imaginable que Zog ait demandé à l'Italie de l'appuyer militairement pour des revendications territoriales en Yougoslavie. Il est inexact que, comme l'a dit le communiqué Radio-Bari, le roi Zog ait lui-même sollicité le renforcement de l'alliance défensive entre les deux pays. Et si peut-être le roi Zog avait préparé quelque intrigue pour se soustraire en quelque mesure à la domination étrangère, les moyens ne manquaient pas à l'Italie pour le contraindre à plus de docilité sans provoquer l'indignation générale. Faut-il donc croire que c'est une sorte de défi que le Duce a voulu lancer aux Puissances pacifiques ? Ou bien son prestige serait-il à ce point diminué qu'il ait fallu tout ce branle-bas pour le raffermir par la conquête d'un petit pays déjà, en fait, en son

pouvoir et qui ne pouvait opposer qu'une résistance insignifiante ? L'opération a évidemment un caractère stratégique, — comme celle de Bohême par les Allemands, — et c'est par là qu'elle est inquiétante ; mais les avantages stratégiques qu'assure à son armée et à sa flotte l'occupation de l'Albanie, M. Mussolini pouvait les obtenir sans difficulté en cas de conflit européen. L'occupation du pays tout entier a été terminée en quelques jours. Le roi Zog s'est enfui en Grèce ainsi que la reine Géraldine qui venait, deux jours auparavant, de donner le jour à un fils. Une mise en scène a été organisée à l'imitation de l'Allemagne hitlérienne. Une délégation albanaise est venue offrir la couronne au roi d'Italie, empereur d'Éthiopie, qui l'a acceptée. Et la farce tragique a été jouée.

Qu'il y ait eu volonté délibérée de braver l'opinion et de montrer qu'aucun engagement ne lie les Puissances totalitaires, que rien ne peut s'opposer à l'élan de ce qu'elles appellent « leur jeunesse », c'est évident. La veille de l'opération, le comte Ciano affirmait que l'Italie n'avait aucunement l'intention de porter atteinte à l'indépendance de l'Albanie ; et la presse stylée s'indignait contre les « calomnies » des journaux démocratiques qui osaient supposer de pareils desseins. Opération de prestige ; bravade à l'égard de l'Angleterre qui, par l'accord d'avril 1938, avait reçu l'assurance qu'aucun changement ne serait apporté au *statu quo* dans la Méditerranée ; satisfaction à l'opinion italienne impatiente d'assister aux succès du Reich que ne compensait aucun avantage tangible pour elle-même ? Sans doute, mais aussi peut-être autre chose. D'abord une réponse à la politique britannique qui organise la défense des nations encore indépendantes et cherche à grouper celles qu'inquiète la politique envahissante de l'axe totalitaire. L'entente balkanique est un groupement défensif très sérieux qui unit en un faisceau la Roumanie, la Turquie, la Grèce et la Yougoslavie. Détruire l'indépendance de l'Albanie, c'est avertir les États balkaniques que l'Italie entend tenir sa place et jouer son rôle dans la péninsule et n'admettrait pas d'en être évincée. Le voyage du maréchal Gœring en Libye, ses entretiens à Rome avec M. Mussolini et ses collaborateurs, la conférence militaire d'Innsbruck entre le général Pariani et le général Keitel, de l'état-major allemand, indiquent des desseins prêts à se développer, ou tout au moins tendent à faire croire que de nouveaux attentats sont préparés. Le chantage continue, savamment monté et entretenu.

Peut-être quelque clarté serait-elle projetée sur l'opération

d'Albanie et sa raison d'être, si l'on savait exactement pourquoi le gouvernement yougoslave, dont les intérêts sont directement lésés, a accepté de bon gré le fait accompli et mérité les remerciements du Duce. Le ministre des Affaires étrangères, M. Tsintsar Markovitch, rencontre le 22, à Venise, le comte Ciano. Quelle raison peut avoir la Yougoslavie, qui a maintenant une frontière allemande au nord et une frontière italienne au sud, pour faire bon visage à mauvaise fortune ? Est-elle absorbée par les négociations très importantes qui sont engagées entre le gouvernement et M. Matchek, chef politique des Croates, et qui, on doit l'espérer, aboutiront enfin à une solution du problème croate et à la consolidation de l'unité yougoslave sous une forme nouvelle ? La veille du débarquement des Italiens, le 6, la *Politika* affirmait que l'Italie n'avait nullement l'intention de porter atteinte à l'indépendance et à l'intégrité de l'Albanie ; et le lendemain, elle ne s'étonnait pas en présence du fait accompli. On a parlé d'engagements qu'aurait pris M. Stoyadinovitch. On a émis l'hypothèse de projets d'expansion italo-yougoslaves vers la mer Égée aux dépens de la Grèce : rien n'autorise à prêter à qui que ce soit de pareilles intentions. Croyons plutôt que le gouvernement du prince Paul observe une prudente expectative et cherche à garder, tant qu'il le jugera possible, le bénéfice du pacte du 25 mars 1937 avec l'Italie. La Bulgarie se réserve ; elle tient avant tout à ne pas recommencer les fausses manœuvres de 1913 et de 1915 ; elle sait ce que coûterait à son indépendance le concours de l'Allemagne ou de l'Italie pour la satisfaction de ses revendications. La Yougoslavie, en bonne amitié avec la Bulgarie, tend à former avec la Hongrie et l'Italie une grande alliance du Sud-Est qui, par la force des choses, sera amenée un jour à faire obstacle à une expansion indiscrète du germanisme vers l'Adriatique ou la mer Égée. L'attitude de la Yougoslavie dépendra en définitive des événements qui semblent se préparer en Europe centrale et septentrionale.

DÉCLARATIONS DE M. CHAMBERLAIN ET DE M. DALADIER LE MESSAGE DE M. ROOSEVELT

M. Gœbbels, dictateur de la presse et préposé à la Propagande, n'est pas toujours heureux dans le choix de ses expressions. Berlin et l'Allemagne célèbrent des fêtes officielles à grand spectacle pour le cinquantième anniversaire de la naissance du Fuhrer. Et le chef des thuriféraires, prononçant le discours inaugural, s'écrie : « Le nom

d'Adolf Hitler est aujourd'hui, pour le monde entier, un programme politique. Ce nom est la pierre de touche des esprits. » En effet, il est et il restera dans l'histoire synonyme d'écrasement des faibles, d'oppression des minorités, de négation des droits de la conscience individuelle, d'arbitraire policier, de transcendant mépris pour les engagements conclus, les signatures échangées, la parole donnée. C'est ce que M. Gœbbels appelle avoir « l'imagination réaliste ». Mais le réalisme consiste t-il à ne tenir compte que d'une certaine catégorie de réalités ? Les forces spirituelles ne seraient-elles plus des forces, celles-là mêmes qui en fin de compte l'emportent toujours ? Dans toute société humaine, que ce soit une société d'individus ou une société de nations, les relations ne sont possibles que fondées sur un droit stable, qui ne varie pas selon les intérêts du moment, et qui s'appuie sur le respect des contrats. Metternich écrivait à l'empereur François, le 17 avril 1817 : « La base de la politique contemporaine doit être le repos ; or, l'idée fondamentale du repos, c'est la sécurité dans la possession. » Si l'on consultait les peuples, ils seraient d'une seule voix d'accord avec le plus réactionnaire des hommes d'État ; mais les démagogues qui s'improvisent conducteurs de peuples sont obligés, par la nature même de leur pouvoir, d'agiter sans cesse la masse afin de lui faire oublier, par des succès apparents à l'extérieur, la prospérité et la paix qui ne sauraient s'acquérir par de tels procédés.

Ces vérités, tous les peuples de l'Europe les comprennent, et c'est pourquoi ils prêtent l'oreille avec une sympathie grandissante aux voix qui viennent d'Angleterre, de France et d'Amérique. Les événements de Tchéco-Slovaquie, suivis par l'affaire d'Albanie, ont produit, — nous l'avons dit dans la précédente chronique, — une vive et durable impression dans les couches profondes du peuple britannique et un revirement radical dans la politique du gouvernement. La déclaration de M. Chamberlain, le 31 mars, dont nous avons souligné la décisive importance, traduit en acte ce changement. Depuis lors, le gouvernement britannique tire les conséquences de sa nouvelle attitude et déploie une activité diplomatique intense. Le 13 avril, le Premier britannique a fait devant la Chambre des communes un récit détaillé des événements d'Albanie : « L'opinion publique du monde entier a, une fois de plus, été profondément indignée par cette nouvelle démonstration de force. » Du simple exposé des faits ressort la duplicité du gouvernement italien qui, la veille du jour où ses troupes débarquaient sous la protection du

bombardement, déclarait, par la bouche du comte Ciano, que « le gouvernement italien avait l'intention de respecter l'indépendance et l'intégrité de l'Albanie et le *statu quo* en Méditerranée ». La destruction de l'indépendance albanaise est difficilement conciliable avec l'accord anglo-italien du 16 avril 1938. « L'Adriatique fait certainement partie de la Méditerranée et le gouvernement italien ne saurait prétendre que nous n'avons pas à nous y intéresser. » Toutefois, le gouvernement britannique n'est pas d'avis de dénoncer l'accord de 1938. Le bruit courut aussi que les Italiens avaient l'intention d'occuper Corfou ; M. Mussolini fit donner sur ce sujet à la Grande-Bretagne et à la Grèce des assurances réitérées qu'il respecterait l'intégrité des territoires helléniques continentaux et insulaires.

A ce propos, M. Chamberlain précise sa position à l'égard de la Grèce et de la Roumanie : « Le gouvernement de Sa Majesté... attache la plus grande importance à ce que soit évitée toute perturbation par la violence dans le *statu quo* méditerranéen et celui de la péninsule balkanique. En conséquence, il est arrivé à cette conclusion que, dans le cas d'une nette menace contre l'indépendance de la Grèce ou de la Roumanie et à laquelle les gouvernements grec et roumain jugeraient respectivement nécessaire de résister avec leurs forces nationales, le gouvernement britannique se considérerait comme tenu d'apporter immédiatement aux gouvernements grec ou roumain toute l'assistance en son pouvoir. » En ce qui concerne l'Espagne, M. Chamberlain a dit que, le 9 avril, M. Mussolini a renouvelé l'assurance que les volontaires italiens seraient retirés immédiatement après le défilé de la victoire ; le retrait des avions et des pilotes suivra aussitôt. « Le gouvernement a pris bonne note de ces assurances ; il a toujours considéré l'évacuation des volontaires comme un élément capital de l'accord anglo-italien et il s'attend à son exécution prochaine. » M. Chamberlain conclut ce discours, qui fut unanimement approuvé, par ces mots attristés : « Une fois de plus, nous avons pris conscience de la nature intolérable de l'état de choses qui maintient le monde entier dans un état d'alarme sans cesse renouvelé, qui a une influence néfaste sur le commerce et l'industrie, déprime la vie sociale et la culture et toute l'activité humaine dans tous les pays. »

Le même jour, par une disposition concertée, M. Daladier faisait entendre des déclarations de même nature en des termes identiques ou équivalents. La politique française, ajoutait-il, consiste à « orga-

niser cette collaboration nécessaire entre toutes les nations qui ne songent à menacer les intérêts vitaux d'aucun peuple, quel qu'il soit, qui ne se refusent à aucun examen loyal des problèmes actuels et qui sont déterminées à s'opposer à toute tentative de domination ».

Cette politique ferme et sage, affirmée par les chefs des deux gouvernements alliés, provoque les plus violentes réactions dans la presse allemande et italienne inspirées et censurées. Le *Vœlkischer Beobachter* y voit l'affirmation d'intolérables prétentions britanniques à l'hégémonie universelle. La fureur des journaux contre l'Angleterre a dépassé toute mesure ; les efforts redoublent pour persuader aux États intéressés que l'Angleterre et la France seraient impuissantes à leur prêter assistance et qu'ils ne doivent compter que sur les dispositions bienveillantes du Reich. L'idée d'un équilibre en Europe exaspère au delà de toute expression les organes nazis. Les moyens et les petits États doivent rester à la merci du Reich, et s'estimer heureux de lui vendre leurs produits agricoles. La politique hitlérienne à l'égard des autres Etats évoque le souvenir de cette fable où La Fontaine nous montre un vieux chat-huant qui gardait à la portée de son appétit tout un peuple de souris qu'il avait eu la prévoyance d'estropier, afin de les empêcher de fuir et qu'il gobait à son heure. Nous voyons maintenant à quoi tend la doctrine des accords bilatéraux dont le Reich vantait l'excellence en opposition avec la sécurité collective : entre le plus fort et le moins fort, l'accord à deux est une forme de la contrainte et conduit à la vassalité. « Il n'y a pour nous aucun équilibre définitif, écrit le *Vœlkischer Beobachter* du 13 avril, parce que nous savons que cet équilibre se modifie d'année en année sous la pression de la volonté vitale allemande... Il faut que le peuple allemand dispose d'un territoire proportionné à sa population de 80 millions d'habitants. Si les Allemands possèdent proportionnellement autant de territoires que les Anglais, les Français, les Hollandais ou les Belges, alors l'équilibre européen sera garanti, mais pas avant ! » Voilà qui promet à tous les États un avenir de sécurité et de prospérité. Il faut que les peuples sachent bien que la paix ne tient qu'à un fil. Elle ne sera peut-être sauvée que si les nations de proie ont la certitude que leur abominable chantage à la guerre, s'il ne prend pas fin, les conduira nécessairement à la catastrophe. « A force de peindre le diable sur le mur, disait Bismarck, on finit par le voir apparaître. »

Les colères des nazis n'avaient pas eu le temps de se calmer que

l'offensive de paix du Président des États-Unis apportait à leur rage un nouvel aliment. Le 14 avril, M. Roosevelt, à la réunion du bureau directeur de l'Union panaméricaine, condamnait dans un discours « les rêves de conquête aussi ridicules que criminels ». Dans la nuit du 14 au 15, il prenait l'initiative inattendue d'adresser au Fuhrer et au Duce un message de paix. Le chef élu de la plus puissante et de la plus nombreuse démocratie du globe est qualifié pour s'adresser aux chefs d'États dont l'agitation trouble la vie de tous les peuples et leur offrir une issue dans la dangereuse impasse où ils se sont jetés. Parmi les difficultés tragiques où se débattent les peuples du vieux monde, une parole venue d'Amérique prend un accent solennel, nous allions dire providentiel. On voudrait pouvoir citer tout entier ce morceau historique. Tous les peuples vivent dans l'anxiété d'une nouvelle guerre ou même d'une série de guerres dont tous auraient à souffrir cruellement. « Je me refuse à croire que le monde soit nécessairement voué à un tel destin. » Il faut cependant voir les faits tels qu'ils sont. « Trois nations en Europe et une en Afrique ont vu mourir leur indépendance. Un vaste territoire dans une autre nation indépendante de l'Extrême-Orient a été occupé par un État voisin... D'autres actes d'agression seraient envisagés contre d'autres nations indépendantes... Le moment approche où cette situation devra se terminer par une catastrophe, à moins qu'un moyen plus rationnel de conduire les événements ne soit trouvé... Vous avez affirmé à plusieurs reprises que ni vous ni votre peuple ne désirez la guerre. Si cela est vrai, il ne doit pas y avoir de guerre. Rien ne pourra persuader les peuples de la terre qu'une Puissance a le droit ou le besoin d'infliger les conséquences de la guerre à son propre peuple et aux autres, à moins qu'il ne soit évident qu'elle défend son territoire. »

Le Président est convaincu qu'il n'est pas de problème qui ne puisse être résolu autour d'une table, pourvu que les armes soient laissées à la porte. Il s'adresse donc directement aux chefs des deux nations totalitaires : « Êtes-vous disposés à donner l'assurance que vos forces armées n'attaqueront on n'envahiront le territoire ou les possessions d'aucune des nations indépendantes suivantes (suit une énumération de tous les États d'Europe et du Proche-Orient) »... pendant dix ou vingt-cinq ans, à condition de réciprocité. Si de telles assurances sont obtenues, M. Roosevelt propose que soient mis immédiatement en discussion deux problèmes essentiels : l'allègement progressif du fardeau des armements qui prépare un

désastre économique, le moyen que « toutes les nations soient mises à même d'acheter et de vendre sur un pied d'égalité sur le marché mondial et de posséder l'assurance d'obtenir les matières et les produits nécessaires à une vie économique paisible ». En terminant, le message place les chefs des grands gouvernements en face de leurs responsabilités. « L'histoire les tiendra responsables de la vie et du bonheur de tous, jusqu'au moindre. »

Ce langage si élevé et si humain a le mérite de poser la question sur son vrai terrain. On ne saurait lui adresser qu'une seule critique, c'est qu'il paraît attribuer une valeur à la signature ou à la parole des États totalitaires, alors qu'ils se vantent de ne connaître d'autre loi que l'intérêt de leur race. Ce fut merveille de lire, en Italie après un jour de réflexion, en Allemagne sans délai, les invectives de la presse dirigée. Les journaux nazis prirent le parti d'attaquer la personne de M. Roosevelt. Sans doute on pourrait écouter le peuple américain, mais le Président est disqualifié, il cherche une popularité de mauvais aloi afin d'obtenir une seconde réélection, il est le prisonnier des Juifs qui le poussent à la guerre dans l'intérêt des marchands de canons et qui poursuivent la ruine de l'Allemagne, etc. Cependant l'Allemagne répondra. C'est le Fuhrer lui-même qui, le 28 avril, prendra la parole et prononcera un très long discours devant le Reichstag convoqué spécialement à cet effet. Il n'est pas difficile de prévoir, en lisant la presse allemande, quels seront les thèmes de M. Hitler. D'abord, bien entendu, celui de l'encerclement qui apparaît dès que se noue une entente pour résister aux entreprises hégémoniques du Reich. L'encerclement de la masse allemande prolongée par la masse italienne évoque l'image de cet éléphant, dont parle Kipling, auquel son cornac tressait quelques brins de paille autour d'un pied en lui disant : « Souviens-toi que tu es attaché ! » L'Allemagne se plaît à se dire encerclée pour avoir l'occasion de rompre le cercle. Ensuite le Fuhrer et le Duce étaleront tout le dossier de leurs réclamations territoriales, coloniales, économiques ; ils chercheront à tirer des préliminaires de la Conférence quelques avantages substantiels et ensuite ils refuseront d'y participer sous le prétexte que la Russie soviétique n'en est pas exclue.

C'est là un argument qui trouve quelque écho dans une partie de la presse française. Le communisme, qui a son foyer à Moscou, est certes une peste dangereuse ; mais chaque pays a toute liberté de se prémunir contre ce fléau, comme l'ont fait les États totalitaires :

c'est affaire de gouvernement intérieur. Le péril communiste fait naître et alimente le péril totalitaire et inversement. Mais, du point de vue international, le système germano-italien est plus dangereux. De très petites nations, comme l'Esthonie et la Lettonie, vivent au contact du colosse russe qui a jusqu'ici respecté leur indépendance et qui pourrait alléguer cependant qu'ils ont fait partie de l'ancienne Russie et qu'ils privent l'U. R. S. S. de son « espace vital » et de son accès à la Mer baltique. Sur ce point délicat, sir John Simon, après le discours de M. Chamberlain, et lord Halifax, dans son discours du 19 avril, se sont expliqués nettement. Contre tout agresseur ils appellent tous les concours : « Si un pays, a dit le chef du Foreign Office, accepte le même principe que nous dans les relations internationales et se montre également déterminé à travailler au maintien de la paix, le gouvernement ne se préoccupe pas de l'organisation intérieure de ce pays, mais seulement de sa politique extérieure. » Bien entendu, les pays qui se trouveraient dans le cas de recevoir une assistance de la Russie soviétique, restent juges du concours qu'ils désirent obtenir ou qu'ils préfèrent décliner. La politique que le gouvernement britannique a adoptée délibérément et que pratique le gouvernement français postule à l'intérieur une énergique résistance à la propagande communiste.

Il serait trop beau de se flatter que le message du Président arrangera les affaires. Les États totalitaires n'entendent s'en servir que pour rejeter sur d'autres leurs responsabilités. Ne nous attendons pas à les voir renoncer à leur système d'envahissement, de menaces et de conquêtes. La ferme résolution dont fait preuve la Pologne a peut-être éloigné d'elle, pour un temps, le péril. Une escadre allemande arrive devant les côtes d'Espagne et du Portugal. On a parlé d'une menace sur Gibraltar, sur Tanger, sur le Maroc espagnol, sur le Portugal. Personne ne sait sur quel point va fondre l'orage, ni même si, à la voix du Président des États-Unis, les nuages ne se dissiperont pas. M. Mussolini a encore affirmé le 20 avril la volonté de paix de l'Italie. Il dépend de lui de l'assurer.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : André Chaumeix.

iste fait
du point
dange-
, vivent
ndépen-
artie de
espace
icat, sir
Halifax,
Contre
s, a dit
us dans
terminé
éoccupe
nt de sa
veraient
iétique,
réfèrent
adoptée
postule
niste.
résident
n servir
s atten-
ent, de
euve la
escadre
gal. On
c espé-
fondre
nuages
avril la

P

Hong
impo
autre
Flers
Fran
comm
fort
tière
pas
sion
cosm
C
sanc
ont
au r
qui
taqu
Un
le co
nour

LA SOURCE

Les hommes sont trop occupés d'eux-mêmes pour avoir le loisir de pénétrer ou de discerner les autres.

LA BRUYÈRE.

LE CLAN DE L'ERMITAGE

PAR une chance exceptionnelle, tous les six parlaient le français. Les six ? Une Américaine, une Autrichienne devenue Allemande en un jour, un Espagnol, un Hongrois, un Écossais, enfin une Française. Celle-ci avait imposé sa langue, parce qu'elle n'en connaissait aucune autre. « Apprendre les langues étrangères, disait Robert de Flers, c'est avouer qu'on manque d'ingéniosité. » Or, les Français sont ingénieux. L'anglais n'était pas en majorité, comme on aurait pu le croire, l'américain et l'écossais étant fort dissemblables. Le hongrois ne franchit pas les frontières de la Hongrie. L'allemand et l'espagnol ne se sentaient pas en faveur. Ainsi le français, malheureusement en régression dans trop de pays, triomphait-il dans ce petit clan cosmopolite réuni non par le hasard, mais par la maladie.

Oh ! une maladie fort distinguée que, faute de connaissances médicales ou même psychologiques, les gens du monde ont appelée la neurasthénie et qui était connue des anciens : au IVe siècle, saint Jean Chrysostome l'appelle *athumia*, ce qui veut dire *démon de la tristesse*. C'est un démon qui s'attaque à l'organisme fatigué et au moral accablé d'épreuves. Un bon médecin suisse, le docteur Lordet, avait imaginé de le combattre avec de l'air pur, du repos, de la solitude et une nourriture patriarcale, sans se douter qu'il l'entretenait avec

l'ennui. L'ennui, cause de tant de ravages individuels et même sociaux, cause de crimes et même de guerres, n'a pas encore sa part dans l'étude de l'homme.

Donc le docteur Lordet avait installé sa clinique sur un haut plateau du Valais, à quatorze cents mètres d'altitude, dans le voisinage de Crans-sur-Sierre et de Montana. Crans-sur-Sierre est un admirable lieu de sports : golf, tennis, nage, cheval, et Montana se contente de se chauffer au soleil. La vue en est très étendue sur la vallée du Rhône et, au delà, sur les montagnes enchevêtrées, dominée d'un côté par le massif du Mont-Blanc et de l'autre par les neiges du Weisshorn et du Rothorn qui font partie des Alpes de Zermatt. C'est un paysage vaste et magnifique, et non étouffé comme il l'est trop souvent dans les hautes vallées. De là peut naître le goût de la contemplation qui donne l'oubli des maux et l'apaisement.

La clientèle de *l'Ermitage*, — le brave docteur ne s'était pas mis en frais d'imagination pour dénommer son immeuble en plein air, — avait pris après la guerre un développement satisfaisant. Il y avait alors tant de fatigue éparse dans toutes les nations ! Tout le monde était plus ou moins détraqué. Et la paix, mal organisée, ne guérissait pas de la guerre. En sorte que la nervosité continuait et continue d'alimenter ces maisons qui recueillent les névroses du corps et de l'esprit. Les clients, venus pour chercher l'isolement, ne tardent pas à s'agripper les uns aux autres, comme les naufragés à des bouées de sauvetage, espérant découvrir chez de plus malheureux ou de plus malades qu'eux-mêmes un motif de consolation, un intérêt dans la vie. Ils se font part de ce qu'ils ressentent, sans rien oublier et même, parfois, en inventant quelque détail susceptible de provoquer davantage la curiosité. Ils mettent en commun leurs misères que souvent ils cachaient à leurs proches, comme s'ils apportaient des lots à une loterie pour tirer ensuite un autre numéro.

Ces rencontres, ces confidences ne tardent pas à créer de petits groupes séparés, fractions de cinq ou six, guère plus, attirés par la sympathie ou par ces dissemblances qui éloignent d'une étude approfondie de soi-même. Aucun lien, par exemple, ne rattachait l'Américaine, Mrs Barbara Taylor, déchue de son immense fortune, au poète écossais Harold

Seymour, dévoré de spleen et de scrupules littéraires, tandis que la chanteuse autrichienne Véra Marvitz, le réfugié espagnol Emilio Ribanès et le grand seigneur hongrois, comte Zultan Hôlar, au domaine mutilé par le traité de Trianon, étaient rassemblés par des infortunes publiques. La Française, M[me] Édith Aulnay, ne pouvait invoquer, elle, qu'une infortune privée qu'elle avait longtemps tenue secrète et que, sollicitée avec insistance, elle avait fini par confesser.

Chacun d'eux commençait ses phrases par un *moi* qui, péremptoirement, affirmait une personnalité en décomposition.

— Moi, avait déclaré Barbara Taylor, je ne crois plus à la Bible depuis ce qui s'est passé en Amérique.

— Et que s'est-il passé ? interrogeait le poète, peu sensible aux événements extérieurs.

— Eh bien ! mais, je suis ruinée.

— C'est là tout ce qui s'est passé en Amérique ?

— Toute l'Amérique est ruinée et sans profit pour personne. Or, la Bible dit : *Deposuit potentes de sede et exaltavit humiles.* Les puissants ont été précipités, mais les humbles n'ont pas été exaltés du tout. Il n'y a plus de milliardaires, et il y a quinze millions de chômeurs. Comprenez-vous, maintenant ?

— Je vous fais mes condoléances, intervint Édith Aulnay.

— Merci. Vos valeurs françaises ont baissé, les nôtres ont disparu dans une trappe. Mon banquier m'avait prévenue. Je n'ai pas tenu compte de ses conseils. Connaissez-vous quelqu'un qui tienne compte des conseils ?

— Personne, déclara le chœur.

— Dans la période du *boom*, il me conseillait de vendre la moitié de mes actions qui montaient. Comme elles montaient, je ne les ai pas vendues. Chaque matin, après mon jus d'orange, je consultais la Bourse. Elles montaient toujours. Et puis, elles sont tombées à pic.

— Voilà ! conclut l'Espagnol.

— Ce qui me console un peu, c'est que ma fille est plus ruinée que moi. Parce que moi, n'est-ce pas, j'avais un peu d'argent en France. Les Français portent leurs fonds à l'étranger et les étrangers les portent en France. C'est très commode. Ma fille n'a pas dû en porter.

— Vous n'aimez pas votre fille ? demanda Édith.

— Je la déteste. Elle a épousé un peintre. Un petit peintre du Missouri. Un Juif par surcroît, à qui j'avais acheté un tableau que j'ai revendu un bon prix. Elle avait la fortune de son père, mon premier mari. Elle a dû la perdre.

— Vous avez un second mari ?

— Un troisième, mais nous avons aussi divorcé. Le second était devenu malade : je n'avais pas épousé un malade. Je l'ai laissé aux mains d'une infirmière bien choisie. Le troisième, il m'aurait fallu partager avec lui le peu qui me reste. J'ai préféré le garder.

— Le mari ?

— Non, le peu. Tous ces tracas m'ont causé un grand tumulte dans les pensées. Ici, on parle moins d'argent, sauf tous les dix jours où revient la note. Elle est chère. Et vous, Véra, comment va votre voix ?

— Mal. M'entendez-vous ?

— On vous entend, Véra, mais votre voix nous arrive comme à travers un voile. Quel malheur vous a mise dans cet état ?

— Un homme.

— Un homme ? Un homme vous a pris la voix ?

— Mais, oui : il m'a étranglée.

— Oh ! comme c'est amusant ! Racontez-nous ça.

— Je chantais avec Marken l'*Othello* de Verdi, à l'Opéra de Vienne.

— Marken ?

— Oui, le ténor.

— Il n'est jamais venu à New-York.

— Il ira. Car il se porte bien. C'est un misérable. Vous savez qu'Othello étrangle Desdémone au dernier acte.

— Je le sais, mais *Othello* ne sera jamais représenté en Amérique.

— Pourquoi donc ?

— C'est un nègre. Et il vous a réellement étranglée ? Un nègre : c'est pire.

— Il était bronzé, il n'était pas noir. Son rôle, m'a-t-il expliqué, l'avait tellement saisi, empoigné, comme vous dites, je crois, madame Aulnay...

— Je n'ai jamais employé ce verbe.

— Enfin, il s'est jeté sur moi dans un accès de fureur jalouse. Il s'est arrêté net, ses doigts sur mon cou, sans appuyer, heureusement. Sans quoi je serais morte. Un homme si beau, si grand, si fort ! Mais j'avais eu tellement peur que j'ai perdu la voix.

— On vous entend.

— Je parle, et je ne peux plus chanter. J'ai vu trente médecins. Tous ignorants. Les eaux n'y font rien, ni les remèdes. Il faudrait un miracle, ou une secousse. Agacée, énervée, découragée, j'ai échoué ici.

— Et la secousse d'Hitler à l'Autriche ?

— Trop générale. Il m'en faut une individuelle.

— Allez le voir, dit la Française en riant, il vous fera peut-être chanter.

Mais la plaisanterie ne fut pas appréciée. Ce fut le tour de l'Espagnol à qui l'on réclamait son aventure. Il en était encore tout meurtri et ne s'accoutumait que difficilement à respirer à l'aise. Mis en prison, à Barcelone, il y avait passé plusieurs mois, s'attendant chaque jour à être fusillé. Son fils qui était médecin avait acheté ses gardiens et réussi à le faire évader. Mais, avant de pouvoir s'embarquer sur un cargo italien, tous deux avaient vécu d'une vie de bêtes sauvages traquées par les chasseurs. A bord, on les avait cachés dans la soute au charbon, parce que la police opérait une descente au dernier moment. Enfin, débarqués à Gênes, ils avaient connu le bonheur d'être libres, de ne plus sentir l'haleine de la mort sur leur nuque. Sans ressources, comment vivraient-ils ? Le docteur avait passé naguère une année d'études à l'Université de Lausanne. Il s'y était perfectionné dans la connaissance de l'anatomie, des muscles. Il y était apprécié des professeurs. L'un d'eux, qui dirigeait une clinique pour la rééducation des membres et le réapprentissage des mouvements, l'avait engagé comme masseur. Quelle déchéance pour un grand médecin ! Il avait montré une supériorité rapide sur les professionnels et obtenu des résultats rares. Ainsi gagnait-il leur vie à tous deux et il avait exigé que son père s'installât à l'Ermitage pour se remettre de tant de mois vécus dans l'épouvante.

Le pauvre Emilio Ribanès faisait peine à voir en effet. Il bégayait comme si les mots ne parvenaient plus à se

joindre pour composer une phrase. Ses cheveux blancs, son teint jaune et exsangue, ses yeux enfoncés et presque décolorés, le tremblement de ses mains desséchées lui donnaient un aspect de revenant, de fantôme. Ce qu'il n'ajoutait pas, ce qu'il ne pouvait ajouter, c'était ce détail, ce simple petit détail : son fils préférait s'imposer la gêne de l'entretenir coûteusement à l'Ermitage, plutôt que d'avoir en face de lui, quand il rentrait harassé de son travail manuel, cette face douloureuse qui ne parvenait pas à la joie de la délivrance et gardait dans la liberté le rictus de la prison, de la peur d'une exécution prochaine. Tandis que les compagnons de la maison de repos ne le considéraient pas sans plaisir, voyant en lui le plus malade d'entre eux, ce qui les encourageait à supporter leurs propres maux.

Quelle noblesse au contraire chez le comte hongrois qui ne se plaignait qu'en invectivant contre l'Europe tout entière ! Au fait, de quoi souffrait-il ? Il souffrait de Bela Kun et du traité de Trianon. Ce sont des infortunes distinguées. Le premier avait prétendu le contraindre, durant l'épouvantable despotisme communiste qui avait ravagé la Hongrie, à balayer la rue devant son hôtel de Budapest, à quoi il s'était refusé, préférant être incarcéré et même fusillé. Le fâcheux traité avait coupé ses terres en deux pour les amputer de toute une partie donnée à la Tchécoslovaquie. La limite passait au milieu. Personne, parmi les plénipotentiaires rassemblés autour d'une table à Versailles, ne s'était soucié de tracer une frontière convenable, selon le régime des eaux ou le faîte des collines, la plupart ignorant la géographie. La frontière s'en allait au petit bonheur. On la devait rectifier, on ne l'avait jamais rectifiée, pas même après l'accord des arbitres allemands et italiens. Ainsi le comte avait-il perdu sa forêt préférée où il chassait le cerf et le chevreuil. Des terres qui lui restaient il avait assisté à l'abatage des grands arbres pour les scieries slovaques. Chaque coup de hache l'avait blessé. Au dernier hêtre tombé il s'était cru couvert de sang. Sa fille l'avait conduit à l'Ermitage. Toute la journée il jouait au golf sur l'excellent terrain de Crans-sur-Sierre, mais le soir il était hanté et, comme Macbeth, il voyait sans cesse une forêt en marche.

La vue de l'Espagnol communiquait au comte Zoltan

Hôlar un certain soulagement. En somme, Bela Kun aurait pu le pendre ou le brûler, comme cela s'était pratiqué couramment en Hongrie sous cette terreur de quatre ou cinq mois. Il était vivant, tandis qu'Emilio Ribanès avait une figure de mort. Il était vivant, mais ses beaux arbres découpés en morceaux servaient peut-être à fabriquer de la pâte à papier pour ces mauvais journaux qui empoisonnaient l'univers. Pourquoi ne leur avait-il pas mis le feu lui-même avant de les quitter ? Il se reprochait sa lâcheté et, comme il le confiait un jour au poète écossais Harold Seymour, celui-ci lui rappela le mot d'Hamlet sur la conscience qui fait de l'homme un lâche.

— Je suis un lâche, conclut le poète.

— Vous ? Si poli et courtois !

— Justement. Je suis courtois envers la Muse, comme on disait jadis, quand il la faudrait violer brutalement.

— Oh ! les gens de Bela Kun agissaient ainsi dans nos campagnes.

— En Espagne, intervint Ribanès intéressé, c'était surtout dans les villes et dans les couvents. Dans les couvents, à cause du sacrilège.

Mme Aulnay, qui avait entendu la conversation et s'était rapprochée, sourit, osa sourire :

— L'inconvénient est moindre pour les Muses.

Mais le poète faillit se mettre en colère. Les scrupules littéraires valaient bien tous les événements politiques. Comment pouvait-on attacher tant d'importance aux révolutions quand la nature demeurait immuable ? Et il récita des vers de Rainer Maria Rilke, son poète favori :

La vie, ne tente plus de la comprendre :
Elle sera pour toi, dès lors, comme une fête.
Les jours, accepte-les,
Comme un enfant reçoit du vent
Beaucoup de fleurs, chemin faisant.

Mais Mme Aulnay de conclure :

— Rien n'est plus difficile que d'accepter les jours.

La dernière, Barbara Taylor, s'était mêlée au groupe :

— Vous êtes la seule, Édith, à garder votre secret. Ce doit être un secret parisien.

— Qu'est-ce qu'un secret parisien ?

— Eh bien ! une affaire de cœur.

— Vous vous trompez : c'est une affaire d'argent.

— Racontez.

— Elle n'est pas intéressante. Un divorce.

— Un divorce ? Mais ce n'est rien. J'ai divorcé trois fois ou plutôt deux. La première, la mort a divorcé pour moi, juste à temps. Elle a cueilli, dans un accident, mon premier mari.

— Le mien est vivant. Il s'est même remarié.

— C'était son droit. Mais vous eussiez dû le devancer. En Amérique, les femmes sont toujours les premières.

— Je pensais l'épouser à nouveau.

— Quelle horreur ! Le même homme, l'épouser deux fois ? C'est immoral.

— Je vous expliquerai, chère amie.

— Cela ne se passe que dans votre Paris, dans ce Paris où je ne remettrai jamais les pieds.

Tout le clan prit la défense de Paris ainsi attaqué sans raison, de Paris qui serait propice à l'oubli s'il n'était pas fatigant pour les nerfs.

— Ne me parlez plus de Paris, protesta Barbara.

— Pourquoi donc ? C'est absurde.

— J'y ai reçu un choc dont je ne puis guérir. Moi aussi, j'ai aimé cette ville au-dessus de toutes les autres, à cause du plaisir qui est dans l'air et qui se respire dès le matin, en buvant son jus d'orange et mangeant ses œufs au bacon, même les fenêtres fermées. J'avais loué un appartement avenue du Bois, moins haut que mon quinzième étage de la Cinquième avenue. Savez-vous ce qu'on m'y a rapporté un soir ? Un homme.

— Quoi d'étonnant ?

— Pas un homme vivant, un homme mort.

— Un parent ?

— Non, un inconnu.

— Vous l'avez jeté par la fenêtre ? s'écria le Hongrois.

— Il est défendu de jeter le moindre objet par la fenêtre. Je l'ai fait enterrer, cela m'a coûté fort cher, et j'ai quitté Paris.

— C'est inattendu, réclama Édith Aulnay, et cela demande quelque explication.

— Certainement, et je vous la donnerai. J'étais entrée pour des achats aux Trois-Quartiers. Un individu occupait la vendeuse que je guettais. Il n'en finissait plus. La vendeuse ne le comprenait pas. Il parlait un mauvais anglais. C'était un Anglais, pas un Américain. Alors j'ai pris dans mon sac une carte de moi et j'ai écrit au dos ce qu'il voulait. Comme j'avais un rendez-vous chez Rumpelmayer pour goûter, je suis sortie du magasin. Ensuite, j'ai fait différentes courses. Quand je suis rentrée chez moi pour dîner, qu'est-ce que j'ai trouvé ? Un homme couché tout du long dans l'antichambre. Il ne bougeait pas. J'ai appelé le valet : « Qu'est-ce que cela ? Mettez-le à la porte. — Madame, la police l'a déposé ici. — Mais qui est-ce ? — Un mort. » J'ai téléphoné. Le commissaire m'a répondu : « Cet homme est mort subitement aux Trois-Quartiers, il n'avait sur lui qu'une carte portant votre nom et votre adresse. Nous avons pensé que c'était quelqu'un à vous. — Je ne le connais pas. — Nous non plus. — Prenez-le. — Gardez-le. » On a refusé de l'enlever, puisqu'on n'avait aucune pièce d'identité. J'ai dû lui donner un cercueil et une place au cimetière. Huit jours plus tard, la famille l'a retrouvé. Elle a refusé de me rembourser. Elle a dû croire que j'étais sa maîtresse et que je l'avais débauché, peut-être même assassiné. Voilà pourquoi j'ai pris l'horreur de Paris.

Cette fois, elle fut approuvée à l'unanimité, sauf par Édith qui objecta la rareté du phénomène et le danger fréquemment couru de se promener sans avoir sur soi son adresse. Aussitôt harcelée, elle fut contrainte à se livrer à son tour :

— Oh ! c'est très simple. Mes parents m'avaient mariée sous le régime dotal. Ils protégeaient mes biens, non ma personne. Ils n'avaient pas confiance pour mon bonheur dans mon mari, mais dans leur fortune.

— C'est très sage, interrompit Mrs Taylor.

— Pas du tout. Mon mari, c'était le comte de La Léchère.

— Un vieux nom ?

— Pas très vieux.

— Je l'ai vu sur une affiche.

— C'est aussi un nom de station thermale. Avec ce régime dotal, il ne pouvait pas manger ma fortune et il avait

faim. Comme j'avais perdu mes parents, il m'a persuadée qu'il fallait divorcer pour nous remarier ensuite sous un régime de communauté. Je l'aimais : j'ai consenti.

— Vous avez divorcé parce que vous l'aimiez ? C'est drôle.

— Après le divorce, il m'a emprunté beaucoup d'argent. J'étais libre, je pouvais le lui prêter, tandis que, mariée, je ne le pouvais pas. Après quoi, il a épousé une star, une petite star.

— Il vous a trompée légalement. Et maintenant, vous le haïssez ?

— Oh ! non, je l'attends.

— Vous l'attendez ?

— Sans doute, mais cela me fatigue. C'est pourquoi je suis venue ici. Sa star le lâchera et il me reviendra.

— Vous aussi ! murmura le poète.

— Que signifie ce : *vous aussi* ?

— Cela signifie, madame, que, vous aussi, vous êtes lâche. Nous le sommes tous. C'est notre véritable maladie. Le corps se soigne avec des purées et des piqûres. L'esprit malade reste malade.

— Non, non, on le guérit.

— Qui, madame, et par quoi ?

Aussitôt l'Américaine de réclamer :

— Qu'on me rende ma fortune !

— Ma voix ! murmura la chanteuse autrichienne.

— Ma forêt ! clama le Hongrois.

— Ma maison ! souffla l'Espagnol.

— Ma force créatrice ! soupira le poète écossais.

Et la Française, la dernière, susurra :

— Mon amour...

Mais à qui ne manque-t-il pas quelque chose ? Quelque chose ? L'essentiel.

L'APPARITION

Les clients du docteur Lordet se réunissaient chaque jour et tournaient ensemble dans l'étalage de leurs maux comme des chevaux dociles au manège. Ils n'admettaient personne dans leur cercle fermé, ils ne frayaient avec per-

sonne, ni avec cette femme d'un bijoutier de Paris qui portait une plaque de diamants pareille à une soucoupe et, pour ne pas la perdre, l'agrafait même à son costume de bain quand elle allait à la douche, ni à cette Belge que son mari, mathématicien trop savant, avait précipitée dans le calcul différentiel, ni avec ce couple anglais à longues têtes chevalines qui, à table, dévorait les plats de régime jusqu'à gratter le fond des assiettes à la façon de ces mulets à qui l'on attache à l'étape un picotin d'avoine et qui font des efforts désespérés pour atteindre le fond du sac, ni avec ce danseur russe qui avait sauté par-dessus les Soviets et se prenait pour *le spectre de la rose*.

Cependant l'infortuné médecin ne constatait aucune amélioration, aucun progrès. Ses pâtes et ses massages ne produisaient nul effet. Quand il obtenait en pesant l'un ou l'autre un gain de 500 grammes une semaine, il en perdait la moitié, ou les trois quarts, ou la totalité, la semaine suivante. « Ils ont surtout perdu le goût de vivre », se disait-il en se grattant l'oreille. Précisément, aucune drogue ne le peut rendre.

Un matin, il trouva Mme Aulnay toute joyeuse et il s'en attribua le mérite.

— Je savais bien que ces piqûres vous fortifieraient.

— Ah ! docteur, ce ne sont pas vos piqûres.

— Allons donc ! Je vous l'avais prédit.

— Ce n'est pas cela, c'est une lettre.

— Les lettres, d'habitude, ne provoquent pas de réaction physique prolongée. Ce ne peut être qu'une réaction momentanée sur la tension.

— Le croyez-vous, docteur ? Nous sommes des êtres si sensibles ! Il suffit d'un rien pour nous abattre, d'un rien pour nous relever.

— Et que vous annonce cette lettre ?

— L'arrivée d'une amie. Une amie plus jeune que moi de cinq ou six ans. J'en ai trente. Une amie extraordinaire, surnaturelle.

— Vous exagérez.

— Je n'exagère pas. Il me faut retenir sa chambre. Une chambre près de la mienne. Nous pourrons causer toute la nuit ensemble.

— C'est ce qu'il faut éviter à tout prix. Nous l'installerons dans l'aile la plus éloignée, afin que vous dormiez en paix.

— Mais je ne dors pas en paix. Je ne dors pas du tout dans votre cambuse.

— Ma cambuse ?

— C'est du français, ce n'est pas du suisse. Dans votre asile d'aliénés...

— Je ne reçois pas d'aliénés.

— De maniaques, d'obsédés, d'agités. Tandis qu'Hélène Monbars, rien que par sa présence, me calmera. Vous devriez l'engager, docteur, elle guérirait tous vos malades.

Le vieux médecin voulut rire, mais il ne le savait pas :

— Ces Françaises, ça plaisante toujours !

— Attendez de l'avoir vue et vous verrez si je plaisante.

Quand Édith Aulnay retrouva ses camarades de clan, elle leur fit part de la grande nouvelle. L'annonce de cette recrue provoqua la réprobation générale :

— Encore une malade ! protesta l'Américaine. N'étions-nous pas assez nombreux ?

— Elle n'est pas malade. Elle est au-dessus de tous les maux.

— Alors, pourquoi vient-elle ?

— Pour me voir. Elle m'apporte des nouvelles de mon mari. Il veut divorcer pour m'épouser. Je suis si contente !

— Vous êtes folle et c'est un scandale !

— A l'amende ! A l'amende !

La folie est proscrite des conversations à l'Ermitage et chaque fois que son nom est prononcé par mégarde, une sanction est imposée au coupable.

— Est-elle belle ? interrogea le poète.

— Divine.

— D'avance, nous la détestons, conclut le Hongrois. La beauté est une grande tentation. Elle entraîne des maux et des crimes.

— Je vous défie de la détester, répliqua Édith, exaspérée par ce mauvais accueil réservé à sa plus chère amie.

Hélène Monbars arriva le lendemain toute vêtue de flanelle blanche, dans une torpédo blanche lancée à grande allure

qui décrivit une courbe parfaite pour se ranger devant l'Ermitage. De leurs fenêtres, les six membres du clan dévisageaient la nouvelle venue. Elle dépassait la description d'Édith. Quand la réalité s'en mêle, elle l'emporte sur notre imagination, mais ce n'est que trop rare.

Très grande et flexible, mince et non maigre et les bras pleins, fleur à longue tige, harmonieuse dans tous ses gestes, dans le moindre de ses mouvements, comme si l'espace où elle se mouvait l'environnait d'une caresse de clarté, elle attirait déjà de loin par sa marche avant qu'on eût pu voir distinctement son visage, et quand son visage apparaissait enfin, c'était un enchantement. Tout s'en mêlait pour le plaisir : le teint, le grain de la peau, la régularité des traits, la grâce de la bouche, l'éclat des yeux sous les longs cils courbes. A la regarder mieux, un observateur aurait pu surprendre la mélancolie à demi recouverte par ce voile de beauté, mais les malades sont trop occupés d'eux-mêmes pour retenir ce qui les pourrait préoccuper chez les autres. Édith Aulnay n'avait pas exagéré : son amie était divine.

Le clan des six, rassemblé un peu plus tard, s'efforçait de résister au charme. Hélène Monbars avait quitté son chapeau blanc ou plutôt l'avait jeté sur un meuble et riait. De quoi riait-elle ? Son visage n'était rien auprès de son rire. Un rire qui découvrait des dents incomparablement blanches. Un rire qui fusait comme un jet d'eau au-dessus des pelouses rafraîchies. Un rire qui faisait aimer la vie. Mais non, les six n'aimaient plus la vie.

— Elle se moque de nous, gémit l'Espagnol.

— De quoi donc ris-tu ? implora Édith son amie.

— Du bon tour que j'ai joué en voyage. Après que j'eus dépassé Villeneuve, au bout du lac, un individu, immobile au bord de la route, me fit signe de m'arrêter. C'est la mode aujourd'hui pour les piétons. Ils quémandent une place aux automobiles qui vont dans leur direction. J'ai stoppé et j'ai dit : « Montez », car j'aime à rendre service à tout le monde. Il s'est assis à côté de moi. Je l'avais à peine regardé. Voici qu'après Martigny, comme la route est toute droite, entre les peupliers, je me suis tournée de son côté. Qu'ai-je aperçu, mon Dieu ! Une face horrible, une tête de bandit. Lui aussi me regardait, et de quels yeux ! J'ai pris peur.

— Et qu'avez-vous fait ? interrogea le comte hongrois, intéressé.

— Nous tremblons pour vous, dit le poète.

Hélène, étonnée de tant d'attention, suspendit un instant son récit, comme pour en ménager l'effet. Puis elle répondit aux interrogations :

— Si j'avais arrêté mon auto, il pouvait se jeter sur moi. Alors, j'ai redoublé de vitesse. L'aiguille marquait 120, 130, 140. Ma machine peut aller plus loin : 150. Elle vibrait comme un arc, et mes mains se crispaient sur le volant. Ce n'était plus moi qui avais peur, c'était mon compagnon. Il n'osait plus faire un mouvement. Il s'était blotti dans un coin, attendant la catastrophe. Et moi, je riais de sa terreur. Ainsi débouchâmes-nous à Sierre en ouragan. A l'entrée de la ville, j'ai stoppé. « Descendez vite, monsieur, et filez ! — Madame, eut-il l'aplomb de me répondre, rassuré dès l'arrêt, je vais plus loin. — Allons, à terre ! » Je parlais d'un ton sans réplique. Il est descendu et ne m'a pas remerciée. J'avais eu chaud et j'ai repris la route de Sierre et de Montana plus doucement.

— Vous êtes imprudente, murmura la chanteuse. Cet homme pouvait vous étrangler sur la route.

— Vous êtes rapide, corrigea Barbara Taylor. Du 150 : ce doit être une voiture américaine.

— Vous êtes courageuse, approuva le Hongrois. J'aime le courage.

— Vous avez passé près de la mort, constata l'Espagnol.

Édith Aulnay, enthousiasmée, secoua le poète qui se taisait.

— Vous avez raison, madame, dit-il simplement.

— En quoi ai-je raison ?

— Elle est divine.

Ces derniers mots avaient été prononcés à voix basse. Édith leur fit un sort :

— M. Harold Seymour assure, Hélène, que tu es divine.

Et le poète rougit, tandis que la jeune fille protestait :

— Pas divine, humaine simplement, et c'est déjà beaucoup.

Puis elle disparut quand le groupe la cherchait encore, comme si elle laissait derrière elle un sillage de lumière. Le soir, elle voulut dîner dans sa chambre, se prétendant

fatiguée. Barbara Taylor déclara qu'elle n'était pas fatiguée du tout et que c'était là un prétexte pour se débarrasser de leur présence.

— Ce n'est pas étonnant, conclut-elle. Les gens bien portants ont horreur des malades.

— Et réciproquement, approuva rageusement Véra Marvitz.

Après le dîner, Édith Aulnay s'éclipsa pour rejoindre son amie :

— En bas, ils ne parlent que de toi

— Et que disent-ils de moi ?

— Du mal, naturellement.

— Pourquoi, naturellement ?

— Parce que tu te portes bien. Ah ! s'ils pouvaient te prendre ta santé ! Comme ils te déchireraient ! Ton homme de Sierre était moins dangereux.

— Et toi, Édith ?

— Moi ? Si je pouvais te prendre ta beauté, cela me suffirait.

— Merci.

— Parce que mon mari ne m'aurait pas quittée.

— Ce n'est pas une raison. Alors, tu l'aimes toujours ?

— C'est ma maladie. Ne m'as-tu pas écrit que tu l'avais vu ? Quelles nouvelles m'apportes-tu de lui ?

— Oh ! de quoi tirer une comédie étonnante, un vaudeville, si tu préfères, ou même un ballet. Le ballet de la star amoureuse.

— Une comédie avec ma douleur ? Le ballet de la star amoureuse ? Elle le trompe. Quelle chance !

— Oh ! c'est le ballet de Narcisse dansant au bord de l'eau, doublant dans l'eau son image, et changé en fleur.

— Je ne comprends rien à tes paroles. Ou tu t'amuses de ma peine ou tu es plus folle que moi.

Personne n'étant là pour la mettre à l'amende, elle n'a pas craint de prononcer le mot défendu.

— Je ne suis ni folle, ni méchante, répondit Hélène. La femme de ton mari le trompe évidemment, mais ce n'est pas une cause de divorce.

— Je comprends moins encore.

— Elle le trompe avec elle-même. Elle s'aime et n'aime

qu'elle. Ton mari qui est le sien en enrage et doit rester à la chaîne. Tu vois bien que c'est un sujet de comédie.

— Pour toi, pas pour moi. Raconte-moi donc ton entrevue avec lui.

— Eh bien ! il est très amoureux et c'est bien fait. On ne quitte pas une femme comme toi, surtout dans les conditions que tu m'as avouées.

— Je suis prête à lui pardonner.

— Il est prêt à te revoir et il ne le peut pas. Cette femme est sans reproche. Aucun motif de séparation à invoquer. Elle ne s'occupe que d'elle : le jour de ses robes, et la nuit de sa figure et de sa peau. Ton mari m'a donné des détails bien amusants.

— Donne-les-moi.

— Elle couche avec un masque et des gants. Un masque enduit de pâtes savantes pour maintenir la ligne du menton et du cou, effacer les commissures des yeux et des lèvres, pincer le nez qui menace de s'élargir. Les gants préservent la blancheur des mains. Tout cet appareil sanitaire est gênant pour un mari. On n'épouse pas un institut de beauté. Les hommes sont bien naïfs, mais pas à ce point.

— Naïfs, les hommes ?

— Oh ! combien ! En as-tu vu un seul qui ait remarqué les artifices féminins au point de distinguer la vérité du mensonge ? Par exemple, ils admirent tous les cheveux décolorés ou teints de la façon la plus outrageante. Ils ne savent jamais si une femme est brune ou blonde. Elle peut même être blonde et brune tour à tour sans les étonner. La nuit, c'est un peu plus compliqué. Mais les femmes s'enveloppent de prudence pour obtenir une obscurité favorable.

— Comme tu es savante !

— Hélas ! je suis une de ces créatures infortunées qui ont des yeux pour voir et des oreilles pour entendre. Elles sont très rares dans ce monde où les aveugles et les sourds sont les maîtres de l'heure, et même de la politique.

Édith se réhabituait difficilement au badinage de son amie qui semblait ne rien prendre au sérieux. Déjà Hélène continuait :

— De temps en temps il arrive qu'un homme dépasse les femmes en soins de toilette. J'en connais un, déjà vieux,

qui, pour conserver en apparence un visage frais et plein, se fait appliquer le soir sur chaque joue un ris de veau qu'on enlève le lendemain. En outre, son valet de chambre lui ficelle sur la tête un bourrelet de peau afin de supprimer les rides.

— Est-ce possible ? Qui est-ce ? Quelqu'un de nos relations ? Donne-moi son nom, je t'en prie : c'est trop drôle.

— C'est un maréchal de France.

— Allons donc ! Il n'y en a plus que deux et ce sont de splendides vieillards.

— Je ne tairai pas son nom plus longtemps. C'est le maréchal de Richelieu. Il vivait au XVIIIe siècle. Il s'est remarié pour la troisième fois à l'âge de quatre-vingt-quatre ans et il a trompé sa troisième femme comme les précédentes.

— Que tu es donc renseignée !

— Oui, l'histoire nous renseigne sur la sottise humaine, et c'est pourquoi la plupart des hommes la dédaignent. Moi, elle me divertit.

— Tu es gaie et désabusée ensemble. Comme c'est singulier ! Mais n'oublions pas mon mari, Hélène. Dois-je désespérer ?

— Il ne faut jamais désespérer.

— Peut-être n'a-t-il plus d'argent.

— Vas-tu lui en offrir ? Prends garde : il l'accepterait. Malheureusement, il a fait un héritage.

— Lui ?

— Pas lui, la star.

— Un amant ?

— Elle n'a pas d'amant. Peut-être en a-t-elle eu dans sa prime jeunesse, quand elle n'était pas encore une beauté ! Maintenant, c'est un luxe qu'elle s'interdit. Où trouverait-elle le temps d'aimer ? Non, un admirateur qui l'avait vue dans un film, un des seuls films qu'elle ait tournés, l'a inscrite sur son testament pour une somme assez forte qui sera bientôt mangée. Alors ton heure sonnera peut-être. Pour le moment, la dame se contente d'être comtesse de La Léchère et d'être citée dans tous les comptes rendus de fêtes mondaines. Ton mari la suit comme un petit chien. Renonce donc à lui une bonne fois.

Édith laissa échapper un profond soupir.

— Oui, dit-elle, tu le méprises, et moi plus encore.
— Naturellement.
— Et je n'y puis rien.
— Là est l'erreur. On peut ce qu'on veut.
— Toi, peut-être.
— Tout le monde. Il suffit de commencer.

Où avait-elle pris, si jeune, tant d'expérience ? Ce qu'elle n'avouera pas à son amie, ce fut la cour assidue qu'elle dut subir du comte de La Léchère, quand elle le recevait pour lui parler de sa femme, de sa vraie femme. Elle avait même dû le gifler, une gifle qui avait cassé le lorgnon, en sorte qu'il tâtonnait et ânonnait ensemble dans le plus piteux état. Était-ce là ce monsieur qui passait pour séduisant et qui avait divorcé pour changer un gênant régime matrimonial ?

Une ronde de nuit vint avertir les deux amies que le silence était ordonné. A dix heures du soir, chacun, à l'Ermitage, devait avoir regagné sa chambre. Elles s'embrassèrent et se séparèrent. Édith se coucha, mais pour étaler sur son lit toutes les lettres d'amour qu'elle avait reçues au temps de ses fiançailles et pour s'empoisonner avec cette lecture. Hélène poussa les persiennes et s'accouda à son balcon pour contempler la nuit.

Un croissant de lune traversait les nuages qui couraient. Dans les intervalles de ces nuées en marche, des étoiles brillaient, si lointaines qu'elles étaient à peine utilisables pour l'ornement du ciel. Mais la terre était rapprochée. Le Rhône qui coulait en bas laissait monter sa plainte jusqu'à ce balcon et ses eaux, quand la lune était complaisante, luisaient comme une lame d'argent. Les montagnes formaient un bloc noir en face de la voyageuse, mais derrière leur premier plan s'estompaient les neiges éternelles des massifs de Chamonix à droite et de Zermatt à gauche. Une étoile filante parut se détacher de la voûte, mais se perdit trop vite.

« Je n'ai pas eu le temps de faire un vœu », pensa la jeune fille.

Quel vœu eût-elle choisi ? Elle rentra dans sa chambre et ouvrit au hasard le livre qu'elle avait emporté. C'était *Poésie* de Rainer Maria Rilke. Si le poète écossais l'avait su ! Ne le saurait-il pas un jour ou l'autre ? Le livre s'était ouvert à cette page :

« Vois-tu, je veux beaucoup, peut-être tout : l'obscurité des chutes infinies et le jeu scintillant des montées lumineuses.

« Tant d'autres vivent qui ne veulent rien, que rassasient les mets légers de leurs sentiments lisses.

« Mais toi, tu te réjouis de tout visage qui sent et qui a soif. Tu te réjouis de tous ceux qui se servent de toi ainsi que d'un outil... »

Elle n'acheva pas le poème. Elle s'arrêta sur cette image de tous ceux qui se servaient d'elle comme d'un outil. Révoltée, elle pensa :

« Et moi ? »

Qui s'occupait d'elle autrement que pour la désirer ou tirer d'elle quelque profit ou avantage ?

Et, fermant le livre, elle sourit :

« Rilke a raison. Je dois me réjouir... Et je ne me réjouis pas... »

PREMIERS MIRACLES

— Que faites-vous aujourd'hui ? fut la première question qu'Hélène, toute fraîche et qui avait déjà cueilli des fleurs dans la prairie voisine, posa au clan réuni autour d'elle après la douche et le petit déjeuner du matin pris copieusement dans les chambres.

— Rien, comme toujours, déclara franchement Barbara Taylor.

— Comment, rien ?

— C'est-à-dire, expliqua Harold Seymour, que chacun de nous soulève chaque matin une montagne.

— Voilà ce que j'ai voulu dire, appuya l'Américaine.

Hélène éclata de rire :

— Une montagne ? Quelle montagne ? Ici, vous avez le choix.

— La montagne de nos fardeaux quotidiens.

— Posez-les.

— Impossible. Et quand nous l'avons soulevée, nous sommes las pour le reste du jour.

La jeune fille rit de plus belle :

— En effet, vous êtes très occupés. Néanmoins, je vous

propose un autre programme. Mon séjour ne sera pas long. Je désire en profiter pour voir le pays.

— Il n'y a rien à voir, assura le comte Zoltar Hôlar. De petits bois de sapins sans épaisseur. Point de forêt.

— Toujours ce même horizon, se plaignit Véra Marvitz. A l'Opéra, du moins, on change de décor.

— Mais la lumière, répliqua Hélène, change celui-ci à chaque instant.

Le poète l'approuva, sous cette réserve :

— Il n'a rien d'humain.

— Comment, rien d'humain ? Vous n'avez pas regardé votre guide. Les hommes l'ont marqué de leur empreinte. Avant de voyager, on s'informe.

— Nous ne sommes pas des voyageurs, mais des malades.

— Justement, pour guérir, il faut sortir de soi, il faut être curieux. Et vous ne savez même pas qu'il y a là-dessous, tenez, sur ce promontoire qui se détache du plateau et domine la vallée du Rhône, une statue du Christ-Roi, haute de trente ou quarante pieds, élevée par le Valais, le pieux Valais, — des hommes, monsieur le poète, — au Christ qui, lui, domine toutes les souffrances et invite à les supporter. Êtes-vous allés à Montana visiter la maison où Katherine Mansfield vécut longtemps, déjà mourante et toujours passionnée de vie ? Êtes-vous descendus, jusqu'au bas de la vallée, au château de Muzot où Rainer Maria Rilke composa ses plus beaux poèmes ?...

— Oh ! l'arrêta Harold Seymour, Maria Rilke est venu par ici ? Vous savez que j'ai une passion pour Rilke. Et vous-même, vous le connaissez ?

— Je le connais depuis hier. Je me suis documentée. J'ai su qu'il était mort à Valmont, au-dessus de Vevey, qu'il s'était épris de cette vallée du Rhône, qu'il a vécu dans ce petit château de Muzot prêté par un ami, et qu'il a voulu être enseveli au bord de l'église de Rarogne, sur un rocher. Nous irons visiter Muzot. Nous irons en pèlerinage à sa tombe. J'ai lu hier soir un de ses poèmes, au hasard, dans un recueil que j'ai acheté à Lausanne, au passage. Il m'a paru que cette musique entrait dans le cœur aisément.

— Comme je suis content que vous l'aimiez ! Moi, je l'adore. Il achève de me dissoudre.

— Vous dissoudre ?

— Oui, je me perds en lui. Il exprime tout ce que j'avais à dire et je n'ai plus qu'à me taire.

— Alors, c'est que vous n'aviez rien dans le ventre.

— Rien dans le ventre ?

— Ou dans l'esprit, si vous préférez. Pour la plupart des hommes, c'est la même chose.

Vexé, le poète pensa se retirer sous sa tente, mais il ne pouvait détacher ses yeux de la vision blanche qui répandait le plaisir comme ces jets d'eau tournoyants qui arrosent les jardins et y font pousser les fleurs. Déjà Hélène commandait la troupe. Une pauvre troupe sans moral, mais qui aspirait sans le savoir à être commandée. Il fallait quatre heures pour aller au Christ-Roi et en revenir. Qui la suivrait ?

— A pied ? protesta Barbara Taylor. Vous n'y songez pas !

— J'ai vu des chevaux dans le pays et même des mulets. Vous irez à cheval.

— Est-ce impossible dans une Packard ?

— Tout à fait impossible. A la rigueur, vous pourriez descendre à Sierre. De là il n'y a qu'un sentier, assez large, pas assez pour votre automobile.

Comment le savait-elle ? Oh ! par le concierge, tout simplement. On fréta deux mulets et cinq chevaux. Les mulets étaient réservés à la chanteuse et à l'Espagnol. Hélène prit la tête avec le Hongrois qui montait comme un écuyer de cirque, elle sur une jument blanche, lui sur un grand cheval bai de race bernoise. Le poète, jaloux, s'efforçait de dépasser le comte, mais sa médiocre monture ne sentait ni l'éperon, ni la cravache. Édith et Barbara, accoutumées aux selles d'amazones, se trouvaient gênées à califourchon et craignaient de s'écorcher, ce qui leur gâtait tout l'agrément de la promenade. Véra Marvitz tremblait de peur, et l'Espagnol, livide, fermait la marche, pareil à la Mort de l'Apocalypse sur son cheval pâle, bien que le cheval ne fût qu'un mulet paisible.

Du plateau de Crans on descend sur Sierre qui est un grand vieux village avec une vaste église destinée à recevoir une paroisse disséminée. De là on remonte sur le promontoire qui porte l'immense statue de bronze apportée là par plaques

du bas de la vallée. Le Christ, debout et couronné, tient de la main gauche la croix et lève le bras droit en geste de bénédiction. Aucun artifice ne dépare cette haute effigie fruste et simple, d'un art primitif inspiré des pieuses statues rigides du moyen âge.

Sur le terre-plein, devant le socle, les cavaliers descendirent. Un guide attacha les montures ; tous, sauf Hélène, se plaignaient de la fatigue de la course. Le comte Zultan Hôlar accusait surtout son cheval : imaginait-on de pareilles rosses en regard des étalons hongrois ? Par quelle barbarie avait-on amené des malades si loin de leur base de ravitaillement et de repos ? Et pour quel spectacle ?

— Mais regardez !

Le Rhône coulait en bas et la vallée s'élargissait du côté du lac Léman. Les montagnes s'estompaient d'une légère buée bleuâtre qui est le signe du beau temps durable. Au loin, brillaient au soleil les neiges du Mont-Blanc et du Weisshorn séparées par toute une masse profonde.

— C'est beaucoup trop beau, protesta le poète. On n'embrasse pas un tel paysage. On l'abandonne à quelque vulgaire Victor Hugo.

— Une mare vous plairait davantage.

— Sans aucun doute. D'une mare on fait le tour.

— Et ça ?

— Beaucoup trop grand.

Hélène avait montré l'image du Christ. Pour la voir il fallait lever la tête, se tordre un peu le cou. Mais ce qui laissait le poète indifférent, et avec lui le Hongrois, l'Américaine et même Édith Aulnay, frappait au contraire l'imagination de l'Espagnol et de la chanteuse. Le premier multipliait les signes de croix et les invocations. Il appelait les anges, les dominations et les saints. Un peu de sang apparut à ses joues décolorées. Soudain il se dressa et lança des malédictions contre les rouges qui avaient incendié les églises d'Espagne, mutilé ou brisé les statues, violé les religieuses, brûlé ou pendu les prêtres. La parole lui était revenue dans la colère. Et la colère le ramenait à sa langue natale. Il n'était plus mort, il donnait de sa vie des signes trop évidents.

Stupéfait, le clan l'écoutait sans l'interrompre. Était-il possible qu'Emilio Ribanès eût tant de facilité d'élocution,

possédât en propre un tel vocabulaire d'injures ? Il changeait à vue d'œil. Il devenait rouge comme une tomate, il exécutait des moulinets avec ses bras, il montrait dans l'invective une supériorité incontestable. Le clan assistait à un miracle. Un miracle de résurrection.

Ce miracle fut suivi immédiatement d'un second. Lorsque l'Espagnol, à bout de souffle, se tut, Véra Marvitz chanta. Elle chanta *la Procession* de César Franck :

Dieu s'avance à travers les champs...

Sa voix était pure, souple, nuancée, comme si elle l'avait exercée la veille. La phrase musicale se déroulait avec cette aisance qui est un enchantement. Quand elle se tut, les applaudissements éclatèrent. Les femmes se précipitèrent pour l'embrasser, les hommes pour lui baiser les mains, sauf l'Espagnol qui demeurait digne dans sa fureur exhalée. Hélène, par surcroît, fut félicitée de son programme. Une scène de *Ruy Blas* et un concert : c'était parfait.

— Plus le décor, dit-elle.

L'Américaine conclut :

— Et tout cela gratuitement.

— Les plus grandes joies sont gratuites, madame.

— Le croyez-vous ?

— Sans doute : la nature, l'art, l'amour.

— Il faut de l'argent pour les goûter. Et je suis ruinée.

— Avec une Packard !

— J'en avais trois, plus un yacht et un avion.

— C'était beaucoup trop pour une seule personne.

— Oh ! oh ! protesta Barbara comme si on lui volait son sac à main, vous êtes donc une bolchéviste ? Vous êtes pour la répartition des richesses ? Elles sont beaucoup mieux dans une seule main.

— Et les autres ?

— Ils travaillent.

Le retour fut triomphal. Les miraculés et la faiseuse de miracles étaient l'objet de mille attentions qui finirent à l'Ermitage par une ovation. On manda le docteur Lordet pour constater la guérison fabuleuse qu'il ne manquerait pas d'attribuer à ses pilules. Mais quand il fut là, Véra Marvitz refusa de chanter et Emilio Ribanès recommença de gémir.

PÈLERINAGES

Par un clair matin de soleil, Hélène, toute de blanc vêtue, montait, devant l'Ermitage, dans sa torpédo.

— Où vas-tu ? lui demanda, penchée au balcon, son amie Édith.

— Me promener.

— Attends-moi, je descends.

— Je préfère la solitude. Où je vais, ce n'est pas un pèlerinage pour toi.

— Non, non, j'irai où tu vas. J'ai besoin de toi. Je suis si triste !

Hélène pensa à *tous ceux qui se servaient d'elle comme d'un outil.* Elle céda :

— Viens vite, car je pourrais changer d'idée.

Pour une fois, Édith Aulnay, lente d'habitude, se hâta et prit place dans la voiture déjà trépidante.

— Où allons-nous ?

— A la villa des Sapins, à Montana.

— Tu y connais quelqu'un ?

— Oui, une amie, ma meilleure amie.

— Et moi ?

— Ne sois pas jalouse. Elle est morte depuis quinze ans et je ne l'ai d'ailleurs jamais vue.

— Tu te moques toujours.

— Mais non. C'est Katherine Mansfield. Son journal et ses lettres m'ont fait du bien. Elle a aimé la vie dans la douleur et dans la mort.

Les deux femmes eurent quelque peine à trouver la petite villa et à y pénétrer. C'est une maison toute simple, un peu cachée de la grand route, au fond de Montana. Elle a été bâtie par un colonel anglais revenu des Indes qui voulait s'y retirer. Le rez-de-chaussée ne comprend qu'une salle à manger et un petit salon. Au premier, une chambre à deux lits (attendait-elle son mari ?) et le tout petit cabinet de travail avec un balcon de bois d'où la vue est belle sur le Weisshorn au fond et la vallée du Rhône en bas. Des sapins trop rapprochés masquent un peu le paysage.

La tenancière de la villa avait bien connu Katherine. Elle en parlait avec gentillesse.

— J'ai eu mon enfant quand elle habitait ici. Elle aimait le voir, le gâter. Je n'étais pas très contente, à cause de la contagion. La dame était malade, très malade, d'une tuberculose incurable, mais elle prenait des précautions. Elle n'embrassait pas le petit, elle ne le touchait pas. Elle le regardait et lui souriait, comme si c'était tout son plaisir.

— C'était tout son plaisir, en effet, acheva Hélène pour son amie Édith.

Celle-ci, comme la plupart des femmes du monde qui ne s'instruisent guère que par les conversations recueillies avec perspicacité, avait entendu parler de Katherine Mansfield à quelque dîner, mais n'avait jamais rien lu d'elle. Il fallut qu'Hélène lui résumât en quelques mots sa biographie malheureuse. Née dans la Nouvelle-Zélande, Katherine était venue en Angleterre, avait traîné à Londres une vie misérable et douteuse, puis, ayant contracté le mal dont elle devait mourir à trente-cinq ans, elle avait erré d'hôtel en hôtel, à la mer et à la montagne. Ainsi avait-elle passé presque une année entière à Montana. Elle y était même revenue, mais un hiver trop rude l'avait chassée.

— La pauvre femme ! conclut Édith, qu'a-t-elle pu écrire, étant pauvre et malade ?

— Oh ! d'admirables nouvelles, sans commencement ni fin.

— Sans queue ni tête.

— ... où transparaissaient la nature vue dans ses profondeurs avec amitié et la vie humaine observée dans ses petits détails et caressée avec amour. Car elle aimait ; tout est là.

— J'aime et rien n'est là.

— Parce que tu aimes mal, Édith. Si tu savais comme c'est consolant, la beauté du matin et celle du soir !

— Je n'en retire aucune consolation.

— Si tu savais comme cette mourante adorait la vie ! Je me rappelle des phrases de ses lettres ou de son journal : « C'est infernal d'aimer la vie comme je l'aime... Je suis amoureuse de la vie d'une façon terrible... »

— C'est ainsi que j'aime mon mari.

— Oui, mais ton mari n'en vaut pas la peine. On est très coupable de s'attacher à des objets ou à des gens sans valeur. Autant vaut se jeter dans le vide. Laisse donc ton mari dormir auprès du masque et des gants de sa star. La vie, c'est autre chose.

— Elle est vide, pour moi, sans lui.

— Parce que tu ne sais pas la remplir.

Édith parut réfléchir, ce qui ne lui était pas habituel et crispait son joli visage chiffonné. Dans cet étroit cabinet de travail où une femme de génie, accablée par le destin, avait jeté des cris de détresse et de bonheur ensemble, elle se reprocha de tenir encore au méchant homme sans scrupules qui l'avait fait divorcer pour lui emprunter son argent et qui avait profité du divorce pour se remarier contre sa promesse. Elle s'était jetée dans le vide en effet.

— Tu as raison, Hélène. Je lui renverrai ma bague de fiançailles. Il comprendra.

— Il la vendra ou il la donnera à sa star. Contente-toi de l'oublier.

— C'est plus difficile... J'essaierai...

Et ce fut le troisième miracle bien incomplet. Durerait-il autant que les deux premiers ?

Hélène Monbars appelait Harold Seymour qui la regardait avec effarement comme s'il redoutait le tête-à-tête :

— Je vous emmène aujourd'hui.

— Moi ? Où irons-nous ?

— A Muzot, à Sierre et à Rarogne. Je me suis renseignée. Ce seront nos pèlerinages rilkiens. Et vous me parlerez, tout le long de la route, de votre poète favori.

Ils montèrent dans la torpédo blanche :

— C'est étrange, dit l'Écossais. De mystérieuses antennes m'ont conduit jusqu'ici. Ce Rainer Maria Rilke qui a composé d'avance mes poèmes, je ne savais pas qu'il fût venu en Valais ou, du moins, je n'avais pas pris garde à la géographie de ses livres.

— Et moi, je sais surtout qu'il est venu ici. Chaque soir, avant de me coucher, j'ouvre au hasard ce volume *Poésie* que j'ai acheté à Lausanne en passant. Mais il y a trop de désenchantement là-dedans. Hier soir, j'ai fermé le volume sur ce vers : *Nos âmes vivent de trahison.*

— N'est-ce pas vrai ?

— Peut-être. Moi, j'ai l'horreur de tout ce qui est trouble et faux.

— Que vous êtes heureuse ! D'ailleurs, vous respirez la félicité !

— En êtes-vous certain ?

— Comme tous ceux qui vous voient, comme tout notre clan de l'Ermitage.

Elle rit en exécutant un virage assez serré à la descente de Montana :

— L'apparence est peut-être aussi trahison. Mais parlez-moi de votre Maria Rilke. D'où venait-il ?

— De la Bohême, mais il était de partout. Il n'eut guère de patrie. Il vécut à Paris, en Italie, en Russie, en Allemagne. Un Européen, en somme.

— Marié ?

— A peine. Un an ou deux. Sa femme l'ennuyait. Ou plutôt il ne pouvait pas rester en famille.

— Profession ? comme demandent les passeports.

— Aucune. Secrétaire de Rodin pendant quelques mois. Il avait fait de Rodin un dieu, mais le dieu était insupportable. Il écrivit. Péniblement en prose, mais ce fut ce livre fameux : *les Cahiers de Malte Laurids Brigge.* Joyeusement en vers.

— Des vers tristes.

— On écrit avec joie des vers tristes. Cela soulage.

— En écrivez-vous ?

— Plus maintenant. Je ne peux plus. Je m'empoisonne avec ce Rilke. Je le sais par cœur. Il m'absorbe. Il m'obsède, il me tourmente.

— Et moi qui vous l'impose encore ! Faites une cure d'amour.

— Une cure d'amour ?

— Oui, éprenez-vous d'une femme vivante qui vous fera souffrir, mais ce seront des maux personnels. Avec ces maux personnels, vous serez libéré et vous écrirez de beaux poèmes désolés.

— Je n'aime personne.

— Tant pis pour vous. Tant mieux pour elle.

— Pour elle ?

— Oui, celle que vous auriez aimée. Car vous eussiez été un amant très désagréable.

— Comment le savez-vous ?

— Les scrupuleux sont toujours pénibles pour leur entourage. Autant que les indélicats. Il est vrai qu'ils sont moins nombreux. Mais à force de tourner sur le flanc de cette interminable montagne, nous devons être près du château de Muzot. Je stoppe et je regarde ma carte et mon papier. Ma carte, d'abord : tenez, là, c'est un peu plus bas. Mon papier, c'est un numéro d'une revue de tourisme valaisan. Le concierge de l'Ermitage, qui sait tout, me l'a remis quand il a vu où j'allais. Il y a en tête un article sur Rainer Maria Rilke et le Valais. Voici la description de Muzot faite par Rilke lui-même.

Elle lut dans l'auto et Harold la contemplait qui lisait. L'écoutait-il ? Ou la vie l'emportait-elle enfin sur le papier imprimé ?

— « Muzot (c'est Rilke qui parle) se dresse sur une colline assez escarpée, à vingt minutes de Sierre : dans une région moins aride, favorisée et traversée de sources sauvages, avec une vue dans la plaine, sur le versant des montagnes et dans les profondeurs merveilleuses des cieux. Une petite chapelle au-dessus, un peu à gauche, située dans les vignes, lui appartient. » Et plus loin : « Lorsqu'on s'approche, venant de la vallée, Muzot apparaît toutes les fois comme un enchantement, dominant les tonnelles des roses déjà brûlées de son petit jardin. Couleurs... aux nuances grises et violettes, mais doré et bronzé par le soleil ardent... »

La jeune fille, ayant achevé sa lecture, se tourna vers son compagnon :

— Nous voilà renseignés. Et maintenant, cherchons. Vous servirez de guide. Une colline escarpée, un château, une chapelle.

Mais Harold Seymour se révéla incapable dans ce rôle de guide qui lui était dévolu. En vain cherchèrent-ils une colline escarpée. Muzot n'est d'ailleurs pas un château, mais une maison forte, carrée, antique, avec une terrasse sur la vallée du Rhône. La petite chapelle est en effet un peu au-dessus.

Une fidèle gardienne les reçut au sommet de l'escalier de pierre et, reconnaissant en eux des pèlerins de poésie, les

admit à pénétrer à l'intérieur. Ce sont de petites pièces, avec des meubles anciens, rustiques et émouvants. La chambre de Rilke était au premier étage, toute petite, donnant sur un cabinet de travail assez étroit. Un jardin où poussent les roses entoure la modeste demeure de solitude, véritable ermitage destiné à la méditation et à la paix de l'esprit et du cœur. Rilke a-t-il jamais connu cette paix ? Mais qui, sur terre, la connaît ?

— Mon maître, expliqua la gardienne, est M. Reinhardt de Winterthur. Il vient rarement. Il prêtait sa maison à M. Rilke. M. Rilke s'y plaisait. Il trottinait partout et mangeait dans toutes les chambres. Il était mince et fluet. Il se promenait beaucoup et suivait les travaux de la terre. Les vendanges surtout l'intéressaient. La compagnie des vendangeurs lui était agréable. Il aimait les petits sentiers qui se perdent.

Harold, charmé par ces évocations, récita :

Chemins qui ne mènent nulle part,
Entre deux prés,
Que l'on dirait, avec art,
De leur but détournés.

Chemins qui souvent n'ont
Devant eux rien d'autre en face
Que le pur espace
Et la saison.

— Tout de même, fit observer Hélène à Harold Seymour, cet errant avait trouvé un gîte et une patrie.

— Un gîte prêté, une patrie étrangère.

— Cueillez donc cette rose au jardin en souvenir de lui.

— Non, non, mademoiselle Hélène, vous ne savez pas qu'il est mort d'une piqûre de rosier. Je déteste les roses qui l'ont tué.

— Il était fragile. Maintenant, allons voir sa tombe. Auparavant, nous nous arrêterons à Sierre, chez Mme de Sépibus de Preux, qui l'a connu et à qui il a dédié ses *Quatrains valaisans.*

— Comment connaissez-vous cette dame ?

— Je ne la connais pas. C'est encore une recommandation du concierge. Vous, vous ne parlez à personne. Vous vous

enfermez dans votre chambre et dans vos bouquins. Vous ressassez vos maux et grattez vos plaies en cadence, comme font plus ou moins tous les clients du docteur Lordet. Moi, je sors, je cause, j'interroge. C'est la seule manière de voyager.

— Oui, mais vous, vous avez un secret.

— Lequel ?

— Je ne sais pas. Un secret de lumière.

Sierre est une vieille ville du Valais, moins pittoresque que Sion, la capitale, qui est gardée par ses deux collines couronnées de bastions. Elle a son château au-dessus du Rhône, ses maisons vénérables, mais aussi des quartiers neufs. Les deux touristes trouvèrent sans peine la demeure du docteur de Sépibus. M[me] de Sépibus les entretint volontiers de Rainer Maria Rilke dont elle fut l'amie quasi maternelle, indulgente à ses lubies et à ses oublis. Car il pouvait devenir insaisissable. En dehors du docteur et de sa femme, il ne frayait avec personne.

— Quand il venait nous voir, leur expliqua-t-elle, il se pelotonnait dans ce fauteuil que vous voyez là, comme s'il redoutait d'occuper trop de place. Il n'était jamais assez petit, comme d'autres essaient sans cesse de se grandir. S'il entrait chez nous quelqu'un de trop gros, il souffrait. La vue des gens corpulents l'indisposait. Quand il se sentait en sécurité avec nous, il pouvait nous raconter d'interminables histoires de revenants et d'intersignes. J'en avais presque peur, à la fin, mais je me signais. Il n'avait pas la foi des Valaisans, et c'était dommage, parce qu'il était bon.

— Le Valais, approuva Hélène, était sa patrie adoptive.

Et Harold, pour lui donner raison, récita ce quatrain valaisan qu'il n'avait jamais rapproché du pays même où il cherchait la santé. Savait-il tout Rilke par cœur ?

Pays arrêté à mi-chemin
Entre la terre et les cieux,
Aux voix d'eau et d'airain,
Doux et dur, jeune et vieux,

Comme une offrande levée
Vers d'accueillantes mains,
Beau pays achevé
Chaud comme le pain !

Mme de Sépibus s'en alla chercher dans un tiroir une lettre:
— Elle est adressée, dit-elle, à la princesse de Thurn et Taxis, qui m'en a donné copie. Rilke l'a datée du château de Bellevue à Sierre, le 25 juillet 1921. Lisez, plutôt.

Hélène lut à haute voix le commencement :

« Ce qui me retient, c'est ce Valais merveilleux : j'ai commis l'imprudence d'aller à Sierre et à Sion. Je vous ai conté quelle étrange magie ces lieux ont produite sur moi, alors que je les vis pour la première fois l'an dernier, au temps des vendanges. Le fait que les paysages qui apparaissent ici sont un étrange et heureux mélange de l'Espagne et de la Provence a déjà alors frappé mon esprit... »

Elle voulut s'arrêter, pour gagner du temps, mais Mme de Sépibus ne leur fit pas grâce de la fin :

— « ...les vieilles maisons et les tours se meuvent dans ces jeux de lumière de façon d'autant plus séduisante qu'elles ont le plus souvent, de nouveau, pour fond, la pente d'une aiguille, la clairière ou la roche grise qui forment un ensemble comme les dessins d'une tapisserie, car le ciel indescriptible (presque sans pluie) prend part de très haut à cette perspective et l'anime d'un souffle spirituel, de sorte que le groupement particulier des choses, comme en Espagne, à des heures précises semble indiquer cette attraction qu'on croit percevoir entre les étoiles d'une constellation. »

Hélène et son compagnon prirent congé de la charmante vieille amie de Rilke et remontèrent en voiture pour le dernier pèlerinage, celui de la tombe. Cette tombe, dont le poète avait découvert l'emplacement au cours de l'une de ses randonnées en Valais, est à Rarogne, entre Sierre et Brieg, au pied du Simplon. La route franchit le long du Rhône d'étranges mouvements de terrains, éboulis de la montagne sur quoi ont poussé des pins comme au bord de la mer d'azur entre les pierres. Les montagnes mêmes ont des failles qui les coupent pour le passage des eaux amassées. L'une de ces failles, large et profonde, ouvre sur un cirque de rochers aux couleurs d'ocre, presque rouges quand le soleil les chauffe, qui rappelle la Vallée des Rois en Égypte.

Il faut quitter la grande route du Simplon, s'engager dans un petit chemin bordé de hauts peupliers qui traverse le fleuve. Cogné contre la montagne, le village de Rarogne

rassemble ses chalets les uns sur les autres, bois et pierres mêlés, et l'un d'eux, plus élégant, pose une terrasse sur des arcades et cette terrasse porte des colonnades pour supporter le toit. Sur la petite place, s'arrêtent les voitures. Car l'église est perchée au sommet d'un rocher. Elle apparaît, vertigineuse, avec un clocher pointu. Comment l'atteindre ? Un petit sentier grimpe là-haut, mord la pierre, s'incruste dedans, passe sous un porche, et l'ascension est terminée.

Il y a place pour les vivants à l'intérieur de la chapelle, pour les morts tout autour, sauf au levant. Là, Rainer Maria Rilke a choisi son lieu de repos. La tombe s'appuie au mur saint. Elle domine la vallée du Rhône. Un muret d'enceinte, avec une grille devant, limite l'enclos où poussent des plantes sauvages. La dalle, au fond, se dresse debout et porte cette épigraphe rédigée par le poète :

Rose, ô pure contradiction, volupté de n'être
Le sommeil de personne sur tant de paupières.

Mais l'inscription est devenue presque indéchiffrable, d'autant plus que le sens en est obscur et qu'il est difficile de suppléer par une hypothèse aux mots illisibles.

— Votre poète avait du goût jusque dans la mort, constata Hélène devant l'émouvante beauté de ce simple tombeau isolé sur son roc et heurtant l'église. Dites-moi l'un de ses poèmes, le dernier, si vous le savez.

— Le dernier, n'est-ce pas celui-ci ? répondit Harold, complaisant. Il est intitulé : *Face au ciel* :

Toujours, — bien que nous connaissions l'amour et son paysage
Et le petit cimetière, avec ses noms plaintifs,
Et l'abîme muet où les autres finissent :
Encore et toujours nous venons à deux
Nous allonger sous les vieux arbres,
Parmi les fleurs et face au ciel.

— C'est un poème de vie, monsieur Seymour, et non de mort.

— Nous sommes venus à deux, osa répliquer le poète.

— A deux et chacun solitaire.

Mais le lendemain, il porta à Hélène un court poème qu'il avait composé dans la nuit :

— Je suis sauvé, mademoiselle Hélène. J'ai pu écrire ces vers.

— Quel est le sujet ? demanda-t-elle, indifférente.

— Une jeune fille au bord d'un cimetière et délivrant le mort.

— Quel dommage que je ne sache pas l'anglais ! dit-elle en riant.

Et c'était le quatrième miracle. Ce poème aurait-il une suite ?

DERNIERS MIRACLES

Les deux miracles qui restaient à accomplir furent plus incomplets encore, mais l'apparence n'est-elle pas, trop souvent, trahison ? Une circonstance tragique les favorisa. Hélène, cette fois, avait été emmenée par Barbary Taylor, flanquée du comte Zoltan Hôlar, dans la Packard somptueuse et quelque peu encombrante sur les routes de montagnes, au-dessus de Montana, à Vermala, qui est le dernier village avant les prés en pente et les bois du Signal où ne sont plus que de rares *mayens* ; les mayens sont des chalets rustiques aménagés au rez-de-chaussée pour le bétail, au premier pour les paysans qui viennent là, l'été, garder les vaches et faire les foins.

— Nous goûterons, avait annoncé l'Américaine, au restaurant du Cervin. La course à pied n'est pas longue.

Un spectacle inattendu arrêta la petite troupe sur le chemin, après qu'elle eut quitté l'automobile. L'accident datait de la veille. Un sapin avait écrasé dans sa chute le maladroit bûcheron. Celui-ci était un Italien venu depuis peu dans le pays pour les gros travaux, avec sa mère et sa fille, l'une âgée, l'autre enfant. Sa femme, disait-on, l'avait quitté pour suivre un camarade. La vieille et la petite avaient assisté à l'affreux spectacle et la justice les avait ramenées vers les lieux pour les interroger. Quelques paysans de Vermala les accompagnaient. On racontait qu'elles étaient sans ressources et qu'elles n'avaient même pas de quoi payer l'ensevelissement. Hélène, qui portait sur ses cheveux blonds un petit calot sombre assez seyant, le quitta pour improviser une quête. Elle s'adressa en premier lieu à Barbara qui ouvrit

sans empressement son sac à main. La jeune fille, penchée, voyait le contenu :

— Vous n'avez pas emporté grand chose, Mrs Taylor.

— Je n'emporte jamais beaucoup d'argent, de crainte de le perdre.

— Donnez tout ce qui est là-dedans.

— Oh ! c'est beaucoup trop.

— Non, non, ce n'est guère. Avez-vous votre carnet de chèques ?

— Certes, non. Mais si je donne tout ce qui est là-dedans, je ne pourrai pas vous offrir à goûter au restaurant du Cervin.

— Nous ne goûterons pas.

— Vous êtes toquée, miss Hélène, pour ne pas dire folle, puisque ce mot nous est interdit. Je n'ai pas l'habitude de me priver.

— Puisque vous êtes ruinée.

— Justement, je ne me prive de rien. Je proteste contre la ruine.

— C'est-à-dire que vous ne manquez de rien. Un jour, vous manquerez peut-être de tout, comme ces femmes, et vous ne saurez pas travailler.

— Oh ! quelle horreur ! ne parlez pas ainsi, miss Hélène, vous me faites de la peine.

— Non, non, Mrs Taylor, commencez dès ce soir. Privez-vous de goûter. Donnez-moi tout ce que peut contenir votre sac.

— Vous êtes exigeante, mais l'on ne peut rien vous refuser.

Et Barbara, dépouillée, laissa échapper de gros soupirs protestataires.

Le comte hongrois, à l'écart, regardait l'arbre de mort qui portait encore des traces de sang.

— Tous mes arbres sont ainsi tombés sur moi, dit-il à la jeune fille. J'en saigne encore.

— Mais vous êtes vivant.

— Je vis mal.

— Parce que votre forêt vous obsède. Pensez à ces malheureuses.

— Elles ne m'intéressent pas.

— Rien ne vous intéresse.

— Si, vous.

— Alors, donnez pour moi.

Il se montra généreux. Hélène ajouta sa propre offrande, puis elle fit le tour des assistants. Chacun sortit son porte-monnaie. Le plus avare paysan versa son obole. Comme elle s'approchait de la vieille femme et de l'enfant pour vider son calot plein dans leurs mains, Barbara la rappela :

— Ne pourriez-vous mettre à part mes billets ?

— Pourquoi donc ?

— Mais pour leur montrer qu'ils viennent de moi.

— Non, non, Mrs Taylor, la véritable charité est anonyme.

— En Amérique, elle ne l'est pas. Il faut tout de même qu'on en ait le bénéfice.

— Ici, elle est à fonds perdus.

— Vous n'entendez rien aux affaires.

Hélène donna plus que tous les autres, car elle embrassa la petite fille qui était sale et la vieille femme qui ne s'était peut-être jamais lavée. Et comme elle savait l'italien, elle leur parla dans leur langue, les invitant à regagner le Piémont, leur pays, où elles trouveraient des parents, des amis, du maïs et des châtaignes. Les deux femmes qui pleuraient se prirent à sourire d'espoir. Mais où mettraient-elles tout cet argent recueilli ? Hélène avait sur les épaules un fichu valaisan qu'elle avait acheté dans un bazar par amusement. Elle le quitta et le noua sur les pièces et les billets rassemblés.

— Voilà !

Le comte Zoltan Hôlar s'approcha d'elle :

— Ne l'ouvrez plus, maintenant, lui dit-il.

— Je n'ai pas l'intention de l'ouvrir, il ne m'appartient plus.

— Parce que, reprit-il, si vous l'ouvriez, ce n'est pas du pain qu'il contiendrait pour ces deux femmes.

— Quoi, alors ?

— Il en tomberait des roses.

— Des roses ?

— J'ai cru voir, pendant que vous transformiez votre mante en aumônière, notre sainte de Hongrie, Élisabeth.

— Quelle idée !

— Son mari lui avait interdit de faire la charité, parce qu'elle vivait parmi les pauvres et usait sa santé. Il la surprit

un matin, comme elle avait sa jupe relevée sur tous les pains qu'elle portait à ses amis. Qu'avez-vous là ? lui dit-il de sa voix la plus rude... Elle lâcha la jupe et il en tomba une pluie de roses.

— Je ne fais pas de miracles, répondit Hélène en riant.

— Vous ne faites que ça.

— Alors oubliez vos arbres morts.

— Restez parmi nous et je les oublierai. Déjà, quand nous allions au Christ-Roi, bien que vous montiez une jument blanche de la plus basse qualité, je vous comparais à une autre Élisabeth.

— Encore une autre ?

— Notre reine. Elle fut aussi impératrice d'Autriche. Mais pour nous elle n'était que reine de Hongrie. Elle montait à cheval divinement. Et quels chevaux incomparables ! tandis que ces rosses suisses... Vous étiez si bien assise, le buste droit, les jambes presque allongées, devant moi, que je vous comparais à cette Élisabeth. Vous savez qu'elle a été assassinée tout près d'ici, à Genève, par un anarchiste.

— Je le sais.

— Elle était demeurée belle jusqu'à la fin. A soixante ans, elle avait une taille de jeune fille.

— Vous en parlez comme si vous l'aviez aimée.

— Vous devinez tout, mademoiselle Hélène. Je l'ai aimée en effet, de loin et d'en bas, mais passionnément, comme tous les Hongrois qui l'ont vue. Je parle de la noblesse. En ce temps-là j'étais jeune : vingt ans. J'en ai plus de cinquante aujourd'hui et j'ai déjà trop vécu.

— On ne vit jamais assez. Il en est qui meurent si jeunes !

— J'ai connu la guerre, une guerre hideuse, non une guerre de chevauchées et d'épopées, mais une guerre souterraine et sournoise. J'ai connu la honte de la défaite. Mon pays a été dépecé comme un cerf abattu. Il a été souillé par un Bela Kun et ses misérables acolytes. J'ai vu ces horreurs et je vis.

— Tout se répare et la Hongrie vit toujours.

— Une Hongrie rapetissée, amoindrie. Et j'oubliais ma forêt perdue.

— Oubliez-la.

— Vous me la faites oublier, mademoiselle Hélène. Ne voulez-vous pas venir en Hongrie ?

— Ce serait un beau voyage. Peut-être un jour.

— Donnez-moi cette espérance et je vous promets d'oublier mes arbres.

Elle lui sourit, comprenant où il voulait en venir, bien qu'il fût mûr et malade. Comme si c'était possible ! Mais, son sourire ambigu se prêtait à toutes les interprétations. Les femmes excellent aux sourires ambigus.

Le soir, à l'Ermitage, Barbara Taylor raconta au poète, à la chanteuse, à l'Espagnol et à Édith Aulnay la scène de Vermala en s'attribuant le rôle principal :

— Ces pauvres femmes faisaient pitié. Alors j'ai prié Hélène Monbars de faire la quête. J'ai donné tout mon argent. Il ne m'est rien resté. Pas même de quoi offrir à goûter au restaurant du Cervin. Je me suis privé du thé, et des toasts, et aussi des gâteaux. Montrez-moi le menu du dîner : vous comprenez, j'ai très faim, je n'ai rien mangé depuis le déjeuner. Ces purées ne nourrissent pas beaucoup. Je demanderai un supplément. Et vous savez, je n'ai pas voulu qu'on donne mon nom. Un don anonyme. La véritable charité est anonyme. Comme en Amérique.

— Que vous êtes bonne ! admira la chanteuse qui se promettait de reprendre le rôle de Desdémone aux notes mêmes qui avaient précédé l'étranglement et, si elle réussissait à franchir le passage, alors elle serait guérie.

Édith Aulnay pensait à son propre sacrifice. Elle ne s'occuperait plus de son mari. Elle l'abandonnerait à sa star. Celle-ci, déjà, la vengeait avec son armure nocturne. Et si jamais M. de La Léchère obtenait son divorce, son second divorce, eh bien ! elle n'accepterait pas de l'épouser de nouveau. Ou du moins elle hésiterait. Elle hésiterait longtemps.

Harold Seymour composait mentalement un second poème. Mais il confondait son inspiration avec des souvenirs de Rainer Maria Rilke et ne parvenait pas à débarbouiller sa mémoire qui s'obstinait à lui offrir ces réminiscences.

Quant à l'Espagnol, il fixait l'Américaine de ses yeux décolorés au point que celle-ci en ressentait une gêne grandissante :

— Vous rebâtirez l'Espagne, finit-il par lui jeter d'une voix sépulcrale, puisque vous êtes si généreuse.

— Mais je suis ruinée, s'excusa-t-elle.

— Vous rebâtirez tout au moins une des églises de Barcelone.

C'était un ordre. Elle n'osa pas répliquer. Émilio Ribanès lui inspirait une sorte de terreur. La charité est un engrenage. Elle n'aurait jamais dû y mettre le petit doigt. Est-ce que tout son corps robuste y passerait ? Et sa fortune ? Cependant elle était contente et même glorieuse : pour la première fois elle s'était privée de quelque chose. Elle s'était privée de goûter.

LE COMPLOT

Le clan des six est atterré. Hélène Monbars a annoncé qu'elle partait le lendemain. Où va-t-elle ? En Hongrie, en Amérique, en Espagne, en Autriche, en Écosse, à Paris ? *Peut-être au pays du roi de Thulé.*

— Vous qui la connaissez, Édith, où va-t-elle ? Et d'abord, d'où est-elle ?

— De Senlis, près de Chantilly.

— Et sa famille ?

— Elle n'en a plus. Elle ne m'en a jamais parlé.

— Tant mieux ! nous la garderons.

Comment la perdre quand elle opère des cures merveilleuses, au point que le docteur Lordet, après avoir constaté une amélioration générale et une augmentation de poids appréciable, est en train de rédiger un nouveau propectus où il attribue à des pilules de son invention et au bon air de l'Ermitage cette diminution incontestable des phénomènes morbides et notamment le retour au contrôle de soi-même. Cependant, quand il apprend son départ, il ne craint pas de se déjuger et tente auprès d'elle une démarche qu'il croit de nature à la retenir :

— Comment, vous partez, mademoiselle ? Tout le monde ici vous adore, et moi-même. Je ne parle pas seulement du petit clan de vos amis.

— Oh ! mes amis !...

— Je parle de tout l'Ermitage, de mes clients dont vous n'avez pas daigné vous occuper et à qui votre seule vue apporte du plaisir et de l'espoir. Non, non, ne partez pas.

Votre pension ici sera gratuite. Je donnerai des ordres.

— Merci, docteur, je n'ai besoin de rien.

— Nous avons besoin de vous.

Il insiste si gauchement qu'elle devine où il veut en venir. Il irait jusqu'à lui offrir une participation aux bénéfices, jusqu'à l'engager comme assistante. Elle rit et refuse. Le vieux docteur s'en va, mécontent, à sa chimie et à sa psychiatrie.

Mais les membres du clan ne se rendent pas si aisément. La présence d'Hélène les soulage et leur est devenue indispensable pour guérir. Elle prétend les abandonner à leur sort ? Ce serait un scandale, une désertion. On saura bien l'empêcher de déserter.

Rien de plus facile en somme. Il suffit de soudoyer le garagiste. Mrs Taylor, ruinée, y parviendra. Le garagiste n'a consenti qu'après une longue hésitation, car il est honnête. Il est honnête jusqu'à un certain chiffre. On ne peut l'être indéfiniment quand on est père d'une famille nombreuse et qu'on est accessible à la tentation. Il s'est laissé gagner et il a imaginé de fendre par-dessous le réservoir à huile et, pour donner à l'huile le temps de se répandre avant que la voiture n'ait gagné la vallée du Rhône, il a, par surcroît, délicatement percé un pneu qui ne tardera pas à se dégonfler. Grâce à cette double opération, la blanche torpédo n'ira pas bien loin et sera promptement ramenée au garage où il est prévu que le réparateur demandera plusieurs jours pour faire venir un autre réservoir. Après ce temps gagné, on avisera, on cherchera quelque autre stratagème.

Les adieux n'ont pas été aussi tendres qu'Hélène l'avait redouté. Elle craignait des effusions sentimentales prolongées. Or les six miraculés se sont fort bien tenus. Rangés en bon ordre quand elle est montée en voiture, ils ne se sont pas livrés à une manifestation intempestive. Une discrétion de bon aloi a présidé à la séparation. Édith elle-même a embrassé son amie avec un calme parfait. La jeune fille, se retournant une seconde vers leur groupe à la sortie de la pelouse qui entoure l'Ermitage, les aperçut de loin. Ils ne la suivaient pas des yeux, ils causaient entre eux avec animation, ils riaient. Est-elle sûre de les avoir vus rire ? N'était-elle pas déjà trop éloignée pour surprendre leur expression ? Dans tous les cas, ils prenaient leur parti de son départ.

« Tant mieux ! pense-t-elle. Je les laisse tous, non guéris, mais dans la bonne voie... »

Mais qu'a donc son automobile ? Un pneu d'arrière doit être à plat. Quelle chance ! elle n'a pas dépassé Montana. Elle est à deux pas d'un garage. La réparation ne sera pas longue : le temps de changer le pneu crevé.

— Il n'est pas prudent, madame, de descendre la côte comme ça.

— Mes quatre roues sont bonnes.

— Il vous en faut une cinquième en cas de nouvelle crevaison.

— C'est juste. Alors remettez-moi ce pneu en état.

— Le trou est petit. On dirait qu'on l'a fait avec un instrument spécial. Ce sera un peu long.

— Combien de temps ?

— Je ne sais pas, madame, une petite heure.

— Je reviendrai après déjeuner.

Elle déjeunera avec des fruits qu'elle achète dans un magasin de primeurs. Pourquoi ne ferait-elle pas une dernière promenade dans ce pays favorisé, une promenade pour elle toute seule ? En somme, elle a le temps. Elle peut coucher à Lausanne ou à Pontarlier pour arriver à Senlis le lendemain. Il suffit qu'elle y soit le lendemain C'est le dernier délai. Elle n'arrivera pas trop tard.

Elle monte les pentes du Signal de Montana, presque tout droit, par les prairies et les sapins, hors des sentiers battus. Elle se sent légère. L'air est si pur aux lèvres. Il sent le foin qui sèche en petites mottes au soleil. Elle a dépassé les « mayens » habités. Une petite bergère qui porte un bonnet et un tablier rouge garde deux ou trois chèvres blanches. En passant, elle lui donne une prune que l'enfant regarde, étonnée. Elle est déjà loin, quand elle entend crier poliment : « Merci, madame. »

Maintenant elle est seule dans la montagne. Ne va-t-elle pas s'asseoir pour son frugal repas ? Que cherche-t-elle ? Elle a distingué, de ses yeux exercés, une petite source qui jaillit en un beau jet clair sous une mousse veloutée. Cette mousse humide forme un épais tapis rehaussé de touffes de fleurs jaunies. On dirait qu'une nymphe penchée et invisible tient cette urne renversée qui se répand en abondance

sans jamais se vider. Un petit bassin, presque à l'origine, s'est creusé où se reflète un coin de ciel bleu entre les tiges de flexibles graminées. Ce chef-d'œuvre de création s'accomplit en musique : un murmure cristallin accompagne le départ de la source pour l'alpe et pour la plaine, pour le torrent, pour le fleuve et pour la mer.

Avec un sourire de plaisir, elle s'installe dans le voisinage. Dans le bassin elle dépose pieusement les fruits, — abricots, poires et prunes reines-Claude, — qu'elle a emportés et qui, rafraîchis, prendront plus de saveur et seront plus frais à la bouche. Alors elle peut regarder sa salle à manger.

Au-dessous d'elle, tout en bas, le Rhône coule dans la vallée. Canalisé, il suit un cours droit que bientôt il déborde, car il n'est point sage au moment de la fonte des neiges. Les hauts glaciers l'alimentent et ne mesurent pas toujours leurs dons. En face, une masse de montagnes s'étale au soleil. Leur épaisseur est corrigée par une sorte d'écharpe transparente qui est la brume des beaux jours d'été. Mais, par derrière, émergent les cimes hardies, vertigineuses du Weisshorn et du Rothorn toutes blanches, étincelantes. Elles reçoivent des flots de clarté. Elles sont inondées de lumière, comme si, plus rapprochées de l'astre, elle en accaparaient les rayons. C'est là qu'il faudrait monter pour être vraiment seul, loin des hommes, plus près de Dieu. Et Hélène, attirée, leur sourit. Si elle osait, elle leur tendrait les bras. Mais elle a horreur des gestes romantiques.

Cependant elle a achevé de déguster ses fruits. Ses lèvres en ont gardé le goût. Pour les rafraîchir encore, elle s'agenouille au risque de salir sa robe et boit l'eau de la source à sa naissance. Relevée, elle se couche dans l'herbe et ne songe pas à repartir. Ce coin paisible la retient par mille sortilèges. Mais voici que des présences inattendues viennent soulever son indignation. Un troupeau de vaches est monté jusque-là et vient boire sous la conduite d'un petit berger. Elles s'acquittent avec zèle et régularité de cet office, comme un couvent soumis à la règle et qui n'absorbe que les portions réglementaires. Mais elles sont suivies d'un animal qui opère lentement et qui n'en veut faire qu'à sa fantaisie. C'est un jeune cochon rose qui remue les oreilles et la queue et qui jette sur la jeune fille intéressée par ses ébats des regards malicieux, nulle-

ment intimidés. Il commence par prendre son tub dans le bassin. Puis il passe une langue friande sur les herbes, les mousses et les fleurs que le cours de l'eau a rendues plus appétissantes. Enfin, il se décide à boire, non goulument et grossièrement comme les vaches, mais par petites lampées après lesquelles il relève son groin arrosé comme pour méditer sur l'agrément de cette boisson glacée. Il est intelligent et voluptueux. Il a gradué son plaisir. Et il le prolonge. Il faut que le berger vienne y mettre un terme. Encore s'amuse-t-il à le faire courir. Après quoi, il s'en va la queue en trompette.

Ses jeux ont diverti Hélène, mais ont troublé la paix de sa solitude. Surtout ils ont troublé l'eau. Elle ne pourra plus boire. Peut-être, en se penchant de nouveau, sa bouche puiserait-elle à la source naissante et pure encore, vierge de toute souillure, comme un cœur amoureux avant la première rencontre. Peut-être, mais elle n'en a plus envie. Elle est devenue mélancolique. Le poème de Rainer Maria Rilke, le premier qu'elle ait lu de lui, et qu'elle a par hasard découvert, lui revient à la mémoire : « ... Vois-tu, je veux beaucoup, peut-être tout... » Mais il y a, pour s'opposer à ces convoitises, *tous ceux qui se servent d'elle comme d'un outil.* Qui donc pense jamais à elle ? Tous les hommes qu'elle a rencontrés la désirent, et la désirent pour leur seul plaisir et c'est pourquoi elle les a tous écartés jusqu'ici, les jugeant de ses yeux impitoyables. Tous les mêmes : du voyageur de Sion à la face patibulaire au comte hongrois et au poète écossais. Et toutes les femmes s'accrochent à elle parce qu'elle leur distribue sa force de vivre. Demain soir elle sera à Senlis, dans sa maison de famille, parce qu'il faut qu'elle y soit. Après-demain est pour elle un anniversaire sacré. Son père et sa mère se sont tués en avion il y aura dix ans après-demain. Elle avait quinze ans. Quinze ans : l'âge où déjà l'on n'oublie pas. Pourquoi étaient-ils partis ensemble ? Un père et une mère ne devraient pas courir de risque ensemble. Pourquoi ne l'avaient-ils pas emmenée ? Elle serait morte avec eux dans cet accident. Elle n'aurait pas eu le temps de connaître cette vie qu'elle adore et dont elle sait d'avance qu'elle souffrira parce que le malheur l'a prédisposée à en découvrir l'envers en toute occasion. Elle n'a conservé d'eux que des images

éblouissantes de joie et d'amour qui lui rendront le bonheur impossible. Ils lui ont légué de trop bons yeux qui percent le mystère des gens et des choses parce qu'au delà des apparences ils cherchent des présences disparues et des tendresses envolées.

Quand elle redescend de son belvédère, la torpédo est prête depuis longtemps. Ou du moins la roue est réparée et replacée dans le coffre. Mais le garagiste de Montana montre une figure longue :

— Vous perdez votre huile, madame. Impossible de voyager ainsi.

— Eh bien ! voyez le réservoir.

— Je l'ai vu. Le réservoir n'a pas de trou. Il vous faut me laisser votre voiture au moins une journée. Je la mettrai en observation.

Tout à coup Hélène a compris :

— Puis-je rentrer à l'Ermitage au delà de Crans ?

— Je vais remplir le réservoir. Il ne se vide pas très vite. Vous pourrez.

— Bien.

Et pour ne pas froisser le bonhomme, elle explique :

— Vous comprenez, à l'Ermitage je suis connue. Je suis comme chez moi.

Ainsi opère-t-elle sa rentrée qui est guettée par le clan des six depuis plus d'une heure. Elle lève sournoisement les yeux vers l'une ou l'autre fenêtre, sûre d'y découvrir un visage à demi dissimulé. Mais elle ne s'arrête pas devant la maison de repos. Elle file directement au garage où elle réclame d'une voix autoritaire le chef d'atelier :

— Combien avez-vous touché pour abîmer ma voiture ?

Cette attaque brusquée lui livre l'homme à merci. Ce n'est pas un malhonnête homme, seulement un homme tenté qui a succombé à la tentation. Il est devenu tout rouge, il balbutie, il va avouer. Déjà elle continue :

— Vous rendrez l'argent à Mrs Taylor. Sûrement il vient d'elle. C'est de l'argent mal acquis. Et vous réparerez immédiatement le réservoir à huile qui perd par votre faute. Où est la fissure ? Nous ne l'avons pas trouvée à Montana.

Ce fut du travail bien fait. La fissure n'est pas apparente. Le coupable explique :

— La fente est par-dessous. Alors on ne la soupçonne pas, vous comprenez, madame.

— Je comprends. Mais pouvez-vous changer le réservoir ? En avez-vous un de re hang ?

— Ah ! madame, il faudrait le faire venir de Sierre, peut-être de Lausanne. C'est long.

— Je ne puis pas attendre. Trouvez un autre moyen.

— On pourrait mettre du mastic. Le mastic tiendrait. Du moins quelque temps.

— Et je pourrai repartir ?

— Bien sûr, madame.

— Je vous donne une heure pour réparer. Et vous ne serez pas payé. Vous allez me soigner la réparation.

— Vous pouvez être tranquille, madame.

Il est bourrelé de remords. Il travaillera à merveille. Et maintenant, aux autres coupables ! Hélène ne s'est pas trompée à leur mine hypocrite lors de son faux départ. Dans leur égoïsme de malades, et de malades non imaginaires, mais consentants et prolongés dans leurs maux par suppression graduelle de la volonté, ils n'ont pas hésité à *se servir d'elle comme d'un outil.* Elle les envoie chercher par ce concierge qui est si bien renseigné sur les pèlerinages littéraires, sur Katherine Mansfied à Montana, et sur Rilke à Muzot et à Rarogne. Ils accourent un à un, avec des figures joyeuses et des exclamations. Comment ! elle est revenue ! Quelle chance ! Pour longtemps. Restez, restez ! Le chœur est unanime et touchant.

Mais elle a des yeux flamboyants, comme une dompteuse qui entre dans la cage aux fauves :

— Assez de simagrées. Inutile de mentir. Je sais. Je sais même le prix, Mrs Taylor. Vous vous êtes ligués contre moi, comme si je pouvais rendre à l'un sa fortune, à l'autre sa voix, à celui-ci sa forêt, à celui-là son pays, au poète sa force d'invention, à toi, ma pauvre Édith, ton indigne amour ! Malades, vous avez voulu me prendre ma santé pour vous fortifier. Vous vous êtes servis de moi comme d'un outil, pour employer les mots de votre Rilke, monsieur Harold Seymour. Et moi ? Qui de vous a pensé à moi ? Qui de vous, même toi, Édith qui ne m'as jamais interrogée, s'est douté que j'étais plus malheureuse que vous tous ; que j'avais traversé des

épreuves plus atroces que vous autres ? Votre maladie, ce n'est pas votre médecin, ni vos remèdes qui vous en guériront, et moi pas davantage. Il n'y a pas de miracles dans le monde. Il n'y a que ces miracles obscurs que chacun fait en soi-même chaque jour, en secouant son inertie et en s'oubliant pour s'occuper d'autrui.

Tous les six la supplient alternativement, et spécialement Édith qui, liée avec elle depuis si longtemps, n'a jamais fait que l'utiliser. Elle se montre inexorable. Elle ne veut pas se laisser fléchir. Elle ne pense même plus à eux. Elle revoit la petite source jaillie là-haut des mousses et des fleurs de montagne, si pure, si claire, apportant la fécondité aux prairies, et si vite contaminée par tout ce bétail, par ces vaches aux grosses langues carrées, par ce petit cochon rose aux yeux malins qui remuait les oreilles gaiement et souillait l'eau, non parce qu'il avait soif, mais pour son plaisir. Ainsi la vie intacte est-elle bientôt gâtée par les hommes.

Quand sa voiture est réparée, Hélène y monte d'un bond pour rattraper le temps perdu. Mais, se retournant vers le clan consterné, elle jette cette confidence inattendue que nul d'entre eux ne comprendra :

— Moi aussi, je suis malade, et d'une maladie plus grave que les vôtres, parce qu'elle m'empêchera toujours d'être heureuse.

— Laquelle ? Dites-nous laquelle ? réclament-ils, satisfaits déjà que ce beau fruit ait son ver.

— La clairvoyance...

HENRY BORDEAUX.

DICTATURE OU LIBERTÉ

LE PROBLÈME MILITAIRE

Un grand trouble règne aujourd'hui dans les esprits. Nous hésitons sur les solutions à adopter pour les problèmes qui se posent devant nous. La politique étrangère domine nos préoccupations. Faut-il essayer de négocier un accord avec l'Italie sur les points où elle nous demande des facilités pour son émigration et pour la mise en valeur de son empire éthiopien, ou refuser toute discussion avec elle en raison des revendications territoriales qu'elle a eu l'audace de présenter et auxquelles aucun Français ne saurait souscrire ? Devons-nous nous refuser à toute discussion avec l'Allemagne pour le motif que chaque concession de notre part n'a fait que susciter au delà du Rhin de nouvelles prétentions ? D'une façon générale, est-il opportun de rompre toute conversation avec les deux grandes dictatures voisines en alléguant que leur avenir est chargé de nuages et leur effondrement peut-être prochain ? En un mot, devons-nous continuer à pratiquer, envers et contre tout, la mystique de la paix ou envisager résolument l'éventualité de la guerre ?

Sur le terrain économique, la discussion est ouverte. Les partisans de l'autarcie font valoir la magnificence des efforts réalisés en pays totalitaires, tandis que les tenants du libéralisme mettent en évidence les catastrophes qu'entraîne le régime de la porte fermée. Sur le terrain financier, certains augures voient la solution des difficultés monétaires dans la

réalisation du contrôle des changes, tandis que des autorités de même grandeur démontrent qu'il ne s'agit là que d'un expédient médiocre et d'une application dangereuse.

Dans l'incertitude du lendemain, les masses acclament volontiers les hommes d'initiative, bonne ou mauvaise, qui essaient de lutter contre la destinée, qu'ils s'appellent Roosevelt, Léon Blum ou Schacht.

Les esprits libéraux, par crainte du bolchévisme, sont prêts à accepter la dictature. Les esprits foncièrement communistes, par crainte du fascisme, sont prêts à devenir nationalistes et militaristes.

Les véritables communistes, ceux qui ont gardé intacte la religion de Marx et de Lénine, s'insurgent contre l'opportunisme du seul gouvernement communiste qui existe, celui de Staline. Les communistes tendent la main aux catholiques ; les solutions des démocrates-chrétiens ne s'éloignent guère des solutions bolchéviques.

Les partis conservateurs, autrefois caractérisés par leurs tendances nationalistes, sont devenus les pacifistes les plus convaincus. Les francs-maçons et les juifs admirent la politique du Vatican ; des éléments importants de la Confédération générale du travail, après avoir soutenu, dans le domaine économique, le communisme et l'étatisation, abjurent ces faux dieux.

Il n'est question, dans le monde, que d'expériences et de plans, comme s'il était permis, sans inconvénient, de réaliser des essais dangereux dans la matière vivante.

En réalité, il est bien difficile de prendre position sur toutes ces questions, si l'on ne se réfère pas à quelques idées générales, si l'on ne dispose pas d'une doctrine qui vous donne un fil directeur auquel vous puissiez vous rattacher au milieu de toutes ces convulsions et de toutes ces incertitudes qui, d'ailleurs, ne sont généralement pas indépendantes les unes des autres et ne font que traduire les aspects différents d'un même problème ou les manifestations diverses d'un même désordre. Quelle que soit la nature des questions qui se posent à nous à l'époque actuelle, qu'elles soient d'ordre économique, militaire, politique ou social, elles se résument toujours à faire un choix entre la dictature et la liberté.

Ce choix n'est pas toujours aussi simple qu'il paraîtrait

au premier abord. Il y a cent ans, Royer-Collard, doctrinaire libéral, qui figure pour nous le représentant le plus parfait du système parlementaire, ne craignait pas d'écrire à la duchesse de Dino : « Je n'ai pas de goût pour la dictature, mais ma raison me dit qu'elle peut parfois être nécessaire. Nous sommes peut-être à un de ces moments-là (1). »

La même question peut se poser aujourd'hui.

Pour permettre un examen plus facile de nos raisons de choisir ou de concilier, nous examinerons les divers aspects du problème. Nous nous placerons successivement au point de vue militaire, au point de vue économique, au point de vue spirituel et au point de vue politique. C'est seulement après ce tour d'horizon que nous pourrons dégager nos conclusions.

Le moment est favorable pour essayer de faire le point et d'édifier la doctrine qui nous manque.

Malgré des succès incontestés dans le domaine économique et matériel, nous avons assisté au déclin du libéralisme philosophique, économique, politique, social du XIXe siècle. Critiqué par les économistes, les politiciens et le Vatican, le libéralisme s'est trouvé tout d'abord abandonné par les théoriciens au profit de l'idéologie marxiste ou nationaliste. Puis il s'est effondré presque partout après les deux secousses de la guerre et de la crise mondiale.

Chaque pays a cherché son salut en mettant en pratique la mystique qui correspondait le mieux à sa nature et à ses conditions politiques et sociales : le communisme, le fascisme, le national-socialisme et l'interventionnisme. Mais les résultats de ces expériences, qui ont suffisamment duré pour qu'on puisse les juger, ont été pires que ceux du régime antérieur.

Brusquement, une véritable réaction s'est produite dans la doctrine. En quelques mois, des hommes appartenant à des nations diverses, à des classes sociales différentes et qui n'avaient pas de contacts habituels ont publié des ouvrages importants qui, s'inspirant des mêmes principes, marquent un cran d'arrêt dans le développement des doctrines tota-

(1) Chronique de la duchesse de Dino, I, p. 377.

litaires. Nous avons vu paraître, en 1938, *le Socialisme* de M. Von Mises, *les Mystiques économiques* de M. Louis Rougier, *Grandeur et déclin du capitalisme* de M. B. Lavergne, *l'Économie planifiée et l'ordre international* de M. Lionel Robbins, *la Désagrégation de l'Europe* de M. Nitti, *l'Homme et l'État totalitaire* de M. de Coudenhove-Kalergi, et surtout un livre capital, à la fois par son côté doctrinal et ses considérations pratiques : *la Cité libre* de M. Walter Lippmann. Je publiai en même temps, sous le titre : *le Sort du capitalisme* (1), un ouvrage qui s'inspirait des mêmes idées et préconisait les mêmes remèdes.

Cette éclosion simultanée d'ouvrages qui ne craignaient pas de remettre en honneur le système libéral, si complètement décrié, amena leurs auteurs à tenir, au cours de l'été de 1938, un petit Congrès qui porta le nom de « Colloque Walter Lippmann » et où ils définirent les bases de la nouvelle doctrine. Pour marquer l'unité de leurs vues, ils décidèrent de constituer le Comité international d'études pour la Rénovation du Libéralisme.

La nouvelle doctrine, sur laquelle j'aurai l'occasion de revenir, repose avant tout sur l'idée d'un développement continu du progrès scientifique et de la division du travail, à condition que soit sauvegardée la dignité de la personne humaine ; elle estime en même temps que le respect des lois économiques n'empêche pas de tenir compte des soucis légitimes que peuvent imposer les considérations politiques, militaires et sociales.

La rénovation du libéralisme se présente à une heure opportune. L'accord de Munich a marqué la fin d'un régime fondé sur un équilibre politique mal calculé, celui du traité de Versailles, et sur une conception de la sécurité trop simpliste, celle de la Société des nations. Enfin l'échec de la grève générale du 30 novembre 1938, en France, apparaît comme une date décisive dans l'histoire de notre pays. La désertion justifiée de ses troupes a condamné la direction communiste de la C. G. T. ; la place est libre pour substituer à la lutte des classes, base de tous les systèmes marxistes, la collaboration des classes, base de la doctrine nouvelle.

(1) Flammarion, éd.

LE POINT DE VUE MILITAIRE

Si je place en tête de mon étude le point de vue militaire, c'est que nous vivons actuellement à une époque où les dictatures dominent la moitié du monde ; il serait puéril de discuter des mérites respectifs de la dictature et de la liberté, s'il était établi que la première est à la fois génératrice de guerre et raison de victoire.

La dictature génératrice de guerre. — Tout dictateur, encensé par ses partisans, n'admettant pas de discussions, se laisse griser par la flatterie intéressée de ses collaborateurs, finit par se croire infaillible et se considérer comme le messager de Dieu. Il ne trouve à l'expansion de sa propre personnalité aucun contrepoids, ni parmi les hommes de son entourage, qui n'osent parler, ni dans les organismes de contrôle disparus ou réduits à l'état de simples façades. Les comparses du régime, pour se faire bien voir, excitent le Chef, au lieu de le retenir, et entonnent en son honneur un chœur de louanges ininterrompues. Il est le Seul, l'Unique, le Vainqueur, le Conducteur. Il doit faire bénéficier de sa grandeur et de sa force les peuples qui n'ont pas encore la chance de lui être asservis.

S'il hésite et manifeste le désir de marquer une pause, le chœur reprend ses chants, la machine le pousse, l'œuvre l'entraîne.

Le dictateur a toujours les yeux tournés vers l'étranger, il voit les amitiés qui se nouent, les intrigues qui se lient, les alliances qui se concluent. Il a la hantise de l'encerclement et de la coalition, qu'il finit par créer lui-même.

Pour soutenir le régime, il faut maintenir dans le pays une armée puissante, une milice coûteuse, mais, pour faire accepter par le peuple les charges écrasantes de ce système de sécurité intérieure, il faut convaincre les masses que le véritable rôle de toute cette force armée, que la raison de tous ces uniformes et de tous ces galons, c'est la crainte de l'étranger qui envie la situation brillante de leur pays.

Les dictatures encouragent le développement des doctrines nationalistes qui tendent à glorifier la guerre comme un moyen d'édification morale. Ainsi que le dit Rauschning : « Le natio-

nal socialisme transpose la lutte des classes du plan intérieur sur le plan extérieur, sa doctrine est celle de la lutte des nations prolétaires contre les nations possédantes, les nations capitalistes, celles que l'on désigne maintenant par cette expression hybride et fausse, mais devenue courante : les Nations nanties. »

Une contrefaçon du nationalisme est la doctrine raciste qui prétend établir sur des bases scientifiques la supériorité d'une race élue à qui la Providence aurait confié la tâche divine de dominer et d'écraser les autres races.

Toute dictature s'appuie à la fois sur sa force armée et sur sa mystique destinée à convaincre et à entraîner les masses. Exposée sous les formes les plus spectaculaires, cette mystique fait appel à l'élément passionnel de la foule qui domine les réactions de la raison. Ces manifestations périodiques entretiennent une excitation sentimentale et hystérique qui provoque dans le pays une agitation croissante. Quand cette agitation dépasse les frontières, elle finit par irriter les démocraties qui, après avoir traité par le mépris ces mises en scène ridicules et souvent grossières, n'acceptent plus les injures et les menaces, se redressent brusquement et s'organisent pour répondre à la force par la force.

Dans un pays totalitaire, seul l'État parle, seul l'État agit, l'individu n'existe plus, la presse libre a disparu. Aussi toute parole est grave et ses conséquences sont incalculables. Il est sans importance qu'un journal d'un pays démocratique traite un chef d'État de « fauteur de guerre », il est grave qu'Hitler prenne à parti, dans ses harangues, Chamberlain, Churchill, Eden ou Bénès. Il est sans importance que *l'Œuvre* publie, sous la signature de Mme Geneviève Tabouis, qui n'engage qu'elle-même, des articles ironiques ou désagréables sur Mussolini ; au contraire, le comte Ciano est responsable des manifestations de « ses » députés réclamant l'annexion de territoires français ou des ordures que « sa » presse déverse sur la France. Tout incident peut devenir une cause de rupture diplomatique.

Le nationalisme économique, qui est souvent la cause et toujours la conséquence de la dictature, se concrétise sous la forme de l'autarcie. Il fait disparaître les innombrables liens entre citoyens de pays divers et les nombreuses communautés

d'intérêts qui débordaient les frontières. L'autarcie ou le simple contrôle des changes entraîne le monopole du commerce extérieur ; toutes les discussions d'affaires qui s'élevaient autrefois entre ressortissants de pays divers deviennent des conflits diplomatiques.

L'approvisionnement de l'économie nationale par l'État pose de nouveaux problèmes. La dictature exige des colonies ou des « protectorats » satellites, même en Europe, pour y trouver « ses » matières premières ; la Roumanie doit lui livrer son pétrole, l'Ukraine son blé. Il faut, à la dictature, des pays de peuplement pour y placer « ses » émigrants, de l'or pour régler « ses » achats à l'étranger ; si on ne les lui offre pas, elle recourt à sa méthode propre : le chantage à la guerre.

Le rythme de la natalité devient un élément de politique nationale. L'État impose aux citoyens une fécondité minima, puis, lorsque les résultats de cette propagande ont fait augmenter le nombre des naissances, la dictature déclare que l'excès de sa population est pour le pays une cause « d'éclatement » ; on voit surgir les demandes les plus imprévues : l'Italie réclame Nice, la Tunisie et la Corse, le Tessin, et j'en passe. L'Allemagne réclame des colonies. A chacun « l'espace vital ».

Mais la principale raison pour laquelle la dictature mène obligatoirement à la guerre, c'est qu'elle ne peut subsister que grâce à un régime de haute police, de séquestrations arbitraires, d'exils et de contrainte matérielle et morale. Cette contrainte laisse apparaître un ordre parfait, mais provoque des ressentiments violents et des troubles qu'il est difficile de maîtriser sans arrêt. La dictature promet au peuple la richesse et le bonheur, elle amène fatalement la pauvreté et la restriction. Pour étouffer la mauvaise humeur latente, pour l'empêcher de se manifester sous forme de révolte ou de révolution, il faut trouver des dérivatifs, et c'est pourquoi, lorsque les dictatures vieillissent, lorsqu'elles ont épuisé ce crédit de confiance qu'on plaçait en elles, elles risquent toujours un coup de folie, une guerre désespérée. L'opinion est d'autant mieux préparée à cette aventure qu'Hitler ou Mussolini ont promis à leurs peuples de leur apporter la prospérité aussitôt après la victoire. Mais c'est un engrenage sans fin. Après

l'Abyssinie il faut l'Autriche, après l'Autriche la Tchéco-Slovaquie. Et après ?

L'histoire confirme qu'il y a peu d'exemples de dictatures qui n'aient sombré dans des aventures militaires.

LA GUERRE MILITAIRE

Supériorité de la dictature. — La grande supériorité de la dictature, c'est qu'elle n'a à se préoccuper ni des critiques d'une opposition parlementaire, politique ou philosophique, ni du contrôle d'une assemblée élue, ni de l'expression d'idées d'une presse libre. Elle peut décider souverainement, sans délai et sans appel ; elle peut agir secrètement, car elle interdit la publication des statistiques ou des renseignements gênants. Elle a la possibilité d'imposer, sans limite et sans discussion, les énormes contributions financières que le pays doit payer en vue de la guerre. Elle obtient ce résultat sans difficulté, puisque le budget n'est pas discuté ou que les dépenses militaires n'y figurent pas. Elle recueille même, le plus souvent, l'adhésion morale du pays qui se croit menacé et encerclé.

Infériorité de la dictature. — Les nations totalitaires s'épuisent elles-mêmes. L'Allemagne a fait, depuis six ans, un gaspillage invraisemblable de toutes ses matières premières. L'extraction du charbon doit être développée presque sans limites pour suffire à la fabrication de l'essence synthétique ou pour l'utilisation, dans la métallurgie, des minerais de fer pauvres qui consomment trois fois plus de coke. Elle rase ses forêts. Hitler ne craignait pas de déclarer au Reichstag, le 30 janvier 1939 : « Le peuple allemand n'a plus les réserves de jadis. »

Je laisse de côté provisoirement la question financière. Notons seulement que les sommes investies dans la construction des usines de guerre, dans la constitution et le magasinage des stocks, atteignent des chiffres gigantesques. Mais quelle est la valeur de ces stocks ? Certaines matières premières sont périssables : les vivres, les céréales, le caoutchouc, le cuir ; certains objets fabriqués se détériorent, tels les masques à gaz. D'autres matières sont encombrantes et difficiles à loger : les minerais, le pétrole qui, en Allemagne,

devrait représenter vingt à trente millions de tonnes par année de guerre. Il y a des stocks qui se démodent : une accumulation de vieux canons est une faiblesse et non une force; les tanks et les avions, s'ils ne sont pas du dernier modèle, n'ont pas grande valeur.

Notons enfin que l'Allemagne épuise ses réserves humaines au même titre que ses réserves matérielles. J'indiquerai dans un autre article que la condition physique et morale des ouvriers y diminue constamment. Je ne vais pas jusqu'à dire qu'ils meurent de faim. Mais je m'en rapporte au témoignage de la revue nationale-socialiste *die Deutsche Volkswirtschaft* (1) qui déclare que l'épidémie de grippe qui s'est déclarée au début de l'année a pris une ampleur anormale par suite de la faible résistance physique et morale d'une population surmenée.

La balance des avantages et des inconvénients de la dictature ne se solderait en faveur des États totalitaires que dans le cas où se trouveraient réalisées simultanément les trois conditions suivantes :

Une agression préparée en secret ;

Le moment où l'armement en hommes et en matériel est au maximum ;

Une guerre de courte durée.

Une semblable éventualité est peu probable, pour les raisons suivantes :

Il est difficile de construire en secret de gros armements, de concentrer et de mobiliser en cachette de gros effectifs.

Il est certainement facile à la dictature de choisir, dans un laps de temps limité, le jour et l'heure où elle déclenchera un conflit, mais il lui est très difficile d'agir de telle manière que cette date coïncide précisément avec le moment où la faculté agressive de la nation atteint son maximum. Il faudrait, pour cela, fixer cette date quatre ou cinq ans d'avance.

En effet, la capacité d'agression dépend à la fois du nombre et du moral des troupes mobilisables, du nombre d'officiers et de sous-officiers, du matériel d'aviation, d'artillerie, de l'approvisionnement en munitions, en pétrole, en matières

(1) *Le Temps*, 14 mars 1939.

premières, de la constitution de stocks alimentaires, d'une réserve d'or, etc. Le dictateur, décidé à faire la guerre, peut se trouver empêché de profiter de la date *optima*, s'il survient, ce qui est fréquent, des événements imprévus d'ordre intérieur ou extérieur. Une alliance nouvelle a été conclue par un adversaire. Roosevelt a fait un nouveau discours. Mussolini rencontre une opposition inattendue de la part du Roi ou du Pape. Une révolution s'est déclenchée dans les Balkans. Le nouveau matériel de guerre s'est révélé médiocre ou se trouve devancé par celui du pays menacé. C'est ainsi que les nouveaux cuirassés de ligne français, qui viennent d'être mis en service, sont seuls au monde à être à l'abri des torpilles et des plus grosses bombes d'avion, ce qui leur assure une supériorité momentanée, mais certaine.

Si l'agresseur se trouve empêché de déclarer la guerre au moment *optimum*, l'avantage se retourne contre lui, car il ne peut continuer un effort démesuré que le pays ne supporterait plus. Les commandes de guerre ont été considérablement réduites en Italie en 1938. Comme nous le verrons plus loin, le système financier de l'Allemagne a échoué et sa production industrielle est, sur certains points, embouteillée par la bureaucratie. L'Italie et peut-être l'Allemagne semblent avoir dépassé le moment *optimum*.

Enfin, et surtout, la guerre moderne est forcément longue. Les pronostics de durée faits par les militaires sont généralement insuffisants. M. Pierre Prévost (1) rappelle que, après la déclaration de guerre de 1914, les Allemands annonçaient à leurs alliés autrichiens la victoire sur la France pour le 23 août. Trois semaines plus tard, le 12 septembre 1914, le général Berthelot et le général Wilson, adjoint au général en chef anglais, évaluaient à trois ou quatre semaines le temps nécessaire pour permettre aux armées alliées de pénétrer en Allemagne après la victoire de la Marne.

Sans remonter si loin, la guerre d'Espagne et la guerre de Chine montrent que, quels que soient les moyens matériels et les effectifs mis en jeu, il n'y a plus de guerres courtes.

Pourquoi la guerre moderne est-elle si longue ? C'est la conséquence de la supériorité considérable de la défensive

(1) *Nouveaux Cahiers*, 1er novembre 1938.

lorsqu'il s'agit de nations qui ont eu le temps et les moyens d'établir, sur leur territoire, des organisations défensives puissantes. Avec des ouvrages bétonnés, à l'épreuve du canon, disposant eux-mêmes d'artillerie et de mitrailleuses, les experts militaires estiment que les défenseurs peuvent résister victorieusement à un contre quatre tant qu'ils disposent de munitions en quantités suffisantes.

L'importance des effectifs mobilisés permet d'occuper la frontière sans interruption sur toute sa longueur et empêche toute manœuvre par les flancs. La violation des territoires neutres de Suisse ou de Belgique devient une opération difficile depuis que ces pays ont appris, par l'expérience, que la neutralité est d'autant mieux assurée qu'elle est appuyée sur des lignes de tranchées bétonnées.

Les techniciens allemands font grand état, pour obtenir une décision rapide, de la motorisation d'un nombre important de leurs divisions, mais tous les témoins de l'occupation de l'Autriche, au moment de l'Anschluss, ont constaté que le développement des divisions motorisées avait été extrêmement lent et avait provoqué un embouteillage complet des routes.

Reste la grande menace de l'aviation qu'il ne faut ni exagérer ni mépriser. Certes, les sommités militaires, comme le général Niessel, font valoir que l'aviation n'est pas, au point de vue strictement militaire, un élément décisif, qu'elle ne permet pas d'occuper le terrain et qu'elle demeure, en définitive, l'auxiliaire de l'infanterie. On ne peut cependant négliger le choc psychologique que pourrait produire, pendant les premières semaines de la guerre, l'arrivée de flottes d'aviation venant, par escadres massives, jeter sur Paris ou sur quelques grands centres industriels ou militaires des milliers de bombes incendiaires. Il est possible de prendre, contre ces attaques massives, des mesures de défense, d'évacuer les grandes villes et les centres plus particulièrement vulnérables ; il est possible surtout de soutenir le moral de la nation attaquée, c'est un point sur lequel je reviendrai.

La guerre longue joue contre l'État totalitaire agresseur. — La guerre longue laisse aux démocraties la possibilité de trouver des alliés. Étant donné qu'elles sont foncièrement

pacifiques, elles ne sont attaquées que pour des motifs insoutenables. Les neutres sont d'autant plus disposés à venir à leur secours qu'ils redoutent de voir le pays agresseur s'agrandir de façon excessive pour s'attaquer ensuite à eux-mêmes.

Pour rattraper le retard de ses fabrications d'armements, l'État victime d'une agression peut acheter du matériel à l'étranger. Cette considération a d'autant plus de poids que les démocraties disposent actuellement d'une double maîtrise, celle des mers et celle de la puissance financière. En second lieu, l'État attaqué peut développer ses fabrications grâce au meilleur rendement qu'il peut tirer d'une main-d'œuvre moins fatiguée et d'un outillage moins surmené.

Si la guerre est longue, elle laisse planer une grande incertitude sur l'évolution de l'armement entre le début et la fin de la guerre. Cette évolution dépend des inventions et des progrès de la science. On parle couramment aujourd'hui de la possibilité de réaliser pratiquement, dans quelques mois, de nouveaux avions volant, sans fatigue pour les pilotes, à des hauteurs inaccessibles aux autres avions qui se trouveraient définitivement « surclassés ».

L'État totalitaire verra s'épuiser rapidement ses stocks de nourriture et de matières premières. On estimait, avant le rattachement de l'Autriche et des Sudètes, que l'Allemagne pouvait produire 80 pour 100 de son alimentation ; ce coefficient se trouve aujourd'hui ramené à 70 pour 100. Si l'on tient compte du fait qu'en cas de guerre la production diminue de 20 pour 100, alors que la consommation s'accroît de 20 pour 100, on constate que l'Allemagne, en cas de conflit, ne peut faire face qu'à la moitié de ses besoins réels.

En cas de guerre longue, on peut être sûr que l'Allemagne se trouverait en état d'insuffisance pour un certain nombre de matières premières et que son réseau de chemins de fer, déjà fatigué, suffirait difficilement aux transports militaires. Si elle voulait développer sa production d'essence synthétique, pour couvrir ses besoins, elle devrait assurer une extraction supplémentaire de plus de cent millions de tonnes de charbon par an.

La situation italienne est pire. Si la sobriété de sa popu-

lation permet de considérer comme secondaire son insuffisance de stocks de produits alimentaires, en revanche ses stocks industriels sont très faibles. Elle n'a pas de réserves de ferraille pour ses fours Martin, pas de charbon, et ne produit d'essence, et très insuffisamment, qu'en Albanie.

C'est surtout dans la résistance morale de sa population qu'un pays libre trouve sa principale cause de supériorité sur la dictature.

La mobilisation française du mois de septembre 1938 a fait l'admiration du monde entier. Dans un pays totalitaire, la population ignore absolument les buts réels de guerre et les motifs de la mobilisation. La veille de l'accord de Munich, un banquier allemand de Francfort téléphonait à son correspondant de Londres pour lui passer des ordres de Bourse et parut complètement stupéfait que son correspondant lui répondît que la guerre serait probablement déclarée avant vingt-quatre heures. N'ayant pas été consultée sur l'opportunité de la guerre et n'ayant pas de conviction personnelle sur sa nécessité, la population de l'État totalitaire n'est pas apte à soutenir l'effort de longues hostilités ou à supporter la déconvenue d'une défaite qui marquerait pour elle la fin de la confiance illimitée qu'elle avait placée dans son dieu. Un dictateur n'a pas le droit de se tromper. Que dire des minorités brimées pendant les années de triomphe de la dictature et qui n'attendent que les premières difficultés pour prendre leur revanche !

La guerre militaire est-elle probable ? — La probabilité de la guerre diminue à mesure qu'augmente la frayeur que sa seule éventualité peut causer, par suite des atrocités qui en seraient la conséquence.

Malgré la propagande intense que la politique fasciste et nationale-socialiste a menée pour exciter l'enthousiasme des foules vers des buts militaires, elle n'a pas réussi à rendre populaire l'idée de la guerre. L'Allemagne n'a pas oublié qu'elle a été battue et que, avant de s'avouer vaincue, elle a souffert de la faim pendant plus de quatre ans. La population sait que les moyens techniques de la guerre moderne atteignent les civils aussi bien que les militaires et que, quels que soient sa résidence et son emploi, chacun risque l'épidémie, l'infir-

mité ou la mort. Elle a appris aussi que la guerre moderne est un désastre, même en cas de succès. Dans toutes les harangues de Mussolini, d'Hitler ou de Gœbbels, il n'est question que de triomphe, mais on ne dit pas ce que l'on fera après la victoire, comment on fera la paix, comment on fera rembourser par l'ennemi les dommages subis. La population paisible sent confusément que le vainqueur probable de toutes les guerres futures sera le communisme et se rappelle la déclaration du septième Congrès de la III[e] Internationale tenu à Moscou, en 1935, ainsi conçue : « Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile contre la bourgeoisie. »

C'est cet ensemble de réactions, plus ou moins conscientes, qui explique la satisfaction profonde des peuples en Europe lorsqu'on apprit, au mois de septembre dernier, l'accord de Munich. Accord médiocre, accord pénible certes, mais qui représentait, malgré tout, une victoire du bon sens populaire. Ce qui a triomphé à Munich, ce n'est pas la force, c'est la crainte de la victoire elle-même et de ses conséquences, en même temps que se manifestait un dernier reste de confiance dans la parole des dictateurs. .

LA GUERRE IDÉOLOGIQUE

Étant donné qu'il faut pratiquement exclure l'hypothèse d'une guerre courte et que la réaction instinctive des peuples les dresse contre les souffrances et les désastres d'une guerre longue, les dictatures, qui ne rêvent qu'annexions et conquêtes, ont dû créer et perfectionner un nouveau procédé qui leur permît d'atteindre leur but sans effusion de sang. C'est la *guerre idéologique*. Bien entendu, celle-ci ne peut réussir que si elle s'appuie sur une force militaire puissante. Son succès dépend précisément de la crainte qu'inspire à l'ennemi la terreur de voir se déclencher l'horrible guerre militaire. C'est ce que dit fort bien M. Guillaume de Tarde : « Pour aboutir à ses projets d'annexion des Sudètes, pendant tout l'été de 1938, l'Allemagne a joué sans scrupule de l'horreur de la guerre, de la guerre aérienne par-dessus tout. Jeu qui supposait, évidemment, la force militaire de l'Allemagne et la faiblesse morale de ses adversaires. Mais aussi

le cynisme d'un dictateur. Et qui consistait à exploiter froidement, jusqu'au bout, ce sentiment universel (du moins chez les peuples de notre civilisation occidentale) de l'atrocité, de l'absurdité de la guerre moderne (1). »

Dans tous les cas, la guerre idéologique prépare et accompagne la guerre militaire ; le plus souvent elle la remplace.

Moyens d'action de la guerre idéologique. — En dehors de la force militaire indispensable, la guerre idéologique nécessite un régime politique fort qui rassure les nationaux et oblige l'ennemi à accepter, par la contrainte psychologique, ce qu'autrement on aurait dû lui imposer par les armes. C'est un jeu qui consiste à déplacer ses pions sur l'échiquier, à les manœuvrer jusqu'au moment où l'on peut s'écrier : « échec et mat ». Cette forme de guerre rappelle le célèbre Kriegspiel, dans lequel on manœuvrait sur la carte des divisions de papier jusqu'au moment où l'arbitre déclarait que la victoire était acquise.

Les moyens d'action que l'on met en œuvre dans la guerre idéologique sont nombreux et divers. L'art oratoire y joue le principal rôle : discours politiques, violents, passionnés. La diplomatie ancienne enveloppait ses attaques contre les pays antagonistes ou leurs dirigeants d'une parfaite politesse de forme. Ici toute réserve est bannie. Lorsque Mussolini parle de la France, Hitler de Bénès, d'Eden ou de Roosevelt, ils s'expriment comme des candidats dans une réunion publique.

La propagande joue un rôle capital. Elle utilise la presse, la radio, la conférence, la revue, le livre. Comme sur le champ de bataille, l'habileté consiste à tromper l'adversaire, tel cet exemple cité par Georges Duhamel, d'une conférence organisée par un Comité de l'Alliance française en Australie. Le public s'étonna que les propos de l'orateur fussent franchement hostiles à notre pays jusqu'au moment où l'on apprit, par hasard, qu'il était d'origine allemande.

Les procédés de la propagande sont divers : tantôt on développe les idées que l'on veut imposer chez soi ou chez l'étranger, tantôt on publie des fausses nouvelles qui ont

(1) *Nouveaux Cahiers*, 15 novembre 1938.

pour objet d'agir sur la population nationale pour l'exciter ou la calmer, ou sur la population adverse pour la décontenancer et la désorienter. Un professeur de droit commercial de Rome déclarait récemment à un industriel belge qu'il savait bien que les nouvelles que l'on publiait, en Italie, sur la France étaient fausses, mais qu'il était nécessaire de les répandre pour échauffer l'opinion publique ; tantôt on agit sur l'opinion des pays amis, afin de renforcer leur attitude, ou sur celle des pays neutres ou réfractaires pour essayer de les détacher de l'adversaire directement visé.

La propagande allemande s'exerce dans le monde entier. Les journaux de Mexico publient de longues pages à la louange de l'idéologie nazie et déclarent que « les universités allemandes sont, avant tout, guidées par un esprit de large liberté ». Dans un autre journal mexicain, un article, signé Wotan, indique que la France a été battue à Waterloo par la Prusse et l'Autriche ; on a seulement oublié l'Angleterre (1).

D'autres fois, des correspondants « bien informés » annoncent, dans des journaux de pays neutres, l'existence d'un mouvement séparatiste en Alsace. Un article de l'*Aftenposten* paraît, à Oslo, sous la signature de Roald Nordrum, le 16 décembre 1938. Il s'intitule modestement : « Voyage à travers l'Alsace-Lorraine, vieux terrain de contestation sur la frontière franco-allemande. » Le lecteur qui n'est pas au courant y lit que l'Église catholique est en lutte avec l'administration française et que les jeunes officiers français d'origine alsacienne portent au doigt une chevalière aux armes du Reich. L'auteur conclut : « Les Alsaciens réclament plus que jamais leur autonomie et les Français craignent qu'avec leur autonomie ils ne puissent mener à bonne fin une réunion avec l'Allemagne, si cela devait leur sembler avantageux dans l'avenir. » Inutile de souligner la fantaisie de ce reportage, mais on prépare à tout hasard l'opinion publique internationale.

La propagande italienne se développe en Corse depuis que le régime fasciste a caressé le rêve de l'annexer. Elle attire quelques prêtres ou étudiants de l'île en leur offrant

(1) *Le Petit Parisien* du 26 octobre 1938.

des bourses de séjour à Rome. Elle édite des revues dans lesquelles des comités ou personnalités corses inconnus manifestent leur désir d'être rattachés à la grande Italie.

Quelquefois, la presse est plus agressive et moins habile. Citons le fameux article paru dans le *Tevere*, le 13 janvier 1939, sous la signature de son directeur, et qui comportait, à notre égard, quelques propos aimables, tels que les suivants : « Nous avons, de manière répétée, démontré aux Français qu'ils doivent leur salut pendant la guerre *exclusivement à l'Italie...* Ils savent que Napoléon était un Italien qui fit de la France une colonie italienne. Les Français semblent l'avoir oublié et, pour réveiller leur mémoire assoupie, il semble que le seul système soit de la rafraîchir avec d'abondants crachats à la figure. »

Un article de ce genre serait seulement méprisable dans une démocratie où la presse est libre. Il en est autrement dans une dictature qui dirige sa presse. On raconte, il est vrai, qu'un ami de Mussolini lui demandait pourquoi il laissait le directeur du *Tevere* écrire des articles aussi grossiers ; le Duce lui aurait répondu : « Dans une maison bien tenue, tout doit servir, même les ordures. »

Les moyens d'action de la propagande idéologique doivent s'adapter aux conditions particulières de chaque pays que l'on veut dominer. S'il y a chez lui une opposition politique puissante, qu'elle soit de droite ou de gauche, on lui fournira de bons arguments pour attaquer son gouvernement. Plus souvent, on versera des subventions généreuses à ses journaux et à ses revues. On poussera même la délicatesse jusqu'à faire passer ces subventions par d'habiles intermédiaires, de façon que le directeur du journal puisse jurer, en toute bonne foi, qu'il n'a pas reçu d'argent de l'étranger.

La propagande se portera, par exemple, sur le domaine de la lutte contre le communisme. On représentera la France, la Tchéco-Slovaquie, la Chine, l'Espagne républicaine, comme des succursales du bolchévisme moscoutaire. A d'autres moments, et dans le même pays, on soutiendra indirectement les groupements ouvriers, même communistes, dans leurs revendications corporatives. Le but visé sera en effet atteint si, par le développement des grèves sur le tas, par l'occupation des usines, par la diminution de la durée du travail, on arrive

à réduire la capacité de production industrielle du pays à combattre.

Souvent, on dissimulera les buts réels sous des formules philosophiques : on subventionnera le pacifisme et la lutte contre le service militaire obligatoire en Angleterre, la nationalisation des usines en France, l'agitation dans les colonies et dans le monde arabe ; on entretiendra en Palestine un foyer d'insurrection permanent ; on répandra en Syrie, par des agents dont chacun connaît les subsides, une propagande intense grâce à des haut-parleurs, des automobiles et des orateurs à tous les carrefours.

Après avoir habilement préparé le terrain par des reconnaissances multiples, après avoir ébranlé, miné et divisé la nation adverse, la dictature fait connaître ses revendications. C'est une manœuvre délicate qui demande du tact et de l'à-propos.

Le pays totalitaire réclamera la dislocation d'une nation pour le motif qu'une partie de son territoire lui est nécessaire au point de vue stratégique, au point de vue de ses voies de communication, ou qu'elle lui ouvre un accès vers les matières premières essentielles (pétrole, minerais). Parfois on mettra en avant la nécessité de libérer des frères de race, opprimés et brimés par un régime brutal, depuis de longues années. Parfois on réclamera purement et simplement l'annexion d'un territoire insuffisamment peuplé pour y déverser l'excédent de sa population. C'est la revendication de « l'espace vital » en vertu de laquelle l'Allemagne a occupé la Bohême et en vertu de laquelle l'Italie réclame la maîtrise en Méditerranée.

Enfin, lorsque toutes les préparations sont achevées, lorsque les revendications sont formulées, on met en mouvement la machine la plus perfectionnée de la guerre idéologique, c'est-à-dire « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». C'est par elle que la Tchéco-Slovaquie a été démembrée et que l'Autriche a été conquise, sans un coup de fusil. Quelle invention plus habile et plus efficace que de lancer cette bombe empruntée à l'arsenal des démocraties elles-mêmes ? Que peuvent-elles dire lorsqu'on leur oppose la formule de Wilson, incluse dans le traité même de Versailles ?

TACTIQUE DE LA GUERRE IDÉOLOGIQUE

On pourrait écrire un volume singulièrement attachant sur la tactique des deux généraux en chef de l'axe Rome-Berlin. Je prendrai comme exemple la campagne idéologique qu'ils ont conduite en Europe depuis l'Anschluss jusqu'au démembrement de la Tchéco-Slovaquie.

Campagne de Tchéco-Slovaquie

La préparation. — La première préoccupation du Fuhrer est de *jeter l'effroi* chez l'adversaire ; il lance, pour cela, un certain nombre de slogans plus ou moins irrésistibles : « Hitler ne se trompe jamais, il réussit toujours. Tout ce qu'il a pensé il l'a écrit ; tout ce qu'il a écrit, il l'a fait. Dieu est avec lui. En face de lui, la France est un pays épuisé physiquement par la dernière guerre et moralement par ses politiciens. A toutes les demandes qu'on lui présente, elle dit non et cède toujours.

« Le Français est courageux, mais il est mal armé. Il n'a pas d'aviation. Que peut l'armée française contre l'armée allemande ? Si celle-ci attaque, elle est irrésistible ; son armement est tout neuf ; elle a réalisé des prodiges dans le domaine de la motorisation. La France a mis cinq ans à construire la ligne Maginot. L'Allemagne a mobilisé plusieurs centaines de mille hommes pour construire la ligne Siegfried en six mois, à moins que ce ne soit en six semaines. L'aviation allemande est imbattable. Dès le premier jour de la mobilisation, ou même avant, elle arrivera sur Paris ; elle l'inondera de bombes incendiaires. En quelques jours, le Louvre et l'Arc de Triomphe ne seront plus que des souvenirs historiques. Il n'y a pas de masques en France ou ces masques sont incapables de protéger la population contre des gaz tellement pernicieux qu'on n'ose pas en donner le nom. Pauvre Paris ! pauvres musées ! pauvres Français qui ont eu le malheur d'élire des représentants à tendance bolchévique et qui dissimulent la vérité au peuple ! »

Mais répandre la terreur à jet continu ne donne pas de résultats suffisants. Il faut *fatiguer les nerfs* de l'adversaire

et détruire son moral en lui laissant, de temps en temps, reprendre espoir avant de lui lancer une nouvelle décharge. On alterne avec soin les menaces violentes et les protestations pacifiques. On mobilise ? Non, ce sont des manœuvres. On appelle de nouveaux contingents ? Non, ce sont des mesures de sécurité. Sans répit, les fausses nouvelles sont répandues systématiquement. La Bourse s'affole, les affaires s'arrêtent. Enfin, Hitler annonce qu'il va parler... dans quinze jours. C'est le début d'une préparation d'artillerie intense. C'est un pilonnage ininterrompu. Tous les journalistes du monde sont partis pour Nuremberg et assistent à des fêtes continuelles à caractère sportif et paramilitaire. L'*Oracle* est silencieux. Les journalistes se pâment sur la grandeur du spectacle, sur l'ordre, la discipline, la beauté physique des jeunes gens. Mais « le dieu » ne dit toujours rien. Les indiscrétions filtrent, redoutables un jour, plus nuancées le soir. Le monde attend.

... O temps où des peuples sans nombre
Attendaient prosternés sous un nuage sombre
Que le Ciel eût dit oui !
Sentaient trembler sous eux les États centenaires
Et regardaient le Louvre entouré de tonnerres
Comme un Mont Sinaï.

Enfin, le jour historique est arrivé. Hitler va parler. Hitler parle. Hitler a parlé. Soulagement dans le monde entier. Le discours est brutal, il pouvait être pire.

La manœuvre décisive. — Il faut, à tout prix, diviser l'ennemi. En ce qui concerne la Tchéco-Slovaquie, on profite de la lenteur de Bénès à accorder aux minorités une satisfaction légitime et, dès que l'on apprend que la satisfaction va être accordée, on change de terrain et on formule de nouvelles exigences. En France, on essaie de provoquer des fissures dans l'alliance franco-tchécoslovaque : « Il est normal de tenir ses engagements. Chacun sait que la France ne cédera pas sur un point où son honneur est engagé, mais le traité ne s'applique pas à l'espèce actuelle. D'ailleurs, indépendamment des objections juridiques, comment peut-on soutenir Bénès ? C'est un homme dur, autoritaire, franc-

maçon, suspect de bolchévisme. Il avait promis de faire de la Tchéco-Slovaquie une Suisse améliorée. Il n'a pas tenu parole. Quand donc les Français cesseront-ils de jouer le rôle de Don Quichotte ? Sont-ils tellement satisfaits d'avoir déclenché la guerre de 1914 pour sauver l'indépendance de la Yougoslavie, qui, aujourd'hui, leur tourne le dos ? »

Pendant le même temps, des émissaires officieux parcourent les salons. Ils n'appartiennent pas personnellement au parti national-socialiste et se répandent en confidences bien orchestrées. « Peut-on concevoir une nouvelle guerre entre la France et l'Allemagne ? Ce sont deux grands pays, les deux premières nations militaires du monde. Les anciens combattants s'estiment. Hitler a toujours montré beaucoup de respect pour notre pays. Il ne regrette pas l'Alsace-Lorraine ; c'est un pays ingouvernable, qui ne désire qu'une chose, l'autonomie complète. L'Allemagne n'a aucune revendication à faire valoir contre la France ; la frontière de l'Ouest est intangible. Il y a bien la question des colonies, mais c'est une discussion que des hommes d'affaires habiles pourraient conduire à son terme entre le thé et le dîner ; on ne fera pas la guerre pour cela. Évidemment, Hitler a parlé un peu durement de la France dans la première édition de *Mein Kampf*, mais c'est une œuvre de jeunesse, écrite avant qu'il eût pu juger pleinement de toutes les vertus de notre pays, et, pour bien montrer sa gentillesse, il a supprimé tous ces passages désagréables dans les éditions récentes qui ont été publiées en France. Comment se méprendre sur les véritables sentiments d'un homme dont toutes les harangues guerrières sont entremêlées de déclarations pacifiques et d'invocations à Dieu ? »

En même temps, la manœuvre se développe à Londres et à Washington. Il faut, à tout prix, dissocier les trois démocraties. On déclare à Londres que, s'il est déjà difficile de concevoir l'intervention de la France en Tchéco-Slovaquie, il est tout à fait impossible d'envisager l'intervention de la Grande-Bretagne qui n'a rien à faire dans ce guêpier et qui n'a aucun engagement envers la Tchéco-Slovaquie. Si l'on veut sauver la face et ménager Paris, que l'on suggère une procédure d'arbitrage et que l'on désigne, pour ce faire, un arbitre sympathique. La manœuvre réussit.

A New-York le terrain est difficile. Roosevelt, héritier de la tradition démocratique, n'aime pas les dictateurs. Il tient de Wilson le respect du traité de Versailles, et les violences antisémites ont eu, dans son pays, une réaction défavorable aux intérêts allemands. Il paraît sur le point d'intervenir dans les affaires d'Europe. Son ambassadeur, Bullitt, prononce, à Bordeaux, un discours qui est interprété comme un engagement de principe. Mais la politique intérieure ne perd jamais ses droits aux États-Unis. On rappelle, de façon opportune, que la France et l'Angleterre n'ont pas payé leurs dettes, que la doctrine de Monroë exclut l'intervention dans les affaires d'Europe, et les politiciens républicains et démocrates manifestent, vis-à-vis du Président, une telle mauvaise humeur que celui-ci désavoue les propos tenus par son ambassadeur ou l'interprétation qui en a été donnée.

La victoire. — Un beau matin, dans son éditorial, le *Times* indique que la solution la meilleure du conflit tchéco-slovaque serait probablement l'annexion des Sudètes à l'Allemagne. C'est la percée. Bien entendu, le *Times* est désavoué, mais la bombe est lancée. Le lendemain, *le Matin* et d'autres journaux français reproduisent la même idée. C'est le moment pour Hitler de mettre en mouvement la grande machine de guerre, c'est-à-dire « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Manœuvre d'autant plus dangereuse qu'à la fin de la guerre, toute la carte d'Europe a été refaite sur ce principe et que l'opinion publique n'admettrait pas plus à Londres qu'à Washington qu'on désavoue la base même du traité de Versailles.

Lord Runciman dépose son rapport, favorable à l'annexion. La partie est jouée.

Au dernier moment, Hitler commet une faute. Il sent qu'il a les cartes en mains. Il veut exploiter son succès d'une façon trop brutale. M. Chamberlain et M. Daladier se fâchent. Hitler fait quelques concessions et l'accord est scellé à Munich. On s'embrasse. M. Daladier est acclamé par les Allemands ainsi que M. Chamberlain.

La dictature a gagné la première manche.

La campagne d'Italie

Manœuvre moins sûre et moins violente que celle que je viens de résumer. Pendant la semaine critique de septembre 1938, Mussolini prononce un discours chaque jour, sans que l'on puisse en conclure s'il est décidé ou non à soutenir militairement l'Allemagne. A-t-il mobilisé ou non? Personne ne le saura jamais, car les observateurs les plus indépendants n'ont pas constaté de transports militaires. Dans tous ses discours, Mussolini, qui a eu avec la France des attitudes variées, semble indécis et se prête, de bonne grâce, à l'intervention de Munich. Son attitude a été assez habile. Il n'a pas brouillé les cartes définitivement avec la France qui lui envoie un ambassadeur, reconnaît l'empire d'Éthiopie et paraît disposée à lui accorder des satisfactions importantes. Mussolini se réserve. Il veut frapper un grand coup, pour réparer la mauvaise impression que l'Anschluss a laissée en Italie. C'est le 30 novembre 1938 que se produit la fausse manœuvre de la Chambre des députés italienne où le comte Ciano organise une « manifestation spontanée » des députés italiens qui réclament le retour à la mère patrie de la Corse, de Nice, de la Tunisie. Il avait choisi pour cela le jour où la C. G. T. avait annoncé la grève générale. Le malheur pour lui voulut que cette mobilisation révolutionnaire échouât misérablement et que ce jour-là marquât, au contraire, le triomphe des partis d'ordre en France et la victoire éclatante du gouvernement qui s'était montré énergique. La manifestation ne fut qu'un fiasco et eut pour résultat de grouper en un seul bloc, autour de M. Daladier, la totalité de l'opinion française.

La démocratie a gagné la deuxième manche.

En résumé, dans la conduite de la guerre idéologique, les États totalitaires mènent le jeu et bénéficient, pour leurs offensives, de l'avantage incontestable que constitue le secret de la conception et la rapidité de l'exécution. Pour se défendre, les États libéraux se heurtent à des difficultés sérieuses. L'opinion publique s'exprime sans contrainte par les réunions publiques, le cinéma, la presse et la T. S. F.

Souvent cette opinion publique est, sans qu'elle s'en doute, manœuvrée par des influences étrangères. Au Parlement, la tribune est libre et les opinions les plus diverses se font jour. La tâche d'un gouvernement, dans les périodes de tension diplomatique, est singulièrement délicate. Doit-il dire au Parlement tout ce qu'il sait ? Ne doit-il rien dire et agir selon sa conscience ? L'hésitation est permise. Enfin, s'il veut agir, la procédure est lente. La démocratie ne possède donc pas la liberté et la rapidité d'action de la dictature.

LA DÉFENSIVE DES ÉTATS LIBÉRAUX DANS LA GUERRE IDÉOLOGIQUE

La supériorité morale. — La supériorité tactique de la dictature cesse à la déclaration de guerre ou même à la période de tension critique préliminaire, car, par la force des choses, l'État prend alors en mains tous les pouvoirs. La dictature perd ses avantages et c'est alors que la démocratie, grâce à l'octroi temporaire des pleins pouvoirs, marque sa supériorité. Elle bénéficie du bon moral des citoyens qui ont pu suivre l'évolution du conflit et qui savent pourquoi ils se battent, au lieu d'obéir simplement à une contrainte. Ils apportent, dans leur sacrifice, toute la supériorité de l'individu libre par rapport à l'automate discipliné. Quelle différence entre les deux esprits !

La question de Tchéco-Slovaquie était peu connue en France. Une brave campagnarde disait à un de mes amis, au moment de la mobilisation du mois de septembre : « On fera la guerre s'il le faut, mais ne trouvez-vous pas que c'est tout de même curieux de se battre pour ces bohémiens qui viennent voler nos poulets ? » La mobilisation se produit et l'Europe entière s'étonne de voir qu'un peuple essentiellement pacifique, sur une question qui ne lui paraissait pas vitale, à peine sorti d'une véritable révolution sociale qui l'avait, pendant deux ans, profondément divisé et affaibli, se retrouve brusquement uni devant le danger. Il n'a pas été nécessaire de remonter le moral de la population militaire et civile par des discours quotidiens ou par des émissions bruyantes à la T. S. F. Les mobilisés ne manifestent pas cette excitation un peu inconsciente des conscrits de 1914, mais le sérieux,

la sérénité d'hommes qui savent quelles sont les souffrances qui les attendent et qui sont prêts, sans fanfare mais sans peur, à accomplir le sacrifice suprême.

Quoi de plus frappant que d'observer un pays, comme l'Angleterre, qui fut largement teinté de sympathie germanique et de pacifisme protestant! Au printemps dernier, il déclarait encore qu'il ne ferait jamais la guerre pour la Tchéco-Slovaquie et, moins d'un an après, devant la violation de la parole donnée, le voici retourné dans ses profondeurs, se rendant compte que l'honneur et l'avenir du pays sont en jeu, et, sans avoir reçu ni ordre, ni mot d'ordre, se préparant ouvertement à la guerre. Quelle aurait été, en cas de conflit, la situation morale des deux États fascistes ? Peut-on croire que l'on aurait trouvé chez eux une pareille unanimité de cœur ?

Pour réussir une campagne de guerre psychologique, il faut un chef de premier ordre et un chef convaincu. J'en ai montré un exemple. Mais cela ne suffit pas. C'est un jeu qui prépare la réaction et la revanche. L'alerte de Munich a mis en évidence deux phénomènes : le premier, c'est la haine de la guerre ressentie par tous les peuples qui auraient été mêlés au conflit ; le second, c'est, de la part des nations française et anglaise, la volonté de se battre plutôt que de céder indéfiniment à la violence. Les résultats ont été considérables : dans le domaine militaire, renforcement des effectifs, des armements, de l'aviation ; dans le domaine social, échec des tendances communistes, désir commun des dirigeants et des ouvriers de reprendre des contacts sur des bases équitables et pour le bien de tous ; dans le domaine moral, reconstitution d'une unité détruite depuis plusieurs années. En un mot, résurrection d'un front commun des démocraties qui attendent leur jour et leur heure pour se dresser contre les dictatures.

LA CONTRE-PROPAGANDE

Autre enseignement à tirer des accords de Munich. Les démocraties ont été surprises par le jeu nouveau de la guerre idéologique qu'Hitler a mené avec une incomparable maestria. Les démocraties doivent étudier le problème de la contre-propagande comme les états-majors ont résolu celui du contre-

espionnage. Au surplus, cette contre-propagande a déjà marqué quelques succès. Le voyage de M. Daladier, au mois de janvier dernier, en Corse et en Tunisie, a produit de tels résultats, les acclamations qui l'ont accueilli ont été si universelles que les Italiens ont été complètement déçus de n'apercevoir sur cette terre « irrédentiste » aucun élan vers la grande Italie. Ils n'ont trouvé d'autres moyens d'expliquer cette déception qu'en déclarant que les manifestations avaient été organisées par les juifs et les communistes.

Dans la contre-propagande, les démocraties jouissent d'ailleurs d'un sérieux avantage. La base de toute manœuvre est de tromper l'ennemi. Les États totalitaires y réussissent difficilement, puisque leur presse ne fait que refléter un mot d'ordre. Dans un pays où la presse est indépendante, il est difficile de savoir dans quelle mesure un article de journal reflète l'opinion du gouvernement.

Pourquoi d'ailleurs ne pas aller plus loin et ne pas envisager, comme en Suisse, la lutte officielle contre la propagande des Puissances totalitaires, qu'elle soit bolchévique ou fasciste ? Un arrêté, pris au début de décembre 1938 et qui complète celui de 1934 concernant l'agitation communiste, est destiné à protéger les institutions démocratiques et à assurer la répression des menées étrangères. Cet arrêté punit « celui qui aura entrepris de renverser ou de compromettre d'une manière illicite l'ordre fondé sur la Constitution et celui qui, en particulier, aura favorisé une propagande étrangère tendant à modifier les institutions politiques de la Suisse ».

En outre, cet arrêté, à l'instar de ce qui s'est passé en Hollande, prévoit des pénalités contre « celui qui, publiquement, aura excité à la haine contre certains groupes de la population, en raison de leur race, de leur religion ou de leur nationalité ou qui aura contrevenu aux règles établies par les autorités fédérales au sujet de groupements politiques étrangers ».

Enfin, l'arrêté du Conseil fédéral punit « celui qui, publiquement, aura lancé ou propagé sciemment une information inexacte ou déformée, de nature à compromettre la sûreté intérieure ou extérieure de la Confédération et celui qui, publiquement et d'une manière systématique, aura bafoué les principes démocratiques ».

LA LUTTE CONTRE LE SLOGAN DU DROIT DES PEUPLES

La tâche essentielle qui s'impose à l'attention des démocraties est de ramener à son exacte interprétation le fameux slogan du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Citons d'abord le texte officiel qui ne figure pas, comme on le croit souvent, dans le discours des quatorze points du président Wilson, mais dans la déclaration de Mount-Vernon en date du 4 juillet 1918 qui en constitue une annexe :

« ... Règlement de toute question concernant, soit des territoires, soit un droit de souveraineté, soit des arrangements économiques, soit des relations politiques, sur la base de *la libre acceptation de ce règlement par le peuple immédiatement intéressé*, et non point selon les intérêts matériels ou le profit d'un autre peuple ou d'une nation quelconque qui pourrait souhaiter un règlement différent, *en vue de* son influence dans le monde ou de sa *propre hégémonie.* »

Comment Hitler peut-il avoir l'impudence d'invoquer, en faveur de ses entreprises d'Autriche, de Bohême et de Slovaquie, le principe de Wilson dont la deuxième partie condamne précisément toute action fondée sur l'hégémonie d'un autre peuple ?

Observons, par ailleurs, que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes était subordonné par Wilson à « la destruction de *tout pouvoir arbitraire* où qu'il se trouve, qui puisse à lui seul, secrètement et de sa propre initiative, troubler la paix du monde ». Ce n'est guère le cas aujourd'hui.

Au surplus, la Société des nations fut chargée d'interpréter sur ce point la pensée de Wilson à l'occasion de la question des îles d'Aland. Il est intéressant de lire la décision de la Commission des juristes désignée par elle : « ... Reconnaître à des minorités de langue ou de religion, ou à des fractions quelconques d'une population, la *faculté de se retirer de la communauté* à laquelle elles appartiennent, parce que telle est leur volonté ou leur bon plaisir, ce serait *détruire l'ordre et la stabilité* à l'intérieur des États et inaugurer *l'anarchie dans la vie internationale.* Ce serait soutenir une théorie incompatible avec l'idée même de l'État comme unité territoriale et politique. »

Déclarons franchement aujourd'hui que le principe du droit des peuples a fait son temps. Wilson lui-même s'en était rendu compte, puisque c'est lui qui soutint de toute son influence la formation de la Tchéco-Slovaquie. M. Keynes lui a même reproché de n'avoir pas, à cette occasion, appliqué sa philosophie politique avec une fermeté suffisante. Et pourtant, le même M. Keynes ne réclamait-il pas, en contradiction avec ce principe, que la Haute-Silésie, bien que peuplée de Polonais, restât allemande, « parce que l'Allemagne a besoin, disait-il, pour la bonne organisation de son économie nationale, des charbonnages silésiens ». En réalité, Wilson aussi bien que M. Keynes ont ainsi reconnu que le seul principe du droit des peuples ne suffisait pas à déterminer les limites des États. M. Élie Halévy regrette qu'on ait donné à ce principe une valeur excessive par rapport au vieux principe de l'équilibre européen. « Les pacifistes, dit-il, regretteront la disparition d'une grande Autriche et d'une grande Russie, capables de faire équilibre à la grande Allemagne. Ils reconnaîtront que la philosophie de l'*équilibre européen* s'est justifiée par un siècle de paix tel que l'Europe n'en avait jamais connu. Puissions-nous trouver, dans le chaos actuel, les formules d'un nouvel équilibre! »

En réalité, ce ne sont ni la langue, ni la race qui peuvent à elles seules déterminer le tracé d'une limite territoriale. Pour qu'un État puisse vivre et durer, il faut, avant tout, que ses frontières soient fixées d'une façon qui empêche les agressions trop faciles, même s'il doit englober des minorités. Il faut, en outre, que le principe de l'équilibre soit sauvegardé et que l'on ne mette pas, à la merci d'un État tout-puissant, un voisin trop petit et trop faible. C'est dans la coordination de tous ces éléments qu'il faut s'appuyer : race, frontières naturelles, équilibre, communications militaires ou économiques, sentiment des peuples. Tout l'ensemble doit être pris en considération et non pas seulement l'un des critériums.

Les Allemands, qui ont durement opprimé, pendant de longues années, les minorités polonaise, danoise, alsacienne, et qui traitent aujourd'hui d'une atroce façon la population juive, sont, moins que tous autres, qualifiés pour invoquer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

LA CONTRE-ATTAQUE ÉCONOMIQUE

Dans une guerre entre les dictatures et les démocraties, il se pose une question essentielle : quelle sera la réaction des États-Unis ?

Malgré les difficultés que cette attitude a pu lui susciter dans sa patrie, Roosevelt a toujours tenu à exprimer l'idée que les trois grandes démocraties devaient s'associer pour la défense de la liberté contre les abus de la force. Malgré l'incertitude apparente que les circonstances de politique intérieure ont imprimée à son attitude au mois de septembre, il est aisé de discerner le fond de sa pensée. Il suffit de se rappeler les deux messages envoyés par lui le 26 et le 27 septembre pour essayer d'arrêter le conflit imminent. Mais le discours capital prononcé par Roosevelt est celui du 3 janvier 1939, à l'occasion de l'ouverture du Congrès : « Le simple fait, dit-il, que nous déclinions d'intervenir *militairement* pour empêcher les actes d'agression, ne signifie pas que nous devons agir comme si l'agression n'existait pas. Il y a des méthodes en dehors de la guerre qui sont plus fortes et plus efficaces que les simples paroles pour faire comprendre aux gouvernements agresseurs les sentiments collectifs de nos peuples. »

La portée de ce discours fut considérable, car il ne s'agissait de rien moins que de reviser la loi de neutralité et de permettre ainsi aux États-Unis d'apporter aux démocraties la totalité de leur appui économique, financier et industriel. La réaction des Puissances totalitaires fut très vive. En Allemagne, la *National Zeitung* déclare que le discours peut presque être interprété « comme une *provocation* visant à la rupture des relations diplomatiques ». Pour le *Berliner Tageblatt*, le président Roosevelt est un « Don Quichotte luttant contre les moulins à vent ». Le *Lokal Anzeiger* écrit : « Le summum du cynisme est qu'on veut faire de la faim une arme contre l'Allemagne. Le président Roosevelt est de plus en plus en train de devenir un super-Wilson. »

Rome voit chez Roosevelt « une incompréhension de l'Europe dont les influences juives et communistes, qui sont derrière le gouvernement des États-Unis, sont la cause ».

Il semble donc qu'à la guerre militaire et à la guerre psychologique s'ajoutera bientôt une nouvelle arme d'une puissance considérable : *la guerre économique*.

* * *

C'est une erreur profonde de croire que l'État libéral se trouve, en cas de conflit, handicapé par rapport à l'État totalitaire qui demeure en état de mobilisation permanente. Certes, l'État totalitaire possède l'avantage indéniable du secret et de la rapidité de décision. Il espère rompre le front ennemi par une action militaire instantanée ou par l'effroi jeté dans la population civile grâce à une agression aérienne massive. Mais cette espérance me paraît vaine.

Les experts militaires considèrent la guerre courte comme invraisemblable. Quant au moral des populations civiles, on ne voit pas de raison pour que, dans une démocratie unie et décidée à sauver sa liberté, il ne s'élève pas au niveau de celui de l'armée.

Le coup de surprise que l'axe Rome-Berlin a voulu tenter aurait peut-être pu réussir en 1937, peut-être même en 1938 : il a moins de chance en 1939 ; il n'en aura plus en 1940. L'histoire, au surplus, montre que l'enthousiasme et l'élan des armées démocratiques les ont conduites, sous la Révolution, sous le Directoire et pendant la Grande Guerre, sur le chemin de la victoire. L'armée de Napoléon III a été battue, et, à la Grande Guerre, ce sont les pays les plus autocratiques d'Europe, la Russie, l'Allemagne, l'Autriche et la Turquie qui ont été vaincus.

Ce qu'il faut, pour gagner la guerre, ce n'est pas la dictature : c'est la discipline, c'est un gouvernement qui gouverne, une armée forte et bien commandée. L'armée que la France doit à la IIIe République s'est maintenue en parfait état, sauf pendant l'éclipse des trois ou quatre années qui suivirent l'affaire Dreyfus et celle d'un an ou deux qui fut la conséquence des événements de 1936. La crise est passée, n'oublions pas la leçon.

LOUIS MARLIO.

LES DÉBUTS D'UN EMPIRE D'OCCIDENT

III (1)

LA CAMPAGNE DE PRUSSE

L'Empereur avait quitté Saint-Cloud le 25 septembre et, suivi par la Garde en carrioles, gagné rapidement Mayence, puis Wurzbourg, où il était, le 3 octobre, au milieu de son armée d'Allemagne.

La Grande Armée s'était alors concentrée tout entière en Franconie dans un rayon de 12 lieues autour de Bamberg. Elle comptait 128 000 fantassins, 28 000 cavaliers, 10 000 canonniers et sapeurs avec 256 bouches à feu. Les chefs des corps d'armée étaient Bernadotte, Lannes, Davout, Soult, Ney, Augereau. Murat était à la tête d'un corps de cavalerie indépendant de 18 267 hommes.

A cette date du 4 octobre, l'armée prussienne occupait, d'Eisnach à Zwickau, une ligne de 35 lieues. Elle se divisait en deux grandes armées : l'armée royale commandée par Brunswick et le Roi, avec Rüchel et Blücher, comprenait 60 500 hommes ; l'armée de Hohenlohe, renforcée des Saxons, comptait 46 000 hommes. Mais il y avait à Magdebourg, en réserve, le corps du prince de Wurtemberg fort de 20 000 hommes et en Silésie 25 000 hommes de troupe. En tout, 152 000 soldats. Les forces étaient donc de part et d'autre à peu près égales, à 15 000 hommes près.

(1) Voyez la *Revue* des 15 avril et 1er mai.

Mais, dès le début de la campagne, la division du commandement eut, du côté des Prussiens, la conséquence qu'on peut toujours en attendre ; on flotta entre divers plans qu'on adopta, rejeta, reprit et modifia. La victoire paraissait cependant si certaine que, rompant tout, le roi de Prusse avait envoyé, le 26 septembre, à Napoléon le fameux ultimatum qui, renvoyé de Paris, atteignit celui-ci, le 7 octobre, à Bamberg.

L'Empereur, en le recevant, sourit légèrement ; il dit à Berthier : « On nous donne un rendez-vous d'honneur pour le 8. Jamais un Français n'y a manqué. Mais comme on dit qu'il y a une belle reine qui veut être témoin du combat, soyons courtois et marchons, sans nous coucher, pour la Saxe. »

Il ne comptait, en effet, nullement attendre les Prussiens. Entendant les tourner, il mettait brusquement en marche ses corps d'armée vers le nord-est : les 8 et 9 octobre, nos troupes franchissaient dans un ordre parfait la ligne montagneuse du Frankenwald en trois colonnes. Le 10, toute l'armée était en Saxe. Déjà les Prussiens, qui eussent dû troubler cette marche à travers une chaîne boisée, perdaient un de leurs avantages. A son ordinaire, Napoléon avait pris l'initiative et forçait les généraux ennemis à modifier précipitamment leurs plans.

L'Allemagne, on le sait, consiste essentiellement, de la Bavière à la Baltique, en un énorme escalier à trois marches inégales. Le plateau bavarois est la plus haute, au sud : cette marche se termine précisément par le Thuringerwald et ce Frankenwald que nos troupes venaient de franchir, de Bamberg qui est en Bavière à Cobourg et Cronach qui sont en Saxe.

Les plateaux de Saxe constituent la seconde marche, plus basse, de l'escalier, du Thuringerwald à la région plus septentrionale où se trouvent Leipzig et Halle ; divers cours d'eau y creusent des vallées, — notamment, coulant du Thuringerwald, l'Ilm et la Saale, affluent de l'Elbe. Entre l'Ilm et la Saale, s'étend un plateau à l'ouest duquel est bâti Weimar, sur l'Ilm, et à l'est duquel se trouve Iéna sur la Saale : d'Iéna, pour gagner Weimar, il faut, ou le contourner, ou l'escalader en franchissant une petite chaîne de montagnes fort escarpée,

le Landgrafenberg, au pied duquel est précisément Iéna.

Le gradin saxon finit à peu près aux monts du Harz, au nord, et l'on pénètre, cette chaîne franchie, dans la vaste plaine dont le centre est Magdebourg et qui, continuée, au nord, par le Mecklembourg, la Poméranie et le Brandebourg, ne finit qu'aux côtes basses de la Baltique.

Tel allait être l'immense théâtre de la campagne de 1806.

PREMIER CONTACT AVEC LES PRUSSIENS

Le 9 octobre, Napoléon était déjà en plein gradin saxon, et, le 10, il entrait en contact avec l'ennemi qui, ayant renoncé à le tourner, l'y attendait.

C'est la colonne de gauche de la Grande Armée, sous les ordres de Lannes, qui, à Saalfeld, se heurta dès le 10 à l'avant-garde de Hohenhole, commandée par le prince Louis-Ferdinand de Prusse. Ce jeune prince, tout bouillant à la fois de courage et de haine, engagea assez témérairement l'action, fut complètement défait et, au moment où il fuyait, atteint par un maréchal des logis de hussards qui, après un combat singulier des plus vifs, lui traversa la poitrine de son sabre. Ce pendant, ses trois mille hommes étaient tués ou pris avec trente-quatre pièces de canon, quatre drapeaux et tous les bagages.

Il eût été logique que les Prussiens, venant du nord, barrassent à Napoléon la route de Leipzig et de Berlin et, par conséquent, occupassent fortement la vallée de la Saale par où Napoléon pénétrait en Saxe et, s'il n'en était empêché, pouvait gagner la plaine de l'Elbe et la capitale prussienne. Les Français, arrivant du sud, eussent alors dû, face au nord-est, affronter les forces prussiennes. Or, telle n'était pas du tout la situation des deux armées dès le 13 octobre. Napoléon avait agi avec tant de rapidité que, engagé dans la vallée de la Saale, il la descendait avant que les Prussiens eussent eu le temps de l'occuper. Brunswick, déconcerté par la brusque offensive de Napoléon, avait décidé de masser les armées prussiennes autour de Weimar. Il pensait maintenant laisser les Français continuer leur marche sur Leipzig et les attaquer de flanc. Le 11 octobre, le Quartier général prussien était donc à Weimar, tandis que, continuant la

marche vers le nord-est, les corps de la Grande Armée occupaient la vallée de la Saale. Pour Napoléon, l'ennemi était, de ce fait, déjà tourné. Il écrit à Lannes, le 11 : « Je leur barre le chemin de Dresde et de Berlin. » D'ailleurs, il n'entend nullement laisser derrière lui l'armée prussienne à Weimar et compte lui offrir la bataille à l'heure qui lui paraîtra convenable. Il presse ses troupes pour qu'en tout cas, la retraite des Prussiens soit coupée du côté de Berlin, et, dans la journée du 12 octobre, la chose est faite. Il est donc résolu à livrer bataille en enveloppant l'armée prussienne en train de se concentrer à Weimar. Il compte l'attaquer, à la fois, par le nord, l'ouest et le sud. Iéna se trouvant de l'autre côté du plateau, il en fera le centre de son action et s'y transportera lui-même avec Soult et Lannes : Ney et Augereau gagneront Magdala au sud de Weimar en contournant le plateau par le sud ; Bernadotte et Davout se porteront sur Dambourg et Apolda, plus au nord, pour pouvoir se rabattre, au premier signal, sur la gauche de l'ennemi. Tandis que, faisant gravir à ses soldats le Landgrafenberg, l'Empereur portera le gros de ses troupes sur le plateau face à Weimar, les deux masses du sud et du nord viendront l'appuyer largement sur sa gauche et sa droite.

La position de Brunswick à Weimar n'était cependant pas mauvaise : si l'armée prussienne, ainsi concentrée, restait massée sous le commandement unique du prince, elle pouvait offrir à l'armée française cette force de résistance que la cohésion donne à toute armée, mais qui est particulièrement nécessaire aux soldats prussiens, plus fermes que souples. Mais voici qu'inquiété soudain par la marche enveloppante de Napoléon, le généralissime prussien changeait, encore une fois, de plan. Il songeait à quitter Weimar, à se reporter rapidement vers le nord-est, à essayer de devancer les corps de Bernadotte et de Davout et à gagner Leipzig pour y attendre Napoléon. Le prince de Hohenlohe devait renoncer à occuper Iéna, rallier Weimar avec son corps d'armée, tandis que la plus forte partie des forces prussiennes, avec Brunswick et le Roi, gagnerait au nord-est Naumbourg et Leipzig. Et le mouvement de retraite commença en effet, si bien que, le 13 octobre au soir, l'armée prussienne se trouvait de nouveau, par la faute de son généralissime, coupée en deux :

la plus grosse partie était en marche vers le nord-est, — c'est celle qui se heurtera à Davout en avant d'Auerstædt, — tandis que l'armée de Hohenlohe restait en manière d'énorme arrière-garde en avant de Weimar. Aussi bien, les chefs prussiens ne concevaient-ils aucune inquiétude. L'armée de Brunswick, ou déborderait l'extrême droite des Français, les corps Davout et Bernadotte, ou les écraserait facilement; quant à l'armée de Hohenlohe elle aurait le temps, à Weimar, de se préparer à rejoindre celle de Brunswick : il paraissait en effet à Hohenlohe impossible que l'Empereur pût porter son armée et surtout son artillerie sur le plateau, car les pentes du Landgrafenberg sont, du côté d'Iéna, si escarpées qu'elles sont à peine accessibles. Mais nous savons que Napoléon avait rayé le mot *impossible* de son dictionnaire.

VEILLÉE DES ARMES

Arrivé à Iéna à trois heures et demie de l'après-midi, le 13, l'Empereur, incontinent, gravit, de sa personne, le Landgrafenberg où se trouvait déjà Lannes, simplement avec les tirailleurs du 40e de ligne. Le temps étant clair, Napoléon put examiner, avec sa lunette, le plateau tout entier, ses champs, ses vignes et ses villages qui, le lendemain, seraient le théâtre de tant d'engagements. Il distingua, au loin, le camp prussien, en contre-bas, et comprit immédiatement de quel avantage serait, pour lui, l'occupation rapide du plateau. De là, il dominerait la situation et lancerait ses troupes contre les Prussiens mis, par la disposition des lieux, dans un évident état d'infériorité. Notons que l'Empereur, qui ignorait le mouvement de retraite de la principale armée prussienne, croyait avoir en face de lui toutes les forces ennemies. Son plan fut immédiatement conçu. Ordre fut donné et, en une heure, transmis de faire gravir à tout le 9e corps, cavalerie et artillerie comprises, les pentes du Landgrafenberg, ainsi qu'à la Garde; pour surveiller ce mouvement autant que pour encourager les soldats, l'Empereur, au lieu de redescendre coucher au château d'Iéna, décida de bivouaquer sur le plateau au milieu de ses hommes. Les soldats, enthousiasmés, lui élevèrent un petit abri sous lequel il soupa frugalement, à huit heures, avec plusieurs officiers généraux.

A la nuit, les deux divisions d'infanterie de Lannes et une partie de l'infanterie de la Garde étaient déjà massées sur le plateau. L'artillerie, cependant, ne paraissait pas. Napoléon, inquiet, descendit vers Iéna. Il rencontra les batteries dans une situation fort scabreuse : l'obscurité avait fait prendre pour un chemin un ravin encaissé et les pièces ainsi fourvoyées y étaient encaissées, les fusées des essieux portant des deux côtés sur les rochers ; cent voitures et affûts étaient ainsi arrêtés, ne pouvant ni avancer ni reculer. Le général commandant l'artillerie et nombre d'officiers avaient quitté les batteries pour retourner souper à Iéna.

Napoléon eut un accès de violente colère ; mais il n'avait pas le temps de s'y abandonner plus d'un moment. Il ordonna que des torches et des outils fussent immédiatement distribués aux canonniers qui se mirent à élargir le ravin. L'Empereur lui-même, un falot à la main, comme s'il fût redevenu le petit capitaine de Toulon, dirigeait les travailleurs. Ceux-ci, à moitié morts de fatigue, mais surexcités par le geste du maître, parvinrent à dégager leurs pièces qui, au bout de quelques heures, se trouvaient hissées sur le plateau.

L'Empereur s'y était lui-même, de nouveau, transporté. Après être allé reconnaître les feux de l'ennemi, il regagna sa cabane, y dicta au major général Berthier les dispositions de marche pour le lendemain, y dormit, une heure, sur une chaise, les pieds étendus vers les tisons d'un foyer improvisé ; refait par ce court sommeil, il entretint le général Lannes, et, dans la pénombre de la nuit finissante, il se glissa dans les bivouacs.

Le corps de Lannes et la Garde étaient maintenant massés sur le plateau. Massés est le mot : la poitrine des hommes de chaque régiment touchait, en effet, presque le dos de ceux du régiment précédent. L'Empereur ainsi pourrait les lancer contre l'ennemi, dès le matin, sans perte de temps. Quoique dans une position pénible, les soldats, qui comprenaient le dessein de l'Empereur, montraient une fort belle humeur.

LA BATAILLE S'ENGAGE

Hohenlohe avait été prévenu de la présence de troupes françaises sur le plateau. Mais, jugeant absolument invraisemblable l'installation d'un corps d'armée sur le Landgra-

fenberg, il croyait à une démonstration destinée par Napoléon à masquer sa marche vers Leipzig.

Napoléon entendait, tout d'abord, tâter l'ennemi, mais sans trop s'engager ; car, ne sachant encore s'il avait affaire à toute l'armée prussienne, il attendait l'arrivée sur le plateau de Soult et peut-être de Davout qu'il ne savait pas engagé, déjà, dans une importante bataille.

Dès l'abord, les soldats que la brume ne décourageait nullement eussent, eux, volontiers foncé droit sur les villages de l'extrémité occidentale du plateau occupés par les Prussiens. Ceux-ci ayant riposté aux premières décharges françaises par quelques coups de canon, on entendit un vieux soldat d'Égypte crier d'une voix goguenarde : « Voilà les Prussiens qui toussent. Faut leur porter du vin sucré! » — ce qui fit beaucoup rire.

Après une fusillade de cinq quarts d'heure à travers le brouillard, — « il fallait tâtonner comme des aveugles », écrira le brave Coignet, — Suchet, dès qu'il le put, lança contre le bois de Closewitz, encore occupé par l'ennemi, vers le milieu du plateau, la brigade Claparède qui l'en chassa, mais au prix de grandes pertes. Et dès lors, nos régiments s'avancèrent, faisant, sur toute la ligne, céder Saxons et Prussiens. Cette première ligne prussienne commandée par Tauenzien était surprise ; Hohenlohe lui fit donner l'ordre de reculer si loin, qu'à neuf heures et demie, les Français, avançant toujours, se trouvèrent maîtres de près de la moitié du plateau, la seule division Suchet, du corps de Lannes, s'étant jusque-là battue.

Or, vers cette heure-là, Ney débouchait à son tour sur le terrain, à la gauche de notre ligne, à Lutzeroda, tandis qu'à l'extrémité nord du plateau, à notre droite, Soult, encore très séparé de Napoléon, assaillait l'extrême-gauche de Tauenzien et la faisait reculer en désordre ; mais, décidé, suivant les ordres reçus, à ne pas s'engager avant d'être entré en liaison avec l'Empereur, il appuya à sa gauche pour prendre contact avec la droite de Napoléon. Enfin Augereau, abordant, le dernier, avec son corps d'armée le Landgrafenberg par la petite vallée de la Muhl, survenait, lui, au contraire, par l'extrémité sud de ce plateau et, débouchant à dix heures, venait flanquer la gauche de Lannes et de Ney.

L'Empereur, à cette heure, n'était pas encore avisé de l'arrivée de Soult. Il était donc tenu à la prudence et, s'il permettait à ses vaillantes troupes de s'avancer, il ne les pressait pas, laissant l'action *s'engager* plus qu'il ne l'engageait.

Cela eût dû permettre à Hohenlohe de renforcer Tauenzien ; mais le prince semblait aveugle. Il en était encore, chose étrange, à croire à une *démonstration* et peut-être n'ajoutait-il pas foi à la présence de l'Empereur lui-même sur le plateau. Cependant, sollicité par ses lieutenants, il se décida à ordonner à Rüchel, cantonné près de Weimar, de lui envoyer des renforts, et il mit ses troupes en marche vers Vierzenheiligen que venait d'attaquer, en vain, le 40e de ligne. Napoléon, attendant toujours des nouvelles de Soult, avait alors presque suspendu l'action. Hohenlohe eût dû en profiter pour faire occuper plus fortement ce village de Vierzenheiligen, excellente position qu'il négligea, faisant simplement avancer ses troupes à droite et à gauche du village, mais très nonchalamment ; sans doute le ralentissement de l'action le confirmait-il dans sa tenace idée d'une feinte de l'Empereur. Celui-ci attendait toujours, pour s'engager à fond, que Soult parût à sa droite.

Mais Ney, toujours bouillant, ralluma, de sa propre inspiration, la bataille suspendue. C'était fort imprudent ; après avoir abordé simplement, avec deux bataillons d'élite et deux régiments de la cavalerie de Colbert, les batteries du général Steinwehr, il vit ses hommes repoussés et ramenés très vivement par la cavalerie prussienne. Il leur envoya des renforts, et, dès lors, la bataille reprit assez vivement. Napoléon s'en montra mécontent ; mais il jugea néanmoins qu'on ne pouvait laisser son vaillant lieutenant en si mauvaise posture et le fit appuyer.

En fait, les Prussiens, excités par leur succès momentané, marchaient maintenant dans un très bon ordre contre la ligne française. Leur état-major croyait la victoire assurée. Mais si les troupes s'avançaient avec assurance, elles n'avaient pas l'élan qu'il fallait pour réemporter les positions que, depuis deux heures, elles avaient peu à peu abandonnées. Hohenlohe, croyant les Français en retraite, craignait-il, en s'avançant rapidement vers l'est, de s'éloigner par trop de l'armée de Brunswick dont il n'avait pas de nouvelles ? Quoi qu'il en

soit, non seulement il avançait lentement, mais, à un moment, il arrêta sa belle infanterie, pendant deux heures, sous le feu de l'artillerie française. Des engagements de cavalerie semblaient cependant favorables aux Prussiens. Hohenlohe songea alors à se porter en avant ; mais son infanterie était démoralisée par cette trop longue halte sous la mitraille, et le général Grawert, qui la commandait, opina qu'il fallait attendre l'arrivée du corps de Rüchel. Seulement, celui-ci, prévenu trop tard, était encore loin, et Soult au contraire arrivait enfin sur le champ de bataille.

Napoléon était, dès lors, résolu à prendre une vigoureuse offensive.

L'ATTAQUE FRANÇAISE

Soudain la ligne française se déploie dans son ampleur et s'avance avec assurance.

C'est le moment qu'a attendu l'Empereur. Il lance en avant deux brigades, Vedel et Couroux. Lui-même s'avance, en seconde ligne, avec la Garde et 3 500 cavaliers de Klein et d'Hautpoul, tandis que, sur sa droite, Soult et, sur sa gauche, Ney suivent le mouvement. « Tout s'ébranle, tout s'élance, écrit Henry Houssaye. La charge résonne. Les musiques se font entendre sur tout le front ; les colonnes d'attaque marchent précédées d'épaisses lignes de tirailleurs. Dans les intervalles de l'infanterie, des batteries, la cavalerie légère des corps de Lannes, Ney et Augereau s'avancent pour seconder l'attaque. « Sous cette poussée terrible, la mince ligne ennemie, déjà décimée et démoralisée par les deux heures qu'elle a passées sous le feu des tirailleurs, chancelle et, sur plusieurs points, faiblit. » Bientôt Hohenlohe voit ses régiments lâcher pied. Il est coupé de sa droite et menacé d'être débordé par Soult, sur sa gauche. Il commande la retraite qu'il n'arrête, momentanément, qu'à Klein-Romstedt, à l'extrémité occidentale du plateau. Mais Lannes, Soult, les cavaliers de Murat l'y rejoignent, le pressent, se jettent sur lui, et c'est bientôt, non plus la retraite en bon ordre de tout à l'heure, mais la déroute.

Sans doute Rüchel arrive-t-il, enfin, avec 26 bataillons et 26 escadrons ; mais il est trop tard : il ne peut plus que retarder,

par une belle résistance, l'heure de la défaite finale. L'élan des troupes françaises est tel, que sa ligne est bientôt démantelée, en pièces, et lui-même tombe frappé d'une balle en pleine poitrine. Ses troupes, à moitié décimées, suivent bientôt les fuyards de l'armée d'Hohenlohe dans leur débandade. C'est une avalanche de soldats en fuite qui, talonnés par les Français, dévalent du plateau dans la vallée de l'Ilm, au comble de la panique. Lorsque, dernier épisode, les Saxons de Zeschwitz interviennent à leur tour, que peuvent-ils ? Napoléon les fait balayer et les débris du corps saxon vont bientôt grossir la nappe de fuyards qui s'étend jusqu'à Weimar.

Hohenlohe se retourne cependant encore, essaie de rallier quelques milliers d'hommes, mais c'est en vain. Quelques coups de canon, une charge de cavalerie disloquent cette dernière résistance. Le prince, blessé, est entraîné dans la fuite générale : une heure après, il pénètre dans Weimar, puis en sort précipitamment, emporté, roulé dans la cohue des vaincus que, jusque dans les rues de la ville envahie, les soldats de Ney, de Lannes, de Murat commencent à sabrer et qu'ils vont poursuivre bien au delà.

A trois heures, tout le champ de bataille était abandonné. Les Prussiens laissaient environ 12 000 tués ou blessés, 15 000 prisonniers, 200 pièces de canon et des centaines de drapeaux. A quatre heures, l'Empereur entra lui-même à Weimar, puis, après y avoir laissé le corps de Ney, il revint occuper, au château d'Iéna, le lit auquel il avait, la veille au soir, en chef avisé, préféré le bivouac du Landgrafenberg.

DAVOUST A AUERSTÆDT

En rentrant à Iéna, Napoléon croyait avoir battu l'armée prussienne tout entière et peut-être s'étonnait-il de n'avoir pas vu arriver sur le champ de bataille Bernadotte ni Davout.

C'est qu'à l'heure où Napoléon enfonçait et mettait en déroute l'armée de Hohenlohe, celle de Brunswick et du Roi, forte de 60 500 hommes, était, dans son mouvement de retraite vers le nord, venue buter contre le corps de Davout, de 28 756 hommes seulement.

Bernadotte, entre la Grande Armée et le corps de Davout, ne devait jouer aucun rôle dans cette journée du 14. Menacé

par l'approche de l'armée prussienne, Davout appellera en vain à son aide le prince de Ponte-Corvo qui, détestant son rude camarade, arguera d'un ordre, mal interprété, de l'Empereur pour se maintenir, toute cette journée, inactif, à Dornbourg, entre Iéna et Auerstædt.

La division Gudin se heurta, seule, à la forte armée de Brunswick en marche sur Naumbourg et cependant repoussa la cavalerie de Blücher ; les divisions Friant et Morand entraient alors en ligne, tandis que, dirigeant ce prodigieux combat d'un seul corps d'armée de 28 000 hommes contre 60 000, Davout, la tête nue (son chapeau a été enlevé par un boulet), arrivait à rétablir le combat, un instant compromis. Il est fort clair que la bataille d'Auerstædt est une victoire autrement glorieuse que celle d'Iéna. Sous un grand chef, les soldats se montrèrent admirables d'audace et de vaillance. Les hommes du 17e léger, au moment où les cavaliers du prince Guillaume de Prusse s'ébranlaient pour les charger, ont mis leurs shakos au bout de leurs fusils en criant : « Vive l'Empereur ! » et, lorsque le colonel Lanusse criait : « Mais tirez donc ! » ont répondu par la bouche d'un des carabiniers : « Oh ! mon colonel, nous avons le temps. Nous verrons ça à quinze pas. »

Le vieux généralissime Brunswick ayant été tué au moment où était grièvement blessé son principal lieutenant Mollendorf, le malheureux roi de Prusse avait dû prendre le commandement. Il délibérait de battre en retraite quand, maître du terrain après quatre heures seulement de combat, Davout décida de l'y contraindre. On voit alors s'avancer de front les trois admirables divisions Friant à droite, Gudin au centre, Morand à gauche, qui, en une demi-heure, balayent le champ de bataille, menaçant à ce point le Roi, que celui-ci donne l'ordre à son armée de se rabattre sur Weimar où il compte trouver intacte celle de Hohenlohe. Mais les soldats de Davout sont lancés : ils enlèvent Auerstædt, défoncent la réserve du général Kalkreuth, chargé de protéger la retraite, et consomment la victoire, ayant fait à l'ennemi 3 000 prisonniers, pris presque toute l'artillerie ennemie, — 115 pièces alors que Davout n'en avait que 55, — et tué ou blessé 15 000 hommes dont 324 officiers.

LA DÉBACLE DES PRUSSIENS

L'armée du Roi se retirait néanmoins, dans un bon ordre relatif, sur Weimar lorsque soudain elle vint se heurter à la cohue affolée des vaincus d'Iéna.

Ceux-ci, chassés de Weimar par les sabreurs de Murat, s'étaient jetés les uns dans Erfurt, les autres sur Buttelstadt, plus au nord. C'est entre Weimar et Buttelstadt que ces milliers de fuyards vinrent « poquer » dans leur roi, lui-même en déconfiture. Sous le choc et au spectacle de cette déroute, les vaincus d'Auerstædt, à leur tour, perdirent pied. Entraînés vers le nord, ils se confondirent bientôt, sans ordre, avec l'autre armée dont la panique fut pour eux contagieuse, si bien que, dans la nuit du 14 au 15, tandis que la reine Louise fuyait vers Berlin, le Roi lui-même délibérait de quitter cette armée en déroute, où son autorité, avec sa dignité même, risquait de fortes atteintes. Il allait, en effet, le lendemain, s'enfuir vers le nord-est, en évitant même sa capitale.

Tandis que l'armée prussienne se laissait emporter par un vent de panique, nos soldats se montraient pleins d'ardeur. Après cette journée où ils avaient combattu huit heures et fait des marches de dix lieues en moyenne, ils avaient le droit d'être fatigués ; mais leur victoire les enthousiasmait : ils plaisantaient, chansonnaient la déroute de leurs ennemis et criaient qu'il fallait tout de suite courir à Berlin.

Napoléon, cependant, dans la nuit du 14 au 15, ne donna aucun ordre. Certes, il jugeait sa victoire fort satisfaisante, mais il ne la jugeait pas encore complète. Il voulait *l'anéantissement* de l'armée prussienne, mais il restait dans la victoire « le géomètre des batailles » : jamais il ne se laissait entraîner ; il agissait promptement, mais après avoir médité. La déroute tourbillonnante des Prussiens empêchait l'Empereur de deviner par quelles voies précises cette armée en débâcle allait essayer de s'écouler vers le nord. Sans doute les corps disloqués allaient-ils s'enfuir de toutes parts. Dès lors, au lieu d'une poursuite directe ou d'une poursuite latérale, il concevait, suivant l'expression d'Henry Houssaye, une « *poursuite rayonnante* » où chacun des corps français aurait son rôle.

Le 15, tout bien pesé, il donna enfin ses ordres : ordre à Bernadotte d'aller couper à Neustadt la route de Weimar à Naumbourg et de donner tête baissée, avec toutes ses forces seules restées intactes, sur tout ce qui voudrait, — peut-être, — « résister » ; ordre à Davout d'aller couvrir Naumbourg ; ordre à Murat de pousser une partie de sa cavalerie sur Buttelstadt (route de Weimar à Naumbourg) et de se jeter lui-même sur Erfurt dont il s'emparerait dans la journée ; ordre à Soult de marcher sur Buttelstadt pour couper la communication d'Erfurt à l'Elbe. Les corps de Lannes et d'Augereau, qui ont beaucoup souffert la veille, resteront au repos pour vingt-quatre heures. Lannes s'en indigne : « Si Votre Majesté nous laisse ici toute la journée, elle fera beaucoup de chagrin aux généraux et aux troupes composant le 5e corps. Je prie Votre Majesté de me mettre à la tête de la Grande Armée. *La conduite que nous avons tenue hier nous donne ce droit.* » Napoléon, enchanté au fond de la sourde colère de l'infatigable chef, répond simplement dès midi : « Ralliez tout votre corps d'armée et tenez-vous prêt à marcher au premier ordre. »

Et voici que commence la fameuse poursuite.

C'est Murat qui s'ébranle le premier, ayant avec lui les divisions de cavalerie Beaumont, Klein, Nansouty et d'Hautpoul et, comme tête, cette brigade Lasalle qui, de Weimar aux rives de la Baltique, va constamment galoper à l'avant-garde de la victoire.

Quelques heures après, Erfurt est investi ; la ville a de solides remparts, 40 pièces d'artillerie, et 6 000 hommes l'occupent avec Mollendorf et le prince d'Orange ; et néanmoins, après quatre heures d'investissement, Erfurt se livre à Murat (que Ney a rejoint) avec toutes les troupes qui y sont réfugiées.

Si, grâce à un mensonge (son chef ayant affirmé *sur l'honneur* à Lasalle qu'un armistice vient d'être signé), le corps de Blücher parvient à échapper, on saura bien, un jour, le rejoindre. Ce pendant, les autres maréchaux jetés aux trousses des corps prussiens les talonnent, les entament, augmentent encore parmi ces malheureux la panique qui, dès qu'ils sont atteints, leur fait jeter bas les armes.

Chacun des maréchaux, littéralement ivre de joie et avide

de gloire, veut faire mieux que le voisin. La jalousie se mue en émulation. Davout se dirige sur Leipzig pour y couper la retraite à Hohenlohe au cas où celui-ci essaierait de s'y porter; Ney obtient de son corps, les 16 et 17, une marche ininterrompue de treize lieues; Augereau et Lannes, partis après eux, aspirent à regagner leurs distances.

Hohenlohe, talonné, franchit, dans un désordre inouï, les montagnes du Harz qui lui barrent l'accès de la grande plaine allemande. Les maréchaux lui enlèvent son arrière-garde et, en lui poussant l'épée dans les reins, augmentent la démoralisation de l'armée en fuite. Le grand chef prussien atteint à peine Magdebourg que, de toutes parts, les maréchaux français apparaissent dans la plaine et menacent la ville.

En chemin, le corps de Bernadotte, qui tient à réparer la récente faute de son chef, trouve un magnifique exploit à accomplir. Le prince de Wurtemberg, qui n'a pas combattu le 14, a jeté dans Halle ses 30 000 hommes de troupes fraîches. La ville est fortifiée : des marais l'entourent, traversés seulement par une étroite jetée et, derrière la ville, des collines la dominent où le prince a installé de l'artillerie. La division Dupont ne s'arrête point à tant de difficultés : sous les boulets et la mitraille, elle s'engage sur la jetée, pénètre dans la ville, se jette sur les Prussiens, en enlève des bataillons, en massacre d'autres, chasse le reste vers les collines et fait mine d'escalader les hauteurs que, précipitamment, profitant de la nuit, le prince abandonne, laissant aux mains des soldats de Dupont 6 000 prisonniers et, sur le carreau, des milliers de morts. Il gagne, lui aussi, Madgebourg où il vient joindre son infortune à celle de Hohenlohe.

Mais celui-ci, déjà, se voit de toutes parts menacé. Murat, Davout, Bernadotte débouchent devant Magdebourg, puis Ney et Soult. Le prince n'y laisse que 24 000 hommes que Ney va, jusqu'à la capitulation, bloquer étroitement, et lui-même se jette vers le nord-est, dans l'espoir de rejoindre le Roi sur l'Oder avec ses 25 000 hommes, derniers débris de son armée. Ce pendant, Murat ouvre à l'Empereur la route de Berlin.

NAPOLÉON A BERLIN

Napoléon, tout en dirigeant cette poursuite, s'achemine lui-même, à plus petites journées, derrière son armée. Le 18, il passait sur le champ de bataille de Rosbach : il y fit détruire le monument élevé à la victoire prussienne de 1757, mais, le 20, à Potsdam, accomplit à la tombe du grand Frédéric un pèlerinage à la fois pieux et hautain : le 27, il fait, à Berlin, une entrée que l'attitude stupéfiante des habitants contribue à rendre triomphale. Dès le 26, Davout y a pénétré avec son corps d'armée : Napoléon a voulu que ce fût, cette entrée à Berlin, la récompense accordée aux vainqueurs d'Auerstædt, et, déjà, Davout a vu avec stupéfaction les Berlinois lui faire un accueil riant, presque enthousiaste. Le vélite Auguste Barrès écrit, dans son *Journal*, que ces gens-là « semblent bien aises qu'on ait donné une bonne raclée à leur roi et à tout ce qui porte l'uniforme allemand ». Comment s'en étonner quand le lieutenant prussien Clausevitz lui-même cite ce mot d'une maîtresse de poste au prince Auguste : « Ah ! mon Dieu ! que les soldats prussiens soient tous pris et que cela finisse ! » Cette maîtresse de poste allait être satisfaite. Les soldats prussiens allaient « être tous pris » et cela allait bien vite « finir ».

De Berlin, en effet, Napoléon a rejeté ses lieutenants sur les troupes prussiennes, errant entre l'Elbe et l'Oder. La « chasse », suivant l'expression de Napoléon, a repris. Pas une heure, Napoléon ne la perd de vue ; tout en laissant à ses lieutenants la latitude que comportent les circonstances, de Berlin, il les consulte, puis les guide, les excite, sonne le hallali et bientôt la curée.

Le premier à traquer était Hohenlohe, mais deux autres colonnes, celle du duc de Weimar et celle de Blücher, tentaient de le rejoindre. Hohenlohe a encore environ 25 000 hommes, Blücher 11 000, le duc de Weimar 14 000. Hohenlohe, lui-même, entend appuyer à droite, vers le nord-est, et, après avoir recueilli Blücher et Weimar, rallier le roi de Prusse réfugié au delà de l'Oder : ce sont 45 000 hommes qui iraient grossir les armées russes en Pologne. Napoléon s'est juré d'avoir ces 45 000 hommes : il va les avoir, et les 24 000 de Magdebourg, par surcroît.

Contre Hohenlohe, c'est Murat qui, à l'avant-garde, opérera. Il entend le couper de l'Oder, puis, Hohenlohe essayant de gagner un port de la Baltique, l'en empêcher. Lasalle court en avant avec des hussards, Murat suit avec toute la cavalerie sous Belliard et Milhaud, puis Lannes avec le 5e corps. Tous les détails de cette poursuite sont fabuleux. Entamé à chaque étape, le corps de Hohenlohe fond peu à peu, un régiment enlevé ici, là un escadron, et, le 28, bloqué dans Prenzlow, le prince capitule enfin avec les 16 000 hommes d'infanterie et six régiments de cavalerie qui lui restent. A la même heure, le prince Auguste de Prusse, qui a essayé de s'échapper de Prenzlow avec un régiment, est saisi par le général Beaumont derrière la ville. Le jeune prince était, une heure après, introduit près de Murat que, racontera Clausevitz fait prisonnier avec lui, il trouvait en train d'écrire à l'Empereur d'une écriture, dit-il, « très maladroite ». Évidemment ces grands soldats tenaient mieux l'épée que la plume. Ce que Murat écrivait, ce soir-là, à l'Empereur, — d'une écriture si « maladroite », — c'était le récit d'une journée qui, grâce à l'audace des chefs et à l'admirable effort des soldats, livrait à l'Empereur, avec 16 000 hommes et 60 drapeaux, deux princes prussiens et, dans la personne de Hohenlohe lui-même, le seul grand chef échappé à l'hécatombe du 14 octobre.

Blücher, qui se portait vers Hohenlohe, apprenant la déconfiture du prince, se rejette vers l'ouest : peut-être espère-t-il encore gagner la Baltique et s'embarquer à Stralsund ou Rostock pour aller rejoindre le Roi. Alors on voit s'opérer un magnifique mouvement tournant.

Murat, précédé toujours de l'héroïque Lasalle, « nettoie », suivant son expression, la Poméranie et occupe rapidement les rives de la Baltique. Galopant en avant, ce Lasalle, à la tête de 700 cavaliers, fait capituler, en trois heures, la ville de Stettin qui, après la première sommation, se livre avec 5 000 hommes et 120 canons. Laissant la ville et les prisonniers entre les mains du maréchal Victor survenu, il continue à galoper, raflant le long de la Baltique, ainsi que le général Milhaud, autre prestigieux cavalier, des détachements, parfois des régiments : à Anklam, 3 000 hommes se rendent à quelques dragons.

Mais l'objectif suprême était la prise de Blücher. Grossi de la colonne Weimar qui l'avait enfin rejoint, le chef prussien avait maintenant 25 000 hommes : il se dirigeait vers la côte poméranienne avec le vague espoir d'échapper au cercle qui se refermait sur lui. Vain espoir : Bernadotte et Soult sont, depuis quatre jours, à ses trousses et voici que Murat, avançant rapidement de l'est à l'ouest, achève de fermer la mer.

Blücher est acculé : l'heure suprême de l'armée prussienne est arrivée. Les derniers débris vont être pris. Le 5 novembre, pressé entre les trois maréchaux et le territoire neutre de la république de Lubeck, le rude soldat prussien n'hésite pas : il viole la neutralité de la « ville libre » et s'y jette. Mais les chefs français sont de ce fait autorisés à se porter à leur tour sur Lubeck. Ils s'y précipitent. Lubeck est en partie protégé par des murailles, en partie par les marais qui l'enserrent ; Blücher espère encore y tenir. Mais Bernadotte et Soult forcent une porte, Lasalle, à la tête de ses hussards, force l'autre, et c'est bientôt, dans les rues, une effroyable mêlée. Les Prussiens sont foulés, hachés, mis en pièces, et c'est à grande peine que Blücher s'échappe par une troisième porte, le *Holsteinthor*, avec la moitié de son corps, 12 000 à 15 000 hommes.

Mais que peut-il espérer ? Maintenant, c'est le territoire danois qu'il faudrait violer et il est défendu par son armée. Alors, le 7, Blücher, que déjà entourent les cavaliers de Murat, consent à capituler en rase campagne, à Schwartau. Devant les trois maréchaux, 27 bataillons, 52 escadrons jettent bas les armes : on tenait « ce fameux Blücher », comme l'écrivait l'Empereur. Deux jours après, Magdebourg, en se rendant à Ney avec 24 000 hommes, complétait l'effondrement de la Prusse. Quant à Murat, remettant le sabre au fourreau, il faisait écrire à Berthier par Belliard : « *N'ayant plus d'ennemis à combattre*, le corps d'armée s'est mis en marche pour rallier la Grande Armée » ; et Murat lui-même mandait à Napoléon : « *Sire, le combat finit, faute de combattants.* »

Jamais chef de guerre n'a eu plus que celui-là le droit de s'approprier la langue de Corneille.

L'Empereur rappelait à Berlin les corps victorieux. Ils y rentraient tous : Napoléon les passait en revue, frémissant

d'orgueil, car chacun de ces corps jetait à ses pieds des brassées de drapeaux. Le jour où la brigade Lasalle parut « sous les Tilleuls », d'immenses acclamations saluèrent le jeune général de trente et un ans qui, depuis trois semaines, faisait, avec une poignée de cavaliers français, tomber les murailles des villes fortes.

Cette entrée foudroyante en campagne, cette armée prussienne tournée en quarante-huit heures, ces deux victoires remportées en un jour, cette entrée si rapide à Berlin, ces corps pourchassés et traqués, 110 000 prisonniers prussiens expédiés en France, 250 drapeaux envoyés à Paris, l'armée prussienne anéantie en trente-six jours et, en trente-six jours, une monarchie complètement écroulée, cela n'est-il point un conte ? « *L'Empereur siffla,* écrira cruellement Henri Heine, *et la Prusse n'existait plus.* »

L'OPINION FRANÇAISE APRÈS IÉNA

Paris, on se le rappelle, attendait avec la plus extrême confiance, dès les premiers jours de septembre, l'issue de la campagne qui, alors, s'engageait. Il n'y régnait, à aucun degré, l'anxiété qu'on avait connue à la veille de Marengo, à la veille d'Austerlitz. Les soldats partis aux cris de *A Berlin!* la population ne doutait pas qu'on n'apprît, sous peu, de grands succès. La surprise serait qu'ils fussent si rapides et, d'un seul coup, si décisifs. Parlant des bruits de victoires qui, dès le 17 octobre, se répandaient dans Paris, un journal écrivait bien : « Quelque grande que soit cette espérance, *la journée d'Austerlitz n'est pas encore assez loin de notre souvenir pour qu'elle ne nous ait pas appris à ne nous étonner d'aucun prodige.* » Néanmoins, lorsque, le 21 octobre, on sut que, en quelques heures, sur deux champs de bataille voisins, les armées prussiennes avaient essuyé, six jours après l'entrée en campagne, une épouvantable défaite, qu'une partie de ces armées était écrasée, qu'une autre fuyait dans la plus lamentable déroute, que l'Empereur marchait sur Berlin où il serait bien plus vite que les plus optimistes ne l'avaient annoncé, il y eut un moment d'enthousiasme inouï. Le 22e bulletin, relatant la bataille, « électrisait toutes les âmes ». La ville illumina spontanément. L'Opéra exécuta, entre deux pièces, un « chant

de victoire » qui fut couvert par les acclamations. Le 25e bulletin, annonçant les succès presque fabuleux remportés au cours de l'incroyable poursuite, — et, en fait, la ruine de la monarchie prussienne, — vint, le 10 novembre, mettre le comble à l'ivresse. On parlait de 50 nouveaux drapeaux jetés à Berlin aux pieds de l'Empereur : les villes du nord de l'Allemagne tombaient comme Jéricho, parfois avant que les trompettes eussent plus d'une fois sonné. Tout à l'heure, un journal annoncera que « le beau quadrige de la porte de Brandebourg à Berlin est expédié en France, monument élevé jadis par Frédéric II pour les victoires remportées sur nous », trophée doublement glorieux que l'Empereur envoyait à sa « bonne ville de Paris ». Dès le 25 novembre, des gens avaient, au café Tortoni, offert de parier 100 louis contre 500 que « Sa Majesté serait à Saint-Pétersbourg le 30 décembre ». Aucun miracle ne paraissait maintenant impossible. La Bourse s'exalta : la rente atteignit le cours de 76 qu'elle n'avait encore jamais connu. Dans les ateliers, on faisait déjà des chansons ironiques sur la « dégringolade » de la Prusse.

Cependant on avait observé, le 11 novembre, que « cette longue suite de triomphes sans exemple dans les annales du monde a, depuis quelque temps, si fort étonné, que les nouvelles d'hier ont semblé n'avoir pas produit une sensation aussi forte qu'à l'ordinaire », — du moins dans quelques milieux. En réalité, une certaine opinion commençait à se faire jour, qui ne sera pas sans conséquence quelques semaines après. L'enthousiasme ne peut durer de longs jours et se répéter trop souvent ; déjà bien des gens, — toujours les mêmes, — allaient disant qu'une victoire aussi complète que l'écrasement de la Prusse eût certes été un événement heureux, si l'on ne se trouvait maintenant en face de la Russie ; si l'on en croit plusieurs témoignages, on craignait que l'Empereur, grisé par des succès inouïs, ne s'engageât, dès lors, sans hésiter dans une nouvelle campagne. Alors qu'aucune guerre, nous l'avons vu, n'avait été si peu désirée par Napoléon, on murmurait, dans certaines sociétés, que « la guerre contre la Prusse avait été entreprise sans nécessité, par désir de gloire et de conquête ». Après la Prusse, il restait à vaincre la Russie, et c'était bien autre chose : on se souvenait des victoires de

Souvorof, en l'an VII, et c'était l'Empereur lui-même qui avait jadis parlé de cette « montagne de neige » où il serait imprudent de s'aventurer. On estimait déjà excessif d'être sur la Baltique et aux confins de la Pologne. Les généraux eux-mêmes écrivaient à Paris qu'ils craignaient qu'on ne les entraînât trop loin : « Nous ne reverrons pas Paris, gémissait l'un d'eux, *à moins que ce ne soit au retour de la Chine.* » Dès le 30 octobre, les plus braves d'entre eux se montraient las : « Je pense bien, écrivait le vaillant Belliard lui-même à Grouchy, que la campagne est à peu près finie et que *bientôt nous nous reposerons.* » Berthier s'étant fait, près de Napoléon, l'interprète des désirs de l'état-major, l'Empereur, agacé, lui avait, assez grossièrement, répondu : « Vous serez donc bien contents d'aller pisser dans la Seine ? »

Mais les craintes des chefs étaient connues à Paris et y trouvaient des échos, tout au moins dans les salons et même les Assemblées. Le Sénat décida de députer à Berlin, moins pour féliciter l'Empereur que pour le supplier de « faire la paix ». Savary accusera formellement Fouché, sinon d'avoir poussé à la démarche, du moins de l'avoir favorisée. A cette époque, ce Fouché, — toujours à l'aguet du vent qui soufflait, — s'affirmait grand partisan de la paix. En l'absence de l'Empereur, les partis essayaient de se concilier le ministre : c'était en novembre 1806 qu'un agent royaliste écrivait qu'il fallait « se faire un parti au Sénat » et, après avoir cité comme abordables Boissy d'Anglas, le maréchal Pérignon, Laplace, Lebrun lui-même, dix autres, ainsi que des généraux « amis de Moreau », ajoutait : « Mais si, dans cette affaire, *vous n'avez pas essentiellement l'appui de M. Fouché*, vous pourriez encore être déjoué. Il faut que ce magistrat, reconnu pour un des meilleurs administrateurs, facilite l'opération et trompe la surveillance de ceux établis par l'usurpateur pour l'observer lui-même. » Fouché n'en était pas à lier partie avec les royalistes ; mais il lui plaisait de se montrer complaisant à tous les mécontents et, sans se compromettre, il poussait à ce que l'on fît, parfois, la leçon à l'Empereur.

Celui-ci reçut assez mal la députation du Sénat. Il était disposé à faire la paix, mais quand la Russie se montrerait prête à collaborer avec lui contre « la tyrannie » de l'Angleterre. Il venait de s'engager, contre celle-ci, dans une entre-

prise, ce *Blocus continental* qui allait être de si grande conséquence et exigeait de tous une soumission complète. Le monde politique dut s'abstenir de toute manifestation pouvant faire soupçonner la moindre dissidence; mais il ne fallait pas qu'un seul échec vînt faire, un instant, douter de la fortune de l'Homme qui, de plus en plus, « ne prenait de conseil que dans sa tête ».

VERS LE BLOCUS CONTINENTAL

Pas un instant, Napoléon n'avait douté que la Prusse n'eût été jetée dans la mêlée, en 1806, — comme l'Autriche et la Russie en 1805, — par « les intrigues de l'Angleterre ». Il en concevait un ressentiment d'autant plus vif que, par surcroît, il estimait que, cette fois, « la perfide Albion » l'avait réellement joué. Il avait naguère offert de ne plus disputer à la vieille rivale la possession définitive de Malte et, deux fois plus puissant cependant qu'à l'époque de la « rupture », s'était ainsi montré deux fois plus facile qu'au lendemain de la paix d'Amiens. Il était donc fondé à croire que l'Angleterre n'avait jamais voulu sincèrement aboutir à la paix. Bien plus, elle l'avait amené à consentir, en principe, la restitution du Hanovre et, quand il cherchait les compensations à offrir à la Prusse, elle avait abusé de sa confiance pour avertir traîtreusement la Prusse, si bien qu'il rendait, non sans quelque raison, le cabinet de Saint-James responsable de la folle surexcitation de la cour de Berlin. Sa haine devenait telle, que, tout à l'heure, il ira jusqu'à écrire, dans le 30e bulletin, que « l'Angleterre désire déchaîner dans nos armées la dysenterie et la peste », et que « si ces fléaux étaient à leur disposition, point de doute que non seulement notre armée, mais même nos provinces et toute la classe manufacturière du continent ne devinssent leur proie ». Jamais, aussi bien, — il en était maintenant convaincu, — l' « odieux » ministère anglais ne ferait la paix que le poignard sur la gorge, et, tant qu'il ne lui aurait pas imposé la paix, jamais le Continent ne se résignerait lui-même à déposer définitivement les armes ; toujours l'or anglais alimenterait les rancunes de l'Europe, sauf le jour où, menacée de périr elle-même, étranglée, étouffée, « Albion » aurait enfin crié grâce.

Comment l'y contraindre ? L'Empereur semblait tout à fait revenu de la pensée d'une descente. Ces « imbéciles de marins » l'avaient pour longtemps déçu : il ne comptait plus sur eux pour les savantes manœuvres qui eussent permis le succès de l'entreprise ; celle-ci était restée brisée par l'intervention de l'Autriche en septembre 1805. Quant à espérer une victoire navale, il n'y songeait plus depuis la journée de Trafalgar : il livrait, en quelque sorte maintenant, dans sa pensée, les mers à son ennemie, pour un long temps.

Mais il n'en concevait qu'avec plus de force l'idée qu'il la fallait réduire à la ruine par d'autres procédés. Tous les jours davantage, depuis Trafalgar, elle tenait la mer, mais, tous les jours davantage, lui, tenait la terre. Or ce peuple était précisément, à son sens, le plus vulnérable de tous par ce fait que, délaissant tous les jours davantage l'agriculture, il n'était plus guère qu'un peuple de marchands, ayant plus qu'aucune nation besoin des autres parce que, à son commerce, il fallait, sous peine de mort, qu'il trouvât des clients sur le continent. Ces Anglais pratiquaient sans pitié le blocus de la mer, cherchant depuis 1793 à affamer la France : pourquoi ne pas répondre par le blocus des côtes, mais point seulement des côtes de France, car, tant que l'Angleterre pourrait de Trieste à Cadix, d'Amsterdam à Riga introduire des marchandises, à quoi servirait de lui fermer les côtes françaises ? Il fallait qu'une heure arrivât où, de la péninsule des Balkans à l'Espagne, de la Hollande à la Finlande, un mur s'élevât contre lequel viendrait mourir l'exportation anglaise ; alors cette nation de marchands, insensible, pensait-il maintenant, aux considérations de l'honneur, se sentirait vaincue par la perte de sa richesse et implorerait la paix.

A vrai dire, l'idée n'était pas personnelle à Napoléon et, étant assez brutalement *simpliste*, elle avait dû venir à bien d'autres. Le blocus n'était nullement une pensée géniale, et Napoléon ne l'estimera jamais telle. Ce serait simplement un gigantesque *expédient*. Il vaudrait moins par l'invention que par l'application, et c'était affaire de suite opiniâtre dans le dessein plus que de grand effort d'imagination.

L'idée était, en effet, si naturelle, que dès 1793 elle s'était imposée aux Comités de la Convention. Depuis le traité Ver-

gennes de 1786, qui avait ouvert si libéralement la France, cependant victorieuse alors, aux produits anglais, celle-ci avait été envahie : l'Angleterre introduisait alors pour plus de 24 millions de produits dont 13 par les voies ordinaires et le reste par la contrebande, et il avait paru aux Conventionnels que la première réponse à faire à la déclaration de guerre de février 1793 était d'interdire rigoureusement l'entrée du sol de la République aux marchandises anglaises. C'était l'objet du décret, — provisoire, — du 1er mars 1793. L'idée prenant corps, on avait, en 1797, poussé plus loin l'offensive commerciale : le Conseil des Cinq Cents avait, le 10 brumaire an V, voté un décret qui, renouvelant les mesures contre l'importation et la vente des marchandises anglaises, ordonnait que tout navire neutre ayant touché un port anglais se verrait fermer tous les ports où flotteraient les couleurs françaises.

Mais il en avait été de ces décrets ce qu'il en avait été de bien d'autres. Un Barère a cru avoir remporté une grande victoire quand, aux applaudissements d'une Assemblée, il a prédit « la chute de Carthage », et les Assemblées quand elles ont voté un décret emphatique en vingt articles où tout semble prévu. Mais *l'application seule vaut*, et ni la Convention ni le Directoire n'ont conçu ni, par conséquent, édicté la série des mille mesures secondaires mais pratiques qui eussent, seules, assuré le succès d'une entreprise difficile. En Hollande, même occupée, on n'a jamais pu empêcher la contrebande de prendre des proportions formidables ; en fait, la marchandise anglaise a continué, je l'ai dit, à y pénétrer en masse et à pénétrer ainsi en Belgique, sur les bords du Rhin et, par ces marches ouvertes, sur le territoire français. Il fallait que, le principe recevant en France même une application plus sévère, on arrivât à imposer à *tout le continent* les mesures édictées. A cette seule condition, ces mesures ne resteraient pas vaines et le commerce britannique, jusque-là simplement *entravé*, serait atteint profondément et exposé, à brève échéance, à un mortel péril.

Certes, Napoléon y pensait depuis la rupture de la paix d'Amiens ; on y pensait autour de lui et on y pensait, à vrai dire, dans bien d'autres milieux. Le 25 juillet 1805, le comte de Montgaillard, personnage qui volontiers mettait officieu-

sement au service du gouvernement un esprit fécond en imaginations diverses, avait adressé à l'Empereur un rapport issu de ses voyages à travers l'Europe et qui était venu, en quelque sorte, mettre le nouvel Empereur en face de sa propre pensée, formulée par ce publiciste en termes assez frappants. Ce document, peu connu, contient, semble-t-il, la première théorie du *blocus continental.* L'idée possédait à ce point le personnage que, le 24 mars 1806, l'Empereur, ayant par ses victoires d'Autriche acquis une puissance singulièrement plus imposante, Montgaillard était revenu à la charge : « ... *L'Angleterre est perdue* si on parvient à combattre et à réduire sa puissance territoriale en Asie, *si on réussit à établir en Europe l'interdiction de ses marchandises,* si on peut fermer ses débouchés et si on prend les mesures nécessaires pour affaiblir sa puissance navale... *C'est par le commerce qu'il faut attaquer l'Angleterre : lui laisser en Europe, en Asie, en Amérique ses bénéfices, c'est lui laisser toutes ses armes, rendre éternels les conflits et les guerres...* »

Ouvrir à l'Empereur de telles perspectives était, qu'on me permette l'expression, faire sentir à l'ogre la chair fraîche. Mais il était trop réfléchi pour ne pas beaucoup peser avant de prendre une détermination qui allait nécessairement, s'il la voulait effective, l'entraîner à une formidable politique de coercition. Il avait, je l'ai dit, pour l'opinion, plus de considération qu'on ne le croit communément et, s'il ne s'arrêtait pas toujours devant des scrupules de juriste, il n'en estimait pas moins que le *droit* était une *force.* Il n'y avait pas à se dissimuler que le *blocus continental* allait contre les règles admises du droit des gens, et la grosse question, traitée depuis un siècle par vingt juristes en France et à l'étranger, est de savoir encore simplement lequel, en cette circonstance, de l'Empereur ou du cabinet anglais, est sorti le premier du droit.

Il était dans les habitudes de Napoléon de laisser autant que possible à l'adversaire le soin de justifier les mesures qu'en fait, il avait, depuis longtemps, conçues et, pour cette raison, il ajournait la décision. Il attendait donc que l'Angleterre, par un de « ces *ordres du Conseil* » qui, depuis trois ans, multipliaient les actes d'arbitraire maritime, se prêtât à une réponse éclatante et parût la rendre légitime.

Il fallait que « Messieurs les Anglais tirassent les premiers ». Or, le 16 mai 1806, deux mois après le dernier rapport Montgaillard, un *ordre du Conseil*, particulièrement sujet aux critiques, avait déclaré le blocus de tous les ports et côtes de l'Elbe à Brest, même au cas où n'existait aucun blocus effectif, mesure proclamée « inique » par tous les spécialistes du droit international depuis un siècle et qui mettait le bon droit du côté de l'Empire français. Bien des gens le pensèrent ; ils approuvaient d'avance les termes du rapport que, quelques mois plus tard, Talleyrand soumettrait à l'Empereur : « Contre une Puissance qui méconnaît à ce point toutes les idées de justice et tous les sentiments humains, que peut-on faire, *sinon l'imiter soi-même pour la contraindre à ne plus les violer?* Le droit de défense naturelle permet d'opposer à son ennemi les armes dont il se sert et de faire réunir contre lui ses propres fureurs et sa folie. »

Le rapport de Talleyrand ne devait être publié que le 29 novembre, le décret une fois pris. L'Empereur avait encore voulu attendre : l'*ordre du Conseil* était du 16 mai ; mais là-dessus s'était engagée la négociation Yarmouth ; il avait patienté et, la rupture des tractations s'étant produite, il avait encore attendu, mais en mûrissant son projet : un des historiens du *Blocus*, M. Fauchille, a retrouvé, aux Archives, un projet du blocus qui, daté de l'été de 1806, est bien différent du décret qui allait voir le jour, et beaucoup plus modéré. L'Empereur, dans les sentiments que nous lui connaissons vis-à-vis de l'Angleterre, ne voulait pas se donner l'apparence d'agir *ab irato*. Mais voici qu'en trente-six jours, il s'était, en abattant la Prusse, rendu maître de l'Allemagne du Nord : il était à Berlin et, de Berlin, il tenait maintenant toutes les côtes de Lubeck à Dantzig ; il n'y avait plus aucune vanité à fermer, par un acte solennel, le continent à l'Angleterre ; l'Italie subissait sa loi et, de Cattaro comme d'Ancône, il dominait l'Adriatique ; la Cour d'Espagne, dont il venait de constater, dans des papiers trouvés à Berlin, la secrète trahison, serait d'autant plus disposée à se soumettre servilement, qu'il la tenait par ce flagrant délit, et l'Espagne l'aiderait même à fermer le Portugal ; Louis venait d'être intronisé en Hollande ; c'est à lui qu'expédiant

le décret, Napoléon en fera savoir, d'un mot, tout l'esprit : « *Je veux conquérir la mer par la puissance de la terre.* » Brême, Hambourg, Lubeck sont sous sa main ; demain, la Prusse devra, s'il la conserve, se soumettre à sa loi ; le Tsar, un jour prochain sans doute, subira son alliance aux dépens d'Albion, et l'Autriche, qui a repoussé cette alliance à la veille d'Iéna, sera trop contente de reconquérir sa bienveillance en se pliant à sa politique. Il peut parler en maître. Le 22 novembre, il signe et publie le fameux *décret de Berlin.*

LE DÉCRET DE BERLIN

La justification tient dans le 8e considérant, et le décret lui-même dans l'article premier : Considérant « qu'il est de droit naturel d'opposer à l'ennemi les armes dont il se sert et de le combattre de la même manière qu'il combat, lorsqu'il méconnaît toutes les idées de justice et tous les sentiments libéraux, résultat de la civilisation parmi les hommes... », l'Empereur des Français, roi d'Italie, protecteur de la Confédération du Rhin, décrète : « ... *Les Iles britanniques sont déclarées en état de blocus. Tout commerce et toute correspondance avec les Iles britanniques sont interdits.* » Le décret, qui est long, n'ajoute rien d'essentiel, et à ce considérant, et à cet article. L'un n'est que la conclusion du rapport Talleyrand, l'autre n'est, — en apparence, — que la réédition du décret de la Convention. Mais la Convention avait, de Paris, rendu un décret à peine opérant pour la France ; l'Empereur, de Berlin, décrète froidement pour le Continent : désormais toutes les terres qui vivent sous la loi française, tous les pays qui sont soumis à sa suzeraineté, tous les États qui ont accepté son alliance ou même accepteront son amitié, devront, non seulement se fermer aux produits de l'Angleterre, mais poursuivre avec acharnement les marchandises déjà introduites et les anéantir : car la confiscation n'est pas assez qui pourrait prêter encore à la spéculation ; ce sera la destruction. Et la main qui signe n'est pas celle d'un Barère pour qui parler est tout, mais d'un Napoléon qui a prouvé que, jamais, lui, ne parle sans agir.

J'aurai à revenir maintes fois sur le Blocus : lorsque, un an après, il aura encore été aggravé par le terrible décret de

Milan, nous aurons à en montrer toute l'efficacité ; lorsque, en 1811, il aura déjà produit ses conséquences économiques et politiques, je chercherai en quoi ces conséquences le justifient ou le condamnent et, parvenu à la fin de cette histoire, de quel poids il aura pesé sur la chute du régime. Aujourd'hui, je ne m'y arrêterai plus longtemps que pour indiquer comment il s'imposait, mais aussi où, fatalement et dès cette heure, il conduisait l'Empereur.

Le décret, disons-le, se justifiait en droit et en fait. L'Angleterre, manifestement, venait de violer le droit par sa prétention d'imposer, par un *ordre* de son Conseil, le blocus aux côtes qu'elle ne bloquait pas. Il est clair que les Anglais entendaient ne s'embarrasser désormais d'aucun scrupule, d'aucune tradition, d'aucune légalité, recourir à un genre de guerre sans précédent et transformer la lutte en un duel à mort. Que la violation du droit, commise par un adversaire, autorise l'autre adversaire à le violer, on peut le contester ; mais qu'aux mesures de l'Angleterre l'Empereur pût, — pour la jeter bas, — s'en tenir à battre, l'un après l'autre, les souverains qu'elle aurait entraînés dans la lice, cela est assez difficile à admettre. Dans la mesure où « la barbarie ne se corrige pas par la barbarie », l'Empereur n'avait peut-être pas le droit de réduire, par décret, à la famine la Puissance ennemie, mais a-t-on « le droit » de réduire à la capitulation par la famine une ville assiégée, et dans quelle circonstance, d'autre part, un peuple s'est-il jamais interdit le droit de frapper un ennemi mortel à l'endroit où il sait l'atteindre le mieux ? A-t-on, de part et d'autre, négligé de tels moyens dans la Grande Guerre qui s'est, il y a vingt et un ans, terminée ? En fait, il était presque impossible, devant l'évidente résolution de l'Angleterre de mener désormais une guerre inexpiable, de ne pas recourir à une mesure, extraordinaire assurément, mais la seule qui, en théorie au moins, la pût, un jour, réduire à merci.

La mesure pouvait-elle être efficiente ? Longtemps on a voulu nous faire tenir le décret de Berlin, plus tard aggravé par celui de Milan, pour une sorte d'extravagance, un coup de tête, explicable par la seule irritation d'un homme habitué déjà à tout faire plier, devant la résistance invincible d'un adversaire. Des historiens, favorables sur d'autres points

à l'Empereur, ont généralement arrêté leur indulgence aux décrets de Berlin et de Milan qu'ils ont taxés d'erreurs folles. Nous savons cependant que l'idée n'appartenait pas à Napoléon, qu'elle avait été proclamée à la tribune de la Convention et sanctionnée par son décret, qu'elle n'avait été reprise par lui que lorsque bien des gens y songeaient, et qu'elle avait été, par lui, méditée, mûrie, parfois rejetée, puis reprise encore, pour aboutir au décret de Berlin. Et nous arriverons à constater qu'elle n'était, à aucun degré, inefficiente : qu'interdisant au Continent tout commerce avec l'Angleterre, et livrant par conséquent celui-ci aux entreprises de l'industrie non seulement de la France, mais des pays voisins soumis à son influence, elle devait procurer à cette industrie un prodigieux développement et forcer, en quelque sorte, l'Europe à se dérober pour jamais à l'*hégémonie commerciale* de la Grande-Bretagne. Qu'elle pût atteindre son but, qui était de « ruiner » l'ennemie principale et de la « mettre sur les genoux », c'est encore là une question qu'on a trop vite résolue dans un sens toujours défavorable : j'aurai lieu de dire, — ce que ne savaient pas les historiens qui écrivaient il y a un demi-siècle, — combien l'Empereur a été près d'atteindre le but qu'il s'était proposé, à quelle ruine l'Angleterre était réduite dès 1811, et quelle perspective de paix désastreuse elle commençait, dès 1812, à envisager comme inéluctable. Si bien qu'en fait comme en droit, le *Blocus*, dans une certaine mesure, se justifie.

Mais il était, d'autre part, gros de telles conséquences qu'il engageait l'Empereur dans une voie fatale, — beaucoup plus fatale que la constitution même du Grand Empire. Le Grand Empire pouvait, en effet, s'en tenir toujours à une certaine mesure et se faire accepter des peuples jusqu'à un certain point ; il était loisible à Napoléon lui-même d'imposer une limite à ses prétentions d'hégémonie politique et, d'autre part, de rendre, un jour, sensibles aux peuples qui passaient sous sa loi les réels bienfaits de sa féconde administration. Mais, du jour où il décrétait que le *Blocus* serait intégralement pratiqué par l'Europe entière, il s'engageait, vis-à-vis de lui-même, à l'y *contraindre* s'il ne l'y *amenait* : puisqu'il suffisait qu'un seul port important s'ouvrît, de Constantinople à Cadix, de Cadix à Hambourg, de Hambourg

à Riga, pour que le blocus, décrété par lui, fût frappé de vanité, il fallait qu'avant deux ans, *le continent entier* fût plié à sa domination ou à son alliance, et ainsi ne pouvait-il plus s'imposer cette limite que la formation d'un Empire d'Occident même était susceptible de recevoir. Pour peu qu'un seul État se dérobât à cette obligation, c'était par les armes qu'il l'y faudrait forcer, sauf à voir s'écrouler ce gigantesque plan et, par là, l'Empereur n'était-il plus le maître de se refréner et de s'arrêter.

En supposant que tous les *gouvernements*, inféodés ou alliés, se pliassent à cette exigence, les *peuples* s'y plieraient-ils? La France avait, depuis 1793, — dans une certaine mesure seulement, — vécu en se passant des marchandises anglaises et des denrées dont l'Angleterre était la seule dispensatrice, mais dans une certaine mesure seulement, je le répète, et au prix de grosses privations : en plein régime du Blocus, on verra les mécontentements en France même se manifester, qu'il s'agisse de commerçants pris entre les exigences de l'industrie sans concurrence et les plaintes des acheteurs, affolés parfois par la cherté de la vie, ou qu'il s'agisse de ces femmes de la Halle dont le préfet de police transmettra, un jour, les lamentations, « privées qu'elles sont de ne plus pouvoir prendre comme par le passé leur bol de café au lait ». L'Empereur s'écriera un jour : « Quand je pense que, pour une tasse de café plus ou moins sucrée, on arrêta la main qui voulait affranchir l'univers!... » Il montrait, par cette exclamation, la méconnaissance qu'il avait du vulgaire. Un peuple peut abdiquer bien des *libertés*, consentir à bien des sacrifices de *principes* et, à la longue, abandonner de *vieilles traditions*, mais il y a une chose à quoi il ne peut jamais se résigner tout à fait, c'est à se sentir gêné *quotidiennement* par la suppression de *ses aises*. La France, elle, pouvait encore, — à la rigueur, — s'y résigner : elle mettait au compte de l'Angleterre les privations qui lui étaient imposées et l'en abhorrait tous les jours davantage ; mais Italiens, Espagnols, Hollandais, Allemands, Russes, les autres peuples ne pouvaient rendre responsables les Anglais, et c'est par une fiction que l'Empereur ne cessera de proclamer ceux-ci « odieux à l'univers ».

Tout au contraire, c'est à la mainmise de l'Empereur

des Français sur leur pays ou leur gouvernement que ces peuples attribueront, tout naturellement, leurs privations, la baisse de leur commerce, la cherté de la vie et le dégoût qu'ils ressentent à ne plus s'habiller et se nourrir comme il leur convient. Dès lors, la loi du Blocus, même du jour où elle sera agréée ou tout au moins subie par *les gouvernements*, révoltera plus *les peuples* qu'aucune des *réformes* d'ordre politique et social que l'Empereur aura déjà, nous le verrons, tant de peine à faire accepter et que, tout de même, on eût — peut-être — fini par admettre.

Sacrifices momentanés, s'écriait l'Empereur, et qui seront récompensés par de grands lendemains ! Les peuples ne sont pas héroïques et les sacrifices « momentanés » sont vite tenus, s'ils se prolongent, pour éternels. Tout se réduisait en somme à un problème : l'empereur Napoléon, arrivé à imposer non seulement à son énorme Empire, mais à tous les gouvernements de l'Europe l'application du blocus, parviendrait-il, avant que les peuples se révoltassent, à faire céder l'Angleterre ? Or, si Napoléon était à peu près informé des conditions économiques où vivait la Grande-Bretagne, il ne l'était pas assez précisément, — et nul ne pouvait l'être, — pour marquer une date exacte à sa capitulation. Celle-ci pouvait se produire en 1808, en 1810, elle pouvait ne se produire qu'en 1813, en 1814, en 1815. L'Empire durerait-il assez pour avoir le dernier mot quand, très précisément, la nécessité de contraindre tout un continent et, pour le contraindre, à l'embrasser, condamnait le chef de cet Empire à un effort qui dépassait vraiment les forces humaines et même surhumaines. Albert Sorel a écrit que le Blocus continental a été « la raison d'être du grand Empire ». Je pense, avec M. Édouard Driault, que, cette fois, le grand historien a ici, sinon erré, du moins exagéré : nous savons que, sans le souci cependant constant de réduire l'Angleterre, Napoléon voyait des raisons pour soumettre le continent à l'action de son pouvoir qu'il tenait pour bienfaisante, féconde, civilisatrice ; mais ce qu'il y a de vrai, c'est qu'il pouvait procéder à cette conquête avec une sage lenteur *que ne lui permettait plus l'entreprise, purement occasionnelle, que lui imposait même ce formidable expédient qu'était le Blocus*, et que, si le Blocus n'a pas été, suivant le mot de

Sorel, « la charte de l'Empire napoléonien », il l'a forcé à se réaliser dans des proportions et avec une hâte qui constituaient des éléments funestes de fragilité, parce que de fébrilité.

CONSÉQUENCES DE LA VICTOIRE D'IÉNA

Pour l'heure, il ne semblait pas que l'Europe fût disposée à recevoir cette loi de fer, et pas plus d'autres lois. Iéna y avait eu évidemment un retentissement énorme, mais, sans que cela parût, comme après Austerlitz, devoir amener une *décision*.

La Prusse paraissait, à la vérité, complètement hors de combat. La Cour et le gouvernement, réfugiés à Memel, étaient dans un état de démoralisation aiguë ; les souverains s'estimaient à la veille d'être totalement dépossédés ; l'Empereur, leur disait-on, était résolu à faire un exemple en détrônant la dynastie et en livrant l'État prussien, dépecé, à ses alliés de la Confédération. Haugwitz ne mettait son espoir que dans l'arrivée de Talleyrand, mandé en effet par Napoléon à Berlin, et qui peut-être amènerait celui-ci à des dispositions moins cruelles : « Pourvu que M. de Talleyrand soit arrivé, écrivait-il le 7 novembre à Lucchesini renvoyé à Napoléon, je ne désespère pas que vous ne parveniez à faire naître des idées moins impolitiques que ce terrible principe de la destruction de la Prusse pour servir de garantie au repos futur de la France. Ce ministre éclairé comprendra aisément *que, dès que la Prusse est mise hors d'état de brider la Russie et d'en imposer à l'Autriche ou de servir au moins d'intermédiaire, ces deux Puissances obtiendront plus de moyens et auront plus de facilités à troubler le repos de la France, quelque puissante qu'elle soit*, et que l'unique moyen d'y pourvoir consiste dans une réunion sincère et parfaite de la Prusse avec la Ligue germanique et la France. » C'était se faire maintenant bien petit après avoir été si arrogant. Aussi bien le Prussien ne se le dissimulait-il pas, puisqu'il ajoutait : « Je comprends très bien qu'après tout ce qui s'est passé, la grande difficulté consiste à faire disparaître les défiances et à porter Napoléon à croire aux véritables dispositions du Roi. » L'Empereur, à la vérité, avait le droit de ne plus ajouter aucune foi aux « véritables

dispositions du Roi », puisque ce malheureux prince en était à ne les pas connaître lui-même ; car il flottait entre une soumission entière aux exigences de Napoléon, à condition qu'il lui rendît sa couronne, — même démantelée, — et un appel désespéré à la Russie pour qu'elle l'aidât à la reconquérir. Napoléon lui avait envoyé Duroc, le 9 novembre. « Il lui dira qu'aujourd'hui, écrivait l'Empereur, *je considère la bataille d'Iéna comme terminée, puisque les corps qui avaient été coupés à la suite de cette bataille viennent de rendre les armes...* » Il mettait ainsi impitoyablement la cour de Prusse en face de son désastre et ne lui proposait qu'un armistice dont les conditions équivalaient à une entière sujétion.

Il tenait la Prusse pour complètement abattue : il avait tort ; si la Cour l'était jusqu'à envisager les pires capitulations, la *nation prussienne*, qui avait montré au cours des événements de septembre et d'octobre un si scandaleux détachement, déjà se ressaisissait devant l'invasion étrangère : maintenant ces Prussiens, écrit un peu cruellement Albert Sorel, « *s'apercevaient qu'ils aimaient leur pays* ». La perpective de voir détrôner leurs princes leur faisait même sentir qu'ils aimaient leur dynastie. Encore que la Grande Armée, je l'ai dit, ne se livrât, dans les pays conquis, à aucun désordre grave, la population souffrait des maux inséparables d'une occupation et même simplement des humiliations qu'exprime, dans son journal, une bonne bourgeoise prussienne, Mme Unger, devant les prétentions des soldats qu'elle hospitalisait à être ceux de « la grande nation ». Une révolte sourde était dans les cœurs. On en eut conscience à Memel, et cela parut la dernière ressource de la monarchie prussienne aux abois : Frédéric-Guillaume, qui n'avait plus d'armée, sembla songer, pour la première fois, qu'il avait un peuple : le 1er décembre, il lançait son premier *message à la nation*, date mémorable dans l'histoire de l'Allemagne et même de l'Europe, puisque c'était de l'union tardive des peuples et des princes qu'allait, sous peu, naître un des éléments de la résistance générale à l'hégémonie française.

Frédéric-Guillaume empruntait, en outre, quelque velléité de résistance à la lettre que, le 12 novembre, le Tsar lui avait adressée : « Tous les moyens à ma portée, lui avait-il

écrit, seront consacrés à la défense de la bonne cause. » La Cour se reprit à respirer. Mais elle était, pour la Russie, une alliée désormais sans forces ; le Tsar en cherchait d'autres : il envoya Pozzo di Borgo à Vienne, — l'agent le plus opiniâtre peut-être de l'éternelle coalition contre l'autre Corse, — pour traiter d'une alliance, « afin d'arrêter la ruine totale du monde menacé, d'une façon effrayante, de dissolution ».

L'Autriche qui, avant Iéna, avait repoussé, avec l'alliance de Napoléon, la seule chance qu'elle eût de recouvrer la Silésie, le devait regretter ; certes, elle n'eût demandé qu'à faire trébucher l'effrayante fortune de « Bonaparte », mais il était peu tentant de s'exposer à un violent retour sur Vienne d'une armée qui, victorieuse jusqu'au miracle, l'avait été sans pertes très sérieuses. Parlons bref : l'Autriche avait peur : « Il me faut gagner du temps, répondit assez piteusement François II à Pozzo... Je manque de beaucoup de choses... Si je me déclare, il faut m'attendre à avoir toutes les forces de Bonaparte sur les bras ; je risque d'être écrasé, et alors ce serait pire pour votre maître... *Je suis franc ; je me battrai le plus tard possible.* »

Il est permis de penser qu'à cette heure Napoléon se fût, de la part de l'Autriche, presque accommodé de moins de prudence ; il lui fallait maintenant aller poursuivre sa victoire en Pologne et, ensemble, affronter « la montagne de neige » russe ; il n'y tenait pas, désireux d'amener Alexandre à traiter, et peut-être eût-il préféré que l'Autriche, le provoquant, l'amenât à jeter sur elle ses armées ; en mettant, après la Prusse, hors de combat cette nouvelle alliée du Tsar, il pouvait espérer acculer celui-ci à la paix sans plus de coups férir.

LES PROBLÈMES D'ORIENT

Napoléon remuait, à ce moment, un monde de pensées. L'opiniâtreté d'Alexandre, entraînant une suprême résistance des Prussiens, le mettait, en effet, en face de problèmes qui, à son sens, n'étaient guère mûrs.

Il était contraint d'entrer en Pologne : la malheureuse nation, que le suprême partage n'avait scellée que onze ans

plus tôt dans le tombeau, s'agitait : de Poznan à Varsovie (que le dernier partage avait mis aux mains de la Prusse), couvait un grand espoir de libération ; il gagnerait probablement, au premier signal de l'Empereur, les provinces polonaises subjuguées, de Vilna à Cracovie, par la Russie et par l'Autriche. Ressusciter la Pologne était évidemment un geste magnifique qui eût flatté le sentiment de la France. Recréer au centre de l'Europe cet État, dans tous les temps notre alliée, semblait en outre opération particulièrement tentante à cette heure : un nouveau royaume de Pologne, inféodé lui encore au grand Empire, constituerait une *marche* extraordinairement avancée de la France, une barrière à la « barbarie moscovite » et, subsidiairement, un nouveau *fonds* où l'Empereur guerrier puiserait des soldats traditionnellement braves et ardents et de nouvelles ressources. Tout cela était à considérer.

Plus d'une objection cependant se présentait à l'esprit de l'Empereur. Il n'aimait pas, je l'ai dit, résoudre un problème dont il n'avait pu mûrement méditer et, foncièrement réaliste, il n'était pas homme à obéir à des considérations d'ordre sentimental. Que la Pologne eût été atrocement traitée, la chose pouvait l'indigner et que les partages eussent, aux dépens de la France, donné aux trois Puissances partageantes un surcroît démesuré de territoires, le fait, nous le savons, le préoccupait depuis longtemps. Mais il était aussi de son esprit de tenir en médiocre estime les peuples qui s'étaient *laissé* malmener et rayer de la carte de l'Europe. « Il méprisait les rois détrônés », dit un contemporain : il appréciait encore moins peut-être les pays qui n'avaient pas su se défendre. Il avait éprouvé, jusqu'à un certain point, ce sentiment en face de l'Italie, cependant moins maltraitée ; il l'éprouvait vis-à-vis de la Pologne. Il n'ignorait rien des faiblesses qui avaient préparé la ruine de la « république de Pologne » : la mobilité des cerveaux et des cœurs, par ailleurs si généreux, l'instabilité des institutions qui jamais n'avaient pu être réformées, la division des citoyens et l'antagonisme des partis aliénant l'esprit national jusqu'à amener certains clans à faire appel à l'étranger et, dans cette splendide bravoure militaire même, quelque chose de fou et d'inconstant : un peuple de héros, de tribuns, de

poètes, mais sur lequel il avait toujours été difficile de faire fond à coup sûr : le cliquetis des épées et des éperons, l'éclat des costumes, la musique des phrases et des danses, le lyrisme des gestes, de nobles passions exprimées en une langue sonore, tout cela est pour séduire, mais l'homme d'État en fait bon marché. De quelle aide assurée serait cette Pologne séduisante et incertaine ?

La résurrection de ce peuple pouvait, devait, d'autre part, entraîner à de bien graves complications. On allait pénétrer dans la Pologne occidentale subjuguée par les seuls Prussiens et cette campagne de Pologne ne serait, en principe, que la suite de la campagne de Prusse ; ce serait, en apparence, contre la Prusse seulement qu'on appellerait à la libération les Polonais ; mais cette Varsovie avait été la capitale de « l'ancienne république » ; le décret qui, de Varsovie, rendrait la vie à cette partie du pays assassiné, ne pouvait pas ne pas émouvoir les Polonais qui, à Vilna et à Cracovie, vivaient, frémissants, disait-on, sous le joug de la Russie et de l'Autriche, et Napoléon était trop averti et, par ailleurs, trop habitué à mesurer toutes les conséquences d'un événement pour se leurrer à ce sujet.

Hier, il offrait encore à l'Autriche son alliance et il ne désespérait nullement, si la Russie persistait à continuer la guerre, de s'appuyer sur Vienne pour régler, contre les intérêts traditionnels de Pétersbourg, le sort des Balkans : devait-il créer, en provoquant une agitation en Galicie, une cause de conflit ou un simple motif de suspicion entre l'Autriche et lui ? *La Russie même*, je l'ai dit, *il ne tenait pas, il s'en fallait, à l'avoir pour ennemie éternelle* : il poursuivait, à travers les déboires éprouvés depuis six ans, l'idée d'une grande alliance européenne ; la Prusse n'avait pas su l'accepter, et elle n'existait plus ; l'Autriche, à la veille d'Iéna, l'avait déclinée et s'entêtait en une attitude équivoque, et déjà Napoléon rêvait d'amener, un jour plus ou moins prochain, Alexandre, — qu'on lui disait mobile et facile à séduire, — à cette alliance dont les autres n'avaient pas voulu et que le tsar Paul avait jadis semblé envisager. Si, séparant Alexandre de l'Angleterre, il ne lui offrait pas seulement une paix sans humiliations, mais encore

une amitié utile, l'événement serait gros d'incalculables conséquences : il porterait un coup terrible à l'Angleterre, amènerait au système du blocus toute l'Europe de l'Est et, par ailleurs, fonderait une alliance qui, prenant entre deux empires massifs le centre européen, y étoufferait à tout jamais toute tentative hostile. Était-ce l'heure de créer entre cet autre empire et lui une nouvelle source de conflits en posant le problème polonais et, déjà, en le résolvant ? Il avait le droit de peser froidement le pour et le contre, les avantages et les inconvénients.

* * *

Il se trouvait encore devant un autre problème : l'éternelle question de « l'homme malade ». Malade, l'Empire ottoman l'était déjà. Sans doute était-il encore, en apparence, celui qu'avaient fondé les Mahomet et les Soliman, tenant, avec l'Asie occidentale, avec l'Égypte et, théoriquement, avec l'Afrique du Nord, toute la péninsule des Balkans, de la Morée aux Alpes transylvaines. Mais, là aussi, des peuples, opprimés depuis bien plus longtemps que les Polonais, ne voulaient pas non plus mourir. De la Grèce aux provinces danubiennes, les nationalités écrasées frémissaient sous le joug et cherchaient des libérateurs. Ils les cherchaient surtout à Pétersbourg. Si la Grèce lointaine ne pouvait encore secouer le joug, la Valachie et la Moldavie avaient su, dans une certaine mesure, le soulever : elles avaient obtenu des gouverneurs chrétiens, ces *hospodars* pris par la Porte dans le *Phanar* grec et, lorsque la Turquie avait été un instant rejetée par l'expédition française en Égypte dans les bras de la coalition, la Russie avait pesé sur le « Grand Seigneur » pour faire placer à la tête des « principautés » des *hospodars* favorables à sa politique.

C'est que ce gouvernement ottoman n'était plus, depuis longtemps, celui qui avait fait trembler l'Europe chrétienne, porté l'étendard du Prophète jusque sous les murs de Vienne et tenu sous sa main de fer un empire allant de l'Euphrate au Danube et aux côtes barbaresques : les révolutions du sérail, la puissance laissée aux janissaires, l'immobilité des institutions militaires, l'usure du fanatisme et presque de la foi, l'impossibilité où se trouvait la dynastie ottomane en

décadence de tenir réunies des parties mal assemblées d'un empire disparate, avaient amené un relâchement dont les indices se multipliaient. Dès le Consulat, Napoléon avait, on le sait, envisagé comme certaine la mort de cet empire, et se montrait résolu de ne point laisser la Russie s'en assurer seule l'héritage. Celle-ci visait, non seulement à la possession des principautés danubiennes, mais à celle de toute la péninsule, y compris, et avant tout, Constantinople. Elle se heurtait là à l'Autriche qui, moins ambitieuse, n'entendait cependant pas laisser la Serbie, — la *Servie*, ainsi qu'on disait alors, — la Bosnie ni même la Macédoine passer à la puissante alliée. Si elle ne songeait pas encore à un partage, elle désirait contrarier la marche des Russes vers Constantinople. L'Angleterre elle-même n'agréait à aucun degré la perspective des Russes maîtres du Bosphore et des Dardanelles, et si, pour l'heure, elle appuyait leur action dans les Balkans et leur politique à Stamboul, c'est que sa haine contre la France l'emportait momentanément sur tout autre sentiment.

Napoléon considérait d'un œil pénétrant tout cet état de choses : plein de sa politique méditerranéene, il ne paraissait, jusque-là, que poursuivre le dessein de s'inféoder la Turquie, mais, je le répète, il en envisageait sans trouble la disparition; seulement, il entendait que, si partage il y avait, la France en fût ; mais qui dit partage dit entente ; avec qui s'entendre? L'Autriche ? Elle repoussait absurdement toute alliance et, s'effrayant certes de l'ambition de la Russie en ce qui concernait les Balkans, elle refusait de s'associer à Napoléon pour la combattre. L'Angleterre ? Il n'y fallait pas songer : elle ne voulait pas des Russes à Constantinople, mais, pour arracher le Sultan à l'influence française, elle était prête, on allait le voir, à appuyer de ses flottes les prétentions du Tsar à s'imposer aux Turcs. Restait la Russie elle-même. Napoléon aimait les situations nettes. Il était clair que la Russie pensait prendre les Balkans, et il n'était pas moins clair que, de toutes les nations qui guettaient la ruine de l'Empire turc, elle était vraiment la seule en position de se satisfaire, ayant des intelligences chez tous les peuples de la péninsule et s'appuyant sur une tradition devenue pour les Tsars presque une loi. Une entente était envisageable

avec elle : on pouvait, en donnant satisfaction à ses ambitions immédiates sur les principautés danubiennes, lui tenir la bride en ce qui concernait le reste des Balkans et particulièrement Constantinople ; introduite, par cette entente, dans les affaires d'Orient, la France serait autorisée à les contrôler et, le jour où un événement se produirait, qui réellement imposât le partage, l'Égypte et la Syrie seraient son butin. Seulement, pour que la Russie ne fût pas, avant de traiter, en trop belle posture, il fallait, pour l'heure, la contrecarrer dans les Balkans.

Sebastiani, envoyé à Constantinople, pesait, depuis quelques mois sur le sultan Sélim, pour qu'il se mît enfin en garde contre les progrès de l'influence russe ; il fallait que l'ambassadeur obtînt la révocation des *hospodars* de Moldavie et de Valachie, favorables à la Russie. Sélim, qui suivait avec inquiétude les menées russes, après avoir, jusqu'en 1805, fait grise mine aux avances de la France, se laissait entraîner vers le puissant allié qui, pour l'heure, offrait de l'aider à sauver l'intégrité de son Empire : comme tous les Orientaux, il était impressionné par la force et, plus que les lettres hautement flatteuses qu'en un style pseudo-oriental, lui écrivait Napoléon, Austerlitz et Iéna le poussaient à se jeter dans une alliance si prestigieuse.

La difficulté était dans la faiblesse de son armée, l'incapacité des pachas qui la commandaient, la médiocrité de la flotte qui couvrait Constantinople et des moyens de défense de la capitale ; car on pouvait craindre qu'au premier geste d'hostilité à la Russie et surtout d'inféodation à la France, la Porte vît l'escadre anglaise cingler sur les Détroits et se mettre en mesure de les forcer. Sebastiani, chef militaire énergique plus encore qu'habile diplomate, rendit à Sélim toute sa résolution en conjurant ses craintes : on pouvait compter sur lui pour improviser la défense et, de fait, il commençait à faire fortifier rapidement les points faibles du Bosphore. Le Sultan se décida alors à révoquer les *hospodars* ; la Russie, aussitôt, fit porter un corps d'armée vers le Danube et la flotte anglaise appareilla vers les Détroits. L'orgueil turc se révolta : le Grand Seigneur n'avait-il plus le droit de changer les gouverneurs de *ses* provinces sans qu'on entendît l'en *punir* ?

Sélim se jeta décidément entre les bras de Sebastiani. Il allait, à la nouvelle de la marche des troupes russes sur la Moldavie, déclarer la guerre au Tsar et, quant aux bâtiments anglais, ils trouveraient maintenant à qui parler. Napoléon se réjouissait de ces événements, mais, je le répète, ils n'étaient, à ses yeux, que *réservatoires* : l'Empire turc placé sous son influence, il se gardait cependant de s'engager à fond avec Sélim en se déclarant par un acte solennel garant de l'intégrité perpétuelle de cet Empire ; il se réservait, fort de cette influence, de faire mieux sentir, un jour prochain, au Tsar le prix d'une alliance qui rouvrirait à la Russie des espérances auxquelles, en attendant, il aurait provisoirement fait échec.

Comme la Pologne, l'Orient n'était pour lui qu'une des parties de l'énorme échiquier où il menait son jeu et, pas plus qu'il ne s'engageait avec Sélim, il ne se voulait lier avec les Polonais : la résurrection intégrale de la Pologne ne serait qu'une menace suspendue au-dessus de la Russie, comme la défense de l'Empire ottoman qu'un moyen de disposer de lui au gré des nécessités de sa politique. « Ne point calculer mathématiquement le rétablissement de la Pologne », va-t-il écrire, le 2 décembre, à Murat, lancé, ce pendant, vers Varsovie.

Louis Madelin.

(A suivre.)

NOS FINANCES ET LES MENACES DE GUERRE

Depuis plusieurs années, le problème des finances françaises n'a pas cessé de s'imposer à l'attention. Les circonstances obligent à le considérer sous une forme renouvelée. La Grande Guerre est à l'origine des difficultés qu'aucun gouvernement, — sauf celui de M. Poincaré, — n'a été en mesure de supprimer. Par un étrange retour, c'est dans l'hypothèse d'une guerre qu'il convient de les envisager à présent.

Si pénible qu'elle soit pour l'esprit, cette hypothèse ne peut plus être écartée. Les raisons qui lui donnent vraisemblance ne sont que trop nombreuses, et le pire sera longtemps encore à craindre. Du point de vue financier, ce calcul de probabilité est d'ailleurs inutile : au premier regard, on s'aperçoit que tout se passe, dans ce domaine, comme si la guerre était déjà en cours. Qu'elle ne s'exprime pas par l'effusion de sang, c'est une différence capitale pour la morale. Par rapport aux chiffres, la distinction est d'importance secondaire. En finance, ce qui peut seul changer, désormais, le jour de la déclaration de guerre, c'est l'ordre de grandeur des sommes en jeu, ce n'est plus la nature des questions posées.

Ces considérations sont évidentes. Si brièvement qu'elles aient été rappelées, elles suffisent pour définir l'objet du présent travail et son orientation. Nul ne doute que les finances, au même titre que toute force nationale, soient un moyen de la guerre. Quelles sont les conditions principales de leur emploi efficace ? C'est ce que l'on se propose d'examiner en se référant d'abord à l'expérience des finances de la Grande Guerre.

* * *

Les leçons des années passées sont du plus haut intérêt. Prises à rebours, leur valeur actuelle est capitale. Abstraction faite du patriotisme de l'épargne et de l'ingéniosité des techniciens, elles illustrent une politique qui est à peu près le résumé des erreurs à ne pas recommencer. Car la politique financière de la France, pendant la Grande Guerre, ou plutôt à son origine, a été celle d'un État imprévoyant et prodigue à qui ses immenses richesses n'eussent pas évité une banqueroute, si de puissantes aides extérieures n'avaient pas prévenu, de justesse, cette catastrophe. La démonstration, d'ailleurs, n'est plus à faire. Elle a été développée tout au long dans l'ouvrage classique de M. Germain Martin. Sans revenir sur elle, on en retiendra ce qui est indispensable à l'intelligence d'une conduite meilleure.

Les fautes commises alors, et qui ont été durement expiées ensuite, peuvent se répartir en deux groupes, selon qu'elles ont concerné les méthodes, ou les principes.

Sous les réserves indiquées plus haut, les méthodes n'ont pas été satisfaisantes. Car l'excuse n'est pas valable que ces erreurs aient été rendues inévitables, pour la majorité d'entre elles, par l'absence de toute préparation sérieuse. En fait, sauf la Banque de France, dont les précautions avaient été prises, de longue main, très minutieusement, sauf les banques qui, par tradition, se maintenaient en état de forte liquidité, les finances nationales ont été menées à l'échéance du 4 août 1914 dans la position la plus mauvaise.

C'est à une surprenante insouciance des pouvoirs publics qu'il convient d'attribuer, non pas les troubles de la fin de juillet, mais leur extension jusqu'à la nécessité d'un moratoire général qui s'est appliqué même aux paiements bancaires et qui a laissé de longs souvenirs. Par ce funeste accident, dont les faits ont prouvé qu'il eût été en partie évitable, le mécanisme du crédit a été détraqué, dans le moment que son fonctionnement régulier allait être d'importance vitale. Veut-on s'excuser, à cet égard, sur le caractère inouï de la tragédie qui commençait ? D'autres négligences impliquent des responsabilités qui ne sont pas moins accablantes.

On n'insistera pas sur le fait que le budget de 1914 fut voté seulement le 13 juillet : le désordre ainsi illustré était devenu habituel. Non moins inopportune fut l'émission, le 7 juillet, d'un emprunt dont le placement laborieux allait gêner, pendant plus d'un an, le marché des capitaux. On notera cependant que les titres nouveaux, pour la première fois depuis plus d'un siècle, excluaient la clause d'immunité de la rente. Enfin, une réforme générale, fort discutable, du système des impôts avait été décidée à la veille de la guerre ; et, par une inconséquence inconcevable, il ne fut pas jugé opportun d'en reporter l'accomplissement à la fin des hostilités. Par là, on arrive aux erreurs de principe.

Depuis l'époque des changements politiques qui avaient à peu près coïncidé avec le début du siècle, la gestion financière de la République s'était singulièrement relâchée. De 1901 à 1913, l'augmentation annuelle de la masse budgétaire avait été en moyenne de 117 millions de francs-or. Ce rythme était trois fois plus rapide que celui de la période précédente. Mais la courbe paraît beaucoup plus frappante quand on la divise en deux parties. De 1901 à 1907, le gonflement du budget a été de 25 millions par an, chiffre faible. De 1910 à 1914, il monta à 220 millions, chiffre énorme. On ne manquera pas de suggérer que ces majorations précipitées tiennent à la préparation des armements du pays. L'explication n'est valable que pour une faible part. Dans les dépenses engagées si facilement, le prix d'une politique non pas sociale mais socialiste, tient plus de place que la défense nationale. Contresens absurde et aveuglant que la France ne devait pas moins reprendre, vingt-cinq ans plus tard, en s'y obstinant jusqu'à compromettre, de nouveau et plus gravement, au delà de ses intérêts, son existence.

Après cela, à la façon, pourrait-on dire, dont le départ avait été pris, il n'est pas étonnant que la conduite générale des finances se soit inspirée d'une théorie déplorable, celle du report. On l'a vu s'épanouir, le lendemain de la guerre, dans l'affirmation que : « l'Allemagne paierait ». Mais son origine est plus lointaine. Et, dès son premier jour, elle était fausse. Comment couvrir les frais d'une guerre ? Il s'agit d'un problème de répartition. Le recours au crédit est inévitable. Dans quelle mesure convient-il de s'y résigner ?

Le bon sens veut que l'impôt soit manié avec rigueur. Ce n'est jamais sans danger que l'on surcharge l'avenir, et les hypothèques que l'on prend sur lui ne sont pas aussi aisément purgées qu'on affecte de le croire. C'est ce que chacun a pu vérifier, une fois de plus. Mais la loi de la facilité est d'un attrait plus fort. Pour la suivre, il ne sera usé de l'impôt qu'avec les plus grands ménagements. Le gros ou la totalité des dépenses à couvrir sera fourni par l'emprunt, sous n'importe quelle forme. La guerre, en somme, sera payée par la génération qui aura eu le bonheur de ne pas la subir. C'est par l'application de ce raisonnement spécieux que le budget de 1919, première année de paix, alignait 11 milliards de recettes régulières, en face de 55 milliards de dépenses. Une autre conséquence, aujourd'hui évidente, bien qu'elle eût été exclue, par hypothèse, c'est que les charges d'une guerre nouvelle s'annoncent avant que celles de la guerre précédente, en dépit de faillites monétaires malheureusement répétées, n'aient été liquidées.

D'une façon générale, ces fautes superposées de principe et de méthode ont été la source de dommages beaucoup plus étendus qu'on ne croirait au premier regard, et dont les chiffres seuls ne permettent pas de mesurer toute la portée. Parce que l'épreuve avait été mal préparée, elle a été plus coûteuse et plus dure. Aussi bien semblerait-on en droit de soutenir que les graves embarras financiers où la France s'est débattue de 1919 à 1926 l'ont grandement gênée pour exploiter sa victoire. Obsédée et absorbée par eux, elle s'est relâchée de la surveillance extérieure et de la discipline intérieure qui eussent été nécessaires. De cette défaillance, dont les causes financières initiales viennent d'être rappelées, on devine à présent le prix incalculable. Mais dans le domaine propre des finances les dégâts furent immenses.

Les uns sont d'ordre moral. On n'y prête guère attention. Peut-être faudrait-il, cependant, les prendre en sérieuse considération, dans le cas de quelque crise nouvelle où la vie du pays serait en jeu. En dépit de ses faiblesses, la République, pendant la Grande Guerre, avait pu faire appel à l'épargne sous l'emblème d'un crédit dont elle avait su maintenir non seulement la force, mais la primauté. A présent, si vivaces que demeurent à cet égard les réflexes nationaux, il serait

puéril de prétendre que la situation fût la même. Au moment où il lançait le premier emprunt de guerre, en novembre 1915, le ministre des Finances, Alexandre Ribot, s'exprimait en ces termes :

« J'ai dit qu'il ne fallait pas s'effrayer des problèmes qui se poseraient devant nous (après la guerre) ; ils seront graves ; ils seront redoutables ; nous les regarderons en face ; et je prends l'engagement, au nom de la France, que nous les résoudrons à l'honneur du pays. »

Quelque excuse que l'on trouve dans les événements qui ont suivi, si forte, si pertinente qu'elle soit, un fait demeure : c'est que cet engagement solennel n'a pas été exactement tenu. Et, en matière de crédit, il n'est pas de défaillance qui ne se paye tôt ou tard.

A supposer même que l'on puisse passer ce procès sous silence, un autre reste à instruire. S'il a mieux tourné, ses enseignements ne méritent pas moins d'être pesés avec attention. Malgré le triple secours de ses richesses, de son crédit, de l'alliance anglaise, il faut se rappeler que la France eût été hors d'état de mener la guerre à sa fin sans l'aide américaine. Au printemps de 1917, sa situation était de celles que l'on nomme désespérées. A ce moment, devait dire plus tard Alexandre Ribot, « ce n'était plus par semaines, mais presque par jours que les Alliés comptaient ».

De tels périls, quand ils ne résultent pas de la fatalité, sont inadmissibles ; et le pays, à qui ses chefs les feraient courir de nouveau, serait en droit de leur demander des comptes redoutables. Voilà donc ce qui ne doit plus se reproduire. Comment s'y prendre ? C'est ce qu'il paraît fort opportun de rechercher.

* * *

Cette recherche, il serait tout à fait inutile de l'entreprendre, si l'on n'était pas résolu à observer une franchise sans détour. Trop souvent l'opinion française a montré une horreur profonde pour certains mots, dans le temps que le cours des choses était entièrement contraire à ces manifestations verbales. Il en est ainsi, au premier chef, de l'inflation monétaire.

De l'expérience terrible des assignats, les Français ont

gardé des souvenirs si forts qu'un siècle a passé sans les effacer. A très juste raison, la planche à billets est considérée d'une manière quasi unanime comme l'instrument des pires malheurs. En protestant contre l'abus du papier-monnaie, on a la certitude de trouver la plus large audience, les plus chaleureuses approbations. Aussi bien l'attention publique a-t-elle été toujours entretenue, sur ce sujet capital, avec une grande vigilance. Reflétant et fortifiant la volonté certaine du pays, la presse n'a jamais manqué de dénoncer le danger des expédients monétaires. Et les principaux hommes de gouvernement, si rapides et diverses que soient les vicissitudes de la politique française, se sont ralliés, en termes à la fois catégoriques et solennels, à ces consignes fondamentales.

En discordance pénible avec ces proclamations, on se sent d'autant plus humilié d'avoir à constater que l'évolution des faits a été fort différente. La répugnance des Français pour l'inflation ne va pas, semble-t-il, au delà des apparences. Dans les faits, la politique inverse, c'est-à-dire celle de la déflation, leur est insupportable ; et, quand ils ne peuvent y échapper, ils saisissent la première occasion de la répudier. Dans le courant de ces dernières années, comme un accompagnement ironique aux réquisitoires dont elle était l'objet, l'inflation se compte par dizaines de milliards ; tandis que le produit net des économies obtenues est insignifiant. De bonne foi, chacun reconnaîtra que pour refaire la France, et d'abord pour la défendre, il faut en finir avec une hypocrisie dégradante.

Dans le cas considéré des finances de guerre, deux propositions fondamentales correspondent aux faits :

1° La conduite de la guerre, et même sa préparation, au rythme qui lui a été donné, rend l'inflation fatale.

2° Cette inflation, pour n'être pas mortelle, exige d'être contenue ou compensée par l'emploi d'une technique dont l'élément principal, mais non unique, est une déflation héroïque.

La première de ces affirmations se passe de démonstration. C'est un axiome. Quel serait le coût d'une guerre dans laquelle toutes les forces du pays seraient engagées ? Des calculs serrés sont impossibles. Mais on ne risque pas d'erreur en comptant par dizaines de milliards. Que des sommes de

cette importance puissent être dégagées autrement que par l'inflation, — sous la réserve capitale de la forme qu'il convient de lui donner, — c'est ce que l'on serait curieux d'entendre expliquer. Et il faut même ajouter qu'au tarif actuel de la course aux armements, une forte dose d'inflation est déjà inévitable. Plus loin, on rappellera que, dans le découvert des finances publiques, la part du déficit militaire, jusqu'à ces derniers mois, n'était nullement prépondérante. Ici, il suffit de noter que les emprunts à toutes fins du Trésor ont dépassé quarante milliards par an, pour chacun des plus récents exercices. Qu'on le cache ou qu'on le proclame, la certitude doctrinale est absolue qu'il en résulte une inflation continuelle, et la preuve, aussi bien, est dans les chiffres.

Quant à la seconde des propositions qui ont été avancées, elle est un corollaire de la première. Puisque l'inflation est inévitable, il est essentiel de la limiter d'abord et, ensuite, de réduire, voire de supprimer, ses conséquences destructives.

On voit ainsi que, dans un cas, la volonté doit plier sous la fatalité, tandis que, dans l'autre, cette même volonté a le champ libre. Ce sont donc les modes de cette action, à la fois possible et nécessaire, qu'il convient de définir.

* * *

S'il fallait résumer d'un seul trait la manœuvre, on dirait qu'il s'agit d'une sorte de contre-offensive, au rebours de l'inflation. Pratiquement, elle se développe sur deux plans, stratégique et tactique. On l'examinera successivement sur l'un et sur l'autre.

La stratégie est toute simple à déterminer, moins facile à exécuter. L'idée maîtresse, c'est celle de la réduction des charges de l'État, étant entendu, par hypothèse, que les crédits correspondants à la Défense nationale ne souffrent aucune diminution. C'est l'œuvre qui a été plusieurs fois tentée, non sans courage, mais qui n'a jamais été menée à bien.

Tant d'échecs de si coûteuse conséquence ont eu au moins un avantage. Les études préliminaires ont été poussées à fond. Les conclusions de la Commission des économies, en 1924, ne sont peut-être plus à jour. Les enquêtes très minutieuses de 1935 demeurent presque toutes valables.

Et la Commission de la Hache, qui a commencé ses travaux en décembre 1938, a réuni une documentation dont quelques fractions seulement sont connues. Pour des décisions capitales, tout est prêt.

Il n'est pas douteux que des économies massives ne peuvent provenir que de réformes très étendues, c'est-à-dire, en fait, d'une réforme de l'État. A cet égard, mieux vaut se prémunir contre des illusions trop répandues, et c'est un avertissement que l'on a pris la liberté d'avoir déjà fait entendre ici même (1). Au point où en sont venues les affaires internationales, on peut donc se demander si le temps, désormais, ne fera pas défaut. Cette interrogation est préoccupante. Ce serait un paradoxe qu'elle dispensât de prendre, en toute hâte, des mesures dont l'ensemble au moins, sans parler de leur signification morale, ne laisserait pas de dégager des profits appréciables.

Parmi les aménagements ainsi conçus, un très grand nombre sont calculés jusque dans leurs plus petits détails. Pour d'autres, c'est le principe qu'il est urgent de fixer, car, dans la pratique, de longs délais ne pourront pas être évités. Pour ne prendre qu'un seul cas, on constatera simplement que la politique du blé a faussé gravement le mécanisme de la production agraire et qu'il a ajouté des dépenses considérables aux charges du Trésor. S'obstiner dans une telle expérience, c'est le type des fautes qui ne sont plus permises. D'un point de vue supérieur, on remarquera que les réformes plus profondes, qui sont en suspens, sont toutes de simplification. De telle sorte que la crainte de la guerre, ou même sa conduite, ne saurait être un argument pour ne pas rompre, par exemple, le cadre anachronique du département et lui substituer la Région. Loin de fournir de faux prétextes à la routine, le grand danger où se trouve la patrie devrait être un stimulant, et offrir même le moyen de vaincre une trop longue inertie. Montesquieu ne disait-il pas, à peu près, que, pour bien se diriger, une République avait besoin de sentir l'aiguillon de la peur ? Si elle n'y obéissait pas, elle serait perdue.

Cela posé, en ce qui concerne les économies, la stratégie orientée contre l'inflation comporte une autre série d'opé-

(1) Cf. la *Revue* du 30 novembre 1938.

rations. Ce sont celles qui concernent la politique fiscale. On sait bien que l'espérance serait chimérique de prétendre diminuer, dans les circonstances présentes et, à plus forte raison, dans celles que l'on imagine, la charge des contributions nationales. On n'ignore pas davantage, comme on a pu le vérifier par l'expérience opposée de 1914, que le moins mauvais des impôts, c'est le plus ancien en date. Aussi convient-il plutôt de reconnaître la nécessité d'une conception pragmatique du système fiscal.

Une première remarque, qu'il est affligeant d'avoir à exprimer, c'est qu'en période de mobilisation ou de guerre les idées de révolution politique ou sociale, auxquelles les impôts modernes servent communément de support, ne sont plus acceptables. Toute entreprise de ce genre est contre-indiquée, et le moment de n'importe quelle expérience, justifiable ou non, serait fort mal choisi. Au contraire, il importe que la direction de la fiscalité se guide, à l'exclusion de toute doctrine, sur deux repères majeurs, à savoir : l'un, le rendement ; l'autre, l'utilité générale. Les deux réunis jalonnent l'alignement à suivre.

Un calcul primaire assigne une place prépondérante, dans la fiscalité de guerre, aux impôts directs, et, à la limite, à l'impôt sur le capital. Ce calcul se soutient aisément par des arguments qui frappent les esprits et qui flattent les peuples. Il n'est pas moins faux. Si difficile, si vain peut-être qu'il soit de s'élever contre un sophisme communément admis, c'est une tâche à remplir. En pratique, l'impôt direct rentre tard et mal. Il est payé, le plus souvent, par la dépréciation de la monnaie. C'est un leurre dont l'usage est fort coûteux. Du point de vue de la raison, le vrai problème financier du temps de guerre n'est pas de frapper la fortune acquise, — car elle ne se détruit déjà que trop vite, au souffle des événements, — elle est de la mobiliser, sous une forme qui la ménage, pour la reconstruction future.

Par opposition, l'impôt indirect, l'impôt de consommation, dont l'ancienne taxe sur le chiffre d'affaires offre un bon exemple, n'a pas seulement la supériorité d'offrir des rentrées automatiques et instantanées ; il s'articule, en outre, avec l'ensemble de la politique économique. Pendant la paix, c'est à bon droit que l'on se propose d'augmenter les

dépenses de consommation, encore que l'entreprise soit d'une désespérante absurdité, quand elle s'accompagne de restrictions à la production. En temps de guerre, l'objectif désigné est tout différent. La production doit être portée à son plus haut niveau, mais uniquement en fonction de la guerre elle-même. Toute consommation autre que celle de la guerre doit être réduite, coûte que coûte. De cette pression, si regrettable qu'en soit la nécessité, la taxation indirecte est le maître moyen. Dans le maniement de la législation fiscale, on ne méconnaîtrait pas sans graves inconvénients l'importance de cette constatation objective.

Tels sont les fondements de l'action à conduire contre l'inflation. Aucun artifice ne saurait en dispenser. Des économies massives, rapides, effectives, d'une part, une conception réaliste de la fiscalité, d'autre part, forment les bases irremplaçables d'une politique dont la guerre, à vrai dire, ne serait qu'une justification péremptoire, car la valeur n'en serait pas moindre en temps de paix. Mais cette entreprise dominante, que l'on a pris la liberté d'appeler stratégique, il faut la soutenir et la compléter par une tactique avisée. L'inflation sera d'autant moins nocive que son montant sera plus faible : c'est la proposition initiale qui vient d'être examinée. Quoi qu'il puisse être tenté, une certaine dose, probablement considérable, ne sera pas évitée ; il importe donc de lui donner les formes qui en atténueront le danger : c'est le second point à traiter.

De ce point de vue, il ne semble pas que personne conteste ce double fait que la pire forme de l'inflation, c'est la planche à billets, c'est l'émission simple de papier-monnaie, et que la meilleure ou la moins nuisible, c'est l'inflation de crédit. La première, grossière et aveuglante, est en outre du plus faible rendement. La seconde n'est certes pas sans inconvénients, mais elle est déguisée et perfectionnée. En somme, puisque la nécessité impose de recourir à ce poison, le choix reste de l'accommoder selon les recettes du moindre risque.

Dans le cas français, ces observations élémentaires signifient un avertissement de la plus haute gravité. Par une régression exceptionnelle, sinon unique parmi les États de

haute civilisation, la France, sous l'impulsion de législateurs mal avisés, évolue à rebours et revient, peu à peu, de la technique la plus perfectionnée du crédit aux pratiques les plus primitives. Tout le problème posé se ramène à remplacer l'inflation primaire, dans laquelle tend à s'enliser le système national, par une inflation savante. La nature du mal ne sera pas changée. Contre ses ravages, la science sera, dans toute la mesure possible, une garantie.

Peut-on tracer le schéma des opérations propres à rapprocher du but ainsi déterminé ? Une distinction s'impose tout de suite à l'esprit ; car la tactique nécessaire porte, à la fois, sur l'extérieur et sur l'intérieur.

Que des appuis extérieurs soient utiles à une politique financière de guerre, c'est ce qui saute aux yeux, c'est ce qui va sans dire. On a rappelé plus haut qu'à un certain moment du printemps de 1917, le sauvetage des finances anglaises et françaises avait été lié étroitement à l'aide que les États-Unis allaient leur consentir. C'est là un cas limite. Il serait contraire à toute prudence de se résigner d'avance à des risques si grands. En revanche, il reste parfaitement légitime de faire état, dans le calcul d'une entreprise commune à plusieurs Puissances, des ressources diverses qu'elles peuvent se partager. Un point très important est cependant de concevoir clairement quel doit être le but principal des crédits dont la France pourrait se ménager la disposition au dehors. Cet objectif essentiel, c'est de lui permettre le maintien de la stabilité du change.

On sait qu'en période de guerre l'équilibre de la balance des paiements est compromis ou ruiné par le renversement de la balance commerciale sous l'énormité des importations indispensables. Ces importations, sans doute conviendra-t-il de les réduire sévèrement, dans tous les cas où elles n'ont pas pour objet la Défense nationale. C'est ce qui a été essayé, d'une manière tardive et timide, vers la fin de la Grande Guerre. Demain, ce serait par là qu'il faudrait commencer, et la manœuvre ici indiquée se rattache à la politique fiscale dont l'esquisse a été tracée plus haut. En toute hypothèse, les importations inévitables seront colossales, et le déficit de la balance des paiements sera, si l'on peut ainsi parler, formidable.

La difficulté ne serait certainement pas de jeter dans une

bataille décisive le stock d'or, préservé à cette fin par la Banque de France ; le vrai problème serait de n'avoir pas à tirer doublement sur ces réserves, ou au contraire de ne pas se trouver dans le cas d'avoir à sacrifier la tenue de la monnaie à ces paiements indispensables.

Ce problème, la France ne saurait se flatter de le résoudre par ses seuls moyens. Sans doute, le concours de la Grande-Bretagne n'y suffirait-il même pas. Abstraction faite des opérations militaires, le contrôle en commun des changes est, au fond, l'expression même d'une association de Puissances engagées dans une guerre unique. Si la manœuvre était manquée, il ne serait pas exagéré de prétendre que la coalition serait ruinée par le dedans.

Pourquoi une importance vitale est-elle attribuée à la tenue du change ? C'est que tout l'édifice du crédit repose sur lui. Pour remplir son rôle, il faudra que cet édifice soit énorme. Si ses bases étaient mal assurées, l'effondrement ne serait pas long. Par là, on arrive à la tactique intérieure de la lutte contre l'inflation en général et, spécialement, contre l'inflation du type primaire, la plus pernicieuse. A cet égard, l'expérience de la Grande Guerre est très bonne, et il suffirait par exception d'en suivre les enseignements, à condition de les interpréter sans faute.

La méthode, qui est devenue classique, consiste à résorber les sommes payées par l'État au moyen d'émissions simultanées de Bons du trésor de circulation facile, c'est-à-dire de faible montant, au besoin, et de courte échéance. A intervalles plus ou moins éloignés, la dette flottante ainsi constituée est consolidée par des emprunts à long terme. Et ainsi de suite. C'est, en définitive, l'application pure et simple de la loi du circuit monétaire. Le mécanisme en est parfaitement connu. On ose espérer que cette connaissance maintenant approfondie en permette le maniement avisé, et qu'elle fasse disparaître, accessoirement, cette espèce de phobie dont la Dette flottante reste souvent l'objet. Pratiquement, ce moyen de crédit est le seul qui soit utilisable dans les circonstances de grande sécurité. Combiné avec des consolidations périodiques, il a couvert en majeure partie les dépenses de la guerre et même celles de la reconstruction des régions libérées. De telle sorte que, si cette admirable technique n'a pas pu éviter

la crise des années 1924-1926, ce n'est pas par quelque vice interne, c'est d'abord par l'abus et ensuite par les fautes lourdes commises, à la fin, dans son emploi.

Dans les craintes dont il vient d'être fait mention, on ajoutera cependant qu'une part est motivée. Précipitant depuis sept ou huit ans une évolution d'origine plus ancienne, le législateur français, obsédé par la chasse à la fraude, a grandement diminué, non la solidité, mais la puissance du système bancaire national. Par un contresens où il s'est entêté avec constance, il a vidé en partie le réseau du crédit au profit d'une thésaurisation dont la pratique stérile s'oubliait peu à peu. Or, il ne faut pas se lasser de répéter que le choix des finances de guerre est entre l'inflation pure et l'inflation de crédit. Celle-ci sera d'autant plus difficile à réussir que les instruments du crédit, c'est-à-dire la masse des dépôts bancaires, demeureront plus faibles. Pour la démonstration, s'il en était besoin, on renverrait à l'ouvrage classique de M. Émile Mireaux sur *les Miracles du crédit.*

A présent, la dégradation du système français est telle que les quatre plus grands établissements bancaires de Paris réunissent, tous ensemble, le tiers à peu près des dépôts d'une seule des premières banques britanniques. Restaurer le système bancaire, en rameutant vers lui les fonds d'une thésaurisation désastreuse, c'est la tâche la plus urgente à remplir, par définition, pour la consolidation du crédit, et, peut-être, la plus importante. Malheureusement, c'est aussi une des plus difficiles. Pour y aider, on ne craindra pas d'affirmer que si les Français, menés à contre-sens, revenaient aux pratiques financières des peuples arriérés, ils en auraient aussi le niveau de vie et, dans la mesure où l'armée moderne dépend de l'industrie, leurs forces, qui ne sont déjà plus dans le nombre, seraient diminuées.

Ce redressement, cette réfection des pièces maîtresses du crédit, comment la mener à bien ?

C'est une question qui ne concerne pas particulièrement les finances de guerre et dont il suffira, par conséquent, d'esquisser très brièvement les solutions d'urgence. Les unes sont purement pratiques et, pour ainsi dire, terre à terre. L'usage des moyens perfectionnés du crédit gagnerait beaucoup, si l'État prêchait lui-même d'exemple. C'est ainsi qu'il lui a été

suggéré de régler systématiquement par chèques tous ceux de ses paiements qui seraient supérieurs à un minimum peu élevé ; et cette mesure est partiellement en application. Selon la même inspiration, le Trésor aurait sans doute avantage à n'accepter aucun règlement en billets au delà du même chiffre.

Si médiocres que fussent ces expédients aux yeux de la raison, on est fondé à penser que leur efficacité ne serait pas négligeable. Pour leur donner toute la portée nécessaire, des réformes plus amples sont néanmoins inévitables. Quand le législateur en est arrivé à supprimer le secret des opérations bancaires, alors que le secret des correspondances ou l'inviolabilité du domicile étaient tenus pour intangibles, il a commis une erreur flagrante. Le bon sens voudrait que ce secret fût rétabli, sous les mêmes réserves et dans les mêmes conditions que les autres.

* * *

Tels sont, semble-t-il, les principes dominants qui définissent les disciplines indispensables à des finances de guerre et fort utiles, en toute hypothèse, à des finances qui, sous le règne fragile de la paix, ont le même objectif.

On ne revendique pour aucun d'eux le mérite de l'originalité et l'on ne s'excuse nullement de les avoir, au contraire, rapportés à la doctrine classique, à des expériences éprouvées, au bon sens. C'est que la guerre est moins propice que toute autre période aux tentatives hasardeuses des thaumaturges financiers. Au surplus, la maîtresse loi des finances, c'est la simple arithmétique. Jusqu'au jour où elle aura été réformée, le plus sûr et le plus sage sera de se plier à ses règles.

Après cela, il ne serait pas impossible que ces diverses cautions ne parussent à beaucoup incommodes, ou tout à fait importunes. Parmi les propositions avancées, on n'ignore pas que plusieurs ne se raccordent pas aux canons de la politique et que d'autres y sont entièrement opposées. Sera-t-il permis de répliquer : c'est tant pis pour la politique ?

F.-F. LEGUEU.

LA VAGUE QUI PASSE

PREMIÈRE PARTIE

I

Henry Cope, le jour de son vingt-sixième anniversaire, se regardait dans la glace. Il se demandait s'il devait se marier. Une femme voudrait-elle de lui ? Et pourquoi pas ?...

L'image qu'il considérait dans le miroir offrait une certaine beauté : un visage long, un front étroit, des yeux verdâtres et une bouche remarquable. Une femme qui aurait du cran saurait répondre au défi de cette bouche remarquable : « Épousez-moi ! Allons ! Mon front est étroit ? Acceptez le risque. Son étroitesse est une menace ? De quoi donc ? d'avarice, de puritanisme, de pédantisme littéraire ? Mais ma bouche, elle, n'a rien de puritain. Veux-tu courir ta chance, toi, l'être que je pourrais épouser ? Où te trouves-tu ? Seras-tu belle quand tu présideras ma table ? Sauras-tu me charmer quand nous serons seuls, mais respecter la bienséance dans le monde, ne pas te permettre de familiarités avec mes amis... te soumettre à toutes mes volontés sans jamais m'assommer ?... Oui ! mais tu n'existes pas, et je serai lié à une femme sotte, débordante d'énergie. Elle insistera, et je suis trop paresseux pour résister. Dommage que les femmes soient rarement paresseuses. A la fin d'une année, je n'aurai plus de goût pour celle que j'aurai épousée. Je le sais bien. Mais je voudrais que le commencement fût

agréable. Savoir au moins ce que c'est qu'aimer ! Si seulement j'étais sûr de ne pas me marier jusqu'à ce que je sois amoureux !... »

Ainsi défilaient les pensées d'Henry Cope pendant qu'il regardait l'image formée derrière les taches argentées du miroir. Alors, parce que les yeux verdâtres et la bouche remarquable se moquaient de lui, il se retourna brusquement vers la fenêtre dont les deux battants étaient ouverts sur la rampe du balcon : au-dessous, la plage ; au loin, la mer ; à gauche, la montée de la Promenade...

Henry Cope avait été élevé par ses oncles, deux vieux garçons très bourgeois, et bien qu'il eût été dans une grande école de Londres, il restait imprégné de l'atmosphère avunculaire. Il était le véritable sosie en miniature de ses tuteurs : d'ordinaire pointilleux, détaché, studieux, il avait, par moments, comme tous les solitaires, besoin d'amitié chaleureuse. Mais il ne pouvait aisément rendre les invitations de ses camarades de collège : aussi n'avait-il jamais eu d'amis intimes.

Quand, tout au début du XIXe siècle, il se trouva riche, jeune, sans responsabilités, il se sentit complètement dépaysé. Lui, jusqu'ici toujours à court d'argent, pouvait maintenant dépenser largement. Ses démarches lui avaient toujours été dictées : aujourd'hui, c'était à lui d'imposer ses volontés. Il s'était toujours couché à dix heures du soir ; maintenant, il pouvait se coucher à dix heures du matin, s'il le voulait.

— La liberté et cinq mille livres de rentes ! Tout m'est possible ! s'écria le jeune Henry Cope, de la firme Henry Cope, Green & Cope, fabricants de tuiles.

A la vérité, il avait étonnamment peu profité de cette liberté. Trop perspicace pour être prodigue, il s'était borné à dilapider une bonne moitié de ses capitaux. Il avait éclaboussé la société londonienne, il s'était enrichi d'une bibliothèque et il était devenu assez connaisseur en matière de meubles, de vins et de vieilles estampes. Il avait aussi écrit, sans les publier, des vers. Il pouvait appeler par leurs surnoms au moins douze pairs du royaume, et plaisanter une duchesse. Il avait perdu ses illusions, n'avait aucune profession, pas d'amis, pas de foyer, et possédait des rentes dont le pouvoir d'achat avait étonnamment diminué depuis que son goût s'était raffiné et qu'il s'était habitué au luxe.

Un beau jour de printemps, les factures qui s'étaient accumulées l'obligèrent à un inventaire. Il lui fallait quitter Londres et il lui fallait se marier. Car la vie de Londres était trop coûteuse et ailleurs son existence trop solitaire ne pouvait être supportable.

Henry, dans son élégant cabriolet, s'en alla donc à Brighton et se choisit une belle demeure sur l'Esplanade. Brighton était un petit Londres, plus frivole, mais, tout compte fait, moins coûteux.

Le Prince régent s'occupait sans relâche de la construction d'un pavillon ; quand il s'installait à Brighton, tous les grands personnages de Londres l'y suivaient. Ces grands vous saluaient avec familiarité, parfois même vous invitaient à leurs fêtes. Vous aviez entrée au pavillon et vous pouviez espérer rencontrer des cousins lointains qui, grâce à de brillantes alliances, faisaient maintenant partie du « beau monde ». Quand le Prince résidait à Brighton, vous y faisiez plus d'effet qu'à Londres ; quand il s'en allait avec sa suite éblouissante, vous restiez maître du lieu. Vous étiez alors une personnalité en vue. Pas le roi des dandys, certes, mais tout de même quelqu'un capable de continuer les traditions, de suivre la mode, et même d'y ajouter quelques notes personnelles : ce goût pour le vert, par exemple, cette redingote verte comme la mer, tellement en harmonie avec le décor. Le Prince étant parti, les femmes se plaisaient à vous regarder deux fois, à admirer cet œil vif, ce sourire à la Werther. Serait-ce le moment de se marier ?

Henry, debout devant sa fenêtre, regardait l'orage qui venait de la Normandie et questionnait son âme. « Faites que j'aime. » Brusquement il s'aperçut que la chambre était envahie d'un froid surnaturel et que les fenêtres battaient. Il s'avança pour les assurer par des crochets, mais le spectacle qui se déroulait sous ses yeux arrêta son geste. Le sein de la mer se soulevait, le ciel avait comme un visage meurtri. Le vent faisait courber l'herbe et voler les cailloux. Henry Cope regardait, tout vibrant d'émotion. Avec un rire et un frisson, car l'air de juillet était glacé comme l'eau au fond d'un puits, il s'arracha au spectacle de la tempête et s'occupa du crochet de la fenêtre coincé dans son anneau par la force du vent.

Alors, à travers la grille du balcon, il aperçut une femme Enveloppée par le vent tourbillonnant, aussi impuissante à en repousser l'étreinte qu'une algue de mer, étranglée par ses voilettes, elle se débattait sur l'Esplanade inférieure. Elle était belle. Il la connaissait et il avait dansé avec elle. C'était lady Molly Jessel.

* * *

Henry s'élança jusqu'à la rampe du balcon ; sa première pensée fut de lui crier qu'il venait la sauver ; il la voyait seule, impuissante, et sa nature romanesque répondait à un appel. Mais la discipline inculquée par les oncles bourgeois arrêta cette impulsion. Il pensait qu'il faudrait la ramener chez elle, être poli, subir des remerciements et des invitations. Il savait qu'on avait organisé une saison à Londres pour marier lady Molly, mais aussi que, pour on ne sait quelle raison, elle n'avait pas trouvé de mari et qu'elle était à présent la demoiselle de compagnie d'une vieille tante assommante qui habitait Brighton. Elle ne comptait plus ; elle était simplement une des filles d'une nombreuse famille sans fortune. Cependant son titre de noblesse et la beauté qu'on était forcé de lui reconnaître en faisaient un parti désirable. Mais Henry avait ses idées à lui. Et puis elle l'avait accueilli avec une franchise qui l'avait effaré ; elle n'avait rien des femmes à la mode qu'il admirait. Elle était aussi grande que lui et robuste. Il fallait la voir, aussi intrépide qu'un jeune arbre, se défendre contre le vent qui l'empêchait d'avancer. « Une femme ne doit pas être intrépide », pensait-il, irrité. Elle avait beau être ravissante, il prenait plaisir à la comparer à une pêche « à point » qui tombe de l'espalier et se meurtrit. Il était facile de meurtrir cette fille stupide. Une fois, en dansant, ne lui avait-il pas pris le bras pour l'empêcher de trébucher, et une empreinte pourprée avait marbré le blanc de sa chair. Il était encore plus facile de meurtrir son esprit. Ils s'étaient rencontrés quatre fois, au concert, dans un bal, et deux fois chez la tante, mais chaque fois il avait réussi à lui faire mal. Pourquoi ? Parce qu'elle était inintelligente et trop désireuse de se rendre agréable à ses yeux.

Cependant, Henry Cope, en train d'observer sa lutte

contre le vent, soupira. Y avait-il au monde une peau plus éclatante, des yeux plus beaux, des cheveux plus blonds ? Bien mise, elle ferait sensation, même à Londres. Il savait exactement comment il faudrait la parer. Mais elle lui coûterait trop cher. D'ailleurs, n'était-il pas à craindre qu'en prenant de l'âge, Molly n'en vînt à ressembler à sa vieille tante ? Elle touchait ses sens, non son cœur. Quand il pensait à Molly Jessel, il éprouvait de l'agacement.

Arrivé à ce point de ses méditations, il fut étonné de ne plus se trouver sur son balcon, mais en train de dégringoler l'élégant escalier à toute vitesse et de se diriger vers la porte d'entrée. Au moment où il voulut la franchir, une vitre tomba du vasistas. Elle fut suivie d'un coup de vent qui, avec la force d'une bombe, frôla sa joue et siffla à ses oreilles. Avec précaution il lâcha le loquet de la porte et celle-ci s'ouvrit comme si une foule dense eût voulu l'enfoncer du dehors. Avant qu'il pût la refermer, une rafale de vent envahit l'escalier, cinglant les tableaux et arrachant de leurs tringles les rideaux du palier. Il referma difficilement la porte derrière lui et courut le long de l'Esplanade, vers l'établissement de bains et... Molly Jessel. Il lui cria d'une voix rauque :

— Mademoiselle, par ici, je vous en supplie ! Lady Molly, ici vous serez à l'abri...

Mais le vent emportait ses paroles ; elle ne l'entendait pas. Elle ne le voyait pas, non plus, car elle avait été projetée contre un pilier de la jetée. Elle s'y cramponnait, tête basse, se résignant à être flagellée par les vagues chargées de cailloux qui bondissaient par-dessus la digue.

Sans hésiter, Henry se précipita contre le vent ; il luttait pour rejoindre lady Molly. La marée montait et le pilier auquel elle se cramponnait, taillé en biseau, était difficile à tenir. Le vent s'attaquait à ses doigts, ses poignets, ses pieds, s'efforçant, avec une malveillance astucieuse, à lui faire lâcher prise. « Il se pourrait bien, pensait Henry, qu'en voulant la sauver, je sois simplement entraîné dans sa chute », car il avait peine à garder son équilibre. Il aperçut alors un anneau incrusté dans le ciment, au pied du pilier d'où pendait une corde. Arrivé près de la jeune fille, il introduisit son pied dans cet anneau et jeta ses deux bras autour de la jeune

fille, la saisissant de force, car, étouffée par le vent, elle se débattait comme une femme qui se noie. Ses voiles flottaient autour de sa tête et menaçaient de l'aveugler. Quand elle se sentit agrippée, elle finit par se calmer et se laissa tomber dans les bras du jeune homme.

Enlacés, réunissant leurs efforts, se soutenant l'un l'autre, ils purent résister au vent et gagnèrent le trottoir qu'ils franchirent, malgré l'eau dépitée de ne pouvoir les engloutir.

Elle reprit haleine :

— Je pensais me noyer !

— Vous noyer ! Impossible. Le vent est plus fort que la mer et l'éloigne, mais il aurait pu vous renverser et vous vous seriez fracassé le crâne.

Les cheveux de Molly fouettaient sa joue et il respirait une odeur de sel et de trèfle.

— Appuyez-vous plus fort contre moi, lady Molly. Laissez-vous aller complètement ; ce sera plus facile pour nous deux.

Il dut s'avouer qu'elle était raisonnable et sensible à la fois, car elle obéit immédiatement et s'abandonna dans ses bras. Il vit son visage lumineux, rose, mouillé d'écume, et se rendit compte qu'elle était moins émue que lui. Elle souriait même.

— Quelle aventure ! Quel vent ! Et mon livre ? Le vent l'a emporté. Que faire à présent, monsieur Cope ?

— Je vais vous conduire chez moi. Avançons au même rythme et de biais. Appuyez-vous sur moi. Je vous tiens.

Elle comprit. Tout en s'appuyant, elle avançait en cadence, d'un pas si léger qu'ils paraissaient danser. Une accalmie de trois secondes leur permit de traverser la rue. Péniblement, ils arrivèrent sains et saufs à la maison. Mais quand ils eurent refermé la porte derrière eux, le vent recommença son assaut diabolique. D'autres vitres tombèrent du vasistas, une petite table fut brisée.

Henry la fit entrer dans la salle à manger et referma la porte. Épuisée, échevelée, mais les yeux brillants, elle tomba sur un fauteuil près de la cheminée et dit encore :

— Quelle aventure ! Le vent m'a saisie et fait tourner comme une toupie. J'étais presque évanouie. Mais, sotte que je suis ! J'aurais dû déjà vous remercier de m'avoir sauvé la vie.

— Je ne m'attendais pas à des remerciements. Qu'est-ce qu'il vous a pris de sortir par un temps pareil ?

— J'étais obligée d'aller chez Donaldson. Je devais changer un livre pour ma tante. L'employé tenait le volume tout prêt ; j'avais donc une demi-heure à moi pour faire ce qui me plairait. Je voulais voir les rochers balayés par la mer.

— Quel était le livre ? demanda-t-il instinctivement en jetant un coup d'œil sur les rayons de sa bibliothèque.

— Oh ! un livre quelconque.

— Et vous, vous ne lisez pas ?

— Moi ? Oh ! si ! Mais j'ai rarement le temps. On a besoin de moi toute la journée. On doit même me chercher en ce moment.

Elle s'agita, inquiète :

— Comment puis-je rentrer, monsieur Cope ? Ma tante ne sera pas contente si je m'attarde, et...

— Lady Molly, impossible de sortir par cette tempête. Mon devoir...

Son désarroi l'amusa ; il continua :

— Le vent n'a pas atteint son maximum. Il ne se calmera pas de si tôt.

— Mais je ne peux pas rester ici pendant des heures ? Je veux dire... Je suis trempée... et puis...

— Trempée ? C'est vrai. Vous êtes en train d'inonder mon fauteuil !

Elle se leva brusquement.

— Oh ! oh !... je suis navrée...

— Et maintenant, c'est le tour du tapis ! Il faut que vous vous séchiez immédiatement.

Il prit le briquet qui se trouvait sur le guéridon près de la fenêtre.

— Je vais allumer du feu.

— Du feu !... du feu au mois de juillet ?

— Chère lady Molly, vous risquez une crise de rhumatisme aiguë. — Il était à genoux devant l'âtre. — Vos articulations deviendraient raides, votre dos serait voûté, vos doigts recourbés comme des pattes de crabe. Vous ressembleriez à la vieille qui vend des palourdes sur la plage. C'est ce qui est arrivé à ma nourrice, quand j'étais enfant. La pauvre ne pouvait plus étendre les jambes ; elles étaient

nouées. Mes oncles ont fait agrandir pour elle ma voiture d'enfant, et c'était moi qui la promenais. Je lui faisais descendre les côtes à toute allure pour la faire crier. Elle est morte, à présent ; mes oncles aussi... Quel galimatias !... Tout ceci est pour vous prouver qu'il ne faut pas être victime de rhumatismes, même si un feu au mois de juillet est une chose insolite.

Pendant qu'il bavardait, il démolissait le bel échafaudage du foyer transformé par son intendante en véritable corne d'abondance ; il y avait là d'épaisses couches de mousse, des branches de laurier, des têtes de pavots et d'immortelles, des joncs, des feuilles argentées de monnaie du pape, des feuilles de hêtre repassées et du houx blanc, le tout parsemé de roses en papier épinglées sur des panaches de fenouil.

Sans pitié, les mains de Mr Cope dispersaient le bel agencement. Il sentait peser sur lui le regard de Molly.

— Mais vous abîmez tout !

— Tant pis ! Nous aurons un beau feu de joie.

— Mais que dira votre intendante ?

Il rit, fit jaillir une étincelle du briquet. Quand l'amadou fut incandescent, il se retourna vers elle.

— Peut-être voulez-vous l'allumer vous-même ?

Elle secoua la tête, mais elle se rapprocha, et, debout, son bras rond posé sur la cheminée, elle le regarda avec sérénité.

— Monsieur Cope, vous n'êtes qu'un grand bébé. Ces branchages, ces fleurs si faciles à détruire, il a fallu des mois pour les rassembler et pour les préparer. On les a séchées, vous comprenez, et vernies. Et les têtes de pavots aussi. J'en ai fait moi-même. Parer une cheminée pour l'été, c'est un art.

— Regardez-les brûler !

Il enfonça son brandon dans le centre d'une rose. Il y eut un craquement, une bouffée de fumée, et une brindille s'embrasa. Une flamme longue et mince fusa dans l'air libre de la cheminée et brusquement tout le bouquet flamba ; le feu rugit dans la cheminée.

Henry s'assit sur ses talons, regarda son invitée et remarqua avec plaisir qu'à la lueur du feu son teint couleur de pêche avait pris un ton abricot. Qu'elle était belle ! Il ne lui vint pas à l'idée que le feu avait doré son propre visage et que la jeune fille, qui paraissait si calme, pensait aussi et

avec émotion : « Qu'il est beau ! » Sa mauvaise humeur avait disparu devant cette beauté toute neuve, et il dit :

— N'est-ce pas merveilleux ? Une minute comme celle-ci ne vaut-elle pas un mois de travail pour édifier tout ce feuillage ? J'ai horreur des choses mortes...

Et il tendit sa main à la flamme, ce qui fit dire rapidement à la jeune fille :

— Vous avez froid, vous aussi ?

— Non, mais un feu... — Il lui sourit. — On ne peut pas s'empêcher d'approcher sa main du feu.

Tout en parlant, il alla vers le buffet qui renfermait d'anciennes carafes de cristal vert ; il versa du vin de Madère et le lui apporta.

Déjà s'élevait une vapeur qui fleurait le trèfle et les cheveux mouillés. Ce parfum, mêlé à la fumée des herbes qui brûlaient, le grisait un peu. Il devint plus pressant et, quand elle refusa le verre qu'il lui tendait avec insistance, il se fâcha.

— Mais oui, il faut le boire, que vous le vouliez ou non ; vous avez eu peur et vous êtes mouillée ; cela vous fera du bien. Mais, naturellement vous l'aimerez... Regardez cette couleur de giroflée... Pourquoi dites-vous toujours non à tout ? Non pour mon feu, non pour le madère des oncles... Aurais-je dû vous laisser cramponnée à votre pilier ?

Alors elle prit le verre et but, puis, toujours silencieuse, elle tendit son pied à la flamme. Il continuait :

— Vous devriez enlever vos souliers.

Mal à l'aise, elle changea de position.

— Ils sèchent fort bien. Vous êtes trop gentil pour moi, monsieur Cope. Est-ce que le vent s'apaise ? Pourrai-je m'en aller bientôt ?

— Je crains que non.

— Mais il faut que je parte. Je ne peux pas rester ici. Vos domestiques...

— Mes domestiques ? Qu'ont-ils à voir là ?

Il saisit sa pensée, et ce fut à son tour d'être gêné.

— Oh ! je comprends : ils jaseront. Mon valet de chambre et la fille de cuisine de votre tante ? Peut-être, s'ils savaient que vous êtes ici... mais ils sont à la foire, vous le savez bien. Tout Brighton est à la foire aujourd'hui. Vous ne risquez rien.

Je vous ramènerai chez votre tante dès qu'il y aura une accalmie. Et il faudra dire à votre tante que vous vous êtes réfugiée sous mon porche.

Elle parut rassurée :

— Oui, j'y pensais... Je dirai « Je me suis réfugié sous son porche au moins une heure... »

— Oui, puis je me suis aperçu de votre présence et je vous ai priée d'entrer ; cette idée vous a, naturellement, choquée ; alors, vous êtes restée debout, toute frissonnante, sous mon porche, jusqu'à ce que je vous aie apporté une chaise. Comme ça, ça pourra aller, n'est-ce pas ?

— Oui, dit-elle, peu convaincue. Il le faut.

— Tournez-vous, lady Molly. Votre robe est tout à fait sèche d'un côté. Et, sérieusement, n'ayez pas l'air si inquiète. Bravez la tante.

Elle rougit et essaya d'un air réprobateur. Mais il la dompta.

— Chère lady Molly, vous m'avez fait comprendre qu'elle vous terrorise et que c'est un dragon. Mais oui, c'est par vous que je le sais... Comment l'aurais-je su autrement ? Je n'ai jamais eu de tante, moi... Mais, croyez-moi, elle verra bien que vous avez suivi les conseils de la prudence en venant ici, même si quelqu'un devait le savoir, et personne ne le saura. Alors, voulez-vous cesser de froncer les sourcils et me permettre de vous distraire de mon mieux ?

Puis, voyant qu'elle hésitait toujours :

— Voulez-vous que je monte là-haut, dans mon salon, que je vous laisse ? Vous sentiriez-vous mieux à l'aise ?

La figure de lady Molly, qui s'était éclairée pendant son discours, trahissait à présent un nouvel effroi bien plus séduisant, et qui l'amusait. Elle ne voulait pas qu'il s'en allât et elle était suffisamment naïve pour le lui dire.

— Je vous en prie ! Vous me donnez l'impression que je suis une prude. Non. C'est simplement qu'il y a des choses qu'on ne doit pas faire. Si on me voyait ici...

Elle sentait la nécessité de s'expliquer. Pour qu'il comprît sa personnalité, son destin, il fallait surmonter ce qui l'entravait : les conventions, sa timidité, son manque de repartie.

— Je vous ai dit : je ne lis pas, je ne vais pas au théâtre. Je ne vais nulle part.

Ses lèvres tremblaient. Pendant un instant il se demanda si, dans son passé, il n'y avait pas quelque aventure. Sa famille avait peut-être découvert une fugue de pensionnaire ! qui sait ? un faux-pas avec le maître de danse... Immédiatement il se ravisa. Elle était simple, et Dieu sait que la simplicité l'ennuyait ; mais pure, intacte, c'était l'évidence même. Elle était cependant à cueillir. Si on l'embrassait, elle vous rendrait votre baiser. Et où donc achetait-elle son parfum ? Pas chez un parfumeur de la ville. Ce serait absurde de l'appeler : belle ; son nez était trop petit et ses pommettes trop haut placées, mais le rose de ses joues rehaussait le bleu de ses yeux, légèrement cernés d'ombre violette, bien enchâssés dans leurs orbites. Quelle malchance cependant d'avoir des cheveux blanc de lin ! Ce blond argenté, trop froid, d'un ton neutre impeccable, ne plairait jamais. Non, elle n'avait pas de chance et elle paraissait le savoir.

— Vous comprenez : j'ai été dans le monde pendant si peu de temps... trop peu pour apprendre. Mais, même à ce moment-là, je faisais des choses malencontreuses, tout comme maintenant. La vieille dame qui devait me chaperonner était toujours malade, et je sortais avec des amis qui ne m'aidaient pas. Monsieur Cope, je ne savais jamais comment poser ma voix ; c'est terrible d'entendre sa voix qui résonne pendant un silence et toujours quand on dit ce qu'on ne doit pas dire. Une fois j'ai oublié de faire ma révérence au Prince ! Je crois que mon destin est d'être maladroite. Je me conduis toujours avec ce qu'on appelle inconvenance.

— On, qui est-ce on ?

— Oh ! toute ma famille.

Elle s'était laissée tomber dans la chauffeuse à côté du feu ; c'était Henry à présent qui restait debout, appuyé à la cheminée.

Pendant qu'ils parlaient, l'orage avait redoublé de violence. Il n'y avait ni tonnerre, ni éclairs, cependant la masse de l'Océan emprisonnée par le brise-lame grondait et mugissait. L'eau voulait opposer son poids liquide aux barrières de pierre et les franchir. Lutte désespérée entre le liquide et le solide, entre le mouvement et la stabilité : une véritable bataille. Ils entendaient, au-dessus du rugissement de la mer vaincue, l'insistance turbulente du vent.

Dans cette pièce, parmi toutes ces frivolités aimables, Molly Jessel avait l'air d'une statue grecque égarée, trimballée à travers toute l'Europe et qu'on aurait enfin déposée sur une plate-bande.

La maison ébranlée par le vent se mit à trembler. Immédiatement la plate-bande s'agita. Les glands de soie se mirent à tournoyer, les ornements à danser, les lustres à cliqueter. Seule Molly Jessel, solennelle, restait immobile, assise les mains sur les genoux.

— Vous n'avez jamais entendu parler de la Grande Tempête de 1703 ? demanda-t-il. Un de mes parents payait pour qu'on prononçât un sermon tous les ans dans la chapelle de Wild Street. Oui, depuis exactement cent ans, chaque vingt-septième jour du mois de novembre on a prononcé ce sermon. Nous, c'est-à-dire ma famille, a fait fortune grâce à cette tempête ; alors mes oncles assistaient toujours à la cérémonie.

— Vous avez donc une famille ?

Sa voix exprimait un immense soulagement.

— Oui. Dites-le à votre tante...

— Monsieur Cope ?

— Mademoiselle ?

Devant son regard brillant et dur elle baissa les yeux.

— Pourquoi me parlez-vous si brusquement ? Vous me donnez l'impression que j'ai été impolie avec vous.

— Non, vraiment ? Oh ! excusez-moi. Je suis tout ému aujourd'hui ; j'oublie l'étiquette ; c'est la faute de l'orage.

Il continua avec un sourire plein d'éclat :

— Aimez-vous les orages comme je les aime ? Vous sentez-vous toute exaltée? Moi, j'ai l'impression d'être un roi.

— Moi, j'ai l'impression d'être un paquet de chiffons...

— Ah çà ! c'est la faute de toutes vos fanfreluches ; mais je vous plains de ne pas avoir les mêmes sensations.

— Quelles sensations ?

— D'être ensorcelé. — Nerveux, il traversa la chambre, se dirigeant vers la fenêtre. — C'est dans l'air. Les tempêtes et les sortilèges se tiennent. Ce n'est pas seulement votre épiderme qui frémit, votre cerveau vibre, lui aussi. L'homme devient un loup qui hurle avec le vent. Écoutez-le donc.

Pendant qu'il parlait, il tira le rideau bruyamment et regarda dehors avec intensité, comme s'il voulait à jamais

garder l'image de ce ciel orageux. Mais Molly Jessel ne se souciait pas du ciel. Elle le regardait, lui, car pour elle, l'univers tout entier se composait d'êtres humains. Si elle n'avait de toute sa vie remarqué un coucher de soleil, elle n'avait jamais oublié un sourire. Elle s'intéressait passionnément à ses interlocuteurs ; elle n'arrivait à la compréhension de leurs sentiments que par la vue. Elle s'attachait à leurs mouvements, leur silhouette, leur expression, plutôt qu'à leurs paroles. Une phrase cruelle la touchait à peine ; un regard cruel la blessait à mort. On appréciait chez elle sa faculté d'écouter ; elle n'était jamais distraite, mais elle écoutait seulement avec ses yeux. Elle se souvenait donc rarement d'une conversation avec précision, mais l'image qu'elle emportait d'une rencontre gardait son modelé et ses contours à tout jamais.

Ainsi son image d'Henry Cope, après cette heure brève, resterait exacte dans chaque détail. La nuit dans sa chambre elle pourrait l'évoquer. Cette image lui parlerait, lui sourirait; elle le verrait se mouvoir avec cérémonie, s'asseoir, prendre une tasse de thé. A chaque nouvelle rencontre, elle le récréerait : Henry Cope était vêtu d'une redingote nouvelle et son état d'âme n'était plus le même. Elle traînait à ses trousses toute une légion de ces Henry Cope. En ce moment elle le fixait dans son souvenir, comme moulé en bronze, car le mouvement perpétuel du ciel blême qui lui servait de fond effaçait toute expression et donnait à son profil un aspect métallique. La voix qui émanait de cette figure rigide n'avait plus de personnalité, mais gagnait en puissance : la puissance de l'acteur grec qui parle à travers un masque.

— Ces sermons ! reprenait-il en enchaînant. J'en ai entendu dix. La première fois, j'avais sept ans; la chapelle était glacée. Les rares assistants étaient à moitié endormis. Mais quand le prédicateur annonça le texte, nous nous sommes tous réveillés. Le texte de ce sermon était : « La terre trébuchera comme un ivrogne et sera balayée comme une cabane. » Au beau milieu du sermon, le vieux docteur Stennet perdit sa perruque ; personne ne sourit. Cette tête toute blanche et farouche lui donnait l'aspect d'un prophète ou plutôt d'un boucanier pour qui la tempête n'aurait point de secret. Pensez donc, une tempête déchaînée pendant trois jours

et trois nuits. Elle souffla sur toute l'Angleterre et fit trois cents victimes... Écoutez notre vent à nous, lady Molly, et rappelez-vous. Il nous a presque enlevés tous les deux. En 1703, l'ouragan emporta le toit d'une église. Et le phare d'Eddystone fut jeté à terre comme un sac de charbon. Oh! je connais tout ça par cœur. Huit mille personnes périrent en mer avec seize vaisseaux de guerre, trois cents navires, cinq cents péniches. Oui ! et un évêque fut tué dans son palais. Ce fut le coup de grâce pour la pauvre reine Anne : « La preuve de la colère divine, disait-elle ; une calamité qui réclame à grands cris notre humiliation solennelle et celle de notre peuple. » Elle ordonna un jeûne public et tous l'observèrent.

Tout à coup il eut un petit gloussement de rire.

— Pour certains cependant, ce fut un jour d'action de grâces. Pour les Cope, cela ne fait pas de doute. Vous comprenez, lady Molly, mon arrière-arrière-grand-père Vert était un fabricant de tuiles très pieux. Il avait entendu Bunyan (1) à Bedford prêcher en blouse de charretier, et ne l'oublia jamais. Il avait une fille, Sally, un véritable petit souillon que votre tante n'aurait pas toléré dans sa cuisine. Quatorze êtres humains habitaient le sous-sol du vieux Vert au fond d'une ruelle. Pauvre Sally ! elle ne sentait pas le trèfle, elle ! A propos, j'aimerais que vous me disiez où vous achetez votre parfum.

— C'est du trèfle sauvage que je cueille dans les champs. Je le fais sécher et j'en fais des petits sachets. On ne peut pas se servir des parfums que vendent les parfumeurs.

— Pourquoi pas ?

— Ils viennent de France et, pendant la guerre, ce serait un manque de patriotisme. Continuez l'histoire de votre arrière-grand-mère, Sally Vert.

— Sally Cope.

— Il me semblait que vous aviez dit « Vert ».

— Oui, mais elle a épousé sir William Cope et à cause de la Grande Tempête. Vous comprenez qu'en plus de ces pauvres diables qui avaient péri, sans parler des pauvres bêtes, — la tempête emporta quinze mille moutons dans une

(1) Prédicateur et écrivain mystique anglais du XVII[e] siècle.

seule vallée, — un tel ouragan cause des dégâts matériels. Devinez, lady Molly, ce que ces trois jours d'orage ont pu coûter au pays ! Quatre millions de livres sterling. Pour ne parler que des maisons, huit cents furent détruites et celles qui restaient debout n'avaient plus une tuile ! Alors ce fut la hausse des tuiles, qui de vingt et un shillings le mille valurent six livres et l'apothéose de mon arrière-grand-père. Il fournit des tuiles aux royaumes du monde entier avec un bénéfice de cinq livres par mille. Aussi fit-il fortune ; il serait devenu lord-maire s'il n'avait pas été poursuivi par sa conscience. Chaque fois que le vent soufflait, il devenait fou de terreur. Il mourut en criant que le mont Sinaï l'écraserait pour avoir fait de l'usure et en exhortant Bunyan à le sauver.

— Pauvre homme ! Mais Sally ?

— On envoya Sally dans un pensionnat pour jeunes filles du monde. Quand elle eut seize ans, on lui acheta un mari. Un Cope. Je ne crois pas qu'elle l'ait aimé. C'était une Londonienne et il l'enterra dans un manoir au beau milieu d'un étang. Elle s'en plaignait dans ses lettres. Elle n'a jamais revu Londres, mais, avant de mourir d'humidité, elle donna le jour à deux fils. L'aîné hérita des terres et de l'argent ; le cadet revint aux tuiles. Sous son égide, la firme devint « Vert et Cope ». Il eut trois fils ; le plus jeune, mon père, fut noyé en pleine mer avec ma mère. Ils étaient en route pour la Jamaïque où ils devaient prendre possession de leurs terres. N'est-ce pas curieux que nos destinées soient ainsi mêlées aux orages ? Parfois je regrette de n'avoir pas été noyé avec eux, car depuis la mort de mes oncles, je n'ai pas une âme avec qui échanger une parole : une parole intime et familière, je veux dire.

— Mais vos cousins, les Cope ?

— Oh ! eux, ils n'aiment pas le commerce. Vert est un nom vulgaire ; mais moi, je suis un Vert des pieds à la tête.

Il se détourna de la fenêtre et sourit timidement à lady Molly avec douceur. Ce sourire était presque une invitation ; l'invitation d'un enfant qui vous cache pendant longtemps un trésor, mais qui, brusquement, devenu confiant, ne peut plus attendre pour l'étaler devant vos yeux. La réponse de Molly à ce sourire fut instinctive et chaleureuse. Elle se leva rapidement et lui dit : « Montrez-moi. » Elle le suivit à travers la chambre

jusqu'au guéridon à l'ombre des bibliothèques de style Chippendale. Il empoigna la table, l'apporta vers la lumière et souleva le couvercle de verre.

— Des miniatures... Oh ! Je peux regarder ?

— Attendez, je vais les tirer de la vitrine.

Il choisit deux grandes miniatures entourées de brillants et les lui mit entre les mains.

— Les voilà : le vieux Vert et sir William Cope.

Elle les regarda fixement, les tenant à distance, car elle était hypermétrope. Puis, levant la tête et sans aucune espèce de gêne, elle examina le visage d'Henry. Plus grand qu'elle, il lui sourit ; il s'amusait.

— Et si bien mis tous deux ! Mais l'un a le nez retroussé et l'autre le nez crochu.

Elle regarda la miniature de nouveau .

— Vous dites que vous êtes un vrai Vert. Alors, voici le père de Sally.

— Allons donc... Nous avons tous deux le nez crochu évidemment...

Malgré lui, sa vanité fut flattée. Il savait que cette belle miniature lui ressemblait tel qu'il s'était vu le matin même dans le miroir, les cheveux dressés, les mèches éparpillées retombant sur son front étroit et touchant ses sourcils courts et drus. Ces yeux d'un fanatique aux paupières mi-closes étaient les siens. Mais la bouche, sa couleur, son dessin, ses lèvres pleines...

— Oui, vous avez la bouche de votre grand-père Cope.

Il sursauta. Qu'on lise ainsi dans ses pensées, était-ce agréable ou déconcertant ? L'un et l'autre, décida-t-il.

— Lady Molly, il me semble qu'on parle trop des Vert. N'avez-vous pas une grand-mère Jessel ?

— Oh ! oui et je lui ressemble beaucoup, mais elle prisait. A la maison, quand je traverse la galerie et passe devant son portrait, je crois me voir en comtesse vêtue d'une chemise de nuit en satin avec un collier de perles invraisemblable ; mes yeux me regardent.

Il l'interrogea rapidement : — Un Lely ?

— Oui, nous avons trois portraits de Lely, des portraits de femmes qui ont les mêmes cheveux que moi. Puis il y a une cousine qui porte une fraise. Elle a eu neuf enfants et

elle me ressemble, mais elle tient une palette à la main, car c'est son portrait fait par elle-même. Cependant on dit que les femmes ne peuvent pas devenir de grands peintres. Pourquoi pas ? Aujourd'hui, il y a Angelica Kauffmann, et autrefois, il y a eu Mary Beale et la sœur de van Dyck...

— Je ne vous savais pas si savante.

— Oh ! je ne le suis pas. Mais si j'avais pu voir Rome où il y a les plus célèbres tableaux, je crois que j'aurais pu faire de la bonne peinture. Tenez, ces miniatures..., — elle toucha timidement les ivoires, — j'ai le tour de main. J'ai la mémoire des figures. Je pourrais rentrer tout de suite et faire votre portrait. Et ce serait ressemblant. — Elle soupira. — Mais l'ivoire coûte trop cher !

Elle lui parut attendrissante. Il n'avait jamais jusqu'ici éprouvé le désir de dépenser pour une femme, mais il pensa que ce serait amusant de combler celle-ci de petites gentillesses ; un verre de madère par exemple, du feu au mois de juillet, des parfums français, et de remplacer sa robe de mousseline tachée d'eau de mer par des robes un peu plus élégantes que celles que faisait sa couturière habituelle. Combien il était agréable d'avoir de l'argent, de savoir dans son for intérieur qu'il pouvait, s'il le désirait et si les conventions le permettaient, héler une voiture et dire au cocher : « Conduisez mademoiselle à Rome ! » Il voulait lui donner des pinceaux chinois et des feuilles du plus bel ivoire.

— Chère lady Molly, permettez-moi de vous offrir l'ivoire, pas pour me peindre moi, mais pour...

Il s'arrêta, parce qu'elle le trouverait impertinent et parce qu'il était absurde de souhaiter un souvenir d'une femme qu'il ne voulait pour rien au monde aimer. Cependant ce serait charmant d'avoir pour soi, grâce à un bout d'ivoire, ces cheveux blonds, ces yeux bleus, ce teint éblouissant et ces douces manières. On pourrait palper cet ovale, l'enfermer dans un tiroir, l'oublier pendant des semaines, puis le reprendre et le regarder de nouveau. Un portrait d'elle par elle-même... Mais lady Molly elle-même pourrait-elle peindre ses douces manières, cette dignité qui ignorait l'insolence ? Si, elle le pourrait. A l'instant même, elle le rassurait :

— M'offrir un ivoire ? Dieu, quelle gentille idée ! Mais ma tante serait profondément choquée.

Un esprit de malice s'empara de lui.

— On pourrait déguiser la vérité.

Ses yeux étaient complices, mais elle secoua la tête avec sérieux.

— Elle me verrait en train de peindre. Elle me demanderait où j'ai acheté l'ivoire.

— Chère lady Molly, voici ce que nous allons faire. Nous allons prendre de l'eau et une éponge et effacer la figure du grand-père Cope. Ainsi on vous donnera sans l'acheter votre ivoire.

Sa visiteuse protesta :

— Effacer votre grand-père ! Impossible.

Tout en parlant, de ses longs doigts, il tirait la miniature de son cadre. Elle lui tomba dans la main ; de la figure cachée, on ne voyait qu'un ovale légèrement bleuté. Il la lui tendit :

— C'est bien mauvais, vous ne pouvez le nier.

En effet ; cependant quand, avec son mouchoir de linon trempé d'eau, il commença d'effacer le veston écarlate de sir William, elle lui arracha la miniature des mains. Avec stupéfaction il s'aperçut qu'elle était vraiment en colère.

— Je vous défends de faire cela... S'il vous faut une peinture, je vous la ferai sur l'envers, mais je ne vous permettrai pas de détruire le travail d'un autre.

— Un si mauvais travail...

— Ça m'est égal. Pour l'exécuter, il a fallu des mois de patience, d'amour. Regardez la finesse de la facture. La technique seule n'a pas suffi. Il faut peindre avec ses pensées, ses sentiments, même avec la mélodie qu'on fredonne. Vous ne le savez donc pas ? Dix ans après, on regarde la peinture et toutes ces choses qui dormaient avec les coups de pinceau se réveillent. Vous ne faites donc rien de vos mains ?

— Non, dit-il avec lenteur, presque avec honte.

— Ce qui explique votre agitation.

— Moi, agité, je ne le savais pas.

— Vous n'êtes jamais tranquille. Votre humeur change sans cesse comme le ciel là-bas... inutilement...

— Inutilement !...

— Monsieur Cope, vous avez dit que vous m'accompagneriez chez moi dès la première accalmie ; ne pourrions-nous pas ?...

— Impossible. L'orage va s'apaiser, je vous l'accorde. Il est en train de se calmer, mais pour le moment je ne vous conseille pas... Que voulait dire votre « inutilement » ?

— Rien.

— Votre réponse est absurde. Vous vouliez dire quelque chose. Vous n'auriez pas dit « inutilement » sans raison.

— Ne me harcelez pas ainsi. Je l'ai dit, je ne sais trop pourquoi, instinctivement...

Elle se retourna brusquement et tendit sa main vers le feu éteint, grelottante, ce qui le remplit d'une inquiétude dont lui-même s'étonna :

— Vous avez encore froid ? Votre robe n'est pas vraiment sèche ; nous avons laissé s'éteindre le feu.

Les tiges sèches et la mousse n'étaient déjà plus que cendres fines, mais les branches calcinées du laurier donnaient encore un peu de chaleur. Il les remua pour les faire s'embraser de nouveau. Dès que fut visible une spirale de fumée, elle quitta son fauteuil pour le tabouret placé à côté du garde-feu et se pencha, la main tendue, vers le faible rougeoiement. Ses mouvements firent vaciller la fumée dont les volutes se dirigèrent vers son visage. Elle se recula et, de ses mains, chassa cette fumée qui, petit à petit, perdit sa forme et s'évanouit en nuage impalpable. Assis sur les talons, il la regardait.

— Ça va flamber dans un instant, lady Molly...

— Oui, monsieur Cope.

— Tout à l'heure, vous avez dit « inutilement ». Êtes-vous juste envers moi ? Quand on est jeune, on attend quelque chose. N'attendez-vous rien ?

Elle rougit péniblement. Elle dit tout bas :

— Autrefois oui, mais j'ai vingt-six ans, vous savez. Dans un an ou deux, je serai une vieille fille.

— Moi aussi, mademoiselle, j'ai vingt-six ans, et il lui sourit. Mais elle le regardait toujours, les yeux mi-clos.

— Je me demande ce qui vous arrivera. Ce grand-père un peu fou qui connaissait Bunyan... Pourquoi vous obsède-t-il ? Et pourquoi portez-vous toujours du vert ?

Il laissa tomber le tisonnier avec fracas.

— Pourquoi cette demande ? Du vert... du vert...

Elle fut consternée ; ses yeux avaient perdu leur couleur ; ils étaient lourds comme le ciel.

— Tout autour de vous je vois en ce moment que tout est vert.

Elle s'interrompit et leva le bras comme pour parer un coup. Puis, de nouveau, elle se pencha vers le feu, respira la fumée, se mit à tousser, à frissonner. Lui, agenouillé, se pencha, et de ses mains couvrit les siennes. Elles étaient lisses, glacées, mais, pour lui qui avait chaud, agréables à toucher.

— Chère lady Molly, l'orage vous a éprouvée.

— Vous aussi ! — Ses doigts se crispaient sur les siens. — Cet orage a réveillé quelque chose d'épais. Un nuage vert...

— Vous êtes une sorcière !

Un peu effrayé, il essaya pourtant de plaisanter, mais elle se cramponna. Insensiblement, elle l'attirait vers elle pour le questionner, et il s'abandonnait de bon gré.

— Dites-moi ? Il y a quelque chose. Les vôtres s'appelaient Vert. Vous y pensez parfois ?

— Vous m'avez délivré. Je n'y pense plus.

— Sans doute, mais qu'est-ce qui vous trouble ainsi ?

— Mon hérédité, peut-être.

Il regardait les yeux de Molly comme celui qui consulte un globe de cristal.

— Hérédité ? Vous n'en avez point... Je veux dire : cent ans ne comptent pas. Vous descendez de fabricants de tuiles et vous habitez Holborn.

— Même si nous n'avons pas d'ancêtres nobles, nous avons pour nous nos souvenirs, nos archives, et notre arbre généalogique date de huit siècles. On nous trouve à Londres, en province, sur le toit entre ciel et terre, toujours occupés là où il y a de l'argile. Nous fabriquons des tuiles et nous les posons. Nous avons travaillé sur la cathédrale de Lincoln. Quant à notre nom, nous le devons à une légende. Vous la raconterai-je ? Notre époque est toute à la raison et le conte des « Enfants verts » semble bien déplacé en 1803. Écoutez, cependant, voici l'histoire :

« A Suffolk, sous le règne du roi Stephen, un jour que mes ancêtres élevaient dans les champs des meules de blé, un orage éclata. Ce devait être un orage comme celui d'aujourd'hui. Mais aujourd'hui nous affectons d'être indifférents au tonnerre. Si nous nous conduisons ainsi, c'est parce que

nous sommes les enfants du siècle ; nous vivons en 1803, nous sommes modernes jusqu'au bout des ongles. Mes ancêtres, autrefois, dans les champs, étaient plus près de la nature. Au premier coup de tonnerre, ils prenaient leurs jambes à leur cou, regagnaient leur village dès que la pluie commençait de tomber. D'ici une heure, nous aurons cette pluie ; elle rebondira sur la terre, elle lavera et blanchira chaque pierre dans les champs. Eh bien ! la pluie finie, les miens revinrent à leurs gerbes trempées et ils trouvèrent la colline entière écroulée ; à la place des buissons d'épines, il n'y avait plus que la terre ravagée et, au milieu, un trou béant. Mes ancêtres travaillèrent pendant toute la matinée pour sécher le blé ; mais à midi, tandis qu'ils mangeaient, deux enfants sortirent du gouffre, parurent à travers un amas de buissons. Ce furent les « Enfants verts ».

— Mais...

— Mais oui, verts ; leur peau avait un ton verdâtre et ils portaient des vêtements étranges. Au moment où ils surgirent clignant des yeux, une avalanche de terre et de gravier se précipita derrière eux et combla l'abîme. Les moissonneurs firent signe aux enfants d'approcher et leur offrirent à manger. Mais les enfants ne voulurent toucher à rien. Ils ne savaient pas un mot d'anglais. On les emmena, — il y avait une fille et un garçon, — dans la maison d'un chevalier. La fille était la plus âgée. Pendant quatre jours ils refusèrent toute nourriture. Tout le monde s'attendait à les voir mourir d'inanition. Les gens faisaient des kilomètres pour venir les voir et les toucher. Un jour, une femme était assise devant la porte de sa cuisine en train d'éplucher des haricots ; la jeune fille s'approcha, saisit les légumes, voulut éplucher les tiges, et quand elle les trouva vides, elle se mit à pleurer. Alors, la femme ouvrit les cosses et montra les haricots qu'elles mangèrent toutes les deux. Plus tard, quand ils purent parler, les enfants racontèrent qu'ils venaient du pays de saint Martin. Un pays vert, enveloppé d'un crépuscule vert ; de leur pays, on pouvait en apercevoir un autre, tout étincelant, à travers un large fleuve. Un jour qu'ils étaient en train de chercher des baies, ils pénétrèrent dans une grotte, se perdirent, et ils continuèrent à errer longtemps avant d'atteindre notre champ de blé. On les baptisa et, après un certain

temps, leur couleur verte s'effaça. Le garçon mourut ou disparut, mais la fille grandit et épousa un couvreur; son sang vert coule dans mes veines.

Arrivé au dénouement, il s'arrêta, confus. Pourquoi avait-il bavardé comme un enfant sur les genoux de sa nourrice, et avec cette fille stupide ?

— Il me semble, prononça paisiblement la « fille stupide », qu'on peut vous envier.

— Et pourquoi ?

— La vie est si ennuyeuse aujourd'hui ! La vie de famille vous prive de toute liberté, même de l'esprit. Toujours : « A quoi pensez-vous, Molly ? — A ce qu'on m'a appris. » Mais vous, monsieur Cope, on vous a fait un cadeau : le mystère ! Vous êtes né avec ce don. Vous avez le droit de penser à vos cousins du pays de saint Martin et d'en parler.

— Vous vous moquez de moi, mais oui ! Ce ne sont que des histoires, vous le savez bien. C'est ma nourrice qui m'a bercé avec ces contes, mais bien plus tard, quand j'ai hérité de mes oncles, je l'ai trouvé, ce conte, noté tout au long dans la Bible de l'arrière-grand-père Vert.

— Il y croyait aussi !

— Il croyait au diable et aux esprits familiers, il n'y a aucun doute. Brûler une sorcière avec joie faisait partie de sa religion ; il admettait la prédestination et il n'espérait guère échapper à la damnation. Il y avait vraiment de quoi devenir fou. Apparemment, il avait consulté tous ses amis pieux et, d'après eux, savait qu'ils l'estimaient voué à l'enfer. Peut-être avait-il posé la question à Bunyan lui-même, car on trouve là-dessus une note dans sa Bible.

Mr Cope désignait dans sa bibliothèque un gros bouquin relié en cuir. Il l'ouvrit.

— Vous partirez dans un instant, dit-il, mais d'abord lisez ces lignes écrites par le vieux grand-père au-dessus des inscriptions de naissances et de mariages. La Bible dit : « Tu as délaissé les chemins du bien pour parcourir *les chemins défendus.* » Regardez comme il a souligné ces derniers mots.

— Je peux à peine les déchiffrer ; les lignes sont toutes tachées.

— Je crois qu'il pleurait en écrivant.

Elle lut d'une voix entrecoupée.

— Ici, reprit Mr Cope, suit une liste de mes ancêtres, qui figuraient parmi les légions de damnés, et leur habitation.

Elle s'arrêta pour le regarder : « Que pouvait-il bien vouloir dire ? »

— Vous ne comprenez pas ? répondit-il. Le vieux bonhomme, s'il était un peu fou, était en même temps logique. S'il descendait des Enfants verts, mieux valait être abondamment renseigné sur eux et leur descendance. Alors, il a dressé une liste. Regardez ces colonnes.

Et du doigt il désignait la fine écriture jaunie :

Lilith ou les Succubes.	Ces démons existaient avant Adam et nichaient dans les rochers.
Les Fées.	Sur les collines et dans les bois.
Les Korrigans.	Dans nos fermes et nos campagnes.
Les Sirènes et les Phoques.	En Lyonnesse, sous les flots, au delà des côtes de Cornouailles, là où la terre a sombré. Dans les sables de Goodwin appelés l'île de Lomea.
Les peuples verts, leurs cousins.	Au pays de saint Martin.
Les esprits impurs appelés Légion car ils sont nombreux.	Leur foyer est dans le cœur des hommes, car le Seigneur a dit : « Sors de l'Homme, Esprit impur » ; il l'arracha, et depuis ils errent par le monde.

« Soyez miséricordieux pour moi, vous, mon Sauveur », avait ajouté le grand-père.

Avec un frisson, Henry Cope, ce dernier descendant des Enfants verts, ferma le livre.

— Le pauvre vieux, dit-il, était convaincu que toute sa descendance était prédestinée à la damnation. Cette conviction le tenaillait, le déchirait... L'illusion a les bras d'une pieuvre, si toutefois c'était une illusion. Pour nous, évidemment, car

nous vivons dans l'âge de raison. Certes, il y a une espèce d'artiste et de poète fou qui s'appelle Blake. Cependant, malgré Blake (1) et ce Boney (2), qui bouleversent l'Europe, je prétends que nous vivons dans l'âge de raison.

« Mais je divague, lady Molly. Comme c'est amusant de se laisser aller à des rêveries ! Maintenant, c'est l'accalmie attendue ; elle peut durer dix minutes ou une heure, mais l'orage viendra, c'est fatal. Voulez-vous risquer l'orage ?

Immédiatement, avec la nervosité des humbles, elle rassembla sa voilette froissée, son bonnet, son écharpe, mit ses gants, chercha son réticule. Chaque mouvement trahissait les principes qui lui avaient été inculqués : ne faites jamais attendre un homme, surtout un épouseur possible. Cependant, elle cherchait le disque d'ivoire. Henry Cope l'avait à demi caché derrière les bibelots sur la cheminée. Soupçonneux, despotique, il pensait : « Si elle ne désire pas intensément cet ivoire, elle ne l'aura pas. »

Il l'attendait, debout, devant la porte ouverte, mais elle ne donna pas le signal du départ avant d'avoir trouvé la miniature.

IV

Ils hésitèrent un instant sur les marches, car, si le vent ne soufflait plus en rafales, il était encore assez violent pour rendre désagréable la Promenade jonchée de gravier, de fragments de tuiles, de verre et de cheminées.

— Nous irons par les petites rues, décida Henry Cope, son bras sous celui de lady Molly. Ainsi nous serons protégés par les maisons, des deux côtés.

Elle proposa rapidement :

— Après, je rentrerai seule.

— C'est absurde.

— Mais je ne suis pas faible au point de...

Une bourrasque lui coupa la parole.

— Vous voyez bien, dit-il.

Son sourire fut un peu trop visible. Il la fit se presser.

(1) William Blake, poète et peintre mystique anglais, qui se plaisait aux compositions fantastiques (1757-1827).

(2) Surnom que les Anglais donnaient alors à Bonaparte.

Quand ils atteignirent l'abri tout relatif des petites rues, il voulut ralentir le pas, mais elle se dépêchait à son tour et il pouvait à peine la suivre. D'ailleurs, l'orage manifestait sa nouvelle humeur par de grosses gouttes qui tombaient en formant des étoiles. Quand ils voulurent traverser le Steyne, le sol était tout mouillé.

— Regardez, dit-elle, voilà la maison de ma tante, celle avec le grand balcon. Nous pouvons nous dire adieu.

Il protesta :

— Je dois vous accompagner jusqu'à votre porte.

— Je préférerais...

Elle avait l'air effrayé et bégayait. Mais elle ne put persister dans son refus, car le ciel fut brusquement traversé par une lumière blafarde. Ils tressaillirent tous deux et, l'oreille tendue, attendirent le coup de tonnerre. Il gronda enfin, dans le lointain ; Henry l'écoutait avec plaisir.

Elle lui tendait la main en un geste d'adieu :

— Non, non, lady Molly, je vais avec vous. L'orage est encore lointain ; j'aurai le temps de rentrer avant qu'il n'éclate sur nos têtes. — Il la vit rougir : — A moins que vous ne préfériez que je ne vous accompagne pas ?

Elle hocha la tête.

— Bien, alors je n'insiste pas. Adieu.

Il la salua correctement. Mais elle lui tendit de nouveau la main :

— Quand ?... commença-t-elle.

Un éclair, de nouveau, traversa le ciel.

— J'espère avoir le plaisir de vous rendre visite d'ici quelques jours afin de m'assurer que vous n'avez pas pris froid.

Sa figure s'assombrit. « Bien », dit-elle, souriant des lèvres, mais non des yeux. Elle se retourna et le quitta.

Il restait debout et regardait s'éloigner rapidement la longue et belle silhouette. Il vit Molly monter avec légèreté les marches du perron. Alors, comme la pluie lui fouettait le visage, il rebroussa chemin ; une dernière fois, il aperçut Molly, debout sur le perron, qui le regardait encore.

— On ne se presse pas pour lui ouvrir, dit-il à haute voix ; — et il ajouta pendant qu'il se frayait un chemin à travers les flaques d'eau : — Ah ! je n'aimerais pas être un parent pauvre.

A présent, la pluie tombait avec violence et il hâta le pas. Son valet de chambre, sa gouvernante furent bouleversés en le voyant reparaître tout trempé. Un grand feu, non de brindilles et de mousses, mais de charbon, fut allumé. On lui apporta des vêtements de rechange, on l'enveloppa de châles.

Il se laissa tomber sur un canapé et regarda la fenêtre. L'averse l'avait rendue opaque. Les éclairs impitoyables zigzaguaient follement dans le ciel, tandis que la lourde pluie résonnait sur le pavé ; on eût dit le pas d'une armée en marche.

Mr Cope s'étira avec sybaritisme et médita. « Je me sens bien, pensait-il, parce que je suis de nouveau seul. La présence d'un autre être procure une certaine jouissance : de l'excitation, de la tension, du plaisir, soit, mais non du confort. Le partage diminue la béatitude. Non seulement il faut partager même l'air qu'on respire avec quelqu'un, mais ce quelqu'un n'est jamais satisfait, ce quelqu'un a immédiatement des exigences. Il déclare : « Partagez vos pensées avec moi. »

A cette idée, Mr Cope se révolta et, dans sa révolte, s'assit tout droit sur le canapé. Le doigt levé, il interpellait la chaise vide : « J'aime mon âme telle qu'elle a voulu se développer. Je ne veux pas qu'on la change, qu'on la dresse. Ses doigts de peintre, à elle, brûlaient d'envie de fignoler mon âme ! C'est étrange, car moi je n'éprouve pas la moindre envie de modeler la sienne. Le mariage est une chose horrible. Devoir supporter à ses côtés, jour et nuit, un être beau, cher et bon, qui ne s'occuperait que de vous... Oh !... »

Il s'étendit de nouveau et sa méditation s'apaisa.

« Pauvre lady Molly ! Ravissante lady Molly ! Je me demande comment s'est passée son entrevue avec la tante-dragon ? J'imagine que lady Molly a raconté ses petits mensonges sans conviction. Ah ! la pauvre fille stupide... »

Un autre éclair s'alluma ; vite, il ferma les yeux et les garda longtemps clos. La chaleur de plus en plus pénétrante l'engourdit, les coups assourdis du tonnerre et le chant de la pluie le bercèrent et, plus épuisé qu'il ne le croyait par sa lutte contre la nature et la femme, il s'endormit paisiblement.

V

Une mégère se met en colère. Elle crie, agite les bras, s'arrache les cheveux, menace de se noyer, renverse le plateau à thé, puis, inondée de larmes, se jette sur son lit et frappe des talons pendant que le spectateur effaré se réfugie au fin fond de la maison. Après une heure ou deux, on entend des pas dans le couloir. Est-ce une nouvelle alerte ? Mais la porte s'ouvre pour laisser passer un ange fraîchement paré, radieux, les yeux remplis d'une amicale sérénité. Autrement dit, le soleil reparaît.

Mr Cope, réveillé par un rayon de soleil, rendait un hommage muet à la métamorphose. Il était plus de sept heures ; il félicita son valet de chambre de l'avoir laissé dormir en paix, commanda son dîner retardé, but un verre de madère, et alors, mais pas avant, sortit sur le balcon.

Les nuages avaient disparu, le ciel était d'un rose intense frangé d'or. Les tamaris s'agitaient doucement ; partout des gouttes d'eau brillaient comme des perles. Les mouettes étaient revenues. Un âne se mit à braire. La Promenade avait beau être déserte, la vie reprenait son cours.

Mr Cope dîna rapidement, puis il jeta sa serviette, se leva et sortit en hâte. Déjà la couleur du ciel donnait la même impression que donne le silence après la musique ; les rouges et ors du coucher du soleil s'estompaient dans le ciel qui devenait à chaque instant d'un vert plus pur. Debout sur le bord de la falaise, Mr Cope le regardait rencontrer la mer et lui communiquer ce ton étrange.

A mesure que l'eau et la lumière se retiraient, les galets devenaient de plus en plus orange. La tempête les avait balayés et dressés en monticules parsemés d'épaves. Des amas d'algues, de paniers à homards, de fragments de bois, d'os de seiches, toute sorte de débris couvraient le rivage.

Autour des Vieux-Rochers qui se dessinaient à l'horizon, les mouettes s'agitaient. Éparpillées, elles prenaient leur vol, redescendaient en cercles. Mr Cope se précipita, poussé par le sentiment instinctif qui s'empare de nous quand il s'agit d'un malheur possible. Qu'avait donc rejeté la mer sur la plage ? Était-ce un naufragé ? Un grand poisson plutôt ?

Un cadavre ? Eh bien, oui ! cela ressemblait étrangement à un corps humain, mais encore vivant, car malgré sa vue imparfaite, Mr Cope apercevait quelques mouvements.

Arrivé à vingt mètres de distance, il put enfin déterminer ce qui s'agitait ainsi, d'où venaient ces aboiements pitoyables qui appelaient au secours, étouffés par les cris des mouettes. Il avait pensé à un chien de race inconnue ; non, c'était une bête étrange à poil ras, gauche et lourde, qui faisait tourbillonner en vagues et contrevagues l'eau au pied des roches. Sa peau était lisse et grise comme la mer couleur de plomb. Les pattes battaient mollement comme les ailes des mouettes. Comment donc appelait-on ces pattes-là ? Des nageoires ? C'était sans aucun doute un phoque, jeune et gros.

L'homme et la bête se toisaient. Pour la première fois Mr Cope voyait un phoque et un phoque voyait un Mr Cope. Ils étaient encerclés par les mouettes. Elles volaient au-dessus d'eux, au-dessous, à leurs côtés, devant, derrière. Elles étaient enragées : un véritable cauchemar blanc. Finalement, Mr Cope, poussé par la curiosité, avança d'un pas, ce qui sembla encourager le phoque. Dans un suprême soubresaut, éclaboussant le sable tout autour, il grimpa tout droit vers l'homme. Loin d'en avoir peur, il désirait désespérément s'en rapprocher. A mesure que l'eau s'égouttait, on apercevait clairement ce qui faisait souffrir la malheureuse bête. Elle n'était pas entortillée d'algues ainsi que l'avait tout d'abord supposé Mr Cope. La pauvre créature était simplement prise dans un filet de pêcheurs. Sa tête était entourée d'un réseau de cordes. On eût dit la caricature d'une femme à voilette; les cordes se serraient autour du cou au point de l'étrangler, et ligotaient ses nageoires de derrière autour de son corps. A force de se débattre contre le filet, le phoque avait la peau toute lacérée. Péniblement conscient à présent de son impuissance, il avait cessé de se débattre. Il haletait, les flancs soulevés, regardait fixement cette créature à deux pattes devant lui. Et, chose étrange, regard et mouvements trahissaient le soulagement. Mr Cope avait l'impression que le phoque le reconnaissait. Il aboyait toujours, mais avec plus d'impatience et moins de détresse. Il semblait dire : « Vous n'allez donc pas m'aider ? »

Il faut comprendre dès maintenant que Mr Cope n'était

pas un homme compatissant. Il savait que le phoque serait prochainement capturé par un garde-côte qui l'achèverait ou qui le vendrait à un saltimbanque. Il ne lui vint pas à l'esprit d'aller à son secours, de caresser ce corps lisse, visqueux, au risque d'imprégner ses vêtements d'eau et de sable. Ce ne fut pas par pitié qu'il s'avança. Non. Ce qui l'intriguait, ce qui le captivait, c'était cette impression étonnante d'avoir été reconnu. Ce regard de chien qui revient à son maître, craignant d'être battu, mais qui préfère les coups à la solitude. Le regard de l'esclave à son seigneur, de l'adorateur à son dieu. Il y avait à la fois de la peur et de l'admiration ; une confiance triste, mais absolue. Ce regard toucha étrangement Mr Cope qui n'avait jamais eu de chien et qui n'avait jamais eu envie d'en posséder un. Pourquoi ? Parce qu'il lui rappelait Molly. Il se demandait ce que dirait Molly en écoutant cette histoire, car, en pensant à elle, il l'appelait Molly avec une familiarité née de la conviction qu'elle lui appartenait désormais. Cette créature des mers, à trois mètres de lui, humble et apeurée, lui inspirait le même sentiment de responsabilité mêlé d'agacement. Au moment où il allait appeler un des gamins qui s'amusaient à ramasser des coquilles, des étoiles de mer, des méduses jetées par la tempête sur le rivage, une pierre siffla au-dessus de son épaule, faillit le blesser, et vint frapper le phoque. L'animal poussa son cri bizarre, mi-aboiement, mi-grognement. Puis ses yeux se remplirent de larmes qui coulaient le long de ses absurdes favoris, et Mr Cope s'aperçut avec étonnement que le phoque pleurait et protestait comme un enfant en colère. Il avançait toujours, soufflant comme un chien ; il vint poser sa tête grotesque sur les pieds de Mr Cope. Au moment où il sentait le contact de l'animal, une deuxième pierre suivit la première.

Mr Cope ne se serait jamais cru capable d'éprouver une telle colère. Dans une explosion de rage qui faillit le suffoquer et dont il s'étonnait lui-même, il se retourna vers les galopins, âgés de treize à dix-neuf ans, qui avaient vu de loin l'étrange rencontre et étaient accourus pour aider à la curée. La désillusion peinte sur leurs figures béates frisait le ridicule. Ils se permirent des protestations. Ils ne faisaient aucun mal, ils lançaient des pierres à un phoque, c'est tout.

Furieux, Henry Cope fouilla dans sa poche et y prit

quelques pièces d'argent qu'il leur jeta. Ainsi il acheta la paix. Mais, quoique son auditoire fût à présent bien disposé, il ne put s'en débarrasser. Il eut donc l'idée de commander une brouette pour emporter sa conquête. En un clin d'œil, la plage fut déserte. Seul, épuisé par ce brusque accès de rage auquel il refusa le nom de pitié, il s'agenouilla auprès du phoque pour relâcher les cordes autour de son cou. Bientôt le phoque toussa et faillit s'étrangler de joie. Mais il ne put le débarrasser avant d'avoir tiré son canif de sa poche et coupé le réseau du filet. Le phoque, comme s'il eût compris de quoi il s'agissait, se tenait tranquille, tel un chien bien dressé. Dès qu'il eut libéré la tête et le cou, Mr Cope s'attaqua aux cordes qui emprisonnaient le corps. Alors seulement la bête se mit à trembler, à pleurnicher d'émotion. Son sauveur ne put s'empêcher de rire... Enfin, jetant au loin le filet, il se leva et regarda la bête libre.

— Va-t'en pendant que tu le peux ! lui cria-t-il.

Le phoque prit ces mots pour un ordre et, après un instant d'hésitation, exécuta un plongeon dans l'eau profonde, aboya deux fois sur un ton aigu, et se dirigea vers le large.

* * *

Le lourd sommeil d'Henry Cope fut très entrecoupé. Vers le matin, il succomba à une somnolence légère qui le laissa dans un demi-rêve où les événements du jour précédent se mêlaient aux fantaisies du sommeil. Il rêvait qu'il nageait. Il plongeait jusqu'au fond de la mer et saisissait des frondaisons de corail ; puis il remontait à la surface avec un bondissement de dauphin. D'un petit battement des mains il gardait l'équilibre et il regardait fixement une longue île qui se trouvait entre le ciel vert et la mer verte. Tout à coup, cette île fut bien plus près de lui qu'il ne l'avait cru, et, sur un rocher vert, il aperçut une silhouette enveloppée d'un manteau. Il nagea vers elle et lui demanda : « Quel est ce pays ? » La silhouette ne fit aucune réponse, mais une mouette au-dessus de sa tête cria : « Le pays de saint Martin ! »

Cette réponse le mit en colère :

— S'il s'agit de saint Martin, qu'il me donne son manteau!

La silhouette enleva son manteau vert sombre et le lui jeta. Elle restait debout dans l'eau et le manteau flotta

jusqu'à lui, l'enveloppa, et commença de l'engloutir jusqu'au fond du gouffre vert. Il coulait doucement ; il n'éprouvait aucune frayeur, et il vit que la silhouette était nue à présent et étincelante. Son beau visage menaçant lui était parfaitement familier, et tout vibrant il s'exclama :

— C'est le Corse lui-même, Napoleone ! Le lion de Naples... Et cette île n'est pas l'île de saint Martin, c'est la Corse ! Il me reste encore à retrouver le pays de saint Martin.

Et pendant que le manteau semblait le tirer en bas et que l'eau se refermait sur lui, il entendit le bruit d'une quille de barque grinçant sur les galets. Le crissement lui fit ouvrir les yeux et il vit son domestique qui tirait les rideaux en faisant grincer les anneaux de bois afin de laisser entrer le soleil, le bon sens et l'air du matin.

La matinée était belle et invitait à la baignade. Après s'être habillé, Mr Cope sortit et se dirigea vers les cabines des « messieurs ». Il jeta son peignoir, courut jusqu'au brise-lames et, la marée étant à moitié basse, il plongea dans dix pieds d'une eau jaune pâle qui pétillait comme du champagne et fendit l'eau dans la direction de la France, joyeux de se sentir vigoureux et agile.

Il se retourna pour contempler triomphalement la terre à présent lointaine. Alors seulement il se rendit compte de la volonté de la mer. Sans qu'il y fît attention, elle l'avait dominé. Il s'était dirigé vers le large, mais la mer était décidée à le rejeter sur les rochers encore submergés. Malgré sa force et sa science, elle le détournait de sa course. Suave en apparence, elle l'entraînait vers le danger.

Donc Mr Cope se débattait contre le courant avec une joie et un orgueil mêlés d'une légère appréhension ; bientôt, tirant sa brasse à travers les masses froides et chaudes, il atteignit des eaux moins rétives, des eaux si placides que cette langue de plage, là-bas, avait été attribuée aux dames. Tout en nageant, il regardait les bonnets qui s'agitaient et entendait les cris lointains, moins expressifs que ceux des mouettes, et il se demandait pourquoi les femmes sont si sottes et si une des têtes qu'il apercevait appartenait à lady Molly Jessel. Et pendant qu'il obliquait doucement vers le côté réservé au sexe fort, il pensait : « Si j'allais lui rendre visite, je serais certainement assommé par la tante-duègne ; j'aime

mieux me faire pendre. » Cependant, s'il pouvait arriver à rencontrer Molly, il serait amusant de lui raconter l'histoire du phoque.

Tout Brighton était sur la Promenade, ce matin, attiré par les dégâts de l'orage. Mr Cope rencontra de nombreuses connaissances londoniennes. Voici lord Petersham vêtu de marron, Tommy Onslow en noir. Crampton sautait la rampe pour gagner un pari. Une course à pied mettait en rivalité Mellish et Hawke. Henry Cope paria sur Mellish et perdit. Pour se venger, il ne salua pas une connaissance et il évita lady Lade. Un peu soulagé, il s'arrêta devant la librairie pour bavarder avec Dick Gregory.

Et au beau milieu de tous ces papotages parut lady Molly Jessel. Ses cheveux flambaient au soleil. Elle était trop grande pour passer inaperçue ; cependant, personne ne s'occupait d'elle, sauf lady Lade qui, toujours de bonne humeur, répondit à sa révérence et la chargea de souhaiter le bonjour à la tante-dragon. Molly bégaya une réponse et se dirigea vers la petite place où se trouvait la librairie Donaldson. Au lieu de suivre la jeune fille, Henry la regarda se faufiler entre les femmes à la mode assises à côté de leurs soupirants, en train de parler avec animation. La robe de mousseline grise de Molly, malgré sa reprise au coude, lui plaisait mieux que toutes celles de satin blanc chamarré d'or ou que tous les manteaux écarlates.

Elle avait disparu dans le magasin sombre, comme une colombe qui s'engouffre dans le pigeonnier ; après quelques minutes, il abandonna Dick Gregory et entra à son tour dans la librairie. Une ou deux femmes levèrent les yeux ; il passa devant elles, les salua, mais il feignit de ne pas comprendre leur invitation ; il voulait qu'on le laissât tranquille pour mieux observer lady Molly.

A l'intérieur du magasin, il trouva le calme, la lumière agréablement tamisée par les rayons de livres qui masquaient la partie inférieure des fenêtres. Henry Cope avait le pas léger, il marchait sans bruit. Molly, debout devant le comptoir, ne le remarqua pas, malgré le regard de bienvenue jeté par l'employé qui le servait. Le jeune homme en vert était un des meilleurs clients du patron. Le commis aurait volontiers abandonné la jeune femme pour le servir, si celle-ci ne se

fût pas parée d'un titre de noblesse : voilà ce qu'exprimaient les yeux durs et brillants au-dessus du nez de perroquet. Henry Cope secoua la tête en signe de réprobation et, dissimulé derrière les rayons, commença de feuilleter les livres nouvellement parus ; mais, à travers le caquetage des clientes, il prêtait l'oreille au pauvre chuchotement de Molly :

— Quand peut-on espérer les recevoir de Londres ?

— Demain soir, milady, au plus tard. Nous attendons un paquet de livres ce soir ; il se peut que les trois volumes y soient. Sinon, notre messager doit prendre la diligence cet après-midi.

— Les trois volumes ? Mais je n'en ai perdu qu'un !

— J'ai déjà eu l'honneur d'expliquer à milady que les éditeurs ne les vendent pas séparément. Si j'avais un exemplaire dépareillé, je l'offrirais tout de suite à milady.

— Ce n'est pas cela que je veux dire. Mais le prix ?

— Environ trente shillings, milady.

Elle baissa la voix :

— Vous n'avez pas l'ouvrage d'occasion : il coûterait moins ?

— Je puis assurer milady que s'il existait des exemplaires bon marché, la librairie se les serait procurés. Impossible d'avoir ce livre, milady, à n'importe quel prix : les exemplaires se vendent comme des petits pains. Nous avons eu neuf demandes aujourd'hui, mais, comme M. Donaldson l'a dit aux clients : milady a droit au premier.

— Je sais. Ma tante y tenait tellement ! Quelle malchance ! Je n'y pouvais rien. J'étais accrochée à la rampe ; le livre m'a glissé des mains et le vent l'a emporté.

— Oui, milady me l'a déjà dit. Faut-il envoyer les volumes à milady dès qu'ils arriveront ?

— Oh ! non, non, je préfère venir. Je le préfère et...

Elle parlait tellement bas que Mr Cope dut s'approcher.

— Et puis, s'il vous plaît, je préférerais que cela ne fût pas mis au compte de ma tante. Je voulais, je veux... je vais les payer moi-même.

La bouche de l'employé à nez de perroquet se referma avec mépris. Il cligna de l'œil dans la direction d'Henry Cope, tandis qu'il reconduisait la jeune fille.

— Au revoir, milady !... Et maintenant, monsieur Cope...

Lady Molly, entendant le nom, tourna la tête, puis elle se ravisa, évita les regards et s'enfuit. Mr Cope l'aurait suivie, mais déjà l'employé, lui barrant la route, le saluait.

— Désolé de vous avoir fait attendre, monsieur Cope, mais ce sont toujours les petits clients qui donnent le plus de mal. Que puis-je ?...

Les yeux de Mr Cope s'étaient durcis.

— Où est votre patron ? Sait-il de quelle façon vous traitez les clientes ? Une jeune fille du grand monde... En tout cas, il le saura.

— Oh ! monsieur Cope...

— Laissez-moi passer !

Et le voilà parti. Le regard de Mr Cope, celui des grandes occasions, le regard où il y avait à la fois l'éclat de l'acier et la dureté de la pierre, laissa l'employé à nez de perroquet gloussant d'appréhension. La foule de midi était dense ; Molly avait déjà disparu, mais Mr Cope devina où elle était allée. Quand on a du chagrin, on se dirige vers le large. Donc, sans plus de cérémonie, il plongea dans la foule. A l'aide de ses coudes il se fraya un chemin. Dès qu'il eut dépassé le Steyne, il l'aperçut au loin. Après un moment d'hésitation au bord de la falaise, elle se précipitait sur la pente rude et pierreuse qui menait à la plage. Sa robe grise, en frôlant le gazon, la lavande et les herbes desséchées, les faisaient s'agiter. Il la trouva blottie contre le grand mur du brise-lames. De l'endroit où elle se trouvait, elle ne put le voir venir, mais le crissement du gravier sous ses pas l'avertit. Il perçut ses efforts pour se ressaisir. Elle s'était essuyé les yeux, mais elle restait adossée au mur comme un enfant qui craint la punition, recule et se réfugie au coin de la pièce. Quand il arriva près d'elle, il vit sa figure toute pâle.

— Je ne suis pas un revenant, dit-il en riant. Pour l'amour du ciel, qu'y a-t-il ?

— Il n'y a rien, rien du tout, répondit-elle, la voix étranglée. — Puis, avec l'insolence du désespoir : — Je suis venue ici pour être seule.

— Naturellement. Mais moi je ne veux pas que vous soyez ici seule et si attristée. Qu'y a-t-il ?

Elle tenta de sourire. Il admira son courage, car elle refoulait ses larmes.

— Il n'y a absolument rien. Je suis si lâche !

— Cet homme ne sera plus insolent avec vous.

— Qu'est-ce que cela peut vous faire ? dit-elle avec impatience.

— Alors, c'est la perte du livre qui vous désole ? Mais vous en aurez un avant demain. Je m'en occuperai...

— Ce n'est pas cela... C'est que ma tante... vous comprenez, je ne lui ai pas dit...

Sur-le-champ Mr Cope se transforma en homme pratique.

— Pourquoi restons-nous debout ? Regardez, la plage est sèche. Asseyez-vous. Personne ne vous verra.

Il lui prit le coude pour la faire asseoir et, à travers la reprise épaisse et la mousseline fine, ses doigts sentirent le contact de rondeurs fermes et lisses. Dès qu'elle eut obéi, sa main lâcha prise. Elle s'assit et lui s'assit à son tour sur la pente, un peu plus bas, et leva les yeux vers elle.

— Vous ne lui avez pas dit que vous vous étiez réfugiée chez moi, hier ? Pourquoi, lady Molly ? Nous n'avons fait aucun mal. J'irai la voir moi-même et je lui expliquerai ce qui s'est passé.

Elle remua les lèvres ; un peu de rose vint à ses joues.

— Lady Molly...

Brusquement elle éclata. Elle était penchée en avant, le regardant les yeux dans les yeux.

— C'est cette voix stridente, monsieur Cope, et ces paroles qui coulent, qui coulent. Elle est très bonne pour moi. C'est-à-dire que je suis nourrie et habillée. Être avec elle, c'est une chance pour moi. J'ai un foyer, mais je n'y puis ni parler ni tousser, sans qu'elle me fasse une observation. Elle est toujours sur le point de se mettre en colère, ce qui me rend si gauche ! Quand je remplis un verre, je laisse tomber du vin à côté, sur le pied du verre. Je me lève pour le laver, elle me suit, elle reste debout sur le seuil de l'office et elle me regarde. Pourtant elle n'est pas volontairement méchante. Quand je m'assieds sur une chaise, elle me reproche de croiser les jambes ou de froisser ma robe ; jamais je n'arrive à mettre les cuillerées de thé qu'il faut dans la théière. (Je pense qu'elle compte chaque feuille !) Elle n'est pas très riche, vous savez, quoiqu'elle essaie de maintenir notre rang. Oh ! ce rang dont elle nous rebat les oreilles ! Elle pourrait se payer une dame

de compagnie, mais une nièce revient moins cher et cependant une nièce a un certain rang à tenir, vous comprenez, ce qui entraîne aussi des frais. Parce que je suis sa nièce, un domestique doit m'accompagner, mais escorter une salariée, quelle absurdité ! Donc il y a toujours déséquilibre entre le faste extérieur et la pauvreté réelle. Je n'ose pas lui dire que j'ai perdu un des volumes et qu'elle doit en payer trois. Et ainsi jusqu'au jour où Donaldson, lassé d'attendre son argent, mettra les livres sur son compte. Elle découvrira tout, que vous m'avez secourue, ce qui amènera d'autres...

Brusquement elle devint cramoisie et s'étrangla.

— Elle serait peut-être capable de vous écrire, et ça je ne pourrais le supporter, cria lady Molly.

— Je comprends, dit-il vaguement.

— Oui, à présent, vous comprenez.

Elle ramassa des cailloux et avec violence les jeta les uns après les autres dans l'eau jusqu'à ce qu'il avançât la main et la posât sur la sienne. Ce contact la calma. Elle continua, sur un ton plus posé :

— Je ne possède que dix shillings qui doivent durer jusqu'à la Noël. Je pourrais payer un volume, mais je ne peux pas payer les trois. Il aurait pu me vendre un seul volume. Il ne savait pas, il ne comprenait pas. Il aurait pu le faire. Dites qu'il aurait pu !

Molly faisait pitié, mais Mr Cope n'avait de sympathie que pour lui-même. Dans quelle situation se trouvait-il, grâce à elle ?

Pendant qu'elle parlait, il inventait des solutions à la douzaine ; il pourrait soudoyer Donaldson ; il pourrait prendre le livre dans sa propre bibliothèque ou récupérer miraculeusement, intact, sans déchirure ni souillure, celui que le vent avait emporté sur un toit où il serait perché. Mais il fallait renoncer à ces solutions. Molly devinerait et, selon son expression favorite, — « elle ne pourrait pas le supporter ». La solution éminemment raisonnable et facile, celle d'acheter le livre pour elle, lui était interdite. Si jamais l'idée d'un secours pécuniaire avait pu germer dans sa tête stupide, elle ne lui aurait pas raconté l'histoire, il le savait bien. Il cherchait des phrases pour aboutir à la conclusion que jamais, même en y mettant toute la délicatesse possible, il ne pour-

rait formuler le : « Permettez-moi de vous donner, de vous prêter... de fournir... » Elle l'avait remis à sa place hier pour un bout d'ivoire. Ivoire ! Ce mot lui suggéra une idée.

— Mais, chère, chère lady Molly ! Comment osez-vous dire : « Je n'ai que dix shillings au monde ? » Vous qui avez toute une provision de pièces d'or...

— Moi ? Des pièces d'or ? Quelles sont ces folies ?

— Voyons, chère lady Molly, — il était très fier de lui, — Ne vous ai-je pas commandé une miniature ? Dix livres pour une miniature, — n'oubliez pas que je fournis l'ivoire, — c'est un prix équitable. Demandez chez Donaldson, écrivez chez Christie, si vous ne voulez pas me croire ! C'est juste et, croyez-moi, j'en aurais parlé hier, mais je m'imaginais que c'était chose entendue... Chère, chère lady Molly, je vous défends de pleurer. Lady Molly, si vous ne cessez pas de pleurer immédiatement, je ne vous raconterai pas l'aventure qui m'est arrivée hier après votre départ, — et elle est des plus délicieuses, — avec un animal marin. Je suis venu vous chercher chez Donaldson exprès pour vous la dire. Lady Molly !... Molly... je vous en supplie !

— Laissez-moi pleurer, répondit-elle.

Alors brusquement, gauchement, elle se leva, faisant rouler les galets. Elle s'éloigna de lui et se tint immobile, à l'écart, appuyée au brise-lames ; ses yeux contemplaient la mer.

Lui aussi avait les regards perdus vers l'horizon.

CLEMENCE DANE.

Texte français de Linda Russ.

(*La deuxième partie au prochain numéro*).

EUGÈNE FROMENTIN

I

L'HOMME

Voici sans contredit l'une des personnalités les plus originales et les plus riches de nos Lettres françaises. Peintre fécond et de grand talent, il a peu écrit, mais il a laissé, dans des genres très différents, quatre livres, dont deux au moins sont d'incontestables chefs-d'œuvre ; il a renouvelé successivement la littérature de voyages, le roman, la critique d'art. Il est l'un de nos écrivains les plus accomplis, et pourquoi hésiterais-je à dire l'un de nos grands écrivains ? Nous savons tous, par d'illustres exemples, que, pour mériter ce titre, il n'est point nécessaire d'avoir fait très souvent gémir les presses. En matière de littérature et d'art, la quantité n'est rien, la qualité est tout.

Dans cette *Revue*, dont il est l'une des gloires, et à laquelle il a donné presque toute son œuvre écrite, il n'est besoin, j'imagine, d'aucun prétexte pour reparler de lui. Que s'il nous faut à tout prix une occasion d'actualité, cette vulgaire raison ne nous fera point défaut. Tout récemment, un ingénieux critique, M. Maxime Revon, qui a entrepris une édition des œuvres complètes de Fromentin, nous a donné, dans une collection qui s'intitule *Choisir*, un bon choix des plus belles pages de son auteur. L'an dernier, M. Émile Henriot publiait, avec une introduction et des notes, une excellente édition nouvelle de *Dominique* qu'on venait, — suprême honneur, et très justifié, — d'inscrire au programme de l'agrégation des Lettres, et, vers le même temps, dans une thèse de l'Université

de Grenoble, Mlle Camille Reynaud consacrait à la genèse du célèbre roman une très curieuse étude. Un peu auparavant, M. Jean-Marie Carré avait réédité, d'après le manuscrit original, les notes du *Voyage en Égypte*. Toutes ces publications récentes complètent fort heureusement les deux volumes un peu anciens, mais essentiels, où M. Pierre Blanchon a recueilli et commenté, en les accompagnant de notes biographiques et de fragments inédits, les *Lettres de jeunesse* et le reste de la *Correspondance* du peintre-écrivain (1).

Pour embrasser Fromentin tout entier, peut-être faudrait-il lui ressembler un peu. Pour bien comprendre cette fine, subtile et complexe organisation d'artiste, pour pénétrer jusqu'à cette région mystérieuse de l'âme où les impressions du dedans et du dehors accourent en foule et se rejoignent, où les images se forment et s'épurent, où les idées, les sentiments et les volontés naissent et se précisent, où les moyens d'expression s'élaborent, peut-être la pure et simple critique littéraire et psychologique ne serait-elle pas suffisante ; peut-être à la culture et à l'expérience du critique d'art serait-il bon de joindre celles du peintre et d'avoir manié soi-même le crayon et le pinceau. Ce sont là des conditions idéales bien difficiles à réaliser. Mais on n'écrirait jamais rien si l'on avait la puérile prétention de tout dire et surtout de ne rien laisser à dire à d'autres. Essayons sans illusion et selon nos forces d'esquisser un portrait que de plus habiles et de mieux informés n'auront pas de peine à faire oublier.

I

L'explication d'une œuvre d'art n'est pas toujours, mais elle est le plus souvent dans la vie et dans le caractère de celui qui l'a conçue et exécutée. Fromentin artiste est de ceux que

(1) *Fromentin*, introduction de Maxime Revon, 1 vol. in-12, Desclée, de Brouwer, 1938 ; — *Dominique*, nouvelle édition avec une introduction et des notes par Émile Henriot, 1 vol. in-16, Garnier, 1937 ; — Camille Reynaud, *la Genèse de Dominique*, 1 vol. in-8 ; Arthaud, Grenoble, 1937 ; — Eugène Fromentin, *Voyage en Égypte*, journal publié d'après le carnet manuscrit avec introduction et notes, par Jean-Marie Carré, 1 vol. in-16, F. Aubier, 1935. — Cf. Pierre Blanchon, *Lettres de jeunesse* ; *Correspondance et fragments inédits de Fromentin*, 2 vol. in-16, Plon, 1909, 1912 ; — L. Gonse, *Eugène Fromentin, peintre et écrivain*, 1 vol. gr. in-8, A. Quantin, 1881.

l'on comprend d'autant plus parfaitement que l'on connaît mieux l'homme, *intus et in cute.*

Né à La Rochelle le 24 octobre 1820, il appartenait à une vieille famille de l'Aunis qui fut touchée par la Réforme, puis revint au catholicisme, et qui fut surtout féconde en hommes de loi. Son père, médecin aliéniste fort distingué, avait, à Paris, fréquenté plusieurs ateliers ; ses maîtres lui avaient inculqué le goût, assez fâcheux, du paysage académique ; mais il faisait d'assez bonnes copies, avait acquis une réelle habileté de main, et il n'est pas douteux qu'il a transmis à son fils, avec ses dispositions natives, les premiers éléments de son métier et de son art. C'était un esprit autoritaire, assez positif, avec un fond d'indécision et de bourgeoise méfiance. Eugène Fromentin tenait beaucoup plus de sa mère, pour laquelle il avait un véritable culte : celle-ci avait été un peu mondaine dans sa jeunesse ; après son mariage, elle s'était étroitement confinée dans ses affections et ses devoirs domestiques. Très pieuse, elle « passait sa vie entre son aiguille et le confessionnal ». C'était une âme inquiète et tendre, scrupuleuse et timorée, qu'un rien bouleversait, mais dont la bonté rayonnante inspirait à tous respect et admiration. Ce milieu très sain de petite bourgeoisie provinciale et un peu étroite n'était pas précisément celui qui convenait à un futur artiste : Fromentin a beaucoup souffert par ses parents, qu'il a d'ailleurs beaucoup aimés.

Il avait un frère aîné, Charles, qui, très différent de lui, suivit la carrière de son père, auquel il ressemblait. Eugène, lui, était un enfant brun, nerveux, délicat, un peu frêle, aux grands yeux noirs de rêve, d'une « extrême sensibilité morale et physique » et d'une précoce vivacité d'intelligence. D'après son propre témoignage, il eut une enfance « très ouverte, très gaie, presque bruyante ». Mais cette exubérance ne dut pas beaucoup s'épanouir dans la triste demeure paternelle de la rue des Maîtresses, et il ne semble pas non plus que le charme austère et un peu mort de la vieille cité calviniste lui ait laissé un bien agréable souvenir. Heureusement pour lui, il y avait la petite maison blanche de Saint-Maurice avec son jardin d'où l'on aperçoit « ce double horizon plat de la campagne et des flots, d'une grandeur saisissante à force d'être vide ». On y passait les mois d'été. Là, l'enfant vivait en étroite

communion avec la nature, « source de toute poésie et de tout sentiment » ; tout son être s'ouvrait aux mille impressions que le monde des sons, des couleurs et des formes lui versait avec sa prodigalité coutumière ; ses sens s'affinaient ; sa faculté d'observation s'aiguisait ; peu à peu il prenait conscience de sa personnalité morale. Il n'avait aucun goût pour le printemps ; l'automne au contraire lui inspirait déjà cet « attachement passionné » qu'il a si souvent traduit dans ses livres. « L'automne, a-t-il écrit, a je ne sais quoi de grave et de magnifique qui prête aux lieux les plus ingrats un charme extraordinaire, le charme du regret, la réverbération sereine du soleil qui s'en va ; le printemps laisse à toute chose sa plate, son indigente réalité. » Il y a des âmes d'été. Fromentin était une âme d'automne.

Au collège de La Rochelle, dont il suivit les cours comme externe, sa vive intelligence, sa finesse d'intuition firent merveille. Il fut un humaniste accompli, s'assimila sans effort « toute l'antiquité latine et grecque », dont la langue lui resta longtemps familière, et, bien entendu, sans préjudice des grandes œuvres du XVII[e] siècle français. Plus tard, à Blidah, on le revoit avec un ami « causant de souvenirs classiques en regardant tomber les petites olives sauvages que le vent du printemps secouait des branches » et relisant *Œdipe à Colone* « pendant un après-midi qui rappelait la Grèce ». Peintre et écrivain, Fromentin ne serait pas tout ce qu'il est, si la culture classique ne l'avait pas fortement marqué de son empreinte : jusqu'au bout il est demeuré l'homme qui, tout jeune, s'était épris de Sophocle et avait subi l'enchantement des héros de Racine.

Tout jeune aussi, il dessinait déjà, s'exerçant dans les genres les plus divers, émaillant ses cahiers de cours de dessins à la plume amusants et pittoresques. Et son humanisme précoce ne lui interdisait pas des échappées plus ou moins vives dans la littérature contemporaine : à bien des signes, à d'involontaires réminiscences, à certaines attitudes morales, on reconnaît qu'il s'est de bonne heure nourri des écrivains romantiques, que Chateaubriand, Lamartine, Hugo, Musset, Sainte-Beuve ont été pour lui des maîtres avidement lus, tendrement aimés et naïvement imités : car il écrivait des vers, beaucoup de vers qui, évidemment, sont médiocres,

mais où il n'est pourtant pas impossible de cueillir, çà et là, quelques traits qui semblent bien annoncer un vrai poète, comme celui-ci, qui, pour avoir été trouvé par un écolier de dix-sept ans, ne déparerait pas une belle pièce d'Alfred de Vigny :

Et les villages blancs vous rient dans le lointain.

A cet adolescent rêveur qui avait lu Byron et qui faisait des vers il ne manquait plus, pour ressembler complètement au « modèle idéal » qu'il portait en lui-même, que d'être amoureux. Il le fut.

A Saint-Maurice, les Fromentin avaient pour voisine de campagne une créole, la veuve d'un capitaine au long cours, Mme Chessé, dont la fille, Jenny-Caroline-Léocadie, née à Port-Louis, dans l'île Maurice, était de près de quatre ans plus âgée qu'Eugène. Les deux enfants jouèrent ensemble avec la libre familiarité qu'autorisaient le voisinage et la vie à la campagne et avec les nuances que l'on devine : innocentes coquetteries et manières un peu protectrices d'un côté, délicates prévenances de l'autre. Jenny était fort jolie : elle avait, enfant unique et sans doute un peu gâtée, la grâce languissante et parfois capricieuse des créoles ; son petit camarade avait une extrême distinction dans toute sa personne ; ses longs cheveux bruns, ses yeux intelligents et doux, ses succès scolaires faisaient aisément oublier son âge ; sa nature d'artiste le rendait très sensible au charme féminin. Il était inévitable qu'un naïf commencement d'idylle se nouât entre ces deux enfants.

Mariée à dix-sept ans avec un jeune surnuméraire des Contributions directes qu'on nous dépeint comme ombrageux et fort jaloux, la jeune Mme Béraud trouva-t-elle vite son mariage un peu prosaïque ? Elle était vive et gaie ; elle aimait le monde ; elle était coquette et très courtisée. Les hommages de son petit ami d'enfance, qui peu à peu avait pris conscience du tendre sentiment qu'elle avait fait naître, lui furent très agréables ; ils se voyaient souvent ; en l'absence du mari, le soir, à un signal convenu, elle le recevait chez elle, en présence d'une amie indulgente, écoutait complaisamment ses discours, les vers qu'il lui lisait, ne lui ménageait pas les railleries, parfois cruelles, plus amusée apparemment que troublée par

cette passion juvénile dont l'ardeur ingénue flattait son amour-propre de femme. Avec des alternatives probablement diverses et des épisodes peut-être mouvementés qui nous échappent, cette idylle éminemment romantique dura cinq ou six ans. Fut-elle, comme divers indices tendraient à nous le faire croire, de tous points platonique ? Ou bien, comme on l'a insinué, sans apporter d'ailleurs de véritables preuves, le platonisme n'eut-il qu'un temps, et le collégien sentimental d'hier a-t-il personnellement connu les tristes et vulgaires réalités des amours adultères ? Peut-être ne le saurons-nous jamais ; et, d'ailleurs, que nous importe ? Laissons aux tombes closes les secrets qu'elles nous dérobent. Nous n'avons nul besoin de connaître dans le dernier détail les relations de Lamartine et de Mme Charles pour admirer les *Méditations*. Et quelle qu'ait été Madeleine dans la vie réelle, nous ne voulons plus la voir que dans le chaste et séduisant portrait qu'en a tracé Fromentin.

Cet « amour blanc de la quinzième année », qui, pour tant d'autres, eût été une banale aventure, n'en fut pas une pour le futur auteur de *Dominique*. Amour de tête et d'imagination sans doute, et où il est entré beaucoup de littérature, mais où son cœur, — son « pauvre et faible cœur », comme il devait dire un jour, — s'est trouvé aussi engagé. C'était un tendre, et qui prenait tout au sérieux, presque au tragique. Au sortir du collège, à dix-huit ans, sans occupation régulière, tout à son idée fixe, à sa passion dominatrice qui lui faisait commettre mille imprudences, n'ayant pour s'en divertir que de vagues distractions mondaines, et surtout la lecture, une active correspondance avec ses amis, ses juvéniles essais de poésie, de dessin et de peinture, il ne mangeait plus, dépérissait, se consumait à vue d'œil. Sa famille s'inquiéta ; on décida de lui faire quitter La Rochelle. Aussi bien il fallait songer à une situation : il ne marquait aucune vocation bien déterminée, et la littérature et la peinture n'étant pas des professions classées, on jugea bon de l'orienter vers les études de droit, en vue d'une future carrière juridique. Il accepta, et en novembre 1839, tout ému d'une attendrissante scène d'adieux, il partait avec son frère pour Paris.

Paris l'enchanta vite. Quoique un peu isolé dans son rêve intérieur qui lui faisait éviter les compagnies trop bruyantes

et le préserva des écarts de la jeunesse, il s'empressa de mettre à profit les moyens de culture que la grande ville offre généreusement à ceux qui savent les utiliser : il suivait des cours, fréquentait les musées, les expositions, allait de temps à autre au théâtre, excursionnait dans les environs. Il avait retrouvé un ami de La Rochelle, de deux ans plus âgé que lui, Émile Beltrémieux, qui faisait sa médecine en poursuivant mille études parallèles de droit, de philosophie, de littérature et d'histoire : âme ardente, noble cœur passionnément épris de progrès démocratique et social, ouvert aux quatre vents de l'esprit et qui aurait certainement marqué sa place parmi ses contemporains s'il n'était pas mort à vingt-neuf ans : il eut une grande influence sur Eugène Fromentin. Celui-ci, dont la foi religieuse était chancelante, mais dont la sensibilité chrétienne était restée très vive, s'était laissé introduire à un cercle religieux et littéraire de jeunes gens, l'*Institut catholique.* Il y fit la connaissance d'un élève de l'École des Chartes, son aîné de quatre ans, Paul Bataillard, avec lequel il se lia intimement : esprit moins original qu'Émile Beltrémieux, il avait comme lui d'ardentes, de naïves convictions républicaines; c'était une âme charmante, profondément désintéressée et parfaitement bonne. Fromentin, comme on voit, choisissait bien ses amis.

Par l'intermédiaire de Paul Bataillard, il était entré en relations avec un autre jeune homme, du même âge que lui, Armand du Mesnil, dont la mère veuve, après des revers de fortune, était venue se fixer à Paris. Esprit fin, quoique un peu précieux, très lettré, il aurait pu se faire un nom dans le journalisme et au théâtre ; il entra au ministère de l'Instruction publique, où il fournit une longue et féconde carrière; sa droiture, sa chaleur de cœur lui attiraient vite les sympathies ; il fut pour Fromentin, qui devait plus tard épouser sa jeune nièce, le plus sûr des conseillers et le plus dévoué des amis.

Tous ces jeunes gens, « les derniers fils des Werther, des René, des Adolphe, des Obermann, des Amaury, auxquels on peut ajouter le Rousseau des *Confessions* », étaient prodigieusement férus de littérature romantique ; ils se complaisaient en eux-mêmes ; ils s'étudiaient avec une inlassable ferveur; ils passaient leur vie à « se regarder vivre, penser, sentir ».

Eugène Fromentin était peut-être le plus atteint de tous : ses amis essayaient de le détacher de son chimérique amour, qui lui faisait négliger sa santé. « Sois homme », lui écrivait Beltrémieux, sans grand succès. Il envoyait des vers à Mme Béraud ; il la revoyait aux vacances, avec ses trois enfants, et se laissait reprendre à son charme, à ses « grands yeux étonnés et souriants ». M. Émile Henriot, qui a découvert un portrait de Madeleine, nous en fait une bien jolie description dont j'ai pu vérifier l'exactitude (1) : « brune aux yeux gris-bleu, à la chevelure partagée en ondes, qui encadrent doucement le visage au teint rose mat, au nez droit, à la bouche fine... L'air est spirituel et sensible, et surtout d'une extrême finesse. » « Homme de confidences et de caresses », comme il se définit lui-même, Fromentin était sans force devant cette grâce. Mais la vie réelle, avec ses exigences, fut plus forte que sa volonté. « Toutes nos relations d'amour sont définitivement rompues, écrivait-il en octobre 1842. Les circonstances (nous ne savons lesquelles) nous désunissent malgré nous. » Et il ajoutait avec mélancolie : « En amour, la dette des âmes fidèles est la résignation. »

Or, à la fin de juin 1844, il apprenait que son amie se mourait à Paris des suites d'une grave opération qu'elle venait de subir. Il accourt : à travers une porte vitrée, il entrevoit l'infortunée jeune femme agonisant sur son lit de souffrances. Le mari est là : ils se serrent la main en silence. Éperdu de douleur, il entre dans une église et se jette à genoux pour prier et pleurer sans contrainte. C'était l'heure du salut : les prières et les chants liturgiques apaisent un moment sa détresse : Madeleine mourait quelques jours après : elle avait vingt-sept ans.

Le désespoir du pauvre amoureux fut immense : sa famille et ses amis redoutaient qu'il ne se laissât aller à quelque extrémité ; des pensées de cloître le hantaient. Enfin il se calma un peu ; quelques jours de solitude dans les bois de Meudon, dans la forêt de Fontainebleau, en tête-à-tête avec la nature immortelle, lui furent salutaires. Il jetait sur son journal ces lignes pathétiques :

(1) Il existe un autre portrait, beaucoup plus médiocre, paraît-il, de Madeleine, et qui serait du père de Fromentin.

Je pense à toi qui dors *là-bas* sous l'herbe mouillée du cimetière, pauvre tête si belle, aux yeux si doux, au teint si blanc, aux cheveux si noirs !

Je pense à toi qui subsistes là-haut dans l'inconnu dévoilé, chère âme, âme heureuse, âme satisfaite, âme apaisée !...

Amie, ma divine et sainte amie, je veux et vais écrire notre histoire commune, depuis le premier jour jusqu'au dernier. Et chaque fois qu'un souvenir effacé luira subitement dans ma mémoire, chaque fois qu'un mot plus tendre et plus ému jaillira de mon cœur, ce seront autant de marques pour moi que tu m'entends et que tu m'assistes...

Voilà l'origine de *Dominique*.

Ce qui sauva Fromentin de l'absolu désespoir, ce fut, avec la tendresse de ses parents et de ses amis, et, peut-être, un reste de foi religieuse, — il était entré à la conférence de saint Vincent de Paul, — l'amour du travail et la passion de l'art. Le droit l'ennuyait « à crever » ; mais il n'en avait pas moins passé ses premiers examens et il préparait son doctorat. Peu encouragé par son père, il n'avait jamais cessé de dessiner et d'écrire des vers, — plus de six mille, nous dit-on, — mais en 1842, il hésite encore, pour sa carrière future, entre le barreau et la magistrature : « l'art comme loisir et pas comme métier », écrit-il, et il consent même à entrer dans une étude d'avoué. Enfin, l'année suivante, sa vocation d'artiste s'est précisée au cours de ses fréquentes visites au Louvre ; il obtient, non sans peine, de son père l'autorisation d'entrer dans un atelier : on lui impose celui de Rémond où il ne s'attarde guère. Désormais, et sans cesser de s'intéresser aux choses littéraires, il est « embarqué » : il sera peintre, et peintre paysagiste.

Voici en quels termes, écrivant à un ami, il résumait lui-même tout ce développement intérieur : « Après trois années passées à faire mon droit, il se trouva que le contact assidu de notre ami Émile (Beltrémieux), la connaissance que j'avais faite de quelques amis lettrés, l'influence même de Paris, peut-être le développement naturel de mes facultés, peut-être aussi l'entraînement de l'exemple, me tournèrent fortement vers la littérature et les arts. A ce moment, je sentis, ou crus sentir que, n'étant point ou ne

pouvant point devenir un écrivain, je réussirais peut-être à faire un peintre. Le vague même, la langueur de mon sentiment, l'amour extrême que j'avais eu toute ma vie pour la nature, enfin une certaine aptitude à décrire que je me croyais connaître, me décidaient pour le paysage. » Il a quitté l'atelier de Rémond pour celui de Cabat qui l'encourage, lui apprend son métier et lui témoigne une réelle sympathie. Avec des alternatives d'abattement et d'espérance, il s'efforce laborieusement de dégager sa personnalité d'artiste : « Je suis *peintre*, je le crois, je le sens, on me l'affirme », s'écrie-t-il, et il « se risque », en écrivant à « sa mère aimée », il est vrai, à parler des « germes de talent » qu'il croit apercevoir en lui-même.

Très soutenu par ses amis, Fromentin ne l'est guère par sa famille qui, n'étant pas très fortunée, s'effraye un peu de lui voir suivre une carrière dont les profits sont à la fois bien aléatoires et fort tardifs. Sa mère, à laquelle il écrit les plus tendres lettres, et qui paie en secret ses dettes, est évidemment assez loin de lui ; son père, plus encore, dont les maladresses, les observations peu intelligentes ont le don d'irriter et même d'exaspérer cette jeune sensibilité inquiète, mobile, facile à émouvoir et à troubler. A Saint-Maurice, où il passait les vacances et où il retrouvait de douloureux et toujours chers souvenirs, les journées se traînent, moroses, fastidieuses : la peinture, la correspondance sont à peu près son unique distraction. Sous l'influence de ses amis Beltrémieux et Bataillard, lesquels sont tous deux francs-maçons et fort engagés dans le mouvement politique et social qui aboutira à la révolution de 1848, il s'est affilié à la loge maçonnique de La Rochelle. Beltrémieux, pour propager ses idées, a fondé une *Revue organique des départements de l'Ouest*, à laquelle Fromentin, en 1845, a donné trois intéressants articles d'art et de littérature : un *Salon* et une étude intitulée : *A quoi servent les petits poètes*. S'il partage les juvéniles convictions de ses amis, il est visiblement trop artiste pour se donner les allures d'un militant.

Il cherchait toujours sa voie, le coin de terre encore vierge où il pourrait planter son chevalet de peintre paysagiste. Il avait toujours été attiré par l'Orient : simple conséquence de son éducation romantique ? ou bien faut-il croire à une

sorte de loi qui entraîne vers les pays du soleil les artistes ou les écrivains descriptifs que le hasard a fait naître sous des cieux bas, gris, dispensateurs d'une lumière avare : tels Claude le Lorrain, Pierre Loti, Maurice Barrès, Louis Bertrand ? Quoi qu'il en soit, c'est vers le groupe des peintres orientalistes, Delacroix, Decamps, Marilhat que déjà l'inclinait une secrète prédilection. En 1846, une occasion s'étant présentée à lui de visiter l'Algérie, en compagnie de du Mesnil et d'un peintre ami, Charles Labbé, dont la famille habitait Blidah, il s'empresse de la saisir et, à l'insu des siens, il part dans les premiers jours de mars.

II

L'Algérie lui fut un enchantement. « C'est beau, c'est beau, écrit-il de Blidah à Bataillard, le 14 mars. Tout est beau, même la misère, même la boue des sandales. » Et quelques jours plus tard : « Tout est nouveau pour moi, tout m'intéresse ; et plus j'étudie cette nature, plus je crois que, malgré Marilhat et Decamps, l'Orient est encore à faire. » Il travaille avec ardeur, et au bout de six semaines, il rentre à Paris, infiniment heureux de son voyage, ses albums pleins de croquis, ses yeux de visions, et sa mémoire de souvenirs. « J'ai senti là-bas qu'il y avait une veine originale pour moi », écrit-il à son père qui a fini par lui pardonner son escapade, et il va désormais se mettre en mesure de l'exploiter.

A Paris, un heureux changement s'était produit dans sa manière de vivre. Il était devenu le très proche voisin de son ami Armand du Mesnil, dont l'excellente mère le considéra bientôt comme un second fils. M[me] du Mesnil avait une petite-fille, Marie, dont les parents étaient morts, et qu'elle avait recueillie à sa sortie de pension. Dans la maison des du Mesnil habitait une veuve, M[me] Regnault, grande amie des Labbé, et qui fut, elle aussi, très accueillante et maternelle au jeune peintre. Celui-ci se trouvait là « comme en famille ». Tout ce monde, auquel se joignaient souvent les amis Beltrémieux et Bataillard, vivait presque en commun, dans une harmonie parfaite, formait un véritable « phalanstère ». Dans ce milieu charmant, intelligent, chaudement sympathique, Fromentin s'épanouissait, travaillait avec passion. Au Salon de 1847, il

exposait trois petits tableaux qui étaient reçus à l'unanimité : *Une Ferme aux environs de La Rochelle*, *Une Mosquée près d'Alger* et *les Gorges de la Chiffa*, et ce dernier lui était acheté par un amateur 350 francs. Ce premier succès lui concilie les demi-bonnes grâces de son père qui se résigne enfin à le voir déserter définitivement le droit, suivre la carrière de peintre et se fixer pour toujours à Paris. Sa volonté persévérante avait imposé sa vocation.

Maître désormais de sa destinée, mais très désireux, comme il est bien naturel, de dégager pleinement son originalité d'artiste, il éprouve alors un impérieux besoin, presque physique, de revoir cette Afrique dont il a emporté, l'année précédente, de si vivants souvenirs. « J'ai pleuré de chagrin, avouait-il, en laissant là tant de trésors que je venais de découvrir. » C'est qu'à vrai dire un « exclusif penchant » l'entraîne vers ces pays d'Orient dont il n'a pu qu'entrevoir les richesses et les vierges beautés. « Un natif instinct me portait vers la nature du Midi, *je l'avais en quelque sorte devinée avant de l'avoir vue.* » Mais il s'agit cette fois d'obtenir l'assentiment de ses parents. Il y parvient, non sans quelque peine : son père fait des objections de principe ; sa mère, sa « chère mère adorée » tremble pour sa santé, lui envoie une médaille pieuse qu'il met immédiatement à son cou, une petite prière qu'il emporte dans son portefeuille « et dans sa mémoire ». Enfin, il part avec Charles Labbé et un autre peintre en septembre 1847.

Ce second voyage en Algérie devait durer près de huit mois. Alger, Blidah, Stora, Philippeville, Constantine, Biskra en furent les principales étapes. Cette Algérie si curieuse du lendemain de la conquête, Fromentin voudrait s'en pénétrer jusqu'à satiété : paysages, mœurs, croyances, costumes, types humains, il voudrait tout explorer, tout connaître, et ses croquis, ses études, ses notes de voyage, ses lettres à ses amis, à sa famille, se remplissent de ses impressions, qu'il retrouvera et utilisera plus tard quand, dans son atelier, il fixera sur la toile telle ou telle scène qui l'a particulièrement frappé, et quand il écrira son *Sahel* et son *Sahara*. Et il serait tout à la joie de la découverte si, dans ses pérégrinations, il ne recevait la douloureuse nouvelle que son vieil ami Beltrémieux, marié depuis un an, agonise, puis meurt. En dépit

de la « malheureuse et coupable mobilité de sentiments » dont il s'accuse, il l'aimait profondément. « Je prie pour Émile, écrivait-il à sa sœur, avec toute la force d'une amitié désespérée. » Il se désole de ne pouvoir partir pour le revoir une dernière fois. Les lettres qu'il écrit sur cette mort, qui lui en rappelle une autre, également chère, sont vraiment bien touchantes et nous font mesurer le fond de délicate sensibilité qui était sa nature même. « Ce que j'éprouve en ce moment, dit-il, ce n'est point une douleur bruyante avec larmes, c'est un chagrin silencieux qui m'enveloppe d'une ombre sinistre et me fait songer. » La réalité « d'un Dieu juste et bon », du « Dieu de sa raison et de son cœur », l'idée de l'immortalité se présentent à sa pensée avec une très grande force. « Je n'ai jamais eu d'autre consolation que cette croyance, déclare-t-il, mais elle était, elle est encore inébranlable. » Philosophie peut-être un peu vague, qui semble bien avoir été celle de Beltrémieux, et qui est toute naturelle de la part d'admirateurs de Michelet et de Quinet, et, probablement, de Victor Cousin.

Bientôt, d'ailleurs, les événements de France, qui se précipitent, viennent faire diversion aux sentiments et aux idées qui font le siège de son âme. Fromentin applaudit de tout cœur à cette Révolution que ses amis libéraux et lui appelaient de leurs vœux et dont, à son grand regret, il n'a pas été le témoin. Il se croit « capable de dévouement actif »; il va jusqu'à écrire : « Je mettrai certainement ma personne à la disposition de la République et du pays, je ferai mon devoir de citoyen aussi bien que personne. » Mais il est visible que ses goûts l'entraînent dans une tout autre direction. « *Je suis plus peintre que jamais*, s'écrie-t-il, — c'est lui qui souligne. — La paix du désert est entrée dans mon esprit. » Et il est bien déterminé à suivre, à imposer sa vocation, à renverser tous les obstacles qu'il rencontrerait, fussent-ils l'œuvre de ses propres parents. Ces derniers, inquiets de la situation politique, le pressent avec insistance de rentrer en France : prières éplorées de la mère, « injonction formelle » du père, raisonnements du frère, on met tout en œuvre pour le rappeler. A bout de ressources, car il a dû, pour vivre en Algérie, emprunter de l'argent à la bonne Mme Regnault, il se décide, la mort dans l'âme, à partir le 19 mai 1848. Désolé de ne pouvoir

aller à Paris embrasser ses amis, il va s'enfermer dans la triste demeure de Lafond, qu'habite sa famille. Là il subit de la part des siens le plus rude assaut que sa vocation ait encore eu à affronter : s'exagérant sans doute, dans sa nervosité d'artiste, l'hostilité ou l'incompréhension qu'il rencontre, il s'impatiente, s'irrite, se répand en âcres récriminations contre l'aveugle tyrannie dont il se croit l'objet. Mais, vivement encouragé par ses amis, qui croient en son talent et en son avenir, il résiste à toutes les pressions qui s'exercent sur lui. « Crois-le bien, cher ami, écrit-il à du Mesnil, quoi qu'on fasse, quoi qu'on entreprenne, je suis peintre par la volonté de Celui qui m'a fait le cœur de cette manière et je ne pourrais (le voudrais-je) me soustraire à cette nécessité de ma nature, à ces conditions de ma destinée. Jamais je n'ai été plus peintre. » Et à Mme Beltrémieux : « *Ma vie de peintre, par et pour la peinture,* — c'est lui qui souligne, — *ma vie à Paris, par conséquent, est un fait accompli contre lequel rien ne peut prévaloir, et rien ne prévaudra.* » Sa famille, qui au fond l'aime très tendrement, cède enfin, et au début de novembre, il part pour se fixer définitivement à Paris, avec ses cartons, ses albums, ses tableaux ébauchés, ses notes, ses souvenirs de voyage dont il songe déjà, si l'occasion s'en présente, à tirer quelque chose pour l'impression. Il a vingt-huit ans. Il va retrouver chez les du Mesnil une seconde famille selon son esprit et selon son cœur. Ses années d'apprentissage sont achevées. Il a désormais entre les mains tous les éléments de son œuvre.

III

Dans ce Paris si troublé de 1849, il travaille avec un acharnement et une régularité exemplaires. Il envoie au Salon cinq tableaux algériens qui lui valent des éloges de la critique, une deuxième médaille et une commande de l'État pour l'année suivante ; quatre de ses toiles se sont aisément vendues. « J'ai, dit-il, la presque assurance de vendre à l'avenir une bonne partie de mes tableaux. » Ce succès l'encourage sans l'infatuer : il se sent plus indépendant à l'égard de son père qui, à vrai dire, goûte peu sa peinture, — « différences de temps et d'école », — mais qui est tout de même flatté

de cette notoriété commençante. Pour la soutenir, Fromentin redouble d'activité et d'ardeur : son exposition de 1850 ne comprend pas moins de onze tableaux qui furent fort appréciés, notamment par Théophile Gautier, dans *l'Artiste*. Les deux mois d'hiver qu'il va passer ensuite à La Rochelle, « sans troubles, sans discussions, sans ennuis de famille », lui sont une véritable détente; mais la tendresse qu'on lui témoigne et qu'il « savoure avec des larmes en dedans », ne va pas sans une impression d'isolement moral et intellectuel dont sa pauvre mère souffre cruellement et dont il souffre lui aussi dans sa profonde affection filiale. Évidemment, sa vie d'artiste parisien lui a fait une autre âme que celle des siens. Hélas! on ne franchit jamais impunément « l'étape ».

Pendant son séjour à La Rochelle, il n'a pu se décider à confier à sa mère un sentiment qui depuis longtemps a germé dans son cœur, et qu'on voit poindre dans ses lettres d'Afrique à Armand du Mesnil. Entre la nièce de ce dernier, Marie de Beaumont, et lui, en dépit d'une grande différence d'âge, une vive sympathie est née.

L'amitié par le temps a pris un nom plus tendre.

La jeune fille, qui est sans fortune, s'est juré de ne pas épouser un autre homme que le grand ami de son oncle, mais elle juge le mariage impossible et elle a fait courageusement effort pour en écarter la pensée. Mais Eugène Fromentin, qui, de son côté, s'est éprouvé lui-même, finit par lui arracher son secret, et, leurs doubles aveux échangés, il écrit à sa mère une lettre délicieuse de délicatesse, de générosité et de tendre confiance pour la mettre au courant de cette chaste idylle et pour lui demander, ainsi qu'à son père, de souscrire à un projet d'union si raisonnable et si bien assortie. Ses parents, comme on pouvait le prévoir, font des objections relatives à la question d'argent et voudraient que leur fils attendît pour se marier que sa situation fût plus solidement établie; mais leurs lettres sont très affectueuses, et, au bout de deux mois et demi de tergiversations, ils donnent enfin leur consentement. Et ce serait pour Fromentin et pour sa fiancée une joie sans mélange si, bientôt, les reproches, les suspicions, les jalouses susceptibilités ne recommençaient de plus belle. Déconcerté dans son inexpérience psychologique, le pauvre

peintre écrit à sa famille des lettres désolées, et d'ailleurs admirables, où l'amertume, la tendresse, la déférence filiale lui inspirent des accents vraiment émouvants. « Ma mère chérie, mon bon père, — leur écrit-il, le 31 décembre 1851, — je voudrais, si j'étais près de vous ce soir, me jeter dans vos bras avec tout ce que j'ai de tendresse et d'émotion dans le fond du cœur, et vous supplier de tout oublier. Je voudrais effacer tout ce passé... Je vous en conjure, au nom de mon bonheur, au nom de ma destinée tout entière que je vais remettre entre les mains d'une enfant chérie, si digne et si capable de la remplir et de la compléter, au nom de votre tendresse de père et de mère, tendresse que j'ai pu alarmer, mais que je n'ai jamais ni méconnue, ni trahie, ni négligée, prenez soin du bonheur que je vous confie, croyez-y, car il est assuré, partagez-le, car je n'ai plus qu'un souhait désormais, c'est qu'il fasse aussi le vôtre... » Le brave cœur et l'excellent fils ! De bons parents, comme étaient sans aucune espèce de doute ceux de Fromentin, ne résistent pas à certaines objurgations. Tout finit par s'arranger : Mme Fromentin vint à Paris en février pour y faire la connaissance de sa future bru et des du Mesnil, avec lesquels s'ébauchèrent bien vite des liens de commune et confiante affection ; le 18 mai 1852, les jeunes gens se mariaient et, le soir même, partaient pour Fontainebleau, puis pour le Midi : ils se fixèrent à Saint-Raphaël.

Ces quelques mois de vie provençale furent pour le peintre une déception : son bonheur conjugal ne lui avait pas fait oublier son métier ; il était venu chercher sur la Côte d'azur des impressions inédites, un moyen de renouveler son bagage de visions africaines qu'il sentait un peu épuisé. A l'épreuve, et en dépit d'un labeur obstinément poursuivi, il ne rencontra pas ce qu'il cherchait, des motifs d'inspiration vraiment nouveaux qui lui permettraient de sauvegarder son originalité, de ne pas s'exposer à des redites. Il regrettait sa chère Algérie dont il n'avait pu exploiter à fond toutes les ressources pittoresques, et où il aspirait à revenir. Mais l'argent manquait, et le pauvre artiste se demandait avec désespoir à quelle porte frapper pour s'en procurer. Ce fut Armand du Mesnil qui fut sa Providence. Après de multiples démarches, il lui obtenait, avec le passage gratuit pour Alger, une commande du minis-

tère, et, probablement, des fonds empruntés. « Cher, cher, cher frère, lui écrivait Fromentin, au comble de la joie, ah! être chéri, je n'ai pas besoin de ça pour te chérir, mais tu me confonds, créature bien-aimée ! » Et, le 5 novembre, le jeune ménage s'embarquait pour l'Afrique.

Installé avec sa femme à Mustapha d'Alger, Fromentin, pendant six mois, dessine et peint sans répit. Au mois de mai 1853, du Mesnil arrive juste à point pour renflouer, avec de l'argent avancé par Bataillard, les finances moribondes du ménage. Tous trois partent pour Blidah et Médéah, d'où Fromentin seul poussera jusqu'à Laghouat et Aïn-Mahdy, afin d'avoir le droit de « parler sciemment des choses et des gens du désert » : sa femme l'attend à Blidah, chez les Labbé. Revenu à Blidah au début d'août, il rentrera en France avec Mme Fromentin au début d'octobre, avec une ample provision, cette fois, de dessins, d'ébauches, de notes et de souvenirs. Il a envoyé ses notes de voyage à du Mesnil qui se chargera, s'il en trouve l'occasion, de les publier dans un journal. « Tout cela ne peut passer dans ma peinture, écrit-il à sa mère; je serais heureux, très heureux d'en tirer, et par un double moyen, tout le parti possible. » Mais il éprouve le besoin, pour peindre comme pour écrire, de faire subir à ces matériaux bruts une préparation, une stylisation préalable. Il avoue qu'il est de ceux qui « ne savent nullement décrire d'après nature, et dont les impressions ne s'expriment aisément que par le souvenir ». « *C'est toujours avec mes souvenirs beaucoup plus qu'avec mes notes que j'ai produit*, dit-il encore... Le travail de plume que je fais résume tout cela et me prépare à en tirer un autre parti. » Retenons ces déclarations : elles nous expliqueront l'art de Fromentin.

Après son troisième voyage d'Algérie, et pendant plusieurs années, il passera, avec sa femme, de longs mois à La Rochelle ou à Saint-Maurice. Ses tableaux ne se vendent guère et il traverse des crises fréquentes d'inquiétude, de doute et de découragement. Il travaille pourtant, mais dans des conditions morales peu satisfaisantes : l'exiguïté de ses ressources le met dans la dépendance de sa famille et il souffre des tiraillements qui ne lui sont pas épargnés. D'autre part, à plusieurs reprises, il sera souffrant, malade même, et il lui faudra toute son énergie et les virils, les sages et confiants conseils de ses amis

pour se ressaisir et conjurer le mauvais sort. Puisque la peinture, à laquelle d'ailleurs il ne renonce pas, ne lui donne pas tout ce qu'il attendait d'elle, il va essayer de se faire écrivain. Vers la fin de 1856, probablement grâce à l'entremise de du Mesnil, *Un Été dans le Sahara* paraissait à la *Revue de Paris*, puis, peu après, en librairie Le livre eut du succès : Lamartine en parle avec « admiration »; Gautier, George Sand lui consacrent de très élogieux articles ; Buloz, toujours à l'affût des œuvres de talent, fait pressentir l'auteur pour un autre volume, qu'il écrira, « pour la raison qu'un livre tout seul est ridicule ». Les du Mesnil sont dans la joie ; sa mère « lui témoigne un contentement qui l'enchante ». En même temps, il prépare l'envoi des sept tableaux algériens qui figureront au Salon de 1857, et auxquels la critique fera bon accueil. Son double talent s'est affirmé avec éclat.

Mais il tombe malade. A peine rétabli, il s'attelle à *Une Année dans le Sahel*, dont un fragment a paru, en 1857, dans *l'Artiste*, mais dont l'ensemble a été publié par la *Revue* à la fin de 1858. Le volume est aussi bien accueilli que le précédent : George Sand lui consacre un nouvel article ; Michelet déclare l'œuvre « exquise » et Sainte-Beuve assure l'auteur de « son admiration ». Les cinq tableaux qu'il expose au Salon de 1859, et parmi lesquels figure la *Lisière d'oasis pendant le siroco*, sont très remarqués et lui valent une première médaille et la croix de la Légion d'honneur. Mais ces succès mêmes, auxquels il n'est pas insensible, le laissent inquiet, doutant de lui-même, « horriblement tourmenté ». Il s'est installé depuis quelques mois à Paris avec sa femme et sa fille ; il a des ennuis d'argent, car si ses toiles se vendent, elles ne l'enrichissent guère. Il est surmené, en proie aux humeurs noires.

C'est dans ces dispositions d'esprit que vint le surprendre une de ces suggestions extérieures qui, souvent, sont à l'origine des chefs-d'œuvre. Peut-être alerté par George Sand, Buloz s'était fort bien rendu compte qu'il y avait en Fromentin un écrivain d'imagination qui n'osait pas s'avouer. Il lui demanda un roman. Cette idée n'était-elle jamais venue à l'esprit du peintre ? En écrivant dans *le Sahel* l'histoire d'Haoûa, ne s'était-il pas dit qu'il avait composé une véritable nouvelle ? C'est ce que je suis bien tenté de penser quand je lis ces lignes dans une lettre adressée à George Sand pour la remercier de

son article : « Vous voulez bien surtout me démontrer à moi-même une chose *éminemment intéressante pour moi*, c'est que, par instinct comme par théorie, je suis à l'opposé de ce qu'on appelle aujourd'hui *le réalisme; et vous me comblez de joie en me prouvant que j'ai réussi à faire vivre des fictions.* » Avait-il entièrement perdu de vue son juvénile dessein d'évoquer la touchante figure de Madeleine et de raconter « leur histoire commune » ? Avait-il renoncé à son ancienne idée, bien romantique, d'écrire ses *Mémoires* ? Il est à croire que les ouvertures de Buloz durent réveiller et cristalliser en lui bien des souvenirs de vie intérieure et de lectures romanesques, bien des velléités sentimentales et littéraires, et qu'il dut entrevoir dans la proposition du perspicace directeur de la *Revue* le moyen idéal de concilier et de fondre ensemble tous les rêves de son imagination, tous les dons encore inemployés, toutes les virtualités dormantes de sa nature. Et presque sans désemparer, il se met à l'œuvre.

Commencé d'inspiration en octobre 1859, souvent interrompu, remanié, repris, avec des hésitations, des défaillances, des dégoûts même, contre lesquels proteste énergiquement l'infatigable ami du Mesnil, le roman était à peu près terminé dans les premiers mois de 1862. Il ne semble pas qu'il ait eu auprès du grand public, qui est si souvent le gros public, tout le succès qu'il méritait ; mais les délicats, les artistes, les hommes de pensée, les écrivains épris de juste observation et d'analyse morale firent leurs délices d'un livre dont la haute réputation n'a fait que grandir. George Sand fut ravie; Flaubert, Taine, Ludovic Halévy, Edmond About exprimèrent, chacun à leur manière, leur émotion admirative. Sainte-Beuve, dans les deux articles qu'il a consacrés à Fromentin, et où il y a quelques fausses notes, fut très élogieux; Edmond Scherer fut enthousiaste. L'auteur de *Dominique* était désormais classé comme écrivain.

Il ne négligeait pas la peinture, qui est, sinon son occupation favorite, tout au moins son gagne-pain, mais il est visible qu'il est de plus en plus attiré vers la littérature. Avant même d'en avoir fini avec *Dominique*, il esquissait, en collaboration avec Ludovic Halévy, une pièce orientale à grand spectacle, *Meça-Oudah*, qui n'a jamais été achevée. Il avait commencé pour la *Revue* une étude sur *l'Ile de Ré* qui, elle non plus, n'a

pas été terminée. Peut-être pour répondre aux sollicitations de Buloz qui l'engageait à développer ses idées « sur la peinture et l'art », il ébauchait en 1864 un *Programme de critique* qui est resté à l'état de projet ; il avait d'autres projets encore, qui ont avorté.

Et la peinture suivait son train : six tableaux, de plus en plus remarqués, au Salon de 1861 ; en 1862, envois à l'Union artistique, à l'exposition de Londres ; au Salon de 1863, trois de ses plus belles toiles, parmi lesquelles on distingua tout particulièrement *la Curée* : le « peintre en deux langues », comme l'appelait Sainte-Beuve, ne se laissait pas oublier. En même temps, ses relations s'étendaient : il allait voir à Nohant George Sand qui lui écrivait des lettres charmantes et lui témoigna en tout temps la plus maternelle amitié ; il allait dans le monde ; bien revenu de ses illusions de 1848, on le voyait quelquefois à la Cour ; il était invité à Compiègne, à Saint-Gratien ; il ne négligeait pas ses amis, auxquels, à l'occasion, il se faisait une joie de rendre discrètement service. Il s'épanouissait en tous sens. En 1865, il faisait admirer au Salon ses *Voleurs de nuit* et sa *Chasse au héron*, et en 1867, sous le patronage de Gérome, Cabanel et Meissonier, il se présentait, sans succès d'ailleurs, à l'Académie des Beaux-Arts. Il se consola aisément.

Homme de famille avant tout, il eut, cette même année, la douleur de perdre son père, qu'il aimait tendrement, en dépit de leurs dissentiments passagers d'autrefois et qui, du reste, s'était profondément réjoui de ses succès. Il redoubla d'attentions et de délicates prévenances pour sa mère qui allait se trouver seule et qui devait lui survivre. « Mon amie, écrivait-il à sa femme, ma mère est un être admirable, nous ne l'aimerons jamais assez, nous n'aurons jamais assez de vénération pour cette âme exquise. Chéris-la, crois-moi, de toutes tes forces, et bénissons le ciel de nous avoir donné deux mères comme la tienne et la mienne, et de nous avoir fait connaître en elles. »

Artiste inquiet, subtil et toujours insatisfait, Fromentin, à ce moment de sa carrière, semble avoir éprouvé le besoin de se renouveler : il avait été poète, il l'était toujours au fond ; il « adorait » la poésie, cette « langue sans pareille » ; il trouvait son métier de peintre « bien incomplet dans sa soi-disant

précision », et il revendiquait son « droit, si obstinément méconnu, de faire intervenir la fantaisie dans l'art » : c'est apparemment à des préoccupations de ce genre que répondait le tableau qu'il exposa au Salon de 1868 sous ce titre *Centaures et Centaurettes s'exerçant à tirer de l'arc* : le sujet était inspiré d'un dialogue de Lucien, peut-être aussi des pages célèbres de Maurice de Guérin ; la toile fut très discutée, et le peintre, l'année suivante, crut devoir revenir à ses sujets algériens ; mais il gardait au fond du cœur le désir de voir et de peindre du nouveau, et il accueillit avec joie l'invitation qui lui fut adressée, en 1869, d'assister à l'inauguration du percement de l'isthme de Suez. Il partait là-bas avec l'intention d'en rapporter non seulement de nouveaux motifs de tableaux, mais encore un livre qu'il n'a pas eu le temps d'écrire : nous n'avons que ses notes de voyage, qui sont d'ailleurs fort intéressantes et qui nous font saisir sur le vif ses procédés et ses ambitions d'écrivain pittoresque : « Je voudrais, écrit-il, donner des choses que je vois une idée simple, claire et vraie, émouvoir avec le souvenir de ce qui m'a ému, laisser le lecteur indifférent pour ce qui ne m'a pas intéressé moi-même, ne rien grandir à plaisir, et, me tenant toujours dans la mesure des choses, les rappeler à ceux qui les connaissent, les rendre sensibles et pour ainsi dire les faire revivre à l'esprit comme aux yeux de ceux qui les ignorent. » Beau programme que ses livres antérieurs ont assez bien rempli.

La déclaration de guerre surprit Fromentin à Venise, où il était allé avec sa femme et deux de ses amis, et où du Mesnil était venu le rejoindre. Il rentre aussitôt en France, et « mourant d'anxiété et d'impuissance », il court s'enfermer dans son « trou » de Saint-Maurice.

IV

Les événements de l'année terrible ont été pour lui, comme pour les meilleurs d'entre ses contemporains, une épreuve infiniment cruelle. Son amour du sol natal ne se traduisait pas en phrases grandiloquentes, mais comme tous les sentiments profonds, et qui ont leur pudeur, c'était l'une des sources cachées de sa vie intérieure. « Voilà donc où nous devions en venir ! s'écriait-il douloureusement. Et dire qu'il

y a eu une France grande, honorée, admirée, admirable! » Chacun de nos revers l'atteint en plein cœur. Son éloignement lui pèse ; il voudrait pouvoir aller rejoindre son ami du Mesnil qui a envoyé sa famille en Suisse et qui reste dans Paris. Mais, hélas ! sa mère, sa femme sont malades, et il ne peut les abandonner. Il souffre de ne pouvoir « payer au pays la petite dette que chacun lui doit ». Il n'a pas de « devoir local » à remplir : il est enrôlé dans la garde nationale et il va faire l'exercice. Pendant cinq mois, il a suspendu « totalement, absolument » tout travail. Au début de mars 1871, rassuré un moment par la ratification des préliminaires du traité de Francfort, il s'y remet « corps et âme, afin de réparer le temps perdu, afin d'oublier tout de suite ce dont il a tant souffert ». Mais il médite sur les causes profondes de nos désastres : « Il faut changer de régime, écrit-il, revenir au devoir, créer un esprit public, refaire une moralité, des caractères, obtenir le désintéressement, la sagesse, décréter *le respect de la loi*, et ne plus blaguer surtout, dans la rue, à la tribune, dans les clubs, autour des colonnes, dans les protocoles diplomatiques, ni devant les armées. Ne plus blaguer, ne plus se vanter, ne plus conspirer. « La jactance et la violence, a dit le vieux Changarnier, ont été de tout temps odieuses *aux gens de goût.* » C'est tout un nouveau programme à suivre. »

Mais le 18 mars, la Commune éclate. Cette fois, la mesure est comble : à la nouvelle de cet affreux spectacle donné à l'étranger, au Prussien envahisseur, la sensibilité exacerbée de Fromentin rompt toutes ses digues, se répand en paroles amères, et qui seraient presque sacrilèges, si elles exprimaient sa vraie pensée : « Si j'étais *libre*, je quitterais la France, sans aucun regret, sans aucun remords. Je me sens délié de tout ce qui m'attachait à mon pays par le dégoût, la honte de lui appartenir et le mépris. Je n'aime plus de la France que son histoire, son passé qui ne revivra plus. Je ne la plains même plus ; elle a cherché tout ce qui lui arrive... » Nous qui savons à quels excès de plume, dans une âme vibrante et meurtrie d'artiste, peut s'emporter l'amour déçu, nous savons bien qu'il ne faut pas l'en croire sur parole. A la fin de mai, quand la Commune est sur le point d'expirer, il n'y tient plus, il veut voir et savoir ; il part pour Versailles et Paris : « je ne suis que douleur, horreur et honte », écrit-il. Cinq jours après, il

est de retour, et, peu rassuré sur l'avenir politique du pays, il se replonge à corps perdu dans le travail, qui est, pour lui, comme pour tant d'autres, le plus sûr alibi des hommes de pensée. En novembre, il rentre à Paris, et au Salon de 1872, il expose deux vues de Venise qui, à tort ou à raison, n'eurent pas le succès de ses toiles précédentes. Après le grand ébranlement moral qu'il a ressenti à la suite de nos désastres, on surprend çà et là en lui quelques traces de lassitude.

En 1873, Fromentin mariait sa fille unique Marguerite avec un de ses cousins, Alexandre Billotte. « C'est une joie de plus, c'est un bonheur de moins », déclarait-il. Et à l'idée de la séparation prochaine, sa tendresse paternelle s'émeut douloureusement : « Les premiers moments seront très durs, avoue-t-il ; je l'y prépare (sa femme) et je m'y prépare, je ne dis pas avec stoïcisme, mais avec résignation. Je ne cacherai point que mon vieux cœur sera très endolori, je lui commanderai seulement d'accepter les lois de la vie, de se taire et de bénir. » Le mariage célébré, il retourne à ses pinceaux sans grande joie, mais avec un redoublement d'ardeur : « Je suis arrivé ici avec un grand trou dans mon budget et ne me suis préoccupé que d'en boucher une partie. J'ai pioché tous les jours et tout le jour, comme un consciencieux ouvrier et comme un père de famille préoccupé peut-être à l'excès de lourdes responsabilités. » Il rapportera à Paris huit ou neuf petits tableaux, « tout petits, ni bien, ni mal, pas spirituels, assez soignés, tout juste assez proprement faits pour être excusables », dit-il avec sa modestie habituelle. Mais au Salon de 1874, il exposera un *Souvenir d'Algérie* et un *Ravin*, qui comptent parmi ses meilleures toiles.

Le catholicisme un peu flottant de sa jeunesse était devenu plus ferme, avec les années et les épreuves, et un jour même il l'opposera assez vivement à son ami Bataillard, qui, lui, était passé au protestantisme libéral. Leur amitié, au demeurant, ne semble pas en avoir souffert : « Nos désaccords profonds, écrivait Fromentin à son ami, ne sont pas de ceux qu'on fait disparaître en discutant. Laissons là nos dissentiments. Avec un point de départ commun, la nécessité des croyances, nous arriverions toujours à nous éloigner démesurément. Prenons-en notre parti... Tenons l'estime que nous avons l'un et l'autre et la vieille amitié qui nous unit au-dessus

de ce qui peut nous séparer par l'esprit. » Sur ce point délicat il a du reste pris la peine de préciser sa pensée dans une note intime : « Vous jugez les lois si nécessaires au maintien de l'ordre social que vous leur avez donné la sanction des tribunaux et des peines. Et vous ne voulez pas que pour gouverner ces âmes sans Dieu il y ait une religion, un culte, une discipline exercée par des prêtres, une pénalité ! Le code religieux est aussi nécessaire que le Code civil et que le Code pénal... Si vous fermez les confessionnaux, je ne vois pas pourquoi vous ne fermez pas les tribunaux civils et criminels. »

De plus en plus appréciée du public, et, partant, de plus en plus lucrative, la peinture de Fromentin, si elle absorbait la plus large part d'une activité qui restait considérable, ne lui avait pas fait totalement renoncer au labeur de la plume. Il rêvait depuis longtemps d'écrire sur l'art et les artistes, et il s'était même laissé par Buloz arracher la promesse d'une étude sur la peinture française dont Delacroix eût été le centre ; il y renonça par scrupule de froisser quelques confrères. Enfin, en 1875, pressé par du Mesnil, il se décida à un court voyage en Belgique et en Hollande pour y étudier sur place « les maîtres d'autrefois ». Les notes qu'il en a rapportées, et qui seront la matière de son futur livre, — M. Blanchon en a publié quelques-unes, — les lettres qu'il écrit à sa femme et à ses amis sont bien intéressantes. Fromentin est là tout entier : on l'y saisit sur le vif avec ses procédés de notation et de style, avec sa finesse d'observation, sa vivacité d'intuition, sa riche sensibilité d'artiste et d'homme, ses vues de praticien, de critique et même de philosophe. Il a, en une demi-page, un paysage hollandais, qui est un petit chef-d'œuvre. En présence de la *Communion de saint François d'Assise*, à Anvers, il s'écrie : « C'est inexprimable. *Les larmes vous viennent.* » Et son admiration pour Rubens s'exprime en ces formules saisissantes : « Quand cet homme-là vous parle, on sent très bien, qu'on l'aime ou non, qu'on a affaire à un roi. » Et encore : « Quand un homme, par ses pures visions, parle à l'imagination si puissamment et l'emplit à ce point de mouvement, de couleur et de lumière, quand il lui fait toucher un idéal ignoré avant lui, jamais atteint depuis, quand il lui a été donné d'ouvrir et de fermer sur ses pas ce paradis particulier des formes, des gestes, quand il donne à la vie

de telles beautés d'allures et de telles splendeurs d'aspect, — *c'est qu'il est sorti du réel presque autant que les plus grands esprits et qu'à sa guise il a vécu dans le surnaturel.* » Quel est le critique qui n'envierait pas de pareilles formules ?

Le livre qui sortit de là eut tout de suite un très vif succès. Les peintres en général furent ravis ; les esprits les plus divers, Pailleron, Flaubert, Scherer, Edmond de Goncourt, Arsène Houssaye écrivirent à l'auteur des lettres enthousiastes. Celui-ci, qui exposait au Salon de 1876 deux vues d'Égypte jugées inférieures à ses précédents envois, se sentait encouragé à suivre cette nouvelle veine ; il songeait à des études sur la peinture italienne et la peinture française, à une sorte de promenade artistique autour du Salon carré ; il se décidait enfin, quoique un peu tard, à poser sa candidature à l'Académie française : ce fut Charles Blanc qui l'emporta et qui se vengea sans élégance, après la mort de Fromentin, d'une concurrence qui lui avait inspiré quelques craintes.

Le peintre n'était pas homme à se désoler d'un échec qui, au fond, et vu les circonstances, n'en était pas un, et qui, à tous égards, était plus qu'honorable. Mais il était las et avide de repos. Il alla faire une cure à Vichy, puis, après un court séjour à Paris, repartit pour Saint-Maurice ; il « se proposait d'y travailler beaucoup ». Il y mourait, doucement et chrétiennement, quelques jours après : il n'avait que cinquante-six ans.

Je voudrais dépouiller le mot *distinction* de tout ce que l'usage courant y mêle d'idées banales et d'impressions superficielles, pour l'appliquer à Fromentin. Ce mot, qui venait aux lèvres de tous ceux qui l'approchaient (1), exprime si bien la qualité qu'il appréciait lui-même entre toutes ! Parlant à son père de sa fiancée, il terminait par ce trait la description qu'il lui en faisait : « un ensemble de personne parfaitement distinguée ». Une autre fois, à propos d'un article de du Mesnil, il félicitait son ami de se tirer de cette besogne « avec un air distingué d'homme qui pense, qui sait ce qu'il sent, ce qui

(1) En relisant après coup l'article qu'ici même Émile Montégut a consacré à *Eugène Fromentin, écrivain* (1[er] décembre 1877), j'y trouve ces lignes qui m'ont ravi : « Si le mot de *distinction* n'avait été déjà inventé, il aurait dû l'être pour lui, tant ce mot est le seul qui rende avec vérité l'ensemble de qualités charmantes qui constituait son être moral. Tout était rare en lui, l'esprit, les vues, le jugement, le tour et le ton du discours, le choix des mots, les manières et les gestes. »

n'est pas encore si commun, tu peux bien te le dire », ajoutait-il. « Je me sens intelligent, inventif, fécond ; j'ai *de la distinction* », disait-il un jour de lui-même. Et George Sand, qui aimait beaucoup Fromentin, disait de lui à Claretie : « Il jouit d'une considération méritée, sa vie étant, comme son esprit, un modèle de délicatesse, de goût, de persévérance et de distinction. » Ce jugement était la vérité même ; et quand on a un peu pratiqué l'auteur de *Dominique*, on comprend que la grande romancière ait pu ajouter : « Heureux ceux qui peuvent vivre dans l'intimité de cet homme exquis à tous égards ! »

C'était en effet un homme exquis que Fromentin, une de ces rares et riches natures comme il s'en rencontre encore quelques-unes, pour l'honneur de la corporation, dans le monde des arts et des lettres. Nerveux, mobile, impressionnable comme beaucoup d'artistes, il a pu avoir des moments de découragement, quelques défaillances de volonté ; il n'y a aucune tache dans sa vie. Sous sa réserve habituelle, il cachait une âme vibrante, généreuse, aimante, féconde en attentions délicates, singulièrement attachante. Ses lettres à sa famille, à ses amis sont délicieuses d'élan, d'abandon, de gentillesse, de chaleur affectueuse. Dans sa jeunesse, sa vive sensibilité, un peu gâtée par le romantisme ambiant, aurait pu s'égarer dans l'aventure ou la chimère ; assez vite, sous d'heureuses influences, elle se disciplina, se canalisa sans s'affaiblir, se soumit à la raison classique, aux affections régulières, au labeur continu, scrupuleux, à l'effort insatiable vers le mieux. Il avait reçu en partage, avec cette prompte aptitude à s'émouvoir, une imagination plus souple peut-être que puissante, une extrême finesse de perception et d'observation, une étonnante mémoire des attitudes, des couleurs et des formes, une remarquable facilité d'expression plastique et littéraire, et, brochant sur le tout, une originalité, une pénétration de pensée qu'une grande diversité de culture lui a permis de toujours entretenir. Tous ces heureux dons, Fromentin en a trouvé l'emploi dans son œuvre. Il est l'homme de sa peinture, mais, plus encore, l'homme de ses livres.

VICTOR GIRAUD.

(A suivre.)

INQUIÉTUDES HOLLANDAISES

Bien des problèmes sont nés du trouble provoqué en Europe dans l'équilibre européen par les ambitions allemandes. L'un d'eux mérite particulièrement de retenir l'attention : c'est celui qui concerne la Hollande. Bien que les inquiétudes soient encore purement théoriques, on a accueilli avec satisfaction les déclarations proclamant la ferme résolution de Londres et de Paris de s'opposer à toute expansion allemande du côté du Zuyderzée. Convient-il d'ailleurs de s'effrayer avant l'heure ? On a peu de goût en Hollande pour la prévision d'événements à longue échéance. Les questions de réorganisation militaire s'y posent toutefois avec une acuité inconnue. La ligne de l'Yssel est soigneusement étudiée au point de vue de la défense. Le pays a conscience que le voisin de l'Est dispose d'une puissance militaire plus formidable que jamais et qu'il pourrait éventuellement diriger ses convoitises de son côté... Ces réflexions, d'une si impressionnante actualité, nous les empruntons à un fascicule de la *Revue*, vieux de soixante-sept ans.

De nos jours, les belles colonies hollandaises de Malaisie, Sumatra, Java, une partie de Bornéo, les Célèbes, les Moluques, etc., ne sont-elles pas, d'ailleurs, une proie assez tentante ?

Endormi longtemps dans une trompeuse sécurité, le peuple néerlandais semble s'éveiller, aujourd'hui comme en 1871, à l'exacte notion du péril. Le système de service militaire obligatoire, au moment de la réoccupation de la Rhénanie, ne semblait guère conçu en prévision de graves « conjonctures » européennes. Seul, le tirage au sort détermine si le jeune Hollandais, dûment inscrit à l'âge de dix-neuf ans,

fera partie du contingent incorporé. A la vérité, les jeunes gens en excédent peuvent à leur tour être appelés sous les drapeaux, mais ils ne doivent aucun service militaire en temps de paix. Et le contingent annuel ne dépasse pas dix-neuf mille cinq cents hommes, dont mille pour la marine.

Le jour où le Fuhrer, qui déjà réarme frénétiquement, sort de la Société des nations en faisant claquer la porte, une campagne s'ouvre aux Pays-Bas en faveur de l'augmentation du contingent, campagne conduite par quelques esprits clairvoyants, le général Scherer en tête. Dès que l'affaire d'Éthiopie s'envenime, les nombreuses associations du *Landstorm* (volontaires) qui se chargent, en temps ordinaire, de la préparation au certificat préliminaire d'aptitude militaire et du renforcement des cadres, vont déployer leur activité en vue de créer un vaste courant d'opinion en vue de renforcer l'armée. L'excessif fractionnement de cette opinion rend pareille tâche malaisée. Très semblable, en cela, à son cousin anglais, le Néerlandais, lent à s'émouvoir, passe pour un homme qui n'aime pas à se tourmenter avant l'heure. Tant que la menace est lointaine, il ne s'en préoccupe guère. Commerçant avant tout, il n'a jamais eu de goûts militaires et calcule avec effroi les crédits improductifs qu'engloutit le budget de la Guerre. De plus, si certaines classes populaires semblent en partie minées par un incurable antimilitarisme, une notable fraction de la bourgeoisie est, elle aussi, hésitante. Beaucoup se détourneraient volontiers de l'examen d'une situation qui déplaît et à laquelle on ne peut guère remédier. Il en est d'autres qui professent des sympathies pour le III[e] Reich, pallient ses fautes, exaltent son œuvre. Chloroformés par une insidieuse propagande, ils ferment les yeux sur les dangers que court de son fait leur indépendance, les niant avec plus d'assurance que de bonnes raisons. Lorsque, çà et là, percent de sourdes inquiétudes, c'est sans éclat, avec une certaine discrétion, et comme si l'on craignait de donner corps à un péril qui n'existe encore qu'en puissance. Fort disciplinée, la presse, de son côté, s'efforce, dans son ensemble, de l'atténuer. Elle n'estime pas conforme à la dignité de la nation de provoquer des manifestations intempestives.

Pourtant, dès ce moment, la menace est visible, en parti-

culier contre les colonies néerlandaises. Un an à peine après l'avènement du IIIe Reich, la propagande allemande commençait à attaquer la politique coloniale hollandaise, tant à la radio que dans certains journaux de Java inondés d'articles traitant de préférence de l'insuffisance criminelle des dirigeants de Batavia, du défaut de protection accordée aux Blancs vis-à-vis des indigènes... et du génie colonisateur allemand.

Au cours de l'hiver de 1934, l'occasion parut s'offrir à Berlin de s'assurer une influence décisive sur les plus importantes entreprises des Indes néerlandaises. La *Neerlandsche Handels-Maatschappij*, banque coloniale en voie d'assainissement, émit de nouvelles actions. Le groupe allemand Thyssen réussit à rafler sur le marché un tiers du capital social. L'audacieux coup de Bourse déchaîna une vraie tempête en Hollande. Le gouvernement dut intervenir, mettre l'Allemand dans l'impossibilité de participer à la direction de la banque, et le contraindre à renoncer même à un siège dans le comité de surveillance.

Pour mesurer toute la portée de cette activité, que l'on n'oublie pas que les Indes néerlandaises sont les seules colonies assez riches, assez « évoluées », de cultures suffisamment variées pour satisfaire à la fois aux divers et amples besoins de la production allemande. Les colonies hollandaises produisent en abondance tout ce que, à l'heure actuelle, réclame l'Allemagne : caoutchouc naturel, pétrole, étain, et bien d'autres matières indispensables à la préparation et à la conduite de la guerre, qu'elle ne peut se procurer à son gré, faute de devises. La mainmise du Reich sur l'Insulinde améliorerait la balance commerciale allemande d'une somme que l'on peut évaluer à environ vingt milliards de francs.

* * *

Le 17 septembre 1935, à la session extraordinaire des États généraux, la reine Wilhelmine, dans le discours du Trône, après avoir commencé par constater que, pour le moment, les difficultés observées sur le plan international n'affectent *pas encore* le pays, ajoute : « Vu les modifications survenues dans la situation extérieure, des propo-

sitions seront présentées aux États généraux en vue de prendre des mesures particulières se rapportant aux moyens de défense du royaume... »

Fait plus caractéristique, à la fin de septembre 1935, peu de semaines après les exercices habituels dans le Limbourg du sud, de grandes manœuvres, d'une exceptionnelle envergure, se déroulent en Hollande. Minutieusement préparés, exécutés avec entrain, ces simulacres de combats, qui entraînent des dépenses telles que le correspondant du *Nieuwe Rotterdamsche Courant* se refuse d'en indiquer le montant, suscitent un prodigieux intérêt chez ce peuple si placide, si flegmatique à l'ordinaire. Livrées autour des têtes de pont de l'Yssel, fort habilement dirigées de Klarenbeeck par le général Fabius, les opérations sont conduites autour de Deventer, ancienne ville hanséatique, jadis fortifiée. La Reine les suit, les équipages de la Cour se hasardant, non sans peine, à travers le terrain difficile jusqu'aux lignes avancées des tirailleurs. Ces manœuvres paraissent répondre à l'existence du plan allemand d'agression qu'on désigne sous le nom de *plan Schlieffen amélioré* ou plus brièvement *plan Epp*.

Quel est ce plan ? C'est dans un roman à clef affectant la forme du journal intime d'un général de l'ancienne armée impériale, *De Weimar au chaos*, paru à Londres sous le titre de *The Berlin Diaries*, qu'on y rencontre les premières allusions. Il n'est complètement dévoilé que dans un second ouvrage du même auteur, *Germany's secret armaments*, publié à l'automne de 1934 à Londres, mais écrit à Paris. Tous deux sont l'œuvre de l'ancien sous-officier de marine (*Deckoffizier*) Helmuth Klotz.

Élaboré par le général von Epp, qui le soumet dans l'été de 1932 au général von Schleicher, ministre de la Guerre du cabinet von Papen, ce plan s'inspire de cette considération que, si le Reich ne se soucie pas de voir échapper une seconde fois la victoire en respectant la neutralité des Pays-Bas, il devra, l'heure venue, envahir le Limbourg du Sud. Cette province néerlandaise, indéfendable sans l'appui belge, d'une longueur approximative de quarante-huit milles, n'a qu'une profondeur moyenne de seize milles. En la traversant vite, en évitant les forts de la Belgique, on tomberait sur une France prise à l'improviste.

Von Schleicher et l'État-major d'alors auraient objecté qu'il semblait absurde de provoquer ainsi la riposte instantanée de Londres. Von Papen se serait néanmoins rallié à cette cynique suggestion. Le rapport de l'officier supérieur envoyé aussitôt dans le Limbourg aurait été, quant aux facilités de passage qui s'offrent entre Roermond et Eysden, des plus favorables.

Mais le plan comporterait deux autres pivots d'opérations, dirigées, celles-là, contre le cœur même de la Hollande. Dominant un espace étendu, le premier se trouve dans la vallée de la rivière Vecht, au saillant dit de Bentheim, langue de terre allemande qui s'enfonce profondément dans le territoire néerlandais entre Nordhorn, au sud, et Meppel, au nord. Situé à l'est de la ligne Coevorden-Vromshop, il menace les villes de Zwolle et de Meppel, — celle-ci constituant le plus important des nœuds ferroviaires de la Hollande septentrionale, — et présente l'appréciable avantage d'être la localité allemande la plus rapprochée (trente-deux milles) du port de Kampen, sur le Zuyderzée.

Débouchant de là, des forces motorisées, relativement peu importantes, seraient à même, un peu à la manière du raid exécuté, en 1915, à travers la Vieille-Serbie par la cavalerie bulgare, de couper en deux, au bout de quelques heures, le territoire des Pays-Bas. Ayant atteint la mer, elles n'auraient nullement besoin de s'emparer de vastes étendues pour maintenir les tronçons séparés. L'occupation de l'étroite bande de terrain que protègent, au nord, le Vecht, dans son parcours de Zwolle au Zuyderzée, au sud, le canal Hasselt-Gramsberger, y suffirait amplement. Du saillant de Bentheim, les obus de l'artillerie lourde atteindraient les rives hollandaises de la Mer du Nord.

A soixante-deux milles au sud du premier, s'offre un second pivot d'opérations, presque aussi rapproché du Zuyderzée, et situé entre Kleve et Nimègue, un autre saillant de la frontière germano-hollandaise. Il permet de prendre à revers les troupes bataves jetées sur le flanc gauche de l'agresseur, dont le flanc droit, couvert par la mer, tenterait une descente, le long du littoral, vers la Manche française.

Le cours de l'Yssel trace la route d'invasion partant du couloir de Kleve. A quelques kilomètres seulement de

Zwolle, Deventer est aussi à proximité du point d'intersection des deux lignes d'attaque envisagées par le plan Epp et dont l'objectif commun serait le port de Kampen.

A la fin de 1934, on ne comptait pas moins de onze camps de travail groupés dans l'étroit couloir de Bentheim. Une quarantaine s'échelonnaient, sans raison apparente, en Hanovre et en Westphalie, le long de la frontière. Leurs casernements permettraient à des milliers de soldats de se rassembler sans donner l'éveil ; ces camps jouent ainsi, avec plus de discrétion, le rôle des quais de débarquement, dont la multiplication autour de Malmédy devait faire pressentir, avant 1914, l'invasion de la Belgique.

De l'embouchure de la Weser à Aix-la-Chapelle, M. Mowrer, journaliste américain, a pu compter au début de 1936 quinze centres d'aviation militaire et vingt-quatre terrains d'atterrissage destinés, en principe, aux clubs aériens. Le chiffre a dû tripler depuis...

La construction, déjà en cours à cette époque, de ponts et d'autostrades de caractère éminemment stratégique et orientés vers la Hollande, le choix de nouvelles têtes de pont : Emmerich (Kleve), Duisburg, Krefeld-Herdingen, indiqueraient le désir de permettre aux troupes venues de toute la zone allemande d'appuyer avec célérité les avant-gardes lancées nuitamment en terre néerlandaise.

En dépit de ce concours impressionnant d'indices, il ne nous semble pas que l'État-major hollandais, en procédant aux grandes manœuvres de Deventer, ait attribué plus de valeur qu'il ne convient aux révélations de Helmuth Klotz. Il s'en est servi, tout au plus, comme les savants se servent d'une « hypothèse de travail », sans l'écarter d'emblée, mais sans trop s'attacher aux indications qu'elles fournissent quant aux endroits d'où partirait l'attaque foudroyante prévue. Au surplus, sa réserve, empreinte de scepticisme, ne méconnaît pas l'excellent outil de propagande que lui fournissent, en vue du redressement de la Défense nationale, les élucubrations du sous-officier allemand.

Alors que dans l'été de 1935 les journaux traitent encore, sur un ton serein et de façon académique, des questions que le Français moyen jugerait alarmantes, l'*Allgemeen Handelsblad*, après avoir fait de larges emprunts à une analyse du plan

Epp parue en France, réclame, le 11 août, en même temps que des effectifs, du matériel « pour opposer aux forces mécanisées de l'agresseur les forces mécanisées de la victime ».

Quatre jours après le formidable étalage de la puissance du Reich aux défilés spectaculaires de Buckeberg, le 9 octobre, le collaborateur militaire du grand organe d'Amsterdam revient à la charge. Il invite les populations à coopérer aux projets du gouvernement. « C'est là une affaire que les patriotes hollandais se doivent d'envisager sous l'angle du *redoutable déplacement de forces, d'une portée décisive, qui viennent de se produire à l'occident*, en un laps de temps extrêmement court. »

Dix jours plus tard se réunit, afin de combattre le pacifisme frelaté de certains milieux influents, le Congrès *Nederland weerbar* (la Hollande mise en état de se défendre) qui préconise la refonte totale de l'armée et de son matériel, selon les plus récentes données de la technique des armements.

Trois ans après ce bel élan en vue d'un redressement militaire, lors de la visite aux Pays-Bas, au lendemain des accords de Munich, du roi Léopold III, La Haye déclare à l'envoyé du *Daily Telegraph* : « Tout peut arriver dans un monde sens dessus dessous, avec une Société des nations dépourvue de toute autorité. En ces jours difficiles, les petits pays doivent envisager toutes les éventualités. Notre situation est, en matière d'armements, analogue à celle de l'Angleterre. Nous réarmons, mais il nous faudra des années pour atteindre notre pleine force. Chaque année nous appelons sous les drapeaux un contingent extraordinaire de dix-huit mille hommes. Mais la nouvelle armée ne sera pas, avant quelque temps, parfaitement armée ni équipée. »

Et l'élite néerlandaise se voit obligée de lancer un émouvant appel aux grandes forces morales du royaume pour que le pays, se rendant compte de la gravité de l'heure, se mette à la tâche du réarmement avec la fermeté, la ténacité traditionnelles de la race. Les travaux de fortification sont activés, les achats outre-Atlantique de matériel, de munitions, d'avions, se précipitent. Huit textes législatifs, renouvelant en partie des lois déjà en vigueur en 1938 et se rapportant à la défense militaire et économique du pays,

sont, le 3 janvier, soumis au Parlement. Ils visent, entre autres, l'approvisionnement de la Hollande en vivres et en matières premières.

* * *

Nous ne croyons pas trahir des secrets militaires en disant que le rythme de ce réarmement est largement dépassé à cette heure par celui de la Grande-Bretagne et apparaît, à nombre de bons esprits aux Pays-Bas, comme notoirement insuffisant.

La motorisation des troupes progresse avec lenteur, le renforcement de la flotte aérienne, le recrutement et l'instruction des pilotes militaires ne correspondent pas encore pleinement aux véritables ressources du pays. L'armée métropolitaine ne dispose toujours que de quatre cents avions de valeur inégale. Nombre d'autorités provinciales, municipales, de groupes d'usines privées, se munissent à leurs frais de canons anti-aériens. L'ensemble du système défensif fortifié n'aurait qu'une valeur toute relative. Faute d'effectifs et de matériel pour la garnir, l'édification d'une sorte de ligne Maginot semble chimérique. Il n'est personne à La Haye qui puisse s'illusionner à ce sujet.

Animé d'un ardent patriotisme, M. Colijn, président du Conseil, dans son discours radiodiffusé du 11 avril, en justifiant les mesures militaires prises, constate que les effectifs du temps de paix sont insuffisants pour assurer le déroulement normal d'une mobilisation éventuelle, annonce l'inflexible volonté de résistance du pays et déclare : « Le sort de la Hollande réside dans les mains, non des hommes, mais de Dieu. »

Le malheur veut que les dirigeants d'un petit État, voisin du Reich, et qui ne dispose pas, comme son voisin belge, d'un appareil militaire de taille à décourager toute tentative d'attaque brusquée, ne peuvent procéder à leur guise au renforcement intense de son armature protectrice. Tout en s'estimant, par leurs omissions, un peu complices de la force brutale, ils appréhendent de la heurter de front par des mesures de défense de large envergure. D'où des retours fréquents à la politique trouble des ménagements, des apaisements, tels que la construction de têtes de pont face à la Belgique, les fins de non-recevoir qu'on oppose à sa

proposition de compléter jusqu'à Nimègue la ligne fortifiée qu'elle vient d'élever, à coups de milliards, d'Arlon jusqu'à Maeseyck, etc...

Quand M. Baldwin prononce sa phrase célèbre : « *Notre frontière est sur le Rhin* », le cabinet de La Haye est au comble de l'émoi. Il veut y découvrir l'intention de Londres d'imposer à la Hollande des obligations contraires à la neutralité, telles que d'avertir du passage d'avions allemands à intentions hostiles, en direction de l'Angleterre. Pour rassurer Berlin, le ministre des Pays-Bas joint instantanément M. Baldwin, d'autant plus disposé à faire la déclaration qu'on lui demande qu'il n'a jamais conçu l'idée qui lui est prêtée.

Abusés par l'aspect débonnaire du Néerlandais contemplatif, peu loquace, des techniciens nazis inclinent à n'accorder que peu de valeur à sa combativité, et vont jusqu'à écrire que ce peuple, épris de confort et de tranquillité, n'opposera guère de résistance à un violent assaut. Ils conjecturent volontiers que son gouvernement se contentera d'une protestation platonique, « à moins qu'il ne reçoive immédiatement l'aide puissante de l'étranger ».

Cherchant une de ces querelles, comme on sait en faire naître à Berlin, les journaux, un beau matin de janvier dernier, y prirent violemment à partie les Pays-Bas, où, à les entendre, se prépareraient de grotesques et mystérieux attentats contre des employés de consulat allemands. Quel était le but de cette campagne ? Ébranler la liberté de pensée, orgueil de la Hollande. Cela se devine aisément dans ces quelques lignes, singulièrement révélatrices, du *Schwarze Korps* (9 janvier), organe de la Gestapo : « Le jour viendra où les Allemands verront dans les Hollandais des ennemis et où leur pays aura de la peine à s'expliquer les raisons de ce changement de nos sentiments. Chaque flèche empoisonnée, tirée sur nous du sol néerlandais, est, par là même, une flèche empoisonnée néerlandaise. Tout Néerlandais qui n'empêche pas la flèche de partir est responsable de l'effet de celle-ci... » Quinze jours s'écoulent, dans l'attente du grand discours d'Hitler; les dirigeants nazis vont répétant : « *Que Londres bouge et nous nous saisissons du gage hollandais.* » Alertées, la France et l'Angleterre réagissent avec énergie. Le discours du 30 janvier paraît relativement modéré.

*
* *

La Haye ne se dissimule plus que la création de la ligne Maginot a accru le danger pour la Hollande. Certes, nul n'oserait affirmer qu'au cours de six ans de réarmement forcené, le Reich n'a pas accumulé des moyens assez puissants pour faire éventuellement brèche en plein centre de nos fortifications. Il n'est pas de défenses qui ne puissent être emportées, si l'assaillant y met le prix. Rien ne permet de penser que Berlin ait renoncé une fois pour toutes à une attaque de cette nature, qui respecterait le sol des neutres.

Mais une telle offensive exigerait du temps et entraînerait des pertes énormes. A la fin d'octobre, le *Militær-Wochenblatt*, organe officieux de la Reichswehr, mettait en lumière que la ligne Maginot, avec ses vallonnements en profondeur, ses forts blindés, ses zones de barrage aux nombreux marais, ses embûches de toute nature, ne saurait être forcée par un de ces coups de surprise, vantés par maints auteurs allemands. Devant tant de difficultés, ne serait-il pas préférable de tourner l'obstacle de la ligne Maginot en franchissant les frontières de Hollande ?

Le second facteur qui paraît détourner vers les Pays-Bas la tempête, c'est l'accroissement notable du potentiel de guerre belge.

En 1914, dans leur hâte à envahir la Belgique, les Allemands enlevèrent, à l'aide d'une brigade d'infanterie d'active, renforcée d'artillerie lourde, la ville de Liége avant que ne fussent tombés ses forts. L'héroïque résistance de ceux-ci, les prodiges réalisés par le gros de l'armée belge dans les lignes de la Gèthe n'en imposèrent pas moins à l'aile droite allemande un retard susceptible de compromettre gravement le succès du plan Schlieffen. Berlin avait lancé son ultimatum exigeant la liberté du passage, le 2 août. Ce n'est que le 19, soit dix-sept jours plus tard, que von Kluck franchit la ligne transversale Anvers-Namur. Sa concentration commencée le 6 août, l'armée française aurait disposé de tout le temps voulu pour porter son aile gauche renforcée au contact des Belges et pour livrer la bataille sur le front Anvers-Meuse, si telle avait été la conception de Joffre.

Une attaque analogue aurait infiniment moins de chance de réussir aujourd'hui. Depuis l'armistice, les défenses de Liége ont été puissamment développées, celles de l'Ardenne minutieusement prévues. Contre des tentatives débordant la Hollande, le canal Albert est équipé en vue de la défense. Deux régiments d'infanterie sont retirés de l'intérieur et portés, au nord, à Turnhout, et au nord-est, à Tongres. La motorisation de la cavalerie et de l'artillerie à cheval terminée, la Belgique l'étend à la brigade volante de gendarmerie appelée à jouer un rôle de cavalerie de corps d'armée. Elle crée son corps de chasseurs des Ardennes et possède désormais une armée de 600 000 hommes sélectionnés, bien instruits, bien armés, solidement encadrés et susceptible d'être, grâce au peu d'étendue du pays, mobilisée et concentrée rapidement. Son matériel de guerre est en partie supérieur à celui du Reich; elle possède notamment un canon anti-char qui est sans rival. Pour ce qui est de l'aviation, elle compte beaucoup sur l'aide britannique. Depuis la fin de 1936, le service militaire est prolongé; trois cinquièmes du contingent sont appelés pour dix-huit mois.

Une troisième raison pour le Reich d'envahir la Hollande, c'est qu'elle offre une double base, navale et aérienne, contre l'Angleterre.

Divers publicistes allemands ont estimé que ce fut une grande faute en 1914 de ne pas occuper la Hollande et de ne pas la prendre comme point de départ d'une armée de débarquement dirigée vers les côtes anglaises. « Londres, écrit Ewald Banse (1), estimait que nous pouvions débarquer cent soixante mille hommes (?), la *Grand-Fleet* ne pouvant intervenir que vingt-quatre heures après l'apparition des bateaux-transports. Ceci concernerait des transports venant du Reich. Ceux effectués des côtes belgo-hollandaises auraient pu comprendre 250 000 hommes... » Ces 250 000 hommes auraient été débarqués sur le front Ouse-Cam-Granta, à l'ouest de Norfolk-Suffolk. « Le front Ouse-Cam-Granta mesure 130 kilomètres, ce qui assurément ne permet pas une occupation bien solide avec 250 000 hommes, mais rend tout de même possible la lutte contre les forces métropolitaines anglaises. L'opéra-

(1) *Espace et peuples dans la guerre mondiale*, 1932.

tion de transport par la Manche, vers le Kent, doit être relativement facile. » En fait, il n'y a, sur les côtes de la Grande-Bretagne, que deux endroits propices à un débarquement devançant l'entrée en action de la Grand-Fleet : la presqu'île endiguée Norfolk-Suffolk, entre la baie de Walsh et celle de la Tamise, susceptible d'une bonne défense, et la presqu'île de Kent-Sussex, entre la baie de la Tamise et la Manche. La possession de cette dernière met Londres en péril immédiat.

Devant le *tolle* que soulevèrent ces considérations dans la presse britannique, Hitler jugea bon de désavouer leur auteur. Le livre de Banse fut, prétendit-on, confisqué, sa chaire de professeur à Brunswick supprimée. En réalité, il reçut de l'avancement.

Les possibilités d'envahir l'Angleterre à la suite d'un débarquement restent douteuses. Mais il est incontestable que la possession du port de Rotterdam offrirait aux navires allemands, croiseurs « de poche », petits corsaires et sous-marins, une base excellente. Ils pourraient ainsi renouveler, avec une puissance considérablement accrue, les exploits des sous-marins qui partaient de Zeebrugge, en 1914-1918.

Mais la menace la plus redoutable que, de Hollande, les Allemands pourraient faire peser sur l'Angleterre est celle d'attaques aériennes. En 1937, à propos de la nouvelle politique extérieure belge, le général Armengaud a magistralement exposé dans la *Revue* (1) pour quelles raisons, « dans l'ensemble, l'Angleterre est un objectif quasi idéal pour une armée de l'air allemande ». La défense aérienne est d'autant plus difficile que le front est plus étendu, les côtes, — si l'on y comprend l'Irlande, — ne mesurant pas moins de onze mille kilomètres.

Sans doute, la défense anglaise ne chômera-t-elle pas. Les escadrilles feront le guet aérien au large des côtes. En certains points, les avions de chasse procéderont à une surveillance périodique. Ballons captifs, D. C. A. contribueront vigoureusement à protéger le territoire. Mais à quelle formidable puissance devraient atteindre tous ces moyens réunis, pour arriver à une protection absolue !

La violation du ciel hollandais procurerait déjà au Reich

(1) *La Neutralité volontaire de la Belgique et les progrès de l'armement aérien*, 1er juillet 1937.

le notable avantage d'étendre le front des incursions aériennes. Dans l'hypothèse d'un coup de main couronné de succès sur les Pays-Bas, cet avantage pourrait devenir décisif. La zone où la défense aérienne est efficace ne commence qu'à 100 kilomètres du front. Aujourd'hui, Hollande et Belgique forment un précieux écran protecteur devant les centres vitaux de l'Angleterre. Échelonnées de Emden au Danemark, les bases aériennes côtières du Reich ne permettraient, à cause de la distance, que des attaques avec un tonnage fortement réduit de bombes. Elles nécessiteraient l'emploi d'avions lourds, volumineux, peu manœuvriers et vulnérables. Assaillis de jour, sur le long chemin du retour, ils subiraient des pertes sévères. L'agresseur s'userait terriblement à ce jeu.

Mais que demain, amenant ses armées aux rives hollandaises, il puisse utiliser, de jour et de nuit, des avions légers de bombardement parfaitement propres au combat, des demi-lourds, escortés par des engins de chasse susceptibles d'assurer éventuellement la maîtrise des opérations offensives jusqu'à près de 150 kilomètres à l'intérieur de l'Angleterre, celle-ci devient effectivement *le grand pays le plus vulnérable, au point de vue aérien, du monde* (Armengaud). Du coup, les ports et les grandes agglomérations du sud-est (Londres) et du centre se transformeraient *en villes frontières*. Elles ne seraient plus à la distance nécessaire de la ligne d'alerte. Partant des excellentes plates-formes hollandaises, les offensives aériennes, répétées indéfiniment contre l'ennemi insulaire, s'effectueraient avec leur maximum de puissance. Les récents bombardiers du Reich, rapides, difficiles à arrêter par les avions de chasse dans des attaques *panachées*, déverseraient leurs bombes explosives et incendiaires de 50 à 250 kilogrammes, et les feraient suivre de bombes à gaz ou de pulvérisations sur les villes et les objectifs d'intérêt militaire. Les raids de bombardement chercheraient à annihiler, sur son sol même, les sources de la puissance du plus redoutable adversaire du Reich, à détruire les points vitaux du pays : bases aériennes, dépôts de munitions et de carburants, vastes usines de guerre, ouvrages d'art indispensables à la mobilisation, centrales électriques, toutes « œuvres vives » très concentrées en Angleterre. Dès lors les réactions de défense, de contre-attaque ou de

représailles deviendraient sinon impossibles, du moins très difficiles. Pour comble de malheur, le sol de l'Angleterre est généralement plat ; fréquente, épaisse, la brume n'y reste pas toujours collée, ce qui permet le vol, suivi d'attaques impunies, à basse altitude.

Mais le redressement tout récent de la politique anglaise, l'œuvre imposante accomplie dernièrement dans le domaine de la défense aérienne, active et passive, qui rend les populations du Royaume-Uni à peu près insensibles à tout chantage au moyen de la « cinquième arme », diminuent fortement les possibilités aériennes du Reich...

* * *

La réaction violente de l'Angleterre ne pouvant plus être mise en doute, la question se pose : les Pays-Bas voudront-ils, pourront-ils résister assez longtemps pour rendre son intervention salutaire ?

Dans le passé, des hommes de guerre très compétents, Napoléon entre autres, eurent la plus haute idée de la résistance qu'offriraient à tout ennemi sol et population bataves. Les progrès de la motorisation sont-ils de nature à modifier ces possibilités de résistance ? C'est peu probable.

Sur la plus grande partie du territoire, des manœuvres de grande envergure sont impossibles. L'artillerie, même légère, ne peut quitter les routes tracées sur les digues pavées de briques rouges qui égaient la froide nudité des régions bourbeuses, l'aride géométrie des prairies limoneuses ; sinon, elle s'enfoncerait dans un sol spongieux ou s'affaisserait dans les eaux dormantes. Que l'on se figure l'allure à laquelle progresseraient sur ces routes, nous ne disons pas les « mastodontes » mécaniques, tels que les chars du modèle Christie, de 760 chevaux, marchant sur roues ou chenilles, ou encore les chars de combat pesant des dizaines de milliers de kilogrammes, armés de canons, d'une demi-douzaine de mitrailleuses avec un équipage de sept hommes, mais plus simplement des camions, des tracteurs d'artillerie, des véhicules blindés de dimensions moyennes.

Référons-nous, à ce sujet, au colonel Schlieper, commandant l'artillerie d'une division saxonne, lors des invasions de l'Autriche et de la région des Sudètes, et qui préconise le

prompt retour à la traction animale des batteries d'obusiers lourds, en partie déjà motorisées. Faisant allusion dans l'*Artilleristische Rundschau* du 15 mars dernier à l'état lamentable où une occupation « pacifique » a mis les chaussées autrichiennes, ce technicien insiste sur ce fait : les colonnes d'artillerie lourde motorisées les ont bloquées *dans toute leur largeur*, un seul détachement les fermant sur une longueur de 2 kilomètres à toutes les autres troupes. D'où nécessité de remplacer ces obusiers par des pièces de calibre plus faible, d'y atteler de nouveau des chevaux... Encore le colonel passe-t-il sous silence que les formations motorisées avançaient dans des conditions idéales, allégées de leur train de munitions.

Le long de la frontière allemande, dans les marais de Bourtange, les tourbières de la Gueldre, les voies de pénétration sont plutôt rares. Les maisons s'y accrochent aux talus et les villages, étirés comme des sortes de longues chenilles, n'ont que la largeur de la route. S'y engager n'est pas exempt de risques.

Enfin l'envahisseur aurait à compter avec un autre adversaire : les eaux. Les eaux, ennemi héréditaire dompté, le Hollandais s'en est fait un allié, la base même de son système stratégique, en déchaînant, pour se mettre à l'abri, le fléau des inondations. La structure de leurs côtes, le fait qu'un bon tiers des terres est situé au-dessous du niveau des hautes marées permettent aux Hollandais, chaque fois qu'ils se dressent, en un suprême sursaut, contre l'envahisseur, de submerger toute une large bande de terrain partant du Zuyderzée pour rejoindre au sud-ouest la mer du Nord. Il n'y a rien d'impossible à ce que, ayant lâché les écluses, fait sauter les ponts, l'armée néerlandaise fasse un jour front à l'adversaire derrière une ceinture aquatique recouvrant la Gueldre, la Frise, la Hollande du nord et du sud, Utrecht, La Haye, Rotterdam.

Solution de désespoir, va-t-on objecter, et qui signifie la ruine de provinces entières. Rien n'est plus vrai. Si les Hollandais ouvrent les écluses de Den Œver, ils perdent un huitième de leur sol, ce huitième ayant été conquis sur la mer. Mais, à l'heure du danger, la nation se montra toujours résolue à changer ses régions les plus prospères en îles forteresses. Parfois sans succès. La dernière fois, ce fut en 1787, quand elle fut assaillie en pleine paix par les vingt mille

Prussiens du duc de Brunswick, se présentant comme des amis venus pour rétablir l'ordre public et sauver le pays de l'anarchie menaçante... Fort habilement, le duc avait choisi son heure, celle des marées basses. Digues et écluses étaient bien rompues, mais les flots n'avancèrent pas. Ils avaient couvert les plaines fertiles, mais ne barraient pas le chemin de l'invasion. Depuis, le mécanisme de l'inondation artificielle a été mis au point. Elle est, hélas ! bien plus ruineuse de nos jours, moins efficace aussi qu'avant la naissance des armées de l'air.

Lorsqu'il y a cinq ans la Belgique manifestait de l'anxiété au sujet des dangers que pourrait courir le flanc gauche de ses forces défensives, le lieutenant-général hollandais en retraite Terwisaga s'empressa de la rassurer : « En août 1914, toutes nos précautions étaient prises... Il est à présumer que les mêmes mesures existent aujourd'hui. » Étant donnée la discrétion qui s'impose à un officier traitant d'un pareil sujet, il ne fit mention que des ponts qu'on devait, le cas échéant, détruire. Bruxelles, néanmoins, comprit.

L'inondation exige deux à trois jours. Elle est irréalisable dès qu'un vent violent souffle du Nord, fait, heureusement, tout à fait exceptionnel. Pour réussir l'opération en quelques heures, il suffit d'ailleurs de refouler, au préalable, les eaux du Zuyderzée, barré. De source certaine, il nous revient que, lors de la crise de septembre, le niveau des eaux souterraines pénétrant dans les caves de la région envisagée indiquait que les autorités veillaient...

* * *

M. H. Asselin nous affirme que les événements de mars dernier ont cimenté, pour l'opposer aux convoitises du voisin de l'Est, ce bloc composé de Néerlandais, Flamands, — les deux groupes figurent dans *Mein Kampf* comme frères irrédimés, — et Wallons. Leur alliance tacite, inébranlable, inspirée par l'instinct de la conservation, couronne les patients efforts, secondés en vérité par les audaces hitlériennes, du docteur Patijn. Dès son arrivée au pouvoir, il s'était attelé à la rude besogne de déblayer la voie où s'étaient amoncelés, depuis une douzaine d'années, malentendus, suspicions, litiges s'opposant à un rapprochement entre les deux

États. S'imaginer, dans ces conditions, que la Hollande peut être avalée, d'une bouchée, pendant son sommeil et le nôtre, c'est donner raison à Frédéric II affirmant que chaque génération est condamnée à faire les mêmes sottises que la précédente.

Quelles que soient désormais la soudaineté de l'attaque, l'ampleur de l'effet de surprise, l'inflexible décision du pays d'y répliquer avec la dernière énergie est indéniable. L'approbation unanime prodiguée par la presse à la résistance albanaise, — « nous agirions de même », — en fait foi.

La dernière série des actions de l'« axe », — autant de prises de positions stratégiques sous couvert d'inoffensives opérations diplomatiques, — suscite à La Haye des réflexes d'une vigueur insoupçonnée et que Berlin, après avoir tenté de les ridiculiser, essaie de faire passer pour une provocation.

La Hollande a proclamé « l'état de danger de guerre ». Cent à cent vingt mille hommes ont été appelés en quelques jours sous les drapeaux, dont près de la moitié renforcent la garde sur la frontière de l'est. On multiplie les abris bétonnés. Les ponts sont minés sur une profondeur de 50 kilomètres. Le prolongement de la première période d'instruction des recrues, de onze mois à dix-sept ou dix-huit mois, paraît imminent : ce qui signifierait que la Hollande va disposer d'une armée permanente de cent vingt mille hommes.

D'une torpeur optimiste, les autorités passent à une vigilance avertie. Secondée par l'*Intelligence Service*, la Sûreté des Pays-Bas met sous les verrous des traîtres hitlérophiles.

Enfin, n'oublions pas les enseignements de la géologie. Les champs de Néerlande, comme ses digues, reposent, nous apprend-elle, sur un sous-sol de granit. De granit, parfois de gneiss, sont aussi les coteaux, les blocs erratiques que, de ci, de là, le voyageur découvre au milieu des paysages plats d'une somnolente quiétude.

Dès qu'on ouvre une tranchée, on s'y heurte. A la place du Fuhrer-Chancelier, nous nous méfierions de ces monolithes.

S. Aberdam.

SPECTACLES

SPECTACLES J.-L. BARRAULT A « L'ATELIER »

La Faim, d'après le roman de Knut Hamsum, costumes et décors d'A. Masson, musique de M. Delannoy. — *Hamlet ou les suites de la piété filiale*, de Jules Laforgue, mise en scène de Charles Granval, musique de Darius Milhaud.

M. Jean-Louis Barrault est un très jeune acteur et de très grand talent. Il débuta à l'Atelier, puis devint rapidement vedette de cinéma, mais resta passionnément attaché au théâtre. Son seul mérite, ses beaux dons, son enthousiasme, sa ténacité de travail lui ont assuré la très prompte et belle réussite dont il a voulu profiter pour être quelquefois, non seulement artiste, mais chef de troupe. Nous venons de l'applaudir comme acteur dans *la Terre est ronde*, où il a affirmé des qualités saisissantes ; l'an dernier, il nous a offert un *Misanthrope* jeune, fougueux, véhément, qui renouvelait totalement la compréhension du personnage représenté jusqu'alors en homme mûr et désabusé. Comme animateur et organisateur, il nous a donné il y a deux ans *Numance* dont j'ai gardé un très poignant souvenir. Auparavant, il avait monté *Autour d'une mère* tiré de *Tandis que j'agonise* de William Faulkner. Cette fois-ci, avec la troupe de l'Atelier, il présente ce qu'il appelle une « action dramatique », *la Faim*, tirée d'un roman de Knut Hamsum, et l'*Hamlet ou les suites de la piété filiale* de Jules Laforgue que Charles Granval a adapté à la scène.

M. Jean-Louis Barrault est donc une personnalité intéressante à plusieurs titres. Il est, — écrit Charles Dullin, — « possédé par l'esprit du théâtre où les gestes, les formes ont un sens, où la vie se dresse au-dessus de la contingence et du bredouillement naturaliste. Barrault dote l'orchestration théâtrale d'un mode nouveau ».

En plus de ma sympathique admiration pour M. Jean-Louis Barrault, j'éprouve pour les efforts jeunes, les tendances inédites, les hardiesses littéraires et scéniques la plus amicale curiosité. Et, pourtant, je crois que M. Barrault dépense vainement sa rare puissance dramatique dans des tentatives comme celle de *la Faim*. Dans la *Numance* de Cervantès à laquelle les récents épisodes de la guerre d'Espagne ont donné une actualité effrayante, Barrault avait déjà étudié les horreurs de la faim chez les assiégés devenus spectres. Dans le roman de Hamsum, un seul homme, Tangen, est le miséreux, l'affamé, journaliste sans copie, déclassé sans travail, mais celui-là qui reste fier, qui ne tend pas la main, qui donne à plus pauvre que lui l'argent de son gilet mis en gage, et qui, halluciné de fièvre, torturé de privation, erre comme un fantôme sans feu ni lieu dans la ville indifférente où personne ne le comprend, n'a pitié de lui, ne s'efforce de le secourir. C'est cette solitude terrible d'un être dans la foule humaine et inhumaine, sa souffrance incomprise et méprisée dont l'expression a tenté le talent de Barrault.

Il est hallucinant sous les traits de Tangen dans son habit gris rapiécé, loqueteux, sous la mèche pendante de ses cheveux sales. Les épisodes de sa malchance insolvable, des degrés de sa déchéance et de ses tourments sont marqués par son talent d'attitudes et d'intonation, son génie de physionomie qui en a fait une vedette de l'écran. Autour de lui, de ce pauvre pantin de chair implorant en vain la nourriture à laquelle chacun a droit, s'agitent les passants anonymes, les gens quelconques qui semblent ne pas le voir, le policeman qui le traque et le surveille, ceux-là assis sur le même banc qui l'importunent, les élégants qui vont à l'Opéra, etc., et qui font partie d'une sorte de ballet rythmique et hagard. Ainsi, dans les ballets Joss, — célèbres par *la Table verte*, — déambulaient les personnages d'une promenade dans une ville où se croisaient les miséreux, les fortunés, les couples d'amants, les abandonnés, les mendiants, les prostituées. L'une de celles-ci paraît dans *la Faim* ; elle attire Tangen, le conduit chez elle. Cette scène est belle et terrible. Dans cette chambre tendue de rouge, couleur de braise, de four à cuire le pain, Tangen se rue sur cette femme avec une avidité de mourant. Il l'embrasse comme s'il voulait la mordre

et la dévorer. C'est un désir de se repaître qui convulse cet homme et non la folie de l'amour. Le malheureux Tangen confesse sa faim et sa misère. Au lieu de courir lui chercher un repas, la femme, épouvantée, le repousse, le prend pour un voleur, et il s'en va. De détresse en détresse, il parvient sur les quais où des navires sont en partance. Après avoir voulu se jeter à l'eau, avoir été secouru, — mais toujours non nourri, — il abdique ses derniers espoirs, son suprême orgueil, et s'enrôle sur un des navires ; nous le voyons suivre, humilié, renonçant à gagner sa misérable vie par les travaux de l'esprit, un terrible capitaine à la gueule d'ogre et qui symbolise sans doute la Nécessité. Mais toute cette fantasmagorie allégorique dure longtemps, devient presque insoutenable, fatigue souvent plus qu'elle n'émeut. Et si M. Jean-Louis Barrault y est admirable de réalisme pathétique et emblématique, je ne voudrais pas le voir recommencer cet essai dont les procédés sont déjà devenus des poncifs depuis ces ballets Joss, depuis la mise en scène de *Têtes de rechange.* Les costumes et les décors d'André Masson, la musique de M. Delannoy sont à complimenter ainsi que le zèle et l'intelligence de toute la troupe.

Le spectacle commençait par l'ironique *Hamlet* de Jules Laforgue que M. Charles Granval a adapté à la scène, dont il a composé décors et costumes, et que la musique de Darius Milhaud souligne. Une idée charmante est de nous avoir montré, d'abord, Jules Laforgue dont M. Roger Blin, d'après le portrait de Franz Skarbina, a imité l'apparence vivante, en redingote noire étriquée, au jeune visage pâle sous le haut de forme, Jules Laforgue qui a dit lui-même le prologue de son *Hamlet* et est revenu, à la fin, nous dire les mots de l'épilogue de *la Moralité légendaire.* Cet *Hamlet* parodique et spirituel, amer et pince-sans-rire, caricature du littérateur velléitaire et un peu cabotin, amoureux de « la femme », idéal chimérique, et déçu par la jeune fille réelle à laquelle il ne comprend rien, mais tout prêt à tomber dans les bras de la première venue, est-il un portrait de quelque symboliste adolescent ? En tout cas, en ses puérilités, en ses profondeurs, en son sens aigu des possibilités poétiques et de cet « impossible » à la fois ténébreux et un peu comique qui sépare la volonté du rêveur du réalisme

de l'acte, c'est un personnage aussi singulier que plausible et que le poète subtil et « d'humour » à la fois moqueur et tendre n'a eu qu'à cueillir « dans les jardins... de nos instincts... » Jean-Louis Barrault, expressif, mince et vêtu de noir, tour à tour narquois et tragique, a joué avec un étonnant sens des nuances de l'esprit et du songe, du travestissement et de la vérité, du cynisme et de la tristesse sentimentale, de la vanité princière et de la dérision de tout, ce rôle parodique et que lui seul pouvait incarner. Car cet *Hamlet* est fait pour être lu et relu beaucoup plus que pour être mis à la scène. Je pense que M. Granval y avait ajouté les passages, allusions aux événements actuels, dont la possibilité était trop tentante et amusante... Toute l'interprétation est bonne. Mme Jandeline est une gracieuse comédienne et M. Savry est un savoureux fossoyeur. Mais, ainsi que maints amis le lui ont conseillé, j'invite à mon tour J.-L. Barrault à incarner l'*Hamlet* de Shakespeare... et tant d'autres grands rôles que son intelligence si particulière, son talent hardi, dépouilleraient des costumes usés et traditionnels et auxquels il rendrait le feu de la vie.

COMÉDIE-FRANÇAISE

La Bête, un acte de M. Marius Riollet, et reprise de *l'Indiscret*, de M. Edmond Sée. — *A souffert sous Ponce Pilate*, trois actes de M. Paul Raynal, décors de M. Moulaërt.

La Comédie-Française a monté un petit acte de M. Riollet où nous voyons et écoutons Henri IV raconter une histoire à son fils Louis et sa fille Élisabeth. Il les a surpris se chamaillant, se battant, se jetant au nez du « huguenot » et du « papiste », enfin, malgré leur jeune âge, en état de haine. Il les gronde et leur dit que la haine est une bête menaçante, épouvantable. De là, il débite un long conte moral et allégorique coupé par les exclamations puériles et drolatiques des enfants et où l'on sent l'admiration, le culte, l'amour pour la France, ce qui détermine de fervents applaudissements. D'autant plus applaudit-on que cet Henri IV, très bien costumé, était incarné avec grand talent par M. Louis Seigner. Le petit Borelli, très gentil, jouait le petit Louis XIII

et la petite Paulette Frantz, avec le talent le plus mutin et le plus précoce, celui d'Élisabeth.

Nous eûmes ensuite la reprise de *l'Indiscret*. Cette pièce spirituelle, vivante, et d'une si aiguë observation des sentiments et de la société de 1900, a retrouvé tout son succès. Elle est trop justement connue et appréciée pour que nous la réanalysions. Si les détails de mœurs et de désœuvrement mondain y portent agréablement leur date, le personnage de *l'Indiscret* est de tous les temps, et il pourrait être celui de Marivaux autant que d'aujourd'hui. Escande l'a joué à ravir, et la belle Mme Roüer a incarné fort voluptueusement Mme Valentin, l'indiscrètement aimée. Une excellente troupe remplissait au mieux les autres rôles et le succès a été des plus vifs. Car, si c'est une comédie de mœurs et de caractère, c'est aussi une comédie amusante, traversée de traits ironiques et tendres, animée d'un dialogue jeune et vivant, et le plaisir de l'auditoire s'est fort sympathiquement manifesté.

Passer de *l'Indiscret* à la pièce de M. Raynal est ardu. Si le sujet n'était pas si grave, on pourrait dire que, après cet *Indiscret*, la Comédie-Française nous a gratifiés d'un *Gaffeur*. Car le Judas de M. Raynal est cela : un maladroit... peut-être bien intentionné, mais qui, en sa bonne volonté, cache la vanité de vouloir paraître mieux informé que tous les autres et le désir ostentatoire de jouer un grand rôle. M. Raynal, malgré son évidente sympathie pour Judas, ne nous cache pas que ce petit paysan de Kerioth, tisseur de tapis, a suivi Jésus, non pas seulement par admiration subjuguée, mais par désir secret de profitable réussite. Jésus deviendra roi... ses disciples partageront avec lui ce royaume. Mais un jour, fatigué de la vie humble et pauvre qu'il mène à la suite de Jésus, un peu las de ce vagabondage dont il ne comprend pas la portée sublime, car il n'a ni ferveur, ni foi, ni certitude, blâmé d'ailleurs par sa sœur Jaël qu'il a laissée au logis démunie de tout et gardant sa toute jeune femme Jeanne également désapprobatrice et attristée de son abandon, Judas se décide à agir. C'est le second acte, le plus réussi au point de vue théâtral, car M. Paul Raynal est un maître en violents effets de théâtre. Le Sanhédrin est réuni et, devant le palais de Ponce Pilate qui soupe avec Hérode en ce palais, Caïphe et ses confrères, sur une terrasse, l'at-

tendent et parlent de ce Jésus duquel ils voudraient s'emparer. A ce moment fort opportun survient Judas. Il sent que Jésus est menacé et que, dans la confusion de soulèvements populaires que les juges sont résolus à réprimer, Jésus peut être appréhendé, arrêté... Mieux vaut prévenir ces malheurs. Les juges ont compris tout le parti qu'ils peuvent tirer de la naïveté et de la crédulité de Judas. Pour protéger Jésus il faut le mettre dans l'impossibilité de commettre des imprudences : pour cela, l'arrêter, l'emprisonner momentanément. Et cette arrestation qu'il redoutait, Judas s'offre à la favoriser. Pour cela, Caïphe lui propose une petite somme. « C'est trop... », dit Judas, car M. Raynal tient à le faire paraître désintéressé. Et il n'accepte que les trente deniers que sa sœur lui confia lors de son départ et qu'il va pouvoir ainsi lui rendre à son retour... Judas s'en va pour guider les soldats, soi-disant protecteurs, vers le Mont des Oliviers, et Ponce Pilate apparaît. Grande scène entre lui et Caïphe, où Caïphe le menace, s'il veut protéger Jésus, de le desservir en haut lieu à Rome et de ruiner sa situation. Échange d'injures entre Pilate et Caïphe, puis entrevue très invraisemblable et très artificiellement pathétique entre le procurateur de Judée et Jésus, que l'on vient d'arrêter et qu'il veut voir seul à seul avant le jugement. Cette entrevue est d'un effet scénique très sûr, mais est impossible, inadmissible, selon les Écritures. Nous comprenons bien que ce drame moderne a pris pour héros les grandes figures de l'Évangile, mais ne les anime pas de cette ferveur respectueuse des textes sacrés que nous offrent les vieux mystères de la Passion. Dans Arnoul Greban et Jean Michel, par exemple, on sent l'inspiration poétique soulevée par la foi, par la participation du poète à la douleur immense du sacrifice divin. Dans le Judas de M. Paul Raynal, quel que soit son talent, on ne trouve que la rhétorique dramatique, l'habileté du métier, la combinaison volontaire des effets scéniques. Nous restons froids, mal à l'aise, et secrètement choqués.

Au dernier acte, Judas est revenu chez lui, à Kerioth, et, entre sa sœur et sa femme, se félicite d'avoir sauvé son maître, tout en ayant trouvé l'occasion d'en finir avec une vie d'aventures dont il était las. Il raconte aux deux femmes ;

il se fait valoir ; il se vante... Les trente deniers, non, il ne les a plus... il les a jetés... Et là, quelle faiblesse dans la thèse de M. Raynal ! Judas, qui a besoin de rapporter de l'argent chez lui, l'aurait-il jeté dans un champ s'il ne s'était senti, mystérieusement, coupablement payé ?

Mais par la voix publique, par les gens du village, le boucher, sa sœur, sa femme, Judas apprend peu à peu tout ce qui vient d'avoir lieu depuis son départ, la crucifixion, la mort du divin Maître. Alors il comprend que les juges se sont joués de lui, qu'il a fait à jamais figure de traître. Et il va se pendre. Sa femme coupe la corde assez tôt pour qu'il puisse encore balbutier des mots de repentir et d'espérance : car M. Raynal ne veut pas que Judas soit damné et il sait que l'enfer le prit parce qu'il désespéra de la miséricorde infinie. La pièce se termine sur un *Alleluia* douloureux. (N'oublions pas que la vierge Marie, selon M. Raynal, a quitté le Calvaire pour venir consoler ici la femme de Judas... autre invention inadmissible et invraisemblable.) M. Raynal a voulu qu'un immense pardon rayonne sur l'épilogue de sa pièce. Cela est louable. Pardonnons-lui donc ses « en marge » de la Passion et souhaitons-lui d'aller tout droit au paradis des auteurs dramatiques.

Sa pièce est d'ailleurs écrite avec respect, — bien qu'avec outrance verbale, — et les acteurs l'ont jouée de même. M. Yonnel est d'un tact plein de noblesse ; M. Escande, un Ponce Pilate des plus fringants, — ce qui étonne un peu, — en son costume de Romain des ballets de Lulli, cuirasse argent et manteau flottant de velours pourpre. On se demande pourquoi il a oublié sa perruque. Les autres costumes sont beaux de formes et de couleurs : ceux des Juifs aux grands plis droits, — M. Denis d'Inès, etc., — ceux des femmes (Mlle Casadesus, MMmes de Chauveron, H. Barreau). Les décors sont très beaux, imitant, en les agrandissant, certaines pages de nos peintres de missels. Et Judas ? Je l'oubliais... Eh bien ! Julien Bertheau l'a joué de son mieux...

Mais je ne pouvais m'empêcher de penser à cet étonnant Judas représenté par les Théophiliens en avril 1937 et dont j'ai rendu compte en ces pages. M. Gustave Cohen l'avait détaché de *la Passion* d'Arnoul Greban et de celle du docteur Jean Michel. Leur Judas, victime de la fatalité comme Œdipe,

se montrait en un bref prologue, époux de sa mère et meurtrier de son père. Avant sa rencontre avec Notre Seigneur, l'Iscariote est déjà chargé de crimes. Judas va demander à Jésus l'absolution de ces crimes involontaires dont il vient d'avoir la révélation. Relevé, consolé, admis parmi les apôtres, il y tient le rôle de boursier et dépensier. Il est avide et cupide. Il a empoché le pardon de Jésus. Mais il n'a pas la grâce. Il trahit ce Maître qu'il admire et qu'il aime. Et les élans infirmes du traître vers un repentir impossible sont déchirants. L'allégorique *Désespérance* apparaît, l'empêchant de croire au pardon divin, le conduisant au suicide et au dam, après un dialogue admirable et terrible.

Et quel artiste jouait ce Judas ! En cette troupe d'élèves de M. Cohen aucun nom n'est imprimé. Chacun joue pour sa foi et sa science des anciens textes. Costumes et décors sont la simplicité même. Je reste sous l'impression de ce *Judas* des Théophiliens, inoubliable comme une de ces figures singulières sculptées aux porches des cathédrales.

« LE RIDEAU DE PARIS » AU THÉATRE MONTPARNASSE

Isabelle d'Afrique, par Lucienne Favre et Constance Coline.

Je ne connais pas, en ses détails, la vie brève et chargée d'actions et de rêves de cette Isabelle Eberhardt dont M. René-Louis Doyon et M. Barracand écrivirent deux biographies. Celle-ci se déroule devant nous en images, grâce aux talents réunis de Mme Lucienne Favre, — l'auteur applaudi de *Prosper*, — et de Mme Constance Coline, dont *Septembre* eut un vif succès récemment au Vieux-Colombier. J'ai passé une soirée fort intéressante à écouter et voir le déroulement de ces péripéties divisées en nombreux tableaux. Nous voyons d'abord la jeune Isabelle dans sa famille à Meyrin, en Suisse, où vivent son père, Trophimovsky, ancien pope, — marié en Russie, — sa mère, Mme de Mœrder, maîtresse de ce Trophimovsky, et ses frères et sœurs du premier mariage de cette mère. Étrange milieu, où se battent et se querellent des réfugiés nihilistes hospitalisés par le pope et les sœurs et frères variés. Isabelle, ne nous en étonnons pas, est un peu étrange ; elle s'habille en homme et particulièrement en Africain, car elle a la hantise de l'Afrique, et elle se sent

nomade, « comme d'autres sont anémiques ou rhumatisants ». Or, le photographe qui vient la photographier en son beau costume habite Bône une partie de l'année... La vie a des enchaînements mystérieux. Elle ira donc chez lui. Elle part. Sa mère va la retrouver et meurt à Bône. Isabelle seule, libre, étrange, apprend l'arabe, écrit des articles, des livres, s'introduit hardiment dans tous les milieux indigènes, et mène, nous semble-t-il comprendre, une vie fort hardie et peut-être un peu dévergondée. Habillée en homme, elle vit en homme. Cela ne l'empêche pas d'être aimée en femme. Le lieutenant François veut l'épouser. Mais elle préfère l'Arabe Slimène qui, d'abord son amant, devient son fiancé, puis son mari, — car elle est convertie à l'islamisme. Entre temps, sa connaissance des langues, les emplois qu'elle a obtenus auprès des chefs militaires, son désir de servir, de devenir un élément de compréhension entre les coloniaux français et les indigènes qui mutuellement se suspectent, se combattent, se trahissent (l'action se passe entre 1897 et 1904), la conduisent à des actions, généreuses dans leur principe, mais mal interprétées dans leur réalisation. Elle est soupçonnée par les officiers français d'intelligence avec les Arabes, et de trahir les secrets et les projets des premiers au profit des seconds. Il est évident qu'elle préfère, en toute circonstance, les indigènes et qu'elle est toute à leur cause. Adorée, vénérée par eux comme une « maraboute », elle est néanmoins gravement blessée par un attentat. Un certain Abdallah l'atteint grièvement au bras. Elle le soupçonne, tout en l'absolvant, d'avoir été aux gages de « ceux qui ont intérêt à la faire disparaître ».

Tout cela est assez louche et les responsabilités d'Isabelle restent inexpliquées pendant une partie de sa courte vie. Elle aime la France et dit travailler pour elle. Elle écrit en français. Néanmoins, elle est de nationalité étrangère ; elle est donc expulsée d'Algérie et rejoint son frère et sa belle-sœur à Marseille. Elle mène, chez eux, une vie de misère jusqu'à ce que Slimène vienne la chercher, l'épouse et lui permette ainsi de revenir en cette terre d'Afrique qui est sa patrie d'élection. Dès lors, elle y vit, travaillant à rapprocher les races par un effort d'amour mutuel et de compréhension réciproque. Suspecte aux coloniaux,

pauvre, errante, mais vivant selon son choix, elle organise des caravanes, écrit des pages qui ont eu sur certains esprits une influence extrême. Malgré ses profondes et austères *vertus*, ce n'est pas une figure de vertu que nous représentent les péripéties du théâtre. On la voit misérable, sale, fiévreuse, alcoolique, buvant l'absinthe et obligée, malade et chancelante, de fuir avec son mari une auberge où la menacent les rancunes et les fureurs des autorités municipales. Ce sont pourtant ces mêmes gros bonnets, trente ans plus tard, qui, vieux et assagis, font célébrer la mémoire de la grande Isabelle Eberhardt, morte à vingt-sept ans, à Aïn Sefra, où elle se reposait après d'épuisantes randonnées, dans une inondation de l'oued qui causa l'éboulement de sa maison...

On sent que Mme Lucienne Favre, qui connaît bien le nord de l'Afrique et y habite, je crois, partage les idées et les préférences de cette Isabelle que l'on appelait aussi *la Bonne Nomade* et *Notre-Dame du Désert.*

Ces tableaux biographiques sont fort bien faits, et fixent adroitement certaines images parmi les plus significatives de cette existence mouvementée. Le talent des deux auteurs a réussi à nous suggérer, au delà des événements et des faits, les forces et les mystères de certaines âmes en exil, qui ont le pressentiment et l'avertissement que telle contrée est leur patrie.

Et je ne sais pourquoi, malgré la différence des milieux et des destinées brèves, cette Slave inassouvie m'a fait songer à une autre jeune Slave : Marie Bashkirtseff...

Mlle Michèle Alfa, si jolie, si blonde, s'est perruquée d'une chevelure plate et sombre, s'est fardée en pâleur maladive et représente avec un très grand talent Isabelle d'Afrique. Sa voix est belle et séductrice, avec une certaine brusquerie et elle a su marquer son rôle d'un cynisme pathétique très particulier. MMmes Charlotte Clasis, Fontanes, Tassencourt, MM. Outin, Chabrier, Menaud, etc., etc., — car les artistes sont fort nombreux, — jouent fort bien. La mise en scène, les décors, les costumes, font honneur à MM. Marcel Herrand et Jean Marchat.

GÉRARD D'HOUVILLE.

LE SALON DE 1939

Les Artistes français accordent cette année la place d'honneur à leurs confrères de la *Royal Academy*. Ce Salon est celui de l'Entente cordiale. Le morceau principal est le portrait de S. M. George VI dans le costume du sacre, par M. Frank Salisbury. Tableau d'apparat, de grand luxe, d'une extrême virtuosité dans le rendu des velours, des broderies et des orfrois ; on sait que le roi d'Angleterre est un chef religieux, un personnage ecclésiastique, revêtu de tous les insignes d'un souverain pontife. L'écueil, dans ce genre de sujets, est toujours le contraste entre la nature morte et les parties vivantes ; dans les anciens portraits, comme le Louis XIV de Rigaud, ces deux éléments n'étaient pas toujours de la même main ; l'artiste se réservait le visage et laissait à un élève le soin d'exécuter le reste. Même aujourd'hui, où ce procédé ne semblerait plus permis, il reste très difficile de réaliser l'accord entre les vêtements, que l'artiste a le temps de copier à loisir, et la tête, pour laquelle un souverain n'accorde que quelques séances. Le problème est toujours l'ensemble, c'est-à-dire de produire d'après nature l'unité poétique, l'impression qu'un Greco, par exemple, donne si bien dans son merveilleux *Saint Eugène* de l'Escurial, ou dans le saint Augustin des *Funérailles du comte d'Orgaz*. Mais peut-on se plaindre qu'aucun moderne ne sache plus peindre comme Greco ? Le portrait, tel qu'il est, fait honneur à l'école anglaise ; on y admirera, sous l'opulence du costume oriental et hiératique, somptueux comme un lingot, étrange comme une idole du temple du Grand-Lama, cet air de féerie et d'apparition qui n'appartient qu'au pays de Shakespeare.

Je ne puis, à mon grand regret, parler de cinquante maîtres, qui nous font l'amitié d'être nos hôtes. Le public sera curieux d'avoir l'occasion d'un tête-à-tête avec la figure délicate, honnête et scrupuleuse de sir Neville Chamberlain, — par M. Donald Wood, — cet homme fin et courageux, conciliant et inflexible, sur qui reposent tant de responsabilités : on sera bien aise de penser que les intérêts du monde sont placés dans les mains d'un juste. On sent que ce visage n'a rien à nous cacher. Plusieurs portraits d'hommes excellents, avec cette note spéciale de noble familiarité anglaise, — en particulier ceux d'un gentleman campagnard, par M. F. Hodge, d'un universitaire, par M. Maurice Godner, et d'un officier général par M. R. E. Eves. Parmi les portraits de femmes, la *Jeune fille en rose* de Miss Elizabeth Kelly forme une tache heureuse, épanouie comme une belle pivoine, aussi fraîche que les roses trémières de M. William Wood, que cette enfant a pour voisines. La *Fillette au cheval de bois* de Miss Anne Zinkeisen est d'une gravité enfantine qui m'enchante, avec son air de jouet peint et de fantaisie à la Peter Pan. Deux paysages ravissants de M. N. Ball et de Dacres Adams, l'un des montagnes du pays de Galles, l'autre des plaines du Middlesex. J'ai souvent parlé des petits tableaux pâles, tendres et pleins d'humour de miss Green.

Depuis longtemps, les deux sociétés rivales qui se partageaient le Grand Palais se rapprochent. Le voisinage du Palais de la Découverte, qui occupe toute la partie du Grand Palais tournée vers l'avenue Victor-Emmanuel, a précipité la fusion. Le divorce est presque oublié ; le ménage fait chambre commune. Ce Salon est celui de la conciliation. Pour récupérer de l'espace, des galeries de bois agréables et bien éclairées ont été ménagées sur les côtés de la piste ; un soin plus grand a été apporté à l'arrangement. Aux Artistes français, des émigrés de quarante ans, ou qui même n'y avaient jamais exposé, reparaissent : M. Jacques-Émile Blanche avec un tableau de *Requetes* assez patibulaires, dans la manière des Goya de la *Quinta del Sordo* ; M. Maurice Denis avec une harmonieuse et sereine *Multiplication des pains* ; M. Jaulmes avec un de ces heureux décors dont il a le secret. C'est bon signe, si le temps des sécessions, des bouderies, des brouilles est passé, et si l'on veut rendre quelque vigueur

à la vieille maison minée par la concurrence des petites expositions, et des cent boutiques où les amateurs ont pris désormais l'habitude d'aller chercher, tout le long de l'année, leur régal et leur plaisir.

A tout prendre, le Salon a encore l'intérêt d'être le rendez-vous de la jeunesse, l'endroit le plus ouvert et le plus commode pour le talent pauvre et pour les réputations qui n'ont pas encore percé. C'est sa plus grande utilité. On ne peut que savoir gré aux patrons qui continuent d'offrir à leurs jeunes camarades leur chance, en les couvrant de leur autorité. Mais leur éloge n'est plus à faire. On n'attend pas que je vante une fois de plus des maîtres « arrivés », les fantaisies cruelles de M. André Devambez, l'exécution précieuse et la rêverie imperturbable de M. Edgard Maxence. Quant à M. Henri Martin, je n'ai pu voir son tableau sans une émotion assez vive. Souvent, la vieillesse nous ramène à notre adolescence, le soir et le matin confondent leurs rayons. En reconnaissant ce vallon, les quenouilles lyriques des peupliers, cette clairière où s'avancent des robes virginales, je rajeunis d'un demi-siècle ; voilà les déesses, voilà les muses qui marchaient devant nous, quand nous avions vingt ans ; nos songes prenaient des formes de Burne-Jones et de Puvis de Chavannes. A les revoir aujourd'hui, on éprouve un saisissement. Que penseront de ces Grâces qui enchantèrent nos jeunes années les hommes qui ont grandi au milieu des menaces de notre monde brutal ? Pour moi, je ne puis me défendre d'une admiration reconnaissante pour le grand vieillard, sourd aux bruits du siècle, qui retourne aux sources de sa poésie et touche encore, avant de s'éteindre, sur la harpe des frissonnants feuillages, la musique des pures idées.

Le plus beau morceau du Salon est, sans contredit, celui de M. Fontanarosa. C'est un tableau sans titre (je n'ai pas le catalogue) et dont il n'est pas facile de déterminer le sujet : cela peut s'appeler à volonté le *Châle rose* ou l'*Homme en blanc*. Cela n'a aucune importance. Ce sont des feuilles d'album des types d'Italie, une frise de six ou sept figures, un résumé ou un extrait de souvenirs de voyage. Manet a fait cela dans un tableau célèbre qui est un abrégé d'Espagne. Disons, pour rester dans la note de la *Commedia dell'arte*, « six personnages

en quête d'un thème ». Les silhouettes se détachent sur un ciel noir. Les arches d'un aqueduc romain situent le paysage. Un groupe de galants à gauche fait la cour à une *ragazza*, qui nous tourne le dos et qui les écoute en tirant à deux mains sur ses épaules son châle à franges floches, comme un rideau de calicot ; à droite, passe une jeune femme en noir, à l'aspect de madone. Dans l'intervalle, un chanteur en blanc s'accompagne sur sa mandoline. Sa complainte est le seul lien de ces figures éparses. Cela veut dire, si vous y tenez, que le plaisir tente et que l'amour fuit, que la femme s'offre et se retire, agace et demeure insaisissable, et qu'il ne reste de vrai que le désir, le regret, le refrain nostalgique du chanteur en costume enfariné de Pierrot, qui se console de sa détresse avec une chanson. Mais faut-il absolument que cela ait un sens ? M. Fontanarosa est un peintre, qui pense et qui s'exprime en peintre : c'est assez pour lui s'il a composé avec quelques figures, sur un espace donné, des rythmes et des accords ; il se sert d'une matière onctueuse, soyeuse, qui est pour le regard un charme et une caresse ; il a un dessin fier, appuyé, plein de race, sans minutie, d'un style de fresque ; ne lui en demandez pas davantage. Il n'en sait pas plus long sur les êtres que la nature ; elle se passe d'action, d'anecdote, elle se contente d'exister, d'être belle et de faire rêver. Tout le reste est littérature.

Les Artistes français sont encore le Salon où l'on ose jouer le grand jeu, où l'on accueille les grands genres, où l'on conserve le respect de la grande peinture. Ce n'est pas ici que nous nous permettrons d'en sourire. Ce qui semble avoir disparu, par bonheur, de la cimaise, c'est le tableau historique, lequel ne vaut pas mieux que le roman historique, et la peinture philosophique, la machine à la Chenavard, dont on peut dire qu'elle est, comme l'enfer, pavée de bonnes intentions. Ce genre d'ouvrages a cédé la place à la peinture religieuse, qui se justifie toujours par une destination précise et par les besoins des fidèles. En ce sens, M. Maurice Denis est le maître, dont il ne reste plus rien à dire. Le triptyque de M. René Castaing, la *Présentation au Temple*, est une œuvre brillante, dans le goût de Tiepolo et de José-Maria Sert ; il y a dans la toile un peu d'encombrement, d'embarras, de gesticulation, mais la Vierge est une très jolie figure. La

Résurrection de M. Gingenest est un morceau d'école, d'une rhétorique assez savante, avec des souvenirs évidents de Greco : il est curieux de voir la jeunesse revenir avec prédilection aux maîtres du baroque. La *Montée au Calvaire* et la *Descente de Croix* de M. Guillonnet sont des camaïeux un peu froids. L'*Agonie du Christ* de M. Gustave Pierre est une œuvre grimaçante et presque intolérable à force de recherche expressive, dans son austérité et sa sécheresse de grisaille, qui la fait ressembler à un éboulis de cailloux. Un tel ouvrage donne soif de peinture tranquille. M. Lesbounit a fait une allégorie de l'Espagne, traitée comme une *Pietà*, dans un bon style qui se ressent de celui de M. Gromaire, avec un coloris barbare, qui ressemble à un cri. Je ne sais trop où classer le tableau des *Dioscures* de M. Pougheon. L'auteur est un artiste prodigieusement adroit, conscient, recherché, volontaire, mais son tableau, cette fois, manque par trop d'abandon. C'est une œuvre poussinesque, mais d'un Poussin touché par l'Ange du bizarre. La stylisation y est poussée jusqu'au maniérisme, l'ingrisme jusqu'à la chinoiserie. Les pâturons des chevaux s'allongent en une fragile phalange, terminée par un ongle en forme de coquille, à la manière des coulisses d'un pied d'appareil de photographie. Vous ne voudriez pas que des chevaux surnaturels chaussassent les sabots de percherons ordinaires. Sans doute, mais le démon de la préciosité est un démon bien fatigant.

Dans le répertoire des sujets agréables, pouvant offrir des thèmes à la composition, en dehors de la Fable et de la mythologie, le corps de la femme demeure toujours le plus fertile et le plus heureux ; c'est aussi un des plus dangereux, aucun autre ne risquant plus facilement d'être vulgaire. J'avoue que la façon de traiter le nu au Salon est une de mes objections au genre : trop de tableaux ne sont autre chose que des cartes postales. L'un des plus supportables est l'étude assez fraîche, intitulée *Reflets*, par Mme Madeleine Tricou. En petites dimensions, et traité avec goût (par un Guirand de Scévola, ou par M. Eugène Cadel), ce genre de thème peut rappeler avec grâce l'estampe galante du XVIIIe siècle. Il est beaucoup plus délicat d'y réussir en grand. Quelquefois, l'artiste ne cherche qu'une combinaison et un équilibre de deux corps ; c'est ce qu'a fait M. Jacques

Bié, avec un sens de l'architecture assez proche de Gauguin, ou M. Fernand Renaud, dans une toile irisée de toutes les nacres de Renoir. Il y a aussi de la noblesse et un vrai sens monumental dans le couple de M. Serlet.

Le problème se complique, s'il s'agit d'une combinaison de cinq ou six figures. C'est un thème que de grands artistes, comme Boucher, ont pratiqué toute leur existence, en y trouvant des ressources inépuisables de formes et d'arabesques. Notre époque de nudisme et de bains de soleil lui rend une certaine actualité. C'est le vieux thème des *Bains de femmes*, connu en peinture depuis Van Eyck ; j'avoue qu'il me semblait plus beau, lorsqu'on s'en montrait plus économe, et que la chose avait plus de prix, lorsqu'elle restait rare et secrète, comme dans les sujets de Lucrèce, de Bethsabée ou de Suzanne. Il faut une grande maîtrise, comme c'est le cas de M. Lucien Simon, pour conserver à une baignade et à des maillots en plein air une certaine dignité ; ce sujet sentirait aisément la grenouillère. Au mieux, c'est un exercice difficile de rythme et de composition ; M. Alfred Giess y apporte sa délicatesse ordinaire, dans son charmant tableau, *Femmes et chevreuils*, où les jolies bêtes mettent une paix de vie animale qui se répand sur les corps de perle des dormeuses. Le tableau de M. Delauzières, les *Nus aux oliviers*, est déjà moins satisfaisant. Celui de M. de Rigné fera certainement beaucoup parler de lui ; ce plat de femmes me paraît franchement déplaisant. Cinq ou six études très poussées, dans des attitudes audacieuses, ne font pas un tableau construit, moins encore une idée, une image poétique : c'est là le défaut incurable du travail d'atelier ; l'odeur du modèle, de la chair crue, soulève le cœur. La peinture, en un tel sujet, n'a d'excuse que de créer le bonheur, de proposer un rêve gratuit. Le terre-à-terre afflige. C'est ici que l'on demande à l'art des ailes, un monde plus beau que le nôtre, un type imaginaire, non le triste fac-similé d'une réalité ingrate. Qui nous rendra les nuées féminines de Véronèse, ou la pluie de beautés que nous verse Tintoret dans son plafond des Madianites, au musée du Prado ? Si l'artiste, en un tel sujet, renonce à nous enchanter, je lui dirai, comme la Vénitienne à Jean-Jacques : « Mon ami, ne t'en mêle pas, fais plutôt des mathématiques. »

Parmi d'autres grands tableaux dont on voudrait n'avoir à dire que du bien, ceux de M. Lucien Jonas représentent un grand effort, mais l'auteur me paraît un peu manquer de flamme et de joie, même dans ses portraits des *Maîtres du Tastevin* : les rouges ne chantent pas assez, dans cette grande toile pleine de vermillons, où ce ne serait pas trop de l'entrain goguenard et faraud d'un Frans Hals. Je préfère (je le dis tout bas) le *Concert* de Mlle d'Andreïs, traité dans un esprit franchement humoristique, avec un sens très gai du burlesque, du cocasse, dans une gamme fine et proche de Matisse, ou *les Joueurs de cartes* de M. Falcou, qui sont un bon tableau, d'une couleur sourde, rappelant le style de Rouault et de La Patellière. *L'Enterrement arabe* de M. Martinez, malgré ses grandes dimensions, n'est encore qu'une vignette, un croquis de journal illustré ; le *Souvenir des Éparges* de M. André Leroux, avec ses rigidités de cadavre dans la nuit bleue et glaciale, a des éléments dont on ferait un tableau de martyre.

Les portraits sont légion et attirent à la fois par le mérite du peintre et la qualité du modèle : celui de l'illustre Branly, par M. Marcel Baschet, est d'une bonhomie narquoise et tout à fait exquise, avec la fraîcheur de caractère du grand savant, mais je ne trouve pas dans le *Henry Bordeaux* de M. Fougerat tout l'homme que nous connaissons ; j'y vois bien sa finesse, son œil d'observateur, son attitude de juge, de confesseur, mais non pas cette ampleur physique, ce « volume », cette vitalité qui le caractérisent. Le portrait de S. É. le cardinal Pacelli, grave, doux, ascétique, appliqué comme une miniature sur une page de missel, dans le style de Jean Fouquet ou de Jean Bellini, est un morceau d'une intimité sérieuse, édifiante. (Je lis la signature de M. L. Rivier, que ne donne pas le catalogue.) En vérité, quand on y songe, la peinture est un mot qui recèle plus d'un sens : comment employer le même vocable pour désigner la fougue picturale de M. van Dongen, la tendresse de M. Madrassi ou le goût florentin de M. René Longa, qui cherche dans un profil la ligne aiguë d'un Pollaijuolo ? Qui pourrait croire qu'il s'agit de trois portraitistes, et de trois portraits contemporains, tous datés de la même année 1939 ? Qui le dirait du portrait confortable de M. Maurice

Chevalier, avec son sourire en losange, son smoking et son canotier, par M. Alexis Vollon ? Les peintres sont aussi divers que les différents mondes auxquels appartiennent leurs modèles, et je ne parle pas seulement ici de nationalités ; les milieux, les écoles, les nuances ou les espèces sociales comptent peut-être davantage. C'est ce qu'on verrait en comparant quelques portraits de jeunes filles, comme ceux de Mlle Sauger, de M. Pascau, de Mlle Irène Pagès ou de Mlle Carron. J'avoue que je ne me suis senti nulle part plus rassuré, plus près de la peinture que j'aime, que je n'ai fait devant les portraits bien simples, mais pleins de goût, de M. Yuan-Chu-Seng et de M. Pan-Yu-Lin. J'ai remarqué une tête très « enlevée » de Mme Serge Veber, par M. Yves Loher.

Il en va de même du paysage. Chaque maître a son coin favori, sa manière de faire, sa maison de campagne, d'où il rapporte chaque année ses fruits, dont nous ne nous lassons pas. Chacun cultive son jardin. M. Le Sidaner et M. André Dauchez reviennent, par un détour, aux Artistes français, qui leur ouvrent les bras ; l'un s'est fait un univers des côtes du Morbihan, l'autre de son village de Gerberoy. M. Montézin ne s'éloigne guère des rives de la Seine. Mais M. Jouve nous rapporte une vue extraordinaire d'un des couvents du Mont-Athos, semblable à l'éperon d'une arche naviguant sur les nuages : pas de *burg* plus fantastique dans les dessins de Victor Hugo. L'auteur s'est servi d'une matière rugueuse, à laquelle il a donné l'aspect de l'écorce ou du vieux cuir. Le tableau submergé, spongieux de M. A.-J. Claire fait penser à des paysages anxieux de Koninck. Les marines de Mme Laure Bruni ont toujours leurs rochers, leurs écumes, leurs colères glauques, leurs rythmes sauvages et puissants. On goûtera peut-être avec moins d'inquiétude les notes délicates de M. Léon Dabo, situées quelque part entre Whistler et Bonington, la *Piazzetta* de M. Darquet, ou la charmante *Petite ville* de M. Pierre Charlot. M. René Dionnet n'a pas craint de refaire à son tour un des plus fameux Brueghel de Vienne, les *Chasseurs dans la neige*, et il n'a pas eu tort, puisque son tableau est réussi. Les tableaux d'animaux de M. Chopard sont très beaux, surtout celui des perroquets, qui vaut presque le Snyders de Grenoble et le *Cerf*

au repos, mystérieux, héraldique et massif. La grande nature-morte de Mlle Faive est une œuvre très concertée, d'un équilibre et d'un style magnifiques.

Les temps de vaches maigres où nous vivons ne sont guère propices à la sculpture. La sculpture est la grande chômeuse de ces jours de chômage. Le hall qu'elle occupait jadis est maintenant la région dévastée, le *no man's land* des Beaux-Arts. A peine s'il s'élève encore de loin en loin un monument, prétexte à des discours, afin que l'éloquence officielle ne perde pas ses droits. Le plâtre de la statue équestre de Lyautey, par M. François Cogné, dont le bronze s'érige sur la place de Casablanca, est une œuvre élégante, d'une sécheresse aristocratique, qui exprime assez bien certains traits du beau cavalier qu'était le Maréchal. Le port de la tête est fier et plein d'autorité. Le manteau de spahi, dont la masse retombe verticalement de l'épaule, prête à la silhouette de la force et de l'épaisseur. Du haut de de son cheval, le grand soldat jette sur son œuvre le regard du commandement. C'est le portrait du militaire, non du magicien, du démiurge, de l'irrésistible créateur qu'était ce prince des hommes, mais qui peut se flatter de résumer en une figure la multitude de créatures que contenait un Lyautey !

La stèle du gouverneur Pasquier, par M. Paul Ducuing, est d'une sobriété pleine de dignité, sans aucune déclamation : un simple médaillon, avec deux figures d'Annamites graves et muettes, au pied de la stèle. Le *Bourdelle* de M. Bacqué n'est indigne ni de l'auteur, ni du modèle. Il faut citer encore le buste gracieux et juvénile de Sa Majesté Léopold III, par M. Victor Dumanet.

J'ai revu avec plaisir le bel *Athlète* nu de M. Bouquillon. Je l'avais admiré à Rome, sous la loggia de la Villa Médicis, où il faisait événement parmi les camarades de l'artiste. Il garde son rang à Paris, par le galbe des formes, la plénitude des volumes, l'aspect tranquille et héroïque. Il y a peut-être, au contraire, un excès de travail dans le *Diadumène* de M. Raymond Delamarre : cette jolie figure pèche par un peu de mièvrerie, comme la belle *Femme drapée* de M. Forestier n'est pas sans un soupçon de froideur. Le groupe d'*Adam et Ève* de M. Pellerin a des violences de modelé, un jeu de mouvements, un système d'ombres et de lumières qui accusent

un tempérament fort impressionné (ce n'est pas un reproche) par l'exemple de Rodin. L'ouvrage qui m'a le plus charmé est le torse ravissant de M. Dimitriadès, ce délicieux fragment, cet arc d'un corps auquel l'auteur a imprimé l'élan de la plongeuse. Il y a du même auteur deux bustes de premier ordre : un buste d'homme en bronze, qui semble le frère jumeau du *Giocondo* du musée de Naples ; et une gracieuse tête de femme, en marbre teinté.

L'énorme *Shakespeare* de M. Rudolf Tegner est un géant nordique de l'espèce des Gayants des Flandres ou du Roland de Brême. Ce n'est pas sous ces traits que je me figure un immortel. Il est vrai que nous ne saurons jamais quel fut Shakespeare. Parce qu'il fut homme de théâtre, fallait-il le faire si théâtral ? Était-ce cet ogre, ce Gargantua un peu tintamarresque ? J'aurais aussi des réserves à faire à M. Réal del Sarte sur sa façon de traiter les épées. Passe pour le monument du général Franco, où la tête de cet officier sert assez étrangement de pommeau à un glaive. Mais pour des épées académiques !... Je n'aime pas les épées qui parlent. Je n'aime pas les armes parlantes. Une épée ne bavarde pas. Une épée n'est pas un programme. Je suis pour l'épée d'ordonnance. Je suis fâché de faire cette querelle à un artiste que j'estime. C'est à la mode que je m'en prends, plutôt qu'à lui, qui n'en peut mais. Du reste, je n'entre pas dans le chapitre des épées. Je crains que les nôtres, comparées à tant d'armes merveilleuses des anciens orfèvres et des vieux armuriers, ne fassent pas bonne figure.

Il me reste tout juste la place de noter les belles laques de M. Jean Dunan et de M. Rovinski, les unes argentées, les autres dorées comme une eau rouie, le spirituel paravent de M. Pierre Bobot, la splendide porte en fer forgé de M. Sube. Allons ! Pour une année d'alerte, ce n'est pas mal. La main n'a pas tremblé. Tout cela ne sent pas la panique. La France n'a pas eu froid aux yeux.

LOUIS GILLET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

HITLER EN FACE DE ROOSEVELT

Entre l'Allemagne et l'Europe, les événements se développent dans une sorte de logique de l'absurde qui conduit directement au tragique. L'Allemagne absorbe deux États souverains, coupe en deux l'Europe par son alliance avec l'Italie, alarme tous les peuples indépendants, s'arme par tous les moyens, devient, — comme l'a dit le 1er mai son Fuhrer, — « l'une des nations les plus fortes par le glaive », et, quand des résistances s'esquissent, quand des ententes s'organisent, elle assourdit le monde de ses cris, prétend qu'on veut « l'encercler » et jure qu'elle brisera le cercle. La presse italienne, qui n'a jamais eu le sens de la mesure, surenchérit et pousse des clameurs, cependant que la diplomatie du Duce travaille à rassembler autour d'elle les États balkaniques. Nous avons connu de 1905 à 1914 les mêmes mensonges, les mêmes hypocrisies, les mêmes excitations, avec cette différence que l'Italie a remplacé l'empire d'Autriche à qui l'aventure fut fatale. L'aboutissement sera le même. La guerre peut sortir à chaque instant du moindre incident, mais, cette fois, avec cette circonstance inquiétante qu'elle peut être décidée et précipitée par la seule volonté ou la seule folie de deux dictateurs dans l'intérêt de leur propre autorité. Il faut que les peuples le sachent.

Le Président des États-Unis a fait ce qui convenait pour éclairer les gouvernements totalitaires et même pour les aider à sortir de la double impasse économique et politique où ils se sont fourvoyés (1).

(1) Le Secrétaire d'État Cordell Hull a, quelques jours après, ajouté avec une précision qui ne laisse rien à désirer : « Quand les nations recourent délibérément à la force armée, pour quelque raison que ce soit, quand elles se servent de la

On lui a répondu par des injures et des sophismes. M. Mussolini a ouvert le feu. Il reste indifférent aux « messages messianiques » ; il se moque de M. Roosevelt ; il rejette l'idée d'une conférence internationale, mais il se déclare plus ami de la paix que le Président des États-Unis. Il n'explique pas cependant pourquoi, puisqu'il fait crédit à la paix jusqu'à 1943, il a mobilisé 1 250 000 hommes, pourquoi il fait venir successivement en Libye le maréchal Gœring et le commandant en chef de l'armée allemande, général von Brauchitsch, si ce n'est pour étudier les conditions d'une attaque contre la Tunisie ou contre l'Égypte. On signale de tous côtés, en Italie, la présence d'officiers allemands en uniforme, de techniciens de toutes armes et même, dit-on, d'unités en armes. La *Gestapo* a envahi les villes de l'Italie du nord. S'il y a la guerre, l'Allemagne, qui n'a pas confiance, surveillera et encadrera son alliée. Jamais, même avant 1859, l'Italie n'a été plus qu'aujourd'hui dominée par les Allemands. M. Mussolini n'a que faire de répéter que l'axe est inébranlable. Voulût-il s'en affranchir qu'il ne le pourrait plus ; il y est attaché ; il y est soudé ! L'Italie, dans ce vieil Empire du moyen âge que M. Hitler ressuscite, n'était-elle pas une dépendance de l'Allemagne, et Rome, avec Aix-la-Chapelle, la capitale spirituelle de l'Empire qui prétendit longtemps subordonner la Papauté à son autorité ?

On attendait sans anxiété, mais avec curiosité, la réponse au message de M. Roosevelt que le Reichsfuhrer Hitler avait annoncée ; on put l'entendre le 28 avril durant trois heures d'horloge. Le dieu s'est expliqué longuement, plus longuement que les dieux n'ont accoutumé. « Tu t'expliques, donc tu as tort », prétend le vieux dicton. Mais il ne faut pas oublier que ces longues harangues du Chef, que l'on fait un devoir aux sujets d'écouter religieusement, font partie du système de démocratie directe inauguré par les régimes totalitaires. Les députés, — « mes députés », dit le Chancelier, — ne sont là que pour la mise en scène ; c'est à tout le peuple qu'il s'adresse, c'est le peuple qu'il prend à témoin et qu'il endoctrine. Si on le mène à des hécatombes, ne faut-il pas d'avance lui persuader qu'on « n'a pas voulu cela » et que ce sont les méchantes démocraties, les misérables Juifs, les infâmes capitalistes qui pré-

guerre ou de la menace de la guerre comme d'un instrument pour leur politique d'expansion territoriale ou de domination, ces nations sont les auteurs de la guerre dont le prix terrible sera payé par leur propre peuple et par le reste de l'humanité. »

parent la destruction de l'Allemagne ? Il faut créer le mythe.

Un écrivain, dont l'Allemagne autrefois aurait cru que le talent l'honorait, Thomas Mann, analysant « la philosophie du petit bourgeois atteint de la rage de penser », écrivait (1) : « Hors la violence, il ne croit qu'au mensonge et cette dernière conviction est encore plus ardente que la première. Parmi toutes les idées du monde européen qu'il croit avoir définitivement abattues, c'est-à-dire la vérité, la liberté, la justice, c'est la vérité qu'il hait le plus. Il la remplace par le mythe. Quand on y regarde de près, en se demandant ce que veut dire par là ce petit bourgeois enragé, on constate que ce mot signifie l'abolition dans son esprit de toute distinction entre la vérité et le boniment. »

Cette phrase pourrait servir d'épigraphe aux interminables développements du chef tout-puissant du peuple allemand. Ce qui le caractérise, c'est un mélange satanique de vérité et de mensonge, les fragments de vérité ne servant qu'à autoriser la déformation de la vérité à l'usage de l'intérêt allemand et de la domination nazie. La réponse au Président des États-Unis n'occupe que la dernière partie, de beaucoup la plus courte, de la longue harangue où le Fuhrer éprouve le besoin de donner des explications à son peuple et de le prendre à témoin. Pourquoi ? Sinon parce qu'il sent grandir dans la masse une inquiétude et un mécontentement qui n'ont aucun moyen de s'exprimer, mais qui se décèlent, comme la fièvre, à des signes certains. Le tout-puissant Fuhrer, idole de ses fidèles, redoute le jugement de ses peuples et sent la nécessité de les rassurer, car ils sont pacifiques ; son armée elle-même ne croit pas le moment venu de faire la guerre ; la politique, par la loi du régime nazi, y a jeté des ferments dangereux. Le discours s'adresse aussi aux éléments de la population des États-Unis qui sont favorables à la cause germanique et qui font opposition à la politique du Président. De nombreux groupes allemands, italiens, irlandais, ceux qui écoutent les diatribes démagogiques bien démodées du Père Coughlin, sont tout disposés à ajouter foi à la légende de l'Allemagne persécutée, de l'Italie injustement traitée ; le Fuhrer s'est préoccupé d'apporter des munitions à leurs campagnes passionnées. Aussi, tandis qu'il ménage la France, attaque-t-il furieusement l'Angleterre qu'il se figurait avoir dupée et gagnée, selon le programme de *Mein Kampf*, et qu'il trouve réso-

(1) *Avertissement à l'Europe*, p. 12 de la traduction française (N. R. F.).

lument dressée contre son entreprise d'hégémonie universelle. En même temps qu'au message du Président des États-Unis, le Fuhrer répond à la mesure décidée par le gouvernement britannique, acceptée par le Parlement et par l'opinion, qui établit, dans certaines conditions limitées, un service militaire obligatoire. Le discours de M. Hitler n'est pas un événement ; il est un document psychologique d'un haut intérêt et permet certains recoupements utiles dans l'ordre politique.

Toute la très longue première partie de ce plaidoyer *pro domo sua* est consacrée à établir que « les États vraiment régis par le peuple » (il s'agit, on pourrait s'y méprendre, des États totalitaires) ne portent aucune responsabilité dans les mesures militaires qui sont si lourdes aux peuples. L'Allemagne n'a fait que « se libérer des chaînes du plus honteux *diktat* de tous les temps ». On a persuadé aux Allemands, qui à force de l'entendre répéter ont fini par le croire, qu'ils n'étaient nullement responsables de la guerre de 1914, qu'ils n'y furent pas vaincus et qu'ils ne posèrent les armes que sur la foi de certaines promesses du président Wilson et à cause du « coup de poignard dans le dos » des communistes. Sur ce triple mensonge sont fondées les affirmations du Fuhrer. S'il lui est permis d'ignorer l'histoire plus lointaine, celle même du traité de Francfort, il a dû cependant entendre parler des traités de Brest-Litovsk et de Bucarest. Il n'est que d'en lire les dispositions draconiennes pour savoir jusqu'où va le mépris des Allemands pour la volonté des peuples et leur art de garder à leur merci, pieds et poings liés, des voisins désarmés par la révolution et non pas vaincus par les armes. La vérité est que le traité de Versailles, qui sans doute n'est pas parfait, fut, dans l'histoire, le premier où les vainqueurs aient eu l'intention presque toujours efficace de respecter les droits des peuples partout où ils n'en étaient pas empêchés par le mélange des populations ; des plébiscites libres furent institués qui, en plusieurs régions, tournèrent à l'avantage de l'Allemagne et qui furent respectés. Quand l'Allemagne en a-t-elle fait autant ? Là, comme en beaucoup de cas analogues, elle a faussé pour le service de ses violences les principes les plus justes. Encore actuellement, on la met au défi d'instituer en Autriche, en Bohême, en Moravie un vrai plébiscite dans des conditions de liberté internationalement garanties. Que l'Allemagne se fasse le champion du « droit de libre disposition » violé par les « grandes démocraties », c'est une comédie par trop ridicule et qui ne saurait tromper même les Américains

qui ne voient que de loin le détail des affaires européennes.

M. Hitler se fait gloire d'avoir « fait cesser le viol démocratique dont sept millions et demi d'Allemands étaient l'objet ». Mais il est un peu gêné pour expliquer le viol totalitaire dont pareil nombre de Tchèques sont, beaucoup plus certainement, les victimes. Les Allemands dont il parle n'avaient pas été arrachés à un État dans lequel ils auraient souhaité de rester. Pour trouver une explication, le Fuhrer s'empêtre dans l'histoire et confond l'ancien Saint-Empire avec un État allemand. « Dans le cadre du Reich grand-allemand actuel, il n'y a pas un territoire qui ne lui ait appartenu depuis les temps les plus anciens, qui n'ait été lié à lui ou soumis à sa souveraineté. » Audacieuse falsification historique qui pourrait, un jour ou l'autre, servir à menacer l'indépendance de tous les États. Or, le Saint-Empire fondé par Charlemagne ne fut jamais un État national. Et même au temps des Hohenstaufen et des Habsbourg, le principe de l'Empire fut toujours, comme celui de la Papauté et en connexion avec lui, d'ordre supranational. Bruxelles, Besançon, Milan, Rome en faisaient partie. Poussant jusqu'aux extrêmes sa confusion voulue, M. Hitler ose dire que « l'Allemagne, éternellement attaquée, n'a pas réussi à conserver ses possessions et a dû renoncer à de nombreuses provinces », à cause de la mauvaise organisation de l'État allemand. Il y eut des rois de Bohême qui furent empereurs et peu s'en fallut que notre François I[er] ne le devînt. La Bohême a toujours constitué un royaume indépendant et souverain dans le cadre très souple de l'Empire ; et que les Habsbourg en aient porté la couronne en même temps que plusieurs autres, celle de Hongrie par exemple, ne prouve rien, au contraire, contre le droit d'État de la Bohême et contre le caractère national du peuple tchèque. La vérité qu'aucune falsification de l'histoire ne peut voiler est que l'absorption du peuple tchèque par les Allemands est un acte cynique de brigandage international qui détruit toute notion du droit. La Tchéco-Slovaquie était un État souverain, reconnu comme tel, héritier du séculaire royaume de Bohême ; il avait le droit de s'armer pour se défendre contre ses voisins, de s'allier avec qui bon lui semblait et de faire telle politique qui lui semblait nécessaire. Sa destruction est un acte de violence que M. Hitler ferait mieux de ne pas essayer de justifier autrement que comme un abus de la force, car sa théorie du Saint-Empire menace toute l'Europe et, en particulier, la Hongrie et l'Italie.

Aussi cherche-t-il à rassurer ceux que sa doctrine improvisée

pourrait alarmer. Même « la revision du traité de Versailles trouvera quelque part une limite ». Et le Fuhrer ajoute : « En tant que chef national du peuple allemand, je n'ai jamais laissé de doute sur le fait que, partout où l'exigent les intérêts supérieurs de la vie commune de l'Europe, les intérêts nationaux particuliers devront, si cela est nécessaire, être relégués à l'arrière-plan. » Si l'on pouvait attacher quelque importance à des paroles qui n'ont qu'une valeur d'opportunité, celles-là devraient être soigneusement enregistrées et, au besoin, rappelées à leur auteur. M. Hitler prend soin de donner de bonnes paroles même aux Tchèques, tant il se rend compte de l'effet désastreux que son attentat contre leur indépendance a produit en Europe et en Amérique ; ce peuple aura, grâce à l'Allemagne nationale-socialiste, « le droit de posséder sa propre originalité ethnique, le droit de la cultiver et le droit aussi d'y conformer sa vie entière ». Mais qui donc sera juge si ces droits sont, en effet, respectés ? Comment aurait-on confiance en une parole qui a déjà si souvent varié ? Il n'y a pas un an que le Fuhrer déclarait que, si les Sudètes obtenaient satisfaction, il se désintéresserait des Tchèques. Les Anglais et les Américains ont perdu toute confiance et n'attachent plus aucune importance à ce que peut dire ou ne pas dire le gouvernement allemand.

Cette perte de confiance touche au point sensible le dictateur. Il en tire aussitôt les conséquences. Puisque l'Angleterre n'a plus confiance, — cette Angleterre à qui il ne demandait rien si ce n'est « de nous rendre nos colonies », — puisqu'elle « considère la guerre avec l'Allemagne comme une chose allant de soi », et qu'elle pratique « une politique d'encerclement », il prend donc la résolution de dénoncer l'accord naval (par lequel l'Allemagne s'engageait à observer dans les armements navals la proportion de 35 contre 100), et il en fait notification le même jour au gouvernement britannique. Toutefois, il ne coupe pas les ponts ; il exprime l'espoir qu'il pourra éviter une course aux armements avec l'Angleterre et se déclare prêt à entrer en négociation si le gouvernement britannique en éprouve le désir. Mais l'Allemagne est décidée à ne pas se laisser dépouiller de certains marchés par des « interventions terroristes ». Personne ne cherche à fermer les marchés à l'Allemagne, mais ce que les Puissances occidentales ne peuvent admettre, c'est que, sous prétexte de tenir les marchés ouverts, elle prétende régenter le gouvernement intérieur des États, confisquer leur indépendance politique et économique et attenter à leur liberté par un

noyautage nazi. Certaines phrases du discours semblent prétendre, sur les États baltiques, à un droit de contrôle qui serait incompatible avec leur indépendance et d'où sortirait nécessairement un conflit avec la Russie. Avec la Pologne, — c'est le second résultat positif et immédiat qu'annonce le discours du 28 avril, — le Fuhrer annonce la dénonciation de l'accord de 1934 notifiée le même jour à Varsovie. Nous reviendrons tout à l'heure sur ce point qui crée pour l'Europe un danger immédiat.

Laissons de côté d'autres altérations de la réalité, celle par exemple qui cherche à faire croire que l'Allemagne a été pillée et ruinée par les réparations, alors que c'est sa politique de prodigalités et de gaspillages qui a amené, par une énorme inflation, la ruine des classes moyennes ; c'est la politique de l'Allemagne qui s'est délibérément, pour des fins politiques et sans nécessité économique, enfoncée dans le système de l'autarcie dont elle ne peut plus sortir. La France qui a payé cent milliards de réparations a suivi une voie plus prudente. Le *Times* du 2 mai, qui, avec raison, réfute les allégations du Fuhrer, établit que l'Allemagne a emprunté au dehors largement deux fois plus qu'elle n'a payé en réparations. Ce sont les fameux crédits gelés. Au 31 mars 1938, le total de sa dette étrangère n'était estimée qu'à 10 milliards de rentenmarks, contre 26 en 1932 ; le service annuel était tombé de un milliard et demi à 250 millions. La conclusion est que l'Allemagne, par la façon dont elle a traité ses créanciers étrangers, a non seulement payé les réparations à leurs dépens, mais a couvert en outre à leurs frais une bonne partie de sa propre reconstruction économique d'après-guerre. Si quelqu'un a des griefs à faire valoir, ce ne sont pas les Allemands. Il est, à notre avis, nécessaire que la France, l'Angleterre, les États-Unis ne laissent jamais passer sans les rétorquer par écrit et surtout par radio ces mensonges qui, à force d'être répétés, finissent par trouver créance et par abuser des gens de bonne foi.

Toute la dernière partie du discours répond point par point à chacun des passages du message de M. Roosevelt. Le ton devient incisif et rageur ; on devine combien le peuple allemand a été touché par les propositions américaines que repousse son chef ; la forme est d'autant plus violente que le fond est plus faible ; le sarcasme remplace l'argument. Sous prétexte de redresser des erreurs historiques qu'il attribue au Président, le Fuhrer en commet d'énormes. Il se vante de n'avoir pas fait la guerre ; mais s'il ne l'a pas faite, il le doit uniquement à l'esprit pacifique des Puissances libérales ;

il a commis envers elles une manœuvre moralement plus ignoble que la guerre, c'est le chantage à la guerre, c'est l'exploitation du sentiment pacifique des nations et du désir de leurs gouvernants d'éviter la guerre à tous les peuples, y compris le peuple allemand; il en a profité pour détruire des États indépendants auxquels il conteste la qualité de nations. Comme conclusion, M. Hitler rejette toute idée de conférence ; jamais plus le peuple allemand n'enverra des représentants à une conférence à moins qu'ils n'y pénètrent avec toute la force du Reich allemand derrière eux. L'Allemagne ne veut que des ententes bilatérales, comme celle du loup et de l'agneau ! Quant à la plaisanterie qui consiste à demander aux petits États s'ils se sentent menacés par le colosse germanique et à faire état de leurs réponses embarrassées, elle dépasse les bornes du mauvais goût tudesque. Il n'y aura donc pas de conférence. Ne le regrettons pas : qui sait si nous n'y aurions pas laissé quelques plumes ? L'Allemagne continuera à détruire les 448 articles du traité de Versailles, « l'acte de violence le plus odieux qui ait jamais été commis contre des peuples et des hommes », et à construire une Europe allemande par l'annexion ou la vassalisation des autres États.

L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE

Les deux actes positifs qu'énonce le discours du 28 avril et que réalisèrent le même jour des notes diplomatiques sont la dénonciation de l'accord naval avec l'Angleterre et la dénonciation de l'accord Hitler-Pilsudski du 26 janvier 1934. L'un et l'autre avaient été des erreurs. Sans doute, par son accord avec l'Allemagne hitlérienne, la Pologne ne sacrifiait rien de ses droits ; mais l'effet moral fut regrettable dans toute la mesure très large où il encouragea les usurpations de l'Allemagne et où il découragea les résistances de la France. En laissant détruire l'édifice de Versailles, la Pologne créait des précédents qui devaient fatalement un jour ou l'autre se retourner contre elle, car les États nés ou agrandis par la victoire des Alliés en 1918 étaient nécessairement solidaires les uns des autres. En permettant au Reich d'absorber l'Autriche, en participant avec une singulière âpreté à la dislocation de la Tchéco-Slovaquie, la Pologne hâtait le moment où elle se trouverait face à face avec une Allemagne renforcée, agrandie, habituée à ne pas rencontrer d'obstacles, et où elle devrait se tourner de nouveau vers ses amis et ses alliés naturels, que sans doute elle n'avait pas délaissés, mais dont

elle avait contribué à démolir les positions européennes qui étaient le gage de sa propre sécurité.

Le discours du Fuhrer et la note adressée au gouvernement polonais invoquent, pour dénoncer après cinq ans un traité qui était valable pour dix ans, que c'est la Pologne qui, en acceptant la garantie que lui offre l'Angleterre, peut se trouver « appelée à prendre militairement position contre l'Allemagne ». Pourtant, lors de la conclusion de l'accord de 1934, la Pologne avait avec la France un traité d'alliance défensive qui fut alors jugé compatible avec les nouveaux engagements de la Pologne. Pourquoi un accord, également défensif, avec l'Angleterre serait-il incompatible ? « Par cette nouvelle alliance, déclare le mémorandum allemand, le gouvernement polonais s'est mis au service d'une politique inaugurée par un autre pays et qui poursuit l'encerclement de l'Allemagne. De son côté, le gouvernement allemand n'a pas donné la moindre occasion d'une modification semblable de la politique polonaise. »

L'encerclement, répétons-le, est un prétexte ridicule. Et quant au second argument, c'est une contre-vérité que le texte même du discours et celui du mémorandum suffisent à réfuter. L'accord de 1934 avait pour objet d'ajourner de dix ans les difficultés pendantes entre la Pologne et l'Allemagne, en particulier la question de Dantzig et celle du passage à travers la Poméranie polonaise pour aller de Prusse en Brandebourg ; il comportait donc le strict maintien du *statu quo*. C'est le Reich qui, jugeant l'heure venue d'entamer sur ce point la destruction de quelques articles du traité de Versailles, a repris l'offensive. La complicité qui venait de se manifester dans l'affaire de Tchéco-Slovaquie entre les deux signataires de l'accord du 26 janvier 1934 faisait bien augurer à la diplomatie allemande de son offensive contre la Pologne ; elle ne pourrait manquer de se prêter à un arrangement avantageux pour le Reich et ainsi, pour les fêtes du cinquantième anniversaire du Fuhrer, le territoire de Dantzig pourrait rentrer dans le Reich. Dans la question de la Ruthénie subcarpathique, le gouvernement allemand n'avait-il pas accédé aux vœux de la Pologne et de la Hongrie d'avoir une frontière commune sur les Carpathes ?

A la fin de mars, le ministre des Affaires étrangères de Berlin soumit donc à Varsovie des propositions qui comportaient, d'après le texte du mémorandum, les points suivants : « Retour de Dantzig au Reich, création de communications ferroviaires et automobiles extraterritoriales entre la Prusse orientale et le Reich. En compensation,

reconnaissance de tout le territoire polonais et de toute la frontière occidentale de la Pologne ; conclusion d'un pacte de non-agression pour vingt-cinq ans ; garantie des intérêts économiques de la Pologne à Dantzig, de même qu'un règlement généreux des autres questions économiques et de trafic résultant pour la Pologne de la réunion de Dantzig au Reich ». La note ajoute que « le gouvernement allemand s'est déclaré prêt à tenir compte des intérêts polonais dans la garantie de l'indépendance de la Slovaquie ».

Le gouvernement de Varsovie n'a pas rejeté *de plano* la proposition de Berlin ; il y a répondu par des contre-propositions ; mais il n'admet ni la réunion du territoire de Dantzig au Reich, ni le caractère extraterritorial de la route et du chemin de fer qui traversent les 100 kilomètres environ du territoire de la Poméranie polonaise que l'on appelle à tort « le corridor ». Les communications, en pratique, ne créent pas de difficultés ; mais accorder au Reich la souveraineté d'une bande de territoire où passeraient une autostrade et un chemin de fer, ce serait couper en deux le territoire polonais et permettre à l'Allemagne de menacer l'indépendance des républiques baltiques et de préparer la dislocation de la Russie. La Pologne ne conteste pas le caractère germanique de la majorité (environ 80 pour 100) de la population de Dantzig ; la Ville libre peut se gouverner selon ses préférences et, en fait, elle possède un gouvernement nazi ; mais, par sa position géographique aux bouches de la Vistule, qui est une artère importante du commerce polonais, et par l'importance de son port pour les exportations et importations polonaises auxquelles Gdynia ne suffit pas, le territoire de Dantzig commande les communications de la Pologne avec la mer ; la Pologne entend donc que ses droits économiques y soient respectés sur le même pied que les droits ethniques de l'Allemagne. Le remplacement du Haut Commissaire de la Société des nations, qui n'a plus l'autorité nécessaire pour arbitrer ces difficultés, peut donner lieu à une négociation. Tels sont les points qu'a mis en lumière la déclaration très modérée de M. Beck le 5 mai.

Nous voilà donc revenus aux plus mauvais jours des controverses sur Dantzig et le « corridor ». C'est une nouvelle épreuve de force que le Reich prétend instituer. Il ne semble pas que, ni d'un côté ni de l'autre, on ait intérêt à une rupture. La position de la Pologne est forte ; elle a reçu le 31 mars pour son territoire la garantie de la Grande-Bretagne et de la France ; elle a une alliance défensive avec la Roumanie ; personne n'a encore oublié les déclarations d'amitié

prodiguées par le comte Ciano lors de sa visite à Varsovie ; enfin la Hongrie, si synchronisé que soit son gouvernement à l'allure de l'axe, regarde avec confiance du côté de Rome et de Varsovie, avec appréhension du côté de Berlin. La Pologne a déjà depuis longtemps pris des mesures militaires pour parer à toute éventualité ; l'enthousiasme patriotique de la population est général. M. Beck a confirmé qu'il n'est pas exact que la diplomatie de Berlin ait parlé officiellement d'un pacte valable pour vingt-cinq ans ni d'une participation de la Pologne et de la Hongrie à la garantie de l'indépendance de la Slovaquie. La Pologne est donc en bonne posture pour négocier puisque, si le Reich tentait un coup de force, il déchaînerait la guerre générale. L'indépendance de la Pologne est liée à son libre accès à la mer et elle est résolue à le défendre ; mais des négociations restent possibles, pourvu que l'Allemagne hitlérienne renonce à ses méthodes de violence. Il faut aussi que les Polonais soient prudents et qu'ils se souviennent que la politique d'entente avec l'Allemagne qu'ils ont pratiquée depuis 1934 a laissé des traces. A la revue militaire qui a eu lieu à Varsovie le 3 mai, jour de la fête nationale, au milieu d'un grand enthousiasme, des jeunes gens auraient crié : « Vive Dantzig polonais ! Vive la Prusse orientale polonaise ! » Ils ont eu tort. Il faut éviter jusqu'à l'apparence d'une provocation. La question de Dantzig doit être résolue par voie diplomatique. Le *Times*, dans son éditorial du 3 mai, écrit : « Dantzig ne vaut réellement pas une guerre. » A Varsovie, on est, en effet, disposé à négocier ; la guerre ne pourrait résulter que d'une tentative de l'Allemagne pour abuser de sa force.

En présence de ces graves difficultés entre la Pologne et l'Allemagne, l'importance du facteur russe ne peut que grandir. Le communisme serait impuissant à troubler l'Europe si les violences totalitaires ne faisaient son jeu et ne travaillaient pour lui. Des négociations très actives sont poursuivies depuis quelque temps entre l'Angleterre et l'U. R. S. S. et on en attendait l'issue quand on eut la surprise d'apprendre, le 4 mai, que la veille M. Litvinof, qui occupe depuis longtemps le poste de Commissaire du peuple aux Affaires étrangères, avait donné sa démission et était remplacé par l'homme de confiance de Staline, Molotof. Que signifie ce coup de théâtre ? Depuis quelques semaines, les Anglais font à Moscou des démarches pressantes pour obtenir la garantie du gouvernement soviétique pour la Pologne et la Roumanie conjointement avec celles de l'Angleterre et de la France. Les Russes, qui sont des Orientaux, ont cherché

à tirer avantage de leur situation. Ils redoutent par-dessus tout la politique hitlérienne dont l'objectif bien connu est le morcellement de la Russie et la destruction du communisme. Aussi ont-ils demandé pour eux-mêmes et pour les petits États riverains de la Baltique des garanties. Dans son rapport du 10 mars au Congrès du parti communiste de l'U. R. S. S., M. Staline insiste sur la nécessité pour la Russie de ne pas se laisser entraîner dans une guerre, tout en renforçant l'armée et la marine. Le maître de la Russie a-t-il estimé que M. Litvinof s'était trop engagé ou qu'il n'avait pas obtenu de contre-partie assez substantielle ? Il est encore difficile, à l'heure où nous écrivons, de se prononcer sur ce point si important.

L'objet du voyage de M. de Ribbentrop en Italie, où il arrive le 6 mai, n'est évidemment pas sans rapport avec les difficultés polono-allemandes. Vient-il à Côme demander au comte Ciano une sorte de blanc-seing pour agir au besoin contre la Pologne ? Ce ne serait pas la pemière fois que l'Italie, pour complaire à sa partenaire de l'axe, ferait bon marché de ses intérêts les plus évidents. La politique de M. Mussolini n'a pas fini d'étonner le monde. Elle travaille activement à grouper autour d'elle les Puissances balkaniques ; s'il s'agissait de barrer à l'expansion allemande le chemin de l'Adriatique et de Salonique, elle ne s'y prendrait pas autrement. Mais c'est dans l'intérêt de l'axe, où l'influence allemande est prépondérante, qu'elle travaille. C'est l'Italie qui incite M. Markovitch à faire preuve d'un zèle assez étrange pour le succès d'une politique allemande qui menacera un jour la Yougoslavie comme elle menace aujourd'hui la Pologne et qui, en attendant, cherche à disloquer l'Entente balkanique. Le voyage de M. Gafenco à Berlin, Londres, Paris et Rome a montré une Roumanie amie de la paix, mais résolue à défendre son indépendance. Jamais la diplomatie n'a été plus active, plus affairée ; mais si les gouvernements réussissent à éviter la catastrophe, ce sera parce que, de plus en plus, les peuples trouvent le moyen de faire comprendre à leurs chefs qu'ils veulent la paix.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : André Chaumeix.

t la
ent
ndé
que
arti
our
en
imé
de
eure

rive
ltés
une
e ne
aire
poli-
aille
s'il
dria-
c'est
nte,
euve
ande-
l'hui
lka-
ome
ndre
plus
cata-
nt le
ix.

(

L

men
les l
Plus
s'éca
assiè
brou
N
Com
tière
ils a
des
sin,
de s
dit t
chas
cape
vir,
Bori
—
—
I
fidèl
dues

« EST-CE UN MIRACLE? »

I

Les quatre cierges de l'autel luttent contre la nuit. Au-dessus du tabernacle en bois peint, leurs reflets tremblants éclairent la partie basse du rétable : un foisonnement de figures, de guirlandes, de têtes ailées, de draperies entre les lourdes colonnes torses où s'enroulent des vignes d'or. Plus haut, la voûte romane, crépie d'un enduit bleuâtre qui s'écaille, arrondit un cintre deviné plutôt qu'entrevu. L'ombre assiège l'autel et le prêtre, cependant qu'au dehors, parmi les brouillards de novembre, du côté de Meyssac, le jour paraît.

Mais le jour naissant n'entre pas dans l'église de Combrière étouffée au pli d'un vallon. Les sapins du cimetière ont crû démesurément. Ils pressent le chevet de granit, ils aveuglent la croisée de l'abside, et s'ils arrêtent le vent des montagnes qu'on appelle « Jean d'Auvergne » en Limousin, ils s'opposent au soleil levant. Dès la Toussaint, la messe de sept heures devient un office nocturne. Le curé Privat la dit très vite, parce que l'humidité glacée le pénètre sous la chasuble et que les assistantes toussotent, malgré leurs capes ou leurs fichus. Il n'a pas même un enfant pour le servir, et c'est la domestique de Mlle Masseret, c'est la Félicité Borie qui se tient à la grille du chœur et fait les répons.

— *Ite, missa est.*

— *Deo gratias.*

Le curé bénit une dernière fois ces fidèles vraiment fidèles, des femmes seulement, vieilles ou vieillissantes, assidues en toutes saisons, formes si familières qu'elles semblent

incorporées à l'église comme les bancs, les fonts baptismaux, les figures sculptées du rétable. Il descend les marches de l'autel, couvertes d'un méchant tapis rougeâtre, et soudain, sur les dalles, ses gros souliers font un bruit de sabots. Dès qu'il a disparu dans la sacristie, les deux paysannes sortent les premières. Félicité Borie renoue bien serré les pointes du tricot qui cache presque son visage osseux, asymétrique, percé de petits yeux vifs et durs. A genoux sur la paille rêche du prie-dieu, Mademoiselle, qui a communié, prolonge son action de grâces. Son large dos ensaché de drap noir, son col de fourrure, son chapeau de feutre tout uni, composent un bloc immobile. Le bruit de sabots retentit encore. Dépouillé de ses ornements, le curé vient éteindre les luminaires. Déjà les fenêtres taillées dans l'épaisseur du granit prennent une couleur opaline. Au fond de la petite chapelle où dort un vitrail d'un bleu sourd, un enfeu, habité par un gisant de pierre, est le dernier refuge de la nuit : et le jour nouveau se glisse dans la nef, blême pèlerin vêtu de cendre.

Mlle Masseret repousse sa chaise, brusquement, parce que son grand corps de quadragénaire, taillé en force, ne sait pas s'assouplir aux mouvements délicats. D'un signe, elle commande à Félicité de partir, et elle va vers le prêtre qui la salue d'un sourire timide.

Grêle et noir, avec sa tête trop grosse pour son corps, Martial Privat est un de ces paysans des hauts plateaux qu'ont rabougris des siècles de misère. Type mongoloïde, cheveux rares, petits yeux châtains obliquement enfoncés entre la saillie des sourcils et la saillie des pommettes, joues creuses, mal rasées, couleur de terre, nez court, déprimé à la racine, figure tout à fait peuple, qui paraît ridicule, quand une timidité maladive en efface l'expression, mais qui s'ennoblit et s'éclaire, lorsque l'abbé Privat monte à l'autel.

« S'il vous plaît, dit Mlle Masseret, il faut que je vous parle. Passons dans la sacristie, voulez-vous ? Je ne vous retiendrai guère. »

La sacristie est aussi froide qu'un cellier. Des toiles d'araignées pendent aux angles des murs. Les chandeliers argentés des funérailles sont posés à même le sol. Sur le meuble qui renferme les ornements sacerdotaux, il y a, pêle-mêle, des burettes cassées, des bouts de cierges, de

vieux livres, une ancienne lanterne de pénitents, un Christ sans tête et sans bras, velouté de poussière.

Pesamment, Mlle Masseret s'installe dans le fauteuil rouge qui sert de trône à Mgr l'évêque de Tulle, quand il vient donner la Confirmation aux enfants de Combrière. En face de son imposante paroissienne, l'abbé s'assied, les mains posées à plat sur les genoux, la tête penchée, prenant spontanément l'attitude professionnelle du confesseur. Il considère le visage un peu chevalin avec son nez à la Henri IV, sa grosse bouche facile au rire et au sourire, ses grands yeux largement cernés de bistre et couvant dans leur feu obscur une secrète violence. Toute la personne vive et massive de Mlle Masseret exprime cette franchise qui est un mouvement de l'instinct autant qu'une disposition morale. Antoinette Masseret ne pourrait pas mentir, parce qu'elle ne supporte pas la contrainte. Si elle a du chagrin, cela se voit comme la marque d'un coup en pleine figure. Le curé s'en est aperçu dès qu'elle s'est levée de son prie-Dieu.

Elle dit d'une voix enrouée de larmes :

— Ça va mal, très mal. Si le bon Dieu ne se mêle pas de mes affaires, le diable s'en mêlera. Il y a déjà mis la griffe.

— Le diable ?

— En temps normal, je ne m'occupe guère de lui. Je préfère penser au bon Dieu. Mais le diable existe. Il rôde autour de nous... et quand un être que j'aime, à qui je n'ai fait que du bien, me récompense par une ingratitude perverse, j'y vois une influence diabolique.

— La nature humaine est mauvaise par elle-même, dit l'abbé, et quand l'éducation première a manqué...

Mlle Masseret ne l'écoute pas. Elle a ouvert son sac distendu par tous les objets qu'elle en tire et qu'elle y remet, un à un : des clefs, un mouchoir, un chapelet, une *Imitation*, un carnet, un canif, un étui à lunettes, divers catalogues d'horticulture et un porte-monnaie.

— Cette lettre ! Je l'aurai laissée sur mon bureau ? Ah ! j'ai l'esprit renversé depuis que je l'ai reçue, et tout le temps le sang à la tête. J'ai cru, hier soir, que j'aurais une attaque. C'est notre façon à nous, les Masseret, de partir quand le bon Dieu nous rappelle. Nous mourons tous par le cerveau. Félicité m'a donné un bain de pieds à la moutarde, et demain

je me purgerai... Cette lettre ?... Ah ! la voilà... Lisez, mon curé, admirez le style de M. Jean-Claude Masseret quand il demande à sa sœur, — autant dire à sa mère, — des comptes.

— M. Jean-Claude !... C'est donc lui ? Je pensais qu'il s'agissait de cette demoiselle... votre « épave », comme dit M. Géraud des Mazières...., la danseuse de cinéma que vous avez recueillie avec tant de charité...

— Fancy Vernon ?

Mlle Masseret hausse les épaules. Son teint de bilieuse sanguine, jaune sur les tempes, se colore d'une rougeur foncée.

— Fancy ? Ce petit chaton que j'ai sauvé du mal et de la mort par la peau du cou ? Pas plus de vice qu'un bébé de six mois !... Il s'agit bien d'elle, pauvre enfant !...

Le curé prend la lettre que Mlle Masseret lui tend, toute dépliée, en disant :

— Le début n'a pas d'intérêt. C'est des phrases pour préparer la suite. Lisez la deuxième page.

Elle attend, les yeux fixés sur le prêtre, tandis qu'il déchiffre la fine écriture aux boucles serrées...

« ... Et l'expérience est concluante, ma chère Toinon. Je ne serai jamais un grand avocat et même un bon avocat. Je n'ai pas la vocation. Je n'ai même pas les moyens physiques du métier. La parole en public m'épuise très vite, parce que j'ai les bronches délicates. Le monde du Palais ne m'attire pas. Si je persévère, je perdrai des années précieuses. Tu n'as pas prévu cela, je le sais. Cependant, tu m'as poussé vers le barreau, avec l'autorité que te donnaient l'âge, l'affection, ton caractère impérieux et ma propre faiblesse. J'étais jeune, inconnu à moi-même. Tu as disposé de moi, et tu as pris là une responsabilité que tu devras reconnaître... »

— Il veut changer de métier ? dit M. Privat. C'est imprudent, mais il n'a que vingt-sept ans...

— Lisez donc ! Tout ça n'est rien encore. Changer de métier ! Jean-Claude n'a pas voulu être fonctionnaire. Il n'a pas voulu être médecin, comme tous ses ancêtres Masseret,

L'industrie, le commerce ne lui convenaient pas. Je l'ai dirigé vers le barreau parce qu'il était incapable de se décider. Intelligent, charmant, d'excellente famille, il devait réussir (le président Mazureix, notre vieil ami, voyait en lui un futur Lachaud), et Jean-Claude s'est dégoûté du barreau, comme il se fût dégoûté d'un autre état. Il tient de sa mère cette humeur intraitable. Feu ma belle-mère était une Larzac, et dans cette famille il y a ainsi des amateurs, bons à tout et bons à rien. Mais mon frère est aussi un Masseret, et il a de mon sang. J'espérais... Assez, lisez la suite.

« ... une responsabilité que tu ne voudras pas reconnaître. Tu m'accuseras d'ingratitude et ce sera une injustice (non la première que j'aurai trouvée en toi). Ma chère sœur, quand l'oncle Saturnin nous a légué l'Espinouse, tu as pris la charge de cette propriété, indivise entre nous deux, et tu t'es persuadée que c'était par dévouement fraternel. Je m'en suis persuadé aussi, considérant que tu faisais un sacrifice en quittant Tulle et tes amis, à trente-huit ans, pour devenir une dame de campagne. Il est vrai que l'état de nos finances était mauvais, après les folles spéculations du pauvre papa. Je ne lui reproche rien. La paix soit aux morts et la vie aux vivants ! Toi, ma sœur, qui as dix-neuf ans de plus que moi, je t'ai laissée maîtresse de l'héritage commun, me contentant d'une pension médiocre. Tu as beaucoup travaillé à l'Espinouse. Seulement, il est arrivé que l'Espinouse est devenue pour toi ce que l'Europe était pour Napoléon : le champ ouvert à ton besoin d'agir, de conquérir, de posséder. Tu as vu grand, tu as vu loin. Trop grand et trop loin. Tu as engagé l'avenir, comme papa. C'est du moins ce qui ressort de tes confidences, puisqu'à mon dernier voyage, tu as gémi sur les difficultés que tu rencontrais. Tu m'as refusé dix mille francs, que je te demandais, parce que tu avais acheté des bestiaux et des machines. Eh bien ! ma chère Toinon, il faut te délivrer d'un fardeau trop lourd pour tes forces et, en même temps, régler nos comptes et me permettre le renouvellement de situation que je prépare pour moi.

« Un de mes amis, israélite expulsé d'Allemagne, va ouvrir une galerie de tableaux à Paris, avec une succursale à Londres. Il a pu sauver quelques capitaux. Il a de sa race le sens com-

mercial, une intelligence aiguë, et la probité, car le Juif, en affaires, est aussi probe qu'il est dur, et il est très dur. Goldenberg me propose une association, avec un apport égal au sien. J'accepte. En réalité, je n'aime que les arts, et, bien que le don créateur de l'artiste me manque, je sais voir et comprendre. Enfin, je suis décidé, sache-le bien, *décidé*...

« Trouver des capitaux ? Il y a deux façons : vendre l'Espinouse ou faire un partage qui te permettrait de conserver la propriété en me donnant ma part. Au besoin, tu prendrais une hypothèque si tu trouvais un prêteur. Mais je te conseille plutôt de vendre. Tu pourrais être cent fois plus heureuse, ma chère Toinon, en laissant là tes soucis de propriétaire, en vivant de tes revenus. Pourquoi ne t'installerais-tu pas dans un couvent comme dame pensionnaire, toi qui es dévote ? Tu aurais une société assortie à ton âge et à tes goûts : des personnes bien pensantes, veuves de fonctionnaires ou d'officiers, demoiselles nobles, ce qu'on trouve dans ces milieux-là, et tu ferais paisiblement ton salut en priant pour ton frère qui n'aurait plus avec toi que des relations affectueuses, telles que nous les désirons tous deux.

« Je te demande de réfléchir et de me répondre sans trop tarder. Le temps presse. »

L'abbé Privat rend la lettre à Mlle Masseret :

— C'est impossible, n'est-ce pas ? Vous ne vendriez pas l'Espinouse ?

Elle lève les deux mains dans un geste qui signifie l'impuissance et le découragement :

— Que faire, si Jean-Claude me prend à la gorge ? Il veut de l'argent vif, et je n'en ai pas. Il a la loi pour lui. Racheter ma part ? Hypothéquer la propriété ? J'en frémis... Les années de prospérité sont finies. C'est le temps des vaches maigres. Il est exact que j'ai investi une grosse somme en cheptel et en machines. J'allais monter avec Gassin, mon maître-valet, une petite affaire d'élevage de volailles, parce que le blé, les porcs, les veaux se vendent mal. Ma laiterie sauve le reste. Nous envoyons du lait à Meyssac et j'ai une bonne clientèle, mais enfin (je ne le dis qu'à vous) je suis, comme tous les agriculteurs de France, plutôt gênée. J'ai eu le tort de me plaindre devant Jean-Claude. Tous les

paysans se lamentent. Une seule fois, j'ai fait comme eux, et mon frère s'est autorisé de cette faiblesse pour m'accuser d'impéritie et de ridicule ambition. Sa lettre est un chef-d'œuvre de tartuferie.

Elle appuie sa main sur sa poitrine. Ses joues se marbrent de taches pourpres comme il arrive aux femmes de son âge que le sang tourmente. L'abbé craint de la voir tomber sur les dalles, frappée d'apoplexie, et mourir à la façon des Masseret qui s'en vont tous « par le cerveau ». Il veut l'apaiser. Son extrême inquiétude lui délie la langue. Il trouve les mots qui consolent Mlle Masseret sans accabler l'ingrat.

— C'est un malentendu, ma chère demoiselle, ne vous affolez pas. Gagnez du temps. Répondez à votre frère que vous devez consulter votre notaire, faire le voyage de Tulle... Il réfléchira de son côté.

Elle secoue la tête.

— Il est décidé ! Il a souligné ce mot : *décidé*. Ah ! mon ami, le Juif, la boutique, la brocante, qui ne me plaisent pas, parce que j'ai un résidu d'idées provinciales, je les accepterais, et même la vente de l'Espinouse, si j'assurais par ce sacrifice le bonheur de Jean-Claude. Mais j'en doute, et ce qui me crucifie, c'est la sécheresse d'âme que je découvre dans cet enfant que j'ai tant aimé. Trop aimé. Il ne me ressemble pas ; il n'est que mon demi-frère : qu'est-ce que ça fait, s'il est mon enfant ? Sa mère me détestait, et pourtant, à son lit de mort, elle m'a dit : « Antoinette, prenez Jean-Claude. Je vous le donne. » Je l'ai pris. Je l'ai soigné. Avec quelles peines ! Il était si fragile, et si beau ! Un ange. Il me semblait que je l'avais fait de ma chair et de mon sang, qu'il me tenait aux entrailles. Mon pauvre papa en était jaloux. Il me disait : « Marie-toi. Aie des enfants. Tu élèveras Jean-Claude avec les autres et cela vaudra mieux pour toi et pour lui. » Me marier ? Après la mort de papa et notre ruine, je connus que c'était impossible et je m'en consolai facilement. J'étais mère et rien que mère, pas du tout femme. Tout mon vœu, c'était d'élever Jean-Claude, d'en faire un homme de cœur et un chrétien... Et voilà !

Elle ravale un sanglot et remet la lettre dans le sac.

— Je n'ai plus la tête à moi. Je vous rabâche des choses que vous savez depuis sept ans que nous nous connaissons,

mais bientôt je ne vous fatiguerai plus de mes plaintes. Je serai bouclée dans un couvent. Un beau conseil que Jean-Claude me donne ! Moi, dans un couvent ! J'honore le clergé et les religieuses, mais je ne suis pas faite pour vivre au couvent, même comme pensionnaire... Seigneur! j'y crèverais!

Il y a, dans cette déclaration véhémente, une nuance de colère enfantine qui émeut le curé Privat :

— Non, dit-il, il n'est pas question de couvent... Voyez votre notaire. Au pis aller, cherchez un prêteur. Pourquoi pas M. Rufaud ? Il est riche. Il vous estime.

— M. Rufaud ?

— Il est de bon conseil. Il a créé sa fabrique de papier avec peu de ressources, et il a fait fortune.

— Comme les parvenus d'après la guerre.

— Son administration municipale est remarquable.

— Je répugne à demander un prêt à M. Rufaud. Une propriété hypothéquée, c'est comme un homme qui a un organe malade, et j'ai su, autrefois, ce qu'il en coûte... Non, c'est fini : l'Espinouse sera vendue. Vous rappelez-vous ce qu'elle était du temps de l'oncle Saturnin et ce que j'en ai fait !... Pourtant, je n'y étais pas venue par plaisir. Les premiers mois m'ont paru terribles. Cet apprentissage de la solitude !

— C'est une épreuve, dit M. Privat. Je l'ai subie... jusqu'à votre arrivée qui a été un grand bienfait pour moi.

— Ne comparez pas : c'est votre état d'être seul, mon pauvre curé ; ce n'est pas le mien... Je m'en vas, maintenant. J'ai un rendez-vous à huit heures et demie avec un paysan d'Égledour qui veut acheter mon verrat, une bête énorme, un monstre !... Allons, de vous avoir parlé, ça me fait le cœur moins triste.

Ils rentrent dans l'église si froide sous la grisaille du jour. L'or effacé du retable brille délicatement aux reliefs des colonnes enguirlandées de vigne et, dans la petite chapelle, le vitrail bleu verse au gisant une lueur paradisiaque. Mlle Masseret fait une génuflexion et dit, en se relevant :

— Si mon frère entend raison, s'il retrouve ses bons sentiments, je vous promets un beau cadeau. Il n'y a ici que de vieilles vilaines statues toutes abîmées : je vous donnerai un « Curé d'Ars ».

Elle ne voit pas la mine allongée soudain de M. Privat, et, quand ils sont sortis, sous le porche, elle lui tend la main :

— A demain, mon bon ami.

Il la regarde s'éloigner de son grand pas d'homme, et tout à coup il se sent très las.

II

Verte d'herbe, tachetée de feuilles mortes, la place triangulaire semble plus grande, dans le brouillard du matin. Deux chemins la coupent en X : l'un qui descend vers la gare et la route de Meyssac, l'autre qui monte à travers landes et bois jusqu'à la crête de l'Espinouse. Quelques maisons, la mairie-école, l'épicerie, la poste, la forge-garage, l'ancien logis du tisserand devenu la boutique du mercier-sabotier, dessinent, gris sur gris, leurs toits de schiste ou de chaume et les cheminées de leurs pignons. Au milieu de la place, un ormeau de Sully, abritant l'auge d'une fontaine et un modeste monument aux Morts, élève sa colossale armature noire, encore feuillue d'un or appauvri. En face du bel arbre, née du même sol, et plus lourde de quatre siècles, se dresse l'église, châsse de granit sans autre ornement que les moulures du portail à plein cintre et de grossiers modillons. Le clocher, percé d'arcades inégales, porte des broderies de lichen. Sur la gauche, le bâtiment ruiné d'un couvent sert de presbytère. Son jardin continue le cimetière qui dévale derrière l'abside, chargé de sapins et de tombeaux, et retenu par des contreforts au-dessus de la rivière invisible.

Le curé pousse la porte sommée de la croix bénédictine et de la devise : *Pax*. Il est chez lui.

Chez lui : une salle voûtée, cheminée à manteau, alcôve en bâti de planches et, dans un angle, la spirale d'un escalier. Un peu de braise couve sous les cendres amassées qui calent une petite casserole de terre où la soupe, reste du dîner de la veille, s'est gardée chaude. M. Privat s'assied devant l'âtre et pose la casserole sur la demi-pomme évidée d'un chenet. Il mange avec une cuiller de fer, sans assiette, lentement, gravement, à la façon des paysans respectueux de la soupe, aliment essentiel des ancêtres, qui tient bien au ventre et fait l'homme fort.

Il n'a guère d'appétit, bien qu'il se soit levé très tôt, comme un moine, pour dire l'office canonial et se préparer à sa messe. Son cœur pèse à sa poitrine. Une parole de Mlle Masseret lui a laissé ce poids : « C'est votre état d'être seul. »

Et il se rappelle les premières années de son ministère.

Combrière est un village pareil à beaucoup d'autres, en ce haut pays limousin. Il s'est construit, voilà mille ans, autour d'une abbaye bénédictine. Les Anglais l'ont brûlé. Les huguenots l'ont saccagé, et toujours, dans la même forme, à la même place, il a refait son corps de granit. Vaste par son étendue, pauvre par la nature du terrain, isolé dans un pli du grand plateau granitique qui se soulève comme un toit entre la Creuse et le Cantal, il ne compte pas cinq cents habitants. Au début du XXe siècle, la gare la plus proche était à dix kilomètres. Rien d'essentiel n'en fut changé avant 1912, où une ligne de tramway sur route traversa le territoire de la commune, où M. Jules Rufaud, d'Égledour, construisit une papeterie à côté de la station, au bord de la rivière qui lui donna la force électrique. La fièvre industrielle de l'après-guerre créa, autour des ateliers, une colonie ouvrière, composée en partie d'étrangers, et ce fut l'amorce de ce Combrière-Neuf qui va tuer l'ancien, qui exigera bientôt la mairie, l'école, tous les organes du corps communal. Il draine le commerce de la route, arrête les autocars et les camions, débauche les fils de cultivateurs pour en faire des manœuvres. Il prolifère, il s'enrichit, il s'enlaidit; cependant que sur la place triangulaire, en face de l'ormeau, l'église, pressée par les arbres noirs qui se nourrissent des morts, regarde finir le vieux Combrière.

Cette déchéance s'annonçait déjà en 1920, lorsque Martial Privat, convalescent d'une maladie consécutive à la grippe espagnole, arriva dans sa paroisse. Son prédécesseur, l'abbé Chavauges, lui dit :

« Je ne suis pas fâché de partir d'ici. Pourtant les gens ne sont pas mauvais. Les hommes ne pratiquent pas, les femmes vont à la messe, et il y a encore une douzaine de vieux et de vieilles qui sont pieux à leur façon. Si vous avez le goût de créer des œuvres, vous ne trouverez personne pour

vous aider, à part deux ou trois dames de campagne, plutôt gênantes, surtout Mme Boissavie qui habite le Chalet avec son mari, fonctionnaire en retraite, et sa fille. C'est une redoutable *menette.* »

Il insista sur ce mot qui qualifie en Limousin les dévotes, celles qui se posent en mères de l'Église et se croient chargées de veiller sur la vertu des ecclésiastiques, par délégation spéciale du Saint-Esprit.

« ... Le maire, c'est Jules Rufaud, un industriel, nouveau riche, soupçonné d'être franc-maçon, ce qu'il nie. Je n'ai pas eu à me plaindre de lui. M. Géraud des Mazières, le châtelain de la Faurie, est un excentrique, qui a de l'esprit, qui a vu le monde, mais sa vie privée n'est pas édifiante et il fait de l'opposition au gouvernement. M. Saturnin Masseret, de l'Espinouse, est un vieux grigou dompté par une servante-maîtresse. Rien à faire avec ces gens-là. Les familles nobles ne résident pas dans leurs châteaux qui sont à bonne distance de Combrière. Les comtesses vous enverront cent francs pour le denier du culte et vous inviteront à leur table une fois par an, pendant les vacances. Vous serez très seul, mais vous serez tranquille, si vous ne vous mêlez de rien. »

Ce discours n'avait rien appris à Martial Privat. Il connaissait ces villages sans âme.

Son hameau natal des Monédières, l'un des plus pauvres du département, avait encore une âme. Les trois femmes qui avaient élevé le petit Martial, — sa mère, veuve, et ses deux grands-mères, — pratiquaient une stricte observance religieuse. Elles communiaient tous les mois, faisaient en commun la prière du soir, et chaque année allaient en pèlerinage, une fois à Rocamadour, d'autres fois à des sanctuaires plus proches. Leur foi naïve se mêlait de superstitions innocentes, et la vie de cette pauvre famille était assombrie plutôt que sombre, comme les fenêtres de sa maison, si étroites, si encrassées de poussière, et que pénétrait pourtant le soleil de Dieu.

Tout petit, Martial avait gardé les moutons dans les Monédières, avec son oncle Fabressou, le « Grand-Mège », un de ces vieux bergers à limousine qui savent tout ce que les livres n'enseignent pas ; puis il avait travaillé la terre pour soutenir ses « trois mères », et les ayant perdues, à vingt-

cinq ans, il avait connu sa vocation. Ordonné prêtre à trente ans, il avait passé du séminaire aux armées, en 1914. Mobilisé comme infirmier, il apporta dans son service, à l'hôpital, un dévouement égal à son inexpérience. Dès le premier jour, il se heurta à l'inintelligence de ses camarades, à la brutalité des gradés qui prirent comme souffre-douleur ce chétif curé corrézien, maladroit par excès de zèle, timide et lent. L'homme du peuple révère la force. Pitoyable à l'infirme, il méprise le « mal-bâti », surtout quand le « mal-bâti » est un scrupuleux qui n'a pas assez de méchanceté pour être redoutable et pas assez d'esprit pour être amusant. Les malades mêmes tournaient en dérision celui qu'ils appelaient « Ratiche », et pourtant c'était un homme de bonne volonté, simple de cœur, de mœurs pures, et disposé à la gaieté, quand on lui marquait un peu d'affection. Quelques soldats regardèrent en lui le prêtre sous la blouse de « Ratiche ». Ils lui demandèrent des secours spirituels et la consolation de leur agonie. Toute sa vie, Martial se souvint d'eux avec reconnaissance, lorsqu'il offrait le sacrifice pour les défunts. Il les avait connus dans la nudité de leur corps et de leur âme, mais eux ne l'avaient point connu.

A Combrière, ses ouailles lui firent bon accueil et il crut d'abord que l'abbé Chavanges avait poussé au noir le tableau de cette paroisse. Bientôt il comprit que parmi des gens dénués de toute vie spirituelle et qui, sous les influences de l'école, de la radio et du journal, retournent à un paganisme déguisé, il allait subir la plus dure épreuve des curés de village : la solitude.

Solitude du prêtre sans famille qui ne peut remplacer par aucune tendresse humaine celle des parents disparus. Martial avait en lui des délicatesses féminines et des nuances de sensibilité très rares chez un paysan. Vulnérable à l'excès, il demandait dans ses prières la force qui s'accorde à la charité, tout en donnant à l'âme sacerdotale une rigidité nécessaire. Lui qui avait rêvé d'être tout à tous, dut se replier sur lui-même. Sa consolation, c'étaient quelques vieilles femmes dont la présence, aux offices, le réconfortait ; c'était quelque enfant du catéchisme qui, parfois, se levant après les rabâcheurs de mots, posait une question lourde d'un sens mystérieux. Mais peu à peu la mort prenait les

aïeules, et, sa première communion faite, le garçon délaissait l'église. Martial parlait à des sourds. Il tendait un flambeau à des aveugles. Il disait : « Mes frères... » et il était seul.

Les paysans le recevaient poliment et ne l'engageaient pas à revenir, craignant qu'il ne leur demandât de l'argent. Les châteaux, tous éloignés de la commune et fermés les trois quarts de l'année, se désintéressaient du petit prêtre si dépaysé dans les belles compagnies. Les bourgeois notables étaient peu nombreux et ni M. Rufaud, ni M. Géraud des Mazières, ni M. Saturnin Masseret, n'étaient des gens à fréquenter. Restait Mme Boissavie, la *menette*, qui essayait de prendre autorité sur l'abbé Privat. Elle l'invitait souvent à venir chez elle, à Combrière-Neuf. Il y avait là ce qu'elle appelait « un foyer chrétien ». Le salon touffu d'étoffes, obscurci de stores, encombré de bibelots, s'ornait d'images pieuses d'une déconcertante laideur. M. Boissavie, un retraité de l'enregistrement, affligé d'une maladie de foie, y passait comme une larve blême et n'y séjournait jamais. Il laissait madame recevoir le curé, et madame, en tricotant pour les indigents des lainages couleur de pauvreté, poussait des hélas ! et faisait sans indulgence la chronique du pays. Entre le père muet et la mère loquace, la silencieuse petite Camille s'ennuyait. Elle fixait sur le visiteur de grands yeux vert brun impénétrables. Après ces visites, Martial se sentait plus seul encore.

Souvent, il songeait à ces prêtres vaillants qui vivent dans la banlieue paganisée des rouges cités industrielles ; aux missionnaires, apôtres et soldats, à ce Père Borie, un Corrézien, dont une gravure chinoise, au musée de Tulle, glorifie le martyre. Le sentiment de son néant l'accablait. « Je suis lâche et faible. Il me faudrait une aide... Ah ! si j'avais seulement un ami meilleur que moi, qui me reprendrait et me fortifierait par son exemple ! Un autre Pierre Boussac ! » C'était un de ses condisciples du séminaire, Pierre Boussac, âme rayonnante. Mort avant l'ordination, il n'avait pas eu l'honneur du sacerdoce, mais à présent, — Martial en était sûr, — il triomphait dans la gloire et voyait la face de Dieu.

L'unique divertissement du curé Privat, en ces années pénibles, ce fut un travail manuel, souvenir de son enfance

de berger. L'oncle Fabressou lui avait montré comment l'on taille au couteau des figures dans les bâtons noueux, en utilisant les défauts du bois pour produire des effets bizarres. Martial creusa le chêne et le noyer, avec le couteau, puis avec la gouge. Il fabriqua des moutons, un bœuf, un âne, pour remplacer les animaux brisés de la crèche ; plus tard, s'inspirant des modillons de l'église et des figures du rétable, il tenta de faire des bergers et des rois. Ces essais de sculpture l'amusèrent d'abord, puis, à mesure qu'il découvrait les difficultés de la composition et de l'exécution, son plaisir changea de caractère, devint effort et souffrance. Une passion posséda le sculpteur ingénu. Il fut tenté de lui donner tout son temps et beaucoup trop de ses pensées. Quand il était dans la resserre au toit vitré dont il avait fait son atelier, parmi les bois frustes et les personnages vaguement dégrossis, il oubliait tout et même qu'il était le curé de Combrière. Quelquefois, un remords le chassait de ce refuge. « Je gaspille à des niaiseries le temps qui appartient à Dieu et à mes ouailles », se disait-il. N'ayant ni malade à visiter, ni pénitents à confesser, il prolongeait la récitation de son bréviaire ou se mettait à nettoyer, de ses mains, son église.

En juin 1926, M. Saturnin Masseret mourut et ses cousins de Tulle, qui héritaient de l'Espinouse, vinrent à Combrière pour l'enterrement. Le lendemain des funérailles, Martial Privat rendit une visite de condoléances à Mlle Masseret. C'était la seconde fois qu'il entrait dans la maison de l'Espinouse. Sur le parquet du salon où il avait fait la levée du corps, gisaient des fleurs effeuillées. Une odeur de cire consumée et de feuillage flétri racontait le passage de la mort. La lumière plombée d'un ciel orageux violait la grande pièce à boiseries désaccoutumée du jour. Les tapis étaient roulés dans un coin. Une mousseline cachait la pendule. Parmi ce désordre qui annonçait une révolution domestique, Mlle Masseret s'avança, haute et carrée dans sa robe noire, le front découvert par d'épais cheveux bruns tirés et noués sur la nuque en queue de percheron. Une forte et belle jument. Cette image vint spontanément à l'esprit d'un homme qui avait conduit des chevaux, et elle n'était pas offensante. Le curé Privat aurait eu moins peur d'une jument farouche que de

Mlle Masseret. Très vite, elle le mit à l'aise. Elle l'interrogea sur l'état de la paroisse et témoigna de sentiments non moins religieux que ceux de Mme Boissavie, mais quelle différence dans le ton ! Le curé savait que Mlle Masseret présidait les œuvres, qu'elle recevait Monseigneur à sa table, qu'elle était « bien posée » dans le pays.

Il était curieux de savoir si elle garderait ou non l'Espinouse. Elle ne laissa rien percer de ses intentions.

En septembre, elle revint. Son jeune frère était à Paris, secrétaire d'un avocat. On apprit qu'elle s'installait à l'Espinouse pour faire valoir elle-même la propriété, et les voisins, bourgeois et paysans, proclamèrent qu'elle était folle et qu'elle se ruinerait.

Pour tous ceux qui virent Mlle Masseret, du dehors, pendant la difficile année de ses débuts à Combrière, les traits de sa personne morale apparurent en exacte conformité avec ceux de sa personne physique. Cette fille d'âge mûr n'avait rien de la vieille fille ; cette bonne chrétienne n'avait rien de la bigote, cette citadine retrouvait, par atavisme, le tempérament du terrien. Bonne payeuse, exacte à réclamer son dû, elle flairait l'erreur embusquée au fond d'un mémoire, l'intention de nuire lovée sous les promesses hypocrites. Avec elle, un oui était un oui, un non était un non, un sou était un sou. Elle ramassait les épingles, les croûtons, les queues de cerises, les bouts de ficelle. Elle disait : « Tout doit servir », et tout servait. Cette ingéniosité dans l'économie haussa grandement Mlle Masseret aux yeux de ses voisins et lui assura une considération qu'on eût refusée aux plus grandes vertus d'un prodigue, car dans l'esprit du petit peuple la prodigalité, honorable et même obligatoire chez les nobles, est coupable chez les bourgeois, et serait, chez des paysans, criminelle.

Si elle avait gagné l'estime de ses voisins par son énergie et son économie, elle déconcerta tout le monde par sa bonté. Cette coupeuse de sous était sans défense devant la misère d'autrui. Sa charité avait la force d'une passion. Elle s'y donnait avec emportement comme à un vice, puis, se trouvant trompée ou exploitée, sa violence foncière se revanchait en éclats de fureur. « Pilleuse d'épaves », disait M. Géraud des Mazières. L'Espinouse s'encombra de malheureuses créatures

à deux pieds ou à quatre pattes : des chiens perdus, un vieux cheval qu'un maquignon libournais destinait aux marais à sangsues, une vieille bonne à rien dont personne ne voulait, et, chaque été, cinq ou six gamines choisies dans les pauvres familles de Tulle. Mlle Masseret ne s'attribuait aucun mérite. Elle satisfaisait son égoïsme, affirmait-elle, et ce goût du bonheur, le sien et celui des autres, qui lui était naturel. Les déceptions ne la corrigèrent pas d'un optimisme qui lui faisait voir en beau l'humanité, miroir terni d'un modèle divin. Elle aimait Dieu dans toutes ses œuvres, proclamant que la plus pauvre, la plus souillée, porte encore, en un coin, l'empreinte du Créateur, comme le fragment d'une belle porcelaine devenu tesson dans un fumier, conserve la marque d'une noble manufacture. Il lui fallait un effort de soumission pour accepter l'idée que les élus sont en petit nombre. Jamais bonne chrétienne, nourrie de doctrine et fortifiée par la pratique, ne fut moins touchée de jansénisme que Mlle Masseret.

L'arrivée de Jean-Claude perturbait le « refuge » de l'Espinouse. Les pensionnaires disparaissaient en divers coins du domaine. Le jeune avocat passait les fêtes de Noël à l'Espinouse et quelques semaines en été. Il se promenait seul, lisait ou dessinait, et faisait parfois de la musique avec la petite Camille Boissavie. Le dimanche, il accompagnait sa sœur à la messe. Une seule fois, pendant le séjour de Jean-Claude, Mlle Antoinette recevait ses voisins qui n'étaient pas exactement des amis, mais qui avaient peu à peu forcé sa porte. Il est impossible, dans un village, d'élire ou d'exclure telles gens qui croient tous avoir les mêmes titres à être reçus. Il faut compter avec un M. Rufaud et avec une Mme Boissavie. Jean-Claude était courtois par résignation. Il laissait parler M. Géraud des Mazières, le seul homme vraiment cultivé de ce petit monde combriérois, vieux garçon à lubies, fou de Balzac, et qui ramenait tous les sujets de conversation à la *Comédie humaine*. Le curé Privat n'ouvrait la bouche que pour dire le *Benedicite* ou les *Grâces* et manger des mets excellents. Ces jours-là, une sensualité innocente se réveillait dans cet homme sobre, et la gourmandise le sauvait des souffrances de la timidité. Il écoutait les autres convives, admirant la facilité de M. Géraud des Mazières à filer de longues phrases sans nœud et sans cassure,

et la distinction de Jean-Claude Masseret. Le frère de Mlle Antoinette était aussi fluet qu'elle était forte, aussi pâle qu'elle était haute en couleur, aussi réservé qu'elle était exubérante. Ses yeux gris eussent été beaux s'ils avaient eu des cils moins clairs. Ses cheveux, très fins, très lisses, étaient presque roux et sans éclat.

Après un de ces déjeuners, M. Rufaud, ramenant dans sa voiture les dames Boissavie et M. Privat, dit brutalement :

— Mlle Masseret est férue de son avocat de frère... Elle croit qu'il a du génie ! Si elle n'était pas une brave fille, elle souhaiterait qu'une nouvelle Marie Cappelle empoisonnât un autre Lafarge et que le petit Masseret la défendît aux assises de Tulle. Moi, je le trouve ordinaire, et même agaçant...

— Voyons, monsieur Rufaud, dit Mme Boissavie, ce jeune homme est très distingué...

— Distingué ? Avec cette figure pointue ! Ce n'est pas un homme, c'est une jolie belette. L'homme de la famille, c'est la sœur.

Jean-Claude reparti, Mlle Antoinette rassemblait les épaves dispersées.

Le second hiver qui suivit l'arrivée des Masseret fut pour Martial Privat terrible. Le pauvre curé de Combrière subit une de ces crises de sécheresse qui ne sont pas épargnées aux plus grands saints, et il n'était pas un saint. Rien ne lui donnait le sentiment d'être encore un vivant, rien, sauf la sculpture qui le distrayait de ses misères, peut-être dangereusement.

Il perdit le sommeil. Il maigrit. Mme Boissavie disait :

— Notre curé devient hypocondriaque, hélas ! Il néglige ses prônes. Il a l'air absent quand on lui parle. S'il ne se remet pas, hélas ! il y aura des plaintes. Tout le monde n'est pas charitable, et si Monseigneur apprenait...

Ces propos, rapportés à M. Privat, provoquèrent un accès de remords et de scrupules tel qu'il craignit d'en devenir fou.

Un jour qu'il était très malheureux, il eut envie de voir Mlle Masseret, si gaie, si réconfortante, et il lui rendit une visite. Il fut introduit dans une pièce au rez-de-chaussée qu'on appelait « le bureau » et dont le mobilier de faux ébène

et de velours rouge sentait le cabinet de médecin. Mlle Masseret écrivait dans un registre, sous la clarté d'une lampe à globe vert. En voyant le curé, elle se leva, montrant un visage bouffi et vieilli. Elle avait dû pleurer. Le curé en fut ému. Il n'imaginait pas Mlle Masseret en larmes. Il s'informa de sa santé. Elle assura qu'elle était bien portante, et tout à coup, après quelques banalités de convenance, elle dit à M. Privat que le bon Dieu l'avait dirigé vers l'Espinouse, que c'eût été affreux de recevoir, en ce moment, Mme Boissavie ou M. Rufaud, tandis que lui, le curé de Combrière, pouvait comprendre la peine, l'inquiétude qui accablaient son ouaille.

— Une peine, mademoiselle ?

Elle acheva sa confidence, parlant de l'influence de Paris sur l'esprit, sur l'âme de son frère bien-aimé. Jean-Claude avait cessé de pratiquer. Il perdait la foi, s'il ne l'avait déjà perdue. C'était un « intellectuel ». Mlle Masseret savait fort bien que les « intellectuels » ne sont pas des charbonniers, qu'ils veulent des raisons de croire, et critiquent ces raisons qu'on leur propose. Le P. du Portal, directeur du collège où Jean-Claude avait fait ses études, affirmait que presque tous les jeunes hommes éprouvent cette révolution de leurs idées, entre dix-huit et vingt-cinq ans. L'esprit de révolte les saisit, révolte contre la famille, les maîtres, la société, besoin de s'affirmer en s'opposant. Cette crise coïncide avec la révélation de la femme, et la femme est moins dangereuse que les sophistes. Le plus souvent, l'homme croit qu'il ne croit plus, et il retrouve Dieu qui l'attend, à un détour de sa route.

— M. Jean-Claude le retrouvera, dit l'abbé. J'en suis sûr. Il faut prier pour lui, prier beaucoup, et ne jamais désespérer.

Mlle Masseret répondit :

— Je ne désespère pas. Ce n'est pas dans ma nature. Je me sens faible, parce que je suis trop seule. J'ai trop présumé de mes forces en venant ici. La solitude est bonne aux âmes déjà très avancées dans la voie de la perfection. Je suis si loin de la perfection que j'ai le vertige. Ce n'est pas l'ennui : je ne m'ennuie jamais ! Je n'en aurais pas le temps. Dans mon petit royaume, j'ai tous les soucis du gouvernement, soucis d'ordre terrestre, matériel, qui me tirent en bas. Ma vie

spirituelle est sans appui. Je n'ai pas le goût des directeurs de conscience, mais cela me ferait du bien de parler de Dieu avec quelqu'un qui l'aime. J'ai eu souvent l'idée d'aller vous voir. J'aurais dû le faire ; il m'a semblé...

— Que je ne saurais pas vous comprendre, dit Martial Privat. J'ai l'air de... de ce que je suis : un ignorant, un néant. Et il me manque les vertus qui donnent confiance. C'est bien dur, parce que, moi aussi, je n'ai personne. A force de ne pas parler des choses de Dieu, je crains d'y penser moins bien que je ne le voudrais, et j'en souffre.

Il fut effrayé de ce qu'il avait osé dire. Cet aveu ! A une femme ! Elle en serait scandalisée. Non. Elle joignait ses mains sur ses genoux, et elle regardait l'abbé Privat avec ses yeux humides, tout rayonnants de charité.

Ainsi commença leur amitié qui devait durer autant que leurs vies. La différence des états et des sexes s'y marquait par une réserve excluant la familiarité incompatible avec la dignité sacerdotale, mais les âmes se sentaient proches et volaient du même vol. Magnifique sentiment, d'une puissance inconnue à ceux-là mêmes qui l'éprouvaient ; confiance absolue, dévouement tacite, lumière pure où la femme oublia toujours qu'elle était une femme, où le prêtre n'oublia jamais qu'il était un prêtre. Si la solitude a ses démons, elle a aussi ses anges. Il y eut désormais l'ombre d'une aile entre Mlle Masseret et l'abbé Privat.

Après cinq années, Martial Privat, par ce matin brouillé de novembre, remue ces souvenirs avec les braises de son foyer. Il songe au bienfait de cette fraternité spirituelle qui a changé sa vie si triste, qui l'a rendu meilleur. Il se représente l'Espinouse sans Mlle Masseret, et son cœur se serre.

III

Pendant que l'abbé Privat luttait ainsi contre la vieille angoisse qui voulait le reprendre, Mlle Masseret remontait vers l'Espinouse, assaillie, elle aussi, par le souvenir. L'air était encore blanchâtre comme une eau où se diffuse un peu de lait. On ne distinguait ni la vallée, ni les croupes violettes qui se haussent jusqu'au plateau de Millevache, pays de la

pluie et du vent. Roide et raviné, semé de bogues écrasées et de larges bouses, le chemin s'élevait à flanc de colline. Sur un côté, des châtaigniers étêtés, éventrés, dont les entrailles se dissolvaient en poussière rousse, s'agrippaient à une pente couverte de fougères flétries. Sur l'autre côté bombait le rocher tout ruisselant de filets liquides, et sous le ressaut de granit s'accumulaient les feuilles mortes. Des cèpes noircis, des russules rouillées se décomposaient dans la bruyère. Un chien jappa. Mlle Masseret reconnut la voix de la bête qui accourait et, bondissant du talus, sautait aux jupes de sa maîtresse. « Paix ! Furette !... Sage !... Sage !... » La chienne, fauve et fine comme une minuscule antilope, lui lécha les mains. Mlle Masseret appela :

— Fancy !

Une forme glissa dans le brouillard, entre les châtaigniers. C'était une fille engoncée dans une pèlerine d'écolier et coiffée d'un béret rouge. Sa jupe courte découvrait ses jambes nues et ses pieds nus dans des sandales.

Mlle Masseret gronda :

— Où allez-vous, à cette heure, Chaperon rouge ? Et nu-pieds !... Je vous ai pourtant donné des bas en bonne laine.

— Ils sont trop grands, dit Fancy, et ils piquent ! Je suis habituée comme ça. La vieille dame est très joyeuse ce matin. Elle a dit : « Je veux des châtaignes, et tout de suite. Allez aux châtaignes. » Alors, je suis allée aux châtaignes.

Mlle Masseret releva le col de la pèlerine jusqu'aux oreilles de Fancy, et ses doigts jouèrent dans les boucles pâles et soyeuses sous le béret comme des houppes de chardon auprès d'un épi de sauge. Le visage de la petite Anglaise, blond de la blondeur argentée de l'enfance, semblait n'avoir connu que les caresses maternelles. Antoinette Masseret sentit, à travers son chagrin, le doux attendrissement que lui donnait cette beauté de Fancy, comparable, se disait-elle, à la beauté de Jean-Claude enfant. Elle baisa la joue à peine rosée.

— Il ne faut pas faire tous les caprices de Mme de Létrange, ma petite. Soignez-la bien, amusez-la, mais souvenez-vous que vous êtes fragile... Retournez à la Chaumerie et mettez des bas. J'y tiens.

La fille et la chienne disparurent dans la brume. Mlle Masseret songeait : « Fancy ?... Mme de Létrange ? Si je quitte l'Espinousse, où iront-elles ? »

Dix-huit ans et quatre-vingt-cinq ans, deux « épaves », la dernière récolte d'Antoinette : Mme de Létrange, finissant à la Chaumerie (une bicoque de deux pièces) sa longue vie autrefois brillante, et Fanny (dite Fancy), naguère *chorus-girl* à Londres. Il y avait six mois qu'étant à Tulle pour l'Assemblée générale d'une œuvre, Mlle Masseret avait reçu la requête du docteur Bessires, un vieil ami : « Antoinette, j'ai quelque chose pour vous : une petite fille de cinéma, laissée ici par une troupe qui tournait un film. Elle sort d'une broncho-pneumonie, et si elle se remet à danser, elle fera de la tuberculose. Pas de famille, pas d'argent, pas d'amant, et jolie !... Elle a séduit tout l'hôpital, même la Mère supérieure. Il faudrait trois mois de campagne à cette cigale. Je cherche une bonne fourmi. Voulez-vous être la fourmi ? »

Mlle Masseret alla voir Fancy.

— Quelle figure ! dit-elle au docteur. On lui donnerait treize ans. Et c'est une danseuse ?

— Comme sainte Thaïs.

— Docteur, y pensez-vous ? Sainte Thaïs était une courtisane... Est-ce que ?...

— Fancy n'est pas vierge, dit M. Bessires, mais courtisane, point du tout.

Mlle Masseret, cette femme pratique, avait dans l'esprit une pointe de romanesque qu'elle confondait avec son horreur sincère du pharisaïsme. Elle était curieuse des gens qui ne sont pas « comme tout le monde » et, par réaction contre la dureté de certains bigots, elle avait une indulgence secrète pour les Samaritaines et les publicains.

Fancy Vernon quitta donc l'hôpital, dans la voiture de Mlle Masseret, avec sa valise de fibre éraillée et vingt-sept francs cinquante en poche. S'il n'y avait pas eu Félicité, surnommée « l'Infélicité domestique », Antoinette l'eût gardée à l'Espinouse, mais la servante ne tolérait aucun étranger qui parût aimer Mademoiselle et en être aimée. La présence de Fancy eût provoqué des scènes, et Mlle Masseret avait une lâche horreur des scènes. Elle donna Fancy à Mme de Létrange, encore plus enfant que cette enfant.

La petite fille de cinéma et la vieille dame excentrique firent un singulier ménage, où l'imprévu, le comique, la gaieté, l'affection remplaçaient le bon sens. Fancy, c'est le nom anglais de la Fantaisie, et ce n'était point par hasard qu'un journaliste avait baptisé ainsi Fanny Vernon.

Mlle Masseret continua de monter vers l'Espinouse. La puissante odeur de l'automne limousin, qui sent le tannin et le champignon, le bétail et la fumée, l'oppressait d'une tristesse physique. Le chemin bifurqua. Au bout d'une allée de châtaigniers parut la grille flanquée de pilastres moussus portant des boulets de pierre : l'Espinouse.

La maison n'est pas visible du chemin. Passé la grille, on trouve une cour pavée, entourée de murs. Le corps de logis principal est au fond ; un bâtiment à un seul étage sous combles, relié, sur chaque pignon, par une arcade ouverte, à un pavillon carré. Cinq mansardes, dans le toit d'ardoise moussue, correspondent aux cinq fenêtres de l'étage, aux quatre fenêtres et à la porte du rez-de-chaussée. L'ensemble de ces constructions a le caractère d'austérité particulier à la haute Corrèze, pays dur, venteux et pluvieux, où le granit, comme en Bretagne, impose des lignes simples et ne souffre guère d'ornements. Bâtie vers 1770, remaniée sous la Restauration, l'Espinouse n'est pas très différente des logis construits au XVIIe siècle par les notables de la province et qu'on décore du nom de châteaux. Elle a été conçue dans le même esprit, selon la même tradition locale, non pour plaire, mais pour durer.

Quand on a tourné le pignon, sous l'arcade, on retrouve une façade identique à l'autre, orientée au midi et bordée d'une terrasse que soutiennent des contreforts. Sur la margelle de pierre, il y a toujours une rangée de pots où fleurissent, selon la saison, des anthémis, des pétunias, des héliotropes, des dahlias pourpres, des asters bleu de lin. Un escalier de fer descend, de cette terrasse, à un sentier caché par des massifs d'acacias, en contre-bas du mur de soutènement. Sauf ces acacias et une double file de sapins et de mélèzes bornant, sur deux côtés, l'étendue des pâturages, il n'y a pas d'arbres devant l'Espinouse ; il n'y a qu'une immense prairie, incurvée en coquille, et qui se relève, par un large mouvement de draperie, jusqu'à la crête horizontale d'un

plateau. Le regard se repose sur cette longue ligne calme, sur cette verdure rayée par les fils d'argent du drainage : il n'y découvre jamais rien d'accidentel que les taches rousses des troupeaux, les bandes de dindons noirs et de poules blanc de neige, les ombres traînantes des nuages. Cette vue passe pour monotone et triste, et, dans les premiers temps de son séjour à l'Espinouse, Mlle Masseret ne l'avait pas aimée.

Combien différente, aujourd'hui, l'impression qu'elle en reçoit ! Avant d'entrer dans la maison, elle s'arrête sur la terrasse, regardant, au-dessus du plateau, le ciel où parmi des épaisseurs grises, s'élargissent des lacs blanchâtres. Le fantôme d'un astre diffus glisse dans ces lacs de nuées. Il disparaît, il reparaît, son disque blême se précise, et Mlle Masseret sent passer sur sa joue ce qui n'est pas encore un rayon : la faible douceur du soleil d'automne.

Elle demeure ainsi, tandis que le brouillard s'évapore et laisse une bruine bleuâtre sur les fortes et graves couleurs du paysage familier. Elle sent l'amour qui l'attache à cet horizon sans ouverture sur le monde, à cette Espinouse qui est maintenant la maison des Masseret, le lieu où la maîtresse pourrait se diriger les yeux clos, parce que sa main connaît la forme des choses, où elle ne souffre plus d'incommodités rendues indifférentes par l'habitude, où la vie étroite s'approfondit à la mesure du souvenir. La cellule du moine lui devient chère dès qu'il accepte de ne la quitter jamais. L'Espinouse est devenue chère à Mlle Masseret dès qu'elle a consenti à n'en plus sortir. L'arbre transplanté, d'abord souffreteux, a poussé des racines vivaces. Arraché une seconde fois du sol qui le nourrit, aura-t-il encore assez de sève pour s'enraciner ailleurs ?

Ce fut la voix de l'« Infélicité domestique » qui tira Mlle Masseret de sa méditation :

— Mademoiselle, l'homme d'Égledour attend. Il perd son temps, qu'il dit... Et M. Rufaud a téléphoné. Il est allé à Tulle pour l'affaire des poteaux, qu'il dit. Il viendra tantôt, à quatre heures.

Marché conclu avec l'acheteur du verrat, Mlle Masseret descendit à la ferme. Les métayers (qu'on nommait ainsi par habitude, car il n'y avait pas de véritable métayage)

étaient Bretons, et dix sur quinze des serviteurs étaient Italiens. Gassin, le maître-valet, homme de quarante-cinq ans, sérieux et méticuleux, avait la confiance de sa maîtresse. Il habitait, derrière les sapins et les mélèzes, une maison en bordure d'une prairie, qui allait être aménagée pour l'aviculture. Mlle Masseret fut avec lui jusqu'à ce bâtiment qu'on appelait plaisamment la Gassinerie, et là, étudiant, mesurant, calculant, voyant déjà en imagination la chaufferie et la chambre des couveuses (et des centaines de poules blanches dans les prés enclos), elle oublia la menace qui pesait sur l'Espinouse.

Elle s'en ressouvint à son retour et, dans son désarroi, elle se rappela la suggestion du curé. Rufaud. Il était riche. Il connaissait la valeur de l'Espinouse. Rufaud ! Pourquoi pas ?

Au début de leurs relations, elle l'avait tenu à distance. Parvenu, sectaire et débauché, c'était l'image grossièrement simplifiée que ses ennemis (des jaloux) faisaient de ce papetier. Plus tard, elle en avait rectifié les traits, mais elle s'étonnait que ce mécréant fût reçu, en intime, chez Mme Boissavie, veuve depuis quelques mois. Il promenait cette pieuse dame dans sa belle voiture ; il n'allait jamais à Paris sans rapporter des cadeaux pour Camille. Ce libre-penseur et cette *menette*, étrange assortiment ! Géraud des Mazières l'expliqua ainsi à Mlle Masseret : « Rufaud était un ami de feu Boissavie. Je crois que la veuve aspire à le convertir, ou tout au moins à le tirer du péché, en l'épousant, mais le gaillard la trouve mûre. Il aime le fruit vert, comme Hulot... » Mlle Antoinette s'exclama : « Hulot ? De qui parlez-vous ? — Hulot, de *la Cousine Bette*. Tout et tous sont dans Balzac. » Et Mlle Masseret de rire. Quel maniaque, ce Géraud !

Il fallut bien accueillir le maire de Combrière à l'Espinouse et accepter son invitation quand il convia ses amis à l'inauguration d'un atelier modèle dont il avait tracé les plans. Il montra l'usine à Mlle Masseret, et, tandis que les autres dames bâillaient d'ennui et regardaient leurs pieds, dans la terreur de se salir ou de se heurter à quelque mécanique, Mlle Masseret posa des questions intelligentes. La vie de ce grand organisme l'intéressait. Elle dit qu'elle eût aimé conduire une industrie si elle avait été un homme. Elle parla

de la condition des ouvriers et cita l'Encyclique de Léon XIII.

M. Rufaud dit en riant :

— Si vous étiez un homme, mademoiselle Masseret, je vous prendrais pour mon associé et je vous ferais gagner de l'argent. Mais il me semble que vous donnez dans le socialisme. Je connais le peuple mieux que vous : j'en sors. Il n'a qu'un désir : être bourgeois. Vos idées sont généreuses, ah ! oui ! Une idée généreuse n'est pas forcément une idée juste.

— Ni forcément une idée fausse, rétorqua Mlle Masseret.

— Vous verriez, si vous teniez les leviers de commande, les clefs de la caisse. Je vous choque, parce que je ne suis pas sentimental. Si je l'étais, je ferais bientôt faillite, et mes bonshommes seraient sur le pavé.

Depuis cette visite, l'estime de M. Rufaud pour Mlle Masseret s'accrut d'une admiration quasiment enthousiaste. Quelle femme ! Il n'avait jamais vu la pareille ! Mme Boissavie en fit une crise de jalousie. « Elle craint une rivale », déclara M. Géraud des Mazières. Les années passèrent : M. Rufaud était toujours veuf, Mme Boissavie veuve, et Mlle Masseret, demoiselle, bientôt vieille demoiselle.

Oui, Jules Rufaud... Pourquoi pas ?

Il arriva à l'heure dite, car il était ponctuel comme un roi. Mlle Masseret l'attendait dans le bureau.

— J'ai pris la liberté de venir, mademoiselle Masseret...

Rufaud avait l'habitude populaire de s'adresser aux gens par leur nom de famille.

— J'ai vu l'ingénieur de la Centrale électrique. Les poteaux qui gênent la sortie des charrettes seront déplacés, selon votre demande. Il ne vous en coûtera rien. La Compagnie est en faute... Ne me remerciez pas ! C'est la moindre chose.

L'Infélicité apporta un plateau où il y avait des verres, des biscuits, une bouteille.

— Vous prendrez un verre de montbazillac ? dit Antoinette Masseret. Il vient directement du vignoble.

— Ce n'est pas de refus. Le montbazillac a du mérite, bien qu'il voyage mal. J'ai avalé du brouillard. Qu'est-ce que ça sera, le soleil couché ?

Rufaud se tenait penché en avant, son verre à la main, ses jambes écartées, parce qu'il prenait du ventre. A trente

ans, il avait été un bel homme ; à cinquante-trois ans, il n'était plus qu'un gros homme. Comme beaucoup de ses contemporains, en province, il n'avait pas sacrifié sa barbe grisonnante. Ses cheveux broussaillaient sur ses oreilles. Son crâne de brachycéphale, large et court, se rattachait tout droit au cou puissant, et il avait un pli de chair sur la nuque, au-dessus du linge empesé. Cette forme de tête, particulière aux races du Plateau central, l'ossature des mâchoires, la carrure formidable, le parler lent, les mains épaisses donnaient une impression de massiveté, effrayante lorsque Jules Rufaud était provoqué à la colère. Il y cédait rarement, conscient de sa force physique et persuadé que la violence est une sottise chez un chef. Correctement vêtu d'étoffe anglaise à rayures fondues gris sur gris, rien dans sa mise ne dénotait le parvenu : ni cravate de soie trop belle, ni chaîne d'or. Il n'était pas distingué, mais, n'ayant aucune affectation, il n'était pas ridicule. L'intelligence brillait dans ses yeux bruns. Certaines inflexions, certains tours de langage rappelaient son origine. Les gens du peuple sont enclins à crier. M. Rufaud parlait fort, plutôt que haut, et ne savait pas surveiller sa voix dans un salon.

Les rideaux étant joints, la pièce paraissait sombre, avec la lumière d'une seule lampe. Le feu de souches avivait sa rougeur dont le reflet, sur le tapis décoloré, touchait les pieds solides et la jupe noire de Mlle Antoinette, et le reflet de ce reflet, montant jusqu'à son visage incliné, lui faisait deux grands yeux charbonnés au-dessus d'un grand nez triste.

— Les jours raccourcissent, dit Rufaud. Après la Toussaint, les soirées sont longues quand on est seul.

Il poussa un soupir, et posa son verre vide sur le plateau.

— Ah ! mademoiselle Masseret, j'ai grand besoin de votre conseil pour une chose bien grave, bien délicate. Toute ma vie en dépend. Il faut que vous me soyez indulgente. Je suis gêné, à la pensée de vous exposer ma situation... et aussi très inquiet... Oui, toute ma vie en dépend.

Antoinette considéra le papetier en détresse, entr'ouvrit les lèvres et ne dit rien. Elle se souvenait d'une histoire enterrée, d'une histoire qui s'était passée avant sa venue à Combrière, et qui avait failli mal finir pour Jules Rufaud. Une ouvrière mineure, serrée de trop près. L'argent avait tout

arrangé, mais ces histoires-là sont rarement un accident unique dans la vie d'un homme libre et brutalement sensuel. Les ennemis de Rufaud l'appelaient « le bouc de Combrière ».

Ce côté du caractère de Rufaud était inconnu à Mlle Masseret. Elle n'était pas bégueule. Elle savait, cette fermière, qu'on ne conduit pas un bélier comme un mouton. Mais, pensait-elle, ces choses-là ne concernent pas les vieilles filles. Les hommes sont « comme ça ». Ils n'attachent pas plus d'importance à leurs grossiers plaisirs qu'à ces dîners où la bête se contente par des nourritures faisandées et des vins puissants, oubliés après la digestion ou l'indigestion. Les hommes sont « comme ça », excepté ceux qui ont une foi vive, ou une noble idée de l'amour. Bien entendu, Jean-Claude, sans être un ange, n'était pas « comme ça ».

Sûrement, Jules Rufaud s'était fourré dans un marécage. Que craignait-il ? Un chantage ?... Une naissance indésirable ? La vindicte des lois ?... Toute sa vie dépendait de... quoi ? Du conseil qu'il attendait. Pourquoi, dans une affaire « délicate et grave », s'adressait-il à Mlle Masseret ? Parce qu'elle avait recueilli Fancy, parce qu'elle était pitoyable aux pécheurs et aux pécheresses, croyait-on qu'elle barbotât, sans déplaisir, dans les saletés ?

« Les hommes sont dégoûtants », se dit-elle, et la réprobation se peignit sur son visage.

Rufaud s'en aperçut :

— Si vous ne m'aidez pas, je ne saurai jamais parler. Tant pis ! Je saute le fossé. Vous n'avez pas connu ma défunte, mademoiselle Masseret. Elle était de mon rang, toute simple, et avec du cœur. A son lit de mort, elle m'a dit : « Jules, tu as été un bon mari. » Et elle m'a dit encore : « Jules, remarie-toi. » Parce qu'elle connaissait la vie et qu'elle me connaissait. Seulement, pour me remarier, j'étais trop vieux ou trop jeune. J'avais, avec toute ma douleur, envie d'être libre... Et j'ai usé de ma liberté. Voilà ! Maintenant, j'ai cinquante-trois ans, de la force et de la santé à revendre, une affaire qui marche malgré la crise, une jolie fortune, d'honnêtes ambitions. Je veux me ranger, vieillir proprement, quoi !

Mlle Masseret, soulagée, fut un peu honteuse des imaginations qu'elle avait eues.

— Je comprends ! vous voulez vous marier. Eh bien ! mon cher monsieur Rufaud, c'est une intention très honorable. L'âge mûr, — le nôtre, — c'est la saison de la sagesse.

Rassuré par cette aménité, il avança son fauteuil.

— C'est la saison où les folies sont irréparables, et un homme seul n'est jamais sûr que certains entraînements... Vous ne savez pas ce que c'est, heureusement pour vous. Vous êtes...

Il agita ses doigts en l'air.

— ... tellement au-dessus du commun !

— Bref, vous voulez que je vous cherche une femme. Il fallait le dire. Ce n'est pas offensant. C'est une marque de confiance. Mais je vis très retirée, et je ne vois personne qui...

— Les femmes ne manquent pas, dit-il en se rapprochant encore. Il y en a, pas bien loin, qui accepteraient de devenir Mme Rufaud. Je suis difficile parce que je veux faire beaucoup pour la personne qui m'acceptera. Je veux qu'elle soit heureuse. Je la laisserai maîtresse de tout dans la maison. Elle aura une vie de société bien agréable. Nous recevrons ce qu'il y a de mieux dans le département comme grands industriels, propriétaires, hommes politiques, et même des nobles, si ma femme y tient, car elle sera d'un bon milieu, d'une famille bien posée, et elle saura comment on attire le monde, par des manières excellentes et une aimable conversation. Je ne lui demande pas de l'amour (ce serait grotesque, à mon âge, avec ma tournure et mon poil gris). De l'amitié, de l'affection. Une solide affection, c'est si beau ! Ça m'a toujours manqué depuis la mort de ma défunte, et l'argent procure tout, excepté ça. Je ne veux pas d'une espèce de gouvernante de curé, qui me ferait des petits plats et soignerait mes rhumatismes, et je ne veux pas non plus d'une petite fille. La jeunesse est égoïste ; elle est méchante. Jules Rufaud, vieux mari jaloux et trompé ! Merci bien. Ce qu'il me faut, c'est une compagne que j'estime, que j'admire, une femme... comme vous, mademoiselle Masseret. Là ! J'ai dit. Si vous êtes fâchée, pardonnez-moi, et surtout, oui, surtout, ne répondez pas tout de suite...

Antoinette était sans voix. Ce gros papetier barbu, aux mains pareilles à des côtes de bœuf !

Il répéta : — Ne répondez pas tout de suite.

Il était si ému qu'elle en eut pitié, et, le regardant droit dans les yeux, en femme franche :

— Mon cher monsieur, je ne suis pas fâchée ; pourquoi le serais-je ? Vous avez parlé loyalement. Je ferai de même. Je ne suis pas mariable. J'ai des manies de vieille fille, l'habitude de l'indépendance, des sentiments religieux que vous ne partagez pas...

— Vous seriez libre absolument. Je respecterais...

— Si j'avais dû me marier, je n'aurais épousé qu'un catholique pratiquant. J'ai préféré le célibat, parce que ma vie ne m'appartenait pas. Je l'avais donnée à mon frère.

Rufaud eut un mouvement d'épaules et sa bouche se crispa sous sa moustache démodée.

— Vous avez donné votre vie à votre frère, mais lui, ne vous a pas donné la sienne. Il ira de son côté. Les jeunes ne se sont jamais embarrassés des vieux. C'est naturel. Vous resterez seule, plus seule que vous n'êtes, quand votre frère aura fait son choix. Vous aurez sur les bras la charge de l'Espinouse. Qui vous aidera ? Une femme a toujours besoin d'être protégée. Je sais ça. Je connais le sexe. Si vous aviez près de vous, dans votre vieillesse, un homme...

— Laissons cela, monsieur Rufaud.

Il se leva, et elle le sentit si chagrin qu'elle regretta d'avoir parlé sec.

— Nous sommes bons amis, nous resterons bons amis. Je vous le promets et je souhaite que vous trouviez la femme que vous méritez...

— Non, mademoiselle Masseret, je n'espère pas la trouver. C'est fini. J'ai visé trop haut, voilà tout. Gardez-moi le secret. Si l'on savait que j'ai osé... cela ferait rire les gens qui ne m'aiment pas. Et il y en a !

Elle lui dit des paroles réconfortantes, mais il avait hâte de s'en aller.

Sur le chemin qui descend de l'Espinouse à Combrière-Neuf en traversant Combrière-Vieux, la voiture tâtait le brouillard qui l'enveloppait et semblait marcher avec elle. Il fondait en gouttelettes sur le pare-brise, émoussait les rayons des phares et soudain, à des virages, enfantait des fantômes : une charrette dont on n'avait pas vu le feu

trop faible, un paysan qui se rangeait contre un talus.

Jules Rufaud s'interpellait à haute voix, mêlant le patois au français : « Qu'as-tu fait, *bougri de fadar* ? » Il n'éprouvait pas de colère, parce que la colère c'est de l'amour, et qu'il n'était pas amoureux. Une orgueilleuse susceptibilité prolétarienne, cachée sous sa fierté, souffrait en lui, et il avait aussi une peine toute simple, un regret qui lui faisait mal.

« C'est à cause du frère... Elle se garde pour lui qui se f... bien d'elle. Il ne m'est jamais « revenu », ce garçon-là... Un feignant, un raté ! »

Il résistait à la tentation de la vitesse qui engourdit le chagrin. Il pensait à la soirée qu'il passerait, trop seul, dans sa belle maison, meublée par un tapissier de Limoges. Il avait rêvé d'y voir Mlle Masseret, riche, heureuse, entourée, tenant un rôle à sa taille, préparant avec lui sa candidature aux prochaines élections. Elle eût été l'amie, celle qui n'a pas besoin d'être belle et jeune, qui est douce à l'homme vieillissant, et qui défend contre lui-même l'homme tenté. Des femmes, pour s'amuser, on en trouve, mais une Antoinette Masseret, il n'y en a qu'une...

« Cré nom... »

Il jura épouvantablement et l'auto fit une embardée. Rufaud entendit un petit cri. Il freina, s'arrêta.

Le double rayon vaporisé des phares frisant l'ormeau et la stèle des Morts, se diluait, au bout du capot. Une femme s'était jetée de côté, évitant tout juste le choc. Rufaud faillit l'injurier : « Pouviez pas faire attention, espèce d'idiote ! » mais il la reconnut et passa sa tête par la portière dont la glace était baissée.

— Camille ! J'ai failli vous renverser. Pas de mal ? »

— Non, monsieur Rufaud. Aucun mal. Je ne voyais pas l'auto. Excusez-moi.

— Par ce brouillard, votre maman aurait dû vous défendre la promenade.

— Elle avait une lettre urgente à poster, recommandée. Je suis allée au bureau, pour que la lettre parte ce soir.

— Montez, je vous ramène. On ira lentement. Sacré brouillard !...

Elle se plaça près de lui. La voiture contourna l'ormeau, rentra dans la campagne invisible.

— Vous m'avez donné chaud, Camille. A quoi pensiez-vous donc ? A votre amoureux ?

— A rien.

— A rien ?... Menteuse ! Ce n'est pas un crime que d'avoir un amoureux. Vous êtes grande, maintenant. Dix-neuf ans ?

— Vingt et un.

— Chançarde ! Elle dit ça, comme si c'était tout simple, tout ordinaire d'avoir vingt et un ans.

Elle ne répondit pas. Plus sensible, plus intuitif que de coutume, parce qu'il était malheureux, il pensa :

« Pauvre gosse ! Elle s'assomme dans ce trou de Combrière. Il lui faudrait un mari. Je chercherai ça. Une femme pour moi, un mari pour elle, nous serions tous deux plus contents. Un ingénieur lui conviendrait. Un ingénieur à qui je ferais une situation. Mais elle n'a pas le sou. »

Elle se tenait bien droite, à côté de lui. Il voyait son profil pâle, entre la cloche de feutre marine et le col en fausse loutre du manteau. Pas jolie. Belle fille. Un peu lourde pour la mode du jour. Elle grossirait vers quarante ans. Blanche de peau. Des dents superbes, de grands yeux vert-brun à paillettes d'or. Pas bavarde. C'est rare, une fille qui sait se taire.

Le village industriel s'annonça par des lumières et des poteaux à un carrefour. Les maisons ouvrières, en parpaing ou en briques, s'éparpillaient dans un terrain nu, hérissé de clôtures en fil de fer. On devinait les longs vitrages lumineux de l'usine. L'auto s'engagea dans une ruelle, retrouva l'ombre, s'arrêta devant la grille d'un jardin.

Camille remercia M. Rufaud et descendit.

IV

Jean-Claude et Nathan Goldenberg arrivèrent à Combrière par le dernier train du soir. Gassin les attendait avec la voiture et les conduisit à l'Espinouse.

Antoinette Masseret était curieuse de connaître l'associé de son frère, et cependant elle mit dans son accueil une nuance de cérémonieuse froideur. Elle n'avait pas invité ce monsieur à venir passer le week-end chez elle. Jean-Claude l'avait annoncé, par dépêche, le matin de ce même jour. Mlle Mas-

seret n'était pas plus antisémite que le Pape : si elle n'avait jamais reçu de Juif, c'est qu'il n'y en a pas en Limousin. Celui-ci était Allemand, expulsé, malheureux. Il fallait lui être indulgente.

Elle s'était représenté ce M. Goldenberg comme une espèce d'Ahasvérus sordide, à nez crochu, à longue barbe, battu des vents de l'exil. Elle vit un correct gentleman, encore jeune, assez gros, le teint rose, le nez plus charnu que crochu. Elle pensa : « Il est peut-être errant, mais il a plus de cinq sous en poche. » Il se récria sur la beauté du pays, le charme de la vieille demeure « si sympathique » et la commodité du poêle alsacien du vestibule, que Mlle Masseret appelait son « chauffage central ». Elle lui montra sa chambre au premier étage, vaste pièce à boiseries, à alcôve, traversée de redoutables courants d'air. Il s'attendrit : « Si sympathique ! Ach ! si français ! Nous autres étrangers n'avons guère l'occasion d'être reçus dans vos maisons de famille. Et ces meubles ! Tous anciens ! » Son œil d'expert calculait la valeur des objets au moment qu'il en tirait un plaisir. Jean-Claude l'assura que cette chambre-glacière se réchaufferait un peu d'ici le coucher.

— Mon vieux Nathan, vous connaissez tout Paris, mais non la province française et ceci en est la quintessence.

— Si sympathique !

— Le cabinet de toilette est polaire et le lit est excellent. Cela ne vous gêne pas de dormir sous cette horrible image en chromo de la Sainte Vierge ?

— Ach ! dit Goldenberg, Marie est juive, fille de David. C'est nous qui vous l'avons donnée.

Antoinette ne souriait pas. Antoinette ne goûtait pas ce genre de discours. Elle aurait préféré être seule avec son frère pour lui dire ce qu'elle avait à lui dire. Elle était encore très irritée contre lui, mais elle s'inquiétait parce qu'il était maigre. Ces yeux gris enfoncés, ces rides légères aux coins de la bouche ! Que couvait-il ? La grippe, la rougeole, la fièvre typhoïde ? Elle eût voulu le faire mettre au lit, tout de suite, lui donner de la quinine et du lait chaud. Certainement, il préparait une maladie. Toute la rancune de la sœur aînée s'évapora.

Le dîner, improvisé avec des truites de la Combrière, des

conserves de cèpes et de foie gras, un poulet de la ferme, des fruits du fruitier et une *tome* de Brach, fut digne de la réputation de l'Espinouse. M. Goldenberg savait manger ; il savait boire ; il savait parler de ce qu'il mangeait et buvait. Son infatigable gentillesse dégela la cérémonie qui n'était pas naturelle à Mlle Masseret. Cet Allemand connaissait tous les trésors du Bas-Limousin : le tombeau de saint Étienne d'Obazine, le rétable de Naves, le buste reliquaire de Gimel, et la célèbre sainte Fortunade. Antoinette ne pouvait croire qu'il ne fût jamais venu dans le pays.

Tout en prenant le café, il raconta des souvenirs de ses voyages, et il assura son hôtesse qu'il n'avait jamais eu plus de plaisir que ce soir, dans cette cordiale intimité d'un foyer limousin. Il fit une allusion mélancolique à sa maison de Francfort qui était ancienne, elle aussi, et qui avait vu passer l'ancêtre des Rothschild. Mlle Masseret ne résistait pas à la douceur de compatir. M. Goldenberg lui parut un bien brave garçon, aussi intelligent et plus sensé que M. Géraud des Mazières.

Au moment de se retirer, il exprima le désir de visiter l'église, le lendemain matin. Il savait qu'elle contenait un beau rétable, une Pietà, un gisant. Mlle Masseret se récria. Il serait déçu. La Pietà était toute noire, et le gisant, l'homme sans visage, ressemblait à la mort.

— Ma sœur, dit Jean-Claude avec ce sourire aigu qui le vieillissait en marquant les rides précoces de ses joues, ma chère Antoinette, si peu artiste et si fervente catholique, oublie que les grands saints plaçaient des crânes dans leurs cellules, comme *Memento mori*.

Antoinette se récria :

— Je suis loin d'être une sainte. Je ne le serai jamais, s'il me faut contempler des crânes, à longueur de jour, mais cela n'est pas nécessaire. Chacun suit sa voie où Dieu le dirige. Les images de la mort ne m'édifient pas : elles me répugnent, comme les images de l'enfer et la description des vices. Ce qui me touche, ce qui m'excite à l'amour de Dieu, ce sont les belles choses qu'il a créées : la lumière, les fleurs, les jolis visages des enfants et des jeunes filles, et toute la nature, bien que je ne sois pas artiste, comme tu l'as dit.

J'aime la vie. Je chante avec joie le cantique des trois Hébreux dans la fournaise.

— Si je demeurais longtemps avec mademoiselle votre sœur, dit Goldenberg à Jean-Claude, je crois qu'elle me convertirait.

Les deux Masseret l'accompagnèrent jusqu'à sa porte, lui souhaitèrent la bonne nuit, et passèrent dans la chambre de Jean-Claude.

— Ton ami, ce monsieur juif, est très agréable, dit Antoinette. Je m'en faisais une idée tout autre. Maintenant, parlons de toi. Tu as petite mine. Tu es maigre. Cela me déplaît. Vois un médecin.

— Mon métier me fatigue. Je te l'ai expliqué. Tu ne m'as pas cru.

Elle posa sa main masculine sur la tête du jeune homme. Le contact des cheveux roux, déjà clairsemés, lui rappela l'enfance de Jean-Claude dont le souvenir l'attendrissait.

— Écoute, mon petit, je t'épargnerai les reproches que tu attends et que tu as mérités. Ta lettre m'a blessée. Je l'oublie. C'est toi qui t'en souviendras, pour la regretter.

Il répondit sèchement :

— C'est bien ta manière, Antoinette, de te fâcher en disant : « Je ne me fâche pas. »

— Je serai patiente. Je veux l'être, et je veux aussi te contenter. Je suis allée à Tulle. J'ai vu mon notaire. Je lui ai exposé notre désir de sortir de l'indivision en te donnant ta part d'héritage, et en gardant pour moi l'Espinouse... pour moi, c'est-à-dire pour toi, qui seras mon héritier. Mais il faut trouver un prêteur en première hypothèque. Le notaire a un client qui cherche, discrètement, un placement de ce genre. L'affaire s'arrangera d'ici la fin de l'année. Voilà ce que je voulais te dire, dès ce soir.

— Je te remercie, Toinon.

Elle avait envie de l'embrasser et n'osait pas. Il continua :

— Tu as reconnu que j'étais dans mon droit... Cela ne m'empêche pas d'être sensible à ton procédé affectueux. Ma chère sœur, es-tu bien sûre que tu ne déploreras pas d'avoir appesanti la charge que tu portes en conservant une propriété grevée d'une hypothèque ?

— Et toi, es-tu bien sûr que ta galerie de tableaux ne

te mènera pas à la ruine ? Si tu perds ce que tu as reçu, il restera pour nous deux ce qui dure : la terre.

— Comme tu y tiens, Antoinette ! Quelle passion !...

Il fit le sourire qu'elle n'aimait pas.

— Je croyais que la dévotion vous apprenait le détachement, mais tu es âpre comme une vraie paysanne. Et le plus bizarre, c'est que tu crois, sincèrement, travailler pour moi. La terre, la propriété, quand tu prononces ces mots, tes narines battent, tes yeux flambent. Quel spectacle curieux ! Je voudrais savoir ce qu'en pense ton confesseur, ma bonne Antoinette.

— Tais-toi, dit-elle, tu veux me blesser. Tes ridicules petites pointes ne portent pas. Pourquoi fais-tu semblant d'être méchant ? C'est une affectation insupportable. Je n'en suis pas dupe, mais... cela me peine un peu, surtout ce soir.

Il l'embrassa, sans tendresse, et elle le quitta.

Bien avant l'aube, elle s'éveilla d'un sommeil entrecoupé. Elle s'agitait, soupirait. Sa poitrine était resserrée par l'étau d'un cauchemar dont elle ne se rappelait plus la forme. Elle s'assit dans son lit, alluma sa lampe, et bien accotée à ses oreillers, sa grande tresse noire ramenée en avant sur le plastron festonné de sa chemise de finette à petit col et à longues manches, elle essaya d'apaiser, en lisant, le trouble de son esprit. Sur sa table de chevet elle avait toujours un ouvrage de piété : l'*Imitation* ou l'*Introduction à la vie dévote*, les *Méditations* de Bossuet ou l'*Évangile* commenté par Dom Delatte, abbé de Solesmes. Mais sa pensée s'évaguait. Elle se rappela d'autres nuits qui avaient suivi des conversations avec Jean-Claude, où elle avait senti comme un aiguillon de guêpe brisé dans la piqûre. Ce malaise du corps et de l'âme, ce doute sur soi, cette appréhension... « Jean-Claude, songea-t-elle, détruit ma paix. Je l'aime jusqu'à la faiblesse. Je lui pardonne ses duretés, ses irrévérences. Je fais crédit à son cœur. Il est si jeune ! Mais il détruit ma paix, peut-être parce que la sienne est détruite. Il doit souffrir, quand il ricane... » Elle l'entendait dire : « Quelle passion ! » « Mon Dieu, aurait-il raison ? La terre et les fruits de la terre, ce petit peuple de serviteurs et d'animaux, ces objets inani-

més, — la part de Marthe ! — est-ce un poids qui me tire en bas et me détourne des biens éternels ? Ai-je oublié dans les soins quotidiens de la vie qu'une seule chose est nécessaire, et faut-il que Jean-Claude m'en fasse souvenir ? » Elle fit son examen de conscience et son trouble s'en accrut. « Je n'y vois plus clair. Tout ce qui me paraissait tellement simple, sous le regard paternel de Dieu, se complique et s'obscurcit. J'en parlerai à l'abbé Privat. Il connaît cette angoisse. Il comprendra. »

La pensée de l'humble prêtre, son ami, adoucit l'âcreté du venin. La piqûre cessa de brûler.

Il était cinq heures et demie. Nuit noire. La gelée mordait les jardins. Le vieux village reposait autour de l'ormeau et de l'église : le village neuf dormait autour de l'usine, monstre assoupi. Seuls veillaient quelque malade, quelque vieillard, quelque mère obsédée par son nourrisson, et Mlle Masseret à l'Espinouse. Cependant, l'abbé Privat, levé avant tous, disait son office pour les brebis perdues et pour les brebis fidèles, pour les vivants et pour les morts, et pour tous ceux qui sont des morts vivants.

Mlle Masseret croyait voir cette prière monter dans les ténèbres, comme la flamme d'un feu de berger allumé sur la hauteur, et elle y réchauffait, de loin, son âme grelottante.

MARCELLE TINAYRE.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

FOCH

ESSAI PSYCHOLOGIQUE

Le président André Tardieu prépare la publication de souvenirs sur le maréchal Foch, dans l'intimité duquel il a vécu le début de la guerre.

A ces souvenirs l'auteur se propose d'ajouter, comme introduction, ce remarquable essai d'analyse psychologique dont la Revue *est heureuse d'offrir à ses lecteurs la primeur.*

Il sortait d'une forte race de tisseurs et de drapiers du Comminges ; d'une race commerçante, mais qui tenait au sol par ses racines et qui avait toujours vécu dans sa maison.

Son père, fonctionnaire de l'Empire, l'envoya, quand il eut l'âge, au Collège des Jésuites de Metz, pour y faire ses mathématiques spéciales. Le premier spectacle qui s'offrit à ses yeux fut celui de l'invasion. Il s'engagea tout de suite dans l'infanterie. Mais la guerre finit par la défaite, avant qu'il eût achevé ses classes.

Je l'ai connu, trente-cinq ans plus tard, par un autre officier d'artillerie, le noble et charmant Patrice Mahon, l'admirable Art Roe, de *Pingot et moi*, que des uhlans devaient abattre, à coups de sabre, en août 1914, sur ses pièces.

Foch, alors colonel, était, en ces années 1905, chef d'état-major du corps d'armée d'Orléans, où Mahon commandait une batterie. Entre Foch, rigoureux et net, et Mahon, intuitif, un peu flou, agité de grands rêves intellectuels, l'âme inquiète, il y avait à la fois contraste et complément.

Je les aimais bien tous les deux. Je n'avais pas encore trente ans. Et la vie, qui m'avait souri, me portait à trouver

que tout était simple. Je ne croyais qu'aux joies de l'amitié partagée.

Souvent, le dimanche matin, je prenais le Sud-Express. Mahon venait m'attendre aux Aubrais, dans un petit tapecul dont le cheval se couchait et nous versait, quand il passait devant le quartier d'artillerie, où était son écurie. Nous retrouvions, pour déjeuner chez les Mahon, dont le ménage était délicieusement accueillant, le colonel et Mme Foch. J'ose dire que la conversation n'y chômait point.

Ce colonel, à l'œil clair, aux gestes brusques, aux manières discrètement élégantes, et qui paraissait, dans sa parfaite simplicité, plus haut que sa taille, m'inspira tout de suite du respect, parce que je savais qu'on l'avait fait souffrir injustement.

Je savais que, en 1901, on lui avait retiré, pour prétextes politiques, la chaire de l'École de guerre, où venait de s'affirmer son génie créateur. Et, dans cette disgrâce inique, j'admirais sa sérénité, son sourire, son humour, son silence sur les hommes, sa passion pour les idées, la paix de son âme et de sa pensée.

Quelques mois passèrent qui l'amenèrent dans un bureau du ministère de la Guerre. Un jour de 1906, Clemenceau, devenu, à plus de soixante ans, chef du gouvernement, me dit :

— Ma police m'assure que vous connaissez bien cet artilleur de droite que l'on nomme Foch ?

— Oui ! Pourquoi ?

— Parce qu'on m'a dit (Clemenceau ne livrait jamais ses sources) qu'il est seul capable de diriger l'École de guerre, d'où on l'a fait sortir, il y a quelque temps, et de nous préparer la victoire.

— C'est tout à fait mon avis.

— Alors, si c'est votre avis, amenez-le-moi !

— Ce n'est pas mon affaire. Il est en service au ministère. Faites-le convoquer ! Il obéira.

— Il ne s'agit pas d'obéissance. Je ne veux pas le faire appeler par les bureaux. Puisque c'est votre ami, amenez-le-moi ! Visite privée. C'est compris ?

Foch reçut mal le message dont j'étais porteur. Il n'aimait pas les gens de gauche, et Clemenceau moins que les autres.

Je lui fis valoir qu'il s'agissait d'un intérêt public ; que

nul n'était plus propre que lui à diriger l'École de guerre et que cette direction, en ses mains, valait bien, à tout prendre, sinon une messe, comme disait Henri IV, du moins une visite.

Il se laissa convaincre. Je le mis dans le taxi qui m'attendait à la porte du boulevard Saint-Germain. Nous fûmes ainsi à l'Intérieur où, comme de juste, désireux de ne point mêler un tiers à cette rencontre, je le laissai entrer seul chez Clemenceau.

Les biographes de Foch ont conté cette entrevue. Le seul mérite de mon récit est d'avoir été recueilli de sa bouche même, quand je le réembarquai dans mon taxi, à l'instant où il quittait le cabinet de Clemenceau.

— Asseyez-vous, général ! Je pense à vous confier l'École de guerre.

— J'y enseignais, monsieur le Président. On m'en a fait partir.

— On a eu tort, peut-être. En tout cas, mon offre est ferme.

— Ignorez-vous que je suis étiqueté clérical ?

— Je m'en f...

— Ignorez-vous que j'ai un frère qui est jésuite ?

— Je vous répète que je m'en f...

— Alors ?

— Alors ? Vous êtes nommé. Je vais prévenir Picquart.

Que de fois, depuis lors, j'ai revu Foch ! Je l'ai revu à l'École militaire. Je l'ai revu à Nancy, dans ce Palais du Gouvernement où les fifres de Manteuffel avaient irrité sa jeunesse, quand il reprit, dans la seconde capitale lorraine, ses études interrompues par la guerre. Je l'ai revu, dans une intimité quotidienne, d'août à décembre 1914 ; ensuite dans tous ses quartiers généraux.

Dès ce moment, sa vie appartenait à l'histoire. Chef du 20e corps, au début des hostilités ; chef de la 9e armée, à la Marne ; chef des armées du Nord, d'octobre 1914 à décembre 1916 ; chef du groupe d'armées de réserve en 1917 ; chef d'état-major général, la même année ; président du Comité militaire interallié ; chargé de coordonner les opérations de la coalition en février et mars 1918 ; commandant en chef en avril ; vainqueur en novembre ; maréchal de France et d'Angleterre.

Nul ne peut contester que cet homme ait été le plus grand général que le monde ait connu depuis Napoléon. Avant de le laisser parler, à travers mes souvenirs, je voudrais tenter ici de l'expliquer, tel que je l'ai, vingt-cinq ans durant, vu, observé, étudié (1).

LE CARTÉSIEN

C'était un grand cartésien. J'entends par là qu'il avait foi dans la raison humaine : dans ce que l'ancêtre appelait le bon sens et disait être la chose du monde la mieux partagée. Lisez, pour vous en convaincre, ses livres, qui sont magnifiques de rectitude logique. Et, aussi, regardez son œuvre, qui est pareille.

Il était convaincu, jusqu'aux profondeurs de son être, que l'homme a reçu le pouvoir de dominer la matière. Il disait :

— Un seul critérium : la raison. Il s'agit d'appliquer des vérités générales à des cas particuliers.

Il ajoutait :

— Nous avons des cerveaux. C'est pour les faire travailler. Apprenez à penser. On ne naît ni instruit, ni musclé... Ne dites pas que le problème est difficile. S'il n'était pas difficile, ce ne serait pas un problème.

« Pour faire travailler le cerveau, un seul instrument : l'étude.

« Le savoir est à la portée de tous ceux qui le cherchent. A la base de toute formation, il y a l'analyse des faits et l'étude de l'histoire. C'est la seule façon de dominer les événements. Les qualités du caractère sont les premières. Mais où peut conduire l'énergie, si l'on n'est pas assez instruit ? »

Il citait volontiers ce mot de Napoléon : « On n'apprend pas dans la grammaire à composer un chant de *l'Iliade* ou une tragédie de Corneille. Cela n'empêche pas qu'il est nécessaire d'apprendre la grammaire. »

(1) On pourra consulter sur cet essai, les ouvrages suivants : Maréchal Foch : *De la conduite de la guerre* (Berger-Levrault, 1933) ; Maréchal Foch : *Des principes de la guerre* (Berger-Levrault, 1931) ; Maréchal Foch : *Éloge de Napoléon* (Berger-Levrault, 1921) ; Maréchal Foch : *Mémoires* (Plon, 1931) ; Raymond Poincaré : *Discours pour la Réception du maréchal Foch à l'Académie française* (Berger-Levrault, 1920) ; Commandant Grasset : *Préceptes et jugements du maréchal Foch* (Berger-Levrault, 1929) ; Baron André de Maricourt : *Foch* (Berger-Levrault, 1920).

L'étude des sciences ne lui semblait pas suffisante à la formation de l'homme de guerre. Il exigeait plus :

— Le propre des études de lettres, de philosophie et d'histoire est, avant tout, en quittant le monde de l'observation, de faire naître et de créer des idées sur le monde vivant ; par là, d'assouplir et d'élargir l'intelligence ; au total, de la maintenir en éveil, active et féconde, en présence du domaine de l'indéfini, qu'ouvre la vie.

Et il ajoutait :

— A mesure que s'étend le domaine de la guerre, l'esprit de ceux qui la font doit s'élargir... Les troupes sont, en temps de paix, la partie jeune et virile de la nation ; en temps de guerre, la nation armée... Comment, sans une constante communication avec l'esprit qui anime le pays, le chef pourrait-il exploiter de pareilles ressources ?

Le but, souvent précisé par Foch, est, en effet, de rendre possible, en toute occasion, une décision automatique fondée en raison :

— La réalité du champ de bataille s'oppose à la réflexion. On fait ce qu'on peut pour appliquer ce qu'on sait. Dès lors, pour y pourvoir un peu, il faut savoir beaucoup et bien... Il faut créer l'art d'agir rationnellement, sans réfléchir.

« Pour cela, l'étude, et l'étude seule. Il n'y a que l'étude qui permette de « repousser les limites de l'inconnu ». Or, en stratégie, comme en toute affaire, « le saut dans l'inconnu est l'inverse du bien fondé ». Le cerveau, qui raisonne, doit primer l'imagination, qui suppose.

« Un des grands dangers de la guerre, c'est l'ordre basé sur une hypothèse.

« Au bref, il y a des principes permanents. Qui a su les assimiler est prêt à l'action spontanée. De même que, quelle que soit la nature de la construction, les principes de la mécanique régissent l'architecture, de même les principes de la guerre sont invariables. »

Tout juste joignait-il à cet axiome une addition empruntée à Dragomiroff : « Les principes de la guerre sont à la portée des intelligences les plus ordinaires. Mais cela ne signifie pas que tout le monde soit en état de les appliquer. »

De là résulte sa haute et dominatrice conception du commandement, de ses devoirs, de ses droits et de ses responsabilités.

Cette conception se retrouve, exprimée ou implicite, à chaque page de ses livres. Ce sont les chefs, Alexandre, Annibal, Turenne, Frédéric, Napoléon, — et non pas les troupes, — qui gagnent les batailles. C'est dans les quartiers généraux qu'est la clef de l'histoire militaire. Sans commandement, pas de bataille et pas de victoire possible.

L'histoire, ici encore, est là pour témoigner. Le commandement prussien de 1813, ayant étudié les campagnes de Napoléon, les avait comprises. Il en avait dégagé la notion d'attaque décisive. Il avait « usiné » les idées françaises sur la guerre de masses. La victoire l'en a payé.

De même, et pour la même raison, la Prusse, qui n'a pas fait la guerre depuis quarante ans, sera victorieuse en 1866 et en 1870. Les régiments prussiens ne s'étaient pas battus depuis 1815. Mais leurs chefs leur avaient enseigné une guerre, qu'ils n'avaient point faite. Autrichiens et Français l'avaient faite, au contraire, mais sans y rien comprendre.

— L'armée du Second Empire avait perdu la notion de la grande guerre, à la suite d'expéditions heureuses hors d'Europe et après une facile campagne d'Italie, à buts et à moyens restreints.

Foch, qui pense qu'un général en chef est un compositeur et un conducteur d'orchestre, s'incline, ici encore, devant la raison. Il écrit que, si les armées françaises de 1870 eussent été commandées par les généraux prussiens de l'époque, leurs défaites seraient devenues des victoires.

Ce commandement, Foch le veut effectif. Quand, à Doullens, on le lui a donné incomplet, il ne s'en est pas satisfait. Il l'a amélioré à Beauvais et, quinze jours après Beauvais, il était commandant en chef. Il n'a pas accepté de rester, comme Moltke en 1870, un simple chef d'état-major. Il voulait, à la manière de Napoléon, pouvoir imposer à ses subordonnés des allures foudroyantes.

Ce commandement effectif doit être un commandement clair. Foch a dit bien souvent :

— Commander n'a jamais signifié être mystérieux. Quand on veut s'entendre, on doit se parler ou s'écrire.

Le silence et le laconisme ne suffisent au commandement que là où il n'y a rien à demander à l'esprit des subordonnés. Or, la paresse de l'esprit mène à l'indiscipline.

Il a du commandement une conception autoritaire, mais, en même temps, didactique, explicative et humaine. Il enseigne :

— Commander, c'est communiquer aux exécutants la pensée qui anime la direction. Pour qu'il y ait ensemble, il faut qu'il y ait entente, consultation et soumission du subordonné à une direction supérieure, qui ne se borne pas à faire des plans, mais qui, à l'inverse de Moltke en 1870, commande effectivement. Il faut que le commandement supérieur ait des auxiliaires énergiques, pénétrés de sa pensée, et non pas de simples pions.

Et tout cela se résume dans cette magnifique formule :

— Liberté d'action pour obéir.

Est-il besoin d'ajouter que cette formule est plus nécessaire que jamais dans la guerre moderne, où l'extension des fronts et des moyens impose au commandement une tâche illimitée ?

* * *

Ainsi se prépare la conception de la bataille, dont l'âme est la manœuvre, conçue par la raison, — la raison en action, qui est la reine des batailles. Le contraire, exactement, du jeu rectiligne, où se plaisaient, sans se faire grand mal, les armées du XVIIIe siècle.

La bataille de manœuvre est, par définition, une bataille offensive, donc raisonnée. Rectiligne, la bataille est nécessairement défensive et, même si elle ne tourne pas à l'échec, elle ne résout rien. Au contraire, l'offensive manœuvrière a raison de toutes les résistances.

— Une bataille défensive gagnée n'est qu'une partie à recommencer. Une manœuvre offensive, qui réussit, peut finir la guerre.

Napoléon avait dit dans le même sens :

— Il y a, en Europe, beaucoup de bons généraux. Mais ils voient trop de choses. Moi, je n'en vois qu'une : ce sont les masses.

Et Foch conclut :

— La victoire est aux armées qui manœuvrent, c'est-à-dire aux plus instruites.

Le grand reproche qu'il faisait au général de Miribel, dont il reconnaissait les hautes facultés, était de n'avoir préparé, quand Gambetta le nomma chef de l'État-major général, qu'une campagne défensive, et non pas cette reprise du mouvement en avant, sans laquelle il n'y a pas de victoire.

La tactique du champ de bataille est la tactique du mouvement, de même que le mouvement est la loi de la stratégie. Cette loi s'applique tout le temps, soit qu'on recherche les forces ennemies, soit qu'on réunisse les siennes propres pour exécuter la bataille.

Cela suppose un plan, avec des efforts combinés et successifs, et une répartition de forces correspondantes. La bataille parallèle résulte d'une absence totale de notions sur la conduite de la guerre.

Les généraux autrichiens opposés à Bonaparte prononçaient qu'il n'était pas possible de méconnaître, comme ce petit général, les principes les plus élémentaires de l'art de la guerre. N'empêche que, en manœuvrant, le petit général les battait.

Il s'agit, ici encore, de raisonner. La formule « taper dur et taper dans le tas » ne contient pas toute la guerre, au moins pour le haut commandement ; il faut aussi taper ensemble. Porter ses yeux dans la direction intéressante ; tendre ses bras dans la direction dangereuse ; maintenir libre le mouvement du gros pour frapper dans la direction choisie, voilà la bataille de manœuvre : préparation, masse, impulsion.

— Notre armée de 1914 avait un esprit d'offensive qui, à force d'être accentué et généralisé, allait devenir exclusif et conduire trop souvent à une tactique aveugle et brutale, par là dangereuse, comme aussi à une stratégie uniforme, facilement stérile, impuissante et coûteuse... Notre doctrine de la guerre était trop courte, en se limitant, pour tout, à une magnifique formule d'offensive par trop exclusive.

Dans la bataille de manœuvre, il ne s'agit pas d'être vainqueur partout : il s'agit de l'être en un point. Il ne suffit pas non plus, bien que ce soit le premier devoir, de chercher, pour la battre, la principale armée ennemie. Il faut aussi

trouver le point où elle peut être battue et y amener les forces nécessaires.

— Faire le nombre au point d'attaque et être, à ce point, toujours le plus fort : c'est ce que Foch appelle l'économie des forces.

Une fois « le nombre fait », des coups redoublés, des attaques concentriques, une exploitation à fond. Ce sera Wattignies. Ce sera Marengo. Ce sera Ulm. Ce sera Iéna. Ce sera la victoire.

Rappelez-vous, — Foch en parlait souvent, — les propos de Bonaparte à Moreau, à leur première rencontre :

— Lorsque, avec de moindres forces, j'étais en présence d'une grande armée, alors groupant avec rapidité la mienne, je tombais, comme la foudre, sur une de ses ailes et je la culbutais.

« Je profitais ensuite du désordre que cette manœuvre ne manquait jamais de mettre dans l'armée ennemie pour l'attaquer dans une autre partie, toujours avec toutes mes forces. Et je la battais en détail.

« Ainsi la victoire était toujours (en un point donné) le triomphe du grand nombre sur le petit. »

Foch était imprégné jusqu'aux moelles de cette méthode napoléonienne, où il voyait « l'acte de guerre dans son essence ». Déverser, à un certain moment, sur un certain point, des forces supérieures ; substituer la convergence localisée de ces forces à leur émiettement en consacrant un maximum à l'attaque principale et un minimum aux autres, — mais en les liant toutes ensemble, — voilà la guerre de Foch, celle qu'il a enseignée et celle qu'il a gagnée.

Pour la même raison, Foch estimait que les offensives locales n'ont d'intérêt que si elles sont systématisées, préparées, élargies, répétées. Pour la même raison, il avait horreur de la guerre de tranchées, parce qu'elle exclut la surprise stratégique.

A aucun moment de la dernière guerre, où j'ai constamment connu sa pensée, il n'a eu foi dans les trouées, où nous avons perdu tant de temps et tant d'hommes. Quand, maître de l'ensemble en 1918, il préparera à Bombon sa grande attaque, il attendra d'avoir, en effectifs et en matériel, la possibilité d'attaquer partout pour pouvoir manœuvrer.

— Il faut, disait-il, former le marteau à sa main pour choisir, sur le vaste horizon, l'objectif décisif.

Quand il était face à ses tableaux d'effectifs, il tenait compte, d'abord, du nombre. Mais il méditait, du matin au soir, sur l'emploi de ce nombre qu'éclairaient pour lui les données de l'histoire militaire.

Et j'ose dire qu'à ce moment, avant le premier ordre donné, il avait déjà conçu l'ensemble. Il disait, comme Napoléon :

— Je ne désire rien tant qu'une grande bataille.

Cette grande bataille et le gain de cette bataille ne sont pas et ne peuvent pas être un total de résultats distincts et partiels, mais une résultante. Et cette résultante elle-même est et ne peut être que le fruit de la raison. La doctrine, ici, se rencontre avec l'action. Les livres et les actes concordent. Il s'agit de dominer les ensembles par un continuel effort de l'esprit.

— Comment j'ai gagné cette guerre ? répondait Foch à un ami. En ne m'excitant pas ; en ramenant tout au simple ; en réservant toutes mes forces pour être tout à ma tâche.

LE RÉALISTE

Un de ses professeurs disait de lui : « Esprit géométrique ; a l'étoffe d'un polytechnicien. »

Foch fut reçu, en effet, à la grande école. Ce n'en fut pas moins, à la guerre, le plus réaliste des chefs.

Il appliquait ainsi la méthode cartésienne dans sa plénitude et contrôlait, à chaque pas, par l'expérience, les données de la raison.

J'ai mille fois vu Foch regarder ses cartes. Quand son crayon en suivait les contours, on eût dit que, si vaste fût-il, le champ de bataille jaillissait sous ses yeux. Son imagination illuminait le terrain.

Sur ce terrain, qu'il ne faut aborder qu'avec le bagage de l'étude antérieure, le premier devoir est de savoir où l'on est et à qui l'on a affaire. C'est pourquoi la bataille de manœuvre, conçue par la raison, devra, avant de s'engager, être complètement « éclairée ».

Une stratégie, qui vit de raisonnement et néglige la connaissance expérimentale de la vérité, est vouée, tôt ou tard, à la faillite. La connaissance du réel est la première condition de la victoire.

Relisez, à cette occasion, ses récits des batailles de Napoléon. Il y démontre, avec une merveilleuse limpidité, que, si le « petit tondu » a tant de fois gagné, c'est qu'il s'éclairait toujours minutieusement. Les avant-gardes et reconnaissances d'avant-garde de l'Empereur étaient son grand secret. C'est par elles qu'il a triomphé à Iéna d'une armée prussienne, qui rééditait la bataille rectiligne de Rossbach, sans se douter du point où elle serait manœuvrée. Les Prussiens d'alors vivaient dans l'hypothèse ; Napoléon dans la certitude.

De même, cinquante-cinq ans après, c'est faute de s'éclairer et de se renseigner que Moltke, en 1870, mènera ses armées de surprise en surprise, — ce qui eût dû lui coûter cher sans la passivité totale et criminelle du commandement français de l'époque.

N'allez pas croire, comme von der Goltz, qu'il suffit de se représenter « les dispositions rationnelles de l'adversaire ». Sur le terrain, rien ne vaut le renseignement. Et Foch, qui ne chassait pas à courre, illustre ainsi sa pensée :

— Ne sonnez pas l'hallali avant d'avoir lancé la bête.

Il voit tout cela le plus tranquillement du monde et c'est par une comparaison familière qu'il se résume :

— L'avant-garde, c'est le bras tendu, dont on se sert quand on marche, la nuit, dans sa chambre... L'engagement du combat rappelle la lutte entre deux aveugles, entre deux adversaires, qui se cherchent, mais ne se voient pas.

Avoir réfléchi ? Bien entendu ! Que la décision soit la fleur éclatante des méditations antérieures ? D'accord ! N'empêche que, sur le terrain, il faut, après s'être éclairé, savoir changer ce qu'on avait médité.

***

Cet homme, qui, de si loin, préparait ses ordres, n'a jamais hésité à les modifier.

Je le revois, en septembre 1914, dans sa manœuvre, si terriblement risquée, sur Fère-Champenoise. Se servira-t-il,

pour cette manœuvre, de la 42e division de Grossetti ou du 9e corps de Dubois ? Il n'en sait rien. Et c'est Dieu qui décidera lequel des deux entrera le premier dans le flanc allemand.

Je le revois, à Doullens, au mois d'octobre suivant. Il est venu pour une bataille offensive qu'il ne pourra pas livrer. Il engagera, tout aussitôt, une bataille défensive, l'inverse de l'autre. Et il la gagnera.

Je le revois, à Cassel, le même mois, enlevant une nuit des camions aux Anglais ; leur donnant, la nuit suivante, l'effectif d'une division française, improvisant sur le malheur et prenant, tout entier, ce risque que les adversaires de Napoléon ne prenaient jamais. Dès qu'on se bat, la rigidité de la conception s'assouplit. On profitera des circonstances :

— Mon centre cède. J'attaque de flanc.

C'est la formule de la « poche », que Foch a appliquée, en très grand, dans la campagne finale de 1918 et qui n'était que le mariage de la doctrine formée par l'étude avec la réalité révélée par les reconnaissances.

Qu'est-ce à dire, sinon que ce cartésien intégral a le respect du fait ? Si les principes de la guerre sont généraux, tous les cas de la guerre sont particuliers. La bataille engagée, Foch est dans l'état d'esprit du chasseur qui sait, d'instinct, comment tirer, suivant la direction où s'envole le gibier. Écoutez ce professeur, quand il est sur le terrain :

— Les théories ne font pas les grands hommes. Mais elles forment les chefs habiles qui ont la conviction, la confiance et la faculté des décisions éclairées... Les théories ne fournissent pas de recettes qui produisent des chefs-d'œuvre comme Austerlitz...

« Il faut être étranger à toute notion d'art militaire pour croire qu'une campagne peut être l'exécution d'un plan arrêté, tout entier, d'avance...

« La stratégie est un système d'expédients : le savoir transporté dans la vie réelle...

« On a tort de vouloir faire de la guerre une science exacte en oubliant sa nature de drame effrayant et passionné...

« Il n'y a pas plus de science de la guerre qu'il n'y a une science de la musique, de la poésie et de la peinture.

Lui, qui avait écrit de si beaux livres, il disait à ses élèves :

— Bien peu de livres sur la guerre valent la peine d'être lus.

Et il rappelait ce mot du général de Verdy du Vernois, en 1866 :

— Au diable l'histoire et les principes ! Après tout, de quoi s'agit-il ?

Pareillement, Napoléon, quand on lui faisait de la théorie, demandait avec dédain :

— Me prenez-vous pour Moreau ?

* * *

Le réalisme de Foch était d'une infinie souplesse et s'appliquait à tout.

Cet homme, qui à la Marne avait déjà soixante-trois ans, s'est adapté, jusqu'au bout, à toutes les nécessités de la guerre moderne. Encore qu'il répétât que le fond du tableau restait le même, je l'ai vu tenir le compte le plus minutieux de ce qui, dans le tableau, était neuf.

S'agit-il de la distance, fait inédit des guerres d'aujourd'hui ? Il explique qu'on ne peut rien contre elle et que l'attaque, partant désormais de plus loin qu'autrefois, devra, dans une avance plus longue, se protéger de mieux en mieux, afin de ne pas être trop éprouvée.

Méditant sur la distance, qui est un effet, il médite aussi sur les armes, qui sont la cause. Et de leur portée sans précédent, il tire, pour l'attaque et pour la défense, des conclusions neuves.

Pour l'attaque, il entend que la discipline de feu de l'infanterie soit absolue et que le commandement en demeure maître jusqu'à la dernière minute. Pour la défense, il est le plus ardent apôtre de ce fil de fer, qui nous a permis de conserver victorieusement tant de contre-pentes. Pour l'une comme pour l'autre, il est, avec les plus pauvres moyens, le premier utilisateur de l'aviation.

Le problème des transports retient semblablement son attention et il le résume en trois lignes :

— Autrefois, on se dispersait pour vivre. Puisqu'on est obligé de se concentrer pour combattre, force est de s'alimenter par l'arrière.

Même réalisme, — rare chez les artilleurs, qui se préoccupent, d'abord, du matériel, — en ce qui touche l'état physique et moral des troupes. Foch y réfléchissait tout le

temps et affirmait que, avant de penser au nombre, le chef doit se préoccuper de la qualité du soldat. Il expliquait :

— On me dit : « J'ai tant de régiments. » Oui ! Mais quels régiments ? A huit jours de distance, le même régiment n'est pas comparable à lui-même.

C'est pourquoi, avant tout ordre d'attaque, il demandait :

— Comment sont les hommes ?

Il préparait minutieusement l'entretien, la formation, l'instruction matérielle et morale des effectifs, les repos, les approvisionnements, l'alimentation. De même, il s'attachait, une fois l'action commencée, à renouveler constamment les lieux et les formes de l'offensive, afin de ne pas démoraliser les troupes en les brisant, plusieurs fois de suite, sur le même objectif.

Certains l'ont accusé d'être un métaphysicien de la stratégie. Je puis témoigner que je n'ai approché aucun chef d'armée plus soucieux que lui des détails, dont la métaphysique, lorsqu'elle est complète, ne s'interdit point de connaître.

Je retrouve le réalisme de Foch dans sa conception des conditions politiques de la guerre. Il voyait ces conditions dans leur cadre le plus large. C'est lui qui enseignait :

— La guerre reçoit sa forme des idées, des sentiments et des rapports qui existent au moment où elle éclate.

Il écrivait aussi : « Un esprit qui ne se borne pas à la simple pédagogie du métier des armes est naturellement entraîné à embrasser la philosophie de la guerre et à chercher à quels besoins ou à quelles aspirations elle répond dans la vie des peuples. »

Les guerres nationales ne l'ont surpris ni dans le passé, ni dans le présent. Il en a conclu que, quant à leur nature et à leur direction, elles s'opposent profondément aux vieilles guerres de cabinet qui (sauf l'exception révolutionnaire et napoléonienne) ont dominé l'Europe jusqu'en 1914. La stratégie a connu la même transformation.

Foch pensait que c'est la France qui a inventé les guerres nationales il y a cent cinquante ans. Il pensait aussi que, jusqu'à la dernière, elle n'a jamais su les faire. De 1813 à 1815, nos adversaires étaient seuls à avoir réfléchi à nos expériences de Vendée et d'Espagne. En 1870, contre une Prusse qui

incarnait le sentiment allemand, la France n'a soutenu qu'une guerre dynastique pour consolider, par des victoires présumées faciles, un pouvoir branlant.

Et c'est pourquoi sa verve s'exerçait si volontiers contre ces généraux qui croient avoir sur leurs troupes un droit de propriété. Les troupes, à son estime, n'appartiennent qu'à la nation.

Il avait, pour cette nation, des trésors d'indulgence quand, doutant de ses chefs, il écrivait : « Dans beaucoup de démocraties, le berger marche derrière le troupeau et, quand il y a un précipice, il faut au troupeau beaucoup de bon sens. »

Il ne montrait pas moins de mesure quand, se rappelant, sans colère, les iniquités qui l'avaient frappé, il disait en toute sérénité :

— La politique n'apporte guère dans le choix de l'officier que l'erreur et l'injustice : deux causes d'affaiblissement du corps d'officiers.

C'est pourquoi aussi, parce qu'il porte en lui le sens de la guerre moderne, de ses puissances, en même temps que de ses dangers, ce polytechnicien, ami de l'ordre, est si indulgent à la levée en masse. Il admire Carnot. Il admirerait même Gambetta, s'il ne lui reprochait, à juste titre, d'avoir méconnu le sens de la guerre qu'il faisait et subordonné ses opérations à la délivrance de Paris, qui n'était pas toute la France.

A son gré, les armées organisées n'expriment pas le total de la puissance d'un peuple, non plus que la conquête de la capitale ne signifie la défaite d'un pays.

Il rappelle que, après la destruction, à Metz et à Sedan, des armées françaises, la France a tenu quatre mois encore. Il rappelle que ni la possession de Madrid, ni la possession de Moscou n'ont assuré à Napoléon la maîtrise soit de l'Espagne, soit de la Russie. Il opine, avec Clemenceau, que, tant qu'il y aura du terrain à défendre, on peut toujours continuer à se battre.

Avec la guerre moderne, il ne s'agit pas, comme jadis, de conquérir des places ou d'acquérir des provinces. Il faut, pour imposer la paix, obtenir la destruction de l'armée ennemie.

La guerre, étant cela, exige une décision. Nous sommes

loin du maréchal de Saxe, qui disait : « Je suis persuadé qu'un habile général pourra faire la guerre toute sa vie sans être obligé de livrer bataille. » Foch oppose doctrine à doctrine et prononce :

— Pas de bataille ; pas de jugement ; rien n'est fait. La guerre moderne exige continuité et décision. Pas de victoire sans bataille ! Le vaincu ne traite que quand il n'a plus le moyen de discuter.

Aussi, comme l'avait prévu Bismarck, dès 1870, les guerres d'hier seront toujours un jeu d'enfant à côté des guerres de demain.

* * *

Je trouve la preuve suprême du réalisme de Foch dans sa modestie. Je ne l'ai jamais entendu se vanter. Il disait :

— Mon mérite sur la Marne et sur l'Yser ? C'est d'avoir vu clair dans la situation.

Et, dans l'une des préfaces qu'il a mises à ses leçons, il les comparait, sans plus, à « des feux de pâtres allumés sur la côte orageuse pour guider les navigateurs incertains ». Il pensait que, si l'on prétend préparer une bataille, comme une revue, cela ne tient pas plus qu'une maison de carton. Point de grandes manœuvres qui suffisent à découvrir les chefs de guerre.

Il ne croyait pas, comme Moltke, que les fautes commises au moment de la concentration ne sont presque jamais réparables. Il a dix fois prouvé le contraire par les brusques redressements, que ses réserves disponibles, son économie des forces et ses larges reconnaissances lui permettaient d'improviser.

Il était, en son genre, un stoïcien de la bonne école et il concluait avec Épictète : « Ne demande jamais que les choses soient comme tu les veux. Tâche de les vouloir comme elles sont. »

Je dirai que, pour confiant qu'il fût à la raison, soucieux du travail de tête, de l'étude et de la préparation, il n'admettait pas cependant, au pied du mur, que, si poussées qu'elles fussent, elles pussent suffire. C'est à la guerre, à la guerre seulement, en face des immédiates exigences de la bataille, que les chefs, munis d'une identique formation, se

différencieront. Réalisation, disait Gœthe, fille imprévue de l'idée !

Et ceci n'a qu'un sens : c'est que ce grand raisonneur, si respectueux de son cerveau, estimait que, sans l'esprit de décision, le cerveau ne vaut rien. Il lui faut un autre appui, qui est celui du caractère.

LE CROYANT

La base du caractère chez Foch, c'est l'idéal et c'est la foi. Cartésien ? Oui ! Réaliste ? Oui ! Mais d'abord idéaliste et croyant. Le premier rôle, dans la bataille, appartient aux forces morales, qu'il rattache à l'inspiration divine.

A Cassel, aux pires heures de l'Yser, il allait, chaque matin, à pied, jusqu'à l'église où il entendait la messe.

— Ceux-là, disait-il, en une phrase admirable, sont heureux qui sont nés croyants. Mais ils sont rares.

L'idée de Dieu était en lui toujours présente. Quand s'esquissa à Doullens son commandement en chef, son premier mot fut :

— Priez Dieu qu'il ne soit pas trop tard !

Lorsque, plus tard, il parlait de la Marne, voilà comme il la résumait :

— Le premier jour, je me suis battu. Le dernier jour, il s'agissait de tenir. J'avance de six kilomètres. Pourquoi ? Je n'en sais rien. Beaucoup, à cause de mes hommes ; un peu, parce que j'ai voulu. Et puis Dieu était là !

La guerre, ainsi conçue, est, comme il le rappelait souvent, le département des forces morales. Le plus obstiné l'emporte. Joseph de Maistre écrivait, il y a plus d'un siècle, que les victoires se gagnent moralement. Foch disait :

— Victoire égale volonté.

C'est la force morale qui créera l'événement, au lieu de le subir. C'est la force morale qui permettra de maintenir jusqu'au bout l'adversaire sous l'impression de l'ascendant. C'est par la force morale qu'on gardera en réserve un dernier bataillon à jeter dans la fournaise, quand l'adversaire n'en aura plus, et qu'on fixera la victoire.

Et voici encore quelques maximes :

— Pour être vainqueur, il s'agit d'être plus ambitieux et

plus fort que l'adversaire. Il n'est pas nécessaire de l'être beaucoup, quand il l'est peu.

Ou celle-ci, qui dit la même chose :

— Plus on est faible, plus on attaque... Dans la vie, il n'y a, pour n'avoir que des amis, que les gens faibles.

L'attachement au devoir est donc, pour les chefs, la première condition du succès. Les chefs doivent être avides de responsabilités. Une âme forte est celle dont les plus fortes émotions ne troublent pas l'équilibre. De toutes les fautes, une seule est infamante : l'inaction. Et l'inaction résulte d'une défaillance morale.

Blücher n'était pas un grand esprit. Mais il était tout passion et volonté. Vivre de réalisme, de rationalisme, de positivisme, cela ne suffit pas. Pour éviter l'erreur, la faute, le désastre, on n'a encore trouvé qu'une seule ressource : le culte exclusif de deux abstractions du domaine moral, le devoir et la discipline.

La forme nouvelle de la guerre ne pouvait qu'accroître et a effectivement accru le rôle des forces morales. La vieille habitude de surestimer les valeurs matérielles ne pouvait pas survivre au caractère national des guerres modernes.

Quand toutes les forces d'une nation sont en jeu, il faut se battre « avec le cœur des soldats » et mettre en action un idéal et une morale. De même qu'il ne faut pas croire à la mathématique plus qu'à la manœuvre, il ne faut pas croire au nombre plus qu'à la force morale.

Les anciens systèmes de recrutement éliminaient la partie la plus intelligente de la nation et ne jetaient à l'action que des spécialistes et des déshérités. Aujourd'hui que tout le monde est présent, il faut, qu'on le veuille ou non, faire appel aux cerveaux, aux sentiments, aux passions.

Les grandes défaites, comme celles de 1870, ne sont jamais des accidents, mais le résultat de causes supérieures et générales : l'oubli des vérités intellectuelles et morales; l'abandon de l'activité de l'esprit et du corps. Ces défaillances sont fréquentes dans les armées du temps de paix. La victoire prussienne de 1871 a été rendue possible par la passivité française, c'est-à-dire par un manque de moral.

La foi de Foch lui a permis, — et je l'ai vu aux plus dures heures, — de garder toujours un optimisme fait de confiance

et de lucidité, de raisonnement et d'instinct. Quand il prit, en août 1914, le commandement de sept divisions, dont il ignorait jusqu'à l'emplacement, et que son centre faillit être percé, il dit, en souriant :

— Puisqu'ils veulent m'enfoncer avec cette fureur, c'est que leur affaire marche mal ailleurs.

Effectivement, au même instant, la victoire de Maunoury se dessinait à l'est de Paris.

Cette même foi, qui lui mettait des lueurs dans l'esprit, lui a permis et de deviner tout ce qu'il pouvait demander au soldat français, et de commander des armées étrangères. Les Anglais, si difficiles à prendre et si susceptibles en 1914, ont tout accepté de Foch. Les Belges aussi.

M. Lloyd George, qui ne l'aimait guère et devait, en 1919, oublier de l'inviter à Londres, où M. Clemenceau imposa sa présence, avait dit, quelques mois plus tôt, en hommage à l'évidence :

— Si Foch avait été un de nos généraux, il n'aurait pas pu faire pour l'Angleterre plus qu'il n'a fait. Avec lui, j'aime mieux être à ma place qu'à la place des Allemands.

Au-dessus de ces éloges, quel qu'en soit le prix, je retiens que cet homme de guerre avait le mépris de la force. Il croyait que, dans un monde civilisé, la morale finit toujours par avoir raison d'une Puissance fondée uniquement sur la force. Et il ajoutait :

— Au-dessus de la guerre, il y a la paix.

Homme d'élite, supérieur par l'ampleur de ses dons, également éminent dans l'étude et dans l'action, il a gagné, à la tête de dix-neuf armées, comptant plus de six millions d'hommes, la plus complète victoire. Il a eu l'incomparable privilège de donner raison à sa vieille maxime :

— La victoire est un plan incliné. A condition de ne pas arrêter le mouvement, le mobile va en augmentant de vitesse.

*
* *

Fut-il sans erreurs ? Il aurait durement rabroué qui le lui eût affirmé.

On a dit qu'il n'était pas complet. Qui donc l'est ? On a dit qu'il était systématique, souvent obscur, et n'aurait pas

pu se passer, pour la mise en œuvre de ses idées, du concours clarificateur de Weygand. C'est vrai. Mais n'est-ce pas lui qui, dès août 1914, s'était choisi cet incomparable auxiliaire ?

On a signalé, — et c'est peut-être exact, — que, lors de l'armistice, il n'a pas complètement appliqué sa théorie sur la destruction totale des forces ennemies. Mais il les a tout de même détruites jusqu'au point qu'il fallait pour les rendre, plus de vingt ans durant, incapables de combattre.

Pas plus qu'aucun homme vivant en ce monde, Foch, fils du passé, n'était père de l'avenir. Avec la politique qu'ont faite, sauf de rares et courtes exceptions, les trois grands vainqueurs, de 1918 à 1939, ni armistice, ni traité ne pouvaient tenir. Et l'entrée des Alliés à Berlin n'aurait rien empêché, ni même rien retardé.

Napoléon avait occupé l'Allemagne entière dix ans durant : et ce fut Leipzig. L'Allemagne, en 1920, était totalement désarmée : et, en 1939, elle met l'Europe en transes à la seule menace de faire la guerre. Rien de cela n'est imputable à Foch.

Les traités, comme les lois, ne valent que ce que vaut la main qui les applique. Si les vainqueurs de 1918 en sont venus où l'on sait, c'est qu'ils ont, vingt ans durant, pour des raisons de politique parlementaire, capitulé. Aucun texte d'hier, aucun homme d'hier n'en est fautif. Quand on met au fil de l'eau des chiens crevés, ils flottent, le ventre en l'air, et descendent le courant...

J'ai tendrement aimé cet homme, qui était mon aîné de vingt-cinq ans. J'ai dû à lui et à Clemenceau, quand ils se mirent en bataille, quelques-uns des pires mois de ma vie. Je me refusais, en effet, dans ma raison et dans mon cœur, à marquer les torts certainement partagés et à opposer, l'un à l'autre, les deux sauveurs de la France.

On se sent heureux devant cette grande figure. Quand un pays peut produire, à l'heure voulue, des esprits et des caractères de cette trempe, il est assuré de l'éternité.

André Tardieu.

LETTRES INTIMES

DE NAPOLÉON A PAULINE BORGHÈSE

Le 20 de ce mois seront mises en vente trente-sept lettres inconnues des historiens et des chercheurs et que Napoléon adressait à sa sœur Pauline. La plus longue n'excède pas quinze lignes, la plus courte en compte trois, certaines sont écrites en travers de petits feuillets qui, sauf cinq, mesurent dix-huit centimètres sur onze. Elles sont toutes de l'écriture caractéristique de Napoléon et on sait combien les lettres entièrement de sa main sont rares dès le Consulat. Vingt-quatre seulement sont paraphés d'un *N* qui parfois ressemble au tracé d'un moulinet de sabre, parfois s'étale avec orgueil, parfois s'étire et se rapetisse, selon l'humeur ou le caprice du moment ; mais toutes sont d'une incontestable authenticité ; elles proviennent, d'ailleurs, du portefeuille de M. Michelot, intendant général de la princesse Borghèse, qui devait en assurer la conservation.

Nous devons à la bienveillance de M. Lucien Simon, de l'Académie des Beaux-Arts, et de Mme Lucien Simon la précieuse faveur d'avoir eu communication de ces lettres avant qu'elles ne fussent dispersées, — comme celle de cent cinquante autres documents inédits concernant la générale Leclerc, devenue princesse Borghèse, — aussi leur exprimons-nous toute notre gratitude.

Aucun des messages de l'Empereur n'étant complètement daté, il faut, pour en saisir le sens et l'intérêt, les replacer dans leur ordre logique, évoquer dès l'abord l'aimable personne

à laquelle Napoléon fait chaque fois allusion et dont la princesse Pauline n'est ici que l'intermédiaire.

Or, cette personne ne saurait être autre que la charmante Mme Mathis ou de Mathis, née Christine Ghilini, « dame piémontaise » de la princesse Borghèse. Dans la vie intime de l'Empereur, elle trouve sa place marquée par les jeux de l'amour et du hasard : amour plus qu'à moitié consenti, hasard plus qu'à demi provoqué et voulu. Aux yeux du maître, ce ne fut qu'une fantaisie, mais une fantaisie qui, inscrite entre deux événements majeurs, — le divorce et le remariage, — prolonge le souvenir de la belle Piémontaise dans la mémoire des historiens attachés à connaître les plus petits détails d'un règne, voire d'un interrègne. Mme de Mathis, passant comme une flamme blonde entre deux cortèges, manqua de roussir la traîne de deux Impératrices. C'est là un titre suffisant à la protéger contre l'oubli.

QUI ÉTAIT CHRISTINE DE MATHIS ?

Par son père, Ambroise Ghilini, né à Alexandrie en 1756, Christine appartenait à une antique et noble famille de cette ville. Agé de onze ans, ce père avait reçu le titre de marquis de Maranzana ; élève à l'Académie militaire de Turin, il avait été nommé, à dix-neuf ans, officier des régiments du roi de Sardaigne ; à vingt ans, gentilhomme de la bouche, et premier écuyer de Marie-Thérèse d'Autriche. Lors de l'invasion du Piémont par les troupes françaises, il avait, de 1792 à 1796, combattu contre nous avec assez de succès pour être promu au grade de lieutenant-colonel du régiment de Tortona. Il ne semble pas qu'après la réunion du Piémont à la République consulaire, en septembre 1802, il se soit pressé de se rallier ; mais il dut, tout de même, prendre contact avec le Premier Consul, car il lui vendit son palais d'Alexandrie, palais « d'assez bonne apparence, écrit Mlle Avrillon, mais de médiocre grandeur » qu'habita l'Empereur lorsqu'allant ceindre la couronne d'Italie à Milan, il séjourna avec Joséphine à Alexandrie, du 1er au 6 mai 1805. Deux ans après ce séjour, Ambroise Ghilini avait sous ses ordres, et avec le grade de commandant, trois compagnies des gardes d'honneur d'Alexandrie ; en 1808, il était désigné

comme vice-président du Collège électoral d'Alexandrie, et sa carrière ne devait pas s'arrêter là...

Christine avait deux frères ; l'aîné, Alphonse-Charles, né en 1778, après avoir lui-même combattu les Français, était entré au service de l'Empereur pour mourir capitaine de hussards, le 18 mai 1808, à Alexandrie ; le cadet, Victor-Raymond, né en 1792, page de l'Empereur en 1809, sous-lieutenant pendant la campagne de Russie, devait trouver une mort glorieuse à Wiasma, le 3 novembre 1812.

Elle-même était née le 1er juillet 1784 ; elle avait épousé, en 1805, François-Hilaire-Scipion-Marie Mathis, originaire de Bra, petite ville de dix mille âmes, située entre Alexandrie et Coni et chef-lieu du département français de la Stura, dont, de 1809 à 1813, son oncle Mathis-Cacciorna sera député, membre du Collège électoral. En 1808, c'était une jolie blonde dont les admirables cheveux frappaient d'admiration ses contemporaines.

Cette belle chevelure attira sans doute l'attention de la princesse Pauline, car, cette année-là, Christine de Mathis fut attachée à sa maison. Tandis que le prince Camille Borghèse, promu, par le sénatus-consulte du 16 février, gouverneur des départements au delà des Alpes, s'installait à Turin, la princesse Pauline constituait son service d'honneur. Christine y entrait au mois d'avril 1808, en même temps que sept autres dames piémontaises dont le *Journal de l'Empire* du 6 fournit la liste : « Sa Majesté a nommé pour composer la maison de la princesse Borghèse : Mme de Cavour, née de Sales, dame d'honneur ; et, dames pour accompagner, Mmes de la Turbie, de Farigliano-Novello, de Costa-la-Trinité, née Valperga-Morino..., Demathis (*sic*) née Ghilini, Asinari de Bernès, née Brilio. »

Sitôt nomination faite, Sa Majesté daignait s'intéresser au sort des « dames piémontaises » de Pauline. En réponse à une lettre que sa sœur lui avait écrite, le 18 mai, l'Empereur répondait de Bayonne le 28 : « Je vois avec plaisir que vous êtes contente de votre dame d'honneur et de vos dames piémontoises. Faites-vous aimer, soyez aimable avec tout le monde, tâchez d'être d'humeur égale, et rendez le prince heureux. » Attachée à la maison de Pauline, Mme de Mathis devait désormais abandonner son mari pour la suivre. Elle

ne pourrait le rejoindre que lorsqu'elle ne serait pas « de service ».

C'est ainsi qu'elle retourna en Italie dans l'été de 1809 et n'était pas à Aix-la-Chapelle auprès de la princesse. Dans une lettre que celle-ci écrivait, le 17 septembre 1809, à son intendant général David (de Thiais), Pauline, après s'être félicitée du bienfait que lui procure sa saison d'eaux, ajoutait :

« J'apprends qu'une de mes dames du Piémont, Mme de Mathis, arrive pour prendre son service. Je ne veux pas ajouter aux fatigues d'un premier voyage celles d'un second, en venant me trouver ici (Aix). Dites-lui bien qu'elle se repose et que je l'autorise à m'attendre à Paris (1). » Le 20 octobre 1809, la princesse, regagnant Paris, y retrouvait Christine qu'en sa pensée elle mêlait déjà peut-être à un étrange projet.

PAULETTE ET SA DAME D'HONNEUR

Si l'on en croit David de Thiais, — dont les *Mémoires* inédits forment un manuscrit de six cents pages, d'une fine écriture, et dont des fragments ont été recopiés par M. Frédéric Masson, — la princesse Pauline aurait conçu dès cette date le dessein de mettre sa dame piémontaise sur le chemin de l'Empereur. Et cette scabreuse intention n'est pas invraisemblable, car déjà, à l'automne de 1807, à Fontainebleau, Pauline avait favorisé les rencontres de son frère avec une autre de ses dames. Le but qu'elle aurait ainsi poursuivi se devine aisément : s'attirer la bienveillance de l'Empereur pour obtenir de nouvelles donations et, aussi, jouer un tour à cette « Beauharnaille » dont l'Impératrice était le chef détesté. En ménageant une amourette à son auguste frère, on ne pouvait que tendre un peu plus les rapports du ménage impérial, et si le divorce, dont il avait été si souvent question, se précisait, une intrigue nouvelle occuperait l'esprit de l'Empereur et empêcherait un retour sentimental, — toujours à craindre, car il s'était déjà produit, — vers la créole encore séduisante, malgré ses quarante-six ans.

(1) Bibl. Thiers, fonds Masson, dossier 477.

La rivale que lui ménage Pauline a vingt-cinq ans, un teint éblouissant, d'admirables yeux bleus. Si Mme d'Abrantès ne la trouve « bien belle que jusqu'à la ceinture... la tête très forte... et le reste à la hauteur d'un enfant... le visage d'un genre de beauté sévère », elle doit en revanche reconnaître l'éclat incomparable « de cette admirable chevelure blonde qui semblait appartenir à une tête de Galatée. Rien ne donnera l'idée, ajoute-t-elle, de ces magnifiques cheveux, pas même ceux de la duchesse de Guiche ». Nous sommes assez tentés d'ajouter foi aux restrictions de la mémorialiste, ayant eu, en effet, la bonne fortune de retrouver en Italie un portrait peint en pied par Berthon et qu'on croyait perdu, après qu'il eut été admiré au Salon de 1812 par la comtesse de Kielmannsegge (1). Pauline y figure debout, de face, adossée à un arbre ; Christine est assise auprès d'elle, tournée de profil à gauche ; or, sa taille courte, son dos charnu, ses bras trop forts nuisent à l'élégance de la silhouette ; la belle princesse n'est, d'ailleurs, pas plus flattée par le peintre. Mais trois ans plus tôt, et en ces derniers jours d'octobre 1809, Christine pouvait rivaliser victorieusement avec Joséphine, d'autant que l'art du couturier va s'efforcer de corriger les imperfections de sa taille.

L'Empereur ayant écrit de Schœnbrunn, — où il vient de passer de longues semaines auprès de Mme Walewska dont il attend un descendant, — qu'il arrivera à Saint-Cloud le 26 ou le 27 octobre, Pauline et Christine s'apprêtent à s'y rendre avec la Cour et préparent leurs toilettes. A la veille de ce déplacement, l'intendant général David raconte, en effet, qu'il surprend à Paris Mme de Mathis en train d'essayer un costume de cour « d'une élégance et d'une richesse éblouissante ». Il ne peut s'interdire à cette vue de s'exclamer :

— O mon Dieu ! Il n'y résistera pas, car pour être invaincu il n'est pas invincible !

Cette allusion aux coupables projets de Pauline fait rougir Mme de Mathis qui, minaudant, répond :

— Quel malheur me pronostiquez-vous là ?

Or, ce « malheur » était imminent.

(1) Ce portrait du peintre tourangeau René-Théodore Berthon (1777-1859) est conservé chez un descendant romain des Murat-Rasponi, le comte J.-B. Spalletti à qui va toute notre reconnaissance.

AVEC LA COUR A FONTAINEBLEAU

Le jeudi 26 octobre, dans la soirée, Pauline et Christine se rendent à Fontainebleau, où Napoléon, devançant l'horaire, se trouve depuis le matin. Joséphine, arrivée peu après lui, a constaté avec tristesse que la porte faisant communiquer son appartement et celui de l'Empereur a été murée. Le lendemain, Napoléon apostrophe vertement Fouché au cours d'une scène dont seuls les échos étouffés sont parvenus jusqu'à nous. La dernière semaine d'octobre est employée par lui, à recevoir, le 28, une députation des sénateurs du royaume d'Italie; le 30, à écouter les Italiens du théâtre de l'Impératrice exécuter des œuvres de Paësiello et Guglielmini ; enfin, le 31, à chasser le cerf dans la forêt de Fontainebleau, où il chassera à nouveau les 4, 8, 9, 10 et 11 novembre.

C'est alors que la rencontre a lieu. David la retrace ainsi :

« Un certain jour où, malgré l'automne, le soleil avait ramené une véritable matinée de printemps, Mme de Cavour avait provoqué Mme de Mathis à faire une promenade dans le parc. Le temps avait fui et ces dames pressées par l'heure, afin de rejoindre plus promptement leurs appartements, passèrent sous les fenêtres du cabinet de l'Empereur.

« Était-ce bien réellement ce motif qui leur avait fait prendre ce chemin, car vous savez que notre dame est experte (1) ? Quoi qu'il en soit, Sa Majesté leur apparaît soudain, il les aborde, se mêle à leur conversation. Une belle rose avait résisté aux frimas. Il la cueille et la présente à Mme de Cavour :

— Ce serait du superflu pour vous, ajoute-t-il tout bas en présentant une *pensée* à Mme de Mathis.

« Voilà le premier acte. Un regard tendre et expressif d'une part, de beaux yeux bleus qui se baissent d'autre part, voilà le second acte. Un bal magnifique ; la Monaco, danse favorite du héros, dans laquelle il rivalise avec sa jolie danseuse, voilà le troisième acte. Une chasse brillante, où l'on

(1) Ces mots : « notre dame est experte » désignent Pauline et précisent son rôle dans l'intrigue qui est en train de se nouer, ou mieux d'être nouée par elle.

s'égare dans la forêt, remplit le quatrième. Quant au dénouement, c'est au temps à l'apprendre... »

Mais n'anticipons pas. Mme d'Abrantès prétend que la jeune Piémontaise se défendit assez courageusement contre les entreprises de l'Empereur, mais que Pauline lui aurait tenu « avec le ton solennel d'une aïeule qui prêche la morale à sa petite-fille » un singulier langage :

— Savez-vous bien, madame, que l'on ne doit jamais dire non à une volonté exprimée par l'Empereur, et que moi, qui suis sa sœur, s'il me disait « Je veux », je lui répondrais : « Sire, je suis aux ordres de Votre Majesté » ?

Ces étranges conseils témoignent du moins de l'honorable résistance de Christine. Or la correspondance, que nous allons maintenant analyser, apporte la preuve de cette résistance. L'Empereur écrit en effet à Pauline la lettre suivante que nous sommes tentés de dater du 9 novembre :

« Petite sœur, je vais à la chasse à midi et demi. Venez-y. Vous portez-vous bien ? Le temps est très beau. La soirée a été fort bonne, mais des obstacles inattendus ont tout dérangé. Ce que j'avais soupçonné il y a deux jours s'est trouvé vrai et je ne vois aucun moyen de lever ce fâcheux obstacle. Après, *on* a bien pleuré et l'*on* m'a déclaré que l'*on* voulait partir mardi. Bien des offres de part et d'autre et nous nous sommes quittés à minuit.

« Je *lui* écris un billet. Je ne veux pas qu'*elle* parte avant quinze jours. Dites-moi ce qu'*elle* a dit et faites-la venir à la chasse.

« Adieu, petite princesse, je crains bien que l'*on* ne soit pas tendre pour vous ce matin.

« Jeudi. »

On... lui... elle, c'est Christine de Mathis ; or Jupiter commande : « je ne veux pas qu'elle parte avant quinze jours, faites-la venir à la chasse » et il faut obéir. La dame piémontaise, comme la princesse Borghèse, ne quittera en effet Fontainebleau que le 26 novembre, dix-sept jours plus tard.

Christine s'étant laissé convaincre, l'Empereur, le vendredi 10, est allé chasser du côté de Melun où il a rencontré

le roi de Saxe qui arrive de Dresde. Comme le « temps a été bien beau », il n'est de retour qu'à cinq heures et demie. Au débotté, il prévient Pauline, sa « petite princesse », qu'il viendra ce soir chez elle « de huit heures à neuf heures ».

La faveur témoignée à la jeune Piémontaise est aussitôt connue. Dans son journal, à la date du 12 novembre, Stanislas de Girardin écrit : « Un de ces furets de Cour qui déterrent les nouvelles scandaleuses m'a parlé d'une nouvelle La Vallière qui a fixé les regards du monarque. C'est une Italienne attachée à la princesse Borghèse. Elle est, m'a-t-il dit, petite, blonde, ronde comme une boule et un peu moins fraîche qu'une rose. Comme Louis XIV, l'amant entre chez elle par une lucarne ; et la princesse, en bonne petite sœur, introduit Sa Majesté impériale et royale. »

A Fontainebleau, la reine Hortense a vu également le jeu de Napoléon et, mieux encore, les manèges de l'entourage immédiat : « Le divorce était arrêté dans la tête de l'Empereur. Il ne balançait que dans la manière de l'exécuter. Plus de tendresses, plus d'égards pour ma mère... Il devenait injuste, tourmentant. Notre famille semblait lui être à charge et la sienne lui devenir plus nécessaire. Il s'y était jeté tout entier comme s'il eût voulu faire désirer ce qu'il n'osait exiger encore. Ce qu'il n'avait jamais fait, il l'essayait : il allait se promener sans l'Impératrice, ne prenant dans sa calèche que la princesse Borghèse chez laquelle il allait presque tous les soirs. On disait qu'une *dame piémontaise* de service était cause de cette étrange assiduité... Je crois que cette conduite était plutôt un moyen de se distraire et de se fortifier contre la séparation qu'il projetait... » Ce fut donc encore à Fontainebleau que recommencèrent les tourments de l'Impératrice. Rien ne jetait plus de doute dans les conjonctures relatives au divorce que l'intrigue d'amour survenue ainsi au milieu de ces débats domestiques.

Mlle Avrillon, femme de chambre de l'impératrice Joséphine, a conté, elle aussi, les chagrins de sa maîtresse à cette époque :

« Pendant ce fatal séjour à Fontainebleau, la princesse Borghèse y était installée ; elle donnait dans son appartement de petites soirées où l'Impératrice n'était pas invitée

et où l'Empereur paraissait quelquefois. Si Sa Majesté ne savait pas par elle-même ce qui se passait dans ces réunions chez sa belle-sœur... il ne manquait pas de gens charitables toujours empressés de l'en instruire : aussi savait-elle que la princesse s'entourait... de personnes fort belles et fort complaisantes. Ces soirées commençaient très tard, et seulement lorsque l'Impératrice était rentrée dans son appartement. De ses croisées elle voyait les lumières, et Dieu sait combien de nuits blanches elle a passées dans une cruelle anxiété ! »

RETOUR A PARIS

Depuis le 14 novembre, le cadre a changé. Fontainebleau, son parc, ses allées que dore le pinceau de l'automne, le miroir de ses étangs se sont évanouis, rangés dans la boîte aux souvenirs. A cet aimable paysage, le décor sévère des Tuileries succède, et les brumes de la Seine ternissant les fenêtres du palais des Rois laissent regretter à ses hôtes les buées qui montaient du parc et des étangs aux croisées du château.

Le 14 novembre, l'Empereur et Joséphine ont regagné Paris tandis que Pauline et sa dame piémontaise resteront encore douze jours à Fontainebleau. Le mercredi (29 novembre) deux billets de Napoléon partent des Tuileries pour le bel hôtel du faubourg Saint-Honoré où les deux jeunes femmes sont arrivées l'avant-veille.

Le premier est daté de neuf heures (du matin). Il accompagne une lettre que Pauline est chargée de transmettre. L'Empereur en attend la réponse avant de savoir comment il arrangera sa soirée, car il commence à les trouver « longues quand elles se passent au hasard ». Qu'on lui réponde avant midi, heure où il partira pour la chasse « au Bois de Boulogne ».

A midi, l'Empereur qui, dans l'attente du message espéré, a dû décaler son programme d'une heure demande à la petite princesse, qu'il trouva « pâle hier au soir », si elle ne se sent pas trop fatiguée, puis il ajoute : « Je suppose que *l'on* ne fera pas aujourd'hui comme lundi et que l'on sera à huit heures et demie chez Madame. » L'avertissement donné, il se dirige ensuite

vers le Bois de Boulogne, où il retrouvera comme compagnon de chasse le roi de Saxe, Frédéric-Auguste.

En décembre, les rendez-vous se multiplient, et dix-huit des trente lettres qui restent à analyser semblent se rapporter à cette époque. D'ailleurs, voici ce qu'écrit David :

« Au retour de Fontainebleau, il était presque impossible d'aborder Mme de Mathis, absorbée par l'amitié que la princesse lui témoignait et les fréquentes visites que l'Empereur faisait à sa sœur. »

Une pensée, dont le velours étoilait le milieu d'un bouquet, ayant attiré son regard, tandis qu'il parlait à Mme de Mathis, provoqua chez lui cette réflexion :

— Il faut qu'il soit bien aimable, murmure-t-il, pensant à l'Empereur.

— Autant qu'il est puissant, rétorque l'interpellée dont les prunelles se dilatent et s'irisent.

Et, David d'ajouter que certains jours Mme de Mathis parlait, ni plus ni moins, de terminer l'*appassionata*... par une fugue. David devait alors rassurer ses craintes et combattre ses découragements. Il affirme également avoir vu Mme de Mathis trembler dans l'instant que Mlle Jenny Millo, lectrice de Pauline, lui signifiait que l'Empereur était là, qui l'attendait. « Combien j'eus besoin de toute mon éloquence pour calmer les terreurs que lui forgeait son active imagination et calmer les pleurs que faisait couler le Roi des rois... »

Paris, en ce début de décembre 1809, reçoit dans ses murs une assemblée de rois. Frédéric-Auguste, roi de Saxe, loge depuis le 13 novembre au palais de l'Élysée. Depuis le 1er, Louis, roi de Hollande et Frédéric, roi de Wurtemberg, sont les hôtes du palais du Luxembourg. Précédée par le roi de Naples qui débarqua dans la ville dès le 30 novembre, la reine Caroline vient de franchir les barrières le lundi 4 décembre, au matin. Plus prompt que *le Moniteur* qui ne signale son arrivée que dans la feuille du 5, Napoléon, le jour même, l'annonce à Pauline :

Lundi (4 décembre) *trois heures* : « Personne à la parade... Caroline est arrivée... Elle viendra ce soir. » Il paraît qu'on est

revenue à de meilleurs sentiments ; que les alarmes s'apaisent ; qu'on devient « ami ».

Après la parade magnifique qui s'est déroulée le matin aux Tuileries, une réception somptueuse commémore à l'Hôtel de ville l'anniversaire du couronnement et célèbre la signature de la paix avec l'Autriche. Banquet dans la salle des Victoires. Concert et bal au grand salon de la Paix. Rien n'y manque : ni le luxe des toilettes et des uniformes d'apparat, ni le scintillement des bijoux. L'Empereur trône à côté de la malheureuse Joséphine qui, malgré ses atours de gala, porte certainement le deuil en son âme. A droite du couple impérial, s'alignent les rois qui séjournent à Paris. A gauche, les Altesses et princesses de la famille : Madame Mère, les reines d'Espagne, de Hollande, de Westphalie, de Naples, sans oublier la « petite sœur ».

Au lendemain de ces réceptions, l'Empereur, que la réception officielle fatigue, quand elle ne l'ennuie pas, cherche du repos et des distractions. Pauline les lui procure. Rien ne le délassera mieux de la cohue de l'Hôtel de ville que l'intimité des salons Borghèse où l'attend un tête-à-tête que la sœurette lui a diligemment ménagé. Car c'est bien le nom, ou tout au moins les initiales de Christine de Mathis que l'on déchiffre au bas d'un billet daté du *mardi* 5, par lequel Napoléon invite Pauline à dîner, lui annonce son intention de se rendre chez elle à dix heures du soir, afin d'y rencontrer la jeune femme. Le mercredi 6 décembre, le héros s'avoue « un peu fatigué », quoique sa santé soit « assez bonne ». Il se rendra demain au cercle. Pauline viendra-t-elle ? « Que dit-on chez vous ? » Coup sur coup, les vendredi et samedi 8 et 9 décembre, quatre lettres franchissent la distance qui sépare le palais des Tuileries de la rue du faubourg Saint-Honoré. Que disent-elles ? En apparence, toujours à peu près les mêmes choses : « Que dit-on chez vous ? Comment vous portez-vous ? Je désire aller chez vous », etc...

Vendredi à deux heures. L'Empereur ne sortira pas aujourd'hui. Trop occupé. Pauline n'a qu'à venir dîner avec lui. Trop occupé, l'Empereur ne ment pas. Treize lettres, dont plusieurs fort longues, partent sous la date du 9 à l'adresse, tantôt du ministre des Relations extérieures, Champagny,

tantôt du ministre de la Guerre, Clarke, duc de Feltre. En même temps, comme le sort de ses armées d'Espagne l'inquiète ou le tracasse, il dicte, à leur sujet, des ordres pour son aide de camp, Lauriston, et le major général de l'Armée, prince de Neuchâtel.

Vendredi à minuit : « Faites remettre ce soir ce billet. » L'Empereur, fâché que l'*on* ait eu de la peine, voudrait bien savoir de quoi il retourne, si la gaieté revient, bref que dire et que faire. Il réitère son désir d'aller le lendemain chez Pauline, avant de souhaiter « bon soir » à la petite sœur.

Le lendemain, *à dix heures*, un mot de confirmation : « il se rendra chez elle par le jardin à neuf heures du soir. Et si l'on ne veut pas ? Eh bien ! il ira chez Madame, voilà tout. Prière de répondre « avant dîné ». Dans l'après-midi, *à cinq heures*, Napoléon qui doit avoir en mains, à défaut de la réponse souhaitée, la réponse attendue, précise qu'il ira « à huit heures et demie chez Madame pour la voir ». Il faut toutefois qu'il sache absolument si Christine y viendra. Au long du jour il a présidé le Conseil et tient à se ménager un peu de récréation. Une longue lettre où Christine, de son écriture élégante et bouclée, lui exprime « beaucoup de sentiments » l'a mis de bonne humeur.

« J'irai ce soir chez Madame »; cette phrase qui se répète en *leit-motiv* peut paraître insignifiante ; elle évoque en fait tout un drame. L'heure est proche où Napoléon, d'abord en Conseil privé, ensuite à l'assemblée de famille, va, le 14 décembre, déclarer, puis prononcer solennellement son divorce. Déjà, Joséphine, mise à l'écart, se voit tristement dépouillée de l'une de ses prérogatives : présider *le cercle*. Le Maître ne se soucie point d'apercevoir, aux réunions des Tuileries, la mine pâle de la délaissée, ni ses yeux rougis par les larmes, ou ses efforts méritoires, mais trop visibles, pour contenir son chagrin. C'est autour de l'austère Madame Mère que, par ordre, le cercle se groupe désormais. Que Christine vienne au cercle, la soirée promet d'être moins ennuyeuse. « Faites qu'elle y soit », commande-t-il à Pauline, et Pauline, n'en doutons pas, obéit.

A TRIANON APRÈS LE DIVORCE

Quand Napoléon reprend la plume les jeudi 14 et vendredi 15 décembre, bien des choses ont changé. Devant l'assemblée de famille réunie dans le grand cabinet des Tuileries, Joséphine, le cœur brisé, signe sa déchéance. Désormais, Napoléon peut redoubler d'assiduité auprès de Mme de Mathis. D'un autre côté, mu par une espèce de pitié à l'égard de Joséphine, il cherche à la consoler par des lettres et, plus rarement, par des visites. Les messages que Napoléon dépêche alors vers sa sœur et ceux qu'il fait porter à Malmaison, chez l'ex-Impératrice, se rencontrent en un curieux chassé-croisé. Du 14 décembre datent, selon nous, les lignes brèves par lesquelles le correspondant de Pauline annonce à sa sœur qu'il sera aise de la voir ce soir et que demain, après la parade de midi, il couchera à Trianon.

Le lendemain, effectivement, après avoir passé en revue, dans la matinée du 15, les brigades de la division Lagrange et la deuxième division de la garde, il assiste, à deux heures, par une pluie battante, au départ de Joséphine qui se retire dans son domaine de Malmaison. Lui-même quitte les Tuileries à quatre heures et gagne la route de Trianon après avoir répondu à Pauline, qui lui a fait tenir une lettre, qu'il est désolé de la peine qu'éprouve Christine. Si aujourd'hui « rien n'est prêt », demain tout peut être réparé. Pauline peut, sans inconvénient, amener quatre dames avec elle. L'Empereur avait d'abord écrit le chiffre 3, puis il se ravise. Mme de Cavour, la dame d'honneur, faisant passer les autres, tout ce monde ira loger « au petit Trianon », où il y a de la place. L'Empereur se sent « triste et très fatigué ». La scène du départ de Joséphine l'a ému et mis mal à l'aise. Il aspire au calme.

Trianon, en cette saison rigoureuse, ne promet pas à Pauline un séjour enchanteur. Mais elle devine qu'il faut suivre le maître, si elle veut garder le crédit que lui acquiert par sa présence la favorite du moment. Elle sera donc du séjour et du voyage à Trianon. Emmenant sa suite avec elle, la princesse Borghèse s'y installe le 16 décembre (1) comme le lui

(1) *Journal de l'Empire* du 20 décembre.

a proposé son frère. C'est juste le jour qu'il choisit pour aller à Malmaison rendre sa première visite à Joséphine. Visite protocolaire, assez froide au demeurant, comme la saison, mais au retour de laquelle, — huit heures du soir, — il écrit tout de même à l'ex-Impératrice : « Mon amie, je t'ai trouvée aujourd'hui plus faible que tu ne devais être. Tu as montré du courage, etc... » Et, au nom de la « constante et tendre amitié » qu'il lui porte toujours, Napoléon cherche à la prémunir contre la mélancolie. Mais il a beau déléguer vers elle Savary et lui faire remettre quelques produits de sa chasse, elle pressent, dirait-on, que la main qui les lui envoie est la même qui, à l'instant, adressait à Pauline ce bulletin satisfait :

« Hier, nous avons fait notre paix... *On* est fort aimable, mais fort sévère. Je doute parfois si l'on aime. Demain au soir, donnez-nous une soirée chez vous de dix à douze personnes. Adieu, petite princesse... »

Le glorieux signataire de la paix avec la maison d'Autriche en est-il à se réjouir d'avoir conclu sa paix avec Christine ? De son propre aveu, il ne se porte pas bien et « il est ridicule d'être malade ». La chasse dissipera tout cela.

Le dimanche, 17 décembre, Napoléon soupe avec Christine. Il la reverra le lendemain soir chez Madame. Afin d'être plus sûr de l'y joindre, il passera la prendre chez Pauline : « Si elle voulait m'attendre chez vous, à votre rez-de-chaussée, cela serait peut-être meilleur. Je viendrai par le jardin », mande-t-il à la princesse Borghèse, tandis qu'il s'apprête, le 18, à partir pour la chasse vers une heure. De une heure à cinq heures, l'Empereur se lance à la poursuite d'un cerf dans les bois de Versailles. Après quoi, au soir de cette journée, il reçoit le roi de Westphalie qui est allé le matin même visiter l'atelier du peintre David, ainsi que les rois de Hollande et de Naples. Cette réunion ne vaut pas la compagnie des « dix à douze personnes » que Pauline, sur sa prière, a convoquées chez elle : société restreinte où s'épanouit la grâce de Christine. « On est fort aimable, mais fort sévère », a dit le maître. En clair, cela signifie : elle plaît et son sourire charme, mais plus d'abandon serait souhaitable.

Mardi 19 *décembre.* — « Comment se porte ce matin la petite princesse ? J'ai lu, hier à minuit, votre lettre, à mon retour de la chasse, qui aurait été parfaite si vous y étiez

venue... » Pauline, un peu malade tous ces jours-ci, n'en donnera pas moins à souper au chasseur qu'on voit de nouveau, ce mardi 19, galoper sur le plateau de Satory à la poursuite du gibier. Christine, de son côté, « aime bien tranquillement » : pour elle « peu d'inquiétude » et surtout « point de désir ». Le 21, l'Empereur descend sur Paris, afin d'y saluer le roi et la reine de Bavière, récemment arrivés et qui logent à l'hôtel Marbeuf, rue du Faubourg Saint-Honoré. Absence de courte durée, puisqu'il rallie Trianon le jour même. S'il le quitte de nouveau, le dimanche 24, c'est pour quelques heures, juste le temps d'un bonjour à Joséphine, châtelaine de Malmaison. Entre ces deux dates, il y a eu vraisemblablement un nouveau rendez-vous avec Christine de Mathis, à tout le moins un projet de rendez-vous, comme en assure tel billet, du 22 semble-t-il, qui réclame de Pauline, avec des nouvelles de sa maison, l'arrangement d'une soirée : « Je voulais chasser, mais le temps est bien mauvais. »

RETOUR AUX TUILERIES

Le 25 décembre, il a reçu à dîner Joséphine, venue à Trianon avec la reine Hortense partager le couvert de l'Empereur. « Je me suis couché hier après que tu as été partie, mon amie, écrit-il à l'Impératrice. Je vais à Paris. Je désire te savoir gaie. Je viendrai te voir dans la semaine (1). » Or, voici les trois lettres qu'il adresse aux Tuileries, coup sur coup, le 26, à Pauline Borghèse :

« *Mardi*, à midi. — Je vous envoie une lettre. Je vais au Conseil... J'irai ce soir, à huit heures, chez Madame. Dites-moi si l'*on* est de bonne humeur... » Les douze heures sonnent en effet quand les Tuileries le voient arriver en hâte. Le Conseil privé l'y attend. Il va le présider, puis il songera à Christine. Sa pensée la cherche à l'hôtel Borghèse où il sait que Pauline, attentive à le suivre en tous ses déplacements, vient de transporter, le jour même, ses pénates. *A six heures, mardi*, il accuse réception d'une lettre de la « petite sœur » qu'il se déclare fâché de n'avoir point vue. « Je crois qu'il vaut mieux

(1) *Lettres de Napoléon à Joséphine*, p. 177, édition Garnier, 1895.

aujourd'hui venir chez vous. Caroline n'aura pas le temps de tout arranger. »

La reine de Naples, Caroline, réinstallée à l'Élysée-Napoléon, s'apprêtait à y monter un quadrille qui servit en quelque sorte de répétition générale à la fête dont le ministre Marescalchi fera les frais au début de janvier 1810. De ces bals, l'un, celui de Caroline, donné le 30 décembre, enterre joyeusement l'année 1809 ; l'autre, celui du ministre, célèbre l'année nouvelle. Le *Journal de l'Empire* du 2 janvier, rubrique de Paris, 31 décembre, rend compte, en deux lignes, de la fête très réussie qui, « hier au soir », illumina le palais de l'Élysée-Napoléon. Par la même feuille, les Parisiens apprennent que le bal masqué de Son Excellence M. de Marescalchi est remis au mercredi 10 janvier (Gazette du 8).

Or, d'après l'avis que Pauline a fait tenir à l'Empereur, Mme de Mathis a refusé de participer au quadrille de la reine de Naples. Ce nouveau caprice indispose Napoléon qui s'en plaint. Il a « besoin de douceur, de bonne humeur ». Ce qu'il estime par-dessus tout, chez une femme, c'est, encore une fois, la « douceur du caractère ». Hors de cela, il n'est pour lui qu'ennui et fatigue. Qu'on le sache bien à l'hôtel Borghèse : il faut que Christine revienne sur sa décision : « Je désire qu'elle accepte » de figurer dans le quadrille de la reine. La docilité est, pour l'Empereur, le plus grand mérite. Ami des femmes et quelque peu misogyne tout ensemble, il ne tolère pas qu'elles remplissent d'autre rôle que celui de chercher à plaire, de charmer et de se soumettre. Il garde là-dessus les conceptions d'un satrape d'Orient. L'Empereur, au témoignage de Mlle Avrillon, « aimait beaucoup les femmes, mais sans leur laisser jamais prendre aucun empire sur son esprit ; il regardait l'amour comme un délassement, et sur ce chapitre il était on ne saurait plus matériel ». Pauline, il faut le croire, à force de chapitrer la dame, l'avait rendue à sa docilité première, puisque le souverain pouvait, à dix heures du soir, — et ce même mardi 26, présumons-nous, — déclarer à la princesse qu'il avait vu Christine « avec plaisir ». Tenant sa rencontre pour « agréable », il souhaite la revoir le lendemain. « Je me retire, quoiqu'il ne soit pas dix heures. Je n'irai pas chez la reine

de Naples (où l'on répétait le fameux quadrille), puisqu'il y aura, je crois, encore trop de monde. »

Grâce à Christine, l'année 1809 s'achève pour l'Empereur dans des dispositions assez favorables qui ne laissent pas présager l'humeur grave ou maussade dont témoignent ses lettres officielles du 29 et du 30 décembre. Distrait, l'Empereur s'est emparé d'une feuille au verso de laquelle se lit cette phrase interrompue : « Madame, je reçois votre lettre, je suis fa... » Fâché, peut-être, mais pas contre Christine, car il écrit : « Nous avons fait notre paix, petite sœur. L'on a été tout à fait aimable. Je vous envoie une lettre. Je désire la réponse. L'on serait charmante si l'on venait à la parade qui sera très belle et de belles troupes... » Et n'est-ce pas le même jour qu'il écrit à Joséphine : « J'ai aujourd'hui grande parade, mon amie, je verrai toute ma vieille garde et plus de soixante trains d'artillerie... Je suis triste de ne pas te voir. Si la parade finit avant trois heures, je viendrai ; sans cela, à demain. Adieu, mon amie. » La lettre est datée de Paris, 31 décembre, dix heures du matin, exactement de la même heure et du même jour que le billet à Pauline précité. Commencée à midi, la grande revue, qui provoque l'enthousiasme, se prolonge jusqu'à trois heures.

Au palais des Tuileries, le 1er janvier 1810, Sa Majesté reçoit, comme de coutume, l'hommage des grands corps de l'État, sans parler des vœux personnels que lui apportent les princes et princesses de sa famille. Cette semaine inaugurale se passe en réceptions, harangues, remises d'adresses. Rien d'étonnant si la correspondance avec Pauline chôme. Elle reprend le 8 janvier, et Christine retenant toujours la pensée de l'Empereur, Pauline se voit pressée des questions ordinaires : « Est-*on* aimable ou capricieuse, ce matin ? » Ne croyons pas cependant que Napoléon se désintéresse de la santé de sa sœur. Il a remarqué la veille qu'elle était souffrante, que le manque de sommeil pâlissait son minois. Pourtant, il lui propose de venir dîner avec lui « à sept heures, aujourd'hui ». Deux autres billets, sans date aucune, paraissent se rapporter à la même période. Simples invitations à dîner, mais qui indiquent qu'il recherche la compagnie, une surtout. Aussi interroge-t-il sans trêve la petite princesse (une de ses manies, ce besoin d'interroger) : « Est-*on* décidé à se bien

conduire ? Est-*on* aimable ? » Ou bien, quand la « conduite » a été celle escomptée, le pourquoi cesse et est remplacé par ces mots pleins de sous-entendus : « L'*on* a été fort bonne hier ».

Le 12 janvier, un vendredi, le souverain, qui « fut un peu incommodé » dans la nuit et n'a pas « fait de lever », s'excuse de ne point se rendre le soir chez sa sœur. Malgré un accès de fatigue passagère, il trouve moyen de recevoir quand même la grande-duchesse Stéphanie de Bade qui vient d'arriver dans la capitale.

Une semaine plus tard, il traite avec la princesse Borghèse des possibilités d'une rencontre avec Christine ; encore un *vendredi*. Mais la santé de la dame s'y opposant, Napoléon s'en inquiète : « Comment se porte-t-*on* ? Est-*on* toujours malade ? »

Du 18 janvier, sans doute, date ce billet : « Venez dîner chez moi aujourd'hui. Vous avez dû me trouver maussade hier où j'arrivais de Rueil, j'étais un peu fatigué. Ce temps est si mauvais. » Le temps est mauvais, la saison froide. Entre Joséphine dolente et Christine malade, l'Empereur ne trouve guère sujet de se réjouir, aussi va-t-il chasser à Versailles. Au retour, vers trois heures, il espère trouver une réponse de Pauline à son billet du matin. Celle-ci, négligente, n'a répondu mot. Napoléon, las d'attendre, envoie à onze heures du soir le billet suivant : « Il est onze heures, vous ne m'avez pas fait dire si je pouvais aller chez vous. Je vais donc un moment chez Champagny... » Le 19 janvier, eut en effet lieu, chez le ministre des Relations extérieures, « un grand bal paré », annoncé la veille par le *Journal de l'Empire* qui indique en même temps au « thermomètre de M. Chevalier des variations de température peu engageantes pour les sorties du soir ».

LE VOYAGE D'ITALIE

Le 26 janvier, jour de la Sainte-Paule, patronne de la princesse Borghèse, le souverain va à Marly, pour n'être de retour qu'à cinq heures d'une chasse que les itinéraires impériaux ne signalent pas. Et, dans ce billet, il n'est plus question, même à mots couverts, de dame piémontaise. Est-ce la fin de l'aventure ? David de Thiais et Frédéric

Masson, après lui, l'ont cru et indiquent que le 29 janvier 1810 Mme de Mathis, répudiée, regagnait par ordre l'Italie.

La correspondance va nous révéler le contraire et éclairer les confidences que Napoléon faisait à Sainte-Hélène.

Le 28 juin 1817, il déclarait en effet à Gourgaud :

« Je courtisais aussi Mme Mathis, une Piémontaise qui était chez ma sœur Pauline. Je lui faisais des cadeaux, car elle n'était pas riche. Son père, qui habitait Turin, pensant qu'elle faisait des dettes, lui écrivit de revenir. Elle partit... »

Or, voici deux billets ayant trait à ce départ :

« Donnez-moi de vos nouvelles, petite sœur. Comment est-elle partie ? Où couche-t-elle ce soir ? Comment voyage-t-elle ? Dites-moi un mot là-dessus. Je me porte bien aujourd'hui. Venez dîner avec moi si vous le pouvez.

« Le 29 janvier. — N. »

Le second, dont un pâté d'encre macule l'en-tête, est ainsi conçu :

« Je n'ai pas pu lire où couche *Cristine* (1). Écrivez-le bien *enfin* que je lui fasse parvenir une lettre qui la console. Adieu. — N. »

(1) C'est la seule fois où Napoléon écrit, et combien hâtivement, le prénom de Mme de Mathis.

La séparation ne devait pas être définitive et les confidences à Gourgaud nous donnent des détails sur ce voyage :

« ... Elle partit, mais elle n'eut pas plus tôt conté à son père ce qui en était, que celui-ci revint avec elle. Il comptait faire de grandes choses... »

Ambroise Ghilini a-t-il, un instant, entrevu que l'Empereur, maintenant divorcé, pourrait convoiter la main de sa fille ? Ce serait, de sa part, le fait d'une imagination quelque peu débridée ; mais si ces « grandes choses » étaient des faveurs escomptées pour lui et sa maison, il ne devait pas être déçu.

Et Napoléon termine sa confidence :

« ... Elle revint, j'étais à... (1) ; je la revis ; elle m'a conté que son père l'avait grondée de ne lui avoir pas dit plus tôt (*sic*), mais je crois que j'étais entre le divorce avec Joséphine et le mariage avec Marie-Louise, et je rompis cette intrigue. »

LES ADIEUX DE... COMPIÈGNE

Selon l'Empereur lui-même, cette intrigue, — où Pauline Borghèse a joué un triste rôle, — ne fut rompue qu'après le retour du père et de la fille. Où donc cette rupture eut-elle lieu ? Le séjour en Piémont de Christine ne dut pas être de longue durée, juste le temps de se concerter avec son père et d'accomplir le trajet d'aller et retour entre Turin et Paris où elle se trouvait certainement dans la seconde quinzaine de février. Le comte de Rambuteau laisse, en effet, soupçonner sa présence au bal masqué du ministre Marescalchi que l'Empereur honora de sa personne, dans la nuit du 25 au 26 février. Napoléon venait, les 21 et 22, de faire un bref séjour à Rambouillet.

Le 20 mars, après le Conseil des ministres, son mariage avec Marie-Louise étant arrêté, il se rend à Compiègne. Le lendemain, la reine Hortense, la princesse Pauline et sa dame piémontaise l'y rejoignent. Le 22, c'est le tour de Murat venu, lui aussi, attendre la nouvelle Impératrice.

Or, ce *jeudi*, *onze heures* (du matin), Napoléon, après avoir plaint sa petite Pauline malade, promis sa visite

(1) Il y a « Lyon » dans le texte imprimé de Gourgaud, mais le lapsus est flagrant.

pour le lendemain et avoué que le Cercle l'a ennuyé, ajoute : « Le roi de Naples est arrivé. J'ai reçu la lettre de C...e. J'y envoye (*sic*) la réponse qui décidera de la journée. »

Ainsi, tandis qu'à Paris, — de l'Arc de triomphe, terminé provisoirement en toile peinte, au parvis de Notre-Dame, qu'on décore avec plus de magnificence que de goût, — une armée d'artisans s'affaire pour recevoir dignement la nouvelle impératrice, tandis qu'à Compiègne un groupe de têtes couronnées attend la venue de Marie-Louise, l'Empereur, dix jours seulement avant de signer son contrat de mariage, rompt avec Christine de Mathis. On la verra encore auprès de lui le 26 mars ; ce jour-là le comte de Clary, chambellan de la maison d'Autriche, croise dans les salons du château de Compiègne Mme de Mathis dont il admire en passant la beauté.

Il n'a pas noté que son front fût mélancolique : l'émoi de la rupture devait être chez elle un peu compensé par les honneurs qui pleuvent alors sur sa famille.

Son père, par un décret rendu au palais de Trianon le 21 décembre, avait été créé chambellan de Sa Majesté et avait reçu la toque de comte. Nommé le 6 janvier 1811 président du Collège électoral de Marengo, il sera peu après promu officier de la Légion d'honneur. Comme chambellan, il accompagnera Napoléon et Marie-Louise dans leur voyage en Hollande, de septembre à novembre 1811. Il sera même, nous apprend le comte Pompeo Litta, chargé d'une mission de confiance auprès de Marie-Louise, Impératrice régente. Le père de Christine, chargé de confidences pour Marie-Louise, ne sont-ce pas là de « grandes choses » (1) ? M. de Mathis, de son côté, n'est pas, à sa façon, trop maltraité par le sort. En janvier 1810, on étend jusqu'à lui, qui n'y a aucun droit, la mesure de faveur créant barons tous les officiers civils attachés au service d'honneur des Borghèse, et, par

(1) Après la chute de l'Empire, mal accueilli de la cour de Victor-Emmanuel, Ambroise Ghilini fut pourtant élu colonel du régiment de Tortona en 1815, puis gouverneur par intérim du comté de Nice. Il prit sa retraite en 1819 comme major général des Milices d'Alexandrie. C'était, paraît-il, un bibliophile et un savant botaniste.

une piquante coïncidence, ses lettres patentes seront datées du 25 mars 1810. L'oncle Mathis-Cacciorna, lui non plus, ne sera pas oublié : par lettres patentes du 23 juin 1810, il est fait chevalier de l'Empire.

Quant à la baronne de Mathis qui, dans toute cette affaire, semble s'être sacrifiée pour le bien-être de sa famille, elle continuera d'appartenir au service d'honneur de la princesse Borghèse, qui sera marraine de sa fille. Elle vivra de nombreuses années encore, après avoir échappé, le 1er juillet 1810, à l'incendie tragique qui endeuilla l'ambassade d'Autriche à Paris : le général baron Lejeune se félicitera, en effet, dans ses *Mémoires*, d'avoir pu sauver Mme de Mathis et la comtesse de Sandizelle des flammes où périrent calcinées les princesses de Layen et de Schwartzenberg.

A ceux qui souhaiteraient savoir quels furent exactement les sentiments de Napoléon pour Christine l'avenir réservera peut-être des éclaircissements, et David de Thiais pourrait se tromper quand il suppose qu'à la fin de janvier 1810 Napoléon aurait exigé que les lettres transmises à Mme de Mathis par Pauline fussent détruites. Un jour, on connaîtra sans doute les tendres messages adressés à celle dont l'empereur Napoléon, selon la duchesse d'Abrantès, « a été amoureux assez vivement pour lui écrire plusieurs fois dans un jour ».

FLEURIOT DE LANGLE.

LA CONSCRIPTION BRITANNIQUE

UNE AFFIRMATION ET UN AVERTISSEMENT

Le mardi 21 mars dernier, dans les salons de Buckingham Palace, je vis venir à moi, la main tendue, un de mes camarades de l'armée anglaise, aujourd'hui promu aux rangs de l'État-major général. Après lui avoir exprimé mon admiration pour la silhouette royale, toute de grâce et de charme, qui eût tenté le pinceau de Winterhalter, et pour l'aisance avec laquelle chacun portait uniformes, cordons et culottes, je prononçai ces mots : « Et la conscription ? » Et le général de me répondre : « Elle est indispensable. L'effort actuel de recrutement volontaire pour l'armée territoriale est un gaspillage d'argent et de matériel, de temps et de cadres. Mais nous n'aurons la conscription que le jour de la déclaration de guerre, si elle a lieu. »

Le lendemain, je dînais à Downing Street, dans la salle à manger de Gladstone, dans le cottage intime et simple, aujourd'hui remis à neuf et relié par une porte intérieure à celui du Premier ministre. Et comme, de nouveau, je faisais glisser l'entretien vers la conscription, mon hôte d'insister sur l'impossibilité politique et morale de réaliser, sous une forme adaptée aux mœurs, le service obligatoire, sans être assuré, sinon de l'approbation, en tout cas de la résignation des cadres trade-unionistes.

Et mon interlocuteur aurait pu, évoquant nos souvenirs

de guerre, me rappeler qu'il avait fallu, en 1916, des échecs douloureux et des risques écrasants pour décider le peuple, — qui avait battu le record mondial du volontariat et accepté, en décimant ainsi ses élites, une sélection à rebours, — à rompre avec ses préjugés, ses scrupules et ses habitudes ; à faire œuvre de justice et acte d'égalité ; à imposer aux citoyens la même charge et aux hommes le même risque ; à substituer, pour la défense du Roi et la liberté de l'Empire, le devoir au métier.

Un mois plus tard, le jeudi 27 avril, les Communes acceptaient le principe de la conscription. Et le lendemain, vendredi 28 avril, un de mes interlocuteurs des 21 et 22 mars, le Chancelier de l'Échiquier, sir John A. Simon, présidait au Royal Albert Hall la *Grand Habitation* de la *Primrose League*. Le Vice-Premier ministre s'exprima ainsi :

« Le Parlement vient de reconnaître, — en plein accord, j'en suis sûr, avec le sentiment de la très large majorité du pays, — qu'ayant contracté des engagements, nous devons nous montrer prêts, résolus et aptes, si cela était nécessaire, à exécuter les garanties que nous avons souscrites. Je suis convaincu que le pays est beaucoup plus uni, dans son approbation du service militaire obligatoire, que ne le suggère la minorité de la Chambre des communes... Je suis l'un des deux membres du Cabinet actuel qui faisaient partie du ministère Asquith, aux jours de la guerre. J'ai cru qu'il était alors de mon devoir de remettre ma démission, surtout parce que je craignais qu'introduire la conscription, après l'immense effort volontaire qu'avait fait le pays, pour son éternel honneur, le diviserait et l'affaiblirait. Je le pensais alors, aussi sincèrement que n'importe lequel de ceux de nos adversaires qui, hier soir, ont voté non. Je ne désirais qu'une seule chose, ce qu'ils désirent eux-mêmes aujourd'hui : voir, à l'heure de l'épreuve, mon pays fort et uni, dans sa défense de la liberté et dans sa résistance à la force. C'était il y a un quart de siècle. Je suis ici pour témoigner que ces craintes ne se sont pas réalisées ; que le pays, heurté comme il pouvait l'être par une modification si profonde, accepta néanmoins la décision, en apprécia les raisons, lui donna l'appui de son unité et resserra un front solide, le front de la justice et de la liberté. Je suis convaincu qu'en cette matière l'his-

toire se répétera et que la politique, réalisée par un gouvernement unanime, recevra, au bout du compte, l'approbation écrasante et générale du pays (1). »

I

Sir John Simon n'a pas tort de comparer les deux situations. A vingt-cinq ans d'intervalle, le rapprochement est saisissant.

Aujourd'hui, comme il y a un quart de siècle, la Grande-Bretagne est en guerre, aux côtés de la France, contre l'Allemagne. J'entends bien une guerre d'un type nouveau. Les ambassadeurs n'ont point évacué leurs hôtels. Les canons ne tirent encore qu'à blanc. La mobilisation des réserves n'est que partielle. Les agents secrets ne s'attaquent pour l'instant qu'à des pylônes et à des bateaux. L'atmosphère n'en est pas moins une atmosphère de guerre. Guerre larvée. Guerre économique et financière. Guerre d'usure morale et nerveuse. Guerre à l'hitlérienne. Guerre tout de même.

Et dans ces nouvelles batailles contre la domination pangermaniste et pour les libertés européennes, la Grande-Bretagne, comme en 1914, fournit un tel effort, qu'elle pouvait croire qu'il suffirait, sans le service obligatoire, pour arrêter l'Allemagne et pour dicter la paix.

Effort naval, d'abord.

Il est formidable. Une flotte nouvelle est sortie des cales britanniques. Les 1er janvier 1935, 1936, 1937, 1938 et 1939, le tonnage en construction a progressé de 139 à 291, 375, 547, 544 et 649 mille tonnes. Chaque année, depuis 1936, deux cuirassés (2) ont été mis en chantier. Les effectifs sont passés de 91 à 97, 101, 111 et 119 mille hommes. Le 31 mars 1939, les chantiers, battant tous les records antérieurs, ont 659 000 tonnes de navires neufs en voie d'achèvement : un chiffre supérieur au tonnage total des bâtiments en service et sous l'âge, sur lesquels l'axe Berlin-Rome croit pouvoir compter (3).

(1) Texte du *Times*, n° du 29 avril.
(2) Trois en 1937.
(3) *Statement relating to Defence*, C. M. D., 5 944.

Le 23 février dernier, le Premier lord de l'Amirauté britannique annonçait que les crédits de la marine seraient portés de 126 à 149 millions de livres, augmentés de 4 milliards de francs, et que le programme de 1939 serait plus important que celui de 1938. Il comprendra, — en sus des deux cuirassés, du porte-avions et des trois croiseurs qui viendront s'ajouter aux navires de même type, déjà sur cale, — 2 flottilles de contre-torpilleurs, 20 navires rapides d'escorte d'un type nouveau et 10 balayeurs de mines. La production de canons et d'affûts recevra une impulsion concordante : de un en 1935, elle passera à cinq en 1939. Celle des appareils de tir et de contrôle de tir réalisera des progrès plus importants : de un en 1935, elle montera à neuf en 1939 (1).

Au cours des premiers mois de 1939, les escadres britanniques recevront 9 croiseurs légers, 16 destroyers lourds, 8 sous-marins, 4 navires d'escorte, 11 torpilleurs à moteurs. Elles disposeront donc de 15 cuirassés contre 5 allemands et 4 italiens ; 6 porte-aéronefs contre zéro à l'axe ; 15 croiseurs lourds, portant des canons de 155 et 203 millimètres, contre zéro allemand et 7 italiens ; 22 croiseurs légers contre 6 allemands et 12 italiens ; 182 destroyers contre 50 allemands et 90 italiens. L'axe n'a qu'une supériorité, celle des sous-marins : 43 allemands et 94 italiens contre 62 britanniques. Mais cette infériorité, — que redressent les 76 sous-marins français, — est compensée par le nombre des navires d'escorte (47) et des balayeurs de mines (42).

Cet effort serait inexactement apprécié, si le lecteur ignorait que « les progrès réalisés en matière de tir, à haute et à basse trajectoire, ont été énormes, grâce aux nouveaux canons, aux nouvelles munitions, aux nouvelles méthodes de tir et de réglage récemment adoptés. Nulle autre flotte n'est mieux équipée, par exemple, pour repousser les attaques aériennes ». Elle dispose également de torpilles et de mines d'un type nouveau (2).

L'effort aérien, ensuite. Il est remarquable, au triple point de vue des dépenses, des effectifs, du matériel.

En un an, les crédits budgétaires passent de 125 à 205 mil-

(1) *Navy estimates for 1939. Stationery Office*, n° 60.
(2) H. Bywater, dans *Daily Telegraph*, 8 février 1939.

lions de livres. Ils ont, en 1939, augmenté de 50 pour 100 : de 13 880 millions de francs. Les sommes accordées au très honorable sir Kingsley Wood, un technicien des contrats d'assurances et un prédicant des chapelles wesleyennes, dépassent du double celles qui avaient été octroyées, en 1932 et 1933, aux trois armées réunies de mer, de terre et d'air. De 30 000 hommes en 1934, les effectifs ont été portés à 96 000 en 1938. Ils dépasseront 118 000 en 1939. Les appareils neufs de première ligne ont atteint 1 750. Leur nombre, d'ici peu de mois, sera de 2 376. Quatre nouvelles escadrilles ont été créées dans le proche Orient. Les forces d'outre-mer s'élèvent, désormais, à trente escadrilles et disposent de cinq cents appareils. Un commandement des réserves a été institué. Leur recrutement et leur formation ont été intensifiés. 2 500 pilotes sont à l'école.

Par rapport au mois de mai 1938, le rendement des fabrications a augmenté de 150 pour 100. Si la comparaison porte sur les deux premiers mois de 1938 et de 1939, le progrès est de 300 pour 100. Il sera, à la fin de l'année, de 400 pour 100. Pourquoi ? Les usines ont été réunies en groupes de trois ou quatre, qui reçoivent la commande d'un seul et même appareil. Afin de hâter les décisions de détail, le contrôle a été décentralisé et des officiers détachés auprès des contrôleurs. Le nombre de types a été réduit et la fabrication des pièces a été simplifiée (1).

Si la production mensuelle des 51 usines allemandes, — 800 avions, — n'est point encore atteinte, elle est serrée de près : 600 (2). Et, dès maintenant, certains appareils d'outre-Manche sont supérieurs aux rivaux d'outre-Rhin. Certes, les avions allemands de bombardement, — et je ne parle pas seulement des plongeurs à pic, qui sont sans rivaux, — conservent une avance. Voici, néanmoins, le *Bristol Blenheim* : avec ses deux moteurs de 920 chevaux, un rayon d'action de 3 057 kilomètres et une vitesse horaire de 472 kilomètres, il dépasse le rendement du meilleur bombar-

(1) Ces chiffres et ces faits sont empruntés : 1° aux *Air Estimates for* 1939, 61 Stationery Office ; 2° au *Memorandum by the Secretary of State for Air*, C. M. D. 5953 ; 3° au discours du ministre, sir Kingsley Wood : séance des Communes du 2 mars 1939.

(2) *The Economist*, 15 avril 1939, p. 124-126.

dier d'outre-Rhin, le Dornier D. O. 17 : deux moteurs de 950 chevaux, 2 384 kilomètres de rayon d'action et 468 kilomètres de vitesse horaire. Quant aux avions de chasse, ces gardiens de la sécurité, le Hawker Hurricane et le Supermarine Spitfire, avec leurs 1 030 chevaux, leur huit mitrailleuses et leurs 560 kilomètres de vitesse, éclipsent les rivaux d'outre-Rhin, le Messerschmitt B. f. 109 et le Heinkel H. E. 112 : 950 chevaux, quatre mitrailleuses, 512 kilomètres de vitesse.

Cette aviation, en plein essor, pourra, en cas de guerre, compter sur le Canada et sur les États-Unis, pour accroître ses fabrications d'appareils et surtout pour remplir ses réservoirs d'essence. Le troisième Reich, même étendu jusqu'au Brenner et maître du Danube, ne produit, sur une consommation en temps de paix de six millions de tonnes d'essence, qu'un million deux cent mille. Or une armée aérienne de 6 000 appareils, dont 3 000 de bombardement à deux moteurs, avec des machines de 800 chevaux et une consommation de 200 grammes par cheval et par heure, pour une moyenne de deux heures de vol par jour, exigera, à elle seule, sans compter les divisions motorisées et blindées, 3 000 tonnes par jour, soit un million cent mille tonnes par an, — presque la production totale du Reich hitlérien (1).

Cet effort n'avait point été, — avant la journée historique du 26 avril 1939, — limité aux seules armées de l'air et de mer.

La frénésie de destruction diplomatique et de désarmement militaire, à laquelle avaient, outre-Manche, cédé tous les partis, y compris les conservateurs, dès le lendemain de la paix, s'était jadis acharnée sur les forces de terre. En mars 1918, le soir de l'offensive Ludendorff, le maréchal Haig, alors général, disposait en France de 62 divisions, tandis que 400 000 Anglo-Indiens combattaient sur les divers fronts de l'Orient méditerranéen. En avril 1936, à l'heure de l'entrée d'Hitler en Rhénanie et du conflit avec Mussolini

(1) *The Economist*, id., p. 125. Le Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations économiques donne une évaluation un peu plus optimiste, pour les extractions et fabrications allemandes de carburants naturels et de synthèse, nos du 28 avril 1939, O. I. O. 5.

sur l'Abyssinie, la situation était tragique. Les effectifs de l'armée professionnelle, — 260 000 hommes en 1914, — étaient réduits à 200 000 hommes, dont 90 000 hommes casernés en dehors des Iles britanniques. Les réserves de ces troupes régulières, fortes de 210 000 hommes en 1914, n'en comptaient plus que 146 000, soit, par rapport à 1914, une diminution de 64 000 soldats d'élite. Certes, depuis 1933, l'armée territoriale pouvait être utilisée au dehors. Mais, sur un effectif théorique de 175 000 hommes, il manquait à ses unités 45 000 volontaires. En juin 1937, pour 283 places d'élèves-officiers, dans les écoles militaires, le ministre ne pouvait découvrir que 287 candidats. Il était dès lors évident que l'effort immédiat, sur le continent, de l'armée britannique, serait limité à deux et peut-être à trois divisions, d'ailleurs motorisées; à 80 000 hommes; soit la moitié des effectifs débarqués en France, en août 1914. Si elle avait encore une marine, si elle allait retrouver une aviation, la Grande-Bretagne, au sens européen du mot, n'avait plus d'armée.

C'est à lui en rendre une, digne de l'Empire par ses effectifs et par son matériel, que s'est consacré, avec l'aide d'un état-major rajeuni et avec l'appui d'un gouvernement enfin alerté, le secrétaire d'État pour la guerre, M. Hore Belisha. Étrange figure de l'Angleterre moderne, que ce beau-fils d'un fonctionnaire du *Civil Service*, né à Bombay, — sir Charles Freiser Adair Hore, — et fils d'un israélite des Indes, J. L. Belisha. Élevé à Clifton College, puis à Paris et à Heidelberg, il s'engage pour la durée de la guerre, en revient avec des citations et les galons de major ; passe à Oxford, en préside l'Association des étudiants et, dès 1923, entre au Parlement, pour représenter, comme député radical, la circonscription de Devonport. Quelques mois plus tard, il était secrétaire parlementaire du *Board of Trade*. Il acquiert, dans les questions de transport et de circulation, une réputation de réalisateur intelligent. Il passe au *War Office*. Il y est resté. Et j'évoque sans effort la silhouette, courte et ramassée, mais vigoureuse et alerte de cet Oriental anglicisé, — entrevue jadis, dans un déjeuner de club, au début de sa carrière, — retrouvée depuis, dans les couloirs des Communes : le nouveau Disraeli des conservateurs modernes.

Le 8 mars 1939, — après l'institution, le 2 décembre 1938, de l'enregistrement volontaire des réserves humaines, — M. Hore Belisha, en présentant aux Communes le budget de la guerre, pouvait résumer, non sans fierté, les résultats obtenus. Une flotte nouvelle était sortie des chantiers, en quelques années. En moins de temps encore, une aviation nouvelle avait jailli vers le ciel. Et voici qu'avec une égale rapidité, une armée nouvelle, différente par sa conception, ses effectifs et son outillage, est sortie du sol.

Cet effort n'a été possible que par un afflux de volontaires, qui portaient témoignage du revirement de l'opinion et du redressement des esprits. En juin 1937, il n'y avait eu que 287 candidats pour 283 places d'élèves-officiers. A la fin du premier terme de l'année 1939, 502 candidats se disputent 233 places (1). En 1938, 37 323 volontaires, — 12 753 de plus qu'en 1937, — rallient les unités régulières. En 1937, 45 320 recrues et en 1938, 77 142 contractent un engagement dans les unités territoriales (2).

Leur groupement et leur rôle ont été complètement modifiés.

Pour la défense aérienne et côtière, une armée a été constituée, avec un commandement, un état-major et un armement spécial. Aux deux divisions territoriales de défense aérienne, trois autres ont été d'abord ajoutées, deux ensuite. Dans l'année, le nombre de leurs batteries contre avions sera accru de 50 et de 100 pour 100. Elles sont de deux sortes : lourdes et légères. Ces dernières sont armées d'un canon de 40 millimètres, type suédois.

Les autres divisions territoriales, désormais rattachées au corps expéditionnaire, reçoivent l'uniforme nouveau et le même armement en mitrailleuses et en *Bren Guns*, que les divisions régulières.

Le corps expéditionnaire comptait, en mars 1939, six divisions régulières, dont deux blindées ; treize divisions territoriales, dont trois motorisées et une blindée. La division blindée comprend deux brigades. Chaque brigade a trois bataillons de tanks, les uns légers, les autres lourds. Le transport en France de ces divisions qui, en raison du matériel

(1) Hore Belisha, Discours du 6 janvier 1939 à Devonport (*Times* du 7).
(2) *Parliamentary Paper*, C.M.D., 5 944.

nouveau, pose des problèmes difficiles, a été étudié et préparé.

Et Hore Belisha de se rasseoir, le 8 mars dernier, salué par les acclamations de la Chambre.

Quelques jours plus tard, au lendemain de l'annexion de la Tchéco-Slovaquie, le gouvernement britannique décide de porter les effectifs du Corps expéditionnaire de 19 divisions à 32, en doublant le nombre des unités territoriales, 26 au lieu de 13.

Arrêtons-nous un instant, pour mesurer, par quelques chiffres, la grandeur de l'effort. En 1937, les trois armées de mer, d'air et de terre s'étaient partagées 262 millions de livres ; en 1938, 388 millions de livres. En 1939, leurs dépenses dépasseront 523 millions de livres. Soit, en trois ans, le chiffre colossal de 1 173 000 000 de livres : 206 448 000 000 de francs. Auxquels il faut encore ajouter, pour être complet et équitable, comme aussi pour éclairer les dictateurs embrumés, les crédits de la Défense passive, portés de 3 millions de livres en 1937, à 9 en 1938 et à 42 en 1939, — et les dépenses d'approvisionnements en aliments, engrais et pétroles : 8 millions et demi en 1938 et 5 en 1939, 2 milliards 376 millions de francs en deux ans (1).

Le gouvernement britannique avait le droit de penser que ces révélations de force, cette affirmation de sa volonté, cet avertissement aux dictateurs suffiraient pour libérer la conscience de son peuple et pour maintenir la paix en Europe.

Il ne l'a pas cru. Il a fait plus. Comment ? Pourquoi ?

II

Le mercredi 26 avril 1939, — après deux ans de guerre sèche et larvée, — M. Neville Chamberlain a renouvelé le geste, qu'avait eu son prédécesseur radical, il y a un quart de siècle, après deux années de guerre ouverte et sanglante. Avec la loyauté courageuse d'un honnête homme, il a rappelé et déchiré les engagements qui le liaient : celui du 1er avril 1936 ; celui du 12 février 1938 ; celui du 29 mars 1939. « Le service obligatoire ne sera pas établi outre-Manche en temps

(1) *Statement relating to Defence*, C.M.D., 5 944.

de paix, mais seulement le premier soir de la guerre. » Le jeudi 27, la veille du jour où Adolf Hitler, qui à lui seul parle avec autant d'abondance et provoque autant d'ennui que tout un Parlement, devait répondre au président Roosevelt, le Premier ministre dépose et justifie une « résolution » désormais historique. Le lundi 1er mai, les Communes sont saisies de deux projets de loi. Votés sur l'heure en première lecture, ils seront, le 8 ou le 9, inscrits au grand livre des *Acts* de l'empereur et roi George VI.

Le *Military Training Bill* prescrit que tout citoyen britannique, entre 20 et 21 ans, résidant ordinairement outre-Manche, est astreint obligatoirement à six mois de préparation militaire. Le recensement est effectué par le ministère du Travail. Après s'être fait inscrire, les appelés subissent un examen médical et, s'ils sont jugés aptes, sont enrôlés sous les drapeaux, après un préavis de dix jours. Après six mois d'instruction, les miliciens sont, pendant trois ans et demi, à la disposition de la Couronne, — soit dans une unité de l'armée territoriale, soit dans la réserve et milice des troupes régulières, à leur choix. Les hommes qui ne se feront pas inscrire seront passibles d'une amende de cinq livres et subiront leur période d'entraînement, même s'ils ont passé l'âge. Les objecteurs de conscience seront soumis à un tribunal local, qui constatera leur sincérité et décidera de leur utilisation. Les employeurs, qui n'auront pas repris le milicien appelé sous les drapeaux, seront passibles d'une amende de cinquante livres et pourront être condamnés à des dommages-intérêts. Le *War Office* aura le droit, dans un délai de quatorze jours et par une procédure simplifiée, de réquisitionner les bâtiments et terrains nécessaires pour loger et instruire les miliciens. Le Bill prévoit une dépense en capital de 30 millions de livres, répartis sur deux ans et des dépenses d'entretien, qui seront de 10 millions de livres pour l'année en cours et de 25 en 1941.

Le second projet de loi, — *Reserve and auxiliary forces Bill*, — permet aux ministres de la Marine, de l'Air et de la Guerre, par un *Order in Council*, par un décret en conseil, valable pour trois ans au plus, d'appeler sous les drapeaux tout ou partie des réserves ou des forces auxiliaires, si leurs services sont indispensables pour assurer la préparation de la

défense du royaume contre un danger du dehors. La nécessité d'une proclamation et les inconvénients de la publicité seront ainsi évités. Le projet de loi garantit aux appelés le maintien de leur emploi et donne à l'administration des facilités pour réquisitionner bâtiments d'habitation et terrains d'entraînement.

Certes, cette réforme n'entraîne pas une augmentation considérable des effectifs actuels. Le nombre d'hommes entre vingt et vingt et un ans est évalué à 310 000. Si on déduit de ce chiffre, en sus des exemptés et des ajournés, le nombre des jeunes hommes qui servent actuellement dans les forces régulières ou dans les divisions territoriales, le nombre des recrues à instruire ne paraît pas devoir dépasser 200 000 hommes. Mais la préparation militaire obligatoire simplifie le recrutement et abrège l'entraînement, relève la valeur des unités et accroît l'importance des réserves. Ces lois font plus encore. Leur vote établit que la Grande-Bretagne veut avoir une armée moderne, rompt avec une tradition séculaire, accepte le service obligatoire. L'effort de redressement civique et de réarmement militaire, commencé au printemps de 1936, cet effort immense et croissant sur mer, dans l'air et sur terre reçoit, enfin, sa sanction nécessaire et son couronnement logique. L'Angleterre s'est vaincue. Elle a vaincu.

Est-ce à dire que ce dernier sacrifice au salut de l'Empire et à la paix du monde sera ratifié avec autant d'aisance et d'unanimité que les autres ?

* * *

Il convient de ne point exagérer l'importance de l'opposition radicale et travailliste.

Le radicalisme orthodoxe et socialisant ne groupe plus qu'une escouade de fossiles. Sir John Simon, Hore Belisha, Leslie Burgin, en s'alliant à la majorité conservatrice et en s'associant au cabinet Chamberlain, ont amputé le parti de la moitié de ses effectifs et de l'élite de ses intelligences. Le très honorable sir Archibald Henry MacDonald Sinclair, quatrième baron du nom, ex-major au 2e *Life-Guards*, propriétaire de 4 000 hectares et du château de Thurso, en Écosse, n'a même pas été capable de conduire au scrutin, malgré ses titres et malgré sa taille, sa patrouille de sur-

vivants. Il est vrai que, le 27 avril, Hore Belisha avait porté à cet aristocratique interprète du radicalisme écossais un formidable coup d'estoc en rappelant aux Communes que, le 3 avril dernier, vingt-quatre jours plus tôt, il avait proclamé devant la Chambre : « Je crois au service volontaire. Mais, si le gouvernement, avec ses sources incomparables d'information, arrivait à une conclusion différente, les ministres seraient impardonnables, s'ils s'abstenaient, pour des raisons électorales, de dire au Parlement la vérité. » Et sir Archibald s'effondra, sous les huées et sous les acclamations.

Au scrutin du 27, il ne fut suivi, dans son opposition à la conscription, que par sept radicaux orthodoxes. Sept autres et quatre indépendants votèrent avec les trois cent trente-quatre conservateurs, les vingt-neuf radicaux nationaux, les six travaillistes nationaux et deux nationalistes : 382 voix contre 145, dont 129 socialistes orthodoxes, 5 travaillistes indépendants, 1 communiste et 3 « front populaire ». Le 4 mai, sir Archibald annonça que son escouade et lui renonçaient à leur opposition et décidaient de s'abstenir.

Les socialistes officiels et dissidents n'en sont point encore là. Néanmoins, leur leader, le député de Limehouse et le maire de Stepney, le très honorable Clement Richard Attlee, malgré sa culture d'universitaire et son éloquence d'avocat, malgré l'autorité que lui donnent ses services de guerre et l'ancienneté de ses mandats, ne saurait pousser à fond son opposition contre le service obligatoire. Il a connu, avant qu'elles soient prises, les décisions diplomatiques du cabinet Chamberlain. Il a approuvé les garanties données par le Foreign Office. Il lui a, jadis, reproché avec véhémence d'avoir toléré les interventions de l'axe en Espagne, d'avoir transigé à Munich, d'avoir assisté les bras croisés à l'annexion de l'Autriche, au dépècement de la Tchéco-Slovaquie, à la disparition de l'Albanie. Le très honorable Attlee est même venu souvent à Paris pour flétrir la modération de nos dirigeants. Et maintenant, il reprocherait au Cabinet conservateur cet effort suprême et ce couronnement logique ! Si l'opposition des socialistes anglais n'était que ridicule et contradictoire, elle pourrait outre-Manche rester dangereuse. Mais elle est immorale et déshonorante : ce qui, pour son

inefficacité, est plus rassurant. Le travaillisme avait, en 1924 et en 1931, donné au pouvoir la mesure de sa capacité administrative. Et il fit sauter la livre avec une élégance qui rendit jaloux Léon Blum et son argentier Auriol. Le socialisme anglais donnera-t-il aujourd'hui, par son opposition au service obligatoire, la mesure de son courage civique ?

Il hésite. Et le 4 mai, le Conseil général du *Congrès des Trade-Unions*, la Commission exécutive du *Labour Party* et du Groupe ouvrier parlementaire, réunis sous la présidence de M. J. Hallsworth, ont, dans une interminable déclaration, rapportée par sir Walter Citrine, indiqué dans quel esprit et sur quels points les députés socialistes devraient, non pas s'opposer avec une intransigeante énergie, mais proposer des amendements au *Bill* sur le service obligatoire.

L'opposition des nationalistes irlandais qui, dans l'Irlande septentrionale, refusent d'admettre l'application des lois nouvelles demandée par lord Craigavon et ses ministres, par la majorité anglaise et protestante, sera plus tenace et plus redoutable que celle des socialistes travaillistes. Elle l'avait été déjà en 1914-1916. Jadis, elle n'a point empêché ni l'Angleterre de vaincre, ni le droit de triompher. Il en sera de même en 1939.

Neville Chamberlain a derrière lui une immense majorité ; et, s'il avait appelé dans son Cabinet ceux qui n'ont partagé ni ses illusions, ni ses erreurs, — les Winston Churchill et les Duff Cooper, — il eût rallié l'unanimité britannique. L'Angleterre accepte, avant même que le sang ait coulé et le canon parlé, de sacrifier sur l'autel de la patrie ses préjugés et ses habitudes ; de porter son armée de terre au même niveau que ses armées de mer et d'air ; d'appliquer la loi de guerre et d'instaurer l'obligation de servir.

Pourquoi ?

III

Lorsque, dans la nuit du 14 au 15 mars, après avoir détourné l'attention du gouvernement britannique, en lançant le bruit d'un accord possible et en posant des jalons pour une négociation commerciale, l'Allemagne hitlérienne envahit la Tchéco-Slovaquie, pour ensuite la piller et la

dépecer, le gouvernement britannique constata qu'Adolf Hitler, sans avertissement préalable, avait violé les engagements pris, de son plein gré, trois jours avant Munich, puis dans l'Accord à trois et dans la Déclaration anglo-allemande du 30 septembre 1938. Et, sur l'heure, le Cabinet, appuyé par le Parlement britannique, après avoir, les 23 et 31 mars, renversé les bases de sa diplomatie et étendu à l'Orient ses garanties, double, pour souligner la valeur de sa riposte et la fermeté de ses résolutions, les effectifs de l'armée territoriale, porte de 13 à 26 le nombre de ses divisions, déclenche une campagne intense en faveur des engagements volontaires.

L'avertissement fit long feu.

* * *

Le jeudi saint, l'escadre britannique de la Méditerranée avait pris ses dispositions, depuis quelques jours déjà, pour célébrer les fêtes et pour prendre le repos de Pâques. « De ses cinq cuirassés, un était à Gibraltar ; un second dans la Méditerranée orientale ; trois autres se prélassaient dans divers ports italiens, très distants les uns des autres. Deux d'entre eux n'avaient même pas leurs escadrilles de protection. Les escadrilles de contre-torpilleurs étaient divisées entre les côtes d'Afrique et d'Europe. Un grand nombre de croiseurs étaient entassés dans le port de Malte, sans la protection contre une attaque, qu'assurent les puissantes batteries des cuirassés (1). »

Le lendemain, branle-bas d'alerte : le canon tonne dans la mer Adriatique.

Une fois de plus, des engagements pris, de plein gré, vis-à-vis de la Grande-Bretagne, consignés dans la Déclaration anglo-italienne du 2 janvier 1937 et dans l'Accord anglo-italien du 16 avril 1938, confirmés par le Duce dans ses entretiens avec Neville Chamberlain, en janvier 1939, sont déchirés. Il était en effet écrit : « Les deux gouvernements proclament qu'ils ne désirent ni modifier, ni, dans la mesure où ils y sont intéressés, voir modifier le *statu quo*, en ce qui concerne la souveraineté nationale des territoires dans le bassin de la Méditerranée. »

(1) Discours de Winston Churchill aux Communes, 13 avril.

Une fois de plus, des déclarations mensongères avaient démenti les informations parvenues, directement ou non, au *Secret Service*. Le mardi saint 4 avril et même le vendredi saint, jour du débarquement en Albanie du corps expéditionnaire, le comte Ciano, qui par ses déplacements et ses uniformes, comme par ses déclarations et démentis, rivalise avec Ribbentrop, l'ex-courtier en champagne, déclare au naïf et inconsidéré Genevois, lord Perth, qu'il n'y a pas un mot de vrai dans ces renseignements et qu'il ne sera porté aucune atteinte au *statu quo*.

Cette réédition, à trois semaines d'intervalle, cette extension au bassin méditerranéen des méthodes diplomatiques du 15 mars, malgré les avertissements donnés par Londres, malgré les nouveaux témoignages de son action internationale et le récent accroissement de ses effectifs militaires, étaient d'une extrême gravité.

Décidée à Innsbruck, le mercredi saint, 5 avril, au cours des entretiens d'état-major entre les généraux von Keitel et Pariani, l'opération soudaine et armée, qui assure l'encerclement de la Yougoslavie, met les capitales balkaniques à portée de l'aviation de bombardement, permet une pression sur la Bulgarie, menace la route de Salonique, dissocie la péninsule et coupe les voies balkaniques, apparaît comme une manœuvre pour couvrir le flanc de la prochaine poussée du Reich, pour démolir le bastion à peine ébauché d'une résistance occidentale dans l'est de l'Europe.

Cette poussée serait-elle donc imminente ? Le président Roosevelt le croit. Il est alerté par ses représentants à Varsovie et à Paris. Des concentrations de divisions motorisées sont signalées aux deux extrémités de l'arc de cercle, que dessinent les frontières de la Pologne. D'étranges rumeurs ont couru, le samedi saint et dans la matinée de Pâques, sur une occupation italienne de l'île de Corfou. Et si elles ont été démenties par Mussolini, dans la soirée du 9 avril, après un échange anglo-italien d'avertissements comminatoires, les envois de matériel, d'approvisionnements et d'effectifs dans les îles du Dodécanèse, non loin de Chypre, et sur la frontière d'Égypte, ne pouvaient être niées. Le 15 avril, avec une hâte fébrile, le président Roosevelt lance son message de paix et son offre de négociation.

Mussolini les accueille avec ironie. Adolf Hitler ajourne sa réponse jusqu'au 28. Ni l'un ni l'autre ne paraissent s'apercevoir que le président Roosevelt, passant l'éponge sur le passé, valide, par son silence et par ses propositions, l'annexion de l'Autriche, le dépècement de la Tchéco-Slovaquie, la violation de Locarno et la destruction de Genève, la conquête de l'Abyssinie et l'incorporation de l'Albanie. Ces moissons ne leur suffisent pas ? D'autres entreprises sont donc en gestation ?

Il faut, pour tirer le chancelier Hitler de son rêve messianique sur la colline inspirée de Berchtesgaden, briser les vitres. Et puisque la riposte anglo-française du 13 avril n'a pas eu plus d'effet immédiat que le message américain du 15, puisque, limité à la désignation du très honorable Leslie Burgin, chargé des Transports pour le nouveau ministère des Armements, et à la promotion de trois membres subalternes du gouvernement, le remaniement ministériel du 21 n'a point ébranlé l'Europe, il ne reste plus qu'une opération à tenter : faire accepter par la Chambre des communes, avant le vendredi 28 avril, le principe de la conscription et charger sir Neville Henderson, réexpédié à Berlin, de commenter l'importance de ce vote.

*
* *

Ce vote est une affirmation. L'Angleterre a pris, à l'ouest et désormais à l'est de l'Europe, des engagements nouveaux de solidarité militaire. Elle les tiendra. Elle a les moyens de les tenir. Elle les avait sur mer et dans l'air. Elle les aura sur terre. Le front franco-britannique, dans la Méditerranée, est une réalité visible. Les deux flottes coordonnées, appuyées l'une sur Chypre et Alexandrie, l'autre sur Mers-el-Kébir et Gibraltar, ravitaillées l'une par Suez et l'autre par l'Atlantique, sont de taille à fermer les verrous aux deux extrémités et à interdire toute circulation dans les eaux centrales. Et voici que le front britannique, sur terre et dans l'air, ne sera pas une réalité moins menaçante dans les plaines flamandes, en marge des terres rhénanes et sur les deux flancs de la Tripolitaine et de l'Abyssinie.

Ce vote est un avertissement. Si le chancelier Hitler et M. Mussolini, aveuglé et asservi, déclenchent une guerre géné-

rale, en attentant à l'indépendance de nouvelles nations, ils doivent prévoir une guerre d'usure pour laquelle leurs régimes, hypertendus et déjà affaiblis, ne sont prêts ni économiquement, ni politiquement, ni militairement, ni moralement. Aucun des deux ne survivra à la première défaite. Pas un observateur étranger compétent, ni au Japon, ni en Amérique, ni dans les Balkans, ne croit à la victoire de l'axe dans une guerre longue. Désormais, depuis l'effort français et l'effort britannique, elle ne peut plus être courte.

Il y a quinze jours, M. Gafenco conférait à Berlin avec Ribbentrop : « La situation me paraît moins bonne que vous ne le pensez. Si le Reich était menacé par les hommes d'État d'un encerclement, le génie du Fuhrer aurait tôt fait de le briser. Mais ce sont, bien au contraire, les peuples qui menacent de vous encercler. Si mon souverain et moi nous acceptions vos offres, le peuple nous chasserait. En Yougoslavie, le prince Paul et son ministre auraient tort de ne point imiter notre prudence. Beck a dû changer de ton. Le peuple hongrois flanche. Le peuple italien bouge. Et l'opinion britannique a obligé son gouvernement à instituer le service obligatoire. »

La guerre n'est plus certaine : les risques de l'opération vont grandir.

La paix est possible : les peuples de l'Europe pourront enfin respirer.

JACQUES BARDOUX.

LA VAGUE QUI PASSE

DEUXIÈME PARTIE (1)

I

Au bout d'un moment, parce qu'un jeune homme plein de vie se lasse d'une trop longue contemplation et s'ennuie, Henry Cope se leva et vint aux côtés de lady Molly. Rassérénée, elle sourit. Il lui offrit le bras ; elle le prit. Silencieusement, ils remontèrent sur la falaise. Quand ils furent près d'atteindre le sommet, il parla enfin :

— A quelle heure dînez-vous ?

— A cinq heures.

— Où est votre tante en ce moment ?

— Je suis encore libre pendant une heure, dit-elle en le regardant à travers ses cils dorés ; ma tante est chez lady Lade.

— Dans ce cas, je me ferai un plaisir de vous accompagner jusque chez vous, décida-t-il. Ceci dit, nous prendrons le chemin des écoliers. Nous suivrons la falaise pour arriver à Laines. De là, nous prendrons la rue du Nord et nous nous acheminerons vers l'église, nous nous arrêterons pour lire les noms sur les tombes, nous plaindrons les morts, peut-être ramasserons-nous un crâne avant de nous en aller, car pendant cette tempête que je vous ai racontée le vent a déterré les crânes des tombes et les a jetés aux enfants pour qu'ils jouent à la balle.

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai.

— Je vous en prie, cessez, dit-elle en frissonnant.

— Cesser quoi ?

— De parler ainsi.

— Je vous déplais alors que j'essaie de vous divertir ! Je vous raconterai l'histoire de mon phoque avant de vous quitter, mais pas à présent. Vous n'êtes pas suffisamment libérée de votre famille. Pendant que vous calmez vos nerfs et redevenez sereine, je composerai un sermon... Quel excellent pion j'aurais fait ! Je prendrai comme sujet *les Tantes.* Pas la vôtre, lady Molly. Dieu me garde d'être impertinent ! Prenez mon bras... Non, des tantes en général !... Les poètes, continua Mr Cope tandis qu'ils marchaient lentement le long de la Promenade, ont tout naturellement négligé de s'occuper des tantes. Si on les prend au point de vue comique, elles sont utiles, mais sur le plan émotif elles sont nulles. Shakespeare, bien entendu, peut passer outre et détruire ces préjugés. Souvenez-vous...

— Je ne me souviendrai certainement pas, dit Molly d'une toute petite voix.

— Non ? Cela n'a aucune importance. Simple préambule. Mais vous vous rappelez quelle origine il attribue à la guerre de Troie ? Qu'est-ce qui l'a déclenchée ? Hélène ? Jamais de la vie ! Une vieille tante que les Grecs tenaient captive, dit Shakespeare. D'ailleurs, les meilleures tantes se trouvent toutes dans Shakespeare, depuis la grosse femme de Brentford jusqu'à lady Capulet. Et puis il y a cette monstrueuse, hybride, tante-mère de *Hamlet.* Elle devait ressembler à une pivoine, trop épanouie, avec un soupçon de double menton, mais combien jolie encore ! Quand Claudius lui touchait du doigt la joue, l'empreinte creusait une fossette. Hamlet dut l'embrasser le lendemain ! Mais l'oncle-père et la tante-mère s'y trompèrent. Ce passage de Shakespeare m'a toujours fait frémir.

Pendant ce débordement de fantaisies, ses joues avaient repris leurs couleurs. Ils entrèrent dans la rue du Nord. La main de Molly alors se resserra sur le bras de Mr Cope.

— Regardez, lui dit-elle, en montrant des postillons en livrée bariolée qui précédaient un carrosse à la mode.

— Et puis, après ? dit-il. Ce n'est que lady Lade qui singe la princesse de Galles !

— Ma tante est avec elle !

— Non ? C'est vrai ! Quelle déveine ! Venez par ici, alors.

Il la repoussa rapidement dans la rue qu'ils venaient de quitter et ils se réfugièrent derrière une véranda, regardant l'équipage passer devant eux.

— Nous a-t-elle vus ? Maudite soit ma myopie !

— Je ne crois pas. — Mais la voix de Molly trahissait la peur. — Elle va rentrer à la maison ; il faut que j'y sois avant elle.

— C'est facile. Lady Lade éprouve le besoin de s'exhiber, et votre tante aussi, sans doute. D'ailleurs, pourquoi sommes-nous tous à Brighton, à l'exception de vous et moi? Regardez, les voilà parties.

Ils reprirent la rue du Nord.

— Maintenant, nous allons traverser directement le square, ensuite nous suivrons le petit chemin jusqu'au Steyne et nous arriverons avant elle. Nul besoin de se presser.

Mais l'enchantement était rompu. Elle lui avait échappé, elle n'était plus sous sa domination. Il s'en rendit compte, et, arrivés au petit chemin, il la quitta sans offrir de l'escorter. Ce qui lui valut un « merci » tremblant et un regard bienveillant sous les longs cils. Puis elle s'enfuit.

Il s'appuya sur la rampe sans quitter Molly des yeux jusqu'à ce qu'elle ne fût plus qu'une longue tache grise. Après quoi, il rentra tout doucement, content de rencontrer les livrées bigarrées des serviteurs et de pouvoir saluer les deux dames avec une insistance qui les obligea à bien le regarder. Il était permis à la jeunesse dorée de Brighton de pousser la galanterie jusqu'à l'impertinence, et les dames, avant de le dépasser, daignèrent approuver ses jambes bien faites et la coupe de sa redingote verte.

II

Après le dîner il congédia son domestique ; puis, ayant vidé son troisième verre de porto, une conviction troublante s'empara de lui. S'il n'y prenait garde, Molly Jessel deviendrait une habitude. Cette idée le remplit d'effroi. Considérée comme nouveauté, Molly Jessel était assez agréable, mais gare à l'accoutumance qui rendrait sa stupi-

dité (il s'accrochait férocement à l'idée qu'elle était stupide) non plus un charme naïf, mais une entrave.

Déjà elle avait pour lui une reconnaissance qui pourrait bientôt devenir de l'affection. Chose pire, il pourrait lui aussi l'aimer. Après quoi, ce serait le mariage. Et puis, il y avait la tante !

Ici, il s'arrêta : qu'il est ennuyeux de permettre à sa pensée de folâtrer ainsi ; elle va de l'avant, vous leurre. Vous la suivez, mais avant d'avoir pu la rattraper vous êtes déjà loin dans le chemin fleuri. Non, jamais il ne se laisserait perdre pour une Molly Jessel. Il lui écrirait un billet empreint de charme et de tact. Il lui proposerait de lui verser une avance sur sa miniature. Il faudrait qu'elle lui envoie un reçu signé. La délicatesse de l'une et de l'autre serait ainsi satisfaite. Il n'aurait pas besoin de la revoir avant qu'elle eût terminé son travail, et pour cela il faudrait des semaines. Oui, mais il faudrait la voir tout de suite pour remettre le billet entre ses mains. Impossible de le confier à un domestique qui pourrait les compromettre tous deux aux yeux de la tante. Il la reverrait donc encore une fois. Après il suffirait d'éviter les alentours de la librairie Donaldson.

Il commença sa lettre. Sa plume d'oie se mit à baver et il chercha son canif d'ivoire. Mais il se rappela tout à coup qu'il s'en était servi pour couper les mailles du filet qui emprisonnait le phoque et qu'il l'avait déposé sur un rocher couvert d'algues jaunes et vertes.

Il fut ennuyé. Le canif venait de son père et il détestait perdre ce qui lui appartenait. Mais l'avait-il vraiment perdu ? Le rocher était creux et la marée de cette nuit avait été faible. Peut-être était-ce la peine qu'il fît un petit voyage jusqu'aux rochers.

Un peu soulagé, il referma son écritoire et s'en alla. Grâce à son dîner tardif, il y avait peu de chances pour qu'il rencontrât qui que ce soit. Ses amis seraient tous déjà sur le Steyne. Lui, en revanche, avait donné rendez-vous au coucher de soleil et à la mer.

Il arriva aux Rochers. La marée du matin avait éloigné le filet et l'avait recouvert de sable et d'algues. Il se mit à chercher le petit récif où il avait déposé son canif. Mais,

— c'était à prévoir, — il ne put le reconnaître parmi tant d'autres. Sur chacun il y avait un coquillage ou une anémone de mer qui se penchait mollement au-dessus d'une flaque d'eau. Alors il se souvint : son récif devait encore être submergé. Eh bien ! le temps était à lui ; il s'assiérait, il regarderait la marée descendre. Il chercha sur le rocher une place confortable et sèche, puis, ayant contourné un promontoire, il s'arrêta frappé d'étonnement. Entre deux rochers arrondis, il aperçut une langue de sable tout fraîchement exposée aux caresses de l'air ; sa surface pure était tachetée d'une pierre noire, d'une pierre blanche, de quelques coquillages jaunes et d'une coquille rose chatoyante. A demi étendu sur le sable et à demi plongé dans l'eau, un garçon de dix-sept ans se prélassait. Il avait arraché des moules aux rochers et les mangeait de bon cœur. Les vagues, en se précipitant sur les rochers, retombaient en cascade. Assis, le buste dressé, il paraissait être soutenu par l'eau qui formait une surface de cristal et déposait sur ses épaules une couche mousseuse d'écume. Son corps était blanc, de la blancheur radieuse et perlée qui n'appartient qu'aux êtres jeunes et roux. Son épaisse chevelure, couleur de blé mûr, était décolorée par le soleil. Sous cette tignasse bouclée et humide, on apercevait les yeux pers, éveillés. Le nez était court, les pommettes haut placées, couvertes de taches de rousseur ; la bouche, d'habitude boudeuse, à présent souriait. Henry le contemplait, étonné ; il parla sans accent, mais avec une intonation musicale qui n'appartenait ni aux pêcheurs ni aux gens cultivés.

— Vous êtes venu chercher votre canif, dit-il, et il tendit le bras.

Puis il fouilla à travers l'eau de cristal, comme un enfant fouille dans la boîte qui enferme ses jouets familiers, et il en tira une petite tasse brune qu'il tendit vers Henry Cope, étonné.

— Elle est à vous. — Puis impatiemment : — Prenez.

Mais Henry ne bougeait pas, paralysé par la timidité, la gêne qu'il éprouvait devant cet être hors de son monde.

Une telle beauté, tant de grâce l'éblouissaient ; il ne savait comment y répondre. Il s'avançait, regardait son canif dans la tasse brune remplie d'eau de mer, et en même

temps, honteux, il fouillait dans sa poche pour en tirer quelques pièces d'argent. Un regard farouche arrêta son geste.

Le jeune homme sortit de l'eau et, agenouillé sur le sable, fourra la tasse et son contenu, qui n'était autre que le canif, dans la main d'Henry. Leurs doigts se rencontrèrent.

La main glacée du jeune garçon ne ressemblait en rien à celle d'un vivant ; son toucher avait le picotement du givre, la fraîcheur de la rosée à l'aube. Il vivifiait comme le vent du nord fouette ou la gorgée d'eau rafraîchit quand elle jaillit d'une fontaine ombragée de fougères. Ce froid était associé à une vitalité qui faisait vibrer tous ses sens.

— Pour vous, disait le garçon de sa voix un peu rauque, dans un anglais assez irréel.

— Pour moi ?

Henry prit le canif, puis, comme il allait rendre la tasse au jeune garçon, sa main fut agrippée par des doigts mouillés, froids comme l'acier, qui replacèrent de force la tasse dans sa paume et recourbèrent ses propres doigts.

— Pour vous, répétait le garçon avec ardeur, — et Henry, observant ses yeux verts, vit qu'on lui livrait avec fougue et regret un trésor : — Parce que vous êtes venu en aide à mon chien !

— Le... phoque ? dit avec hésitation Mr Cope.

Le garçon, assis sur ses talons, hocha la tête en signe d'affirmation. Il souriait, comme si le don de la tasse eût été un devoir qu'il était heureux d'avoir accompli. Puis il ajouta paresseusement, en confidence :

— Il est apprivoisé. Il prend mes poissons. Mais depuis quelques jours il ne pêche pas, car il a été blessé par vos... par les filets.

Il ajouta d'un ton sérieux :

— Il n'est pas mon parent, il est vraiment mon chien ; mes parents vivent dans des maisons çà et là, tout le long de la côte.

D'un geste, il montrait les côtes de l'Angleterre et de la France. Des gouttes d'eau éclaboussèrent les guêtres impeccables de Mr Cope.

— Je vous suis infiniment obligé, dit-il, séchant ses guêtres d'une chiquenaude.

Le garçon rit, et Mr Cope, vaguement étonné d'être si divertissant, fit passer la tasse de sa main droite dans sa main gauche. Elle s'était déjà réchauffée à son toucher.

— Et, continua-t-il, vous me ferez très plaisir...

Il fouillait dans sa poche ; le jeune garçon se leva, les yeux tournés vers la mer.

— Je m'en vais !

Toute idée de récompense s'évanouit de la pensée d'Henry. Au contraire, il tendit la main au jeune homme pour le retenir et lui demanda avec empressement :

— Quand vous verrai-je encore ?

— Encore ? — Le garçon le regardait par-dessus l'épaule, riait, et répétait le mot qui paraissait nouveau pour lui.

Puis riant toujours, il sauta sur le rocher qui se dressait derrière lui, courut jusqu'à l'eau profonde et, les mains jointes, se lança comme une flèche d'ivoire dans la mer.

Alors, sans se soucier de l'eau qui lui mouillait les chevilles, Henry Cope s'élança à sa suite ; courant sur les rochers, trébuchant, s'efforçant de garder son équilibre, il atteignit la pointe glissante d'où il avait plongé. Mais il eut beau fixer avec attention les crêtes des vagues, se tourner dans tous les sens, il ne put apercevoir la tête du jeune garçon émergeant des flots.

III

Mr Cope revint lentement à sa demeure ; le souvenir de cette aventure remplissait son esprit, satisfaisait son imagination toujours avide et à l'affût d'aliment. Car s'il lisait trois fois autant que tous ses amis, il ne le faisait que pour abréger ses longues veilles. Il n'avait jamais tout le sommeil dont il avait besoin ; c'était une torture pour lui de rester éveillé, de fixer la fenêtre de sa chambre, d'attendre le rais de lumière grise qui filtrait si lentement à son gré. A ces moments d'incapacité créatrice, ses seules pensées confuses gravitaient autour de ce qu'il avait fait ou négligé de faire. Son examen de conscience nocturne n'apportait jamais d'absolution ; alors il lisait sans cesse. Recroquevillé dans son lit, il cherchait

les positions les plus bizarres pour éviter de fatiguer ses yeux : deux bougies perchées dangereusement sur une chaise branlante posée sur la table de nuit.

Cet échafaudage précaire inquiétait sans cesse son domestique : à six heures du matin, au moment de cirer les chaussures, il entrait dans la chambre de son maître sur la pointe des pieds, persuadé qu'il y régnait une odeur de brûlé. Son maître dormait enfin, la tête enfouie dans son bras ; ses oreillers, au lieu de lui servir d'appui, étaient épars sur le lit, ses draps traînaient à terre, les deux bougies envoyaient leurs spirales de fumée droit vers le plafond ; s'il laissait la porte entr'ouverte, ces spirales se détachaient en ronds qui se réfugiaient dans le dôme vert du baldaquin placé au-dessus de son lit.

Ainsi se passaient les nuits d'Henry Cope. Pour remplir ses longues journées, il était constamment aux aguets, avide de ne rien laisser perdre des événements de la ville. S'il guettait un regard entre deux amis ou deux ennemis jusqu'ici insoupçonnés, le Steyne devenait pour lui l'échiquier sur lequel il se complaisait pendant des jours à diriger comme des pions les phases de leur amitié ou de leur haine. Il était capable, en regardant passer à fond de train un étranger, de le disséquer moralement pour découvrir un vice particulier ou une de ces beautés de caractère qui rachètent un être. Il faisait des conjectures, et si le sujet en valait la peine, il poursuivait le passant, se liait avec lui pendant une brève demi-heure, puis avec son sourire étincelant il l'oubliait à tout jamais. Il transformait les anecdotes en histoires, les balivernes en tragédies. Il avait besoin de voyager. Son esprit nourri de littérature voguait à travers le monde ; cependant, le moment venu de se mettre en mouvement, ce solitaire éprouvait une crainte éperdue de rompre avec ses pauvres liens familiers.

Aujourd'hui, l'aventure était venue vers lui. Pour la première fois de sa vie, sans qu'il y fût pour rien, il avait rencontré sur un pied d'égalité un être qui n'avait jamais entendu parler du prince régent, qui ne savait pas que le catogan et les culottes courtes n'étaient plus de mise et que les pièces d'argent et les canifs d'ivoire avaient de la valeur.

Et dans sa main, il tenait le trésor d'un humble : la tasse brune.

Rentré chez lui, il l'avait posée négligemment sur la table. Cette tasse était légère, moins élégante de forme que la porcelaine à la mode, mais non sans charme. Sa ligne courbe était à la fois ferme et légère, peu accentuée. Le sein d'une jeune fille aurait pu servir de modèle ; où avait-il donc lu qu'une tasse d'or avait été autrefois moulée sur le sein d'Hélène belle comme l'aurore ? Mais cette tasse-ci était brune ; l'anse était d'une merveilleuse élégance d'attache et se posait comme une oreille fine, gracieusement accrochée au bord de la joue. La tasse devait être ancienne ; de quelle matière était-elle faite ? Ce n'était ni de la porcelaine, ni de la pierre, ni du bois marron.

Plus il la regardait, plus il l'aimait, peut-être parce que c'était vraiment le premier cadeau qu'il eût reçu. Ses oncles, par esprit de devoir, lui avaient donné une montre quand il avait atteint sa majorité, et Dick Gregory, il y avait à peine un mois, sachant qu'il aimait les curiosités, lui avait apporté une jolie conque à l'intérieur rose ; mais la tasse brune ne lui avait pas été donnée en raison de son nom, de son rang, de son âge, elle n'était même pas un gage d'accordailles. Elle était un don librement consenti à l'être inconnu qui était caché en lui. Lui, Henry, avait à peine deviné cet être intérieur, mais un étranger venu d'un monde surnaturel avait immédiatement perçu l'homme invisible aux autres et l'avait accueilli avec un don d'amour. La tasse était là, toute chaude dans sa main ; son corps entier en recevait la chaleur.

Où mettre ce don d'amour ? Le placerait-il dans sa chambre démodée, triste comme une cave ? S'il le mettait sur sa coiffeuse, il le verrait dès son réveil, mais son domestique le ferait voisiner avec de la monnaie, des boutons de pantalons poussiéreux. Il était inadmissible qu'on la profanât ainsi : cette tasse devait servir uniquement à réconforter ses regards.

Placée sur la cheminée, la tasse était bien à sa place, mais elle était trop bas. Il trouva une coupe vert pomme et, pour qu'elle servît de socle, il la renversa. Après s'être un peu reculé pour admirer l'effet, il vit que, rehaussée par ce vert poli, la tasse luisait à présent comme de l'or ; le contour

était flou, plus estompé que la courbe sur laquelle elle reposait. Que pouvait bien être cet objet si léger, si chaud, si plein de vie ? Étrange qu'un tout petit bibelot puisse ainsi dominer une pièce ! Et il comprit que la cheminée devait être dégagée.

Il se mit à l'œuvre, il écarta les groupes de Saxe, les allume-pipe en papier, les plateaux remplis de jetons, tout, tout, sauf la coquille à l'intérieur rose, seul objet harmonieux et bien à sa place. Mais cependant ce remue-ménage ne le satisfit pas, car, apercevant la pièce reflétée dans le miroir, il la trouva confuse, surchargée.

— Cette maison ressemble à un mont-de-piété ! s'écria-t-il d'un ton irrité.

Il enleva sa veste, appela à hauts cris son valet de chambre, et reprit son travail. Les fruits de cire sur la table furent sacrifiés les premiers, puis ce fut le tour des grands vases de Chine. Écartés encore le tabouret sur lequel s'était assise Molly, le fauteuil en bois de citronnier garni de pékin rose et blanc, les rallonges de la table de la salle à manger. Et même, quand celle-ci fut ramenée à la dimension d'un étroit carré, il l'expulsa dans le couloir avec tout le fatras des objets inutiles.

— La table placée dans l'embrasure de la fenêtre me suffira pour dîner, dit-il. J'ai besoin d'espace ; enlevez donc ce tapis devant la cheminée : chaque fois que vous passez vous vous y prenez les pieds. Enlevez le lutrin. Dites à la gouvernante que dorénavant, je ne veux pas de fleurs dans cette pièce. Ah ! maintenant on peut respirer, remuer ; maintenant il fait frais et je peux aller où bon me semble.

Le domestique peinait et se débattait avec les meubles en disgrâce. Il appela sa femme pour l'aider, tandis que Henry, rassuré à la vue de tout le superflu dans le couloir, se désintéressait du couple et de leur peine. Il ferma la porte, s'y adossa et, dans cette ambiance dégagée, fraîche, il contempla son trésor. La lune dans le ciel tendait à sa plénitude ; elle perçait son lit de nuages et, de ses rayons, éclairait la pénombre. Baignée de cette lumière mystérieuse, la tasse devenait plus argentée, perdait ses reflets. Peut-être les regards de Mr Cope étaient-ils attirés par les marges blanches des tableaux ? Dès que cette pensée le frappa, il décrocha

les tableaux. Les vides laissés sur les murs, désagréables à l'œil, raffermirent sa décision de se débarrasser du papier de tenture au dessin chinois. Lady Haggerstone avait un papier avec des scènes de chasse ; ses murs à lui auraient la couleur du crépuscule ; on y verrait des arbres grêles, une forêt inondée ; ou bien, non : au lieu d'arbres, des algues s'écrouleraient comme des rubans sur le fond glauque. Il s'occuperait de cela dès demain. Il aurait beaucoup à faire. Il faudrait relancer Dick Gregory qui sans doute le renseignerait sur l'être étrange de la plage et sur son phoque. Il faudrait aussi résoudre le problème de Molly et de son livre. Peut-être pourrait-il lui raconter des bribes de l'aventure. Il lui dirait comment il avait retrouvé son canif sur le rocher dans une tasse rejetée par la mer. Ses yeux cherchaient la tasse pour une dernière caresse ; il eut une déception : le clair de lune avait disparu, laissant la pièce enveloppée d'ombre et la tasse terne semblait en bois.

IV

— J'ai quelque chose à vous montrer, chuchota Mr Cope à l'oreille de lady Molly. Il était resté un moment à l'observer tandis qu'elle se tenait devant le comptoir de Donaldson, puis il s'était amusé à se rapprocher d'elle à pas de loup. Pendant qu'elle attendait son tour, elle feuilletait nonchalamment les livres. Il ne l'avait pas vue depuis quinze jours et il remarqua qu'elle n'avait pas bonne mine ; en tout cas, elle n'était pas jolie. La peau de ses joues était tirée... et qu'avait-elle donc fait à ses yeux ?

Son chuchotement la fit sursauter et ses joues s'empourprèrent. Elle avait besoin de couleur, voilà ce qui manquait à sa beauté. Eh bien ! maintenant elle en avait.

— Voilà qui est beaucoup mieux ! dit-il d'un ton d'admiration.

Elle fut obligée de rire, mais son regard inquiet se dirigea vers le seuil où sa tante, toute enrubannée, alourdie de dentelles, jouait aux cartes avec la joviale lady Lade. Et Mr Cope baptisait ce hasard : chance. Lady Lade aimait les plaisanteries, la jeunesse, tout ce qui pouvait nuire au décorum. Sa richesse la rendait indispensable, sa popularité impossible

à éviter. Elle avait tant d'exubérance, sa langue était si bien pendue, — et un peu vulgaire, — qu'il valait mieux accepter ce qu'elle voulait que provoquer une discussion. Son alliance était précieuse ; sans se soucier de ses négligences et de ses rebuffades, elle avait toujours eu beaucoup d'amitié pour Henry. Il lui insinua donc d'un ton très pathétique que la journée était belle ; il avait donné des ordres pour qu'on attelât son cheval et qu'on amenât sa voiture. Qu'il serait heureux s'il pouvait, rien qu'une petite fois, promener lady Molly !

Les dames froufroutantes se retournèrent pour le regarder. Une déclaration d'amour sans aucun doute. Jamais jusqu'ici Mr Cope, le beau parti, ne s'était permis d'indiquer aussi nettement une préférence et Mr Cope, de sang-froid, aurait été le premier à déplorer un acte aussi téméraire. Mais Mr Cope n'était guère d'aplomb depuis dix jours et, tout comme Molly, avait le tour des yeux cerné. Il s'était plongé avec frénésie dans le nouvel aménagement de ses appartements ; comme toujours, quand il voulait quelque chose, il fallait que ce fût fait immédiatement. Il payait à des prix astronomiques ce luxe extra-rare en Angleterre, la rapidité. La décoration avait été terminée seulement trois jours après la limite fixée, mais cette période lui avait causé une tension extrême et des efforts inutiles. C'étaient de perpétuelles décisions futiles à prendre, suivies de contre-ordres, de discussions avec des domestiques insolents, d'explications à des ouvriers stupides, sans parler d'une grande bataille livrée au malheureux petit peintre d'enseignes qui, malgré son grand besoin d'argent, ne put résister à la tentation de badigeonner les murs de Mr Cope selon ses goûts sans tenir compte de ceux de son client. Henry, bien entendu, avait eu gain de cause sur toute la ligne. Il avait maté les domestiques, éduqué les ouvriers, terrorisé l'artiste, après un accès de rage qui l'avait laissé épuisé, un peu honteux, mais qui avait eu pour résultat des effets décoratifs d'une telle originalité que le pauvre diable avait été éberlué par le jaillissement imprévu de son propre talent. Sans cesse il demandait à Henry la permission d'amener d'autres clients pour leur montrer son travail. Aujourd'hui Mr Cope avait réussi à se débarrasser du gêneur. Quand la pièce aurait perdu l'odeur de peinture, elle serait vraiment la réalisation de son rêve, un antre de calme.

Qu'importait pourtant que la pièce fût terminée en huit semaines ou en quinze jours ? Impuissant à satisfaire pleinement le besoin passionné de créer qui s'était brusquement révélé en lui, il avait tout pressé, tout bousculé. Ébaucher des projets, passer des commandes, voir ses plans prendre forme et couleur avait apaisé sa fièvre ; du moins cette activité l'avait-elle empêché de penser. Des courants traversaient son subconscient, palpitaient, se débattaient, comme une douleur sourde qu'on doit un jour révéler à son médecin. Il ne l'ignorait pas, mais se refusait à admettre l'existence de ce tourbillon.

La pièce était terminée. Dans ce refuge frais et vert, devant cet autel où l'étrange tasse attendait, comme l'encensoir, d'être remplie pour répandre sa fumée odorante, il sentit l'obligation de se regarder dans le miroir.

Guère plus de quinze jours s'étaient écoulés depuis qu'il s'était une première fois observé dans la glace, se demandant: « Dois-je me marier ? » Il calculait à présent l'heure à laquelle la marée découvrirait les rochers. Serait-il plus heureux cette nuit que les treize nuits précédentes ? Que voulait dire son grand-père par cette note tracée dans sa Bible à propos de gens de la mer qui vivaient à Lyonnesse au delà de ce pays de Cornouailles où la terre s'enfonçait ? Quand il avait écrit « mer », sa plume se serait-elle trompée ? Avait-elle voulu tracer « loup de mer » ? L'étrange garçon rencontré sur le rocher pouvait-il se dire le cousin des gens de la mer, tout comme lui, Henry Cope, se disait le cousin des Enfants verts du pays de saint Martin ? Ils étaient donc tous deux des rêveurs, des tisseurs de fables ? Ils se ressemblaient donc à un tel point, le rude paysan et le gentleman ?

Le gitane des mers qui lui avait offert la tasse aurait beau ne jamais revenir, s'en aller pour toujours, être capturé comme contrebandier, être enrôlé de force dans la marine, mutilé dans une bataille navale, perdre son nez, un œil, être tué même, se retirer dans une des grottes de son île, se marier pour élever toute une marmaille, devenir gras, velu, ce qui était un autre genre de mort, ce jeune homme vivrait dans sa mémoire. Cependant un souvenir qu'on ne partage pas a quelque chose de mort. Où trouver l'être humain qui donnerait la couleur à ses paroles, la forme à sa description ?

Ah ! si elle n'était enlizée dans les conventions et les devoirs mondains, avec quel empressement il irait chercher Molly ! Voir Molly lui ferait du bien, lui redonnerait un nouvel élan vital. Et puis il n'avait jamais envoyé à cette pauvre fille son avance sur la miniature.

Il enveloppa un rouleau de pièces d'or dans une feuille de papier sur laquelle il griffonna à la hâte quelques mots ; il la prévenait qu'elle ne lui devait aucun remerciement : cet argent était une avance à l'artiste qu'il avait engagée et qu'il payait. Il avait ajouté en post-scriptum : « Soyez chez Donaldson demain à onze heures ; tâchez, si possible, d'amener votre dragon. » Il avait empaqueté le tout, l'avait confié à Dick Gregory, et, riant sous cape de la surprise qu'éprouverait Molly, des efforts gauches qu'elle ferait pour obéir, il s'en était allé jusqu'au Rocher. Là, il s'arrêta pour contempler la mer en s'efforçant de ne penser qu'à la terre et à Molly.

Et maintenant, une demi-journée plus tard, il donnait suite à ses projets, il s'insinuait dans les bonnes grâces des vieilles dames, il pinçait le petit doigt de Molly pour qu'elle se tînt tranquille, et vainqueur il l'emmenait vers sa voiture qui attendait.

— Le jeune homme a de la fortune, bien entendu, dit lady Lade en les suivant des yeux.

— Sans quoi, vous imaginez-vous que je serais consentante ? riposta la tante de Molly en battant les cartes. Sans doute, je n'approuve pas ; à Londres, ce serait inadmissible, mais Brighton, c'est Brighton, et du moment qu'elle a raté toutes les occasions de se marier...

— Avec lui, elle n'a rien à craindre.

La voix vulgaire, mais bienveillante de lady Lade trahissait une ombre de regret.

— Craindre ? Quelle crainte peut-on avoir ?... A vous de donner les cartes, madame !

V

— Qu'avez-vous à me montrer ? interrogea Molly.

Il ne répondit pas tout de suite. La pensée qu'il était en train d'observer une femme dans un état d'esprit unique

l'absorbait. Jamais auparavant il n'avait vu quelqu'un d'aussi parfaitement heureux.

Ils avaient attaché le cheval le long de l'allée cavalière et avait escaladé les dunes jusqu'au point le plus élevé où un arbuste sauvage semblait monter la garde. C'était un buisson épineux déformé et dépouillé par les vents, mais robuste et alourdi de graines jaunes. Molly s'était installée à son ombre sur un renflement de racines qui lui offraient un siège commode. Elle avait enlevé son chapeau et le vent soulevait ses cheveux, les faisait miroiter. Au soleil, ils brillaient comme les menus cailloux qui parsemaient l'herbe rase. Un rose chaud envahissait ses joues, et les yeux qui fixaient les siens étaient étonnamment bleus. Elle se penchait légèrement vers lui pour entendre sa réponse. Son sourire rayonnait de l'enchantement qu'Henry et cette journée de lumière lui donnaient.

« Comme le bonheur embellit la femme ! » pensait Henry, mais il ne voulut pas se permettre d'en approfondir la raison.

Molly reposa sa question :

— Avez-vous apporté ce que vous voulez me montrer ?

— Tout à l'heure, chaque chose en son temps... Non, je ne l'ai pas apporté. Et, d'abord, dites-moi que j'ai bien manœuvré !

— Oh ! oui, très bien, si bien ! dit-elle. Je ne peux pas encore croire que nous sommes ici ! Dire que ma tante a consenti ! C'est un miracle... Chaque colline a sa part d'ombre, et hors de cette ombre le soleil est délicieux, sans être trop chaud ; il y a trois alouettes et le gazon répand une odeur exquise.

— C'est le thym, fit-il remarquer en souriant, car il se divertissait de l'entendre gazouiller, elle si timide. Vous êtes facile à contenter. Et comment allez-vous ?

— Plutôt, comment allez-vous, vous ? Chaque jour je vous ai cherché chez Donaldson. J'avais peur que vous ne fussiez malade. Je crois d'ailleurs que c'était vrai... — Elle se pencha pour l'examiner : — Vos yeux sont fatigués.

— J'ai pensé la même chose des vôtres, tout à l'heure !

— Pour moi, il y a une raison.

— Son Altesse la tante ?

Pendant un instant sa figure s'assombrit.

— Ne parlons pas d'elle. Laissons-la où elle est.

— Oui, mais vous ne devriez pas pleurer à cause d'elle. Signe de faiblesse !

— Je n'ai pas pleuré. Ah ! vous voulez parler de mes yeux ; ils n'ont pas été brûlés par les pleurs ; leur fatigue provient d'une cause plus agréable.

— Dites-la moi !

— Non, vous d'abord. Pourquoi m'amener ici ? Vous m'avez annoncé que vous aviez quelque chose à me dire...

Il s'étira sur le gazon en y enfonçant ses coudes et déracina une petite touffe d'euphorbe blanche.

— Comment appelez-vous cette plante ? demanda-t-il.

— Euphorbe ; la tige en est laiteuse. Vous allez tacher vos doigts. Ah ! c'est déjà fait.

— Ces taches proviennent d'un dur travail.

— Vous !... le travail ?

— Mais oui ! J'ai gratté avec du papier émeri, j'ai ciré, j'ai manié les pinceaux. Il faut que vous voyiez les changements accomplis dans mon appartement. Nous arrangerons une réception.

Mais elle était de ceux qui abhorrent le déplacement des meubles. Elle fronça les sourcils.

— A moi, votre salon me plaisait tel qu'il était.

— A moi aussi, mais c'est mieux maintenant ; vous verrez.

— Mais pourquoi ? Le tapis était neuf, les rideaux l'étaient aussi, à peu de chose près, et les meubles du meilleur goût moderne.

— Liquidé, tout cela.

— Vous avez gardé la pendule au moins ? Vous ne pourrez rien trouver de plus charmant pour la cheminée.

— Que si... ou plutôt cette chose plus charmante m'a trouvé, moi... C'est-à-dire...

Il cherchait les mots pour raconter son histoire et y renonça.

— Qu'est-ce donc ? insistait-elle avec intérêt. Une autre pendule ?

— Une tasse.

— Une tasse ? Comment ? Oh ! dites vite...

Mais il s'aperçut qu'il n'était pas tout à fait prêt pour

des confidences. Il voulut gagner du temps et il l'interrogea.

— Dites-moi d'abord ce que vous avez fait de si agréable avec vos yeux ?

Il vit tout de suite qu'elle attendait cette question. Animée, souriante, elle tira de son corsage un mouchoir. Ce mouchoir défait révéla quelque chose enveloppé de papier d'argent qu'elle lui tendit. Il le lui prit et, quand ses doigts palpèrent un ovale à travers le papier, il s'exclama :

— La miniature ? Déjà ? Chère lady Molly ! Ce n'est pas étonnant que vos yeux soient fatigués. Une miniature en dix jours...

Il commença de défaire le paquet sans la quitter des yeux. Il se disait avec plaisir que si sa beauté était fugitive elle était cependant merveilleuse. Entre les touffes de l'aubépine et ses racines noueuses, elle ressemblait à la Vierge à l'ombre d'un autel rustique. Ses propres yeux et ses cheveux étaient les cierges qui l'illuminaient.

— J'espère que c'est ressemblant, dit-il pendant que ses doigts débarrassaient la miniature de son enveloppe.

— Attendez que vous l'ayez vue ! Elle ne vous plaira peut-être pas.

— Elle vous plaît, à vous ?

Elle rougit encore.

— Oui.

Le vent folâtre saisit le papier, l'emporta ; toujours sans regarder l'ovale, il reposa la question :

— Elle vous ressemble ?

Elle parut étonnée :

— Elle me ressemble, à moi ? Vous ne m'avez pas dit...

— Vous êtes donc assez sotte pour n'avoir pas compris ce que je voulais ?

Elle ne répondit rien. Elle attendait. Enfin, il regarda la miniature. La figure qui y était peinte ne manquait pas de beauté : longue, maigre, le front étroit, les yeux verdâtres et la bouche remarquable. Il l'étudiait. Le temps passait ; l'inquiétude de Molly se précisait.

— Mais vous avez bien voulu me commander votre portrait ? J'en suis certaine. Je n'ai pas pu ne pas vous comprendre ?

Elle se penchait vers lui, troublée ; éclairée par le soleil, sa beauté redevint banale.

— Si elle ne vous plaît pas, j'en ferai une autre, dit Molly.

— Tenez-vous tranquille, dit Henry Cope doucement.

Il étudia de nouveau la miniature. Deux minutes s'écoulèrent avant qu'il ne dît :

— C'est ainsi que vous me voyez ?

— Je vous ai dit que je n'avais jamais pris de leçons, répondit-elle, tremblante.

— Je ne me plains pas. Ce portrait me ressemble et aussi à l'ancêtre Vert, d'ailleurs. Mais... qu'est-ce que je regarde avec une telle intensité, lady Molly ?

Elle hésita :

— Je ne suis pas sûre : la mer, je crois...

— La mer ? — Il fut surpris, ennuyé. — Pourquoi la mer ?

— Qu'avez-vous ? Je n'ai rien dit... mais des yeux comme les vôtres dépendent des choses qu'ils reflètent. Parfois ils sont verts, parfois ils sont bleus, parfois pers. Les yeux châtains ne changent jamais.

— Ah ! je comprends.

Il examina de nouveau le portrait et se détendit, puis il leva les yeux sur elle et rit :

— Lady Molly, j'aime cette miniature. Ne froncez pas les sourcils, mais dites-moi si mon front est vraiment si étroit ? N'êtes-vous pas un peu cruelle envers moi ?

— La forme est bonne, dit-elle désemparée...

— Mais il est aussi étroit ?

— Je dois reproduire ce que je vois.

Elle s'entêtait, mais ses yeux se remplissaient déjà de larmes prêtes à couler.

— Et vous me voyez avec un front étroit ?

— Il s'agit de la forme du crâne. Le caractère n'y est pour rien ; c'est une question d'ossature, monsieur Cope. Votre front est bien, j'ai eu du plaisir à le peindre. Je ne voudrais pas le changer.

Il rit et renonça à la taquiner davantage.

— Je crois que vous avez du talent.

— Moi ?

— Je crois que vous pourriez facilement vous libérer de

votre dragon de tante. Dès demain vous gagneriez votre vie. Si vous vous établissiez à Londres, vous deviendriez célèbre. D'abord, vous n'êtes pas n'importe qui ; vous êtes lady Molly Jessel. Si on savait que vous avez ce don d'attraper les ressemblances et que vous demandez plus cher que les professionnels, vous deviendriez vite à la mode. Il faudrait commencer avec lady Lade ; vous feriez une miniature d'elle telle qu'elle était à vingt ans pour qu'elle puisse la montrer et une autre telle qu'elle est aujourd'hui pour que, vous, vous puissiez la montrer.

— Oh ! non, jamais je ne pourrais...

— Ah ! vous ne vous sentez pas de force ?

— Pas de force à la peindre deux fois ? Bien sûr, je le pourrais. Ce serait facile, mais méchant, et je m'y refuse.

— Quelle bêtise !

— Ce n'est pas une bêtise.

— Alors, c'est de la lâcheté.

— Je ne saurais comment m'y prendre.

Elle se fâchait. Au moment où elle lui lançait son blâme avec violence et où cependant dans sa colère perçait sa douceur habituelle, une abeille jaillit devant leurs yeux. Son bourdonnement bruyant le fit rire :

— Voilà. Toutes deux en colère...

— Je ne suis pas lâche. Pour vous, messieurs, c'est facile d'ordonner : faites ceci, faites cela. Je suis apparentée à toute l'aristocratie anglaise. Pensez-vous qu'on me pardonnerait ? Mais, au fond, vous vous amusez de moi, et c'est méchant.

— Mon front étroit, voilà le coupable !

— Pourquoi vous moquez-vous de moi ?... — Elle s'efforçait péniblement de garder sa dignité... — Vos intentions sont gentilles, j'en suis sûre, mais vous ne savez pas vous y prendre. Vous ne comprenez pas le manque de liberté d'une jeune fille. Ce que vous me proposez est impossible ; pourtant je ne suis pas lâche.

Il tenait toujours sa main. Il se pencha et, malgré les efforts de la jeune fille pour se dérober, il y posa un baiser.

— Je suis désolé. Pardon. Je ne voulais pas être impertinent.

— Non, je sais.

— Vous allez à Shergold, ce soir, lady Molly ?

— Ma tante y va.

— Pourquoi pas vous ?

Elle se leva et contempla la vue.

— Dites-lui que vous voulez venir. Elle ne peut pas vous en empêcher.

Elle se retourna et le regarda.

— J'ai déjà porté ma robe à deux réunions. Je ne peux pas en avoir une autre jusqu'à ce que je danse avec... avant de faire... ce que je ne peux pas faire...

— Et cependant, observa-t-il doucement, vous refusez d'envisager une entreprise qui vous permettrait d'acheter... des robes, ce que vous désirez le plus au monde !

— Je me soucie bien des robes ! Vous êtes un étourneau, monsieur Cope. Où vivrais-je ? Où recevrais-je mes clients ? Une jeune fille sans protection. Oh ! si j'avais seulement quarante ans !...

— Chère, chère lady Molly, c'est une honte en effet de n'être pas une dame mûre. Mais permettez-moi de dire un mot à lady Lade, avec la plus grande circonspection.

— Comment ?...

— Eh bien ! pour commencer, j'exciterai sa curiosité. Je parlerai de vos peintures. J'ai entendu dire... remarqué un ou deux tableaux chez votre tante... Oh ! oui, je pourrais amorcer l'affaire. Et j'adore ces petites intrigues. Laissez-moi essayer.

— J'y réfléchirai, dit-elle sans enthousiasme.

— C'est vrai ? Alors, pour aujourd'hui, je suis content.

Lui aussi s'était levé.

— Il faudrait s'en aller, je suppose.

Elle hocha la tête en signe d'assentiment. Ils descendirent sur le gazon qui assourdissait leurs pas ; bientôt la pente devint plus raide ; il lui donna le bras, mais ils n'échangèrent aucune parole avant d'avoir de nouveau pris place côte à côte dans la voiture qui les ramenait à toute allure vers Brighton.

VI

Aux approches de la ville, Henry Cope regarda sa montre :

— Nous avons une bonne demi-heure devant nous. Dois-je vous conduire tout de suite chez vous ? Il ne fau-

drait pas perdre trois quarts d'heure d'une si belle journée de juillet.

Elle rit et sa beauté se ranima quand il ajouta :

— Nous pourrions laisser la voiture et terminer par un petit tour à pied.

Elle acquiesça. Il se dit, — et cette pensée lui était déjà venue, — qu'un de ses charmes était sa faculté d'acceptation.

— Nous allons au Steyne ?

— Oui, sans doute. — Avec un soupir, elle ajouta : — Il y aura foule.

— Rien qu'une petite rue à traverser pour arriver à l'Esplanade, dit Henry. Là il y a toujours un peu d'air et... personne.

Cette fois encore elle accepta. La brise était légère, chaude, chargée de sel. Ils écoutaient la voix de la marée montante.

— Mais j'aurais voulu vous offrir une chaise, dit-il en scrutant la route.

Point de loueur de sièges à l'horizon, et l'unique conducteur d'ânes disparaissait. Cinquante mètres au delà des cabines, une barque oscillait sur les vagues, les cris joyeux des passagers leur arrivaient faiblement, mais on ne pouvait distinguer les visages. Derrière eux, les maisons étaient enveloppées d'une atmosphère de sieste. Par ci par là, un store s'agitait : seule sa maison à lui avait les stores levés et les fenêtres donnant sur le balcon étaient ouvertes toutes grandes.

— Je vais vous chercher une chaise ? interrogea-t-il.

— Pourquoi vous donner ce mal ? Nous pouvons nous asseoir sur la plage.

Elle se retourna et regarda la maison de Mr Cope.

— Par vos fenêtres ouvertes, je puis voir d'ici les couleurs de votre nouvelle décoration. Rapprochons-nous un peu.

Elle commença de traverser la chaussée. Il se tenait à ses côtés. Bientôt, ils se trouvèrent sous son balcon.

— Non, c'est trop haut, dit-elle, déçue. De l'autre côté de la rue je voyais mieux. Je voudrais...

Elle s'interrompit, fronçant les sourcils.

— Moi aussi, je voudrais... Il n'y a personne en vue, personne ne saurait jamais... Quel mal y aurait-il ? — Avec

sincérité il ajouta : — C'est monstrueux de ma part de vous proposer cela.

Elle leva les yeux sur lui :

— Vous m'avez appelée lâche, dit-elle.

— Lady Molly chérie, mon insolence est inqualifiable.

— Je veux voir la tasse, lui dit-elle.

Elle montait le perron.

Rapidement il la suivit et ouvrit la porte. Il la referma derrière eux avec un sentiment de culpabilité mêlé de joie. Il n'éprouvait pas seulement un plaisir à l'idée de lui montrer ses trésors, mais encore la satisfaction de voir pour la première fois quelqu'un prêt à courir un risque pour lui. Le geste de Molly était le second cadeau qu'il avait reçu depuis quinze jours. A la vérité, il n'y avait pas de danger, car la rue était déserte ; cependant, il valait mieux être prudent. Joyeux, il devança Molly, alla droit à la fenêtre, sortit sur le balcon et vivement baissa le store.

Quand il rentra, Molly regardait autour d'elle. Ses yeux émerveillés paraissaient noirs dans la fraîcheur verdâtre de la pièce qui prêtait un reflet d'argent à ses cheveux.

— Le pays de saint Martin, dit-elle.

Elle avait vu, elle avait compris, cette sotte fille ! Les regards de Molly erraient autour de la pièce.

— Rappelez-vous donc, dit-elle, ce que vous m'avez dit sur les Enfants verts : « Au début, ils étaient aveuglés par notre trop grande lumière et par notre chaleur intense...

— « Car ils vivaient dans un crépuscule vert... » — Ravi, il continuait sa phrase : — « Mais de chez eux ils voyaient un pays lumineux à travers un très large fleuve. »

— Oui, ici vous vivez dans une grotte verte ; dehors il y a un pays lumineux et un très large fleuve.

Elle lui souriait.

— Y a-t-il trop de vert ? demanda-t-il.

Ses éloges l'enchantaient, sans qu'il voulût l'admettre.

— Je ne crois pas ! Pas pour vous... Ah ! la chaise rose est partie...

Elle regardait autour d'elle, pensive ; lui, trépignant d'impatience, attendait que ses yeux se posassent sur la cheminée. Enfin, il n'y put tenir.

— Vous n'avez pas remarqué ma tasse ?

— Oh ! que si ! C'est elle que j'ai vue la première.

— Alors, je comprends. Vous ne l'admirez pas. Vous trouvez que c'est une triste curiosité ?

Si la tasse avait été entre ses mains, il la lui aurait arrachée. La fille stupide !... Il la suivit jusqu'à la cheminée, ne voulant pas qu'elle y touchât, prêt à l'en empêcher, jusqu'à ce qu'elle dît, émerveillée :

— Je n'aurais jamais cru qu'un objet si ancien pût être si parfait ! Quand a-t-on bu dans cette tasse pour la dernière fois ? Il y a trois mille ans, peut-être ?...

— Pourquoi ? Que voulez-vous dire ?

— Vous ne savez pas ce que c'est ?

— Et vous, vous le savez ?

— Oh ! oui ! A la maison, nous avons une vitrine pleine de ces objets, moins parfaits, peut-être, des débris de tasses et de plats cassés. Il y a aussi des perles d'ambre et de quartz. Un ami de mon grand-père, un certain sir Thomas Browne, les lui a donnés. Peut-être avez-vous entendu parler de lui ? Je crois qu'il a écrit d'autres livres, mais je sais qu'il en a écrit un sur les tumulus.

Soigneusement, avec précaution, elle souleva la tasse, la soupesa, la palpa, la regarda par transparence.

— C'est de l'ambre, dit-elle.

— De l'ambre ?

— Remontez un peu le store que je la voie au soleil. — Il lui obéit et elle répéta : — Eh ! oui, c'est de l'ambre ; j'en suis presque sûre.

— Mais l'ambre a la couleur de la mélasse ou du miel ! Cette tasse est opaque, sans reflets.

— La chaleur la ranimera. Je suis certaine que c'est de l'ambre ; mais, enfouie pendant des siècles, elle s'est décolorée. C'est l'œuvre de la terre. J'ai entendu des dissertations de mon père à ce sujet. Vous ne me croyez pas ? Je vais vous en donner la preuve.

Elle s'assit devant le bureau :

— Puis-je prendre du papier ?

Elle commença de déchirer quelques morceaux d'une feuille, puis elle frotta la tasse pendant un instant contre le drap de la table, et enfin la posa sur les morceaux de papier et la lui montra :

— Chaque parcelle colle à la surface. Quand le papier adhère, disait mon père, c'est le fait de l'électricité. Votre tasse est en ambre. Où l'avez-vous trouvée ?

— Elle est venue de la mer.

— Mais elle n'est pas éraflée ; il n'y a aucune tache. Vous l'avez vraiment trouvée dans la mer ?

Il hocha la tête : « Oui. » Elle le regarda pendant un instant, les sourcils froncés.

— Je ne comprends pas, dit-elle rêveusement.

— Mais moi, je comprends. — Il se hâta d'improviser. — Autrefois, dans des temps très lointains, la terre nous réunissait à la France ; là où règne maintenant la mer s'élevaient des villages. Sans doute cette tasse provient d'un de ces villages submergés ; elle en a été arrachée par les flots. C'est possible, n'est-ce pas ?

Elle acquiesça, tout en ne paraissant pas bien convaincue. Elle dit simplement :

— Vous devriez la polir. Elle reprendrait ses reflets et peut-être ses couleurs.

— Non, non, je n'y toucherai pas.

Il la lui reprit vivement, se dirigea vers la cheminée et la remit sur son socle.

— Vous êtes étrange, dit-elle froidement. Vous avez peut-être peur, si vous la frottez, qu'il vous arrive quelque chose comme à Aladin quand il frottait sa lampe.

— Peur ? moi ? — Elle excitait sa colère. — Vous avez une façon extraordinaire de vous exprimer !

— Qui vous l'a donnée, monsieur Cope ? demanda Molly.

Il l'aurait volontiers giflée. Il la laissa debout dans l'encadrement de la fenêtre pendant qu'il arpentait la pièce.

— Vous l'avez eue le lendemain de l'orage, n'est-il pas vrai ? insista Molly.

— Qu'est-ce qui vous le fait penser ?

La curiosité l'emportait sur l'irritation.

— Eh bien ! voici. — Molly parlait avec beaucoup de précaution. — Le lendemain de l'orage nous nous sommes rencontrés chez Donaldson ; il vous était arrivé quelque chose. Vous m'avez dit : « A demain ! » Je supposais que vous me raconteriez votre aventure. Mais, le lendemain, vous n'êtes pas venu, vous n'avez pas écrit pendant que vous...

— Elle promenait ses regards autour de la pièce. — Vous avez créé cette féerie. J'ai pensé que tout cela pouvait bien s'enchaîner, conclut-elle avec douceur.

Il rit, involontairement ironique, mais c'était de lui-même qu'il se moquait.

— J'ai un aveu à vous faire, lady Molly. Je m'imaginais que vous n'étiez pas très... perspicace...

Elle se tourna vers lui avec ce regard qui lui était habituel, sérieux et réfléchi à la fois.

— Vous aviez raison. J'ai l'esprit lent, je suis gaffeuse. Tout à l'heure encore, avouez-le, je n'aurais pas dû vous faire comprendre que vous mentiez.

Là-dessus Henry s'esclaffa : « O Molly, chère Molly, Molly chérie ! » Il se laissa tomber sur la chaise basse à côté d'elle, lui prit la main, l'attirant vers lui pour mieux la voir, mieux l'admirer.

— Vous êtes imbattable, dit-il.

A ce moment précis une voix du dehors appela également « Molly », mais cette fois le nom ne fut précédé ni de « chère » ni de « chérie ».

VII

Le cri de « Molly » fut le prélude d'une scène qui, pour Henry Cope, malgré toute son expérience, fut une révélation. Il avait vu jouer la grande tragédienne Mrs Siddons, il s'était promené au milieu des marchandes de poissons du marché de Billingsgate, il avait vu sa première maîtresse en état d'ivresse, mais cela n'était nullement comparable au flot d'injures lancées à la tête de lady Molly par sa tante en présence de lady Lade.

Lady Lade était, il le savait bien, malgré ses manières d'entremetteuse, brave, patiente et capable d'amitié sincère. Ce fut elle qui trouva le moyen de mettre fin à la situation. Inspiré par elle, Henry protesta. Molly avait été sur son balcon, soit. Mais il ne s'agissait pas d'enlèvement, mais tout simplement de fiançailles. Molly, pendant tout ce temps, restait indifférente, évitant de se ranger soit du côté des vieilles dames, soit du côté de Cope : il semblait qu'elle fût de marbre.

Enfin, sans trop savoir comment, il put, après un entretien qui tenait du cauchemar, faire sortir les trois femmes de sa maison. Une deuxième entrevue devait avoir lieu chez lady Lade, car la tante de lady Molly se refusait à laisser Henry Cope franchir le seuil de sa maison et lady Lade se refusait à abandonner ses jeunes amis. Tard dans la soirée l'affaire s'arrangea, mais, sans lady Lade, Mr Cope aurait eu Molly sur les bras toute la nuit. Qu'elle restât à sa charge pour le restant de sa vie, c'était là une autre histoire, un problème qu'il aborderait plus tard. Mais sans l'intervention de lady Lade la jeune fille aurait été jetée à la rue. Et cependant le zèle vulgaire de cette femme lui répugnait. Avec quels hochements de tête, quelles œillades, quels sourires grimaçants elle lui imposait son alliance ! En son genre elle était pire, vraiment, que la tante !

Mais il la supportait ; ils auraient pu s'en tirer avec un : « Dieu vous bénisse, mes enfants ! » et un sermon sur les convenances, sans l'entêtement de Molly. Henry, en ce moment, était loin de désirer le mariage, mais il était prêt à temporiser. Son esprit agile prévoyait pour le lendemain des échappatoires. Mais Molly s'entêtait, indifférente aux menaces, aux insultes : elle refusait de l'épouser. Henry Cope se cabra à son tour : par son refus il se sentait absous. Lady Lade le trouvait difficile à manier.

Il fallut qu'on évoquât avec de grands cris et dans tous ses détails la pauvre histoire de Molly, qu'il sût qu'elle avait refusé d'épouser à Londres un veuf de soixante ans, qu'elle avait renvoyé un nabab aux Indes, qu'elle n'avait jamais voulu danser avec un jeune homme des Indes occidentales ; il dut apprendre combien son entretien coûtait à la tante, le montant des dettes de son père ; il fallut qu'on refusât l'abri d'une nuit à cette dévergondée, qu'on la lui jetât à la tête pour en faire ce que bon lui semblerait ; alors et alors seulement Henry se prononça devant les trois femmes : il pourrait l'aimer si elle l'aimait en retour ; il était prêt à l'épouser si elle voulait bien de lui.

Mais Molly restait figée, glaciale, jusqu'à ce qu'on parlât de ses frères. Devant la menace d'un duel, elle fondit en larmes et enfin, après trois vaines tentatives de la part d'Henry, elle consentit à lui abandonner sa main. Alors lady Lade, se

substituant à la tante, la lui adjugea. La vente aux enchères était terminée. Par le plus heureux des hasards, le duc d'York entra. Lady Lade, toute guillerette, l'œil vif, ses triples mentons cramoisis, sauta sur l'occasion. Les nouveaux fiancés furent gratifiés d'un sourire royal et Henry congédié... pour acheter l'anneau de fiançailles.

Deux heures plus tard, le personnage royal toujours présent, les amoureux, les tuteurs et les amis dînèrent tous ensemble. Henry, soutenu par les nerfs et par les vins des grandes occasions, donnait libre cours à son esprit insolent. Le duc s'amusait et, à mesure que l'atmosphère s'éclaircissait, la tante-dragon et lady Lade échangeaient des petits signes de congratulation. Après le dîner, Henry, sous l'influence du cognac, divertissait prodigieusement le duc. Mais Molly restait toujours de marbre. Henry, épuisé, étouffait de rage; l'attitude de la jeune fille l'exaspérait encore davantage. Il l'entraînait, sous les yeux approbateurs de lady Lade, vers l'alcôve où les rideaux d'un tissu raide alourdi d'or les cachèrent à la vue de tous, sauf des laquais. Mais pour le moment on ne se souciait guère des domestiques.

— Comptez sur moi, dit-il d'un ton coléreux, vous ne serez pas forcée de m'épouser.

— Je ne vous épouserai jamais, jamais, affirma-t-elle.

— Jamais ? Et si on nous y oblige...

Elle lui saisit le bras, frémissante :

— Vous m'avez dit que je pourrais gagner ma vie. Vous m'avez dit que vous m'aideriez. Eh bien ! tenez parole, à présent. Je ferai ce que vous me conseillerez. Une chambre me suffit. Je travaillerai nuit et jour. Si vous me donnez des couleurs, de l'ivoire, dans trois mois vous serez débarrassé de moi.

— Molly, Molly !

La glace fondait petit à petit. Elle gémissait :

— Que ce soit vous, justement vous... J'ai honte.

Entre la colère et la pitié, un sentiment qui ressemblait à de la passion naissait en lui. Il la prit par les coudes.

— Y a-t-il une raison, demanda-t-il, qui s'oppose à ce que nous nous mariions ?

Elle le regardait avec angoisse; sa colère se transforma en frayeur. Il s'écria :

— Molly, il n'y a pas de raison...

— Il y en aura une, murmura-t-elle en luttant pour libérer ses mains.

— Je viendrai vous voir demain. Vous êtes à bout de nerfs. Ce n'est pas étonnant avec ces femmes : de véritables diablesses. Je vous emmènerai loin. N'ayez pas peur. Vous n'êtes plus seule ; fiancés, nous sommes deux à présent.

Elle le regardait, ses lèvres se mirent à trembler.

— Molly ! — La voix stridente de sa tante la réclamait. Elle arracha sa main pour retourner à ses tortionnaires. Elle écarta le rideau d'or qui s'agita un instant, puis la soie lourde retomba, ses plis se reformèrent, et il redevint paravent. Henry hésita. Il aurait voulu la suivre, prendre part à l'odieux conciliabule. Il se retint. Un homme peut-il jamais protéger une femme contre d'autres femmes ? L'espace d'une seconde son esprit se moqua d'elles, de lui-même, de tout et de tous. Puis il se ressaisit et quitta la maison.

VIII

Une fois dehors, il s'arrêta et respira profondément. L'air nocturne et chaud lui montait au cerveau, l'étourdissait. Pour se donner du courage il avait beaucoup bu au cours de cette soirée, mais sa colère avait neutralisé l'excès des libations. A présent il goûtait avec délices ce bercement, cet enveloppement, cette émancipation de la conscience, cette évasion hors des lois sociales qui sont la récompense offerte par le vin à ses fervents. Dans la maison de lady Lade, il avait été ivre, mais au grand air le vin le prenait sous sa protection.

Son humeur changeait. Il n'était plus en colère, mais ressentait pour lui-même une pitié angoissée. Il s'estimait furieusement malheureux, opprimé, écrasé ; le monde entier était contre lui. Dans son cerveau résonnaient encore les voix des mégères, le gros rire du duc, la plainte de Molly. S'il regardait devant lui, les yeux de Molly le fixaient du haut du ciel : libérés du corps auquel ils appartenaient, ils dansaient, ils devenaient des étoiles jumelles au delà de Cassiopée.

A haute voix il maudissait ces yeux parce que, grâce à eux, il ne serait jamais plus seul. Il passerait les cinquante

prochaines années de sa vie aux côtés d'une femme qui l'observerait. Il ne pourrait pas endurer cela ; il lui faudrait se libérer. Mais elle aussi elle voulait s'échapper. Quelle insolence monstrueuse ! Elle lui appartenait. Gare à celui qui y toucherait !

Une potence se dressa devant lui ; mais ce n'était que la rampe de la Promenade ; il s'y appuya pendant qu'il contemplait la vaste mer, noire et argent comme les yeux de sa future femme. Ces yeux, il semblait les apercevoir à la crête de chaque vague illuminée par la lune. Il brandissait le poing ; alors les yeux clignotaient et disparaissaient.

Pour rentrer, il suivit l'Esplanade, se tenant à la rampe. Haute dans le ciel, la lune l'accompagnait et le regardait. Il lui ordonna de regarder ailleurs, n'importe où. Qu'elle regarde les cheminées de la maison de lady Lade, les touffes d'arbustes en haut des Dunes, mais qu'elle le laisse tranquille ! Un nuage sombre, ourlé d'orange, surgit à propos pour réaliser ses vœux et éclipser la lune.

Il continuait son chemin, se cramponnant toujours à la rampe sombre et luisante qui, dans son ivresse, lui semblait un serpent apprivoisé. Ses mains glissaient sur ses plis onduleux couverts d'écailles. Quand il le saisissait, le serpent s'arrêtait ; mais s'il relâchait sa prise, le serpent se tortillait de nouveau. Ah ! il était sûr, en se dépêchant, de l'attraper par la tête, et alors, s'il se plaçait devant lui, il réussirait à l'immobiliser. Mais malgré tous ses efforts, il ne put y parvenir : le serpent continuait de ramper. Puis, brusquement et de son propre gré, le reptile s'arrêta. Alors il pensa de nouveau à l'insulte que lui avait faite Molly en refusant de l'épouser. Après tout ce qu'il avait fait pour elle ! Vraiment, elle manquait de gratitude. Et le serpent aussi, d'ailleurs. Ce reptile ne s'avisait-il pas de s'abaisser au moment où lui, Henry, s'apprêtait à prendre appui sur son corps. Un peu plus et il tombait dans la mer.

La mer, de couleur noire, s'avançait vers lui en rampant comme le serpent. Elle traversait la plage, hydre à sept têtes, s'avançait vers lui en sifflant. « Seul un idiot se baignerait à cette heure-ci », se disait Henry. Il frissonnait, car il avait enlevé sa veste et l'avait posée sur la rampe qui s'était dérobée immédiatement et l'avait laissée choir. Dégoûté,

Henry l'endossa de nouveau, puis il se donna tout entier à la tâche de grimper l'Esplanade qui semblait se dresser sur la pointe des pieds pour embrasser le ciel.

Là-haut, là-haut, toujours plus haut. En une seconde il pourrait décrocher ces deux étoiles du ciel. Demain il les ferait monter en boucles d'oreilles pour Molly. Là-haut, là-haut, toujours plus haut. Le ciel était comme la devanture d'un bijoutier qui alignait des joyaux en forme d'étoiles.

Le pavé luisant de la Promenade eut un soubresaut. Les réverbères semblèrent appeler Mr Cope avec de grands gestes, puis tout s'aplatit. Le pavé lui tendait des pièges, mais Henry ne s'y laisserait pas prendre.

— J'ai beau être ivre, j'arriverai.

Il se mit à courir. La route, elle aussi, s'élança, mais en sens inverse. Les jambes de Mr Cope esquissaient le geste de marcher, mais il ne pouvait avancer. Il persistait s'obstinant sur cette route qui avait la consistance de la mélasse, qui lui tenait tête et qui brusquement fit volte-face. Alors, au lieu de monter, il se mit à dégringoler à toute allure. Il criait : « Regardez-moi !... » A ce moment, le clic-clac de ses pieds, le sifflement de la mer, le rire du vent mêlé à celui du duc d'York, tous ces bruits confondus furent noyés par un éclatant coup de trompette : celui qui nous attend le jour du Jugement dernier.

Et Henry se trouva sur la plage, sautant sur les galets, prêt à s'élancer jusqu'au ciel. Mais il redescendit aussi vite qu'il s'était enlevé et fit : « Plouf ! » Car il était retombé dans une mare qui stagnait au pied du brise-lames.

Pendant un instant il resta couché là. Il n'avait aucune blessure, mais il était trop ébloui pour pouvoir bouger ; les vagues qui avançaient lui envoyèrent de l'écume au visage. Alors il se sentit étouffer et il s'assit.

Malgré sa chute il se sentait l'égal des dieux et n'avait nulle envie de se lever, de regagner la terre, son foyer et son lit. Pourquoi revenir à cet antre sans air, subir l'insomnie et la crainte du jour qui approche quand on peut rester, dans une béatitude ensorcelante, entre le ciel et la mer. Son cerveau renfermait toujours assez d'émanations du vin et du cognac pour que le monde extérieur lui apparût vacillant, dansant et prestigieux comme un paysage perçu à tra-

vers une vapeur. Cependant, assez penaud, il pensait que c'était chose regrettable que les vêtements d'Henry Cope fussent abîmés et que lui-même devait être en train de s'enrhumer. Mais il se sentait soulevé au-dessus de ces préoccupations comme un corps astral qui plane délicieusement au-dessus de la terre.

L'eau qui transperçait ses vêtements atteignit son corps fiévreux. Cette sensation de fraîcheur lui était agréable. Grâce aux fumées du vin il n'éprouvait aucun de ces malaises qu'il aurait ressentis en plein jour. Pour contempler la lune qui brillait de façon merveilleuse, il changea de position. Il se tira de la mare et s'étendit sur une pente toute proche où les graviers étaient assez menus pour constituer une couche possible. Il lui manquait un oreiller. Il n'eut qu'à étendre le bras pour ramasser quelques poignées d'algues. Il avait l'impression d'être roi : il lui suffisait de vouloir, ses désirs étaient exaucés. Il ferma les yeux pour mieux goûter la sensation de fluidité qui l'envahissait. Son propre corps n'existait plus, il avait perdu tout poids, toute densité. Il sombrait, il remontait ; ces oscillations rythmées suivaient le murmure de la marée qui montait. Trois vagues déferlaient chaque fois qu'il s'enfonçait ; il lui fallait attendre une quatrième vague pour revenir lentement à la surface : moment exquis. Il vivait dans le ravissement. Il avait laissé loin derrière lui la colère et la panique. Fini le besoin de lutter, de cajoler, d'intimider, de prévoir. Il avait oublié la lumière du jour. Il avait abandonné la vie.

Sans se rendre compte de l'heure, il sommeillait les yeux ouverts. A mesure que la nuit pâlissait, la lune gagnait en éclat. Le couplet d'une chanson lui revenait à la mémoire :

Des anneaux aux doigts,
Des clochettes aux pieds,
Il aura de la musique, de la musique
Partout où il va.

chantonnait Henry, se retournant sur le côté pour mieux entendre. Des cloches sonnaient. D'où venait le son ? Pas de la terre ; le groupe des maisons qui s'élevaient derrière lui était plongé dans l'obscurité. Il écoutait à l'est, à l'ouest, au midi, il ne pouvait découvrir d'où venait cette musique ouatée qui

semblait enveloppée de nappes d'eau transparentes. Cependant il distinguait les paroles du carillon :

Braves gens, braves gens,
A l'église où nous vous appelons...

Il revit encore ce pays de saint Martin où par un crépuscule vert le peuple chrétien allait à l'église le dimanche et chantait des hymnes de sa voix lointaine. D'abord il eut l'impression, ensuite la certitude de pouvoir détacher les paroles de ce bourdonnement monotone et confus.

Lundi, mardi, mercredi,
Jeudi, vendredi.

Les cloches sonnaient à ses oreilles, mais les paroles prononcées en dehors d'elles venaient de l'espace :

Lundi, mardi, mercredi,
Jeudi, vendredi.

Un silence encore et ensuite le chant perçant, exaspérant reprenait :

Lundi, mardi, mercredi,
Jeudi, vendredi.

Ces paroles transportèrent Mr Cope en arrière. A travers les années, il se vit dans une chambre remplie de livres. Sa propre voix fredonnait interminablement un refrain, sans rime ni raison, ni fin :

Lundi, mardi, mercredi,
Jeudi, vendredi,
Samedi, dimanche.

La mémoire lui faisait défaut, il s'arrêta. Alors, pour la première fois, il s'aperçut qu'il avait chanté à haute voix, et, au même moment, l'être qui avait si impérieusement dominé ses pensées depuis une semaine surgit en clapotant des alentours du brise-lames et cria : « Encore ! »

Au clair de lune cet être paraissait plus féroce, plus sombre aussi, plus civilisé, plus réel aussi que naguère. Il portait des pantalons de marin qu'une large ceinture d'algues retenait autour de sa taille svelte. Il s'adossait au brise-

lames ; il donnait des coups de pied désinvoltes dans la mare, bousculait le sable et répétait avec un froncement de sourcils :

— Il doit y avoir autre chose !

Et, à son tour, il répéta :

Lundi, mardi, mercredi,
Et jeudi, et vendredi,
Et samedi, et dimanche.

Puis il s'arrêta. Mais Henry Cope rit, car brusquement il se rappelait la fin de la chanson. Sa nourrice la lui avait peut-être chantée au crépucule, à la fin d'une de ces journées qui paraissent si longues aux tout-petits. N'importe, il connaissait toute la chanson, il pouvait la finir :

Lundi, mardi, mercredi,
Jeudi, vendredi,
Samedi, dimanche.
Et voilà la semaine terminée !

Mr Cope l'entonna triomphalement.

Les yeux de son auditeur brillaient de joie. Satisfait, il hochait la tête, il riait. Puis, pataugeant à travers la mare, il se jeta familièrement à côté d'Henry.

CLEMENCE DANE.

Texte français de Linda Russ.

(La troisième partie au prochain numéro.)

SI LA GUERRE ÉCLATAIT

Les jeux sont à peu près faits.

Les peuples du monde semblent avoir choisi dès maintenant les couleurs sous lesquelles ils se battraient si les dictateurs prétendaient modifier la carte du monde par la force. D'un côté, la triple entente : Allemagne, Italie, Japon, à laquelle la Hongrie paraît vouloir adhérer ; de l'autre, la plupart des nations menacées par la soif de conquêtes des empires totalitaires, baptisée pour la circonstance : recherche de l'espace vital; les pays scandinaves, une fois de plus, resteraient neutres. Seuls en Europe, quatre peuples donnent l'impression d'hésiter : l'Espagne, consciente des services consentis hier à son profit par les Puissances de l'axe, assoiffée par contre de paix et de tranquillité ; la Bulgarie, prise entre son désir de recouvrer la Dobroudja ainsi que l'accès à la Méditerranée et sa crainte d'abandonner les avantages que lui procure l'Entente balkanique; la Yougoslavie, que le Reich menace en temps de paix d'une campagne de dislocation intérieure, si elle ne se soumet pas à sa politique et qui, pour un temps du moins, est obligée de faire passer ses craintes du moment avant ses préférences traditionnelles ; la Russie enfin, dont l'attitude reste assez énigmatique.

Les nations totalitaires portent évidemment ombrage à cette dernière, en Extrême-Orient comme en Europe, ici parce qu'elles menacent à la fois l'Ukraine et ses débouchés sur la Baltique, là, parce qu'elles ferment l'accès de la mer Jaune. De ce fait, l'U. R. S. S. aurait tendance à se rapprocher des peuples démocratiques, mais l'espoir d'imposer, à la suite d'une conflagration générale, le communisme au

monde, joint à la crainte pour la solidité de son régime de l'emploi des forces nationales hors de ses frontières, freinent sérieusement ses ardeurs.

Certes, les intérêts particuliers ont leur rôle dans les associations et les sympathies que nous venons de constater, un rôle important ; toutefois, un élément nouveau s'affirme dans la révolte des peuples les plus divers contre les méthodes de nos voisins ; c'est le cri de la conscience humaine qui s'oppose à leur nouvelle devise : la force prime le droit.

Les volontaires de 1793 s'étaient levés jadis pour apporter la liberté et la fraternité au monde ; ceux de 1939 se sont croisés, non pas pour s'opposer aux nouvelles méthodes de gouvernements intérieurs instaurées par les dictateurs qui ne les intéressent pas, mais bien pour restaurer la notion du droit et la valeur des signatures dans les engagements internationaux.

Les pions étant ainsi rangés, il semble possible, sans prétendre deviner les plans des états-majors rivaux qui nous échappent, de définir tout au moins l'atmosphère dans laquelle ils devraient éventuellement manœuvrer et les suggestions que leur imposeraient les conditions politiques et économiques dans lesquelles ils mèneraient la lutte.

LE FRONT ORIENTAL

Les empires totalitaires ne sauraient se faire d'illusions sur la durée des hostilités. Même si, par un coup de force heureux, ils submergeaient la France, la Belgique et la Hollande, si terrible qu'il soit, ce premier acte ne sonnerait pas l'hallali des démocraties. Celles-ci se sont réunies pour la défense d'un idéal ; les motifs qui ont fait intervenir les Anglo-Saxons seraient renforcés par ce premier échec, et l'Amérique elle-même ne pourrait guère répudier sa mystique.

L'Allemagne et ses alliés seraient donc amenés par leur victoire même à continuer la guerre pendant de longues années. Dès lors, la nécessité de se procurer le pétrole et les minerais de fer ou de cuivre indispensables à la construction et à l'alimentation des machines de guerre de la coalition, primerait toutes les autres considérations ; le plan d'opérations totalitaire en serait singulièrement influencé.

Les Allemands peuvent espérer trouver un peu de cuivre et beaucoup de fer en Suède (1), si ce pays conserve à leur égard une neutralité bienveillante ; ils comptent peut-être aussi utiliser leurs ports comme entrepôts de pétrole. Pendant les derniers mois de 1938, on a pu voir s'accroître considérablement ce genre d'importations dans le royaume scandinave, alors que celles d'Allemagne stoppaient dans le même moment, faute de devises probablement (2). Il est possible que des spéculateurs suédois aient constitué ces stocks à leurs risques et périls, espérant les écouler au prix fort en cas d'hostilités. On ne saurait cependant exclure une autre hypothèse : celle d'agents allemands les y entreposant à l'instigation du Reich, soit parce que celui-ci ne possédait pas sur son sol des moyens de stockage suffisants, soit parce qu'il espérait ainsi mettre ses dépôts à l'abri des premiers bombardements aériens ennemis.

Les Allemands, avant d'abattre leur jeu, devraient donc tout d'abord s'assurer du côté suédois. Quelles réactions y trouveraient-ils ? Nous ne nous hasarderons pas à le dire. Constatons simplement qu'une des clefs de la victoire pour les Alliés se trouve à Stockholm.

Si le ravitaillement suédois disparaissait, les Puissances totalitaires pourraient trouver, en Yougoslavie, le cuivre (3) et les métaux rares qui leur manquent, et c'est pourquoi ils multiplient actuellement à son égard les menaces et les flatteries. Par contre, elles n'auraient d'autre ressource que de conquérir par la force des armes les deux précieuses matières premières dont elles sont assez démunies et faute desquelles elles seraient fatalement acculées à une capitulation rapide : le pétrole et le fer.

Les seuls gisements de pétrole à portée de leurs mains

(1) Production suédoise de 1936 (en milliers de tonnes) :

Minerais de fer	11 229
Cuivre, métal.	5,5

(2) Importations mensuelles, dans le deuxième semestre de 1938, de produits pétrolifères (en milliers de tonnes) :

	juillet	août	sept.	octobre	nov.	décembre
Suède.	98,5	98,3	84	57,5	156,8	160,2
Allemagne. . .	360,2	282,1	358,8	323	340,5	280

(3) Production de cuivre en 1936 : 39 000 tonnes.

se trouvent en Roumanie. La conquête de ce royaume, dont l'occupation pourrait avoir les plus graves conséquences sur la suite des opérations, semble donc devoir constituer un de leurs premiers objectifs. Les Français ne sauraient dès lors oublier que la ligne Maginot de la liberté passe par la frontière roumaine ; aussi doivent-ils faire, d'accord avec les Anglais, tous les gestes nécessaires pour étayer un front d'une si grande importance.

Pologne et Roumanie possèdent de nombreux et vaillants soldats animés d'un esprit patriotique développé ; leur matériel, par contre, n'est peut-être pas encore suffisamment étoffé. Celui-ci aurait en tout cas besoin d'être renouvelé et complété au cours des hostilités, alors que le transport de canons, de munitions ou de matières premières de France ou d'Angleterre deviendrait, même avec la liberté de passage du Bosphore, une opération pleine d'aléas.

Dans un esprit bien latin, et qui étonne après les déboires de Genève, les démocrates anglo-français semblent avoir eu comme première idée d'englober la Russie dans un pacte militaire général, au même titre que la Roumanie et la Pologne. Comment pouvaient-ils oublier que, pour engager leurs armées, les Russes devraient tout d'abord submerger le territoire de leurs alliés ? Les Roumains s'y seraient peut-être résignés, d'ailleurs avec répugnance ; au contraire, les Polonais ne l'admettent à aucun prix. Ils se méfient à juste titre des déprédations que les armées soviétiques pourraient y commettre, de l'esprit qu'elles ne manqueraient pas d'insuffler à leurs populations ; ils pensent enfin qu'à un moment donné, leurs gouvernements éprouveraient probablement quelques difficultés à faire évacuer le sol national occupé.

La Russie, en revanche, si elle est bien dans les intentions qu'elle proclame, pourrait aider considérablement nos alliés sans entrer en guerre par une fourniture continue d'essence, d'automobiles, de matériels de guerre et surtout d'aviation. L'U. R. S. S. constituerait ainsi l'armature industrielle de la coalition orientale. Réduite à ce rôle de fournisseur, sa coopération exercerait déjà une action capitale sur les événements.

L'occupation de la Pologne et de la Roumanie ne mettrait pas un terme aux embarras des peuples totalitaires. La Roumanie ne possède pas de fer, et la Pologne n'en a extrait

que 469 000 tonnes en 1936 ! Quant au pétrole, la production annuelle de la Pologne demeure insignifiante (1), tandis que celle de la Roumanie (6 715 000 tonnes en 1938) ne couvrirait guère que deux à trois mois des besoins des Germano-Italiens (2). Au surplus, les envahisseurs trouveraient probablement, comme en 1917, les sondes de ce pays « enclouées », les installations brûlées, et leur remise en état demanderait au moins une vingtaine de mois, c'est-à-dire le temps voulu pour perdre ou gagner la guerre !

Seule, en réalité, la possession de l'Ukraine pourrait donner à nos adversaires les moyens de mener une lutte sans merci. Le deuxième acte de la guerre qu'ils mèneraient sur le front oriental comporterait donc, ou une entente avec la Russie pour qu'elle leur fournisse bénévolement le fer et le pétrole qui leur manquent, ou une nouvelle guerre avec elle.

Or, l'attaque de la Russie ne se présenterait plus, à ce moment, dans les mêmes conditions qu'en 1914. Les pertes déjà subies par la coalition totalitaire au cours de ses hostilités contre les armées polonaises et roumaines auraient largement affaibli ses effectifs et diminué son armement ; ses forces se heurteraient à une armée possédant un puissant matériel, de grandes usines, et disposant de toutes les matières premières voulues. Comme le problème eût été simplifié si l'Allemagne avait pu, ainsi qu'elle l'escomptait hier encore, mettre la main sur ces terres bénies par une infiltration pacifique et des soulèvements spontanés, organisés par elle ! Malheureusement, ni la Pologne, ni la Roumanie ne se sont prêtées à ce jeu. Aujourd'hui, la garantie franco-anglaise a définitivement tiré le verrou !

LE FRONT OCCIDENTAL

On ne saurait mettre en doute que l'ennemi principal de la coalition totalitaire se trouve sur son front occidental. Tant que la France et l'Angleterre restent debout, les conquêtes des États centraux demeurent précaires, aussi bien en Éthiopie qu'en Tchéco-Slovaquie, en Autriche et en Albanie. La grande partie se jouera donc à l'ouest. Reste à savoir

(1) Production polonaise de pétrole : 510 000 tonnes en 1936.
(2) On peut les évaluer à 30 millions de tonnes au minimum par an.

quand et sous quelle forme. Si nos adversaires ont la conviction profonde, comme certains le prétendent au delà du Rhin, qu'ils possèdent une supériorité d'effectifs et d'armements suffisante pour leur permettre de régler le sort de la France avant que l'appui anglais soit devenu sérieux, ils n'hésiteront certes pas à attaquer puissamment sur notre front. Tout nous porte à croire qu'ils voudront d'entrée jouer cette carte en même temps d'ailleurs qu'ils essaieraient peut-être d'en finir avec la Pologne et la Roumanie. C'est seulement dans l'hypothèse où ils se verraient arrêtés chez nous sur une ligne de résistance solide dont l'enlèvement leur demanderait beaucoup de temps, qu'ils se résigneraient à s'engager à fond vers l'est, c'est-à-dire vers la Russie, pour aller y chercher les matières premières qui leur manqueraient à peu près totalement après sept ou huit mois de guerre.

On est en droit de supposer que les opérations, sur le théâtre de l'ouest, prendraient une forme analogue à celles de 1914 avec attaque de front sur la ligne Maginot pour essayer de l'enlever, ou tout au moins pour y fixer une grosse partie de nos forces, et action débordante par le nord suivant la ligne d'invasion historique à travers la Hollande, la Belgique et le Luxembourg. Le nombre de divisions que nos adversaires sont capables de mettre en ligne leur permettrait probablement d'envisager une telle opération.

L'occupation de ces trois États leur assurerait l'avantage d'une fenêtre sur l'Océan : elle rapprocherait de Londres et des ports anglais les bases aériennes du Reich, en même temps qu'elle éloignerait de la Ruhr les escadrilles anglaises ; elle leur procurerait enfin des points d'attache intéressants pour la lutte sous-marine. Au surplus, il ne faut pas oublier la vieille règle militaire qui consiste à rechercher, pour l'attaque principale, le point faible de l'adversaire. Or, malgré les obstacles naturels qu'ils rencontreraient sur leur route, malgré le sentiment patriotique et la valeur militaire des braves populations belges et hollandaises, il n'est pas douteux que les Allemands trouveraient sur leur territoire un terrain de progression beaucoup plus facile qu'en Alsace ou en Lorraine. Une dernière raison militerait d'ailleurs en faveur de l'adoption d'un tel plan : c'est que la conquête du Luxembourg,

en particulier, faciliterait considérablement le ravitaillement en minerai de fer du Reich (1) ; la conquête de notre région lorraine donnerait à ce problème une solution définitive. Seuls, manqueraient alors aux alliés totalitaires, le pétrole, le cuivre et quelques métaux rares (2).

Une action complémentaire par la Suisse permettrait bien, elle aussi, d'aborder le territoire français par une frontière où les fortifications ne possèdent pas une valeur aussi grande que dans l'est ; par contre, le pays est plus difficile à parcourir que dans le nord, le nombre des voies d'accès est limité, et puis, l'assaillant doit compter sérieusement avec l'armée suisse. Elle n'est certes pas très nombreuse, son armement n'est peut-être pas encore suffisant, mais elle possède une valeur militaire et morale qui a fait l'étonnement de tous les siècles et à laquelle Machiavel, tout le premier, rendait jadis un juste hommage.

L'opération par la Suisse présenterait en tout cas un avantage que les Allemands n'ont certainement pas négligé d'envisager. L'occupation des cols frontières entre le Brenner et le Grand Saint-Bernard leur procurerait, en effet, une liaison plus directe avec l'armée italienne ; elle leur permettrait par conséquent de la ravitailler au maximum, de la renforcer l'heure venue et, au besoin, de la contrôler.

L'Allemagne sent bien que la faiblesse de l'axe se trouve de ce côté. Certes, Hitler a la plus grande confiance dans son partenaire romain et dans son entourage. Mais, en Italie, il y a encore une opinion publique ! Cette opinion publique se tait aujourd'hui, mais beaucoup, surtout parmi les gens d'un certain âge, n'oublient pas, dans la vallée du Pô notamment, que, pendant des siècles, leurs aïeux ont souffert de la domination impériale. Il n'y a pas bien longtemps, un Allemand de haut parage me parlait encore de la « trahison » de l'alliée italienne en 1914. Je lui expliquai qu'il se trompait,

(1) Production en minerais de fer (1936) :

Luxembourg	4 896 000	tonnes
Allemagne (Autriche et Tchécoslovaquie comprises)	9 693 000	»
France	33 187 000	»
Suède	11 229 000	»

(2) La Bulgarie et la Yougoslavie peuvent fournir du cuivre et des graines oléagineuses ; le caoutchouc naturel peut être remplacé par la *Buna*, caoutchouc synthétique actuellement fabriqué avec succès en Allemagne.

qu'il n'y avait pas eu parjure, mais sursaut de tout un peuple contre un gouvernement qui n'avait pas tenu compte de ses sentiments. J'ai encore présent devant les yeux le souvenir des manifestations qui se déroulaient, au début d'août 1914, dans toutes les villes de la Riviera, en faveur de la neutralité. C'est, en réalité, une vague de fond partie du subconscient national qui a balayé alors la politique de la Triplice. Aujourd'hui, sans doute, la situation n'est plus la même ; les jeunes gens italiens n'ont pas connu, n'ont souvent même pas entendu parler du tragique destin de leurs grands-pères ; nous aurions donc tort d'escompter, au moment d'une déclaration de guerre, un mouvement de recul aussi violent que celui auquel nous avons jadis assisté. En revanche, la prolongation de la guerre et les privations qu'elle entraînerait pourraient bien raviver ces souvenirs. Aussi, le Reich prend-il dès maintenant, à toutes fins utiles, ses précautions. Sous les prétextes les plus divers, constitution d'un commandement unique, fournitures de matériel, etc..., il envoie ses officiers et ses techniciens dans la péninsule, même en Libye, et prépare ainsi la mainmise sur les leviers de commande. Au moment d'une déclaration de guerre, cette politique actuellement esquissée s'intensifierait ; avec le temps, elle prendrait toute son ampleur. Des corps d'armée allemands seraient envoyés en Italie, sous le fallacieux prétexte d'assurer une coopération plus intime ; des officiers allemands s'empresseraient d'apporter dans les états-majors leur science et leur volonté ; une base d'opérations pour les troupes allemandes serait créée en Italie. Sa seule place raisonnable est... à Trieste, dont l'occupation assurerait au mieux le Reich de la sagesse italienne.

La conduite d'opérations par la Suisse contre notre front compléterait parfaitement ce dispositif de sécurité politique et permettrait, d'autre part, aux forces du Reich d'intervenir utilement contre les armées françaises qui auraient pu envahir le Piémont et le Milanais.

Pour les alliés de la liberté, décidés à répondre par la contre-attaque à l'offensive ennemie, nul terrain ne semble plus favorable, en effet, que le théâtre d'opérations du sud-est. Les troupes italiennes, si bonnes qu'elles soient, ne sont pas à comparer avec celles du Reich ; leur armement, leur matériel (aviation mise à part) en particulier, sont de qualité infé-

rieure : leurs usines de guerre seront, au surplus, presque entièrement tributaires de leurs partenaires au point de vue du ravitaillement en matières premières (1), et on est en droit de supposer que ceux-ci commenceront par satisfaire leurs propres besoins. La descente des Alpes dans la plaine du Pô ne présente pas enfin les mêmes difficultés que l'opération inverse, car les ramifications montagneuses y sont beaucoup plus courtes et plus perméables. Ainsi, tout porte à croire que l'Italie du nord deviendra, à un moment donné, le centre du conflit. Le Milanais, une fois de plus, sera ravagé et si, par malheur pour l'Italie, son partenaire remportait définitivement la victoire, les Allemands, qui ont toujours devant les yeux la vieille carte du Saint Empire germanique, n'hésiteraient probablement pas à tailler largement dans la péninsule, à moins qu'ils ne préfèrent organiser l'Italie en royaume feudataire. Victoire ou défaite semblent également dangereuses pour nos voisins.

LA MÉDITERRANÉE

De tout temps, l'Italie a considéré la Méditerranée comme une de ses zones naturelles d'expansion, mais jusqu'à nos jours elle en possédait beaucoup d'autres, grâce à son émigration, au progrès de son industrie, aux liens commerciaux qu'elle ne cessait de créer. La vallée du Danube tenait en particulier une très large place dans son trafic. L'Anschluss, l'annexion de la Tchéco-Slovaquie, les développements de la politique commerciale allemande en Bulgarie, en Yougoslavie et en Roumanie diminuent sérieusement aujourd'hui ses anciens débouchés. Par une cruelle ironie des choses, « l'espace vital » italien se trouve réduit par la politique du grand allié de Berlin et non par celle des démocraties, qui n'ont jamais apporté la moindre entrave au développement des intérêts romains en Europe centrale.

Repoussée vers le sud par son partenaire, l'Italie n'avait

(1) L'Espagne pourra leur fournir du plomb et du cuivre, mais la navigation sera des plus précaires entre les ports de la Méditerranée occidentale et, d'autre part, les achats de l'Italie devront être effectués en devises, devises qu'elle ne possède pas et qu'elle ne pourra se procurer en temps de guerre, faute de contrepartie à l'exportation.

plus d'autres ressources que d'orienter sa politique vers la mer qui baigne ses côtes. Tandis que les buts de guerre allemands se situent aujourd'hui en Ukraine et en Yougoslavie, ceux de M. Mussolini se précisent de plus en plus dans le bassin oriental de la Méditerranée et c'est pourquoi ses journaux ont lancé le slogan : Corse, Tunis, Suez, comme programme d'expansion nationale.

Depuis longtemps, le royaume d'Italie a rêvé d'installer le trop plein de sa population sur les côtes d'Asie Mineure. Ces régions jadis si riches, dépeuplées par l'incurie du gouvernement impérial ottoman, lui apparaissaient comme la terre de peuplement idéal ; aussi, comptait-il bien, à l'heure de la disparition de « l'Homme malade », profiter de sa succession. Son installation à Rhodes et dans le Dodécanèse a souligné, le moment venu, ces aspirations. Depuis lors, la renaissance rapide de la Turquie moderne a sans doute quelque peu refroidi ses espoirs ; les récents événements d'Albanie semblent bien démontrer cependant qu'il ne les a pas complètement abandonnés. L'inféodation de la Grèce, qui marquerait une étape intéressante dans cette voie, lui permettrait par ailleurs de contrôler les débouchés commerciaux de l'Europe centrale en Méditerranée ; ce qui n'est pas négligeable.

Toutefois, ces aspirations paraissent être passées au second plan depuis la conquête de l'Éthiopie. Comment ne pas rêver, en effet, quand on possède une grande puissance militaire, de réunir la Libye et l'Éthiopie en un Empire d'un seul tenant. Ne suffit-il pas pour y parvenir de mettre la main sur l'Égypte, proie facile, à peine défendue ? Ce sont bien, semble-t-il, des considérations de cet ordre qui ont provoqué les énormes concentrations de troupes en Afrique (200 000 hommes environ dans les deux colonies), dont nous sommes témoins depuis plusieurs mois. Pendant longtemps, l'Italie a camouflé son plan, sous le couvert de revendications tunisiennes. Aujourd'hui, elle a jeté le masque et tandis qu'elle construit une solide ligne défensive face au sud-est tunisien, ses chefs militaires en Libye ne cachent pas leurs intentions ; ils se vantent même volontiers d'amener leurs troupes en quelques jours à l'entrée du canal de Suez.

L'occupation de l'Égypte par les Germano-Italiens porterait en effet un coup très dur à leurs adversaires. La navi-

gation de ceux-ci dans la Méditerranée occidentale deviendrait probablement fort aléatoire en temps de guerre, par suite du développement des côtes italiennes et peut-être en raison d'une neutralité espagnole peu bienveillante ; la plupart des cargaisons à destination du Bosphore ou des ports grecs, contournant l'Afrique, se verraient donc acheminées par le canal de Suez ; la Méditerranée orientale serait ainsi appelée à jouer un rôle capital dans le ravitaillement de nos alliés hellènes, turcs ou roumains.

Le rêve de l'Italie n'est toutefois réalisable qu'à la condition expresse d'une hégémonie maritime suffisante pour lui permettre d'acheminer sur le théâtre d'opérations égyptien les énormes convois de troupes et de matériel qui seraient indispensables à ses armées !

La réaction qu'elle aurait à subir serait, en effet, extrêmement violente : les Anglais n'auraient aucune difficulté pour faire affluer leurs troupes de l'Inde vers la Mer Rouge, et la France pas davantage pour alimenter le Sud tunisien. Si nos communications directes étaient coupées avec l'Algérie et la Tunisie, nous aurions toujours la ressource d'effectuer nos transports par l'Océan et le chemin de fer de Casablanca à Tunis acheminerait sans difficulté soldats et approvisionnements aux confins de la Libye.

Ce projet de domination africaine apparaît encore plus chimérique si l'on tient compte des forces en présence. Sans doute, l'Italie a des bases navales et aériennes puissantes, mais elle ne saurait prétendre parvenir à dominer les forces navales franco-anglaises d'une supériorité incontestable (1) ; Rhodes et le Dodécanèse, isolés, n'offriraient dans ces conditions qu'une résistance bien précaire à leurs adversaires, et tant que la Grèce, la Turquie, la Syrie et la Palestine ne seraient pas, en partie du moins, tombés en son pouvoir, ses flottes aériennes ou navales n'auraient aucun espoir de trouver à portée raisonnable les points de ravitail-

(1) Tonnages des marines de guerre :

Angleterre	1 371 000	tonnes
France	535 000	»
Italie	420 000	»
Allemagne	177 000	»
Japon	833 000	»
États-Unis	1 133 000	»

lement voulus et les abris indispensables en cas d'avarie.

C'est pour résoudre, le moment venu, à leur profit ce problème si angoissant de la maîtrise de la mer, que les Germano-Italiens voudraient bien, en même temps qu'ils couperaient le canal de Suez, fermer l'autre issue de la Méditerranée soit en s'emparant de Gibraltar, soit en le faisant passer sous la domination du général Franco qui, bien entendu, ne saurait moins faire, en contre-partie de ce dangereux cadeau, que d'apporter son appui à ses généreux donateurs. Ainsi s'expliquent les préparatifs actuels contre le vieux rocher britannique qui, étant donné les risques à courir, se justifient seulement dans le cas où cette opération constituerait bien un élément primordial du plan de guerre de nos adversaires.

Sa réussite en tout cas ne suffirait pas à assurer la sécurité de leurs convois, car les forces navales franco-anglaises stationnées normalement dans la Méditerranée demeureraient toujours supérieures aux leurs. Dès lors, les troupes italiennes d'Afrique se trouveraient à peu près isolées de la métropole et la lutte deviendrait de jour en jour plus inégale en face d'adversaires jouissant des plus larges facilités de ravitaillement.

Jadis, Bonaparte, lui aussi, avait conçu le projet d'attaquer l'Angleterre en Égypte. A cette époque, une pareille campagne était bien plus facile à réaliser, car l'ennemi ne disposait pas dans l'Inde des ressources militaires qu'il y possède aujourd'hui et ses navires ne doublaient pas le cap de Bonne-Espérance avec la même rapidité. Le grand capitaine avait oublié, comme M. Mussolini, que la France n'avait pas les moyens d'assurer la maîtrise de la mer. Tandis qu'il se couvrait de gloire sur les champs de bataille égyptiens, ses ravitaillements n'arrivaient pas et c'était sur les frontières terrestres de la France que se préparaient les grandes décisions. Bonaparte dut abandonner ses troupes, prendre de multiples précautions pour échapper aux navires anglais. Il revint en France et c'est en Italie, à Marengo, qu'il gagna la guerre!

L'EXTRÊME-ORIENT

L'axe comporte un troisième partenaire : le Japon, dont l'action éventuelle demeure assez énigmatique.

Au cours de la guerre de 1914-1918, beaucoup d'officiers

de l'armée japonaise auraient désiré venir arborer le drapeau du Soleil levant sur nos champs de bataille. Pendant la bataille de Verdun, mon excellent ami, le colonel Igoutchi, alors attaché militaire à Paris, ne cessait de me répéter combien son pays serait fier de mêler son sang à celui des Alliés sur la terre de France : pour des raisons qu'il serait inopportun d'évoquer ici, les gouvernements alliés ne crurent pas devoir envisager cette éventualité.

Aujourd'hui, le Japon a changé de camp et il semble de nouveau fort improbable que ses forces terrestres apparaissent sur les champs de bataille européens, tant est grande la crainte allemande d'une contamination des aryens par la race jaune. Toute coopération navale ou aérienne serait au contraire la bienvenue, mais pourra-t-elle se produire ? Le Japon même prendra-t-il les armes en faveur des cosignataires du pacte antikomintern ? C'est une énigme qu'il est assez difficile de résoudre.

Tout d'abord, le Japon est engagé en Chine dans une guerre qui, déjà, dépasse ses forces. Plus d'un million d'hommes y mènent une lutte sans merci. S'il entrait dans l'arène mondiale, ses adversaires intensifieraient l'armement des Chinois qui, déjà, lui opposent une résistance assez inattendue, grâce d'ailleurs aux fournitures militaires qu'ils ont trouvées en Europe auprès des Puissances de l'axe. Le peuple nippon enfin, qui souffre de la longue durée des hostilités actuelles, n'envisagerait-il pas avec appréhension la perspective de leur extension dans le temps et dans l'espace ?

L'Empire du Soleil levant a certainement commis une grosse erreur de tactique en déclenchant son expédition chinoise en dehors d'un conflit généralisé. S'il avait attendu pour agir l'éventualité d'une guerre mondiale, il aurait pu profiter des événements d'Europe pour mener ses opérations à meilleur compte et en toute tranquillité. Aujourd'hui, s'il apportait son appui militaire aux peuples totalitaires, il se trouverait exsangue en face de nouveaux adversaires pleins de vie. L'entrée en ligne de la Russie ouvrirait sur le front mandchou un théâtre d'opérations dangereux et l'armée soviétique d'Extrême-Orient totalement indépendante, beaucoup moins contaminée que le reste du pays par la propagande bolché-

vique, présenterait alors un élément important de décision. Le secours que pourraient apporter les pays totalitaires d'Europe au Mikado se réduirait à des encouragements verbaux, la maîtrise de la mer par leurs adversaires empêchant tout envoi de troupes ou de matériel. La première conséquence de la participation du Japon à la guerre mondiale aux côtés des Puissances de l'axe serait donc d'accroître ses chances de défaites sur le sol chinois sans lui apporter la moindre compensation.

N'oublions pas d'ailleurs le côté économique du problème. Certes, les Japonais ont vu leur situation bien améliorée au point de vue de leur ravitaillement en matières premières, par la création du Mandchoukuo et l'occupation du Chansi; en particulier, le problème du charbon est aujourd'hui résolu. Mais beaucoup d'autres produits manquent encore à l'Empire du Soleil levant et qui sont nécessaires à la guerre ; notamment le fer, la bauxite, la laine, le caoutchouc, le cuivre, le plomb, l'étain et surtout le pétrole. Les opérations en Chine sont actuellement alimentées, en grande partie, grâce aux importations de nations qui s'empresseraient de les supprimer si le Japon entrait dans la lutte générale. Sa laine vient d'Australie, son caoutchouc de Malaisie et des Indes néerlandaises. Le Canada fournit du cuivre, du plomb, de l'étain concurremment avec les États-Unis, l'Inde et la Malaisie britannique. Le zinc est expédié par le Mexique, et le pétrole, nerf de la guerre, sort des puits nord-américains et mexicains (1).

Que les États-Unis se joignent aux autres nations démocratiques, qu'ils accentuent simplement à l'égard des Nippons la rigueur du *Neutrality Act*, éventualité des plus probables étant donné les coups multiples que ceux-ci ont, dans ces derniers temps, portés à leur prestige et à leur commerce dans le Pacifique, et le ravitaillement japonais connaîtra les pires difficultés.

On dira qu'une expédition maritime permettrait aux fils du Soleil levant de mettre la main sur les Indes néerlan-

(1) Importations du Japon (1935, année normale de paix) : 110 000 tonnes de laine, 59 000 de caoutchouc, 758 000 de phosphates, 48 000 de métal de cuivre, 90 000 de métal de plomb, 4 300 de métal d'étain, 8 800 de métal d'aluminium, 3 400 000 de minerais de fer, 1 677 000 de ferrailles, 3 614 000 de produits pétrolifères.

daises et par conséquent sur le pétrole. Certains indices sembleraient même déjà indiquer leurs tendances à cet égard : l'occupation d'Haïnan qui enlève une partie de sa valeur à Hong-Kong, celle des îles Spratly qui nous a été notifiée le 31 mars dernier, toutes mesures qui marquent sans doute le désir de protéger le théâtre d'opérations chinois contre d'éventuelles incursions franco-anglaises, mais peuvent aussi être interprétées comme une première étape de l'encerclement pacifique des Philippines par l'ouest, et de la marche vers l'Insulinde. Mais les Japonais n'ignorent pas que la moindre attaque sur ces îles déclencherait fatalement une réaction militaire américaine. Voudront-ils encore une fois se mettre sur les bras, pour un objectif secondaire, une guerre maritime avec les États-Unis unis à l'Angleterre et courir le risque de se faire battre sur tous les théâtres d'opérations ?

Tous ces faits nous incitent à penser qu'avant d'entrer en action, les Japonais réfléchiront longuement. Ce sont des hommes de bon sens, habitués à mûrir leurs décisions et à peser leurs intérêts. Les Puissances de l'axe auraient peut-être tort dans ces conditions de compter d'une façon trop absolue sur un engagement définitif de leur part.

*
* *

Le lecteur attend toujours, à la fin d'un article, des conclusions. Dans le cas présent, il serait heureux, je le sens, d'y trouver une occasion de réconfort. Hélas ! je ne le suivrai pas sur ce terrain, car les prophéties se réalisent rarement et les anticipations sont dangereuses aux heures troublées que nous vivons.

On peut tout au plus se permettre quelques constatations.

1° Jadis, les empereurs romains éprouvaient les mêmes soucis que nous à l'égard des invasions barbares ; pour les endiguer, ils avaient eux aussi établi, sous la forme de *castra* dotés de garnisons à demeure, une solide barrière à leurs frontières naturelles. Malheureusement, ces garnisons étaient généralement composées non de Romains, mais de barbares ralliés à leur cause et cette erreur de psychologie affaiblissait sensiblement le système. Trop souvent, hélas ! des collusions s'établissaient des deux côtés de la barrière, celle-ci cédait et le torrent déferlait.

L'affaire des Sudètes nous apprend que le retour de pareilles aventures n'est pas impossible de nos jours. Les peuples dont les frontières ethniques sont encore assez mal définies ne sauraient l'oublier et devraient reporter par conséquent assez largement en arrière à l'intérieur du pays leur *principale* ligne de défense.

2° Sur le front occidental, comme nous l'avons vu, la Hollande, la Belgique et la Suisse sont des objectifs particulièrement tentants pour les Allemands. L'occupation de ces territoires serait d'un intérêt militaire immédiat pour la suite des opérations ; aussi, connaissant bien la mentalité de ces derniers, personne ne saurait douter que, le moment venu, ils ne violent une fois de plus leurs engagements. Les pays menacés se préparent donc à défendre chèrement leur sol national. Le meilleur moyen pour décourager l'ennemi consiste pour eux à doter leurs fronts d'un système défensif d'une solidité extrême munis des perfectionnements les plus modernes. Aujourd'hui, une pareille organisation est à base de béton, d'acier et de construction métallique : c'est une affaire purement industrielle, pour laquelle nos voisins possèdent heureusement sur leur sol tous les moyens de réalisation voulus. Ils se sont mis courageusement à l'œuvre et tout porte à croire qu'avant peu, la solidité de leurs lignes de défense calmera bien des tentations.

3° Au moment d'une déclaration de guerre générale, deux Puissances de l'axe, l'Italie et le Japon, se verraient en opposition complète d'intérêts avec leur troisième partenaire.

Au cours de ces deux dernières années, le Japon, tout d'abord, qui se trouvait engagé dans une guerre fort difficile, rechercha dans la signature du pacte antikomintern un double avantage : d'abord, la possibilité d'accentuer sa pression sur l'Angleterre et ensuite un moyen d'arrêter l'Allemagne dans ses fournitures d'armes à la Chine, fort gênantes pour lui. En même temps qu'il signait ce pacte, en principe dirigé contre la Russie, il s'empressait d'ailleurs d'éviter tout conflit avec celle-ci. L'idéologie ne jouait donc aucun rôle en la matière et le rapprochement avec les Puissances de l'axe était uniquement accompli au bénéfice de la politique du moment.

En temps de guerre mondiale, le tableau changerait

complètement. Un geste d'appui militaire du Japon au bénéfice des États totalitaires entraînerait fatalement l'entrée en ligne contre lui de la Russie, le conflit avec les États-Unis, l'impossibilité pratique par conséquent de terminer avec honneur les opérations chinoises. Or, nos amis nippons sont des esprits réalistes. Il ne serait donc pas étonnant qu'ils cherchent, le moment venu, à monnayer leur neutralité éventuelle auprès des Puissances démocratiques, en contrepartie d'une reconnaissance de leur situation privilégiée en Chine et d'appuis financiers dont ils ont un urgent besoin.

Quant à l'Italie, la victoire allemande lui porterait probablement un coup aussi grave qu'à la France et à l'Angleterre ; malgré ses lauriers, elle serait bien alors notre « sœur » dans le malheur. Même si son grand partenaire ne réclamait pas le retour aux frontières péninsulaires du Saint-Empire germanique, il entendrait bien et pour la simple raison du plus fort, s'installer à Trieste et occuper la Croatie. La mer Adriatique deviendrait ainsi un lac allemand. Les plus belles annexions africaines ne sauraient panser d'aussi profondes blessures.

Les chefs des gouvernements totalitaires célèbrent à l'envie la solidité indestructible de l'axe, presque son immortalité ! Ils oublient un peu trop vite que les faits sont plus forts que les mots. Les intérêts des peuples changent avec une rapidité déconcertante et les mariages de raison, quelles que soient les couleurs dont on les pare, ne résistent pas à de pareilles évolutions !

GÉNÉRAL SERRIGNY.

LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT ET LES HUMANITÉS

On a déjà beaucoup parlé de la réforme de l'enseignement que le ministère de l'Éducation nationale poursuit depuis deux ans. La manière même dont elle s'accomplit ne peut qu'exciter la curiosité. La marche normale consisterait, semble-t-il, à faire voter par le Parlement les principes de l'organisation nouvelle, puis à les appliquer progressivement. Nous ne voyons rien de tel. Depuis deux ans qu'un projet de loi a été soumis au Conseil des ministres, on n'a pas encore trouvé moyen de consulter le Parlement. Au Conseil supérieur de l'enseignement qui a, par la bouche de certains de ses membres, réclamé des explications, on les a refusées, par déférence, disait-on, pour ce même Parlement qu'on négligeait de saisir. Ainsi, sur les buts lointains, les principes inspirateurs de sa réforme, le ministre gardait le silence. Mais ces principes encore en question n'en recevaient pas moins d'innombrables applications dans une série de modifications de détail, d'expériences, — le mot était à la mode il y a deux ans. De sorte que, morceau par morceau, le projet est réalisé, et que le Parlement n'aura bientôt plus qu'à consacrer ce qu'il n'aura jamais examiné ni discuté.

Cette méthode oblique, mise au service de desseins si visiblement arrêtés, doit éveiller l'attention. On se demande d'où vient cette réforme et où elle va. Il n'est pas malaisé de répondre, et des documents fort curieux

publiés au sujet des plans pédagogiques de la C. G. T. apportent sur ce problème d'histoire contemporaine de vives lumières. Le projet actuel applique les idées de la grande organisation du syndicalisme révolutionnaire. Sous l'aspect bénin d'une refonte de notre système d'éducation, c'est une révolution sociale d'inspiration marxiste qu'il prépare.

A ce point de vue, nous signalons un document qui n'est pas assez connu. C'est une brochure, datée de juin 1927, intitulée : *Projet de statut organique de l'enseignement public instituant l'école unique, présenté au Parlement et à l'opinion publique*. Elle a été rédigée par M. Weber, professeur agrégé, et par M. Marceau Pivert, dont l'activité politique est bien connue. Elle émane du Comité d'étude et d'action « Pour l'école unique », et dans ce comité sont représentés des groupements dont la liste figure dans cette plaquette. Relevons quelques noms, ils sont significatifs : Cercle parisien de la laïque de l'enseignement, Fédération de l'enseignement (C. G. T.), Fédération nationale de la libre-pensée, Grand-Orient de France, Grande-Loge de France, Ligue d'action universitaire républicaine et socialiste, Ligue française de l'enseignement, Ligue pour la défense des droits de l'homme et du citoyen, Parti républicain et radical-socialiste, Parti républicain et socialiste français, Syndicat national des institutrices et instituteurs de France et des colonies, Union socialiste, communiste, etc.

La confrontation du projet Zay et du projet Marceau Pivert montre à l'évidence que le premier suit pas à pas le second et que l'inspiration essentiellement politique et sectaire du second est à l'origine du premier. Les grandes divisions de l'enseignement sont les mêmes, les termes qui les désignent aussi. La fusion dans un enseignement du second degré des enseignements secondaire, primaire et technique est prévue par le projet de 1927 comme elle est réalisée par celui de 1937. La fameuse classe d'orientation figure dans le projet de Pivert et, comme l'a voulu le ministre actuel, en dépit des protestations de la quasi-unanimité de l'enseignement secondaire, elle enlève à celui-ci sa première année, la 6e. De même, enfin, nous trouvons cette division en deux cycles (l'un allant de la 5e à la 3e, l'autre de la 2e à la philo-

sophie) qui rend impossible la continuité indispensable à un enseignement de culture, mais qui, voulue par les associations mentionnées plus haut, est entrée en vigueur depuis un an. Moins heureux que ces organisations politiques, les organes directeurs de l'État et de l'Université n'ont pas eu à se prononcer.

De telles comparaisons permettent des inductions assez sûres, mais enfin ce ne sont que des conjectures. On attendait donc avec le plus vif intérêt le premier moment où le ministre de l'Éducation nationale et ses collaborateurs se verraient obligés de s'exprimer clairement sur leurs intentions. Ils ont commencé à le faire le 30 septembre dernier, dans les instructions où sont définis l'esprit et les buts de l'enseignement du 2e degré (1). Le 30 septembre 1938, les Français avaient d'autres soucis et plus pressants que celui de la réorganisation scolaire. L'invasion menaçait et toutes les pensées allaient à la défense de nos frontières, rempart de notre civilisation. Cependant, on aurait tort de croire qu'une civilisation est menacée seulement par les invasions. Il y a des infiltrations qui préparent les invasions ; il y a des altérations de l'esprit qui équivalent au démantèlement de forteresses matérielles. On pouvait craindre, étant donné les origines de la réforme, amorcée d'ailleurs bien avant le présent ministère, qu'elle ne constituât un péril de ce genre. C'est pourquoi il importait de soumettre à une étude fort attentive ces instructions. Il n'a pas été difficile de découvrir, particulièrement dans les recommandations relatives à l'enseignement du français, une hostilité systématique à l'égard d'une discipline classique menant de pair l'étude des humanités anciennes et celle des humanités françaises. Nous voudrions montrer ici que si on laissait faire M. Jean Zay et ses collaborateurs, c'est une de nos institutions essentielles, disons plus, c'est ce qu'il y a de plus original dans notre enseignement, c'est le nœud vital de notre éducation intellectuelle qui serait atteint. On ne nous en voudra pas si, avant d'entrer dans l'analyse du document, nous rappelons quelques vérités élémen-

(1) Instructions du 30 septembre 1938 relatives à l'application des arrêtés du 30 août 1937 et du 11 avril 1938 fixant les programmes de l'enseignement du 2e degré (enseignement secondaire et enseignement primaire supérieur). Librairie Vuibert, 63, boulevard Saint-Germain.

taires sur l'importance pour l'esprit français de l'éducation classique.

Depuis que le français a osé aborder les plus hauts sujets réservés jusqu'au XVI[e] siècle au latin ; depuis qu'apprendre à parler et à écrire français, c'est s'initier à la langue de la plus haute théologie, de la plus savante philosophie, de la science la plus rigoureuse, de la poésie la plus inspirée en même temps qu'au langage populaire le plus naturel et le plus dru, on n'a pas cessé dans les collèges d'ancien régime comme dans les lycées du XIX[e] siècle d'enseigner concurremment le français et le latin, et le français par le latin comme le latin par le français. Quatre siècles au cours desquels le français est devenu la langue de la haute culture pour le monde entier apportent une preuve éclatante de l'excellence de cette méthode.

Un peu de réflexion permet de comprendre ce succès : la version et le thème latins obligent en quelque façon l'écolier à revivre en raccourci, à refaire par lui-même l'œuvre séculaire par laquelle les meilleurs esprits de notre race ont su, en s'inspirant des modèles anciens, sans perdre contact avec l'expérience contemporaine, élever l'habitude heureuse du parler familier à la règle du langage qui veut et peut être intelligible à tous. Non seulement donc l'élève français qui apprend sa langue est mis en possession des fines classifications du vocabulaire, des enchaînements forts et souples que recèle notre syntaxe, mais par les comparaisons étymologiques auxquelles l'apprentissage du latin l'oblige, par les comparaisons sémantiques et grammaticales qu'une version ou un thème lui imposent, il est initié à la genèse de sa langue, disons plus, il y prend part, il ratifie par un effort personnel les choix mystérieux qui sont à l'origine de nos mots et de nos formes. Admirable privilège du petit Français et que ne partagent pas les enfants de beaucoup d'autres races. On peut le traiter en héritier : l'usage qu'on lui enseigne ne lui est pas imposé comme une règle à laquelle il doit une obéissance servile ; elle apparaît comme une de ces habitudes de famille dont il expérimente la bienfaisance, et on lui marque que l'on compte sur lui pour les maintenir et les enrichir. Il apprend en même temps ce qu'est la création intellectuelle.

Elle n'est pas l'innovation pure. Innover en matière de langage, c'est pour l'enfant dont l'expérience est si réduite céder à la facilité et aux prestiges de la mode. Le difficile est de maintenir, de s'adapter aux nécessités du moment sans se démentir, de savoir retrouver dans l'expérience présente la loi éternelle. C'est à quoi s'exerce l'enfant qui traduit un texte en latin ou qui s'efforce en usant d'un mot contemporain « de ne pas contredire » grossièrement ses lointaines origines. Héritier d'une immense tradition humaine, continuateur et collaboratenr d'un travail séculaire, il participe à la création continue de sa langue ; sans que la vie le destine nécessairement à la production littéraire ou à l'étude des sciences philologiques, il a tout ce qu'il faut pour comprendre le grand vers :

Honneur des hommes, saint langage...

Toutefois, il serait absurde d'oublier que cette haute fonction, notre enseignement classique ne la remplit que bien imparfaitement. Les professeurs qui le donnent sont les premiers à constater les maux dont il pâtit ; il est juste et utile de les avouer avec franchise, pour y remédier avec vigueur. Au reste, lorsque sur ce chapitre règne une direction sans unité et sans continuité, lorsque les grands maîtres de notre Université se succèdent au rythme à peine ralenti de nos changements de majorité parlementaire, il serait miraculeux que l'œuvre si lente et si minutieuse de la formation intellectuelle se poursuivît sans défaillances. Mais si les résultats de notre enseignement ne sont pas satisfaisants, ce n'est pas que nos procédés soient périmés, c'est bien plutôt parce que le désordre où nous vivons nous contraint de n'user que de façon bien intermittente et partielle des méthodes éprouvées, et l'échec même de beaucoup de nos élèves en constitue une éclatante contre-épreuve. Nous avons donc le droit de défendre ce qui en subsiste et de préparer une renaissance intellectuelle en leur faisant reprendre toute leur vigueur.

Il ne faut pas non plus méconnaître l'existence de disciplines formatrices étrangères aux humanités classiques. Il serait inique de soutenir qu'en dehors du latin il n'est point de salut. La comparaison réfléchie du français avec une langue moderne peut apporter à un jeune esprit de précieux

enseignements sur le génie de sa propre langue et sur les lois générales de la parole humaine. D'ailleurs, les règles du langage ne sont pas seules à former l'esprit et la collaboration à un enseignement technique propre à donner à l'homme la maîtrise de son outil et l'intelligence de son métier constitue une des tâches les plus essentielles de l'Université moderne. Mais pourquoi faudrait-il renoncer à ce qui reste d'humanités classiques pour préparer ces nouveautés ?

Car c'est bien de cela qu'il s'agit dans les instructions du 30 septembre. On nous dira sans doute que le latin et le grec y figurent en place honorable, et que l'étude en est recommandée et réglementée par les préceptes les plus traditionnels. Nous l'accordons. Mais, encore une fois, on enlève au grec, et au latin surtout, leur fonction essentielle lorsque, avec les élèves des sections classiques, on ne s'en sert pas comme d'un instrument de premier ordre pour l'enseignement de notre langue.

Telle est pourtant la thèse qui est soutenue dans les copieux développements consacrés à l'enseignement du français. L'idée dominante en est que le français doit être enseigné au moyen du français et que le recours au latin est le plus souvent superflu et fréquemment dangereux.

C'est ainsi que l'usage de l'étymologie est restreint de la façon la plus sévère. On lit par exemple à la page 44, sous la rubrique *Familles étymologiques* : « Si l'on ne considérait dans les mots que leur forme, leur origine, leur histoire, et non pas leur sens, leur fonction, leur valeur psychologique, des mots renfermant un même radical latin tel que abcès, succès et procès pourraient assurément être tenus pour parents : mais ce serait là une parenté tout illusoire, puisqu'elle ne correspondrait à aucune réalité. En dehors de la pensée, les mots ne sont rien que des sons. »

Et plus loin, l'auteur des instructions, après y avoir recommandé l'usage du groupement des mots d'après leur sens, déclare : « Ce serait donc créer des confusions inextricables que de rapprocher sur le papier ce que l'esprit ne rapproche jamais et ce que le langage a définitivement séparé, que de reconstituer artificiellement des familles que la vie souveraine a disjointes : décès et abcès sont, pour l'esprit,

donc sont en réalité, aussi étrangers l'un à l'autre que trépas et apostume. Les ranger dans la même famille, ce ne serait pas clarifier le vocabulaire, ce serait pervertir l'ordre naturel de la langue. »

Ainsi, le rapprochement étymologique pour des mots séparés par le sens doit être remis à plus tard lorsqu'on se proposera, non plus d'accroître les « moyens d'expression de l'enfant, mais de lui apprendre l'histoire du vocabulaire et, par l'histoire des mots, celle de la civilisation et des mœurs... ».

On rencontrera la même phobie du recours au latin dans le passage relatif à l'explication du français classique. Il est nécessaire de citer en entier cet étonnant morceau.

« Dans les classes où les élèves apprennent le latin, il peut être commode de recourir à cette langue pour leur faire découvrir le sens des mots français. Comme, d'une part, la langue du XVIIe siècle était plus proche du latin que la nôtre, en ce sens que beaucoup de mots y conservaient encore une signification qui s'est effacée depuis et que, d'autre part, les hommes de cette époque, notamment la plupart des grands écrivains, avaient été imprégnés de latin pendant leur vie scolaire, il semble tout naturel d'expliquer leur langue par le latin. On profite ainsi des connaissances en langue latine que les élèves possèdent pour établir entre les deux vocabulaires des rapprochements qui, tout en fixant dans leur esprit les notions de latin, leur rendent clair le sens vieilli des mots français.

« Il ne peut être question de proscrire ce recours au latin pour expliquer le sens des mots français surtout dans la langue classique, mais il faut en user avec mesure et précaution, car il n'est pas toujours de mise.

« Il faut considérer, par exemple, qu'un certain nombre de sens, qu'on pourrait être tenté d'expliquer de cette façon, étaient entrés depuis longtemps dans la langue, étaient devenus purement français et étaient employés au XVIIe siècle, avec une exacte propriété, par les courtisans et les gens du monde qui ne savaient pas le latin. Dans ce cas, il ne serait pas d'une bonne méthode de recourir, pour les expliquer, à une langue à laquelle les écrivains du XVIIe siècle ne pensaient sans doute pas plus en les employant que nous ne

pensons aujourd'hui à l'anglais en prononçant les mots *wagon*, *tramway* et *bifteck*.

« On doit éviter encore de recourir à des étymologies qui n'ont été fixées qu'au XIX[e] siècle et que les humanistes du XVII[e] siècle ne soupçonnaient pas.

« C'est en général par l'étude du contexte et par l'usage du XVII[e] siècle, enregistré par les lexiques, qu'il convient, même avec des élèves étudiant le latin, de déterminer le sens des mots de la langue classique comme celui de la langue actuelle. »

Bien que nous nous bornions ici à l'enseignement du français, on nous en voudrait de ne pas rapprocher cette phobie du recours au latin d'une des plus surprenantes nouveautés des programmes récemment institués : les élèves qui feront six ans de latin ne consacreront plus comme autrefois la 5[e] à l'histoire romaine ; celle-ci devra se caser dans les dernières semaines de l'année de 6[e] au cours de laquelle l'enfant de onze ans parcourra l'histoire de l'Égypte, de la Chaldée, de l'Assyrie, du peuple d'Israël, de la Grèce et de Rome !

Il convient, pour saisir à son principe la pensée inspiratrice de ces instructions, de se reporter aux généralités qui se trouvent au début du chapitre : « On peut donc, en enseignant le français à un enfant, se proposer deux objets très différents : ou bien créer en lui une aptitude pratique à lire, à parler ou à écrire la langue avec exactitude, correction et netteté, ou bien former et cultiver son esprit en le faisant réfléchir sur la langue qu'il lit, parle ou écrit. » Distinction judicieuse, mais revue incomplète. Pour les auteurs des instructions, il y a, d'une part, un apprentissage où l'initiation et l'habitude sont l'essentiel et, d'autre part, une étude réfléchie du langage, science analogue à la biologie et à l'histoire des institutions : « Si, disent-ils, l'étude des sciences naturelles est une occasion d'exercer l'enfant à observer, à comparer et à comprendre les productions de la nature, l'étude du français peut être une occasion de l'exercer à observer, à comparer et à comprendre les faits du langage, qui sont des productions de l'esprit... » ; et plus loin on nous invite à « faire contempler à l'élève dans ce concentré de vieille

expérience humaine qu'est une langue, formée d'alluvions successives et de stratifications étagées ou enchevêtrées souvent, l'histoire de la civilisation matérielle et morale du peuple qui s'est forgé cet instrument, comme on lui fait contempler dans l'étagement des couches géologiques l'histoire des révolutions du globe ».

Ainsi, pour parler comme Platon, il y aurait d'un côté une routine fondée sur l'habitude et de l'autre une science, l'étude objective du langage. C'est celle-ci qui constituerait l'instrument de la plus haute culture. La première donnerait un outil à l'esprit, c'est la seconde qui proprement le formerait !

Double erreur, selon nous, car la philologie et la linguistique ne peuvent devenir instrument de formation intellectuelle qu'au niveau des études supérieures, lorsque le jeune étudiant s'initie à la recherche. En revanche, au niveau secondaire où ces sciences se présenteront comme un ensemble de résultats acquis, elles meubleront l'esprit, lui ouvriront des horizons, le stimuleront peut-être, mais ne l'exerceront pas à proprement parler. Et surtout, l'acquisition du langage peut être beaucoup plus que la besogne préliminaire à laquelle semblent songer les auteurs des instructions : elle est, dans un enseignement de culture, l'initiation aux opérations les plus ardues de la pensée, aux délicatesses les plus ténues du sentiment.

Si les auteurs des instructions ne le voient pas, c'est sans doute en raison de la psychologie un peu rudimentaire qui semble inspirer le document que nous analysons. Bien qu'on y insiste sur la nécessité de ne pas séparer le mot de la phrase qui lui donne son sens, on semble souvent se figurer le rapport entre le mot et sa signification comme une sorte de correspondance qui existerait entre un son et une réalité observée, remémorée ou imaginée. Ainsi, dans le dictionnaire, le mot étranger est traduit par un mot français, ainsi dans la leçon qui recourt à la méthode directe, l'élève dit « pencil » lorsqu'on lui montre le crayon. Et effectivement, on peut apprendre sa langue en établissant des associations entre des sons et des choses et en s'habituant à émettre ces sons lorsqu'on pense, ou que l'on veut faire penser à ces choses. Ainsi parlent les esprits sans originalité, sans culture et nous ne

considérons pas qu'on les aura cultivés en leur faisant prendre modèle sur des personnes choisies. On risque au contraire d'en faire des esprits serviles, dociles à des modes qu'ils sont incapables de juger.

Mais une psychologie plus profonde nous montre que la signification d'un mot apparaît beaucoup moins dans ce que nous avons en tête lorsque nous l'avons prononcé que grâce aux raisons si obscures et si profondes qui ont guidé le choix que nous en avons fait. Si le rédacteur de ces instructions avait fixé son regard sur cette partie secrète du langage, peut-être y eût-il trouvé des profondeurs qui eussent troublé sa belle assurance. Il condamne le rapprochement qu'on pourrait faire au moment où l'enfant apprend à parler, entre des mots qu'apparentent l'histoire, l'origine, la forme et non le sens, la fonction, la valeur psychologique et il cite comme exemple abcès, décès, succès et procès ; il est certain que les choses auxquelles ces mots font actuellement penser apparaissent assez différentes à l'observateur superficiel ; mais est-il possible de séparer succès de succéder et procès de procéder, et tous ces mots de l'idée de marche signifiée par leur racine latine. Expliquer que succès veut dire réussite alors que succéder veut dire venir après (1), c'est éveiller l'occasion des plus profondes réflexions sur la difficulté qu'il peut y avoir à discerner parfois dans l'effet d'une action humaine ce qui est réussite de ce qui est résultat. De même la comparaison entre le déroulement d'une action ou d'une pensée exprimé par le mot procédé, le développement d'une action juridique exprimé par le mot procès, et la marche d'un cortège exprimé par le mot procession peut être l'occasion de ces rapprochements dont deux esprits aussi différents que Bossuet et Auguste Comte tirent parfois des lueurs fulgurantes. Il est singulièrement superficiel de dénier toute réalité à cette logique profonde du langage : « En dehors de la pensée, les mots ne sont rien que des sons », dit notre auteur d'un ton péremptoire ; mais il y a beaucoup plus de choses dans la pensée que n'en imagine sa philosophie un peu courte. Au moment où notre esprit choisit un mot, que de rapprochements, que d'oppositions inexprimées, à peine cons-

(1) Aujourd'hui, car dans Racine succéder est beaucoup plus proche de succès.

cientes jouent pour arrêter sur nos lèvres tel accouplement, « la marche au progrès » par exemple. Nous sommes retenus par tout ce que des siècles d'élocution réfléchie ont pu mettre d'ordre et de cohérence dans la parole humaine.

Apprendre à parler français, c'est donc se rendre sensible à des distinctions, à des rapprochements innombrables, c'est, au moment où l'on exprime un fait particulier, ne pas oublier toute une vaste expérience humaine et le système des relations qu'elle a su découvrir entre un objet spécial et la multitude des existences ; c'est s'initier à une logique souple et ferme, c'est, comme nous le disions plus haut, apprendre à penser.

Mais c'est former son cœur en même temps que son intelligence, car le langage naît de l'amitié autant que de la logique, la piété y conserve l'usage que la raison ne condamne pas, la politesse, quand ce n'est pas la générosité, nous oblige à ne pas surprendre ceux qui nous lisent, et le goût du néologisme, le pédantisme amoureux du jargon technique comme le bas laisser-aller de l'argot témoignent, autant que de défauts d'esprit, de vices du cœur : vaniteuse satisfaction de s'écouter soi-même, sot mépris du spécialiste pour le profane, manque de piété, de générosité ou simplement de politesse. Apprendre à parler français, c'est, dans la société des plus honnêtes gens, s'initier à une tradition de fidélité, d'honneur, de scrupuleuse équité ou tout au moins de fine courtoisie. Voilà ce qu'on appelait autrefois faire ses humanités ; c'est cette éducation du goût, c'est-à-dire de l'esprit et du cœur, que nos meilleurs professeurs donnent encore ; ils auront quelque peine à la reconnaître dans les ingénieux dressages intellectuels que nous proposent ces instructions.

Ils ne les reconnaîtront pas non plus dans la partie relative à la composition française. Non certes que des vérités utiles ne s'y rencontrent, entre lesquelles on appréciera à coup sûr ce sage avertissement : « Il ne s'agit nullement pour nous de former des écrivains de profession, nous risquerions trop en ce cas d'augmenter le nombre des futiles et vaniteux artisans de phrases. » Et c'est s'établir dans la meilleure tradition classique que de s'assigner pour but d'apprendre à nos enfants à parler juste et à penser clairement. Rien de plus français que de faire de la parole sincère le but suprême

de l'apprentissage littéraire. Mais si nous comprenons bien la pensée de nos auteurs, ce souci de sincérité nous amènerait à nous éloigner de ces exercices traditionnels où l'on demande à l'élève de se former à l'imitation des beaux modèles. « Habituons nos élèves, disent-ils, à être bien eux-mêmes et bien de leur âge, à parler en leur nom, à exprimer sincèrement ce qu'ils pensent et ce qu'ils sentent. » Et de ce principe découle un enseignement de la composition française qui perd tout caractère littéraire et vise à peu près uniquement à mettre au service de la pensée de l'enfant un instrument d'expression riche et souple. Le souci de la beauté, de la poésie, de l'éloquence est étrangement absent de ces pages ; sans doute, y voit-on l'apanage des écrivains de profession, et, pour les vulgaires mortels qui se contentent de penser juste et de parler clairement, pour qui la parole doit être sincère et venir du cœur, ce sont là des luxes superflus.

On devine là une conception de la littérature assez singulière, on y saisit un très gros contresens sur ce que peut être la sincérité de l'enfant. Est-il utile, est-il prudent, est-il possible même d'amener nos élèves à traduire en formules appropriées ce monde en gestation qu'est une âme enfantine ? Sincère dans ses actes, il est difficile à l'enfant d'être lui-même dans ses paroles et surtout dans ses écrits.

Voilà ce que savaient les maîtres qui durant des siècles ont formé la jeunesse française et qui, avant qu'il n'y eût des psychologues et même des psychomètres, pratiquaient une très ferme et très pénétrante psychologie. Et c'est pourquoi ils avaient compris que l'éducation littéraire, le souci du beau langage n'est pas un luxe mais le sûr moyen pour l'adolescent de parvenir à l'expression exacte et sincère de sa pensée.

Il est, en effet, presque contradictoire de prétendre habituer les enfants à être eux-mêmes et à être de leur âge quand le plus profond instinct de cet âge va à sortir de soi par le jeu, et sans doute à se trouver soi-même par l'imitation des autres. C'est ce qu'expliquait, il y a quelques années, dans une conférence prononcée au Cercle Fustel de Coulanges (1), M. André Bellessort, qui a formé le goût et le style de générations de professeurs : loin de demander au petit élève de s'exprimer

(1) Le Cercle Fustel de Coulanges, association de professeurs et d'instituteurs fondée en 1927 pour défendre l'intelligence et le patriotisme dans l'enseignement.

lui-même, c'est à vivre un instant la vie d'un autre qu'il faut l'obliger, c'est à pénétrer cette pensée étrangère et à lui trouver l'expression convenable qu'il faut l'exercer. Comprendre les autres, se mettre à leur place, tel est le profit humain que doit poursuivre l'éducation littéraire. A notre époque, où les antagonismes de classes ou de races, les fanatismes de sectes et les étroitesses de spécialistes déchirent la société humaine, on comprendra le rôle pacificateur et unificateur qu'a joué et que pourrait jouer encore notre éducation classique. Ce n'est pas seulement la vie sociale, c'est la vie personnelle que l'éducation classique préparait. Mener par degrés l'enfant à sortir de soi pour parler au nom du renard de La Fontaine, puis, par étapes soigneusement ménagées, au nom de personnages de la tragédie, de la poésie et de l'histoire, ce n'est nullement former de petits rhéteurs ; c'est, au contact des exemplaires humains les plus typiques, apprendre à donner un sens à des mots qui permettent à l'homme, au jour des épreuves grandes et petites, de répondre non par des convulsions et des cris mais par des décisions formulées dans le langage humain. Il n'est pas un de ces écoliers aux culottes courtes qui n'ait à affronter la douleur et la joie, l'amour peut-être, et l'épreuve suprême de la mort. Pour mettre l'homme, à quelque rang social qu'il appartienne, au niveau de la vie humaine, la fréquentation des grandes âmes et des grandes œuvres n'est pas de trop. Nos pères l'avaient compris, et nous ne cédons pas à notre amour-propre de professeurs quand nous croyons que l'éducation littéraire française a contribué pour beaucoup à la formation de l'âme française.

Au reste, c'est cette fonction humaine de l'éducation littéraire qui en fait le sérieux et qui peut susciter au cœur de l'enfant qui la reçoit ces sentiments ardents sans lesquels l'esprit reste inerte et stérile. En s'efforçant, sous la direction d'aînés éprouvés et grâce à l'imitation des poètes et des prosateurs, à s'élever du cri et du babillage à la parole humaine qui éclaire, qui commande ou qui enchante, il sent qu'il prépare son destin d'homme et, jusque dans les plus modestes exercices de traduction et d'imitation, il fait l'expérience du travail personnel et de la production intellectuelle.

Mais dans l'enseignement tel que le rêvent les auteurs de ces instructions, pareille expérience est bien impossible. La composition devient un exercice collectif ; le sujet en est commenté oralement, des conseils sur le développement sont donnés en même temps. Au bout de huit jours, les élèves apportent leurs brouillons qui sont l'objet d'une première correction préventive. Le bon élève remettra la semaine suivante un devoir ainsi préparé et trituré dans un travail d'équipe. L'auteur des instructions a la naïveté de compter que les élèves y seront bien eux-mêmes et bien de leur âge, qu'ils y parleront en leur nom et y exprimeront ce qu'ils pensent et ce qu'ils sentent. On nous permettra d'en douter ; l'effort personnel de création n'a plus aucune place dans cette organisation du travail.

Il fait place à un apprentissage, celui d'une certaine correction, d'un style professoral dont les exigences assez arbitraires sont définies dans les exercices de stylistique décrits au terme de ce chapitre : les élèves sont exercés à alléger une phrase lourde ou embarrassée de conjonctions ou de relatifs en remplaçant les propositions subordonnées par des propositions indépendantes. Si le jeune homme a encore assez de curiosité pour ouvrir un Bossuet ou un Racine, il s'apercevra que ces grands hommes auraient pu avoir au vingtième siècle de bien mauvaises notes de français.

Il ne faut pas se le dissimuler, c'est l'héritage de quatre siècles d'humanisme pédagogique auquel on nous demande de renoncer, dont on renie ici le principe. A l'idée de formation humaine et personnelle, c'est celle d'apprentissage technique et de dressage collectif que l'on substitue, et cela pour la discipline qui concerne les régions les plus intimes de l'âme, les activités les plus personnelles. Il serait superflu et trop long de montrer que les dégâts d'une telle réforme n'affecteraient pas seulement l'enseignement du français. Parler, écrire, ce sont des opérations qui demeurent nécessaires pour apprendre l'histoire, la géographie, pour comprendre les langues et les auteurs étrangers, pour suivre les leçons de physique et d'histoire naturelle, pour saisir les raisonnements mathématiques et philosophiques. L'erreur pédagogique que nous avons signalée dans l'apprentissage du français

vicie notre enseignement secondaire tout entier, ou plus exactement, elle le supprime pour le remplacer par un enseignement primaire supérieur auquel, dans certaines sections, viendront s'adjoindre des leçons de latin et de grec.

Mais pourquoi sacrifier ainsi l'enseignement secondaire à l'enseignement primaire supérieur ? C'est ici que nous rejoignons l'aspect politique et social du problème ; il ne faut pas le négliger si l'on veut comprendre les raisons de la crise actuelle : l'enseignement primaire supérieur et les méthodes qu'il emploie pour enseigner le français sont nés d'une situation nouvelle propre au monde contemporain. Il est malheureusement des classes entières pour qui le français traditionnel devient de plus en plus une langue étrangère. Pour elles, lorsque comme à l'école communale ou à l'école primaire supérieure, on dispose de peu de temps et que le recours au latin n'est pas possible, l'enseignement du français correct est véritablement un enseignement de langue étrangère, l'apprentissage d'un vocabulaire nouveau, de formes grammaticales tout à fait ignorées, et la leçon de style n'est souvent pas beaucoup plus que l'initiation à une correction minima. A vrai dire, pour tout enfant, quelque cultivée que puisse être sa famille, le français classique doit être appris pour être compris. Mais pour certains, favorisés par leur éducation familiale, cet apprentissage ne fera que développer des germes tout prêts à éclore ; pour d'autres, les comparaisons constamment faites entre le latin et le français feront de l'initiation au français classique plus qu'un dressage, un développement réfléchi. Ce même effet pourra, bien entendu, être obtenu par d'autres moyens, la comparaison, par exemple, entre le français et une langue étrangère. Au reste, l'enseignement secondaire classique n'échappe pas à la crise du français, et nous constatons en corrigeant les copies du baccalauréat que six ans de latin peuvent laisser l'élève médiocre dans la plus parfaite ignorance, non seulement du génie, mais des règles élémentaires de sa langue. Mais, nous l'avons dit, les résultats de l'enseignement secondaire ne permettent plus de juger ses méthodes traditionnelles, parce que depuis longtemps il ne cesse, sous des influences étrangères, de faire des infidélités à ses traditions. Il en reste cependant le dernier refuge et il s'agit de savoir s'il faut aujourd'hui leur donner

le coup de grâce, ou si, comme nous en avons la foi profonde, nous devons, par un acte de courage, en les restaurant, travailler à une de ces renaissances dont notre France a donné tant d'exemples.

Il ne faut cependant pas nier la grandeur et la difficulté de cette tâche. Le fait que notre peuple a perdu l'instinct de sa langue traditionnelle n'est pas un accident isolé, c'est le symptôme et l'effet d'un mal profond et qui va avec la disparition chez un grand nombre de nos concitoyens de la connaissance et du sens de notre histoire, de nos mœurs, de notre esprit national. Une suite d'événements politiques et économiques ont fait de beaucoup de Français des déracinés sans tradition de famille et de métier, proie toute désignée pour l'asservissement mental et matériel. Devant une situation si grave, quelle résolution prendre ?

Nous devinons celle des rédacteurs des instructions ministérielles, elle s'appelle en langage militaire la capitulation. Notre enseignement littéraire classique, ce dernier refuge de nos traditions d'éducation intellectuelle, est abandonné. Comme toujours, d'un abandon, d'un manque de foi et de courage, on essaie de faire un acte positif que l'on justifie au nom d'une doctrine. Celle-ci n'est pas expressément professée dans les instructions ministérielles, mais elle est partout sous-entendue ; elle est formulée en un passage bien significatif où l'auteur proteste contre la prétention du maître à rapprocher les familles de mots que « *la vie souveraine a disjointes* ». La vie souveraine, c'est elle qui éloigne sans cesse le français moderne du français classique, c'est elle qui fait naître une vie contemporaine où l'homme n'est plus qu'un outil, son acte un geste, sa parole une formule. C'est elle qui nous oblige à sacrifier l'éducation classique et à y substituer de savants dressages. Il peut nous en coûter, il faut, le cœur déchiré, nous soumettre.

Peut-être avons-nous su faire sentir, au cours de cette analyse, que les instructions ministérielles du 30 septembre 1938 constituent vraiment une manifestation très claire des intentions avouées plus crûment dans la brochure de 1927. Dans celle-ci, nous voyions monter à l'assaut des traditions et de l'esprit français des politiciens et des sectaires ; dans les recommandations officielles, nous voyons les gar-

diens désignés de l'intelligence et de l'éducation françaises arguer d'une vague philosophie de la vie pour ouvrir largement la porte aux assaillants. Et cette tentative, répétons-le, ressemble, pour qui ne s'en tient pas à l'apparence, à des menaces plus bruyantes et plus brutales proférées contre notre indépendance nationale. Car si, d'un côté, on veut nous arracher notre empire, c'est l'esprit et le cœur de nos enfants que, de l'autre, on tente de nous prendre.

Est-ce à dire que la situation soit désespérée ? Rien n'est plus loin de notre pensée. Ici comme ailleurs un rétablissement est possible, si l'on sait vouloir. Remarquons d'abord l'insigne faiblesse de pensée qui se manifeste dans cet écrit. Quel étrange abus que d'employer le mot de vie pour des dégradations qui résultent de la négligence et de l'oubli ! Pour une langue comme pour un être, vivre c'est durer en s'adaptant. Et la vie ne va pas sans un constant effort pour se continuer et se maintenir ; cette fidélité à soi-même se manifeste dans les organismes les plus rudimentaires, elle éclate dans les plus hautes créations de la vie, dans les institutions humaines. Il faut donc refuser de nous soumettre à une souveraineté mensongère, écarter ce fatalisme. Français, nous appartenons à un pays, nous sommes les héritiers d'une histoire qui n'est, d'un bout à l'autre, que refus de céder à la fatalité, refus de mourir et incessante renaissance. L'homme se déshumanise, la machine l'abrutit, la vie en troupeau l'abêtit ou l'affole ; ce sont là des faits, ce ne sont pas des fatalités. La philosophie de M. Bergson, confirmée par la plus moderne biologie, nous a appris l'existence d'évolutions créatrices qui ne subissent pas les faits mais leur répondent par l'initiative et l'invention. Pour l'homme qui pense son destin et ne veut pas le subir, les dangers du machinisme sont un motif impérieux pour maintenir les disciplines qui nous ont permis de nous penser et de nous conduire, pour les restaurer là où elles ont fléchi, pour les instaurer là où elles n'ont pas encore été employées.

Ainsi les dangers mêmes de la civilisation industrielle, qui peut produire des esprits rompus à des techniques qu'ils ne dominent plus et des vies asservies à un mécanisme inhumain, donnent une valeur nouvelle aux disciplines classiques. Grâce à elles, nos magistrats, nos médecins, nos chefs

d'entreprises et nos ingénieurs sauront conserver l'habitude et le goût de juger leur besogne et de la rapporter aux fins générales de la vie humaine. Grâce à elles, la société ne sera pas livrée à des spécialistes bornés, et pour qui comprend le danger public que constitue un chef, un médecin, un juge auquel manque l'éducation de l'esprit et du cœur, la formation humaniste apparaît non comme un luxe, mais comme une nécessité sociale. Ce n'est donc pas par simple fidélité à un beau passé, c'est pour préparer un meilleur avenir, pour assurer à notre civilisation mécanique une direction humaine que nous devons défendre l'enseignement classique, quelques contraintes qu'on puisse prétendre exercer sur nous.

Il y a là des idées-forces qui peuvent donner à une défense des humanités classiques cet allant, ce mordant qui lui ont manqué parfois. Elles permettraient, si on avait le courage d'en tirer toutes les conséquences, de passer à l'offensive. Ce serait en effet méconnaître l'étendue du mal que d'espérer le guérir en réservant comme par le passé le bénéfice d'un enseignement humaniste à une élite restreinte. C'est notre peuple tout entier qu'il faut faire rentrer en possession de son héritage spirituel et de sa langue. Il faut donc une réforme de sens contraire à celle qu'on nous impose, une réforme dont le but sera de faire parvenir à tous les degrés de la société, par les voies appropriées, les bienfaits de notre culture traditionnelle.

C'est pourquoi beaucoup de bons esprits réclament ce que demande actuellement l'élite des instituteurs : la possibilité pour eux de recevoir la formation classique que compléterait ensuite une initiation solide et prolongée à quelques branches de l'enseignement professionnel.

Ainsi l'école primaire collaborerait avec le lycée et l'université. Indissolublement unie avec eux pour une œuvre de reconquête intellectuelle et morale, elle travaillerait avec toutes les élites du pays à mettre, par l'humanisation du métier et l'humanisme dans l'éducation, le plus humble des Français en possession de son incomparable héritage national. Le sentiment de participer à l'honneur et au bienfait d'un si riche patrimoine matériel et spirituel permettrait aux Français vivants de se comprendre et de s'unir. La France, en s'appuyant sur son passé, préparerait au monde un avenir

meilleur ; elle montrerait en effet par son exemple que la fraternité humaine peut surmonter les difficultés que lui a créées l'âge de la production scientifique. Il n'est pas absurde, il est même nécessaire de songer à ces vastes et lointains progrès auxquels on renonce en supprimant l'éducation humaniste.

Beau programme, dira-t-on, mais comment le réaliser quand les adversaires de l'enseignement classique ont pour eux le nombre et l'accord du ministre lui-même ? Ce serait abuser de la patience de nos lecteurs que de prolonger cet article pour étudier à fond cette dernière question. Nous nous contenterons d'évoquer l'expérience que nous avons faite au Cercle Fustel de Coulanges, au cours des douze ans qui nous séparent de sa fondation. Nous n'avons pas cessé de lutter contre les tendances que cet article a analysées, et toujours nous avons rencontré des concours et des sympathies, venus des maîtres, des administrateurs de l'enseignement, des parents, des hommes de toutes les conditions et de tous les rangs sociaux. Il nous semble évident que la possibilité existe d'unir, pour une défense de notre langue et de notre enseignement national, non seulement l'élite des maîtres, mais toutes les forces vives de la nation. Par ailleurs, l'heure semble proche où, en tous les domaines, la France devra remettre de l'ordre dans sa maison et où, si l'on veut faire quelque chose qui dure, une véritable réforme de l'enseignement devra être entreprise. Ce sera le moment propice pour une œuvre à la fois de restauration et de création, menée par la sagesse unie à l'audace. A cette œuvre, nous en sommes sûrs, des concours viendront s'ajouter de tous les points de la France.

H. Boegner.

SILHOUETTES ÉTRANGÈRES

LE CARDINAL VILLENEUVE

L'attention de la France est, en ce moment, doublement attirée sur Son Éminence le cardinal Villeneuve, archevêque de Québec : légat du Saint-Siège à Domremy, le 4 juin, pour l'érection de l'église nationale du Bois-Chenu en basilique, il vient de recevoir de l'Académie la grande médaille de la Langue française.

Lorsqu'il le désigna précédemment pour légat pontifical au Congrès eucharistique de Québec, Pie XI, dans un message, félicita le Canada de « représenter la vieille France catholique, de garder la tradition latine et d'unir la finesse toute française au dynamisme américain ». Cet éloge nuancé de son pays convient pareillement au cardinal.

N'y souscrirait-il pas, puisqu'il s'est presque servi des mêmes termes, à l'île de Ré, d'où sa famille partit en 1665 ? Heureux de retrouver, dans ses ascendances françaises, « et en remontant à la huitième génération, quatre-vingts ancêtres paternels et soixante-huit du côté maternel... » il ajoutait : « voilà qui me fait cent cinquante racines pour le moins, bien prolongées dans le plus profond du vieux sol de France ; voilà qui fait couler en mon sang cent cinquante ruisselets de l'esprit et de la civilisation française du xviie siècle. Ne vous étonnez point que j'aime sa latinité, sa finesse, sa logique impérieuse. »

Lui-même est né à Montréal, en 1883, d'un cordonnier, ce qu'il rappelait très simplement un dimanche, dans une église, où l'on venait de publier des bans : « On a mentionné, disait-il, un cordonnier-monteur, et cela m'a reporté cin-

quante ans en arrière, alors qu'on publiait de la même façon l'alliance de mon père et de ma mère, alliance qui fut marquée de joie, de courage et de bonheur. Pourquoi ce bonheur ? Parce qu'il y avait dans ce foyer un profond esprit chrétien. »

Attiré par les missions, il entre, à dix-sept ans, au scolasticat des Oblats de Marie-Immaculée, congrégation fondée à Aix, en 1816, par Mgr de Mazenod, plus tard évêque de Marseille, et qui compte plus de six mille religieux répandus dans toutes les régions de la chrétienté. Ordonné en 1907, il est aussitôt affecté à l'enseignement, en raison de la vivacité de son esprit et de ses aptitudes pour les lettres et les sciences. Jusqu'en 1930, il sera professeur de philosophie, de théologie de sa congrégation, puis supérieur de cet établissement et doyen de la Faculté de théologie d'Ottawa. Chacun admire son labeur, son tact, sa réserve. D'esprit curieux en matière scientifique, il s'intéresse aux travaux des universités étrangères, préside magistralement la Société thomiste d'Ottawa, et fonde, à Rome, l'Académie canadienne de Saint-Thomas d'Aquin. Trente ans voués à la formation des autres l'ont d'abord formé lui-même.

En juillet 1930, le Saint-Siège lui confie la création du nouveau diocèse de Gravelbourg. L'honneur va se doubler d'une tâche immense. Les temps sont critiques ; une crise économique fort dure accable l'Ouest canadien. Mgr Villeneuve n'en bâtit pas moins courageusement un séminaire. Il pourvoit à tous les besoins spirituels et matériels de son troupeau : en même temps qu'il lui assure la foi et l'instruction, il lui procure du pain et des vêtements, se plie à la diversité des langues, aux variétés des tempéraments, aux heurts des origines, et se prodigue si bien envers les nouveaux pauvres et jusqu'aux districts les plus éloignés, qu'il tombe gravement malade.

Guéri, il devient, après quinze mois de zèle, de sacrifices et de succès, le vingtième archevêque de Québec. Ainsi aura-t-il marqué de son influence des parties fort diverses du Dominion ; mais son long séjour à Ottawa, « où, dit-on, brises et bises contraires soufflent simultanément », l'a disposé d'emblée à chaque climat.

Québec s'étonne de son élévation rapide. Si Mgr Villeneuve

jouissait d'une grande notoriété dans les cercles universitaires et commençait de rayonner à Gravelbourg, certains opinèrent d'abord que plus d'expérience épiscopale conviendrait mieux. Il s'en trouve partout qui jugent de haut « les hommes de cabinet », et, comme disait plaisamment Pie XI, victime, lui aussi, d'un jugement analogue, « les pauvres bibliothécaires ».

D'autres furent plus clairvoyants, tel un rédacteur du *Devoir*, qui observait que le prélat avait « vécu avec les anciens sans perdre contact avec les réalités du jour. Il n'a point limité son univers aux pages de ses livres... Il a complété, par des enquêtes extérieures, son expérience locale... C'est un homme qui ne se désintéresse d'aucun des mouvements qui marquent son époque. » Et le journal canadien concluait : « Il a l'esprit vif, l'œil clair, et, figurativement parlant, des fenêtres sur tout. »

*
* *

Dès qu'il est intronisé, on voit le nouvel archevêque, petit et frêle, mais alerte, les yeux pétillants et scrutateurs, maître de lui, et décidé sans morgue à imposer sa maîtrise en la révélant. Il prend position par sa première lettre pastorale, qui préconise une étroite entente des pouvoirs religieux et civil et convoque les classes libérales et professionnelles, les ouvriers et les paysans, à collaborer avec la hiérarchie.

Les problèmes sociaux l'attirent irrésistiblement. Il affermit l'organisation des syndicats et s'occupe des groupements patronaux ; il fonde, à l'Université Laval, une école des Hautes Études sociales. On sait que, sous l'impulsion de Pie XI, les diocèses d'Europe se sont appliqués à créer des œuvres d'Action catholique. Le cardinal Villeneuve la trouve établie à Québec, depuis 1907, par le cardinal Bégin ; mais cet « homme de livres » entend qu'elle ait plus que jamais un « aspect éminemment social ». C'est plus qu'un conseil : il « enjoint au laïcat de servir l'Église dans les œuvres modernes pour répandre l'influence de la foi dans la vie civile ».

Comme à Gravelbourg, il subvient aux besoins des petites gens et compatit à leurs épreuves ; il visite les chantiers des bûcherons et descend chez les mineurs. Quand éclate la grève du *Dominion Textile*, qui dresse deux mille ouvriers contre

les dirigeants de neuf filatures, il se lance dans la mêlée, non pour attiser les partis, mais pour amener leur réconciliation. En chaire, il parle avec sagesse, puis il recommande aux journalistes et aux orateurs de s'interdire toute violence verbale. Loin de proposer son arbitrage, peut-être suspect à des anglo-protestants, il suggère avec désintéressement et fait adopter celui du premier ministre de la province. Au début d'un pontificat, c'était jouer gros jeu, mais l'archevêque avait gagné la partie. Il pouvait ensuite librement souhaiter des « institutions nécessaires, exigées par l'ordre nouveau ».

Sa largeur d'idées et sa compréhension des nécessités actuelles incitent le cardinal à se montrer sympathique envers le scoutisme, bien qu'il eût résisté d'abord, ainsi que nombre de Canadiens, à ce mouvement d'origine protestante. C'est qu'il aperçoit et favorise une autre forme de scoutisme, soumise à l'Église. Il s'en ouvre à Baden Powel, venu à Québec, et celui-ci le remercie avec effusion d'apporter une force fraîche, — *a fresh strength*, — au scoutisme mondial. Alors, devant la fédération des scouts catholiques, il exalte l'idéal de leur jeunesse en le comparant à « la chevalerie médiévale ».

De même, le cardinal Villeneuve profite-t-il d'un Congrès international de chimie, à Toronto, pour unir la religion et la science. Avec une aisance qui suscite l'admiration des spécialistes, il résume en anglais le thème de tous les rapports, puis il transpose dans l'ordre surnaturel certaines conclusions positivistes.

Il pénètre jusque dans les clubs et explique sa présence à « quelques-uns qui croiraient qu'elle convient mieux en des endroits moins étrangers à ses fonctions » : « Chez nous, nul code social n'a relégué le clergé dans sa sacristie. Aux premiers jours de la Nouvelle-France, le prêtre a partagé tous les soucis de la vie civile, et même sous le régime anglais, on a toujours fait appel à son influence morale pour consolider l'ordre public en notre pays. »

Avec une « simplicité sereine », le cardinal Villeneuve se sert de son contact avec la foule pour analyser la doctrine malfaisante du socialisme. « Il pouvait, dit-il, être considéré comme sensiblement un, il défendait des doctrines bien définies et formait un tout organique. Mais il s'est divisé en deux partis principaux, le plus souvent opposés entre eux

et même ennemis acharnés, sans que toutefois ni l'un ni l'autre ait renoncé au fondement antichrétien qui caractérisait le socialisme dès son origine... Dans le socialisme, il y a maintenant le parti de la violence qui aboutit au communisme. Nul besoin ici d'en démontrer la nature impie et injuste. »

*
* *

Le cardinal Villeneuve aime la France et la culture française. Mais nul ne peut douter de son loyalisme à l'égard de l'Angleterre. En toute rencontre, il le proclame et le prouve, prompt à faire le départ entre les conceptions et les méthodes, à rendre justice aux qualités de toutes. « J'admets, dit-il, la légitimité et l'avantage des civilisations diverses. A deux observations près. D'abord qu'elles se subordonnent les unes et les autres aux exigences essentielles de l'humanité. En second lieu, qu'il soit permis, sauf les principes de justice et de charité chrétiennes, d'apprécier sans offusquer personne la valeur respective de chacune de ces civilisations, lesquelles, avec le droit de s'emprunter mutuellement, n'ont pas moins celui de ne point s'effacer ni s'anéantir. » Et le cardinal de préciser : « Sous un ciel britannique, auquel nous accordons sans réserve notre fidélité statutaire, une société authentiquement catholique et française fournit une moisson d'institutions aux épis chargés. »

Il sait revendiquer les droits de la hiérarchie. A l'automne de 1933, le cardinal se présente pour assister à l'ouverture du Parlement canadien par le vice-roi. Le protocole n'ayant pas prévu son rang cardinalice, on lui assigne, comme archevêque de Québec, une place inférieure à celle du Nonce et à celle de l'archevêque d'Ottawa et de l'archevêque anglican, l'un et l'autre de promotion plus ancienne. Il se retire aussitôt discrètement ; ce fut un gros émoi, dont l'écho parvint à Londres. Le gouvernement anglais saisit l'occasion de publier un *bill* qui accorde aux cardinaux, dans tout l'empire britannique, rang de prince du sang.

Il n'hésite pas à déclarer qu'il appartient aux Canadiens français « de révérer avec amour, de conserver et de défendre même avec héroïsme la culture française, dont l'héritage ne leur est ni moins légitime, ni moins précieux que tout bien

matériel ». « Nous sommes, s'écrie-t-il au poste radiophonique de la Tour Eiffel, trois millions de Français au Canada, vraiment français. Depuis bientôt deux siècles, nous avons dû changer d'allégeance, nous avons résisté, lutté, vaincu, et nous sommes restés Français. Notre âme vibre au souvenir de l'histoire de France, ressent toutes les joies et tous les chagrins de la France, et, aux heures tragiques d'il y a vingt ans, nous avons mêlé notre sang à celui de vos fils ; nos morts jonchent encore vos champs de victoires. »

Ces idées, il les exprime sous des formes diverses, au cours d'une randonnée triomphale à travers la France, durant laquelle « il a passé sous les fleurs ». On le fête dans les Charentes, à Rochefort et à Saintes, à la Brosse-Montceaux, puis à l'Élysée, au Comité France-Amérique, à l'Hôtel de ville de Paris, et à Notre-Dame, où le cardinal Verdier lui cède délicatement son trône : « la nouvelle France s'installe au berceau de l'ancienne ». « Je songe, dit le cardinal Villeneuve, que c'est à Paris que se formaient ces grands souffles d'enthousiasme et ces courants vigoureux qui agitaient ensuite vos provinces et transportaient sur nos bords non seulement des hommes et des munitions, mais encore du dévouement et de l'idéalisme, et, par delà l'Océan, allaient semer les germes d'une civilisation catholique et française que ni les glaces du climat, ni les accidents de l'histoire n'ont encore pu étouffer. »

Ces paroles pourraient être de pure courtoisie. Devant les gentillesses de l'accueil, comment ne pas forcer un peu l'éloge, qui est une manière agréable de remerciement ? Mais la même note chaleureuse se retrouve à Québec, lors du Congrès de la langue française, après que M. Louis Bertrand eut prononcé un éloquent discours qui ranimait le grand souvenir des paroles d'Étienne Lamy. « Il y a, messieurs, affirme le cardinal, un Paris plus exotique par rapport à la France que les pays qui en sont le plus éloignés. La famille française, cherchez-la discrètement retenue derrière les hauts murs de sa demeure, dans les quartiers paisibles de la capitale de France, et surtout en province. Sa maison n'est pas ouverte à tous les vents ; je le dis pour l'avoir, en de favorables occasions, bien observé. » Le cardinal avait parlé avec une telle conviction que le gouverneur général, lord Tweedsmuir, acquiesça,

lui aussi, et à deux reprises : « Le Canada a le bonheur de posséder deux des grandes traditions de l'Europe, la française et l'anglaise. Vous avez conservé votre langue, votre droit, votre religion et votre culture, si riche d'histoire, d'un si grand prix pour le Canada tout entier. Votre langue surtout est un bien précieux. La langue et la littérature françaises constituent une richesse, non seulement pour le Canada français, mais pour le Canada tout entier. »

Bien mieux, le 4 mai 1938, à Boston, « où notre langue n'est ni officielle, ni prédominante », le cardinal Villeneuve prononça, en faveur de la culture française et de la tradition française, un émouvant discours, qui eut, aux États-Unis et au Canada, un retentissement considérable. C'était presque un hymne. Lui-même en avait le sentiment, qui avait jugé « opportun de chanter une nouvelle fois la grande épopée d'histoire » accomplie par la France « sur ce continent ». Unissant aux trois millions de Canadiens de langue française les deux millions d'Américains d'origine française, qui « peuvent tout de même avoir leur mission dans cet ancien empire français d'Amérique », il saluait « le groupement compact de Louisiane, de presque un demi-million, les sept cent mille jeunes gens ou écoliers, qui étudient le français, le nombre et la densité des Franco-Américains dans les États de la Nouvelle-Angleterre. En certaines villes, comme à Fall River, vous êtes réunis au nombre de cinquante mille, à Manchester de quarante mille, à Lewiston de vingt-cinq mille, et que d'autres groupements urbains où vous vous comptez par dizaines de mille ! N'est-ce donc rien que ces chiffres ?

« Le fait français sur ce continent, s'il n'a plus l'étendue géographique que les découvreurs avaient rêvé et commencé de réaliser, n'est tout de même, non plus, avec ses quelque cinq millions, une illusion vaine. »

« La langue française représente la pensée peut-être la plus brillante en Europe ; elle incarne les conceptions sociales, dans leur idéalisme chevaleresque et parfois candide, les plus hautes et les plus généreuses. Elle est un dépôt cristallisé de quinze siècles de culture générale intense, de cinq siècles de littérature classique. Elle est un style de langage clair, simple, nuancé, travaillé, ajusté, élégant, harmonieux. Elle

est, qu'on me pardonne, — je le dis du reste sans le moindre esprit usurpateur, — elle est *Sa Majesté la langue française.* »

La grand-croix de la Légion d'honneur, que M. Flandin remit au Cardinal, à Québec, n'est-elle pas dignement portée ?

Pour accomplir sa mission de légat pontifical à Domremy, Mgr Villeneuve a renoncé d'abord à présider, en Orégon, les fêtes qui commémoreront le centième anniversaire de l'établissement du catholicisme au nord-ouest américain par des missionnaires de Québec, puis, en Acadie, le soixante-quinzième anniversaire de la fondation de l'Université catholique de Memramcook.

A l'Hôtel de ville de Paris, répondant aux discours de bienvenue, il a rappelé la strophe qu'il aime à fredonner :

Jadis la France, sur nos bords,
Jeta sa semence immortelle ;
Et nous, secondant ses efforts,
Avons fait la France nouvelle.

Puis il a terminé ainsi : « Je représente, messieurs, par ma dignité cardinalice, toute l'Église du Canada. Mais par mon ascendance et mes atavismes, je représente, si modestement que ce soit, ce que vous avez planté là-bas du génie français. A ce titre, monsieur le Président du Conseil municipal, messieurs, je vous suis infiniment reconnaissant de votre geste de ce jour, et je vous livre, comme gage de ma gratitude, la devise de notre vieille province de Québec : *Je me souviens.* »

Nous nous souvenons aussi.

VERAX.

EUGÈNE FROMENTIN

II (1)

L'ŒUVRE

Quand, chose infiniment rare, on se trouve en présence d'un artiste qui a su donner des preuves de maîtrise dans deux domaines entièrement différents, il y a une question qui, inévitablement, se pose. A-t-il eu raison de servir deux maîtres, ou plutôt deux Muses ? Les a-t-il également bien servies ? Sa vocation secrète, intime, ne l'entraînait-elle pas vers l'une plutôt que vers l'autre ? Pouvons-nous entrevoir les raisons profondes de ce dédoublement et, sous la diversité de ses manifestations, pouvons-nous ressaisir l'unité intérieure d'une personnalité qui semble se dérober aux définitions trop précises, aux jugements trop absolus ?

Un point sur lequel tout le monde est à peu près d'accord paraît bien être le suivant. Si distinguée, si remarquable que soit l'œuvre peinte d'Eugène Fromentin, elle ne présente pas un caractère d'originalité aussi vive, aussi rare que son œuvre littéraire ; il n'occupe pas, dans l'histoire de l'art français, une place aussi éminente que dans l'histoire de notre littérature. Il n'est ni un Ingres, ni un Delacroix ; ses émules, ses rivaux, c'est Decamps et c'est Marilhat (2). Les plus belles de ses toiles ne valent ni *Dominique*, ni *les Maîtres d'autrefois*, qui marquent vraiment des dates dans les riches annales de nos Lettres françaises. A divers signes, il est permis de conjec-

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai 1938.

(2) Voyez, dans la *Revue* du 15 avril 1877, l'article d'Henry Houssaye : *Eugène Fromentin : l'exposition de son œuvre à l'École des Beaux-Arts.*

turer qu'on ne l'eût pas désobligé lui-même, si on lui avait exprimé quelque préférence pour ses livres.

C'est que, s'il était né peintre, ce qui est incontestable, il était né aussi, et peut-être avant tout, écrivain. Il avait tout naturellement le don de l'expression vive, nette, jaillissante, et, ce qui, plus encore que le style, caractérise le véritable écrivain, ce tour d'esprit original, ce je ne sais quoi d'indéfinissable qu'on appelle le talent, et qui fait merveille en matière de choses imprimées. On n'a pour s'en convaincre qu'à lire ses lettres, écrites évidemment au courant de la plume : elles sont charmantes et elles le font aimer ; mais, de plus, elles abondent en jolies formules, en heureuses trouvailles qui non seulement supportent, mais appellent l'impression. Et cela n'est pas aussi fréquent qu'on pourrait le croire : de grands écrivains, comme par exemple Renan, se sont trouvés qui écrivaient médiocrement les lettres, ce qui tendrait à prouver qu'ils n'avaient pas le style naturel et spontané, et qu'ils avaient besoin, pour bien écrire, de se mettre en état de grâce littéraire. Fortifié et entretenu par ses excellentes études, par ses lectures et sa riche culture, le don d'écrire, chez Fromentin, s'était soumis à une féconde discipline : il avait fait beaucoup de vers, et chacun sait que rien ne prépare mieux à écrire de très bonne prose que d'écrire des vers, fussent-ils même assez méchants. Il n'est donc pas surprenant que, tout en se tournant du côté de la peinture, il ait gardé par devers lui comme une nostalgie de la plume, un vague regret de ne pas se réaliser tout entier, le secret désir d'utiliser et d'exercer quelque jour une faculté inemployée. En méditant, ce qu'il n'a pas manqué de faire, sur la nature, les rapports, les limites respectives des deux moyens d'expression qu'il avait à son service, il a été conduit à des constatations instructives. D'abord il s'est rendu compte qu'en usant des ressources qu'une langue, rénovée par l'effort romantique, mettait à sa disposition, il n'était pas impossible de lui faire rendre certains effets assez voisins de ceux qui semblent l'apanage de la peinture : l'exemple de Théophile Gautier, en particulier, lui a montré le parti que l'on pourrait tirer des « transpositions d'art ». D'autre part, il n'a pas tardé à reconnaître que si la peinture a sur la littérature l'avantage de mieux parler aux yeux, elle a cette infériorité d'immobiliser,

de cristalliser ce qui est par nature fluide, mouvant, en perpétuel devenir. Un paysage, d'une heure à l'autre, n'est jamais le même ; le peintre fixe sur la toile une minute de sa changeante apparence. Et que dire de celui qui aurait la prétention d'enfermer dans une simple image, si suggestive qu'il nous la rende, toute la suite d'une vie humaine ! Sur ce terrain, la littérature retrouve son enviable supériorité : elle peut suivre dans ses aspects successifs l'évolution d'un même paysage ; elle peut évoquer dans le cours de son développement une humaine destinée. Elle est dynamique ; la peinture est statique. Au fond, ces deux arts peuvent sinon se faire de mutuels emprunts, du moins se prêter un mutuel appui ; ils sont complémentaires l'un de l'autre.

C'est sur cette donnée essentielle que Fromentin a construit toute son œuvre écrite (1).

I

Dans la très intéressante préface qu'il a mise en 1874 à une nouvelle édition de son *Été dans le Sahara*, il s'est expliqué avec une ingénieuse netteté sur l'objet qu'il poursuivait en rédigeant pour le public ses impressions de voyage. Rentré d'Algérie avec toute sorte de très vifs souvenirs qu'il avait « le désir impatient de reproduire n'importe comment, n'importe à quel prix », il ne tarda pas à s'apercevoir que son pinceau, qu'il qualifie trop modestement de « malhabile », était insuffisant pour traduire tout ce qu'il rêvait de lui faire rendre. C'est alors qu'il eut recours à la plume pour exprimer tout ce que son pinceau avait laissé de côté. « Le lot du peintre était forcément si réduit, déclare-t-il, que celui de l'écrivain me parut immense. » Car, en partisan déterminé du principe classique de la distinction des genres, il n'admettait pas que peinture et littérature dussent empiéter l'une sur l'autre, échanger leurs procédés d'expression. « Le livre est là, non pour répéter l'œuvre du peintre, mais pour exprimer ce qu'elle ne dit pas. »

Conformément à ces vues, et bien désabusé, semble-t-il, du bariolage et des contorsions de style que les romantiques

(1) Pierre Martino, *Fromentin, Essai de bibliographie critique* (*Revue africaine*, 2e trimestre, 1914) ; — *les Descriptions de Fromentin* (*Revue africaine*, 4e trimestre, 1910).

avaient mis à la mode, il s'est efforcé de traduire ses impressions dans la langue de tout le monde, heureux « d'avoir tiré quelque relief ou quelque couleur d'un mot très simple en lui-même, souvent le plus usuel et le plus usé, parfaitement terne à le prendre isolément ». Et ici, une très significative profession de foi, que Racine aurait pu signer : « Notre langue étonnamment saine et expressive, même en son fonds moyen et dans ses limites ordinaires, *m'apparaissait comme inépuisable en ressources*. Je la comparais à un sol excellent, tout borné qu'il est, qu'on peut indéfiniment exploiter dans sa profondeur, *sans avoir besoin de l'étendre*, propre à donner tout ce qu'on veut de lui, à la condition qu'on y creuse. » Il laissait à d'autres le soin de multiplier les néologismes inutiles et de « mettre un bonnet rouge au vieux dictionnaire ».

Allant enfin jusqu'au bout de ses principes, et écrivant d'ailleurs de mémoire, sur des souvenirs nécessairement épurés et transfigurés par le temps, il se garda bien de vouloir poursuivre l'exactitude littérale et, en quelque sorte, pharisaïque. En « transposant » ses impressions d'autrefois, en adoptant la forme fictive de lettres, il se « contraignit à chercher la vérité en dehors de l'exactitude et la ressemblance en dehors de la copie conforme ». « L'image réfractée, ou, si l'on veut, *l'esprit des choses* », voilà ce qu'il voulait fixer dans ses pages, et pour atteindre cette vérité supérieure, idéale, plus vraie que la soi-disant réalité, il ne dédaigna pas « un peu d'imagination », un discret arrangement, « en un mot, un grain d'art ». « Il aurait voulu que tout se vît sans offusquer la vue, sans blesser le goût ; que le trait fût vif, sans insistance de main ; que le coloris fût léger plutôt qu'épais ; *souvent que l'émotion tînt lieu de l'image*. » Décidément, ce peintre-écrivain est, au fond, le plus déterminé des idéalistes.

Il a fort bien rempli ce difficile programme, tout au moins dans le *Sahel* (1), car en écrivant le *Sahara*, il n'a pas encore bien pris conscience de son originalité propre, et à divers égards, il est encore sous l'influence de Gautier, qui dut se reconnaître en lui, car il loua l'ouvrage, qu'il avait du reste patronné, comme « un chef-d'œuvre de style que les plus illustres seraient fiers de signer ». Et en effet, Gautier aurait

(1) Voyez, dans les *Nouvelles études et autres figures* de M. André Bellessort (Bloud et Gay, 1923), les pages intitulées *Réflexions sur Fromentin*.

pu signer bien des pages de ce livre, celle-ci, par exemple, où l'écrivain se représente « considérant le soleil qui se levait paisiblement au-dessus d'un pays *tout rose*, et, déjà, *bordait d'aigrettes d'or le feuillage aigu des tamarins* », celles encore où il nous décrit la pittoresque rencontre d'une tribu saharienne en voyage, ou la soudaine apparition de la ville d'El-Aghouat :

Le ciel était d'un *bleu de cobalt pur* ; l'éclat de ce paysage *stérile et enflammé* le rendait encore plus extraordinaire. Enfin, le terrain s'abaissa, et devant moi, mais fort loin encore, je vis apparaître, au-dessus d'une plaine *frappée de lumière*, d'abord un monticule isolé de rochers blancs, avec une multitude de points obscurs, figurant *en noir violet* les contours supérieurs d'une ville armée de tours ; au bas s'alignait un fourré *d'un vert froid, compact*, légèrement hérissé comme la surface barbue d'un champ d'épis. *Une barre violette, et qui me parut sombre*, se montrait à gauche, presque au niveau de la ville, reparaissait à droite, toujours aussi roide, et fermait l'horizon. Cette barre tranchait crûment *sur un fond de ciel d'argent mat*, et ressemblait, moins le ton, à une mer sans limites...

Le tableau est tout fait : précision des détails, minutieuse exactitude des couleurs, notation raffinée des nuances, tout y est ; le peintre ici se fait concurrence à lui-même, selon toutes les règles de l'esthétique romantique. Romantisme encore cette incuriosité d'artiste qu'on a pu justement reprocher à Fromentin, et qui, dans cette Algérie du lendemain de la conquête, lui fait négliger les problèmes ethniques, politiques et moraux qui se posent et le rend trop indifférent à l'effort de ceux qui ont versé leur sang pour lui ménager de paisibles, studieux et profitables loisirs.

Mais, à y regarder d'un peu près, on reconnaît que le vrai Fromentin n'est pas là, dans ces pages qui ont la netteté rigide d'une image photographique et qui rendent avec une sobre vigueur la réalité toute matérielle d'une vision telle qu'elle s'est imprimée sur la rétine de l'observateur : réussites d'ailleurs parfaites d'un art, peut-être incomplet, et dans les avenues duquel l'écrivain rencontrait des maîtres et des émules. Le vrai Fromentin, il est dans ces fines notations où, à l'aide d'une épithète toute simple, mais heureusement trouvée, il transpose de l'ordre de la sensation dans l'ordre du

sentiment les impressions qu'il éprouve. « Cette tache lointaine d'alfa, dira-t-il par exemple, s'aperçoit à peine dans l'ensemble de ce paysage que je ne sais comment peindre, mais dont il faudrait faire un tableau clair, *somnolent, flétri.* » Et encore : « Et là-dessus, un ciel balayé, brouillé, *soucieux*, plein de pâleurs fades, d'où le soleil se retirait sans pompe et *comme avec des froids sourires.* » Que si nous doutions encore, après cela, que ce peintre fût autre chose qu'un œil extraordinairement sensible aux spectacles changeants du monde, nous ferions bien de méditer ces curieuses lignes où il trahit sans le vouloir le fond secret de sa nature :

Peut-être m'eût-il été possible d'entrer dans la mosquée ; mais je ne l'essayai point. Pénétrer plus avant qu'il n'est permis dans la vie arabe me semble d'une curiosité malentendue. Il faut regarder ce peuple à la distance où il lui convient de se montrer : les hommes de près, les femmes de loin ; *la chambre à coucher et la mosquée, jamais.* Décrire un appartement de femmes ou peindre les cérémonies du culte arabe est à mon avis *plus grave qu'une fraude* : c'est commettre, sous le rapport de l'art, une erreur de point de vue.

Cet écrivain descriptif n'est donc pas seulement un œil avide de voir et une plume habile à enregistrer des impressions visuelles ; il a une âme, une âme de délicatesse, de scrupule et d'idéalisme. Et c'est bien le même homme qui se refusait à préfacer un recueil de vers fort beaux, mais trop vifs, d'Armand Silvestre, en lui disant : « Je suis un chaste en art. »

Le *Sahara* n'était pas exempt de quelque monotonie : les descriptions à jet continu, même quand elles sont, comme c'est ici le cas, très réussies, ne laissent pas de fatiguer un peu le lecteur. Fromentin a dû entrevoir cet écueil : car son *Sahel* est beaucoup plus varié ; la personne humaine y intervient bien davantage ; l'écrivain qui, déjà, doit avoir quelques velléités romanesques, fait effort pour nous intéresser à autre chose qu'aux simples paysages : il campe son curieux personnage de Vandell ; il conte une « histoire », — vraie ou fictive, on ne sait, — celle d'Haoûa, et, avec un art déjà fort industrieux, il en fait une « nouvelle » fort dramatique. Comme, d'autre part, il est très intelligent, très ouvert à toute sorte de questions d'ethnographie, d'histoire ou d'art, il ne se refuse

plus à le laisser voir ; il insère même dans son livre toute une dissertation esthétique des plus suggestives sur les conditions de l'art moderne, dissertation qui semble déjà préluder aux *Maîtres d'autrefois*, dont certains thèmes se trouvent là vivement esquissés : « Autrefois, déclare-t-il, l'homme était tout. Une figure humaine valait un poème. Quand la nature apparaissait derrière l'homme, c'était à l'état d'auréole, et pour remplacer les fonds noirs des portraitistes, ou les nimbes d'or des primitifs italiens... » Qu'on lise toute la suite, et l'on reconnaîtra dans ces pages l'attachante physionomie d'un homme qui ne se contente pas, la plume ou le pinceau à la main, d'évoquer avec finesse et vigueur les multiples spectacles qu'il a eus sous les yeux, mais qui a médité son métier et repensé son art.

Cet élargissement de sa manière ne s'est pas fait, comme on pourrait le craindre, au détriment de son talent de peintre. Les vivantes descriptions abondent dans le *Sahel*, et il serait facile d'en détacher toute sorte de tableaux qui, pour la netteté du trait et l'éclat des couleurs, ne le cèdent en rien aux meilleures toiles du peintre. Et, bien entendu, l'écrivain n'a pas renoncé à ce qui constitue sa secrète originalité, comme paysagiste, à son habitude, héritée des maîtres classiques, de transformer une pure image plastique en une image morale. Il nous parlera de sa « calme existence *sous un ciel plein de caresses* », de « ces vieux arbres respectables *et pleins de conseils* ». Il nous dira des chameaux égarés loin du douar : « Ils ne broutaient pas, n'ayant rien à paître. Ils se promenaient avec l'air inoccupé, distrait, *je dirais ennuyé*, propre aux ruminants qui ne sont pas gourmands. La sobriété de ces animaux prend extraordinairement la signification d'une qualité morale : ne les voyant pas affamés, *on les croirait pensifs*. » C'est lui-même, Eugène Fromentin, qui, en vertu d'une pente naturelle de son esprit, ne peut s'empêcher d'attribuer aux choses et aux êtres « la signification d'une qualité morale ».

Les choses vues qu'il expose dans ses livres, et qu'il nous fait admirablement voir, il se garde bien d'ailleurs de leur attribuer une valeur documentaire. Sans doute il part du fait concret qu'il note sur place dans ses carnets, ses lettres ou ses croquis ; mais pour nous le mettre sous les yeux, il a besoin, de son propre aveu, qu'il soit comme transfiguré par le souvenir.

« Souvent, écrit-il, le souvenir des choses est inénarrable, car, quoique très fidèle, il n'a jamais la certitude, admissible pour tous, d'un document. Plus il s'affaiblit, d'ailleurs, plus il se transforme en devenant la propriété de ma mémoire ; et mieux il vaut pour l'emploi qu'à tort ou à raison je lui destine. A mesure que la forme s'altère, *il en vient une autre, moitié réelle et moitié imaginaire, et que je crois préférable.* » Artiste obstinément idéaliste dans sa prose pittoresque comme dans sa peinture, il reconnaissait lui-même que « par intérêt comme par théorie, je suis, disait-il, à l'opposé de ce qu'on appelle aujourd'hui le réalisme » ; et il était enchanté que George Sand s'en fût si clairement aperçue. Cette impérieuse disposition d'esprit, il allait la manifester plus nettement encore dans l'art du roman.

II

Je ne crois pas qu'on puisse citer un seul chef-d'œuvre de la littérature et de l'art qui ne soit avant tout l'expression complète, — et parfaite, — de la personnalité de son auteur. C'est en tout cas une condition qu'a supérieurement remplie Fromentin en écrivant *Dominique* (1). Il avait fait ses preuves d'écrivain, — et d'écrivain descriptif ; — on avait goûté, admiré même son style charmant, si souple, si élégant, si finement évocateur, et ce que George Sand appelait fort bien « la grandeur et l'abondance dans l'exquise sobriété ». Il avait même laissé transparaître avec une extrême discrétion quelques-uns de ses goûts littéraires, quelques-unes de ses dispositions morales. Il y avait toute une partie de lui-même qu'il avait jusqu'alors jalousement dérobée aux regards du public, à savoir son expérience sentimentale et la philosophie de la vie à laquelle elle l'avait conduit. Pour traduire tout cela d'une façon discrète encore, mais fort suggestive, tout en utilisant ses autres dons de styliste et de peintre, le roman personnel et psychologique, avec la liberté d'allures qui le caractérise aujourd'hui, était la forme rêvée, et l'on conçoit sans peine qu'artiste né comme il était, Fromentin se soit laissé tenter.

(1) On lira avec intérêt sur *Dominique*, dans les *Questions littéraires et sociales* de René Bazin, l'étude intitulée : *Un peintre écrivain : Fromentin.*

Ce qu'il a laissé passer de sa vie réelle dans son unique roman, nous le voyons assez clairement aujourd'hui. Ne parlons pas des comparses, Augustin, Olivier, Julie, M. de Nièvres, où il est facile de reconnaître divers traits de personnages ayant réellement existé. Il est trop évident que les deux héros du livre, Madeleine et Dominique, s'appellent, de leur vrai nom, Léocadie Chessé et Eugène Fromentin. Mais celui-ci s'est bien gardé de les peindre exactement comme ils avaient été dans la réalité : sa délicatesse d'âme et son goût d'artiste eussent également répugné à ce brutal réalisme. D'abord, au cours des années, ses souvenirs de jeunesse, comme il arrive toujours, s'étaient décantés, épurés, transfigurés : de matière vivante ils étaient insensiblement devenus matière d'art. D'autre part, conformément à ses habitudes, et pour dépister des curiosités indiscrètes, l'écrivain leur a fait subir toute sorte de « transpositions » préalables. Ses héros ressemblent bien à leurs modèles, mais jusqu'à un certain point seulement ; Fromentin a recomposé leur destinée, comme elle aurait pu être, s'ils avaient été un peu différents, et si les circonstances de leur vie avaient été aussi différentes. Il prolonge par l'imagination la réalité partielle qu'il évoque ; et cette adroite combinaison de vie vécue et de vie imaginaire, c'est tout l'art de Fromentin.

Il est à noter qu'en se racontant un peu lui-même, non content de ne se pas flatter, il s'est attaché à présenter de sa propre personnalité une image à tout prendre moins sympathique que celle qui ressort de sa biographie mieux connue. Le Dominique de Bray, riche orphelin un peu dilettante, dont une passion malheureuse paraît avoir brisé le ressort intérieur, et qui finit en gentilhomme campagnard, ne ressemble que par quelques-uns de ses traits au Fromentin que nous connaissons, généreux, ardent, laborieux, épris d'un haut idéal d'art et qui s'obstine à le réaliser. Dominique a sombré dans un mariage de raison et de résignation qui, visiblement, ne lui a pas apporté l'apaisement : le mariage de Fromentin a été un mariage de tendre inclination où il a trouvé tout le bonheur qu'il souhaitait ; son aventure de jeunesse n'était certes point oubliée, mais elle ne l'a point empêché de refaire, ou plutôt de faire sa vie, et Mme Fromentin n'a pas eu à être jalouse de Madeleine.

C'est de cette dernière que le romancier a voulu nous

tracer le plus vivant, le plus séduisant, le plus flatteur des portraits ; il a mis tout son art, avec quelque chose de la ferveur amoureuse de ses vingt ans, à peindre cette émouvante figure de femme. Jusqu'à quel point a-t-il idéalisé son modèle ? Nous ne le savons pas très bien, connaissant fort mal celle qui fut la jolie, la charmante M[me] Béraud ; nous devinons seulement que, bien loin de retrancher ou d'atténuer aucun des attraits qui furent sans doute les siens, il a dû les porter tous au plus haut degré de perfection, et peut-être même lui en prêter quelques-uns que la nature lui avait refusés. Ce qui est d'abord bien remarquable, c'est que l'image qu'il nous livre de Madeleine est à la fois très vivante et très imprécise. Vous ne trouverez nulle part dans le livre un portrait en pied de la jeune fille ou de la jeune femme, j'entends un portrait physique ; on dirait qu'il redoute l'indiscrétion de nos regards et qu'il voudrait nous dérober, ou garder pour lui tout seul, le charme secret de cette vision.

Posant sur sa beauté son respect comme un voile,

il nous laisse libres de l'imaginer comme il nous plaira. « Ni grande, ni petite, ni maigre, ni grasse, avec une taille indécise, qui avait besoin de se définir et de se former ; on la disait déjà fort jolie » : voilà tout ce qu'il nous dit d'elle, la première fois qu'il la rencontre. Un peu plus tard, il nous apprend qu'elle était « charmante », « parfaitement jolie », qu'elle avait des cheveux « bruns », « épais » ; une « voix toujours caressante et timbrée pour l'expression des mots tendres ». Et c'est tout : libre à nous de rêver sur ces mots abstraits, sur ces épithètes vagues, sur ces données fugitives. Il y a dans le roman une scène exquise, et qu'il faut bien citer tout entière. Dans une soirée que donnent les Nièvres, Dominique se trouve isolé en face de Madeleine :

C'était la première fois que je la voyais ainsi, dans la tenue splendide et indiscrète d'une femme en toilette de bal. Je sentis que je changeais de couleur, et qu'au lieu de répondre à son regard paisible, mes yeux s'arrêtaient maladroitement sur un nœud de diamants qui flamboyait à son corsage. Nous demeurâmes une seconde en présence, elle interdite, moi fort troublé. Personne assurément ne se douta du rapide échange d'impressions qui nous apprit,

je crois, de l'un à l'autre, que de délicates pudeurs étaient blessées. Elle rougit un peu, sembla frissonner des épaules, comme si subitement elle avait froid, puis, s'interrompant subitement au milieu d'une phrase qui ne voulait rien dire, elle se rapprocha de son fauteuil, y prit une écharpe de dentelles, et le plus naturellement du monde elle s'en couvrit. Ce seul geste pouvait signifier bien des choses...

Ce geste d'adorable pudeur signifie en effet bien des choses. J'ai bien envie de l'appliquer à Fromentin lui-même : dans tout le cours de son livre, il n'a jamais soulevé l'écharpe de dentelles.

Le merveilleux est qu'en dépit de cette absence de détails physiques le personnage de Madeleine est très vivant, et que sa grâce, sa vivacité, sa franchise nous sont représentées par des traits qui se gravent profondément dans notre esprit. Si l'enveloppe corporelle nous échappe un peu, nous atteignons l'âme, ce qui est l'essentiel. Comment, par quelles transitions insensibles, dans cette âme de femme, la simple camaraderie peu à peu fait place à l'amitié, puis à un sentiment plus tendre, et enfin à l'amour passion, voilà ce que le romancier nous a montré avec une finesse d'intuition, une justesse de touche, un sens et un art des nuances qu'on ne saurait trop admirer. Sainte-Beuve, tout en admirant cette fidélité expressive d'analyse, a regretté que l'auteur, à la fin, fît preuve de quelque timidité et se contentât de conduire son héroïne jusqu'au bord de la faute, mais lui épargnât « l'irréparable (1) ». Le goût de Sainte-Beuve ici a été mis en échec par ce qu'on a si justement appelé « son imagination inapaisée de vieux libertin ». Il n'a pas vu que Mme de Nièvres n'est pas de la race des Emma Bovary : elle n'est pas de celles qui cèdent à l'entraînement d'une passion illégitime. Elle aime et elle souffre aussi profondément qu'une autre ; mais tout ce qu'il y a en elle de noblesse et d'honnêteté se révolte et se redresse à la seule pensée d'une chute à laquelle tout semble conspirer : l'ardeur impatiente, frémissante et contagieuse du faible Dominique,

(1) Est-ce que je me trompe ? La lettre que Fromentin a écrite à Sainte-Beuve pour le remercier des deux grands articles que celui-ci lui a consacrés me semble un peu froide. Et je me demande si, dans sa délicatesse d'homme et d'artiste, il n'aurait pas été froissé par l'insinuation libertine du critique.

ses propres désillusions conjugales, les aspirations longtemps refoulées de sa sensibilité, les circonstances enfin. Mais elle n'est pas femme à s'accorder le bénéfice des excuses ou des circonstances atténuantes. La délicate droiture qui forme le fond de son caractère suffit à armer sa volonté un moment défaillante. A-t-on observé que le scrupule religieux, qui pourrait fort naturellement intervenir ici, n'entre aucunement en ligne de compte ? Pour triompher de son propre cœur Madeleine ne s'appuie que sur elle-même : le respect de son être intime, la fidélité à la foi jurée et, si j'ose le dire, un impérieux besoin de propreté morale, ce sont là les seules armes dont elle dispose dans sa lutte contre la passion envahissante. On dirait que Fromentin, consciemment ou inconsciemment, a voulu nous montrer, ce qui était son droit strict, qu'une âme bien née, en rassemblant ses énergies intérieures, peut rester maîtresse du corps qu'elle anime. Un moraliste chrétien pourrait philosopher longuement là-dessus. Littérairement, on ne peut pas dire que sa conception pèche contre la vraisemblance et contre l'art, et il lui a dû de dresser sur pied une vivante figure de femme dont la grâce pathétique, l'idéale pureté, l'insigne noblesse l'apparentent de fort près aux plus touchantes héroïnes raciniennes. Andromaque, Junie, Iphigénie, Monime, Bérénice sont les sœurs aînées de Madeleine.

Peintre délicat et pénétrant des âmes, Fromentin n'a pas oublié son premier métier qui était de peindre des paysages. L'un des grands mérites de l'auteur de *Dominique*, c'est précisément d'avoir replacé ses personnages dans leur cadre naturel, de les avoir baignés en quelque sorte dans l'atmosphère particulière de leur province. Lui, le peintre enthousiaste du lumineux Orient africain, il trouve pour évoquer à nos yeux sa grise Saintonge natale, surtout en automne, « la saison bénie », les mots les plus justes, les plus finement attendris, les couleurs les plus parlantes. Ses impressions d'enfance lui sont remontées au cœur ; elles forment l'arrière-plan du roman à demi autobiographique qu'il a entrepris d'écrire ; elles y mettent une note de vie concrète ; elles achèvent de donner à l'œuvre tout entière un accent personnel de choses vues, senties et vraiment vécues. Nous y retrouvons, avec un plaisir d'autant plus vif qu'elles sont admirablement

rendues, l'homme qui disait un jour de lui-même : « Je me livre corps et âme à la merci de cette nature extérieure que j'aime, qui toujours a disposé de moi, et qui me récompense aujourd'hui par un grand calme des troubles, connus de moi seul, qu'elle m'a fait subir. » Il n'y a pas beaucoup, dans toute notre littérature descriptive, de pages aussi belles, aussi finement émues, aussi puissamment évocatrices que certaines pages de *Dominique*, celle-ci, par exemple, qui nous peint le retour du printemps, aux Trembles :

Des tourterelles de bois arrivaient en mai, en même temps que les coucous. Ils murmuraient doucement à de longs intervalles, surtout par des soirées tièdes et quand il y avait dans l'air je ne sais quel épanouissement plus actif de sève nouvelle et de jeunesse. Dans les profondeurs des feuillages, *sur la limite du jardin*, dans les cerisiers blancs, dans les troènes en fleur, dans les lilas chargés de bouquets et d'aromes, toute la nuit, pendant ces longues nuits où je dormais peu, où la lune éclairait, *où la pluie quelquefois tombait, paisible, chaude et sans bruit, comme des pleurs de joie, pour mes délices et pour mon tourment, toute la nuit les rossignols chantaient.* Dès que le temps était triste, ils se taisaient ; ils reprenaient avec le soleil, avec les vents plus doux, avec l'espoir de l'été prochain. Puis, les couvées faites, on ne les entendait plus. Et quelquefois, à la fin de juin, par un jour brûlant, dans la robuste épaisseur d'un arbre en pleines feuilles, je voyais un petit oiseau muet et de couleur douteuse, peureux, dépaysé, qui errait tout seul et prenait son vol : c'était l'oiseau du printemps qui nous quittait.

Un Chateaubriand, un Loti n'auraient pu mieux traduire leurs souvenirs d'enfance, dans une langue plus expressive et plus chantante.

Et Fromentin ne s'est pas contenté de nourrir en quelque sorte son roman de tout ce que son expérience intime lui fournissait d'impressions susceptibles d'entrer dans le cadre qu'il s'était tracé. Il ne s'est pas fait scrupule d'utiliser en cours de route les suggestions de son expérience littéraire. La donnée générale qu'il se proposait d'exploiter dans son livre n'était assurément point nouvelle, et nombreuses étaient les œuvres qui l'avaient traitée avant lui. Ces œuvres, il les connaissait fort bien, et elles avaient toutes laissé leur trace

dans son esprit. Les a-t-il relues avant d'écrire lui-même ? Ou bien, comme il arrive fréquemment en littérature, flottaient-elles pour ainsi dire dans sa pensée à l'état de vagues réminiscences inconscientes ? Nous ne savons trop. Ce qui est sûr, c'est qu'il s'en est très souvent, quoique d'ailleurs fort librement, inspiré. Un lecteur très averti et doué comme lui-même d'une très fidèle mémoire reconnaîtrait aisément dans quelques-unes des plus heureuses pages de *Dominique* des thèmes habilement « transposés », et dont l'origine, — ou, si l'on préfère, l'original, — est ailleurs. Les « sources » livresques du roman de Fromentin sont multiples, et si l'on voulait, ou si l'on pouvait, toutes les dénombrer, on verrait que l'auteur y a comme fondu bien des indications éparses dans la littérature romanesque antérieure, y a repris bien des motifs esquissés ou même développés avant lui. « L'écueil, écrivait-il en cours de route, c'est de n'être pas du *Gessner*, ni du *Berquin*, ni du *René*, ni mille choses. » Il aurait pu prolonger l'énumération. Il n'a pas refait *René*, c'est entendu. Mais s'il n'avait pas lu, avec *René*, *la Princesse de Clèves*, *Werther*, *Obermann*, *Adolphe*, *Édouard*, le délicieux roman de Mme de Duras (1), son roman ne serait pas tout ce qu'il est.

Volontaires ou involontaires, — et je serais tenté de croire qu'ils ont été, pour la plupart, involontaires, — ces emprunts laissent intacte l'originalité de l'écrivain.

Son imitation n'est point un esclavage.

Il ne s'est pas dit avant d'écrire qu'il « referait » à sa manière telle ou telle page de ses devanciers ; il ne fait pas de vive force entrer ses personnages dans des cadres tout faits qu'il leur impose du dehors ; il se laisse sans parti pris conduire par eux. Si la suite naturelle de son récit amène des situations, des scènes que d'autres ont déjà évoquées, — et le nombre des situations romanesques n'est pas illimité, — les souvenirs qu'il en a pu garder peuvent, en s'insinuant

(1) Dans son livre sur *la Duchesse de Duras et Chateaubriand* (Paris, Perrin, 1910), le regretté abbé Pailhès a fort bien montré, par des rapprochements irréfutables, combien Fromentin s'était inspiré du roman d'*Édouard* en composant *Dominique*. On notera aussi (p. 134 de l'édition Henriot) une très curieuse imitation ou transposition du célèbre sonnet d'Arvers.

discrètement dans la trame de ses développements, l'aider à les présenter dans le meilleur jour possible ; ils ne contrarient pas sa libre inspiration ; ils l'enrichissent, la complètent et la soutiennent ; il se les est, suivant le mot célèbre du vieux poète, « convertis en sang et en nourriture ». Conformément à l'usage constant des grands écrivains classiques, il s'appuie sur la tradition pour s'en fortifier et pour la continuer. Il n'est pas, ou il n'est plus de ces romantiques qui, fièrement — et puérilement — dédaigneux du passé, s'imaginent que la vie commence, non pas demain, mais aujourd'hui, avec eux-mêmes, et affichent insolemment le droit d'opposer leur moi à tout l'univers.

Le cœur humain de qui ? Le cœur humain de quoi ?
Quand le diable y serait, j'ai mon cœur humain, moi !

O poète, ce n'est pas sûr ; ou plutôt, votre cœur humain, à vous, est fait de tous les cœurs humains qui vous ont précédé dans l'existence, et sans lesquels votre cœur humain à vous ne serait rien, — ou si peu de chose ! Voilà ce que Fromentin a parfaitement compris. Il estime que la meilleure manière, la plus efficace et la plus sûre, de manifester sa propre personnalité, c'est de la greffer, si je puis ainsi parler, sur les éminentes personnalités d'autrefois. Consciemment ou inconsciemment ? Encore une fois, je ne sais trop. Mais, en fait, c'est bien ainsi qu'il a procédé. Et, ce faisant, il a réalisé une œuvre complexe, harmonieuse, munie de solides « dessous », riche d'expérience humaine et d'expérience littéraire, et qui, pour nous faire sentir sa fine originalité, n'avait nul besoin de s'écarter des voies traditionnelles.

Une œuvre riche aussi de pensée. Comme tous les vrais artistes, Fromentin a su enfermer une leçon, et une leçon morale, dans son œuvre. On a tort de ne réserver le beau titre de « penseurs » qu'aux seuls philosophes de profession. Tout homme qui a réfléchi sur lui-même et sur la vie a le droit d'avoir une opinion sur le train du monde et sur l'humaine destinée. Esprit très cultivé, pénétrant, ayant vu et observé bien des choses, accueilli successivement en lui-même des tendances assez diverses, doué d'ailleurs d'une réelle vie intérieure, et que l'épreuve avait mûri, Fromentin était plus qualifié que bien d'autres pour avoir un avis motivé

sur la meilleure façon d'entendre et de pratiquer la vie. Que sa philosophie personnelle se soit exprimée sous forme de roman ne doit pas nous surprendre. Un bon roman n'est pas une histoire vraie ; mais c'est une histoire qui pourrait être vraie, et qui donne l'illusion de l'être. Or il n'est pas d'existence humaine qui n'ait une signification générale. Cette existence fût-elle fictive, — et elle ne l'est jamais entièrement, — elle offre un sens qu'il est permis de dégager. A plus forte raison quand, comme dans *Dominique*, la réalité et la fiction se trouvent intimement mêlées. Qu'il l'ait voulu ou non, — et je crois qu'il l'a voulu, — Fromentin, par tout son livre, nous suggère une idée ; et cette idée est manifestement la suivante.

On connaît le mot révélateur de Sainte-Beuve sur lui-même : « Dans tout le temps de ma belle jeunesse, j'ai toujours été ne désirant, n'appelant rien tant de mes vœux, n'adorant que la passion sacrée. » Ce mot-là, combien de fils de Rousseau, combien d'adolescents nourris des écrivains romantiques auraient pu le prendre pour devise ! Fromentin lui-même, nous le savons ou le devinons aujourd'hui, s'était laissé séduire à ces troublants mirages. Instruit par la réflexion et par l'expérience, ressaisi sans doute aussi par les saines influences moralisatrices qui s'exercent autour de lui, peut-être par ce je ne sais quoi de grave et même d'austère qui flotte encore dans l'air de sa ville natale, à l'heure de sa maturité, il va dénoncer le dangereux paradoxe. Non, de quelque poésie, de quelques excuses qu'elle se pare, la passion n'est pas chose « sacrée » ; elle est bien plutôt une aveugle ouvrière de désordre, de folie et de mort. A tout le moins, elle est une des formes de ce funeste égoïsme qui est peut-être notre nature même et qui dresse l'individu contre tout ce que les hommes ont inventé pour vivre en société et pour assurer l'avenir de leur race. Les ruines qu'elle engendre sont incalculables. Les vies brisées, les bonheurs détruits qu'elle sème sur sa route ne se comptent plus. A ceux qui se livrent à elle elle ne procure que des joies éphémères, inquiètes, suivies d'amers lendemains et, trop souvent, d'irréparables désastres. Dominique et Madeleine, pour lui avoir trop cédé, se sont douloureusement blessés ; mais s'ils lui avaient obéi jusqu'au bout, leur commune destinée n'aurait-elle pas encore été moins

enviable ? Combien est plus heureuse celle d'Augustin, le précepteur de Dominique, qui a su résister aux entraînements d'une sensibilité aussi vive que celle de son ancien élève, et dont la volonté stoïque a fini par trouver le bonheur dans une union parfaitement assortie, exempte d'orages et de surprises ! En suivant un peu tardivement cet exemple, Dominique n'a peut-être pas rencontré le bonheur absolu que sa juvénile passion avait rêvé, mais il s'est, selon le mot de Lamartine à son ami Virieu, « enchâssé dans l'ordre établi » ; l'activité d'une vie régulière et utile lui a donné l'apaisement, révélé la sagesse : sagesse un peu mélancolique peut-être, mais qui du moins est exactement adaptée à la condition humaine.

Dominique, c'est au fond le procès de « l'éducation sentimentale ». Je ne serais point surpris que Flaubert, qui admirait beaucoup le livre, y eût puisé l'idée du roman auquel il devait donner ce titre.

III

Il peut sembler surprenant qu'après cette presque parfaite réussite, Fromentin n'ait pas cru devoir récidiver. N'avait-il, dans cet ordre d'idées, plus rien à dire ? Était-il de ceux qui, comme il arrive, ayant en eux-mêmes le sujet et la matière d'un seul bon roman, l'écrivent et, prudemment, s'en tiennent là ? Artiste inquiet, subtil, extrêmement mobile, toujours en quête de nouveauté, était-il incapable de se fixer et de s'immobiliser dans un genre déterminé ? Ou bien encore, et tout simplement, l'auteur a-t-il été découragé par le peu de succès qu'a obtenu son œuvre ? Car, il n'y a pas à se le dissimuler, ce livre que nous considérons aujourd'hui, à juste titre, comme l'un des chefs-d'œuvre du roman français, et dont les éditions, depuis soixante ans, se sont multipliées (1), s'il a vite conquis les suffrages des lettrés, des délicats, des grands confrères, a, dans sa fraîche nouveauté, été peu apprécié du grand public. La *Revue*, qui l'a publié, et qui lui a reproché des longueurs, a hésité à en achever la publication. En librairie, il a fallu attendre treize ans pour qu'une seconde édition pût voir le jour. Paraissant en pleine période de

(1) A la librairie Plon. La première édition est de 1863, la *seconde* de 1876. On atteignait la 99e édition en 1934.

« littérature brutale », ce roman fin, pénétrant, discret, tout en nuances et en demi-teintes, était en opposition trop flagrante avec le goût du jour : c'était une de ces œuvres que la foule ne comprend pas ou dédaigne, que la juste postérité recueille et consacre, et dont le subtil parfum ne s'exhale d'ailleurs qu'à la longue, loin du bruit et des applaudissements vulgaires. L'auteur se rendait bien compte que ses plus rares qualités devaient lui aliéner un bon nombre de ses lecteurs. Mais il s'en consolait aisément, et ses préférences personnelles pour ce livre qu'il aimait par-dessus tout n'en étaient point ébranlées. « C'est pourtant ce que j'ai écrit de mieux », déclarait-il ; et il avait raison.

Il avait songé à une étude sur le paysage dans le roman, qui, sous sa plume d'écrivain pittoresque, eût été bien intéressante ; il y renonça. Cédant enfin à certaines sollicitations extérieures qui se trouvaient correspondre à des velléités intimes qu'il avait jusqu'alors toujours refoulées, il prit le parti d'essayer de la critique d'art. Il se dit qu'il y avait dans ce domaine une place à prendre et que peut-être était-il mieux préparé que beaucoup d'autres à en tenter la fortune. Certes, ils sont légion ceux qui ont bien parlé des « maîtres d'autrefois » : un Taine, tout récemment, — dont l'exemple, ce me semble, a été pour Fromentin un puissant stimulant, — n'avait-il pas écrit sur Rubens et sur Rembrandt des pages singulièrement éloquentes ? Mais quoi ! Taine était un philosophe et il avait une théorie à illustrer. Il lui manquait comme à tant d'autres, amateurs éclairés, littérateurs, historiens, ce que rien ne peut remplacer : l'éducation technique, la pratique du métier. Car c'est un métier que de peindre comme de faire un livre et une pendule, et n'y réussit pas qui veut. Il y faut de longues études, l'exemple et les conseils des maîtres, la connaissance des procédés, la fréquentation des ateliers, l'observation patiente de la nature, bref, toute une initiation expérimentale, à laquelle rien ne peut suppléer. Et cette initiation même crée à ceux qui l'ont subie ou acceptée une mentalité particulière. Le peintre de profession ne verra pas dans un tableau ce qu'y voient les autres hommes ; ou plutôt il y verra d'autres choses que les autres hommes n'y aperçoivent guère ; il sera choqué par des défauts d'éclairage, de composition, de tonalité, par des maladresses d'exécution,

des insuffisances de perspective, des erreurs de coloration qui laisseront le commun des mortels indifférent. Inversement, il y a de secrètes beautés, des difficultés vaincues, des finesses d'intention, des prouesses de virtuosité qu'il sera le seul à sentir et à exprimer. Le jugement qu'il sera amené à porter sur l'œuvre d'art qui lui est soumise aura donc nécessairement une précision et une originalité d'accent qui en feront tout le prix.

Mais il y a un écueil à éviter. Chaque métier crée son langage et, parfois, son jargon. Pour exprimer des nuances particulières, fort éloignées de l'usage commun, pour rendre des idées, définir d'un mot des procédés qui échappent à l'homme de la rue, il faut des expressions abréviatives ou même des néologismes qui n'ont pas plus cours en dehors de l'atelier que la langue spéciale du chimiste en dehors de son laboratoire. Or ce langage ésotérique, cet argot, si l'on y tient, le commun des lecteurs ne le comprend pas. Pour lui faire entendre tout ce que ces conventions verbales symbolisent, il faut les lui traduire, transposer dans la langue des « honnêtes gens » les termes trop techniques dont les hommes de métier usent et souvent abusent. Et cela est fort difficile, exige infiniment de tact, une connaissance approfondie des ressources de la langue, une expérience et un art d'écrivain qui se rencontrent assez rarement. Ces conditions, Fromentin les remplissait excellemment. Il l'a bien senti. Il s'est dit avec raison que, dans cet ordre d'idées, il y avait une voie nouvelle à ouvrir, une œuvre originale et féconde à réaliser.

Cette œuvre, il l'a réalisée à la perfection, et comme il se proposait de la poursuivre, il est bien fâcheux que la mort soit venue mettre un terme à ses généreuses ambitions. Du moins, *les Maîtres d'autrefois* nous restent ; et ce chef-d'œuvre de la critique d'art est en même temps une des œuvres considérables de la littérature française du XIXe siècle.

Est-ce à dire d'ailleurs que tous les jugements portés par Fromentin (1) sur les toiles qu'il examine doivent être acceptés sans aucune réserve ? Un profane éprouve ici quelque scrupule à contredire quelquefois un praticien aussi averti que le peintre de *la Chasse au héron*. Mais quoi ! il arrive dans tous

(1) Voyez, dans les *Variétés littéraires* de Ferdinand Brunetière, l'étude sur *Eugène Fromentin et la critique d'art* (Calmann-Lévy, 1904).

les arts que le sentiment spontané du simple amateur l'emporte en justesse impartiale sur les observations chicanières de la virtuosité technique. Esprit original et indépendant, Fromentin a pu se laisser parfois égarer par un désir immodéré de rompre en visière avec l'opinion commune. Les réflexions critiques que lui inspirent la *Leçon d'anatomie* et la *Ronde de nuit* ne convaincront guère les admirateurs obstinés de ces deux tableaux célèbres. Et quand on a vu le musée de Bruxelles, on est tenté de le trouver un peu sévère pour les portraits de Rubens.

Mais s'il est permis de discuter certaines appréciations de Fromentin, on ne peut qu'admirer l'art avec lequel il a su faire comprendre aux lecteurs les moins initiés les conditions matérielles et les exigences de la profession d'artiste. Les considérations auxquelles il se livre sont rigoureusement techniques, et elles restent pourtant très littéraires. Il manie la langue avec tant de souplesse, mêlant aux termes de métier les mots de l'usage courant, les éclairant et les précisant les uns par les autres, que peu à peu on se trouve introduit comme par la main dans l'atelier du peintre, et qu'on le surprend cherchant sur sa palette les combinaisons de couleurs les plus exactement conformes aux nuances visuelles qu'il se propose de rendre. Qu'on relise les pages où le critique commente *la Descente de croix* de Rubens :

Il n'est personne qui n'ait présente à l'esprit l'ordonnance et l'effet du tableau, *sa grande lumière centrale plaquée sur des fonds obscurs*, ses taches grandioses, ses compartiments distincts et massifs... La toile est sombre, malgré ses clartés et l'extraordinaire blancheur du linceul. Malgré ses reliefs, la peinture est *plate*. C'est un tableau à bases noirâtres sur lequel sont disposées *de larges lumières fermes*, aucunement nuancées. Le coloris n'est pas très riche ; il est plein, soutenu, nettement calculé *pour agir de loin*. Il construit le tableau, l'encadre, en exprime les faiblesses et les forces, et ne vise point à l'embellir. Il se compose d'un vert presque noir, *d'un noir absolu, d'un rouge un peu sourd* et d'un blanc. Ces quatre tons sont posés bord à bord aussi franchement que peuvent l'être quatre notes de cette violence. Le contraste est brusque et *ne les fait pas souffrir...*

C'est tout le morceau qu'il faudrait citer pour se rendre

compte de l'habileté avec laquelle l'auteur des *Maîtres d'autrefois*, quand il se trouve en présence d'une grande toile, analyse les procédés du peintre, sondant ses intentions, notant le détail de ses coups de pinceau, suivant les phases de l'exécution, bref, démontant devant nous toute cette délicate machine que sont une âme et une main d'artiste, depuis l'idée première de l'œuvre jusqu'à la dernière touche donnée au tableau.

Et comme il est « peintre en deux langues », et poète aussi, il ne se contente pas d'étudier froidement, en critique, j'allais dire en rhéteur, les nobles toiles qu'il est allé contempler sur place : il évoque pour ses lecteurs, il met pour ainsi dire plastiquement sous leurs yeux les scènes que l'artiste a voulu représenter, et il mêle à l'image presque visuelle qu'il retrace un écho fidèle de l'émotion que l'artiste a certainement éprouvée en composant son œuvre, et dont il a voulu nous communiquer la contagieuse vibration. Écoutez-le nous parler de *la Communion de saint François d'Assise*, « peut-être celle de toutes les œuvres de Rubens qui fait le plus d'honneur à son génie » :

Ni pompes, ni décors, ni turbulence, ni gestes violents, ni grâces, ni beaux costumes, pas une incidence aimable ou inutile, rien qui ne soit la vie du cloître à son moment le plus solennel. Un homme agonise exténué par l'âge, par une vie de sainteté ; il a quitté son lit de cendres, s'est fait porter à l'autel, y veut mourir en recevant l'hostie, a peur d'y mourir avant que l'hostie n'ait touché ses lèvres. Il fait effort pour s'agenouiller et n'y parvient pas. Tous ses mouvements sont abolis, le froid des dernières minutes a saisi ses jambes, ses bras ont ce geste en dedans qui est le signe certain de la mort prochaine ; il est de travers, en dehors de ses axes, et se briserait à toutes les jointures, s'il n'était soutenu par les aisselles. Il n'a plus de vivant que son petit œil humide, clair, bleu, fiévreux, bordé de rouge, dilaté par l'extase des suprêmes visions, et sur ses lèvres, cyanosées par l'agonie, le sourire extraordinaire propre aux mourants, et le sourire plus extraordinaire encore du juste qui croit, espère, attend la fin, se précipite au-devant du salut, et regarde l'hostie comme il regarderait son Dieu présent.

Voilà certes une admirable page, et qui, de toutes manières,

fait également honneur et à celui qui l'a écrite et à celui qui l'a inspirée.

Quand il n'y aurait, dans *les Maîtres d'autrefois*, qu'une étude, précise et technique dans son fond, élégamment littéraire dans sa forme, des procédés auxquels ont eu recours les grands peintres de Belgique et de Hollande pour composer leurs principales toiles, et une évocation puissamment pittoresque et vivante de quelques tableaux justement célèbres, ce serait suffisant pour faire de ce livre un grand livre. Mais Fromentin ne s'en est pas tenu là. Il ne sait pas, — et c'est fort heureux, — réserver en écrivant une partie de lui-même. Il se met tout entier dans chacun de ses livres. Il veut que le sujet qu'il traite bénéficie en quelque sorte de toutes les ressources qui sont son apport propre. Il sait que l'œuvre d'art n'est pas une création *ex nihilo*, sortie un beau jour, sans préparation préalable, du cerveau et de la main d'un peintre. Il sait que ce peintre lui-même est, à bien des égards, le reflet du milieu, même physique, mais surtout historique et moral dans lequel il a vécu, que sa vie personnelle, ses préoccupations habituelles expliquent, pour une assez large part, les inspirations auxquelles il se livre. Et comme il est, sinon érudit, du moins très informé de beaucoup de choses, toutes ces influences extérieures il n'a garde de les négliger, mais bien au contraire il s'efforce de les reconstituer, non pas systématiquement, mais à la rencontre, et souvent avec un rare bonheur. Voyageur, observateur attentif des spectacles de la nature, il excelle à mettre sous nos yeux, en quelques traits rapides et suggestifs, quelques-uns des paysages que les peintres belges ou hollandais ont eux-mêmes contemplés, et qui, directement ou indirectement, les ont inspirés. Voici, par exemple, la plage de Scheveningen : « L'herbe est fade, la dune est pâle, la grève incolore, la mer laiteuse, le ciel soyeux, nuageux, extraordinairement aérien, bien dessiné, bien modelé et bien peint, comme on le peignait autrefois. » C'est littéralement un paysage de Ruysdael. Quand on a lu ces pages de Fromentin, on comprend qu'il ait pu dire : « De tous les peintres hollandais, Ruysdael est celui qui ressemble le plus noblement à son pays. Il en a l'ampleur, la tristesse, la placidité un peu morne, le charme monotone et tranquille. »

Nous savons si peu de choses sur Ruysdael qu'à son grand

regret. Fromentin n'a pu compléter l'étude qu'il en a faite par quelques traits frappants empruntés à sa biographie. Il en va tout autrement de Rubens et de Rembrandt, par exemple, et les traits d'ordre psychologique ou moral qu'il ajoute à ses observations purement esthétiques les illustrent avec un rare bonheur. Mais à cet égard le chef-d'œuvre de sa manière est peut-être le portrait en pied qu'il nous trace de Van Dyck. Il y a là, en deux pages magistrales, l'évocation d'une destinée d'artiste qui éclaire magnifiquement son œuvre. Je veux au moins en citer quelques lignes pour inspirer à certains lecteurs le désir de lire le morceau tout entier :

Un jeune prince de race royale, ayant tout pour lui, beauté, élégance, dons magnifiques, génie précoce, éducation unique, et devant toutes ces choses aux hasards d'une naissance heureuse ; choyé par le maître, un maître déjà parmi ses condisciples ; distingué partout, appelé partout, partout fêté, à l'étranger plus encore que dans son pays, l'égal des plus grands seigneurs, le favori des rois et leur ami ; entrant ainsi d'emblée dans les choses les plus enviées de la terre, le talent, la renommée, les honneurs, le luxe, les passions, les aventures... enfin un mauvais sujet adoré, décrié, calomnié plus tard, meilleur au fond que sa réputation, qui se fait tout pardonner par un don suprême, une des formes du génie, la grâce ; — pour tout dire : un prince de Galles mort aussitôt après la vacance du trône et qui de toutes façons ne devait pas régner.

Ce qui achève de classer un critique ou un historien de l'art ou de la littérature, ce n'est pas seulement le talent de définir ou d'évoquer une âme individuelle, un tempérament particulier d'artiste ; ce sont les vues générales auxquelles il s'élève quand il essaie de caractériser toute une époque ou une grande école artistique. Ce talent supérieur n'a pas manqué à Fromentin. On ne saurait mettre plus finement en lumière qu'il ne l'a fait, avec plus de profondeur et d'intelligente sympathie, la grande originalité de l'art hollandais, ce réalisme consciencieux qui fait sortir la poésie de l'humble réalité quotidienne, de la nature amoureusement étudiée et fidèlement copiée. Et par contraste, il n'a pas moins bien saisi et rendu l'inspiration maîtresse de la grande peinture italienne, cette peinture qu'il se proposait d'étudier un jour sur place, et vers

laquelle il se sentait de plus en plus attiré par toute sorte de secrètes affinités électives. La page est fort belle ; elle déborde même son objet propre ; elle s'applique admirablement à tout l'art classique, et à l'art littéraire aussi bien qu'à l'art plastique :

Il existait une habitude de penser hautement, grandement, un art qui consistait à faire choix des choses, à les embellir, à les rectifier, qui vivait dans l'absolu plutôt que dans le relatif, apercevait la nature comme elle est, mais se plaisait à la montrer comme elle n'est pas. Tout se rapportait plus ou moins à la personne humaine, en dépendait, s'y subordonnait et se calquait sur elle, parce qu'en effet certaines lois de proportions et certains attributs, comme la grâce, la force, la noblesse, la beauté, savamment étudiés chez l'homme et réduits en corps de doctrines, s'appliquaient aussi à ce qui n'était pas l'homme. Il en résultait une sorte d'universelle humanité ou d'univers humanisé, dont le corps humain, dans ses proportions idéales, était le prototype. Histoire, visions, croyances, dogmes, mythes, symboles, emblèmes, la forme humaine presque seule exprimait tout ce qui peut être exprimé par elle. La nature existait vaguement autour de ce personnage absorbant. A peine la considérait-on comme un cadre qui devait diminuer et disparaître de lui-même dès que l'homme y prenait place. Tout était élimination et synthèse. Comme il fallait que chaque objet empruntât sa forme plastique au même idéal, rien ne dérogeait. Or, en vertu de ces lois du style historique, il est convenu que les plans se réduisent, les horizons s'abrègent, les arbres se résument, que le ciel doit être moins changeant, l'atmosphère plus limpide et plus égale, et l'homme plus semblable à lui-même, plus souvent nu qu'habillé, plus habituellement accompli de stature, beau de visage, afin d'être plus souverain dans le rôle qu'on lui fait jouer.

Cette pénétrante apologie de l'art classique, on le voit, ne va pas sans quelques réserves. Fromentin est trop de son temps pour ne pas reprocher aux grands maîtres de l'école italienne d'avoir trop sacrifié la nature. De là sa sympathie pour l'art hollandais. Au fond, il rêverait d'une conciliation entre les deux tendances. Un classicisme qui s'ouvrirait à un certain naturalisme, voilà qui le satisferait pleinement. Son idéal d'art, c'est sans doute celui qu'il a exprimé dans la formule

suivante : « Faire une belle œuvre qui contînt tout l'art ancien avec l'esprit moderne, qui fût le XIXe siècle et la France. »

Cet idéal d'art, c'est bien celui qu'il a essayé de réaliser dans son œuvre de peintre, mais plus encore peut-être dans son œuvre écrite. Appartenant à une génération qui avait suivi celle des grands romantiques et qui, après s'être nourrie de leurs livres et avoir même partagé leurs illusions et leurs rêves, emportée par cet esprit de réaction qui oppose toujours l'une à l'autre dans l'histoire deux générations successives, entraînée d'ailleurs par l'exemple des maîtres eux-mêmes, les George Sand, les Balzac, les Sainte-Beuve, les Gautier, évoluait vers une étude plus attentive, et une imitation plus consciencieuse de la réalité, vers une sorte de classicisme renouvelé et élargi, il a, discrètement, comme il faisait toutes choses, joué son rôle et rempli sa partie dans l'œuvre collective de cette génération littéraire. Et bien lui en a pris de se laisser porter par l'esprit de son temps. Sans répudier les innovations heureuses et les acquisitions légitimes de ses premiers maîtres, il les a adroitement fondues dans la souple trame d'un style qui empruntait aux classiques quelques-uns de leurs procédés les plus originaux. Il a introduit dans la littérature descriptive quelques notes nouvelles d'idéalisme et de poésie, nous acheminant ainsi aux livres de Pierre Loti. Il a rajeuni le roman d'analyse ; il a fait voir, par son propre exemple, tout le parti qu'on en pouvait tirer pour créer de touchantes figures vivantes et pour édifier une œuvre d'une riche signification morale ; et la leçon ne devait être perdue ni pour Paul Bourget, ni pour Émile Clermont. Enfin il a montré que la critique d'art, traitée d'une certaine manière, pouvait satisfaire aux plus rigoureuses exigences des professionnels comme aux besoins légitimes du plus large public. Ce sont là de grands titres à notre gratitude. Combien d'autres, qui ont plus écrit, n'ont pas laissé une trace aussi profonde dans l'histoire des Lettres françaises !

Victor Giraud.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

LA LUTTE CONTRE L'ASPHYXIE
OXYGÈNE ET POUMON D'ACIER

Lavoisier, en expérimentant sur un moineau placé dans de l'air confiné, eut le double mérite de montrer d'abord le rôle de l'oxygène dans la vie et d'expliquer ensuite les troubles déclenchés par la privation de ce gaz. « Les êtres vivants sont des corps combustibles qui brûlent et se consument », et de ce fait ils ont un impérieux besoin d'oxygène ; quand le taux de l'oxygène dans l'air inspiré diminue au delà de certaines limites, des troubles graves apparaissent qui aboutiraient à la mort si on continuait l'expérience.

Depuis Lavoisier jusqu'à ce jour, l'analyse de la mort par privation d'oxygène, — par anoxémie ou par anoxie comme on l'appelle aujourd'hui, — a été constamment poursuivie. Les physiologistes ont effectué des recherches importantes à ce sujet et les noms de Xavier Bichat, de Paul Bert, de Charles Richet évoquent une large part de ces travaux. Biologistes et médecins ont récemment précisé de nombreux points, tant scientifiques que pratiques, qui seront abordés dans cet article.

Il est bien démontré que, soumis à l'anoxémie, l'organisme répond par des réactions importantes : la respiration présente une augmentation du rythme et de l'amplitude, provoquant une élévation considérable du débit aérien : la tension artérielle s'élève, le cœur se ralentit et, dans le sang, le nombre des globules rouges augmente, alors que le taux du sucre s'élève.

Si l'anoxémie s'accentue, la respiration s'arrête, mais le cœur continue à se contracter, le sang à circuler. Cet organisme, qui ne respire plus et dont le sang est noir parce que l'hémoglobine n'est plus oxydée, ne saurait être considéré comme un cadavre ; la mort n'y est qu'apparente. Si à ce moment, en effet, on pratique une respiration artificielle bien menée, si on fournit à l'organisme une quantité d'air suffisante, à plus forte raison, si l'air inhalé est enrichi en oxygène, l'organisme peut recouvrer un état normal. Cette donnée physiologique doit devenir un dogme médical.

Chez l'homme, l'asphyxie se produit pour des causes très diverses. La noyade et la strangulation, les affections graves des voies respiratoires, l'attaque du poumon par des gaz irritants, — gaz suffocants qui réalisent une véritable submersion des voies aériennes par l'œdème qu'ils provoquent, gaz vésicants qui effectuent une strangulation interne des bronches, — l'intoxication par l'oxyde de carbone qui bloque le pouvoir vecteur du sang en oxygène, l'intoxication des centres nerveux supérieurs par des toxines ou certains agents chimiques (chloroforme), l'électrocution qui sidère le centre respiratoire, les paralysies respiratoires secondaires à la paralysie infantile ou à la diphtérie, une ascension au delà de l'atmosphère physiologique à des altitudes trop élevées, sans appareil d'oxygène... toutes ces causes peuvent engendrer une asphyxie menaçante. L'état du sujet devient tel qu'il faut agir rapidement et frapper fort si l'on veut aboutir au succès. Disons plus, même dans les cas où le pronostic est le plus sombre, le plus alarmant, à un moment où il est quelquefois difficile de préciser si le patient est vivant ou mort, il faut tenter quelque chose : il y a tout à gagner, il n'y a rien à perdre. Mais que faire ?

Il est indiscutable que certains agents chimiques sont capables d'augmenter la durée de la résistance du centre respiratoire à l'anoxémie. Les éphédrines, au cours d'essais récents, se sont montrés des agents dont l'efficacité est indiscutable à ce point de vue. Un organisme soumis à une injection d'éphédrine supporte un effondrement du taux de l'oxygène dans l'air inhalé pendant une période trois fois plus prolongée que celle qui est constatée avant l'administration du médicament.

On connaît aussi des agents médicamenteux susceptibles de dilater les bronches dont le spasme peut gêner singulièrement la ventilation du poumon : la belladone, l'adrénaline, l'éphédrine, la caféine, la vitamine C sont capables de corriger, de couper un spasme en augmentant le calibre des bronches et en rétablissant une ventilation pulmonaire normale. La circulation aérienne est ainsi facilitée quant à son débit.

Enfin il est possible de faire renaître des mouvements respiratoires dans un organisme qui ne respire plus, en utilisant diverses substances : le gaz carbonique réveille, dans certains cas, un centre respiratoire inhibé, et la caféine se révèle un médicament qui peut faire réapparaître une respiration paraissant définitivement éteinte. On nous permettra à ce sujet de rappeler une expérience que nous avons bien souvent réalisée sur le petit poisson de mer connu sous le nom de gobie (*Gobius lota*) ou sur le commun poisson rouge (*Carassius auratus*).

Chez un poisson, on détermine un arrêt respiratoire, — soit par une mise à sec d'une certaine durée (on a dit qu'il s'agissait d'une noyade dans l'air), — soit par une intoxication par le chloroforme, — soit par électrocution. Le gobie ou le poisson rouge se trouve alors en état de mort apparente ; il est inerte, ventre en haut, sans mouvement respiratoire, sans réaction motrice à la suite d'une excitation quelconque portée sur le corps.

Placé dans de l'eau ordinaire, le poisson reste dans le même état et devient réellement un cadavre. Introduit dans une eau additionnée de caféine, en état de mort apparente, il reprend sa respiration, puis son équilibre ; dix minutes plus tard, il respire, il se déplace, et introduit dans l'aquarium ordinaire, il est vivant et parfaitement normal le lendemain.

Mais soulignons ici, dans le domaine pratique de la lutte contre l'asphyxie, *l'importance de l'inhalation d'oxygène*, combinée ou non avec la *respiration artificielle*.

* * *

Jadis, pour administrer l'oxygène, on utilisait un ballon de trente litres. Aujourd'hui, on dispose de l'obus à l'oxygène

de deux mille ou trois mille litres, muni d'un mano-détendeur portant un manomètre et un indicateur de débit. On peut ainsi effectuer une oxygénothérapie réellement efficace. Pour l'inhalation de ce gaz, on a recours, soit au masque, soit à la tente à oxygène. De nombreux modèles ont été préconisés.

Précisons que le masque doit être léger et il importe qu'il soit confortable, car un sujet qui étouffe accepte difficilement la moindre gêne. Un masque transparent, ininflammable, ouvert à la partie supérieure pour laisser échapper l'air chaud et l'excès de gaz carbonique, alimenté en oxygène à l'aide d'un pointeau fin qui produit une légère ventilation, est généralement bien toléré par le patient. Un tel dispositif, dont diverses variantes ont été proposées, peut parfois conjurer presque immédiatement une crise aiguë de suffocation : crise d'asthme, crise d'œdème aiguë du poumon, quinte de coqueluche chez le nourrisson, défaillance cardiaque aiguë, dyspnée post-opératoire, etc...

Soulignons que l'intoxiqué par l'oxyde de carbone, soumis à une inhalation d'oxygène, sous tension, peut recouvrer rapidement la santé, l'oxygène pur ayant le pouvoir de déplacer l'oxyde de carbone fixé sur l'hémoglobine, comme l'a bien établi Maurice Nicloux.

Mais de nombreux cas pathologiques s'accompagnent d'une anoxémie prolongée : broncho-pneumonie des nourrissons, des enfants, des adultes, des sujets âgés. En pareils cas, l'air pulmonaire profond, l'air alvéolaire analysé au moyen de dispositifs spéciaux, accuse une véritable carence persistante en oxygène. La thérapeutique correctrice de ce trouble sévère est une oxygénothérapie prolongée, poursuivie parfois pendant une longue période. Aussi a-t-on pensé à environner le malade d'une atmosphère suroxygénée, convenablement rafraîchie, dont la température et le degré hygrométrique répondent aux conditions de confort.

Ainsi, s'est posé le problème des chambres à oxygène. Brown-Séquard envisageait déjà l'opportunité d'une pareille thérapeutique. Il y a trente ans, une première chambre à oxygène fut construite en France, à l'hôpital Tenon ; des hôpitaux anglais, puis américains en ont été pourvus.

Primitivement de grande capacité, la chambre se réduisit

aux dimensions d'une tente souple enfermant d'abord tout le lit, ensuite la partie supérieure du corps du patient ; c'est ce dernier dispositif qui retient actuellement l'attention des médecins.

De tels dispositifs utilisent souvent un appareillage ingénieux, mais complexe : une moto-pompe électrique aspire l'air suroxygéné à travers un circuit capable de le refroidir et de l'assécher. Personnellement, avec Madeleine Bochet, nous nous sommes arrêtés à un système des plus simples, qui peut fonctionner en tous lieux sans utiliser de force motrice extérieure, et sans exiger le recours d'un personnel spécialisé. L'agent moteur est ici l'oxygène même, qui, du fait de sa haute pression dans l'obus, possède une réserve d'énergie qu'il est loisible d'utiliser pour le conditionnement de l'atmosphère. Une trompe à gaz disposée à cet effet au centre d'un bac à glace produit une circulation active de l'air suroxygéné ainsi rafraîchi et débarrassé par condensation de l'excès d'humidité. Une arrivée d'oxygène, — de huit litres par minute, — nous permet d'obtenir, dans cette enceinte, un taux d'oxygène de 60 pour 100, le taux que nous avons conseillé dès 1918 avec le professeur Ch. Achard, et qui a l'avantage d'être toléré indéfiniment, de faire disparaître généralement la cyanose et d'atténuer la dyspnée.

* * *

Lorsque la respiration spontanée est arrêtée, il importe, et nous avons déjà insisté sur ce point au début de cet article, de pratiquer aussitôt que possible des manœuvres de respiration artificielle.

Pratiquer la respiration artificielle, c'est établir un courant aérien dans un poumon qui se trouvait immobilisé du fait de l'inertie de la cage thoracique ; c'est aussi exciter, par voie indirecte, dite réflexe, le centre respiratoire inhibé ; c'est enfin agir en même temps sur la circulation, sur le cœur et les gros vaisseaux, ainsi que la preuve en a été solidement fournie.

Deux méthodes manuelles sont classiques : la méthode dite de Sylvester et celle dite de Schäfer.

Dans le premier cas, le sujet est étendu sur le dos ; la langue est tirée hors de la cavité buccale pour dégager le

pharynx. L'opérateur placé à la tête du sujet prend les bras repliés par l'angle des coudes et exerce une forte pression sur les parties latérales et inférieures du thorax (temps expiratoire) ; puis il relève les coudes et tire les bras fortement en arrière (temps inspiratoire). Il fait ensuite une pause et il recommence la même manœuvre.

Dans l'autre cas, le patient, couché sur le ventre, repose sur une paroi dure, la tête tournée sur le côté, les bras allongés en avant. Dans cette position de la tête, la langue tombe en avant et le larynx se trouve dégagé. Le sauveteur se place au niveau des cuisses du patient. Il étend ses bras et pose ses mains largement ouvertes en éventail, sur les reins du sujet, les poignets se touchant presque, de chaque côté de la colonne vertébrale. Le sauveteur déplace son corps en avant et laisse tomber sur ses bras étendus tout le poids de son buste (mouvement expiratoire) ; il reste deux à trois secondes dans cette position, puis cesse la pression en se redressant sans déplacer les mains et attend deux secondes environ (temps inspiratoire). Cette méthode est d'une mise en œuvre facile et rapide ; elle a de plus l'avantage de pouvoir être appliquée par un seul opérateur sans entraîner un excès de fatigue.

Afin d'accroître la ventilation pulmonaire provoquée par ce procédé on peut recourir, lorsqu'on dispose de deux sauveteurs, à une manœuvre supplémentaire conseillée par Nielsen. Tandis qu'un opérateur pratique la technique précédente, le second opérateur s'installe à la tête du sujet et saisit de chaque côté les coudes du patient sur lesquels il exerce une traction brusque au moment de l'inspiration ; puis il repose les coudes à leur place tandis que le premier opérateur effectue la compression thoracique.

De tels procédés ont, à leur actif, des succès indiscutables et on est tenté de les mettre en œuvre dans les cas les plus désespérés. Bien plus, on est conduit à se demander si, dans bon nombre de cas, on ne pourrait pas remplacer les manœuvres manuelles par l'utilisation d'appareils appropriés. Pareil problème est trop à l'ordre du jour pour ne pas être détaillé avec les notions du passé et les acquisitions du présent.

On ne peut mieux faire, en abordant cette partie de

technique instrumentale, que d'ouvrir le petit fascicule qu'un médecin français écrivait il y a plus de soixante ans. En 1876, en effet, Woillez, médecin de l'hôpital de la Charité, membre de l'Académie de médecine, publiait un ouvrage de 36 pages intitulé : *Du spirophore, appareil de sauvetage pour le traitement de l'asphyxie, et principalement de l'asphyxie des noyés et des nouveau-nés.* L'appareil proposé consiste en un cylindre de zinc ou de tôle assez volumineux pour recevoir le corps d'un adulte jusqu'au cou. Il est hermétiquement clos inférieurement, mais ouvert à sa partie supérieure ; c'est par cette dernière ouverture que l'on y glisse le corps du patient sur une sorte de claie munie de galets, puis l'on ferme l'ouverture autour du cou, à l'aide d'un diaphragme. La tête, restée libre au dehors, repose sur un support approprié. Une toile imperméable et flottante, dépendant du diaphragme obturateur, est maintenue autour du cou, pour éviter le passage de l'air extérieur dans l'intérieur de l'appareil au moment où on y pratique l'aspiration. L'air, confiné ainsi dans l'appareil autour du corps du patient, peut rapidement en être soustrait en partie, à l'aide d'un puissant soufflet aspirateur d'une capacité d'environ vingt litres, et situé en dehors de la caisse principale, avec laquelle il communique à l'aide d'un tube ; on fait agir ce soufflet au moyen d'un levier qui s'abaisse et s'élève, pour pratiquer l'aspiration et la propulsion de l'air contenu dans l'intérieur de l'appareil. Enfin, pour permettre les observations, une glace translucide a été placée à la partie antérieure de l'appareil afin de suivre les mouvements du thorax pendant le traitement. A côté de cet appareil pour adultes, l'auteur préconisait un modèle pour nouveau-nés dans lequel un soufflet à main permettait de produire une dépression à l'intérieur de l'appareil.

Ces deux dispositifs, construits et utilisés en France, étaient les deux premiers exemplaires de ces appareils qu'on appelle aujourd'hui poumons d'acier.

Ultérieurement, divers appareils devaient être conseillés pour le traitement des asphyxiés. On sait la campagne active poursuivie, en France, quelques années après la guerre, en vue de pourvoir les hôpitaux civils, militaires et maritimes d'appareils à respiration artificielle. G. Panis, L. Chéron, C. Cot, Ch. Hederer ont instauré des dispositifs pratiques

qui ont fait leurs preuves ; on nous permettra de citer un dispositif automatique mis au point avec Mlle Bochet, assurant à la fois la respiration artificielle et l'inhalation d'oxygène, et qui est toujours prêt à fonctionner dans notre service hospitalier.

Depuis quelque temps, des tendances s'affirment en faveur de l'utilisation de divers appareils du type Woillez, mais avec des perfectionnements qu'il importe de souligner et que devait récemment étudier une commission présidée par le docteur Jules Renault au ministère de la Santé publique, à la suite de la magnifique souscription publique suscitée par un appel radiophonique. Dans ce sens, les travaux poursuivis en Amérique du Nord par Ph. Drinker et ses collaborateurs méritent d'être retenus. Son appareil dit « Poumon d'acier », — avec ses divers types, — a débordé les limites du monde médical, et il a rendu, dans le traitement des paralysies respiratoires dues à la poliomyélite, des résultats qui ont fait l'objet d'articles nombreux dans le domaine de la littérature scientifique et dans celui de la grande presse. Un tel dispositif englobe le corps entier du sujet ; seule émerge la tête ; un appareil approprié permet de produire une dépression rythmique à l'intérieur de la chambre et d'entretenir des mouvements respiratoires par un procédé qui se rapproche de la physiologie respiratoire normale. Soulignons l'existence de fenêtres permettant d'observer le malade et de passages facilitant l'évacuation des déjections du sujet.

D'un tel dispositif, il nous faut rapprocher l'appareil anglais de E.-T. Both, et divers modèles français récemment mis au point : celui de Charles Rogué-Ber, celui de G. Boulitte, celui de G. Martini et Gaudebert.

A côté de ces « poumons d'acier », remarquables par leur volume et par certains perfectionnements, il semble qu'il y ait place pour des modèles plus simples, moins onéreux, permettant de réaliser le procédé mécanique cherché, tout en facilitant les changements de position du malade, l'évacuation de ses déjections, la pratique des injections sous-cutanées. Aussi, l'auteur de cet article a-t-il proposé, avec Madeleine Bochet, un poumon artificiel portatif, englobant seulement le thorax et l'abdomen, de faible volume et de poids minime. Il peut être aisément transporté auprès du malade et disposé

sur son lit même. Un appareil aspirateur, soit de type courant, soit d'un modèle particulièrement étudié, assurera la dépression nécessaire à l'ampliation du thorax, mais l'aspirateur seul ne peut produire qu'une dépression continue. Afin de réaliser l'alternance de cette dépression il suffit de mettre alternativement l'enceinte en communication avec l'aspirateur, puis avec l'air extérieur qui rétablit la pression atmosphérique. A cet effet, un distributeur à trois voies de larges sections est actionné électriquement par l'intermédiaire d'un engrenage. Les trois voies de cet appareil communiquent alternativement deux à deux avec la chambre respiratoire, avec l'aspirateur et avec l'air extérieur. A chaque position du boisseau correspond un temps d'arrêt du mécanisme, de façon à équilibrer dans l'appareil la valeur des pressions pneumatiques recherchées pour obtenir successivement un effet inspiratoire et expiratoire.

Il est bien évident que l'oxygénothérapie sera associée à la respiration artificielle aussi souvent que possible.

Ainsi, dans l'état actuel de la thérapeutique, on se trouve parfaitement armé pour lutter efficacement contre l'asphyxie. Au sujet qui étouffe, qui est bleu, l'oxygène doit être largement administré. De même qu'il faut donner des liquides aux malades qui réclament à boire, il importe de distribuer l'oxygène à ceux qui ont soif d'air. Et quand la respiration est arrêtée, avant de conclure à la mort du patient, des manœuvres de respiration artificielle, — manœuvres manuelles ou instrumentales, — peuvent être mises en jeu. Médecins et chirurgiens sont des hommes d'action, qui doivent intervenir toujours. Dans la lutte contre la mort, il faut agir jusqu'au bout ; alors que l'issue est très problématique, il faut tenter quand même : la victoire définitive peut couronner nos efforts.

PROFESSEUR LÉON BINET.

SPECTACLES

ATHÉNÉE : THÉATRE LOUIS JOUVET

Ondine, pièce en trois actes de M. Jean Giraudoux d'après le conte de Frédéric de la Motte-Fouqué.

Ondine obtient et aura au théâtre autant de succès que *Blanche-Neige* à l'écran. Je ne dis point cela parce qu'il s'agit de deux contes, de deux féeries, et tous deux d'origine germanique, mais parce que le style, la poésie de Giraudoux, traversés de cocasseries imprévues, d'images rapides et inattendues, de cabrioles d'inspirations, sont ici l'équivalent littéraire de certains dessins animés. *Ondine* est un beau et ravissant spectacle, mis en scène avec maestria par Louis Jouvet, paré de jeux de lumière et de décors d'une invention surprenante, et Mlle Madeleine Ozeray, si blonde et si cristalline, y semble l'apparition naturelle d'Ondine, aquatique élément devenu femme.

Jean Giraudoux, en deux pages charmantes que vous pouvez lire au programme, esquisse l'œuvre et la vie de La Motte-Fouqué, descendant d'un émigré français en Allemagne et officier de cuirassiers prussien. Après avoir écrit de nombreux romans de chevalerie que nul ne lit plus, il publia en 1811 *Ondine*. Ce conte fut traduit en français par la baronne de Montolieu et, tout récemment, par Charles de Polignac. J'en possède une traduction anglaise, illustrée avec génie par Rackham. D'ailleurs cette fluide histoire, d'une allégorie transparente, a été traduite en toutes langues. Ce petit livre est aussi célèbre que les plus grands volumes. Il s'apparente à certains récits d'Andersen et *la Petite Sirène* est une cousine très proche d'*Ondine*. (J'avoue préférer *la Petite Sirène*.) Très intéressantes au point de vue de l'éclo-

sion d'une œuvre d'art sont les lignes suivantes de l'auteur de la pièce actuelle : « En 1909, Charles Andler, qui dirigeait les études de littérature allemande à la Sorbonne, chargea un étudiant, Jean Giraudoux, de lui apporter un commentaire d'*Ondine*. Une excursion à Robinson, puis un siècle et une carrière particulièrement occupés ont retardé jusqu'à cette année ce commentaire qui a pris, grâce à Louis Jouvet et Madeleine Ozeray, la forme d'une pièce et qui est donc dédiée, comme le fut *Siegfried*, à la mémoire de ce maître qui restera la conscience de tous ceux qui ont reçu à leur naissance en Europe, — ils sont nombreux, — l'âme franco-allemande... » Voilà qui éclaire certains aspects des inspirations de M. Giraudoux et qui est bien amusant, et, on le sent, si vrai ! Une graine au hasard jetée, une idée, un projet, un rêve, ici une fée des eaux dorment longuement et paresseusement dans les profondeurs de l'esprit. Une heure vient où, tout naturellement, la fleur éclôt, l'idée a sa forme, le projet devient acte, et la nymphe invisible s'élève à la surface de l'imagination, se révèle et parle.

Le chevalier Hans, auquel sa fiancée Bertha a imposé l'épreuve d'une « errance » en la forêt, sans doute magique, n'y a rien rencontré de merveilleux, ni même âme qui vive. Il s'est bien ennuyé et son armure compliquée est bien pesante. Enfin, il voit une cabane ; il entre chez de pauvres gens qui l'accueillent. Ce vieux ménage a une fille adoptive, *Ondine*, trouvée au bord du lac, et qui les consola de l'enlèvement de leur enfant : nous apprendrons plus tard que cette enfant n'était autre que Bertha. Et cette petite Ondine, toute en cheveux blonds et en peau nacrée, regarde Hans de ses yeux changeants pareils à l'eau du lac et l'ensorcelle. Il oublie Bertha et emmène Ondine. Il va l'épouser et la présenter à la cour du Roi son maître. Le roi des Ondins, qui veille sur Ondine, la conjure en vain de ne pas suivre le chevalier. Les murs de la chaumière deviennent translucides. On voit des formes imprécises, ondoyantes et lumineuses. On entend des voix qui murmurent. « Hans te trompera, t'abandonnera ! » prédit le roi des Ondins. Et, malgré tout, Ondine veut Hans et l'amour terrestre. Mais elle doit consentir à la condition de son départ : si Hans la trompe avant qu'elle-même l'ait trompé ou délaissé, il mourra.

Ondine accepte. Et, avant la fuite vers la vie des humains, elle s'entoure ainsi que le chevalier d'un grand filet bleu, et ils s'endorment, prisonniers des mailles, tels des poissons captifs. Tout ce premier acte est d'une invention savoureuse et brillante. Les malices, les grâces poétiques y frétillent, y chatoient, et la pesanteur, le matérialisme du chevalier y pose déjà le problème de la mésentente future avec l'habitante exilée d'un autre univers.

Le second acte est la réception à la cour du Roi, et comme, dans une féerie, il faut non seulement des délices, mais des maléfices, j'ai senti une certaine lourdeur dans la complication des superpositions scéniques. C'est la préparation d'une fête officielle chez le Roi. Le surintendant des théâtres, le chambellan, les dames, parmi lesquelles Bertha, l'arrogante délaissée, préparent la fête... Il y a un poète, duquel on se moque, un montreur de phoques, et, sous le costume de l'illusionniste, le roi des Ondins, au visage et aux mains bleues, qui suit Ondine et la protège. Le chambellan, profitant des pouvoirs de cet illusionniste, invente de précipiter le temps et de décider les péripéties des amours de Hans, la présentation d'Ondine, les rencontres avec Bertha. Et, pour bien nous affirmer la rapidité mensongère de ce que nous voyons et écoutons au cours de ces scènes, la barbe du chambellan pousse à vue d'œil, puis elle blanchit, et enfin ce chambellan devient si vieux qu'il réclame un entr'acte afin de ne pas finir trop vite. Le procédé, l'excès de l'ingéniosité enlèvent son intérêt profond à ce déroulement rapide de l'aventure Ondine, Hans, Bertha. Nous nous sentons accablés sous la précipitation des sentiments, étourdis par le scintillement du texte.

Dans le décor profond aux colonnades blanches et sombres, très beau, les prestiges se succèdent. Des apparitions fulgurantes galopent cinématographiquement au plafond à l'appel du roi des Ondins ; Neptune, entre deux pâles sirènes, monte des profondeurs du sol, se détachant sur une coquille immense, et c'est fort joli. Ahuris et charmés, nous comprenons qu'Ondine se conduit avec une ingénuité qui n'est pas d'usage ; elle dit leur fait à tous et semble ainsi bien plus parente du Paysan du Danube que du conte de La Motte-Fouqué. Elle insulte Bertha. Le Roi est fort surpris

de cette absence de protocole et d'hypocrisie. La Reine, bonne et compréhensive, en une scène émouvante, interroge Ondine, lui conseille de retourner en son royaume lacustre, car elle n'est pas faite pour les lois terrestres. Mais Ondine refuse. Elle veut rester sur cette terre, pour elle inhospitalière, afin d'aimer Hans. Mais ce dernier est repris par l'atmosphère de la Cour, ses ambitions, ses vanités nobiliaires. Bertha comprend tout cela, elle, tandis qu'Ondine, en ses sincérités de miroir, va lui porter grave préjudice. Cependant il l'aime encore et l'emmène en son vieux château familial. Ondine, qui s'est excusée auprès de Bertha de son explosion de jalousie, obtient d'elle qu'elle vienne habiter avec eux. L'imprudente espère ainsi lasser par l'habitude les sentiments renaissants de Hans pour son ancienne fiancée.

Le troisième acte, dont le décor est si beau, nous montre Hans et Bertha au matin du jour de leur mariage. Car Ondine a disparu... Mais elle reparaît... capturée par un pêcheur habile, et elle sera jugée comme sorcière, ayant pris apparence humaine pour subjuguer un homme. Les juges et le bourreau, vêtus de rouge, sont d'un grand effet de couleur sur les fonds verts et moussus des pierres du donjon. Ondine avait fui, et elle assure avoir trompé Hans... tout cela pour que Hans échappe à la mort, car c'est lui qui a trompé Ondine avec Bertha.

Ces tendres subterfuges d'Ondine, ces vains mensonges ne pourront le soustraire au sort décidé par le pacte, à la sévérité du roi des Ondins. Hans doit mourir et Ondine, après avoir perdu la mémoire, doit retourner vivre au fond des eaux, échappant à la sanction dérisoire des juges rouges. Les serviteurs de la demeure se sont mis à ne parler qu'en vers, ce qui dans la famille de Hans est un signe précurseur de mort. La laveuse de vaisselle, elle aussi appelée, débite un poème... Dès lors, Hans est sûr qu'il va mourir. Il reste donc un moment suprême seul avec Ondine. Ce dernier dialogue amoureux contient de très émouvantes beautés. Alors que dans les scènes précédentes nous sentions ondoyer le sens parodique de l'auteur, une sorte de moquerie du symbolisme et du théâtre de Maeterlinck, tout à coup l'auteur abandonne sa raillerie et ses jeux de reflets contradictoires ; il n'est plus qu'un poète, un poète qui se livre tout

entier à ce duo final entre la mort et l'oubli. Hans est au bord de la mort, Ondine se hâte de se souvenir encore un peu de cet amour qui finit si tristement après avoir prouvé une fois de plus l'impossibilité de compréhension entre l'homme et la femme. Et tout s'achève. Hans expire, chevalier benêt qui cherchait des aventures et n'a pas su, pesant et matériel, trop réel, retenir et goûter le rêve. Ondine a déjà tout oublié : « Quel est ce chevalier ? Comme il est beau ! Il est mort ?... Quel dommage !... Comme je l'aurais aimé !... »

Mlle Ozeray est l'incarnation même d'Ondine. Jouvet est un Hans parfait en sa lourdeur et balourdise. Citons MM. Oudard, Boverio, Romain Bouquet, MMmes Raymone, Hardeyn, etc., etc., car toute l'excellente interprétation est fort nombreuse. Mise en scène admirable. Décors d'une séduction et d'une singularité rares dus, ainsi que les costumes, à M. Pavel Tchelitchev. Parmi ces costumes, certains sont fort réussis, tels ceux de Jouvet, pareil à un personnage d'Albert Durer ; mais ceux des femmes, surtout à l'acte de la fête, sont laids, difformes et semblent caricaturaux. Je soupçonne que cela est « fait exprès » pour se moquer des élégances de certaines fêtes officielles, puisqu'un courant de moquerie traverse sournoisement le beau lac poétique et pailleté d'aveuglante fantaisie du domaine d'Ondine et de Jean Giraudoux.

COMÉDIE-FRANÇAISE

L'Amour médecin. — Le Jeu de l'Amour et du Hasard.

Charmante soirée à la Comédie. *L'Amour médecin* fut joué en une présentation nouvelle imaginée par M. Jean-Louis Vaudoyer et mise en scène par M. Pierre Bertin. Jeux de danses et de lumière, agréables costumes et décors de M. Jean-Louis Perrot nous amusèrent les yeux et l'esprit aux sons de la jolie musique de M. Rosenthal si habilement inspirée de Lulli. La célèbre satire moliéresque perd-elle, à ces ronds-de-jambe, un peu de sa fureur antimédicale ? Cela est à méditer. Mais notre plaisir a été vif et nous avons bien ri de voir, à la fin, les quatre noirs docteurs surgir des toits des petits théâtres de guignol rouges se détachant si

gaiement sur un ciel d'un bleu intense. Cette farce illustre a été bien servie par Pierre Bertin, très drôle en Sganarelle, Alexandre, étonnant portrait de Rigaud en M. Filerin, Mlle Berthe Bovy, délurée Lisette qui gambade avec une désinvolture aussi leste que sa parole ; Mlles Mony Dalmès, Marziano, Fromet et toute une troupe fort gaiement caricaturale.

Le Jeu de l'Amour et du Hasard, mis en scène avec goût par M. Escande dans un aimable décor de Jean-Michel Frank, a été joué avec un bel entrain et beaucoup d'esprit. Mlles Casadesus et Delamare y sont charmantes en Silvia et Lisette. MM. Lafon, Weber, Martinelli, y sont excellents en leurs jolis costumes si gais au plaisir des yeux et M. Bertin en Pasquin jouant Dorante est impayable de drôlerie, de fantaisie, de comique, à la fois judicieux et involontaire, avec son habit rose, son aplomb de mauvais aloi et ses grâces imitatrices de celles du beau monde. Quelle jolie pièce! On ne se lasse pas de la goûter et de l'applaudir.

THÉATRE MARIGNY

Baignoire « B », pièce en deux actes et six tableaux de M. Maurice Diamant-Berger, mise en scène de M. Jean Wall.

Le théâtre Marigny tient un succès. Le public aime ce genre spécial et policier et la pièce est bien faite et le dialogue est vivant.

Maurice Diamant-Berger avait signé, l'an dernier, avec Jean Nohain ce charmant *Cavalier seul* qui réussit brillamment sur la scène du Gymnase. On sait que tous deux, au *Poste parisien*, ils imaginent des procès qui font la joie des amateurs de T. S. F. C'est un de ces procès, une de ces causes mystérieuses que M. Diamant-Berger a, cette fois-ci, mis à la scène, et... il fait cavalier seul puisque Jean Nohain ne signe pas avec lui. Jean Nohain se dédommage en jouant avec beaucoup de tact et d'intelligence le rôle du président d'assises.

Je ne vais pas vous dévoiler les secrets de la baignoire B. Depuis le célèbre *Procès de Mary Dugan*, — auquel celui-ci fait parfois penser, — on est prié de garder le silence sur lesdits secrets criminels et on ménage au public la surprise

de les flairer et de les découvrir. Sachez seulement que dans cette baignoire se trouvaient la jolie Solange Sémiane, son fiancé Daniel Turgin et Marc Dirrer, homme mûr, vieil ami de Solange et de la mère de celle-ci et protecteur paternel de Daniel, avec lequel il ne s'entend pas très bien. C'est Dirrer qui a organisé le mariage et les jeunes gens sont devenus très vite fort épris l'un de l'autre, ce qui semble agacer un peu Dirrer, qui pourtant a voulu cette union. Le mariage doit avoir lieu demain. C'est une idée assez saugrenue de passer au théâtre et, naturellement au théâtre Marigny, sa suprême veillée de fiançailles. Mais enfin, c'est ainsi... Obscurité subite dans la salle, coup de revolver, cris divers, nous croyons participer aux événements et être au centre des péripéties, effet toujours sûr et assez amusant. Nous nous retrouvons devant le tribunal et assistons au défilé des témoins d'une cocasserie bien humaine et « courtelinesque » ; c'est la recherche de la vérité au moyen de gens variés qui ont « chacun leur vérité » et qui sont souvent bien comiques, — surtout Mlle Monthil en concierge, M. Itkine en témoin phraseur. Pourquoi l'accusé Daniel Turgin, après avoir violemment déclaré son innocence, avoue être coupable et assume, en mentant, la responsabilité de ce crime, vous le saurez en allant à Marigny applaudir Betty Daussmond, Jany Holt, Simone Renant, Mady Berry, Jean Davy, — excellent Daniel, — Camille Bert, etc., etc.

FILMS

Les Hauts de Hurle-Vent. — Les Trois jeunes filles ont grandi.

Voilà un grand et beau film. Certes le metteur en scène William Wyler a dû prendre avec l'immortel et terrible roman d'Emily Brontë quelques libertés nécessitées par l'écran. Ainsi que dans la pièce jouée au théâtre Fontaine, il y a deux ans, le drame finit à la mort de Cathy et nous sommes frustrés de l'épilogue si beau, si humain où le mariage des enfants, Linton et Heathcliff, réconcilie enfin ces races ennemies et passionnément attirées l'une vers l'autre. Ce livre, un des plus beaux, des plus émouvants, des plus frénétiques qu'aient inspirés l'irrésistible et fatal amour, est, depuis quelques années, devenu « à la mode » après avoir été

célébré longtemps par ceux seulement qui l'avaient lu avec une admiration brûlante et secrète. Les traductions nouvelles, les ouvrages biographiques publiés sur l'étonnante famille Brontë, ont familiarisé un vaste public avec la personnalité de ce grand poète que fut Emily Brontë, l'auteur du roman *les Hauts de Hurle-Vent.* Ses poèmes, à travers même la traduction, imposent la certitude du plus authentique et mystérieux génie. Et c'est à ce don lyrique uni au sens tragique des destinées, que nous devons cette rafale sublime où sont emportés Heathcliff et Caty Ernshaw.

Tous connaissent aujourd'hui ce livre, un des plus fameux de la littérature anglaise. Nous n'avons donc à esquisser ici que ce que William Wyler en a fait au point de vue cinématographique. Le plus grand compliment qu'on puisse lui adresser est qu'il a su nous faire respirer l'atmosphère sauvage, les grands souffles de haine et de désir qui environnent les héros de l'histoire d'une bourrasque et d'un ouragan sans fin. Les images gardent avec art une parenté réelle avec celles que la lecture avait suscitées en notre esprit. Que demander de plus ? Il a respecté le préambule et, ici aussi, c'est la vieille servante qui fut témoin de tous les drames de la famille qui les raconte et les ressuscite à nos yeux.

Nous revoyons le petit Heathcliff, enfant abandonné, recueilli par M. Ernshaw, le père de Cathy et, après la mort de ce père, la déchéance de l'enfant devenant valet d'écurie pour assouvir la haine et la jalousie du frère de Cathy, ivrogne brutal et devenu le maître. La tendresse violente de Cathy pour Heathcliff, les rendez-vous des deux enfants dans la lande, sous la pluie ou le soleil et toujours dans le vent ont une grâce véhémente et robuste. Ces deux êtres, qui ne peuvent vivre l'un sans l'autre, sont pourtant séparés par la vanité ambitieuse de Cathy. Elle épouse Edgar Linton, voisin riche et bien élevé et Heathcliff, désespéré, disparaît. Il revient après quelques années, devenu riche et n'ayant oublié ni amour ni haine. Il achète à l'ivrogne ruiné *les Hauts de Hurle-Vent*, redevient ainsi le voisin des Linton, poursuit Cathy de sa fidélité furieuse, épouse, pour se venger, la sœur de Linton, Isabelle, qu'il rend misérable et quand Cathy, lasse de craindre, de regretter, de souffrir, meurt, il court vers elle, entre dans sa chambre, la chérit et la maudit

tour à tour. Elle meurt dans ses bras, et la scène, — exactement celle du livre, — est d'une saisissante grandeur. Sur le corps inerte de Cathy, il demande au ciel que son fantôme ne connaisse pas de repos et attende sa mort, à lui, pour qu'ils s'unissent enfin, fût-ce dans l'enfer.

Le rôle de Heathcliff est tenu par Laurence Olivier, dont la physionomie est à la fois séduisante et ténébreuse. Mais le rôle est moins diabolique que ne l'est, en ses puissances irréductibles et contradictoires qui le déchirent et l'enflamment, le personnage du roman. Heathcliff est, dans le film, très byronien, très romantique ; sa rudesse et sa fureur sont édulcorées ; mais, quand même, Olivier joue bien et est de toute beauté dans la scène finale. Merle Obéron, trop jolie, ne nous suscite qu'imparfaitement, — mais nous le pardonnons à sa grâce, — la terrible et tendre Cathy, attirante et dangereuse comme une flamme, toute chaleur et toute brûlure. David Niven est un Edgar parfait en sa pâleur distinguée. Géraldine Fitzgerald, en Isabelle, est excellente. La lande n'est pas assez rude, — les bruyères sont trop en fleur, — les réceptions chez les Linton sont trop élégantes. Mais l'intérieur des *Hauts* est très bien et tout le début dans la tempête, avec la hantise du fantôme, est fort beau. Ce fantôme de l'amour, cette présence invisible et terrible, nous ne cessons de le pressentir et c'est cela la réussite et la valeur authentique de ce film.

En un genre frivole et sucré, « Bibliothèque rose » pour parents et enfants, le film de Henry Coster où joue Deanna Durbin est charmant. Deanna, ici Penny, a deux sœurs, Joan et Kay ; Kay est amoureuse du fiancé de Joan et Deanna-Penny ne peut supporter la douleur de Kay. Comment elle arrive à la rendre heureuse, après lui avoir présenté un Harry qui, s'éprenant de Joan peu fidèle, permet au premier fiancé de l'épouser, elle, Kay... c'est ce que nous expliquent les images et les chansons, — car Deanna a toujours sa voix ravissante, — et nous nous amusons puérilement et franchement. Deanna n'a pas seulement grandi, elle a grossi. Sans beauté véritable, elle plaît par sa candeur roublarde, son cynisme ingénu, sa pureté hardie, son talent, sa physionomie si expressive. Et que Winninger est drôle en père incompétent et pressé !

THÉATRE NATIONAL DU PALAIS DE CHAILLOT

Jeanne et la Vie des autres, épopée mystique de M. René Bruyez.

M. René Bruyez, auteur de *la Puissance des mots* et du *Triomphe du silence*, est doué d'un beau talent scénique. Sa *Jeanne et la Vie des autres* a été jouée avec grand succès à Orléans, l'an dernier, pour les fêtes de Jeanne d'Arc et, pour ces mêmes fêtes, cette année a été représentée trois fois à Paris, au théâtre de Chaillot, par les soins de M. Abram, et dans la mise en scène de Pierre Aldebert. S'inspirant des documents nombreux dont beaucoup sont fort peu connus, relatant l'histoire de la sainte guerrière, M. Bruyez a voulu démontrer l'union des circonstances humaines et des directions surnaturelles qui menèrent la jeune fille sublime à la gloire et au martyre. Cette sublime Jeanne, il a voulu aussi la peindre en ses traits familiers, nous apprendre les histoires de son village qui eurent sur elle leur influence, nous montrer les siens. Et il déroule devant nous les péripéties glorieuses mais observées, révélées par les scènes plus secrètes, plus humbles, par les « à côtés » et « les dessous ». Or, la figure de sainte Jeanne est si lumineusement fixée en toutes les âmes, que, seule, elle attire l'émotion, l'intérêt fasciné du spectateur, et les « autres » et leurs « vies » le laissent en tiédeur et en attente de la haute figure centrale. Malgré ces réserves, la fresque de René Bruyez est fort intéressante et, si l'émotion y est parfois dispersée, elle s'y concentre en certains actes avec une force simple qui commande le respect. Mlle Fanny Robiane est une Jeanne intensément humaine bien que toujours guidée, inspirée par la volonté divine. Elle est entourée par d'excellents artistes.

GÉRARD D'HOUVILLE.

ESSAIS ET NOTICES

APRÈS LES FÊTES DE GRÉGOIRE DE TOURS

Grégoire de Tours, le plus vieil historien de la France, est né, il y a quelque quatorze cents ans, en Auvergne, où du 17 au 20 mai, on vient de fêter dignement son XIVe centenaire. La date de cette louable commémoration n'est qu'approximative. Si Grégoire est né à Clermont un certain 30 novembre, on ne saura jamais au juste si c'est en 539, en 538, ou même en 544. Peu importe ; l'essentiel reste de ne pas oublier son message. Grégoire de Tours est, en effet, un maître qui, à travers les siècles, s'adresse aux consciences françaises d'à présent. Il peut nous éclairer, nous faire comprendre, par le récit de nos origines, de quelles biologies raciales et plus encore de quelles psychologies historiques nous sommes réellement construits, à la différence de certains peuples voisins chez qui têtes et cœurs sont bâtis d'après d'autres principes.

Grégoire ne devait mourir qu'à la fin du VIe siècle, après avoir régenté pendant plus de vingt années l'Église de Tours. Il a eu le loisir de colliger progressivement pour nous, sinon l'histoire universelle de cette planète comme il a pu en avoir le dessein, du moins la chronique tour à tour savoureuse et écœurante de son époque et de son milieu social. Il avait vécu à la cour d'un roi d'Austrasie, et sa famille comptait parmi les plus nobles ; mais il n'avait rien du courtisan et jamais aucun dédain supérieur ne fut jeté par lui sur des choses humaines. Il était né pour commander, inspecter, défendre, raconter ensuite à la manière des procès-verbaux de la gendarmerie ou de la main courante des commissaires. C'était un Auvergnat fort intéressé, on n'ose dire âpre au gain, mettons âpre au gain de l'Église pour qui il était passionné, à qui il avait voué

sa vie saintement. Il en avait épousé tous les intérêts, et il mesure quelque peu ses jugements sur les hommes aux sous, *solidi*, qui sont tombés de leurs mains dans l'escarcelle du quêteur. Il lui arrive de parler du sanctuaire auvergnat de Marsat, près de Riom, dont on va prochainement couronner la Vierge noire. Or il est bien de ce pays, s'il faut croire une piquante anecdote touchant une aventure survenue, dit-on, à Marsat, entre notre époque et celle où vivait Grégoire. Les gens de Riom, malades de la peste, firent vœu d'offrir à la statue miraculeuse un cierge qui irait de leur ville au pieux sanctuaire, ce qui fait bien plusieurs kilomètres. Certes, un cierge de si belle taille ne se trouve point dans le commerce. Mais les Riomois auraient pu additionner un certain nombre de cierges de longueur convenable. Guéris, naturellement, ou plutôt surnaturellement, ils se contentèrent de déposer devant la Vierge de Marsat un grand rouleau de « rat de cave », une mince ficelle trempée dans la cire et dont la longueur reproduit avec exactitude la distance entre le sanctuaire et la cité miraculée. Telle est, du moins, à peu près la légende... Gageons que si Grégoire de Tours avait été pestiféré riomois, il aurait goûté le stratagème. Mais s'il avait été, en ce temps-là, sacristain de l'église de Marsat, quelles invectives n'aurait-il pas prodiguées contre l'impiété et la trahison de ses compatriotes aussi chiches que lui-même. Grégoire a su cependant regarder autour de lui avec de bons yeux et, à part les cas où il se heurte à quelque confrère en épiscopat comme Félix de Nantes pour quelque affaire de métairie, les événements sont ajustés par lui avec un remarquable discernement.

Il ne faut pas chercher chez un tel auteur des renseignements sur Adam et Ève, qu'on y trouverait, hélas ! ni même sur la période impériale de la Gaule romaine ; peut-être même pas sur les origines authentiques du christianisme en ce pays : certaines de ses assertions sur ce dernier point paraissent démenties par d'autres documents. Mais à partir de ce qu'il écrit sur saint Martin de Tours et sur la Gaule chrétienne où Clovis se convertit, il est à son affaire. Successeur à Tours de saint Martin, le convertisseur de la nation, chef incontesté de la ville sainte qui est devenue la capitale des miracles, sorte de patriarche de l'Église en Gaule, Grégoire est à même de connaître au mieux ce qui concerne la politique, la civilisation, la religion, en un siècle où le pouvoir épiscopal, plus fort que celui des comtes, est de taille à balancer le pouvoir des rois. L'*Historia Francorum* n'est point histoire racontée par un valet ou par une dame

de compagnie. En particulier, sur le chapitre de la conversion de Clovis et, somme toute, de la fondation de la France, Grégoire a recueilli la précieuse tradition orale des récits faits à Tours par sainte Clotilde pendant son long veuvage. Quand il parle de son contemporain le roi Chilpéric, c'est de pair à compagnon ; et l'excellent prélat nous fait bénéficier de dialogues échangés par lui avec le monarque sur un pied de curieuse égalité où il a mis beaucoup de pessimisme et de mauvaise humeur. Grégoire de Tours, c'est un peu le vieux grand-père par qui nous connaissons nos histoires de famille. Sans lui, nous autres Français, nous ne serions plus guère que des anonymes venus on ne sait d'où et qui ont perdu leur état civil. C'est dire combien il nous est précieux, combien il est scandaleux que l'on n'y tienne pas davantage. L'auteur de ces lignes, depuis sa première jeunesse, a fait de Grégoire de Tours le meilleur associé de ses repos. Il n'a cessé d'y trouver des richesses insoupçonnées. Il serait heureux de rendre service en faisant partager un peu de son enthousiasme.

*
* *

Tel honorable historien de la littérature chrétienne de langue latine, du point de vue de sa philologie, a le droit de trouver décevant saint Grégoire de Tours. Entre un autre écrivain, d'Auvergne et d'Église comme lui, saint Sidoine Apollinaire, et notre Grégoire, la décadence littéraire est appréciable. Avec un naturel parfait qu'on a pris pour une afféterie indigne, Grégoire s'est plaint lui-même de cette déchéance des lettres à son époque. Il renonce aux raffinements de son prédécesseur Sidoine ou de son collègue Venance Fortunat. Il manie la langue latine pour aller à son but, un peu comme le laboureur empoigne le soc pour tracer le sillon. Cet Arverne, qui parla peut-être encore le langage celtique, et qui, à coup sûr, entendit proférer à ses oreilles les rauques accents des parlers germaniques, n'était pas un adorateur de la grammaire latine. Cependant, il ne faudrait point le prendre pour un barbare. Godefroid Kurth et Dom Henri Leclercq, chacun à leur manière, ont montré qu'il sait pasticher Virgile et que la bibliothèque de ses bons auteurs n'est point négligeable. Sa langue possède une qualité qui dépasse, à mon goût, toutes les autres, et fait passer l'éponge sur bien des défauts : elle est vivante. Grégoire de Tours parle pour dire quelque chose ; Sidoine et Fortunat sont à cent mille lieues de la simplicité : Grégoire réside spirituellement en pleine simplicité, non certes lorsqu'il se croit obligé de

prendre le genre hagiographique pour narrer quelque miracle, mais pour tout ce qui est de son témoignage humain. Son réalisme atteint à des crudités féroces. Cependant, on ne saurait supposer que Grégoire force la note à la manière d'un Zola. En vérité, son grand cœur a été ému, et il s'épanche tout bonnement dans son manuscrit. Tout occupé de ce qui l'intéresse, il en oublie même quelquefois la morale chrétienne et pense que donner aux églises constitue la plus belle œuvre de charité capable de compenser un certain nombre de crimes. Voir l'histoire du roi Clovis à qui il pardonne beaucoup parce qu'il a beaucoup aimé saint Martin, son sépulcre et ses desservants.

Pour estimer Grégoire de Tours comme en une première approximation, on aura avantage à consulter d'abord les *Récits des temps mérovingiens* d'Augustin Thierry, dont les tomes poudreux finissent de se faner sans gloire sur les rayons les moins accessibles de tant de bibliothèques provinciales. Il convient d'honorer en Augustin Thierry un disciple fidèle de Grégoire de Tours, un fidèle qui a rendu au vieux saint auvergnat le genre de culte en esprit et en vérité auquel celui-ci pouvait être le plus sensible. Il s'est borné à suivre de près la chronique vénérable, quitte à y piquer çà et là quelque document savoureux, ou bien, le cas échéant, à l'éclaircir par quelque discret commentaire destiné à faire saisir aux gens d'à présent les événements d'autrefois. Qu'on lise successivement Grégoire de Tours et la paraphrase de l'historien moderne, on constatera qu'on demeure dans la même atmosphère spirituelle, qu'on envisage avec les mêmes préoccupations les mêmes cas humains. Ce sont querelles de Francs envahisseurs et de Gallo-Romains indigènes. Tout ce que l'on peut reprocher à Augustin Thierry, — et Dieu sait avec quelle aigreur on le lui a reproché ! — c'est d'avoir introduit, pour résoudre le problème de nos origines, quelques équations trop simples. C'est ainsi qu'il admet qu'un homme dont le nom est barbare est un barbare, qu'un homme dont le nom est latin est un Gallo-Romain. Le détail même des faits et tout ce qu'on sait par ailleurs ne permet pas de maintenir ces simplifications hardies. On a donc pu se demander si les *Récits des temps mérovingiens* avaient eu raison de voir avant tout, dans le VIe siècle gaulois, la lutte de deux races et de deux civilisations : la romaine et la germanique. On était allé, par réaction contre Augustin Thierry, jusqu'à se demander si une telle lutte entre deux races se trouve authentiquement dans le texte du probant Grégoire de Tours.

Tel n'était point l'avis de Fustel de Coulanges, et cet avis pesait d'un grand poids. Fustel était un historien du plus grand mérite, un des rares historiens de ce pays qui aient réussi, en ce qui concerne nos origines françaises, à secouer l'ingrate torpeur de nos concitoyens. Communément, ces derniers ne se soucient guère plus de leurs ancêtres que ne le font les oiseaux du ciel ou les poissons de l'océan. Or, Fustel de Coulanges admirait et avait réussi à faire admirer l'antiquité païenne au point d'être quelque peu injuste pour les nouveautés du christianisme. Fustel avait négligé d'enseigner que le christianisme couronne l'ascension de la civilisation gréco-romaine vers un monde moral meilleur. Ce brillant historien s'en tenait à la thèse évidemment géniale qu'exposait sa *Cité antique*. Lorsqu'il se mit à étudier la France en tant que royaume, en tant qu'État, il avait le droit et le devoir de rechercher avant tout les filiations des institutions politiques. Il crut y discerner beaucoup plus de survivances romaines que de contaminations germaniques. Il établit avec plus d'exactitude que les germanistes d'autrefois le décompte en vérité modeste du nombre des barbares momentanément nomades qui déferlèrent de Germanie vers le sud à l'époque des grandes invasions. Que, dans la nouveauté d'un point de vue juste qu'il venait de faire désormais prévaloir, Fustel de Coulanges ait apporté quelque exagération, cela va de soi ; et il est certain par exemple que, dans la moitié septentrionale des Gaules, l'invasion lente ou plutôt graduelle des Francs, avant et pendant le règne de Clovis, a constitué un élément de peuplement plus ou moins important. Il est certes difficile de préciser. Les cimetières révèlent de la civilisation franque en dose massive jusque dans le centre de la France, et les textes de Grégoire de Tours parlent de *Francs* dans tous les pays de la Loire. Mais le mot *franc*, comme l'a montré Godefroid Kurth, peut vouloir signifier, en certain cas, « homme libre même d'origine gauloise » et non pas nécessairement « envahisseur germain ». En outre, dans la désorganisation de l'empire romain, en contact avec la vitalité nationale des envahisseurs, les habitants gallo-romains ont pû, dans une mesure qui nous échappe, être germanisés en leurs noms, coutumes, costumes, armements, sépultures.

Quoi qu'il en soit du dosage exact des divers éléments ethniques en telle ou telle région de la Gaule ci-devant romaine, Grégoire de Tours demeure l'historien de ces peuples originels, de leur mélange ou, pour mieux dire, de leur combinaison qui est la France. C'est Grégoire de Tours qui rend compte de la fabrication de cet extraor-

dinaire amalgame humain. Il en donne la recette en termes qui peuvent nous dérouter ou nous tromper ; mais enfin, c'est lui qui livre la formule de la confection de notre patrie. Ce qui, dans ses textes, rend particulièrement pénible notre compréhension, c'est que l'auteur vit à une époque où les mots essentiels qu'il emploie sont en train de changer de sens. Ainsi, quand il parlera de *Francia*, cela pourra signifier tantôt une ancienne patrie des Francs sur la rive droite du Rhin, tantôt une France nouvelle créée par Clovis dans les pays de l'Oise ou de la Seine. De même, l'idée de *Rome* évoque pour lui tantôt le souvenir assez matériel de l'empire disparu en Occident, tantôt le tombeau de saint Pierre et la Rome spirituelle des papes dont il est personnellement, en Gaule, le principal vicaire. Ainsi les mêmes mots désignent tour à tour les réalités mortes du passé ou des espérances vivantes de l'avenir, très différentes de ces réalités du passé dont elles ont emprunté les noms. Il existe dans ces textes troublés beaucoup d'autres causes de méprises. Quand Grégoire écrit *romain*, il faut lire *gaulois* ; quand il parle de *nation*, on ne sait trop s'il s'agit d'un territoire ou d'un peuple. Ce qui est sûr, et ces virements mêmes des vocables en sont le témoignage irrécusable, c'est que la Gaule est en pleine transmutation. Avant, on trouve une immense province romaine et un petit peuple de gangsters envahisseurs ; après, on rencontre une France qui n'est encore que très imparfaitement homogène mais où les nations primitivement distinctes sous leurs lois propres : gauloise, franque, burgonde, wisigothe, auront cessé de faire bande à part.

Une telle synthèse suppose qu'une extraordinaire force d'unification s'est manifestée, comme un « catalyseur » d'une rare puissance. Mais ce n'était pas à un simple narrateur comme Augustin Thierry ou à un historien des institutions politiques comme Fustel de Coulanges de s'interroger sur la présence de ce « catalyseur ». Au reste, nombreux ont été les historiens doués d'un esprit philosophique ou tout simplement d'une psychologie honnête et qui ont mis en évidence ce fait capital. Depuis Gibbon et Ozanam jusqu'à Kurth et à Goyau, ils ont été nombreux à discerner clairement que la France, fille aînée de l'Église, est avant tout fille de l'Église. Lors de la décomposition de l'empire terrestre de Rome, les peuples les plus divers avaient été amenés sur le territoire des Gaules. C'est sous l'impérissable idéal chrétien de Rome qu'ils se sont groupés en notre pays selon une volonté unique, dans la charité du Christ. L'unification ne se réalisa pas en un jour, ni même en un siècle. Les synthèses

culturelles, d'où sortent des civilisations meilleures, ne réussissent pas du premier coup. Avant saint Remi qui baptise Clovis à Reims, on trouve saint Nicaise qui est décapité en allant au-devant des Barbares. Avant les saint Grégoire de Tours qui eurent le dernier mot lors de leurs différends avec les Barbares établis, il y eut les saint Sidoine Apollinaire qui furent contraints de prendre leur parti de beaucoup de procédés vexatoires. Il ne suffisait pas d'avoir dit une fois : « Sicambre, baisse la tête, brûle ce que tu as adoré et adore ce que tu as brûlé. » Le vigoureux et vicieux tempérament germanique, livré à lui-même, retourne d'instinct à ses païennes amours et à ses adorations pour la violence. Sans cesse, il fallait faire rebaisser la tête au Sicambre et y replacer le joug du christianisme qui est de douceur et de suavité.

Puisque le centenaire de Grégoire de Tours y convie, portons ici une plus spéciale attention au rôle de ce chroniqueur qui a été un des ouvriers bâtisseurs de la France. Il lui fallait sans cesse empêcher que la barbarie des rois francs eût le pas sur la dignité morale des évêques, tâche d'autant plus périlleuse que la religion en tant qu'établie sur la terre est sujette à toutes les humaines compromissions. La justice n'y trouvait pas toujours son compte ; et dans l'universelle diminution de la moralité, l'épiscopat, tout en luttant, reculait parfois. On y rencontrait quelques médiocres et quelques maladroits. Tel paraît être le cas de Prétextat, évêque de Rouen, qui avait pris parti pour Mérovée, fils du roi Chilpéric, contre son père dans une affaire assez obscure de mariage illicite. Le roi demanda que l'évêque fût jugé par ses pairs : d'où un concile qui se tint à Paris, l'une des capitales déjà de la Gaule franque. Comme il convenait, l'assemblée se réunit dans la basilique des apôtres Pierre et Paul, réplique de la basilique romaine.

Ce sanctuaire national avait été élevé par la piété de Clovis et de Clotilde sur la colline que nous appelons montagne Sainte-Geneviève, parce que sur ce haut lieu la patronne de Paris a été enterrée à côté des deux fondateurs. Se représente-t-on, à l'emplacement de l'actuelle rue Clovis, l'humble petite église de bois flanquée de sa sacristie. Là, avec le concile, tout l'Esprit-Saint pour la Gaule résidait. Dehors, des hommes vociféraient, qui voulaient tout détruire. C'étaient des Francs, et il semble qu'il faille entendre par ce terme employé par Grégoire de Tours, non pas les libres bourgeois de Paris, mais les leudes germaniques du roi Chilpéric. Les Germains ont toujours été partisans de la force contre le droit. Par bonheur, Chil-

péric redouta les conséquences qu'un coup de force maladroit contre le concile aurait pu produire à travers toute la chrétienté. Il préféra pour l'instant la ruse. Grégoire de Tours avait résisté dans la basilique à la tête du concile. Il n'hésita point à se présenter au roi dans une proche cabane de branchages.

Les deux antagonistes élevèrent la voix : « Je convoquerai le peuple de Tours, dit le monarque, et je lui dirai : Criez contre Grégoire, expliquez qu'il est injuste et ne rend la justice à personne ; et à leurs cris, je répondrai : Moi qui suis le roi, je ne puis obtenir justice de lui ; or vous autres qui êtes plus petits que moi, comment l'obtiendrez-vous ? » Grégoire réplique : « Si je suis injuste, tu n'en sais rien. Celui-là connaît seul ma conscience qui pénètre les secrets des cœurs. Quant au peuple, qu'il crie faussement contre moi quand tu m'attaques, peu importe, car on saura bien que tu en es l'instigateur, et ce n'est pas moi mais plutôt toi qui seras noté par ces vociférations. Enfin, ces paroles sont inutiles. Tu as la loi et les canons. Il te faut les consulter avec soin, et si tu n'observes pas ce qu'ils t'auront ordonné, sache que le jugement de Dieu te menace de près. » Le roi, d'abord *tragediante*, joue alors *comediante* : « J'ai fait préparer pour toi, dit-il à l'évêque, ce bouillon dans lequel il n'est entré que de la volaille et un peu de pois. » Mais Grégoire, en toute sincérité, joue la grande vertu : « Notre nourriture, riposte-t-il, doit être de faire la volonté de Dieu et non de nous plaire à ces sortes de délices, afin que, dans aucun cas, nous ne transgressions jamais ses commandements. Pour toi qui inculpes la justice des autres, promets avant tout d'observer la loi et les canons, et nous croirons aussitôt que tu cherches la justice. » Chilpéric n'était pas si mauvais diable. L'évêque finit par rompre avec lui le pain de la réconciliation. Ensemble, ils burent le vin de l'amitié. Il est vrai que, pendant la nuit, Grégoire fut tiré de son sommeil par des coups féroces frappés à sa porte. C'étaient les envoyés de la reine qui venaient offrir deux cents livres d'argent pour acheter la sentence du juge. Comme Grégoire mit quelque courtoisie à écarter cette proposition grossière, les Germains, qui ne doutaient pas de son assentiment absolu, se retirèrent avec beaucoup de remerciements.

Ainsi, c'est bien une lutte entre deux partis qui compromettait nos origines. Augustin Thierry n'avait point eu complètement tort qui discernait l'âpreté de cette lutte à travers les récits de Grégoire de Tours. Seulement il tranchait trop vite en dénommant les adversaires : d'un côté les Germains, de l'autre les Gallo-Romains. En

vérité, il s'agissait déjà moins des appartenances raciales d'un chacun que de deux psychologies : l'esprit venu de la Germanie païenne et l'esprit venu de la Rome chrétienne. Par ailleurs, on n'était pas encore parvenu à une unification absolue des races. Après les études des généalogies possibles qui ont été faites assez récemment par Forst de Battaglia, on peut conclure que les germanistes du XVIIIe siècle avaient atteint une vérité partielle lorsqu'ils déclaraient que la plus ancienne noblesse française sous nos premières dynasties s'apparentait assez à la race germanique (pour autant que race il y a...).

Après tout, que savons-nous de ces races, qui ont l'air d'être en conflits lorsque les esprits sont en lutte ? Voici assez de temps qu'on remue en France et plus encore en Allemagne, voire en Italie, des théories dites « racistes ». Le débat n'est guère éclairé ; et l'abbé Breuil fait observer avec à propos qu'à l'époque préhistorique déjà on aurait moins trouvé des races à proprement parler que des mélanges ethniques inextricables. Pour faire cesser cette obscurité il ne faut pas se fonder sur les formes de crânes, comme font encore les piètres racistes qui s'agitent autour d'Adolf Hitler. C'est en effet un fait établi que la forme des crânes varie suivant le mode d'existence : rurale ou citadine. On a pu étudier l'évolution continue de la forme des crânes chez le peuple auvergnat qui n'a point subi de trouble ethnique au cours des âges. Plus intéressante, on n'ose dire plus essentielle, paraît être la différenciation des types humains suivant quatre catégories de sangs. Mais là encore les quatre sangs si importants à examiner pour tout ce qui concerne les transfusions sanguines, sont répartis suivant des mélanges dans les différents peuples. Tous ceux-ci sont des sangs mêlés. Nous ne savons pas jusqu'où ce nouveau « racisme » aboutira. En tout cas, il était fort intéressant d'entendre, l'hiver dernier, à la Faculté de Médecine, l'un des hommes les plus curieux de ce temps, le docteur Martial, examiner les certitudes et les conjectures de cette biologie des peuples qui est en voie de formation. Il s'agit d'éviter les métissages dangereux entre proches parents et aussi entre peuples « trop incompatibles d'humeur », au sens le plus physique de ce dernier terme. Les dégénérescences aboutiraient à des folies. Certes, on aurait tort de ne pas améliorer les races d'hommes comme on améliore les races de chiens et de chevaux. Mais le docteur Martial nous a montré que les sangs sont à peu près équivalents dans tous les pays de l'Europe du Nord-Ouest. A ce compte, entre Germains francs et Celtes latinisés

il ne se trouverait pas grande différence. Le sang n'est donc pas seul à diversifier les hommes. Une typification plus précise provient du sol avec ses productions, du climat, et plus encore de la nourriture. En ce sens, il y aurait beaucoup de vrai dans le récent petit livre de Georges Lakhovsky : *la Civilisation et la folie raciste.* La France géographique constituerait ainsi un creuset où les mêmes coteaux modérés, les mêmes journées de ciel transparent apaisé de nuages, les mêmes succulentes gourmandises auraient façonné le type français... Mais qui veut trop prouver ne prouve plus rien. Il n'existe pas un type français ou un type auvergnat, un type anglais ou un type écossais : il existe plutôt plusieurs vagues types analogiques plus ou moins prédominants en chaque contrée.

Au reste, ni Georges Lakhovsky, ni le docteur Martial ne prétendent que le tout de l'homme se ramène à ce conditionnement biologique qui viendrait de l'hérédité corporelle ou du terrain de l'habitat. L'un et l'autre peuvent être des penseurs « systématiques », mais ils n'en sont pas moins des esprits trop éclairés pour ne point reconnaître le caractère transcendant des consciences personnelles. Une nation de civilisés n'est pas assimilable à un troupeau d'animaux, pas même à une famille biologique. C'est avant tout une coopération selon l'esprit. Chacun y a choisi, sinon sa patrie, du moins la fidélité à cette patrie d'origine et l'habitude d'en suivre sans cesse les idées, les intérêts qu'il aime. Voilà pourquoi la France s'est faite au-dessus des races au temps de Grégoire de Tours dans l'unité de la croyance la plus chère à tous les habitants réunis sur notre sol en ce temps-là. Ainsi, d'un point de vue supérieur et plus vrai que les autres, c'est l'idéologie chrétienne qui a façonné et unifié la France. Ses ouvriers ont été les évêques comme Grégoire de Tours. Voilà comment on peut et on doit compléter les très intéressantes *Considérations sur l'Histoire de France* qu'Augustin Thierry faisait figurer en tête de ses *Récits des temps mérovingiens*. Au surplus, ces *Considérations*, dont nous pouvons fêter maintenant le premier centenaire, n'ont rien perdu de leur ancienne actualité, puisque le « gallicanisme » de Montlosier a été rajeuni par Jullian, que le romanisme de Dubos a été éclairé par Fustel et que le germanisme de Boulainvilliers a été repris par Gobineau et par le chœur tumultueux de ses disciples. Tous avaient raison, en un sens : mais il fallait les compléter pour les associer ; « gallicanistes », romanistes, germanistes n'avaient oublié que le catholicisme...

Cette mise au point peut être faite grâce à Grégoire de Tours historien, pour nous providentiel, de ces faits dont le détail fut des plus complexes. S'il n'était pas là, avec ses textes, pour nous révéler cette complexité concrète, nous demeurerions quelque peu embarrassés pour réfuter certaines prétentions des racistes ; du moins nous serions contraints à demeurer au niveau d'un spiritualisme général, d'une philosophie abstraite. Grâce à Grégoire de Tours, nous assistons au miracle de l'esprit, animateur de la France par-dessus les races ou plutôt les métissages divers.

Un païen de la Rome antique avait écrit sur la *Germanie* des pages qui ne nous trompent plus. Combien plus juste nous apparaît le jugement porté sur ces barbares par le Celte Grégoire de Tours, humanisé par l'amour de l'Évangile beaucoup plus que par le classicisme désuet des grammairiens !

Certes, pour fêter son centenaire, nous saluons d'abord en lui le premier en date de nos chroniqueurs, l'historien du premier chapitre de l'histoire de France. Mais ne pourrions-nous pas aller plus loin ? Grégoire de Tours n'est pas seulement un homme qui a raconté nos origines et qui y a personnellement aidé. N'est-il pas comme la première incarnation où se soit réalisé, pour notre ferveur reconnaissante, le miracle de l'esprit français : un Celte dont l'âpreté auvergnate s'embue un peu de douceur tourangelle, le souvenir de Virgile et même celui de l'Empire, l'art nécessaire de dire « non » aux tentatives d'empiétements germaniques, empiétements qui se manifestent partout où le paganisme germanique secoue le joug suave du Christ imposé lors des premières conversions. Ce grand ami de l'Église qu'est Grégoire de Tours, à la manière française n'est pas toujours très clérical. Il ne tait point les torts que tel homme d'Église a pu se donner. Mais c'est que sa religion, n'ayant pas besoin de mensonge, est heureuse d'avoir faim et soif de la justice. Bref, il a réalisé avec brio, avec cœur, un idéal de ce pays ; et il demeure, pour nous, prototype du Français.

MAXIME GORCE.

LES ACADÉMIES DE PROVINCE
AU TRAVAIL

La Fédération des Sociétés normandes, qui est l'une des plus vigoureuses de France, a tenu son congrès annuel à Coutances, en juillet dernier, à la suite du congrès de l'Association normande, tenu à Vimoutiers, quelques jours plus tôt, sous la présidence du savant duc de Broglie, et qui avait été consacré à la célèbre Normande Charlotte Corday, dont le musée fut inauguré à Vimoutiers même.

L'assemblée de Coutances, que présidait M. Tournoüer, l'éminent érudit de la Société de l'Orne, réunissait une nombreuse assistance dans ce pays de Coutances si riche de monuments historiques, comme la célèbre abbaye de Hambye, les restes des puissants châteaux de Gavray, de Chanteloup et celui de Régneville qui, placé entre les trois domaines des princes anglais, des rois de France et des ducs de Bretagne, fut l'une des forteresses normandes les plus disputées au moyen âge.

L'enseignement de l'histoire locale dans les écoles, qui fut exposé par M. Vivier, professeur d'histoire au lycée de Coutances, est particulièrement important parce qu'en montrant aux enfants les lieux mêmes où se sont illustrés leurs aïeux, dans la paix ou la guerre, il leur inculque le respect de ces lieux historiques, l'importance de la conservation des monuments, des œuvres et des cités d'autrefois, et les initie à l'étude de l'histoire de France et de l'histoire générale.

L'enseignement de l'archéologie et de l'histoire locale dans les séminaires, non moins important, et qui avait déjà été étudié l'année précédente à Vire, fut exposé par le chanoine Blouet, supérieur du grand séminaire de Coutances, et par l'abbé Chrétien, du grand séminaire de Bayeux. M. Tournoüer rappela à ce propos que Mgr Bravard,

évêque de Coutances sous le Second Empire, avait alors prescrit, dans deux lettres à son clergé, la conservation des monuments religieux dans les paroisses et l'établissement de leur histoire de 1789 à 1863.

M. Tournoüer rappela aussi qu'une active société s'est fondée dans l'Orne pour l'entretien et la réparation des églises anciennes. Le Conseil général du département a voté une subvention annuelle de 60 000 francs pour contribuer à cette œuvre si utile et dont les charges dépassent souvent les ressources des communes. Les clochers de nos églises forment l'un des traits les plus puissants et les plus caractéristiques du « visage » de la France. Elles ne sont pas seulement les dépôts des grandes heures de la vie de chacun, des heures de la naissance, du mariage et de la mort, elles sont encore l'un des aspects essentiels de notre civilisation française, le trait majeur de la plupart de nos sites villageois, le haut signe de la fraternité chrétienne sur nos champs fertiles.

L'abbé Drieu, secrétaire général de la Société archéologique de la Manche, rappela, dans le même sens, les heureux résultats de la conférence donnée à Saint-Lô, au printemps dernier, par le regretté Fernand Engerand, l'animateur des « Trésors d'art des églises de France ». La Normandie sera certainement la première de nos grandes provinces à terminer ce travail vraiment national, commencé d'ailleurs en plusieurs régions.

Dans cette même Normandie, la « Société des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Bayeux », que préside M. Paul Pételle, va bientôt fêter son centenaire puisqu'elle fut fondée en 1841, sur l'initiative d'Arcisse de Caumont. Elle a publié de nombreux mémoires sur l'histoire et l'archéologie de la région.

Son dernier *Bulletin*, à côté de curieuses légendes locales rapportées par M. Dillaye, contient une belle étude de M. Pételle sur deux collèges bayeusains à Paris au commencement et à la fin du XIVe siècle. Il s'agit en effet du collège de Bayeux, fondé en 1308 par Bonnet ou Bouvet, évêque de cette ville, et qui était créé en réalité pour les étudiants du Maine et de l'Anjou, et du collège de Notre-Dame de Bayeux ou de maître Gervais, fondé par celui-ci, en 1370, en faveur de vingt-quatre boursiers, en majeure partie du diocèse de Bayeux. L'historique de ces deux établissements nous montre ce qu'était la vie de la plupart des collèges au moyen âge. Ils étaient administrés à la fois par un principal, un procureur et un secrétaire représentant les boursiers, lesquels constituaient en quelque sorte le

conseil d'administration ou de surveillance du collège. Ce fut la Révolution qui fit disparaître cette fondation.

Le *Bulletin* de l'Académie de Rouen est en partie consacré au troisième centenaire du *Cid* et de l'illustre Corneille. M. René Herval, qui est poète, présida ces cérémonies avec autorité ; M. Pierre Chirol décrivit avec érudition le quartier et la paroisse Saint-Sauveur au temps de Pierre Corneille ; et le chanoine Letellier nous dit les raisons du succès de la première représentation du *Cid*. Le même *Bulletin* contient encore de belles études de M. René Herval sur les poètes normands et de M. Brisset sur les œuvres de Pétrarque.

Dans les Landes, où l'on a fêté avec éclat le jubilé, les quatre-vingts ans du bon poète Jean Rameau, le *Bulletin* de la « Société de Borda », toujours très active, continue de publier l'histoire de cette région si intéressante et de toute l'Aquitaine. M. Michel Le Grand y donne de nouveaux documents sur les courses landaises qui, dès le XVIe siècle, et peut-être avant, étaient organisées dans la région de Saint-Sever. M. J.-F. d'Estalenx y retrace la lutte d'un de ses ancêtres, Bertrand d'Estalenx, qui, à partir de 1666, au nom du roi, mena une lutte sévère contre un bandit de grande route, Audijos, lequel s'attaquait surtout aux convois du gouvernement. M. R. Milliès-Lacroix continue sa très intéressante petite histoire de Dax ; il évoque notamment le mariage des demoiselles d'Orléans, compliqué, en 1722, d'un projet de mariage de Louis XV, qui avait alors douze ans, avec la petite infante des Asturies, qui n'avait, elle, que trois ans et demi. Enfin, M. G. Cabannes nous conte, d'après les archives des Landes, de Dax et d'Aire, comment Bonaparte, sous le Directoire, en germinal de l'an VI, fut « élu », — sans l'être d'ailleurs, — député des Landes.

Le *Bulletin* de la « Société des Sciences, Lettres et Arts de Bayonne » publie quelques lettres du célèbre historien Camille Jullian, sur l'origine assez obscure de l'évêché de Bayonne. Ces lettres sont adressées à l'éminent chanoine Daranatz, qui connaît si bien l'histoire du pays basque dont il nous donne de nouvelles pages dans le même *Bulletin* sous le titre *Autour de Bayonne du XVe au XVIIIe siècle, d'après les archives notariales bayonnaises*. M. Michel Etcheverry continue sa remarquable *Histoire anecdotique de Bayonne et des pays voisins*, et Mme Guillaumie Reicher écrit l'historique

de la célèbre cathédrale de Bayonne, du XIIe siècle, « un des plus purs vaisseaux gothiques du sud de la Loire ».

Le dernier *Bulletin* de la « Société historique et archéologique de la Charente » résume, à propos de *l'Orientalisme dans l'art roman en Angoumois*, par M. Charles Darras, la longue croisade qui, pendant les XIe et XIIe siècles, poussa nos combattants à la croix blanche, surtout ceux des provinces du midi, contre les Infidèles qui dominaient l'Espagne et que combattaient les soldats des rois d'Aragon, de Castille et de Navarre.

La *Revue du Tarn*, organe des sociétés d'Albi, de Castres et de Lavaur, consacre presque entièrement son dernier numéro à quatre beaux poètes de cette région, Maurice de Guérin, dont on a célébré le centenaire, Maurice Magre, grand prix de poésie, Raymond de la Tailhède et Touny Léris.

L'Académie d'Aix-en-Provence vient de décerner le prix Mignet à M. John Rewald pour son remarquable ouvrage sur *Cézanne*, paru le mois dernier à Paris, tandis que l'Académie française couronnait un petit volume préfacé par M. Paul Bouju, *Fragments et Miettes psychologiques*, dû au secrétaire perpétuel de l'Académie d'Aix, le comte de Mougins-Roquefort. Un des membres les plus distingués de cette Compagnie, M. de Duranti La Calade, a fait une intéressante communication sur deux peintures antérieures au XVIe siècle, conservées au monastère d'Heiligenkreutz en Autriche, monastère dans le jardin duquel fut inhumée Marie Vetséra, la triste victime du drame de Mayerling.

La « Société scientifique du Dauphiné » a fêté en 1938, année de son centenaire, les deux hommes qui ont été les principaux réalisateurs de l'industrie hydro-électrique si florissante en cette région des Alpes, le grand savant Marcel Desprez qui a réalisé la transmission pratique de l'énergie électrique, et le grand industriel Aristide Bergès, « le père de la houille blanche ». Elle a élevé un monument à ces deux hommes en témoignage de reconnaissance. Et c'est justice, comme on dit ailleurs.

C.-M. SAVARIT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LES SOUVERAINS BRITANNIQUES EN AMÉRIQUE

La visite de Leurs Majestés britanniques à leur Dominion du Canada est un événement d'une haute portée dont la signification historique mérite d'être soulignée. La Couronne est, dans l'Empire britannique, le lien symbolique et vivant entre les nations libres qui en sont les membres. Pour la première fois, un roi d'Angleterre traverse officiellement l'Océan pour se rendre au Canada ; son voyage apparaît à la fois comme une manifestation de confiance dans le maintien de la paix et une affirmation éclatante de la libre union des Dominions avec la vieille Angleterre. Ici s'arrête l'autorité du Premier ministre et le pouvoir du Cabinet de Londres ; ici le roi est accueilli par d'autres ministres qui exercent en son nom une autorité contrôlée par d'autres parlements. Le *Dominion of Canada* est lui-même une confédération d'États libres qui s'associent librement entre eux comme ils sont associés librement au *Commonwealth* des nations britanniques. Ainsi s'affirme et triomphe un principe de libre choix, de solidarité consentie qui apporte à l'Europe de hauts enseignements. Jamais l'union des diverses parties de l'Empire n'a été plus solide et plus forte ; jamais elle n'a été plus libre. Entre peuples de même culture professant un même idéal, la libre association est plus durable qu'une impossible contrainte. La Grande Guerre, en amenant sur le sol français les magnifiques soldats de tous les Dominions, a renforcé l'unité et la cohésion morale de l'Empire. Et si l'Angleterre se trouvait encore une fois engagée dans une juste guerre pour l'indépendance des nations et la sécurité de l'Empire, on verrait les Dominions répondre à l'appel de la mère-patrie formulé par le roi.

Le roi George VI et la reine Elisabeth, retardés de deux jours,

dans les parages de Terre-Neuve, par les icebergs et les brouillards, sont arrivés le 17 mai à Québec. Ils y ont été reçus par M. Mackenzie King, Premier ministre du Canada ; mais c'est en langue française qu'étaient poussées les acclamations de la foule et c'est en français que cinq mille enfants chantaient *Dieu protège le Roi*. M. Mackenzie King dit la fierté du Canada d'être le premier Dominion visité par le Roi ; il rappela les origines de Québec et l'arrivée du petit bateau de Champlain en 1608 : « C'est ici que ces aventuriers hissèrent jadis la fleur de lys française et plantèrent la croix de la chrétienté. Ce jour-là fut celui de la naissance du Canada. » Au siège de l'Assemblée législative de la province de Québec, le Premier ministre, M. Duplessis, a dit, en français, au Roi et à la Reine « les sentiments de joie, de respect, de loyalisme et d'affection qu'éprouvent toute la province de Québec et plus particulièrement les Canadiens d'origine française ». « Notre province, ajouta-t-il, est toujours demeurée loyale à la Couronne de Grande-Bretagne. Elle n'a pas moins été fidèle aux traditions qu'elle a héritées de ses ancêtres. Nous ne cesserons jamais de considérer le trône comme le pilier de nos institutions démocratiques et de nos libertés constitutionnelles. » Le roi George VI, répondant lui aussi en langue française, a célébré à juste titre « l'esprit de tolérance dans lequel les deux grandes races vivent côte à côte dans cette province et qui est un exemple pour le monde entier ». Le sénateur Dandurand, que Paris aime à fêter chaque année, rappela que les devises traditionnelles de la monarchie britannique sont françaises : « Dieu et mon droit. » « Le Roi est mort, vive le Roi ! » et il conclut : « Sans hésitation et d'un cœur loyal, tous s'écrient aujourd'hui : Vive le Roi ! » « Ici, répondit George VI, s'ouvre la porte du Canada. C'est ici que la nation canadienne prit naissance et que de grands exploits furent accomplis, souvenirs à jamais glorieux pour la France et la Grande-Bretagne. Ici deux grandes races vivent heureusement côte à côte. »

Il est beau que de telles paroles puissent être véridiquement prononcées quand, en d'autres pays, le principe raciste devient un instrument de contrainte et un prétexte de conquête. La vieille France n'invoque pas le racisme pour revendiquer ses enfants transplantés sur une autre terre où ils ont prospéré ; elle est fière du rôle qu'ils jouent, de la place qu'ils tiennent dans le Nouveau Monde, et de l'éclat qu'ils jettent sur le nom glorieux de Français. Et la nation britannique ne cherche pas à abuser de sa supériorité

numérique pour brimer les Canadiens français dans la pratique de leur autonomie, l'amour de leur langue et l'attachement à leurs libertés. L'Amérique donne un démenti éclatant à certains sophismes de la politique germanique. L'Empire britannique prouve par la pratique son respect pour le droit des peuples. Les injures furibondes de Gœbbels n'y changeront rien.

En quittant le Canada, les souverains britanniques iront visiter le Président des États-Unis. Pour la première fois depuis l'émancipation des colonies révoltées, un roi d'Angleterre mettra le pied sur le sol qui a jadis échappé à sa souveraineté. Le peuple britannique reconnaît que les « insurgents » des colonies américaines appliquaient un principe de liberté démocratique qu'ils avaient appris de leur patrie elle-même. Entre les deux principales branches de la famille anglo-saxonne, la réconciliation est faite depuis longtemps dans l'amour d'un même idéal de liberté et d'indépendance. Cependant, lorsque le roi d'Angleterre ira s'incliner sur la tombe de George Washington, l'humanité civilisée vivra une heure solennelle ; elle entendra une affirmation nouvelle, par la voix des chefs respectés des deux plus grands États démocratiques du monde, de la valeur de certains principes hors desquels la vie ne vaudrait pas la peine d'être vécue. C'est M. Roosevelt qui a pris l'initiative heureuse de cette invitation à laquelle les souverains britanniques répondent aujourd'hui, et il est juste de l'en féliciter. Un mouvement d'opinion qui va grandissant, surtout parmi la jeunesse, acclame comme un magnifique idéal l'union des grandes communautés d'origine et de civilisation britanniques pour la sauvegarde des principes qui leur sont chers de liberté, de démocratie constitutionnelle, de respect des droits et de la dignité des individus, d'indépendance des peuples civilisés et des nations organisées. De cette communauté ne seraient exclus que les groupes humains qui s'en excluraient eux-mêmes en niant la valeur de ses principes et la vertu de son idéal. De là sortira peut-être cet ordre nouveau dont le besoin est prouvé chaque jour par le désordre et l'injustice qui troublent les relations internationales et qui remplacerait la réalisation, mal conçue en 1919, d'une Société des nations libres. De là peut-être aussi pourrait-on espérer voir naître l'organisation d'une paix juste et durable. MM. de Ribbentrop et Ciano affirment, pour fournir un prétexte à leurs méfaits, que le monde est en désagrégation. On ne s'en aperçoit pas en regardant l'Empire britannique.

LA POLITIQUE BRITANNIQUE ET LE TRAITÉ ANGLO-TURC

On ne s'en douterait pas non plus à Londres, où je viens de passer quelques jours à écouter et à regarder. Le peuple britannique et son gouvernement sont fermes et résolus ; ils ne permettront pas à l'Allemagne et à l'Italie de détruire l'indépendance des nations de l'Europe. Avant la destruction de la Tchéco-Slovaquie et l'annexion de l'Albanie, les résolutions du gouvernement étaient en avance sur l'opinion des citoyens ; aujourd'hui c'est M. Chamberlain qui apparaît en retard sur l'opinion de l'homme de la rue. M. Winston Churchill qui, il y a peu de mois, ne représentait qu'une personnalité éclairée, mais presque isolée, devient l'homme le plus écouté du royaume, celui qui avait eu raison avant les autres. Le public sait que les mois qui viennent seront décisifs ; les tranchées qui bouleversent les beaux parcs de Londres lui montrent que le péril serait pour lui comme pour les peuples du continent, que l'Angleterre n'est plus une île et que le temps du splendide isolement est passé ; il envisage le péril avec résolution et sang-froid. Toujours sportif, il encaisserait les coups et les injures ; il est révolté par la déloyauté et le manque de foi. Que le douloureux pèlerinage de M. Chamberlain à Munich et ses concessions à la paix aient été payés, moins de six mois après, par la destruction de la Tchéco-Slovaquie, que l'honnêteté du Premier ministre ait été bafouée par le Fuhrer, ce sont là des méfaits qui atteignent la conscience britannique d'autant plus profondément qu'elle se rend compte qu'elle a été dupée et que ses prédilections pour l'Allemagne au temps des Lloyd George et des Mac Donald furent de lourdes erreurs et, envers la France, des injustices.

Toute politique d'intervention dans les affaires de l'Europe centrale et orientale paraissait naguère une aventure dangereuse que le peuple britannique n'était nullement obligé de courir ; aujourd'hui, la garantie donnée à la Pologne et à la Roumanie ne trouve guère d'opposition ; l'Angleterre comprend qu'elle ne peut plus séparer sa destinée du sort des peuples libres de l'Europe et qu'elle a, devant la civilisation, ses responsabilités. Depuis le mois de mars, le nombre des engagements dans l'armée territoriale a doublé très rapidement, et l'adoption de la conscription, qui paraissait invraisemblable et dont on n'osait même pas prononcer le nom il y a un an, montre quelle transformation profonde s'est opérée dans l'opinion britannique. Le débat aux Communes n'a pas montré une

opposition irréductible ; celle-ci n'a fait que des objections de principe. La loi nouvelle, le gouvernement ne pourrait-il pas s'en servir pour briser certaines résistances ouvrières ou arrêter certaines revendications ? Un peuple qui est astreint au service militaire peut-il encore se croire un peuple libre ? Mais libéraux et travaillistes d'une part, conservateurs d'autre part peuvent différer d'opinion sur les méthodes ; sur l'impossibilité de permettre à l'Allemagne de dominer le monde et d'asservir les petits peuples, ils sont d'accord. Les étudiants d'Oxford, il y a quelques années, avaient fait scandale en déclarant qu'ils ne consentiraient à se battre que dans une guerre qui ferait respecter les pactes internationaux ; deux jours après le dépôt du projet du gouvernement sur la conscription, ils se sont prononcés en faveur de l'acceptation. La jeunesse est ardemment pacifique ; mais avec non moins de résolution, elle est pénétrée de la nécessité, pour sauver l'Empire et les libertés britanniques, de combattre au besoin jusqu'à la victoire et jusqu'à ce que la vieille civilisation européenne soit sauvée d'une nouvelle offensive de la barbarie.

La diplomatie britannique déploie une activité raisonnée. Elle a obtenu un succès très important par la conclusion d'un accord avec la Turquie. Par sa position géographique, la Turquie est sur l'échiquier oriental et méditerranéen une pièce capitale. L'alliance de l'Empire ottoman, en 1914, avec les Puissances centrales a largement contribué à prolonger la guerre ; elle a pesé sur les résolutions de la Bulgarie et facilité la révolution russe. Mais la Turquie, rénovée par Ataturk sur une base nationale et sagement conduite par son successeur Ismet Inönü, se rend compte du péril que la poussée allemande vers l'Est et l'alliance italo-allemande préparent pour elle. « L'espace vital » que l'axe revendique, c'est en Russie et en Turquie qu'il se promet de le trouver. Les événements qui, depuis un an, ont rapproché de la Mer Noire et de la Mer Égée les frontières du Reich allemand, ont été suivis avec une attention inquiète à Ankara. Après le 16 mars, les Détroits furent mis en état de défense. Rhodes et Léros, où les Italiens entassent des troupes et du matériel de guerre, constituent une base offensive qui menace directement Izmir et les provinces les plus riches de l'Anatolie. Les partisans d'une entente avec l'Allemagne faisaient valoir des arguments d'ordre économique : l'Allemagne achète près de la moitié de la production agricole et minière de la Turquie. La mainmise de l'Italie sur l'Albanie, pays balkanique en majorité musulman, ancienne province de l'Empire

ottoman, a produit en Turquie une émotion profonde. La Turquie est engagée dans l'Entente balkanique avec la Roumanie, la Grèce et la Yougoslavie ; elle entretient des relations amicales avec la Bulgarie ; elle est le pivot de l'entente asiatique, dite « pacte de Saad-Abad », avec l'Afghanistan, l'Irak et l'Iran. Enfin ses relations avec la Russie, qui, lors de la guerre de libération, aida puissamment Mustapha Kemal à chasser les Grecs et à assurer l'indépendance de la Turquie et l'intégrité des frontières du « pacte national », sont très amicales. La position diplomatique de la Turquie est donc aussi forte que sa position géographique.

Si le président Ismet Inönü et son nouveau ministre des Affaires étrangères, M. Sardadjoglou, pouvaient encore hésiter sur l'orientation à donner à la politique turque, l'arrivée comme ambassadeur du Reich de M. von Papen et sa superbe maladroite firent bientôt pencher la balance. Cet oiseau de mauvais augure, fossoyeur de l'Autriche, ce lâche qui laissa assassiner, le 30 juin 1934, son secrétaire de confiance, ne disait rien qui vaille aux Turcs ; sa venue révélait des intentions qui rappelaient au gouvernement turc l'époque abhorrée où Abdul-Hamid et les Jeunes-Turcs se laissèrent successivement circonvenir par l'Allemagne de Guillaume II. Déjà quatre-vingts officiers allemands installés à Istambul où ils se donnaient comme touristes, menaient une propagande active en faveur de l'Allemagne et alarmaient la population sur le sort qu'auraient la ville et ses habitants, si Ankara avait l'imprudence de se ranger du côté de l'Angleterre. La police turque s'inquiéta de ces intrigues suspectes. Le passage du général Weygand, à son retour de Téhéran, ses entretiens avec le chef d'État-major de l'armée turque, achevèrent d'éclairer le gouvernement d'Ankara sur les dangers d'une pénétration germanique en Anatolie. Le 6 mai, le journal l'*Akcham* annonçait : « Les négociations anglo-turques ont abouti à un accord complet garantissant mutuellement la paix en Méditerranée orientale. » Le 12, M. Chamberlain indiquait aux Communes l'essentiel de l'accord : « Les gouvernements britannique et turc déclarent que, dans le cas d'un acte d'agression provoquant une guerre dans la région méditerranéenne, ils seront prêts à coopérer effectivement et à se prêter mutuellement toute l'aide et toute l'assistance en leur pouvoir. Les deux gouvernements reconnaissent qu'il est également nécessaire d'assurer l'établissement de la sécurité dans les Balkans et ils se consultent mutuellement afin d'atteindre ce but le plus rapidement possible. » Le président du Conseil d'Ankara a commenté

en ces termes la résolution prise par son gouvernement : « Un ordre méditerranéen ne privant personne d'avantages légitimes, mais ne laissant pas le champ libre à des velléités d'hégémonie, est pour nous une question de sécurité nationale. Le moyen le plus efficace pour réunir le maximum de chances d'éviter une catastrophe de guerre, était de s'associer aux nations qui s'unissent pour la paix, dans une coopération pacifique, mais qui ne reculeraient pas devant la guerre s'il était nécessaire. » Ainsi les violences des Puissances de l'axe groupent en face d'elles le front commun des États résolus à sauver leur indépendance et leur sécurité par un nouvel équilibre européen. Et aussitôt l'Allemagne et l'Italie de crier à l'encerclement !

Avec la Russie soviétique, les négociations que mène la diplomatie britannique se poursuivent. L'opinion publique anglaise, toujours pratique, se rend compte que la garantie promise par l'Angleterre et la France à la Pologne et à la Roumanie est difficile à organiser et que le front oriental que pourraient constituer la Pologne et la Roumanie ne peut avoir pour voisine une Russie hostile. La puissance de l'industrie russe, la richesse du territoire en matières premières de toute nature font de la coopération du gouvernement de Moscou la garantie nécessaire de l'indépendance et de l'intégrité des territoires polonais et roumain. Ainsi raisonne la presse britannique et peut-être s'est-elle trop pressée de le dire. Le gouvernement soviétique a toujours été et est plus que jamais inquiet des ambitions allemandes dans la direction de l'Est ; il craint une attaque soit par les territoires hongrois et roumain, soit par les États baltes, Lettonie et Esthonie. Il demande donc qu'une alliance avec pleine réciprocité soit conclue avec l'Angleterre et la France et que leur garantie s'étende aux pays baltiques. Lord Halifax s'est entretenu le 20 mai à Paris avec M. Daladier et M. G. Bonnet et a fait route, comme ce dernier, jusqu'à Genève où, à l'occasion de la session de la Société des nations, des pourparlers continuent avec M. Maïski, ambassadeur des Soviets à Londres. Le gouvernement britannique est décidé à aboutir ; d'ailleurs, les divergences portent non sur le principe d'une entente mais sur les modalités de réalisation. Si l'Allemagne attaquait la Pologne ou la Roumanie, la Russie se trouverait directement menacée et intéressée au premier chef à venir en aide par les moyens les plus appropriés aux États attaqués. Elle le sait et son attitude sera conforme à la conscience qu'elle a d'un tel péril.

L'ALLIANCE ITALO-ALLEMANDE

Le voyage de M. de Ribbentrop en Italie, où il est arrivé le 6 mai, a eu pour résultat l'annonce de la prochaine conclusion d'une alliance militaire entre les deux Puissances de l'axe. Le Duce en a, par avance, au cours d'un voyage dans le Piémont, commenté les dispositions et expliqué ce qui, à ses yeux, la justifie. Il cherche visiblement à rassurer ses peuples qui sentent qu'on les conduit à la guerre et qui ne manifestent pour l'alliance allemande qu'un enthousiasme de commande. Certes, l'axe n'a pas renoncé à augmenter son « espace vital », c'est-à-dire à conquérir ce qui appartient à d'autres ; c'est ce que M. Mussolini appelle établir « une paix de justice ». Sa thèse est « qu'il n'y a pas actuellement en Europe de questions dont l'ampleur et le caractère aigu pourraient justifier une guerre... Il y a des nœuds dans la politique européenne, mais pour défaire ces nœuds, il n'est peut-être pas nécessaire de recourir à l'épée. Il faut toutefois que ces nœuds soient défaits une fois pour toutes. » Ce langage sybillin signifie que si l'Allemagne et l'Italie ne reçoivent pas de la condescendance spontanée de la France, de la Pologne, de l'Angleterre et d'autres encore, ce qu'elles réclament, elles feront la guerre en cherchant à en rejeter la responsabilité sur les moutons qui ne se décident pas à se laisser tondre. Bien entendu, les fascistes scandaient les paroles du chef par les cris de « Nice, Corse, Tunisie », etc. A Coni, le 25, nouveau et laconique discours pour confirmer celui de Turin : les forces de l'axe sont formidables, invincibles ; elles imposeront la paix. Mais qu'est-ce qu'imposer une paix, sinon faire la guerre pour obliger la partie adverse à accepter certaines conditions ? Enfin, le 21, le comte Ciano qui mène toute l'affaire est à Berlin. Le pacte qui lie définitivement l'Italie à l'Allemagne est signé le 22.

Il suffit de le lire pour s'apercevoir que, sous les apparences d'une alliance défensive, c'est une alliance offensive que l'Italie et l'Allemagne viennent de conclure. Le préambule dit : « Fermement liés entre eux par les affinités internes de leur conception du monde et par la solidarité étendue de leurs intérêts, le peuple italien et le peuple allemand ont résolu d'intervenir aussi à l'avenir, côte à côte et avec leurs forces unies, pour assurer leur espace vital et pour maintenir la paix. » Ici, la contradiction saute aux yeux. Si les Puissances de l'axe prétendent élargir aux dépens de leurs

voisins leur « espace vital », ce ne peut être que par la guerre. Alors, pourquoi parler de la paix, si ce n'est pour tromper ces malheureux peuples que l'on fait intervenir comme s'ils pouvaient exprimer une opinion ? « Sur cette voie qui leur a été tracée par l'histoire, continue le texte, l'Allemagne et l'Italie, au milieu d'un monde troublé et en désagrégation, veulent se consacrer à la tâche d'assurer les bases de la culture européenne. » Ne souriez pas ! Il s'agit bien d'imposer au monde la forme de culture du fascisme et du nazisme, avec les camps de concentration pour ceux qui refuseraient d'en admirer les splendeurs. Pour obtenir ce beau résultat, c'est à la guerre qu'il faudra en venir. L'article 3 la prévoit. « Si, à l'encontre des vœux et des espoirs des parties contractantes, il devait arriver que l'une d'elles fût entraînée dans des complications guerrières avec une autre Puissance ou avec d'autres Puissances, l'autre partie contractante interviendra immédiatement comme alliée à ses côtés et la soutiendra avec toutes ses forces militaires sur terre, sur mer et dans l'air. » Les Puissances fascistes organisent la défense d'un système que chaque jour ébranle et qui se trouve acculé à la guerre. Il s'agit de faire croire que ce sont « les démocraties qui poussent à la guerre », qui inventent des pactes « compliqués et douteux dans le dessein d'encercler l'Allemagne et l'Italie ».

Voilà donc l'Italie, c'est M. Ciano qui nous le dit, liée au sort de l'Allemagne. Peut-être verrons-nous, si les incidents du 21 mai dans le territoire de Dantzig s'enveniment, l'Italie fasciste voler au secours de l'Allemagne attaquant cette Pologne à qui, il y a quelques mois, M. Ciano prodiguait les protestations d'amitié. « Le but suprême est de conserver la paix », affirme le gendre du Duce. Il n'éprouverait pas le besoin de le répéter si souvent si ses intentions étaient pures. Les dictateurs, en tout cas, doivent savoir que si leurs soldats pénètrent en armes sur un territoire qui ne leur appartient pas, ils déchaîneront la guerre et ils en seront responsables. La France et l'Angleterre attendent, sans désespérer de la paix mais avec une inébranlable résolution, l'attaque des Puissances qui se qualifient d'invincibles. Comme l'a dit à Rouen l'ambassadeur des États-Unis sur l'emplacement du bûcher de Jeanne d'Arc : « Les plus puissants alliés de la France sont des vérités éternelles. »

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : André Chaumeix.

lors,
reux
imer
oire,
ublé
r les
l'im-
avec
mirer
qu'il
vœux
l'une
une
ntrac-
et la
er et
d'un
à la
s qui
és et

ort de
i dans
er au
il y
. « Le
Duce.
ntions
i leurs
rtient
es. La
mais
qui se
ur des
« Les
lles. »

L

Fél
mil
tou

à M
L'a
pou
et
eug
De

tiq
cev
rév
fai
exp
à l
soi

EST-CE UN MIRACLE ?

DEUXIÈME PARTIE (1)

I

Le soleil blanc, à peine tiède, entrait dans la chambre où Jean-Claude, en pyjama, une couverture sur les genoux, prenait son petit déjeuner. Il laissait parler Félicité, qui se tenait debout, les mains croisées sur son ventre saillant, faisant son œil de poule, son sourire de biais, et tout à fait semblable à une vieille marionnette méchante.

— ... Mademoiselle est à la messe. Elle a laissé la voiture à Monsieur, pour qu'il ne se fatigue pas en allant la chercher. L'ami de Monsieur est parti promener ; moi, je suis restée pour servir monsieur Jean-Claude. C'est mon devoir d'état, et le bon Dieu le sait bien. Monsieur Jean-Claude n'a pas engraissé dans ce Paris. C'est comme moi dans ce Combrière. Depuis que j'y suis, je tombe à rien.

Celle que les Masseret appelaient « l'Infélicité domestique » était trop heureuse de débonder sa bile pour s'apercevoir qu'elle monologuait devant un témoin méprisant. Elle révérait le jeune homme parce qu'il était le seul mâle de la famille et qu'elle en avait peur. D'obscurs griefs, jamais expliqués, s'amassaient en elle. Quand le jeune maître venait à l'Espinouse, Félicité trouvait enfin l'occasion de « soulager son pauvre cœur ». Elle avait un besoin physique de dire

(1) Voyez la *Revue* du 1er juin.

du mal des autres, même des autres qu'elle aimait, même de Mademoiselle qu'elle eût servie gratuitement et jusqu'au bout de ses forces, en cas de ruine ou de maladie. Mais elle ne pouvait supporter que Mademoiselle s'intéressât, s'attachât à des personnes que Félicité prenait aussitôt en haine, — une haine égale à son amour aigri et rancuneux pour Mlle Masseret.

— Vous parlez de gens qui exploitent ma sœur ? Est-ce que le curé... ?

— Ah ! monsieur Jean-Claude, ça ne serait pas le premier curé qui en voudrait à votre argent. Celui-là n'est pas dangereux parce qu'il n'est pas très malin ; mais il y en a d'autres, que je ne dis pas, qui tireraient du vin d'un rocher et qui s'accrochent à votre sœur.

Elle pencha sa tête de vieil oiseau sur son épaule pointue, et avec un rire discordant :

— Il y a la danseuse, la sauteuse, la moins que rien, qui demeure à la Chaumerie avec cette pauvre dame en enfance. Ah ! cela fait du tort à Mademoiselle ! Les gens sont si mauvais ! Et bien de l'argent s'en va, de ce côté-là ! C'est des bas, c'est des souliers, c'est une belle pèlerine, et quand Mademoiselle va en ville, c'est des douceurs qu'elle rapporte. Si elle quittait l'Espinouse, ça serait la fin de la bonne vie pour bien du monde. Et même Mme Boissavie... Mais cela ne me regarde pas. C'est une autre histoire.

— Quelle histoire ? Pourquoi Mme Boissavie empêcherait-elle ma sœur de s'en aller du pays ?

— On dit... Que monsieur Jean-Claude me pardonne ! C'est lui qui m'a commandé de parler... Mme Boissavie, elle voudrait, — qu'on dit ! — que monsieur Jean-Claude épouse sa demoiselle... une fille qui n'est pas pour Monsieur, parce qu'elles viennent de bas, les Boissavie, et qu'elles n'ont pas le sou...

— Quelle sottise ! dit Jean-Claude, tandis que l'Infélicité savourait un délicieux sentiment de complicité et jouissait d'avance des désagréments qui s'ensuivraient pour les « flatteurs » de Mademoiselle.

Mais les yeux du maître lui donnèrent froid quand ils la fixèrent, et elle se trouva tout à coup très loin, très bas, rejetée au néant.

La messe était finie depuis une demi-heure lorsque Jean-

Claude arriva au village. Il avait croisé sur la route des gens qui s'en revenaient de l'église ou de l'auberge, et la voiture de Rufaud, où étaient les dames Boissavie. On avait échangé des sourires et des gestes, et Mme Boissavie, sortant de la portière sa tête surmontée d'un chapeau violet, avait crié : « A tout à l'heure ! » Jean-Claude en frémit. Antoinette aurait-elle eu la désolante idée de convier les Boissavie à déjeuner ? Il décida qu'il ne se laisserait pas crocher par la mère qui voyait en lui un futur gendre. La fille ?... Elle ne s'était pas agitée en le voyant. Elle s'était plutôt rencoignée dans le fond de la voiture. Il avait eu la rapide impression qu'elle était mal habillée, et que sa fraîcheur provinciale aurait eu besoin de poudre de riz. Pourtant, il lui avait appris à se coiffer, à se farder, à ne pas rire sottement, à jouer Mozart et Debussy un peu moins mal que sa maîtresse de piano, une vieille fille de Meyssac. Il lui avait appris bien d'autres choses, dont le souvenir le faisait sourire, d'un drôle de sourire aigu... Mais cette éducation de sa petite camarade, qui était encore une fillette quand il n'était pas encore un jeune homme, lui semblait maintenant fastidieuse. Il était temps de passer la main.

Au carrefour de l'Ormeau, il aperçut Goldenberg.

— Masseret, votre sœur nous attend au presbytère. J'ai déjà visité l'église. J'ai vu le rétable, la *Pietà*, le gisant, et cette extraordinaire statue qui est sur les fonts baptismaux.

— Quelle statue ? Vous me parlez du vieux saint Jean tout pourri ?...

— Ach !... Il n'est pas vieux ! Il n'est pas pourri.

— Alors, il est nouveau. Grotesque, probablement.

Goldenberg le happa par le bras et le tira vers l'église en s'exclamant, moitié en français, moitié en allemand.

La nef romane baignait dans l'atmosphère grise des édifices dont la pierre est nue, demi-clarté plutôt que pénombre, avec les ors chatoyants du rétable, le bleu passé de la voûte au-dessus du chœur, et cette présence attardée que laisse un office à peine achevé, quand les cierges fument encore. Sur l'autel, des dahlias rouges, à l'odeur terreuse, se fanaient comme un feu noircissant.

Goldenberg tomba en arrêt devant les fonts baptismaux que surmontait une étrange figure.

C'était le Précurseur, reconnaissable à sa main levée, à sa maigreur de grand insecte, à son vêtement de poil ; c'était la Voix clamant dans le désert, le mangeur de sauterelles, un être à peine humain, presque nu, bizarre anatomie tout en os, côtes saillantes, rotules saillantes, pieds énormes, tête démesurée, chevelure toute droite, hérissée au vent de l'Esprit. Les yeux exorbités, la bouche ouverte, c'étaient les yeux et la bouche d'un fou. Une clameur inouïe, que l'on croyait entendre, sortait de cette bouche noire.

— Il crie ! dit Goldenberg. Ach ! comme il crie ! Et il marche ! Quel mouvement ! C'est le prophète juif sculpté par un nègre du Congo ! C'est enfantin, mal fichu, sauvage et magnifique. D'où cela vient-il ? Ce n'est pas ancien. Si c'est à vendre, j'achète. Nous achetons. Quelle allure !

Jean-Claude approuva :

— Oui, nous achetons. Il faut d'abord savoir d'où vient cette figure que je vois pour la première fois. Allons au presbytère ; vous ferez parler le curé. Je sais que le bonhomme s'amuse à tailler des marionnettes religieuses dans les bûches, et qu'il est sans talent comme sans esprit. Je m'étonne donc qu'il ait accepté ce Saint Jean dont le caractère offense le mauvais goût particulier aux ecclésiastiques.

— Mademoiselle votre sœur m'a présenté à lui. Un bien brave homme, mais si sa sculpture lui ressemble, elle doit être fâcheuse.

Ils trouvèrent le curé et M[lle] Masseret dans le jardin. Goldenberg, qui trépidait de curiosité, montra sa prudence professionnelle en ne se pressant pas de parler du Saint Jean. M. Privat, rempli de respect pour la science de cet étranger qu'on lui avait présenté comme « un célèbre archéologue et amateur d'antiquités », le conduisit au bout du potager où, sous des sapins plus vieux encore et plus sombres que ceux du cimetière, il avait disposé quelques débris de l'abbaye.

Goldenberg examina les chapiteaux brisés et la Vierge informe dressée sur un socle de lierre.

— Cela ne vaut pas cher, dit-il avec un aimable sourire de ses lèvres grasses. Vous en avez tiré bon parti. La sculpture vous intéresse ? Vous êtes du métier. On me l'a dit.

Le petit prêtre passa sa main brunie de callosités sur son menton mal rasé :

— Du métier ? Pas exactement, monsieur. Je fais ce que font tous les anciens bergers : je gratte le bois, je m'y amuse... Ce n'est pas la peine d'en parler.

— Ach ! vous êtes un cachottier. Trop modeste ou trop orgueilleux. Avouez, avouez !

Et comme un juge qui arrache, par un coup direct, l'aveu d'un crime au coupable présumé :

— C'est de vous, le Saint Jean-Baptiste ?

— N'en parlons pas !... N'en parlons pas ! dit l'abbé précipitamment. Je le retirerai. L'autre était tout brisé. J'ai mis celui-ci pour que le grand saint ne fût pas absent de son église. Il est notre patron, monsieur, et séculairement vénéré. L'ancien est réparable, je vous assure. Il est dans mon atelier. Je lui ai refait des bras.

— Si je voyais vos essais, dit Goldenberg avec un bon sourire indulgent, je vous donnerais volontiers quelques directions. Je ne pratique pas seulement l'archéologie. J'ai touché le pinceau et le ciseau...

— Vous êtes trop bon, monsieur. Je ne mérite pas... Non ! Je serais gêné... confus... Je retirerai le Saint Jean. Dans huit jours. L'ancien sera prêt.

— Vous avez raison, dit Mlle Masseret. Chacun son état. Il ne faut pas qu'un bon curé comme vous se pose en artiste. On dirait que la vanité vous a mordu et que vous négligez vos ouailles. Ce serait pure calomnie, mais M. Goldenberg ne sait pas combien le monde est exigeant et dur, dès qu'il s'agit d'un prêtre...

Elle développa ce thème en remontant à l'Espinouse, et Goldenberg l'approuva :

— Vous connaissez mieux que moi les nécessités de la vie cléricale. L'excellent curé de Combrière sera prudent, peut-être, et sage, en retirant cette statue des fonts baptismaux.

Les Boissavie n'étaient pas du déjeuner, mais Mlle Masseret avait cru faire plaisir à son frère en les invitant à goûter. D'autres visiteurs s'étaient annoncés pour ce dimanche.

— Fuyons, Goldenberg, dit Jean-Claude, fuyons ! Je vous montrerai le pays et un curieux homme qui possède une bibliothèque assez riche et un portrait de Balzac. Nous reviendrons juste à temps pour ne pas fâcher ma sœur et ses hôtes. Fuyons !

Dans l'auto, à peine hors de la cour, Goldenberg en revint au Saint Jean.

— Si c'est réellement l'ouvrage de ce petit curé, il faut y prendre garde, Masseret. D'autres que nous s'aviseraient peut-être que dans ce village il y a un artiste extraordinaire. Laissez donc Mlle Masseret entretenir ce brave homme dans cette idée qu'il doit garder ses travaux pour lui et ne les exhiber à personne. Qu'il enlève le Saint Jean du baptistère. A votre prochain voyage, tâchez de voir son atelier. Si vous dénichez d'autres Saint Jean, ou parents de celui-là, nous achèterons. La galerie n'est pas ouverte. Gagnons quelques mois. Ce prêtre ignore ce qu'il est. Respectons sa modestie. Nous lui offrirons, plus tard, l'occasion de pécher par orgueil.

— Quelle aventure ! dit Jean-Claude. Il fallait donc qu'un Juif vînt d'Allemagne pour que la vie d'un curé corrézien fût changée ! Si vous réussissez, je serai curieux d'observer les réactions de l'abbé Privat.

— Je ne lui veux que du bien. J'aime les artistes. Ils sont les saints de ma religion, à moi, qui ne crois plus en Jéhovah, Dieu de mes pères.

Il dit son admiration pour Mlle Masseret.

— Votre sœur, mon ami, est une force salubre, comme le soleil et le vent. Comment peut-elle demeurer dans cette solitude ? La nature ne l'accable pas. Moi, j'en ai peur. Je suis trop civilisé, trop citadin. La terre des laboureurs, c'est un livre où je ne sais pas lire.

— Ma sœur a la passion de gouverner et de posséder, dit Jean-Claude qui insista sur le caractère dominateur d'Antoinette. Elle se fait aussi des jouets vivants. Le curé en est un. Je vais vous montrer sa dernière trouvaille : le bel oiseau qu'elle a recueilli et qu'elle élève à la becquée pour les colombiers du Seigneur. Une poule de cinéma ! Antoinette vous dirait que c'est une autre Ève Lavallière. La petite en profite. Tous ceux qui entourent ma sœur profitent d'elle.

— Pas le curé ?

— Lui tout le premier. C'est classique : la vieille fille pieuse et son curé !... Voici la Chaumerie, le nid de la colombe.

Un toit de paille paraissait entre de vieux poiriers sans feuilles, protégé contre le vent du nord par une ligne de

sapins. Jean-Claude n'eut qu'à pousser la porte qui n'était pas loquetée. Une odeur de marron grillé et de fumée remplissait la pièce basse, éclairée par une seule fenêtre. La cheminée tenait tout un côté, l'antique cheminée limousine, avec ses bancs latéraux, sa plaque aux armes de France, sa crémaillère et deux lucerneaux pratiqués dans le fond, qui encadraient des morceaux de jardin et donnaient du jour au foyer. Devant ce foyer, une jeune fille à genoux secouait une poêle trouée où rôtissaient des châtaignes. Ses cheveux blonds s'éparpillaient en boucles sur son cou nu et le haut de son chandail de tricot brun. Une dame âgée, en robe noire, coiffée d'un bonnet de dentelle et de velours, était assise dans un fauteuil à oreillettes. Elle leva vers Jean-Claude sa figure d'une blancheur d'hostie.

— Jean-Claude Masseret, avec un ami ? L'aimable visite ! Je ne vous vois pas, messieurs, mes yeux sont morts, mais mes oreilles sont bien vivantes.

— Mon ami Goldenberg connaît l'Autriche que vous aimez tant, dit Jean-Claude.

— Alors, monsieur, vous êtes deux fois le bienvenu, dit Mme de Létrange qui dans sa Chaumerie avait la même aisance que dans son salon de Vienne. J'ai habité sur le Prater, jusqu'en 1914, et je n'ai pu me faire un cœur ennemi pour une ville où j'ai été très heureuse. Pauvre pays ! Est-il vrai que l'ogre germain veuille le dévorer ?

— Il le dévorera, dès que ses dents seront assez longues. N'en doutez pas.

Ils parlèrent de l'Autriche impériale, où le cérémonial n'excluait pas la bonhomie. Mme de Létrange s'animait, et, dans la nuit de ses yeux éteints, brillait pour elle le monde évanoui, le monde léger, musical, amoureux, qui était allé, sur un air de valse, aux abîmes de la défaite et de la misère.

— Je plains les jeunes, dit-elle, mais je ne me plains pas. J'ai eu la plus douce jeunesse, et maintenant ma chance continue. Que ne dois-je pas à l'amitié ! Cette maison, c'est l'amitié qui me l'a donnée. Cette charmante Fancy, mon ange gardien, c'est l'amitié qui l'a conduite vers moi. En vérité, Jean-Claude, je suis la plus favorisée des vieilles dames sans argent et sans famille. Voulez-vous des châtaignes rôties, messieurs ? Fancy vous en offrira.

La petite Anglaise versa les châtaignes de la poêle dans une assiette et les deux hommes en prirent chacun une en se brûlant les doigts.

— C'est délicieux, dit Goldenberg. J'y reviendrai.

Il mentait, héroïquement, car il n'aimait pas ces choses noires, chaudes comme braise, mais il avait eu, en voyant Fancy, ce même sursaut que lui donnait la découverte d'un tableau de maître dans une boutique de brocanteur ; et le plaisir avait passé de l'esprit aux sens, de l'artiste à l'homme. Il ne pouvait plus détacher ses yeux de Fancy. « Sa voix, se disait-il, entendre sa voix ! Elle ne parlera donc pas ? Qui la gêne ? » Elle posa l'assiette sur la table et se remit à genoux contre le fauteuil de Mme de Létrange. La vieille petite main chercha son front et caressa ses cheveux comme le pelage d'une chatte familière. Quand les deux visiteurs partirent, Fancy inclina la tête pour répondre à leur salut et ses cheveux de soie dorée voilèrent sa joue.

— Eh bien ! dit Jean-Claude, vous avez vu l'« ange », un ange sournois ? Devant les hommes, bouche close. Et ce calcul lui réussit. Elle ne risque pas de cracher des crapauds. Ma sœur en est férue.

Goldenberg ne l'écoutait pas. Il répéta deux fois :

— Quelle beauté !... Quelle beauté !

Jean-Claude fit son sourire vieillot :

— Vous êtes pris !... Et du premier coup !... Elle est jolie, bête comme sont les femmes, et vicieuse, avec cet air innocent... Si elle vous plaît, ne vous retenez pas.

— Allons ! allons !... je ne suis pas un gamin. Ne croyez pas...

— Je vous avertis, par amitié, que la voie est libre. Si vous trouviez un engagement à la petite, elle enverrait la poêle à marrons au nez de la douairière, et vous rendriez service à ma pauvre sœur qui est rongée par trop de parasites...

— Mlle Masseret ne me le pardonnerait pas.

— Ça, oui, mais qu'est-ce que ça fait ?

Ils étaient sur le plateau dont une échancrure enferme l'Espinouse. Les châtaigniers, plus courts, plus torturés du vent, cédaient le terrain aux bouleaux. Dépouillés de leurs

feuilles d'or, les arbres d'argent clair entouraient des étangs d'argent sombre. Un château à quatre tours était isolé dans la bruyère. Les murs de son parc tombaient en ruine. Une allée de frênes conduisait à sa grille.

Au bruit du moteur, un vieux domestique sortit sur le perron. Il reconnut Jean-Claude et dit que *moussur* n'y était pour personne, mais que *moussur* y serait peut-être pour M. Masseret. Il laissa les visiteurs dans un salon, rempli de meubles de tous les styles, avec des tapisseries sur les panneaux et quantité de statues d'église en bois doré. On entendit le clac-clac des gros souliers dans l'escalier de pierre, puis les éclats d'une voix furieuse qui s'apaisa.

Moussur voulait bien voir le frère de sa bonne amie Masseret. Il l'attendait dans la bibliothèque. C'était une pièce aussi vaste que le salon, tapissée uniquement de livres, et voûtée comme une chapelle. Des tapis d'Orient couvraient les dalles. Un lutrin au grand aigle de cuivre doré servait de pupitre à un homme qui écrivait, debout, avec une plume d'oie crissante. Il portait un froc blanc à cordelière et une calotte rouge. Quand il s'avança vers les visiteurs, Goldenberg, qui avait dans sa mémoire tous les types humains fixés par les artistes célèbres, dit à Jean-Claude :

— Quel beau Du Moustier !

M. Géraud des Mazières ôta sa calotte et montra un crâne où les cheveux gris, naguère blonds, étaient trop rares pour former une brosse. Il arborait une moustache et une barbiche décolorées. Son long nez, sa bouche mince, deux yeux noirs, toujours rieurs quand ils n'étaient pas irrités, lui faisaient une figure spirituelle et démodée. En entendant les noms et qualités de Goldenberg, il se renfrogna.

— Je crains d'être indiscret, dit Goldenberg. Allemand et Juif, ce n'est pas forcément une recommandation.

M. Géraud des Mazières esquissa une faible dénégation.

— Mais, reprit l'intrus, j'ai au moins un titre à votre bienveillance. Je suis balzacien.

— Mon ami a traduit en allemand *le Chef-d'œuvre inconnu* et *le Cousin Pons*, dit Jean-Claude. Je me suis porté garant que vous auriez la grande bonté de lui montrer votre portrait de Balzac.

Géraud des Mazières changea de mine et de ton.

— Monsieur, vous êtes mon coreligionnaire en Balzac. Cela suffit. Balzac admirait l'Allemagne. Il comprenait Israël. Le drame de votre peuple, quel œuvre immense il en eût tirée ! Le chancelier Hitler est une de ces créations gigantesques que lui seul pouvait concevoir. Que je ne froisse pas vos sentiments, monsieur ! Je parle au balzacien... J'ai vécu dans le monde de Paris, j'ai voyagé en Europe, j'ai fait la guerre comme capitaine d'infanterie ; j'ai été député à la Chambre et toutes mes expériences m'ont apporté des raisons plus fortes de vénérer Balzac, ce voyant. J'emploie mes années de retraite à écrire un ouvrage sur *Balzac et la politique*, et quand je l'aurai terminé, je mourrai content. Un long ouvrage !... Ma bibliothèque balzacienne est assez complète, et tout à votre disposition.

— C'est Balzac artiste, antiquaire, et même brocanteur qui m'attire, dit Goldenberg. Sa politique ne peut être la mienne. Mais, monsieur, le Cousin Pons, Balthazar Claës, le vieux Faust de la boutique où Raphaël trouve *la Peau de chagrin*!...

La voix lui manquait. M. Géraud des Mazières s'écria :

— Vous êtes digne de voir « le portrait ».

Il détachait ce mot avec un accent de dévot parlant d'une image miraculeuse.

Sur un chevalet, une étoffe verte cachait un tableau. M. Géraud des Mazières enleva l'étoffe. Le tableau était presque entièrement noir. Noyés dans le bitume, on distinguait un front, deux yeux ardents, un nez court, une grosse bouche et la forme d'un corps trapu.

— Comme c'est bien lui ! dit Géraud des Mazières. Ses yeux de lion ! On m'a offert trente mille francs de ce tableau. Plutôt crever que de m'en séparer, et cependant je ne suis pas riche. Je le trouvai dans le chai d'un vigneron, en Saintonge, et je supposai qu'il avait pu appartenir à Mme Zulma Carraud. Des experts l'attribuent à Delacroix.

— Des experts, vraiment ?

Géraud des Mazières ne sentit pas l'ironie cachée sous un sourire d'aménité. Il recouvrit le tableau de l'étoffe verte. Le domestique avait servi de la bière et des liqueurs. Les liqueurs étaient divines, la bière exécrable.

Jean-Claude voulait emmener M. Géraud des Mazières à l'Espinouse. Il refusa :

— Je respecte et je chéris Mlle Masseret, mais ne me demandez pas de subir Mme Boissavie. Je n'aime pas le violet. Cette dame, véritable exemple de freudisme (qu'est-ce que Balzac eût pensé de Freud ? Voilà un livre à faire !...) cette dame, dis-je, étant bigote, s'habille de violet, parce qu'elle a un regret refoulé de n'être pas évêque. La fille est jolie, assez jolie. Elle épousera Rufaud, c'est certain. J'ai vu qu'il la regardait... L'œil de Hulot !... Bonsoir, messieurs. Monsieur Goldenberg, envoyez-moi votre traduction. Je lis un peu l'allemand.

— Comment trouvez-vous cet original ? demanda Jean-Claude.

— Très amusant. Son tableau ne vaut rien et ce n'est pas Balzac. Je n'ai pas eu la cruauté de le désillusionner. La bibliothèque est superbe. J'ai aperçu des trésors. Si jamais il y a une vente, nous serons les premiers sur place.

Ils arrivèrent tard à l'Espinouse. Mlle Masseret s'en désola. Dans le salon, débarrassé de ses housses, sous le lustre aveuglant, il n'y avait plus que Rufaud, Mme Boissavie, en violet (« Allusion à l'épiscopat ! » aurait dit Géraud des Mazières) et Camille qui avait mis du rouge, la pauvre ! Mlle Masseret fit la liaison entre Goldenberg et le papetier. Ces deux hommes d'affaires devaient s'entendre. Ils s'entendirent. Non sur la peinture : sur les procédés de transformation des papiers usagés en pâte blanchie. Goldenberg était au courant de tout.

Mlle Masseret insista pour qu'il prît du porto. Il s'en défendit. Il avait sur le cœur la bière atroce de la Faurie. Jean-Claude demanda du thé. Camille versa dans une tasse une boisson noirâtre et tiède, mais il n'en but pas une goutte. Il avait trouvé ce prétexte pour s'approcher de la table du goûter et dire quelques mots à la jeune fille. Elle avait mis sa robe la plus élégante, un fourreau de crêpe mordoré, taillé trop étroit et qui bridait sa poitrine et ses hanches fortes. Sa gorge droite, la seule beauté de ce corps un peu massif, visible sous la mince étoffe, était une provocation au désir. Malgré le fard qui offensait ses joues fraîches,

le visage ignorait cette provocation, honnête visage sans malice, sans beaucoup d'esprit et sans bonheur. Les yeux, d'un vert sombre mêlé de brun, comme la lande en hiver, contenaient ce secret qui fait de chaque vierge un sphinx pour l'homme.

Goldenberg considérait les deux jeunes gens, et il remarquait que Jean-Claude parlait, très bas, entre ses dents et que Mlle Boissavie, passionnément attentive, ne répondait que par un signe affirmatif, penchant la tête et baissant ses paupières. La mère, feignant d'écouter Mlle Masseret, regardait ce couple de ses yeux d'un vert trouble qui avaient eu autrefois, sans doute, les mêmes teintes vertes et brunes que les yeux charmants de Camille. Sous le turban à violettes, les cheveux de Mme Boissavie formaient deux bandeaux d'un terrible noir artificiel. Sa lèvre était duvetée, presque moustachue. Son nez, un peu fendu au bout, remuait quand elle riait comme celui d'un lapin. Point bête, doucereuse et dure, ce serait une belle-mère redoutable. Rufaud, plongé dans un océan de pâte à papier imaginaire, expliquant les réactions chimiques provoquées par certain procédé qu'il étudiait, regardait aussi Camille, avec ce regard collant qu'avait si bien défini M. Géraud des Mazières : « Le regard de Hulot. »

II

Jean-Claude prit un raccourci à travers les prairies détrempées et par un détour il arriva au Chalet, médiocre bâtisse ornée d'auvents en bois découpé, au bout d'un jardin qui s'ornait du classique sapin cher aux petits bourgeois. La porte s'entr'ouvrit aussitôt. Camille avait guetté le visiteur.

— Maman est à Meyssac, comme je l'espérais. Nous avons deux heures à nous. Ton imperméable ruisselle. Ton chapeau est une véritable cuvette. Pauvre chéri ! Viens vite dans la salle à manger. Il y fait bien chaud.

Une ancienne suspension de cuivre, arrangée en lustre électrique, répandait une lumière dure sur le tapis en macramé de la table, sur le store en macramé de la baie encadrée de velours, sur le bahut Henri II et la desserte, héritage familial

de Mme Boissavie. Le mica de la salamandre rougeoyait. Les jeunes gens s'assirent côte à côte. Camille posa sa tête sur l'épaule de Jean-Claude.

— Je ne m'attendais pas à te voir, hier. Quelle surprise ! Tu étais si pressé, le matin, que tu n'as même pas stoppé. J'ai persuadé maman d'aller de bonne heure à l'Espinouse, mais tu étais parti, avec ce monsieur, ton associé...

— Nous avions affaire à la Faurie.

— Et à la Chaumerie, aussi. Mme de Létrange est venue, un moment. L'Anglaise la conduisait. Elles ont parlé de votre visite. Qu'est-ce que tu leur voulais ? Pourquoi donc aller à la Chaumerie, lorsque moi je vais à l'Espinouse ? Oh ! cela m'a fait de la peine. Je comptais les minutes. Je me disais : Il dînera peut-être à la Faurie. Tout à l'heure, il téléphonera : « Je m'excuse. Je suis retenu... » J'avais envie de pleurer. Dis, Jean-Claude, pourquoi es-tu allé à la Chaumerie ?

— Tu es jalouse ?

— Répondre à une question par une autre question, ce n'est pas répondre.

— Tu es jalouse de Fancy. Sotte ! Fancy me déteste et je la déteste.

— Elle est jolie... plus jolie que moi.

— Elle a séduit Goldenberg. C'est extrêmement comique. Ma sœur s'en apercevra quelque jour, ma sœur qui ne voit pas plus loin que son nez, encore qu'il soit grand.

La jeune fille resserra ses doigts sur le bras du jeune homme. Il comprit ce qu'elle attendait, et il l'embrassa, sans trop prolonger le baiser. Camille se reprit à parler avec la volubilité rêveuse et incohérente des êtres silencieux qui sortent tout à coup de leur mutisme, si malhabiles à s'exprimer qu'ils regrettent toujours ce qu'ils ont dit. Jean-Claude ne l'aidait pas. Il la laissait à sa gaucherie, à sa confusion.

Elle sentit qu'elle monologuait dans le vide :

— Tu ne m'écoutes pas ? Je t'ennuie ?

Cette fois encore, il ne répondit pas directement.

— Je regarde ces meubles, le macramé, les chromos, la suspension, objets si bien assortis aux chapeaux violets de ta mère et à son style de dévote.

Camille rougit :

— Ce n'est pas beau. Je le sais. Tu m'as appris que ces choses sont laides et que ma mère n'est pas bien bonne. Autrefois, je n'en souffrais pas. Maintenant, tout me blesse.

— Moi, cela ne me gêne pas, Camille. Au contraire, dit-il en souriant. De ce chalet, de ce village, de Mme Boissavie, et même de Jules Rufaud, il se dégage une espèce de poésie : le tragique de la médiocrité, qui serait moins parfait si tu n'étais pas là, avec ton gentil petit cœur de pensionnaire, tes curiosités, ta sentimentalité aussi intéressante qu'un document historique, ce fard maladroit sur ces joues fraîches, et ces beaux yeux languissants. Une jeune fille à la mode ancienne, hypocrite et chaste, c'est ravissant. Je hais l'intellectuelle et la sportive. Toi, Camille, tu es celle qui eût été, il y a trente ans, « comme toutes les autres » et qui n'est, aujourd'hui, « comme aucune autre ».

Camille, effarée, pleura.

— Qu'as-tu ? Je n'ai rien dit que de flatteur pour toi. Ne sois pas bête, et surtout ne pleure pas. Les larmes des femmes n'attendrissent pas les hommes, elles les irritent. Prends ton mouchoir. Essuie tes yeux et mouche ton nez.

— Tu es le chat et je suis la souris. Je connais tes coups de patte.

— C'est ma manière d'être câlin. Je châtie ce que j'aime.

Elle jeta ses bras autour de lui, l'étreignit, le baisa sur la bouche, et recommença de pleurer.

— Tu ne m'aimes pas, Jean-Claude, et moi je t'aime. Je t'ai toujours aimé, même quand j'étais petite et que j'avais peur de toi. J'ai encore peur de toi. Si tu m'aimais, je serais confiante, contente, et j'ai le cœur malade. Tu m'écris, je cherche dans tes lettres quelque chose de bon qui n'y est jamais. Tu m'embrasses, tu me tiens sur tes genoux : c'est d'abord une douceur, et puis c'est une angoisse qui me fait désirer de mourir. Tout ce que tu as voulu de moi, je te l'ai donné. Tu m'aurais demandé davantage, je t'aurais donné davantage. Tu m'enlèves ma force. Je ne sais plus où est le bien, où est le mal.

Il répondit durement :

— Ne me reproche pas d'avoir été honnête homme. Tu m'aurais donné... tout ? Il suffit que je le sache pour me tenir satisfait. Tu sais, tu as toujours su ce que je pouvais

être ou ne pas être pour toi. J'ai eu pitié de ta solitude. J'ai aidé l'insecte à fendre sa chrysalide. C'est beaucoup.

— Ce n'est rien, puisque tu ne m'aimes pas.

— Je t'aime beaucoup, mais je n'aime pas l'amour. J'assiste à ce phénomène chez les autres ; je le vois se développer comme une maladie. Moi, je suis immunisé, et toi, tu guériras. Tu feras un mariage sérieux, avec un homme sérieux. C'est la règle. Et je gâcherais ton avenir en abusant de ta passion enfantine ? A quoi bon ?

Elle tordait entre ses doigts son mouchoir mouillé. La clarté de la suspension lui faisait des yeux creux, un nez grossi, et la rendait misérablement pathétique. Jean-Claude vit la lourde femme sans beauté qu'elle serait un jour ; il sentit l'odeur de la chair moite, et cette odeur animale l'écœura.

— Allons ! dit-il en écartant Camille de ses genoux. Soyons sages. Il faut que je m'en aille, parce que je n'ai pas envie que ta sainte mère me trouve ici, et parce que Goldenberg m'attend. Va laver tes yeux, calme-toi, et tâche de ne pas m'exécrer. Je t'aime bien, Camille. Je souhaite que tu sois heureuse. Tu ne le crois pas ? Tu as tort. Quoi qu'il arrive, je serai toujours ton meilleur ami.

Elle était incapable de parler, mais, au seuil du jardin, elle retrouva sa voix pour dire :

— Tu auras froid. Relève ton col.

Il faisait tout à fait nuit. Jean-Claude reprit le sentier de traverse en évitant Combrière, et Camille rentra dans la maison.

III

Dès la fin de novembre, le noir hiver saisit Combrière : gelées, brouillards, pluies fouettées du vent et, par les beaux jours craquant de froid, la neige en traînées d'argent sur la montagne. C'est le temps, après labours et semailles, où la vie se retire vers les maisons. Les bêtes ne sortent plus. Les hommes coupent les bois, creusent les rigoles des prairies, et le soir, à la veillée, réparent les outils et tressent des paniers de jonc.

A l'Espinouse, comme partout, il y avait cette rétraction

hivernale de la vie rustique. Les habitudes de Mlle Masseret n'en étaient pas changées. Elle continuait de descendre au village pour la messe, à la ferme pour conférer avec Gassin et mettre la paix entre les Bretons têtus et les Italiens susceptibles. L'après-midi, elle allait voir les bûcherons, et, rentrant de bonne heure, à cause de la brièveté des jours, elle s'arrêtait à la Chaumerie.

Elle aimait cette maison, où brillaient toujours le feu de fagots et de souches, les yeux rieurs de Fancy, et le mystérieux esprit de joie qui est le même que l'esprit de pauvreté. Mme de Létrange et Fancy ne possédaient rien en propre. Elles étaient, à la lettre, sans un sou, et Mlle Masseret, leur providence, les considérait comme les oiseaux des champs que le Père céleste nourrit, comme les lys des vallées qui ne travaillent ni ne filent. La grosse voix gaie de la visiteuse produisait une effervescence de rires et un grand mouvement. Vite, une chaise pour elle, « sa chaise ! » Vite, du bois au feu, la lampe allumée, la poêle à châtaignes sur la braise, le thé dans le pot de faïence brune dont le bec était cassé et le couvercle fendu. Mlle Masseret avait mille choses à raconter : les événements de la ferme, et ceux qui agitaient le monde, tempêtes dont la Chaumerie ne sentait pas le remous, puisque le facteur n'y apportait jamais ni journaux, ni lettres. Mme de Létrange habitait le passé, Fancy la minute présente. Ni l'une ni l'autre ne se souciaient de l'avenir. Entre ces deux enfants, la vieille et la jeune, Mlle Masseret oubliait ses peines. Elle riait comme elle n'avait pas ri depuis son adolescence. Après, elle était perplexe. « Tout cela durera autant que Mme de Létrange. Elle disparue, que ferai-je de Fancy ? Elle ne sait rien que sourire et rayonner. Je ne veux ni l'attrister ni l'éteindre. Alors ? Le mariage avec un paysan ? Elle n'en voudrait pas, ni lui non plus. Avec un bourgeois ? Il faudrait qu'il fût libre de préjugés et passionnément amoureux. La garder avec moi ? S'y plairait-elle et pour combien de temps ? » L'insouciance de Fancy la gagnait : « Bah ! On verra bien. » Cependant, elle essayait d'instruire la petite Anglaise dans la religion qu'elle ignorait. Tout le bagage moral de Fancy, c'étaient quelques hymnes méthodistes, des lambeaux de la Bible, de puériles superstitions de théâtre, la croyance

aux tarots et au marc de café. En Angleterre, elle avait entendu dire du mal des « papistes idolâtres », mais Mlle Masseret étant papiste et point idolâtre, Fancy se fût convertie, de confiance, rien que pour lui faire plaisir. La grande amie disait que la religion n'est pas une affaire de complaisance, que Dieu veut être choisi, aimé pour lui-même, et qu'il inclinerait vers lui le cœur de son enfant. En attendant la Grâce, Fancy commençait son instruction, qui n'était pas la chose rébarbative qu'elle redoutait, et, sans crainte d'idolâtrie, elle époussetait pieusement la Vierge de la cheminée et le crucifix de l'alcôve. Son état spirituel était celui d'une petite fille n'ayant pas la notion du péché. Ses brèves amours, caprices et jeux d'un enfant à qui rien ne pèse, ne lui avaient laissé aucun résidu de remords. Elle disait sincèrement à Mlle Masseret : « Je ne pouvais pas réussir au théâtre et au ciné, parce que je ne voulais pas aller avec des hommes qui ne me plaisaient pas et qui m'auraient donné de l'argent. Je voulais être libre. » Elle avouait qu'elle avait eu faim et froid, et elle en riait. Mlle Masseret était stupéfaite de la trouver sans ambition, sans cupidité, sans rancunes, sans vanité, sans mensonges, n'aimant que d'aimer, prête à donner tout, si elle avait eu quelque chose à donner, prête aussi à tout quitter si sa grande amie se lassait d'elle, à réunir ses habits dans sa valise éraillée et à s'en aller, silencieusement, comme elle était venue.

A la Chaumerie, Mlle Masseret se détendait le cœur. Au presbytère, elle se débarbouillait l'âme. Deux fois la semaine, elle y descendait, dans sa voiture, ou bien à pied si le temps était beau. Elle apportait des légumes, des œufs, quelquefois un poulet de son élevage, pour améliorer le régime de l'abbé Privat. Il recevait ces présents avec un plaisir si naïf que Mlle Masseret s'attendrissait : « A sa manière, lui aussi, est un enfant. » On parlait de la grande affaire : le règlement de l'héritage indivis. Rien de nouveau ? Rien. Le notaire convoquerait sa cliente dans la seconde quinzaine de décembre. Nouvelles de Paris ? Jean-Claude patientait. Il viendrait à l'Espinouse pour le Jour de l'an. Et le monsieur juif ? Le monsieur juif cherchait de l'argent. Il était parfois rebuté par des personnes qui lui déclaraient au nez : « Il y a bien assez d'émigrés en

France et bien assez de Juifs. » Cela ne le décourageait pas.

En pensant à M. Goldenberg, Antoinette pensait aux sculptures du curé. Sur le conseil de Jean-Claude, elle avait persuadé M. Privat d'ôter le Précurseur des fonts baptismaux. Saint Jean avait rejoint les autres « monstres » dans l'atelier.

— M. Goldenberg a dit qu'en travaillant vous progresseriez. Je le crois, mais n'est-ce pas du temps perdu ? Quel profit en tirez-vous, pour votre corps et pour votre âme ? Et je ne sais pas si Monseigneur approuverait...

L'abbé avait un air si malheureux qu'elle n'achevait pas sa remontrance, et elle soupirait :

— C'est une manie comme le tabac. Vous feriez mieux de lire de bons livres.

Elle arriva un jour de Tulle, rouge et excitée.

— Il y a du nouveau. Le prêteur inconnu, je l'ai trouvé chez le notaire. Nous nous sommes entendus et il m'a ramenée ici dans sa voiture, en riant beaucoup de la bonne plaisanterie... C'est-à-dire qu'il riait, lui. La chose me semblait moins drôle. Si j'avais su qu'il s'agissait de M. Rufaud...

— Je ne comprends pas vos répugnances, dit l'abbé.

Elle n'y tenait plus. Sous promesse de secret, elle raconta la demande en mariage.

— Après cela, comment m'adresser à lui pour un emprunt ?

— Il n'en a pas été fâché. Il est content de vous rendre service.

— Et sans risque. L'Espinouse est un bon gage. Je reconnais que les conditions sont raisonnables. Rufaud ne me garde pas rancune.

— Il eût été bien heureux de vous épouser. J'aurais cru pourtant que Mme Boissavie... Elle désire cette union. L'état spirituel de M. Rufaud l'afflige et elle croit qu'un mariage chrétien le sauverait.

— Mon bon curé, vous bénirez ce mariage. M. Rufaud y songe peut-être. Il m'a dit : « Ces pauvres dames Boissavie ont besoin de vacances. Leur vie est triste dans ce trou de campagne. Je vais les emmener à Paris, pour les fêtes et, quelques jours après, en montagne, aux sports d'hiver. Mon inventaire est terminé, et moi aussi j'ai besoin de vacances. »

— Dieu les conduise, dit l'abbé, et puisse le mariage

aider à la conversion de M. Rufaud. Il est écrit que l'épouse croyante justifiera l'époux incroyant.

Le temps de l'Avent alla vers sa fin. L'abbé Privat sortit de l'armoire les personnages de la Crèche, raccommodés par lui et repeints. Il avait accru de plusieurs têtes le cheptel sacré et il avait donné aux moutons, de pure race limousine, un berger qui ressemblait au défunt oncle Fabressou. Les bergères portaient la *pailhole*. Les Mages, bleus, rouges, verts et dorés, avaient des figures noires et des barbes blanches.

Mlle Masseret décora l'église, — privilège que les Boissavie absentes ne lui disputaient plus, — et Fancy Vernon l'aida. Christmas la rendait à son enfance anglaise, car les plus pauvres gens, dans les *suburbs* londoniens où elle était née, fêtent Christmas. Elle courut les bois pour chercher du houx et grimpa aux pommiers pour cueillir du gui. La Chaumerie devint un conte de Dickens, avec le dialogue du grillon et de la bouilloire, avec la vieille lady aveugle, la vieille demoiselle excentrique et généreuse, et la fille aux yeux innocents, sauvée de la misère et du mal. Ce fut à la Chaumerie que Mlle Masseret voulut faire réveillon. Que la messe de minuit fut belle, cette année-là ! Des gens qui n'allaient jamais à l'église y vinrent, parce qu'il n'y a guère de baptisés qui ne s'émeuvent au son des cloches de Noël. Les gens de l'Espinouse s'entassèrent dans la camionnette. Les ouvriers polonais de l'usine et toute la paysantaille montèrent à pied, portant des falots dont les feux dansaient sur la neige, et le clic-clac de leurs sabots fut la première musique qui réjouit le Nadalet.

De la montagne, deux chabretaïres étaient descendus, et ils se tenaient devant la crèche, immobiles comme des figures en bois peint, fiers de leurs instruments enrubannés. La crèche avait de la vraie paille et de la fausse neige, des rochers en carton et en mousse, et une étoile de papier doré dissimulant une lampe électrique. C'était magnifique à voir. Les Italiens se rappelaient leurs *Presepi* et leurs joueurs de *biva*. Les Bretons songeaient à leurs églises marines, sculptées comme des coquillages. Les Polonais revoyaient de pauvres chapelles, dans les forêts de bouleaux, et les Limousins se souvenaient de tous les Noëls de leur enfance. « Une fois l'an,

se disait Mlle Masseret en regardant ces hommes qui ne parlaient pas la même langue et ne s'aimaient guère, une fois l'an, ils se retrouvent frères, le petit troupeau de Dieu, même s'ils oublient Dieu le reste du temps. » Elle sentait de l'amour pour eux, respirant sans dégoût leur odeur et leur chaleur d'étable, et frappant les touches de l'harmonium, faisant aller ses grands pieds sur les pédales, elle chantait de tout son cœur : « *Reveilha vos, pastorelhas...* » Les chabretaïres y allaient aussi, de tous leurs poumons. Dans les intervalles de ces louanges bruyantes, on entendait le vagissement d'un nourrisson ou la toux d'un vieillard, et la majesté du sacrifice n'en était point offensée. Peu de gens communièrent : quelques paysannes, les Bretons, cinq ou six Italiens, Félicité et Mlle Masseret, la dernière, par humilité, à la sainte Table. Elle pria, cette nuit-là, bien ardemment ; non pour elle, ni pour Jean-Claude. Sa pensée allait au delà de Combrière, vers la chrétienté douloureuse qui voit grandir les forces barbares d'un âge de fer, vers les opprimés et les persécutés, et vers ceux qui n'ont pas entendu la Bonne Nouvelle, ou qui l'ont oubliée, chrétiens de nom, foyers morts : « Seigneur, il y a toujours une petite braise sous la cendre. Puisse le vent qui souffle de Bethléem, à travers les siècles, la renflammer ! »

La camionnette repartit sur le chemin de l'Espinouse, tandis que s'égaillaient au carrefour les porteurs de lanternes, piétinant la neige. A la Chaumerie, Mlle Masseret, Fancy et Félicité descendirent.

La table était prête. Une boule de gui pendait à la grosse solive. Une cosse de châtaignier se consumait, qu'Antoinette raviva. Mme de Létrange présida le réveillon où l'Infélicité domestique elle-même daigna sourire, où le chien et le chat eurent leur part, où le grillon, lui aussi, chanta son menu cantique, rendant grâces à celui qui a créé le feu et le foyer pour le peuple des grillons. Dehors, régnaient un silence de cristal, une blancheur pure sous le sombre ciel étoilé. Les cloches s'étaient rendormies.

Le 31 décembre, Jean-Claude arriva. Le contentement lui donnait bonne mine, malgré sa maigreur. Il fut presque tendre pour Antoinette. Elle pleura de joie, le soir, dans son lit, s'accusant d'avoir été trop dure, et remerciant Dieu qui

lui rendait le cœur de son enfant. Ils passèrent des soirées tête à tête, parlant de leurs parents disparus, de leur maison de Tulle. Ces jours de fin d'année sont des jours de commémoration pour les gens d'âge mûr qui voient leur vie s'allonger derrière eux, comme les ombres au soleil couchant. Jean-Claude n'éprouvait pas ce sentiment mélancolique. Il était jeune. Il ne s'intéressait guère aux choses finies, mais il voulait être gentil pour Antoinette.

La Galerie ?... Elle ouvrirait au printemps, rue de Berri. M. Goldenberg ? Il allait fonder une revue d'art, *Fétiches*. Pourquoi ce titre ? Pour piquer la curiosité des lecteurs. La couverture représenterait un masque du Gabon. Affaire publicitaire. Le nègre, le sauvage étaient à la mode. L'Allemand s'occupait aussi de faire venir en France, père, mère, frères, beaux-frères et cousins. Il prévoyait des troubles antisémitiques, un vaste pogrom qui se préparait sourdement, dans tout le Reich. Déjà, il avait casé en France la moitié de sa tribu. Il caserait le reste.

Géraud des Mazières envoya un lièvre à sa voisine et fut prié de venir le manger le soir des Rois. Mlle Masseret fit cuire ce beau gibier *en chobessar* (qui se dit en français : *à la Royale*). Montagne d'oignons et d'aulx, vieux vin de Bordeaux, vieille eau-de-vie des Charentes, œufs frais, lard gras, tranches de pain, « foie noir et foie blanc » hachés, et le sang de la bête, quel farci, quelle sauce ! La maison entière l'annonce. L'odorat se délecte avant le goût. A ce mets vraiment royal il faut petit feu et longues heures pour qu'il délivre ses aromes et combine ses sucs. Les os mêmes sont dissous. Chair et farci se mangent à la cuillère.

— Balzac eût apprécié ce lièvre, dit Géraud des Mazières. Ce génie universel était une fine gueule, comme je le suis, moi, son humble dévot.

Le châtelain de la Faurie, sans calotte rouge et sans froc blanc, perdait le caractère nécromancien qu'il avait dans sa bibliothèque. Ce n'était plus qu'un monsieur de province, recuit et gringalet, mais sa conversation restait savoureuse à la façon du lièvre, haute en couleur, forte en saveur et elle ne craignait ni les archaïsmes, ni l'imparfait du subjonctif, ni le passé défini.

En prenant le café, il s'informa des voyageurs. Mlle Mas-

seret avait reçu des cartes illustrées de Paris et de Font-Romeu, et un carton de violettes de Toulouse.

— Ce voyage est un conte qui finira comme tous les contes, à une variante près, dit Géraud des Mazières. Il s'épousèrent. Ils ne furent pas très heureux, et ils n'eurent pas beaucoup d'enfants.

— A l'âge de Mme Boissavie, on ne saurait espérer de la progéniture.

— Mais à l'âge de Camille Boissavie...

Antoinette sursauta : — Vous ne prétendez pas que... M. Rufaud... Ce serait monstrueux !

— Pourquoi ? Une fille pauvre, un quinquagénaire salace et fortuné, cela fera un... sot de plus. Hé ! hé ! Si j'osais, mademoiselle, j'enverrais à Camille les *Mémoires de deux jeunes mariées* et à Rufaud *la Physiologie du mariage*. Tout est dans Balzac.

— Faites-le donc, dit Jean-Claude. Ce sera drôle.

Mlle Masseret protesta :

— Quelle manière de plaisanter ! Pauvre Camille ! Vous vous trompez, tous deux. C'est Mme Boissavie qui veut épouser Rufaud.

— Certes, dit Géraud, mais, lui, il ne veut pas épouser Mme Boissavie qui ressemble à une lapine habillée de violet. Il aime les pommes vertes, le vieux gredin.

Le froid s'installa. Mlle Masseret, revenant d'accompagner son frère à Tulle, où ils avaient signé l'acte de partage, prit un rhume qu'elle soigna par la fureur et les tisanes chaudes. Plus de messe matinale. Félicité seule descendait au village. Elle rapporta des nouvelles.

— Monsieur le maire est revenu, pas tout entier.

— Comment, pas tout entier ? Il a eu un accident ? Il a perdu un membre ?

— Rien que sa barbe.

— M. Rufaud a coupé sa barbe ?

— Pour se faire jeune et jovent. On le voit, on dit : « Qui c'est-il ? » Eh bien ! c'est lui qui a l'air d'un autre.

Mlle Masseret rêva sur cette histoire de barbe. Quand son père s'était remarié, il s'était rasé le menton, ne gardant que la moustache.

Le papetier s'informa de sa santé par téléphone, s'excusant de ne pas accourir à l'Espinouse. Il ne pouvait quitter l'usine, d'ici quelques jours, et il était ravi du voyage qu'il avait fait.

L'après-midi, une voiture entra dans la cour. Félicité annonça :

— Mme Boissavie qu'est venue dans la belle auto à M. le maire !

— Chère amie ! s'écria la veuve, hélas ! vous êtes malade. Je l'ai su par notre curé.

Antoinette la considéra, harnachée de son beau manteau et de sa fourrure de loutre. Le noir de ses bandeaux était tout frais. Elle exhalait un parfum d'eau de Cologne. Sa commisération était protectrice et vaguement revancharde. Quel éclat dans ses yeux troubles ! Quelle emphase dans son récit ! Elle décrivit les restaurants des Champs-Élysées, les bals de palace à Font-Romeu. Camille, en pantalon norvégien, a-do-ra-ble, quand elle prenait ses leçons de ski. Huit leçons seulement, hélas ! Mais elle recommencerait l'hiver prochain, et tous les hivers.

— Vous irez tous les ans à Font-Romeu ?

— Pas moi. Camille.

— Seule ?

Le nez bifide remua. On allait tout savoir.

— Avec son mari, ma chère, avec son mari. Dieu, dans sa bonté, a permis que le charme et les vertus de mon enfant touchassent le cœur d'un honnête homme pour (un jour, peut-être, qui sait, il faut l'espérer, on a des motifs sérieux de le croire) le ramener à la foi... Oui, ma bien chère amie, j'ai l'extrême bonheur de vous annoncer les fiançailles de ma fille avec M. Jules Rufaud.

Suivit un torrent de paroles. Le mariage aurait lieu avant le carême. Les mariés ne feraient pas de voyage de noces. Ils iraient à Toulouse, Marseille et Nice, par la route. Une semaine de Côte d'Azur, c'était peu, mais M. Rufaud avait ses affaires à mener, et il voulait gagner beaucoup d'argent, en dépit de la crise. La villa serait remise à neuf, au goût de Camille. Oh ! la chère petite serait bien choyée, bien heureuse, beaucoup plus qu'avec un de ces jeunes gens d'aujourd'hui, brutaux et secs. Elle aurait un papa gâteau dans son mari.

Antoinette n'en pouvait plus. Elle demanda :

— Elle l'aime ?

Mme Boissavie fit un sourire suave :

— Il est si bon !

Après qu'elle fut repartie, dans l'auto de son futur gendre, Mlle Masseret ouvrit la fenêtre. Tant pis pour le rhume ! Elle avait soif d'air pur. Et cette odeur d'eau de Cologne ! « Ah ! pouah !... Ah ! pouah !... » Et se rappelant les demi-confidences du papetier sur « certains entraînements », se représentant la chevrette Camille livrée au bouc Rufaud, concupiscent et rasé, elle répétait : « Ah ! pouah !... Ah ! pouah !... » et elle agitait son mouchoir pour chasser le relent de la visiteuse.

Par un déluge où les averses tourbillonnaient au fouet du vent, s'accomplirent les noces de M. Rufaud et de Mlle Boissavie. Entre les voitures et le porche de l'église, le cortège humilié défila sous des parapluies. Ce fut pourtant un très beau mariage, honoré par la présence du préfet, d'un député et de deux sénateurs, anciens ministres. Un dominicain, vaguement apparenté à Mme Boissavie, donna la bénédiction nuptiale et prononça l'exhortation aux époux. Il y eut un repas pour les ouvriers, dans un atelier de l'usine, et un bal où dansèrent les gens de Combrière. L'heureux marié, que ses vieux amis n'avaient pas reconnu tout d'abord dans cet homme glabre, exprimait sa joie en broyant les mains de ses invités. La mariée commençait un rhume. Dans la soirée, ils partirent pour Toulouse, première étape de leur voyage. Camille y demeura deux jours couchée, souffrant d'une fièvre grippale, et Jules Rufaud, déçu et désolé, la soigna « comme une mère », selon le dire de Mme Boissavie qui en fit la confidence à Mlle Masseret.

Dès leur retour, M. et Mme Rufaud commencèrent leurs visites de noces. En les voyant, mari et femme, dans un salon, Mlle Masseret sentit un peu de gêne, comme devant un spectacle anormal. Elle remarqua le vieillissement de Rufaud que le bonheur aurait dû rajeunir, les poches sous ses yeux, sa parole plus lente. Il paraissait bien ses cinquante-trois ans, et davantage ! Camille, harnachée de velours et de fourrure, n'était ni plus jolie ni plus laide, ni plus triste ni plus gaie qu'à son ordinaire.

La Galerie Goldenberg-Masseret s'ouvrit le 15 avril. Antoinette reçut les journaux qui rendaient compte de l'inauguration. Ignorant les mystères de la publicité payée, elle prit à la lettre les éloges des courriéristes, et s'imagina que le succès de l'affaire était acquis. Son orgueil fraternel délira quand un hebdomadaire illustré donna un reportage où Jean-Claude racontait son enfance et sa première jeunesse, où il était question d'elle, la sœur aînée, où l'on voyait M. Masseret et M. Goldenberg faisant les honneurs de la Galerie au ministre de l'Éducation nationale et au directeur des Beaux-Arts. Dans sa joie, Mlle Masseret descendit au village pour montrer le magazine au curé Privat.

L'article était marqué au crayon bleu. L'abbé le parcourut.

— C'est merveilleux, mademoiselle. Un ministre !

En province, les ministres ont encore du prestige. Le brave curé ne connaissait pas mieux que Mlle Masseret la valeur de témoignages qui n'étaient pas gratuits et l'importance de la sollicitude officielle qui n'engage à rien.

— Je me procurerai ce journal et je le conserverai, dit-il en rendant l'illustré à Antoinette.

— C'est moi qui vous l'enverrai. Il y aura un numéro pour Géraud des Mazières, un pour Mme Boissavie, un pour Camille. Je découperai l'image et la ferai encadrer. Voyez comme Jean-Claude est ressemblant ! Il sourit. Il est heureux. Le ministre lui parle. Et M. Goldenberg, quelle bonne figure ! Ah ! c'est un beau jour pour nous. Je regrette seulement qu'on ne m'ait pas invitée à cette inauguration. J'aurais fait le voyage.

Elle remonta la colline, entre les châtaigniers qui n'avaient pas encore leurs feuilles nouvelles. Le talus rocheux, strié de filets d'eau, se hérissait d'ajoncs et de genêts, et quand on passait près de ces bouquets d'or, on entendait le bruissement des abeilles. Les prairies, d'un vert si frais qu'il semblait humide, se tachetaient de troupeaux : vaches rouges de Salers, vaches blondes du Bourbonnais, vaches hollandaises blanches, marquées de noir. Derrière le rideau des mélèzes, pâturaient les moutons. Sur toutes les terres de l'Espinouse, des hommes étaient à l'ouvrage, bras nombreux, dociles, obéissant à la volonté d'Antoinette Masseret. Elle sentit sa

force, regarda les jours futurs avec une confiance hardie, et remercia Dieu. « Tout vient de lui, le bien et le mal, ce que nous appelons le mal parce que nous le connaissons d'abord par la souffrance. Notre intelligence est myope : elle ne voit que le présent et l'ombre portée du présent sur l'avenir. Quand le destin lui apparaît, dans un éclair, elle s'en fait une image fausse, tel l'ignorant qui essaie d'interpréter une radiographie, croit apercevoir une lésion dans une tache sans importance, et ne voit pas, à côté, l'empreinte que la mort a déjà mise sur l'organe condamné. En vérité, nous ne savons rien. » Ainsi pensait Mlle Masseret, et elle ne se doutait pas, à cette minute, que l'événement allait l'obliger à cette patience aux yeux fermés si contraire à la nature humaine et à sa nature particulière, car l'événement majeur de toute sa vie approchait ; il était déjà dans la cour de l'Espinouse où le petit garçon du facteur remettait un télégramme à Félicité.

IV

L'escalier roulant de la gare jeta dans le hall d'arrivée une Antoinette Masseret qui semblait avoir soixante ans. Des voyageurs bourrus la bousculèrent. Elle resta plantée sur ses jambes, les bras tirés par ses valises, hagarde d'émotion et d'insomnie, et regardant sans le voir Nathan Goldenberg qui était à deux pas d'elle.

— Ma bonne mademoiselle Masseret, vous êtes venue! Cela me soulage. N'ayez pas peur : Jean-Claude a bien supporté l'opération, aussi bien que possible dans son état. Il est très faible ce matin. Le réveil après l'anesthésie l'a éprouvé. Voulez-vous prendre du café, au restaurant ? Non. Vous avez des forces ?... Tant mieux. Il vous en faudra. Ma voiture est là. Nous irons directement à la clinique, boulevard Saint-Jacques.

Il porta les bagages dans la petite automobile, installa Mlle Masseret à sa droite et démarra dans un giclement d'eau. La pluie fouettait le pare-brise.

— La crise d'appendicite s'est déclarée hier après-midi. J'ai vu le danger. Jean-Claude n'ayant pas de famille à Paris, j'ai pris la décision qui était urgente, et je vous ai télégraphié

immédiatement. A minuit, votre frère était opéré par mon ami, le professeur Silberstein, ex-chirurgien des hôpitaux de Munich.

— Je vous suis bien reconnaissante, dit Mlle Masseret.

— Ach ! ce n'est rien. J'ai fait mon devoir.

Ses paroles parvenaient à Mlle Masseret comme à travers une cloison.

Elle vivait encore ce cauchemar qui suit le choc des mauvaises nouvelles et qui atténue l'angoisse par le doute, tandis que se rassemblent, dans l'inconscient d'un être, les énergies dont il aura besoin. Depuis son départ, elle n'avait ni mangé, ni bu, ni dormi, pas même prié, incapable de concentrer ses pensées, s'engourdissant au monotone dévidement du chapelet. Maintenant, la réalité l'étreignait. La voiture coupa une vaste place où se dressait un lion de bronze, courut le long d'une tranchée de chemin de fer et s'arrêta devant un jardin plus riche de gravier que de gazon. Une bâtisse à trois étages, au fond de ce jardin, portait en lettres dorées son enseigne : *Villa Edelweiss.*

La directrice, une rousse au type sémite accentué, reçut Mlle Masseret et Goldenberg.

— Le professeur Silberstein est justement chez M. Masseret. Vous pouvez monter et l'attendre : chambre 18, au second.

L'ascenseur les mit au second étage, dans un corridor blanc où une fille de service épongeait le tapis de linoléum. Au bout de ce couloir, un espace était ménagé comme un jardin d'hiver avec des tables et des fauteuils de jonc. Des paravents à demi déployés isolaient ce coin, réservé aux convalescents qui faisaient leurs premiers pas hors de leur chambre. Antoinette et Goldenberg s'assirent près de la baie aux rideaux de tulle raides d'empois. Une porte s'ouvrit. Le chirurgien parut, suivi d'une infirmière. Mlle Masseret alla délibérément vers lui.

— Monsieur le professeur Silberstein ?... Je suis Mlle Masseret, la sœur du jeune homme que vous avez opéré cette nuit.

Silberstein grogna quelques mots indistincts. C'était un maigre petit Juif, crêpu de brun avec des prunelles d'huile noire, un grand nez, des oreilles décollées, deux incisives d'or

à la mâchoire inférieure qu'un rictus découvrait quand il baissait son menton.

— ... Je suis fille de médecin, monsieur le professeur. J'ai été infirmière. Je peux comprendre, accepter la vérité. Je vous la demande, si dure qu'elle soit.

Silberstein agita une main osseuse au poignet velu, comme pour écarter une mouche, puis il s'adressa à Goldenberg en allemand, salua Antoinette et lui tourna le dos.

Goldenberg retint Mlle Masseret qui s'élançait, exigeante et indignée.

— Il a dit qu'il comprenait un peu le français, mais qu'il ne pouvait pas le parler. Excusez-le... Il a dit que l'opération avait été très délicate, trop tardive. Il y avait de la gangrène. Mais il ne faut pas désespérer.

Antoinette ne l'écoutait plus.

Dans la chambre aux persiennes fermées, une lampe encapuchonnée de vert éclairait à peine le lit où Jean-Claude était couché, le buste soutenu par des oreillers, le cou ployé sur l'épaule. Sa tête roulait de droite à gauche, comme pour secouer une intolérable souffrance, et de ses lèvres crevassées sortait un gémissement continu et une écœurante exhalaison d'éther.

— Jean-Claude ! Mon petit ! Mon chéri ! C'est moi !

Les paupières se soulevèrent sur la nacre ternie des yeux. Jean-Claude murmura si faiblement, que sa sœur douta de l'avoir entendu :

— Toinon !

Et il recommença de gémir.

— Boire !... Boire !

Il se desséchait de soif, et l'on devait lui refuser cette goutte d'eau que les maudits implorent dans la Géhenne. L'infirmière glissa entre ses lèvres un morceau de glace. Il suça, comme un enfant tette, et tout à coup, secoué par une nausée, il vomit. L'odeur affreuse s'épaissit autour de la couche. Jean-Claude implora :

— Morphine... J'ai mal !... J'ai mal !... Morphine !

L'infirmière lavait son visage souillé. Elle promit :

— Ce soir, si vous êtes sage. On ne peut pas maintenant. Vous vomiriez davantage.

Elle le traitait en enfant. Tous les grands malades sont des enfants pour la femme qui les soigne. Il s'apaisa. L'infirmière fit signe à Mlle Masseret de passer dans le cabinet de toilette, où la fenêtre était ouverte, où l'odeur venue de la chambre s'évaporait.

— Ne lui parlez pas trop, mademoiselle. Il est encore mal réveillé, et il a deux drains dans le ventre... Rien que de respirer, il souffre. On fait tout pour le sauver, mais... vous voyez vous-même : il est bien bas.

V

Le professeur avait achevé sa visite du soir quand Goldenberg revint à la villa, après la fermeture de la Galerie. Mlle Masseret sortit dans le couloir pour lui donner des nouvelles.

Jean-Claude souffrait de plus en plus. L'évacuation du pus par les drains se faisait difficilement, la température n'atteignait pas 37°. Le pouls était faible et rapide. L'organisme infecté ne se défendait pas.

Des larmes roulaient sur les joues vieillies d'Antoinette. L'Allemand tâcha de la consoler. Il y a tant de ressources dans un corps de vingt-sept ans ! Jean-Claude était en bonnes mains, et Mlle Masseret aussi, car Mlle Staub la soignerait bien. On ne la laisserait pas coucher à l'hôtel. Elle aurait sa chambre près de celle de son frère, et à un prix spécial. Goldenberg avait tout arrangé pour elle.

— Que vous êtes bon ! fit-elle dans un élan de gratitude.

— J'ai des intérêts dans la maison. C'est bien le moins qu'on en fasse un petit avantage à mes amis. Vous avez peut-être remarqué que les médecins et le personnel sont israélites ? Cela ne vous déplaît pas trop ?... Non ?... Vous pourriez penser : « Voilà bien les Juifs. Où il y en a un, il en vient dix ; où il y en a dix, il en vient cent. » C'est vrai. L'habitude des persécutions crée l'habitude de l'entr'aide. Tous ceux qui sont ici sont des exilés, et beaucoup sont des malheureux.

Antoinette avait d'autres soucis que la condition des Juifs. Elle n'écoutait plus Goldenberg. L'infirmière de jour, qui achevait son service à cette heure, l'appelait.

Elles rentrèrent ensemble dans la chambre, où l'odeur d'éther régnait encore, malgré la fenêtre entr'ouverte sur la nuit douce. La lampe, au-dessus du lit, mêlait à cette odeur son reflet verdâtre. Jean-Claude tourna les yeux vers sa sœur.

— Ne t'en va pas, Toinon !

Et, avec un impuissant effort de colère :

— Ce sont des bouchers !... des bouchers !... Ne me laisse pas !

Elle lui dit qu'elle était sortie pour parler à Goldenberg. Il était si dévoué ! Il aimait tant Jean-Claude !

Le jeune homme répéta :

— Ce sont des bouchers...

Comme s'il lui restait, dans les ombres de sa mémoire et les fibres de sa chair, un souvenir de l'opération subie pendant le sommeil anesthésique.

— Il va dormir, dit l'infirmière. Je lui ai fait sa piqûre, et je suis obligée de m'en aller.

Elle était grosse, laide et bonne, Sarroise d'origine, et elle s'appelait Hannah comme la grand-mère de Jésus. Mlle Masseret la regretta. L'infirmière de nuit, au contraire, lui fut, au premier regard, antipathique.

Celle-là, nommée Sarah Liptchitz, étudiante en médecine, faisait des gardes de nuit pour continuer ses études. Elle eût été belle fille sans le rose singulier de ses joues, ce rose violacé qui strie la blancheur suiffeuse de l'ellébore d'hiver. Ce rose lui donnait un aspect malsain. Mlle Masseret la jugea : orgueilleuse, indiscrète, pas très bonne.

Dès qu'elle fut dans la chambre, elle prétendit y régner et se débarrasser de Mlle Masseret, la sœur encombrante. Antoinette lui dit qu'elle-même avait ses diplômes de la Croix-Rouge, qu'elle avait servi quatre ans dans un hôpital militaire et savait ce qu'on doit de ménagements à un opéré. Mlle Liptchitz, avec le mépris du professionnel pour l'amateur, fit valoir son titre d'étudiante. Toutes ses phrases commençaient par « Moi, je sais... » proféré sur un ton qui exaspérait Mlle Masseret.

Cette compagnie ajoutait à sa tristesse. Elle veilla une partie de la nuit, et vers deux heures, Jean-Claude s'étant endormi, elle alla dans le couloir pour marcher, déraidir ses

reins et ses genoux. Ses pantoufles ne faisaient aucun bruit sur le linoléum. Elle écouta le silence tissu de vibrations subtiles qu'elle percevait par l'esprit ; souffles fatigués, plaintes étouffées, insomnies soupirantes derrière les murs. Accoudée à la baie ouverte, elle contempla la nuit sans étoiles, les falaises sombres des maisons, et contre le ciel pluvieux, le reflet de Paris, comme la pourpre de la lune levante.

Elle songea aux millions d'êtres qui reposaient dans les cellules de pierre de la cité, à ceux qui naissaient, à ceux qui souffraient, à ceux qui s'unissaient dans l'amour, à ceux qui mouraient comme mourait Jean-Claude. « Aucun d'eux, aucun de nous n'est abandonné, se dit-elle. Dieu connaît chacun en particulier, le regarde, le secourt... » Ses larmes, la seule prière dont elle fût capable, elle les laissait couler en confiant la vie de Jean-Claude, et sa propre vie, à la Paternité divine.

La seconde nuit de douleur s'acheva : le second jour de douleur commença. Vêtue d'une blouse par-dessus sa robe, son chignon tordu en queue de cheval, Antoinette aidait l'infirmière. Les vomissements persistaient. Le ventre se ballonnait. Lucide, irritable, glacé de rancœur contre tout et contre tous, Jean-Claude disait :

— Je m'écoute mourir.

Le chirurgien fit sa visite du matin. Son rictus découvrait ses incisives d'or quand il se penchait sur le malade et déroulait le pansement de ses doigts légers d'escamoteur. Avec ses lunettes rondes et ses oreilles décollées, il ressemblait aux grandes chauves-souris d'Amérique. L'impossibilité de le comprendre, sauf à travers l'interprétation sommaire de son assistant, était pénible pour Antoinette. Elle voyait bien, par une expérience personnelle des médecins, qu'il ne croyait pas à la guérison de Jean-Claude.

Trois fois, dans la journée, Goldenberg téléphona, désolé d'être retenu à la Galerie.

« Dites à Masseret que j'ai vendu le Picasso, au prix convenu. Ça lui fera plaisir. »

Jean-Claude ne se souciait guère du Picasso ! Il ne pensait qu'à la morphine. Lorsque la puissance de la drogue s'épuisait et que la douleur se refaisait, sournoise, grandissante, déchaînée enfin au paroxysme, il poussait ce gémissement

qui torturait Antoinette. Elle essaya de l'amener à la prière dont il s'était désaccoutumé.

— Je harcèle le bon Dieu pour qu'il te guérisse, et je crois qu'il te guérira. Aide-moi. Nous serons plus forts.

Il répondit :

— Il y a aussi la méthode Coué : « Aujourd'hui, sous tous les rapports, je vais de mieux en mieux. » C'est efficace, paraît-il.

Cette ironie désempara Mlle Masseret. L'idée du péril spirituel domina sur les images de la destruction physique. Vers la fin de l'après-midi, Jean-Claude reposait, dans une de ces accalmies qui étaient de plus en plus courtes. Antoinette sentit l'irrésistible désir de l'ombre pacifiante où brûlent les cierges et les âmes. Elle demanda où était l'église de la paroisse. Mlle Staub lui indiqua celle de l'avenue d'Orléans, qui n'était pas tout à fait voisine.

— Je serai revenue pour la visite du docteur, dit Antoinette.

Son extrême fatigue la rendait distraite. Elle tourna dans le sens contraire à celui qu'elle aurait dû prendre, et s'égara parmi les tristes rues du quartier des Gobelins. Elle songeait à l'abbé Privat, son unique ami. Elle lui avait écrit une lettre navrée. Certes, il l'aidait de loin par ses prières, comme il l'eût soutenue par son affection s'il avait été près d'elle. Quelle dérision du hasard l'avait mise, à l'heure la plus grave de sa vie et de la vie de Jean-Claude, dans cette villa Edelweiss, chez des Juifs allemands ou russes qui lui étaient doublement étrangers ?

Goldenberg avait amené des clients à ses compatriotes : c'était son droit. Le personnel de la clinique était habile et dévoué. Mlle Masseret ne voulait pas être ingrate, mais, dépaysée, isolée, n'entendant même pas la langue que parlaient entre eux les médecins, elle regrettait les maisons tenues par des religieuses, les coiffes blanches, le cliquetis des chapelets, l'ordre conventuel, la chapelle, l'atmosphère pénétrée de prières. Sa nostalgie de l'église s'accroissait de tout ce regret. Elle s'aperçut qu'elle revenait au même point, après des tours et détours, ayant demandé des renseignements dans une boutique, les ayant mal retenus ou mal compris, comme si le démon eût décidé que ce jour-là elle n'entrerait pas dans

un sanctuaire, que ce secours lui serait refusé, afin qu'elle perdît confiance et commît le péché de désespoir.

La vue d'une horloge, à un carrefour, la terrifia. Silberstein devait être à la clinique. Elle chercha un taxi et se fit conduire à la villa Edelweiss.

Elle traversa le jardin, courant presque, et se jeta dans l'ascenseur. Sur le palier du second étage, Hannah l'attendait. Elle l'avait guettée par la fenêtre.

— Je me suis perdue dans le quartier. Le professeur a-t-il vu mon frère ?

— Le professeur est parti, ma pauvre mademoiselle... Il a dit qu'on ne peut plus rien faire, maintenant. La gangrène était trop avancée.

Le grand corps d'Antoinette se mit à trembler. Elle s'appuya au mur... L'instinct criait en elle : « Oh ! que *cela* ne soit pas ! Que je meure avant ! Que je ne voie pas cette chose ! » Hannah lui entoura les épaules de son gros bras demi-nu qui sentait l'iodoforme.

— Ma pauvre mademoiselle ! C'est dur. Je vous plains, mais soyez courageuse. Votre frère peut durer toute la nuit. Et ne pleurez pas trop haut, surtout. Vous le savez : *ils* entendent.

Ils ?... Les agonisants.

Un bruit mécanique, inhumain, venait du lit. Le hoquet, déjà !

Mlle Liptchitz entraîna Mlle Masseret dans le cabinet de toilette, et lui rapporta le verdict du chirurgien. Antoinette tremblait si fort qu'elle ne pouvait dégrafer son manteau.

— Il faut, dit-elle, aller chercher un prêtre.

Mlle Liptchitz rougit de colère.

— Pour que votre frère comprenne qu'il est perdu. Quelle cruauté !

— Il le faut. Je vous prie de le dire à Mlle Staub.

— On ferait mieux de donner de la morphine à ce malheureux. Il ne s'apercevrait pas...

— L'âme est plus précieuse que la vie. Je connais mon devoir et je suis responsable devant Dieu... mais ce mot-là ne signifie rien pour vous, je le crains.

— Il n'est pas dans mon vocabulaire, dit Mlle Liptchitz. Chacun ses idées. Je vais prévenir Mlle Staub.

Antoinette alla s'asseoir au chevet de Jean-Claude. La lampe épandait son crépuscule verdâtre. Le roulement des trains faisait vibrer les vitres. Un haut-parleur nasillait quelque part. Le jour de mai allait à sa fin dorée sur les toits et les jardins. On distinguait encore les raies lumineuses des persiennes. Goldenberg vint au seuil de la chambre. Antoinette se leva pour lui serrer la main. Il avait des larmes dans ses yeux pâles. « Quel malheur ! Chère mademoiselle Masseret ! » Il s'approcha du lit et son amitié combattait sa peur de la mort. Il dit quelques paroles affectueuses. Les lèvres brûlées de Jean-Claude dessinèrent la forme d'un mot : « Adieu ! »

Il mourait et il savait qu'il mourait. Un nuage coloré du vert de la lampe flottait en tournoyant, et la chambre aussi tournoyait et se balançait sur les longues lames d'un océan de ténèbres. S'il n'y avait pas eu cette nausée, ce hoquet de suffocation, cette soif de supplicié, cette pieuvre déchirant ses entrailles qui se défaisaient toutes vives, Jean-Claude se fût abandonné doucement à la berceuse de la mort. Une indifférence infinie l'envahissait, devant les choses de la vie qui ne le concernaient plus. Trop las pour se révolter, il se livrait au néant. Par instants, les dents de la douleur s'émoussaient comme sur de l'ouate et du feutre. Une légèreté aérienne soulevait Jean-Claude, devenu lui-même ce nuage dont le tournoiement l'emportait. L'esprit, à demi libéré, volait sur le sombre océan, volait parmi les spirales du ciel noir et vert, et c'était une effusion délicieuse, mais les dents de feu mordaient le ventre de l'homme, et le cri, les spasmes, les nausées, la souffrance multiforme et diffuse, les crises d'élancements et de torsions recommençaient. Alors, dans la nuit glauque, la grande figure d'Antoinette s'inclinait sur le moribond. Antoinette essuyait les larges gouttes froides qui coulaient des tempes. Elle prenait la main qui ne lui rendait pas sa pression. Jean-Claude articulait péniblement : « J'ai soif. » Elle lui mouillait les lèvres et lui faisait avaler un peu d'eau. Le cri des fiévreux et des blessés renouvelle le cri du Calvaire. Tout agonisant est un crucifié. Tout breuvage offert à sa bouche par la main tremblante de

l'amour est une éponge de fiel et de vinaigre. Toute femme, assistant la chair de sa chair, dans ce passage suprême, se tient au pied d'une croix. Le souvenir de la passion du Christ, entrant dans l'âme de la chrétienne, s'associait à l'agonie de Jean-Claude. Celui qui mourait, celle qui regardait mourir, accédaient ensemble à un plan surnaturel où les voix du monde faisaient silence. Tout à l'heure, le prêtre apporterait, avec les saintes huiles, la parole qui délie et le pain du dernier voyage, mais il fallait que la maison fût prête, la lampe allumée, la voix ouverte pour le Seigneur qui allait venir. Combien de temps serait accordé à Jean-Claude avant que la flamme vacillante de l'âme s'éteignît au vent de l'abîme ? Brebis égarée, fils prodigue, sa sœur maternelle devait le ramener au Pasteur plein de miséricorde, le jeter aux bras du Père plein d'amour. « Ah ! Jean-Claude, comment te rejoindre dans cette nuit où tu t'enfonces, t'attirer en haut, t'y retenir ? Comment te garder lucide, disposer ton cœur au repentir ? Les minutes sont comptées. Mon Dieu ! encore un peu de temps ! » Le prêtre tardait. Sans doute, on ne le trouvait pas. On ne savait pas le trouver. Antoinette, penchée sur son frère, respirant dans son haleine l'odeur de la mort, lui parla :

— Mon enfant chéri, mon bien-aimé, tu me vois, tu m'entends ! Je souffre avec toi, mais nous ne sommes pas seuls dans notre épreuve. Dieu nous écoute. Il t'attend. Il t'aime. N'aie pas peur de lui. Pense à lui. Je dirai pour toi : « Notre Père... », tu le répéteras, dans ton cœur et le soulagement viendra. La paix viendra. Une grande lumière. Pour une seule pensée de toi, pour un seul acte d'amour. Veux-tu, mon enfant chéri, veux-tu ?

Les yeux impénétrables fixés sur les yeux d'Antoinette ne consentaient pas. La bouche, d'où ne sortait plus qu'un long râle, ne consentait pas. L'âme, à demi détachée, ne consentait pas. Le temps passait. Le prêtre n'arrivait pas, et Jean-Claude entrait dans la nuit éternelle.

Alors, Antoinette tomba sur les genoux, les bras étendus, la tête levée. Faisceau rassemblé de toutes ses forces, l'invocation jaillit des profondeurs de son être : « J'en appelle à Vous en qui je crois. J'en appelle à Vous, qui avez rendu à Marie et à Marthe leur frère mort depuis quatre jours !

A Vous qui avez ranimé la fille de Jaïre et le fils de la veuve de Naïm, à Vous qui avez dit : « Je suis la résurrection et la vie. » Un miracle ! Un miracle !... O Jésus, Dieu des vivants, un miracle ! Sauvez Jean-Claude ! »

Il lui sembla qu'un tonnerre éclatait dans sa tête et qu'une fulguration l'enveloppait. Elle glissa sur le parquet, mais, avant de s'évanouir, elle sut qu'elle était exaucée.

VI

Goldenberg se réveilla très tard, d'une mauvaise nuit. Chagrin d'ami, soucis d'homme d'affaires, une danse de chiffres parmi des images funèbres, il en était courbattu. Le soleil allongeait un rayon jusque sur le couvre-pied de satin jaune. Il pensa au malheureux qui ne verrait plus le soleil. Il s'attendrit sur Mlle Masseret, et se demanda si elle retirerait le capital engagé dans la Galerie. La peinture ne l'intéressait pas. Elle préférait une charrue à un Picasso. Puis il songea qu'il mourrait lui aussi, comme Masseret, comme tous les hommes. Il le savait ; il n'y croyait pas, et il redoutait cette idée. « Qu'est-ce que je regretterais le plus ? Mes parents, ma maîtresse, mon métier ?... Je crois que je regretterais surtout de ne pas savoir combien fera ma vente ? » Il toucha le bois de son lit pour écarter le malheur, et se décida à prendre le téléphone. Tout en composant le numéro de la villa Edelweiss, il se disait qu'il épargnerait à Mlle Masseret la peine de régler les cérémonies, — bien vainement compliquées, — des funérailles. Pourquoi pas la crémation ? C'est tellement simple et hygiénique ! Mais elle avait des préjugés.

— Ici, Goldenberg... Mlle Staub ? Eh bien ?...

Il faillit lâcher le récepteur. Tous ses traits, tirés vers le bas, pour exprimer l'affliction, remontèrent pour exprimer la surprise :

— Non ?... Vous êtes sûre ? Silberstein l'a vu ? Il ne s'explique pas ?... Il dit que c'est un cas extraordinaire, le premier dans sa carrière ?... Je viens, mademoiselle Staub... Content ?...Oui, je le suis, mais je doute, ach ! je doute...

Il se lava, ne se rasa pas, et s'habilla, si troublé qu'il parlait tout seul, tout haut, en allemand. Un taxi le conduisit à la villa. Il se précipita dans le bureau de Mlle Staub.

— Masseret !... C'est sérieux, sa guérison ?... Ce n'est pas une illusion, une hallucination collective ? Je suis sceptique, par caractère. Je crains les fausses joies.

— Et le professeur Silberstein, n'est-il pas sceptique ? Cela lui fait-il plaisir de dire : « Je me suis trompé » ? Il s'est trompé. Les infirmières se sont trompées. La nature a joué un tour aux médecins. Nous en sommes ébahies, et ravies, parce que c'est toujours fâcheux, un décès, dans une maison de santé qui doit se faire sa réputation. Mlle Masseret dit qu'elle est la moins étonnée de nous tous : qu'elle *savait* que son frère guérirait ; que c'est un miracle, un vrai, pas une manière de parler, un miracle religieux, comme à Lourdes.

— Elle va fort ! dit Goldenberg. Pauvre chère fille ! L'émotion lui tourne la tête. Un miracle dans ce ghetto ! Ce serait trop drôle ! On n'oserait pas espérer une telle chance pour la villa Edelweiss, à moins que le Seigneur n'ait le goût des paradoxes ! Un miracle ! Quelle réponse aux antisémites ! C'est trop beau pour être possible ! Il y a erreur de diagnostic, et, comme vous dites : un tour joué aux médecins par la nature, cette humoriste !... N'importe, je suis enchanté.

Il monta au second étage. Hannah l'arrêta dans le couloir.

— N'entrez pas, monsieur Goldenberg. Notre jeune homme repose si bien ! Quand je suis arrivée ce matin, je le croyais fini. Il était toujours là, et transformé ! Un homme qui avait reçu les sacrements dans le coma, paraît-il. Le prêtre était désolé d'être venu si tard. Et la pauvre sœur ! Liptchitz l'avait ramassée sur le parquet, presque aussi mourante que son frère. Maintenant, ils dorment tous les deux.

— Hannah, n'êtes-vous pas toutes un peu folles ? J'ai vu Masseret. Il râlait.

— On n'y comprend rien, monsieur. Mlle Masseret dit que c'est un miracle.

Goldenberg téléphona à Silberstein. Le chirurgien répondit par des imprécations. « Un miracle ? » Est-ce qu'on se moquait de lui ? Il n'y a pas de miracles. Il y a des « réactions imprévues de la nature ». Et il envoya Goldenberg au diable.

« Réactions imprévues de la nature », c'étaient des mots qui n'expliquaient rien. « Phénomène d'auto-suggestion », c'était plus exact. Goldenberg croyait aux « énergies psy-

chiques » dont il ne pouvait définir l'origine, le siège, les propriétés. Il y croyait vaguement, distraitement. Le « comment » l'intéressait plus que le « pourquoi », et les conséquences d'un fait plus que les causes de ce fait. La guérison de Masseret pouvait servir, devait servir. Il se demanda si, dans quelques jours, une note aux journaux, discrète, émue, n'exciterait pas une curiosité bienveillante, et si la Galerie et la Clinique, encore à leurs débuts, n'en tireraient pas un profit légitime ?

Le lendemain, il fut admis auprès de Jean-Claude. Quel changement dans la chambre ! La fenêtre était ouverte au soleil. Il y avait des roses sur la table, et le malade, qui serait bientôt un convalescent, était comme un Christ descendu de la croix, si pâle avec sa barbe rousse qui creusait ses joues d'ombres fauves. Il tendit à Goldenberg une main où les os et les veines se dessinaient sous la soie flétrie de la peau.

— Mon brave Nathan, vous voyez : j'ai trompé la mort. Je ne suis que coton et papier mâché, une loque, mais une loque vivante. Ce vieux vampire de Silberstein ne me pardonnera pas de guérir contre toutes les règles de la médecine. Quant à ma sœur, elle voit en ma personne le vase d'élection de la Grâce, et elle sera bien déçue si je ne deviens pas un saint.

— Ne vous fatiguez pas, dit Goldenberg. L'essentiel, c'est d'être guéri, que ce soit par la rhubarbe ou par le séné, par le bon Dieu ou par le diable... Oh ! pardon, mademoiselle Masseret. Je plaisante, en mécréant que je suis, et j'ai tort.

Antoinette l'emmena dans la pièce voisine.

— Vous avez vu. Il souffre encore, mais la plaie se cicatrise. Le pouls est excellent.

— Et vous êtes heureuse ?

— Heureuse à en pleurer. Dieu nous a comblés. Vous ne pouvez pas comprendre ce qu'il y a d'ineffable dans ma joie.

— Et Masseret ?

— Il n'a pas la force de réfléchir. Il est si faible ! Lazare, sortant du tombeau, ne marchait pas vite, et quand ses bandelettes tombèrent, il dut rester un peu engourdi.

— Merveilleuse aventure ! J'admire votre foi, sans la partager, et je me demande si au point de vue religieux qui

est le vôtre, dans l'intérêt de la propagande catholique, il ne serait pas bon de faire connaître...

Elle dit sèchement :

— Ce n'est pas mon intention.

— Vous avez des doutes ?

Elle se récria. Sa foi au miracle était absolue, mais l'Église, prudente et sage, admet difficilement les faits miraculeux. L'Église impose des enquêtes, exige des attestations. Qui témoignerait ? Silberstein, les infirmières ?

— Ce qui s'est passé demeurera entre Dieu et nous.

— On en parle dans la maison. On en parlera dans le quartier. La publicité...

— Ce mot me fait horreur.

— Mademoiselle Masseret, si la villa Edelweiss n'était pas une œuvre israélite, si c'était une maison tenue par des religieuses, vous ne lui refuseriez pas...

— N'insistez pas, je vous prie.

Il dissimulait mal sa déception. Une si belle occasion perdue !

Jean-Claude remontait à la vie. Il se lèverait bientôt. En juin, il partirait pour l'Espinouse où il achèverait sa convalescence.

En juin ! Mlle Masseret demeurerait-elle à Paris jusqu'à la Saint-Jean ? Elle commençait à regarder vers la Corrèze. Elle désirait « revenir à ses moutons » et surtout veiller à ses foins. Chaque soir, elle rédigeait une lettre de direction, minutieuse et comminatoire, et Gassin y répondait par un compte rendu quotidien de l'état de la ferme. Comme Napoléon portait dans sa tête l'Empire avec ses administrations et ses armées, Antoinette portait dans la sienne l'Espinouse, avec ses terres et ses troupeaux.

A la fin de mai, sur l'appel de Gassin, elle décida de partir. Goldenberg promit de surveiller l'état de Jean-Claude et de l'emmener lui-même à Combrière.

Le jour du départ étant fixé, elle prit son dernier après-midi pour visiter la Galerie et pour aller voir une amie d'enfance qui s'était retirée comme pensionnaire dans un couvent, au Grand-Montrouge.

Rue de Berri, elle ne trouva pas la belle salle de musée

qu'elle avait imaginée. Derrière une boutique sombre, il y avait un long boyau éclairé par un toit vitré. Les tableaux étaient mis en valeur, tous dans les mêmes cadres blancs, sur le gris beige des murs. Quelques socles supportaient des sculptures. Mlle Masseret dit bonnement :

— Je n'y connais rien, monsieur Goldenberg. Permettez que je me taise.

— Admirable femme que vous êtes ! Parlez donc ! J'aime votre sincérité. Ach ! tous les visiteurs n'ont pas cette modestie.

— Ces femmes nues sont hideuses ! Ce jeu de cartes éparpillé parmi les tessons d'un plat cassé, où nage un œil de veau sous un disque-signal de voie ferrée qui est peut-être un soleil couchant !... Ces statues informes, aussi laides que celles de mon curé !... Est-ce que, réellement, vous comptez vendre ces choses ?

— Un moment favorable, une réclame intelligente, une critique bien disposée, et l'on vend n'importe quoi... Même les sculptures de votre curé ! Peut-être les verra-t-on dans cette galerie.

— Épargnez ce ridicule à M. Privat. Il est mon ami.

Deux jeunes gens abordèrent Goldenberg et l'accaparèrent. Ils étaient impolis, mais jolis, trop jolis, parfumés et minaudiers. Puis il vint une journaliste à profil de mouton, coiffée d'un feutre d'homme ; un gros monsieur que Goldenberg parut honorer et craindre comme un bonze de la critique ; des dames jacassantes ; un vieil artiste pareil à un chemineau décrassé ; de jeunes artistes, en béret basque, des Russes, des Américains.

« Quelle ménagerie ! » se disait Antoinette Masseret, et elle s'avisa qu'elle-même faisait « bête curieuse » pour les autres : la dame de province, avec son chapeau hors de mode, ses souliers de curé, ses gants de fil...

Un taxi l'emmena au Grand-Montrouge. Elle s'attendrissait à la pensée de rencontrer Charlotte Gravière, compagne d'enfance, compagne d'études, qui était sortie de sa vie et non pas de ses souvenirs. Le mariage interrompt ces amitiés de jeunes filles ; l'absence les fixe dans le passé comme des papillons sous un cristal, et elles conservent leurs

couleurs à peine pâlies. Charlotte Gravière, âgée de cinquante ans, était veuve, sans enfants, sans fortune. Elle menait la vie en veilleuse d'une dame pensionnaire dans un couvent, la vie que Jean-Claude avait osé proposer à Mlle Masseret, la vie dont elle disait à l'abbé Privat : « J'y crèverais... » En écrivant à son amie pour lui annoncer sa venue, Antoinette s'était dit : « La reconnaîtrai-je ? » Cette visite, c'était un devoir de cœur, une charité ; c'était aussi un réconfort. Elle avait besoin de voir une autre maison que la clinique, d'autres visages que ceux de Juifs étrangers.

Le couvent de Sainte-Marie-Mère-de-Dieu est un bâtiment crépi en gris foncé, gai comme une caserne. Il y a une porte verte à judas et une Vierge dans une niche au-dessus de la porte. Elle présente son Enfant aux gens qui passent, aux voyageurs du tramway grinçant. Personne ne le regarde. Il faudrait trop lever la tête. L'aspect de cette maison renforça la répugnance de Mlle Masseret pour la vie conventuelle. « Je ne me vois pas dans cette geôle et dans ce quartier. » Elle sonna. Un des vantaux s'écarta si faiblement qu'il fallut le pousser très fort pour accéder à un passage voûté. Au bout de ce passage, une cour caillouteuse s'ornait d'un Saint Joseph en plâtre et de lauriers roses. La tourière fit entrer Mlle Masseret dans un parloir odorant d'encaustique, où Notre Saint-Père le Pape faisait face à Son Éminence le cardinal archevêque de Paris, et, après quelques minutes, elle avertit la visiteuse que Mme Gravière l'attendait : « Le petit escalier sous la voûte, à l'entresol, porte à gauche. »

Antoinette monta les marches cirées à glace, en se tenant à la rampe. L'odeur d'encaustique la poursuivait. Sur le palier, elle devina plutôt qu'elle ne vit la porte et le cordon de laine rouge qui actionnait une clochette.

— Oh ! ma chère Antoinette ! dit une dame maigre aux cheveux gris bouffants sur le front. Entre. C'est tout petit chez moi. Ne marche pas sur la chatte. Mon Dieu ! que ta lettre m'a fait plaisir !

De la blonde aux yeux langoureux, que restait-il ? Les cheveux qui n'étaient pas blancs avaient bruni, ce qui faisait un mélange un peu sale ; les dents étaient blanches parce qu'elles étaient fausses ; le teint était brouillé, l'arête du nez des-

séchée. Les yeux même avaient perdu leur bleu sombre devenu un terne gris plombé.

La chambre était assortie à l'habitante : Mme Gravière y avait apporté les restes de son mobilier, et un buffet Henri II faisait pendant au lit Louis XVI en poirier noirci. Malgré la propreté coutumière des couvents et l'odeur ambiante d'encaustique, cette chambre sentait le chat.

Pressant au creux de son giron la chatte rayée, Charlotte raconta une tragédie incohérente où les petites contrariétés de sa vie actuelle étaient sur le même plan que les catastrophes de sa vie passée. Le veuvage, la mort des enfants, la ruine, les défauts des sœurs converses, les intrigues des dames qui flattent les Sœurs, qui s'arrangent pour avoir les blancs de poulet au dîner et les meilleures chaises à la chapelle, se confondaient dans le désordre du récit.

— J'oubliais de te le dire, Antoinette ! La Mère supérieure va venir, sous prétexte de prendre de mes nouvelles, parce que j'ai un rhumatisme au genou. La vérité, c'est que les religieuses sont curieuses comme des pies. Elle veut te voir. C'est une femme de très grande famille, et savante ! L'aumônier l'appelle « notre théologienne ».

— Comment sait-elle que je suis ici ?

— J'ai parlé de toi et de ce qui est arrivé à ton frère. Vous allez goûter mon cassis. La Mère est gourmande, et mon cassis est incomparable. J'en donne toujours à ces dames quand Monseigneur déjeune au couvent. Monseigneur l'apprécie, et cela ne fait pas plaisir à tout le monde. Je suis jalousée. Les gens sont si mesquins !

La mère Saint-François-Xavier arriva en s'excusant de son indiscrétion. Grande femme au visage plein et coloré, aux calmes yeux bruns, elle portait la guimpe blanche et le voile noir comme une parure de cour. Charlotte Gravière offrit son cassis et ses biscuits. Ayant reçu les compliments qu'elle attendait, elle disparut de la conversation et s'absorba dans un colloque muet avec sa chatte.

La supérieure écoutait Mlle Masseret qui, pour la première fois, libérait son cœur, et parlait un langage que personne, à la villa Edelweiss, ne pouvait entendre.

— Des miracles, dit la religieuse, j'en ai vu. Ils m'ont édifiée et réjouie. Ils n'ont pas affermi ma foi qui n'avait

pas besoin de l'être. La foi, n'est-ce pas le miracle permanent ?

— La mienne est solide comme la vôtre. Je n'ai pas demandé à Dieu de manifester son existence pour m'en convaincre. J'ai imploré une guérison. Je l'ai obtenue.

— Vous n'avez pas pensé à l'intercession de la sainte Vierge ou d'un saint ?... La petite sœur Thérèse ?... Ceux qui s'adressent à elle sont souvent exaucés.

Mlle Masseret dit de son air franc et gai :

— Qu'elles me pardonnent, la Vierge et la sainte, et aussi mon cher saint François d'Assise, et la grande Thérèse d'Avila ! Je suis allée tout droit à Notre Seigneur. Il sait ce qu'est l'amour d'une sœur ; il a eu pitié de Marthe et de Marie, il leur a rendu Lazare. Eh bien ! il a eu pitié de moi. J'ai senti la miséricorde agissante. Comment exprimer cette action divine sensible à l'âme et même au corps puisque la vie semble se suspendre ? Je me suis évanouie comme on s'endort.

Le regard de la Mère Saint-François-Xavier pesa sur Antoinette, et elle dit avec une froideur soudaine :

— Comme on s'endort ? Vraiment ?... Ma chère mademoiselle, l'idée ne vous est-elle pas venue que vous aviez, peut-être, rêvé ?

— Cette idée m'est venue et ne m'a pas troublée. Admettez que j'aie rêvé : la guérison de mon frère agonisant n'est pas un rêve. C'est un fait. Les médecins, tous juifs, et qui ne croient pas aux miracles, ont constaté ce fait. Ils ne l'ont pas expliqué. Ils ont dit : « Une réaction de la nature. » Aveu d'ignorance. Non, ma Mère, je n'ai pas rêvé.

— Je suppose, dit la religieuse dont la froideur méfiante s'atténuait, je suis même certaine que vous n'agirez pas sous votre seule responsabilité. Vous êtes une docile enfant de l'Église. Avant de publier ce merveilleux événement, vous en référerez aux autorités ecclésiastiques...

Mlle Masseret répliqua vivement :

— Publier ?... C'est ce que l'ami de mon frère, un israélite, me conseillait. Publier ! Je n'en ai pas l'intention.

— Pourquoi ?

— Le principal intéressé n'y consentirait pas.

— Le miraculé ne croit pas au miracle ?

— Je n'en sais rien, ma Mère. Il connaît ma pensée et

ne révèle pas la sienne. Il y a un débat entre Dieu et lui, où je n'entre pas. C'est un caractère singulier ! Il a été chrétiennement élevé. Il s'est éloigné de la voie droite, à l'âge d'homme, comme beaucoup d'autres, mais Dieu ne l'aurait pas sauvé pour le laisser se perdre. C'est impossible. Mon frère est marqué. Il est élu. Qu'il résiste encore ou qu'il se soumette, il ira où Dieu l'appelle.

— La conversion de votre frère, ce serait la preuve d'un miracle authentique, puisque les suites de l'intervention divine sont toujours salutaires, tandis que la caricature du miracle, le « prodige », où le démon simule l'œuvre bénéfique de Dieu ne produit jamais que du mal.

— Je connais la doctrine de l'Église sur ce point, dit Mlle Masseret.

Quand elle voulut partir, la Mère Saint-François-Xavier lui dit :

— Puisque Mme Gravière ne peut descendre, je vous accompagnerai jusqu'à la porte du jardin qui est tout près de l'arrêt du tramway, et vous verrez notre terrasse. Si vous revenez, — ce que je désire, — je vous montrerai aussi notre petit hôpital qui a été fondé par une pieuse bienfaitrice pour le soulagement des pauvres cancéreux. Nous y entretenons une vingtaine de malades, presque tous incurables, et nous leur rendons la mort moins cruelle. Les infirmières, qui aident nos sœurs, sont bénévoles et d'une admirable charité.

— Il le faut bien, ma Mère. Leur office est rude. J'ai servi dans les hôpitaux. J'ai soigné des blessés. C'était moins répugnant et moins méritoire, et je savais que cela ne durerait pas. Mais les plaies, la pourriture, la puanteur, tous les jours de la vie, je ne les aurais pas supportées facilement.

Elles traversèrent un potager où des converses, affublées de tabliers de jardiniers, désherbaient les carrés de légumineuses. Neuf marches conduisaient à une terrasse plantée de tilleuls. La voûte de feuillage était si épaisse que l'ombre, au-dessous, était comme une eau glauque et très froide. Des bancs de pierre, rongés et moussus, s'enfonçaient dans le sol. Tout au bout de la nef végétale, une rocaille à l'italienne abritait une Madone pompeuse. Du côté opposé au potager, s'étendait, mi-bois, mi-jardin, un espace herbu où

des buis dessinaient les linéaments d'un parterre. Une croix dominait un bassin vide, à la margelle fendue. Ce jardin mort, ces verdures sombres et persistantes, cette odeur de menthe foulée et d'herbe humide, cette croix solitaire, c'était un coin de Port-Royal conservé derrière les bâtiments sans style du couvent, dans une banlieue sans noblesse.

La religieuse attendait un mot d'admiration qui ne vint pas. M[lle] Masseret n'aimait pas les ruines et détestait « les mauvaises herbes ».

— Ce que vous apercevez, dit la Mère, c'est un reste du jardin que nous pourrons peut-être reconstituer. Faute d'argent, nous lui laissons son charme un peu triste.

— Très triste. Voilà bien du terrain perdu.

— Nous n'aurions pas assez de bras pour tout cultiver. Ici, l'on trouve une douceur qui dispose à la méditation. Je m'y plais, moi qui suis vouée aux besognes actives du gouvernement. Je l'appelle « mon petit Désert ». Il existait avant l'ancien couvent d'Augustines qui fut construit vers 1630 et démoli en 1820. La chapelle a survécu. Vous la verrez. Elle n'est pas jolie, avec ses faux marbres, sa gloire dorée et ses anges bouffis, à perruque, mais La Vallière y est venue prier. Elle avait ici des amies. Elle s'y fût peut-être retirée si elle n'avait préféré la règle plus dure du Carmel. Aimez-vous les femmes du XVII[e] siècle, mademoiselle Masseret ? Vous leur ressemblez, j'en suis sûre, moi qui ne vous connais pas. Sensibles et raisonnables, avec de la virilité dans le caractère, et le sens de la grandeur. Si jamais vous faisiez une retraite chez nous, — et vous y seriez très bienvenue, — je vous montrerais des femmes de cette race.

M[lle] Masseret tourna le dos au jardin mourant.

— Ma chère Mère, dit-elle énergiquement, vous parlez comme un ange. En vous écoutant, je me laisse séduire et j'oublie ce que je suis : une fermière, une bête de plein air. Votre présence me serait douce, votre conversation délicieuse, mais tout couvent m'est une prison, et la vue de ce jardin me rendrait neurasthénique. Je ne suis bonne ni à panser des plaies, ni à souffrir la société de vieilles dames insupportables. Ma place est au soleil de Dieu, les pieds sur la terre labourée.

La mère Saint-François-Xavier sourit.

— Vous y viendrez, mademoiselle Masseret, vous y viendrez.

Dans le tramway grinçant dont le timbre lui brisait les oreilles, dont les secousses la jetaient sur ses voisins, Antoinette se demanda ce que la religieuse avait voulu dire. Ses paroles étaient comme des pièces d'or jetées dans l'eau. A la place où elles sont tombées, des cercles d'ondes vont s'élargissant. Ainsi se formaient des remous sur la calme surface de la vie intérieure d'Antoinette Masseret, et la pièce d'or, invisible, était au fond.

Le tramway abordait la lisière du faubourg populeux. Les hautes maisons de briques si laides avec leur rouge triste qui vieillit mal, les arbres chétifs du boulevard extérieur, les cafés, les stations d'autobus, les passants, faisaient de ce paysage urbain l'image de la vulgarité utilitaire, un de ces lieux sans âme que le Paris moderne offre à sa petite bourgeoisie.

Descendue du tramway à la place Denfert-Rochereau, Mlle Masseret se hâta vers la villa Edelweiss. Le jardin lui parut affreux et les sons rauques de l'allemand parlé par Mlle Staub et les infirmières accrurent sa sensation de solitude et d'exil dans son propre pays. Un désir passionné de tendresse la saisit. Jean-Claude ! L'embrasser, l'entendre, se réchauffer le cœur à ce foyer d'amour qu'elle avait mis en lui !... Jean-Claude dormait, fatigué par trop de visites. La main posée sur son front ne l'éveilla pas. Son visage immobile n'exprimait rien qu'une lassitude infinie. Mlle Masseret, honteuse de sa faiblesse, alla dans sa chambre et pleura.

MARCELLE TINAYRE.

(La troisième partie au prochain numéro.)

DICTATURE OU LIBERTÉ

II [1]

LE POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Le libéralisme économique est un système théoriquement parfait. Grâce au mouvement des prix et au jeu de la concurrence, il assure à la fois la satisfaction des besoins de la masse, aux conditions les plus avantageuses pour elle, l'équilibre automatique entre la production et la consommation et réalise des progrès continus grâce à l'application rationnelle de la plus grande découverte des temps modernes : le principe de la division du travail qui permet de placer chaque être et chaque chose au poste qui convient le mieux à sa nature.

Le fonctionnement du libéralisme repose sur trois éléments essentiels : la propriété individuelle qui assure la stabilité ; le profit qui assure le progrès ; l'épargne qui assure l'avenir.

Il serait exagéré de dire que, malgré sa perfection théorique, le système libéral n'a pas soulevé de critiques sérieuses. Celles-ci sont venues aussi bien des économistes dissidents que des philosophes, des politiciens et des représentants des différentes religions. Ils ont reproché au libéralisme de fonder l'ordre social uniquement sur des considérations de richesse, c'est-à-dire sur des satisfactions matérielles, de développer l'égoïsme individuel, déjà dominant chez l'homme, de diviser la sociétéen classes profondément séparées, de provoquer une lutte acharnée entre le patronat et le prolétariat, d'être, dans son principe, générateur de crises économiques qui viennent,

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai.

à intervalles plus ou moins réguliers, perturber l'équilibre péniblement acquis et, enfin et surtout, de ne pas assurer entre les différents éléments de la société une distribution des biens juste et humaine. Pour toutes ces raisons, il y a longtemps que la doctrine économique en majeure partie a déserté le libéralisme ; elle s'est tournée vers le marxisme ou le nationalisme, à l'exception de quelques îlots de résistance dans certains pays démocratiques.

En dépit de la désertion des clercs, le libéralisme n'était pas en danger. Il tenait bon et triomphait des critiques théoriques en exposant au monde les résultats impressionnants que son application avait permis d'obtenir : mise en valeur de continents nouveaux, accroissement de la population, augmentation de la richesse mondiale, développement intellectuel et artistique. Enfin, dans le domaine social, il se faisait gloire d'avoir amélioré la condition ouvrière en procurant aux humbles une situation matérielle supérieure pour un effort considérablement diminué.

Brusquement, à quelques années de distance, sont survenues deux secousses qui ne sont d'ailleurs pas indépendantes et qui ont atteint le monde entier dans ses fondements : la Grande Guerre et la crise universelle. Ces deux ébranlements se sont manifestés sous des aspects divers. Crise agricole dans tous les continents et surtout dans les pays neufs. Crise industrielle. Crise financière, qui s'est traduite par l'arrêt dans les investissements. Crise monétaire, la monnaie, point fixe au milieu des prix variables, ayant disparu pour faire place à des unités fondantes, malléables et indéfiniment décroissantes. Crise commerciale, dont le symptôme le plus net est l'agonie du commerce international. Crise économique, qui se traduit par la disparition de plus de la moitié de la fortune acquise et des revenus des capitaux, l'abaissement du *standard of life* et l'augmentation vertigineuse des impôts, qui atteignent couramment s'ils ne dépassent la moitié des revenus totaux des principaux pays. Crise sociale, marquée par un développement invraisemblable du chômage qui, aux États-Unis, en Allemagne, en Angleterre, a atteint 25 ou 40 pour 100 de la population ouvrière. Crise morale, qui voit disparaître toutes les notions d'équité, de justice, de droit et d'honneur. Crise politique, marquée par

un état permanent d'instabilité et de conflits : revendications territoriales, réclamation de minorités, redistribution des colonies et des matières premières, guerre tout court. Crise de l'Europe enfin, dont le prestige et la puissance s'affaissent devant les ardeurs et l'intempérance de la race jaune. Lutte des nations, lutte des idéologies, lutte des races, lutte des religions. En un mot, vingt ou trente ans ont suffi pour que l'orgueilleuse conception de la vie équilibrée et progressive du XIXe siècle disparaisse devant un dérèglement chaotique, où triomphent la brutalité, la haine et la misère. Dans cette bourrasque, le système du capitalisme libéral, qui avait résisté aux attaques des professeurs et des penseurs, a paru s'effondrer devant les faits.

Puisque la liberté a semblé incapable d'assurer l'équilibre et la stabilité de l'ordre social, il était tout naturel que l'homme cherchât son salut dans la direction diamétralement opposée : la dictature. Le lecteur sera peut-être surpris que je parle de *la* dictature et non point *des* dictatures. Je montrerai plus loin quelles sont les raisons particulières qui ont amené, ici ou là, le triomphe de telle ou telle dictature, les idéologies, souvent contradictoires, sur lesquelles elles s'appuient, le fait que certaines d'entre elles sont nées par sympathie avec d'autres ou par antipathie contre d'autres. Mais si on se place au point de vue strictement économique et si on laisse aux régimes totalitaires le temps de se développer suffisamment, on constate que, par un phénomène curieux, ils se dirigent tous vers les mêmes buts, emploient les mêmes formules et les mêmes procédés et donnent les mêmes résultats. Ce qui les caractérise, et ce qui les distingue du système libéral, c'est que ce sont des *économies de guerre*, comportant la mise en application d'un plan autoritaire, la conscription de la population et le rationnement de la consommation selon les possibilités du plan. En réalité, dans les systèmes totalitaires, les besoins sont réglés sur la production, tandis que dans le système libéral la production est réglée pour faire face aux besoins.

Il est intéressant d'examiner quelques exemples de dictature et d'en constater les résultats économiques. Dans un livre récent (1) j'ai étudié spécialement les régimes sovié-

(1) *Le Sort du capitalisme.* Flammarion, 1938.

tique et fasciste. Je me bornerai ici à rappeler quelles en sont les tendances générales et l'orientation nouvelle et je m'étendrai plus longuement sur le régime allemand, que je n'avais pas analysé.

L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE

Les principes mêmes du régime communiste, instauré par Lénine, pouvaient se résumer de la façon suivante : abolition des classes et égalité des conditions, suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, suppression de la propriété individuelle, de la monnaie, direction de l'État, des collectivités et des entreprises par des soviets, suppression de la famille et de la religion, maintien de la démocratie dans le parti communiste, suppression progressive de l'État devenu inutile, nécessité pour la révolution communiste d'être réalisée sur le plan international.

De tout cela, il ne reste à peu près rien et l'on trouve, au point d'arrivée, un régime complexe de capitalisme d'État qui emprunte ce qu'il a de bon aux principes capitalistes et ses inconvénients à la doctrine étatiste. On a tort de ne pas rendre à Staline, à certains égards, l'hommage qui lui est dû. Si Trotzky avait triomphé, l'idéologie du communisme aurait été respectée, mais l'U. R. S. S. aurait sombré dans la famine. Staline, grand politique, organisateur et parfait opportuniste, a sauvé l'U. R. S. S. en sacrifiant le communisme. L'évolution était fatale : le communisme n'est possible que dans une société d'hommes mus par un idéal élevé et qui ont dit adieu aux biens de ce monde ; c'est le régime du couvent et, dans une certaine mesure, de la caserne. L'erreur des fondateurs du bolchévisme est d'avoir pensé qu'on pouvait réaliser à la fois l'égalité et la richesse. C'est par l'expérience que Staline s'est rendu compte que cette conception dualiste n'était qu'un paradoxe ; il n'a pas hésité à supprimer l'égalité, c'est-à-dire le communisme, dans le désir d'atteindre la richesse. Il a fait appel à toutes les ressources d'un capitalisme d'État, nationaliste et militariste. Il a adopté tous les éléments constitutifs du libéralisme et appliqué ses méthodes : la division du travail, la concentration industrielle, la monnaie, l'emprunt, et, pour une part au moins, la propriété indivi-

duelle et l'héritage. Il a demandé à la masse ouvrière, sous la mystique du stakhanovisme, un effort qu'aucun pays capitaliste n'aurait toléré, grâce à un système de travail à la tâche rigoureusement épuisant.

A-t-il du moins réussi dans cette deuxième direction, si différente et si opposée à la première ? Non. Cette expérience de capitalisme d'État a donné naissance à une formidable et monstrueuse dictature bureaucratique. Coûteuse, lente, manquant de cadres, ses résultats, qui avaient marqué une amélioration sérieuse jusque vers la fin de l'année 1935, sont devenus de moins en moins satisfaisants. Il suffit de lire les journaux de Moscou pour s'en rendre compte. La hausse des prix provoque, à la fin de 1938, des plaintes dans tout le pays. On manque de vivres même au moment des fêtes d'octobre, on accuse les gérants des magasins de raréfier volontairement les denrées, on opère des perquisitions à Moscou et à Léningrad. Dans un magasin de cette dernière ville, on découvre une certaine quantité de beurre et de fromage. A la question du représentant de la police : « Pour quelles raisons ces produits ne sont-ils pas mis en vente ? » le directeur du magasin répond : « Nous manquons de papier d'emballage et il nous est défendu de vendre le beurre et le fromage sans les envelopper. » Au même moment, un ingénieur russe offre à un de mes amis, voyageant en Sibérie, de lui acheter un pyjama de soie fortement usagé pour un prix qui représente trois mois de son salaire, et il ajoute : « Ici, nous manquons de tout ; il n'y a rien à acheter. »

Dans les usines, c'est une désorganisation croissante. Le 28 décembre 1938, le Comité central, sous la signature de Staline, publie une ordonnance draconienne contre les retardataires et les absences non justifiées. Staline constate qu'au lieu de travailler, comme au début du stakhanovisme, pendant les sept ou huit heures réglementaires, l'ouvrier ne fait plus que quatre ou cinq heures ; le reste du temps passe en bavardages. Les ouvriers ne sont d'ailleurs pas toujours responsables de leur retard : les montres sont rares, les tramways, les autobus et les trains de banlieue n'arrivent pas à l'heure. On fait la chasse aux « baladeurs », c'est-à-dire aux ouvriers qui changent trop souvent de place.

Le congrès du parti vient de se réunir à Moscou pour

discuter le troisième plan quinquennal. Le rapport du président du Conseil des commissaires du peuple, Molotov, reconnaît que l'U. R. S. S. n'est pas devenu un pays prospère et souhaite qu'il abandonne la « gigantomanie » et qu'on construise, au contraire, de petites ou de moyennes usines. Il constate enfin que la récolte est déficitaire et n'atteint que cinq milliards et demi de pouds, alors qu'il en faudrait sept milliards. Ce n'est pas ici le paradis terrestre.

Pour essayer d'orienter l'administration dans un sens plus réaliste et vers un régime plus stable, Staline s'éloigne peu à peu des éléments sur lesquels fut fondé le régime communiste, c'est-à-dire le parti et la jeunesse. Il continue une évolution pour se rapprocher des éléments plus sages ou plus évolués : les paysans, l'armée, les intellectuels. Attendons les résultats des nouvelles expériences.

L'ÉCONOMIE FASCISTE

Dans la déclaration initiale du parti fasciste, Mussolini, élevé à l'école des doctrines marxistes, se déclare partisan du libéralisme économique sous sa forme la plus extrême : celle de l'école de Manchester. Il n'a pour but que de rétablir l'ordre, mais il veut respecter avant tout la liberté individuelle.

L'évolution commence. Sans avoir formulé sa pensée d'une façon systématique, il fonde sur la théorie du bien commun la justification de la propriété et du profit. Il redonne un lustre nouveau aux corporations de l'ancien régime, en créant sur la base ternaire (patron, ouvriers, État) tout un système économique. Peu à peu, les corporations sont absorbées par l'État, les banques subissent le même sort, les industries libres disparaissent progressivement, enfin l'autarcie est proclamée. Erreur considérable dans un pays qui ne possède presque pas de matières premières, qui manque de charbon et qui manque de minerais. Est-ce la préoccupation d'échapper à de nouvelles sanctions ? Est-ce l'émulation d'aller aussi loin que l'Allemagne dans le domaine des ersatz ? Les résultats sont encore bien modestes, ou même aléatoires. Le 13 octobre 1938, Mussolini décide de mettre à l'une de ses voitures des pneus en caoutchouc artificiel Pirelli et déclare : « Les progrès réalisés dans ce domaine, grâce à l'autarcie, permettent de

pratiquer *des essais* qui, *sans nul doute*, se révéleront concluants sur les unités motorisées de l'armée italienne. » Le Duce est très satisfait du lanital, qui utilise la caséine pour la fabrication de la laine artificielle. Dans les autres textiles, soie, jute, coton, l'autarcie pourra être réalisée « dans la mesure de 60 pour 100 ». On découvre en Éthiopie du plomb, du zinc, de l'étain « qu'on ne tardera pas à exploiter ». Nous sommes encore bien loin de la réalisation dans tous ces domaines. Par ailleurs, l'Italie manque complètement des ferrailles nécessaires au fonctionnement de ses aciéries Martin : on construit de nouvelles usines pour traiter des minerais pauvres. Mais chaque progrès a une contre-partie : si la caséine permet de faire de la mauvaise laine, elle supprime l'exportation fructueuse du parmesan ; si l'on fait de la cellulose avec la paille, le prix de celle-ci monte à 100 francs les 100 kilos, et le bétail et les chevaux n'ont plus de litière ; si l'on distille le riz, on en manque pour la nourriture.

Dans l'ensemble, la situation économique s'aggrave rapidement. Les grosses fortunes ont disparu depuis longtemps, les moyennes fortunes diminuent progressivement ; seule la situation des fonctionnaires est supportable. Pour les ouvriers, les statistiques de la Société des nations indiquent une baisse de 5 à 6 pour 100 sur les salaires réels et une augmentation du chômage. La vie matérielle devient de plus en plus difficile. Il est malaisé de donner des chiffres pour mesurer la diminution de la consommation, car les statistiques ont cessé d'être publiées depuis 1936. On peut toutefois tenir pour certaine la diminution considérable de la consommation de la viande et des œufs. Mais c'est surtout la qualité de l'alimentation qui laisse à désirer. Il n'y a plus de pain blanc, et le pain ordinaire est mou et gluant, la viande est mauvaise, la polenta, faite avec une farine inférieure, est médiocre, les pâtes elles-mêmes ont perdu leur qualité, elles sont devenues noires car on manque de la farine de Manitoba qui vient du Canada. La situation financière est pire. La réserve d'or, qui était encore de près de quatre milliards et demi il y a un an, s'est réduite de plus d'un milliard l'année dernière. Pour équilibrer son budget, le régime fasciste est obligé de faire appel à des impôts successifs sur les revenus et à des prélèvements sur le capital. Le 17 décembre 1938, on annonce que le Cabinet

italien ordonne à toutes les banques, institutions financières, compagnies d'assurances, de remettre au gouvernement une partie de leur actif pour financer l'autarcie nationale. Le montant que chaque entreprise devra remettre sera déterminé après consultation de l'Inspectorat de la défense de l'épargne. Quant à la lire, fictivement soutenue par le contrôle des changes, il est difficile d'en apprécier la valeur réelle. Le seul fait que l'on puisse constater, c'est que les porteurs de lires qui cherchent à les vendre en Suisse ou à Alexandrie n'en tirent guère plus d'un franc français, alors que, théoriquement, ils devraient recevoir deux francs. Toute cette situation médiocre est masquée par l'admirable sobriété de la population italienne, qui se contente d'un régime alimentaire dont la frugalité ne serait pas acceptée par les ouvriers français. Ici encore, nous n'avons pas trouvé le paradis.

L'ÉCONOMIE NATIONALE-SOCIALISTE

L'expérience allemande a recueilli, dans certains milieux français, des témoignages d'admiration qui ont duré jusqu'au renvoi brutal du docteur Schacht. Il est donc intéressant d'examiner les résultats du système économique national-socialiste.

L'établissement en Allemagne d'un régime d'autarcie complète a bénéficié de conditions exceptionnellement favorables. L'Allemagne possédait des administrateurs compétents, des techniciens avertis, chimistes, métallurgistes, électriciens, un financier de premier plan, le docteur Schacht. Au début du régime, elle disposait d'une réserve de main-d'œuvre considérable, d'usines puissantes et à moitié vides, et de matières premières abondantes, notamment le charbon.

L'autarcie allemande est, comme en U. R. S. S., un régime d'économie de guerre. Les chefs du Reich le déclarent ouvertement. L'Institut allemand pour la conjoncture économique publiait, le 26 janvier 1938, le texte du discours de M. Rudolf Brinkmann, vice-président de la Reichsbank et sous-secrétaire d'État à l'Économie nationale, dans lequel nous trouvons cette déclaration : « Voilà quatre ans maintenant que l'économie allemande s'est *ajustée aux nécessités économiques d'une guerre future*, et nous approchons aujourd'hui des conditions

qui ont été caractérisées par cette expression : *mobilisation économique.* » Cela n'a rien qui doive étonner ceux qui pensent, comme M. von Mises, que « l'Allemagne est une armée qui possède un État ». L'autarcie allemande repose sur le principe exactement opposé à celui des expériences interventionnistes poursuivies par M. Roosevelt et M. Léon Blum. Ces expériences étaient fondées sur *l'accroissement du pouvoir d'achat* de l'ouvrier, obtenu grâce à une augmentation de sa part dans le profit total des affaires agricoles, industrielles et commerciales, et au détriment de l'entrepreneur. Au contraire, le système allemand est fondé, — comme celui de l'U. R. S. S. et, dans une moindre mesure, celui de l'Italie, — sur la *diminution du pouvoir d'achat de l'ouvrier*, l'accroissement du profit de l'entrepreneur et le prélèvement par l'État de la presque totalité de ce profit, c'est-à-dire de l'épargne forcée, ainsi constituée en vue des investissements ultérieurs. Reprenons ces différents termes.

L'autarcie ne peut réussir que dans un pays qui pourvoit lui-même à sa propre alimentation. Comme la production agricole était insuffisante en Allemagne, il a fallu la stimuler, attirer à la campagne la main d'œuvre et les capitaux. On a obtenu ce résultat en augmentant de 20 pour 100, en 1933, le prix de gros des produits agricoles. Par contre, on a supprimé le commerce de détail, et on l'a remplacé par des organisations administratives ou coopératives, de telle manière que l'accroissement du prix de la vie fût seulement de 7 pour 100 au lieu de 20 pour 100. Pour éviter, d'ailleurs, que l'importation de certains produits n'ait trop de répercussion sur la hausse des prix, on constitue un monopole au profit de certains offices d'État, chargés d'acheter et d'introduire les corps gras, le fourrage et les produits laitiers. C'est ce qu'on a appelé la *socialisation de la distribution.* Il serait curieux de rechercher dans le budget de l'État allemand ou des collectivités administratives si les frais énormes des innombrables fonctionnaires et miliciens qui assurent le contrôle du commerce administratif ne dépassent pas, et de beaucoup, la marge qu'absorbait autrefois le commerce libre.

Pour empêcher une hausse trop marquée du prix des produits industriels, on maintient férocement les salaires au niveau le plus bas atteint au summum de la crise, c'est-à-dire

en 1932. Enfin, on impose, en 1936, le *bloquage des prix*, sauf dérogations difficilement accordées. On augmente ainsi considérablement, au détriment de la main-d'œuvre, le profit des entreprises dont la production est accrue, rationalisée. Mais ce profit doit aller à l'État, comme en Russie, et permettre le financement du plan. Il est absorbé grâce à de nombreux procédés : l'impôt sur les bénéfices bruts, récemment porté à 40 pour 100, l'emploi en rentes d'État des bénéfices dépassant 6 ou 8 pour 100 du capital, la contribution des groupes d'industries au développement des usines quelquefois concurrentes, les secours d'hiver, enfin la souscription obligatoire aux emprunts du Reich et les quêtes, qui n'ont d'ailleurs de facultatif que l'apparence. On citait récemment le cas d'une dame condamnée pour n'avoir donné que dix pfennigs pour le secours d'hiver.

Quels ont été les résultats de l'autarcie allemande ?

Au point de vue du chômage, ils paraissent tout à fait satisfaisants : au lieu d'avoir cinq millions de chômeurs comme en 1933, l'Allemagne manque aujourd'hui d'ouvriers et importe de la main-d'œuvre tchèque et italienne. N'oublions pas cependant que plusieurs millions de chômeurs ont trouvé un emploi dans les créations nouvelles du régime national-socialiste : l'armée, la milice, la police, les camps de travail et de concentration, la construction des routes et l'exécution des travaux publics.

Au point de vue de la production, comparons les chiffres de 1933 et de 1938. La production industrielle a augmenté de 133 pour 100, la masse des profits réalisés, de 80 pour 100, la masse des salaires payés, de 37 pour 100. Jusque vers les premiers mois de 1938, les résultats faisaient illusion. Le docteur Schacht, grâce à des prodiges d'ingéniosité, avait réussi à éviter ou à dissimuler l'inflation et, au congrès des économistes de langue française de l'an dernier, on pouvait entendre, au sujet de l'autarcie allemande, des appréciations nettement favorables. M. Laufenburger déclarait : « Lorsqu'on fait en Allemagne une enquête, *on croit, on est presque convaincu.* » M. Beaud'huin allait plus loin : « Je voudrais, dit-il, tirer la conclusion d'ensemble qui se dégage de l'expérience allemande. Nous devons reconnaître que celle-ci a constitué *un succès éclatant.* »

Erreur complète. En réalité, les difficultés commençaient et sont allées, depuis lors, en s'accentuant rapidement.

La balance commerciale de l'Allemagne, qui se traduisait, à la fin de 1937, par un solde favorable de 450 millions de marks, s'est traduite, en 1938, par un déficit de 450 millions de marks. Pourquoi ? Une partie du renversement est due certainement à des constitutions de stocks ; mais il est dû aussi au boycottage des produits allemands dans les pays de langue anglaise sur le vieux et le nouveau continent. Une autre cause de difficultés a été l'absorption de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie. Le déficit alimentaire de l'Allemagne, qui n'était que de 20 pour 100, s'élève aujourd'hui à 30 pour 100, car les pays annexés sont surtout des pays urbains ou industriels. L'exportation de ces pays a diminué des deux tiers, à la fois du fait du boycottage de leurs produits, devenus allemands, et de la disparition des commerçants autrichiens, presque tous israélites. Pour donner des commandes aux usines tchèques, il a fallu les enlever aux usines allemandes.

La situation financière s'est considérablement aggravée. Pendant l'exécution du premier plan, qui consistait principalement à utiliser au maximum les usines existantes, on a pu éviter l'inflation et mener à bien les travaux nécessaires par des prélèvements sur les bénéfices industriels et par une compression de la nourriture de la population. Mais on est entré dans l'exécution du deuxième plan, qui comporte essentiellement la construction de nouvelles usines, la mise en œuvre des procédés synthétiques pour l'essence et le caoutchouc, la construction de hauts-fourneaux trois fois plus grands que les anciens, à production égale, en vue de l'utilisation de minerais très pauvres en fer. Il a fallu extraire les matières premières nécessaires à la fabrication des ersatz, et notamment du charbon pour la fabrication de l'essence. Il a fallu remettre en état les pays nouvellement annexés. Aussi le chiffre des dépenses publiques a-t-il considérablement augmenté. Depuis 1933, la dette allemande a doublé et les investissements pour les routes et pour l'armement ont dépassé 36 milliards de marks. Il a fallu faire appel à des contributions de plus en plus lourdes sur les industries qui ont dû vendre en masse les valeurs de leur portefeuille, ce

qui a amené l'effondrement de la Bourse de Berlin. L'emprunt d'un milliard et demi de marks, lancé à la fin de 1938, n'a pu être placé que pour les deux tiers, malgré une durée d'émission anormalement longue. Le docteur Schacht fit des remontrances et déclara qu'il fallait réduire les dépenses si l'on voulait éviter l'inflation. Il fut renvoyé brutalement. Son départ marqua une chute du mark de plus du tiers; on vit dans les boutiques l'argenterie tripler de prix, ainsi que les tableaux et les collections de timbres-poste.

A la fin du mois de mars de la présente année, la détresse financière de l'Allemagne est apparue de façon criante. Le docteur Funk, successeur du docteur Schacht, a fait prendre un arrêté aux termes duquel les créanciers du Reich ne seraient plus payés comptant que jusqu'à concurrence de 60 pour 100, le solde devant être réglé en bons d'impôts. Les créanciers qui recevraient cette monnaie fiduciaire auraient le droit de payer, avec ces bons, les impôts de 1940. Il serait difficile de trouver une preuve plus complète de la faillite financière de tout le système allemand.

Examinons maintenant les conditions matérielles de la vie en Allemagne. La nourriture est médiocre en qualité, insuffisante en quantité. La base de l'alimentation est le chou-rave. Le beurre est, pour 90 pour 100, composé de margarine; on ne peut en avoir qu'une demi-livre par semaine pour cinq personnes, et à condition de s'approvisionner chez un fournisseur déterminé. On ne peut avoir qu'un œuf par personne et par semaine. Le pain blanc contient 8 pour 100 de farine et 35 pour 100 d'amidon. Les poulets sont nourris avec de la farine de poisson. La viande de luxe que l'on sert dans les dîners officiels est le « veau diplomatique ». Il n'y a pratiquement plus de café véritable.

Pour essayer de parer à ces conditions désastreuses d'alimentation, le gouvernement prend des mesures draconiennes. Les élèves des grandes écoles sont réquisitionnés pour venir ramasser les poubelles, dont le contenu sert à l'alimentation des cochons. Un arrêté du 24 décembre 1936 réglemente l'épaisseur tolérée pour les épluchures de pommes de terre. Un arrêté du 9 janvier 1937 interdit toute espèce de publicité ou de propagande pour la consommation du beurre ou de la graisse : la T. S. F. donne, chaque jour, aux ménagères les

indications utiles pour se procurer les produits qui se trouvent en quantité suffisante et leur déconseille l'achat des produits étrangers. On réquisitionne les produits agricoles sur la propriété, en ne laissant aux cultivateurs que la quantité qui leur est nécessaire. On utilise un système de disette alternative, de façon à limiter les réclamations : quand une région manque de beurre, on lui envoie de la viande, et quand elle manque de viande, on lui envoie du beurre. Enfin, on établit en Allemagne, comme au plus beau temps du communisme en U. R. S. S., les cartes d'alimentation permettant d'obtenir certains produits contingentés. Ces cartes comportent d'ailleurs, pour un même produit, trois prix différents, l'un pour les ouvriers, le second pour le reste de la population nationale, le troisième pour les étrangers. Dans l'ensemble, s'il est inexact de dire que les Allemands meurent de faim, il n'est pas moins inexact de dire, comme on l'affirme trop souvent, que leur alimentation ne laisse rien à désirer. La vérité est que l'Allemand, qui était autrefois gros mangeur, est soumis à un régime de restriction qui porte à la fois sur la quantité et sur la qualité, et qui diminue sa force de résistance.

Le problème de l'habillement est encore plus angoissant que celui de l'alimentation. La qualité des chaussures a tellement baissé que l'on en use deux paires au lieu d'une. Le linge porte couramment une étiquette recommandant aux ménagères de ne pas le tremper dans de l'eau à plus de cinquante degrés, sinon elles ne le retrouveraient plus.

Pour obtenir de bons produits, il faut souvent user de procédés obliques : accepter de payer un surprix dans l'arrière-boutique, ou se prêter à la combinaison des achats couplés, dans lesquels le commerçant vous vend le produit dont vous avez besoin à condition que vous achetiez celui dont il ne peut se défaire.

MOUVEMENT DES PRIX

La poussée à la hausse augmente. Pour faire face aux énormes investissements nécessaires aux armements et permettre en même temps la production des biens de consommation strictement indispensables, il a fallu imposer aux

ouvriers une augmentation considérable de la durée du travail. Celle-ci atteint couramment cinquante-six ou soixante heures par semaine et quelquefois beaucoup plus.

Cet accroissement de la durée du travail a entraîné une augmentation du total des salaires payés, bien que le salaire horaire soit resté théoriquement le même. D'autre part, la nécessité d'employer le maximum de main-d'œuvre à produire des biens d'investissement a réduit, dans une certaine proportion, la quantité des produits de consommation. Ce sont deux causes nouvelles de hausse des prix, qui s'ajoutent à la troisième résultant de l'accroissement des importations.

Comment lutter contre ces trois causes de hausse simultanées ?

Il y avait deux systèmes : réduire les armements et augmenter la production des biens de consommation, conformément à la doctrine du docteur Schacht, ou bien réduire les salaires sans augmenter la quantité des biens de consommation. C'est cette dernière solution qui a été choisie. Pour la réaliser, on a augmenté les impôts sur les salaires, augmenté les quêtes et les souscriptions dites facultatives. Malgré tout, on n'a pu enrayer complètement la hausse ; en moyenne, elle est de 12 pour 100 pour l'alimentation, de 18 pour 100 pour l'habillement.

La situation ouvrière devient de plus en plus mauvaise. D'après le Bureau international du travail, les salaires réels ont baissé de 11 pour 100 depuis 1931, époque de grande misère en Allemagne. Cette diminution serait encore plus grande si l'on tenait compte de la différence de qualité des produits que nous avons signalée plus haut. Si l'on compare les salaires payés en Allemagne aux salaires français et que l'on adopte, pour déterminer la valeur du mark, le coefficient 6, intermédiaire entre le prix officiel de 8 francs du mark-touriste et celui de 4 francs 50 que l'on paie couramment à l'étranger, on constate qu'une jeune fille sténographe gagne 600 francs par mois, un chauffeur non habillé 900 francs, un mineur du fond 1 100 francs pour 216 heures par mois, un mineur de surface 900 francs, un ouvrier spécialiste métallurgiste 1 200 francs.

L'ouvrier est mal payé, mal nourri, et contraint à une

durée de travail excessive. Il est surmené, sous-alimenté et ne peut se payer de la viande qu'une ou deux fois par semaine.

Comme en U. R. S. S., le livret de travail, placé entre les mains du patron, a été rétabli. Un décret récent a donné au gouvernement du Reich le pouvoir d'imposer à tout ouvrier l'emploi et la résidence de son choix : c'est la mobilisation permanente. La production en grand, favorisée par l'État, qui y trouve son profit, a réduit de plus de cent mille le nombre des artisans.

Le phénomène le plus grave, pour l'économie nationale-socialiste, est l'embouteillage de toute l'industrie et de tout le système circulatoire de l'Allemagne. Ses chemins de fer sont en mauvais état : le nombre des wagons et des locomotives en réparation augmente chaque mois. Dans l'industrie, l'outillage est fatigué par suite d'un usage trop intensif. La production horaire de l'ouvrier diminue. Le temps nécessaire à la construction de nouvelles usines ou à la fabrication de nouveaux produits augmente par suite de la fatigue du personnel, du mauvais état des moyens de transport et, surtout, de la réglementation bureaucratique qui est presque aussi compliquée que celle de l'U. R. S. S. Un grand industriel de la région rhénane me disait récemment que, pour construire un même atelier, il avait mis huit mois il y a quatre ans, treize mois il y a deux ans ; il lui faudrait vingt-quatre mois actuellement.

En réalité, la diminution du rendement de l'industrie allemande ne tient pas seulement à des causes physiques : usure des machines, surmenage des hommes ; elle tient aussi, pour une part qui n'est pas négligeable, à la mauvaise volonté passive des ouvriers. Je connais une grande verrerie allemande dans laquelle les ouvriers, obligés d'augmenter la durée du travail, ont déclaré nettement qu'ils prendraient des mesures nécessaires pour que la production totale de l'usine ne fût pas accrue. Ce fait se retrouve, à l'état plus ou moins larvé et plus ou moins net, sur tout le territoire du Reich. Il y a là un phénomène nouveau dont le développement peut entraîner des conséquences considérables.

RÉSULTATS DE L'ÉCONOMIE NATIONALE-SOCIALISTE

C'est un échec. Il est dû tout d'abord au fait qu'on a voulu aller trop vite. En second lieu, comme en U. R. S. S., les cadres sont insuffisants pour le formidable effort industriel que le Fuhrer et Gœring ont décidé de réaliser. C'est pourquoi le Reich a dû embaucher la totalité des sept cents ingénieurs suisses de la dernière promotion de Winterthur.

Troisième raison : l'initiative privée qui est l'âme même du capitalisme a disparu. Les industriels allemands ne savent plus qu'obéir. Ils gagnent peu, mais ils sont assurés contre les pertes ; suivant leur tempérament, ils acceptent, avec résignation ou plaisir, la situation nouvelle. Ils sont devenus des automates.

Quatrième raison : surmenage physique et moral de la population.

Enfin la bureaucratie s'est développée dans les mêmes proportions que celle de l'U. R. S. S., avec plus d'ordre, plus de méthode, plus de travail, mais aussi plus de complication et plus de circulaires. On entre dans tous les détails. Plus on croit résoudre de problèmes, plus on en pose. A force d'organisation, on a créé le désordre.

M. Heilperin a dit avec raison que la politique économique de l'Allemagne se traduit par « l'imposition aux particuliers d'un niveau de vie sans cesse plus bas, en face d'une production toujours plus grande ». M. Rappard, au Congrès des économistes de langue française de 1938, a porté, avant même la chute du docteur Schacht, un jugement assez sévère dont voici l'essentiel : « Si l'on considère que le critérium du succès est de mettre en œuvre le maximum d'effort pour le minimum de rendement, l'expérience allemande est un triomphe ; mais si l'on croit que la valeur d'un système économique se mesure par l'obtention du maximum de rendement pour un minimum de peine, c'est un échec complet... On dit que l'économie autarcique allemande a fait disparaître le chômage : il n'y a pas de quoi s'en étonner, il n'y a pas de chômage dans les prisons. »

La caractéristique de l'expérience allemande, c'est la consommation, en quelques années, de toutes les réserves

accumulées par des siècles de travail, d'épargne et d'effort intellectuel.

CONCLUSIONS SUR LES ÉCONOMIES TOTALITAIRES

Essayons de résumer les résultats des expériences réalisées depuis vingt ans dans les pays totalitaires. Nous avons vu que, du point de vue strictement économique, ils sont désastreux. Sont-ils au moins compensés, du point de vue social, par la réalisation d'un rêve, bien compréhensible par ailleurs : l'égalité résultant de l'abolition des classes ? Certes, non.

Il reste dans tous les pays de dictature des privilégiés et des malheureux. Nous y voyons dominer tour à tour des clans, qui remplacent les classes et qui se groupent suivant leurs tendances politiques. Nous avons vu, en U. R. S. S., les luttes tragiques de la nuance Staline avec la nuance Trotzky et la nuance Boukharine ; en Italie, les clans sont aussi nombreux : d'un côté, la tendance Balbo-Grandi, fidèle au vieux fascisme ; la tendance favorable à la maison de Savoie, qui se groupe autour du maréchal Badoglio ; la tendance la plus avancée, celle des fonctionnaires du parti, représentée par Farinacci et Starace ; enfin le groupe du comte Ciano, qui n'est ni le moins actif, ni le moins habile.

Ceux qui bénéficient de la faveur du dictateur en font profiter leurs partisans.

Il y a, par ailleurs, des différences considérables, même sous une apparence d'égalité. Il y a des professions plus agréables que d'autres ; tel groupe de la nation se trouve plus favorisé. Selon l'heure, c'est l'armée ou la milice, l'ouvrier ou le paysan. La faveur s'exerce aussi bien dans le choix des emplois que dans celui des résidences. Les salaires, au lieu de se fixer vers un niveau moyen, présentent en U. R. S. S. une différenciation que nul pays capitaliste n'a connue. Toute la population est exploitée et dominée par la bureaucratie et par le parti.

Quelles sont les raisons qui ont causé l'échec des économies totalitaires ?

Le fait d'arriver au pouvoir dictatorial prouve, de la part de son bénéficiaire, du caractère, de l'audace, de la pas-

sion, mais ne constitue pas une garantie que le chef sera en mesure de résoudre les problèmes complexes que pose chaque jour l'économie et qui demandent une autre formation, une longue tradition, un jugement sûr et, surtout, une profonde expérience des affaires. Lorsque l'État se mêle de remplir les tâches que se distribuent, dans les pays libéraux, les grands industriels et les grands commerçants, il lui serait nécessaire, pour réussir, de posséder à la fois toutes leurs qualités. On n'invente pas la science des finances ; on n'invente pas les lois de l'économie, et il faut les connaître, même si l'on veut les violer. Or, tout au contraire, le processus qui mène le dictateur au pouvoir et qui le conduit vers des tâches qu'il ignore lui donne, lorsqu'il a recueilli dans d'autres domaines des succès impressionnants, la conviction qu'il peut transgresser et dominer les lois naturelles.

La dictature nivelle les cerveaux comme les caractères : ils sont standardisés, alignés comme les soldats d'un régiment ; ce sont des automates que le dictateur actionne, des pions qu'il manœuvre sur son échiquier. Par le fait même qu'on les a coulés dans un moule unique et qu'on leur a retiré leurs réflexes naturels, ils n'ont aucune réaction en face d'une difficulté ; ils ignorent l'initiative féconde, seule cause de marche en avant et de progrès. On se trouve en présence, selon l'expression de Rauschning, d'un « peuple d'ilotes ».

La formation de la jeunesse, conformiste jusque dans les plus petits détails, empêche l'éclosion et l'ascension des sujets d'élite. Staline se plaint du manque de cadres ; l'Allemagne cherche des ingénieurs à l'étranger. L'un des plus grands chefs de l'industrie allemande me disait que, si le régime durait encore quelques années, on trouverait en quantité illimitée des hommes capables de gagner par an 30 000 marks, mais qu'on n'en trouverait plus un seul capable d'en gagner 300 000, c'est-à-dire d'être un véritable chef.

Toutes les dictatures ont été, dans leurs premières années, soutenues par le consentement quasi unanime des cœurs et des esprits. J'ai vu moi-même, à Moscou, pendant les années les plus dures du bolchévisme, des ouvriers qui faisaient la queue pendant des heures pour avoir un morceau de pain et qui ne se plaignaient pas, convaincus qu'ils tra-

vaillaient pour l'avenir et que leurs souffrances présentes seraient payées de retour par une large prospérité future.

Cet enthousiasme n'existe plus. Sous une résignation plus apparente que réelle se traduit un désenchantement croissant et, dans tous les pays totalitaires, l'opinion publique, en dehors des manifestations officielles ou des acclamations qui tiennent plus de l'hystérie que de l'enthousiasme, perd sa foi dans l'avenir et son ardeur au travail.

L'un des vices que l'on retrouve, à des degrés divers, dans toutes les dictatures, c'est le chancre de la bureaucratie. La bureaucratie est mal composée, car on y place avant tout les amis du régime, les favoris des favoris, et ce sont souvent des incapables. La bureaucratie est coûteuse, et l'on voit couramment trois fonctionnaires effectuer médiocrement une besogne qui, sous le régime libéral, serait exécutée correctement par un seul homme. La bureaucratie est de plus en plus lente à mesure qu'elle se perfectionne. Entre le moment où un fonctionnaire rédige une lettre adressée à un collègue d'une autre administration et celui où elle arrive au destinataire, il s'écoule au minimum huit jours, alors que dans les affaires privées il faudrait au maximum huit heures. L'homme qui prépare une lettre ne la signe pas ; celui qui la signe ignore la question qui la motive. Ce serait d'ailleurs pire, s'il l'avait rédigée lui-même, puisqu'il ne sait pas de quoi il s'agit.

Craignant les responsabilités, souvent terribles et parfois tragiques, le fonctionnaire intelligent évite de se mettre en avant. Il se couvre par la consultation d'un nombre croissant de commissions et de comités, au milieu desquels son opinion personnelle s'estompera jusqu'à disparaître.

C'est de là que vient l'embouteillage industriel de l'Allemagne, de la même façon que s'est produit l'embouteillage de l'U. R. S. S. Trop de centralisation, trop d'échelons à la pyramide bureaucratique ; le chef ne connaît pas ses troupes, les troupes ignorent leur chef ; trop de cloisons étanches, trop de contrôles superposés. La machine est trop compliquée ; elle ne tourne plus.

C'est à dessein que j'omets ici le problème capital de l'économie dirigée, c'est-à-dire la difficulté d'adapter, par

décisions autoritaires, la production aux besoins réels des consommateurs. En régime totalitaire, cette difficulté n'existe pas. La prévision est forcément parfaite, puisque la base du régime, c'est que les esclaves consomment les rations qu'on leur accorde.

Si l'économie libérale a été profondément atteinte par la double secousse de la guerre et de la crise économique, si l'économie dictatoriale donne des résultats désastreux, est-il possible de concevoir une transaction avantageuse entre les deux principes de la dictature et de la liberté ?

Ne peut-on pas envisager une solution dans laquelle on conserverait le principe de la liberté du marché en le corrigeant par l'intervention d'une autorité supérieure, qui pourrait être l'État ou la profession ? Dans le premier cas, on se trouverait en présence de l'économie dirigée ou du planisme, dans le second cas, du corporatisme.

L'ÉCONOMIE DIRIGÉE

Que faut-il entendre par l'économie dirigée ou, selon le mot de Walter Lippmann, le collectivisme progressif ?

Dans l'économie dirigée, l'État a la prétention de corriger le libre jeu des forces naturelles et l'équilibre économique fondé sur le mouvement des prix en régime de concurrence, en intervenant directement dans la fixation des prix, du juste profit, du juste salaire et des quantités de marchandises et d'objets à produire et à livrer à la consommation.

Pour atteindre ce but, l'État peut utiliser des procédés variés. Le plus courant est l'étatisation. L'État se substitue à l'individu pour fabriquer le matériel de guerre, les avions, exploiter les transports maritimes, les chemins de fer, etc... Quelquefois son intervention se dissimule derrière la façade d'un office. Il organise le stockage des matières premières agricoles, blé, coton, café ; il réduit l'ensemencement ; il fait arracher les vignes, il détruit les produits accumulés à grands prix, il brûle le café dans les locomotives. Dans d'autres pays, son organisation interventionniste s'intègre dans une charpente générale, tels les codes de Roosevelt. Ailleurs il crée des « clearings », puis, lorsque l'argent manque, que la

confiance disparaît et que les réserves d'or s'enfuient, il établit le contrôle des changes.

L'économie dirigée est la forme la plus séduisante de l'interventionnisme. Elle recueille une adhésion presque unanime. Les théoriciens du système et de nombreux économistes modernes forment des *brain-trusts* qui donnent leur patronage à ses expériences. Les philosophes s'y rallient par orgueil, heureux de voir enfin le cerveau conduire les événements. Les politiciens acceptent, de bonne ou de mauvaise foi, une théorie qui leur concède un pouvoir illimité. Les groupements d'intérêts, surtout, soutiennent cette doctrine qui, à leur idée, doit diriger l'économie dans le sens particulier qui leur est favorable ; pour eux, il ne s'agit pas d'édifier une organisation nouvelle qui permette à la machine économique de se remettre en marche d'une façon normale, mais de prélever sur la collectivité subsides, avantages ou privilèges.

L'économie dirigée est néfaste dans son principe, car, ayant pour objet de contrecarrer les lois naturelles, elle substitue un équilibre artificiel à celui qui serait résulté du libre jeu des lois économiques. On remplace la canne à sucre par la betterave, on interdit la fabrication des chaussures par les procédés les plus modernes.

Mais toutes ces mesures sont directement opposées au grand progrès résultant de la division du travail, qui fait produire à chacun ce qui correspond le mieux à ses aptitudes. Elles sont donc réactionnaires, génératrices de vie chère ; elles diminuent finalement le rendement du pays et abaissent son niveau de vie.

L'économie dirigée se heurte à une impossibilité théorique.

Il ne s'agit plus ici, comme en économie totalitaire, de fixer la ration de chaque individu suivant la nature et la quantité des produits fabriqués d'après les décisions de l'autorité ; on a la prétention de satisfaire, par une prévision raisonnée, les besoins véritables aussi bien que dans un régime d'économie libre. Mais c'est là un problème insoluble. Sous le régime de la liberté, l'oscillation des prix enregistre à la fois les tendances de l'offre et de la demande et provoque automatiquement l'accroissement ou la réduction de la production jusqu'à ce qu'elle corresponde aux besoins véri-

tables. Ici, le régulateur ne fonctionne plus ; puisque l'économie dirigée a pour effet de fausser les prix et l'équilibre économique dans un sens ou dans l'autre, le mouvement des prix ne traduit plus les véritables besoins.

Comment, d'ailleurs, serait-il possible à un seul homme d'estimer quels sont les besoins véritables de 40 ou 80 millions d'êtres ? Tâche d'autant plus irréalisable que les besoins de chaque individu sont eux-mêmes des données variables, influencées à tout moment par l'évolution de ses goûts personnels et par la modification relative du prix des divers objets qu'il peut désirer. L'économie libre enregistre, par le mouvement des prix, ce plébiscite inconscient et permanent de tous les consommateurs. Si l'on fausse volontairement les prix et si on les fixe arbitrairement, les statistiques les plus perfectionnées ne permettront pas de discerner les besoins naturels.

L'économie dirigée est aussi chimérique au point de vue pratique, car lorsqu'on me parle d'économie dirigée, je suis toujours porté à répondre : « D'accord, mais dirigée par qui ? »

Supposons que, par miracle, un gouvernement non totalitaire puisse recruter, en quantité suffisante, des fonctionnaires intelligents, laborieux et honnêtes. Les résultats de leur gestion seront encore plus pitoyables que ceux qu'on constate dans les économies dictatoriales, étant donné qu'ils sont couramment déplacés ou renvoyés à chaque changement de ministère. Comment peut-on concevoir que la direction de l'économie d'un pays, qui est une affaire infiniment plus vaste et plus compliquée que les affaires financières ou industrielles les plus difficiles, soit conduite par des hommes qui ne font que passer et que l'on remplace à chaque assemblée générale, — je veux dire à chaque élection, — suivant leurs opinions politiques ou religieuses ?

On reproche souvent aux sociétés anonymes de l'économie libérale que les chefs qui les conduisent n'assument pas suffisamment de responsabilité pour les actes qu'ils accomplissent. Dans les régimes totalitaires, malgré toutes leurs précautions, les bureaucrates sont quelquefois mis en cause à l'occasion des décisions qu'ils ont prises, renvoyés, exilés ou fusillés. Mais dans l'économie dirigée, la responsabilité disparaît

complètement. Le fonctionnaire, permutant et instable, traite une affaire dont il ignore les débuts et les précédents et dont il ignorera presque toujours la conclusion. Que la solution soit bonne ou mauvaise, sa carrière n'en sera pas atteinte.

En fait, l'économie dirigée aboutit à un échec. Les lois économiques se vengent : on crée un *clearing* pour échanger des marchandises par le procédé du troc, et l'on empêche ainsi que les États débiteurs puissent payer leurs dettes ; on réduit la durée du travail et l'on crée le chômage. Partout on fait des lois pour protéger les locataires contre la hausse des loyers, mais on paralyse toute l'industrie du bâtiment.

On a voulu corriger le capitalisme libéral par la direction consciente de l'économie ; on n'a réussi qu'à l'empêcher de fonctionner.

LE CORPORATISME

Cette organisation économique mérite un examen attentif.

Elle présente un aspect systématique et, par conséquent, satisfaisant pour l'esprit. Elle s'appuie sur une base technique réelle. Elle a des parrains sérieux. Encouragée par le Vatican, soutenue par certains milieux patronaux, elle bénéficie également de l'appui d'une partie du syndicalisme ouvrier.

Pour juger de la valeur du système, il est nécessaire de définir ce que l'on entend par « corporatisme », car on a groupé sous ce vocable beaucoup de réalisations très différentes : l'organisation de la profession ; l'entente patronale obligatoire ; la corporation paritaire (patrons et ouvriers) ; enfin la corporation ternaire (patrons, ouvriers, État).

D'où vient la sympathie du Vatican pour le système des corporations ?

Il est d'autant plus important d'élucider ce point que, bien souvent, on a interprété d'une manière tendancieuse l'enseignement de l'Église. La doctrine du Vatican, qui n'a pas été inspirée par les événements récents de la guerre et de la crise, remonte à l'encyclique de Sa Sainteté Léon XIII *Rerum novarum*, complétée par les encycliques *Quadragesimo anno* et *Divini Redemptoris* de Sa Sainteté Pie XI.

Voici longtemps déjà que le Vatican a condamné à la

fois les doctrines marxistes, parce que matérialistes et attentatoires à la dignité de la personne humaine, et la pratique du libéralisme économique, refusant à la masse ouvrière le juste salaire auquel elle a droit. Je ne discute pas cette condamnation sur laquelle je reviendrai plus loin. Mais en face de ces deux négations et sans prôner un système économique déterminé, le Vatican a posé les bases des conditions morales et sociales que doit remplir un système économique équitable. Il accepte le principe du capitalisme, le profit et le salariat, mais il demande, pour les ouvriers, le droit de se grouper pour la discussion de leurs intérêts et le droit au juste salaire. D'une façon plus générale, il déclare que l'organisation économique et sociale doit être dominée par le souci du bien commun.

Pour aboutir à ce résultat, il conseille l'établissement d'un *ordre professionnel* se substituant à la lutte des classes qui divise aujourd'hui patrons et ouvriers ; il rappelle les bienfaisantes corporations d'autrefois et il cite avec éloges l'initiative de Mussolini, rénovant le système corporatiste. Mais il en indique aussi les limites, et ce point n'a pas toujours été suffisamment mis en lumière.

Ces organisations professionnelles, dit l'encyclique *Divini Redemptoris*, doivent être « adaptées aux régions et aux circonstances ; elles doivent avoir pour effet de décongestionner l'autorité de l'État en confiant à la corporation certaines tâches qui lui incombent et ne doivent pas lui être soumises ».

Écoutons Sa Sainteté Léon XIII : « Que l'État protège certaines sociétés fondées selon le Droit ; que toutefois il ne s'immisce point dans leur gouvernement intérieur. » Et Sa Sainteté Pie XI ajoute (1) : « Il ne manque pas de personnes qui redoutent que l'État ne se substitue à l'initiative privée, au lieu de se limiter à une aide ou à une assistance nécessaire et suffisante. On craint que la nouvelle organisation syndicale et corporative... risque d'être mise au service de fins politiques particulières. »

La faveur spéciale accordée par le Vatican au principe corporatif se justifie fort bien du point de vue moral et social,

(1) Encyclique *Quadragesimo anno*.

mais ce régime me paraît inefficace ou dangereux, du point de vue économique.

Lorsqu'on parle des corporations du moyen âge comme d'un ensemble harmonieux, on oublie les innombrables difficultés auxquelles ce système avait donné lieu et que Turgot rappelle dans le fameux rapport au Roi où il proposait sa suppression. On oublie les litiges qui divisaient les métiers, les réglementations complexes qui entravaient inutilement l'initiative individuelle. On oublie que l'interdiction de fabriquer des cotonnades imprimées a coûté la vie en France à 16 000 personnes.

L'harmonie que l'on admire dans les corporations du moyen âge se concevait dans un atelier où l'apprenti devenait maître à son tour, après quelques années de collaboration. Elle est impraticable dans les usines qui ne comptent qu'un patron pour mille ouvriers, ou pour dix mille ouvriers.

Vouloir ressusciter les corporations sur le mode ancien, ce serait renoncer aux avantages que l'humanité tout entière a retirés de la division du travail et des progrès de la mécanique, grâce auxquels l'ouvrier a pu réduire de près de moitié la durée de son travail et améliorer en même temps ses conditions d'existence : salaire, congés, allocations familiales, assurances sociales, etc...

Si l'on abandonne aux corporations le droit de fixer, pour chaque industrie, la production et les prix de vente, les ouvriers et les patrons se mettront immédiatement d'accord pour pratiquer une politique malthusianiste fondée sur des prix élevés, réservant aux ouvriers de hauts salaires et aux patrons de plantureux bénéfices. Mais il y a une troisième partie qui n'est pas invitée à la discussion, bien qu'elle soit la principale intéressée. Elle est constituée par la masse de tous les consommateurs. Ceux-ci souffriront grandement de cette politique qui, pour réaliser l'accord des patrons et des ouvriers, n'en est pas moins contraire aux principes du bien commun.

Si, d'ailleurs, on remettait aux corporations le droit de fixer le prix des produits et d'autoriser les usines à fabriquer dans des limites déterminées, cela reviendrait à abandonner à des organisations collectives un droit régalien. L'État exigera donc tout naturellement de participer à toutes les

décisions importantes ; il sera obligé d'arbitrer les conflits à l'intérieur d'une corporation ou entre deux corporations. En conséquence, les corporations se transformeront obligatoirement en organisations d'État, ainsi que le craignait Sa Sainteté Pie XI.

C'est ce qui est arrivé en Italie ; les corporations, qui jouissaient tout d'abord de pouvoirs propres assez larges, ne sont plus que des façades chargées d'entériner les décisions de principe prises par l'État ; quant aux réalisations de détail, elles sont renvoyées à des commissions corporatives dans lesquelles les fonctionnaires sont en majorité.

Il en sera de même en Espagne, où la Charte du travail promulguée par le général Franco en 1938 prévoit explicitement que la corporation est une organisation « économique organisée hiérarchiquement sous la direction de l'État ».

On a parfois vanté, comme représentant l'idéal du mouvement corporatif, le système inauguré par le dictateur portugais, M. Salazar. Je suis bien d'accord sur ce jugement, mais précisément parce que les corporations portugaises n'ont reçu aucun pouvoir dans l'ordre économique et se bornent à constituer dans quelques branches de l'activité économique, notamment les banques, une sorte d'ordre professionnel analogue à ce qu'est l'Ordre des avocats.

De tout ce mouvement corporatiste, qui a soulevé dans les dernières années tant d'intérêt, n'y a-t-il rien à retenir?

Je crois que ce serait émettre un jugement trop hâtif. Il me semble qu'il y a dans l'organisation professionnelle quelques idées intéressantes à promouvoir. Il y a surtout, comme je le montrerai dans un article ultérieur, un rôle considérable à jouer dans le domaine *social* par la corporation dont l'intervention dans le domaine *économique* me paraît dangereuse.

Nous arrivons au terme de l'examen.

Nous avons vu que les essais d'économie totalitaire ont donné de très mauvais résultats. Il en est de même de tous ces régimes bâtards, tels que l'économie dirigée ou sa variante corporative. Ils ne constituent que des compromis mal venus entre la dictature et la liberté. Ce sont des systèmes de *liberté*

entravée ou de *dictature impuissante.* Fatalement l'évolution doit les incliner dans un sens ou dans l'autre après avoir causé de sérieux dégâts : il n'y a donc pas à chercher une solution de ce côté.

En présence de cet échec, n'est-il pas plus sage de revenir au point de départ et de se demander si le capitalisme et le libéralisme économique sont réellement responsables de tous les maux qui leur ont été imputés ?

Il faut reviser le procès du libéralisme. Au printemps de 1938, j'ai résumé les pièces du procès dans mon ouvrage : *le Sort du capitalisme*, en même temps que Walter Lippmann le faisait dans *la Cité libre.* Partis de points de vue assez différents et sans idée préconçue, nous sommes arrivés exactement aux mêmes conclusions. Je me borne à les résumer ici.

On reproche au système libéral ou capitaliste d'entraîner une concentration croissante de la fortune entre un petit nombre de mains.

C'est faux. On ne peut nier que les grandes affaires se développent au détriment des petites ; mais la propriété de ces affaires géantes est aujourd'hui répartie, grâce à la société anonyme, d'une façon beaucoup plus démocratique : le moindre ouvrier, le moindre concierge est, pour une part, propriétaire d'actions ou d'obligations industrielles.

On reproche au libéralisme d'engendrer la lutte des classes.

C'est faux. Plus nous allons et plus disparaissent entre les classes les cloisons étanches. Les grandes écoles, pépinières des chefs d'industries, sont alimentées, pour les trois quarts, par des boursiers méritants, dont les parents sont de petits fonctionnaires, de petits commerçants et souvent des ouvriers. Grâce aux impôts élevés, les riches se ruinent progressivement pendant que les modestes s'élèvent.

On reproche à l'économie libérale de viser à la prise du pouvoir.

C'est faux. Comme le dit Joseph Barthélemy (1), les libéraux ne demandent qu'une chose à l'État : « La permission de travailler, de commercer, de faire aller et venir leurs marchandises, d'ouvrir leurs magasins, de faire tourner leurs

(1) *Le Temps*, 9 août 1938.

machines, de faire travailler leurs métiers. Ils demandent aussi à l'État de ne pas absorber, par des emprunts excessifs, tous les capitaux disponibles sur le marché et de ne pas détruire par une fiscalité écrasante toutes les possibilités de profit. Ils demandent en un mot la liberté. » L'économie ne fait que se défendre contre les interventions de la politique; elle n'a pas tort : elle est dans le cas de légitime défense.

On reproche au libéralisme d'être générateur de monopoles qui ruinent le consommateur.

C'est faux. M. von Mises a montré que, s'il y a une tendance évidente à la concentration dans l'économie moderne, il n'y a pour ainsi dire aucun exemple de monopole complet en dehors des cas où l'État en a directement ou indirectement provoqué la constitution. Ces pseudo-monopoles sont rares, fragiles, incomplets, à la merci de l'outsider existant ou éventuel.

Contrairement à ce que l'on croit souvent, le petit industriel, lorsqu'il ne veut pas entrer dans une entente, est plus dangereux pour celle-ci que le gros concurrent. Il suffit d'ailleurs de constater que les affaires cartellisées : mines, forges, produits métallurgiques, ne donneraient, depuis de longues années, aucune rémunération aux capitaux investis si une gestion prudente n'avait constitué, dans le passé, des réserves suffisantes. Si l'on veut chercher les gros profits, ce n'est pas du côté des industries cartellisées ou, comme on dit, du côté du secteur abrité qu'il faut se tourner ; on les trouve dans les industries ou dans les commerces qui exploitent certaines spécialités pharmaceutiques, des apéritifs en vogue et quelques exploitations viticoles du Midi ou de l'Algérie.

Restent les objections formulées par le Vatican. En réalité, elles ne portent pas contre le principe même du libéralisme, mais contre une application abusive du système. Cette condamnation n'atteint pas le néo-libéralisme qui se concilie avec le jeu des conventions collectives, avec les lois sociales et la notion du salaire minimum. J'ai montré, dans l'ouvrage que je citais plus haut, que cette doctrine est conforme à celle de l'Église, car elle établit la base du profit et de la propriété sur la considération du bien commun. Cette conciliation est d'ailleurs logique ; il serait bien difficile de comprendre que l'Église puisse, en face de la dictature,

se déclarer favorable à la liberté politique, réclamer la liberté économique entre les nations, et prendre en même temps parti pour une économie intérieure totalitaire, laquelle ne peut durer que si elle s'appuie sur la dictature politique.

Si les objections que l'on fait couramment au libéralisme économique ne sont pas fondées, quelles sont donc les raisons profondes qui l'empêchent aujourd'hui de fonctionner convenablement ?

Les lois économiques, comme les lois physiques ou mécaniques, ne s'appliquent que dans certaines limites et dans des conditions définies. Le jeu du libéralisme exige que le milieu dans lequel il se développe soit constitué par un fluide parfait. Le mécanisme délicat du mouvement des prix, sur un marché libre, assure à la fois la satisfaction de l'individu, le bien de la masse, l'équilibre entre la production et la consommation, la rémunération normale des différents collaborateurs de l'entreprise ; mais ce régulateur de précision se coince, si le fluide dans lequel il est plongé vient subitement à se coaguler.

Le fonctionnement normal de l'économie libérale suppose un certain nombre de conditions. Il est nécessaire que chaque être humain soit libre et responsable de sa décision et de ses actes, que les individus, comme les marchandises, puissent circuler sans contrainte d'un bout à l'autre du monde, d'un emploi à un autre, que la concurrence joue librement entre des entreprises nombreuses exerçant leur compétition sur de larges marchés, et qu'enfin la sélection économique entraîne, au bénéfice de la collectivité, la disparition des éléments économiques mal constitués ou usés.

Or, on peut dire que, depuis quelque trente ans, tous les actes des hommes, des collectivités et des gouvernements ont eu pour résultat, conscient ou non, d'empêcher la réalisation de ces conditions. Alors que le maintien de l'équilibre exige que les variations d'activité résultent des mouvements imperceptibles et indépendants de tous les individus, nous assistons au développement systématique des mouvements de masses. La guerre a habitué les hommes à perdre toute initiative et à exécuter des ordres. La menace permanente d'un nouveau conflit laisse planer sur l'opinion cet esprit de mobili-

sation latente grâce auquel les citoyens ne sont plus que des unités. Le développement de l'éducation a élevé le niveau intellectuel des masses, mais insuffisamment. Elles croient comprendre, elles croient savoir, et réagissent par passion collective, n'ayant pas assez de connaissances et de jugement pour se former des opinions personnelles et en possédant trop pour faire confiance aux élites. Nous sommes en présence d'une demi-culture. Le slogan a remplacé la pensée.

La circulation des hommes et des choses se trouve aujourd'hui entravée par les innombrables barrières que les peuples ont mises entre eux pour se défendre les uns contre les autres. Ces barrières s'appellent droits de douane prohibitifs, contingents, interdictions d'immigration, clearings, contrôle des changes. Ce cloisonnement du monde est le résultat de l'égoïsme et de la peur, qui sont les deux caractéristiques les plus marquantes de l'époque actuelle.

La concurrence, base du système libéral, s'est trouvée gravement entravée depuis le début du siècle. Pendant que les unités économiques, groupes d'usines, entreprises commerciales, se concentraient pour devenir de plus en plus grandes, les marchés sur lesquels elles devaient déverser leur production se sont réduits comme une peau de chagrin. De nouvelles nations industrielles, protégées par des tarifs douaniers très élevés, sont nées en Asie ou en Amérique, fermant ainsi des marchés autrefois réservés aux exportations de l'Europe. Mais surtout le traité de Versailles, mal construit et mal appliqué, a ruiné le marché européen. En découpant l'Europe en petits morceaux, en augmentant de 50 pour 100 le nombre des États, alors qu'il eût fallu le réduire de moitié, on a rétréci à l'excès les dimensions des marchés. Le mal n'eût pas été grave, si les nouveaux États de l'Europe avaient été englobés dans une unité politique d'ordre général : Société des nations, Union européenne, etc., chacun d'eux conservant son indépendance nationale comme les États de l'Amérique ou les cantons de la Suisse, sans qu'entre ces unités politiques on eût élevé des murailles de Chine empêchant l'échange des marchandises et des hommes.

Le malheur a voulu que la politique ait imposé à ces petits États nés du dépeçage de l'Autriche, de la Russie, qui fai-

saient autrefois contrepoids à l'Allemagne, l'obligation de se comporter comme de grandes nations. Chacun d'eux a voulu avoir son armée, sa diplomatie, ses armements, son industrie. On a ainsi construit des organismes économiques qui ne sont pas viables.

Enfin la sélection nécessaire pour faire disparaître les organismes économiques dont les prix de revient sont trop élevés, ne joue plus que d'une façon fragmentaire. Les affaires sont devenues tellement grandes, elles représentent des investissements si importants et des effectifs d'ouvriers si considérables que les pouvoirs publics ne peuvent plus admettre que l'une de ces entreprises colosses vienne à disparaître. Les municipalités ou l'État prennent des mesures artificielles pour permettre à ces unités de continuer à subsister, alors que le rétablissement de l'équilibre économique eût exigé leur disparition.

Je passe, bien entendu, sur les inconvénients supplémentaires que l'interventionnisme systématique a apportés au fonctionnement déjà déréglé de l'organisme et qui, au lieu d'agir sur les causes du mal, se sont simplement attaqués à ses manifestations extérieures.

Dans tout cela, que voyons-nous ? Des erreurs humaines, et non pas des vices du système.

Il n'était pas indispensable que les États-Unis, dans un esprit d'égoïsme féroce, adoptassent des barrières douanières prohibitives, alors que le continent américain, s'il était cultivé et exploité avec des salaires modérés, pourrait nourrir des centaines de millions d'hommes supplémentaires. Il n'était pas indispensable que la guerre de 1914 à 1918 eût lieu. Il n'était pas indispensable qu'elle se terminât par le désastreux traité de Versailles. J'en ai dit il y a quatre ans toutes les lacunes (1) ; les événements récents ne m'ont que trop donné raison.

Il n'était pas indispensable que les hommes, après la guerre, même dans le cadre d'un traité mal fait, pratiquassent une politique de folie qui devait les amener à de nouvelles guerres et à des ruines certaines.

(1) *L'Armistice de Versailles*. Éditions Domat-Monchrestien, avril 1935.

Il est assez comique de voir quelquefois reprocher au système capitaliste le fait des gouvernements qui ont constitué à tort des stocks de denrées pour maintenir des cours artificiels et qui ont ensuite chauffé les locomotives en brûlant du café, alors qu'à l'autre bout du monde des hommes mouraient de faim. Je ne vois dans tout cela que la critique des hommes, des gouvernements : je n'aperçois pas la faute du système.

Est-ce à dire que le libéralisme économique ne comporte pas d'inconvénients ? M. Nitti le soutient dans son livre : *la Désagrégation de l'Europe*. Je me permettrai d'être sur ce point moins optimiste que lui.

J'admets volontiers que la mécanisation trop rapide de l'industrie peut amener l'accentuation des crises et du chômage, que le développement de l'industrie des machines, plus discontinu que celui des industries de consommation, rend les crises économiques plus brusques et plus brutales. J'admets aussi que la société anonyme, dans laquelle l'élément dirigeant ne coïncide pas avec l'élément propriétaire, a une tendance normale vers un excès de production, tandis que les affaires privées sont plutôt orientées vers sa restriction.

Mais rien de tout cela n'est incurable. J'indiquerai dans un article ultérieur quels sont les remèdes que l'on peut envisager sur ces différents points. Une seule condition est à la fois nécessaire et suffisante pour que le libéralisme économique puisse vivre : c'est que la politique ne fausse pas l'économie.

Sur le théâtre mondial où se développe le drame de la vie moderne, j'admets parfaitement que l'État ne doive pas être un simple spectateur comme le désirait Spencer, mais je ne veux pas non plus qu'il monte sur les planches pour prendre la place des acteurs, comme le voudrait Roosevelt ou Hitler. Qu'il soit simplement, et c'est beaucoup, le chef d'orchestre qui maintient entre les différentes parties l'équilibre nécessaire. Qu'il se contente d'être, selon le beau mot de Walter Lippmann, « l'organe suprême qui administre la justice entre les hommes qui administrent leurs affaires ».

LOUIS MARLIO.

LA RÉVOLUTION A VERSAILLES

I

LES HOMMES NOUVEAUX

Le lundi 4 mai 1789, Paris entier est à Versailles et avec Paris la pensée entière de la France. Dès le petit jour, les curieux ont gagné les rues où passera la procession destinée à appeler sur les États généraux la protection de l'Esprit-Saint. Une double haie de gardes françaises et de gardes suisses presse le peuple le long des maisons, de l'église Notre-Dame à l'église Saint-Louis. Leurs façades sont décorées de tapisseries de la Couronne. Aux fenêtres, dont beaucoup ont été louées jusqu'à cinq louis, pendent des drapeaux, des oriflammes. Des têtes innombrables s'y penchent, élégantes en robes de taffetas ou de linon, un bouquet au sein, hommes poudrés, en habits de soie. Sur les toits, des bandes de gamins, œil vif et langue alerte, s'accrochent aux cheminées ou s'assoient, les pieds dans les chéneaux. Il a plu et le vent est frais. Mais le ciel a bleui tout à coup et les gros pavés inégaux blanchissent sous le soleil.

Après l'interminable attente qui a déçu et agacé la foule, voilà qu'à dix heures, par les efforts du maître des cérémonies Dreux-Brézé, nerveux et gesticulant, la procession finit par s'ordonner sur le parvis de Notre-Dame, encombré des carrosses de la Cour, des officiers de la maison du Roi, complète jusqu'à ses fauconniers, l'oiseau sur le poing, des bannières

des paroisses, des douze cents députés qui vont et viennent, cherchant à se grouper par bailliages, un cierge à la main. Les cloches tintent, se répondant par toute la ville. Devant le portail de l'église, des prêtres en surplis entonnent le *Veni Creator* que l'assistance reprend avec piété.

Le cortège s'ébranle : ouvrent la marche des Récollets, le clergé de Versailles et les musiciens de la chapelle du Roi. Puis, en profonde file, des hommes en habit de laine noir, jabot de mousseline unie, manteau noir, chapeau bicorne, d'aspect presque ecclésiastique. Ce sont les députés du Tiers. Un seul n'a pas revêtu l'uniforme, le père Gérard, vieux Breton qui s'est entêté à garder ses larges braies et son gilet brodé.

La foule les salue d'une longue et toujours renaissante acclamation. Les applaudissements s'exaspèrent quand paraît une sorte de monstre aux lourdes épaules, à l'énorme chevelure, au mufle affreux, crevassé par la variole, mais dont les yeux, sous les gros sourcils noirs, s'injectent de sang et d'orgueil, le comte de Mirabeau, qui après vingt ans de désordres, de prisons, de folies, rejeté par ses pairs et devenu l'idole de la Provence, à la fin d'une campagne orageuse s'est fait élire par le Tiers pour la sénéchaussée d'Aix. Un peu plus loin, sans que personne le remarque, passe un jeune homme, petit, mince, propret, à pâle face de chat, M. de Robespierre, député d'Artois. Les regardant d'une croisée, Mme de Staël, fille de Necker, cause avec Mme de Montmorin, femme du ministre des Affaires étrangères. Intelligence supérieure, passionnée pour les idées nouvelles, elle dit sa joie de voir enfin réunis les « représentants de la nation ». Mme de Montmorin, qui n'a point d'esprit, lui répond :

— Vous avez tort de vous réjouir, il arrivera de ceci de grands désastres à la France et à nous (1).

Germaine de Staël ne peut s'empêcher de tressaillir.

Défilent maintenant les délégués de la Noblesse, vêtus d'un habit Henri IV. Ils sont trop brodés, trop dorés, trop chargés de dentelles et de plumes. Sur leur passage la foule se tait. Sauf pour un seul, le duc d'Orléans, cousin de Louis XVI et opposant affiché, qui n'a pas voulu se mêler aux princes et qui même, pour flagorner le peuple, a tenté de se

(1) Montmorin devait être massacré le 2 septembre. Mme de Montmorin et son fils périrent sur l'échafaud.

glisser aux derniers rangs du Tiers. Le Roi lui a fait dire de reprendre sa place et il a obéi en maugréant.

Le jeune La Fayette, le héros de la guerre d'Amérique, l'ami de Washington, est confondu parmi les députés du bailliage d'Auvergne. Si populaire d'habitude, il passe aujourd'hui inaperçu.

Le Clergé suit. Les prélats en robes rouges ou pourpres, rochets et camail, marchent, séparés par des musiciens, d'un long flot pauvre et noir de curés. Sous un dais magnifique, dont les cordons sont tenus par les comtes de Provence et d'Artois, frères du Roi, les ducs d'Angoulême et de Berry, deux jeunes garçons, ses neveux, l'archevêque de Paris porte le Saint-Sacrement. Toutes les têtes s'inclinent...

Derrière, et dans un grand cri d'amour qui se répercute à l'infini, vient le Roi.

A pied, un cierge à la main lui aussi, en habit et manteau de drap d'or, paré du ruban bleu du Saint-Esprit, c'est un gros garçon rougeaud, mou, gauche et qui sue. Il chemine pesamment, comme absorbé dans sa pensée, sans lever les yeux.

A quelques pas d'intervalle s'avance la Reine. Elle est très belle. Comme les princesses et les dames qui l'escortent, elle porte sur un grand panier une robe de soie brodée d'or et d'argent qui étincelle de pierreries. Sur sa tête fière et mélancolique, un panache de plumes blanches surmonte les hauts cheveux poudrés.

A sa vue un murmure hostile naît du peuple. Elle fait bonne contenance, elle est courageuse. Mais quand, arrivée sur la place d'Armes, elle aperçoit à un balcon son fils aîné, le pauvre petit Dauphin qui, blême et glissant vers la mort, lui sourit, elle ne peut retenir ses larmes en lui adressant un baiser.

Presque aussitôt des cris la soufflettent : « Vive Orléans à jamais ! » Le duc d'Orléans, son mortel ennemi, acharné à la salir, à la perdre. Ce sont des filles de plaisir du Palais-Royal qui ont lancé l'insulte. Marie-Antoinette du regard veut mépriser cette boue. Mais comme aucune protestation n'a jailli du public, elle se sent faible tout à coup, vacille, va tomber ; la princesse de Lamballe la reçoit dans ses bras. Avec effort la Reine se redresse.

— Ce n'est rien, dit-elle, et elle se remet à marcher, en essayant de sourire.

Derrière elle, à rangs pressés, la Cour en robes splendides, uniformes et habits éclatants.

Presque tous sont là, qui les prochaines années vont monter sur la scène et jouer des rôles tumultueux, brûlants, mortels. Ces aristocrates dévoyés, Orléans, Mirabeau, cet héroïque étourneau, La Fayette, ces prêtres sans foi ou sans discipline, Talleyrand, Grégoire, ces échappés de la basoche, Robespierre, Barnave et (dans la foule) Danton, Camille Desmoulins, même sans doute ce vétérinaire exalté, Marat...

Presque tous... Ce jour-là, en Bourgogne, à Seurre, un jeune lieutenant d'artillerie du régiment de La Fère attend, anxieux, les nouvelles. Il est venu rétablir l'ordre dans la bourgade où le peuple a massacré deux marchands de blé.

Il l'a rétabli avec simplicité, en criant :

« Que les honnêtes gens rentrent chez eux ; je ne tire que sur la canaille ! » Et les rues se sont vidées. La vie a repris, sans trouble. Cet officier, qui n'a pas vingt ans, se nomme Napoléon de Buonaparte...

Arrivé à la cathédrale Saint-Louis, le cortège pénètre dans la nef pour assister à un salut solennel. Le Roi et la Reine s'assoient sous un dais de velours violet semé de fleurs de lys. L'évêque de Nancy, La Fare, monte en chaire et, quoique bon prébendier, prononce un sermon démagogique où il condamne, avec le luxe de la Cour, l'avidité ruineuse du fisc. « C'est sous le nom d'un bon Roi, d'un monarque juste, sensible, s'écrie-t-il, que ces misérables exacteurs exercent leurs barbaries (1) ! » Et l'assistance, en dépit de l'étiquette, applaudit à l'étrange leçon. La Reine en serre les lèvres. Le Roi feint de dormir ou dort vraiment. La cérémonie s'achève ainsi dans une impression de malaise et d'aigreur.

Rentrée au château, la Reine est saisie d'une attaque de nerfs si violente que ses bracelets se rompent. Elle a trop pris sur elle, elle n'en peut plus. L'attitude de la foule, l'injure qu'elle en a reçue, la secouent de colère et de mépris.

(1) Il dira encore, dans un mouvement vraiment excessif : « Sire, le peuple sur lequel vous régnez a donné des preuves non équivoques de sa patience. C'est un peuple martyr, à qui la vie semble n'avoir été laissée que pour le faire souffrir plus longtemps. »

Autour d'elle, venus de ses amis privés, des Polignac surtout, voltigent les conseils les plus audacieux et les plus imprudents.

* * *

De leur côté les députés du Tiers sont déçus. Depuis le 26 avril, jour où ils étaient convoqués à Versailles, ils errent par la ville, dépaysés, oisifs, effrayés par la cherté du vivre et du couvert, en butte aux regards ironiques des courtisans, à l'indifférence des bureaux. Le 2 mai le Roi les a reçus, après le Clergé et la Noblesse, sur un pied trop voulu d'infériorité. Tandis qu'ils défilaient dans sa chambre à coucher entre deux barrières au pied de son lit, il les regardait de son gros œil bleu en se dandinant sans mot dire. Il n'a parlé qu'au Breton Gérard, qui l'a surpris par sa mise. « Bonjour, bonhomme ! » lui a-t-il dit. Intention cordiale, mot malheureux.

Les députés ont visité ensuite le Château, écrasant de richesse, puis les Trianons dont tant de pamphlets, de calomnies répandus dans les masses font le décor de scènes de gaspillage et d'orgie. Convoqués d'abord pour renflouer les finances, ils sont moins éblouis que choqués par ce raffinement coûteux.

Des délégations sont venues saluer la Reine, les princes, Necker. Marie-Antoinette a paru hautaine, le comte de Provence distrait, le comte d'Artois moqueur, le principal ministre absorbé et chagrin. Chez ces braves gens des provinces, arrivés tout candeur, tout élan, la désillusion grandit.

* * *

Le 5 mai, les États généraux se réunissent avenue de Paris dans la salle des Menus Plaisirs, construite deux ans plus tôt pour l'Assemblée des Notables. C'est une vaste salle rectangulaire soutenue par des colonnes doriques, éclairée par le plafond, qui au parquet peut contenir seize cents personnes et dans ses tribunes deux mille spectateurs. Au fond s'élève une estrade richement décorée. Sous un grand dais de velours violet fleurdelysé ont été disposés le trône du Roi, le fauteuil de la Reine, des tabourets pour les princes, les princesses, les dignitaires. Les députés du Tiers s'entassent sur des banquettes sans dossiers à l'autre extrémité de la salle. Ils sont

au nombre de 584, plusieurs élections, celle entre autres de Paris, n'étant pas achevées. A leur droite s'est installée la Noblesse, à leur gauche le Clergé (290 et 291 membres). Devant l'estrade, à une table, sont les ministres. Les tribunes sont remplies, de femmes surtout, jusqu'à l'étouffement. De neuf heures à midi, Dreux-Brézé, grand, jeune et beau dans un manteau brodé d'or, la tête empanachée, une verge d'ébène à la main, fait l'appel par bailliage. Quand le duc d'Orléans s'avance, entre ses collègues de Crépy-en-Valois, il est longuement applaudi. Mais le nom de Mirabeau soulève une rumeur. Lui reproche-t-on ses vices, a-t-on peur de lui ? Sa « hure » rejetée en arrière, il sourit, insolent. Necker, en simple habit de ville, est salué avec sympathie lorsqu'il vient s'asseoir au banc des ministres.

Une fanfare retentit. La salle soudain dressée crie : « Le Roi ! » Louis XVI paraît, chargé du manteau royal, coiffé d'un chapeau à plumes dont la ganse étincelle de diamants. La Reine le suit, assez simplement vêtue d'un habit violet, sur une jupe de soie blanche. Elle porte une aigrette de héron sur un bandeau de pierreries.

Le Roi semble touché du transport soulevé par sa présence. Presque aussitôt, ayant levé son chapeau, puis s'étant recouvert, il lit un discours que l'assistance entière, même Marie-Antoinette, entend debout. La timidité souvent enroue sa voix. Durant cinq minutes, il débite de bienveillants lieux communs. S'il a rétabli l'usage des États généraux, il n'en attend que des avis sages et modérés. Il met en garde le public contre « l'inquiétude générale des esprits et le désir exagéré d'innovations ». Avant tout, l'ordre doit être restauré dans les finances. Il se déclare, en finissant, « le premier ami de ses peuples ».

Cette creuse harangue est très longuement, très chaleureusement applaudie. Dès que le Roi s'est tu, le Clergé et la Noblesse se sont couverts. Le Tiers veut les imiter. Un brouhaha s'élève, Dreux-Brézé crie des rappels à l'ordre. Louis XVI alors, d'un geste assez adroit, feint d'avoir trop chaud et retire sa coiffure. Il la gardera trois heures à la main. Mais toutes les têtes resteront nues.

Le garde des sceaux Barentin, dans sa longue simarre de pourpre, va prendre les ordres du Roi, un genou en terre, et marmonne, si bas que presque personne ne l'entend, un

discours diffus qui veut servir de programme aux Etats : meilleure répartition de l'impôt, réforme de la justice, réglementation de la presse. Necker se lève ensuite. Ce Genevois, adroit banquier devenu, par nécessité, maître des finances françaises, est un homme âgé déjà, grand, épais, aux traits accusés, large front, yeux saillants, lèvres fortes, menton lourd, avec un air d'autorité et d'orgueil. Dans son simple habit noir, il domine de haut les autres ministres. Fort habile en affaires, sa réputation est immense, et malgré les échecs qu'il a essuyés ces derniers temps, on attend encore de lui des miracles. Placé de fait à la tête du gouvernement, l'Assemblée compte qu'il va lui proposer une série de mesures propres à régénérer l'État.

Rien de tel. Comptable d'abord, il s'étend à perte de vue sur la question financière. Il évalue le déficit du budget régulier à 56 millions (1), facile, en vérité, à couvrir dans un tel pays, pourvu qu'on lui apporte l'ordre et la stabilité. Son exposé, où abondent les vues excellentes, est trop technique, trop aride pour cet auditoire de profanes. Il accable, il ennuie, il mécontente. Au reste, il n'apporte pas de plan d'ensemble. Il ne fait pas de politique. Il ne parle pas de liberté. Il ne prononce pas le mot désiré de constitution... Affecté peut-être par son peu de succès, Necker, au bout d'une heure, passe ses feuilles à un commis qui en termine la lecture dans la croissante froideur de l'assistance. Il est quatre heures et demie. L'Assemblée meurt de lassitude. Louis se lève ; les députés s'unissent dans un cri vibrant de « Vive le Roi ! » Quelques « Vive la Reine ! » retentissent aussi. Surprise, heureuse, Marie-Antoinette répond alors par une révérence qui lui vaut une ovation de l'Assemblée. Ce faible incident ranime les espérances des deux souverains. Ils se croient encore aimés. Ils le sont, en effet. Et ils aiment leur peuple, mais ils sont arrivés à un temps où, pour se comprendre et s'unir, l'amour ne suffit plus...

LA FRANCE DE 1789

Au printemps de 1789, dans cette monarchie qu'une Assemblée si solennelle se réunit pour réformer, tout, usages, lois, principes de gouvernement, est-il gangrené comme on l'a

(1) Il était en réalité de 162 millions.

prétendu et condamné à périr ? Non, cela n'est pas la vérité. Tout dans l'ancien régime n'était pas injuste, décrépit, détestable. Pas plus que tout n'y était sage, équilibré, heureux. C'était une grande machine encore saine où quelques rouages, parmi les plus importants, avaient vieilli, étaient usés. Elle grinçait, demandait une main experte pour se transformer selon l'évolution des mœurs. Il suffisait d'un roi capable, ou à son défaut d'un ministre habile. La France qui, si souvent, fit son miracle ne saura pas le faire cette fois. Faute d'avoir produit à temps un homme, ou des hommes, toute une tradition excellente s'écroulera, des ruisseaux de sang rougiront les rues, le pays entier semblera se dissoudre, jusqu'au jour où, par l'énergie et l'ambition d'un soldat, s'établira un ordre neuf sur les profondes assises que le tourbillon démagogique n'aura pu arracher du sol.

Un peuple penche vers la révolution dès qu'il n'est plus conduit par son élite. Or, depuis près d'un siècle, l'élite de la France, ce ne sont plus la noblesse, le clergé, c'est la bourgeoisie, et la bourgeoisie n'a point de part suffisante aux affaires, ne joue pas le rôle auquel son intelligence, sa culture, sa richesse, son sens de l'intérêt national lui donneraient droit. La monarchie a commis la faute essentielle, sous Louis XIV, de domestiquer l'aristocratie et de s'annexer la religion. Le Roi a perdu ainsi ses intermédiaires naturels avec le peuple. Depuis, en présence de ce peuple, il se trouve seul, lointain, sans voix, sans armes. On attend tout de lui ; on le rend responsable de tout. Or, le pays souffre d'abus anciens et nombreux, mais d'abord d'un désordre qui tient à sa formation même, de pièce à morceau. Point de constitution, de système organique. La France demeure un grand tapis bariolé où paraissent les coutures. Provinces, villes, métiers ont leur statut propre, leurs immunités. « On change de lois, raillait Voltaire, en changeant de chevaux de poste. » Les impôts sont mal établis, mal perçus. Ils frappent presque uniquement les bourgeois et les paysans. La justice est compliquée et dure aux petits. Les emplois ne sont pas donnés au mérite, mais à la naissance ou à la brigue. L'inégalité s'étale partout.

Le peuple est-il malheureux ? Le paysan vit plus à l'aise qu'en tout autre lieu d'Europe. Là-dessus, nous avons le témoignage de maints voyageurs étrangers. Mais il paie

des impôts trop nombreux et trop lourds, ne possède pas assez de terre et souvent par la pénurie des moyens de transports souffre de la disette. Les ouvriers, pour la plupart encadrés dans des corporations étroites, ne sortent que par chance singulière de la pauvreté.

Et pourtant la France est en plein essor économique. L'exportation, qui, en 1735, n'atteignait encore que 124 millions de livres, dépasse 309 millions en 1776, 354 en 1788. Le pays commence à utiliser ses ressources minières, sa capacité industrielle. La main-d'œuvre abonde et la natalité est en forte croissance. Terre riche, doux climat, race saine et prolifique, douée d'un goût profond du travail, la France réunit les éléments essentiels à la grandeur et à la prospérité d'un État.

Souffrant de réels abus, elle éprouve un besoin croissant de réformes. Ces réformes, et d'abord une participation du pays au gouvernement, l'opinion des classes instruites les réclame depuis cinquante ans, à la suite des économistes, des philosophes, des écrivains, Montesquieu, Voltaire, Rousseau, Raynal, les Encyclopédistes, bien d'autres encore, qui ont montré les tares et les dangers du pouvoir absolu. A leur voix s'est produite une profonde aspiration des âmes. La France n'est plus contente seulement d'obéir ; ayant appris, elle réfléchit, raisonne, discute. Le menu peuple même, qui ne connaît pas les novateurs, respire l'atmosphère qu'ils ont créée et sans penser aux conséquences aspire à un changement.

Le principe monarchique n'est en rien ni par personne mis en cause. La royauté demeure révérée de tous : en elle s'incarnent l'orgueil et la confiance du pays. Derrière elle se tend une magnifique tapisserie de gloire. Si la dynastie n'a pas fait, à elle seule, la France, elle a été, pendant huit cents ans, aidée par ses légistes et ses soldats, le principal ouvrier de son rassemblement et de sa soudure. Elle reste l'axe, le pivot du pays. On ne lui demande que d'évoluer avec le « progrès des lumières », de quitter le plan extra-humain où l'avait placée Louis XIV pour revenir aux réalités de sa mission et présider au remaniement de l'État.

Un tel remaniement, Louis XV l'a voulu. Il l'a tenté. Ce souverain a commis de grandes fautes. Le scandale de

sa vie, le luxe insolent de ses maîtresses, leur intervention dans la politique l'ont rendu impopulaire plus encore que ses guerres malheureuses et l'abandon criant des colonies. Du moins, vers la fin de son règne, averti par plusieurs émeutes, a-t-il entrevu le danger. Sans plan défini à vrai dire, il a commencé de réorganiser les finances et la justice. Il a brisé la puissance jalouse des Parlements. Avec Machault, d'Argenson, Maupeou, il a tenté de rajeunir et uniformiser l'autorité. Qu'il eût vécu dix ans encore, il n'y eût pas eu de révolution. Sa refonte administrative eût reçu son plein effet, fût entrée dans les mœurs. Au demeurant, il n'eût pas laissé se produire une fermentation populaire. Roi bureaucrate, mais pénétré de sa dignité, il n'eût pas supporté d'atteinte à sa couronne. Il était encore un maître et un chef.

LE RÈGNE DE LOUIS XVI

Son petit-fils et successeur, Louis XVI, ne ressemble en rien à son aïeul. Vingt ans, épais, un mangeur exigeant, qui dort trop bien, rit trop fort et partage son loisir entre la chasse et son établi de serrurier. Non qu'il soit sans mérites. Allemand par sa mère, il n'a point l'esprit vif, mais juste, capable d'application et de suite. Il est instruit (1). Cependant, l'influence de son niais gouverneur La Vauguyon, au lieu de le préparer à son devoir royal, en a fait un « pieux jeune homme », un lourd Télémaque qui cherchera toujours et ne trouvera jamais son Mentor.

Son métier de prince l'épouvante. A l'annonce de son avènement, il s'écrie : « Il me semble que l'univers va tomber sur moi ! Dieu ! quel fardeau j'ai là, à mon âge, et on ne m'a rien appris ! » Plainte étrange qu'aucun souverain encore n'avait prononcée et qui semble un présage. Plus tard, en 1789, il demandera conseil à Rivarol par Malesherbes : « Que dois-je faire ? — Faire le Roi ! » répond l'écrivain. Comment le pourrait-il, n'étant qu'un brave homme ? A-t-il

(1) Le prince royal de Prusse Henri écrivait, après l'avoir vu pour la première fois : « Il m'a surpris, je m'en étais fait une tout autre idée. On m'avait dit que son éducation avait été négligée, qu'il ne savait rien, et qu'il avait peu d'esprit. Je fus tout étonné en causant avec lui de voir qu'il savait très bien l'histoire, la géographie, etc., et qu'il était rempli de sens. »

jamais pensé que les régimes s'effondrent quand ceux qui les dirigent n'ont plus assez de foi dans leur mission ? A sa manière, comme la plupart de ses contemporains, il est un disciple de Rousseau. Le virus de la sensibilité l'infecte. Il croit qu'il suffit de désirer le bien pour l'accomplir. Il craint toujours de nuire ou seulement de mécontenter. Il aime mal son peuple à force de le trop aimer.

D'appuis, le Roi n'en a guère. Point chez ses frères. Monsieur, comte de Provence, fin, lettré, mais pédant, sournois, sans virilité, envie son frère au point qu'il lui déroberait la couronne s'il la voyait glisser. Le cadet, comte d'Artois, élégant, fanfaron, sans courage, est un gouffre pour l'argent. Louis XVI n'a point à attendre d'eux appui ni conseil. Provence ne cessera d'intriguer contre lui. Par ses libellistes à gages, il le déconsidérera et salira la Reine. Pour Artois, après lui avoir coûté si cher, quand il verra le danger venir, il fuira...

Point non plus chez ses tantes, Mesdames, filles de Louis XV, petites, altières, entêtées d'idées mortes qui, dès le début, vont le conseiller sottement.

La Reine, Marie-Antoinette d'Autriche, est fille de la grande impératrice Marie-Thérèse. Elle le sait trop. Elle méprise un peu le Roi, « ce pauvre homme » comme elle dit, qui, pendant sept ans, par crainte d'une opération bénigne, n'a pu être son mari que de nom. Maintenant qu'elle a une fille, deux fils, l'intérêt de ses enfants, les soucis du trône, la part qu'elle prend de plus en plus aux affaires, la vie commune l'ont rapprochée de Louis. Mais ils sont si différents d'esprit, de penchants ! Belle, ayant à la fois la majesté et la grâce, avec cela impulsive, ignorante, futile, elle aime à l'excès la parure, le plaisir, déteste la contrainte. A Versailles, dans ses petits appartements ou dans la féerie champêtre de Trianon, elle s'entoure de familiers impertinents, avides, sans moralité. Ils vont influer sur elle et par elle sur le Roi de piteuse façon. Et pourtant elle a le cœur honnête et droit, une générosité vraie, une volonté et une énergie qui croîtront avec l'infortune. Elle serait vraiment reine si elle savait oublier. Mais elle tient encore plus peut-être à ses rancunes qu'à ses amitiés.

* * *

A leur avènement, Marie-Thérèse avait mandé à sa fille : « Vous êtes tous deux bien jeunes, j'en suis en peine... Tout ce que je peux dire et souhaiter, c'est que tous deux vous ne précipitiez rien... (1) » Que peuvent, de si loin, des conseils? Ceux-là tombent dans le vide. Par amour du bien public, Louis XVI veut innover. Il souhaite de répondre à la touchante effusion d'espoir qui monte vers lui de toutes les provinces. Mais qui choisit-il pour le guider, comme premier ministre ? Il pourrait prendre Choiseul, qui garde un renom européen, Machault qui, sous son aïeul, fit d'utile besogne. Il appelle, sur l'impérieux avis de sa tante Adélaïde, un courtisan musqué de soixante-quatorze ans, ridicule faiseur d'épigrammes, Maurepas. Par bonheur, le Roi, dans les premières années, l'entoure d'hommes de mérite et qui se dévouent à leur tâche : Turgot, Saint-Germain, Vergennes.

Turgot (2) réorganise le contrôle des finances, pratique des économies sur le train de la Cour, rend libre le commerce et la circulation des grains, supprime la corvée, abolit à Paris les corporations. Mais il ne peut empêcher qu'une faute essentielle ne soit commise. Maurepas, pour flatter l'opinion, fait rappeler les Parlements (3). Ces assemblées rétrogrades et brouillonnes, qui se targuent sans droit de représenter la nation, vont tout de suite gêner le gouvernement et défier le Roi. Turgot menaçant les privilèges, ils se dressent contre lui avec l'appui des gens de cour et de la Reine, irritée des retranchements de dépenses. Louis XVI résiste, hésite, finit

(1) Et Frédéric de Prusse écrivait à Voltaire : « Votre jeune Roi est ballotté par une mer bien orageuse ; je me le représente comme une brebis au milieu de vieux loups. Il sera bien heureux s'il leur échappe. »

(2) Treize ans intendant du Limousin, Turgot avait transformé la province, devenue, grâce à lui, de pauvre une des plus riches de France. Il répugnait à entrer au ministère, ne se décida que sur les instances de Louis XVI. « Sire, lui dit-il, ce n'est pas au Roi que je me donne, c'est à l'honnête homme. » Il voulait initier peu à peu le peuple à la liberté, lui donner d'abord des franchises municipales et provinciales. « Ne gouvernez pas trop », répétait-il. Il était un véritable homme d'État.

(3) Avaient poussé à ce rappel, avec lui, la Reine, le duc d'Orléans et le parti Choiseul. Maupeou, renvoyé, dit à La Vrillière ces mots prophétiques : « J'obéis. J'avais fait gagner au Roi un procès qui durait depuis trois siècles. S'il veut le perdre encore, il est bien le maître. »

par céder. Il renvoie son ministre, annule ses ordonnances, rouvre le robinet énorme des pensions.

Le comte de Saint-Germain, renommé pour avoir reconstitué l'armée danoise, est un misanthrope, un maniaque brutal. Il veut tout modifier à la fois. Il améliore le recrutement de la troupe et la condition du soldat. Il organise à merveille l'artillerie et le génie, crée un service de santé. Mais ses torts compensent presque ses mérites. Imbu des méthodes prussiennes, il impose une discipline rigoureuse, remet en usage les punitions corporelles, odieuses au caractère français. Ayant supprimé la milice, il réduit au squelette les corps de la Maison du Roi, rempart immédiat de la monarchie, et ainsi expose dangereusement le trône. Ce n'en est pas moins grâce à lui que l'armée de Louis XVI participe avec honneur à la guerre d'Amérique où Vergennes a vu le moyen de rétablir notre prestige extérieur. Elle le rétablit en effet, mais elle creuse affreusement le déficit, en dépit de l'économie de Necker qui a remplacé Turgot et s'attaque aux abus de l'administration et de la Cour.

Vergennes, grand ministre par tant de côtés, pratique après 1786 une imprudente politique douanière. Pour se rapprocher du cabinet de Saint-James, il signe un traité de commerce qui abaisse à l'excès les droits protecteurs et laisse maints produits anglais entrer en franchise. D'où chômage dans beaucoup d'industries, misère chez les artisans, mécontentement général. Necker, au demeurant, ne peut se maintenir. Maurepas le tracasse et Marie-Antoinette obtient son départ. Bientôt, elle pousse en avant Calonne qui, après de bons débuts (1), finit, pour inspirer confiance et trouver des prêteurs, par semer l'argent à pleines mains. « Pour paraître riche, dit-il, il faut éblouir par ses dépenses. » La Cour applaudit un ministre si aimable. De ce train, en trois ans, il s'endette de 480 millions de livres.

La chute nécessaire des illusions, les difficultés d'argent, l'hostilité du Parlement, ont affaibli déjà le prestige de la monarchie. Un scandale imprévu auquel la maladresse du

(1) Calonne avait été sage intendant à Metz et Lille. Son ministère commença heureusement. Il supprima le cours forcé, créa une caisse d'amortissement, pensa reprendre le programme de Turgot. Mais la Cour allait s'opposer à toutes les réformes et l'entraîner aux prodigalités.

Roi donne le plus fâcheux retentissement, l'*Affaire du Collier*, permet aux libellistes de salir la Reine. Le cardinal de Rohan, grand aumônier de France, était amoureux de Marie-Antoinette. Une intrigante, Mme de La Motte, conseillée par un agitateur doublé d'un escroc, Cagliostro, lui fait croire qu'en achetant en secret pour la Reine un magnifique collier de diamants de 1 500 000 livres dont elle a envie, il s'attirera ses grâces, entrera peut-être au ministère, sera Mazarin, Richelieu. On lui montre dans un bosquet de Versailles, la nuit, une fausse Marie-Antoinette, qui lui donne sa main à baiser. Ébloui, le sot se fait livrer la parure. Mme de La Motte, au lieu de la porter à la Reine, la vend à Londres. Quand les bijoutiers Bœhmer et Bossange réclament leur dû, le prélat ne peut payer. Ils s'adressent à Marie-Antoinette qui prévient le Roi. Louis XVI, exaspéré, fait arrêter le cardinal le 15 août, à Versailles, au moment où, en habits de chœur, il va présider au service de l'Assomption et, — erreur insigne, — le défère au Parlement. Celui-ci, enchanté de faire pièce à la Cour, et soutenu à la fois par la rue et par les salons, condamne Mme de La Motte, mais acquitte Louis de Rohan.

Véritable machine de guerre montée contre la monarchie et où s'épaulent grands nobles, magistrats, agents d'organisations occultes et espions de l'étranger, l'*Affaire du Collier* l'a blessée bien dangereusement. Dans l'esprit du public, si simpliste et infirme, Marie-Antoinette ne s'en relèvera jamais.

En somme, ce règne de quinze ans n'a été qu'une suite d'avortements. Incohérence du gouvernement, réformes abandonnées sitôt qu'entreprises, éparpillement des forces de l'État. Sur bien des points même se produit une réaction aveugle. Tandis que l'opinion marche vers un croissant libéralisme, le gouvernement semble prendre à tâche de renforcer les avantages des privilégiés. Depuis 1781 une ordonnance du maréchal de Ségur interdit l'accès des grades militaires, même celui de sous-lieutenant, aux roturiers (1). C'est ôter tout espoir d'avancement aux meilleurs soldats, démoraliser la troupe. Il en est pareillement dans l'Église, dans les cours

(1) Une ordonnance de 1788 viendra de surcroît réserver les grades d'officiers généraux à « la première noblesse ».

judiciaires, où pas un évêque, pas un magistrat n'est nommé qui n'appartienne à la noblesse. Tout ainsi s'aggrave et se gâte sans remède. Les gens de bon sens, dès lors, prévoient une catastrophe (1). Vont la précipiter une série de causes plus directes encore, plus immédiates, dont, pendant longtemps, on a mal discerné l'ampleur : l'influence des sociétés secrètes et surtout de la franc-maçonnerie, qui se sont donné pour but de détruire les idées traditionnelles, la répercussion de la guerre d'Amérique et les menées de l'Angleterre, désireuse de venger sur la monarchie française la perte de sa plus belle colonie, la défection, si l'on ne veut dire la trahison, de la majeure partie des nobles et du clergé, enfin une cause particulière mais capitale : l'ambition du premier prince du sang, le duc d'Orléans qui, outrant l'instinct de sa race, rêve d'ôter la couronne aux Bourbons aînés pour s'en coiffer soi-même en vertu d'un nouveau droit populaire substitué à l'antique droit divin.

LES SOCIÉTÉS SECRÈTES

Les sociétés secrètes, cénacles, clubs, cercles de lectures, sociétés de pensée sont sorties d'un mouvement de réaction *aristocratique* contre le despotisme de Louis XIV. Dès la Régence, la haute noblesse française, appuyée sur ses relations cosmopolites, s'est campée dans les salons, en face de la royauté. Le « monde », où paraissent tous les voyageurs distingués de l'Europe, où s'échangent les nouvelles, où se font les réputations d'écrivains, commence d'attaquer le régime du bon plaisir. Des théoriciens comme Boulainvilliers accusent la monarchie d'avoir usurpé ses pouvoirs et d'avoir faussé la destinée du pays. La franc-maçonnerie, née en Angleterre, se répand en France, sous le patronage de grands seigneurs comme le comte de Clermont, le duc d'Antin. Elle y acclimate peu à peu les idées parlementaires et libérales d'outre-Manche. Déiste dans son principe, elle trouve de nombreux adeptes dans le clergé. En 1789, vingt-sept loges sont dirigées par des ecclésiastiques. La bourgeoisie y entre

(1) Après sa visite en France, Joseph II avait écrit dans une instruction secrète à sa sœur : « Je tremble actuellement du malheur de votre vie, car ainsi à la longue cela ne pourra aller et la révolution sera cruelle si vous ne la préparez. »

à flots, heureuse d'y coudoyer des Rohan, des La Rochefoucauld, des Noailles, des Polignac, des Montmorency, des Bouillon, des Ségur... Les rangs sociaux y étant confondus, un mince avocat y traite en frère un duc et pair. Il en naît un penchant nouveau, vif, contagieux vers l'égalité. C'est un engouement, une mode irrésistible. Plus de six cents loges fonctionnent en France, dont soixante-cinq à Paris. Soixante-neuf se sont constituées dans les régiments (1).

L'Encyclopédie, maçonnique d'origine et d'inspiration, n'a pas tardé à engager une véritable croisade contre l'Église. Par la plume et la parole, les intellectuels ou, comme on dit alors, les philosophes mènent un combat incessant contre les formes catholiques. Nul d'ailleurs ne s'avoue athée, tous se réclament d'un Dieu vague et bienveillant, mais, sous les coups portés aux rites et aux symboles, ils atteignent la foi. Le Parlement essaie de résister au courant, il fait brûler des livres au bas des marches du Palais. Cependant, le directeur de la librairie, Malesherbes, manquant à son devoir par fausse générosité d'esprit, les laisse répandre et circuler.

La maçonnerie, très répandue dans la Nouvelle Angleterre, y est depuis longtemps le siège de la résistance des colons contre la « tyrannie » de la métropole. Franklin, Washington, Warren sont ses chefs. Déguisés en Indiens, ce sont les maçons de Boston qui décident de l'insurrection en jetant à la mer les caisses de thé que les Anglais voulaient soumettre à leurs taxes. La guerre de l'Indépendance sort de ce coup de main pittoresque. Elle est dominée, elle est soutenue par l'esprit maçonnique. La maçonnerie lui fournit ses cadres politiques et militaires. Chaque corps insurgé a sa loge. Et quand le roi de France et Vergennes décident de se porter au secours de la rébellion américaine, à l'heure de son plus grand péril, si c'est bien d'abord qu'ils cherchent une revanche aux défaites de la guerre de Sept ans, c'est aussi pour une grande part qu'ils cèdent à la pression de l'opinion de la Cour et de Paris, excitée par les loges françaises près de qui Benjamin Franklin est venu en ambassadeur. Franklin, les impuretés de sa jeunesse couvertes du manteau de la religion nouvelle,

(1) Cf. B. Faÿ, *la Franc-maçonnerie et la révolution intellectuelle du XVIIIe siècle*, ouvrage qui a entièrement renouvelé cette question.

n'a pas tardé à se faire élire à Paris vénérable de la loge des Neuf Sœurs, la plus brillante et la plus influente, à laquelle Voltaire a été affilié et qui réunit écrivains, artistes, savants, économistes, avocats, parlementaires, ceux-ci fort connus tels que Parny, Chamfort, Greuze, Houdon, Vernet, de Sèze, d'Espremesnil, Lacépède, Fourcroy, Lalande, Bailly, Condorcet, Fontanes ; ceux-là très obscurs : un abbé Sieyès, un Pétion, un Brissot, un Danton...

Les efforts de Franklin aboutissent à l'envoi d'un corps expéditionnaire où La Fayette, franc-maçon dès sa prime jeunesse, montre un courage élégant. Nos vaisseaux, avec l'amiral de Grasse, reparaissent victorieux dans l'Atlantique. Lasse, découragée, l'Angleterre se résigne à reconnaître l'indépendance des États-Unis. La France n'a pas moins qu'elle besoin de la paix. Ses finances sont épuisées. C'est pourquoi l'on traite à Versailles sans rien réclamer du Canada, dès lors doublement et pour toujours perdu (1).

Cette rébellion, grâce à nous heureuse, de sujets contre leur souverain retentit dans tout le royaume en larges ondes. On y reconnaît une victoire de la liberté sur la tyrannie, de la pensée moderne contre l'obscurantisme. Pour la franc-maçonnerie, c'est un triomphe. Elle voit grandir sans cesse le nombre de ses adhérents. Sans doute cette congrégation immense ne vise-t-elle pas à détruire la monarchie. Elle veut la pénétrer par l'intérieur, sans briser ses cadres, en faire une royauté constitutionnelle avec ou sans Louis XVI et la dissocier de la religion. Mais elle est largement dépassée par des mouvements mystiques qui aspirent à une subversion totale. L'*illuminisme*, créé par le Bavarois Weishaupt, a étendu son réseau sur toute l'Allemagne. Sous le couvert de rites absurdes, il a pour objet précis la destruction du catholicisme, de la monarchie, de la propriété, de la nationalité, et le retour de l'homme à l'état de nature. Il entretient des espions dans toutes les Cours, des affiliés dans tous les pays. En France, Cagliostro (il l'avouera plus tard) a été son principal agent. Le *martinisme*, fondé par un Français, Saint-Martin, dit le « philosophe inconnu », prêche l'attraction des âmes et le gouvernement des hommes par l'amour.

(1) « La situation, écrivait Vergennes le 27 septembre 1786, semble ne laisser d'autres ressources que la paix la plus prompte. »

Le « ternaire sacré » : *Liberté, égalité, fraternité*, doit dominer le monde. Parmi tant d'autres, ces deux groupements, par leur cheminement souterrain et leurs complicités infinies, s'attaquent aux bases mêmes de l'ordre social et les ébranlent profondément (1).

On n'en saurait douter, d'ailleurs ; comme à l'époque de la Réforme, un courant général d'idées et de sentiments, une aspiration commune vers un grand changement, pour tout dire un véritable esprit de révolution, travaillent l'Europe entière. En 1785, de graves troubles bouleversent la Hollande ; le stathouder Guillaume V est renversé. La même année, et aussi en 1787, les Belges se soulèvent contre le despotisme éclairé de Joseph II qui de surcroît doit réprimer une insurrection en Hongrie. Mais ce sont là des mouvements isolés, sans profonde résonance. Bien que le peuple y soit plus civilisé, plus heureux qu'ailleurs, c'est en France que la grande révolution doit se produire, parce qu'elle ne trouve nulle part un terrain aussi bien préparé, des circonstances

(1) On était en pleine folie ésotérique. Le « baquet » du Badois Mesmer, qui devait guérir toutes les maladies par l'influx du *magnétisme animal*, fut honoré des visites de la Reine et de la princesse de Lamballe. On assista chez lui à des expériences hardies sur l'hypnotisme, l'hallucination collective, le somnambulisme. A la suite de scandales répétés, Mesmer dut quitter Paris. Des illuminés, tel Cazotte, semblent avoir eu la vision prophétique de la Terreur. Si l'on en croit Laharpe, à un dîner où se trouvaient de grands seigneurs, des écrivains, des philosophes, il garda le silence, tandis qu'autour de lui on se félicitait des progrès de la liberté, et, comme on le taquinait sur sa mine sévère, il répondit qu'il apercevait dans un proche avenir de sombres événements. A Condorcet, railleur : « Vous, monsieur de Condorcet, dit-il, vous vous empoisonnerez pour échapper au bourreau. » On se récrie... Cazotte, les yeux égarés, continue ses prophéties. Il avertit Chamfort qu'il sera réduit à se couper les veines, Malesherbes, Bailly, Roucher qu'ils périront sur l'échafaud. « Mais notre sexe, au moins, sera épargné ? plaide, rieuse, la duchesse de Gramont, sœur de Choiseul. — Votre sexe ? Vous, madame, et bien d'autres avec vous, vous serez conduites en charrette à la place des exécutions, les mains liées derrière le dos. » Frappée, mais n'en voulant pas convenir, la duchesse plaisante encore : « Vous verrez qu'il ne me laissera pas un confesseur. — Non, madame, le dernier supplicié qui en aura un, ce sera... » Il s'arrête, effrayé, puis murmure : « Ce sera le roi de France... » Tous les convives s'étaient levés. La fête fut interrompue. Comme M[me] de Gramont s'en allait, elle demanda à Cazotte : « Et vous, monsieur le prophète, quel sera votre sort ? — Pendant le siège de Jérusalem, répondit-il, un homme fit sept jours de suite le tour des remparts, criant d'une voix sinistre : *Malheur à Jérusalem!* Le septième jour, il cria : *Malheur à moi-même!* Et dans ce moment une pierre énorme, lancée par les machines ennemies, l'atteignit, le mit en pièces. » Ayant ainsi prédit son propre destin, Cazotte salua et disparut.

aussi favorables, des effusions d'âme aussi vives, d'aussi puissantes complicités.

Le duc d'Orléans, depuis 1772 (époque où il était encore duc de Chartres), exerce la fonction de grand-maître de la franc-maçonnerie. Il y a trouvé, en attendant le vrai trône que son ambition lui fait imaginer, une manière de trône secret, entouré d'un peuple de défenseurs cachés, mais ardents, mais actifs, et dont les intelligences se ramifient partout. Ce prince, le plus riche de France, fort et vaniteux gaillard adonné tôt à une vie de crapule, a eu son instant de gloire au combat d'Ouessant. Marie-Antoinette l'a blessé, humilié, tourné en dérision, il lui a juré une haine de sang. Dans son Palais-Royal dont les galeries regorgent de tripots, de filles et d'hommes prêts à tout risque, il a installé le poste de commandement de la bataille préparée contre le régime. Parfaitement anglophile, et sans doute déjà en collusion avec le cabinet de Saint-James, il subventionne largement, prodiguement les sociétés secrètes, les clubs qui commencent de s'ouvrir.

« Le temps est arrivé, dit l'avocat Bergasse, où la France a besoin d'une révolution. Mais opérer ouvertement, c'est vouloir échouer ; il faut pour réussir s'envelopper de mystère. » Chez ce Bergasse, dans la maison du financier allemand Kornmann, se réunit l'une de ces sociétés boute-feu. Un autre groupe, assemblé par les frères Lameth, dispose d'une bande d'émeutiers et de coupe-jarrets, le *Sabbat*, qui chaque jour viennent aux ordres pour les besognes à accomplir. Le duc d'Orléans est derrière la plupart de ces machines de guerre civile. Il est aussi derrière les gazetiers qui à l'envi lancent leurs brûlots contre le navire royal. C'est l'ère des pamphlets. Ils sont innombrables. Plumitifs aigris, rebut du barreau et des lettres, folliculaires de toute plume, de tout poil, de tout venin, pullulent comme ces mouches bleues qui l'été volent autour des viandes et que couvriront leurs vers. S'attaquant bien moins aux principes qu'aux personnes, contre le Roi qu'ils comparent à Claude, encore plus contre la Reine qu'ils osent appeler Messaline, il n'est pas de jour où ils ne lancent quelque sale calomnie, quelque ordure divertissante, quelque saillie pestilentielle qui, peu à peu se rejoignant, amassent autour de la monarchie isolée sur

son talus de Versailles une lie affreuse de boue et de poison.

Car elle s'isole, ou plutôt on l'isole de plus en plus. A part les amis privés et quelques anciens serviteurs, d'esprit elle est abandonnée par la plupart des grands nobles, qui, à l'imitation d'ailleurs du comte de Provence et du comte d'Artois, tout en empochant leurs pensions, conspirent avec l'orage qu'ils sentent approcher. Soutiens naturels du trône, après l'avoir miné par leurs exigences, ils désertent sa cause et se font, — certains par générosité de cœur, goût des idées nouvelles, d'autres par désir de popularité, par ambition, le reste par entraînement, singerie ou peur, — les courtisans de la démocratie qui vient.

LES NOTABLES ET LE PARLEMENT

Au demeurant, les fautes du pouvoir continuent et s'aggravent. A bout d'expédients, Calonne doit revenir aux moyens de son prédécesseur : « Mais c'est du Necker que vous me donnez là ! dit Louis XVI, ouvrant, surpris, ses yeux de faïence. — Sire, nous n'avons pas mieux ! » Et comme le Parlement s'oppose à tout nouvel emprunt, pour obtenir les ressources indispensables, d'accord avec Vergennes, il propose au Roi de convoquer, non point les États généraux qu'avec raison il redoute, mais une décorative assemblée de notables qu'on espère brider. Cependant Vergennes meurt, au grand chagrin de Louis XVI, et Calonne se trouve seul devant les Notables quand ils se réunissent à Versailles en février 1787. Ducs et pairs, maréchaux, prélats, hauts magistrats, maires des vingt-cinq plus grosses villes, délégués des provinces, ils ne représentent pas la vraie France (1). Calonne menaçant les abus dont la plupart bénéficient, ils refusent d'examiner son projet d'une subvention territoriale étendue à tous les propriétaires, et demandent des pièces comptables pour juger de l'origine et de l'étendue du déficit. On leur communique des chiffres douteux qui font pourtant

(1) On pouvait lire dans un pamphlet : « La nouvelle troupe des comédiens levée par le sieur de Calonne et qui commencera ses représentations le 29 de ce mois donnera pour grande pièce *les Fausses confidences* et pour petite *le Consentement forcé*. Ces pièces seront suivies d'un grand ballet allégorique intitulé *le Tonneau des Danaïdes*. »

apparaître une dette globale de plus d'un milliard et demi et un déficit annuel de 115 millions (1). L'archevêque de Toulouse, Loménie de Brienne, prononce un pressant réquisitoire contre Calonne. La Fayette, campé en réformateur, parle des droits de la nation. Les salons de Paris, les harangueurs du jardin du Palais-Royal, largement soudoyés, lui font écho. Louis XVI, irrité d'abord, intimidé bientôt, lâche son ministre dont il sait à présent les mensonges (et même les vols). Calonne, pour se venger, lance avant de partir contre les privilégiés un véritable appel au peuple. Brienne le remplace, à la demande de la Reine (2). Il plaît aux philosophes parce qu'il est athée. Spirituel, sans scrupule, influent dans le monde, expert en intrigues, Brienne obtient des Notables l'approbation de diverses mesures : impôt territorial, impôt du timbre, suppression des corvées, assemblées provinciales... Mais assentiment de pure forme. Les Notables sentent bien la fausseté de leur position. Plusieurs, et La Fayette se fait leur porte-voix, veulent que le pays nomme des mandataires. « Quoi ! monsieur, s'écrie le comte d'Artois, choqué, vous demandez la convocation des États généraux ? — Oui, monseigneur, répond La Fayette, et mieux que cela !... »

Les États généraux, c'est-à-dire la réunion des trois ordres de la nation, l'assemblée plénière réunie pour la première fois en 1302 par Philippe le Bel et que la monarchie, à mesure que son pouvoir s'affirmait, n'a plus convoquée qu'à de rares intervalles, dans les crises extrêmes. Depuis 1614, elle n'a plus été consultée. Que ces notables, ces hommes dont la plupart sont nourris de la main royale, veuillent recourir aux États généraux, qu'ils les invoquent comme le remède magique à tous les maux de la France, montre combien le sentiment public a pris de force et combien la royauté a perdu de son prestige puisqu'on ne la croit plus, — qu'elle ne se croit plus même, — capable à elle seule de surmonter le péril social.

(1) Sous Brienne, ce déficit atteindra 140 millions. Ces chiffres devraient être multipliés au moins par vingt-cinq pour être appréciés en francs de 1939.

(2) Louis XVI n'aimait pas Brienne. Il avait dit, quand il avait été question de lui pour l'archevêché de Paris : « Il faudrait au moins que l'archevêque de Paris crût en Dieu ! » La Reine triompha de ses préventions. Dès que Brienne fut nommé, elle affecta de dire très haut, en pleine Cour : « Il ne faut pas s'y tromper, messieurs, c'est un premier ministre. »

Brienne, ayant renvoyé les Notables, désormais inutiles et dangereux, doit à présent aborder le Parlement pour lui faire enregistrer les réformes qu'ils ont paru consentir. Une opposition passionnée s'y manifeste aussitôt avec du reste un égoïsme de classe et une violence qui vont précipiter les événements. Elle est conduite à découvert par le conseiller d'Esprémesnil, à la fois démagogue et aristocrate, qui parle de « débourbonnailler la France », et derrière lui par un de ses plus jeunes collègues, Adrien Duport, qui fait de sa maison un véritable club. S'y réunissent avec des magistrats, tels que le président à mortier Lepelletier de Saint-Fargeau, l'avocat général Hérault de Séchelles, les conseillers Freteau, Sabatier, Rœderer, l'abbé Sieyès, l'économiste Dupont de Nemours, des aristocrates libéraux tels que les ducs d'Aumont, d'Aiguillon, de La Rochefoucauld, l'évêque d'Autun Talleyrand, Mirabeau, de jeunes officiers de la guerre d'Amérique, Alexandre et Charles de Lameth, La Tour Maubourg, amenés par La Fayette, des banquiers tels que Clavière et Panchaud, — Suisses, d'ailleurs, — qui représentent le monde des affaires à présent hostile à la Cour et prêt à financer un grand changement politique. Ils formeront bientôt la « Société des Trente ». Quand le duc d'Orléans n'y vient pas lui-même, il y est représenté.

Le Parlement adopte les deux édits relatifs aux assemblées provinciales et à la suppression de la corvée. Mais il rejette les nouveaux impôts du timbre et de la subvention territoriale. Et lui aussi réclame la convocation des États généraux.

Brienne, pour calmer l'opinion, essaie de réduire les dépenses royales. Il met en vente plusieurs châteaux de la Couronne, diminue les équipages, les services de la Bouche et de la Chambre, réforme, — et les conséquences seront graves, — six cents gardes et chevau-légers de la maison du Roi. Il demande leur démission aux ducs de Polignac et de Coigny, titulaires de charges coûteuses et inutiles. Ceux-ci protestent avec violence (1). Ils se refusent à envisager aucun sacrifice. Brienne, coincé entre le Parlement et la Cour, est

(1) Coigny fit une scène inouïe au Roi qui, bonhomme, en disait : « Nous nous sommes véritablement fâchés, Coigny et moi ; mais je crois qu'il m'aurait battu que je le lui aurais passé. »

près d'être écrasé. Il lutte pourtant. Un lit de justice à Versailles enregistre les deux édits. Mais le Parlement, avec éclat, déclare l'enregistrement nul et non avenu. Le Roi exile les magistrats à Troyes par lettre de cachet. Aussitôt toutes les cours du royaume protestent. Elles accusent Brienne, réclament les États généraux. Paris bouillonne. On crie, on chante en cortège, on arrête les carrosses, on casse les vitres, on brûle les effigies des ministres, on acclame Henri IV. Les gardes-françaises où, s'il est de braves gens, se rencontrent aussi nombre de fripons et de souteneurs, pactisent avec la foule. Ces désordres, bien trop savants pour être spontanés, ne sont pas réprimés. Le lieutenant de police fait dire à la Reine qu'il lui serait imprudent de se montrer dans la capitale. On ne l'y appelle plus que *l'Autrichienne* et *M*me *Déficit*.

Brienne, sans fonds, sans crédit, voit qu'il faut négocier. Les parlementaires, las des courts plaisirs de Troyes, se montrent plus faciles pour rentrer à Paris. On s'accorde. Le ministre retirera les édits et la levée d'un second vingtième perçu jusqu'en 1792, sans aucun privilège, sera autorisé par le Parlement.

* * *

Dans ce premier corps à corps, le gouvernement a été battu. Brienne cherche sa revanche. Le 19 novembre 1787, le Roi vient s'asseoir à la Grand-Chambre. Après le garde des Sceaux Lamoignon, Louis à son tour parle, de sa gauche voix, et présente deux édits, l'un autorisant 420 millions d'emprunts successifs, l'autre accordant un état civil aux Français non catholiques. Il promet la convocation des États généraux avant cinq ans.

Les parlementaires discutent âprement. Un vieux conseiller janséniste, Saint-Vincent, compare la royauté à un fils de famille extravagant qui se ruine chez l'usurier. Parlant des États généraux, il va jusqu'à dire au souverain : « Les besoins de l'État vous forceront à les assembler d'ici à 1789... Oui, ils vous y forceront. » D'Esprémesnil insiste à son tour. Poussé par Lamoignon, Louis se lève soudain et durement ordonne l'enregistrement de ses édits.

Un long murmure : la plupart des magistrats, des pairs

aussi protestent. On entend les mots : arbitraire, despotisme. Le duc d'Orléans, dressant sa face vineuse, ose dire :

— Cet enregistrement est illégal.

Le Roi riposte, balbutiant d'émotion et de colère :

— C'est légal, c'est légal, parce que je le veux...

Il retourne à Versailles. La foule qui bat les murs du Palais acclame Philippe d'Orléans et dételle ses chevaux.

Serait-ce une nouvelle Fronde, avec les mêmes acteurs que sous Mazarin ? On le croit à Versailles et qu'un rien de rigueur abattra cette fièvre. Orléans est exilé à Villers-Cotterets, les conseillers Freteau et Sabatier mis en prison. Les magistrats font tête. Par l'initiative d'Esprémesnil, Montsabert et Duport, ils tiennent une séance où assistent la plupart des pairs. En sept articles, ils formulent les « lois constitutives » du royaume et déclarent que l'inviolabilité du Parlement est aussi sacrée que l'inviolabilité du Roi.

Lamoignon et Brienne, ainsi bravés, frappent. D'Esprémesnil et Montsabert sont arrêtés en pleine assemblée, non sans résistance. Dans un lit de justice tenu à Versailles, Louis XVI revient, — trop tard, hélas ! — au système de Maupeou. Les parlements de Paris et de province sont suspendus. La plupart de leurs attributions sont déférées à quarante-sept grands bailliages. La procédure est simplifiée et adoucie. Plus de justices seigneuriales, de tribunaux spéciaux. Plus de « question préalable », ni « d'interrogation sur la sellette ». Une cour plénière nommée par le Roi sera chargée d'enregistrer les édits.

Paris ne bouge guère. Breteuil l'a garni de troupes et a fait fermer les cercles de lectures, les sociétés de pensée, les clubs. Mais les provinces s'agitent, et cette agitation croît avec la faiblesse de l'autorité. La réforme même de la justice, dont la sagesse éclate, est présentée comme un acte de despotisme. La noblesse de Bretagne, de Normandie, de Franche-Comté, de Béarn, de Guyenne proteste avec ardeur, avec l'appui de la bourgeoisie et du peuple. A Grenoble, un jeune avocat, Barnave, ameute l'opinion par ses écrits (1). Le tocsin sonne et les gens de la montagne descendent pour

(1) Sa mère, se trouvant un soir au théâtre de Grenoble, avait dû céder sa loge au duc de Clermont-Tonnerre. De ce jour, Barnave avait pris feu contre les privilégiés.

la défense du Parlement. Clermont-Tonnerre, commandant en Dauphiné, menacé d'être pendu au lustre de son salon, n'ose faire marcher ses régiments *Royal Marine* et *Austrasie*, hostiles de cœur. Un ami de Necker, Mounier (1), féru des institutions anglaises, crée un comité qui convoque les députés des trois ordres de la province au château de Lesdiguières, à Vizille où, le 21 juillet 1788, ils tiennent une assemblée pleinement rebelle. Le maréchal de Vaux, avec vingt mille hommes, essaie en vain de la dissoudre. Elle a déjà décidé le refus de l'impôt si les États généraux ne sont pas convoqués sans délai. Elle a déclaré que les privilèges particuliers des provinces doivent être sacrifiés à l'utilité nationale. Dans les États du Dauphiné, le Tiers aura désormais un nombre de représentants égal à celui de la Noblesse et du Clergé réunis.

Un trouble immense a saisi la France. La justice est suspendue, la perception des impôts a cessé. La colère grandit contre le gouvernement. Sur les murs de Versailles, on trouve chaque matin des affiches collées pendant la nuit : « Palais à vendre, ministre à pendre, couronne à donner. » Aux abois, le ministre à pendre se tourne alors vers ses confrères du Clergé. Il leur mendie huit millions de don gratuit. On ne lui accorde que 1 800 000 livres, payables en deux ans, secours enveloppé de paroles doucement injurieuses. Tuberculeux, épuisé par des hémoptysies répétées, de plus rongé d'un mal scandaleux chez un évêque, Brienne affecte en vain la confiance : « J'ai tout prévu, dit-il, même la guerre civile. » En attendant, il saisit les fonds des hôpitaux, suspend le paiement des rentes. C'est la banqueroute. Les financiers se dressent. Une grêle de libelles, payés par eux, lapide le ministre. Le Roi prend peur. Son frère d'Artois le supplie de renvoyer Brienne. Celui-ci a beau supprimer la Cour plénière pour apaiser les Parlements et promettre les États généraux pour le 1er mai 1789, la vague contre laquelle il nage est trop haute et l'engloutit. Le 25 août, il lui faut s'en aller. Marie-Antoinette, en pleurs, le remercie de tant de fautes par le chapeau de cardinal.

(1) Roturier, Mounier n'avait pu entrer dans l'armée. Quoique bon royaliste, il en avait conservé regret et ressentiment.

LA CONVOCATION DES ÉTATS

Le lendemain, sur le conseil même de Brienne, le Roi rend le pouvoir à Necker. Il le fait du reste à son corps défendant et parce que, devant la levée de l'opinion, il ne voit pas d'autre issue : « On me fait rappeler Necker, dit-il, je ne le voulais pas ; on ne tardera pas à s'en repentir. » Pourtant, l'argent reparaît, on peut payer les rentes. Lamoignon peu après démissionne. Les Parlements sont rappelés. Paris célèbre avec transport la défaite royale. Il faut réprimer l'émeute par la fusillade. Le sang coule au Pont-Neuf, place de Grève, rue Meslay. Premier sang d'une révolution qu'à tant d'occasions le Roi pouvait éviter et qu'a maintenant rendue inéluctable la convocation des États généraux.

Cette convocation, c'est la faute suprême du brave homme de Roi qui, par indécision, par bonté aussi, en a tant commis déjà. Au lieu de se réformer elle-même, la monarchie donne la parole à la nation. Elle ouvre les écluses à l'envie et à la plainte, ces deux vices invétérés du Français, et se lance, tête première, en aveugle dans ce qu'elle croit le libéralisme et qui, en si peu de temps, va devenir la démagogie.

La France entière, après deux siècles d'inertie, est secouée d'un merveilleux frisson. Des salons aux chaumières, on ne parle plus que de l'Assemblée tant désirée qui va rénover les institutions et rajeunir le pays. Qu'elle se modèle sur l'Assemblée de 1614 semble impossible à tous, sauf au Parlement qui, pour avoir recommandé de s'en tenir aux formes anciennes, perd, instantanément et sans retour, popularité et crédit.

Trois questions donc se posent d'abord : Quel sera le nombre des députés ? Combien de sièges seront attribués au Tiers-état ? Délibérera-t-on par tête ou par ordre, autrement dit le Tiers aura-t-il voix prépondérante ou sera-t-il subordonné ?

Le Roi et Necker, n'osant seuls en décider, convoquent de nouveau les Notables. Cependant, les gazettes discutent avec passion, les libelles se multiplient, âpres, mordants. Brissot, Condorcet, Clavière, à Paris, dans *le Moniteur*,

Kersaint dans *le Bon sens*, Volney, à Rennes, avec *la Sentinelle du peuple*, Thouret, à Rouen, Mounier, en Provence, défendent les droits du Tiers. Dans *l'Orateur pour les États généraux*, Carra déclare que la nation est le seul souverain, et le Roi son subdélégué. Cerutti, dans son *Mémoire pour le peuple français*, écrit : « Le peuple est le seul corps qui ne vive pas d'abus et qui en meure quelquefois. » Brochures, pamphlets, proclamations éditées dans les villes courent sur toutes les routes de France : « Avis au public », « Avis aux bonnes gens », « Manière de s'assembler », etc... Le docteur Guillotin rédige une *Pétition des citoyens de Paris* qu'on signe chez les notaires. Mais cet amoncellement de feuilles imprimées n'est rien auprès d'un petit écrit dû à la plume de l'abbé Sieyès, vicaire général de Chartres. Empruntant un mot de Chamfort, il affiche pour titre : *Qu'est-ce que le Tiers-état ? Tout. Qu'a-t-il été jusqu'à présent ? Rien. Que demande-t-il ? A devenir quelque chose.*

Quelque chose... Sieyès, au vrai, veut qu'il soit *tout*. Il propose de renvoyer en Germanie les nobles, descendants des Barbares qui ont envahi la Gaule. « Seul le Tiers est la nation française... Le Tiers suffit à tout ce qu'on espère d'une Assemblée nationale... »

C'est dans cette fermentation que les Notables se réunissent à Versailles. Ils repoussent le « doublement » du Tiers qui doit donner à celui-ci autant de voix qu'à l'ensemble des deux autres ordres. Averti par les protestations des municipalités et des métiers, Necker passe outre. Il veut, lui, favoriser le Tiers-état. « Cet ordre, répète-t-il, par la nature de ses occupations, est étranger aux questions politiques. Son intelligence et la bonté de son esprit sont des garants suffisants contre d'injustes préventions. » On n'est pas plus aveugle. Le Roi l'approuve. Il pense, — c'est la tradition de sa race, — qu'il a intérêt à s'appuyer sur la bourgeoisie pour se défendre contre l'égoïsme des privilégiés. Au Conseil, — où la Reine cette fois assiste, — Necker propose un ensemble de mesures libérales. Les États généraux, élus par tous les Français âgés de vingt-cinq ans et imposés « pour une contribution quelconque », comprendront au moins mille membres. Le Tiers pourra choisir ses représentants dans tous les ordres. Le nombre de ses élus sera doublé. Le Conseil l'approuve, —

et la première la Reine, — Paris reçoit la nouvelle pour ses étrennes, le 1er janvier 1789. Il illumine, enchanté.

Dès lors, la campagne électorale commence. Le gouvernement restant neutre, elle est dirigée de haute main par les organes de l'opposition, la franc-maçonnerie, la société des Trente et ses filiales de province. Fournissent les fonds, plusieurs financiers français et étrangers, de grands seigneurs. Le duc d'Orléans ouvre largement sa caisse où sans doute sont entrés quelques millions venus d'Angleterre. Des modèles (1) sont répandus dans toutes les provinces pour la rédaction des « cahiers de doléances », où les électeurs du Tiers-état doivent consigner leurs plaintes et leurs souhaits. C'est presque partout l'homme de loi du lieu, le tabellion ou le curé qui les rédige. En protestant d'un franc et vif amour du Roi, on y réclame de façon à peu près unanime l'abolition des privilèges et des droits féodaux, le partage des biens communaux, la réforme de l'impôt. Ces cahiers de paroisse sont résumés dans les assemblées de bailliage ou de sénéchaussée par un cahier général où les tenants des sociétés secrètes introduisent un ton plus philosophique et politique. On y demande une meilleure constitution du royaume, l'égalité et la liberté des citoyens.

Aucune entente entre les deux ordres privilégiés. Les assemblées du Clergé sont houleuses. Les curés, dressés contre les prélats, accusent leur luxe et leur négligence. De tendance très avancée, ils renoncent hardiment à leurs privilèges, se déclarent pour une réforme de la justice et de l'impôt, pour l'admission des roturiers à n'importe quels emplois, proposent l'élection des évêques. Certains expriment le vœu que les outils de l'artisan ne soient jamais saisis et que l'ouvrier échappe à toute contribution.

La Noblesse, en général, demande une réforme constitutionnelle, la convocation périodique des États, le vote par eux de l'impôt, la suppression de la Bastille, la disparition des intendants, l'abolition de la dîme, la vente d'une partie

(1) Le duc d'Orléans avait envoyé des émissaires à Paris, dans l'Aisne et dans la vallée de la Loire, munis d'*Instructions* dont le rédacteur était son familier, le marquis de Limon, plus tard auteur du fameux manifeste de Brunswick. A l'instigation du prince, Sieyès avait publié une sorte de plan de travail intitulé : *Projet de délibérations à prendre dans les assemblées de bailliage*. Il fut répandu dans la France entière.

des biens de l'Église pour amortir la dette. De nombreux cahiers souhaitent une réforme profonde du clergé, certains même l'extinction des ordres monastiques. Les nobles acceptent le partage de l'impôt, mais ne veulent abandonner les droits féodaux que contre indemnité, payable en dix ans.

Les élections sont l'occasion de désordres assez graves : en Bretagne où la Noblesse et le Tiers se poignent durement, en Franche-Comté, en Bourgogne, en Provence. Violent censeur de Necker et de son administration, Mirabeau bouleverse Aix et Marseille au point que lui-même s'en effraie. Volontairement ou non, le vote de Paris a été compliqué et retardé. Il ne nommera ses députés que le 25 mai. Le duc d'Orléans a été élu dans plusieurs bailliages, il opte pour celui de Crépy-en-Valois, où les idées sont le plus avancées.

Le Tiers-état, ou comme on dit déjà les Communes, par imitation de l'Angleterre, a surtout nommé des hommes de loi, avocats, procureurs, huissiers, qui parlent bien et dont beaucoup, affiliés aux organisations occultes, ont fait, dans ces dernières années, l'apprentissage de l'agitation. Quelques médecins aussi. Pas un homme de métier, à peine une douzaine de paysans. Dans le Clergé, plus de deux cents curés, presque tous roturiers et démocrates, ont été élus. Dans la Noblesse, environ quatre-vingts gentilshommes libéraux, tenants ouverts ou tacites des idées nouvelles. Presque tous les meneurs des sociétés de pensée, de la maçonnerie, des comités politiques, tous ceux qui ont été mêlés aux derniers troubles, font partie des États. Pour le Tiers, l'astronome Bailly, savant renommé qui prend avec candeur le chemin du puits, Volney, l'auteur des *Ruines*, Dupont de Nemours, l'ami et l'émule de Turgot, l'intendant de la marine Malouet, le gallican, même janséniste Camus, le promoteur de la rébellion dauphinoise Mounier, le jeune Barnave qui l'a aidé, puis dépassé, le pasteur Rabaud-Saint-Étienne, de Nîmes, et tout un bataillon venu du prétoire ou des chaires de droit : Nicolas, Bergasse, Tronchet, Target de Paris, Thouret de Rouen, Le Chapelier et Lanjuinais de Rennes, Merlin de Douai, Robespierre d'Arras, Pétion de Chartres. Pour la Noblesse, La Fayette, député de Riom, son beau-frère le vicomte de Noailles, son compagnon d'Amérique, le marquis de Ségur, le duc d'Aiguillon, riche

et généreux, le duc de La Rochefoucauld, qui dédaigne Versailles, le duc de Liancourt, grand agronome, le comte de Clermont-Tonnerre, les frères Lameth, le marquis de Castellane ; plusieurs parlementaires et d'abord Adrien Duport qui a eu tant de part déjà à la Révolution, le fougueux d'Esprémesnil, le président de Beaumetz, le conseiller Dandré, un jeune capitaine de cavalerie, Cazalès. Pour le Clergé, de hauts prélats : le Rohan du collier, l'archevêque d'Aix, Boisgelin, l'archevêque de Bordeaux, Champion de Cicé, l'évêque d'Autun, Talleyrand, puis des abbés : l'ardent et souple Montesquiou, l'éloquent Maury, ambitieux et vain.

Ces hommes nouveaux, dans le Tiers surtout, n'ont, pour la plupart, aucune expérience des affaires publiques. Souvent très jeunes, trop jeunes, ils sont d'abord des théoriciens. Beaucoup, provinciaux ignorants de la vie de Paris, sont déplorablement naïfs. Ils croient que les principes suppléent au savoir et que la vertu peut suffire à gouverner un État. Privés de sens pratique, bourrés de Plutarque et de Rousseau, déclamatoires, enthousiastes, mobiles, généreux, ils sont les amants et les esclaves de l'idéologie.

Un temps, on hésite sur le lieu de leur réunion. On a parlé successivement de Tours, de Blois, de Cambrai. Necker, au Conseil, propose Paris, choix parfaitement dangereux. Louis XVI se tait. Saint-Priest, alors, offre Saint-Germain. Le Roi, sortant de l'espèce de somnolence où on le voit souvent, dit vivement : « Non, ce ne peut être qu'à Versailles, à cause des chasses. » Cette forte raison prévaut. Tel choix aura des conséquences infinies.

En même temps que d'une grande espérance, le pays est visité d'une subite misère. Il fait très froid. En décembre, la Seine gèle de Paris à Rouen. La disette est affreuse. Déjà la récolte de 1787 a été mauvaise par suite d'inondations, celle de 1788 est diminuée de moitié par de terribles orages de grêle. Par crainte de la réquisition, les paysans cachent leur grain. Le pain manque dans les villes, le pain, principal, parfois unique aliment. On relève à Paris des gens morts de froid et de faim. Dans le seul faubourg Saint-Antoine, on compte plus de trente mille indigents. La bienfaisance lutte de son mieux. L'archevêque de Paris s'endette de 400 000 livres d'aumônes. Le duc d'Orléans dépense plusieurs millions. Il ne

semble pas que le Roi ait fait grand effort ; en tout cas, on n'en parle point.

Un peu partout, des émeutes ont éclaté. Des bandes de malheureux sont venus à pied jusqu'à Paris et Versailles, où ils vivent de la charité publique ou de menues rapines. Énorme armée du besoin, prête aux pires excès, non seulement pour manger, mais pour se venger de ses souffrances. Ses cadres sont prêts, car, dès l'annonce des États, sont accourus à Paris tous les révolutionnaires de l'Europe, les déclassés, les mécontents, les bannis de Hollande, d'Allemagne, de Belgique, les rêveurs, les pêcheurs en eau trouble, avec les espions et les agents provocateurs de l'étranger.

Une véritable insurrection s'est déjà produite, le 27 avril, dans le faubourg Saint-Antoine, où un fabricant de papiers peints, Réveillon, ancien ouvrier enrichi par son travail, d'ailleurs patron bienveillant, voit sur une calomnie sa maison envahie, mise à sac, incendiée. Point de vols. Argent, bijoux, meubles précieux sont jetés dans les flammes. « Il faut tout brûler, il faut tout détruire ! » ont crié des voix. Par un hasard étrange, le duc d'Orléans passant par là est salué par la populace. Il pourrait l'apaiser, ne s'en soucie point. La police et la troupe surviennent trop tard pour rien sauver. Sur l'ordre de Besenval, les gardes-françaises tirent sur la foule qui laisse autour des murs fumants un grand nombre de morts. Des ouvriers les promènent sur des civières par les rues, en disant : « Voilà des défenseurs de la patrie, citoyens, donnez de quoi les enterrer ! »

Ainsi, c'est en pleine montée d'irritation populaire que s'ouvrent les États généraux. Le Roi, ses ministres, sa Cour n'ont pas prévu que Versailles, trop près de Paris, dès le début de la consultation nationale subirait tous les contrecoups de l'impatience, de la colère, de l'affolement de la grande ville si pleine de troubles éléments. Quand ils s'en aviseront pour éloigner l'Assemblée, il sera trop tard...

OCTAVE AUBRY.

(A suivre.)

LES LEÇONS DE VERGENNES

AUTREFOIS, AUJOURD'HUI

« Si la force est un droit, si la convenance est un titre, quelle sera désormais la sûreté des États ? Si une possession immémoriale, si des traités solennels qui ont fixé les limites respectives ne peuvent plus servir de frein à l'ambition, comment se garantir contre la surprise et l'invasion ? Si le brigandage politique se perpétue, la paix ne sera bientôt plus qu'une carrière ouverte à l'infidélité et à la trahison. » Est-ce une illusion ? Ces lignes semblent écrites hier, tellement elles trahissent les inquiétudes qui assombrissent notre horizon, et pourtant elles datent de 1774, année où le roi Louis XVI monta sur le trône. Avec quelle curiosité déférente je les ai lues, tracées de la main de Vergennes, de cette petite écriture qui court et se pare des grâces du XVIIIe siècle.

Étrange coïncidence, voici l'Europe de nouveau alarmée. Serait-ce pour brouiller nos esprits que le présent s'habille dans les défroques du passé ? Non, l'histoire ne se répète pas, elle n'est pas radoteuse, obstinément elle poursuit sa marche en avant avec une continuité où tout s'enchaîne. Ce que nous prenons pour des redites, n'est que conséquences, analogies. Sinon, la connaissance des temps révolus permettrait d'entrevoir l'avenir aux multiples facettes et d'éliminer ce que le grand Frédéric appelait, quel que fût son coup d'œil, « Sa sacrée Majesté le hasard ». Mais voulons-nous comprendre le sens des événements qui s'entrechoquent, observons-les aux lumières de l'histoire, maîtresse de vérités, témoin

impartial des passions humaines : elle nous montre que, dans des conjonctures analogues, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Qu'il s'agisse du partage de la Pologne au XVIIIe siècle ou de l'annexion de la Bohême au XXe, ces agressions triomphantes au pas de parade, à la clarté de la paix, soulèvent pareille réprobation chez les peuples asservis ou menacés : mobiles, actes, réactions se ressemblent. La publicité seule diffère. Aujourd'hui, elle s'adresse à la conscience moutonneuse et crédule des masses qui bêlent les vivats ; jadis elle enjôlait une élite jalouse que Frédéric payait en monnaie de singe, c'est-à-dire en flatteries.

Le roi de Prusse faisait sa propagande en français. Séduit par nos auteurs, il trouvait la langue allemande trop verbeuse. Écrivait-il ses lettres célèbres que l'Europe se disputait ? C'était pour se raconter, se vanter ou se disculper. Parlait-il ? Sa conversation sarcastique dissimulait sous le cliquetis des mots son humeur belliqueuse. Quand « le transfuge d'Apollon s'enrôlait chez Bellone », il couvrait ses rapines du manteau de la philosophie. Par d'autres méthodes et sans plus de scrupules, nous avons vu son successeur au gosier d'acier, agitateur inassouvi, préparer mystérieusement ses coups de force qui éclatent, coups de théâtre orchestrés au rythme de Wagner. L'un jouait de la flûte à Sans-Souci, entre des peintures chinoises et toute cette galanterie rococo qu'il affectionnait ; il charmait ses Poméraniens, séduisait les visiteurs de passage, témoins attendris de ces bucoliques ; l'autre creuse la ligne Siegfried et, derrière un portail de bronze, sous la garde de trois « liftiers » vêtus de blanc qui manœuvrent l'ascenseur, monte se réfugier dans une cage de cristal à 2 000 mètres d'altitude. Du haut des cimes, il décrète où tombera la foudre. Celui-là ironisait, faisait le bon apôtre ; celui-ci vaticine, hurle, s'enroue ; la musique de chambre, chère au dilettante de Potsdam, s'enfle, gronde sur la place publique et résonne comme la trompette de l'Apocalypse. La liberté de pensée est captée par les ondes.

Le roi-soldat, à l'étroit dans un royaume de quatre millions d'habitants, pour agrandir son jardin, bousculait les frontières. Seule, la crainte de provoquer une nouvelle guerre, où la fortune, cette fois, eût pu trahir ses armes, l'empêchait de happer à sa fantaisie les provinces qu'il reluquait. « L'Im-

pératrice-Reine et moi, nous avons longtemps soutenu des guerres ruineuses : que nous en reste-t-il ? » La Silésie lui en avait coûté deux où il fallit périr. Puisque les conflits européens entraînent de si grands risques, plus de batailles ! Les peuples sont fatigués, les cours de France et d'Angleterre aspirent au repos. Désormais les conquêtes seront pacifiques. Elles se feront au nom de l'ordre, de la justice, et même de la liberté : pourquoi la Pologne n'aurait-elle pas celle de mourir ? Afin d'étendre son espace vital, Frédéric se transforme en tentateur. Mettant dans la balance son épée, sa plume et son hypocrisie, il attise les convoitises des Puissances gourmandes. Si le pouvoir d'un seul ne suffit pas à méduser la victime, qu'on l'isole, jusqu'à ce qu'elle soit consentante, dans un cercle inflexible de volontés tortueuses ! Puis, le crime accompli, les dépouilles partagées, les cupidités momentanément satisfaites, il donne le change, badine : « Je ne connais point de traités signés à Potsdam ou à Berlin, écrivait-il à Voltaire, propagandiste étincelant de la langue française et des conquêtes prussiennes ; je sais qu'il s'en est fait à Pétersbourg. J'ai fait l'office du capucin, j'ai éteint les flammes. »

Nul ne s'enrichira qu'aux dépens d'autrui et dans des proportions savamment cadastrées : telle était la maxime des aigles devenus vautours. « Si un voleur vole l'autre, le diable s'en rit. » Aussi fallait-il un ordre juridique pour faire taire les chicaniers. La distribution équitable du butin servait à masquer, par une apparence de justice, l'iniquité du forfait et le droit invoqué au nom de la force, en chamaillant, en ricanant, en pleurnichant même comme l'impératrice Marie-Thérèse, prenait un sens nouveau. *Summum jus, summa injuria.* Ainsi la Pologne, effilochée, désemparée, subissait son destin. Cette nation chevaleresque, qui avait fait jadis couronner un de ses fils à Moscou, à qui le duché de Prusse prêtait hommage au XVIIe siècle et qui sauva l'Autriche sous les murs de Vienne, fut morcelée impitoyablement sans qu'aucune Puissance, hormis l'Empire ottoman, osât élever la voix. Pendant cent cinquante ans, l'ordre européen reposera hypocritement sur une tombe mi-close d'où s'échappaient les germes de ce patriotisme ardent que nous avons vu s'épanouir.

S'agit-il du démembrement d'un royaume, on hésite à parler de friponnerie. O morale ! Plus le larcin est agressif, plus le péché est véniel. Blâmait-on les cambrioleurs couronnés, c'était tout bas. Ceux-ci plaidaient les circonstances atténuantes, la nécessité qui fait loi, et les braves compères, à force de se louer, finissaient par envier leurs nouveaux sujets de s'être donné de si bons maîtres. Tout à coup Frédéric, prévenant par des sarcasmes les reproches de ses admirateurs, leva le masque. Il déclara à d'Alembert, qui était venu le voir : « L'impératrice Catherine et moi sommes deux brigands, mais cette dévote d'Impératrice-Reine, comment va-t-elle s'arranger avec son confesseur ? »

Au lieu de protester contre cet attentat, pourquoi la France se taisait-elle ? Affaiblie par la guerre de Sept ans, écrasée d'impôts, altérée de paix, mécontente, défiante, elle répugnait à toute intervention hors de ses frontières. Non sans maudire ses ministres frivoles, elle se réfugia dans le silence. Louis XV, excédé, en donna l'exemple, la Cour s'y conforma. C'est ainsi que l'évêque de Saint-Brieuc, dans l'oraison funèbre qu'il fit de l'impératrice Marie-Thérèse, n'effleura même pas le sujet épineux : « La France n'ayant rien dit sur le partage de la Pologne, je prendrai le parti de faire comme la France et de ne rien dire non plus. »

Quelle déception pour les peuples en éveil que ce mutisme de la France blessée par l'injustice dont elle fut, en 1772, le témoin impassible ! Au mois de mars 1938, nous avons senti le poids d'un silence aussi lourd, plus accablant, interrompu seulement par les délires de la radio germanique. L'Autriche, cœur de l'Europe, venait d'être rayée de la carte. Nous aurons même vu la Maison de Habsbourg escamotée des pages du Gotha ; cet almanach aristocratique serait-il devenu le sombre registre des trônes vacants dont possession vaut titre ? Le *Deutschland über alles* triomphait. Autour des places publiques, les bras timidement se levaient, sur les visages consternés les larmes brillaient, les sourires s'achevaient en grimaces. Allaient-ils bannir l'optimisme souriant du peuple viennois, ces turbulents nazis ? La bannière blanche et rouge arrachée des clochers, flottera-t-elle encore sur les villages alpestres d'où les roucoulades montagnardes, joyeux défis, semblent cascader en sanglots ? « Vivre sous

un joug détesté, quelle tristesse! pensaient les Autrichiens désabusés qui avaient caressé l'espoir fictif que seul le régime politique serait en cause, mais vivre sans patrie est tragique.» La tragédie jouée, les acteurs bottés se pavanant sur le ring, le règne de la dissimulation commence. Certains deuils se portent en rose avec des doublures noires ; c'est l'envers qui est près du cœur.

Lorsque je représentais la France à Vienne, la crainte de cette annexion était pour moi un cauchemar, j'aurais été désespéré que mon nom y fût associé. Poursuivi, précédé par cette pensée, elle m'obsédait, j'en pesais, j'en balançais toutes les possibilités. Le chancelier fédéral, Mgr Seipel, à qui je confiais ces appréhensions, me savait gré de mes inquiétudes. Les siennes, il les cachait derrière une froideur apparente et sous des formules captieuses faites pour gagner du temps, — « un peuple, mais deux États... oui, deux États », répétait-il avec obstination. Sur ce pasteur catholique pesait une double responsabilité : garder le legs de son maître l'empereur Charles et sauver les âmes dont il devait compte à Dieu. Chez lui, le spirituel dominait le temporel.

C'était la première fois que j'avais à traiter d'intérêts politiques avec un homme d'Église et tous les mots latins bourdonnaient dans mon oreille. Cela me stimulait. Je savais mieux le latin que l'allemand. Notre carrière vagabonde, fertile en surprises, nous met soudain en présence des personnages les plus divers, la bonne école de psychologie! Qui n'est pas psychologue est piètre diplomate. Le grand Frédéric, dans son traité sur les talents du parfait ambassadeur, prétendait que, pour réussir à Londres, il fallait un débauché avenant qui soutînt dans l'ébriété un air de franchise propre à tromper les Anglais. Que les temps sont changés! M. Paul Cambon, dont les succès retentissants donnèrent tant d'éclat à notre politique et qui se détachait en silhouette austère des brouillards londoniens, ne répondait certes pas à cette esquisse à la Hogarth. Quant au représentant à Vienne, Frédéric le veut chicaneur, expert dans l'art de l'altercation. Méfions-nous de cette qualité allemande! La chicane est à l'origine de bien des querelles. Oh! que je préfère la maxime

de Choiseul, le plus illustre de mes prédécesseurs à Vienne : « La véritable finesse est la vérité, quelquefois dite avec force et toujours avec grâce ! »

Je revenais alors d'Athènes, pays des controverses alambiquées, et pourtant je trouvais plus facile de discuter avec un dictateur grec, hâbleur et jovial, au charivari des cigales qui tricotaient des révolutions, que d'avoir affaire à un prélat, docteur en théologie, thomiste subtil. Mgr Seipel ennoblissait l'esprit de gouvernement de toute la sainteté de son état. Tandis que j'admirais sa dialectique à la fois souple et serrée qui se développait telle une homélie, en trois points, chaque proposition découlant de la précédente, et la dernière conclusive, « *erstens, zweitens und drittens* », division tripartite où la sainte Trinité n'avait rien à faire, je ne pouvais m'empêcher d'évoquer, dans cette salle blanche de la Ballplatz qui conservait un air de fête, le négociateur du Congrès de Vienne à qui ces boiseries dorées avaient servi de cadre aux jours de son plus grand triomphe. Le prince de Talleyrand n'aimait-il pas à rappeler que, s'il avait eu quelque succès en diplomatie, ses études théologiques n'y furent pas étrangères ?

Mais que nous étions loin des rabats de dentelle ! Mgr Seipel apparaissait, vêtu d'une redingote morose ; seul un plastron violet trahissait la dignité ecclésiastique. Son austérité se tempérait de manières onctueuses, et, lorsqu'il souriait, ses mains potelées devenaient bénisseuses. S'animait-il, son sang à fleur de peau donnait au visage grave un teint rose, frais et reposé. Un jour, comme il m'indiquait les écueils parmi lesquels la politique de son pays devait se mouvoir et la manière de les contourner : « Si je comprends bien, vous estimez, lui dis-je, que la voie que vous tracez ouvre à l'Autriche, appuyée sur la Société des nations, les perspectives d'une vie indépendante ? » Le prélat, fixant sur moi son regard d'azur encerclé par les lunettes d'or, me répondit avec la résignation que donne une conscience pure : « Si la France persévère dans la politique amicale dont vous m'apportez le témoignage, je ne doute pas que la situation actuelle se prolonge, sans difficulté insurmontable, dix ou vingt ans anviron. — Comment, m'écriai-je, vous comptez par décades lorsqu'il s'agit de l'existence d'un pays millénaire ?

— Hélas! fit-il, cette instabilité ne dépend pas de nous, mais des circonstances ; n'accusons personne, pas même mes anciens compatriotes de Bohême qui ne comprennent pas que leur sort est lié au nôtre. C'est du ciel, sans doute, que nous verrons le dénouement, et là il n'y a plus de frontières, toutes les lignes sont idéales. » Ce ton détaché me glaça, je sursautai : « Monseigneur, quel serait, d'après vous, le moyen, s'il en est un, de maintenir l'Autriche, pierre angulaire sur laquelle repose l'équilibre de l'Europe, de lui épargner l'Anschluss que vous ne pouvez considérer comme inéluctable ? — Les hommes, repartit Mgr Seipel, ne sont jamais désarçonnés en face d'événements dont ils connaissent les causes, s'ils étudient attentivement le jeu des combinaisons possibles. Pour écarter les menaces d'Anschluss, il y a un moyen ; mais votre pays, si bien disposé qu'il soit à notre égard, répugne à l'utiliser, à le mettre en œuvre. — Lequel ? — Une entente entre la France et l'Italie. »

Cette conversation m'ouvrit les yeux. Le diagnostic de l'évêque avait été prononcé avec une certitude pour ainsi dire transcendante, avec un instinct prophétique : sa mort, comme il le prévoyait, n'a-t-elle pas précédé celle de sa patrie ? Dès lors, j'étais acquis à l'idée que la meilleure garantie pour l'Autriche serait un accord entre Paris et Rome, remède spécifique au mal à conjurer. M. Briand, à qui je rapportai cette conversation, ne ménagea point ses encouragements. Philippe Berthelot, huit jours avant sa mort, me redit les vœux qu'il faisait pour un rapprochement franco-italien et, figé dans son fauteuil, il m'accompagna d'un sourire jusqu'à la porte de sa chambre : « Vous réussirez, j'en suis sûr, mais si vous rencontrez trop de difficultés, faites-moi signe, j'irai vous seconder cet hiver à Rome. » Ce sont les dernières paroles que je recueillis de ses lèvres.

Enfin l'accord fut réalisé. Par trois déclarations concordantes, février 1934, janvier 1935, avril 1935, les gouvernements de France et d'Italie s'engagèrent à veiller sur le sort de l'Autriche et à se concerter en cas de péril. Et voici qu'en 1938 pour l'Autriche, comme en 1772 lors du partage de la Pologne, la même angoisse étreignit le monde ! On croyait

entendre, dans le silence de l'oppression, la grande voix de Bossuet : « Dieu a fait naître les deux puissantes Maisons d'où la Reine devait sortir, celle de France et celle d'Autriche, dont il se sert pour balancer les choses humaines ; jusqu'à quel degré, jusqu'à quel temps ? Il le sait et nous l'ignorons. »

En 1774, à l'avènement de Louis XVI, rien ne prouvait que les cupidités fussent pleinement satisfaites et que les Cours co-partageantes ne méditassent pas de nouveaux agrandissements en Orient, en Allemagne, en Italie. Sommes-nous plus rassurés aujourd'hui ? La récente initiative du président Roosevelt ne trahit-elle pas des inquiétudes semblables ? Comment résister à cette frénésie de conquêtes ? se demandait-on à Versailles. Il est assurément plus facile de former une coalition contre un souverain orgueilleux, même si la fortune des armes le favorise, que contre une conjuration de trois Puissances spoliatrices assez fortes pour faire pencher la balance du pouvoir, et qui opposent à l'équilibre général de l'Europe un équilibre particulier fondé sur l'égalité de leurs usurpations.

D'une situation aussi menaçante, aussi confuse, naissait le plus grand désordre. Écrivailleurs politiques, philosophes séditieux, agents aigris de la diplomatie secrète se faisaient d'autant plus persifleurs qu'ils étaient encouragés par nos déboires. L'un exposait son système, l'autre proposait le remède. Les conseils affluaient, les critiques ricochaient. C'est parmi ces remous de l'opinion que, Louis XV étant mort, le nouveau Roi confia le portefeuille des Affaires étrangères au comte de Vergennes. Heureux choix ! La grande roue des événements, sous l'impulsion de Frédéric, tournait si vite que les petits pays, pris de vertige, n'avaient pas le temps de dire qu'ils étaient menacés. La diplomatie secouée, bousculée, essoufflée, devenait si fébrile qu'il ne fallait pas en laisser la direction à un improvisateur, — Beaumarchais eût applaudi : plus de danseur de menuet, de frôleur de favorites ! C'est un calculateur qui l'obtint. Vergennes, avec son sens de la mesure, comprit que de longues campagnes, même heureuses, ne changeraient plus le nouvel ordre de choses qu'on avait laissé établir.

« Dans cette défection générale des vrais principes, écrit-il, quel parti pourrait prendre la France ? Celui de se déclarer

le vengeur des outrages faits aux droits sacrés de la justice et de la propriété, serait le plus magnanime et le plus adapté à sa dignité : mais sa situation intérieure ne doit pas lui conseiller et ne peut lui permettre d'entrer dans un aussi grand engagement. »

Écoutons les conseils de ce ministre perspicace, méditons les leçons de son expérience à l'heure où des problèmes similaires se posent devant nos gouvernements démocratiques. Le redressement du pays est sa première tâche. « La France, constituée comme elle est, doit craindre les agrandissements bien plus que les ambitionner. » Qu'elle soit forte et bien administrée, appuyée sur des alliances pacifiques, on la verra de nouveau assumer le rôle d'arbitre qui lui revient de droit, dit Vergennes, si elle n'a pas d'autre ambition que le triomphe de la justice.

Recueillie et consciente, la France n'a qu'un langage, c'est celui-là. Grâce au ciel, nous l'entendons aujourd'hui, après une trop longue attente ! Que de ressemblances, en effet, entre la situation de l'Europe en 1774 et le spectacle qui se déroule devant nos yeux ! Mais ne poussons pas trop loin la comparaison. Il y avait aussi des contrastes et même des oppositions. La plus saisissante était l'animosité qui séparait alors la France de l'Angleterre. Notre pays venait d'éprouver de grands revers. La perte de l'Inde, du Canada, de la Louisiane, du Sénégal avait été la déplorable rançon de ses malheurs, comme la présence permanente d'un commissaire anglais pour surveiller les bastions démolis de Dunkerque, en était le signe humiliant. « Ce souvenir doit faire frémir tout Français », écrivait le comte de Ségur qui permettait rarement une exagération à sa plume. Aujourd'hui, l'atmosphère est purifiée, dans la plus grande des guerres nous avons confondu nos morts et nos espérances, l'amitié s'épanouit.

Comme on voit parfois après l'orage un arc-en-ciel, message pacifique, relier nos falaises picardes à celles du Sussex, ainsi une sympathie agissante unit désormais les deux peuples individualistes, férus de liberté, qu'une jalousie séculaire aveuglait. Cette métamorphose fut l'effet de la plus heureuse des transactions, conclue en 1904 par trois hommes clairvoyants, Édouard VII, Delcassé, Paul Cambon,

un grand roi, un ministre résolu, un ambassadeur éminent qu'on laissa vieillir, honoré et populaire, sous les ombrages de Hyde Park. Ainsi finit la plus longue rivalité de l'histoire, les antagonistes réconciliés devinrent des émules dans la même œuvre, des soldats dans la même cause. Après avoir lutté pendant des siècles pour cette balance du pouvoir si convoitée, ils tiennent aujourd'hui, de leurs mains jointes, celle de la justice. La France veille sur le continent ; les escadres britanniques protègent les deux Empires.

« Je ne vois pas dans le futur, disait le cardinal de Richelieu, et par conséquent je ne saurais prévoir ce qui arrivera. » Vergennes aurait volontiers souscrit par modestie à cette pensée du plus grand de nos politiques. Il terminait par les réflexions suivantes son mémoire au Roi :

« Si, après avoir parcouru le continent, nous tournons nos regards du côté de la mer, y trouvons-nous de plus grands motifs de sécurité ? Nous voyons à côté de nous une nation inquiète et avide, plus jalouse de la prospérité de ses voisins que de son propre bonheur, puissamment armée, et prête à frapper au moment où il lui conviendra de menacer. Ne nous y trompons pas : quelque parade que les ministres britanniques fassent de leurs inclinations pacifiques, nous ne pouvons compter sur cette disposition qu'autant que leurs embarras domestiques se prolongeront. Ceux-ci peuvent cesser ; ils peuvent même croître au point de déterminer le gouvernement à diriger l'inquiétude des esprits contre des objets extérieurs. Il n'est pas sans exemple que le cri de la guerre contre la France ait été le signal de ralliement des partis qui divisaient l'Angleterre. » Arrêtons-nous à ces observations. Elles sont d'autant plus curieuses que bientôt Vergennes s'appuiera sur le même raisonnement pour motiver notre intervention en faveur des États-Unis. Revenant à la France, à sa situation intérieure et extérieure, il conclut : « La considération et l'influence de toute puissance se mesurent et se règlent sur l'opinion sentie que l'on a de ses forces intrinsèques... On respecte toute nation qu'on voit en mesure d'une résistance vigoureuse et qui, n'abusant pas de la supériorité de ses forces, ne veut que ce qui est juste, et qui peut être utile à tout le monde, la paix et la tranquillité générale. Ici, la politique s'arrête... »

Le nouveau ministre des Affaires étrangères en connaissait mieux que personne les limites ; malgré l'ampleur de ses desseins, il n'ignorait pas celles de ses forces. Pendant sa longue mission en Orient, contrarié par les variations de notre politique, aussi volage à sa manière que les ailes du moulin de Sans-Souci, il s'était épuisé à convaincre tour à tour le Cabinet de Versailles et le Divan de Stamboul. Tâche difficile, tâche délicate que cette joute journalière ! Les diplomates ne sont-ils pas des avocats enrubannés, bons ou mauvais plaideurs, si toutefois négocier c'est plaider ? Que de qualités requises, sans compter l'à propos et la chance, pour conduire une négociation ! Inutile de se bourrer le crâne de raisonnements juridiques ; il ne s'agit pas en effet de briller devant un aréopage, mais de se concilier l'estime et même la sympathie de son adversaire, de pénétrer sa pensée, de lever ses objections, d'enguirlander ses hésitations. Seuls, les arguments humains portent ; seuls les hommes comptent. Au dix-huitième siècle où le badinage se mêlait à tout, fusait au Conseil, à la tête des armées, au ministère avec Choiseul, « ce fou qui avait bien de l'esprit », disait le pape Benoît XIV que le rire désarmait, lui Vergennes ne badinait pas, son langage sinueux et solennel se prêtait aux habiles déductions ; en tout cas, il a gagné plus d'un procès à la France, sans oublier le sien avec la renommée.

Plaideurs ou non, il faut voir les pauvres diplomates tantôt ergoter avec le gouvernement auprès duquel ils sont accrédités, tantôt discuter, la plume à la main, avec leur propre ministre, enclin à s'illusionner sur l'étendue des possibilités. Ah ! les instructions signées fébrilement, envoyées dare dare, puis confiées aux navires indolents qui s'attardaient dans tous les ports ! Arrivaient-elles enfin, elles étaient dépassées par les circonstances mouvantes, révolution de palais ou élévation passagère d'un favori ! L'ambassadeur est-il trop bien vu du Grand Vizir, on s'imagine à Versailles qu'il voit tout par ses yeux ; les gazettes sournoises le dénoncent et mystérieusement lui parviennent comme des feuilles mortes, détachées par le souffle de la calomnie. Qu'il le veuille ou non, il partira. Est-il en quarantaine dans son ambassade, gardé par ses kavas albanais armés jusqu'aux dents, la Cour et la ville décrètent qu'il est sans crédit, qu'il

manque d'autorité. Les scrupules de Vergennes, ses objections continuelles agaçaient Choiseul; il disait en riant : « Le comte de Vergennes trouve toujours des raisons contre ce qu'on lui propose, mais jamais des difficultés pour l'exécuter; et si nous lui demandions la tête du Grand Vizir, il nous écrirait que cela est dangereux, mais il nous l'enverrait. »

Hélas ! ce n'est pas la tête du Grand Vizir qu'on va lui réclamer, mais la sienne ! La tâche de Vergennes était d'autant plus ingrate qu'il se trouvait être à la fois l'ambassadeur du Roi et un agent de sa diplomatie secrète. Ame de ce complot dont il était l'auteur et le complice, Louis XV tirait les deux ficelles, le duc de Choiseul n'en avait qu'une qui résistait parfois à la main. La correspondance était donc double ; la valise emportait le pli officiel destiné au ministre des Affaires étrangères et le pli confidentiel que M. Tercier, directeur politique, remettait discrètement au comte de Broglie pour être placé sous les yeux de Sa Majesté. Fier de correspondre avec son roi, Vergennes fermait-il les yeux sur l'inconvénient de ces pratiques ténébreuses ? Eut-il des scrupules lorsqu'il copiait les dépêches de Choiseul pour en faire part à Louis XV ? Qui oserait l'accuser de duplicité ? Ne mettait-il pas sa conscience au service du Roi ? Et pourtant, quoi de plus contraire à ses sentiments intimes que ce ministère occulte, hiérarchie cachottière qui armait le subordonné contre le supérieur, encourageait la dissimulation, l'art de feindre, et risquait de favoriser des chassés-croisés où l'intérêt personnel, plus que l'intérêt général, était en jeu. D'autre part, quoi de plus éloigné de sa doctrine que le système d'alliances permanentes dont certains agents initiés au secret cherchaient à jeter les bases ? Pour ce réaliste chez qui le dogmatisme n'était qu'une apparence, les amitiés et les rivalités des peuples changent avec la fortune et le caractère de ceux qui les gouvernent. Dès qu'il aura l'autorité ministérielle, il mettra le holà à ces abus auxquels il avait innocemment participé. Louis XVI supprimera la diplomatie secrète dont les papiers seront livrés aux flammes ; mais tout se sait à Paris où les phénix indiscrets renaissent éternellement de leurs cendres.

Le comte de Vergennes appartenait à cette haute bourgeoisie ennoblie par le fidèle service de l'État avant d'être

distinguée par le pouvoir royal. Il en avait les principes et, si l'on veut, les préjugés, nous dit son petit-neveu Charles de Rémusat. Ce sage qui n'avait ni entregent, ni relations à la cour, fit une folie, si l'on peut appeler folie le roman que la Providence favorisa, pour l'humaniser. A Constantinople, il s'était amouraché d'une Française, veuve grassouillette d'un docteur pérote, M. Testa. Pendant sept ans, sourd aux commérages, sans se soucier des noirceurs de la médisance, il se reposait à Buyuk Déré, oubliant ses tracas, dans un yali mystérieux, coffret posé au ras de l'eau soyeuse, qui abritait sa tendresse. Caché derrière les moucharabiehs, notre ambassadeur y jouissait près de celle qu'il avait choisie « de la paix intérieure, de la douce consolation d'aimer et d'être aimé », entouré de deux garçons que cette dame lui donna, Constantin et Louis, dont il raffolait.

Les bruits de cette liaison bénie secrètement parvinrent-ils à Versailles ? C'est possible, c'est probable. Sans que rien ne le fit prévoir, un matin, le courrier lui apporta à l'improviste une lettre courroucée de la main du duc de Choiseul : « Le Roi a nommé M. le chevalier de Saint-Priest pour vous remplacer avec le caractère d'ambassadeur. Je dois vous prévenir qu'il partira immanquablement dans le courant du mois de juillet. Vous pourrez vous servir du même vaisseau qui mènera votre successeur à Constantinople, pour revenir en France. »

Quel embarras ! Quelle affliction pour Vergennes ! Que de combats imposés pour résister à la pente naturelle de son cœur ! « Je ne pouvais avouer les enfants sans faire connaître leur mère », confiait-il à M. de Tott, son ami. Ses enfants grandissaient, jamais il n'avait osé solliciter la permission d'épouser cette personne dont l'amour lui était plus nécessaire que la vie et qu'un refus du Roi éloignerait sans retour. Que faire ? Alors il écrivit au ministre avec le courage d'un homme qui se jette à l'eau : « Mon guignon veut que ma femme soit enceinte, et, suivant les apparences, le terme de ses couches sera à la fin de décembre ou dans les premiers jours de janvier. » Comment exposer sa compagne aux tempêtes du retour qui déjà s'amoncelaient sur sa tête et comment cacher plus longtemps cette union clandestine ?

Ainsi les soupçons de Choiseul se confirmèrent ; il s'en irrita, mais répondit que, puisque l'indulgence du Roi levait tous les obstacles, il souhaitait de voir Vergennes reprendre sa tranquillité d'esprit. « Sa Majesté vous permet de rendre public ce mariage que vous avez contracté. Vous avez oublié, monsieur, de me mander le nom de votre femme et son état. » « Quel sot mariage ! » répétait Choiseul qui ne comprenait pas qu'on pût épouser une inconnue dont la gorge seule était opulente. Par un caprice de la morale, le ministre tout-puissant fut bientôt mis à l'épreuve, et, malgré sa riche et charmante héritière, ne tarda pas à goûter à Chanteloup l'amertume d'une disgrâce plus retentissante encore que celle qu'il avait infligée à M. de Vergennes. L'ingratitude était un privilège !

L'ambassadeur se consola dans un bonheur alangui, loin des propos ridicules et décevants, sur la terre de Toulongeon qu'il avait achetée près d'Autun : jours tranquilles, jours heureux ! Son ambition était en sourdine, il observait la France comme un amoureux qui revient de voyage, apprenait à la chérir par ses racines, palpait ses ceps prometteurs de joyeuses vendanges. Dans ce paysage retrouvé où le romanée vermeil donnait rendez-vous au chambertin, il regardait ses enfants s'épanouir. Trois ans passèrent. Était-il oublié ? Les fureteurs feuilletaient dans les dossiers pour découvrir parmi les papiers classés la trace des occasions perdues. Ses lettres judicieuses et parfois prophétiques triomphaient. Elles l'arrachèrent à cette oisiveté qui commençait à peser sur son esprit actif. Pour un bon serviteur, quoi de plus douloureux que l'inaction ?

Le comte de Broglie, qui avait pu juger la clairvoyance de Vergennes par cette fameuse correspondance secrète dont il possédait la clef, le recommanda instamment au Roi pour l'ambassade de Suède. A en croire Chamfort, Sa Majesté aurait écrit en marge de la lettre du comte de Broglie : « Je n'approuve point le choix de Vergennes ; c'est vous qui m'y forcez ; soit, qu'il parte ; mais je défends qu'il emmène sa vilaine femme avec lui. » Et pourtant, de nos jours, Constantinople fut la pépinière de bien séduisantes ambassadrices.

M. de Vergennes n'est pas rancunier. Devinant l'obligeance amicale des jaloux, je présume que les désirs de

Louis XV lui furent communiqués aussitôt et que, s'il ignorait les termes peu gracieux de la décision royale, du moins il en savait le caractère formel, puisqu'il partit mélancolique, laissant son épouse attristée derrière lui. Malgré cette rigueur qui assombrit son exil, il avait un tel culte pour la monarchie qu'en apprenant la mort du Roi, il pensa défaillir. « Les larmes sont venues à propos, écrit-il à sa femme, elles m'ont soulagé ; mais la désolation est au fond de mon cœur. Je sens toute la grandeur de sa perte, je perds un bon maître qui m'honorait de quelque bonté et de quelque estime. » Par le courrier suivant, il ajoutait : « La cruelle sensation est toujours la même et le temps n'adoucit pas la plaie. » Peut-être craignait-il l'indiscrétion d'un cabinet noir, à moins que la noblesse de ses sentiments ne lui eût fait oublier sa rancœur ?

A Stockholm, il avait réussi au delà de toute prévision. En suivant ses avis, le roi Gustave affermit son trône par un coup d'État pacifique. Le sang n'avait pas coulé. On vit clairement en cette occasion que « le conseil d'un homme habile a souvent plus d'influence que la force des armées » ; puis, la révolution faite, Vergennes réussit à calmer les esprits « de façon à ne pas exciter un embrasement plus violent ». Cependant, sa correspondance intime trahissait une telle lassitude d'être séparé de sa femme et des siens qu'on sentait qu'il avait peine à réagir. Il écrivait à Mme de Vergennes, dans son château de Bourgogne où elle se morfondait : « Quelquefois mes lettres respirent la tristesse, assignez-en le motif à la rigueur d'un éloignement qui me sépare de tout ce que j'ai de plus cher. » Quelle épreuve ! Comme le ministère lui refuse un congé qu'il implore, il insiste auprès du duc d'Aiguillon pour être autorisé enfin à recevoir sa famille : « Si je dois à une épouse qui gémit de mon éloignement la consolation de lui laisser espérer mon retour, ce n'est pas, monsieur le duc, que la rigueur du climat et tout ce que j'en ai souffert ne me fasse redouter le séjour en Suède. Le seul adoucissement que je prendrai la liberté de vous demander est qu'il me soit permis d'avoir ma famille auprès de moi. Elle me serait nécessaire pour résister à l'ennui dévorant de ce séjour. » Sa requête fut repoussée ; le duc d'Aiguillon ne répondit rien. Quelle dureté, — ce silence

lui fit plus de mal que des reproches, — et quelle humiliation pour l'ambassadeur ! Une mésalliance, qui n'entachait en rien son honneur, était-elle donc impardonnable uniquement parce qu'on craignait à Versailles qu'une Levantine, si charmante fût-elle, ne pût apporter aux Suédois, qui regardaient Versailles comme le refuge du bon ton, cette élégance naturelle, cette simplicité hautaine, cet usage du monde et de la meilleure compagnie, ce badinage piquant qu'on apprenait à la Cour et au couvent, ces manières enfin qui traversaient, exportation miraculeuse, nos frontières avec nos modes ? Avouons qu'un parti pris aussi injustifié, aussi mesquin, nous paraît aujourd'hui intolérable. Il nous révolte.

Heureusement, la revanche du mérite et de la vertu fut éclatante. Le comte de Vergennes devint illustre sans y penser. Son élévation au ministère des Affaires étrangères le surprit à Stockholm. Comme il n'était pas esclave de la faveur, il maîtrisa sa joie, se recueillit, et, signant un engagement avec ses devoirs et ses responsabilités, accepta la dignité dont Louis XVI l'honorait. « Après avoir pris congé du Roi, des reines et de toute la famille de Suède, monseigneur le comte de Vergennes est parti avant-hier à six heures du soir. La Cour et la ville lui ont témoigné d'une manière qui a intéressé sa sensibilité tous les sentiments qui sont dus à sa vertu et à son mérite éminent », rapporte M. Barthélemy, secrétaire de l'Ambassade, en prenant la gérance. A qui Vergennes devait-il sa fortune ? Au chancelier Maupeou ? Au duc de Choiseul, qui disait : « Je ne vois que Vergennes pour les Affaires étrangères » ? L'ambassadeur d'Autriche, dépité, constate que la Reine n'a pas été consultée et qu'elle ne connut cette nomination qu'une fois faite, il laissa entendre au prince de Kaunitz que Thierry de Ville-d'Avray, valet de chambre favori de Louis XVI et parent de Vergennes, n'y fut pas étranger. Les souverains écoutent volontiers ceux qui ouvrent les volets, se trompent sur le temps qu'il fera, racontent les anecdotes de la veille et préparent celles du lendemain. Le sieur Lebel, valet de chambre de Louis XV, qui se prêtait aux intrigues serviles, ne choisissait-il pas les maîtresses passagères ? Peut-être Thierry a-t-il indiqué à son maître le meilleur de nos ministres, tout en savonnant les mains de Sa Majesté ou en lui passant son habit bleu. A force

d'entendre un nom, les rois s'imaginent avoir inventé un personnage. Était-ce l'influence de Thierry, du bilieux Maupeou, du valet ou du chancelier, qu'importe ? Vergennes était présenté le 18 juillet à Leurs Majestés à Marly ; sa femme, toujours en pénitence, ne partagea pas cet honneur. Le 21, il prêtait le serment de sa charge.

Il revient de Suède, riche d'expérience, ne connaît pas seulement l'Europe par des dépêches officielles ou des rapports secrets, par les livres ou les mappemondes, mais par les caractères auxquels il s'est frotté au cours de sa carrière. Il perçoit la différence qu'il y a entre un Rhénan et un Hanovrien, nuances subtiles ; il peut distinguer un nez juif d'un nez arménien, sans les confondre toutefois avec le nez dominateur d'un Bourbon. Il sait que le clapotis du Bosphore donne à l'âme moins de virilité que les vagues de la Baltique, que la clarté blafarde du soleil de minuit énerve moins que les clairs de lune de Versailles. Il mesure la force et la faiblesse des hommes à la douceur et aux rigueurs des climats. Pour la première fois un diplomate de métier qui avait gravi tous les échelons de la carrière depuis l'emploi de gentilhomme d'ambassade près de son oncle, M. de Chavigny, à Lisbonne, jusqu'à la dignité d'ambassadeur, était appelé dans les conseils d'un roi dont il gagnera la confiance.

Voici le comte de Vergennes installé à Versailles, dans cette aile gauche du château où, treize ans d'affilée, il dirigera magistralement la politique étrangère. Choiseul avait été le cocher de l'Europe, il en sera le maître d'école. Quelle assiduité ! Ponctuel, zélé, pour se distraire il travaille, pour se délasser il travaille encore. Le soleil à peine noyé dans le grand canal, une bougie vacillante éclaire son cabinet : « Je veille pour raccommoder », aimait-il à répéter. L'amour fureteur qui se glisse dans le palais peut bourdonner à ses oreilles, les belles solliciteuses rôder autour de lui, leurs voix suppliantes laissent insensible notre paperassier. « Enfin, écrit d'Alembert, Louis XVI a pris pour ministre un homme vertueux. »

Alerté par les rapports de ses agents, tourmenté par les soubresauts de l'Europe, le ministre lit, médite, annote. Jamais son écriture ne trahit de nervosité et les mots dociles sont les reflets d'un esprit lucide toujours égal, malgré les

années et les soucis. Son front réfléchi se penche sur les dossiers. Hausse-t-il la tête, ses yeux regardent en face les événements dont il veut tirer parti, ses sourcils épais protègent de la poudre ses lourdes paupières, ses lèvres fines ne sont pas désabusées, il sourit sans sourire, la vie lui a donné plus qu'il n'attendait d'elle, sa modestie le protège contre cette vanité qu'on respire dans les Cours et dont il est difficile de se défendre lorsqu'on a représenté le roi de France chez le Grand Seigneur. Il disait en plaisantant que c'était dans le sérail qu'il avait appris à braver les intrigues de cour. Un nez pointilleux équilibre ce visage bourguignon. Il a cinquante-cinq ans, ses bajoues alourdissent le visage coloré, un double menton s'étale sur ses jabots, son ventre prend de l'importance, il bedonne un peu.

Pour cette jeunesse endiablée de Versailles, toujours plongée dans l'ivresse, il est le barbon. Qu'ils étaient enfants, ces souverains échappés à l'étiquette comme écoliers en vacances, tout surpris d'être les maîtres ! A son coucher, le Roi aimait polissonner, raconte le prince de Ligne. « Un jour, Sa Majesté nous menaça de son cordon bleu qu'il voulait jeter au nez de quelqu'un ; il jeta son dévolu sur moi et m'étrangla presque en me serrant le gosier de son ruban. Je me fâchai un peu, il s'aperçut qu'il m'avait fait mal. « Ce n'est rien, Sire, dites seulement le Roi te touche, Dieu te guérisse ! » Ces ébats puérils, qui trouvaient grâce devant les courtisans, étonnaient les seigneurs de passage. L'empereur Joseph scandalisé s'en attristait. Pendant son séjour à Versailles, il fit à son frère Léopold le récit d'une de ces bombances nocturnes : « Le souper fut plus que gai, le Roi et les deux princes ses frères se mirent tellement à leur aise qu'au lever de table ils s'amusaient à courir dans la chambre, à se jeter sur les sophas. » Les Français changent de mœurs selon l'âge de leur roi, dit Montesquieu.

De pareils enfantillages ne sauraient émouvoir le ministre ; si derrière les cloisons on soupe, on danse, il n'entend même pas les airs tendres des violons. Que lui importe ces amusettes ! Seul le jeu de la machine politique l'absorbe. Pourtant les carrosses font grand tapage, les chevaux piaffent, hennissent, caracolent sur les pavés. Quel va-et-vient ! Dans l'avant-cour les gens importants se succèdent, la garde rend les honneurs.

Vergennes n'est pas curieux, excepté lorsque les tambours battent aux champs et qu'une voix de commandement crie : le Roi ! Alors il pose sa plume, marche vers la croisée pour admirer son jeune maître qui part pour la chasse, son cœur s'attendrit, il l'aime d'une fidélité si inflexible ! Anxieusement il interroge le nuage qui vole vers Meudon.

Quel beau rôle pour un ministre, conscient de sa responsabilité, de diriger un roi de vingt ans dans la carrière épineuse du trône, de lui montrer ses prérogatives, et le glorieux usage qu'il pourra faire de sa puissance en la mettant au service de la justice et de la paix !

Quel rêve, pour un honnête homme, un peu flagorneur, selon la mode du jour, mais qui n'a rien d'un courtisan, de façonner l'esprit de son royal élève en dépistant sa paresse sans effaroucher toutefois la timidité de ce myope qui regarde plus un lièvre au gîte que la joue de la reine !

Tâche ingrate si nous en croyons Joseph II, juge sévère de son beau-frère : « Cet homme est un peu faible, mais point un imbécile ; il a des notions, il a du jugement, mais c'est une apathie du corps comme de l'esprit. Il fait des conversations raisonnables et n'a aucun goût de s'instruire ni curiosité, enfin le *fiat lux* n'est pas encore venu, la matière est encore en globe. Certes, il n'est pas absolument dépourvu de connaissances, paraît tenir à ses idées et semble porté à vouloir le bien. » Quel certificat maussade ! Peut-être l'Empereur était-il humilié de voir sa sœur délaissée par son mari. Voilà sept ans que les cérémonies nuptiales avaient été célébrées. Hélas ! le Dauphin attendu avec tant d'impatience était un mythe. Les années passaient, le peuple murmurait. La reine était-elle stérile ou le roi impuissant ? Dans le lit à baldaquin, Sa Majesté bâille et s'endort d'un sommeil conjugal ; au réveil pourtant Marie-Antoinette « sait tout ce qu'il lui plaît de savoir ». Les favorites ne se partagent plus l'autorité, une femme va les remplacer : la reine. Ses grâces sont maîtresses et Mercy d'Argenteau, ambassadeur d'Autriche, dans sa correspondance papoteuse dont l'Impératrice est insatiable, raconte à Marie-Thérèse sa satisfaction : « La reine insinue ses idées et les fait adopter, elle avance par une marche sûre vers le plus grand crédit et elle s'en prévaudra avec succès toutes fois et quand elle voudra en user. » Marie-

Thérèse, qui se méfiait « de la dissimulation du roi, de sa rudesse », craignait qu'il ne manquât de souplesse et qu'il ne se rebiffât, mais elle espérait beaucoup dans le nouveau ministre « qui lui convenait parfaitement », parce qu'il était honnête homme, qu'il n'avait pas l'esprit entreprenant et surtout parce qu'il lui avait rendu de bons services à Constantinople en s'opposant aux intrigues du parti prussien. « Aussi, dit-elle à son ambassadeur, je vous charge de témoigner au comte de Vergennes la reconnaissance que je lui en conserve toujours. »

Avant que les faveurs consolident un ministre, les ambassadeurs accrédités se vengent des louanges qu'ils vont lui donner en l'éclaboussant d'une plume acerbe ; ils le peignent, chacun à sa façon, selon le sourire échangé ou le premier service rendu. Le comte de Mercy d'Argenteau estime que le barreau perce partout dans ses actions et même dans ses écrits. Le prince de Stahremberg disait « qu'il avait l'air d'un médecin et qu'il était un intolérable pédant ». Le voilà bien troussé ! « Les professions ne paraissent ridicules qu'à proportion du sérieux qu'on y met », la pédanterie se partage avec équité dans toutes les professions ; ce moqueur de Figaro égratignait de la même verve robins et ambassadeurs. Sans doute si, en France, les pédants étaient honorés, c'était pour donner des modèles aux Molière et aux Beaumarchais. Veut-on chasser de Versailles l'ironie et l'esprit qui se glissent dans les madrigaux ? Comment vivront les flatteurs ? Le baron de Goltz, représentant du roi de Prusse, dans une de ses dépêches, se réjouit de la timidité du ministre et même de son irrésolution, il ne s'étonne pas de l'épithète de bon phraséologiste que lui a donnée le prince de Kaunitz, mais il ajoute : « Ce qui doit faire plaisir à ceux qui ont à traiter avec lui, c'est qu'il n'a ni dans la physionomie, ni dans le ton, le ricanement ni la duplicité du duc d'Aiguillon, l'arrogance ni l'emportement du duc de Choiseul. »

* * *

Ainsi les contemporains de Vergennes n'ont point pénétré le secret de son visage patelin ni compris la supériorité de cet homme qui s'effaçait dans son éclat. L'Europe, nous l'avons vu, était en ébullition, la France énervée, engourdie, se contentait de faire « bonne mine à mauvais jeu ». Au

moment où notre politique chancelait si visiblement, le nouveau ministre de Louis XVI donna aux affaires une impulsion personnelle qui étonna. La politique à laquelle son nom reste attaché se développera, tant elle paraît simple et d'exécution facile, sans laisser transparaître l'immense labeur qu'elle représente et qui tapisse aujourd'hui nos archives. Les papiers que laissent les hommes d'État sont leur testament à la postérité; ils les confondent ou les exaltent, à l'heure où l'on n'a plus de rivaux et où les dénigreurs sont en poussière.

Cette politique avait pour objet essentiel la paix de l'Europe ; l'indépendance des États-Unis en fut la conséquence immortelle. Pages étoilées de notre histoire, quelle satisfaction on éprouve à vous évoquer ! L'expérience de la guerre de Sept ans avait montré que nous ne pouvions plus faire face à une diversion continentale et lutter en même temps contre les Anglais sur mer. N'était-ce pas le grand Pitt qui proclama, aux applaudissements de la Chambre des communes, que « l'Amérique avait été conquise en Allemagne » ? Or, quelques années plus tard, elle s'affranchissait avec le concours de la France. Le maintien de la paix en Europe, condition nécessaire de toute intervention au delà des mers, exigeait une prudence sinueuse, l'indépendance américaine une hardiesse d'épopée. En politique, ces deux qualités maîtresses périraient l'une sans l'autre : si la prudence, mère de la sûreté, s'endort, elle s'étiole, se fait pusillanime ; si la hardiesse s'émancipe, elle trébuche dans la témérité. Qu'elles cheminent donc ensemble, se prêtant un mutuel appui !

Pour rasséréner l'horizon européen, que ne fit Vergennes ? De quelle adresse n'a-t-il pas usé, afin de séparer les cours copartageantes, sans aller toutefois jusqu'à les dresser les unes contre les autres, car c'eût été la guerre ? Il insinue, suggère, manœuvre, brouille nos rivaux, se débrouille pour les réconcilier et tout aplanir. Sous l'action turbulente de Choiseul, notre alliance avec l'Autriche, notre opposition à la Prusse, nous avaient entraînés trop loin. La ligne idéale qui reliait Paris et Vienne, les deux capitales le plus policées, n'était-elle pas par sa nature même une ligne de conservation politique et sociale, non le point de départ d'entreprises aventureuses ? C'était un parterre à la française posé à travers

l'Europe, unissant les quinconces de Versailles aux charmilles de Schönbrunn.

Notre système fédératif, comme on disait alors, avait été tracé selon ce plan fleuri. Vergennes le respectera, mais instruit par l'expérience de Choiseul et se défiant des ambitions que nourrissait l'empereur Joseph II, il s'efforcera de l'assouplir. Ne pas décourager l'Autriche au point qu'elle fût tentée de nous abandonner, ne pas encourager la Prusse mais la soutenir à l'occasion, les caresser toutes deux en maintenant nos liens avec l'une, en améliorant nos rapports avec l'autre, voilà le jeu habile qu'il conduit. « Plus Votre Majesté, écrit-il à Louis XVI, attache de prix au maintien de son alliance avec la Cour de Vienne, plus son intérêt essentiel la conviera à veiller soigneusement à ce que la puissance prussienne ne soit pas entamée et diminuée... C'est la crainte du roi de Prusse qui a donné à la France la Cour de Vienne pour alliée. Laissons disparaître cette crainte, et bientôt cette Cour reviendra à l'ancien système qu'elle n'a abandonné que par la conviction d'une plus grande utilité. » On reproche parfois à ceux qui gouvernent de ne pas savoir où ils vont, d'avoir une diplomatie flottante esclave des événements et que guette l'écueil. Que dire de ce ministre lucide qui expose ses vues avant de les réaliser, et qui les réalise avec une finesse cousue de fils invisibles ?

L'Europe tranquillisée, il fut le premier à reconnaître l'indépendance des États-Unis et, sitôt après la guerre glorieuse, conclut avec l'Angleterre une paix de réconciliation. Notre intervention armée en Amérique aura des contre-coups imprévisibles : elle révolutionnera le monde, bousculera les régimes politiques, élèvera la condition des hommes, fera pousser la liberté et les maisons bruissantes de téléphones dont nous sommes devenus, ô ironie, les esclaves ; elle nous apportera aussi, à travers l'Océan, dans une heure de grand péril, une victoire rajeunie en souvenir des victoires passées !

Que nous sommes loin de cette lettre où Vergennes cherchait à consoler le marquis de Noailles, ambassadeur à Londres, de l'équipée de son neveu La Fayette : « J'en suis véritablement affligé pour vous et pour vos proches. Le lord Stormont (ambassadeur d'Angleterre à Paris) en paraît de très mauvaise

humeur. Il a le talent de donner beaucoup de valeur à de très petites choses » (2 mai 1777). N'est-ce pas une petite chose, en effet, pour un grand ministre, peu expert en ces matières, qu'un cœur qui s'enrôle ? Le feu sacré n'est pas son fait. Son domaine est celui de l'opportunité. Il observe, profite, attend que les questions mûrissent. Il plante moins qu'il ne récolte. Entre le moment où la poire est mûre et celui où elle est blette et menace de s'écraser sur le sol, il y a une minute brève où, sans tâtonnement car le toucher est fatal, on doit faire la cueillette. Les initiatives soudaines déroutent les gouvernants comme les conséquences lointaines leur échappent. Si l'ombre de Vergennes erre parfois aux portes de Versailles, vers la côte de Picardie, avec quelle émotion, avec quelle ferveur elle doit surprendre le colloque ininterrompu de La Fayette et de Pershing, dialogue d'un mort et d'un vivant, salut de deux épées fraternelles, tandis que continue la sérénade des klaxons et des oiseaux du ciel !

* * *

Derrière sa table ministérielle, Vergennes veillait aux intérêts permanents du pays, il balançait le pour, le contre des possibilités que les événements lui offraient. Ses décisions mûries furent toujours heureuses. Il sépara les pays qui avaient partagé la Pologne ; il se rapprocha de la Grande Catherine sans s'éloigner de l'Empire ottoman ; pour la première fois depuis Hugues de Lionne, il s'allia avec la Hollande et favorisa la ligue des neutres qui adopta nos principes de droit maritime. Trois médiations glorieuses, qui couronnent son œuvre, rendirent à la France sa place à la tête des nations. Toutes les questions en suspens furent réglées.

Et Dantzig ? Il y a des villes qui sont des cibles. Frédéric II, qui s'était fait adjuger la Poméranie, la Prusse polonaise, le duché de Warmie, « lorsqu'il n'y avait qu'à se baisser pour prendre », concentra ses convoitises, à la fin de son règne, sur la ville libre de Dantzig devenue ville frontière et qui était administrée, sous la suzeraineté du roi Stanislas-Auguste, par un corps de magistrats. « Quiconque possède l'embouchure de la Vistule et Dantzig, sera plus maître de la Pologne que celui qui la gouverne », lit-on dans son testament politique. Bismarck ne raisonnait pas autrement lorsqu'il décla-

rait : « Pour un État polonais, posséder Dantzig est une nécessité vitale. »

Afin de réduire la place, Frédéric usa des moyens implacables que son génie inquiet lui suggéra : intimidation, lutte d'influence, guerre de tarifs, encerclement douanier, muraille de baïonnettes. Tout fut tenté, tout fut combiné, rien n'y fit. Voltaire, qui ne cesse de nous surprendre et de nous choquer, ne ménage pas ses louanges : « Vous préférez le port de Dantzig à celui du Pirée, je crois qu'au fond Votre Majesté a raison et que dans l'état où est l'Europe, ce port de Dantzig est bien plus important que l'autre. »

Comment l'entreprise a-t-elle avorté ? Lorsqu'une question irritante se pose, qu'elle s'avère insoluble, au lieu de s'obstiner à la traiter de face, regardons-la de biais et cherchons des dérivatifs. Il n'est pas difficile d'en faire naître à des esprits ingénieux ! Si j'entends dire, à propos d'un problème politique : « de deux choses, l'une », je m'insurge. Pourquoi limiter le champ des hypothèses ? Elles surgissent d'elles-mêmes sous l'action d'une diplomatie féconde.

C'est ainsi qu'entre 1774 et 1786, la désunion des Cours co-partageantes, le rapprochement franco-russe qui s'exprima par l'heureuse médiation de Teschen, la situation grandissante de la France victorieuse et pacifique, détournèrent insensiblement le dominateur tudesque de sa proie. Vergennes lui avait fourni les dérivatifs nécessaires. « Heureusement pour Dantzig, écrivait-il le 9 avril 1778 à notre agent M. de Pons, Sa Majesté prussienne a ses distractions comme nous. » Frédéric II mourut sans avoir annexé la ville.

CHARLES DE CHAMBRUN.

SILHOUETTES CONTEMPORAINES

M. ANTOINE DE SAINT-EXUPÉRY

En décernant, le jeudi 25 mai, son grand prix du Roman à Antoine de Saint-Exupéry, l'Académie française a couronné une œuvre où la peinture du réel l'emporte sur la fiction, puisque les ouvrages qu'on doit à ce bel écrivain retracent des épisodes de sa propre existence. Mais le choix de l'illustre Compagnie peut se réclamer de glorieux précédents, car de Benjamin Constant à Loti, en passant par *Dominique* de Fromentin, bon nombre de romans devenus classiques sont des autobiographies. Le nouveau lauréat a d'ailleurs vécu une existence assez riche d'aventures pour y trouver une ample matière à récits.

Par ses origines, cet aviateur, qui a survolé longtemps et régulièrement de vastes espaces sur trois continents, est solidement enraciné à notre sol. Né à Lyon en 1900, il tient au Limousin par sa famille paternelle, originaire d'une bourgade de treize cents âmes située près d'Ussel et dont il porte le nom. Il tient à la Provence par sa mère, une Fonscolombe, appartenant à cette famille Boyer de Fonscolombe à laquelle Fragonard et les meilleurs graveurs du XVIII[e] siècle dédiaient jadis leurs plus gracieuses estampes. Élève des Pères Jésuites à Montgré, puis au Mans, il se montre collégien turbulent, quelque peu chahuteur ; mais, au risque de décevoir ceux qui voudraient que la plupart

des grands hommes eussent été à leurs débuts des cancres, on doit reconnaître qu'il fit de bonnes humanités au collège de Fribourg, en Suisse, où, pendant la Grande Guerre, il termina ses études. C'est à cette formation classique qu'il doit son penchant à la méditation, un goût très vif pour la musique et la poésie, — car il sera d'abord poète, — puis, le moment venu, c'est cette formation qui lui permettra de se révéler d'emblée un remarquable écrivain.

Sa vocation d'aviateur, elle, est le fruit de ses vacances. Il les passait, avec les siens, dans le Bugey, au château de Saint-Maurice de Rémens, distant d'une cinquantaine de kilomètres de Lyon, mais proche d'Ambérieu où, dès les débuts de l'aviation, un camp avait été établi. La proximité de ce terrain d'atterrissage donnait au jeune Antoine l'occasion de suivre fréquemment des yeux les vols d'essai des apprentis pilotes, et ce spectacle était bien fait pour enflammer son imagination.

Pour hâter la réalisation de son rêve, Saint-Ex, — c'est ainsi que ses camarades le nomment, — s'échappe quand il le peut de la propriété familiale pour gagner au plus vite le terrain d'Ambérieu où tout l'intéresse : il s'initie avec les mécaniciens aux mystères des moteurs, écoute avec une attention passionnée les récits des pilotes qui se targuent d'avoir effectué des raids de cent kilomètres avec plus d'emphase qu'il n'en usera plus tard lui-même pour relater des traversées de milliers de milles. Par séduction ou ruse, il obtient l'autorisation de recevoir là le baptême de l'air. Devant une vocation si nette, il semble que sa voie soit tracée, celle de l'air. Hélas ! la raison intervient : puisqu'il aime les vastes horizons, c'est la carrière d'officier de marine qu'il lui faut préparer, la marine où jadis César de Saint-Exupéry s'est illustré sous le pavillon, blanc ou écarlate, semé de fleurs de lys, des vaisseaux du roi ou de ses galères. Il prépare l'École navale, se présente au concours, est déclaré admissible ; le destin, qui le fait alors échouer, lui est sans doute propice, car il va, pour la seconde fois, le replacer sur sa voie.

Il prend des leçons d'un pilote civil, obtient son brevet et fait son service dans l'aviation à Strasbourg, où il fournit bientôt des preuves de son adresse et de son audace. Élève-officier, il est affecté au Maroc ; officier, il rentre en France.

Sa carrière semble fixée, et pourtant une troisième fois il échappe à un destin qui n'est pas tout à fait le sien, celui d'aviateur militaire. Rendu à la vie civile, il entre dans une affaire commerciale, vit pendant quelques mois dans un bureau, s'y sent prisonnier, et bien convaincu, cette fois, qu'il fait fausse route, revient en 1926 à l'aviation civile qui ne le lâchera plus.

Entré à la Société Latécoère qui assure la liaison Toulouse-Dakar, il subit un noviciat où des essais d'appareils et de brèves courses à Perpignan permettent à la direction d'éprouver ses aptitudes et au postulant de se confirmer dans sa vocation; puis, à Toulouse, il reçoit un soir l'ordre tant attendu de prendre le lendemain matin les commandes de l'avion de la ligne régulière. Pendant la veillée d'armes, son grand « ancien » Guillaumet l'encourage et jalonne, sur sa carte, la route qu'il va suivre de repères inconnus des cartographes, tels qu'un troupeau de moutons qui broute chaque jour sur certaine pente ibérique, une ferme dont le propriétaire est accueillant aux naufragés du ciel. Cette première traversée au-dessus des Pyrénées, de Gibraltar et du Maroc, comme pilote de ligne, marque le véritable début de la carrière de Saint-Exupéry.

Cette carrière, il l'a retracée mieux que nul ne pourrait le faire en trois livres inoubliables, qui correspondent à des étapes différentes de sa vie. Après avoir assuré son service de pilote sur le parcours Toulouse-Casablanca, puis entre Casablanca et Dakar, on lui confie le commandement de l'aéro-port de Cap-Juby, une des escales, avec Cisneros, du tronçon Maroc-Sénégal. Cette station n'a rien de commun avec la gare aérienne du Bourget, ou celle aéro-maritime de Marseille-Marignane : c'est, au Rio del Oro, possession espagnole sur la côte occidentale de l'Afrique, un pan de désert soigneusement entouré de fils de fer barbelés, car Saint-Exupéry doit défendre des vies humaines, un poste radiophonique, du matériel de rechange et un important dépôt d'essence, contre la cupidité, la cruauté des pillards nomades ou des Maures dissidents. Il vivra là pendant un an, chargé du ravitaillement et du dépannage des appareils de la ligne, ayant pour distraction des parties d'échecs avec

les cadres du petit poste espagnol voisin, pour constant souci le sort de ses camarades qui assurent le service aérien et avec lesquels la radio le tient en liaison, à moins que, comme Reine et Serre, ils ne tombent en territoire de dissidence et qu'il faille les sauver. Poste austère, propice au recueillement, où il subit l'emprise du désert.

L'Aéropostale succède à la Société Latécoère, la ligne est poussée jusqu'au Brésil, — avec traversée de l'Océan par des navires rapides, — et du Brésil jusqu'au sud de la République Argentine. Saint-Ex fonde cette ligne, la plus méridionale de l'hémisphère austral, qui aboutit à Punta Arenas et accélère de plusieurs semaines l'arrivée du courrier des habitants de la Patagonie. Sur ces immenses trajets de l'Amérique du Sud, l'atterrissage forcé réserve des surprises : Saint-Exupéry a raconté comment une panne lui fit rencontrer un charmant propriétaire qui se mit en quatre pour l'obliger, après lui avoir donné une cordiale accolade, et comment aussi la joie de cet accueil avait été tempérée par la confidence que son nouvel ami était atteint de la lèpre. Un autre équipage de la ligne de Patagonie, échoué sur l'immense pleine couverte d'une maigre broussaille, fit une rencontre plus agréable. Le mécanicien ayant mis pied à terre prononçait contre ce pays déshérité un réquisitoire plus véhément que châtié, avec l'accent de Ménilmontant ou de Grenelle, lorsqu'il eut la prodigieuse surprise de s'entendre répondre sur le même ton d'avoir à « fermer sa grande... bouche, s'il ne voulait pas voir endommager son arrière-train », ou quelque chose de ce genre. Cette apostrophe, lancée par un cavalier arrivant au galop, lui sembla plus douce que la voix des sirènes ; le sauveteur, notre compatriote M. Bruno d'H..., propriétaire d'un des plus importants troupeaux de moutons de Patagonie, fut d'ailleurs exquis de courtoisie, mais, aviateur de la Guerre, il n'avait pas voulu manquer cette occasion d'utiliser ses anciennes notions d'argot.

Revenant un jour de ce morne pays, Saint-Exupéry apprend que Guillaumet, parti pour tenter la traversée de la Cordillère, ne répond plus depuis cinquante heures aux appels radiophoniques. Aussitôt, il reprend l'air, pique sur Mendoza, rejoint le pilote Deley, et, cinq jours durant, explore avec lui vallées et sommets. Soudain, il apprend

qu'après une effarante randonnée dans les neiges des Andes où son avion s'est brisé, Guillaumet, sans nourriture et à pied, a atteint les abords de San Raphaël. Saint-Exupéry embarque deux mécaniciens, vole durant une heure, reconnaît sur une route la voiture qui emporte Guillaumet, atterrit à côté d'elle, se jette dans les bras du rescapé aux mains gourdes, aux pieds gelés, et l'entend murmurer :

— Ce que j'ai fait, je te le jure, jamais aucune bête ne l'aurait fait !

Courrier-Sud et *Vol de nuit* ont trait à ces années de discipline et d'aventure passées au service de la ligne ; *Terre des hommes* relate l'échec de ce raid Paris-Saïgon, brutalement terminé par la rencontre, à 250 kilomètres à l'heure, d'une butte de sable dans le désert, quelque part entre la Libye et l'Égypte. La soif, l'épuisement, le délire sont évoqués par l'auteur sans grandiloquence, avec un souci d'observation presque clinique.

Antoine de Saint-Exupéry, formé pendant que ses aînés étaient au front, appartient à cette génération trop tôt débridée, un peu désordonnée, mal adaptée, qui suivit immédiatement la guerre ; peu d'hommes donnent pourtant une pareille impression de robuste équilibre. Grand, massif, le geste lent et assuré, la poignée de main solide, il offre un visage rond, glabre et paisible, qu'éclairent à demi de larges yeux marrons aux paupières un peu lourdes, et qu'égaye discrètement un nez retroussé à la Tristan Derême. S'il n'a pas le profil aquilin de tel virtuose de l'acrobatie, il ne faut pas conclure que, dans ce drame qu'est la rencontre d'un corps et d'une âme, il ait été trahi par la nature. Son apparence est bien celle qui convient à un homme dont dépend le sort de plusieurs existences et qui doit, pendant de longues heures de veille, garder le cap sur un but invisible et précis.

FIDUS.

LA VAGUE QUI PASSE

TROISIÈME PARTIE (1)

I

Une peau jeune peut être pâle, de jeunes paupières peuvent être gonflées, des lignes qui s'effaceront peuvent tracer un rictus dur entre le nez et la bouche, le profil peut s'affiner au point d'être morne sans que la jeunesse perde son charme. Un homme de vingt-six ans qui a eu une journée dure, qui a bu beaucoup plus qu'il n'eût fallu, qui est rentré en titubant à travers la Promenade humide de rosée par une chaude matinée ensoleillée, plonge dans la mer, déjeune, arbore du linge frais, passe chez son coiffeur, et les dégâts disparaissent. Ainsi lady Lade, qui observait Henry Cope traversant le Steyne, le trouvait intéressant et donnait cours à ses réflexions. Les autres femmes le détaillaient aussi : devant ses cheveux lisses, ses mains soignées, sa bouche remarquable, ses yeux qui trahissaient les secrets que la bouche aurait voulu garder, elles éprouvaient une douleur lancinante qu'elles n'auraient su expliquer. Au contraire, au moment de se brosser les cheveux à l'heure des confidences, le nom et le renom de lady Molly Jessel soulevaient de l'impatience, mais le lendemain, quand, suivant lady Lade, elle se rendit à la rencontre de Henry Cope, malgré sa robe de mousseline usagée et ses gants reprisés, les regards jetés sur elle trahissaient l'admiration et l'envie.

(1) Voyez la *Revue* des 15 mai et 1er juin.

Elles arrivèrent en retard, mais Henry, à leur grande satisfaction, était plus en retard qu'elles. Il dut se frayer un chemin à travers des badinages plaisants, des tapes amicales. Il mit au moins vingt minutes pour distinguer, assise devant une table à l'ombre, la jeune fille qui lui était imposée comme épouse. Contre tous les usages, elle se leva pour l'accueillir. Leurs mains se rencontrèrent, leurs yeux aussi. Ils se dévisageaient mutuellement, se questionnaient du regard. Puis de chaque main émana de la chaleur, de chaque regard du réconfort. Ils se comprenaient, chacun connaissait les pensées de l'autre ; ils étaient alliés ; ils ne faisaient plus qu'un.

— Dieu soit loué, vous êtes là ! disaient les yeux de Molly.

Les siens répondaient :

— Sur vous, au moins, je puis compter... jusqu'à la mort !

— Oui, jusqu'à la mort.

— Et nous pouvons rire aussi.

— Nous rirons.

Ainsi satisfaits, ils se tournèrent le dos. Molly dut répondre aux plaisanteries des galants, Henry dut se montrer adroit et cajoleur vis-à-vis de lady Lade.

— Ainsi vous n'avez dormi ni l'un ni l'autre, dit-elle bruyamment ! Vous commencez tôt. — Puis, avec son rire jovial : — J'ai les meilleures nouvelles à vous donner. J'ai pris lady Molly sous mon aile pendant un mois ; elle est installée chez moi. Vous ne supposez pas que votre départ, hier soir, a marqué la fin des... hostilités ? Oh ! que non. J'ai dû vous servir de complice pendant trois heures encore. Quel dévouement, hein ? Mais, finalement, suivant mes conseils, la gardienne des convenances s'en est allée dare-dare pour annoncer au père de Molly sa bonne fortune. Le voilà débarrassé de sa fille. Vous lui écrirez aujourd'hui pour lui demander la faveur d'une entrevue, qu'il vous accordera avec grâce. Le noble seigneur viendra à Londres, vous irez à sa rencontre ; ensuite, avocats, contrats, toutes les corvées qu'il faut supporter, et j'achèterai votre cadeau de noces. Je choisirai ce qui vous fera plaisir, ainsi je suis certaine de faire plaisir à la mariée. Dès le début, celle-ci était décidée à mettre le grappin sur vous. Je l'ai toujours su, vous aussi, et loin de nous la pensée de lui en vouloir ! Je ne vous aurais jamais cru capable d'avoir

un penchant pour une Grisélidis. Mais elle a été plus fine. Les jeunes en savent toujours mieux que nous. « Autre temps, autres mœurs. » Vous n'avez plus qu'à la couvrir de diamants. Apprenez-lui à papoter, à jouer, et elle aura du succès, plus que du succès. Elle sera une beauté, quand vous lui aurez acheté des robes.

Molly, à travers les badinages, entendait chaque parole. Malgré la haine que lui inspirait cette haridelle de lady Lade, Henry lui baisa la main avec empressement et dévouement. Il voulait rejoindre Molly. Mais lady Lade le tira par la manche.

— Je suis toujours votre amie, lui dit-elle à l'oreille. Vous désirez l'emmener ? Naturellement. Eh bien ! proposez tout ce que vous voudrez, une fête sur l'eau, une promenade en voiture, une randonnée à la campagne. Je protesterai, les gens interviendront en faveur des jeunes amoureux. Si nous avons de la chance, le duc lui-même vous escortera jusqu'à votre voiture. Ramenez-la à quatre heures. J'ai demandé la couturière à cinq heures. Et maintenant allez-y ! Le duc vient. Implorez-moi.

Henry la supplia ; tout se passa selon ses prévisions. Mais on lui accorda une promenade à pied, pas en voiture. Il offrit le bras à Molly et ils se mirent à traverser l'Esplanade dans la direction de Hove. Ils rencontrèrent beaucoup trop de gens de connaissance et, arrivés au premier escalier, il la persuada de descendre sur la plage. La marée était à moitié haute ; ils foulaient agréablement le sable.

— On dit qu'après la construction du nouveau brise-lames le sable disparaîtra, les Vieux-Rochers aussi. Vous ne pensiez pas qu'on pût ainsi changer le cours de la marée, n'est-ce pas ? Mais c'est un fait et l'eau montera plus haut. Nous n'aurons plus de plage pour nous promener.

— Je ne suis pas lady Lade, dit lady Molly froidement.

— Comment ?

— Vous n'avez pas besoin de faire des frais. Nous sommes forcés de nous promener ensemble, mais rien ne vous oblige à me divertir.

— Divertir ? — Il devint immédiatement amer. — Vous trouvez que cette histoire me divertit ?

— Oh ! Dieu, dit-elle, couvrant de la main ses yeux.

Apaisé, il lui reprit le bras qu'elle avait dégagé du sien, dès qu'ils avaient échappé aux regards.

— Chère lady Molly, nous sommes des amis, non pas des ennemis. Tâchons que cette journée soit amicale.

— Oh ! fit-elle d'une voix étouffée, mais si soulagée qu'elle inspirait la pitié ; vous avez voulu dire que vous aimez...

— Que j'aime quoi ? fit-il agacé.

— Être avec moi, reprit-elle sans timidité.

Il s'arrêta au milieu d'une flaque d'eau et lui prit les mains sans remarquer un petit crabe jaune qui s'enfuyait à toute vitesse.

— Écoutez. Nous sommes pris au piège ; un piège mondain. N'importe, nous y échapperons, je vous le promets. En attendant, nous sommes plus en sécurité ensemble que séparés, et plus heureux. Dites-moi la vérité : y a-t-il à Brighton quelqu'un avec qui vous aimeriez être en ce moment plutôt qu'avec moi ?

— Non, avoua la pauvre fille.

— Vous voyez bien ! Moi, j'ai le même sentiment. Il n'y a personne dans tout Brighton avec qui je puisse parler comme avec vous. Quant au reste... oublions-le, au moins pour aujourd'hui. Nous sommes fatigués, nous ne pouvons pas être en perpétuel état d'exaltation. Advienne que pourra. Nous ferons face au danger d'une façon ou d'une autre. Mais en attendant...

Elle leva sur lui des yeux pénétrants.

— Qu'est-ce qui a donc pu arriver ? dit-elle, la respiration entrecoupée. Quelque chose de nouveau, d'émouvant, je le sais. Dites-le-moi.

Pour toute réponse les yeux d'Henry pétillèrent, un petit pli sur sa joue devint fossette, sa figure trahissait une vivacité qu'il s'efforçait de masquer. Puis ce fut plus fort que lui, il sourit, épanoui. Molly fut bouleversée. L'aimer à un tel point était une douleur.

Sans changer de visage, elle sourit doucement.

— Eh bien ! dites, fit-elle.

Son ton amical attirait la confiance.

— Que dois-je vous dire ?

— Quelque chose vous est arrivé auprès de quoi notre

aventure d'hier n'est qu'une bagatelle. Je voudrais partager votre joie. Vous avez revu cette femme ?

— Quelle femme ?

— Celle qui vous a donné la tasse, dit Molly très simplement.

— Ce n'était pas une femme, répliqua Henry brusquement.

Elle l'examinait d'un air incrédule.

— Pas une femme ? répétait Molly d'une voix éteinte.

— Je vous affirme que non. Qu'avez-vous donc en tête ? Avant que je ne prononce un mot, j'insiste pour que vous me disiez ce que vous avez bien pu penser.

Dès sa première question, Molly avait rougi lentement ; ses joues, d'abord roses comme un coquillage, devinrent rouge pourpre, puis écarlates. Malgré toute sa volonté, elle ne put maîtriser les flammes qui envahissaient son visage. Il se disait avec admiration qu'aujourd'hui encore elle était au summum de sa beauté, ce qui le réjouissait. Mais elle se sentait toute nue ; une criminelle marquée sur chaque joue et pour toujours au fer rouge d'un *J : jalousie.* La cicatrice ne s'effacerait qu'avec sa vie. Pourtant la dénégation d'Henri était un baume exquis. La honte qu'elle n'avait pu lui cacher se trouvait légèrement compensée par ce soulagement.

— Je pensais, je ne sais trop pourquoi... — Elle haletait, puis elle se ressaisit : — J'étais sûre, d'après votre façon de parler, que vous n'aviez pas trouvé cette tasse sur le rocher ; alors, que devais-je supposer ?

Henry réfléchissait à ses explications, ensuite à Molly.

— Nous sommes condamnés, vous et moi, dit-il, à nous marier parce que nous nous sommes assis pendant dix minutes sans chaperon sous mon toit et parce qu'une prude nous a vus. Nous nous soumettons à la torture. Et vous, vous êtes aussi stupide que les autres, avec votre jalousie.

— Que voulez-vous dire ? demanda-t-elle furieuse.

— Vous le savez fort bien. Vous, Molly Jessel, vous n'êtes pas jalouse de moi, Henry Cope. Je ne suis pas assez fat pour le supposer. Mais en tant que femme, au nom de toutes les femmes, vous êtes jalouse à la pensée que moi, un homme, j'aurais pu m'intéresser à une autre femme. Cette jalousie est tout impersonnelle, cela va sans dire, et

vous n'êtes pas fautive. La coupable, c'est la société qui vous a toujours enseigné que l'amitié ne peut exister entre homme et femme. Vous et moi, nous sommes amis, mais personne ne le croira ; donc nous devons nous marier et nous haïr si nous ne trouvons pas un moyen d'échapper à notre sort. Mais malgré vos efforts désespérés, vous qui aimez mieux gagner votre vie en faisant des miniatures (dire que la société a aussi inventé cet autre aspect de la peur : la crainte de gagner sa vie !) que vous trouver à mes côtés devant l'autel, vous êtes attristée parce que vous croyez que je m'intéresse à une autre femme... Alors, maintenant, voulez-vous m'écouter ? Hier soir, quand nous nous sommes quittés, je suis descendu sur la plage. J'étais...

— Je m'en suis aperçue, interrompit-elle froidement.

— Pourquoi ce pincement de lèvres ? Vous n'avez jamais été ivre ?... Non ?... Eh bien ! alors, défense de discuter. Le vin est un dieu, donc ne blasphémez pas ! Je reprends : quand je suis descendu sur la plage, enchanté de n'être plus tout à fait moi...

— Moi, j'ai arpenté ma chambre toute la nuit, dit Molly.

— Ce n'est pas étonnant. Ces femmes !... J'en étais outré pour vous...

Il la regarda de plus près ; puis, avec une fermeté qui plaisait à Molly et à laquelle elle n'offrit aucune résistance, il lui prit le bras d'un geste familier et affectueux.

— Je vous ai fatiguée, je vous ai fait marcher sur les galets. Montons sur la falaise, l'air là-haut sera plus frais ; nous pourrons nous reposer dans les champs de blé. Vous en avez besoin ; vous avez l'air d'un spectre ambulant.

En haut de la falaise une brise soufflait, mais chaude. Le ciel, d'un bleu sombre, n'était plus qu'un voile de fumée tendu sur une voûte noire. Les champs de blé qui s'étendaient jusqu'au bord de la falaise avaient été moissonnés, les gerbes attendaient les charrettes. Le chaume luisait, la terre était dure et craquelée. Au bord du champ poussaient des fleurs d'un violet sombre. Plus de parfums, plus de fraîcheur. Les chardons étaient maîtres du sol. Pas d'arbres pour donner de l'ombrage ou pour secourir l'oiseau errant. Pas de brume pour adoucir la ligne dure de l'horizon.

— Nous allons, dit Cope, nous frayer un chemin à tra-

vers le chaume jusqu'aux gerbes, là-bas, à moins que vos souliers détestables...

Il traversait le champ à grands pas, se dirigeant vers la meule qu'il avait désignée. Elle le suivait nonchalamment. Il avait raison : le chaume la piquait à travers ses semelles minces. Elle luttait contre l'engourdissement de l'été et se disait que rien n'est plus déprimant qu'un champ moissonné sous un ciel bleu. Elle fut bien aise de s'asseoir. Henry avait disposé les gerbes pour qu'elles donnassent une ombre passagère.

— N'ayez aucune crainte pour la rentrée, dit-il. Mon cabriolet sera ici bien à temps.

Appuyée contre les gerbes, elle le contemplait avec étonnement :

— Vous êtes prévenant.

Il ne lui cacha pas son plaisir.

— Et cependant, continua-t-elle, vous êtes trop sûr de vous. Si j'avais voulu rebrousser chemin...

Molly regardait un papillon voleter.

— A quoi pensez-vous ? questionna-t-il.

— Je me demande pourquoi il vous est si difficile de me dire...

— De vous dire quoi ?

— La véritable histoire de la tasse.

Il se mit à rouler entre ses doigts un épi qu'il tenait à la main ; il détacha chaque grain de la tige avant de répondre.

— Vous savez, quand la vie de quelqu'un est complètement transformée, comme le fut la mienne hier soir...

— Hier soir ? Vous voulez dire hier après-midi ?...

— Non, j'ai bien dit hier soir. Quand je vous ai quittée, je suis descendu sur la plage. Alors, il est venu, lui...

— Il ? Lui ?

— Oui, « lui », pas « elle », celle que vous avez imaginée. Celui qui m'a donné une tasse d'ambre. Mais j'oublie : je ne vous ai pas raconté mon histoire. Je voulais le faire hier sur les Dunes, mais quand nous sommes ensemble, l'avez-vous remarqué ? nous parlons à bâtons rompus. C'est de votre faute. Vous écoutez mieux que moi. Vous devriez me forcer à suivre le fil de mon sujet. Eh bien ! le soir de l'orage, j'étais sur la plage ; là j'ai trouvé ce phoque, pauvre

bête prise dans un filet. Je l'ai libéré. Le lendemain, après notre rencontre chez Donaldson, je redescendis sur les rochers et j'y trouvai un jeune pêcheur qui me donna la tasse en signe de reconnaissance.

— Un jeune pêcheur ?

— Si l'on veut. Mais parole d'honneur, Molly, je ne sais pas encore qui il est réellement. Il parle l'anglais assez bien, avec un soupçon d'accent. Il se pourrait qu'il vînt de Bretagne. Il m'en a parlé hier soir. Il est arrivé chantonnant une chanson naïve : *Lundi, mardi, mercredi !* que je chantais moi-même. Je vous ai dit que j'étais ivre : j'aurais pu chanter n'importe quelle sottise ; on eût dit que ce refrain était un mot de passe. Il s'est jeté à mes côtés sur la plage ; il s'est mis à parler. Notre conversation a duré toute la nuit et a commencé par l'histoire de ses cousins les Korrigans !

— Des Irlandais ?

— Bretons et Irlandais.

— Je veux dire : sont-ils des gens réels, ou s'agit-il d'un conte comme pour vos Enfants verts ?

— Il dit qu'il les a vus : il avait été à un de leurs festins. C'est là que...

Il s'arrêta.

— C'est là ?...

— Eh bien ! Molly, c'est là qu'il a eu la tasse ! D'après ce qu'il dit, ils se la passent quand ils chantent leur chanson à boire : *Lundi, mardi, mercredi...*

— Jeudi, vendredi, dit Molly machinalement.

— Vous la connaissez ?

— Bien sûr. Tous les enfants la connaissent.

— Mais vous ne savez pas la fin.

— Il n'y a pas de fin.

— Ah ! mais si. C'est même là qu'ils vous attrapent. Si vous ne pouvez pas finir la chanson, ils vous battent. Mais si vous la terminez, on vous donne à boire dans la tasse et vous devenez sage comme Pan. Lui n'a pas voulu boire, mais il a volé la tasse. Il l'a emportée et il me l'a donnée. C'est peut-être un espion de Bonaparte. Peu importe ! Il fait de la contrebande, sans doute ; qu'il continue. Cela ne l'empêche pas d'être celui que j'ai cherché toute ma vie. Sa tasse est remplie de contes, Molly ! Il connaît chaque grotte le

long de la côte, chaque promontoire, chaque rocher sur lequel un navire s'est échoué ou sur lequel une sirène a chanté. Des vérités, des folies, il y a de tout dans ses paroles. Quand je lui ai dit : « Entendez-vous les cloches ? » j'étais encore à moitié ivre et ma tête était toute bourdonnante. Il m'a répondu : « Elles peuvent bien sonner de Lomea. » Sa figure était grave comme la vôtre à présent. Lomea, Lomea, vous connaissez ce nom ? J'ai appris qu'il parlait des sables de Goodwin. En rentrant chez moi, j'ai consulté mes livres. Il avait raison. Il y a mille ans, ces étendues de sable s'appelaient Lomea. Il y avait une église et un village avec des champs de blé pareils à ceux-ci et des fleurs foisonnaient sur le mur qui contourne la mer. Un homme pieux et avare refusa la pierre et le bois pour la réparation du mur qui se désagrégeait, la mer le renversa. Un beau jour, la ferme de Goodwin fut engloutie sous l'eau. Mais lui m'a dit sans sourire : « Ce sont les cloches noyées de Goodwin qui carillonnent. » ... Un fou ? Oui. Mais, Molly, rencontrer un tel être dans notre monde moderne... Il connaissait de nom Bonaparte et notre pauvre vieux Roi, mais ils ne comptent pas plus pour lui que Gog et Magog. Il a environ dix-neuf ans, il est beau comme une statue et il est mon ami, *mon ami à moi*. Il s'en est allé à l'aube, mais il a dit qu'il reviendrait. Ah ! s'il pouvait revenir ! Je recherche les contes qui errent dans le pays comme le duvet du chardon au-dessus d'un champ, les légendes qui traversent les murs cachées sous les pattes des oiseaux. Lui, il les connaît tous. Il me racontera ce qu'il sait et peut-être un jour j'écrirai ce qu'il m'a raconté. Oh ! lady Molly, vous m'avez porté bonheur le jour où je vous ai rencontrée, vous et votre parfum de trèfle. Vous êtes mon trèfle à quatre feuilles, car j'ai enfin trouvé mon travail.

Il lui prit la main, la main gauche qui portait la bague de fiançailles. Elle répondit à la pression ; elle dégageait une sympathie qui le comblait et le réconfortait. Ils étaient assis l'un près de l'autre, plus rapprochés que des amants, chacun absorbé dans son bonheur.

— Alors, vous écrirez ? dit-elle enfin.

Le doute troublait son regard.

— Le puis-je ? Je l'ignore. Je ne suis pas un écrivain,

je ne pourrai jamais inventer des histoires suivies, de grands ensembles de passion et de vérité, mais toute ma vie j'ai observé les visages. Je puis deviner, conclure, interpréter. Quand on me dit ce qu'une personne fait, je suis absolument sûr de ce qu'elle a ressenti avant, pendant et après ses actions.

— Savoir cela, c'est bien tout savoir ?

— Oh ! non, vous ne comprenez pas. C'est le début, un petit début comme le vôtre. Vous avez fait de moi un portrait; mais, est-ce que j'en vaux la peine ? Il faut viser plus haut. Peindre un Shakespeare, un Christ ! — Elle frissonna. — Vous voyez bien, l'idée vous effraie. Alors, vous comprenez ce qui se passe en moi. Je n'arriverai jamais à imaginer ou à percer les mobiles des grands. Je n'oserai pas. Mais si on me raconte une histoire sur eux, je peux l'écrire, avec foi et piété, et il se pourrait que la ressemblance y fût. Alors, Molly, voilà quelqu'un qui connaît ces histoires. Il m'a apporté la tasse des Korrigans qui contient l'esprit de... Non, non, ne vous moquez pas de moi.

— Je ne me moque pas.

— Ma langue m'a emporté. C'est le danger des rêves. Mais, Dieu soit loué ! on n'est pas puni pour avoir rêvé. Chère Molly, ma pensée est toute simple. J'ai trouvé quelqu'un qui peut me rapporter des contes pour que je les raconte à mon tour et... je crois que je saurai le faire.

Elle faisait : oui, de la tête ; elle souriait. Sa figure n'exprimait que de la sympathie ; elle lui dit :

— Vous vous attendez donc à le voir souvent ?

— Je ne sais pas. Je ne puis qu'espérer, lui offrir des appâts. Pour lui, ma veste à boutons est une merveille ; mes cheveux bien peignés, ma maison l'étonnent. Il est venu jusqu'en haut de la plage pour que je la lui indique. Peut-être un de ces jours pourrai-je l'attirer et il y entrera. Je ne pense pas qu'elle l'effraye. Qu'en dites-vous ? Je l'ai changée instinctivement. Elle est fraîche et verte comme doit être sa maison à lui. Car il doit, d'après ce que j'ai compris, dormir dans n'importe quelle grotte. C'est l'être le plus sauvage, le plus timide... Si je n'avais pas aidé son... son chien..., — c'est ainsi qu'il l'appelle, — il se serait esquivé comme un triton effaré par l'arrivée des marins au moment où il se prélasse au soleil. Il est à demi triton. Je vous ai dit que

j'appartenais à l'âge de raison. Je ne crois rien de ce que je ne saurais prouver et encore moins ces contes du grand-père, ces êtres verts, cette peuplade des mers, ces nids dans les rochers. Mais lui, il y croit. Grâce à sa conviction, je peux étouffer ma raison. Je le baptiserai Martin ; c'est bien trouvé, n'est-ce pas ? Ce gitane des mers, depuis sa plus tendre enfance, chemine entre l'Angleterre et la France. Je lui ai demandé comment il s'arrange, maintenant qu'il y a la guerre. Il m'a dit : « Qu'est-ce donc la guerre ? » Un innocent de la mer. Sa vie sur terre, je puis me l'imaginer. Mais ses longues courses à la nage me dépassent. Un homme a-t-il jamais traversé la Manche à la nage ? Jamais il ne le pourra, jamais. Sans doute, il navigue sur une planche ou il se cramponne aux cordes d'un bateau à voiles. Les contrebandiers français le conduisent jusqu'à mi-chemin ; alors, il change de bateau. Au moment opportun, il fait un plongeon et atterrit sur une plage déserte. Peut-être se réfugie-t-il dans une cabane de pêcheurs. Sans doute il paie avec des dons de poissons ; il m'a dit que son phoque lui attrapait des poissons ! Sa vie ?... Il mange, il nage, il se prélasse au soleil, repart. Il est agité, il ne peut rester longtemps en place. Oui, Molly, c'est mon oiseau, un oiseau avec une motte de terre attachée à la patte. Quand il plonge dans la mer, la terre remplie de semences se détache et reste sur le rocher nu. Ces semences, moi je les trouve, je les ramasse, je les répands sur la terre de mon jardin. Je les arrose et bientôt, je crois, d'étranges plantes commenceront de lever.

II

Henry Cope, le sang aux joues, les yeux brillants, se laissa retomber sur les épis d'or. Jusqu'ici lady Molly avait tendu son attention pour écouter son récit et aussi parce que le regard méfiant du jeune homme pesait sur elle. Il l'épiait pour deviner ses impressions. Il lui en voulait du moindre mouvement, ne fût-ce qu'un battement de cils. Gare cependant à la passivité ! Il voulait qu'elle manifestât son esprit critique et il était prêt à accepter les remarques, pourvu qu'elles ne lui donnassent pas d'emprise sur lui. Elle était sa propriété, mais lui ne lui appartenait pas. Elle le sentait et

elle l'en aimait davantage. Son arrogance lui était chère, mais elle avait trop de droiture pour s'y soumettre. Peut-être sa probité était-elle un véritable charme pour lui. Il serait toujours vainqueur, puisqu'il aimait moins qu'elle ; il serait toujours vaincu, puisqu'elle aimait plus que lui.

— Alors ? dit-il avec impatience, attendant ses commentaires.

Au lieu de lui répondre, elle laissa tomber son ombrelle et, se détournant légèrement, elle se mit à cueillir des volubilis dont elle fit un bouquet mêlé à quelques épis et quelques coquelicots desséchés. Il l'observa pendant quelques instants, puis, n'y tenant plus, il tendit la main et lui enleva le bouquet. Souriante, elle le laissa faire.

— Alors ? dit-il encore en éparpillant les fleurs sur le chaume luisant. Que pensez-vous de mon idée ? — Et comme Molly hésitait à répondre : — « C'est au-dessus de mes forces »... Voilà ce que vous pensez, ajouta-t-il poliment, jetant au loin le reste des fleurs. Au-dessus de vos forces ? Non. Vous accomplirez presque tout ce que vous voudrez, pourvu que vous estimiez votre travail. Et d'après vous, le jeu n'en vaut pas la peine. Parlez, vous ne me blesserez pas.

— Non, non, vous me bousculez. Je ne peux pas exprimer mes pensées si vite. Je voulais dire simplement que... J'allais dire... J'aime ce projet, le mot aimer n'est pas assez fort...

— Mais ?

— S'il y a un mais, ce mais ne vous concerne pas. J'ai voulu dire, — ne vous fâchez pas, — je ne peux pas m'empêcher de songer à ce que vous ferez, si cet inconnu ne revient pas.

Il resta silencieux. Des vagues de chaleur venues du haut du ciel les accablaient de nouveau. Le vent était tombé. Rien pour les délivrer de cette chaleur, de ce silence. Enfin il dit tranquillement :

— Merci.

— Pourquoi me remercier ?

— Pour ce coup de poignard.

— Coup de poignard ? Je vous ai dit simplement...

— Je sais ; le coup est mortel.

— Oh ! dit-elle d'un ton plaintif, je ne comprends jamais ce que vous voulez dire.

— Oui... Voilà pourquoi vous portez des coups mortels. Votre innocence est parfaite.

Elle gémissait :

— Je ne comprends pas un mot de ce que vous dites.

L'ironie de Mr Cope tomba brusquement.

— O Molly ! dit-il, croyez-vous aussi qu'il oublie ? qu'il ne viendra pas ? Nous avons fait un pacte avant qu'il ne parte. Nous étions couchés sur la plage sur un amoncellement d'algues, nous parlions, nous parlions ; la lune décrivait sa courbe, mais... nous pouvions encore nous voir. Une lumière grise auréolait la mer. Je lui disais : « Quand vous reverrai-je ? » Il secouait la tête comme un chien, les cheveux mouillés, et quand les gouttes d'eau tombaient sur moi, il riait. Il répondit : « Peut-être la nuit prochaine, peut-être pas. » Je lui demandai : « Mais si je veux vous trouver ? » Alors il déclara : « Je viens toujours à terre quand la lune est pleine. » J'étais à moitié endormi. La plage était brûlante comme un lit : les algues rayonnent de la chaleur. Pour tapisser ses grottes, il ramasse toujours des algues chauffées au soleil. Parfois il vole une couverture qu'on a mise à sécher sur une corde, comme on lui a enseigné à le faire.

— Qui lui a appris ?

— Une femme. Il est humain, en partie. Il a même du sang anglais dans les veines, parce que... Vous voulez toute l'histoire ? Eh bien ! autrefois, quand la plage de Worthing était une forêt et qu'il y avait un village sous l'Esplanade, il eut ce qu'il appelle « un père ». Nous l'avons pris dans un filet. Il était fait comme nous, — le garçon insistait beaucoup là-dessus pour que je le comprenne, — mais plus vieux, oui, et chauve. Étrange détail. Un triton chauve ! Eh bien ! l'histoire est peu plaisante. Nous l'avons torturé. Nous l'avons pendu par les pouces comme on pend les poissons pour qu'ils sèchent devant le feu. Mais la pauvre brute se refusait à parler ; il ne le pouvait pas ! Cependant il a survécu et nous l'avons maintenu dans son état misérable pendant deux ans jusqu'à ce qu'une femme coupât les cordes. Ce jour-là, il s'évada. Il emmena la femme en la portant à califourchon sur son dos. Elle lui apprit à parler, à amadouer les pêcheurs, à voler les poissons, les vêtements accrochés aux buissons. Depuis ce temps, parmi ses descendants, il y en a toujours un qui

monte sur la plage au clair de lune et qui, je suppose, enlève aussi une femme. Ce garçon parle de sa mère. C'est plus que je ne puis faire, moi. — La voix de Mr Cope fit entendre une note d'amertume. — Il parle aussi d'une grotte, d'une femme qu'il vint retrouver un jour à la nage et qui ne bougeait pas. Il n'est jamais retourné près de cette grotte, car il possède maints autres refuges. Il a une cachette près de Rottingdean où personne ne vient jamais et une autre encore plus sûre au delà de Wight. Là, personne ne pénètre, car les bateaux ne peuvent atterrir sur la plage et les falaises sont inaccessibles. Un jour il me montrera son antre.

Cette phrase la fit tressaillir, elle se redressa.

— Comment y arriverez-vous ?

— Je nagerai.

— C'est une folie.

— Pourquoi ? Je suis bon nageur.

— C'est insensé ! Vous vous fracasserez sur les rochers...

— Pas avec un guide. D'ailleurs, si vous vous mettez à me gronder, je ne vous raconterai plus mes aventures ; vous ne saurez rien de ce qui m'arrive. Et puis, pourquoi ne courrais-je pas le risque, si bon me semble ?

— Et si vous vous noyez ?

— Eh bien ! ce sera une solution élégante. Bon débarras ! Tenez, Molly, je vous léguerai ma tasse et tous mes biens terrestres encore. — Ses yeux se mirent à briller. — N'est-ce pas étrange, Molly chérie ? Pensez ! Il est dans mon pouvoir de vous libérer de moi, de votre tante et de vos vieilles frusques d'un seul coup. Je signe un document, je disparais. J'ai accompli une bonne action, j'ai rendu une femme heureuse. Je crois que je vais le faire.

Nonchalant, appuyé aux gerbes, il lui souriait. Elle était blême. Sa voix et sa main tremblaient.

— Je vous méprise, dit Molly.

— Quoi ? dit-il en se redressant.

— Oui, c'est vrai ! Nous sommes liés l'un à l'autre, vous l'avez dit. Je porte votre bague. Nous formons des projets afin d'être libres aussitôt que possible. Et vous profitez de cela pour plaisanter... Comme si je pouvais accepter votre argent, comme si... Ah ! vous êtes cruel !... Rentrons...

— Molly !

— Vous n'entendez pas les cloches ? Des vraies, cette fois-ci ; ce sont celles de l'église Saint-Nicolas. Il est trois heures et vos chevaux ne sont pas arrivés ! Sans doute, ce sont des fantômes. Rentrons à pied. Vous, pour retrouver votre maison, votre tasse et vos murs verts et frais ; moi, pour retrouver lady Lade.

— Molly ! Molly !

— Je ne me promènerai plus jamais avec vous. Reprenez votre bague... — Elle lui tendit sa main gauche. — Vous avez été bon pour moi hier soir ; vous avez fait de votre mieux pour me secourir ; mais je ne veux pas qu'on m'aide. Je peux me tirer d'affaire toute seule. Mes larmes ne prouvent pas que je suis faible. Reprenez votre bague. Aidez-moi à me lever. Fort bien. Si vous ne voulez pas me ramener, je rentrerai seule.

— Molly !

Il avait saisi sa main et l'empêchait de se lever ; mais elle ne voulut pas céder.

— Embrassez-moi, Molly !

— Je ne vous embrasserai pas. Vous ne m'aimez pas.

— Je vous adore.

Elle luttait. Il l'embrassa. Elle ne résista plus.

III

Mr Cope ramena Molly chez lady Lade. A la vérité, Dick Gregory avait fidèlement rempli sa mission et les chevaux étaient à peine de quarante minutes en retard. Lady Lade jeta un coup d'œil sur le couple et se mit à vitupérer contre un jeune imbécile trop amoureux pour se soucier de la température torride et du teint d'une jeune fille. Il avait gardé lady Molly dehors par cette chaleur ; elle ressemblait à une fleur fanée et, ce qui était plus grave, la modiste l'attendait depuis une heure. Molly irait droit au lit dès que la modiste aurait terminé son essayage et Mr Cope s'abstiendrait de lui rendre visite pendant au moins vingt-quatre heures.

Ainsi ordonnait cette femme sage ; elle estimait qu'une séparation, surtout quand elle est imposée, cimente l'affection. Mr Cope se trouva donc sur la Promenade, libre pour vingt-quatre heures. Sans bénir lady Lade, il trouva agréable la

sensation de n'appartenir qu'à lui-même, ne fût-ce que pour pouvoir rassembler ses idées, revivre les émotions de la matinée, retrouver son équilibre et pouvoir recouvrer cette préciosité qui était sérieusement ébranlée.

« Ma prière est exaucée, pensait Henry, et avec quelle rapidité imprévue ! Je voulais aimer, j'aime. Je ne suis pas simplement fiancé : j'aime. Molly répond à toutes mes exigences : elle est belle, timide, honnête. Je crois qu'elle m'aime, chose étonnante qui devrait me remplir d'humilité... Mes oncles seraient ébahis. Ils approuveraient aussi. Son titre leur plairait. Ils se vantaient toujours de leur parenté avec les Wiltshire. Dommage qu'elle n'ait pas d'argent, mais cela ne m'étonnerait guère qu'elle soit une excellente femme d'intérieur. Elle me fera faire des économies dont, de mon propre chef, je me sens incapable. La propriété de la Jamaïque, il est vrai, augmente en valeur depuis deux ans; si cela continue, tout rentrera dans l'ordre. On dit que le patrimoine des Wiltshire est à vendre. Ce serait une belle affaire : acheter à mes cousins. On se lasse de Brighton. Ou plutôt nous nous en lasserons une fois mariés. J'en parlerai à Molly... C'est facile après tout, d'aimer, et divertissant. Molly, certes, est un amour, un délice. Je suis l'homme le plus veinard de tout Brighton, et je ne dois pas l'oublier. »

Pendant vingt-quatre heures il ne l'oublia pas. Le lendemain, il reçut un message de lady Lade : lady Molly, victime de la chaleur, était un peu fatiguée et condamnée à se reposer sur une chaise-longue pendant un jour ou deux. Le premier jour, il alla trois fois demander de ses nouvelles, deux fois le deuxième jour ; il lui envoya des fleurs, chercha lui-même des livres chez Donaldson. Le troisième jour, il put la voir couchée sur le canapé dans le magnifique salon.

Elle était pâlotte, mais elle refusa d'écouter les conseils de lady Lade qui voulait, pour elle, un repos de quelques jours. Le vêtement mi-déshabillé, mi-robe, dans lequel on lui montrait Molly était tout battant neuf. Mais était-ce une manifestation de son goût personnel ?

S'étant assis à une respectueuse distance du canapé, il surveillait d'un œil attentif les rideaux d'or qui reprenaient leurs plis après le passage de lady Lade :

— Vos volants sont délicieux, Molly.

Molly, à ces paroles, se redressa tout d'une pièce.

— Impossible que vous les trouviez bien ?

— Vous ne les avez donc pas choisis ?

— Toute cette dentelle, ces rubans coquelicots ! Voyons, monsieur Cope ?

— Henry, ne vous déplaise.

— Soit, Henry. Lady Lade les a choisis, naturellement. Elle a une passion pour les vêtements qu'elle aurait portés étant jeune fille. Mais elle est si bonne et elle les trouve si bien ! Refuser de les porter, ce serait la froisser, mais...

— Mais tous deux nous préférons votre mousseline grise.

— Elle m'a commandé douze robes neuves. Ne soyez pas effrayé, il n'y en a que deux qui ressemblent à celle-ci. Bon ou mauvais goût, peu importe. Que dira ma tante ?

Henry pensait sans trop de chagrin : « On m'enverra la note. » Il poursuivit à haute voix :

— Eh bien ! quand serez-vous assez bien pour vous promener avec moi ? Voulez-vous sortir avec moi demain ? Voulez-vous demander...

— J'ai déjà demandé, avoua Molly.

— Et pas le moindre espoir ?

— Demain, une demi-heure au jardin. Après-demain, une flânerie. Ensuite peut-être. Et pourtant, je ne suis pas malade.

— Si. Votre maladie s'appelle Henry, lady Lade le dit. Je vous ai épuisée. Vous êtes l'indulgence même. Permettez-moi de m'expliquer. Vous représentez la première femme avec qui j'ai jamais pu parler librement. Molly, j'ai emmagasiné vingt années de réflexions sages que je n'ai jamais pu exprimer. Vous ne tremblez pas ? Fille stoïque ! Molly, sans vous je m'ennuie. Pourquoi ? Depuis trois jours j'erre dans Brighton en me posant cette question.

— Alors, que faites-vous sans moi ?

— Je fais ce que je faisais avant. Mais la saveur n'y est plus. La journée passe encore, mais le soir...

— ... Vous allez sur la Promenade basse jusqu'aux Rochers, dit Molly.

Il fut étonné et vaguement mécontent ; elle avait deviné juste. Chaque soir, il était descendu jusqu'aux Rochers, mar-

chant de long en large avant de céder à la lassitude. Il n'avait rencontré personne ; il n'avait rien entendu. Il le lui dit. Il ne put déterminer si son hochement de tête était un acquiescement ou s'il dénotait une certaine satisfaction.

— J'espérais que vous étiez en train d'écrire, dit-elle enfin. Vous m'aviez dit que vous écririez tout ce que vous avait raconté ce... ce Martin, comme vous l'appelez. Chaque soir, quand je ne dormais pas, je me disais : « Puisque Henry n'est pas invité, il doit être chez lui, dans sa chambre gris-vert, devant son bureau. » Je vous voyais, vous travailliez ; vous vous disputiez avec votre plume : vous preniez une feuille, écriviez la moitié d'une ligne puis rejetiez le feuillet, et le plancher finissait par être couvert d'un amas de papiers froissés. Puis vous vous leviez ; vous vous versiez beaucoup trop de madère...

— Cognac, dit-il.

— J'ai raison, n'est-ce pas ? Vous écriviez ?

— J'essaie d'écrire. Peut-être à la fin de la semaine aurai-je quelque chose à vous montrer. Est-ce lady Lade que j'entends ? Alors, adieu, lady Molly, faites de votre mieux pour guérir...

— Je ne suis pas malade, vous dis-je.

— ... Tâchez de vous guérir de cette manie abominable de m'observer et de voir ce que je fais à travers trois rues et cinquante murs en briques.

IV

Henry s'en alla assez heureux ; cependant, son subconscient, toujours aux aguets, éprouvait une légère atteinte à sa dignité. Il acceptait joyeusement son travail, mais être congédié pour l'accomplir lui plaisait moins. Molly s'imaginait-elle qu'il suffisait de s'attabler devant un certain nombre de feuilles et, sans s'arrêter, de les couvrir d'écriture ? Raconter ne serait alors qu'une question d'application. Allons donc ! L'effort déployé pendant trois jours avait failli épuiser Mr Cope ; Molly ne comprenait rien aux préliminaires nombreux et accablants qui précèdent le fait matériel d'écrire.

Rentré chez lui, il décida qu'il lui fallait ranger son bureau et il commença le déblayage pour répondre à un besoin d'ordre

frénétique et destructif à la fois. Il trouva maintes lettres auxquelles il devait répondre immédiatement, et... il les disposa en petits tas bien ficelés. Pour se calmer, il lut quelques pages d'un roman stupide; après quoi il se remit au travail. Cette fois, il y eut comme résultat un *Chapitre premier* inscrit en lettres majuscules. Puis il s'aperçut qu'il n'avait plus de papier.

Il s'imagina qu'un autre genre de papier l'inspirerait mieux; il sortit pour en acheter. Il flâna pendant une heure et se dit qu'un bain de mer le rafraîchirait, sachant fort bien que les bains l'après-midi ne lui réussissaient jamais. Tout frileux, il revint à la maison pour changer de vêtements et se rappela un engagement chez lady Haggerstone. Ainsi passa le premier jour.

Mais il fut un des premiers à quitter la réception : certains ne disent-ils pas qu'on travaille plus facilement la nuit? Une fois chez lui, à son irritation impuissante, nerveuse et vaine succéda un état fiévreux bien plus grave. Il céda à une fantaisie ridicule : l'envie de boire dans sa tasse d'ambre. Sa main tremblait, le cognac déborda. Puis il alla se promener sur les falaises, mais le temps avait changé : les falaises, la mer, tout était sombre.

Il rentra à minuit, déçu, furieux. Un garçon et une fille du Pays vert surgissent d'une grotte tout balbutiants... Voyez-vous ça!... Il se trouve même un homme assez téméraire pour épouser la fille, ce prodige féminin. Un paysan sans doute ou un fermier à l'aise? Qu'a-t-il pu ressentir? Quelles étaient ses pensées, — s'il en avait! — quand il prit entre ses mains cette main blême, verdâtre encore autour des ongles, pour entraîner l'étrangère vers sa couche nuptiale?

Et son ancêtre avait tout accepté tranquillement : Henry Cope, assis devant une feuille de papier vierge, en était la preuve vivante. Henry, recréant cette nuit de noces si lointaine, oubliait d'écrire pour la cinquième fois : *Chapitre premier.* Il commença de rédiger d'abord quelques mots timides, puis des mots plus assurés. Des phrases suivirent. Il couvrit une feuille. Il gribouillait, effaçait, écrivait de nouveau, et, le matin venu, constata que le résultat ne valait rien. Il déchira le papier et recommença. Cependant il avait produit une page. La deuxième nuit fut meilleure

que la première. Il montrait de la volonté ; il ne se laisserait pas vaincre par les malaises, la fatigue, l'odeur désagréable de l'encre, le mal de tête, les tiraillements absurdes de la faim. Il fut exaspéré par les bruits nocturnes jusqu'au moment où inexplicablement une surdité paradisiaque vint le délivrer. La quatrième nuit lui apporta ce soulagement, la cinquième nuit il tourna sa clef rouillée dans la serrure. Le lendemain, ayant relu la grande feuille de papier écolier noire d'écriture, il la conserva.

A partir de ce moment, il lui fut non seulement possible, mais indispensable de travailler le jour aussi bien que la nuit. Il renonça aux promenades sur le Steyne ; les billets de son tailleur restèrent sans réponse ; il ne fit aucun cas des invitations. Mais il ne renonça pas à ses promenades nocturnes. Malgré le temps maussade, il arpentait chaque soir la plage ; inquiet, il se disait : « Il faut que je tienne bon. Cette semaine sans lune marquera-t-elle le tournant de ma destinée ? » Il trouva le moyen de raccourcir cette attente interminable et monotone. Afin de s'évader, il vivait hors du temps. Pour terminer cette semaine d'un travail acharné jusqu'ici ignoré de lui, toute une nuit où le vent soufflait avec rage il écrivit sans trêve jusqu'à l'aube. Son domestique Burrill le trouva endormi sur sa chaise et le réveilla. Mr Cope, tout échevelé, lui dit simplement :

— Mon déjeuner ? Servez-le ici.

Il saisit une pile de journaux qui se trouvait devant lui et, grommelant, les sourcils froncés, se mit à les parcourir. Puis il se dérida. Son sourire satisfait à cette heure indue effara Burrill, peu accoutumé à des manifestations de ce genre. Il courut pour activer la préparation du chocolat comme s'il s'agissait d'une question de vie ou de mort.

— Belle matinée, monsieur, dit-il en revenant. Les nouvelles de France sont-elles meilleures ?

— Quoi ? Oh ! oui, dit Mr Cope plongé dans ses réflexions.

— Heureusement, monsieur. Nous lui donnons du fil à retordre à ce monsieur Bonaparte. Voici le courrier, monsieur.

Des factures, des reçus ; il les repoussait pour se saisir d'une lettre dont il ne reconnaissait pas l'écriture. Puis il faillit renverser son chocolat, s'exclama :

— Dieu de Dieu ! Molly ! Burrill, quel jour sommes-nous ?
— Le 29, monsieur.
— Vous êtes sûr ?
— Parfaitement sûr, monsieur. Nous sommes le 29 août.
Interdit, Mr Cope reprit la lettre qui était de Molly et où celle-ci se plaignait de ne plus avoir de nouvelles de lui. Elle avait raison : il n'avait pas été la voir, en effet, depuis plus de quinze jours.

Il s'en tira en disant qu'il avait été souffrant ; un refroidissement grave dû à une imprudence : il s'était baigné en fin d'après-midi. S'il ne l'en avait pas avertie, c'était pour ne pas l'effrayer. Chaque jour il avait pensé à elle. Le billet qu'il lui avait écrit s'était égaré ; impossible d'en douter, il lui avait certainement écrit. Il ouvrirait une enquête ; ses domestiques recevraient une réprimande. Ces propos décousus produisirent l'effet voulu sur lady Lade, mais Molly ne fut pas dupe. Molly était parfaitement remise et nullement blessée ; elle était vêtue d'une robe neuve grise, ses yeux brillaient.

— Vous êtes fâchée, grondait-il. Bien sûr. Ne faites pas semblant de ne pas l'être. Je suis coupable, je suis impardonnable, et pourtant, si je vous ai oubliée, j'ai une excuse. Prenez, Molly, lisez.

Des promeneurs s'arrêtaient pour les regarder ; sans les remarquer, il lui fourra son chef-d'œuvre entre les mains.

— Je crois que cela vous fera plaisir, dit-il d'un ton doctoral. Peut-être ces pages vous paraîtront-elles trop courtes. Mon premier texte était plus long, mais j'ai supprimé tout ce qui était remplissage.

Puis, parce que Molly saluait de la tête une connaissance inoffensive :

— Laissez donc ces idiots. Éclipsons-nous pendant que lady Lade ne regarde pas. Ne saluez pas cet imbécile. Faites semblant de ne pas l'avoir vu, ou il viendra bavarder.

Molly, docile, feuilletait les pages couvertes d'une écriture serrée.

— Ce n'est pas si court..., remarqua-t-elle.
— Donc, trop long ! Impossible pourtant d'être plus

bref. Vous verrez quand vous aurez lu. La fin vous paraîtra peut-être abrupte, mais il s'agissait... Lisez. Je ne suis pas sûr que ce genre d'histoire puisse vous plaire, mais je n'en serai pas froissé. Cependant, il y a un passage, vers le milieu, que vous goûterez, je le sais. Croyez-moi, Molly, ce n'est pas facile. Cette histoire doit être à la fois plausible et fantastique. On doit sentir l'accent du gitane de la mer et il faut cependant que l'anglais soit de ce temps-ci. Au début, j'étais désespéré, puis je suis tombé sur la solution. Enfin, en lisant, vous comprendrez ma façon de traiter ce sujet. Inutile de discuter avant d'avoir lu. Mais le titre vous plaît, n'est-ce pas ? C'est très juste, vous verrez ! Vous voulez rentrer à présent, sans doute ? Quand nous nous retrouverons, ce soir, si vous avez lu ces pages... Ne pensez pas que je veuille vous presser !

L'heure merveilleuse arriva. Molly avait lu l'histoire. Elle lui dit qu'elle l'aimait et comment et pourquoi. Ils se mirent à la détailler, scène par scène, phrase par phrase, adjectif par adjectif. Mais certaines choses avaient échappé à Molly ; alors Henry dut lire à haute voix. Elle avait les larmes aux yeux. Ensuite elle manqua de tact. Elle lui suggéra de rentrer et d'écrire une autre histoire.

Qu'avait-elle besoin de le pousser, de le harceler ? Pourquoi cette mauvaise volonté à lui accorder le droit de paresser un peu ? Il y avait une telle insistance dans sa demande : « Encore ! vite, une autre histoire ! » De quoi avait-elle peur, elle qui avait tout pour être heureuse ? Une lettre de la tante avait annoncé que les pourparlers étaient engagés. La réponse définitive viendrait en son temps. Mais le jeune couple pouvait déjà être rassuré ; il n'y aurait pas d'obstacles. Molly lui avait transmis cette nouvelle un peu timidement. Lady Lade avait parlé des dispositions à prendre. Quelle peste que cette femme ! Ils n'avaient été fiancés qu'à peine un mois et déjà on le bousculait. Molly se mettait de la partie ; elle le poussait au travail.

Il continua à écrire pendant le reste de la semaine, mais son goût pour le travail allait toujours en diminuant ; il avoua à Molly que la nouvelle histoire était un peu boiteuse.

— Montrez-moi ce que vous avez fait ?

— Au point où j'en suis, jamais de la vie !

— Alors, qu'est-ce qui ne va pas ?

A travers ses paupières mi-closes il lui jeta un regard étrange.

— Dans ma mémoire les choses s'estompent facilement. J'ai besoin de cognac. Non, ne plissez pas les lèvres. Le cognac dont je parle ne sort pas d'une bouteille. J'ai oublié la moitié des choses que m'a dites mon gitane des mers. J'ai besoin de lui.

— Vous ne l'avez pas revu ?

— Non.

Il l'observait avec curiosité. Pendant un instant il crut apercevoir une ombre de soulagement sur son visage.

— Vous ne l'aimez pas, Molly ? Si vous le voyiez, vous changeriez d'avis. Un jour... si je le retrouve...

— Vous ne l'avez même pas aperçu ?

— Oui. Non... Eh bien ! je vais vous dire. L'autre nuit il est arrivé une chose bizarre. Mon intendante s'est plainte amèrement. On avait laissé des algues sur les marches, des algues larges comme les rubans que les dames nouent autour de leur taille, une magnifique traînée de goémons. Pourquoi l'a-t-on laissée sur mon perron ?

— Quand ?

— Hier.

— S'il revient, quels sont vos projets ?

— Projets ?... — Le mot l'intriguait. — Pour quoi faire ?

— Je veux dire : quelqu'un va-t-il l'adopter ? le civiliser ? Vous intéresserez-vous à son sort ? Allez-vous le mettre en apprentissage, lui apprendre un métier ?

— Molly, mon amour !

Il riait, mais il y avait de l'inquiétude dans son rire.

— Il n'y a pas de quoi rire. Vous ne pouvez pas être bon pour quelqu'un pendant un petit moment. Pas plus que vous ne pouvez donner à manger à un chat errant pendant une semaine, et le chasser ensuite... Que voulez-vous ? Je suis un être pratique. Je pense au pauvre garçon. Vous êtes bienveillant et il compte sur ces visites... Vous devez l'émerveiller, Henry ! Pensez donc, un beau monsieur qui parle avec un sauvage !

— L'idée que vous vous faites de lui est fausse.

— Peut-être. Que fera-t-il si, un jour, il ne vous trouve pas à Brighton ?

— Et pourquoi n'y serais-je pas ?

— Alors, une fois mariés, nous devrons habiter ici ?

Henry, un peu effaré, voulut transiger.

— Nous aurons un pied à terre, comme tous les gens de notre monde. Vous voulez bien suivre la mode, si je ne me trompe ?

— Non, dit Molly, à moins que...

A ce moment précis, une bande d'amis, lady Lade en tête, fit irruption. On eût dit des étourneaux ; les femmes poussaient de petits cris, elles voulaient savoir ce que Molly porterait le soir. Lady Lade coupa court à cette invasion et emmena Molly. Avant de partir, par-dessus son épaule opulente, elle avisa Henry que, vu les circonstances, le dîner aurait lieu à six heures précises.

Mr Cope, privé à la fois de son argument et de l'objet de ses amours, rentra chez lui, s'habilla, et se rendit au dîner donné par les Lade. Il se trouva au milieu d'êtres fantasmagoriques. A cause de ses préoccupations personnelles, il avait oublié le bal masqué annoncé à grands coups de fanfare pour le soir. Mais une bonne moitié des invités avait décidé de dîner avant de se costumer ; donc, malgré un pirate, une Diane comme vis-à-vis, quelques esclaves circassiennes, les nobles Hurons et sénateurs romains qui égayaient la table, la sérénité de Mr Cope resta inébranlable. Leurs voisins de table les forcèrent, Molly et lui, à une conversation protocolaire. Henry appréciait la cérémonie. Lady Lade était trop loin pour lui gâter son plaisir ou pour lui enlever l'appétit. Molly était sa voisine, il se confiait à Molly :

— J'ai peur, lui dit-il, que mon amour pour vous n'ait pas encore atteint la perfection, car... je puis encore savourer un bon dîner ! Vous n'allez pas me prendre en grippe à cause de ce péché mignon ? Avouez que ce poisson est vraiment excellent !

— En effet, il est délicieux, dit Molly.

Elle avait beau s'efforcer, elle n'avait pas faim.

— Eh bien ! mangez, alors. Dites-moi ce que peut bien représenter lady Lade ? Ou plutôt, non, laissez-moi deviner. Elle n'a pas encore mis ses diamants. Serait-elle la citrouille avant qu'elle ne devienne le carrosse de Cendrillon ? Mais oui, c'est bien la citrouille, toute capitonnée de velours,

et sa peau joue le rôle de l'écorce. Mangez votre poisson, vous dis-je. Pauvre sir John !

— Vous êtes son invité !

— A bon entendeur, salut ! Ah ! Molly ! vous êtes dorénavant et pour toujours la gardienne de mes belles manières. Ma chère, vous aurez fort à faire.

Une flamme bleue comme la mer brûlait dans les yeux de Molly.

— Vous êtes très exaltée, ce soir, dit-il doucement.

Il l'admirait à la dérobée. Le fard de ses joues lui prêtait un air sophistiqué qui lui plaisait. Il remarqua qu'elle était en costume de ville, mais que sa coiffure savante dénotait l'œuvre de doigts habiles.

— Le déguisement de ce soir doit-il être un déguisement pour moi ? demanda-t-il.

L'inflexion douloureuse de sa voix tenait du grand art. A l'autre bout de la table, la voix de lady Lade claironnait :

— Ne lui dites rien, Molly. N'allez pas vous trahir. Je vous le défends ! A quoi servirait un bal masqué ? Personne ne saura ce que je vais porter.

— Elle a raison. Ne me dites rien. Je préfère deviner. Est-ce une fleur ? Le trèfle serait de rigueur...

Lady Lade se leva de table. Le départ fut général, puisque la moitié des invités n'étaient pas encore costumés. Toutes les dames et la plupart des jeunes gens se hâtèrent de partir. Henry fut parmi les premiers à s'en aller, mais pas avant d'avoir échangé quelques paroles avec Molly. Ils se trouvaient dans l'antichambre :

— Et mes danses ? dit-il d'un air agressif.

— Devrai-je vous réserver la première ?

— Vous me réserverez chaque danse avant et après le thé.

— Et si vous ne savez pas me reconnaître ?

— Dans ce cas, dit-il, je vous rends votre liberté. Dansez avec ceux que vous voudrez, jeunes ou vieux.

— Ah ! vous pensez me reconnaître par ma bague, mais je serai gantée !

Était-ce parce que la foule tourbillonnait autour d'eux, les poussaient, ou parce que les paroles de Molly étaient chargées d'une menace inconsciente ? Son humeur changea et il lui dit vivement :

— Ne vous cachez pas, car si je devais vous perdre trop longtemps...

Il s'arrêta ; son sourire fit de sa phrase un compliment, mais ses yeux qui cherchaient à deviner son regard étaient sombres et la questionnaient. Elle était si sensible à tout ce qui le touchait qu'elle comprenait ses sentiments ou plutôt qu'elle sentait avec lui. En ce moment, il voyait la fragilité du lien qui les unissait, ce qui l'effrayait et lui procurait aussi un certain soulagement. Il ne voulait pas se trouver seul dans cette foule brutale. Alors, il l'avertissait : « Nous sommes tenus par un mince fil. Ne tirez pas trop fort, de peur qu'il ne se brise et que nous nous trouvions libres tous les deux. » En même temps, ce mot « libre » l'enivrait, faisait naître en lui une sorte d'espoir ; sa révolte devant l'avertissement pourrait bien inciter Molly à rompre le fil. Mais c'était à elle d'accomplir le geste ou de s'en abstenir, pas à lui.

— Je ne porterai pas de gants, s'écria Molly, compatissante et frémissante.

Il se détendit, les yeux rassérénés ; il rit, il lui baisa la main et, gardant celle-ci entre les siennes, palpa sa bague pendant un instant. Puis brusquement il la quitta et rentra rapidement chez lui.

Sa porte d'entrée était ouverte. Ce fut commode mais inattendu et, fait encore plus invraisemblable, son intendante, à genoux, était en train de cirer le parquet. A une heure aussi tardive ! D'un geste hargneux, elle retira son seau et ses chiffons. Elle lui aurait parlé, si Henry, sans lui prêter attention, n'avait monté l'escalier trois marches à la fois et ne s'était précipité dans sa chambre. Malgré les appels bruyants de son maître, le domestique tarda à paraître. Henry ouvrit violemment son armoire, jeta sur le lit son manteau de Don Juan, son costume d'Arlequin, quelques dominos. De plus en plus en colère, il réclamait le domestique. Il savait d'avance ce qu'il voulait mettre, mais il aimait les conseils.

— Où diable étiez-vous ? demanda-t-il quand Burrill parut enfin, ni accueillant, ni empressé. — Il n'essayait même pas d'aider son maître à dérouler sa longue cravate. — Mais donnez-moi un coup de main ! Qu'avez-vous, Burrill ?

Le domestique n'avait pas du tout l'intention de taire ses

doléances et quoique Henry ne fût pas très disposé à l'écouter, il se mit à parler avec l'éloquence passionnée qui caractérise l'Anglais dont l'amour-propre professionnel s'estime blessé. Ce... saltimbanque s'était permis de monter les marches, avec un toupet du diable, il avait laissé traîner de sales algues dont l'eau dégoulinait tout le long du couloir jusqu'au salon ; le tapis n'était plus qu'une mare. Mrs Burrill avait dû abandonner son souper pour nettoyer après le départ de ce malpropre garçon ; elle n'était pas contente. « D'ailleurs, si monsieur continue à laisser ainsi les portes ouvertes, tous les mendiants du pays le sauront. Nous finirons par être tous assassinés dans nos lits. Quant aux aboiements de cette horrible bête qui hurlait à vous fendre l'âme... »

Henry aussitôt laissa la mousseline qui lui pendait au cou, saisit la bougie et la tint haute, afin de bien examiner la figure du plaignant :

— Quelle bête ?

— Attention, monsieur va mettre le feu à ma perruque.

— Vous ne pouvez donc pas me répondre ? *Qui* a été ici ?

Burrill, à la fois effrayé et flatté de l'effet produit par ses paroles, était prêt à recommencer l'histoire autant de fois qu'on la lui demanderait :

— Un saltimbanque, suivi d'une espèce de bête de cirque, un de ces ours qui dansent sans doute, avait rôdé toute la soirée aux alentours de la maison. Ils étaient d'abord passés sur la route, en bas, trop loin pour qu'on puisse bien les distinguer dans le crépuscule ; mais ma femme et moi, nous les avons regardés pendant un bon bout de temps, parce que ma femme, elle, avait des soupçons. Puis nous les avons perdus de vue. Ce chenapan n'était pas arrivé par le chemin, nous pourrions en jurer. Il avait dû grimper sur le versant de la falaise, où un chrétien n'aurait pu trouver à poser le pied. Puis nous avons entendu du bruit dans le salon et nous l'avons trouvé la main dans le sac, ou plutôt dans la tasse, cette tasse à laquelle monsieur tient tant. Et quelle histoire alors pour le mettre dehors ! Ce jeune vaurien me glissait dans la main comme une anguille, monsieur, et toujours ce sacré toupet. Monsieur l'avait invité, qu'il disait... l'insolent ! Mais, qu'est-ce qu'a monsieur ?

— Vous avez mis à la porte mon ami ? Vous avez pris

sur vous de... Espèce d'imbécile, espèce de lourdaud!...

— Voyons, monsieur !...

— Fichez-moi le camp, et plus vite que cela !...

Burrill restait là, bouche bée, sans comprendre ; il regardait Mr Cope. Son désarroi grotesque aurait dû apaiser la rage fulgurante qui étranglait Henry, qui l'aveuglait, qui gagnait son cerveau, le rendait incapable de raisonner. Il n'était plus qu'un gourdin qui frappe pour détruire, pour anéantir. Mais le malheureux Burrill ne voyait devant lui qu'un jeune monsieur un peu ridicule avec sa cravate qui pendait jusqu'à ses talons, et il eut la malencontreuse prétention de se défendre :

— Vous ne pouvez pas me faire ça, monsieur. Un homme pauvre a ses droits : une semaine de préavis au moins et pour ma femme les gratifications qu'on lui doit. Que monsieur me donne cette bougie avant qu'il ne m'incendie !

Il avançait trop hardiment, un peu trop timidement aussi. Il tenta de s'emparer du bougeoir. Puis il perdit conscience de ce qui lui arrivait ; son col fut saisi et enroulé comme un nœud coulant autour de son cou, chaque tour accompagné de bourrades. Il fut précipité dans le couloir ; il dégringola tout un étage ; on le remit sur pied, mais ce fut pour le pousser jusqu'à la porte d'entrée, et finalement on le jeta à la rue.

Il s'assit au milieu de la chaussée et palpa ses membres contusionnés. L'indignation venait s'ajouter à la bière qu'il avait bue à souper, le grisait. Hébété, il regarda la lumière disparaître du vasistas et éclairer la fente des rideaux du salon.

VI

— Et maintenant me voici sans domestique. Je me suis emporté. Mais faut-il me blâmer, Molly ? Cet idiot, avec ses préjugés, cette brute prétentieuse sûre d'elle et de sa soi-disant respectabilité, a outragé mon ami et toutes les lois de l'hospitalité. Je n'aurais jamais dû le précipiter dans l'escalier, bien sûr, mais il m'a mis hors de moi. Il s'est trouvé à la porte de service en un clin d'œil, criant à l'assassin. Après un beau conciliabule dans la cuisine, le couple est monté pour me menacer de la prison et pour exiger le voyage,

les gages, la nourriture, Dieu sait quoi encore ! Je n'aurais jamais dû déraciner des Londoniens. Qu'ils rentrent à Londres quand bon leur semblera ! Je prendrai des gens d'ici qui sauront distinguer entre un brave garçon et un voyou. Je l'avais prié de venir quand il voudrait, vous comprenez, Molly ; je lui ai montré la maison : « Ma porte est toujours ouverte. » C'était une façon de parler bien entendu, mais le pauvre garçon l'a pris au pied de la lettre. Je ne pourrai jamais me pardonner. Dire qu'il est venu et que je n'y étais pas ! Il est parti à tout jamais. Je suis sorti sans trouver la moindre trace de lui. C'est pourquoi je suis en retard. J'ai complètement oublié le bal masqué. J'ai couru le long de la falaise en bras de chemise comme un fou jusqu'à ce qu'il fasse trop sombre. J'y retournerai plus tard dès la fin de ce sacré bal. Mais la peur l'a chassé, je le crains, peut-être pour toujours. Molly, qu'en dites-vous ?

— Non, cher Henry, non. Il reviendra, soyez-en sûr.

— Molly, j'ai la tête en feu. Quelle torture ! Je connais les faits, mais j'ignore les détails. Ils ont dû le malmener avec leurs horribles mains crasseuses. Je lui avais dit de venir me trouver ; il est venu et ce malheur est arrivé ! Que va-t-il penser de moi ?

— Mon chéri, mon chéri, je vous en supplie...

— Molly, je ne me possède plus. Je ne puis ni lui expliquer les choses, ni l'atteindre, ni l'appeler. Il est parti en pensant que j'ai voulu lui jouer un méchant tour, Molly...

— Mais il aura compris, Henry ; j'en suis certaine.

— Vous en êtes bien sûre ?

— Ne parlez pas si fort. Tout le monde nous regarde.

— Et puis après ? Je suis masqué, vous aussi.

— Henry, vous devriez boire quelque chose. Le buffet est là-bas à gauche. Allez-y et mangez aussi.

— Je ne suis pas un enfant !

— Vous avez besoin de vous remettre. Je vous en prie. Tenez, j'irai m'asseoir sur cette banquette rouge ; je vous attendrai.

Son insistance fut telle qu'il obéit. Il la quitta et elle resta seule, évitant les regards, son loup lui servant de chaperon. Quand il revint, son visage était plus naturel, plus coloré, mais ses mains tremblaient encore. Son ton badin

réjouit Molly. Elle se sentait soulagée au point de vouloir rire.

— Je vous ai reconnue, dit-il, malgré votre loup.

Elle lui tendit une main qu'il n'aperçut pas; puis il commença à lui présenter des excuses.

— Cela n'a aucune importance, dit-elle.

— Dans ce cas, pardonnez-moi et accordez-moi cette danse.

— Mon chéri, comment puis-je danser avec vous ? Vous êtes venu en retard. J'ai pris des engagements. Lady Lade m'a forcée. Je ne pouvais faire autrement, puisque vous n'étiez pas là.

— Mais à présent, me voici. Venez sur la terrasse, on ne nous verra pas.

— Impossible, je dois danser avec le capitaine Hamilton.

— Et qui, ne vous déplaise, est le capitaine Hamilton?

— Un ami de sir John. Il est ici pour deux semaines. Quelque chose à voir avec la guerre.

— A-t-il l'audace de s'imaginer que vous valserez avec lui ?

— Mais oui, sans doute.

— Eh bien ! je ne le permettrai pas. Oh ! on valse dans certains lieux de plaisir, à Southampton, ailleurs encore. C'est même très bien vu, paraît-il; mais à Londres, jamais on n'a dansé la valse ; elle est vulgaire. Qui vous a donc autorisée à l'apprendre ?

— J'ai de la facilité pour la danse, et celle-ci est si simple.

— Simple, j'en conviens. Moi-même j'ai valsé.

— Voici le capitaine Hamilton, en uniforme. Il traverse la salle...

— Vous ne valserez pas avec lui, je vous le défends, mais avec moi, moi seul. Je ne veux pas être pris pour quelqu'un qui n'aime pas la valse.

— Mais le capitaine Hamilton...

Il l'avait enlacée et ils se mirent à tournoyer sous le nez du capitaine et de lady Lade.

— Oh ! çà alors, commença le capitaine Hamilton, puis il s'arrêta.

— Ils s'aiment à la folie, dit lady Lade. Si une fille doit avoir le vertige, il vaut mieux que ce soit dans les bras de son fiancé, n'est-ce pas, capitaine ?

— Puis-je vous infliger ce vertige, madame ?

— Essayez toujours, dit lady Lade, lui livrant sa corpulence.

Henry avait presque immédiatement été séduit par le rythme. Il tournait, tournait, souple, léger, apaisé, oubliant la colère qui l'avait secoué une heure auparavant. Sans être diminués, son trouble, son désarroi, son effroi s'estompaient. Il s'évadait avec Molly, cette Molly qui lui était si chère.

— Je devrais dire : vous êtes comme une plume, mais vos mouvements sont si aisés qu'il m'est impossible d'apprécier votre légèreté. Vous vous abandonnez et vous gardez votre indépendance. Vous glissez avec moi ; je danse tout seul.

— Quel étrange compliment ! dit Molly en riant.

— Mais c'en est un et un grand. Permettre qu'on se sente seul sans souffrir de la solitude, c'est un art. J'ai un autre compliment à vous faire : votre robe est une trouvaille. Lady Lade s'est surpassée.

— Elle est de mauvais goût, dit Molly d'un ton décidé.

— Je n'y trouve aucun défaut.

— Cendrillon ?

— Oh ! vous êtes Cendrillon ?

Il lâcha les bras de Molly et ils dansèrent un moment sans se toucher, afin qu'il pût examiner sa toilette ; elle était blanche sans rubans, ni bijoux.

Toute l'ingéniosité de Paris s'était appliquée à mettre en valeur le loup de verre taillé et les pantoufles semées de sequins.

— Mais pourquoi votre costume de Cendrillon serait-il de mauvais goût ?

Mr Cope immobile gênait l'évolution des danseurs ; ses yeux admiratifs erraient, des souliers scintillants au loup qui brillait aussi.

— Parce que dans la vie je suis une Cendrillon.

— Oh ! je comprends. L'humour qui convient à lady Lade. Mais les souliers sont joliment imaginés, vous savez, le loup aussi. Mon domino vert n'est pas digne de lady Lade. Je regrette, Molly. J'avais tout ce qu'il fallait, mais cet imbécile de Burrill...

Il s'arrêta, fronçant les sourcils pour regarder le capitaine Hamilton qui s'avançait, saluait, se frayait un chemin vers Molly.

— Que peut-il donc vouloir à présent ? Ah ! je comprends. Il s'imagine, ce tacticien admirable, que son heure est arrivée...

Henry prit de nouveau la taille de Molly. Mais son geste était un peu trop assuré, la noblesse du devoir se faisait trop sentir et Molly lui dit :

— Je voudrais m'asseoir.

— Non, encore quelques pas.

Son autorité était tempérée de gaieté et ils se remirent à valser, laissant le capitaine déconfit.

Il l'entraîna sur le balcon improvisé. Les fenêtres dominaient le Steyne. La direction de l'hôtel avait, avec beaucoup d'ingéniosité, agrandi une suite d'appartements qui, d'après les annonces, étaient les plus beaux de toute l'Angleterre. Un léger échafaudage prolongeait chaque fenêtre ; un balcon était orné de pavillons, de lanternes de couleur. Ces lanternes bleues, rouges et jaunes prêtaient au balcon un air romanesque, sans éclairer le Steyne qui restait plongé dans une obscurité profonde et veloutée comme la mousse. Ici un couple pouvait s'asseoir, murmurer des secrets, sans que l'intimité fût troublée par les spectateurs qui formaient une sorte de frange au bord du trottoir, à trois mètres de distance. Entre les lumières des lanternes, Molly et Henry apercevaient vaguement l'herbe blanchâtre, les ombres de quelques arbustes, mais ils ne voyaient pas les grilles ni les spectateurs. Éclairés par la rampe aveuglante, ils étaient aussi en vue et aussi inconscients que Roméo et Juliette. Ils s'assirent.

Molly glissa sa main entre celles d'Henry Cope avec ce courage qui lui plaisait et l'embarrassait à la fois. Il la serra. Ils étaient silencieux ; ils se sentaient très près l'un de l'autre ; ils fixaient les halos de lumière autour de chaque lanterne, aussi larges et éblouissants que celui de la lune. Au-dessus d'eux le ciel était d'un bleu profond ; un air de gigue venu de l'intérieur les ensorcelait :

Ach! du lieber Augustin,
Alles ist weg...

Henry se mit à fredonner. Il s'arrêta pour demander :

— Avez-vous jamais été en Allemagne ? J'y suis resté pendant six mois, d'abord à Weimar, ensuite à Heidelberg :

Ach! du lieber Augustin,
Alles ist weg...

— Mes oncles tenaient beaucoup à me prendre comme jeune associé dans la firme. L'allemand était nécessaire. J'aimais l'Allemagne. Je parle allemand très bien. Molly, voulez-vous que je vous apprenne l'allemand quand nous serons mariés ? Serons-nous jamais mariés, Molly ? Je ne le crois pas. Et vous ? Enlevez ce loup. Vous devriez m'écouter. M'aimer, m'honorer, m'obéir. D'ailleurs, qu'avez-vous besoin de loup pendant que nous sommes seuls ?

Il pivota sur sa chaise, dos aux grilles pour mieux la voir.

— Cher Harry, dit-elle doucement.

— Harry, Harry, pourquoi m'appelez vous Harry ?

— Cela vous ennuie ?

— Personne ne m'a jamais appelé Harry depuis ma vieille bête de nourrice... Vous voyez si je suis sentimental.

— Harry, je vous en prie.

— Croyez-vous que nous serons heureux, Molly ?

— Je le crois.

— Je vous ai dit d'enlever votre loup. Pourquoi n'obéissez-vous pas ?

— Il est plus facile de parler avec un loup. Je ne peux pas dire pourquoi ; mais je l'enlèverai pour vous faire plaisir.

Au moment où elle levait les mains vers le loup brillant, il poussa un cri et les saisit :

— Restez comme vous êtes. Dieu, je l'ai vu !

— Qui ?

— Vous me demandez qui ? Je l'ai vu, vous dis-je ? Je l'ai vu. Dans votre loup. Il est parti, il doit être sur la route.

Il la tirait ; ensemble ils se penchaient au-dessus de la balustrade :

— Vous ne le voyez pas ? Il me semble... là... derrière ces imbéciles.

— Où ? Vous vous trompez sûrement. Souvent je crois vous voir descendant le Steyne et ce n'est qu'un étranger.

— Il était ici, je vous dis. Il était reflété dans votre loup. Vous avez bougé, il est parti. Il doit nous regarder et nous ne pouvons pas le voir à cause de ces satanées lumières.

Et en proie à un de ses accès de fureur, il saisit les lanternes les plus proches, les arracha de leurs supports et les jeta sur

le gazon. Un espace libre lui permit de voir clairement les grilles au-dessus desquelles une frange de visages se penchait. Il y avait des paysans, des citadins ; des femmes de pêcheurs souriaient bêtement. Mais, derrière eux, Molly, qui avait la vue longue, aperçut ou crut apercevoir le visage d'un garçon :

— Là, cria-t-elle, le désignant du doigt.

— Je ne peux pas voir. A droite vous voulez dire ? Laissez-moi grimper. Il faut que j'arrive jusqu'à lui.

Et Henry enjamba la balustrade. Il retomba légèrement à terre et courut à travers la pelouse jusqu'au sentier. Rien ne pouvait plus l'arrêter. Il sauta par-dessus les grilles. Les spectateurs égaillés disparaissaient dans l'obscurité. Molly le cherchait péniblement des yeux, les lèvres tremblantes. Brusquement elle entendit une voix qui lui parlait à l'oreille ; une main gantée frôlait son poignet.

— Lady Molly. Quelle chance ! Je suis heureux de vous trouver seule.

Elle se retourna, la paume de sa main appuyée à la balustrade et se trouva face à face avec son danseur délaissé.

— Capitaine Hamilton.

Sa main errait sans cesse sur la surface du bois ; les rugosités écorchaient sa peau.

— Lady Lade m'a envoyé à votre recherche.

— Vraiment ?

— Voulez-vous que nous dansions, lady Molly ?

— S'il vous plaît, capitaine.

— Ils jouent une danse locale ; j'aurais préféré une valse. Très entraînant, cet air de tout à l'heure.

Pendant qu'il la ramenait dans la grande salle, il se mit à fredonner le refrain, le succès de la soirée :

Ach ! du lieber Augustin...

VII

Henry et Molly se rencontrèrent le lendemain sur l'Esplanade, sans avoir pris rendez-vous, attirés l'un vers l'autre à un moment donné, à un endroit voulu.

— Eh bien ! dit-elle vivement, les yeux fixés sur son visage, vous ne l'avez pas trouvé ?

— Non. — Il avait les traits tirés, ses paupières étaient

alourdies par l'insomnie. — Dès que j'ai commencé de courir après lui, la foule s'est mise à courir aussi. Naturellement il s'est échappé. Ces brutes l'ont effarouché. Il était venu me trouver, vous comprenez. Mais j'étais affublé de ce satané domino et il ne m'a pas reconnu. Il avait besoin de moi, d'aide, et je n'étais pas là.

— Il n'a pas laissé de message ?

— De message ? Après avoir été jeté à la rue par mes domestiques ? Mais je les y ai jetés à leur tour. Oui, à présent ils ont débarrassé le plancher.

— Vous n'avez pas de domestique, alors ?

— J'ai Rossiter, mon palefrenier ; il fait l'intérim.

— Un palefrenier ! Comment peut-il vous soigner ? Avez-vous déjeuné au moins ? Il faut trouver quelqu'un ; vous ne pouvez pas rester seul.

— Mais taisez-vous donc ! Du moment qu'il est perdu, rien ne m'est plus. Privé de lui, ma vie n'a aucun sens. Quant à la tasse... Je vous ai menti, Molly. Il a laissé son message. Regardez.

Il mit la main dans sa poche et en sortit une tabatière qu'il ouvrit de ses doigts nerveux ; repoussant Molly de son coude, il lui cria :

— Attention ! Ne touchez pas.

Le couvercle à ressort s'ouvrit brusquement : « Voyez ! »

— Des perles ! dit-elle émerveillée...

— Des perles.

— Qu'elles sont belles ! Quelles étranges couleurs ! Du vert, du violet. La grosse est exquise. Les autres ressemblent à des boules de plomb. Je ne savais pas que les perles pouvaient avoir ce ton blafard.

— Ce sont des perles de moules, je crois, sans valeur ; mais il m'a donné ce qu'il avait de mieux. Burrill a dit qu'il tenait la tasse dans sa main : c'est exact. Pas pour me voler, mais pour me faire un cadeau. Elles ne sont pas très blanches, sauf la grosse. Molly, la grosse est pour vous. Prenez-la.

— Henry, je ne peux pas...

— Si, j'insiste. Vite. Oh ! ne faites pas d'embarras avec moi, Molly. Acceptez pendant que l'envie de donner me possède. Vous ne savez pas combien il est dur pour moi de m'en séparer. Prenez.

Sans quitter des yeux Mr Cope, Molly prit la perle radieuse et la tint.

— C'est sérieux ?

— Très sérieux. Je vous ai donné une perle, la plus belle, je garde les autres. Vous devez m'épouser, n'est-ce pas ? J'ai toujours eu l'habitude d'être seul. Si je me détache de vous à présent, comprenez-le bien, je cours un grand danger. Il faut que je partage avec vous, Molly, pour le salut de mon âme, et pourtant je n'en ai pas envie... Ah ! non. A présent, faites quelque chose pour moi.

— Oh ! mon chéri, mon Harry, je ferais n'importe quoi pour vous. Dites...

— Voulez-vous me permettre de vous enlever ? Ne vous retournez pas, ne cherchez pas lady Lade. Elle dira oui et si elle refuse, voulez-vous quand même vous enfuir avec moi pour une demi-journée ? *Il* se cache dans la direction de Rottingdean, — il me l'a dit, — au pied de la falaise. On ne peut pas y descendre et on ne peut pas s'y rendre par la plage...

— Mais nous pourrons sûrement...

— Impossible, vous dis-je. La falaise s'est écroulée à deux kilomètres au delà des rochers. Il y a toute une étendue de plage qu'on ne peut atteindre que par la mer. Voulez-vous venir ?

— Dans un bateau ?

— Vous avez peur ? Je ne ramerai pas. J'ai engagé le neveu de Smoaker. Partez-vous avec moi, Molly ?

— Oui, oui.

— Eh bien ! allons-nous en.

Il lui saisit le bras et l'entraîna à toute allure vers sa maison qui était proche.

— Voulez-vous m'attendre ? Qu'y a-t-il, Rossiter ?

Le palefrenier montait l'escalier de service. Il annonça que les Burrill avaient décampé, mais il avait là sous la main un cousin par alliance qui ferait peut-être l'affaire de Mr Cope. Ce cousin avait une femme, tous deux étaient bien dressés et stylés. Henry, impatient, ne tenait pas en place. Molly s'interposa :

— Cherchez ce qu'il vous faut. Laissez-moi faire.

Henry grimpait déjà les marches. Molly, immédiatement,

se mit à parler avec le domestique. A travers la porte ouverte, Henry l'entendait. Sa voix, pourtant calme et bienveillante, l'effarait. Elle indiquait la maîtresse de maison, un peu trop pratique, adroite, avertie. Il y cherchait en vain le roucoulement auquel elle l'avait habitué... « Les gages ? Combien d'années de service ? Chez quel maître ? Pendant combien de temps ? »

Elle était en train de tout arranger. Quand il revint, elle lui montra un visage radieux, mais il refusa de s'intéresser à des détails domestiques.

— Venez, Molly. Non, John, mademoiselle n'a pas le temps de s'occuper de vous. Vous pouvez m'adresser ces, ces... comment les appelez-vous ? Ah ! Saunders. S'ils connaissent leur travail... Que dites-vous, Molly ? Oui, ici, cet après-midi à quatre heures. Enfin je ne suis pas sûr... Qu'ils m'attendent si je ne suis pas là. Allons, Molly.

Il l'entraînait vers la plage. Rossiter les suivait du regard. Dès qu'ils ne furent plus à la portée des oreilles, il mit ses doigts dans sa bouche et siffla. A cet appel perçant, le cousin surgit du sous-sol.

— Eh bien ! on a la place ?

— Vous devez venir à quatre heures. Milady a tout arrangé.

— Ça n'a pas été long.

— Elle sait ce qu'elle veut.

— Est-elle toujours sur votre dos ?

— Elle ? Elle n'est pas encore mariée. Lui, il n'est pas difficile quand on se prête à ses caprices. La place est bonne ; on peut faire danser l'anse du panier.

— La femme a peur ; on dit qu'il parle tout seul, qu'il erre dans toute la maison à n'importe quelle heure ?

— Il paie bien. Ça suffit, n'est-ce pas ?

— On dit aussi qu'il mange de l'herbe.

— Du moment qu'il ne vous demande pas d'en manger aussi !

— Ou si ce n'est pas de l'herbe, ce sont des haricots, des salades. Il ne commande pour ainsi dire jamais de rôtis. Moi, je déteste ces horreurs françaises.

— Au café d'en bas, on dit qu'il ne vous parle pas comme quelqu'un de sensé. On dit qu'un phoque, il n'y a pas quinze jours, était pris dans un filet, et...

— Je connais cette histoire, et d'autres encore. Mais on est bien payé et puis c'est un monsieur, même s'il déraille parfois. Venez à quatre heures et estimez-vous heureux.

VIII

Molly n'avait encore jamais fait de promenade en bateau et, ce qu'elle ne soupçonnait pas, Mr Cope non plus, malgré sa désinvolture. Ils s'assirent docilement l'un à côté de l'autre, à la place indiquée ; le vent et la mer étaient favorables ; ils glissaient sur l'eau comme dans un rêve.

— Avez-vous parfois nagé en rêve ? dit Molly à Henry, laissant tremper ses doigts dans l'eau.

— Nagé en rêve ? — Il était distrait. — Je ne vous comprends pas. Regardez, Molly, n'y aurait-il pas une fente dans ces rochers ?

Il se retournait vers le batelier qui, pour la troisième fois, dissipa son espoir. Des grottes ? Jamais le batelier n'avait entendu parler de grottes. Dans le Devonshire, si l'on veut... Le bateau voguait toujours.

Il arrivèrent enfin au voisinage d'une plage toute blanche. Des rochers de craie en forme de dômes l'encerclaient et les falaises qui la surplombaient lui servaient de plafond.

Quand ils furent à un mètre de la plage, le batelier offrit de les porter tous deux. Molly accepta, mais Henry préféra sauter ; il enfonça jusqu'aux chevilles, mais le paquet qu'il tenait si soigneusement resta sec. Ils se trouvèrent sur une demi-lune de sable blanc baigné par l'eau translucide.

— Cette baie a l'air bien innocent, dit Molly.

— Étrange épithète !

— Mais c'est vrai ! On reconnaît toujours un endroit que personne ne vient troubler, un bois fleuri de jacinthes bleues, un étang insoupçonné dans un marécage ou une crique comme celle-ci. Le silence y est tout autre, plus profond, plus innocent. Pas de traces de pas, aucune épave ; aucun désordre, même pas d'ordre, ainsi que nous, les humains, l'entendons. Personne n'a jamais cueilli une fleur de ces touffes d'œillets qui, près de la mer, poussent tout seuls. Personne ne foule ce sable entre les marées. Les couches superposées de cette surface lisse s'entassent depuis des générations. Et regardez...

Elle se pencha, se redressa, le sang aux joues, tendant sa paume rose sur laquelle reposait une coquille enroulée, chatoyante, en forme de chapeau chinois.

— J'ai souvent cherché des coquillages, jamais je n'en ai vu une pareille à celle-ci. Elle est comparable à vos perles. Mettez-la avec elles.

Elle la lui offrit. Mais il secoua la tête en riant.

— Vous ne voulez pas de ma coquille ? Très bien.

Alors elle la prit entre l'index et le pouce et la rejeta sur la plage.

— Où allons-nous à présent ?

— A l'aventure. Combien de temps pouvez-vous nous accorder, Miles ?

Ayant obtenu un délai qui correspondait au changement de la marée, ils s'en allèrent. Ils choisissaient leur chemin entre les rochers qui s'amoncelaient devant eux à perte de vue. Ils s'orientaient vers un point de la falaise qui faisait saillie.

— Ce ne doit pas être loin d'ici.

Il désignait du doigt le bord de la falaise que l'herbe prolongeait au-dessus de leurs têtes.

— Vous voyez ce gazon vert qui pend comme un tapis sur une corde, c'est le point de repère. Son abri est juste au-dessous, il me l'a dit.

— Sa cabane ?

— Une cabane serait trop civilisée. Un nid dans les rochers, rien de plus. Il en a une douzaine. Il y passe une nuit, un mois, parfois il n'y revient plus pendant un an. Il n'a aucune notion du temps, d'ailleurs. La lune lui sert de calendrier, comme aux sauvages. Ce rocher n'est pas trop dur ? Vous ne le franchirez pas seule : permettez-moi de vous aider.

Il la souleva dans ses bras, la déposa sur la surface de velours mouillé du récif. Pendant un instant il leva les yeux sur elle, puis s'apprêta à la suivre.

— Vous ne voulez pas prendre ma main ? dit Molly.

— Vous me parlez de votre main ; moi, je regarde vos pieds. Vous allez déchirer vos souliers, les réduire en miettes. Enlevez-les.

— Les retirer ?

— Pourquoi pas ? Personne ne vous verra. Rien à craindre de Miles. Il est en train de fumer sa pipe remplie d'un infâme

tabac. Il ne regardera pas de notre côté ; moi non plus. Enlevez aussi vos bas.

Il se détourna. Pour garder son équilibre, la main de Molly vint s'appuyer sur l'épaule d'Henry.

— Où pourrais-je les mettre ?

Il se retourna vers elle.

— Quel être désemparé vous faites ! Laissez-les là par terre. En fait de coquille... — Il caressa légèrement le pied nu de Molly. — Le pied d'une femme doit rappeler les coquillages ; c'est le cas pour vous. Asseyez-vous un instant. Attendez ; je vais me hisser auprès de vous. Ne cachez pas vos pieds. Quand vous vous baignez le matin, ils sont nus.

— Non, je porte des bas.

— Même dans l'eau ? Oh ! les femmes. Reposons-nous. Je crois voir la France en face. Qu'est-ce qui vous fait rire ?

— Vos fantaisies.

— Pourquoi ne pas embellir le terre à terre en y ajoutant la fantaisie...

— Mais voir ce qui n'est pas ?

— La France est là. Il faudrait avoir une vue très perçante pour l'apercevoir, voilà tout. Vous êtes fière de votre vue longue, mais je ne suis pas certain que mes yeux, qu'il me faut fermer à moitié, ne me procurent pas autant de joie. Écoutez, quand je me promène en voiture sur la route, malgré ma mauvaise vue je vois, comme vous, quelque chose dans le lointain, sans pouvoir distinguer la forme. Alors vite, j'imagine quelque chose que vous voulez bien appeler fantaisie. J'ai la certitude de voir une femme vêtue de gris, qui agite les bras, et demande à monter en voiture. J'arrête mes chevaux et je ne trouve qu'un poteau enguirlandé de clématite. Je me demande comment j'ai pu me tromper. J'encourage mes chevaux et, deux kilomètres plus loin, j'aperçois un jeune coq perché sur une barrière, la queue hérissée par le vent ; je l'entends chanter. Je m'approche ; c'est un vulgaire chiffon accroché à des ronces. Quand je traverse un champ, je me dis : « Ah ! une couche de beaux champignons. » Neuf fois sur dix, ce sont des cailloux. Une femme apparaît à trente mètres de moi. Je m'écrie : « C'est Molly. » Je presse le pas : c'est une inconnue.

— Ah ! cette illusion, je la connais aussi.

— Alors ne parlez pas de « fantaisie ». Quand je vous raconte ce que je crois voir, je le vois. Et maintenant posons-nous cette question : laquelle des deux vues est la vraie ? Même vous, vous ne saurez répondre à cette question. Alors si nous continuions notre route ? Prenez ma main. Descendez encore, sautez. Oh ! Molly.

Elle sentit trembler la main qui tenait encore son coude.

Ayant contourné le dernier rocher et perdu Miles de vue, ils se trouvaient sur une langue de sable protégée par un immense rocher. La mer montait à droite, à gauche, et allait mourir sur le ruban blanc qui s'étendait au pied de la falaise et se prolongeait jusqu'à une fissure étroite. Ce n'était pas une grotte, plutôt un creux, en forme de cuiller, au plafond haut, qui finissait au-dessus du niveau de la mer.

— Voici l'endroit sans aucun doute, les hauts monticules d'algues et le rayon de lumière qui vient d'une crevasse, plus haut sur la falaise. L'air de son abri reste pur, et le clair de lune lui envoie une flèche : nid douillet, ou qui le sera bientôt.

Il prit le paquet porté au bout de sa canne pendant tout le trajet, le jeta sur un rocher. La sangle débouclée, les plis d'un châle indien se déroulèrent. Henry le déploya pour que Molly pût l'admirer.

— Regardez cette finesse. Il pourra le porter autour de son cou en guise d'écharpe s'il le désire.

— C'est un cachemire ! — Molly le palpait. — Lady Lade n'en a pas d'aussi beau.

— Que pouvais-je lui donner d'autre ? Une couverture de cheval ? Mon ami aura ce qu'il y a de mieux, même s'il en ignore la valeur. Le dessin lui plaira, n'est-ce pas ? C'est un enfant, il aime les couleurs vives. Étendons-le sur les algues.

Pendant qu'il disposait le châle selon son goût, Molly l'observait, mais il était trop absorbé pour remarquer sa figure mobile où les pensées fugitives se mouvaient comme les grains de sable à ses pieds. Enfin il se redressa et dit :

— Quand il viendra, si toutefois il vient, il saura que je lui ai rendu sa visite ; cela effacera sa blessure.

— Si vous vous êtes trompé d'endroit ?

— Je dois courir le risque. Partons vite, il ne faut pas abuser de... A quoi pensez-vous avec tant d'insistance ?

— Je me demandais, dit-elle sans sourire, comment vous osez...

— Quoi ?

— Courir un tel risque.

Il se leva et recula de quelques pas pour admirer son œuvre.

— Si le châle s'abîme, peu importe, il aura rempli son rôle. Ne fredonnez pas...

— On dit que si vous offrez des vêtements à... à une de ces créatures, il chante un refrain :

Qu'avons-nous ici ? du chanvre, du chanvre, du chanvre.
Jamais plus je ne paraîtrai, je ne mettrai les pieds ici...

Et il vous quitte pour toujours.

— Molly ! Comme vous êtes changée depuis que je vous ai connue ! Vous dites des choses !... Si vous saviez les pensées que vous faites naître en moi.

Puis, d'un ton inquiet :

— Faut-il enlever le châle ?

— Non, laissez-le.

Il eut un sursaut de colère.

— Vous voulez que je le laisse, pour qu'il ne m'approche plus jamais. Vous le haïssez !

— Qu'ai-je fait qui vous permette de penser...

— Rien. Mais vous le haïssez ; je vous connais. Je ne sais pas pourquoi je vous ai amenée ici. Venez vite.

— Harry.

— Viendrez-vous, oui ou non ? Faut-il que je vous emporte dans mes bras ?

Cet accès de fureur inattendu impressionna si péniblement Molly qu'elle resta interloquée. Elle le regardait fixement sans pouvoir croire ses oreilles, ses yeux. Cette voix insolente et froide, ce regard dur l'immobilisaient. Elle lui dit enfin :

— Serait-ce une plaisanterie ?

— Une plaisanterie peu réussie, il me semble. Je vous prie de venir. Combien de fois dois-je vous le répéter ?

Alors Molly, chez qui les réactions, surtout celles de la colère, étaient plus lentes, devint la proie d'une rage semblable à la sienne.

— Je permets à ma tante de me harceler, parce qu'elle est ignorante ; j'admets que lady Lade soit condescendante,

puisque c'est son unique façon de témoigner sa bonté. Je supporte tout de mon père, parce qu'il est mon père, de mes frères et sœurs car nous avons grandi ensemble. Ils ont beau être intolérables, nous sommes de la même chair, le même sang coule dans nos veines. Mais de vous je n'accepte rien. Je vous aime. Et vous m'aimez un peu. Et nous nous comprenons. Cette entente mutuelle m'effraie et vous effraie encore plus. Mais à cause d'elle je ne veux de vous ni insolence, ni brutalité. Vous devez me respecter et me parler courtoisement.

— Je vous parle avec politesse.

— Ce n'est pas vrai ! Dieu, que ne vous permettez-vous pas vis à vis de moi ! Je ne le supporterai pas.

Elle se détourna de lui et se mit à escalader les rochers. Mais avant d'avoir fait trois pas, elle fut trahie par la surface glissante ; elle serait tombée s'il ne l'eût saisie par la taille.

— Vous voyez bien ! dit-il en riant.

— Oui, je suis gauche et de nouveau à votre merci. Harry, remettez-moi à terre.

— Non. Embrassez-moi.

— Oh !

Elle se pencha et l'embrassa sur les lèvres. Ce contact, cette chaleur, pansèrent leur blessure, mais après un moment elle dit :

— Je me refuse à devenir une habitude.

Il ne prêtait aucune attention à ses paroles, occupé qu'il était à la pousser doucement vers le haut du rocher où elle pût se tenir en équilibre.

— Mettez vos pieds là... Vous ne glissez plus ?...

Il se hissa jusqu'à ses côtés.

— Suivons le chemin par où nous avons grimpé. N'oubliez pas vos souliers. Prenez ma main.

La main dans la main, hésitants, trébuchants, ils revinrent à la plage, qui représentait la sécurité.

CLEMENCE DANE.

Texte français de Linda Russ.

(La dernière partie au prochain numéro.)

VISITE EN ANGLETERRE

Tous les Français connaissent l'Union nationale des officiers de réserve qui réunit, dans plus de cinq cents groupements, la presque totalité de ces officiers. Fondée au lendemain de la guerre par le grand patriote André Lefèvre, cette Association est un modèle de solidarité, étrangère à toute action politique. Ses membres sont soucieux avant tout de la défense du pays et de leur préparation personnelle aux devoirs qui leur incomberont dans l'armée mobilisée, où leur nombre sera quatre fois plus élevé que celui des officiers de l'armée active.

Depuis longtemps, les officiers de réserve désiraient aller en Angleterre. Lord Derby, ancien ambassadeur à Paris, président de l'Union des Associations Grande-Bretagne-France, et artisan infatigable d'un rapprochement toujours plus étroit de nos deux pays, est allé au-devant de leur désir en invitant une députation de l'Union nationale des officiers de réserve à passer le détroit. Cent officiers, ayant à leur tête leur président Désiré Ferry, et deux anciens membres du Conseil supérieur de la Guerre, se sont mis joyeusement en route. Il y avait dans leur entrain beaucoup de plaisir à rendre visite à nos amis, et, pour bon nombre d'entre eux, à faire connaissance avec l'Angleterre. Il y avait aussi, il faut l'avouer, une satisfaction de pouvoir se rendre compte sur place des sentiments du peuple britannique et de l'intensité de son effort vers une puissance militaire capable de conjurer la guerre ou, au besoin, de la gagner.

Le programme, établi d'accord entre le capitaine Townroe, collaborateur de lord Derby, la colonie française et les officiers de réserve, remplissait bien les conditions propres

à combler l'ensemble de leurs vœux. Il débutait par trois journées passées dans différentes villes d'Angleterre et employées principalement à des visites d'organisations militaires ou d'usines, et se terminait par deux journées dans la capitale.

Dès leur arrivée sur le sol britannique, à Southampton, les officiers de réserve prirent un premier contact avec la puissance de production de l'industrie de guerre de nos alliés. Dans les docks, traversés trop rapidement à leur gré, dont l'immensité et l'aménagement se prêtent aussi bien à la réception des denrées périssables qu'à l'exportation des produits métallurgiques les plus lourds et encombrants, ils purent se rendre compte de l'importance du matériel stocké pour l'embarquement à destination de tous les points sensibles de l'Empire. On eut peine à les arracher au spectacle de puissance et de calme donné par l'activité et la méthode des manutentions d'engins de guerre dont le nombre et l'aspect ne laissaient rien à désirer. Au port de commerce, où ils eurent l'occasion de voir le bassin de radoub le plus vaste du monde, succéda un port de guerre. Dans l'arsenal de Portsmouth, après une visite au vieux vaisseau de Nelson, le *Victory*, et un hommage rendu à la mémoire du grand marin anglais, nos officiers furent pilotés à bord de deux navires de guerre en réfection, par des officiers britanniques qui n'épargnèrent aucune peine pour leur faire comprendre les différentes améliorations sur lesquelles portait la mise au point en cours. Ils furent particulièrement frappés par l'importance des mesures prises pour augmenter la protection des navires contre le bombardement aérien, ainsi que le nombre des pièces d'artillerie antiaérienne de tous calibres. On sait, en effet, que la défense contre les attaques de l'air est une des grandes préoccupations de nos voisins, à terre comme sur mer, et qu'ils ne négligent rien pour se prémunir contre leurs effets.

Leur passage dans des usines d'aviation permit à nos officiers d'apprécier l'étendue des efforts accomplis pour donner à l'Angleterre une flotte aérienne capable de ne craindre aucune rivale. Cette visite porta, à Southampton, sur de nouvelles fabriques d'avions appartenant aux entreprises *Vikers-Armstrong* et *Cunliffe-Owen* et, à Birmingham,

sur l'usine de la *Société Austin*. Les deux premières de ces usines ont été construites et équipées en soixante-quatre jours. Ce premier renseignement était bien de nature à mettre dès le début les visiteurs à l'unisson d'un rythme dont ils purent constater les manifestations à chaque pas, qu'il s'agît des bureaux d'études ou des ateliers d'où les avions sortent à une cadence remarquable. Partout l'ordre, la méthode et le flegme assurent à l'activité de ces usines un rendement qui correspond aux nécessités de l'heure. Dans l'une d'elles, — nous ignorons si la mesure est générale, — chaque équipe doit par semaine fabriquer un nombre déterminé d'avions ; si la production est inférieure à ce nombre, les ouvriers acceptent de revenir travailler le samedi dans l'après-midi pour la compléter.

Ainsi, qu'il s'agisse d'appareils de chasse ou de bombardement, modernes par leur vitesse, leur armement et leur rayon d'action, la production dans les usines visitées atteint un prodigieux rendement. S'il en est de même dans les autres centres de fabrication, — et il n'y a pas de raison pour qu'il en soit autrement, — on pense avec satisfaction que l'Angleterre est en passe de posséder une puissance aérienne égale en nombre et supérieure en qualité à celle de l'Allemagne.

Il fut donné à nos officiers de voir, sur l'aéroport de Southampton, l'un des plus modernes et des plus importants de l'Angleterre, des avions de chasse nouvellement construits évoluer avec autant de souplesse que de rapidité. Ils eurent également le spectacle de l'envol, pour une livraison à l'armée de l'Air, de trois de ces engins, conduits par trois jeunes pilotes militaires ayant moins de deux cents heures de vol et pilotant pour la première fois ces *Spitfire*. Les trois avions quittèrent le sol avec précision et ensemble, leurs ailes se touchant presque, et prirent rapidement de la hauteur avec la plus grande aisance.

Quant à l'armée de terre, nos officiers eurent la faveur d'assister à une démonstration exécutée par diverses unités de l'armée territoriale. Ils ont été frappés de la gravité avec laquelle les jeunes gens qui entrent dans leur composition pratiquent leur devoir militaire, ainsi que par l'adresse et l'énergie qu'ils apportent à manier leurs matériels, tous

appartenant au dernier modèle. Ces unités venaient justement de voir leurs effectifs doublés à la suite des dernières dispositions légales. On est en droit d'estimer que cette augmentation de l'armée territoriale et, d'autre part, les résultats donnés par le service obligatoire apporteront à bref délai à l'armée de terre un supplément considérable de puissance.

Dans toutes les villes et les établissements visités, les autorités civiles, navales ou militaires ont réservé à leurs invités cet accueil de haute courtoisie, plein de prévenances et de simplicité dont ils ont le style et le secret. Accueil officiel, pourrait-on dire ; mais il y a des regards, une cordialité, un ton, une « gentillesse » auxquels on ne se méprend pas, et qui ont vivement touché nos voyageurs. Voici d'ailleurs deux traits bien différents qui témoignent de ce que pense aujourd'hui le peuple anglais. Une personnalité autorisée nous a dit, sans ironie, que chaque discours du chancelier Hitler valait à nos amis trente mille engagements volontaires dans la semaine. A Birmingham, des ouvriers attendirent en foule, et malgré la pluie, la fin du banquet auquel le lord-maire de la seconde ville d'Angleterre avait prié ses hôtes, afin de les reconduire à leur hôtel avec force démonstrations d'amitié.

Le dimanche arrivait. Pour reposer nos officiers des deux journées si bien remplies, et comme pour montrer que la culture intensive des spécialités de guerre ne relègue pas au second plan la culture tout court, le programme comprenait une visite à Stratford-sur-Avon. Après le déjeuner, une délégation des Trustees du Théâtre national de Shakespeare, à la tête de laquelle étaient sir Archibald et lady Flower, leur fit visiter la ville natale du génial écrivain.

Les journées suivantes retinrent nos officiers à Londres, d'où ils furent conduits tout d'abord au Collège royal militaire de Sandhurst, le Saint-Cyr britannique, situé sans aucun mur de clôture au milieu d'un parc immense. La visite débuta par une revue, suivie d'une parade impeccable, qui ajoutait à sa précision le caractère solennel que les Anglais impriment à ce genre de présentation. Aussitôt les rangs des Cadets rompus, ce fut pour voir les différentes équipes prendre part avec vigueur à des exercices de cheval ou de

gymnase, ou se livrer, selon leurs goûts et dans un costume adéquat, à la pratique de différents métiers manuels, travail du bois ou du fer, démontage de moteurs... Avant un lunch dans le grand réfectoire des Cadets, repas que le chef d'état-major impérial, lord Gort, et le field marshal Birdwood honorèrent de leur présence, une visite à la chapelle permit aux visiteurs de se recueillir devant les plaques de marbre qui ornent les faces de chaque pilier, où sont gravés les noms des quatre mille anciens élèves tombés au champ d'honneur. Un passage à la Bibliothèque, riche de milliers de volumes dont les Cadets disposent à leur gré, leur donna l'occasion d'admirer de glorieux trophées, dont le drapeau arboré par lord Kitchener à Kartoum, et dans quelle atmosphère de traditions vivent ces jeunes gens si bien de leur temps.

Ce culte du souvenir, nous allions le retrouver à Westminster devant la tombe du Soldat inconnu, et cet amour des traditions à la parade de la Garde et aux répétitions du Royal Tournament, spectacle qui se donne à l'Olympia, où pendant une semaine des équipes rivales appartenant aux armées de terre, de mer ou de l'air prennent part, devant des tribunes combles, à des compétitions exécutées avec un esprit sportif et une émulation remarquables. Partout des paroles de bienvenue furent adressées aux Français. Celles que prononcèrent l'archidiacre à l'abbaye de Westminster et le général commandant le London District à l'un des mess des officiers de la garde rendirent hommage à la France ou à son armée dans des termes qu'aucun des auditeurs n'oubliera.

Pour quelques privilégiés que leurs occupations ne rappelaient pas trop vite en France, l'expédition se termina par un voyage en Écosse. A Édimbourg, le général sir Charles Grant, chef de la région militaire, qui fut en 1918 un des officiers de liaison entre le maréchal Foch et le Grand Quartier général britannique, leur fit avec beaucoup de bonne grâce les honneurs du château d'Édimbourg, au centre duquel est érigé un Mémorial de guerre d'une exceptionnelle beauté. Près de Melrose, ils eurent le privilège d'être reçus au château, qui fut la demeure préférée de Walter Scott, par son petit-fils, qui combattit sur notre sol pendant la guerre, et de se

recueillir à l'abbaye de Dryburgh sur la tombe du field marshal lord Haig, qui conduisit les armées britanniques à la victoire, simple tombe de gazon au-dessus de laquelle se dresse une pierre blanche, tout à fait semblable aux sépultures du front.

A Londres, les réceptions s'achevèrent dans un grand banquet organisé par la colonie française de Londres, colonie qui se distingue non seulement par la valeur individuelle de ses membres et les situations qu'occupent beaucoup d'entre eux, mais avant tout par l'union et le patriotisme dont ils donnent l'exemple. L'hôte d'honneur était naturellement lord Derby, le promoteur de ce voyage si réussi à tous égards. Il fut l'objet d'un accueil très reconnaissant, auquel il répondit par une allocution pleine d'humour et d'émotion qui lui valut des ovations prolongées.

Le lendemain, nos officiers quittaient l'Angleterre, emportant de cette visite un grand souvenir. Ils avaient senti la sincérité de l'amitié britannique et mesuré la puissance d'un effort essentiellement moderne par son intensité et son ampleur, que le culte du souvenir et des traditions continue d'éclairer de son idéal. Venus de toutes les régions de la France, ils ont pu dire ce qu'ils ont vu et contribuer ainsi à faire réciproquement se connaître et s'apprécier davantage deux nations qui ont fait depuis bientôt un demi-siècle, en paix comme en guerre, l'expérience de la solidité de leur union et de la valeur de leurs résolutions et de leur courage. Rien ne pouvait venir mieux à son heure.

Général Weygand.

LA COLONISATION ITALIENNE EN LIBYE

Il faut avoir parcouru la Libye pour comprendre la rancœur exhalée par M. Mussolini dans certaine phrase demeurée fameuse sur l'Italie « lasse de collectionner des déserts ». A quoi bon nier qu'à l'époque où elle fut lancée, l'Italie était quelque peu fondée à regretter de s'être éveillée trop tard pour exiger en Afrique un champ d'expansion à la mesure de ses besoins ? La conquête de l'Éthiopie à laquelle l'absurde, vain et funeste tapage des sanctions n'avait servi qu'à ajouter un lustre supplémentaire aurait dû, — en principe, — effacer cette rancœur, et calmer cette fringale. Elle aurait dû aussi obliger le fascisme à négliger désormais le maigre domaine libyen au profit de sa nouvelle acquisition, dont il était le premier à vanter et sans doute à exagérer les avantages. Or, si pauvre que fût en capitaux l'Italie surpeuplée, si énormes que fussent les dépenses engagées en Afrique orientale, jamais la mise en valeur de la Libye n'a été poursuivie avec plus d'énergie, jamais les crédits qu'elle exigeait n'ont été plus généreusement prodigués que depuis quatre ans.

Cette apparente anomalie s'explique de plusieurs manières du fait de la présence à Tripoli du bouillant maréchal Balbo dont l'envergure se serait mal accommodée d'un exil sans compensations, d'un commandement privé de moyens, d'un rôle sans éclat. La Libye aura été son œuvre. Son nom lui demeurera attaché comme celui de Lyautey

au Maroc. Et cependant, lorsqu'il débarqua, le nouveau proconsul ne trouvait pas devant lui une page blanche. Plusieurs avant lui s'étaient essayés à cette ingrate besogne. Ils avaient laissé des empreintes contradictoires. L'œuvre de l'Italie en Libye n'était encore qu'un brouillon surchargé de ratures, hérissé de chiffres inquiétants et maculé par tout le sang versé entre 1911, date du premier essai de conquête, et 1932, date de la destruction des derniers foyers de rébellion. L'héritage à recueillir était lourd et fort embrouillé.

Il avait fallu le fascisme pour faire cesser un état de choses peu flatteur pour l'Italie. Une fois de plus, le régime parlementaire s'était montré foncièrement incapable de s'occuper de colonisation, toujours dupe des mêmes idées creuses, généreuses en apparence, toujours porté à essayer de ces grosses finasseries qui ne valent rien avec des Orientaux, et, — en fin de compte, — coûteux, décevant et cruel pour les indigènes plus qu'une autorité ferme qui sait ce qu'elle veut, ose dire non, et ôte à temps toute illusion funeste à des gens qui ont un respect religieux de la force, ce don de Dieu.

En 1914, les Italiens se croyaient les maîtres de la Tripolitaine. Ils entamaient le morceau le plus dur : la Cyrénaïque. Le représentant de la Senoussya les avait accueillis dans le sud tripolitain en leur rendant hommage et en leur garantissant le caractère exclusivement religieux de sa confrérie. En vertu d'un décret qui ne fut abrogé qu'en 1915, le sultan de Constantinople, en tant que Calife, était demeuré le maître spirituel du pays. Certains crurent-ils, en voyant la France envahie de la mer aux Vosges, le moment venu de prendre sur elle une revanche en Afrique du Nord et de l'évincer plus tard en Tunisie en pratiquant une audacieuse politique indigène et en gagnant la sympathie des musulmans ? On peut se le demander, surtout lorsqu'on a vu le fascisme reprendre ce thème, s'offrir une épée de protecteur de l'Islam et s'essayer à jouer un certain jeu en Égypte, en Arabie yéménite, en Palestine et ailleurs. Toujours est-il que le 8 décembre 1914 on laissait le représentant du sultan Commandeur des Croyants prêcher en son nom et afficher sur la porte de la grande mosquée de Tripoli la proclamation de la guerre sainte contre les Alliés. C'était à la lettre battre

du briquet dans une poudrière. Quelques jours plus tard, en dépit des efforts des autorités locales mieux averties du danger, l'appel était entendu dans la montagne et compris comme il devait l'être. Un convoi de deux cents chameaux chargés d'armes et de munitions était enlevé aux abords du fort de Nalout et, dès la fin du mois, l'insurrection encouragée et équipée par cet heureux coup de main bloquait ou balayait toutes les garnisons italiennes de l'intérieur. Leurs survivants se rabattaient sur la frontière tunisienne. J'ai entendu à plusieurs reprises des témoins oculaires me raconter à quel spectacle étrange et navrant ils avaient assisté alors le long de cette ligne fictive, à peine garnie, et pour cause. De chétifs détachements de nos goumiers la parcouraient comme un rivage, guettant les naufragés. Du haut des dunes, ils voyaient de loin les vaincus essayer de se traîner jusqu'à eux en tenant tête aux meutes qui les harcelaient. Les poursuivants étaient enivrés par le sang, avides de butin, mais, encore sensibles au prestige de nos armes, ils n'osaient relancer les fugitifs au delà de nos jalons.

Comme il est naturel, cette réserve ne résista pas à l'épreuve d'un triomphe qui fut presque total, lorsqu'en juillet 1915 il ne subsista plus aux mains de ceux qui allaient devenir nos camarades de combat que quatre villes sur la côte : Homs et Tripoli à l'ouest, Bengasi et Derna à l'est, camps retranchés, cinglés chaque nuit par les coups de fusil. Prévoyant l'inévitable, nous avions fait de notre mieux pour aider nos voisins à se cramponner, à reprendre pied. L'incendie, trop aisément allumé chez eux, gagnait chez nous. Un va-et-vient improvisé entre Dehibat et le sud, entre la côte et l'intérieur, à l'abri de notre frontière, faisait remonter les rescapés, descendre des renforts. Mais le mal était fait, l'effet moral obtenu : il coupait les jarrets aux uns, électrisait les autres. Les Italiens renonçant pour longtemps à faire mieux que défendre le peu qui leur restait, leurs adversaires se croyaient tout permis. La Senoussya faisait tache d'huile. Elle osait s'attaquer à nous, à travers le Sud tunisien et algérien. Elle menaçait les Anglais en Égypte. Au plus mauvais moment de la Grande Guerre, nos tribus sahariennes s'ébranlaient, l'état d'esprit des montagnards de l'Aurès devenait très inquiétant, un raid poussait jusqu'au Hoggar

et faisait un martyr du Père de Foucauld. En grande hâte nous devions jeter des troupes sur la brèche ouverte, trouver deux divisions qui soutinrent de durs combats jusqu'en 1918 sur un front qui se stabilisa entre Djenaïen et Ben Gardan, à peu près là où nous avons dû, au cours des années dernières, construire une petite ligne Maginot.

Pour la seconde fois, la politique italienne éprouvait des déceptions en Libye. Ce qui ne l'empêcha pas, après 1918, de se lancer dans de nouvelles aventures en essayant d'enlever par de beaux discours et des cadeaux ce qu'elle ne se sentait pas prête à arracher par la force. Toutes les tentatives entreprises pendant des années à cet effet demeurèrent inutiles. On conçoit donc avec quelle violence les nouveaux maîtres de l'Italie, en 1922, désiraient mettre un terme à cette comédie humiliante et prouver à tous ceux qui s'étaient trop longtemps moqués de la Louve qu'elle avait retrouvé ses griffes d'airain.

Quelle que fût la rigueur avec laquelle fut menée alors une guerre qui ne gagnait rien à prendre l'allure d'une revanche, il fallut huit ans pour mater la Tripolitaine et onze pour venir à bout de la Cyrénaïque. En 1930, en dépit de tous les efforts, de petits groupes d'irréductibles se cachaient encore dans les nombreuses grottes du djebel. Pour en finir une bonne fois avec ces enragés, le maréchal Graziani ne s'embarrassa pas de considérations frivoles : tout au long de la frontière, sur trois cents kilomètres, il fit tendre un infranchissable réseau de barbelés et organisa une rafle complète de tous les habitants. Avec leurs troupeaux, il les expédia au loin, les fit étroitement parquer dans des camps de concentration et, ceci fait, donna le signal de la chasse à l'homme. Tout ce qui se terrait encore dans le maquis fut traqué, exterminé. Les avions pistaient les fuyards qui filaient dans le désert. Les bombes dispersaient leurs chameaux, crevaient leurs outres d'eau. Lorsque les plus résistants parvenaient à atteindre la frontière, ils trouvaient l'issue barrée à perte de vue. Le soleil se chargeait de régler leur compte.

C'était un effet de terreur qui avait été voulu. Il porta loin. Les nouvelles circulent merveilleusement à travers tous les milieux musulmans. La légende s'empara des récits colportés par les réfugiés qui arrivaient nombreux dans le

Sud tunisien et algérien. Légende vivace, embellie d'histoires épouvantables, de captifs jetés vivants du haut des airs. Jusqu'au Maroc, je l'ai constaté maintes fois, elle défraie les conversations de nos protégés et leur donne à penser, chaque fois que la propagande italienne déclenche une offensive.

* * *

La Libye enfin pacifiée, son dénuement apparut complet. En aucune manière l'état dans laquelle elle se trouvait ne peut être comparé avec celui des provinces d'Afrique du Nord après la victoire de nos armes : une population ruinée, haineuse et décimée, pas ou presque pas de main-d'œuvre. Pas de cadres, des villes dont les principales étaient des bourgades, malsaines, mal bâties, dont les plus beaux édifices se compteraient sur les doigts d'une seule main et valent à peine qu'on s'y arrête. Pas de cours d'eau, très peu de puits, la plupart des villages en ruines, des ports à peine utilisables. Pas de mines, pas de commerce, pas d'industries locales susceptibles d'alimenter un trafic d'exportations. Aucune possibilité de collaboration indigène ; les notables avaient été fauchés, les familles influentes et évoluées étaient en nombre insignifiant. Ce que léguait la nonchalante administration ottomane était insignifiant. Des siècles de misère, d'anarchie, de guerres incessantes entre chefs, entre sectes, entre villages, entre gens de la plaine et gens de la montagne, entre paysans berbères et pasteurs bédouins, une quinzaine d'années de luttes féroces contre l'envahisseur, pour finir, l'exode de plusieurs dizaines de milliers d'individus vers l'est ou vers l'ouest : on devine ce que de telles épreuves avaient pu laisser d'un pays déjà extrêmement pauvre par lui-même...

Les statistiques étant muettes sur ce sujet, il est impossible de savoir exactement combien d'indigènes ont disparu pendant la conquête. Toutefois, nous savons, grâce à elles, qu'en 1926, c'est-à-dire avant la mise en vigueur des mesures draconiennes décidées par le maréchal Graziani, il existait en Cyrénaïque du Nord un cheptel d'environ 800 000 ovins, 70 000 caprins, 10 600 bovins, 75 000 chameaux et 14 000 chevaux. En 1933, après l'extinction des derniers foyers de résis-

tance, on ne retrouve plus que 98 000 ovins, 25 000 caprins, 8 700 bovins, 2 600 chameaux et un millier de chevaux. L'écart entre ces chiffres donne à supposer que, si tant de bêtes ont péri, bon nombre de leurs propriétaires en ont fait autant (1).

La Libye couvre une superficie sensiblement égale à celles de la France et de l'Espagne réunies. C'est d'un bel effet sur les cartes. Malheureusement, sans eau la terre ne vaut rien en Afrique et la surface arrosée, la surface utile, de la Libye représente à peine la pointe de notre Bretagne, l'équivalent de quatre ou cinq de nos départements. Encore de si peu faut-il déduire la place perdue en falaises, ravins, rocailles, et autres accidents de terrain propres aux régions montagneuses. Depuis le sud de la Tunisie jusqu'à l'embouchure du Nil, le Sahara ouvre son néant sur la Méditerranée. De toute la Tripolitaine, il ne faut retenir qu'un chapelet d'oasis côtières et un massif de rochers, le Djebel Nefousa. Sur ce massif, un peu de verdure dans les creux. Sa médiocre altitude arrête quelques nuages, il y pleut en hiver. Au sud de ce massif, encore quelques oasis dont une, ravissante, l'inoubliable Ghadamès.

Et puis, rien, rien, rien. De Misourata à Barcé, de l'ouest à l'est, sur une distance égale à celle qui sépare Londres de Marseille, pas un buisson, pas un brin d'herbe. L'hiver, un interminable paillasson gris-vert balayé par un vent glacé. Le reste de l'année, une fournaise aveuglante. Par contraste, à qui vient d'endurer cette traversée, la Cyrénaïque apparaît comme une province favorisée. Mais, en fait, elle aussi se résume en peu de mots : entre la mer céruléenne et le Sahara fauve, c'est une tache verte, un plateau rocheux de 200 kilomètres de long sur 50 de large. En dehors de ce plateau quelques oasis, et c'est tout.

L'inventaire des ressources de la Libye est encore plus bref que sa description sommaire. Les raisons qui ont fait la prospérité de quelques-unes de ses villes dans l'antiquité ont disparu avec elles. Les caravanes ne remontent plus du

(1) Tous les chiffres utilisés dans cette étude sont tirés soit de publications officielles italiennes, soit de l'excellent ouvrage, *le Djebel Nefousa*, publié par M. Jean Despois, agrégé d'Histoire et de Géographie, professeur à l'Université d'Alger, soit de *la Colonisation italienne en Libye*, du même auteur.

sud chargées des dépouilles du Soudan. Les cargos anglais ont détourné vers le canal de Suez le trafic qui fit jadis la fortune de Leptis Magna et de Cyrène. Pour se souvenir des longues files d'esclaves noirs qui, pendant des siècles, se sont acheminées à travers le Sahara vers les marchés de Rome et du Mogreb, il faut avoir la surprise de rencontrer à présent des villages nègres installés avec leur tam-tam, leur odeur, leurs bavardages, au bord de la Méditerranée, auprès des ruines grecques et romaines. Et l'on ne sait même plus quelle était cette plante médicinale dont la culture enrichissait les jardiniers grecs de la Pentapole. Élevage, labourage, pêche et tourisme, voilà, en quatre mots, de quoi peut vivre, à présent et dans le futur, la colonie de Libye.

***

Le tourisme étant une forme de propagande et l'une des plus efficaces et avantageuses à manier, le régime fasciste n'a rien épargné pour attirer des visiteurs en Libye. Il n'y a pas longtemps, trois ou quatre ans à peine, qu'il a pu entamer ce chapitre. Ce qui a surgi de terre dans ce minimum de temps est stupéfiant comme tout le reste de l'œuvre des Italiens dans ce pays. Valait-il tant de frais ? Non, si l'on compare ce que le tourisme peut trouver ailleurs en Afrique. Oui, si l'on considère l'axe germano-italien, les accords entre Rome et Berlin, les restrictions imposées à leurs nationaux par les régimes autarciques comme autant de réalités définitives. Il ne faut que quelques heures pour passer de Sicile à Tripoli et les voyages collectifs organisés par les agences allemandes ou italiennes, les convois de « congés payés » peuvent à très bon compte pousser jusque-là. Pour qui ne connaît pas l'Afrique, pour une clientèle ingénue à laquelle la faiblesse de ses ressources ou l'impossibilité d'exporter des devises interdisent les excursions en territoire français ou britannique, c'est parfait. Mais pour les touristes riches et libres qui n'ont que l'embarras du choix, la Libye ne peut être qu'un couloir à franchir le plus rapidement possible, s'il leur prend fantaisie d'aller du Caire à Marrakech par la route. Ils trouveront des routes impeccables, des hôtels excellents, mais en dehors de Ghadamès et de Cyrène, rien qui puisse être comparé aux villes, aux paysages échelonnés depuis l'Atlantique jusqu'au

golfe de Gabès. Ghadamès et Cyrène sont des perles, mais deux perles ne font pas une parure.

Néanmoins, la visite de la Libye doit être conseillée à nos compatriotes qui s'intéressent à notre Afrique du Nord, à la condition qu'ils la connaissent assez bien pour être en état de juger et de faire des comparaisons. Ils y verront mises en pratique beaucoup d'idées dont nous ferions bien de nous inspirer. Et aussi quelques énigmes, quelques paradoxes de belle taille. Le plus criant de tous, celui qui leur sautera aux yeux dès la première heure de leur séjour, c'est le luxe véritablement impérial déployé en toutes choses, luxe hors de proportions, d'une part avec les ressources du pays colonisateur, d'autre part avec celles de la colonie. L'impression immédiate que donne la Libye, c'est que rien n'est jamais jugé trop beau, trop dispendieux, trop difficile, trop audacieux, qu'un Pactole mystérieux a été découvert caché sous quelque dune, et qu'il coule, inépuisable, pour faire de ces provinces arides des modèles d'urbanisme et de mise en scène.

La question d'argent ne semble jamais intervenir pour freiner les initiatives, amoindrir les réalisations. Voici des millions pour les nouveaux villages des colons, pour leurs écoles, leurs mairies, leur outillage. Il faut que tout cela soit parfait. Voici des millions pour les fouilles, les musées. Il faut qu'ils soient admirables. Voici des millions pour les hôpitaux, pour les prisons, pour les routes, les avenues, les hôtels, les églises, les mosquées. Il faut que ce soient des modèles. Voici encore des millions pour des uniformes, des aquariums, des mobiliers, des essais d'acclimatation. Voici des étalons arabes et des taureaux zébus, des machines, des tracteurs, des trains de camions, des autobus, des aqueducs, des monuments, que sais-je encore ! Il faut que tout soit magnifique, solide, de première qualité. Ne lésinez sur rien : le marbre vient d'Italie, il coûte cher à transporter si loin. Mais peu importe. Il faut le prodiguer partout comme si Rome était encore la Rome qui disposait des troupeaux d'esclaves et levait tribut sur le monde. Et du bronze, et de l'acier, et des mosaïques, et des tonnes de ciment. Il faut que d'un mois à l'autre ce pays ne cesse de se transformer à vue d'œil, qu'il s'équipe comme par magie, — il faut qu'un décor s'élève

comme pour un film d'Hollywood, aussi vite, mais plus beau et bâti de matériaux solides.

Un exemple entre cent : tous les édifices financés par l'État (on n'en construit pas d'autres) sont conçus dans le même style excellent, à la fois classique et très moderne, bien adapté au climat et au paysage. Leurs moindres détails ont été soignés avec un goût qui aurait enchanté Lyautey. C'est ainsi que le dessin du mobilier uniforme des ravissantes maisons de cantonniers qui, par centaines, à trente kilomètres l'une de l'autre, jalonnent toutes les routes, n'a pas été jugé indigne d'être confié, comme d'ailleurs celui des maisonnettes elles-mêmes, à l'un des meilleurs architectes de la métropole. Ce mobilier est joli, solide, pratique. Mais était-il vraiment indispensable que la table des cuisines fût taillée dans une large et lourde dalle de marbre blanc ? A quel prix ces tables sont-elles revenues, une fois distribuées à des centaines de kilomètres à travers le désert ? Taille, emballage, transport par bateau et camion, voilà bien des frais dont plus d'une ménagère aurait su se dispenser en se contentant d'un simple et léger meuble de bois blanc.

Mais qu'est-ce que le prix de ce mobilier en comparaison de dépenses comme celles qui ont été engagées lors du percement de la voie magnifique lancée à travers le plus cruel désert pour relier Tripoli à Bengasi ? Elle a exigé le déplacement de 4 millions de mètres cubes de matériaux (dont 200 000 de roches), l'utilisation de 1 600 000 mètres cubes de caillasse et de béton, de 20 000 tonnes de bitume, de 65 rouleaux compresseurs, de 90 machines à bétonner, de 130 autocars, 130 kilomètres de rails, 1 235 wagonnets Decauville et 60 locomotrices, la construction de 65 maisons de cantonniers. Au total, 4 510 000 journées de travail et une note (officielle) de plus de 100 millions de lires.

Le chantier occupait 3 000 hommes à la fois. Pour ravitailler en eau tant d'hommes et de machines, en plein désert, il fallait envoyer au loin les ravitailleurs. Dans ce pays infernal, la piste détruisait les camions-citernes en moins d'un mois. Pour les remplacer, il fallut mobiliser des troupeaux de chameaux, remplir, vider, faire circuler nuit et jour, sur une sorte de chaîne sans fin montée sur pattes, des centaines et

des milliers de tonnelets. A quel prix ? Peu importe. La route existe. Elle a été ouverte dans un temps record. On a même tenu à l'orner en son milieu, en plein royaume de la désolation et de la soif, d'un arc de triomphe colossal qui, lorsqu'il surgit de loin aux yeux du voyageur stupéfait, lui apparaît comme le symbole de cette colonie de luxe édifiée, semble-t-il, avec une magnifique insouciance des contingences économiques.

***

La population que j'ai vue à l'œuvre en Libye fait grand honneur au pays qui l'a fournie. C'est une population exemplaire, triée sur le volet, encadrée par des fonctionnaires jeunes, allants, passionnément attachés à leur tâche et d'une courtoisie à laquelle je me plais à rendre hommage.

En regardant en Libye ces colons s'échiner avec tant de courage sur le maigre domaine que le sort a eu l'ironie de leur laisser, j'ai souvent pensé à la visite que je fis en ce sombre mois de novembre 1935 au camp d'entraînement de la division « Tevere » symboliquement installé au milieu des terres conquises par le fascisme sur les marais pontins. Cette division était formée uniquement de volontaires italiens de l'étranger. Il en était accouru de toutes les parties du monde. Souvent ils étaient plusieurs membres d'une même famille. Un certain nombre n'étaient jamais, jusqu'à cette occasion, venus en Italie et ne savaient pas un mot d'italien. C'était un rassemblement vraiment extraordinaire. Pendant que je traversais les très modestes baraquements habités par ces hommes, beaucoup se croyaient obligés de manifester leur enthousiasme, leur indignation contre les sanctions, en me priant de noter leurs paroles. L'un d'eux, un tout jeune homme né à Londres, vint à moi et me cria en anglais : « Nous voulons prouver au monde que nous ne sommes pas bons seulement à faire des garçons de café... » Ce cri surprenant, mais émouvant à force de naïveté, est demeuré vibrant dans ma mémoire. J'ai retrouvé son accent dans la voix de mes guides à travers la Libye, colons, ingénieurs, officiers. Il fallait tout le zèle dont on avait su les gonfler pour leur faire supporter sans murmurer une existence austère par principe et non point seulement par nécessité.

Mussolini a maintes fois affirmé son horreur de la vie commode. Le régime qu'il a fondé se charge de mettre dans la tête de ceux qu'il choisit pour les envoyer en Libye cette idée qu'ils ne sont pas mis là pour s'amuser. Dans les villages, pas d'estaminets. Dans les villes, un nombre minimum de cafés, pas d'établissements de plaisirs, pas de dancings ou c'est tout comme, puisqu'ils sont deux ou trois en tout et réservés aux touristes. Les bars, les casinos également. Un officier, un fonctionnaire qui les fréquenterait, ou qui jouerait aux cartes, ou qui poursuivrait quelque flirt extra-matrimonial, se ferait rappeler à l'ordre et, en cas de récidive, punir sans indulgence. On peut être brillant soldat et amateur de tango, excellent agronome et bridgeur impénitent ; Lyautey ne disait-il pas qu'on ne fondait pas une colonie avec des enfants de chœur ? De quelle mine aurait-il accueilli qui se serait hasardé à lui proposer d'instaurer au Maroc les mœurs de ces garnisons libyennes où les célibataires sont astreints à mener vie si sage que le mariage leur apparaît comme un refuge, la paternité comme une condition d'avancement, où la vie privée de tous les serviteurs de l'État (et qui ne l'est peu ou prou !) est soumise à un contrôle serré et toute incartade immédiatement connue et sanctionnée ?

Trop est trop, et quelques confidences m'ont donné à croire que, comme il est normal, cette vertu de commande pèse un peu trop lourd pour pouvoir être imposée indéfiniment. Mais, en attendant qu'elle se relâche, tous ces jeunes gaillards se donnent corps et âme à une mission dont ils sont fiers. Ils sont pleins de foi et d'entrain. Tenter de mettre en valeur un tel pays, créer du neuf, travailler sous l'impulsion d'un chef prestigieux qui fut maréchal à trente-six ans et qui mène son monde comme jadis il enleva ses escadrilles, n'est-ce pas courir une belle aventure digne de séduire une jeunesse bien née ?

Une belle aventure, certes, mais une aventure et à suivre de près. Son développement nous intéresse de plusieurs façons. Si l'entreprise tourne bien, ses enseignements ne doivent pas être perdus pour nous. Si elle tourne mal, — ce qu'à Dieu ne plaise ! — elle placera le régime qui l'a voulue de plus en plus vaste dans une position très délicate. Sa responsabilité est

engagée, il faut qu'il réussisse. Il est à prévoir qu'il n'hésitera devant rien pour éviter un insuccès qui devient de plus en plus intolérable pour lui à mesure que sa mise est plus forte. Autre chose est une colonisation qui voit des individus se lancer dans un pays neuf à leurs risques et périls, chacun avec ses idées, ses moyens personnels, sans trop compter sur un État libéral qui n'essaye pas de tricher avec les grandes lois économiques et réduit son intervention au minimum possible, — autre chose est cette colonisation en quelque sorte naturelle, et celle que le fascisme s'est engagé à mener à bien en Libye.

*
* *

J'ai visité, au sud de Tripoli, ce qui, quelques mois plus tard, devait être un nouveau centre agricole peuplé de centaines de familles directement importées de la péninsule. Si caillouteuse et dévorée par le soleil que pût être leur province d'origine, je me demande de quel œil les candidats ont dû considérer leurs lots lorsqu'ils furent un peu revenus de l'ivresse d'une traversée qui prit l'allure d'une croisière, presque d'une croisade triomphale. Pas un arbre, pas un buisson, pas même un palmier. A perte de vue, des ondulations fauves semées de loin en loin de petites maisons blanches toutes identiques. En découvrant ce paysage qui avait de quoi décourager les chèvres elles-mêmes, je demandai à mon guide sur quel miracle on comptait pour faire subsister, et en nombre, des familles européennes sur ce sable. Il me répondit en me montrant une quantité de pylônes qui, couchés au creux d'un vallon, attendaient d'être posés pour distribuer de ferme en ferme le courant d'une centrale électrique en construction.

Chaque famille devait creuser son puits, pomper l'eau grâce à un moteur et arroser son lopin. Sur le papier, l'affaire apparaissait peut-être viable, mais, sur le terrain tel que je l'ai vu, elle prenait allure de gageure. Que d'aléas en perspective ! En Afrique, la recherche de l'eau réserve toujours des surprises. Elles sont rarement agréables. Si les forages en avaient trouvé en quelques points, qui pouvait garantir que la multiplication des puits n'aurait pas à la longue un effet désastreux ? que le débit de tous serait cons-

tant et suffisant ? Qui pouvait déterminer à l'avance le prix de revient de cultures arrosées avec de l'eau pompée à 50 ou 60 mètres de profondeur ? Les pylônes, les câbles, les moteurs, l'énorme capital investi dans ce centre isolé, le combustible qu'il faudrait pour alimenter la centrale, combustible amené de loin, par cargos et par camions, faute de voie ferrée, les années passées à attendre la pousse des plantations, tout cela pouvait-il être payé un jour par les amandes, les olives, mettons même les oranges et les légumes escomptés ? Et s'il plaisait au ciel pendant la période critique des débuts d'oublier un peu trop longtemps d'envoyer le minimum indispensable de pluie, de multiplier les coups de « guibli » (1), que deviendraient les arbrisseaux et leurs propriétaires ? C'est qu'il ne s'agissait pas d'une expérience pour jardin d'essai. L'enjeu était de poids, des centaines de braves gens avec leurs femmes, leurs enfants, allaient suer sang et eau, consacrer des années de leurs pauvres vies à tenter de réaliser ce qui, peut-être, n'est pas réalisable. Pareil effort mérite respect. Il faut souhaiter qu'il soit récompensé. Mais, en attendant qu'il le soit, il est un peu effrayant à force de témérité.

***

Nous avons vu que la Libye habitable représentait en réalité à peine la surface de 4 ou 5 de nos départements. La conquête terminée, il y restait malgré tout des indigènes. Les habitants des oasis mis à part, — les oasis n'ont jamais tenté les colons italiens, — c'étaient en général des nomades ou des semi-nomades, vivant surtout d'élevage. La guerre et l'émigration avaient multiplié les terres en friche. Pour commencer, on disposa des terres domaniales déjà en partie recensées par les Turcs. On confisqua celles dont les propriétaires avaient disparu ou s'étaient enfuis. On en fit des lots tous distribués dès 1923. A partir de cette date, la nécessité de plus en plus impérieuse de caser un nombre maximum de colons oblige les gouverneurs successifs à se montrer de plus

(1) Le guibli est le nom italien du sirocco, le vent brûlant et desséchant qui arrive du Sahara. En Libye, il n'est pas, comme en Algérie, un peu adouci par la traversée des hauts plateaux. Il souffle directement et grille tout ce qui n'est pas protégé par des écrans.

en plus audacieux et, — pour conserver les résultats déjà obtenus, pour en arracher de nouveaux, — elle les pousse à s'affranchir de plus en plus résolument de toutes les entraves possibles. Les millions entrent en branle et leur course ne va cesser de s'accélérer au point de devenir étourdissante ; un problème se pose qui, avec les années et l'évolution de la politique italienne, deviendra de plus en plus compliqué : il s'agit de concilier « *la nostra necessità colonizzatrice* avec un minimum de respect de la propriété indigène ». Qu'elle soit un bien ou un mal, l'émigration est une nécessité physiologique pour le peuple italien. « Nous avons faim de terres parce que nous sommes prolifiques et entendons demeurer prolifiques... » C'est Mussolini qui l'a dit et Mussolini a toujours raison (article VIII du décalogue fasciste). Cette faim si franchement affirmée va obliger l'État colonisateur à se tailler d'année en année une part de plus en plus large dans le morceau disponible en Libye. Après les terres domaniales ou abandonnées, on mit la main sur celles qui ne portaient ni bâtiments agricoles, ni plantations d'arbres. En pareil pays elles ne manquaient pas. La valeur des biens ainsi expropriés étant calculée sur la base de la valeur moyenne pendant les cinq années précédant 1912, l'opération était en tous points avantageuse pour les nouveaux maîtres du pays. Le moindre lopin en friche se trouvait *ipso facto* leur propriété, cela faisait autant d'espace de gagné au profit des fermes italiennes. En même temps, cela rendait impossible à l'avenir toute spéculation foncière, cela arrêtait net la colonisation libre jugée trop délicate à contrôler.

En 1925, c'est un agronome italien de valeur, M. de Cillis, qui écrivait : « L'importation de l'ouvrier agricole italien n'est ni pour maintenant, ni pour longtemps encore, ni désirable, ni à conseiller... » Pour obéir aux vieux principes à l'ombre desquels s'alourdissent les bas de laine, il est incontestable qu'il aurait fallu résister à la pression des immigrants, n'élargir les expériences qu'une fois les résultats acquis et laisser les particuliers, les banques prendre à leur compte la plus large part possible des premiers frais. Autrement dit, procéder prudemment, par étapes sagement espacées et laisser se créer de grandes propriétés, quitte à les morceler plus tard. Pour l'Italie mussolinienne, ces res-

trictions étaient inacceptables : le souci de faire vite, de fonder un empire prestigieux, de soulager une métropole surpeuplée, de lutter contre le chômage et de multiplier le nombre des petits propriétaires agricoles devait l'emporter sur toutes autres considérations, à n'importe quel prix.

Quand en 1925 le comte Volpi avait quitté la Tripolitaine, 67 400 hectares avaient été domanialisés et 35 150 concédés. Entre 1926 et 1929, son successeur porta ces chiffres respectivement à 95 110 et 66 615 hectares. Le maréchal Badoglio, en laissant sa place au proconsul actuel en 1933, les avait poussés à 202 827 et 131 461 hectares, soit pour le domaine colonisé une augmentation de 29 696 hectares. A la fin de 1932, chaque hectare gagné sur la brousse avait coûté à l'État, rien qu'en subventions, 1 806 lires pour les concessions de moins de 75 hectares, 828 pour celles de 75 à 400 hectares, et 575 pour celles de plus de 400 hectares. Plusieurs années consécutives de sécheresse exceptionnelle coïncidant avec l'extension de la crise mondiale avaient bouleversé toutes les prévisions, alourdi au delà de toute mesure les frais d'une colonisation artificielle hâtivement entreprise avec une population si pauvre qu'il fallait constamment s'ingénier à élargir le crédit sans lequel elle serait morte de faim. Il lui fallait sans cesse de l'argent frais pour l'aider à se cramponner. Non seulement l'État avait pris à sa charge la construction des centres ruraux, financé pour une large part toutes les premières opérations indispensables, défrichage, défonçage, clôturage, irrigation et plantation des pépinières, semailles, outillage, non seulement il s'était chargé d'amener à pied d'œuvre les familles et de leur donner de quoi attendre les premières récoltes, mais encore aux prêts avec intérêts il avait dû se résigner à ajouter des prêts sans intérêts, remboursables en quinze ans et à laisser passer le maximum de ces prêts de 100 à 300 lires par hectare. Et pendant ce temps il trouvait encore le moyen de multiplier les routes, les édifices publics, toutes ces créations dont j'ai décrit plus haut l'éclat.

En 1936, lors de la triomphale visite du Duce, l'étendue des terres domanialisées dépassait 280 000 hectares, celle des terres concédées 193 000 hectares, celle des terres défrichées 167 000 hectares. Plus de 300 millions de lires (chiffre officiel,

donc modeste) étaient jetés sur cette surface partagée entre 544 exploitations agricoles de moins de 50 hectares, 211 de 50 à 400 hectares, 48 de 400 à 1 000 hectares et 38 de plus de mille hectares. Au total existaient en Libye 841 fermes italiennes travaillées par 1 422 familles représentant 7 746 individus.

Si l'on considère qu'il ne s'agissait encore là que de nouveaux venus dont, les rares céréaliculteurs mis à part, les plus avancés devaient encore attendre trois ou quatre ans pour la vigne, une quinzaine d'années pour l'olivier ou l'amandier, avant de ramasser un seul couffin de récolte ou peut-être d'apprendre que leur lot était sans espoir, on peut concevoir une idée de la forêt de points d'interrogation qui, — en attendant mieux, — surgissait dès cette époque sur les deux provinces. Or, loin de juger le moment venu d'arrêter au moins pour un temps les frais et de limiter le cas échéant les déboires, le fascisme n'a cessé depuis lors de hâter, de multiplier lotissements et constructions. Toute la presse mondiale a retenti cet automne du bruit de l'arrivée à grand spectacle de 20 000 nouveaux colons installés sur l'heure dans 1 800 maisonnettes neuves, meublées, dotées d'un cheptel et d'un outillage, groupées autour de six villages pourvus de tous les édifices publics nécessaires et réparties sur 60 000 hectares supplémentaires qui portent à 1 183 696 hectares la superficie actuellement accaparée par les bénéficiaires de la « *colonizzazione demografica intensiva* ». Et ne croyez pas qu'il s'agisse là de la dernière vague d'assaut : les 700 000 indigènes ont dû faire place à près de 150 000 Italiens. Ils sont prolifiques et déjà à l'étroit. Mais peu importe, on annonce l'arrivée en 1940 de 20 000 colons de plus et certains écrits prévoient avec un optimisme déconcertant le jour où près d'un million d'immigrants seront installés en Libye.

***

Il n'est pas possible d'imaginer qu'un régime qui s'est montré capable par ailleurs de mener à bien de façon magistrale plusieurs entreprises audacieuses et difficiles telles que l'assèchement des marais pontins et la conquête foudroyante de l'Éthiopie, n'ait pas envisagé tous les risques de l'aventure

dans laquelle il a lancé des milliers de ses nationaux et un nombre imposant de milliards. Il est difficile de croire qu'il se soit laissé entraîner à la légère. Néanmoins, à bien considérer les faits, comment ne pas être saisi par ce qu'il y a de paradoxal dans son attitude vis-à-vis des indigènes, de contradictoire entre la politique franchement envahissante qu'il poursuit au bénéfice de ses nationaux et celle qu'il prétend faire sienne à l'égard des musulmans ?

C'est, il y a plus d'un an déjà, à Tripoli, qu'ont été prises les premières mesures, sinon franchement hostiles aux Juifs, du moins pénibles pour eux. Il leur avait été défendu de fermer leurs magasins le samedi et le bruit courait que, pour couper court à leurs protestations, leur grand rabbin avait été fessé devant la délégation de notables qui l'accompagnait au Castello, le palais rempli de merveilles où le maréchal Balbo a réuni ses bureaux. J'ignore si le bruit était fondé, je sais seulement qu'il suffisait qu'il courût pour qu'une caricature que j'ai vue à cette époque, affichée dans le hall du plus bel hôtel de la ville, devînt remarquable. Elle représentait un individu au profil caractéristique qui paraissait avoir été calqué sur une de ces publications antisémites qui font florès en Allemagne. L'affreux personnage, le cigare aux lèvres, s'était affalé dans un de ces fauteuils confortables dont les Anglais ont lancé la mode. Au-dessus de lui surgissait l'ombre herculéenne d'un légionnaire romain aux pectoraux impressionnants qui regardait avec mépris le poussah vautré dans son confort. Il proclamait : « Souviens-toi que la Palestine comme la Grande-Bretagne ont été colonies romaines... »

Brimer les Juifs sera pendant longtemps encore un moyen facile d'être agréable aux Arabes en flattant leur haine héréditaire et, — par contre-coup, — de faire pièce à qui se rend suspect d'être favorable à leur bête noire. Mais s'il peut être avantageux de pouvoir se vanter devant eux d'avoir « nettoyé » l'Italie et de proclamer la déchéance des rivaux « asservis par Israël », quand bien même on pousserait le zèle jusqu'à pendre toute la juiverie de Libye, cela ne changerait pas un iota aux données d'un problème dont tous les musulmans soupçonnent plus ou moins la gravité croissante : comment leurs coreligionnaires pourront-ils supporter

sans inconvénients l'envahissement méthodique des meilleures terres de la Libye par une immigration massive de colons italiens ?

Dès 1936, il a suffi que le ciel diminuât de moitié la ration annuelle de pluie pour acculer la population tripolitaine à un désastre presque irréparable. Cette population vit en grande partie d'élevage. Elle n'a pas de réserves, son bétail constitue le plus clair de sa richesse. Faute d'eau, il mourrait en masse. Il fallut un chef de l'envergure du maréchal Balbo, doté de moyens tels que les siens et entouré d'une équipe comme la sienne, pour improviser dans le minimum de temps le transport jusqu'à la côte et l'embarquement sur une flotte hâtivement rassemblée à cet effet de 350 000 têtes de bétail et leur débarquement en Cyrénaïque, leur répartition sur le djebel, leur rapatriement quelques mois plus tard. Songez un peu aux difficultés presque inextricables d'une pareille entreprise ! Si le gouvernement français se voyait demain dans l'obligation d'expédier par bateaux tout le bétail breton en pays basque, l'affaire ne serait que peu de choses en comparaison, grâce aux facilités de ravitaillement et de transport par voie ferrée. Au seuil du Sahara, ce sauvetage par transhumance a été un véritable tour de force. Ce qu'il a pu coûter, nous l'ignorons. Ce qu'il faut en conclure importe davantage : pourquoi a-t-il fallu à tout prix le tenter ? parce que dès cette époque une proportion considérable des pâturages de la Tripolitaine avait été mise en culture. Le refuge traditionnel des troupeaux indigènes en cas de pareille calamité avait été rogné, la marge de sécurité naturelle n'était plus assez large. En admettant même qu'elle l'eût été, une autre constatation s'impose : si, au prix d'un aussi coûteux effort il a été possible, il y a trois ans, d'éviter un désastre, à présent que des milliers de nouveaux colons sont venus s'installer en Cyrénaïque, la prochaine fois qu'il plaira à Allah de se montrer intraitable, il ne sera plus possible d'avoir recours à cette suprême ressource. Alors, que fera-t-on des bêtes assoiffées et des pasteurs aux abois ?

Le plan de colonisation intensive mis en vigueur l'an passé prévoit le forage de 35 puits artésiens nouveaux, de 40 puits ordinaires, d'un grand aqueduc et de trois plus petits. Il n'est pas douteux qu'à force d'en chercher le moyen, on finira

par augmenter les ressources en eau de la colonie. Mais dépasseraient-elles les prévisions les plus optimistes, ce fait n'en demeurerait pas moins que les indigènes auront dû, quasi sans transition, modifier du tout au tout leurs habitudes séculaires, renoncer à promener leurs bêtes sur la plus belle part de leur patrimoine, essayer de s'accoutumer à mener une vie sédentaire au milieu de ces barrières, ces clôtures qui de tous les côtés ont surgi pour leur donner le sentiment d'un envahissement inexorable de leur sol. Comment s'étonner après cela qu'au delà des frontières libyennes cette « faim de terres » affichée par l'Italie ait donné à réfléchir à plus d'un ? Le bruit du débarquement de 20 000 colons à la fois aurait suffi, s'il en avait été besoin, à réveiller les échos de la conquête de l'Éthiopie.

Que les pupilles de l'Italie détestent leurs maîtres et soient prêts, comme en 1914, à lever l'étendard de la révolte à la première occasion, cela paraît donc, au premier abord, logique. En fait, il ne faut peut-être pas beaucoup plus se fier à ce postulat qu'à son antithèse. Seule l'épreuve se chargera de nous dire ce que pensent les indigènes de l'épée de protecteur de l'Islam que le Duce a cru bon de se faire offrir en grande pompe à Tripoli. Arme vraiment singulière : une statue de Mussolini à cheval la brandissant à bras tendu se dresse en mémoire de l'événement, là où il eut lieu. Cette statue a été bénite par un prêtre catholique ; ainsi ne manque-t-il plus aucun caractère contradictoire à cette « sif el Islam », *l'arme de la guerre sainte des musulmans contre les infidèles, qui fut offerte à un infidèle par un schismatique hibadite.*

*
* *

Que beaucoup de musulmans aient trouvé à redire à cet instrument d'un métal un peu douteux, c'est certain. Mais il n'en demeure pas moins vrai que le fascisme, en Libye comme ailleurs, a entrepris d'embrigader, d'éduquer la jeunesse. Il s'occupe très intelligemment des petits Italiens transplantés, fait le nécessaire pour qu'ils ne souffrent ni au moral, ni au physique, de l'éloignement. Il organise, — et nous ferions bien d'en faire autant, — des échanges d'enfants pendant les vacances. En 1936, cent cinquante écoliers de la

péninsule sont venus faire un séjour en Cyrénaïque. C'est de l'excellente propagande coloniale et il est question de la développer. Mais elle ne se contente pas de s'occuper des nationaux. Elle étend sa sollicitude aux jeunes indigènes, et c'est encore une initiative dont nous pourrions nous inspirer avec profit. Un organisme spécial, la G. A. L. (*Gioventù arabo del Littorio*), recrute les éléments les plus intéressants, s'efforce à vaincre leurs préventions, à gagner leur sympathie, à stimuler leur zèle, à leur donner une haute opinion de l'Italie fasciste. Il rassemble les enfants de notables âgés de six à dix-huit ans, leur donne des cours, des leçons d'hygiène, des livres, leur fait faire des sports et, naturellement, de la préparation militaire. Il les flatte en leur délivrant un uniforme et les tient en haleine, les pare d'un prestige aux yeux de leurs congénères, en offrant aux plus dociles un voyage en Italie. En 1936, douze cents d'entre eux ont été à Rome, vêtus, nourris, logés et promenés aux frais du gouvernement. Ils ont fait une magnifique excursion de seize jours au total. Et, pour comble, les traitements et salaires de ceux des petits pèlerins qui avaient un emploi leur furent intégralement versés à leur retour. On imagine la joie, l'éblouissement de ces enfants qui ne peuvent oublier l'accueil triomphal qu'on leur a ménagé à Rome. Chacun d'eux, dans son milieu, a des chances de devenir un excellent agent de pénétration.

La G. A. L. groupe plus de 12 000 adhérents. Elle dépend directement de la Milice fasciste. Elle va être dotée d'un club à Bengasi qui portera le nom de « Maison pour la Jeunesse arabe du Faisceau ». Il est à prévoir que cette construction ne sera pas mesquine.

***

La colonisation en Libye est une aventure énorme. A la lueur de la pétarade dont les manifestations incongrues du 30 novembre dernier, à Rome, ont donné le signal dans toute la presse italienne soudain « spontanément » déchaînée contre nous, il se dessine quelque chose qui pourrait être au moins un motif secondaire de l'extraordinaire effort financé à l'est de notre Tunisie : ceux qui l'ont mis en scène n'ont-ils pas songé à monter une machine à double détente, à l'usage de leur propre opinion publique et de celle des nations sympa-

thiques ? La propagande est une arme qui, au cours du conflit menaçant, sinon inévitable, révélera une importance que nous avons le tort en France de ne pas même soupçonner. Quel parti ne peut-elle pas tirer (ou espérer tirer) d'une argumentation articulée comme un chien de fusil ? Premier cran : « Cet affreux désert, voyez ce que j'ai su, ce que j'ai eu le courage d'en faire. » Et second cran : « Voyez comme elle est ingrate, cette terre qui nous est échue en injuste partage. Voyez comme elle est insuffisante pour rassasier notre faim. Nous n'avons rien épargné pour en tirer si peu que rien. Il nous faut autre chose... »

Si cette hypothèse doit, par malheur, se révéler exacte dans l'avenir, je comprendrai mieux pourquoi j'ai trouvé répandu à profusion, en Libye, ce texte de M. Mussolini; parlant des Italiens à l'étranger, il s'écrie : « ... Cette Tunisie à laquelle nous avons renoncé dans un moment de sottise colossale, cette Tunisie que nous avons reconquise grâce à l'ouvrage merveilleux des colons siciliens qui, aujourd'hui, travaillent sous la régence française, mais qui, très probablement, travailleront demain sous la régence italienne... »

Les accords que l'Italie vient de dénoncer avaient été signés en 1935. Le discours dont ce texte est tiré a été prononcé en 1920. Mais la brochure, distribuée par les soins du *Dopolavoro,* qui le reproduit, a été imprimée en 1936.

* * *

SPECTACLES

MATHURINS-PITOEFF

Un Ennemi du peuple, pièce en cinq actes d'Henrik Ibsen, traduction de Ad. Chennevière et C. Johansen, mise en scène et décors de Pitoëff.

La reprise de l'*Ennemi du peuple* a été un triomphe pour Pitoëff et sa troupe. Pitoëff a joué le rôle de Stokmann avec un talent, un naturel, une vie admirables. Il est impossible d'incarner avec plus de vérité et de compréhension l'honnêteté et la grandeur chimérique du personnage, médecin scrupuleux et bon, savant et gai, croyant avec une puérile candeur à la générosité et à la loyauté de tous ceux qui l'entourent. Mais il faut brièvement expliquer le conflit où le brave Stokmann connaîtra l'amertume d'une expérience sociale et dont il sortira plus fort et plus grand, bien que dépouillé et honni. Cette pièce, dont le sujet peut paraître austère et même ennuyeux, est d'un intérêt passionnant de la première scène à la dernière et ne cesse de divertir par le relief des caractères qui se dessinent avec un haut sens de la médiocrité humaine, au cours des péripéties où le comique exact de l'observation cache le drame de la conscience et de la vérité bafouées. Et cette histoire pourrait être d'aujourd'hui. Elle est sans date. Elle se situe en une petite ville de Norvège, mais elle peut être arrivée et arriver encore n'importe où. Les mœurs et les combinaisons de certains milieux sont toujours les mêmes et la maîtrise scénique d'Ibsen nous impose ici sa puissance avec un mélange d'adresse théâtrale et de force vitale qui subjugue et conquiert. Et pourtant, ce n'est là qu'une anecdote dont le point de départ est une humble conduite d'eau.

Thomas Stokmann est le médecin d'une station thermale.

Son frère aîné, sous-préfet de la ville et président de la Société des bains, est Peter Stokmann. Il est avisé en affaires et a tiré son cadet Thomas d'une presque pauvreté en lui faisant donner près de lui cette situation agréable et lucrative de médecin. En soignant les baigneurs, Thomas a observé chez certains des troubles intestinaux. Ce qui n'empêche pas ces baigneurs de vanter la vertu des eaux, de venir en grand nombre les ingurgiter, et de s'en trouver souvent guéris d'autres maux.

Thomas fait analyser les eaux. L'examen la révèle pleine de microbes et la suite de son enquête, — qu'il a tenue secrète, — prouve que la tannerie du beau-père de sa femme et les écoulements de la vallée ont rendu cette eau pernicieuse. Thomas triomphe, car les travaux, au moment de la fondation de l'établissement, n'ont pas été approuvés par lui. Et, se félicitant de savoir la vérité sur l'insalubrité des eaux, il veut la divulguer dans un article sensationnel qui paraîtra, chez ses amis les journalistes libéraux, dans le journal influent du lieu, *la Voix du peuple.*

Ces journalistes, d'abord enchantés de ce scandale qui sera nuisible aux dirigeants de l'endroit, tous gros actionnaires de la Société des bains, ne tardent pas à se ranger du côté de Peter Stokmann en abandonnant la cause pourtant juste et nécessaire de Thomas. Car Peter songe, avant tout, à ses intérêts personnels, à ceux de sa famille, à ceux de l'affaire de l'établissement. Or, si on s'engage dans des réparations, des travaux qui changeront le cours des eaux, les dépenses seront énormes ; elles augmenteront les impôts et, de plus, les bénéfices de l'établissement que l'on devra fermer pendant deux ans manqueront... Aussitôt « la majorité compacte », que les journalistes avaient annoncée à Thomas comme devant le soutenir et l'aider, se dérobe ; les journalistes, Hovstad et Billing, et l'imprimeur Aslaken, qui prêche la modération avec une hypocrisie doucereuse, refusent d'imprimer l'article de Thomas, non seulement dans le journal, mais encore en une brochure dont Thomas paierait les frais. Thomas décide donc de parler en une réunion publique afin de divulguer oralement ce que nul ne veut insérer.

Abandonné de tous, car ses amis préfèrent leurs intérêts à cette folie de vérité, il ne trouve à louer aucun local. Seul,

un jeune marin, amoureux de la fille de Thomas, lui prête une salle et paiera cette complaisance de sa place, car on le congédiera. La réunion publique est d'un réalisme caricatural qui, en ses mouvements de stupidités et d'interventions diverses, fait grand effet. Là, après quelques discours, cette question des eaux devient la source d'un symbole social. Ces eaux pernicieuses, ce sont les mensonges de la société, et Thomas Stokmann, abandonné par la « majorité compacte », a compris qu'elle est la plus dangereuse ennemie de la salubrité générale. La majorité est composée d'un grand nombre d'incompréhensifs et d'imbéciles.

Et la pièce devient un débat entre cette loi du nombre et la supériorité de l'élite. La pièce devient un plaidoyer en faveur de l'aristocratie intellectuelle. Aussi le public de la réunion publique est-il furieux. Thomas Stokmann, pour avoir voulu épargner à des baigneurs de boire une infusion de microbes, Thomas Stokmann, pour avoir trop parlé à ce sujet, est déclaré : *Ennemi du peuple.* On l'injurie, on le chasse, on casse les vitres de sa maison à coups de pierres. Sa fille perd sa place d'institutrice, et il va sans dire que lui, Thomas, perd sa place de médecin des bains. Il pensait à quitter cette ville ingrate, mais l'excès de la persécution l'incite à y demeurer ; l'excès aussi de la bassesse dévoilée de ses concitoyens, car le beau-père, propriétaire de la tannerie qui contamine les eaux, a acheté toutes les actions de la Société des bains ; or, cette somme était tout l'avoir qui devait revenir à la femme et aux enfants de Thomas Stokmann...

Hovstad et Aslaken, ayant eu vent de cette opération, ont cru que le docteur était un malin qui n'avait fait tout ce bruit que pour réaliser par l'entremise du beau-père un bon coup de Bourse. Ils viennent en réclamer leur part en offrant de nouveau leurs services... Thomas Stokmann les chasse à coups de parapluie. Aucune illusion ne peut lui rester sur l'honnêteté de ses anciens amis. Mais il continuera à habiter cette ville, fort de sa solitude et de l'amour des siens, femme, fille et fils. Il offrira, aux triomphants combineurs, le remords vivant de sa présence, de son honnêteté, de sa pauvreté. Peut-être fera-t-il quelques disciples ? Mais il vient de découvrir une vérité profonde : l'homme le plus

fort est celui qui est le plus seul... Sur cette parole orgueilleuse et antisociale, le rideau se ferme. Il y a de l'Alceste en Thomas Stokmann. Puisque la société n'est fondée que sur des mensonges, fuyons la société... Ces caractères ne sont pas faits pour s'accommoder des déceptions inévitables et quotidiennes et ne rendent pas autour d'eux la vie facile... car voici tous les Stokmann sans un sou. Mais, quels excellents sujets de drame et de comédie !

J'ai déjà dit avec quel talent, quelle verve, quelle prodigieuse mémoire, quelle force de vie M. Pitoëff a joué le rôle écrasant de Thomas Stokmann. Mme Pitoëff, dans le petit rôle de Petra, sa fille, est délicieuse de jeunesse et de libre fierté. Mme Gernanova est excellente en épouse dévouée, mais anxieuse, admirative et inquiète. Les deux enfants, Oudet et Peiffert, leurs petits garçons, sont charmants. Quant à Louis Salou, à Jean Hort, le premier en Peter, le préfet, le second en Aslaken, l'imprimeur obséquieux qui prêche la modération, ils sont parfaits ; Jean Hort est souvent d'une drôlerie irrésistible en ses doucereuses et ironiques sournoiseries. Pierre Risch en Hovstad et Jean-Pierre Gay en Billing, — tous deux rédacteurs à *la Voix du peuple*, — jouent fort bien ; Jacques Malet, Sacha Pitoëff, Duchemin, Mory, Chabert et même toute la foule de la réunion publique sont à complimenter. Je pense que le théâtre Pitoëff tient un grand succès.

COMÉDIE-FRANÇAISE : *Athalie*.

La série des représentations commémorant le tricentenaire de Racine a commencé au Théâtre-Français par *Athalie*, mise en scène par M. George Le Roy. Un beau décor de M. Louis Sue, la musique large et dramatique de Hændel adaptée avec talent par M. Jacques Chailley, les voix si pures de la chorale Y. Gouverné encadraient noblement d'architectures de lignes et de sons ce tableau biblique d'une si majestueuse férocité. On peut s'étonner que Racine ait conçu pour les oies blanches de Saint-Cyr une pareille tragédie. Les événements de l'Histoire sainte, appris dès l'enfance, sont de ce fait comme voilés en leur cruauté vengeresse aux yeux adolescents, et la splendeur poétique des

vers raciniens, leur beauté rythmique, leur harmonie, leurs images achèvent pour de jeunes esprits de voiler de pourpre tout ce sang. M. Brunot nous a fait lecture, devant le buste à grande perruque et avant le lever du rideau, d'une très belle étude de M. François Mauriac sur cette *Athalie*, page tirée de sa *Vie de Racine*. On comprend que l'auteur de *Genitrix* et du *Nœud de vipères* ait une prédilection pour cette tragédie, où les mœurs familiales atteignent à un degré surprenant de criminelle horreur. Athalie, cette aïeule royale teinte du sang de ses fils et que, devant son petit-fils enfin reconnu roi, le grand-prêtre Joad envoie au supplice mérité, compose un spectacle terrible. En vain, on tente de l'adoucir par les stances pieuses, les adorations douces de l'Éternel, la pureté de Josabeth,. les chœurs de jeunes filles, l'innocence de Joas-Éliacin, nous sommes parcourus, du premier vers au dernier, par le frisson du danger, de l'épouvante et du meurtre, et je crois que ce frisson, l'interprétation, au lieu de tenter de l'apaiser, devrait sans cesse en préciser la fureur. C'est pourquoi j'ai trouvé Mme Rouer, en Josabeth, trop douce, les récitantes trop sucrées, et, d'ailleurs, toutes, elles ignorent la musique véritable des vers. Mais Joas, — Mlle Renée Faure, — est très bien, déjà farouche en sa candeur ; elle a eu un très beau mouvement en s'échappant des mains d'Athalie voulant capter sa confiance ; Jeanne Sully est fort suffisamment virile en Zacharie ; Alexandre en Abner a trop de bonhomie ; M. Balpêtré en Ismaël a indiqué le ton d'horreur que l'on devrait maintenir, mais, isolé, a pris l'air d'un traître un peu mélodramatique.

Athalie, c'est Mme Mary Marquet. Je l'ai trouvée fort intéressante, car elle a voulu incarner une souveraine qui se sent déjà atteinte et presque vaincue. Elle a dit le fameux songe à la manière de la grande Sarah, d'un ton hagard et somnambulique ; on lui a reproché sa pâleur fantomatique ; j'ai aimé cela, car, déjà, elle se rapproche des fantômes, et, fille de Jézabel, on comprend son dégoût des vieillesses fardées. Enfin, quand Joas s'approche d'elle, qu'elle reconnaît en lui, avec terreur, l'enfant du rêve atroce, avant de pressentir le petit-fils, elle a admirablement fait comprendre un involontaire mouvement d'aïeule qui, même menacée, même sanguinaire, subit un instant le charme secret de l'enfant,

un attrait qui l'atteint aux entrailles. Et cela ne l'empêcherait pas, plus tard, de le sacrifier... Mais ce monstre royal a eu ce frémissement de femme. Mme Mary Marquet a donc compris et interprété ce rôle illustre avec beaucoup d'intelligence et de talent. Et sa haute apparition, vêtue et casquée d'or, inhumaine sous cette carapace d'idole, était d'un grand effet.

Celui qui domine tout le drame de sa puissance et de son audace révérée, c'est Joad, et M. Yonnel l'a joué en grand artiste, en admirable diseur de vers, en acteur de premier ordre. Sa voix, tour à tour harmonieuse ou d'une sonorité violente et métallique, a des flexibilités étonnantes pour suivre celles d'une poésie incomparable, d'un texte sans rival, dont le « français » étonnamment moderne pour son siècle est d'une qualité si pure, si solide et si souple à la fois. M. Yonnel, très beau en sa robe mauve, sa tunique chamarrée, et sous la coiffure bizarre du grand-prêtre, a semblé soulevé d'un prophétique et ardent délire lorsqu'il s'est écrié : « Cieux ! écoutez ma voix ! Terre ! prête l'oreille... » Ce fut d'une haute beauté et c'est avec une autorité digne de tous les éloges qu'il a soutenu tout ce rôle admirable, où la violence est sacrée, où la rigueur est juste, la fidélité ardente, et où la tendresse pour Joas roi est timide comme une douce proie déjà sacrifiée sur un autel, celui du fervent respect pour la race de David...

L'ensemble de l'interprétation, en résumé, est fort bon. Et l'impression générale, malgré ces quelques observations et critiques que peut faire un spectateur attentif et impartial, est très noble, très émouvante et très belle.

THÉATRE CHARLES DE ROCHEFORT

Trésor, par M. André Rivollet. — *La Dernière Comédie*, trois actes de M. Paul Sebestyen.

Ce théâtre nous a donné successivement deux pièces amusantes. *Trésor* de M. Rivollet était l'aventure d'une jeune mariée que l'on pourrait qualifier *la Sœur de Gribouille...* Mais le titre est déjà pris par l'immortelle Mme de Ségur. Ayant épousé un jeune homme, dit « à bonnes fortunes », Trésor prend le parti, craignant d'être trompée, de choisir

elle-même la maîtresse de son mari... Ledit mari, épris de sa femme, se prête au jeu, afin de lui donner une leçon et un peu d'expérience des mouvements du cœur. Car Trésor devient jalouse et, après des péripéties puérilement drôlatiques, dont quelques-unes chez un fleuriste doué d'une afféterie digne du sexe faible, tout s'arrange au mieux. Trésor, c'était la délicieuse Jacqueline Porel ; et sa mère, incompétente et donneuse d'avis périmés, Alice Tissot, qui nous semble toujours jouer le rôle des célèbres *Dames aux chapeaux verts* ; le mari, c'est Claude Lehmann, et une troupe les encadrait qui paraissait se divertir à jouer une charade et à nous faire rire de ces naïvetés aimables, à la fois enfantines et sentimentales, à la campagne, un soir d'été.

Une pièce d'un auteur yougoslave succéda à cette gentille *Trésor* qu'avaient montée les « Compagnons du Tréteau ». Cette *Dernière comédie*, pièce en trois actes de M. Paul Sebestyen, unit le genre Pirandello au genre Grand-Guignol. On pourrait y frémir, mais on se contente d'une curiosité assez détachée et on ne s'ennuie pas, tout en n'accordant aucun crédit à ces drames superposés. Une histoire d'amour met aux prises un jeune acteur, une jeune actrice et la femme du directeur du théâtre. Ce dernier est Charles de Rochefort ; il tient son rôle avec le plus grand talent, doublé d'une habitude qui lui donne en ce personnage un naturel aisé. Machiniste, électricien font partie du drame. L'électricien, pour plaire à la patronne qu'il adore, essaiera de tuer sa jeune rivale, mais c'est lui qui sera victime de l'imprudence avec laquelle il a manié les fils destinés à faire tomber un projecteur sur la tête de la victime choisie... et que l'on croit morte, lorsque sur la scène tout s'éteint au moment psychologique et que l'on entend grand bruit et grand cri. La vérité, la probabilité, la suspicion, le mensonge prennent tour à tour leurs masques et les échangent. C'est à la fois compliqué, incompréhensible, évident. Mme Mary Grant, blonde et délicieuse, Mme Germaine Kerjean, belle et passionnée, MM. Raymond Faure, Deprez, Lerieux, Malbert, Freyce, Valliery entourent avec talent M. Charles de Rochefort.

Mais il faut applaudir tout particulièrement M. Paul Demange qui, dans une scène d'une ironie et d'une vérité

impayables, joue le rôle d'un auteur, infligeant au directeur la lecture de sa pièce et les observations flatteuses qu'il y ajoute à son propre sujet. Le comique et l'importunité de cette vanité sont rendus pas M. Demange avec un talent étourdissant, et son succès pourrait faire, à lui seul, celui de toute la pièce.

ARCHIVES DE LA DANSE

Danses classiques japonaises. — Exposition de la Danse japonaise à travers les âges.

M. Rolf de Maré continue la très intéressante série de ses expositions, retour de ses voyages. Après celle, si fascinante, des Indes néerlandaises, après les danses des princes balinais qui nous ont laissé des souvenirs inoubliables, voici des « impressions » d'un voyage au Japon. La « Kokusai Bunka Shinkokai » asquiesça avec empressement au projet que lui exposa M. de Maré, lors de son séjour au Japon, en février 1938, et participa à cette réussite. Poupées vêtues de costumes de danses, masques, — dont beaucoup sont de la plus grande et singulière beauté, — éventails, estampes, accessoires variés, tableaux de décors, photographies, livres, revues, affiches, instruments de musique, objets de toute sorte, et amusante réduction du théâtre Kabuki avec tous ses acteurs rangés en cercle coloré et minuscule... tout cela est d'un rare intérêt et charme longuement le visiteur. Je pense que mesdames les modistes s'arrêteront, le crayon en main, devant cette poupée, grandeur nature, représentant *la Jeune fille à la glycine*, « Fouji Mousmé », personnage principal des danses trac it onnelles. Rien de plus séduisant que ce gracieux mannequin vêtu d'un ravissant kimono bariolé, portant sur l'épaule une longue grappe de fleurs mauves, et coiffée d'un chapeau qui fera rêver toutes les élégantes éprises d'originalité. Ce chapeau, laqué noir, aux bords incurvés en dedans, à la calotte creuse telle une vasque, est doublé d'argent et retenu sur la chevelure et la tête lustrées par un double entrecroisement de liens cramoisis dont les uns passent en brides de chaque côté du visage, dont les autres soutiennent l'édifice en arrière et sur la nuque, et dont la complication minutieuse se rejoint en un nœud fixé « sur »

le menton, exactement incrusté en ce petit creux que l'on a sous la bouche. Que sont, en comparaison de ces raffinements difficiles, ô mesdames ! vos nœuds en catogan, vos élastiques dissimulés et vos « suivez-moi, jeune homme » ? Le nœud sous la bouche sera, j'en suis sûre, à la dernière mode cet été ou à l'automne.

Aux Archives de la danse, des films seront présentés et des conférences auront lieu. Je ne veux vous parler aujourd'hui que des très curieuses danses classiques qui ont formé le programme de la séance d'inauguration. M. Yoshiaki Harada, très célèbre danseur japonais, a dansé seul : Bugaku et Nô. Bugaku nous le montre masqué d'un masque terrible et vêtu d'un magnifique costume chatoyant où dominent le rouge et l'or. Ses attitudes, ses mouvements, ses pas sont sans doute l'expression de sentiments millénaires ; la brièveté doit en être saisissante pour le spectateur qui en connaît le sens secret, concentré en quelques gestes, bonds, expressions, immobilités et détentes mystérieux. Danse intense et rapide comme, en littérature poétique, la beauté condensée en quelques mots par l'image verbale et le parfum du sentiment de ces chefs-d'œuvre que sont les haï-kaï.

Nous admirons, ensuite, une danseuse ravissante, Setsuko Harada, en papillon... admirable, costume vert et blanc, ailes dorées, chevelure noire : elle palpite, elle se ferme, elle tente l'envol, elle se pose... Peut-être est-elle sœur ou épouse du danseur Yoshiaki. Mais, n'en jurons pas... M. de Maré ne nous a-t-il pas dit tout à l'heure que, au Japon, ayant demandé à être présenté à une danseuse qu'il avait jugée incomparable, on lui amena un mûrissant monsieur rondelet ? Les hommes ont coutume de jouer et danser souvent en femmes, vieil usage qui se perpétue et donne lieu à des surprises. Nous y serons pris tout à l'heure quand le même Yoshiaki Harada mimera avec une grâce exquise deux danses, où il semble une belle et expressive jeune fille dans Kasa-Odori, où en kimono violet il joue à ravir d'une grande ombrelle verte aux pendeloques de laque rouge, et vêtu d'un kimono jaune et le front ceint d'une écharpe aubergine dans la danse des îles Loochoo. Il suit les méandres d'un chemin imaginaire et les indications d'une musique aux chants miaulés, aux stridences de cordes pincées, — biva ? shamisen ? — avec une

grâce, une souplesse précise, à la fois naturelle et mystérieuse. Où allez-vous ? A quoi pensez-vous ? Et qui vous attend, mousmé au visage ovale, aux sourcils peints, aux yeux baissés, à la moue savamment hypocrite ? Nous ne le saurons pas. Mais, auparavant, Harada a dansé une danse étonnante où il joue avec toute une famille de parasols rouges, avec lesquels il semble un dieu se demandant où il va placer ses planètes. Il porte une splendide robe rose et verte, joie pour les yeux. Dans le Nô, il apparaît d'abord prosterné sous une carapace de soie éclatante et semble une énorme tortue. Puis il se dégage, se dresse, exécute des pas religieux et guerriers. Tout cela dure un instant et s'est parachevé et transmis d'âge en âge depuis des siècles. Pour nous donner ces quelques minutes de bonheur artistique, le danseur, à chaque danse, change de costumes, de maquillage, de préparations diverses, ce qui dure dix fois plus que l'instant de la danse ; cette minutie, cette perfection, ce talent doivent être triplement applaudis. Après ces danses qui datent, me dit-on, du VIe siècle et sont presque toutes d'origine religieuse, M. Sessue Haya Kawa, vêtu de noir, le visage jaune et poli sous le bandeau blanc, nous offre les poses d'un combat traditionnel de samouraï, sorte de danse noble et hiératique du sabre, tour à tour tiré, remis au fourreau, tournoyant dans l'air ou se précipitant vers l'adversaire invisible. Puis de mystérieux gestes d'éventails... M. Sessue Haya Kawa a eu des attitudes d'une haute beauté, semblant s'animer hors des estampes les plus classiquement célèbres. Je pensais en le contemplant à ce héros d'un roman de Judith Gautier, *la Sœur du soleil*, livre d'une originalité puissante et charmeresse, ce héros qui se nomme le prince de Nagato, qui sait si bien aimer et si bien mourir...

QUATRE FILMS

La Grande Farandole. — Entente cordiale. — La Vie d'une autre. — La Chevauchée fantastique.

On va voir *la Grande Farandole* parce que Fred Astaire et Ginger Rogers y dansent. Mais que je les préfère en des films de fantaisie où rien ne nous attriste ! Ils ont voulu incarner un couple de danseurs célèbres d'avant la guerre, les

Vernon Castle, et cette bande nous raconte les principales péripéties d'une vie d'abord difficile, ensuite célèbre, puis finissant prématurément par la mort héroïque de Vernon en 1918. Je vois bien que le destin de ces existences a cet imprévu dérisoire de certaines destinées, depuis malchance et chance subite, jusqu'à cette fin où, après avoir été un héroïque aviateur, Vernon trouve la mort en avión, en service d'instruction au Canada, alors qu'il semblait avoir échappé aux dangers du front. Mais ce qui nous charme, ce sont les numéros de danses ; ils sont nombreux, heureusement, et certaines « trouvailles » cinématographiques sont fort réussies.

Entente cordiale soulève une délicate question. Est-il permis de représenter à l'écran les grands-parents illustres de petits-fils bien vivants ? N'est-ce pas gênant et peu agréable pour le sentiment familial ? Ceci dit, Mlle Gaby Morlay, M. Francen sont avec le plus respectueux talent la reine Victoria et le roi Édouard VII. Il y a un début d'entente cordiale entre l'Angleterre et la France, au foyer du Théâtre-Français, pendant l'entr'acte, qui est bien amusant... Et les parents mènent leurs enfants s'instruire en voyant ce film guignol un peu puéril, mais politico-historique, dont les « doubles vedettes », acteurs incarnant des personnalités bien connues, font le principal attrait.

Après ces vies des autres, il y a *la Vie d'une autre*, beau film dont la donnée est bien artificielle. Deux sœurs jumelles aiment le même homme, explorateur courageux, mais un peu benêt. Pendant qu'il escalade le mont Everest, Silvia, devenue sa femme, se noie ; Martina, la bonne jumelle, celle qui a toutes les vertus et aimait vraiment l'explorateur, survit à ce naufrage, mais se fait passer pour l'autre. La voilà vivant la vie de sa sœur et apprenant que cette vie était compliquée et coupable... un amant... le divorce en perspective. Martina croyait retrouver la joie et l'amour que son astucieuse sœur lui avait dérobés, mais elle devient l'apparence de l'infidèle, de la légère, de la méchante... Heureusement, tout s'arrange. Le mari, revenu, après l'avoir prise pour sa vraie femme, finit par reconnaître celle qu'au fond il a toujours aimée... Et leur baiser de cinéma a lieu sur l'Acropole, au clair de lune. Ce serait un peu ridicule si Élisabeth Bergner,

qui joue le rôle double des jumelles, n'était pas si bonne artiste et n'avait pas de si beaux yeux.

Enfin, *la Chevauchée fantastique* est un film étourdissant, un film admirable de pittoresque, d'émotion dramatique, d'observation de mœurs, de types haut en couleurs, de caractères humains. Tous ces gens entassés dans cette diligence, menacée par les Indiens Apaches et galopant quand même d'étape en étape dans le désert de l'Arizona, unissent les mauvais garçons de tous genres, le joueur chevaleresque, le comique négociant en whisky, un honorable voleur en liberté, un honnête échappé de prison, un médecin ivrogne, une jeune femme enceinte, une sympathique et courageuse « femme de mauvaise vie », etc., toute cette fournée de voyageurs est, en dépit de ce qu'ils auraient pu présenter de généralités conventionnelles, d'un pittoreque étonnant, et l'anxiété montante des dangers auxquels la chevauchée échappe presque jusqu'au but est ménagée avec le plus grand art. Il faut que le bébé naisse dans une masure, que la jeune mère pimbèche soit bien heureuse d'être soignée par le médecin ivrogne et la secourable prostituée... Et, malgré tout, on repart..., et cette fois-ci c'est l'attaque furieuse des Indiens, c'est la défense héroïque et enragée des voyageurs, la randonnée haletante, diabolique, magnifique de mouvement, de rythme et d'emportement frénétique... Mais cela ne se décrit pas. Il faut voir cette *Chevauchée* : c'est, en son genre, une sorte de chef-d'œuvre. Tous les acteurs y ont droit au titre de vedette, et John Ford, l'auteur du film, à d'unanimes applaudissements.

Gérard d'Houville.

LES CHEFS-D'ŒUVRE DU PRADO
A GENÈVE

Le 13 février 1939, deux trains venant d'Espagne, plus chargés de trésors que les caravanes de la reine de Saba, déposaient à Genève une cargaison de chefs-d'œuvre que le gouvernement rouge de la République espagnole, redoutant la destruction de Madrid, ou tout au moins l'incendie du Prado, confiait à la Société des nations.

Un tel exode a son histoire. Près de deux mille tableaux et quatorze kilomètres de tapisserie attendaient, non loin de la frontière française, la décision du destin. Un Comité international dont faisaient partie M. Jaujard, sous-directeur des Musées nationaux, et M. David Weill, président des Amis du Louvre, négocia l'accord de Figueras par lequel les dirigeants espagnols remettaient les trésors du Prado à la Société des nations qui s'engageait à les rendre au gouvernement légal dès que la paix serait intervenue. Ainsi les tableaux et les tapisseries, chargés sur des camions, franchirent la frontière.

Le Palais des Nations offrait aux kilomètres de tapisserie des kilomètres de salles, aux tableaux de maîtres des parois multiples. Un Comité d'experts fut chargé d'établir la liste des chefs-d'œuvre en présence de deux témoins nommés par le gouvernement espagnol, M. Eugenio d'Ors et M. Sert, le peintre bien connu, le décorateur de la salle du Conseil. Ils constatèrent que les illustres voyageurs arrivaient sans dommages.

Tandis que se poursuivait cet examen, les Républicains furent battus. Les choses changeaient de face : le général Franco disposait seul des trésors de l'Espagne. A l'heure où il décidait de se retirer de la Société des nations, il ne pouvait

plus lui en laisser la garde. Allaient-ils retourner tout de suite au Prado où désormais ils ne risquent plus rien ?

Franco, généreusement, consentit qu'une partie d'entre eux fussent exposés à Genève, au Musée d'art et d'histoire, tandis que les autres repartiraient pour Madrid. Et tous, réintégrant leurs caisses, quittèrent le Palais des Nations. Aucune société d'assurance n'avait voulu encourir la garantie des chefs-d'œuvre inestimables : millions ? milliards ? Qui oserait avancer un chiffre ?

Le Musée du Prado n'a jamais admis que des œuvres insignes, des tableaux essentiels. Libéré de toute préoccupation d'histoire, de science, ou de pédagogie, il n'acquiert que des pièces de premier ordre. Il possède les plus beaux Titien, les plus beaux Rubens, des Raphaël hors de pair, et naturellement aussi les plus beaux Velasquez et les plus beaux Goya. Les Espagnols avaient dû choisir les tableaux qu'ils voulaient avant tout sauver, ceux qu'ils estimaient les plus précieux. C'est donc une sélection d'œuvres qui fut amenée à Genève. Un nouveau choix s'imposait : le directeur du Musée d'art et d'histoire et le conservateur des Beaux-Arts, à Genève, secondés par le conservateur du Musée du Prado, M. Alvarez de Sotomayor, et un membre de l'Académie des Beaux-Arts d'Espagne, désignèrent cent soixante-six toiles et vingt tapisseries. Le Musée d'art et d'histoire consacra tout un étage à ses hôtes éphémères.

Cette exposition d'un caractère unique, composée de chefs-d'œuvre élus parmi tant d'autres chefs-d'œuvre, placée sous le haut patronage du gouvernement espagnol, de M. Philippe Etter, président de la Confédération suisse, et du Conseil fédéral suisse ; de M. Adrien Lachenal, président du Conseil d'État, du Conseil d'État de la République et canton de Genève ; de M. Henri Schoenau, président du Conseil administratif de la ville de Genève, et du Conseil administratif, fut inaugurée le 1er juin par M. Adrien Lachenal, en présence de l'ambassadeur d'Espagne, le marquis d'Aycinena, de M. Pilet Golaz, représentant le Conseil fédéral, qui prirent chacun la parole, des magistrats de la République et du canton de Genève, de M. Alvarez de Sotomayor, etc...

L'École flamande, l'École allemande et l'École italienne sont représentées à Genève.

Voici de la première un triptyque de Memling, une *Nativité* devant laquelle on voudrait s'agenouiller. Trois œuvres de van der Weyden, cette *Pietà* qui évoque le corps du Christ à la descente de la croix, soutenu par des mains pieuses, si beau, si douloureux, alourdi par la mort. Deux triptyques de Bosch et une *Tentation de saint Antoine*. Une hallucinante fantasmagorie de Brueghel, *le Triomphe de la mort*. Des portraits de Van Dyck. Des Rubens sélectionnés, entre autres le *Jugement de Pâris*, symphonie de chairs éblouissantes, le *Triomphe de l'amour divin*; des portraits de reines : Anne d'Autriche en robe sombre, avec la haute fraise; Marie de Médicis, figure d'une fraîcheur immortelle, mains effilées reposant sur le vêtement noir.

L'École allemande est représentée notamment par un très beau portrait de Dürer, peint par lui-même, deux *Chasses en l'honneur de Charles-Quint*, de Cranach.

L'École italienne : Raphaël avec des *Saintes Familles*, la *Vierge à la rose*, et ce portrait d'un jeune cardinal à la face aiguë et spirituelle. Des œuvres de Véronèse et du Tintoret; des portraits de Titien : l'empereur Charles Quint, sur son coursier noir; le portrait de Titien par lui-même : figure de vieillard, noble profil d'une pâleur dorée, demi-sourire, caché dans la barbe en grisaille...

Toutefois la part la plus large est, comme il convenait, réservée à l'art espagnol. Aux richesses du Prado s'ajoutent des œuvres venues de l'Académie de San Fernando, de l'Escorial, de quelques églises, du Palais national, de collections particulières : vingt-cinq Greco, trente-huit Goya, trente-quatre Velasquez, sans parler des Murillo, des Zurbaran, des Ribera et de bien d'autres.

C'est Ribera qui nous accueille tout d'abord, avec ses dramatiques figures illuminées par un feu intérieur : le *Martyre de saint Barthélemy*, *Saint André*, *Saint Paul ermite*, dans sa grotte, penché sur un crâne, et ce *Songe de Jacob* si impressionnant.

Aucune toile du Greco n'est venue de l'admirable et modeste maison de Tolède où l'on garde et l'on vénère son souvenir et ses œuvres. Mais voici *le Songe de Philippe II*, une *Sainte Famille*, *la Résurrection*, *la Pentecôte*, *le Christ portant la croix*, figure tragique dont les yeux pleins de lumière

vous obsèdent, comme vous obsèdent les regards des portraits. Regards tournés vers le monde intérieur, expression concentrée des longues faces austères, si étroites que certains critiques ont inculpé le Greco de folie. Visionnaire, sans doute, mais non pas fou. *Le capitaine Julian Romero* et *Saint Louis*, deux visages pareillement en extase, sont l'illustration vivante de la prière. *Le Chevalier à la main sur le cœur* semble prendre en lui-même un engagement secret dont il laisse entrevoir la solennité.

Le Greco exprime une des âmes de l'Espagne, violente et mystique, attirée par l'univers invisible, tandis que Velasquez, si sombre et si grave, lorsqu'il se peint lui-même dans les *Ménines*, s'absorbe dans les choses réelles. Son œil, à qui rien n'échappe, se délecte aux harmonies d'une étoffe, d'une chevelure, d'un paysage.

La lumière ordonne la composition de ces grandes toiles, les *Ménines* et les *Fileuses*. Entre ses ménines l'enfant royale apparaît comme sacrée par la lumière, nimbant ses cheveux blonds, ruisselant sur sa robe ; les visages du nain, du page, des femmes, le gros chien couché, le portrait des parents en arrière, le peintre et sa palette, tour à tour sortent de l'ombre, suivant une discrète gradation. Une grande tapisserie aux personnages mythologiques forme le fond des *Fileuses* ; de belles dames la contemplent ; nous sommes dans l'atelier de tapisserie de Santa Isabel, à Madrid.

Les chevaux peints par Velasquez sont animés d'un mouvement irrésistible. Ils bondissent à travers d'immenses paysages qui leur appartiennent. Ainsi le cheval du comte-duc d'Olivarès, ainsi le cheval à la crinière flottante du petit prince, Balthazar Carlos, profilé sur l'azur. Voici les portraits de Doña Antonia et de son fils, celui de la femme du peintre, cette Juaña Pacheco qui devait mourir une semaine après lui, visages où s'inscrit toute une existence et qui laissent deviner la qualité de l'âme. Enfin ce Christ en croix, qu'il peignit à l'âge de vingt-neuf ans.

Jusqu'aux effigies du roi, triste, solennel, malade, ces effigies officielles commandées à Velasquez sont appelées par l'enchanteur à une vie singulière. Il ne s'est pas contenté des magnifiques harmonies d'un vêtement d'apparat ; il a su exprimer la beauté secrète et le style de cette hautaine figure.

Quant aux petites princesses, emprisonnées dans leurs lourdes robes, il a trouvé le moyen de rendre la grâce et la naïveté de l'enfance à leurs frais minois auréolés de cheveux blonds.

De Murillo, on admire à Genève une *Sainte Isabelle de Hongrie*, l'adorable *Saint Jean-Baptiste enfant* et deux grandes compositions, *le Songe du Chevalier* et *le Chevalier révèle le songe au pape Libère.*

Goya, continuateur de Velasquez, au génie multiple, à l'œuvre si curieusement diverse, Goya, le magicien, à la fois réaliste et visionnaire, prépare l'avènement de l'impressionnisme moderne.

Ses portraits sont étonnants de vérité intérieure : le portrait du peintre Francisco Bayeu, figure volontaire qui semble se mesurer avec un invisible ennemi, celui de Josefa Bayeu, la femme de Goya, si douce et si modeste, aux yeux gris vert, dans lesquels passe un peu d'or. Admirons encore l'ardente et sensuelle Tirana ; la comtesse Chinchon, éthérée, vêtue d'étoffes presque diaphanes ; la marquise Antonia Gonzaga, mélancolique, désabusée, un nœud bleu dans la sombre chevelure, une rose sur la poitrine. Arrêtons-nous devant la *Maja nue*, pour laquelle la duchesse d'Albe a posé, si belle et si voluptueuse, et la *Maja vêtue* ; devant cette toile célèbre, *la Famille de Charles IV*, véritable galerie de portraits royaux, qui coûta au peintre de nombreuses études. Voici enfin des toiles où se manifeste le visionnaire, les *Flagellants*, des *Scènes de l'Inquisition, l'Exorcisé, les Disciplinaires, la Maison de fous.*

Un peu de l'âme espagnole, rendue sensible par des peintres de génie, hantera, jusqu'à l'automne, la cité de Calvin.

NOËLLE ROGER.

RÉCEPTION DE

M. CHARLES MAURRAS

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

On attendait une grande séance. Elle le fut, — par une chaleur accablante, — selon le vœu de chacun, malgré la diversité des exigences ou des espoirs que tous apportaient. Dès l'entrée, cette somme de désirs et de passions s'éprouvait comme la température d'une mer aux courants instables. Il y avait des groupes de fidèles et des rassemblements de curieux, ceux-là renseignant ceux-ci. Des questions passaient dans l'air : « Comment parle-t-il ?... Croyez-vous qu'il y aura des allusions politiques ?... On prétend que les lettres du Pape... » Quelques-uns imaginaient déjà comme une réunion publique aux apostrophes exaltantes. Mais les gens « au courant » les calmaient. Parmi eux, les dames, nombreuses et fort zélées, servaient leur culte avec l'air déjà satisfait des mélomanes pour qui le plaisir, au concert, commence bien avant la première note. Des jeunes gens étaient venus en foule aussi, ce qui donnait à certains coins de la salle l'aspect chaleureux d'une réunion d'étudiants. Ainsi se composait ce public uni et bigarré, fondu en mille nuances ou dissemblances, salle exceptionnelle, comme on n'en trouve qu'à Paris, et qui attendait ce spectacle pour beaucoup surprenant, la réception de M. Charles Maurras sous la Coupole de l'Institut.

Quand le nouvel élu fit son apparition entre ses deux parrains, le maréchal Franchet d'Espèrey et M. Abel Bonnard, l'enthousiasme des uns, si fort qu'il fût, ne tempéra pas la curiosité des autres. Parmi ceux qui le voyaient pour la première fois, beaucoup se l'étaient représenté autrement. Une douce jeune fille, près de moi, murmura :

« Je lui aurais cru l'air méchant !... » d'un ton qui confinait au regret, C'était se faire des idées bien fausses ! Alerte sous son habit vert, progressant vers sa place d'un pas vif de marcheur, M. Maurras avec sa courte barbe, sa carrure de Provençal trapu et la décision de ses mouvements, s'avançait sous le soleil voilé de cette journée orageuse, avec l'allure d'un berger de Maussanne ou de Saint-Rémy à la rencontre de son troupeau.

Troupeau docile, pour une part, mais enfiévré d'attente, que celui de ses auditeurs ! Déjà M. Henry Bordeaux, installé au bureau, avait donné la parole au récipiendaire pour la lecture de son remerciement. Et ceux qui la connaissaient retrouvaient cette voix si émouvante, d'un creux plus profond que sonore, où le souffle semble précéder et accompagner chaque mot dans l'invisible parcours qui échappe à l'oreille de l'orateur. Pour comprendre le plaisir que M. Maurras a dû éprouver à composer et à lire ce discours, il faut l'avoir vu en petit comité mener à sa guise une conversation qui s'enroule, se déroule et festonne en liberté comme les hautes banderoles de son écriture. On apprend à savourer là ce précieux fruit d'une culture universelle et d'une activité d'esprit familière de tous les domaines. Tel se montrait M. Maurras en ce jour de sa réception académique. Ce jeudi était pour lui, comme pour les écoliers, consacré au loisir. Il lui était permis, une heure durant, de revenir aux lettres si chères à son cœur. Les noms de Taine, de Renan, de Sainte-Beuve paraissaient en toute liberté sur ses lèvres, tandis qu'il remerciait l'Académie pour l'honneur qu'elle lui faisait de l'avoir appelé à continuer auprès d'elle tant d'aînés illustres. Plus loin dans le temps, ceux de Racine, de La Fontaine, de Corneille, de Bossuet trouvaient leur place. Cet hommage rendu, il entreprenait celui de son prédécesseur. Et là encore, on le trouvait sensible à chaque ordre de mérite, habile à en restituer l'exacte présence.

De sa part, cela semblait, à première vue, une gageure de célébrer un maître de la parole. Ceux qui l'ont pensé ignoraient qu'un Provençal n'a nul besoin d'entendre le verbe résonner autour de lui pour en mesurer la puissance. Sur cette terre favorisée, la musique parlée sait éclore comme l'autre au plus profond de l'esprit. Ce qui devait intéresser aussi un Maurras chez un Henri-Robert, c'était l'irrésistible prestige par où l'avocat insufflait la conviction. Il a décrit cette scène muette que restait pour lui l'adjuration de l'homme en robe « aux douze citoyens tirés au sort pour statuer d'un point majeur ». Comment le choix se formera-t-il en eux ? Il serait injuste

de tout accorder aux puissances du sentiment. Et, si l'on décide que le « plus fort motif » doit l'emporter, la question reste entière, car il faut savoir ce qui l'a rendu le plus fort.

Placé devant ce problème, M. Maurras le tranche en prononçant que « là se fait, car là doit se faire, l'un des plus beaux mélanges ou des plus brillantes combinaisons de ce que peut la nature angélique de l'homme quand elle est parvenue à commander à sa passion, à son mouvement, à son geste, à sa voix ; quand, surtout, cette voix de chair et d'esprit est belle, et que sa beauté est *née*, exactement *née*, pour insinuer les puissances de la persuasion. Tout y est rassemblé, du physique et de l'humain, du pathétique et du raisonnable : et les merveilles d'un mouvement qui vient d'en haut, et les puissances du corps avec ce qu'elles ont de familier ou, pourquoi pas, de trivial... »

Pur avocat, dénué de toute ambition autre que celle de triompher à la barre, Henri-Robert, à la haute situation où il était parvenu, se trouvait à bonne portée pour nourrir des réflexions propres à dépasser le cadre de son métier. Il avait pu mesurer ce progrès des âmes, reconnu dès 1904 par Jules Lemaitre comme l'un des signes de la renaissance française. Et c'est encore sur ce terrain que M. Maurras se plaît à le rejoindre. La fin de son discours est une apologie de ce nouvel esprit, suite et fruit naturel d'une des plus pures civilisations d'Europe, à quoi nous devons de conserver intact notre foi dans l'avenir national. C'est là qu'on attendait la grande leçon de Maurras. Il a su la faire, promenant sa pensée au long des siècles parmi ces grandes époques françaises où la pensée prenait sa part dans les succès de l'action. Les rois y tiennent une bonne place mais autour d'eux, c'est cette même nation, semblable à celle d'aujourd'hui, qui souffre, se rassemble et combat sans jamais douter de la victoire. L'ovation qui accueillit les dernières paroles de M. Maurras montre combien le public, chez nous, demeure sensible au rappel de ces réalités qui surpassent les légendes.

C'était à M. Henry Bordeaux que revenait la mission d'accueillir le nouvel élu. Il sut retracer, comme on l'espérait, la courbe de cette vie partagée entre le rêve du poète et l'action du citoyen. Les ascendances paysannes et bourgeoises dont peut s'enorgueillir à juste titre un Maurras furent par lui mises en valeur par des traits sans lesquels le portrait eût manqué de sa touche définitive. Associant Maillanne et Martigues dans l'hommage rendu aux deux illustres enfants qu'elles virent naître, il évoqua le souvenir de Mistral à

l'ombre duquel devait croître le jeune Maurras : « Sous chaque feu qui brûle dans l'âtre des mas provençaux, s'écria-t-il, a soufflé son génie pour en rallumer la cendre. Vous a-t-il apporté à votre naissance les présents d'usage, une couple d'œufs, un quignon de pain, un grain de sel et une allumette avec la formule sacrée : « Mignon, sois plein comme un œuf, sois bon comme le pain, sois sage comme le sel, sois droit comme une allumette » ?

Le Maurras journaliste militant devait tenir, comme on pense, une grande place dans ce discours. « Je laisserai, a dit M. Bordeaux, les polémiques expirer au seuil de ce temple où les divisions humaines ne sont admises que sous la forme des idées, pour m'en tenir à cet art même de la polémique qui, de Juvénal à Hugo, ne s'inscrit en littérature que par ses excès... Si j'affirmais ici que vous fûtes toujours équitable, je crois bien que vous souririez le premier de ma candeur... Pourtant c'est bien la passion du juste contre l'injuste qui vous possède comme un démon. Pour voir plus clair, vous promenez partout la torche en oubliant parfois qu'elle brûle : ainsi les boiseries et les tentures prennent-elles feu inopinément. »

Tout en appréciant la discrétion avec laquelle M. Bordeaux avait poussé cette « pointe », un auditeur malicieux pouvait regretter qu'elle fût la seule à figurer parmi tant de justes éloges. Vieux lecteur de M. Maurras, cet auditeur eût peut-être trouvé matière à en fourbir d'autres à propos de certain article sur *la Composition de l'Académie française* à différentes époques du XIXe siècle, article paru dans la *Revue encyclopédique* du 1er novembre 1895. Disons-le, l'auditeur en question aurait eu tort. Sans doute, dans ces pages, M. Maurras raille bon nombre de choix faits par l'Académie. Il lui reproche sa résistance devant le génie, sa mauvaise grâce à l'égard de Hugo et déclare qu'après avoir refusé qu'on lui donnât Flaubert, Michelet et Gautier, elle dut se contenter, un peu plus tard, de leur monnaie. Mais il voit aussi chez elle, depuis 1891, une renaissance de l'esprit classique en réaction contre Rousseau. Il esquisse aussi, pour les années 1915, une Académie future où doivent prendre place Anatole France, Barrès, Clemenceau, Deschanel, Jean Moréas, Raymond de la Tailhède... Prévision que l'avenir devait justifier pour une bonne part. Et quant à la renaissance annoncée de l'esprit classique, elle ne pouvait mieux se réaliser, aux yeux de l'auteur, qu'en cette séance du 8 juin 1939.

ROBERT BOURGET-PAILLERON.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LES DEUX BLOCS ANTAGONISTES

Parmi les rumeurs de guerre et malgré les revendications totalitaires, la France travaille, se renforce et produit. Le Président Albert Lebrun, inaugurant à Lille et à Roubaix l'Exposition du progrès social, s'est plu à le constater. Il a dit sa profonde satisfaction de revoir cette région du Nord qu'il avait parcourue après la guerre, « le cœur serré et l'âme en deuil », et de « la retrouver aujourd'hui magnifiquement équipée, prête à toutes les conquêtes pacifiques du travail et du progrès ». On oublie trop, en effet, quel gigantesque effort de reconstruction la France, après l'invasion et la victoire, a réalisé avec ses seules ressources. Si elle avait employé la méthode de gaspillage volontaire et de dépenses de luxe adoptée par l'Allemagne pour éviter de réparer les ruines dont elle était responsable, où en seraient aujourd'hui ses finances et son économie ? Le Président, reprenant les belles paroles de l'ambassadeur des États-Unis, a montré la France « unie et sereine ». « C'est en pleine conscience qu'elle participe aujourd'hui, avec les nations attachées à l'indépendance des États, des petits comme des grands, à l'organisation d'un front de la paix, d'une ligue de la sécurité, en vue de libérer le monde de ce sentiment d'inquiétude qui le paralyse et, en se perpétuant, le conduirait à la déchéance. »

M. Édouard Daladier, de son côté, a prononcé le 4 juin devant le Comité exécutif du parti radical-socialiste un discours très important où il a montré les hommes de son groupe d'accord pour approuver sa politique d'union nationale en face du péril extérieur. Les radicaux-socialistes ont toujours constitué un grand parti de gouvernement qui n'a jamais perdu le sens des responsabilités du pouvoir mais qui a commis une lourde faute en 1936 en participant à la formation du

front populaire dont la politique intérieure a involontairement servi les desseins des États totalitaires. Sous la conduite d'un chef qui se réclame de « la grande tradition jacobine », et qui sait lui faire entendre « le langage rude de la vérité », il s'est ressaisi et il est devenu le centre d'un puissant groupement des partis d'ordre, d'indépendance et de prospérité nationales. Dans l'évolution d'un groupe politique, ce qui importe surtout, c'est le sens de la courbe qu'il décrit vers l'avenir. M. Daladier a défini sa politique : « Accroître les forces morales et matérielles de la France. Un pays déchiré par la discorde ne sauve pas la paix. Un pays déchiré par la discorde ne peut pas défendre ses droits et ses libertés... Les Français sont aujourd'hui plus unis qu'ils ne le furent depuis longtemps. » Les résultats économiques, financiers et sociaux sont favorables. On constate un « relèvement régulier de notre production. Car un pays qui ne travaille pas est voué à la servitude et au démembrement. Il fallait donc remettre la France au travail ». Donc, pas de politique de classe qui ne crée que « divisions et ruines », mais une politique d'entente nationale en face d'un péril extérieur que personne ne peut méconnaître. Amélioration de la balance commerciale, succès de l'emprunt, reprise économique qui serait éclatante sans la brusque aggravation de la situation internationale, satisfaisante rentrée des impôts, diminution du chômage, meilleur rendement du travail. Ces résultats ne sont pas seulement heureux au point de vue intérieur. ils sont favorables à une action extérieure plus efficace.

Les principes de cette action, le président du Conseil les définit de nouveau et il repousse une fois de plus l'absurde accusation, sans cesse répétée en Allemagne et en Italie, d'une politique d'encerclement. « Nous sommes pour la collaboration qui est le contraire de l'encerclement. Mais chaque fois que nous avons fait un pas dans la voie de la collaboration, on nous a répondu par une action de force. Chaque fois que nous avons fait une offre de collaboration, elle a été déclinée... Nous disons non à l'agression, nous disons non à la tyrannie autarcique, nous disons non au fanatisme idéologique, nous disons non aux revendications du prétendu espace vital, nous disons non à tout ce qui est violence et brutalité... Nous disons oui à toutes les initiatives justes et constructives, nous disons oui à tous les essais d'entente et de collaboration loyale, nous disons oui à tout ce qui entraînerait une reprise des échanges économiques à travers le monde et à une plus équitable répartition des matières premières... Notre tâche est de sauver l'héritage moral et l'héritage matériel de la

France. Vouloir cela, ce n'est pas être réactionnaires ou révolutionnaires, c'est être Français. »

A ce langage simple, honnête et droit, il faut que le gouvernement ajoute des actes pratiques. Il n'est pas possible de risquer l'avenir de la France et de la paix sur le coup de dés d'élections législatives ; car les mesures les plus sages sont souvent aussi celles qui suscitent le plus de mécontents. Toute agitation électorale risquerait de rouvrir l'ère des troubles sociaux et d'offrir aux entreprises hostiles des occasions d'apparence favorable. Si le gouvernement ne veut pas risquer de compromettre le redressement intérieur et l'édifice encore précaire de sécurité qu'il a réalisés, il ne peut procéder à des élections qu'après de profondes réformes de structure. Or, les projets de réforme électorale restent en difficulté devant la Chambre. La réforme du système parlementaire est liée à la question de la paix ou de la guerre. Et cette réforme ne serait un bienfait que dans certaines conditions, si elle comportait le rétablissement de l'autorité gouvernementale et de la discipline nationale. C'est le cercle vicieux. Il est difficile aux États totalitaires de réintroduire quelque liberté dans leur régime même économique, et il est difficile aux États démocratiques parlementaires de réintroduire l'autorité.

Le Congrès du parti socialiste à Nantes a montré les divisions profondes qui l'affaiblissent et que l'accolade spectaculaire de M. Léon Blum et de M. Paul Faure ne suffit pas à dissimuler. Différend d'abord sur la réforme électorale avec représentation proportionnelle dont le Congrès est partisan, mais que le groupe parlementaire a fait échouer à la Chambre : une motion favorable fut votée par le Congrès, mais dans quelle mesure les députés se sentiront-ils liés par une telle décision ? Le heurt des tendances se manifesta aussi, bien que plus discrètement, à propos de la politique extérieure et de la défense nationale ; les uns, instruits par les responsabilités du pouvoir, approuvant plus ou moins ouvertement la politique du cabinet Daladier, les autres restant fidèles à la doctrine pacifiste de la IIe Internationale. Désaccord enfin sur les relations avec les communistes : M. Paul Faure fit voter, à l'encontre de MM. Blum, Dormoy, Auriol, une motion interdisant l'accord étroit avec les communistes qui suivent les directives d'un État étranger. Singulière mêlée de doctrines théoriques rebelles à la leçon des faits et d'empirisme gâté par des restes de pure idéologie et par la brutalité des jeunes ambitions. Le fait dominant est un recul très sensible du nombre des membres cotisants et du tirage du *Populaire* (de 235 000 à 90 000) ;

mais il faut se garder d'en tirer des conclusions d'ordre électoral très précises et trop absolues. La réforme électorale va revenir devant la Chambre qui peut-être finira par voter quelque chose, sans doute, hélas ! quelque chose d'informe et de bâtard. Enfin un débat au Sénat sur la gestion de M. Jardillier, lorsqu'il était ministre des P. T. T., a montré avec quelle désinvolture et quelle partialité scandaleuse un ministre socialiste est capable de se moquer des lois, des finances publiques et des principes les plus sacrés du régime parlementaire. Il est une fois de plus démontré que l'avènement du front populaire en 1936 a été avant tout la ruée d'une « nouvelle couche » d'appétits et d'impatientes convoitises. Ces gens-là se donnent comme les adversaires des régimes dictatoriaux, mais ils en pratiquent les pires abus et ils leur préparent les voies. Les régimes fasciste, national-socialiste ou soviétique se définissent par la mainmise d'un parti sur l'État. C'est bien cela qu'ont cherché à réaliser en 1936 les partis marxistes en France et qu'ils aspirent à recommencer.

Le chancelier Hitler, au Congrès des anciens combattants, a essayé encore une fois de fausser l'histoire en racontant que l'armée allemande n'a pas été vaincue, — les anciens combattants savent le contraire ! — et que l'Allemagne n'est pas responsable de la guerre. Il faut vraiment de l'audace pour soutenir que le gouvernement allemand de 1914 n'avait pas de buts de guerre et que ceux qui en avaient étaient les Anglais qui poursuivaient la destruction de la marine, du commerce et de l'Empire colonial allemand. Il s'agit de faire croire que la situation est aujourd'hui la même et que ce sont les Anglais qui poursuivent l'encerclement de l'Allemagne innocente et persécutée : « Nous avons le devoir d'attirer l'attention de la nation sur la similitude des buts de la politique d'encerclement aujourd'hui et jadis. » Nous avons, nous, le devoir de dénoncer une politique d'envahissement qui reprend les mêmes procédés, très aggravés, et les mêmes mensonges plus puissamment diffusés que ceux de Guillaume II. Le résultat, si l'on n'y prend garde, sera le même, parce que les mêmes fautes entraînent les mêmes effets.

Les journaux français et britanniques, selon leurs tendances ou d'après quelque incident d'importance secondaire, soufflent le chaud ou le froid, montrent la guerre imminente ou en annoncent le recul. Il est en réalité impossible de savoir quelles résolutions peuvent avoir arrêtées dans le secret de leurs délibérations les deux chefs irresponsables des Puissances de l'axe. Relisez les journaux de 1914 et les manifestations publiques des gouvernements de Berlin et de

Vienne, et vous y verrez que, avant l'attentat de Sarajevo, quand la guerre était déjà décidée ou, ce qui revient au même, quand étaient résolues les mesures qui la rendraient inévitables, l'atmosphère n'avait jamais paru plus sereine et plus calme. Nous ne sommes pas ici en présence de nations libres et capables de faire connaître leurs préférences, mais d'un complot de deux *maffias* toutes-puissantes. Des indices nombreux et concordants permettent de croire que la guerre serait profondément impopulaire en Italie. Voici cependant ce qu'écrit l'organe officieux du ministère des Affaires étrangères, les *Relazioni internazionali* : les revendications italiennes sont territoriales et le peuple italien saura en imposer la reconnaissance. « Croit-on vraiment en France que le peuple italien puisse se contenter d'un port franc et d'un statut ? Ceux qui le croient ne connaissent pas le peuple de Mussolini ; ils ignorent sa volonté et ses besoins. Pour le peuple italien, l'espace vital veut dire expansion. Dans l'esprit fasciste, l'expansion signifie vivre et travailler sur des territoires appartenant à l'Italie. Le temps des concessions est passé. Il y a des droits italiens qu'il est nécessaire de reconnaître dans l'intérêt supérieur de la paix. La France croit-elle qu'elle se sauverait et qu'elle sauverait la paix en s'opposant aux aspirations profondes du peuple italien, le jour où, sur un simple ordre du chef, ces aspirations se manifesteraient en plein ? » Nous disons simplement que les fauteurs d'un pareil texte ne connaissent pas la France. Le temps des concessions est, en effet, passé. Aucune ne sera offerte à une Italie liée à l'Allemagne par une alliance formelle. L'Italie se rendra compte un jour que la politique qu'on lui impose est contraire à ses traditions et à ses intérêts les plus évidents et que ses alliés la conduisent, et l'Europe avec elle, à des catastrophes.

Le spectacle d'une Europe divisée en deux blocs hostiles, la menace quotidienne d'un conflit qui placerait le Saint-Siège dans la situation la plus pénible et rendrait particulièrement difficile l'exercice impartial de son autorité préoccupent au plus haut point l'esprit de Pie XII. Comment ne souhaiterait-il pas qu'aux premiers actes de son pontificat correspondît une détente européenne ? Ses nonces ont donc, dernièrement, reçu mission de procéder à des « sondages » en vue de s'assurer des dispositions réelles des principales Puissances ? Il ne s'agit ni d'ouvrir une négociation, ni de réunir une Conférence, encore moins d'offrir une médiation. Existe-t-il donc un problème sur lequel des vues pourraient être échangées ? Sans aucun doute, oui. C'est un fait brutal que certains

pays produisent plus de blé qu'ils n'en consomment et que, faute de pouvoir le vendre, ils le dénaturent pour l'employer à toute sorte d'usages moins nécessaires que la nourriture des hommes ; d'autres produisent trop de café et le font brûler dans les locomotives ou jeter à la mer. Et pendant ce temps-là, certains peuples manquent de pain, de café, de beaucoup d'autres denrées dont il existe pléthore dans d'autres régions. Cela est antihumain, antichrétien ; et donc le Pape est fondé à s'en alarmer, à entretenir d'une question si émouvante les gouvernements.

Il s'agit d'un problème de répartition ; mais le problème de répartition est lui-même commandé par une question de moyens de paiement, car aucun pays ne refuse de vendre ce qu'il possède en surabondance et qui manque à d'autres. Or, si l'Allemagne, par exemple, ne peut pas acheter, mais seulement troquer, c'est qu'elle a fait un mauvais usage de ses richesses, qu'elle s'est enfoncée dans un système d'autarcie dont elle ne peut pas sortir et dont, pour tromper son peuple, elle vante les mérites ; elle a préféré les canons au beurre ; elle s'est imaginé que la force pouvait suffire à tout et tout remplacer ; elle a préféré les satisfactions d'un orgueil sans limites à celles d'un estomac satisfait : « Orgueil, a dit Pascal, contrepesant de toutes les misères. » Cette politique l'a conduite à des annexions qui n'ont fait que rendre le problème plus aigu, plus désespéré. Sa politique économique est devenue un instrument de domination politique qui alarme ceux-là mêmes qui s'y sont prêtés ou qui n'ont pu s'y soustraire. Et plus la domination politique avance, plus la solution du problème économique recule. Les choses en sont venues à un tel point qu'il ne serait même plus possible aujourd'hui, si l'Allemagne et l'Italie découvraient des moyens de paiement, de leur livrer les denrées qui leur manquent, du moins sans avoir la certitude que, leurs stocks une fois constitués, elles ne s'en serviraient pas pour alimenter leurs armées dans une guerre d'agression et de conquête. Problème à la fois infiniment complexe et tragiquement simple. Évolution fatale qui aboutit à une impasse d'où les Puissances de l'axe ne peuvent sortir que par un saut dans l'inconnu qu'elles ont mis les autres dans l'impossibilité matérielle et morale de les aider à éviter. « Nations prolétaires », prétend Gœbbels et ses émules d'Italie. Non : nations qu'une oligarchie révolutionnaire a mises hors d'état de vivre pacifiquement et honnêtement de leur travail parmi les autres peuples.

L'EUROPE ET LA RUSSIE

Le geste naturel de défense des États menacés par un tel débordement dont les limites ne s'aperçoivent nulle part, on l'appelle, à Berlin et à Rome : politique d'encerclement. Ce geste a été trop tardif ; s'il avait été fait plus tôt, avant la destruction d'États dont l'indépendance était à la fois juste et nécessaire à la paix de l'Europe, il aurait obligé l'Allemagne à trouver des voies moins dangereuses et plus favorables à ses propres intérêts. Mais il est inutile de revenir sur les fautes commises. Mieux vaut constater les progrès d'une défensive qui s'organise et se renforce. La question d'une alliance défensive de l'Angleterre et de la France avec la Russie soviétique est encore en suspens. A bien voir les choses, c'est, depuis le traité de Brest-Litovsk, l'absence d'une Russie comme facteur actif d'équilibre en Europe orientale qui est l'origine des difficultés politiques de la période d'après guerre. Dans quelle mesure la Russie stalinienne est-elle redevenue capable de tenir ce rôle et dans quelle mesure le veut-elle, c'est le problème qu'a posé, peut-être d'une façon un peu trop rapide et abrupte, la proposition britannique à la Russie?

La presse anglaise a péché, ce qui n'est pas son habitude, par excès de logique ; elle a considéré, ce qui est l'évidence même, que la garantie offerte à titre de réciprocité par l'Angleterre et la France à la Russie soviétique constituait pour elle un tel avantage que la conclusion ne pouvait faire de doute. C'était peut-être mal apprécier la situation spéciale du gouvernement de Moscou et celle, en particulier, de M. Molotof qui vient de remplacer, comme commissaire du peuple aux Affaires étrangères, M. Litvinof, qui passait pour trop « européen » et trop enclin à prêter l'oreille aux suggestions britanniques. L'U. R. S. S. sait que c'est elle qui possède, dans ses riches plaines, « l'espace vital » réclamé par M. Hitler et que, par conséquent, elle est menacée directement par l'expansion allemande vers l'est ; une alliance défensive avec les Puissances occidentales devrait donc combler ses vœux et les comble en effet. Mais l'armée russe, si elle est une armée nationale, a un commandement et une discipline de classe ; il y a, comme en Allemagne et en Italie, l'intérêt national, mais aussi un parti qui a mis la main sur un État et à qui son propre maintien au pouvoir apparaît comme d'un capital intérêt. Pendant longtemps une partie de la presse britannique se plaisait à reléguer la Russie soviétique dans un isolement asia-

tique ; cette sorte d'ostracisme était beaucoup plus sensible à l'amour-propre des chefs de l'U. R. S. S. qu'on ne l'imagine en Occident et ils ont saisi l'occasion d'une revanche en tenant la dragée haute aux négociateurs britanniques. N'oublions pas, enfin, que les Russes sont des Orientaux qui ne concluent pas un marché, surtout lorsqu'on a eu d'abord l'imprudence de leur dire que l'on avait besoin d'eux, sans s'offrir la satisfaction de quelque marchandage.

Telle est l'explication psychologique du discours peu aimable et diplomatiquement maladroit qu'a prononcé, le 31 mai, M. Molotof. Il a provoqué quelques déceptions à Londres et une satisfaction d'ailleurs mitigée à Berlin. Le point de vue de M. Molotof aurait gagné à n'être pas exposé sur la place publique ; mais il ne faut pas oublier que le commissaire du peuple a parlé d'abord pour son pays ou plutôt pour son parti et qu'il avait besoin d'acclimater l'idée, très nouvelle et inattendue, d'une alliance avec l'Angleterre, afin d'en préparer l'acceptation ; car la Russie soviétique, si elle redoute beaucoup l'Allemagne, a besoin cependant de faire du commerce avec elle et préférerait n'être pas entraînée dans des complications européennes qui ne l'intéresseraient pas directement.

Une note diplomatique a suivi le discours ; elle accepte tout l'essentiel des propositions britanniques, dont le principe n'est pas contesté. « En face de tout agresseur, la place de la Russie soviétique est au premier rang », dit M. Molotof dans son discours. Mais sur quelques points elle propose des amendements. L'alliance doit être purement défensive, ce qui va de soi. Toute référence au pacte de Genève devrait disparaître. Le troisième point, le plus important, concerne les États baltiques : Lettonie, Estonie, Finlande. On comprend de quelle importance sont, pour la Russie, ces pays qui faisaient partie de l'Empire des tsars et qui séparent la Russie soviétique de la Mer Baltique à laquelle elle n'a plus accès que par Léningrad, au fond du golfe de Finlande. A la sortie de ce golfe et fermant l'entrée du golfe de Bothnie par où l'Allemagne reçoit les minerais de fer de Suède, à mi-chemin entre la côte de Finlande et celle de Suède, l'archipel d'Aland est une position stratégique de premier ordre que la Russie ne veut voir qu'aux mains d'une Puissance neutre ou amie. La Russie soviétique a respecté l'indépendance des États baltiques ; mais elle craint de voir s'y établir une hégémonie allemande et elle demande que la garantie anglo-franco-russe s'étende à ces petits pays. La difficulté vient de ce que ces populations finlandaise, estonienne, lettone, n'ont pas gardé un très bon souvenir

du joug russe sous lequel elles ne voudraient à aucun prix retomber. Elles s'accrochent donc désespérément à leur indépendance et à leur neutralité ; elles signent, comme le Danemark, des pactes de non-agression avec l'Allemagne ; elles ne veulent être secourues que si elles le demandent et considéreraient comme une agression l'appui qui ne serait pas invoqué formellement par elles-mêmes. Mais ne peut-on pas considérer que l'indépendance qui a été reconnue à ces États comporte pour eux des devoirs, en premier lieu celui de la défendre, car leur indépendance est la condition de la paix et de l'équilibre dans la Baltique et, par suite, intéresse toute l'Europe et, en particulier, la Russie. C'est une raison de plus pour elle d'aboutir à un accord complet avec l'Angleterre, la France et la Pologne. On a confiance à Londres que ce résultat sera bientôt atteint.

La Yougoslavie est fermement attachée à son indépendance nationale. Elle en trouvait naguère la garantie dans la rivalité d'influence entre l'Italie et l'Allemagne. La formation de l'axe la place dans une situation plus difficile, surtout depuis que l'Italie a absorbé l'Albanie et est devenue Puissance balkanique. Il ne semble pas cependant que le prince Paul, régent du royaume, choisisse le plus sûr chemin pour sauvegarder l'indépendance des États de son pupille. Nous savons avec quelles difficultés intérieures, — le problème croate, — le gouvernement est aux prises ; mais il ne semble pas que le prince Paul se montre très pressé de les résoudre. Les dangers extérieurs ne sont pas moins graves et personne ne reprochera au gouvernement de ménager autant qu'il est possible ses puissants voisins. Mais, pour tout Français qui a gardé intacts les souvenirs de 1914, et qui se demande ce que seraient devenus les Yougoslaves, si la Russie, la France et l'Angleterre n'avaient pas fait la guerre pour sauver la Serbie, le spectacle du prince Paul Karageorgevitch paradant, aux côtés de M. Hitler, devant les troupes allemandes, a quelque chose de douloureux et de choquant. Le « Français moyen » croit que les vaillants peuples de Yougoslavie, les anciens compagnons d'armes du roi Alexandre, mériteraient un gouvernement plus ménager de leur capital d'honneur et de gloire et moins empressé auprès de ceux qui n'ont jamais cherché qu'à les asservir.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : André Chaumeix.

HUITIÈME PERIODE. — CIXᵉ ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

CINQUANTE ET UNIÈME VOLUME

MAI — JUIN

Livraison du 1er mai

Pages.

Livraison du 15 mai

Livraison du 1er juin

Livraison du 15 juin

Paris, 1939. — Imprimeries J. Dumoulin, 5, rue des Grands-Augustins. — 62453.